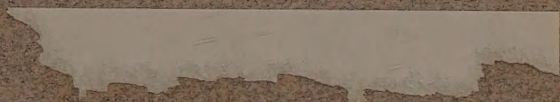


/944.04L52R6ED>C1/

944.04
L52r
6 ed



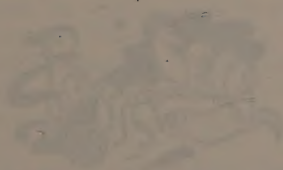
LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE
PEUPLES ET CIVILISATIONS

XIII

GEORGES LEFEBVRE

professeur honoraire à la Sorbonne

SEULE ÉDITION



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

WITHDRAWN

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

PEUPLES ET CIVILISATIONS
HISTOIRE GÉNÉRALE
FONDÉE PAR LOUIS HALPHEN ET PHILIPPE SAGNAC
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : MAURICE CROUZET

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

GEORGES LEFEBVRE
Professeur honoraire à la Sorbonne

SIXIÈME ÉDITION



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

WITHDRAWN
NORTH CENTRAL COLLEGE LIBRARY
NAPERVILLE, ILLINOIS 60566

Georges Lefebvre a présenté, en 1951, une nouvelle rédaction du volume publié en 1930, puis en 1938, par lui-même, Raymond Guyot et Philippe Sagnac.

Conformément à la volonté exprimée par G. Lefebvre avant sa disparition, la révision du texte et la mise à jour des indications bibliographiques ont été l'œuvre, en 1962, de M. Albert Soboul, professeur à la Sorbonne.

Dépôt légal. — 1^{re} édition : 2^e trimestre 1930

6^e édition : 2^e trimestre 1968

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays

© 1990, Presses Universitaires de France

44.04
L52n
6 ed

INTRODUCTION

Par ses origines, la Révolution de 1789 s'enracine au plus profond de l'histoire de la nation ; par son résultat essentiel, elle en précipita l'évolution, mais n'en changea pas le sens. Commencée par les « patriciens », ainsi que l'a noté Chateaubriand, elle apparaît comme l'épisode ultime de la lutte soutenue par l'aristocratie contre la monarchie capétienne et, de ce fait, elle clôt l'histoire ancienne du royaume. Achevée par les « plébéiens », elle assura l'avènement de la bourgeoisie : inaugurant ainsi l'histoire moderne de la France, elle n'en couronne pas moins la période antérieure, car la germination de cette classe, au sein du monde féodal qu'elle mina, constituait l'un des traits dominants d'une longue évolution.

Ni l'un ni l'autre de ces caractères ne l'isolent de l'Europe : la formation de tous les États s'y accomplit de même aux dépens de la seigneurie et tous se sont vus plus ou moins rapidement maîtrisés par l'ascension de la bourgeoisie. La Révolution française n'est nullement la première dont cette dernière profita : avant elle, les deux révolutions d'Angleterre et celle des États-Unis jalonnèrent cette évolution.

Envisagée dans le mouvement général de la civilisation, sa signification s'élargit encore. Depuis la fin des invasions barbares, une ardeur conquérante poussa les Européens à la domination de la planète, à la découverte et à l'assujettissement des forces de la nature, tandis que, simultanément, s'affermait en eux l'audacieuse volonté de discipliner l'économie, la société, les mœurs, pour le bonheur de l'individu et le perfectionnement de l'espèce. La bourgeoisie de 1789 garantit au savant la liberté de la recherche, au producteur celle de l'entreprise ; en même temps, elle tenta de rationaliser l'organisation politique et sociale. Ainsi, la Révolution française marque une étape dans la destinée du monde occidental.

Toutefois, la bourgeoisie, accroissant sa puissance, aurait pu accéder au gouvernement sans rompre avec l'aristocratie. En

Angleterre, après les révolutions du xvii^e siècle, gentilshommes et bourgeois s'associèrent pour partager le pouvoir avec le monarque ; aux États-Unis, ils éliminèrent ce dernier d'un commun accord ; sur le continent, au cours du xix^e siècle, les dynastes, cédant au mouvement de l'histoire, en gardèrent le contrôle et ménagèrent des compromis. En France, au contraire, la noblesse prétendit tout à la fois s'imposer au prince et tenir le Tiers État en respect ; contre elle, la bourgeoisie se fit l'apôtre de l'égalité des droits et, la force populaire intervenant, l'Ancien Régime s'effondra brusquement : l'aristocratie perdit non seulement ses privilèges, mais une partie de sa richesse et, par conséquent, de son autorité sociale. Mais artisans et paysans, soutenant les notables dans leur combat, retournèrent contre ceux-ci le principe de l'égalité des droits dont ils s'étaient armés, et la Révolution aboutit un instant à la démocratie politique, puis à une ébauche de démocratie sociale.

Précipitant ainsi l'évolution par des mutations brusques, elle éveilla, au delà des frontières, des espérances enthousiastes, mais elle provoqua aussi la réaction violente des rois et des aristocrates menacés. Ainsi, de 1789 à 1815, l'histoire des pays de culture européenne s'ordonne dans une large mesure autour de ce grand événement.

Ultérieurement, son influence n'a pas laissé de jouer son rôle dans la vie des hommes. Cependant, si nous sommes enclins, par suite, à l'envisager aujourd'hui comme un chapitre de l'histoire du monde, on ne doit point s'attendre à lui voir attribuer ce caractère durant la période à laquelle ce livre est consacré. Une part considérable du globe échappait alors aux Européens ; les grandes civilisations élaborées sous le contrôle de l'Islam ainsi que dans l'Inde, la Chine, le Japon, ne s'ouvraient pas encore à leur esprit ; la majorité de l'humanité contemporaine ignore l'ardent foyer qui venait de s'allumer dans un canton de la terre ou n'en perçut pas la chaleur. L'unité de la planète commence à se réaliser sous nos yeux : avec elle seulement commencera l'histoire proprement universelle.

LIVRE PREMIER

LE MONDE A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

L'EUROPE ET LES NOUVEAUX MONDES¹

L'élan conquérant de l'Europe, si marqué déjà dans tous les domaines dès le ^{xii}e siècle, impérieux au ^{xvi}e, comprimé ensuite par la réaction religieuse et monarchique, s'est à nouveau déchaîné durant le ^{xviii}e, le Grand Siècle, selon Michelet, et en tout cas, celui de la véritable Renaissance. Il convient d'abord de noter ses progrès dans l'exploration et la prise de possession du globe terrestre ainsi que les limites, relativement étroites encore, qui bornaient son extension.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Pour l'ensemble de ce livre, se reporter au t. XII de la présente collection : Ph. SAGNAC, *La fin de l'Ancien Régime et la Révolution américaine* (3^e éd., 1952), ainsi qu'à ses bibliographies ; de même, à l'occasion, au t. XI : P. MURET et Ph. SAGNAC, *La prépondérance anglaise* (3^e éd., 1949), et au t. XIII : G. LEFEBVRE, *Napoléon* (4^e éd., 1953). On pourra aussi consulter les histoires générales, par exemple : *Histoire générale*, publiée sous la direction d'E. LAVISSE et A. RAMBAUD, où le t. VII traite du ^{xviii}e siècle (Paris, 1896, in-8°) ; *The Cambridge modern history*, t. VI (Cambridge, 1909, in-8°) ; *Weltgeschichte in gemeinständlicher Darstellung*, publiée sous la direction de L. M. HARTMANN, t. VI, 2^e partie (Stuttgart et Gotha, 1923, in-8°) ; *Propyläen Weltgeschichte*, publiée sous la direction de W. GÆTZ, t. VI : *Das Zeitalter des Absolutismus, 1600-1789* (Berlin, 1931, in-8°) ; C. BARBAGALLO, *Storia universale*, t. V, 1^{re} partie : *Riforme e Rivoluzione, 1699-1799* (Turin, 1940, in-4°), avec bibliographies ; R. R. PALMER, *A history of the modern world* (New York, 1950, in-8°), riches bibliographies, principalement pour les ouvrages de langue anglaise ; A. J. GRANT et H. TEMPERLEY, *Europe in the nineteenth and twentieth century, 1787-1915* (Londres, 1939, in-8°) ; *Histoire générale des civilisations*, sous la direction de M. CROUZET, t. V : *Le XVIII^e siècle. Révolution intellectuelle, technique et politique (1715-1815)*, par R. MOUSNIER et E. LABROUSSE, avec la collaboration de M. BOULOISEAU (Paris, 1953, in-8°) ; *Destins du Monde*, sous la direction de L. FEBVRE et F. BRAUDEL : *Les bourgeois conquérants*, par Ch. MORAZÉ (Paris, 1957, in-8°) ; R. R. PALMER, *The age of the democratic Revolution. A political history of Europe and America, 1760-1800*, t. 1 : *The challenge* (Princeton, 1959, in-8°).

I. — CONNAISSANCE DE LA PLANÈTE¹.

L'exploration maritime, assoupie au XVII^e siècle, s'était ranimée et organisée sous l'impulsion de la science et avec le concours de la technique. La détermination du point, dont dépendaient, en même temps que la conduite du navire, la mensuration de la planète et la cartographie, compte parmi les grandes nouveautés de l'époque. Les récents appareils nautiques, le compas, le sextant, le cercle de Borda précisaient les latitudes ; la construction du chronomètre et des horloges marines, l'établissement de tables par les astronomes permettaient maintenant le calcul des longitudes jusqu'alors évaluées à l'estime : c'était une véritable révolution.

Cook, par la seconde de ses campagnes, de 1772 à 1776, avait rejeté le continent austral aux abords du pôle. L'exploration du Pacifique — un tiers de la surface du globe — se poursuivait ; le même Cook lui consacra son premier et son troisième voyages et La Pérouse venait de longer ses rives américaines et asiatiques ; une multitude d'îles se révélaient : il restait à les dénombrer et à les visiter ; en outre, la recherche des terres polaires et des passages arctiques du nord-est et du nord-ouest demeurait pendante.

Les espaces continentaux, plus difficiles à pénétrer, ne s'ouvraient que lentement. Les Canadiens atteignaient le lac Winnipeg, celui des Esclaves, la Columbia et, au delà des Rocheuses, la baie de Nootka où ils rencontraient les Russes, descendus de l'Alaska, et les Espagnols de la Californie. Aux États-Unis, les squatters entraient dans les plaines de l'Ohio ; mais, des étendues qui séparaient le Mississipi de la Californie, on ignorait tout. De l'Amazonie, on savait fort peu. Sur l'Asie, on ne possédait que des notions sommaires ; quant à l'Afrique, à part la bordure médi-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Exposé général dans F. MARGUET, *Histoire générale de la navigation du XV^e au XX^e siècle* (Paris, 1931, in-8°) ; le progrès technique et les explorations sont aussi résumés dans A. WOLF, *A history of science, technology and philosophy in the XVIIIth century* (New York, 1939, in-8°). Pour les explorations, Dr ORJAN-OLSEN, *La conquête de la terre* (Paris, 1933-1937, 6 vol. in-8°) : les t. IV et V, parus en 1935 et 1936 ; J. N. BAKER, *A history of geographical discovery and exploration* (Londres, [1931], in-8°) ; G. ROLOFF, *Geschichte der europäischen Kolonisation seit der Entdeckung Amerikas* (Heilbronn, 1913, in-8°) ; A. REIN, *Die europäische Ausbreitung über die Erde* (Potsdam, 1931, in-8°, de la coll. « Museum der Weltgeschichte », éditée par P. HERRE). Un essai de bibliographie relative aux découvertes figure dans le *Bulletin of the international committee of historical sciences*, t. VII, 1935, n° 27. L'état de la question est donné par *Historia Mundi*, t. VIII : *Die überseeische Welt und ihre Erschliessung* (Berne-Munich, 1959, in-8°).

terranéenne, c'était l'inconnu. La machine ne dévorait pas encore la distance : la terre demeurerait grande et le mystère planait sur de vastes étendues. Cependant, la répartition des continents et des mers se trouvant dessinée dans ses traits essentiels, la face de la terre sortait de l'ombre ; en France, Méchain, Delambre, Lalande allaient entreprendre de mesurer le méridien.

II. — LE PARTAGE DES NOUVEAUX MONDES¹.

Pour le moment, ces progrès ne changeaient pas les destinées de l'Europe comme les découvertes des xv^e et xvi^e siècles qui lui

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 3 et 4 ainsi que les histoires générales des différents États citées plus loin, p. 7, 100, 109. A. ZIMMERMANN, *Die europäischen Kolonien* (Berlin, 1896-1903, 5 vol. in-8°) ; I : *Die Kolonialpolitik Portugals und Spaniens* ; II et III : *Gross Britannien* ; IV : *Frankreich* ; V : *Niederlanden* ; Ch. de LANNON et H. VAN DER LINDEN, *Histoire de l'expansion coloniale des peuples européens* (Bruxelles, 1907-1921, 3 vol. in-8°) ; I : *Portugal et Espagne* ; II : *Pays-Bas et Danemark* ; III : *Suède* ; G. ROLOFF, *ouv. cit.*, p. 4 ; W. C. ABBOTT, *The expansion of Europe. A social and political history of the modern world* (Londres, 1925, 2 t. en 1 vol. in-8°), 2^e partie : 1648-1779. — Pour l'Amérique latine, bibliographies dans notre t. XI, liv. III, ch. III et dans notre t. XII, liv. I, ch. V, § 9 et 10, et liv. II, ch. II, § 7 ; C. PEREYRA, *Historia de la América española* (Madrid, 1920-1925, 7 vol. in-8°) ; *Historia de América y de los pueblos americanos*, dirigée par A. BALLESTEROS Y BERETTA (Barcelone, 9 vol. parus de 1936 à 1949, in-4°) ; A. BALLESTEROS Y BERETTA, *Historia de España y su influencia en la historia universal* (Barcelone, 1919-1941, 9 vol. in-4°), le t. V (paru en 1929), ch. IV, p. 395-497 : *El imperio español* (histoire politique) ; *Historia de América* dirigée par R. LEVENE (Buenos-Aires, 1940 et suiv), t. III : *Descubrimiento de América y América colonial hispanica*, par E. GARDIA et R. LEVENE ; S. DE MADARIAGA, *Cuadro histórico de las Indias (Introducción a Bolívar)* (Buenos-Aires, 1945, in-8°) ; M. BALLESTEROS GAIL-BROIS, *Historia de América* (Madrid, 1946, in-8°) ; D. RAMOS PÉREZ, *Historia de la colonización española en América* (Madrid, 1947, in-8°) ; bulletin bibliographique de P. CHAUNU, dans *Revue historique*, t. CCIV, ann. 1950, p. 77-105. — Pour la Hollande, P. BLOK, *Geschiedenis van het nederlandse volk* (Groningue, 1892-1908, 8 vol. in-8° ; 3^e éd. augmentée, Leyde, 4 vol., 1923-1926) ; trad. allemande : *Geschichte der Niederlande* (Gotha, 1901-1918, 6 vol. in-8° de la coll. « Geschichte der europäischen Staaten », fondée par HEEREN et UKERT) ; trad. anglaise : *History of the people of the Netherlands* (New York, 1898-1912, 5 vol. in-8°) ; H. T. COLENBRANDER, *Koloniale Geschiedenis* (La Haye, 1925-1926, 3 vol. in-8°) ; F. W. STAPEL, *Geschiedenis van Nederlandse India* (Amsterdam, 1930, in-8°) ; E. S. DE KLERCK, *History of the Netherlands East Indies* (New York, 1938, in-8°) ; sur la décadence du Portugal et de la Hollande, voir notre t. XI, liv. III, ch. II, § 4 et 5. — Pour l'Angleterre, bibliographies dans notre t. XII, liv. I, ch. II, § 1, et ch. III ; voir aussi plus loin, p. 8 ; *The Cambridge history of the British Empire*, t. I : *The old Empire from the beginning to 1783* (Cambridge, 1929, in-8°) ; t. II : *The growth of the new Empire, 1783-1870* (1940) ; t. IV : *British India* (1928) ; t. VI : *Canada and Newfoundland* (1930) ; t. VII, 1^{re} partie : *Australia*, et 2^e partie : *New Zealand* (1933) ; L. H. GIPSON, *The British Empire before the American Revolution* (New York, 7 vol. in-8°, parus de 1936 à 1949), le t. VII : *The great war for the Empire : The victorious years, 1758-1760* ; V. HARLOW, *The founding of the second British Empire, 1763-1793*, t. I : *Discovery and Revolution* (Londres, 1952, in-8°) ; pour l'Amérique du Nord anglo-saxonne, *The Cambridge modern history*, t. VII (1903) ;

avaient valu un empire d'outre-mer dont la fragmentation congénitale refléta les divisions de ses maîtres. L'Europe qui, pour les nouveaux mondes, figurait une unité conquérante, ne leur opposait pourtant pas la même union qu'à l'Islam, du temps des premières croisades. Chrétienne toujours, oui, mais la différenciation religieuse allait s'aggravant : l'Est orthodoxe, le Nord protestant, le Midi catholique, le Centre bigarré ; et partout, des libertins. Politiquement, la dissension remontait plus loin encore et la formation des grands États qui, au XVIII^e siècle, gagna vers l'est, signifiait qu'à cet égard, l'Europe n'existait pas, car la volonté de puissance des dynasties qui les engendra les heurtait inexorablement. La découverte des nouveaux mondes agrandit le champ de leurs rivalités et deux effets s'ensuivirent. Aux guerres continentales s'ajoutèrent des luttes maritimes et coloniales sans cesse plus complexes ; d'autre part, le partage profita aux seules puissances riveraines ou voisines de l'Atlantique, et leur économie en reçut une impulsion qui renforça la suprématie de l'Occident. La prospérité, sinon toujours la civilisation, progressa ainsi d'autant plus lentement qu'on s'éloignait davantage de l'Océan. La Méditerranée, perdant le monopole de la liaison avec l'Asie, cessa d'être le centre vital d'autrefois, d'autant que ses rives appartenaient en partie à l'Islam et qu'elles ne possédaient pas, à beaucoup près, les mêmes ressources naturelles que l'Occident ; la route qui, par le Brenner, Augsbourg et la vallée rhénane, conduisait de Venise à Bruges et à Anvers, ne servit plus qu'au trafic régional ; la

D. PASQUET, *Histoire politique et sociale du peuple américain*, t. I (Paris, 1924, in-8°) ; G. S. GRAHAM, *Empire of the North Atlantic. The maritime struggle for North America* (Toronto et Londres, 2^e éd., 1958) ; pour l'Inde, le t. IV de la *Cambridge history of the British Empire*, cité ci-dessus, qui forme aussi le t. V de *The Cambridge history of British India, 1497-1858* (Cambridge, 1929, in-8°) ; W. SMITH, *The Oxford history of India* (Oxford, 1919, in-8° ; 2^e éd., 1923) ; le point de vue des anciens colonisés est donné par K. M. PANIKAR, *Asia and Western dominance, A survey of the Vasco de Gama epoch of Asia history, 1498-1945* (Londres, 1954, in-8°) ; pour les guerres, Sir J. W. FORTESCUE, *History of the British army* (Londres, 1899-1938, 12 vol. in-8°), le t. III : 1763-1793 (1903). — Pour la France, *Histoire des colonies françaises et de la France dans le monde*, publiée sous la direction de G. HANOTAUX et A. MARTINEAU (Paris, 1929 et suiv., 6 vol. in-8°), t. I : *Amérique* ; t. V : *Inde* ; J. TRAMMOND, *Manuel d'histoire maritime de la France des origines à 1815* (Paris, 1916, in-8° ; dernière éd., 1942) ; J. SAINTOYANT, *La colonisation française sous l'Ancien Régime du XV^e siècle à 1789* (Paris, 1929, 2 vol. in-8°) ; le t. II : *De 1715 à 1789* ; G. L. JARAY, *L'empire français d'Amérique, 1534-1803* (Paris, 1938, in-8°) ; bibliographie critique étendue de Ch.-André JULIEN dans le *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire et de géographie de l'Enseignement public*, n° 124, novembre 1950, p. 67-79. — Pour l'Allemagne, H. BRUNSCHWIG, *L'expansion allemande outre-mer du XV^e siècle à nos jours* (Paris, 1957, in-8°).

prééminence dont l'Italie et l'Allemagne avaient joui dans l'économie européenne, s'évanouit, et ni l'une ni l'autre ne prirent leur part des nouveaux mondes ; encore l'Italie préserva-t-elle une portion de sa richesse acquise, tandis que l'Allemagne, ruinée par la guerre de Trente ans, achevait seulement de renaître dans les dernières décades du XVIII^e siècle. L'Europe orientale, ne touchant au commerce international que par la Baltique, souffrit plus encore ; son retard sur l'Occident s'accrut ; malgré les efforts des despotes éclairés du XVIII^e siècle, elle demeurait pauvre. Il n'y avait pas longtemps qu'on s'était décidé à tenir pour Européens les Moscovites schismatiques et on ne se doutait pas qu'en occupant la Sibérie, ils se préparaient eux aussi un empire colonial : l'Asie russe ne comptait guère encore qu'un demi-million d'habitants.

De la diversité de l'Europe et de l'anarchie belliqueuse qui la désolait, deux conséquences se dégagèrent à la fin de l'Ancien Régime. Le partage du monde ne s'était pas seulement altéré depuis le XVI^e siècle : sans que la domination européenne fût contestée, les empires coloniaux paraissaient menacés de décomposition interne. Et, tandis que leur extension se poursuivait nonobstant, les dissensions de leurs maîtres la freinaient, en sorte que la majeure partie de la population du globe leur échappait encore.

III. — LES EMPIRES COLONIAUX¹.

Le Portugal et la Hollande, métropoles exiguës, ne gardaient que des fragments de leurs anciennes possessions ; le premier, le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter à la note de la p. 5 ; sur le système colonial, voir notre t. XI, liv. I, ch. II, § 5. Pour l'Amérique latine, les publications d'Alexandre DE HUMBOLDT, *Voyage aux régions équinoxiales du Nouveau Continent [de 1799 à 1806]* (Paris, 1814-1817, 4 vol. in-8°), et *Essai politique sur la Nouvelle Espagne* (Paris, 1811, 2 vol. in-4° et atlas), restent précieuses. Le t. XIII de *Historia de América*, publiée sous la direction de A. BALLESTEROS Y BERETTA, citée p. 5, est consacré à *Los Virreinos en el siglo XVIII*, œuvre de Cayetano ALCÁZAR MOLINO (Madrid, 1945, in-8°) ; lui préférer le t. VI, ch. VI de *Historia de España* du même A. BALLESTEROS, citée p. 5 : *El imperio español* (p. 659-770, pour les institutions et la vie économique et intellectuelle) ; R. LEVENE, *Investigaciones acerca de la historia económica del Virreinato del Plata* (La Plata, 1927-28, 2 vol., in-8°) ; G. ESPEDES DEL CASTILLO, *Lima y Buenos-Aires ; recensiones economicas y politicas de la creacion del Virreinato del Plata* (Séville, 1947, in-8°) ; F. CHEVALIER, *Le grand domaine au Mexique du XVI^e au début du XIX^e siècle*, dans *Première conférence internationale d'Histoire économique*, Stockholm, 1960 (Paris, La Haye, 1960, in-8°), p. 399-408 ; J. SACRE, *Le système colonial espagnol dans l'ancien Venezuela* (Paris, 1939, in-8°) ; Astrogildo DE MELO, *O trabalho de indigenas nas lavours*

Brésil et des escales africaines et asiatiques ; la seconde, quelques Antilles, une Guyane, Le Cap, Ceylan et principalement Java et les Moluques. L'Espagne, au contraire, conservait son domaine ; elle l'accroissait même par l'occupation de la Californie, où San

de Nova Hespánha (São Paulo, 1946, in-8°) ; R. BARON CASTRO, *La población de El Salvador* (Madrid, 1942, in-8°) ; Caio PRETO, *História econômica do Brasil* (São Paulo, 1945, in-8°), et *Formação do Brasil contemporâneo : Colônia* (São Paulo, 2^e éd., 1945, in-8°). Les historiens du Mexique et des États-Unis s'intéressent à l'Amérique latine ; on citera par exemple : S. ZEVALA Y MARIA CASTELLO, *Fuentes para la historia del trabajo en Nueva España* (Mexico, le t. VIII : 1650-1805, paru en 1946) ; P. H. UREÑA, *Historia de la cultura en la América hispánica* (Mexico, 1947, in-8°) ; J. WHITFIELD DIFFIE, *Latin American civilization ; colonial period* (Harrisburg, 1945, in-8°) ; A. WHITAKER, *The Huancavelica mercury mine. A contribution to the history of the Bourbon Renaissance in the Spanish Empire* (Cambridge, Mass., 1941, in-8° ; n° 16 de la coll. des « Harvard historical studies ») ; W. HOWE, *The mining guild of New Spain and its tribunal general, 1770-1821* (Cambridge, Mass., 1949, in-8° ; n° 56 de la même coll.) ; voir aussi le fascicule de la revue *Annales*, t. III, ann. 1948, p. 385-576, intitulé « A travers les Amériques latines » qui forme également le n° 4 de la coll. « Cahiers des Annales ». — Pour les Antilles : W. J. GARDNER, *History of Jamaica* (Londres, 1873, in-8° ; 2^e éd., 1909) ; H. C. BELL, *British commercial policy in the West Indies. 1783-1793, dans English historical review*, t. XXXI, ann. 1916, p. 429-441 ; F. ARMYTAGE, *The free port system in the British West Indies. A study in commercial policy, 1766-1822* (Londres, 1953, in-8°) ; L. VIGNOLS, Les Antilles françaises sous l'Ancien Régime ; aspects économiques et sociaux, dans la *Revue d'histoire économique et sociale*, t. XVI, ann. 1928, p. 720-795 ; P. DE VAISSIÈRE, *Saint-Domingue* (Paris, 1909, in-12) ; M. SATINEAU, *Histoire économique et sociale de la Guadeloupe sous l'Ancien Régime* (Paris, 1928, in-8°) ; L.-Ph. MAY, *Histoire économique de la Martinique* (Paris, 1930, in-8°) ; E. A. BANBUCK, *Histoire économique et sociale de la Martinique sous l'Ancien Régime* (Paris, 1935, in-8°) ; G. DEBIEN, *Études antillaises : au XVIII^e siècle* (Paris, 1957, in-8° ; n° 11 de la coll. « Cahiers des Annales »). — Pour l'expansion en Asie et les compagnies, voir notre t. XI, liv. III, ch. V ; H. FURBER, *John Company at work. A study of European expansion in India in the late eighteenth century* (Cambridge, Mass., 1948 ; n° 55 de la coll. des « Harvard historical studies ») ; L. DERMIGNY, *Cargaisons indiennes, Solier et C^{ie} (1781-1793)* (Paris, 1959, 2 vol., in-8°). — Pour la Hollande : voir p. 5 ; J. S. FURNIVAL, *Netherlands India : a study of plural economy* (Cambridge, 1939, in-8°) ; A. HYMA, *The Dutch in the Far East : a history of the Dutch commercial and colonial empire* (Ann Arbor, 1942, in-8°). Pour les compagnies anglaise et française, C. H. PHILIPS, *The East India, 1784-1834* (Manchester, 1940, in-8°) ; C. NORTHCOTE PARKINSON, *Trade in Eastern seas, 1793-1813* (Cambridge, Mass., 1937, in-8°) ; H. WEBER, *La Compagnie des Indes* (Paris, 1904, in-8°) ; J. CONAN, *La dernière Compagnie des Indes* (Paris, 1942, in-8°). — Sur l'esclavage, voir A. DE HUMBOLDT, cité ci-dessus ; G. SCELLE, *Histoire politique de la traite négrière aux Indes de Castille* (Paris, 1906, 2 vol. in-8°) ; A. TOURMAGNE (pseudonyme de A. VILLARD), *Histoire de l'esclavage ancien et moderne* (Paris, 1880, in-8°) ; de préférence, GASTON-MARTIN, *Histoire de l'esclavage dans les colonies françaises* (Paris, 1948, in-8°), et *Nantes au XVIII^e siècle. L'ère des négriers* (Paris, 1931, in-8°) ; le P. D. RINCHON, *La traite et l'esclavage des Congolais par les Européens. Histoire de 13 millions 250.000 noirs en Amérique* (Wetteren, 1929, in-4°), et surtout *Le trafic négrier d'après les livres de commerce du Gantois Pierre Ignace Liévin van Alstein*, t. I, *L'organisation commerciale de la traite* (Uccle et Paris, 1938, in-8°) ; du même auteur, *Les armements négriers au XVIII^e siècle, d'après la correspondance et la comptabilité des armateurs et des capitaines nantais* (Bruxelles, 1956, in-8° ; « Mémoires de l'Académie royale

Francisco venait de naître, et par l'acquisition de la Louisiane, qui lui livrait l'embouchure du Mississipi et La Nouvelle-Orléans : elle tenait donc tous les rivages du golfe du Mexique et de la mer des Caraïbes ainsi que deux des joyaux de leur ceinture insulaire. Dernières venues, l'Angleterre et la France s'étaient disputé la possession de l'Amérique du Nord, de l'Inde, des petites Antilles. La France succomba et il ne lui resta que Haïti, la Martinique, la Guadeloupe, l'île de France ; en 1783, elle récupéra Sainte-Lucie, Tabago, ses comptoirs du Sénégal ; ainsi, elle conservait, malgré ses pertes, une grande partie de la production sucrière. D'ailleurs l'Empire britannique, à peine fondé, paraissait ébranlé par la sécession américaine et la conquête de l'Inde marquait une accalmie. L'Angleterre détenait le Bengale et imposait à l'Oude un tribut ; Calcutta se subordonnait Bombay et Madras ; mais Cornwallis, successeur de Warren Hastings, s'appliquant à réformer l'administration, se montrait pacifique et refusa de soutenir le Nizam attaqué par Tippou, souverain du Mysore. Non moins redoutable que ce dernier paraissait la confédération des féodaux mahrattes que dominait Sindhia, reconnu par le Grand Mongol comme son lieutenant héréditaire. Malgré tout, l'ascension de la Grande-Bretagne en imposait à l'Europe.

Une même âpreté mercantile présidait toujours à l'exploitation de tous ces empires. Chaque métropole tirait du sien ce qui lui faisait défaut et y répandait une part de ses exportations ; elle lui interdisait en principe de cultiver ou de manufacturer concurremment avec elle, de trafiquer avec l'étranger ; elle imposait l'usage de ses propres vaisseaux. C'était ce qu'on appelait en France « l'exclusif ». Outre-mer, l'Europe possédait ainsi, outre des clients obligés, deux des ressources essentielles qui vivifiaient son économie : les métaux précieux et les productions tropicales.

des Sciences coloniales », nouvelle série, t. VII, fasc. 3) ; J. MEYER, *Le commerce négrier nantais, 1774-1792*, dans *Annales, Économies, sociétés, civilisations*, 1960, p. 120 ; J. VIDALENC, *La traite des nègres en France au début de la Révolution*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1957, p. 56. Les auteurs anglais renvoient à B. EDWARDS, *History civil and commercial of the British West-Indies* (Londres, 1793, 5 vol. in-8° ; 5^e éd., 1819). On cite encore : A. ALCALÁ Y HENKE, *La esclavitud de los negros en la América española* (Madrid, 1919, in-8°). — Pour les missions : H. LOVETT, *The history of the London missionary Society* (Londres, 1899, 2 vol. in-8°) ; E. STOCK, *The history of the Church missionary Society* (Londres, 1899, 3 vol. in-8°) ; J. SCHMIDLIN, *Katholische Missionsgeschichte* (Steyl, 1924, in-8°), avec un appendice sur les missions protestantes ; E. DESCAMPS, *Histoire générale et comparée des missions* (Bruxelles et Paris, 1932, in-4°).

L'Amérique latine fournissait les trois quarts de l'extraction aurifère dans le monde et plus de 90 % du métal blanc. Le Potosi s'épuisant, l'argent provenait principalement du Mexique ; de nouveaux gisements s'ouvrant et le prix du mercure diminuant de moitié depuis que des Allemands avaient réorganisé l'exploitation d'Almaden, la production fit un bond après 1760 et parvint à l'apogée entre 1780 et 1800 : près de 900 tonnes par an. Celle de l'or, procédant par lavage, diminuait au contraire, bien que le Brésil ajoutât son appoint, et aussi, en Afrique, la côte de Guinée.

Les cultures vivrières se développaient et, dans la pampa, l'élevage prenait de l'extension : on exportait les cuirs et le port de Buenos-Aires, ouvert en 1778, commençait à prospérer. Mais les Européens ne s'intéressaient vraiment qu'aux cultures tropicales : avant tout la canne à sucre, puis le café, le cacao, le coton et l'indigo, le tabac ; le sucre, le café et le coton du Brésil s'adjoignaient aux envois des colonies espagnoles. La flore indigène ajoutait son contingent, vanille et quinquina, campêche et acajou. Les Indiens, astreints à la résidence et au travail forcé, fournissaient la plus grande partie de la main-d'œuvre ; Charles III les libéra en principe de la *mita* dans les mines et de l'*encomienda* qui groupait les villages au service des plantations ; en fait, les conditions du salariat, pour les *péons* du Mexique par exemple, ne différaient guère de la servitude. En outre, les indigènes payaient l'impôt direct et les fonctionnaires les obligeaient à acheter les produits manufacturés venus d'Europe qu'il leur plaisait de distribuer. Beaucoup ayant fui l'oppression dans la savane, la montagne ou la forêt, on employait aussi les esclaves noirs, d'ailleurs plus résistants. Cependant, d'après Humboldt, ils n'étaient pas très nombreux : 5 % contre 47 % d'Indiens sur les 16 millions d'habitants qu'il attribue à l'Amérique latine ; mais il y ajoute 32 % de « sangs mêlés ».

Les Antilles, la Louisiane, la région atlantique de l'Amérique du Nord, de la Floride au Maryland, ne possédant pas de mines, les cultures tropicales y régnaient sans rivales et il en allait de même aux Mascareignes. Une grande partie du sucre et du café, par exemple, venait des Antilles ; Anglais et Français appréciaient jalousement « les Iles » comme les plus précieuses des colonies. Les États-Unis exportaient du tabac, mais le coton pas encore : l'introduction du *sea island* ne date que de 1786. Aux Antilles, les Caraïbes avaient été exterminés et, sur le continent, les colons refoulaient les Indiens vers l'intérieur : ainsi, toute

l'économie dans ces régions reposait sur l'esclavage des noirs. Selon Humboldt, ils auraient formé 40 % de la population des Antilles, proportion qui paraît faible, car Necker les évalue à 85 % dans les îles françaises ; la Louisiane en comptait 50 % et les États-Unis en possédaient un demi-million au moins.

En 1790, on estimait que les « négriers » amenaient chaque année 74.000 esclaves en Amérique. En Afrique, réservoir de « bois d'ébène » du Nouveau Monde, les Européens décimaient la population par leurs razzias et, des noirs embarqués, une partie succombait en mer ; de leurs comptoirs, les blancs trafiquaient à l'occasion avec les indigènes ; mais ils ne cherchaient pas à les soumettre. En Asie, pareille méthode purement commerciale prévalut longtemps : on se souciait non de conquêtes, mais d'échanges, achetant aux souverains la permission d'établir des factoreries. Au XVIII^e siècle, il en restait quelque chose. D'autre part, alors qu'en Amérique les compagnies privilégiées, autrefois si nombreuses, ne comptaient plus guère qu'au Canada où elles collectaient les fourrures, les différentes compagnies des Indes orientales conservaient leur monopole. Obérée par la guerre d'Amérique, celle des Provinces-Unies périssait ; la compagnie française venait d'être reconstituée par Calonne en 1785 ; la maîtrise appartenait à la compagnie britannique, réformée par Pitt en 1784.

Ces compagnies vendaient peu et achetaient beaucoup en Extrême-Orient. Les exportations de la compagnie française s'élevèrent en quatre ans à 7 millions de livres et ses retours à 50. La compagnie anglaise, à la même époque, amenait un peu de lainages et de quincaillerie, remportait des cotonnades, de l'indigo, du sucre et du riz, quantité de salpêtre et laissait pour solde, chaque année, environ 2 millions de livres sterling. Le monopole ne s'étendait pas à la Chine : en 1789, 25 vaisseaux de divers pavillons abordèrent à Canton contre 50 anglais, outre 50 de la marine indienne qui subsistait pour le trafic « d'Inde en Inde ». Mais le bilan penchait dans le même sens : les Chinois n'achetaient qu'un peu d'opium et vendaient de pleines cargaisons de thé, des porcelaines, des laques. Ainsi, tandis que l'Europe s'enrichissait en Amérique, c'était le contraire en Asie : elle y perdait de son numéraire. Les actionnaires des compagnies du moins n'en souffraient pas : la revente leur procurait des bénéfices énormes aux dépens de leurs compatriotes.

À la veille de la Révolution, Hollandais et Anglais ajoutaient d'ailleurs une corde à leur arc. Imposant leur domination aux indigènes comme en Amérique, ils les exploitaient sans être

obligés d'amener des noirs. Les Hollandais contraignaient les Malais au travail forcé sur leurs plantations, imposaient aux communautés rurales certaines cultures et prélevaient une partie de la récolte. La compagnie britannique s'attribuait le monopole du sel, de l'opium, du salpêtre, passait avec les tisserands des contrats léonins en leur consentant des avances, et surtout percevait l'impôt foncier à la place des souverains dépossédés. Les exactions de ses agents excitaient l'indignation en Angleterre même ; les procès de Clive et de Warren Hastings en mirent en lumière quelques-unes, que les services rendus firent excuser ; elles suggèrent ce que pouvaient se permettre les subalternes. Si l'Asie ne connaissait pas les « négriers », elle subissait des méthodes qui n'étaient pas sans rappeler celles qui avaient illustré les conquistadors.

L'abbé Raynal, dans son *Histoire philosophique des deux Indes*, venait de fulminer le réquisitoire contre les dominateurs. Ce n'était guère que l'esclavage, pourtant, qui commençait à éveiller le scrupule religieux ou philanthropique. Longtemps, les Quakers furent seuls à le stigmatiser ; des philosophes ensuite dirent leur mot ; il se fonda enfin à Londres une « Société des amis des noirs » en 1787 et une filiale prit racine à Paris en 1788 ; Wilberforce et Pitt s'intéressaient à leur programme, qui visait d'ailleurs non la suppression immédiate, mais une disparition graduelle par l'abolition de la traite. Quant au système colonial, politiques et gens d'affaires s'y trouvaient trop intéressés pour qu'on pensât à l'abandonner. On plaidait sa cause d'ailleurs. Parmi les continentaux, la conduite des Anglais, soit dans l'Inde, soit dans l'Amérique du Nord où leurs colons guerroyaient contre les Indiens pour les chasser et prendre leur place, ne trouvait pas beaucoup de défenseurs. Mais, en ce qui concernait l'Amérique latine, on objectait à Raynal que l'interdiction des guerres intestines, l'incontestable progrès de l'outillage et de l'économie n'avaient pas été sans avantages pour les indigènes, puisqu'on admettait que leur nombre croissait, malgré les famines et les épidémies ; on invoquait les réformes destinées à réduire les abus, la bienveillance paternaliste d'une partie des planteurs, le zèle des religieux qui, ainsi que précédemment les Jésuites du Paraguay, rassemblaient des Indiens dans leurs « missions » pour les éduquer ; on alléguait qu'il se formait un embryon de classe moyenne, Indiens, métis et mulâtres aisés et instruits. Impossible de contester, néanmoins, que métropolitains et planteurs n'équipaient les colonies et n'y développaient la production que

pour augmenter leurs profits et ne se souciaient pas de relever la condition des indigènes, croyant avoir assez fait en leur imposant le catholicisme. Les langues et les mœurs de l'Occident se répandaient par le contact, l'intérêt, la différenciation sociale ; encore les blancs, imbus du préjugé racial, écartaient-ils les assimilés, même les métis et les mulâtres qui leur devaient l'existence. La majorité des assujettis toutefois ne se pliaient jamais entièrement au conformisme : ils transformaient les langues étrangères en parler créole ; ils pratiquaient clandestinement leurs rites religieux — le culte du Vaudou, par exemple, à Saint-Domingue — et conservaient même leurs coutumes juridiques.

Dans l'Asie tropicale et en Afrique, les blancs ne cherchaient pas à s'installer à demeure ; le climat ne le permettait pas et une mortalité effrayante décimait les agents et les soldats des compagnies. Il en allait différemment en Amérique et aux Mascareignes ; outre les fonctionnaires et les militaires, on y voyait vivre des planteurs, des négociants, un personnel de maîtrise et les « petits blancs » de professions et de conditions très diverses ; beaucoup de ces résidents faisaient souche et, à la fin du XVIII^e siècle, les créoles se trouvaient infiniment plus nombreux que les métropolitains.

D'après Humboldt, l'Amérique espagnole aurait compté 19 % de blancs alors que, pour le Mexique, il fixe à 7 % seulement la proportion des résidents de naissance européenne. Dans les Antilles françaises, Necker comptait 12 % de blancs seulement et 3 % d'hommes de couleur libres. Une minorité de maîtres affrontait ainsi une énorme majorité d'asservis. A plus ou moins longue échéance, comment nier le danger ? De temps à autre, un chef surgissait qui provoquait une rébellion : Tupac Amaru s'insurgea au Pérou en 1781 et Tiradentes sera exécuté au Brésil en 1792.

Des noirs esclaves, les planteurs redoutaient les crimes domestiques et les révoltes sporadiques. A leurs yeux, c'étaient là des inconvénients inséparables du régime et, s'en accommodant, ils se croyaient si sûrs de l'avenir qu'ils se détachaient de leurs métropoles.

IV. — LE PÉRIL DES EMPIRES ET LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE¹.

Dans leurs possessions d'outre-mer, les gouvernements transportaient leurs méthodes : l'absolutisme, la centralisation

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 5 et 7, ainsi que ci-dessous, p. 100. R. COUPLARD, *The American revolution and the British empire* (Londres, 1930, in-8°) ; B. MOSES, *Spain's declining power in South America, 1730-1806* (New

bureaucratique, l'arbitraire militaire et policier, l'intolérance. Seule, l'Angleterre, parvenue elle-même au régime constitutionnel, accordait à ses nationaux de l'Amérique des chartes qui leur conféraient une certaine autonomie. La structure sociale de l'ancien continent ne laissait pas de transplanter quelques-uns de ses traits dans l'Amérique latine : les privilèges du clergé, les prétentions nobiliaires, même le régime seigneurial dans le Canada français. Toutefois, en ces pays neufs, ils s'atténuaient, tout au moins dans les villes. Aux Antilles françaises, par exemple, l'impôt direct, étant réel, ne comportait pas d'exemptions ; la propriété ecclésiastique était insignifiante ; nobles et roturiers se mêlaient dans une bourgeoisie moderne de propriétaires, caractérisée par la richesse, au-dessus des « petits blancs ».

En Afrique et en Asie, la tentation ne pouvait naître chez les blancs, résidents temporaires, en nombre minuscule, uniquement préoccupés de réaliser rapidement et à tout risque des gains égoïstes, de contester l'autorité discrétionnaire des compagnies ; si les dissensions n'y manquaient pas, elles provenaient des rivalités et des heurts personnels dont les métropoles ne souffraient pas moins. Tout autrement jugeaient les créoles. Ils s'irritaient que, des questions qui les intéressaient, les plus importantes fussent réglées par la bureaucratie ministérielle ; ils jaloussaient les représentants du pouvoir royal et aspiraient à se gouverner eux-mêmes, sinon à acquérir l'indépendance ; « l'exclusif » surtout les gênait et ils souhaitaient particulièrement trafiquer librement avec l'étranger. Les Antilles notamment eussent tiré profit à voir la Nouvelle-Angleterre les ravitailler régulièrement en échange de sucre et de rhum. A l'excitation des intérêts s'adjoignait celle de la philosophie des lumières qui gagnait l'Amérique. Les blancs possédaient leurs collègues et leurs Universités et, même dans les colonies espagnoles et portugaises, les livres circulaient malgré l'Inquisition. Rodriguez, maître de Bolivar, était un disciple de Rousseau. D'ailleurs, des créoles étudiaient en Europe. La révolution américaine vint à point pour porter les esprits à ne plus se contenter de la spéculation.

Dans la zone septentrionale de sa frange atlantique, l'Amérique du Nord opposait à la population bigarrée de l'Amérique

York, 1919, in-8°), et *South America on the eve of emancipation* (New York, 1908, in-8°) ; Monelisa LINA PÉREZ, *Las etapas ideológicas del siglo XVIII en México a través los papeles de la Inquisición* (Mexico, 1945, in-8°) ; P. GONZALES CASANOVA, *El misonéismo y la modernidad cristiana en el siglo XVIII* (Mexico, 1948, in-8°).

latine un peuplement exclusivement blanc, composé de travailleurs en quête de terre ou d'emploi, qui n'avaient que faire de noirs esclaves ou d'Indiens asservis, et dirigé par une bourgeoisie, généralement modeste encore, où dominaient les hommes d'affaires. C'était une troisième forme de l'expansion européenne. Les Anglo-Saxons, venus en grand nombre, formaient le noyau d'un nouvel Occident où s'élaborait le « type américain », singularisé par un esprit d'aventure et d'entreprise qui perpétuait celui de l'Europe, mais aussi par l'individualisme non conformiste, hostile à l'intolérance, à l'aristocratie, au despotisme du vieux monde que les puritains avaient fui. Un commun souci de chasser les Indiens et de se débarrasser du voisinage des Français, exécrés d'ailleurs comme papistes, l'aversion identique des créoles pour le mercantilisme autoritaire et pour les représentants de la métropole, avaient rapproché, des colons de la Nouvelle-Angleterre et de la Pensylvanie, les négociants des ports, les planteurs de Virginie et même les planteurs de ces États du sud où les traits du caractère américain se retrouvaient sans doute, mais altérés par la grande propriété et par l'esclavage. L'indépendance puritaine conservait la notion du droit naturel et les chartes octroyées aux différentes colonies entretenaient la tradition du *common law* britannique. Refusant de se laisser taxer par le Parlement de Londres où ils n'envoyaient pas de représentants, les colons rompirent avec la mère patrie et ainsi naquit la République des États-Unis. Son exemple séduisit en Europe les imaginations et contribua puissamment à préparer la rénovation sociale et politique, mais il était à prévoir qu'il ébranlerait aussi l'autorité de toutes les puissances coloniales. En premier lieu, la sécession démontrait que, si l'Angleterre formait dans l'avenir des colonies peuplées de blancs, il lui faudrait concevoir une structure impériale entièrement nouvelle ; la solution, il est vrai, ne pressait point, car il n'y avait rien à craindre des Canadiens de langue française, soumis à leur clergé catholique et isolés par leur religion qui garantissait leur cohésion, non plus que des Américains émigrés que le loyalisme amenait au nord des Grands Lacs ; il importait seulement de prévenir un conflit entre les deux éléments et Pitt y parvint, en 1791, par la constitution de deux provinces autonomes.

Pour les puissances latines au contraire, l'émancipation des États-Unis les menaçait de subir, dans un proche avenir, la même amputation que la Grande-Bretagne. Les créoles s'échauffèrent et leurs regards se tournèrent instinctivement vers les

Anglo-Saxons que l'intérêt et le fanatisme animaient, depuis le xvi^e siècle, contre les États catholiques. Les Anglais convoitaient l'admirable marché qu'offrirait l'ouverture de l'Amérique espagnole et ils n'enviaient pas moins les îles à sucre. On ne pouvait guère douter que les États-Unis ne tarderaient pas à envisager de bon œil l'éviction des Européens du nouveau continent ; en attendant, ils se firent admettre par les Français dans quelques ports des Antilles en 1784. Le Vénézuélien Miranda s'en alla bientôt solliciter Washington et Pitt ; en 1787, à Nîmes, le Brésilien Maia essaya de gagner Jefferson.

De fait, si les « insurgents » avaient triomphé, c'est que les métropoles ne résistaient pas au désir de se nuire réciproquement. Contre l'Angleterre, la France, l'Espagne et la Hollande avaient soutenu les colonies rebelles et les créoles pouvaient donc compter que d'autres coalitions feraient un jour leur jeu. L'Europe marquait de son empreinte ses conquêtes d'outre-mer, si bien qu'on pouvait entrevoir qu'à l'entour de la planète prendrait corps une humanité à son image. Si l'heure des peuples de couleur n'était pas près de sonner, l'Europe commençait pourtant à s'apercevoir que, transportant ses fils au delà des mers, elle les préparait à se détacher d'elle. Et en même temps, ses dissensions procuraient un répit à d'autres parties du monde.

V. — LES HUMANITÉS ÉTRANGÈRES¹.

Pendant des siècles, Musulmans et Chrétiens avaient été comme inséparables. Un même fanatisme animait entre eux

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour l'Islam, voir *Encyclopédie de l'Islam*, publiée en français, anglais et allemand, par T. HOUTSMA, R. BASSET, etc. (Leyde et Paris, 1908-1938, 4 vol. in-4^e et supplément) ; M. ABD-EL-JALIL, *Brève histoire de la littérature arabe* (Paris, 1943, in-8^o) ; H. MASSÉ, *L'Islam* (Paris, 1940, in-12 ; n^o 126 de la « coll. A. Colin »). Sur l'Empire ottoman, voir notre t. XI, liv. III, ch. III ; N. JORGA, *Geschichte des osmanischen Reiches* (Gotha, 1908-1913, 5 vol. in-8^o de la coll. des « Allgemeine Staatengeschichte » de HEEREN et UKERT) ; H. DEHÉRAIN, *L'Égypte turque* (Paris 1931, in-4^o ; t. V de *Histoire de la nation égyptienne*, publiée sous la direction de G. HANO-
TAUX ; H. A. R. GIBB et H. BOWEN, *Islamic society and the West* (Oxford, 1950, in-8^o). — Pour l'Asie, voir notre t. XI, liv. III, ch. V ; F. GRECARD, *Grandeur et décadence de l'Asie* (Paris, 1939, in-8^o ; n^o 227 de la « coll. A. Colin ») ; K. S. LATOURETTE, *A short history of the Far East* (New York, 1946, in-8^o) ; P. E. ECKEL, *Far East since 1500* (New York, 1947, in-8^o) ; H. CORDIER, *Histoire générale de la Chine et de ses rapports avec l'étranger*, t. III (Paris, 1920, in-8^o) ; R. GROSSET, *Histoire de la Chine* (Paris, 1942, in-8^o) ; du même : *Histoire de l'Extrême-Orient* (Paris, 1929, 2 vol. in-8^o) ; H. MASPERO, *Les institutions de la Chine* (Paris, 1953, in-8^o) ; Ch. MAYBON, *Histoire moderne du pays d'Annam* (Paris, 1919, in-8^o) ; J. MURDOCH et J. YAMAGATA, *History of Japan* (Kobe et Yokohama, 1903-1925, 3 vol. in-8^o), le t. III : *The Tokugawa*

la guerre sainte ; l'Islam, héritier de la civilisation gréco-romaine et médiateur entre l'Asie et l'Europe, avait été le ferment de la renaissance médiévale ; le commerce méditerranéen les soudait l'un à l'autre. A présent, l'Islam continuait à recruter des fidèles dans le Soudan et en Malaisie ; mais, en face de l'Europe, il était réduit à la défensive et se repliait sur lui-même. Le trafic asiatique s'était détourné de lui ; son économie ne se renouvelait pas ; sa vitalité intellectuelle et artistique s'affaissait.

A l'aurore des temps modernes, le sultan des Ottomans semblait en passe de lui rendre l'unité ; il n'y avait pas réussi. Le Maroc l'ignorait ; la Perse chiite lui résistait ; les Barbaresques ne lui obéissaient plus ; au centre de l'Arabie, après Abd el Wahab qui prêchait le retour à l'austérité primitive, Saoud préparait la guerre sainte. L'Empire du Grand Seigneur, par son étendue, conservait une apparence de puissance, mais sa décadence était visible. L'armature administrative et militaire si originale que lui avaient constituée les renégats, s'effondrait depuis que les guerriers turcs, acclimatés à la vie sédentaire dans leurs « timars », poussaient aux emplois leurs fils éduqués dans les écoles. Les pachas des provinces glissaient à l'autonomie : Ali Tebelen venait de se rendre maître de Janina ; en Égypte, les Mamelouks n'en faisaient qu'à leur tête. Les Turcs, ne cherchant pas à convertir et à s'assimiler les chrétiens, les laissaient vivre sous l'administration de leurs prêtres et de leurs notables. Grecs et Arméniens formaient dans les ports une bourgeoisie de négoce et de banque, en rapport avec les marchands européens que protégeaient les capitulations ; d'ailleurs, les navires hellènes, seule marine commerciale de l'Empire, se montraient partout en Méditerranée. Enfin les puissances chrétiennes attiraient les regards : la France patronnait les catholiques ; les Serbes se tournaient vers l'Autriche, les Monténégri-

epoch, 1656-1868 (paru à Londres, 1925-1928, 2 vol. in-8°) ; TAKAI TSUCHIYA, *An economic history of Japan* (Tokio, 1938, in-8°) ; K. ASAKAWA, La place de la religion dans l'histoire économique et sociale du Japon, dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. V, ann. 1933, p. 125-140 ; N. KONRAD, N. STAROSSELZEF, F. MESIN et C. JOUKOF, *Breve storia del Giappone politico-sociale* (Bari, 1936 ; analysé par M. HAGUENAUER, *Une vue générale de l'histoire politique et sociale du Japon*, dans la même revue, t. X, 1938, p. 234-248). On trouvera un Bulletin de l'historiographie de l'Extrême-Orient durant les années 1939 à 1948 par E. GASPARDONE, dans la *Revue historique*, t. CCII, 1949, p. 238-268. — H. LABOURET, *Histoire des noirs d'Afrique* (Paris, 1946, in-12 ; coll. « Que sais-je ? », n° 241) ; Y. ARVOY, *Histoire de l'Empire du Bornou* (Dakar, 1949, in-8° ; n° 7 des « Mémoires de l'Institut français d'Afrique noire ») ; J. SURET-CANALE, *Afrique noire* (Paris, 2^e éd., 1961, in-8°).

et les Grecs vers la Russie. De l'affaiblissement des Osmanlis, l'Autriche avait d'abord profité en reconquérant la Hongrie ; récemment, Catherine II, après avoir atteint la mer Noire jusqu'au Boug, annexait la Crimée et la Caucasic, mettant fin aux razzias des Tatars et ouvrant les « terres noires » à ses paysans. L'Empire turc n'était plus en mesure de tenir l'Europe à distance du monde musulman.

De l'Afrique noire, les Européens ne fréquentaient que les côtes, principalement celles du Sénégal et du golfe de Guinée, à la recherche des esclaves. Dans l'intérieur, à l'exception des colons hollandais du Cap, seuls s'aventuraient les trafiquants arabes du Soudan et des régions orientales. Il s'édifiait encore des empires plus ou moins durables ; tels le royaume du Bénin où brilla, aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles, l'art du bronze et qui retrouva, au *xviii^e*, quelque peu de sa prospérité ; les États haoussas florissant depuis le *xvii^e* siècle à l'est du Niger ; ceux du Sokoto, du Bornou et du Kanem qui prirent consistance au début du *xix^e* ; ils n'exerçaient aucune influence sur l'histoire générale.

L'Asie, au contraire, ses richesses fabuleuses, ses grandes civilisations parvenues à l'apogée bien avant celle de l'Europe, continuaient d'exciter la curiosité. La magnificence et les trésors du shah de Perse et du Grand Mongol n'avaient pas perdu tout leur prestige légendaire, mais on commençait à se rendre compte qu'ayant cessé de progresser depuis des siècles, cette partie du monde s'offrait comme une proie. Déjà l'Inde passait aux mains des Anglais. La Birmanie et le Cambodge n'eussent opposé aucune résistance. En Annam, l'évêque Pigneau de Béhaine et les marchands de Pondichéry tentaient leur chance, à la faveur de l'anarchie : les Tay-Son, montagnards rebelles, s'attaquant à la Cochinchine après s'être emparés du Tonkin et de Hué, Nguyen-Anh signait en 1787 un traité d'alliance qui promettait à la France Tourane, Poulo-Condor et le monopole du commerce ; Louis XVI, toutefois, ne ratifia pas le traité. L'Indochine, à la vérité, attirait moins l'attention que la Chine et le Japon où missionnaires et marchands avaient pénétré au *xvi^e* siècle, mais n'étaient plus admis depuis le *xvii^e*.

En Chine, le règne de K'ien-Long, commencé en 1736, touchait à sa fin. Ce grand souverain, conquérant, bon administrateur et de haute culture, avait poursuivi avec succès l'œuvre de K'ang-hi et poussé au zénith la puissance de la dynastie mandchoue en assujettissant la Mongolie et le Turkestan dont les nomades avaient été un fléau pour la Chine comme pour

l'Europe, et en imposant sa suzeraineté au Tibet, au Népal, à l'Annam.

D'autre part, l'émigration élargissait le rayonnement de son influence : les Chinois étaient seuls reçus au Japon, s'installaient en Cochinchine, atteignaient le Bengale et les Philippines, et partout prospéraient par le négoce et l'usure. K'ien Long ne souffrait pas d'étrangers ; il sévissait même durement contre ceux de ses sujets que les Jésuites, puis les Lazaristes avaient convertis. Par condescendance pour des barbares dont il empochait le numéraire, le Fils du Ciel les autorisait à trafiquer avec ses sujets, mais à Canton seulement. En Occident, on admirait la Chine, sa philosophie toute morale, son empereur éclairé, le caractère démocratique de sa société où la noblesse ne signifiait qu'un honneur sans privilèges ni fonctions, où le service de l'État s'ouvrait à tous par voie de concours. Et il était vrai que le mandarinat restait unique au monde et que, jadis, la Chine avait possédé des inventeurs et des penseurs.

Mais, depuis longtemps, elle restait figée dans ses traditions ; les mandarins ne recevaient qu'une culture formelle ; l'abondance de la main-d'œuvre avait découragé le progrès technique et jusqu'à l'emploi du moteur animal. En fait, l'autorité de l'empereur, comme toujours en Asie, résultait de sa valeur personnelle et n'était point épaulée par les institutions. Absolue en théorie, elle dépendait de la bonne volonté des gouverneurs des provinces, maîtres de la milice et du produit des impôts dont le Trésor n'encaissait qu'une faible part. Les troupes, cantonnées autour de Pékin et dans quelques grandes villes, ne possédaient qu'un armement désuet. Enfin, bien que les Mandchous eussent ménagé les Chinois et se les fussent associés, un mouvement national couvait dans d'innombrables sociétés secrètes et K'ien Long, à la fin de son règne, dut réprimer de nombreuses révoltes. Cet immense Empire n'aurait pu offrir aux Européens une résistance efficace.

Le Japon leur était plus hostile encore. Il ne vendait qu'un peu de cuivre à quelques Hollandais confinés dans une île en face de Nagasaki, et il ne leur achetait rien. D'autre part, les Tokougawas, s'ils avaient rétabli l'ordre en assujettissant les *daimios* au point de les obliger à ne vendre l'excédent des récoltes de leurs domaines que par l'intermédiaire de l'État, n'en maintenaient pas moins l'aristocratie féodale et militaire, lui réservaient le monopole de la propriété foncière, lui abandonnaient les paysans et interdisaient l'émigration pour lui conserver la main-

d'œuvre. L'artisan japonais était habile et, au service des nobles, la peinture et l'estampe parvenaient à leur perfection au temps de Kiyonaga, d'Outamaro, de Hokousaï. Mais, comme la Chine, le Japon ignorait le perfectionnement de la technique et la science expérimentale : le *samouraï*, notamment, restait un guerrier médiéval.

Au xvii^e siècle, ce pays semblait prospère et comptait, croit-on, environ 23 millions d'âmes. Mais, au cours du siècle suivant, cette population, à l'étroit dans ses îles, se vit décimer par des famines effroyables. Les revenus de l'État et des daïmios diminuant, les impôts, les corvées, les rentes foncières s'appesantirent sur les paysans ; la monnaie devint instable et s'affaiblit ; les samouraï, insuffisamment entretenus par les daïmios appauvris, commencèrent à se déclasser, les uns adoptant un métier, d'autres quêtant un emploi, certains adoptant la vie errante du *rônin*, l'aventureux guerrier en marge de la société.

Aux mains d'Iyeharou, épigone dégénéré des grands Tokougawas, le shogounat et la bureaucratie du *bakoufou* ne s'inquiétèrent pas de cette décadence ; ils la précipitèrent même par le gaspillage et, à Kioto, la cour du Tenno les y aida en monnayant sa soumission. En 1786, à l'avènement d'Iyenari qui était mineur, son frère, Hitotsoubachi, assumait la régence et on attribua à son ministre, Tanouma, des vues réformatrices ; les clans Tokougawas les renversèrent en 1788. Le nouveau régent, Sadanobou, entreprit de restaurer le régime, ou du moins ses finances, par des ordonnances somptuaires, la réduction des dettes, l'affermissement de la monnaie. Mais, brouillé avec Kioto et contrecarré par son prédécesseur, il dut se retirer quand Iyenari devint majeur en 1793. Dans les grandes villes, principalement à Osaka, il existait une bourgeoisie de marchands et de financiers, influente mais exclue des fonctions et de la propriété foncière. On ne sait si elle s'inspirait du confucianisme rationaliste des Chinois immigrés qui osaient affirmer, paraît-il, que les dieux ne font pas de distinction entre les hommes et contester l'origine solaire du mikado. On ne sait pas non plus si Tanouma et Sadanobou avaient partie liée avec elle, ce qui leur conférerait quelque ressemblance avec les despotes éclairés de l'Occident. Toujours est-il qu'une réaction mystique et nationaliste, appuyée sur une histoire légendaire, dont Norinaga Motoori, disciple de Mabouchi-Kamo, mort en 1769, était le protagoniste, commençait à faire des progrès. Mabouchi avait épuré la langue, prêché le retour au shinto, combattu l'influence chinoise. Moto-

ori rappelait que l'empire du monde appartenait au Tenno, descendant d'Atamerasou. En attendant mieux, les samourai lettrés approuvaient. Transposé politiquement, ce romantisme condamnait le shogoun comme un usurpateur. Mais l'intervention européenne qui devait provoquer sa chute allait tarder trois quarts de siècle.

L'infériorité technique de ces peuples les exposait à la conquête. La distance, il est vrai, à l'époque des voiliers, protégeait l'Extrême-Orient : « aller à la Chine » et en revenir prenait dix-huit à vingt mois. A l'égard de l'Islam méditerranéen, cette considération perdait de sa valeur et, d'ailleurs, la Russie, après l'Autriche, s'attaquait par terre à l'Empire ottoman. Mais les rivalités intestines retardaient la conquête de la terre. L'Europe comptait 200 millions d'habitants et l'Amérique 25 ; les Africains — une centaine de millions — et la plupart des Asiatiques — 500 à 600 millions — échappaient encore à leur influence, en sorte que la majorité des hommes de ce temps disparurent sans avoir soupçonné qu'en un coin du monde, la France, avait surgi une révolution dont leurs descendants subiraient l'influence spirituelle.

CHAPITRE II

L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE¹

Les progrès de l'économie européenne, continus durant les derniers siècles du moyen âge, accélérés par la politique mercantiliste des grands États et par l'exploitation des nouveaux mondes, manifestèrent en Angleterre, au cours du XVIII^e siècle, une impétuosité révolutionnaire et inaugurèrent l'empire de la machine et de la vapeur. A la veille de la Révolution française, la Grande-Bretagne jouissait ainsi d'une supériorité qui exerça une influence essentielle sur le durable conflit qui allait intervenir. Pourtant, ce que nous avons pris l'habitude d'appeler la révolution industrielle parce que, dans la perspective historique, nous y apercevons le germe d'une rénovation du monde, ne triompha qu'avec lenteur, même dans son pays d'origine, et la maîtrise que ses débuts procuraient déjà aux Britanniques, implique justement que le continent ne s'en trouvait guère affecté encore : l'économie du XVIII^e siècle finissant apparaît en effet, malgré sa relative prospérité, comme bien proche encore du passé.

I. — L'ÉCONOMIE TRADITIONNELLE ET SON ÉVOLUTION².

L'ancienne technique de la production n'assurait qu'un rendement lent et mince, aléatoire pour l'agriculture exposée aux

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — J. KULISCHER, *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte der Mittelalter- und Neuzeit* (Munich et Berlin, 1928, 2 vol. in-8°; de la coll. « Handbuch der Mittelalterlichen und neueren Geschichte », de G. VON BELOW et F. MEINECKE), le t. II (bibliographies); G. LUZZATO, *Storia economica de l'età moderna et contemporanea*, 1^{re} partie : *L'età moderna* (Padoue, 1932, in-8°); H. HEATON, *Economic history of Europe* (New York, 1936, in-8°; 2^e éd., 1938; trad. française, 1950); W. BOWDEN, M. KARPOVICH et A. USHER, *An economic history of Europe since 1750* (New York, 1937, in-8°); Sh. B. CLOUGH et C. W. COLE, *Economic history of Europe* (Londres, 1941, in-8°; 2^e éd., 1946); Norman S. B. GRAS, *History of agriculture in Europe and America* (New York, 1925, in-8°); H. SÉE, *Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles* (Paris, 1921, in-8°). Pour la politique économique des gouvernements, se reporter aussi aux histoires générales des différents États.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur le mercantilisme, E. F. HECKSHER, *Merkantilismen* (Stockholm, 1931, 2 vol. in-8°); trad. allemande, *Der Merkanti-*

variations météoriques, borné quant à l'industrie par la rareté des matières premières et la faiblesse des forces motrices. Le paysan travaillait afin de pourvoir à sa consommation, non pour la vente, si ce n'est dans la mesure où le roi, le seigneur et le propriétaire exigeaient de lui du numéraire ; l'artisan répondait à la

lismus (Iéna, 1932, 2 vol. in-8°), et anglaise, *Mercantilism* (Londres, 1935, 2 vol. in-8°) ; J. MORINI-COMBY, *Mercantilisme et protectionnisme* (Paris, 1938, in-8°) ; J. KULISCHER, Les traités de commerce et la clause de la nation la plus favorisée du *xvii*^e au *xviii*^e siècle, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. VI, ann. 1931, p. 1-29 ; voir aussi les ouvrages relatifs aux économistes, p. 64 ; un état des recherches a été exposé par J. F. REES, *Mercantilism*, dans *History*, t. XXIV, ann. 1939, p. 129-135. Sur les origines du capitalisme, W. SOMBART, *Der moderne Kapitalismus* (Munich, 1913, 2 vol. in-8° ; 6^e éd., 1924, 2 tomes en 4 vol. in-8°) ; un tome III en 2 vol. a porté sur le *Hochkapitalismus* et a été traduit en français (Paris, 1932, 2 vol. in-8°) avec une introduction critique d'A. SAYOUS sur l'œuvre de Sombart ; H. SÉE, *Les origines du capitalisme moderne* (Paris, 1926, in-12 ; n° 79 de la « coll. A. Colin » ; bibliographie) ; du même, Le grand commerce maritime et le système colonial dans leurs relations avec l'évolution du capitalisme du *xvi*^e au *xix*^e siècle, dans la *Revue de Synthèse*, t. XXXIX, ann. 1925, p. 15-35 ; *The transition from feudalism to capitalism : a symposium* by P. M. SWEETZ, M. DOBB, H. K. TAKAHASHI, R. HILTON, C. HILL (Londres, s. d., in-8°) ; R. DE ROOVER, La formation et l'expansion de la comptabilité à parties doubles, dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. IX, ann. 1937, p. 171-193 et 270-304. Sur l'histoire de la monnaie fiduciaire, aperçu de Marc BLOCH, dans *Esquisse d'une histoire monétaire de l'Europe* (Paris, 1954, in-8° ; n° 9 de la coll. « Cahier des Annales »). Sur l'afflux des métaux précieux : A. SØTBEER, *Edelmetall Production und Werthverhältniss zwischen Gold und Silber seit der Enideckung Amerika's bis zur Gegenwart* (Berlin, 1879, n° 57 des « Ergänzungshefte » des « Petermann's geographische Mittheilungen »). Sur le mouvement des prix en Angleterre, J. E. THOROLD ROGERS, *Six centuries of work and wages ; the history of English labour* (Londres, 1884, 2 vol. in-8° ; nouv. éd., 1949) ; trad. fr. : *Travail et salaires en Angleterre depuis le XIII^e siècle* (Paris, 1897, in-8°) ; V. J. SILBERLING, *British prices and business cycles, 1779-1850*, dans la *Review of economic statistics*, t. V, ann. 1923, p. 223-261 ; lord W. Beveridge, *Prices and wages in England from the 12th to the 19th century* ; t. I : *Price tables, mercantile era* (Londres, 1939, in-8° : publication de l'« International scientific committee on price history ») ; du même, *The trade cycle in Britain before 1750*, dans le n° 3 des *Oxford economic papers*, 1940, p. 74-109, et dans le n° 4, p. 63-76 ; du même, *Full employment in a free society* (Londres, 1944, in-8° ; trad. fr., Paris, 1945, in-8°) ; appendice A, *Le cycle économique international* ; graphiques, notamment le 4^e : *Nouvel indice de l'activité industrielle en Grande-Bretagne, 1785-1913*, d'après les *Oxford papers* cités ci-dessus ; voir aussi les ouvrages de GAYER, IMLAH et SCHLOTE, cités p. 32 ; — en Hollande : N. W. POSTHUMUS, *Inquiry into the history of prices in Holland*, t. I : *Wholesale prices of the exchange of Amsterdam, 1585-1914 ; rates of exchange at Amsterdam, 1609-1914* (Leyde, 1946, in-8° ; publication du comité mentionné plus haut) ; — en France : C.-E. LABROUSSE, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle* (Paris, 1932, 2 vol. in-8°) ; cf. G. LEFEBVRE, Le mouvement des prix et les origines de la Révolution française, dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. IX, ann. 1937, p. 139-170 ; C. E. LABROUSSE, Le froment dans les régions françaises, 1782-1790, dans les *Annales d'histoire sociale*, t. I, ann. 1939, p. 382-400 ; F. SIMIAND, *Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du XVI^e au XIX^e siècle* (Paris, 1931, 1 vol. polycopié) ; *Recherches et documents sur l'histoire des prix en France de 1500 à 1800* sous la direction de H. HAUSER (Paris, 1936, in-8°), publication du comité mentionné

demande d'un marché local ; l'extrême difficulté des communications obligeait chaque région à vivre du sien ; elle gardait jalousement ses grains, exportait peu et manquait de moyens pour importer. Dans une large mesure, il en allait encore ainsi : l'Angleterre, par exemple, n'achetait encore que le dixième de

plus haut) ; *Assemblée générale de la Commission centrale et des Comités départementaux* [d'histoire économique de la Révolution], t. II, section IV : *Les mouvements des prix* (Paris, 1941, in-8°, p. 11-120), notamment l'étude de W. E. SCHAAP sur les prix des céréales en Champagne à la fin de l'Ancien Régime ; sur le mouvement des prix agricoles, voir deux exemples régionaux : P. DE SAINT-JACOB, *Les paysans de la Bourgogne du Nord au dernier siècle de l'Ancien Régime* (Paris, 1960, in-8° ; t. XXI des « Publications de l'Université de Dijon ») ; R. BAEHREL, *Une croissance : la Basse-Provence rurale (fin du XVI^e siècle-1789)* (Paris, 1961, in-8°) ; — en Espagne : E. J. HAMILTON, *War and prices in Spain, 1651-1800* (Cambridge, Mass., 1947, in-8° ; n° 81 de « Harvard economic studies ») ; cf. P. VILAR, *Histoire des prix, Histoire générale*, dans *Annales*, t. IV, ann. 1949, p. 29-45 ; — au Portugal : V. MAGALHAES GODINHO, *Prix et monnaies au Portugal (1750-1850)* (Paris, 1955, in-8°) ; — en Belgique : H. VAN HOUTTE, *Documents pour servir à l'histoire des prix de 1331 à 1794* (Bruxelles, 1902, in-8°) ; — en Allemagne : J. ELSAS, *Umriss Geschichte der Preise und Löhne in Deutschland vom ausgehenden Mittelalter bis zum Beginn des neunzehnten Jahrhundert* (Leyde, 1936-1940, 2 vol. in-8° ; publication du Comité mentionné plus haut) ; A. PRIBRAM, *Materialen zur Geschichte der Preise und Löhne in Oesterreich* (Vienne, 1938, in-8° ; publication du même Comité) ; cf. M. BLOCH, *L'histoire des prix* ; quelques remarques critiques, dans *Annales d'histoire sociale*, t. I, ann. 1939, p. 141-151 ; E. WASCHINSKI, *Währung, Preisentwicklung und Kaufkraft des Geldes in Schleswig-Holstein von 1226 bis 1864* (Neumünster, 1952, in-8°) ; cf. P. JEANNIN, *Monnaies et prix en Slesvig-Holstein*, dans *Annales, Économies, sociétés, civilisations*, 1955, p. 99-102 ; F. G. DREYFUS, *Remarques sur le mouvement des prix et la conjoncture en Allemagne de la seconde moitié du XVII^e siècle à la fin du XVIII^e siècle*, dans *Première conférence internationale d'histoire économique*, cité p. 7. — Sur le crédit, R. DE ROOVER, *L'évolution de la lettre de change, XIV^e-XVIII^e siècles* (Paris, 1953, in-8°). Sur les banques : H. HAUSER, *Réflexions sur l'histoire des banques à l'époque moderne*, dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. I, ann. 1929, p. 335-351 ; G. VAN DILLEN, *History of the principal public banks* (La Haye, 1934, in-8° ; bibliographie) ; du même : *Amsterdam, marché mondial des métaux précieux au XVII^e et au XVIII^e siècle*, dans la *Revue historique*, t. CLII, ann. 1926, p. 194-201 ; La Banque d'Amsterdam, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. III, ann. 1928, p. 161-187 ; Die Girobanken von Genua, Venetie aan Hamburg, dans *Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1927, p. 32-58 ; Sir J. CLAPHAM, *The Bank of England* (Cambridge, 1944, 2 vol. in-8°), le t. I : *1694-1797* ; A SAYOUS, *La banque à Genève pendant le XVIII^e siècle*, dans les *Annales d'histoire sociale*, t. I, ann. 1939, p. 133-140 ; H. LUTHY, *La banque protestante en France de la Révocation de l'Édit de Nantes à la Révolution*, t. II : *De la banque aux finances (1730-1794)* (Paris, 1961, in-8°) ; R. BIGO, *Les bases historiques de la finance moderne* (Paris, 1933, in-12 ; n° 161 de la « coll. A. Colin ») ; M. VIGNE, *La banque à Lyon du XV^e au XVIII^e siècle* (Lyon, 1903, in-8°) ; J. BOUCHARY, *Le marché des changes à Paris à la fin du XVIII^e siècle, 1778-1800* (Paris, 1937, in-8° ; publication de la « Commission d'histoire économique de la Révolution ») ; R. FILANGIERI, *I banchi di Napoli delle origine alla costituzione del Banco delle Due Sicilie, 1538-1806* (Naples, 1940, in-8°) ; sur la banque de Saint-Charles à Madrid, voir G. DESDEVICES DU DÉZERT, *L'Espagne d'Ancien Régime* (Paris, 1899-1904, 3 vol. in-8° ; 2^e éd. 1928), et les indications de J. BOUCHARY dans *Les manières d'argent*, cités plus loin, p. 52. Pour la technique : A. P. USHER, *History of*

ses laines : l'Europe centrale et orientale vivait en économie presque fermée. Néanmoins, la nature imposait une certaine solidarité. Avant tout pour les grains, dont Turgot estimait le mouvement à 6 ou 7 millions de setiers : l'Espagne et le Portugal, la Norvège et la Suède en achetaient constamment ; la Suisse et la Grande-Bretagne importaient de l'étranger 1/6 de leur consommation. Outre les grains, les bois, la poix, le brai, la potasse de la Pologne et de la Russie, les minerais et les produits métallurgiques de la Suède et de l'Allemagne trouvaient toujours preneurs. Du Midi, venaient le vin, l'eau-de-vie, le sel, la soude et la laine espagnoles, l'alun et le soufre italiens. L'est, le centre et le sud de l'Europe fournissaient donc des vivres et des matières premières ; l'ouest, en échange, les produits manufacturés et les denrées coloniales.

Ces échanges internes de l'Europe empruntaient essentiellement la voie maritime et profitaient surtout aux ports et aux vaisseaux marchands de la mer du Nord, de la Manche et de l'Océan, aux Anglais principalement, aux Hollandais ensuite, aux Hanséates, aux Scandinaves aussi. Les ports méditerranéens, Marseille, Gênes, Livourne gardaient néanmoins un rôle ; la grande nouveauté du temps paraissait cependant l'essor du trafic de la Baltique d'où le Danemark, maître du Sund, tirait avantage ; il devenait d'une importance vitale pour la subsistance et pour la marine de l'Angleterre et il incorporait au circuit européen la Prusse et la Pologne, la Scandinavie et la Russie. Par comparaison, le transit, au sein des États, faisait piètre figure, l'Angleterre prenant l'avance, ici encore, et la France après elle. L'aménagement des fleuves était insuffisant ou nul, les canaux rares ; le transport par eau, seul économique, ainsi limité, on recourait généralement à la route qui coûtait moitié plus ; elle s'améliorait

mechanical inventions (New York, 1929, in-8°) ; A. WOLF, *A history of science, technology and philosophy*, cité p. 4 ; F. RUSSO, *Histoire des sciences et des techniques, Bibliographie* (Paris, 1954, in-8°) ; P. CHAUNU, *Progrès technique et progrès scientifique en Europe de la fin du xvi^e à la fin du xviii^e siècle* (bibliographie), dans *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire*, novembre 1954 ; R. MOUSNIER, *Progrès scientifique et technique au XVIII^e siècle* (Paris, 1958, in-8°) ; T. K. DERRY et T. I. WILLIAMS, *A short history of technology* (Oxford, 1960, in-8°) ; S. T. MAC CLOY, *French inventions in the eighteenth century* (University of Kentucky Press, 1952, in-8°) ; F. BRUNOT, *Histoire de la langue française*, t. VI, 1^{re} partie : *Le mouvement des idées et les vocabulaires techniques* (Paris, 1930, 2 vol. in-8°). Pour l'agriculture, la bibliographie est reportée à la p. 57 et pour l'Angleterre, à la p. 32. Sur le problème de la croissance économique : L'industrialisation comme facteur de la croissance économique depuis 1700, dans *Première conférence internationale d'histoire économique*, cité p. 7.

en Angleterre, en France et aux Pays-Bas ; ailleurs, il n'existait que des pistes plus ou moins empierrées que l'hiver rendait impraticables ; les montagnes, les Alpes par exemple, attendaient encore des routes carrossables. Même dans les pays les mieux pourvus, il en allait de même pour les chemins de traverse et les sentiers ruraux : les animaux de bât demeuraient d'usage courant. Ces difficultés s'aggravaient à mesure qu'on s'avancait vers l'est et le sud de l'Europe, en sorte que, si les foires dégénéraient en Occident, elles conservaient quelque importance dans le Midi, ainsi à Beaucaire, une grande vogue à Francfort, à Leipzig et un rôle médiéval au delà. Cet état de choses n'aurait pas non plus permis qu'aucun État formât un marché vraiment national, si déjà les douanes intérieures, sauf en Angleterre, et les péages seigneuriaux ou royaux ne l'eussent sectionné.

Les facteurs qui, depuis plusieurs siècles, encourageaient l'Europe à transformer son économie, demeuraient à l'œuvre. Les grandes puissances de l'Occident, aussitôt nées, pratiquèrent la politique mercantiliste et les souverains du XVIII^e siècle ne désavouaient aucun de ses procédés : la prohibition ou la lourde taxation des importations ; les actes de navigation et l'exclusif colonial ; la création de manufactures royales et de compagnies à monopole ; les privilèges accordés à des entreprises privées ; la réglementation appliquée par l'intermédiaire des corporations. En Angleterre et en France, cette dernière comporta toujours des fissures : la corporation ne régissait ni toutes les villes, ni tous les métiers ; les campagnes l'ignoraient. Incontestablement, le régime avait abrité, dans chaque pays, contre une concurrence mortelle, les industries naissantes, principalement celles de luxe et du textile ; favorisé l'accumulation de capitaux en réservant aux nationaux le profit du fret et de l'exploitation coloniale. A présent, les critiques des économistes l'ébranlaient ; mais la plupart des despotes éclairés le maintenaient avec une rigueur toute colbertiste. En outre, si la liberté séduisait des négociants et des manufacturiers, ils n'envisageaient nullement de l'étendre à la concurrence étrangère et demeuraient impitoyablement protectionnistes. Entre les États, les traités de commerce à tendance libérale, tels que celui de Vergennes et de Pitt en 1786 ou ceux que Catherine II concéda pour ses ports de la mer Noire, demeuraient des exceptions.

Les princes et leurs courtisans aidaient les industries de luxe par leurs achats qui fixaient la mode pour les classes dominantes ; mais les gouvernements firent bien plus pour la métallurgie, les

constructions navales, le textile et les tanneries par les commandes qu'exigeait l'extension des forces armées. Enfin, en affermant les impôts indirects, en confiant aux munitionnaires le soin d'assurer certains services publics et surtout de pourvoir les troupes par leurs avances, en empruntant soit en perpétuel, soit en viager, soit, plus encore, à court terme, ils assurèrent la prospérité grandissante des financiers et des banquiers dont l'entreprise productive intéressait partout plus ou moins les trésoreries princières.

D'autre part, l'exploitation des nouveaux mondes recouvra l'influence qui marqua si puissamment le *xvi^e* siècle. D'abord, le flot des métaux précieux s'enfla de nouveau et atteignit un niveau culminant à partir de 1780. Il fut extrait au *xviii^e* siècle 57.000 tonnes métriques d'argent et 1.900 d'or dont respectivement 17.500, soit 30 %, et 356, soit 19 %, durant les vingt dernières années. L'or faisant prime, l'argent ne servait plus qu'à l'appoint en Angleterre depuis 1774, et Calonne dut refondre les louis en 1785 pour en diminuer le poids. Plus des 9/10 de ce numéraire venaient de l'Amérique latine ; mais, soldant les importations de l'Espagne et du Portugal, il passait en Angleterre, en Hollande, en France. De là, une partie passait en Asie ; le luxe et la thésaurisation en retenaient une autre. La circulation des espèces en France pouvait être de 2 à 3 milliards ; par rapport à la population, on la jugeait plus forte en Hollande et moindre en Angleterre où l'on croit qu'elle ne dépassait pas le milliard ; mais, là, intervenait la monnaie fiduciaire des banques. L'abondance monétaire mettait à la disposition des financiers des capitaux que, malheureusement, ils offraient de préférence, suivant leurs traditions, aux gouvernements obérés, bien qu'il en revînt quelque chose à la production. A ce titre, Amsterdam demeurait la plus grande place du monde ; sa Banque compromise par ses avances à la Compagnie des Indes et à la municipalité, se trouvait mal en point ; mais ses financiers trouvaient toujours des prêteurs au profit des États étrangers ; on assurait qu'ils pouvaient offrir 14 millions de florins chaque année et que leurs investissements s'élevaient à 1 milliard. Gênes, Genève, Berne exportaient aussi des fonds. A Londres et à Paris, on était plutôt preneur. Les banquiers de ces grandes villes entretenaient des relations étroites et, à l'affût de spéculations avantageuses, tissaient déjà par-dessus les frontières un réseau de finance internationale. Tels Baring à Londres, Hope et Labouchère à Amsterdam, Parish à Hambourg, Rothschild et Bethmann à Francfort, ainsi que les

étrangers qui avaient comme colonisé Paris, principalement des Suisses et la plupart protestants. Dans chaque centre, les « manieurs d'argent » se réunissaient à la Bourse ; le marché à terme se pratiquait depuis longtemps à Amsterdam et à Londres.

L'augmentation du numéraire, quelque peu renforcée par l'émission fiduciaire en Angleterre, par le papier-monnaie de plusieurs États continentaux, par un certain crédit bancaire et par la circulation des effets commerciaux, entraîna une hausse persistante des prix. Après 1730 environ, un mouvement de longue durée, qui se prolongea jusque vers 1820, se substitua à la stagnation. En dépit des variations cycliques, pareille tendance encourage l'entreprise en ouvrant des perspectives rentables. L'accroissement de la population, marqué à partir de 1760, servit d'adjuvant en augmentant, d'une part la consommation, de l'autre la main-d'œuvre. Mais la hausse des prix n'en fut pas moins un des stimulants essentiels de l'économie européenne.

Enfin, les relations avec les nouveaux mondes gonflèrent considérablement le commerce de l'Occident ; à la veille de la Révolution, 40 % des échanges de l'Angleterre et de la France se faisaient avec leurs colonies ; une grande partie de ce qu'elles en recevaient alimentait leurs exportations ; fournissant l'Espagne et le Portugal, elles disposaient indirectement, dans une certaine mesure, des possessions de ces dernières ; il s'y ajoutait « l'interlope », c'est-à-dire la contrebande dans l'Amérique espagnole et le Brésil. Entrent aussi en ligne de compte le produit net des plantations soutiré par des propriétaires européens et les profits divers de l'exploitation coloniale : en 1798, Pitt évaluait à 4 millions de livres sterling le revenu des plantations d'Amérique et à 1 million le revenu des Anglais qui s'employaient en Asie. Enfin la traite des noirs rapportait gros : en 1780, on jugeait que les « négriers » de Liverpool gagnaient 300.000 livres sterling par an ; de 1783 à 1793, ils armèrent de 110 à 120 navires qui vendirent plus de 300.000 esclaves dont le prix dépassa 15 millions de livres sterling. Ces capitaux, concentrés aux mains d'un nombre relativement faible d'individus, furent en partie gaspillés en dépenses de luxe, prêtés aux trésors royaux, consacrés à l'achat de terres ou bien thésaurisés ; il n'est pourtant pas douteux qu'une fraction importante finança les entreprises. Du point de vue technique, rien pourtant n'égale peut-être en portée l'introduction du coton dans l'industrie de l'Europe ; il n'en résulta pas seulement la fabrication des toiles peintes : ce fut à la

filature, puis au tissage du textile exotique que se consacrèrent les premières « mécaniques » anglaises.

C'était le commerce de mer qui, à l'origine, par l'audace et les risques qu'il comportait, avait fait surgir les premiers novateurs ; le négoce de foire en foire, puis la finance au service de l'État s'y associèrent. Une mentalité étrangère à l'économie coutumière animait ces trafiquants ; caractérisée par la recherche périlleuse du profit, par une ardeur belliqueuse à triompher de la concurrence qui transposait des traits du guerrier, elle fit de la spéculation le ressort de leur activité. Quelques aspects de ce que nous appelons le capitalisme apparurent ainsi, c'est-à-dire la concentration des capitaux et des entreprises qui permet de rationaliser l'exploitation et vaut, de ce chef, à cette modalité économique une importance de premier ordre dans l'essor de la civilisation européenne. A la fin du XVIII^e siècle, le négoce intérieur et même la finance couraient moins de dangers, mais l'aléa demeurait notoire pour le commerce maritime et, en France par exemple, les fonds qu'on y engageait s'appelaient prêts « à la grosse aventure » : par compensation, il édifiait de grandes fortunes. Les progrès de la rationalisation dataient de loin : la technique du change, du papier commercial, de la banque de dépôt, l'individualisation de l'entreprise — la firme ou raison sociale — par l'élaboration de la comptabilité en partie double qu'achevait alors l'usage du bilan. Les compagnies à monopole réalisaient une nouvelle amélioration en spécialisant la direction enlevée aux actionnaires au profit de techniciens. L'évolution restait néanmoins loin du terme. La confusion des fonctions subsistait, l'armateur étant aussi négociant, le négociant transporteur, l'un et l'autre commissionnaires, assureurs, banquiers. Les méthodes ne se perfectionnaient pas vite : la bourse des marchandises n'offrait qu'un lieu de réunion et le marché à terme demeurait une exception ; quelques maisons seulement gageaient des commis-voyageurs. Aussi les marchands ambulants — les forains — conservaient-ils un rôle important, moins pour courir les marchés que pour visiter les détaillants comme demi-grossistes. Beaucoup de ces détaillants, par exemple ceux qu'on appelait en France les « merciers », n'étaient pas non plus spécialisés et, en outre, dans nombre de régions, même en Angleterre, les villages n'en possédaient pas : leurs habitants, pour s'approvisionner, attendaient le colporteur.

De bonne heure, le capitalisme commercial, maître des marchés éloignés, commença de s'assujettir l'artisanat et de déve-

lopper dans les campagnes une industrie rurale à bas salaires et soustraite à la réglementation. A cette industrie, l'importation du coton donnait une impulsion irrésistible dans toute l'Europe occidentale. L'ascendant du négociant restait inégal. Certains se bornaient à la collecte ; plus souvent, ils rationalisaient la production, fournissant la matière première et parfois l'outillage, imposant des modèles, se chargeant de l'apprêt et de la teinture ; par l'attrait d'un salaire d'appoint, ils accroissaient la main-d'œuvre paysanne, l'éduquaient, augmentaient la durée du travail : femmes et enfants n'ont pas attendu l'usine pour se voir embrigadés. Fréquemment, ce qu'on nommait la « manufacture » d'une ville se ramenait uniquement à l'ensemble des ouvriers à domicile embauchés en son sein ou aux alentours par ses négociants. Mais le mot possédait aussi un autre sens parce que, au terme de l'évolution, tout ou partie de ces travailleurs se voyaient réunis dans le même atelier et parfois astreints à résider dans des bâtiments annexes. Les fabrications qui exigeaient un outillage coûteux ne convenaient pas à l'artisanat ; les mines, les fonderies et les forges, la verrerie et la cristallerie, la faïence et la porcelaine, la papeterie, le dévidage de la soie, la brasserie et la distillerie groupaient, depuis longtemps, des ouvriers sous la direction immédiate de l'entrepreneur ; à plus forte raison, des industries nouvelles, comme les toiles peintes : mais il était rare que le nombre des travailleurs ainsi employés fût considérable.

L'essor du commerce et de l'industrie n'empêchait pas que la production agricole restât fondamentale. Personne ne l'ignorait, ni le particulier qui, riche ou pauvre, désirait toujours devenir propriétaire, ni l'homme d'État parce qu'en dépendait l'augmentation de la population et, par conséquent, des contribuables et des recrues. Néanmoins, le mercantilisme sacrifiait souvent l'agriculture à l'industrie en interdisant la sortie des matières premières et surtout, malgré les objurgations des économistes et de l'aristocratie foncière, les administrateurs hésitaient à abandonner la réglementation. La liberté du commerce des grains, consacrant la politique du pain cher, exciterait l'émeute des foules affamées ; il restait donc défendu au cultivateur de vendre chez lui : il devait se rendre au marché, où la pression des chalands et, au besoin, de la municipalité freinait la hausse ; la circulation intérieure était contrôlée, si elle s'opérait par mer, au moyen de « l'acquit à caution » qui astreignait l'expéditeur à fournir la preuve que la cargaison avait été débarquée dans un port national ; sur terre, elle se heurtait aux soupçons des autorités et à l'hostilité

des populations ; l'exportation, se trouvait, en principe, rigoureusement interdite. Quant à la liberté de la culture, le pouvoir répugnait aussi à l'accorder, parce que les paysans demeuraient presque tous attachés à la réglementation traditionnelle.

Sur le continent, persistaient donc les traits essentiels, arrêtés depuis des siècles. Seule, la Flandre pratiquait la culture intensive et la stabulation du bétail, en supprimant la jachère au profit des plantes fourragères et des oléagineux. Partout ailleurs, on comptait surtout, pour augmenter la production, sur la méthode extensive : les défrichements et les dessèchements. Dans les pays de montagne, dans toutes les régions que le sous-sol, privé de chaux, vouait à la lande, la culture se bornait à des parcelles que la clôture protégeait contre le bétail qui errait dans les vastes étendues communes où l'on n'ensemencait quelques parties qu'après écobuage, à de longs intervalles. Dans les plaines arables, le terroir du village, divisé en soles, restait en jachère une année sur trois dans le nord de l'Europe, sur deux dans le sud ; chaque exploitation disposait, dans les différentes soles, de parcelles éparpillées, allongées et parallèles dans le nord, irrégulières ailleurs. La jachère paraissait indispensable faute de fumier ; manquant de fourrages, le paysan ne nourrissait à l'étable, pendant l'hiver, qu'un petit nombre de bêtes ; le reste du temps, elles cherchaient leur provende dans les jachères, les communaux et les bois. Cette vaine pâture exigeait qu'on laissât les champs ouverts ; la clôture était interdite dans le nord, mal vue partout, si ce n'est dans les régions — l'ouest de la France, par exemple, — où les terres incultes demeuraient très étendues. La vaine pâture ne perdait de son importance que dans les régions méditerranéennes où les zones cultivées, peu nombreuses, éparses et d'étendue médiocre, en partie irriguées ou étagées en terrasses, s'entremêlaient de vignes, d'olivettes et d'arbres fruitiers. Accablé de charges, le paysan ne possédait pas d'avances pour modifier ses procédés, ou bien il employait son épargne à acheter quelque lopin ; d'ailleurs, souvent illettré, il tenait à sa routine ; bien plus, il défendait avec acharnement la vaine pâture sans laquelle il soutenait que l'élevage lui deviendrait impossible ; avec l'usage des forêts où il prenait le bois pour construire et pour se chauffer, elle comptait au premier rang parmi les droits collectifs qui lui permettaient de vivre.

Ce sont là les lignes dominantes du tableau d'ensemble. Des événements décisifs avaient pourtant marqué le XVIII^e siècle : le développement d'une organisation bancaire et l'invention de

procédés, de machines, d'une force motrice qui allaient entraîner une transformation radicale de la production et la substitution du capitalisme industriel au capitalisme commercial comme moteur de l'économie : parallèlement, apparaissaient des traits de l'agriculture moderne.

Ces innovations étaient l'œuvre de l'Angleterre : elle distançait ainsi le reste de l'Occident qui commençait seulement à en prendre connaissance, tandis que le centre et l'est du continent les ignoraient encore.

II. — LA RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE EN ANGLETERRE¹.

Depuis la fin du xvii^e siècle, l'évolution de l'économie avançait manifestement l'Angleterre. Au cours du xviii^e, le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir notre t. XII, liv. I, ch. II, § 6 à 10, et les publications citées ci-dessus, p. 23 et 24, notamment celles de SILBERLING, de lord BEVERIDGE et de sir J. CLAPHAM. — E. P. LIPSON, *The economic history of England* (Londres, 1931-1933, 3 vol. in-8°), t. II : *The age of mercantilism*. — Sur l'évolution générale de l'économie britannique : H. D. GAYER, W. W. ROSTOW, A. J. SCHWARTZ, I. FRANK, *The growth and fluctuations of the British economy, 1790-1850. An historical, statistical and theoretical study of Britain's economic development* (Oxford, 1953, 2 vol. in-8°) ; T. S. ASHTON, *An economic history of England. The XVIIIth century* (Londres, 1955, in-8°). — Sur l'industrie anglaise : N. S. B. GRAS, *Industrial revolution* (Cambridge, Mass., 1930, in-8°) ; P. MANTOUX, *La révolution industrielle en Angleterre* (Paris, 1905, in-8° ; 2^e éd., 1959, texte conforme à l'édition anglaise révisée par l'auteur, avec un supplément bibliographique par A. BOURDE ; trad. anglaise, mise à jour, par Marjorie VERNON : *The industrial revolution in the XVIIIth century*, Londres, 1928, in-8°) ; W. HOFFMANN, *Wachstum und Wachstumsformen der englischen Industriegesellschaft* (Iéna, 1940, in-8°) ; T. S. ASHTON, *The industrial revolution, 1760-1830* (Oxford, 1948, in-12 ; trad. française, Paris, 1955, in-16) ; T. S. ASHTON, Le développement de l'industrie et du commerce anglais au xviii^e siècle, dans *X Congresso internazionale di scienze storiche, Roma 4-11 settembre 1955, Relazioni*, vol. IV : *Storia moderna*, p. 275-284 (Firenze, 1955, in-8°) ; T. S. ASHTON et J. SYKES, *The coal industry of the XVIIIth century* (Manchester, 1929, in-8°) ; A. WADSWORTH et Mrs. J. DE LACY MANN, *The cotton trade and the industrial Lancashire, 1600-1780* (Manchester, 1931, in-8°) ; T. C. BARKER et J. R. HARRIS, *A Merseyside town in the industrial revolution. St-Helens, 1750-1900* (Liverpool, 1954, in-8°) ; J. O. CHAMBERS, *Industrialisation as a factor in economic growth in England, 1700-1900*, dans *Première conférence internationale d'histoire économique*, cité ci-dessus, p. 7. — Sur le commerce britannique, W. SCHLOTE, *Entwicklung und Strukturwandlungen des englischen Aussenhandels von 1700 bis Gegenwart* (Iéna, 1938, in-8°) ; trad. anglaise par HENDERSON and W. H. CHALONER, *British overseas trade from 1700 to the 1930's* (Oxford, 1952, in-8°) ; surtout : A. H. IMLAH, *Real values in British foreign trade*, dans *The Journal of economic history*, t. VIII, 1948, p. 133-152. Les exportations et les importations de la Grande-Bretagne sont connues par les estimations douanières, calculées d'après un barème des prix établi à la fin du xvii^e siècle et au début du xviii^e. Ces valeurs officielles ne correspondent donc pas exactement aux valeurs réelles. A. H. Imlah a effectué un nouveau calcul des importations, exportations et réexportations d'après ces valeurs réelles ; mais ce ne lui fut possible qu'à partir de 1798. Il conclut que, contrairement à l'opinion courante, la balance commerciale

nombre de ses navires tripla et leur tonnage quadrupla ; en 1788, elle armait 9.630 bâtiments jaugeant 1.453.000 tonnes ; en 1790, ses ports virent passer trois fois plus de vaisseaux qu'en 1714 ; son commerce extérieur, de 6 millions de livres sterling dans chaque sens au début du siècle, montait maintenant à 19 pour l'importation et à 20 pour l'exportation. Le trafic intérieur s'y montrait plus facile qu'ailleurs grâce au cabotage, la mer ne se trouvant jamais très éloignée, et parce que les conditions géographiques permirent d'établir sans grande peine un réseau de canaux ; en outre, on construisait à présent des routes suivant le procédé de Mac Adam. De bonne heure, on employa la houille plus couramment que sur le continent. Dès le ^{xv}^e siècle, non content de s'assujettir l'artisanat des villes, le capitalisme commercial entreprit de développer l'industrie rurale.

On estime que, de 1740 à 1800, le capital mobilier quintupla en Grande-Bretagne. L'exportation, la traite et les plantations, le fret, l'assurance attiraient le numéraire au point que, dans le dernier quart du ^{xviii}^e siècle, on en vint pratiquement à l'étalon d'or. Cependant, en 1694, le négoce, de concert avec l'État, avait créé la Banque de Londres sur des bases entièrement nouvelles : l'émission de *bank-notes* gagées par une encaisse et, d'autre part, l'escompte du papier commercial. En 1789, il circulait de 10

de la Grande-Bretagne était déficitaire, à de très rares exceptions près. Voir une comparaison critique des publications de SCHLOTE, GAYER et IMLAH, dans F. CROUZET, *L'économie britannique et le blocus continental (1806-1813)* (Paris, 1958, 2 vol. in-8°). — Pour l'histoire agraire, voir notre t. XII, liv. I, ch. II, § 4 et 5 ; W. CURTLER, *The enclosure and redistribution of land* (Oxford, 1920, in-8°) ; E. DAVIES, *The small landowner, 1750-1832*, dans *Economic history review*, t. I, ann. 1927, p. 87-113 ; J. CHAMBERS, *Enclosure and the small landowner*, dans la même revue, t. X, ann. 1939, p. 118-127 ; E. BARGER, *The present position of studies in English fieldsystem*, dans *English historical review*, t. LIII, ann. 1938, p. 385-411 ; W. TATE, *Some unexplored records of the enclosure movement*, dans la même revue, t. LVII, ann. 1942, p. 250-263 ; G. HOMANS, *Terrains ordonnés et champs orientés : une hypothèse sur le village anglais*, dans *Annales d'histoire économique et sociale*, t. VIII, ann. 1936, p. 438-448 ; D. GROVE BARNES, *A history of the English corn-laws, 1660-1846* (New York, 1930, in-8°) ; lord EARLE (avant 1919, R. E. PROTHERO), *English farming past and present* (Londres, 1912, in-8° ; 5^e éd., mise à jour par A. D. HALL, 1936), trad. française par Cl. JOURNOT, *Histoire rurale de l'Angleterre* (Paris, 1952, in-8°) ; P. DE SAINT-JACOB, *Les enclosures anglaises*, dans *L'Information historique*, 1955, p. 85-93 ; W. G. HOSKINS, *English agriculture in the 17th and 18th centuries* dans *X Congresso internazionale di scienze storiche, Roma*, cité, p. 32), vol. IV : *Storia moderna*, p. 205-226 ; H. G. HUNT, *La révolution agraire en Angleterre au ^{xviii}^e siècle*, dans *Annales, Économies, sociétés, civilisation*, 1956, p. 29-41 ; G. E. MINGAY, *The large estate in eighteenth century England*, dans *Première conférence internationale d'Histoire économique* (cité, p. 7) p. 367-384. — Pour l'Irlande, G. O'BRIEN, *The economic history of Ireland in the ^{xviii}^e century* (Dublin, 1918, in-8°).

à 11 millions de livres sterling en billets de la Banque. Un million au plus, il est vrai, courait dans les comtés ; mais l'Écosse avait aussi sa banque d'émission depuis 1695 et il s'en fonda une à Dublin en 1783. En outre, il existait une soixantaine de banques privées à Londres, près de 300 en province, d'autres en Écosse et en Irlande, qui, souvent, délivraient des billets sous leur propre responsabilité. La Banque de Londres, comme les financiers du continent, se pliait dans une certaine mesure aux besoins du Trésor public, prenant en portefeuille des *exchequer bills* et les bons de caisse des ministres ; mais elle employait aussi son émission à l'escompte des effets de commerce, ouvrant ainsi aux entreprises un crédit à court terme. Il est vrai qu'elle traitait uniquement avec les Londoniens ; mais toutes les banques privées s'adonnaient aussi à l'escompte et, en ouvrant un compte à certaines, elle assumait même à leur égard le rôle de superbanque.

La révolution industrielle affirmait également la supériorité de la Grande-Bretagne. La métallurgie, rénovée par la substitution de la houille au bois, se vit doter en 1783 du four à puddler et en 1784 du laminoir. La multiplication des machines-outils vulgarisait l'emploi du fer qu'on commençait à utiliser dans la construction des chalands et des ponts ; la quincaillerie de Birmingham devenait fameuse ; la profession de l'ingénieur se rehaussait dans l'opinion et Maudslay allait l'illustrer. Une renommée plus grande encore s'attachait à la transformation de l'industrie cotonnière : la *jenny*, le *water-frame* et, depuis 1780, le *mule* de Crompton mécanisaient la filature, et Cartwright venait d'établir un métier qui promettait le même progrès au tissage. La céramique et la teinture se perfectionnaient aussi. L'invention de la machine à vapeur par Watt, qui la mit au point de 1764 à 1789, offrait une nouvelle force motrice dont la portée devait se révéler sans égale.

La réglementation s'effritait et les hommes d'affaires s'attaquaient au monopole de la Compagnie des Indes. Le mercantilisme ne perdait pourtant pas tous ses droits : contre l'étranger, il maintenait la protection douanière, l'exclusif colonial et les actes de navigation. Mais l'agriculture se libérait franchement et se modernisait par le remembrement des terroirs qui, rassemblant les parcelles de l'*open field* en domaines compacts et partageant les communaux, permettait la clôture et éliminait la vaine pâture. L'enclosure n'était pas une nouveauté, mais l'aristocratie, maîtresse du pays depuis la seconde révolution, se trouvait en mesure de la généraliser et le Parlement la réglementa en 1780 ;

les lords écossais l'étendaient aux Highlands. De grandes fermes, confiées à des exploitants instruits et munis de capitaux, supprimaient la jachère, développaient les cultures fourragères, multipliaient le bétail, l'élevaient à l'étable et le soumettaient à la sélection : le troupeau britannique devenait célèbre. Les grands propriétaires, aussitôt après 1688, avaient soutenu la production des céréales en inaugurant le régime de la *corn-law* qui, par un renversement saisissant de la tradition, permettait l'exportation et interdisait les entrées aussi longtemps que les prix n'excédaient pas le taux qu'ils jugeaient rémunérateur.

La pénétration en profondeur des techniques nouvelles progressait avec plus de lenteur qu'on ne l'a longtemps donné à croire. Celle de l'enclosure, la plus avancée peut-être, laissait subsister des tenanciers dans plus d'une région ; une seule filature de coton utilisait la machine à vapeur ; 26 fourneaux en 1788, produisant 1/5 de la fonte, s'alimentaient toujours au bois ; le tissage des cotonnades n'adoptait pas encore le métier de Cartwright ; l'industrie lainière n'était pas touchée ; à Londres, si l'on excepte la brasserie et la distillerie, l'artisanat régnait. Malgré son avance bancaire, l'Angleterre n'assurait qu'imparfaitement le financement des entreprises et par conséquent leur concentration, car le *joint-stock*, la société par actions, subordonné à l'autorisation du Parlement, ne s'acclimatait pas.

En outre, la nécessité pressait de rénover les transports par l'adaptation de la machine à vapeur. La construction des navires se perfectionnait et, depuis 1780, on les doublait de cuivre ; mais construits en bois, leur nombre et leurs dimensions dépendaient de l'exploitation forestière — il fallait 4.000 chênes pour un grand bâtiment — et de la taille des arbres — sur 10.000, un seul fournissait un mât ; la plupart ne dépassaient pas 100 tonneaux et, seule, la Compagnie des Indes portait quelques-uns des siens au delà de 800 ; enfin, la voile n'assurait qu'une marche lente et irrégulière. Si la chaise de poste et la diligence réalisaient aussi des progrès, le plus fort chariot de roulage ne portait pas plus de 1.500 livres et exigeait quatre chevaux au moins. Une main-d'œuvre énorme s'employait au transport, ce qui n'empêchait pas l'industrie, une fois mécanisée, de risquer l'inanition et la congestion.

Cependant, des temps nouveaux s'annonçaient. L'Angleterre ne nourrissait plus complètement sa population accrue et en partie industrialisée. Il est caractéristique qu'on imputa au crédit et à l'imperfection de la mécanisation la responsabilité de la crise qui éclata en 1789, bien que la mauvaise récolte y fût pour

quelque chose. L'escompte de la Banque de Londres, de 58 millions de livres sterling en 1788, tomba l'année suivante à 35. On reprocha aux banques privées leurs avances inconsidérées, génératrices de surproduction ; on incrimina l'abondance des filés de coton que le tissage à la main n'absorbait pas ; on observa que la guerre dans l'est de l'Europe fermait des marchés et que, faute d'étendre ceux-ci, la paralysie gagnait l'économie. La suprématie de la Grande-Bretagne allait s'affirmer nettement au cours de la période révolutionnaire et napoléonienne : elle put financer les coalitions et, dominant la mer, ouvrir à son industrie de nouveaux débouchés pour éluder le blocus continental.

III. — L'INFÉRIORITÉ DE L'EUROPE CONTINENTALE¹.

Sur le continent, les pays occidentaux eux-mêmes accusaient un retard sensible par rapport à l'économie britannique, sans

1. OUVRAGES A CONSULTER. — J. KUBISCHER, *La grande industrie aux XVII^e et XVIII^e siècles*, France, Allemagne, Russie, dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. III, 1931, p. 11-46. — Pour la France : voir notre t. XII, liv. III, ch. III, § 2 ; H. SÉE, *Histoire économique de la France*, avec des compléments bibliographiques considérables de R. SCHNERB (Paris, 1939-1942, 2 vol. in-8°) ; paru d'abord en trad. allemande : *Französische Wirtschaftsgeschichte* (Iéna, 1930-1936, 2 vol. in-8° ; de la « coll. G. Brodnitz ») ; H. SÉE, *La vie économique et les classes sociales en France au XVIII^e siècle* (Paris, 1924, in-8°) ; du même, *La France économique et sociale en France au XVIII^e siècle* (Paris, 1925, in-12 ; n° 64 de la « coll. A. Colin ») ; du même, *L'évolution commerciale et industrielle de la France sous l'Ancien Régime* (Paris, 1925, in-8°) ; du même, *Esquisse d'une histoire économique et sociale de la France depuis les origines jusqu'à la première guerre mondiale* (Paris, 1929, in-8°) ; H. HAUSER, *Les caractères généraux de l'histoire économique de la France du milieu du XVI^e siècle à la fin du XVIII^e*, dans la *Revue historique*, t. CLXXXIII, ann. 1934, p. 312-328 ; L. CAHEN, *Aspects économiques à la veille de la Révolution*, dans les *Annales d'histoire sociale*, t. I, ann. 1939, p. 238-250 ; H. LUTHY, *La banque protestante en France, de la révocation de l'Édit de Nantes à la Révolution*, t. II, cité p. 24 ; J. BOUCHARY, *Les compagnies financières à Paris à la fin du XVIII^e siècle* (Paris, 1940-1942, 3 vol. in-8°) ; H. LÉVY-BRUHL, *Histoire de la lettre de change en France aux XVII^e et XVIII^e siècles* (Paris, 1933, in-8°) ; du même, *Histoire juridique des sociétés de commerce en France aux XVII^e et XVIII^e siècles* (Paris, 1938, in-8°) ; Ch. BALLOT, *L'introduction du machinisme dans l'industrie française* (Paris, 1923, in-8°) ; A. RÉMOND, *John Holker* (Paris, 1946, in-8°) ; S. T. MAC CLOY, *French inventions in the eighteenth century*, cité, p. 25 ; P. LÉON, *Tradition et machinisme dans la France du XVIII^e siècle*, dans *L'Information historique*, 1955, p. 5-15 ; G. et H. BOURGIN, *L'industrie sidérurgique en France au début de la Révolution* (Paris, 1920, in-8° ; publication de la « Commission d'histoire économique de la Révolution ») ; A. DEMANGEON, *La répartition de l'industrie du fer en France en 1789*, dans les *Annales de géographie*, t. XXX, ann. 1921, p. 401-415 ; B. GILLE, *Les origines de la grande industrie métallurgique en France* (Paris, [1947]), in-8° ; n° 11 de la « coll. d'Histoire sociale » publiée sous la direction de G. BOURGIN et É. DOLLÉANS ; J. VIDALENC, *La petite métallurgie rurale en Haute-Normandie sous l'Ancien Régime* (Paris, 1946, in-8° ; n° 29 de la même collection) ; B. GILLE, *Les forges françaises en 1772* (Paris, 1960, in-8°) ; P. LÉON, *Les techniques métallurgiques dauphi-*

excepter la France qui, pourtant, tenait, parmi eux, le premier rang, et la stagnation s'aggravait à mesure qu'on s'avavançait vers l'est.

C'était en Italie, puis en Hollande, à Gênes, à Venise, à Amsterdam qu'on avait fondé les premières banques, mais elles

noises au XVIII^e siècle (Paris, 1961, in-12) ; M. ROUFF, *Les mines de charbon en France au XVIII^e siècle, 1744-1791* (Paris, 1922 in-8°) ; A. DE SAINT-LÉGER, *Les mines d'Anzin et d'Aniche pendant la Révolution* (Paris, 1935-1939, 2 tomes en 4 vol. in-8°, publication de la « Commission d'histoire économique de la Révolution ») ; Yvonne LEFRANC, *Essai sur l'industrie textile de La Ferté-Macé* (Alençon, 1934, in-8° ; publication du « Comité de l'Orne ») ; F. DORNIC, *L'industrie textile dans le Maine et ses débouchés internationaux, 1650-1815* (Paris, 1955, in-8°) ; P. LÉON, *La naissance de la grande industrie en Dauphiné (fin du XVII^e siècle-1869)* (Paris, 1954, 2 vol. in-8°) ; P. LÉON, *L'industrialisation en France en tant que facteur de croissance économique du début du XVIII^e siècle à nos jours, dans Première conférence internationale d'histoire économique* (citée, p. 7), p. 163-204 ; J. LETACONNOUX, *Les transports en France au XVIII^e siècle, dans la Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XI, ann. 1908-9, p. 97-114, 269-292 ; GASTON-MARTIN, *Capital et travail à Nantes au cours du XVIII^e siècle* (Paris, 1931, in-8°) ; du même, *Nantes au XVII^e siècle. L'ère des négriers*, citée, p. 8 ; Th. MALVEZIN, *Histoire du commerce de Bordeaux depuis les origines jusqu'à nos jours* (Bordeaux, 1892, 4 vol. in-8°) ; R. BOUTRUCHE, *Bordeaux et le commerce des Antilles françaises, dans Trois siècles de vie française. Nos Antilles*, publié sous la direction de S. DENIS, p. 83-124 (Orléans, 1935, in-8°) ; sur le commerce des Iles et le trafic négrier, voir les ouvrages cités ci-dessus, p. 8 ; H. SÉE, *Esquisse de l'histoire du commerce français à Cadix et dans l'Amérique espagnole au XVIII^e siècle, dans la Revue d'histoire moderne*, t. II, ann. 1928, p. 13-31 ; P. MASSON, *Histoire du commerce français dans le Levant au XVIII^e siècle* (Paris, 1911, in-8°) ; P. ROUSSIER, *Tableaux du commerce général de la France avec les colonies d'Amérique et d'Afrique, de 1716 jusqu'à 1788, dans la Revue de l'histoire des colonies françaises*, t. XV, ann. 1927, p. 440-443 ; P. DARDEL, *Le trafic maritime de Rouen aux XVII^e et XVIII^e siècles (1614-1771) ; essai statistique, dans le Bulletin de la Société libre d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure*, Rouen, 1945, p. 115-250. R. ROMANO, *Commerce et prix du blé à Marseille au XVIII^e siècle* (Paris, 1956, in-8°) ; *Histoire du commerce de Marseille*, t. V : *De 1660 à 1789, Le Levant*, par R. PARIS, et t. VI : *De 1660 à 1789, Les colonies*, par G. RAMBERT (Paris, 1957 et 1959, 2 vol. in-8°). Pour Paris : L. CAHEN, *Ce qu'enseigne un péage du XVIII^e siècle ; la Seine entre Rouen et Paris et les caractères de l'économie parisienne, dans les Annales d'histoire économique et sociale*, t. III, ann. 1931, p. 487-518 ; L. GUÉNEAU, *Le rôle de Paris dans les industries et le commerce de la soie et des soieries à la fin de l'Ancien Régime, dans Revue d'histoire moderne*, t. I, ann. 1926, p. 280-303 et 424-443 ; P. VERLET, *Le commerce des objets d'art et les marchands merciers à Paris au XVIII^e siècle, dans Annales, Économies, sociétés, civilisations*, 1958, p. 19-29 ; D. PINKNEY, *Paris, capitale du coton sous le Premier Empire, dans Annales*, t. V, ann. 1950, p. 56-60 ; L. JANROT, *L'activité économique autour de Paris au XVIII^e siècle, dans Bulletin du Comité de Seine-et-Oise pour l'histoire économique de la Révolution*, 1938-1939, p. 89-117. — Pour l'Allemagne, voir notre t. XII, p. 39 ; H. BRUNSCHWIG, *La crise de l'État prussien à la fin du XVIII^e siècle* (Paris, 1947, in-8°), bibliographie. — Pour la Belgique, J. B. VAN HOUTTE, *Esquisse d'une histoire économique de la Belgique à la fin de l'Ancien Régime* (Louvain, 1943, in-8°) ; L. DECHESNE, *Histoire économique et sociale de la Belgique* (Paris et Liège, 1932, in-8°) ; Z. W. SNELLER, *La naissance de l'industrie rurale dans les Pays-Bas aux XVII^e et XVIII^e siècles, dans Annales d'histoire économique et sociale*, t. I, ann. 1929, p. 193-202 ; P. LEBRUN, *L'industrie de la laine à Verviers*

restaient de simples instituts de dépôt dont les certificats de versement, quoique transmissibles, ne tenaient pas la place de la *bank-note* au porteur. Aucun ne pratiquait l'escompte commercial. Seule, la France possédait, depuis 1776, une « Caisse d'escompte » autorisée par l'État à émettre des billets qu'elle échangeait contre les traites tirées sur leurs clients par les fournisseurs ; son papier ne circulait qu'à Paris et aux environs. Les banques privées demeuraient peu nombreuses et des villes importantes, Orléans par exemple, n'en comptaient aucune ; exceptionnelles, celles qui se risquaient à utiliser leur propre monnaie fiduciaire sous leur responsabilité. En France, Paris était la seule ville où l'argent, amené par l'impôt, fût abondant ; en province, le crédit se trouvait difficilement et coûtait cher. En Italie, on n'admettait même pas l'endossement des effets de commerce. Généralement, l'entrepreneur engageait ses capitaux personnels, ceux de ses parents et amis ; il hypothéquait ses propriétés foncières ; obligé de consentir de longs délais à ses acheteurs, y compris les plus riches particuliers, il recourait couramment aux effets de complaisance, la « cavalerie ». La loi ne reconnaissait que les « sociétés générales », c'est-à-dire en nom collectif, et les sociétés en commandite. Il fallait l'autorisation de l'État pour fonder une compagnie par actions ; celles-ci étaient nominatives

pendant le XVIII^e siècle et le début du XIX^e. Contribution à l'étude des origines de la révolution industrielle (Liège, 1948, in-8°), analysé par G. LEFEBVRE, dans *Annales*, t. V, ann. 1950, p. 49-55. — Pour le Danemark, A. NIELSEN, *Dänische Wirtschaftsgeschichte* (Iéna, 1933, in-8°) ; de la « coll. G. Brodnitz » ; K. GLAMANN, *Industrialization as a factor in economic growth in Denmark since 1700*, dans *Première conférence internationale d'histoire économique* (cité, p. 7), p. 115-128. — Pour l'Espagne, voir notre t. XII, liv. I, ch. V, § 5 ; G. DESDEVISES, cit. p. 24. — Pour la Hollande, E. BAASCH, *Holländische Wirtschaftsgeschichte* (Iéna, 1925, in-8°) ; de la « coll. G. Brodnitz ». — Pour l'Italie, G. PRATO, *La vita economica in Piemonte a mezzo il secolo XVIII* (Turin, 1908, in-4°) ; G. SONNINO, *Saggio sulla industria, marina e commercio in Livorno sotto i primi duo Lorenesi, 1737-1790* (Cortona, 1909, in-8°). — Pour la Pologne, J. RUTKOWSKI, *Une esquisse de l'histoire économique de la Pologne jusqu'aux partages* (Poznan, 1923, in-8°), en polonais ; trad. fr. par M. RUTKOWSKA, *Histoire économique de la Pologne avant les partages* (Paris, 1927, in-8° ; publication de l'« Institut d'études slaves de l'Université de Paris ») ; du même, *Les bases économiques des partages de l'ancienne Pologne, dans la Revue d'histoire moderne*, t. VII, ann. 1932, p. 362-389 ; G. KURNATOWSKI, *Les origines du capitalisme en Pologne*, dans la même revue, t. VIII, ann. 1933, p. 236-267. — Pour la Russie, J. KULISCHER, *Russische Wirtschaftsgeschichte* (Iéna, 1925, in-8°) ; de la « coll. G. Brodnitz » ; R. PORTAL, *Manufactures et classes sociales en Russie au XVIII^e siècle*, dans la *Revue historique*, t. CCI, ann. 1949, p. 161-185, et t. CCII, ann. 1949, p. 1-23 ; du même, *L'Oural au XVIII^e siècle. Étude d'histoire économique et sociale* (Paris, 1950, in-8° ; n° 14 de la « coll. historique de l'Institut d'études slaves de l'Université de Paris »). — Pour l'agriculture et les paysans, voir plus loin, p. 57.

ou, du moins, ne se transmettaient qu'avec l'agrément de la société. Encore la responsabilité du commanditaire et de l'actionnaire ne se trouvait-elle pas limitée en droit ; la jurisprudence française, incertaine, tendait seulement à la restreindre à leur apport. Au contraire de l'Angleterre, le continent manquait de l'armature bancaire propre à grouper les épargnes et à les employer pour financer l'entreprise.

Amsterdam et Hambourg, aux yeux des Britanniques, étaient des centres importants ; Lisbonne aussi, dont le change tenait une place éminente à Londres, le Portugal constituant une sorte de colonie anglaise, depuis le traité de Methuen. Seule, néanmoins, la France demeurait aux yeux des Anglais une concurrente inquiétante, car son trafic, dépassant le milliard à la veille de la Révolution, soutenait la comparaison avec le leur. Il est vrai que sa balance était défavorable : 542 millions à la sortie contre 611 à l'entrée, mais plus de 200 millions des importations provenaient des colonies. Sa marine marchande, au contraire, grandissait beaucoup moins, bien qu'elle comptât, dit-on, 2.000 longs-courriers. Ses transports intérieurs marquaient du retard. Les seuls canaux en service étaient celui du Midi et ceux de Flandre ; trois autres, en Picardie et en Bourgogne, attendaient l'achèvement. Les fleuves étaient médiocrement utilisés : il passait par an 200 bateaux à Château-Thierry et 400 à Mantes. Un grand effort se poursuivait pour établir le réseau des routes royales au moyen de la corvée, sous la direction d'ingénieurs des Ponts et Chaussées, formés par une école spéciale, mais il faudrait du temps pour le terminer et on ne s'occupait pas encore des voies de traverse ni des chemins vicinaux. Les douanes intérieures et les péages aggravaient encore le particularisme régional ; il n'y avait pas longtemps que les grains circulaient d'une province à l'autre et presque toutes continuaient à cultiver la vigne. La capitale du royaume travaillait pour elle-même et ses environs : ses envois extérieurs n'excédaient pas 75.000 tonnes et le Midi lui échappait complètement.

Suivant la tradition, le négoce tenait la première place en France et, avant tout, le commerce de mer qui restait florissant à Marseille et assura, au XVIII^e siècle, l'ascension de Nantes, puis dans les dernières décades, celle de Bordeaux ; de nombreuses industries accroissaient la prospérité des ports, notamment la raffinerie du sucre. La finance au service de la royauté avait toujours édifié aussi de grandes fortunes. Le capitalisme commercial s'assujettissait l'artisanat ; à Lyon, depuis le XVI^e siècle,

le « fabricant » était en réalité un négociant qui amenait la soie et exportait les soieries : il laissait le travail aux canuts, comme façonniers salariés. L'industrie rurale s'étendait beaucoup et, en 1762, un arrêt du Conseil l'autorisa officiellement ; nombre de provinces en tiraient avantage : la Flandre tissait la toile, le drap, les cotonnades ; le Cambrésis, le Hainaut, le Vermandois, le linon et la batiste ; la Haute-Normandie, les « rouenneries » et le drap ; le Maine et la Bretagne, la toile ; la Champagne et l'Orléanais se consacraient à la bonneterie et le Languedoc au drap. Il existait enfin des manufactures proprement dites ; les rois en avaient créé pour les produits de luxe ; il s'y ajoutait les arsenaux et des fabriques d'ancres et de canons pour la marine, de fusils et d'armes blanches pour l'armée ; des particuliers dirigeaient de grandes entreprises métallurgiques, comme celle du Creusot et celle des Périer à Chaillot ; de textiles et spécialement de toiles peintes en Alsace et à Jouy-en-Josas où s'installa Oberkampf ; de produits chimiques, par exemple celle de Chaptal à Montpellier. L'administration inclinait à assouplir la réglementation, mais à tâtons. Turgot supprima les corporations ; après lui, on les rétablit en les réformant. Sur l'exclusif et la protection douanière, l'opinion des hommes d'affaires demeurait d'autant plus intransigeante que la production modernisée de l'Angleterre les menaçait : le traité de 1786 suscitait d'innombrables récriminations.

L'esprit d'invention ne manquait pas aux Français : Berthollet transforma le blanchiment en 1785 et les Montgolfier avaient lancé l'aérostat. Les mécaniques nouvelles ne les laissaient pas indifférents et des Anglais vinrent en pourvoir les cotonniers. Toutefois, en 1789, on n'estimait encore les « jennys » qu'à 900 contre 20.000 en Grande-Bretagne. Les Périer fabriquaient des machines à vapeur, mais on ne les utilisait encore qu'aux mines d'Anzin et d'Aniche ou au Creusot. La métallurgie se modifiait peu ; n'employant ordinairement que le bois, elle restait extrêmement dispersée.

Le rythme de la croissance industrielle, étudié par Pierre Léon pour la période 1730-1830, se diversifie selon les régions et plus encore selon les secteurs de production. Les textiles traditionnels, draperie et toilerie de lin et de chanvre, constituent des secteurs à croissance lente : 61 % au cours du siècle et pour l'ensemble de la France. Les industries « nouvelles », vivifiées par une technique en progrès et par d'importants investissements, industrie charbonnière, métallurgie, textiles nouveaux, sont

caractérisées par une croissance rapide. L'augmentation de la production charbonnière aurait été de 7 à 800 %. Pour la métallurgie, la croissance, modeste jusqu'à la Révolution, s'accéléra ensuite. Quant aux cotonnades et aux toiles peintes, la région rouennaise présente pour les premières un accroissement de 107 % de 1732 à 1786, tandis que le chiffre d'affaires des indiennes mulhousiennes augmentait de 738 % de 1758 à 1786. Industrie ancienne, mais profitant de la prospérité générale, la soierie présente l'allure d'une industrie neuve : à Lyon, le nombre des métiers s'accroît de 185 % de 1720 à 1788 ; en Dauphiné, la production des soies moulinées de 400 % (en poids) de 1730 à 1767.

Quant à la production agricole, elle continuait à s'améliorer lentement. Le maïs l'avait transformée dans le sud-ouest ; la vigne s'étendait ; on n'ignorait ni la pomme de terre ni les plantes fourragères ; le gouvernement s'efforçait de perfectionner l'élevage ; les sociétés d'agriculture prodiguaient les conseils. Cependant, les traditions persistaient quant à l'essentiel. C'était la récolte des grains qu'on cherchait surtout à augmenter, et beaucoup moins par la culture intensive que par des défrichements souvent inconsidérés. L'aristocratie penchait à suivre l'exemple de l'Angleterre comme le conseillaient les physiocrates ; mais, à cet égard encore, l'administration hésitait. Louis XV se contenta d'autoriser la clôture et le partage des communaux dans quelques provinces, avec un succès médiocre. Mêmes tergiversations pour le commerce des grains : Bertin, puis Turgot abolirent la réglementation intérieure, qui reparut après eux.

La France demeurait essentiellement agricole et artisanale ; les progrès du capitalisme et la liberté économique éveillaient une vive résistance. Ce fut de grande conséquence pour la Révolution : au sein du Tiers État, le désaccord apparut entre la grande bourgeoisie et les classes populaires ; l'économie dirigée du Comité de salut public se heurta aux obstacles qu'opposaient la dispersion de la production et l'imperfection des transports ; la puissance de la « moderne Carthage », fondée sur le crédit et l'exportation, ne parut pas invincible à une nation encore profondément attachée à l'économie traditionnelle.

Les pays environnants évoluaient dans le même sens que la France ; mais ils ne l'égalèrent pas, car, la Hollande exceptée, ils tiraient moins de profits de l'exploitation des nouveaux mondes. Charles III ayant autorisé quelques ports à trafiquer directement avec les colonies et renforcé la protection douanière, il

semble toutefois que l'Espagne réalisait enfin quelques progrès, en Catalogne notamment. L'essor de l'industrie rurale, principalement celle du coton, éveillait plusieurs régions : la Suisse, la Forêt Noire, la Saxe, l'Italie du Nord ; mais les mécaniques ne pénétraient qu'à titre exceptionnel : la Suisse adoptait la *jenny* ; Chemnitz la connut en 1788 ; le four à coke s'introduisit dans la Ruhr.

A part les régions voisines de la Baltique, l'Europe centrale et orientale ne participait pas encore amplement au commerce international et le capitalisme commercial ne prenait pied que dans quelques ports et dans de rares villes de l'intérieur : il exportait surtout des matières premières. Les despotes éclairés pratiquaient le colbertisme emprunté à l'Occident avec des conséquences analogues, mais encore discrètes. Ils favorisaient le développement des manufactures ou bien les créaient. Les entreprises minières et métallurgiques de la Silésie et de l'Oural avaient ainsi pris naissance et grandi. En certains endroits, le négoce maîtrisait l'artisanat : par exemple, les tisserands en Silésie ; l'industrie rurale gagnait la Bohême ; en Prusse, le gouvernement la proscrivait parce que les villes se prêtaient mieux à la perception de l'accise. L'agriculture changeait fort peu. Il se trouvait quelques hommes pour prôner les méthodes anglaises, Thaër en Allemagne, par exemple, et Krause à Königsberg ; ils ne comptaient pas beaucoup d'adeptes. L'extension du commerce de la Baltique encourageait autour d'elle la production des céréales : on y pourvoyait par les procédés extensifs, les seigneurs s'efforçant d'évincer les tenanciers pour accroître leur domaine propre qu'ils exploitaient au moyen de la corvée ; mais les gouvernements ne leur laissaient pas toujours le champ libre : les rois de Prusse limitaient dans une certaine mesure le *Bauernlegen* ; le Danemark seul, dans le Slesvig et le Holstein, se prêtait à l'enclosure au profit des hobereaux.

Grâce à la révolution économique inaugurée par la Grande-Bretagne, il paraissait que la suprématie de l'Europe s'affermirait, alors qu'on en avait pu douter au milieu du siècle. Le bois devenait rare ; la production industrielle croissait lentement ; l'agriculture risquait de ne pouvoir nourrir la main-d'œuvre ; si l'Occident ne parvenait pas à équiper les nouveaux mondes, l'exploitation coloniale ne les épuiserait-elle pas ? Il n'avait pas semblé impossible que l'Europe éprouvât le même sort que Rome, dont le capitalisme purement commercial et financier avait fini par ruiner les pays conquis. A présent, l'espoir se justifiait : la houille et le

fer se substitueraient au bois, la vapeur et les machines multiplieraient le rendement de la main-d'œuvre, l'agriculture l'alimenterait. Encore fallait-il que le continent se convertît à l'économie nouvelle. Ce n'était que question de temps à condition que la paix durât.

IV. — ENRICHISSEMENT DE L'EUROPE¹.

Toujours est-il que l'Europe s'enrichissait ; à l'ouest surtout, cela va de soi. Dans quelle proportion exactement, on ne sait. Le revenu national de l'Angleterre et de la France avait plus que doublé, croit-on, au XVIII^e siècle ; elles purent augmenter les impôts et emprunter : la dette publique de la première passa de 16 millions de livres sterling en 1701 à 257 en 1784 ; celle de la seconde, réduite à 1.700 millions en 1721, s'élevait à 4 milliards et demi en 1789. On observe que, d'après la conclusion d'Imlah, la balance commerciale n'enrichissait pas la Grande-Bretagne. La balance des comptes n'en était pas moins favorable, puisque des capitaux abondants ont pu s'investir dans l'économie, notamment dans l'industrie, et souscrire des emprunts gouvernementaux. Le fret, les assurances, les commissions s'ajoutaient, il est vrai, aux exportations. Mais, à cette époque, l'Angleterre ne fournissait pas de capitaux à l'Europe continentale ; considérables, au contraire, étaient chez elle les placements des Hollandais et des Genevois, ce qui affaiblissait la balance des comptes. On estime donc que, des calculs d'Imlah, ressort l'importance essentielle des revenus tirés de l'exploitation des pays d'outre-mer : traite négrière, fonds engagés dans les plantations, traitements et retraites des fonctionnaires de la Compagnie des

1. OUVRAGES A CONSULTER. — M. REINHARD et A. ARMENGAUD, *Histoire générale de la population mondiale* (Paris, 1961, in-8°) ; E. GAUTIER et L. HENRY, *La population de Crulai, paroisse normande. Étude historique* (Paris, 1958, in-8° ; cahier n° 33 de l'I.N.E.D.) ; F. DE DAINVILLE, *Grandeur et population des villes au XVIII^e siècle*, dans *Population*, 1958, n° 3 ; L. HENRY, *Développements récents de l'étude de la démographie du passé*, dans *XI^e Congrès international des Sciences historiques*, Stockholm, 21-28 août 1960, *Rapports*, t. 1 (Göteborg-Stockholm-Uppsala, 1960, in-8°), p. 89-96 ; M. REINHARD, *Étude de la population pendant la Révolution et l'Empire* (Paris, 1961, in-8° ; Commission d'histoire économique et sociale de la Révolution française) ; sur l'urbanisme : P. LAVEDAN, *Histoire de l'urbanisme*, t. II : *Renaissance et temps modernes* (Paris, 1941, in-8°) ; P. LELIÈVRE, *L'urbanisme et l'architecture à Nantes au XVIII^e siècle* (Nantes, 1942, in-4°), et les monographies locales ou régionales d'histoire générale ; sur les progrès du bien-être, voir les ouvrages relatifs aux mœurs, d'ordinaire anecdotiques, et les biographies ; Dorothy GEORGE, *London life in the eighteenth century* (Londres, 1925, in-8°) ; A. S. TUBERVILLE, *English men and manners in the eighteenth century* (Oxford, 1926, in-8° ; 2^e éd., 1943).

Indes, spéculations individuelles de trafiquants coloniaux. Sans nul doute, la conclusion vaut, non seulement pour l'Angleterre, mais dans une mesure plus ou moins importante, pour les autres puissances colonisatrices. L'adoucissement de la vie matérielle et l'assouplissement des relations humaines gagnaient en profondeur, bien que, naturellement, l'avantage profitât surtout aux classes dominantes.

L'ostentation est de tous les temps, mais la marque du XVIII^e siècle fut la recherche du bien-être et du plaisir, rehaussés et modérés par l'affinement de l'intelligence. Aux vastes salles de la demeure, destinées à l'apparat, on adjoint et on préfère les appartements aménagés pour l'agrément quotidien et qu'on peut chauffer convenablement ; le mobilier évoluant à même fin, réduisant les dimensions, substituant aux formes raides les lignes courbes, amollissant les sièges, accroit le confort en même temps qu'il séduit par sa variété et par la délicatesse de l'ornement ; l'exotisme vient à l'aide : l'acajou inaugure son règne ; l'alexandrinisme, découvert à Pompéi, s'insinue dans la décoration. La bienséance a civilisé la vie mondaine des salons, où la galanterie s'essaie à respecter la décence par l'ingéniosité du propos. Plus mêlées et plus libres sont les sociétés mouvantes qui se forment à Paris dans les cafés. Le goût du savoir s'est répandu et a multiplié les académies et les chambres de lecture, les cours et les conférences. Le sentiment, la sensibilité, la bienfaisance et la philanthropie diversifient les nuances du plaisir. Bien d'autres que Talleyrand, et moins huppés, regrettèrent plus tard la « douceur de vivre » d'avant 1789.

L'artisanat, la boutique, le paysan aisé tiraient quelque profit de l'enrichissement : la consommation croissante de certaines denrées paraît l'attester. A la veille de la Révolution, celle du thé se généralisait en Angleterre ; en 1784, on en importait pour 8 millions et demi de livres pesant, sans parler de la contrebande ; Pitt ayant abaissé le droit de douane, on passa à 12 en 1786. En France, le café obtenait même succès. L'attrait du sucre allait de pair : l'Anglais en consommait, dit-on, dix fois plus que le Français. Et il faut ajouter le chocolat et le tabac, la bière, le vin et l'eau-de-vie. Pour ce qui est des salariés, l'augmentation de la population retient surtout l'attention : elle s'accéléra durant les dernières décades. La France aurait gagné 3 millions d'habitants après la guerre de Sept ans ; au cours du siècle, la Grande-Bretagne passa de 5 millions et demi à 9, l'Autriche de 20 à 27, l'Espagne de 5 à 10, l'Italie de 11 à 18.

L'atténuation des famines et les ressources offertes par les progrès de l'industrie réduisaient la mortalité.

Bien des réserves s'imposent. Dans le centre et l'est de l'Europe, l'aristocrate ne perdait pas l'habitude des sévices corporels à l'égard de ses « dépendants » ; en Occident, si ses mœurs s'adoucissaient, il ne se moralisait pas toujours ; se jugeant au-dessus du commun, il affichait trop souvent le libertinage et le gaspillage. Dans les classes populaires, la misère et l'ignorance entretenaient fréquemment l'ivrognerie et la violence. La petite bourgeoisie, l'artisanat, la paysannerie aisée constituaient l'ensemble le plus attaché à la conduite réglée, mais non pas exempte de rudesse et de dureté.

Il reste que l'enrichissement explique l'optimisme, dont l'idée de progrès fut l'expression intellectuelle et qui encouragea les hommes de ce temps à entreprendre, avec une audace confiante, les réformes que les transformations concomitantes de la société et de la mentalité leur paraissaient commander.

CHAPITRE III

LA SOCIÉTÉ

Sur le continent, la structure sociale conservait l'empreinte aristocratique, legs d'une époque où, la terre étant à peu près la seule richesse, ceux qui la possédaient s'arrogeaient tous les droits sur les hommes qui la cultivaient. Prêtres et nobles, devenus des sujets, restaient des privilégiés ; si l'État avait

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir les bibliographies de Ph. SAGNAC, dans notre t. XII, liv. I, ch. II, § 2 ; ch. V, § 1 ; ch. VI, § 3 ; ch. VII, § 7 ; ch. VIII, § 2 et liv. III, ch. III, § 4 ; et pour la France, celles de H. CARRÉ, dans *Histoire de France*, publiée sous la direction d'E. LAVISSE, t. IX, liv. III et liv. IV, § 7. Les progrès de l'histoire sociale restent les moins avancés. Pendant longtemps, les descriptions de la « société » retinrent essentiellement les classes dominantes, et seulement pour dépeindre leurs mœurs et leurs opinions, d'après les mémoires et les correspondances (par exemple : L. DUCROS, *La société française au XVIII^e siècle, d'après les mémoires et les correspondances du temps*, Paris, 1922, in-12), sans évaluer approximativement leur effectif et leurs revenus. Depuis qu'on étudie l'histoire économique, la perspective s'élargit ; mais, comme on le verra dans les bibliographies de Ph. SAGNAC et de H. CARRÉ, les auteurs unissent ordinairement l'économique et le social (par exemple, H. SÉE, cité p. 36 ; R. PORTAL, cité p. 38 ; L. DECHESNE, cité p. 37), traitent de la vie morale et sociale (par exemple, Ph. SAGNAC dans notre t. XII, liv. III, ch. III, § 4) ou même suivent concurremment l'évolution politique, économique et sociale ; c'est ce qu'ont fait, par exemple, A. DE TOCQUEVILLE, *L'Ancien Régime et la Révolution* (Paris, 1856, in-8°) ; nouv. éd. dans les *Œuvres complètes*, sous la direction de J.-P. MAYER, t. II en 2 vol., le premier comprenant le texte, avec une introduction de Georges LEFEBVRE, le second les inédits de Tocqueville sur la Révolution et l'Empire, avec une note critique d'A. JARDIN (Paris, 1952-1953, in-8°) ; H. TAINÉ, A. SOREL et J. JAURÈS, cités plus loin, p. 113 et 199, et aussi Ph. SAGNAC, *La formation de la société française moderne* (Paris, 1945 et 1946, 2 vol. in-8°). Du point de vue de l'historien, pareilles synthèses vont de soi ; mais elles font ressortir l'absence d'ouvrages approfondis sur les différentes classes ou catégories sociales, lesquels supposeraient des monographies régionales ou locales, fondées autant que possible sur les indications statistiques que fournissent les documents fiscaux (quelques essais de cette sorte sont cités plus loin, p. 53) ; du point de vue méthodologique, voir les articles de G. LEFEBVRE sur l'étude des structures sociales, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1957, p. 99-105, et juillet-septembre 1958, p. 1-13. On puisera des notions générales sur la condition des personnes et des biens dans les histoires du droit : P. VIOLET, *Histoire du*

repris aux seigneurs la plupart de leurs pouvoirs régaliens, il leur laissait une autorité plus ou moins étendue sur les « manants » de leurs terres. A part certaines régions, comme la Suède ou la Frise, où les paysans se classaient à part, la population presque entière se confondait en un troisième « ordre », le Tiers État en France, dont les prérogatives de l'aristocratie perpétuaient l'infériorité originelle.

La séparation des « ordres », « États » ou *Stände* n'épuisait pas la hiérarchie sociale. Par intérêt financier ou politique, l'État ne fit jamais difficulté d'attribuer des « franchises » ou « libertés », c'est-à-dire des privilèges, non seulement à des provinces ou à des villes, mais aux groupes qui se constituaient au sein de chaque ordre : divisant pour régner, il maintenait une organisation corporative dont le principe, de haut en bas, reposait sur l'inégalité des droits.

Cette structure se trouvait minée en Occident, et en France surtout, par l'évolution qui accroissait la puissance de la richesse mobilière et la capacité de la bourgeoisie, émancipait les classes populaires et mettait en évidence le rôle prééminent du travail productif, de l'intelligence inventive, de la connaissance scientifique.

Mais, à cet égard encore, les Britanniques se distinguaient des continentaux. Depuis des siècles, les circonstances historiques qu'explique, pour une part au moins, l'insularité, affectaient la société britannique de caractères originaux que l'essor de son économie promettait d'accentuer.

droit civil français (Paris, 1885, in-8° ; 3^e éd., 1905) ; E. GLASSON, *Histoire du droit et des institutions de la France* (Paris, 1887-1903, 8 vol. in-8°), t. VIII : *L'époque monarchique* ; J. DECLAREUIL, *Histoire générale du droit français des origines à 1789* (Paris, 1925, in-8°) ; M. GARAUD, *Histoire générale du droit privé français (de 1789 à 1804)*, t. I : *La Révolution et l'égalité civile*, t. II : *La Révolution et la propriété foncière* (Paris, 1953-1959, in-8°) ; sir W. HOLDWORTH, *A history of English law* (Londres, 1903-1909, 3 vol. in-8° ; nouv. éd., 1922-1938, 12 vol. in-8°). L'organisation corporative a provoqué des aperçus généraux, — soit pour la France : F. OLIVIER MARTIN, *L'organisation corporative de l'Ancien Régime* (Paris, 1938, in-8°) ; H. ROLLAND, *Essai sur l'organisation corporative et la vie économique à Blois au XVIII^e siècle* (Paris, 1938, in-8°), — soit d'ordre comparatif : le « Comité international des sciences historiques », forma en 1936, à Bucarest, une commission pour l'histoire des assemblées d'États ; un ouvrage collectif, *L'organisation corporative du Moyen Âge à la fin de l'Ancien Régime*, a paru en 1937 dans la « Bibliothèque de l'Université de Louvain », 2^e série, fasc. 44 ; en outre, E. LOUSSE, *La société d'Ancien Régime*, t. I : *Organisation et représentations corporatives* (Louvain, 1943, in-8°) ; H. M. CAM, A. MARONGIU, G. STÖCKL, Recent works and present views on the origins and development of representative assemblies dans *X Congresso Internazionale di scienze storiche*, cité, p. 32, *Relazioni*, vol. I, p. 1.

1. — LES CLERGÉS¹.

Traditionnellement, le droit divin adossant l'un à l'autre le trône et l'autel, le prince imposait sa religion à ses sujets. L'Église officielle détenait le privilège du culte public et l'état civil, dirigeait l'enseignement et l'assistance, censurait l'activité intellectuelle. A l'influence que lui conféraient la contrainte et la foi s'ajoutait celle que lui procuraient ses terres et la dîme. Son clergé ne formait pas seulement le premier des « ordres », mais aussi un « corps », et le plus solidement uni par sa hiérarchie propre et sa discipline, le plus fortement organisé par ses assemblées particulières et ses tribunaux.

Toutefois, là où avait triomphé la Réforme, cette suprématie s'était amoindrie. Dans les États protestants, le prince, devenu le chef de l'Église, regardait les pasteurs comme ses auxiliaires ; même en Angleterre, si des évêques siégeaient au Parlement, l'Église établie ne se réunissait plus en *convocation*. Les biens ecclésiastiques avaient été partiellement sécularisés et les réguliers supprimés. L'esprit de libre examen multipliait les sectes et on les tolérait, sans qu'on allât jamais jusqu'à la pleine liberté de conscience, les dissidents souffrant d'incapacités, les catholiques souvent plus encore, et le lien social ne se concevant qu'entre chrétiens, le juif étant tenu à l'écart et l'athée exclu. Enfin, les pasteurs, formés dans les Universités, se pénétraient de la pensée rationaliste. Cette évolution suscitait l'opposition des mystiques, des « réveils », des sursauts de fanatisme. Elle n'allait pourtant pas sans avantages : privé d'un chef universel, le protestantisme s'amalgamait, dans chaque État, au sentiment national naissant ; allant jusqu'à présenter ses dogmes comme des symboles, il s'adaptait au mouvement des esprits ; il entraînait rarement en conflit avec l'État et gardait dans la société son

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 46. Pour la France : P. DE VAIS-SIÈRE, *Curés de campagne de l'ancienne France* (Paris, 1933, in-8°) ; M. BERNARD, *Revendications et aspirations du bas-clergé dauphinois à la veille de la Révolution*, dans *Cahiers d'histoire*, 1956, p. 327-347 ; M. L. FRACARD, *La fin de l'Ancien Régime à Niort, essai de sociologie religieuse* (Paris, 1956, in-8°) ; P. CHEVALIER, *Loménie de Brienne et l'ordre monastique (1766-1789)* (Paris, 1959, in-8°) ; D. ROBERT, *Les églises réformées en France, 1800-1830* (Paris, 1961, in-8°), qui décrit la situation à la fin de l'Ancien Régime ; voir les ouvrages relatifs à l'histoire religieuse pendant la Révolution, p. 186. Sur la dîme, H. MARION, *La dîme ecclésiastique en France au XVIII^e siècle et sa suppression* (Paris, 1912, in-8°) ; P. GAGNOL, *La dîme ecclésiastique en France au XVIII^e siècle* (Paris, 1911, in-8°) ; M. FAUCHEUX, *Un ancien droit ecclésiastique perçu en Bas-Poitou : le boisselage* (La Roche-sur-Yon, 1953, in-8° ; coll. de Documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française). Voir la bibliographie de R. SCHNERB dans H. SÉE, *Histoire économique*, cit. p. 36.

influence morale. En Russie, le tsar était aussi le maître de l'Église orthodoxe ; Catherine II avait sécularisé une grande partie des biens de celle-ci ; l'Empire, englobant une foule de populations diverses, leur laissait leurs cultes particuliers et se bornait à défendre aux orthodoxes de changer de religion ou de verser dans l'hérésie.

Il en allait autrement dans les pays restés catholiques. L'Église y conservait sa richesse, ses privilèges, son organisation indépendante ; le clergé, en France, ne consentait au prince qu'un don gratuit et le percevait lui-même. En Allemagne, les archevêques-électeurs, des évêques et des abbés, comme le pape en Italie, étaient des princes temporels. L'unité doctrinale subsistait en principe ; le recours à l'autorité pontificale constituait un suprême rempart contre l'État, et la Révolution française allait s'en apercevoir.

Beaucoup nourrissaient, pourtant, l'illusion que la décadence de l'Église catholique présageait sa prochaine disparition. Le prestige de la papauté décroissait : les Bourbons l'avaient contrainte à supprimer les Jésuites ; la tradition gallicane lui interdisait toute entreprise sur le pouvoir temporel et limitait son autorité sur le clergé au profit du prince ; Joseph II réglait l'organisation catholique jusqu'à la minutie sans que Pie VI osât rompre. En fait, l'intolérance s'apaisait et l'Inquisition ne sévissait guère qu'en Espagne. L'esprit du temps penchait à regarder le prêtre comme un fonctionnaire préposé à l'instruction morale ; on désirait lui ôter la direction de l'enseignement et de l'assistance pour les moderniser ; l'hostilité à l'égard des religieux, et surtout des moines, était fort répandue.

D'autre part, l'Église paraissait minée intérieurement. Les évêques, gallicans à leur manière, défendaient plus ou moins leur indépendance contre le Saint-Siège ; en Allemagne, le fébronianisme plaidait dans le même sens, non sans succès comme l'épiscopat venait de le montrer par la *Punktion* d'Ems ; en Italie, le synode de Pistoia sous la direction de l'évêque Ricci suivait la même voie. En France, parmi les curés, le richérisme laissait des traces. A ces récalcitrants, les ultramontains imputaient des arrière-pensées jansénistes, ce qui impliquait que l'unité doctrinale ne se trouvait pas en meilleur point que la discipline.

Le clergé ne formait partout qu'une faible minorité. En France, on évalue ordinairement son effectif à environ 130.000 personnes, réparties à peu près par moitié entre les fonctions séculières et les ordres religieux. Du point de vue social, la richesse du clergé

catholique compromettait son influence et sa cohésion. Entrant en conflit avec les rois, le pape s'exposait à perdre ses possessions territoriales ; les nobles casaient leurs enfants dans les évêchés, les chapitres, les abbayes ; le bas-clergé et les fidèles se plaignaient que les revenus de l'Église fussent détournés de leur destination ; le clergé formait un ordre, non une classe et se partageait entre la noblesse et la roture. La véritable aristocratie, c'était la noblesse.

II. — LA NOBLESSE¹.

Sur le continent, la noblesse formait un ordre ; souvent aussi, mais non pas en France, elle constituait un corps : ses membres

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 46. Pour l'orientation de la recherche : M. BLOCH, Sur le passé de la noblesse française ; quelques jalons de recherche, dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. VIII, ann. 1936, p. 366-378 ; K. JELUSEC, La noblesse autrichienne : avant et après la guerre (*ibid.*, p. 355-365) ; T. H. MARSHALL, L'aristocratie britannique de nos jours (*ibid.*, t. IX, ann. 1937, p. 236-256) ; K. DENHOLM-YOUNG, L'aristocratie anglaise : le Moyen Âge (*ibid.*, p. 257-269) ; NEUFBOURG, Les noblesses (*ibid.*, t. X, ann. 1938, p. 238-255) ; Ph. DU PUY DE CLINCHAMPS, *La noblesse* (Paris, 1959, in-8° ; coll. « Que sais-je ? »). — Pour la France : H. CARRÉ, *La noblesse de France et l'opinion publique au XVIII^e siècle* (Paris, 1920, in-8°) ; P. DE VAISSIÈRE, *Gentilshommes campagnards de l'ancienne France* (Paris, 1903, in-8°) ; F. F. FORD, *Robe and sword. The regrouping of the French aristocracy after Louis XIV* (Cambridge, Mass., 1953, in-8° ; « Harvard historical studies », n° 64) ; M. REINHARD, Élite et noblesse dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1956, p. 5-37 ; G. ZELLER, Une notion de caractère historico-social : la dérogeance, dans *Cahiers internationaux de sociologie*, 1957, p. 40-74 ; R. FORSTER, *The nobility of Toulouse in the eighteenth century* (Baltimore, 1960, in-8°) ; L. TUETÉY, *Les officiers sous l'Ancien Régime. Nobles et roturiers* (Paris, 1908, in-8°) ; E. G. LÉONARD, La question sociale dans l'armée française au XVIII^e siècle, dans les *Annales*, t. III, ann. 1948, p. 135-149 ; du même auteur, *L'armée et ses problèmes au XVIII^e siècle* (Paris, 1958, in-8°) ; H. LÉVY-BRUHL, La noblesse de France et le commerce à la fin de l'Ancien Régime, dans *Revue d'histoire moderne*, t. VIII, ann. 1933, p. 209-235 ; G. RICHARD, Les corporations et la noblesse commerçante au XVIII^e siècle, dans *L'Information historique*, 1957, p. 185-188, La noblesse commerçante à Bordeaux et à Nantes au XVIII^e siècle (*ibid.*, 1958, p. 185-190), A propos de la noblesse commerçante à Lyon au XVIII^e siècle (*ibid.*, 1959, p. 156-160) ; P. ARDASCHEFF, *Les intendants de province sous Louis XVI* (Paris, 1909, in-8°) ; M. BORDES, Les intendants de Louis XV, dans *Revue historique*, 1960, t. CCXXIII, p. 45-62 ; A. COLOMBET, *Les parlementaires bourguignons à la fin du XVIII^e siècle* (Dijon, 1937, in-8°) ; J. ÉGRET, L'aristocratie parlementaire française à la fin de l'Ancien Régime, dans *Revue historique*, 1952, t. CCVIII, p. 1-14 ; J.-F. BLUCHE, *L'origine des magistrats du Parlement de Paris au XVIII^e siècle* (Paris, 1956, in-8°) ; sur la vénalité des charges, vues générales dans R. MOUSNIER, *La vénalité des offices sous Henri IV et Louis XIII* (Rouen, [1945], in-8° ; voir la conclusion). Pour les droits seigneuriaux, Ph. SAGNAC, *La législation civile de la Révolution* (Paris, 1898, in-8°), J. DE LA MONNERAYE, *Le régime féodal et les classes rurales dans le Maine au XVIII^e siècle* (Paris, 1922, in-8°) ; J. MILLOT, *Le régime féodal en Franche-Comté* (Besançon, 1937, in-8°) ; voir la bibliographie de R. SCHNERB, dans H. SÉE, *Histoire économique*, cit. p. 36 ; voir aussi ci-dessous, p. 106.

étaient immatriculés ; des dignitaires prévenaient toute dérogance et défendaient les privilèges. Les fiefs subsistaient, entre lesquels la hiérarchie, de vassal à suzerain, se maintenait par l'aveu et le dénombrement, ainsi que par une redevance à chaque mutation ; là où le roi autorisait les roturiers à acquérir des fiefs, il arrivait qu'une taxe particulière — en France, le « franc-fief » — leur fût imposée. La noblesse gardait sa coutume propre, marquée notamment par le droit d'aînesse. De l'autorité seigneuriale, il subsistait une part de la justice, la police du village, des prérogatives honorifiques, des monopoles comme la chasse et les banalités, des taxes et des corvées personnelles, le servage, surtout dans le centre et l'est de l'Europe, et enfin la propriété éminente du sol que traduisaient les redevances réelles des tenants. Les nobles conservaient d'ailleurs un domaine propre, qu'ils exploitaient directement ou affermaient.

La noblesse était héréditaire ; en principe, la naissance la conférait et le sang devait se préserver de la mésalliance. Se jugeant distinct, par la race, du roturier « ignoble », l'aristocrate tenait à marquer sa dignité par la manière de vivre. Il portait l'épée ; sa carrière était celle des armes. Conseiller-né du prince, il acceptait de le servir comme ministre, diplomate, gouverneur ou intendant ; Pierre le Grand l'y avait contraint, rattachant ainsi la noblesse à une hiérarchie de fonctions. Le gentilhomme entraît aussi dans l'Église. Mais il dérogeait s'il acceptait un emploi subalterne ou recherchait un gain mercantile ; Colbert excepta le commerce de mer, sans grand succès. L'évolution économique, par la puissance de l'argent, avait donc été néfaste à la noblesse féodale. La guerre, ne rapportant plus ni butin ni rançons, épuisait les patrimoines, déjà rongés par la hausse des prix, le luxe croissant, les partages successoraux. Il en résultait au sein de l'aristocratie une extrême inégalité de fortune et de conditions d'existence ; son effectif s'anémiait. Mais, depuis longtemps, des bourgeois comblaient les vides dans ses rangs.

De bonne heure, le prince s'attribua la faculté d'anoblir ses serviteurs ; si, pour accroître ses ressources, il déléguait à prix d'argent son autorité dans l'administration, la magistrature, les finances, l'armée, il adjoignait la noblesse à certaines de ces charges pour en rehausser la valeur. Ce fut en France que la vénalité des « offices », extraordinairement étendue, engendra ainsi une noblesse de robe, une noblesse administrative, une noblesse municipale ou de « cloche », soit héréditaire, soit personnelle, mais transmissible à certaines conditions. Ces anoblis,

unis par les mariages et la solidarité professionnelle, constituaient une oligarchie particulière. Par leur fortune et leur influence, ils radoubaient la puissance de l'ordre et en épousaient avec passion les mœurs, la morgue et l'exclusivisme. Ils n'en transformaient pas moins la mentalité et l'embourgeoisaient : il restait convenu que le propre du noble était de se consacrer aux armes, mais il ne partait plus pour la guerre que sur l'ordre du roi et par devoir plutôt que par goût des combats.

A mesure qu'on progressait vers l'est de l'Europe, l'évolution apparaissait de moins en moins avancée : l'anoblissement intervenait plus rarement et la vénalité n'existait pas ; la cohésion de l'ordre se maintenait mieux. Aussi la puissance et l'attitude politique de la noblesse différaient-elles sensiblement suivant les États. Dans ceux du centre et de l'est, la bourgeoisie comptant peu, c'était l'autorité du monarque que l'aristocratie jalousait surtout ; à l'ouest, et principalement en France, elle rivalisait tout à la fois avec le pouvoir royal et avec la bourgeoisie, nourrissant une rancune tenace contre le premier, qui l'avait soumise, et un vif sentiment d'exclusivisme contre la seconde, dont l'ascension la menaçait. Elle aussi ne constituait jamais qu'une faible minorité, mais les évaluations divergent plus encore qu'à propos du clergé. En France, Sieyès s'en tenait à 110.000 nobles : sans doute ne comprenait-il parmi eux que les chefs de famille et il excluait sûrement les nobles personnels.

III. — LA BOURGEOISIE¹.

La bourgeoisie formait, non un ordre ou un corps, mais la partie la plus riche et la plus capable de ce que les Français

1. OUVRAGES A CONSULTER. — On a consacré à la bourgeoisie quelques essais : W. SOMBART, *Der Bourgeois* (Leipzig, 1913, in-8° ; trad. fr., Paris, 1926) ; J. AYNARD, *La bourgeoisie française* (Paris, 1934, in-8°) ; B. GRÆTHUYSEN, *Origines de l'esprit bourgeois en France*, t. I, *L'Église et la bourgeoisie* (Paris, 1927, in-8° ; version allemande publiée en même temps à Iéna) ; ce dernier ouvrage s'applique à montrer l'évolution des conceptions religieuses en fonction de l'idéal moral inspiré à la bourgeoisie par son activité professionnelle ; beaucoup plus ample est l'étude de F. BORKENAU, *Der Uebergang vom feudalen zum bürgerlichen Weltbild ; Studien zur Geschichte der Philosophie der Manufakturperiode* (Paris, 1934, in-8°). — Attachés à la recherche documentaire sont au contraire, pour la France par exemple, les ouvrages de F. MIREUR, *Le Tiers État à Draguignan* (Draguignan, 1911, in-8°) ; Ch. POUTHAS, *Une famille de bourgeoisie française de Louis XIV à Napoléon* [les Guizot] (Paris, 1931, in-8°) ; L. CAHEN, *La population parisienne au milieu du XVIII^e siècle*, dans la *Revue de Paris*, 1919, t. V, p. 146-170 ; — et quelques publications qui concernent les financiers : voir notre t. XII, liv. III, ch. III, § 6 ; J. BOUCHARY, *Les manieurs d'argent à la fin du XVIII^e siècle* (Paris, 1939, 1940, 1943 ; 3 vol. in-8°) ; — ou

appelaient le Tiers État. Prépondérante depuis longtemps dans les Provinces-Unies, l'essor économique la fortifiait singulièrement en France, beaucoup moins en Italie et en Espagne, fort peu dans l'Europe centrale et orientale. Elle se recrutait à la base parmi les paysans de métier et les artisans dont quelques-uns s'élevaient, grâce au travail et à l'épargne sans doute, mais principalement par les chances heureuses de la spéculation commerciale, si modeste fût-elle : l'intermédiaire accéda toujours à l'aisance et à la richesse plus fréquemment et plus rapidement que le producteur.

La composition de la classe n'était rien moins qu'homogène. Ceux qui se considéraient comme bourgeois, à proprement parler, se ramenaient au petit nombre de roturiers assez fortunés pour se dispenser du travail et pour vivre « noblement et de leur bien », essentiellement constitué par des terres, par des rentes foncières et, dans une faible proportion, par des valeurs mobilières. Ils condescendaient à s'adjoindre, non sans réticence,

de grands hommes d'affaires : F. VERMALE, *Le père de Casimir Périer, 1743-1801* (Grenoble, 1935, in-8°) ; — ou des catégories libérales : baron F. DELBEKE, *L'action politique et sociale des avocats au XVIII^e siècle*, t. I (Louvain et Paris, 1927, in-4°) ; J. PELLISSON, *Les hommes de lettres au XVII^e siècle* (Paris, 1911, in-8°) ; ajouter : L. ABENSOUR, *La femme et le féminisme avant la Révolution* (Paris, 1923, in-8°). Instructifs sont les *Souvenirs de Cournot* (Paris, 1913, in-8°). — Il importe de signaler quelques études orientées dans le sens dont le souhait a été exprimé p. 46 : H. SÉE, *La population et la vie économique à Rennes vers le milieu du XVIII^e siècle d'après les rôles de la capitation*, dans les *Mémoires de la Société d'Histoire de Bretagne*, t. IV, ann. 1923, p. 89-135 ; R. GAUTHET, *Château-Gontier à la veille de la Révolution*, dans le *Bulletin de la Commission historique de la Mayenne*, t. XLI, ann. 1925, p. 257-277, et t. XLII, ann. 1926, p. 62-102 ; L. FOURNIER, *Histoire politique de la municipalité de Guingamp de la révolte parlementaire de 1788 à l'organisation révolutionnaire de 1790-1791* (Saint-Brieuc, 1934, in-8°) ; six études relatives à la bourgeoisie française dans *Assemblée générale de la Commission centrale et des Comités départementaux [d'histoire économique de la Révolution]*, 1939, t. I (Besançon, 1942, in-8°) ; P.-H. THORÉ, *Essai de classification des catégories sociales à l'intérieur du Tiers État de Toulouse*, dans *Actes du LXXVIII^e Congrès national des sociétés savantes, Toulouse, 1953* (Paris, 1954, in-8°), p. 149-166 ; D. LICOU, *La bourgeoisie réformée montalbanaise à la fin de l'Ancien Régime*, dans *Revue d'histoire économique et sociale*, 1955, p. 377-404 ; P. LÉON, *Recherches sur la bourgeoisie française de province au XVIII^e siècle*, dans *L'Information historique*, 1958, p. 101-105 ; A. DAUMARD et F. FURET, *Structures et relations sociales à Paris au XVIII^e siècle* (Paris, 1961, in-8°) ; « Cahiers des Annales », n° 18) ; F. POPELKA, *Die Bürgerschaft der Stadt Graz von 1720 bis 1819* (Baden bei Wien, 1941, in-8° ; des « Veröffentlichungen des Wiener Hofkammer Archivs ») ; pour la Prusse, consulter aussi H. BRUNTSCHWIG, *La crise de l'État prussien à la fin du XVIII^e siècle* (Paris, 1947, in-8°). — Sur l'orientation de la recherche, A. CHATELAIN, *Les fondements d'une géographie sociale de la bourgeoisie française*, dans *Annales*, t. II, ann. 1947, p. 455-462 ; et surtout E. LABROUSSE, *Voies nouvelles vers une histoire de la bourgeoisie occidentale aux XVIII^e et XIX^e siècles*, dans *X Congresso internazionale di scienze storiche, Roma, 1955* (ouvrage cité, p. 32), *Relazioni*, vol. IV, p. 365-396.

les membres de deux autres groupes, pourvu qu'ils fussent riches et que, sans aucune exception, exempts de travail manuel, ils remplissent seulement des fonctions d'autorité et de direction.

De ces deux groupes, le plus cohérent et le plus stable, le plus cultivé aussi de toute la nation, appartenait aux administrations monarchiques. Il se trouvait particulièrement nombreux et influent en France, où les « officiers », propriétaires de leurs charges vénales et, par là même, indépendants du pouvoir royal, s'unissaient en outre, d'après leur emploi, en corps jaloux de leurs prérogatives, dans les tribunaux, les bureaux des finances, les élections. Comme une partie des « officiers » étaient anoblis, la bourgeoisie y frayait avec la noblesse de robe et d'administration. D'un autre côté, se rattachaient à ces institutions les nombreux hommes de loi — notaires, procureurs, huissiers — qui achetaient pareillement leurs charges, et aussi les avocats qui, comme eux, formaient corps. Ainsi s'établissait une sorte de classe intermédiaire à travers laquelle l'ascension sociale, assurée par l'argent, avait toujours été possible. Des autres professions libérales, on ne retenait guère que quelques personnages, médecins ou savants, écrivains ou artistes, que leur renommée signalait, et toujours à condition que leurs revenus parussent dignes de considération ; sinon, les salons pouvaient leur être ouverts, en France du moins, mais non pas comme à des égaux.

L'autre groupe, moins honoré quoique de fortune souvent supérieure, comprenait les financiers et les directeurs de l'économie. Des premiers, ceux qui prêtaient leur concours à l'État — fermiers généraux en France, munitionnaires, « faiseurs de service » — tenaient grande place : plus d'un passait, tôt ou tard, dans la noblesse et Necker, bien qu'étranger et protestant, s'était élevé jusqu'au ministère. Les armateurs, les négociants, les manufacturiers comptaient davantage en nombre, non en influence ; dans certaines villes, ils se rattachaient à des corps, comme les chambres de commerce ou les juridictions consulaires ; des manufacturiers s'inscrivaient dans des corporations de métier. Cette bourgeoisie d'Ancien Régime, c'était donc ce que nous appelons la haute bourgeoisie ; comme l'aristocratie, elle ne figurait qu'une petite minorité ; l'organisation corporative y entretenait pourtant le même exclusivisme qu'elle reprochait à la noblesse : d'un groupe à l'autre, a écrit Cournot, « une cascade de mépris » contrariait la solidarité et, traditionnellement, ces

bourgeois rêvaient de s'insinuer, un à un, dans les rangs de la classe supérieure. En France, néanmoins, leur ascendant s'imposait maintenant à tel point que le gouvernement commençait à les associer aux nobles restés riches parmi « les notables », catégorie sociale créée par l'argent et qui, transcendant le compartimentage légal des ordres et des corps, constituait déjà la bourgeoisie moderne.

L'avenir réservait toutefois à ses divers éléments un sort bien différent. Comme l'aristocratie, la bourgeoisie proprement dite de l'Ancien Régime, celle qui vivait « noblement », souffrira de la Révolution. Les « officiers » et les hommes de profession libérale, fournissant depuis le ^{xvii}^e siècle la majorité des maîtres de la recherche scientifique et de la philosophie des lumières, en même temps que, dans l'ensemble, la pratique des fonctions publiques et la gestion de leurs biens les familiarisaient avec la conduite de l'administration et le maniement des individus, préparaient intellectuellement la Révolution et ils la dirigeront. Néanmoins, ménageant prudemment leur fortune et destinant leur épargne à des investissements fonciers, eux aussi étaient plutôt de richesse acquise et le cataclysme ne les épargnera pas toujours ; en tout cas, ils en profiteront moins que les financiers et les gens d'affaires. Tout à leur passion du gain et de la puissance, ceux-ci ne voyaient dans les idées nouvelles et ne retinrent de la métamorphose que ce qui servait les intérêts de la bourgeoisie ; pourtant, de leur goût aventureux de l'entreprise, de la spéculation et du risque dépendaient l'essor du capitalisme et le destin de leur classe.

Ce que nous dénommons la classe moyenne ou la petite bourgeoisie, les notables l'appelaient dédaigneusement « le peuple » et, quand les démocrates révolutionnaires parlèrent du « peuple » avec affection, c'est à elle aussi qu'ils pensaient. Les bourgeois tenaient cette sorte de gens comme inférieure parce qu'ils travaillaient de leurs mains, tout au moins à l'occasion, et avaient, en tout cas, probablement commencé par là. Au premier rang se plaçaient ceux que distinguaient des privilèges particuliers, une réglementation spéciale, un apparentement aux professions libérales, l'importance exceptionnelle de leur entreprise : le maître de poste, l'entrepreneur, le libraire et l'imprimeur, l'apothicaire, quelques chirurgiens seulement, car la plupart étaient de pauvres sires confondus avec les barbiers. Des conditions extrêmement diverses affectaient les artisans et les détaillants,

infiniment plus nombreux, organisés pour une part en corporations, qui assuraient l'alimentation, le vêtement et la chaussure, la coiffure, l'aménagement de l'habitation et le mobilier ; leur rang dépendait de leur prospérité et, spécialement, de la qualité de leurs clients. De degré en degré, on descendait jusqu'au niveau franchement populaire des boutiquiers de quartier, des savetiers, des cabaretiers, des marchands ambulants. A quelque catégorie qu'il appartint, le petit bourgeois s'irritait fréquemment de se voir traité de haut par le bourgeois proprement dit, mais souvent aussi se comportait pareillement à l'égard des prolétaires. Dans l'opinion de Mme Lebas, fille de l'entrepreneur Duplay, l'hôte de Robespierre, son père aurait compromis sa dignité s'il eût admis à sa table quelqu'un de ses « serviteurs », c'est-à-dire de ses ouvriers.

A cet essai de classification s'impose un correctif important. Au XVIII^e siècle, la capacité intellectuelle tendait à rivaliser avec la puissance de l'argent et à justifier une hiérarchie qui ne concordait pas avec l'autre. En marge des « nantis », professeurs, hommes de lettres et nouvellistes, savants et artistes, musiciens et chanteurs, acteurs et danseurs constituaient un milieu bigarré et instable, souvent besogneux, parfois de moralité peu rigide. Parmi les clercs de la basoche, les employés de bureau, les cadres de maîtrise dans les magasins et les ateliers, qui ne se regardaient pas comme étrangers à la classe moyenne, motif pris de leur manière de vivre et parce qu'ils échappaient au travail manuel, il ne manquait pas de personnages capables de parler et même d'écrire. « Les hommes à talent », sans fortune — la « minorité ambitieuse » dont parlera plus tard Boissy d'Anglas —, naturellement gagnés à l'égalité des droits, furent toujours et partout un ferment, et le personnel révolutionnaire, dans une importante proportion, se recrutera parmi eux.

On notera enfin que, si la naissance, le corps, le métier et, à l'occasion, le talent entraient en compte dans le classement des personnes, il n'en reste pas moins qu'une gradation insensible étayait celles-ci de la grande richesse à la plus étroite aisance. Elle impliquait une division très poussée du travail et attestait, d'autre part, une ambition générale d'ascension et un individualisme croissant. Ce trait, qui s'estompait de plus en plus à mesure qu'on s'avancait dans le centre et l'est de l'Europe, caractérisait la civilisation de l'Occident. La condition des paysans en ajoutait un autre.

IV. — LES PAYSANS¹.

Dans les régions occidentales du continent, le servage persistait, comportant l'attachement à la glèbe, l'étroite limitation de l'héritage, l'interdiction de tester, des charges plus lourdes. Ordinairement, néanmoins, les paysans étaient libres. Dans l'un

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les deux livres de S. B. GRAS et H. SÉE cités p. 22, J. MEUVRET, *L'agriculture en Europe aux XVII^e et XVIII^e siècles*, dans *X Congresso internazionale di scienze storiche* (ouvrage cité, p. 32), *Relazioni*, vol. IV, p. 139-168. — Pour la France, MARC BLOCH, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française* (Oslo et Paris, 1931, in-8°; 2^e éd., 1956, 2 vol. in-8°, t. II : *Supplément établi par R. DAUVIERNE d'après les travaux de l'auteur*); G. LIZERAND, *Le régime rural de l'ancienne France* (Paris, 1942, in-8°); J. LOUTCHISKY, *La propriété paysanne en France à la veille de la Révolution* (Paris, 1912, in-8°); G. LEFEBVRE, *Les recherches relatives à la répartition de la propriété et de l'exploitation foncières à la fin de l'Ancien Régime*, dans *Revue d'histoire moderne*, t. III, ann. 1928, p. 103-125; publié à nouveau, avec une mise à jour bibliographique, dans *Études sur la Révolution française* (Paris, 1954, in-8°), p. 201-222; ajouter E. PATOZ, *La propriété paysanne dans les bailliages de Semur, Saulieu et Arnay-le-Duc*, dans *Bulletin de la Société des sciences de Semur*, 1908-1909 (et à part, Semur, 1909, in-8°, 133 p.); G. LEFEBVRE, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française* (Lille, 1924, 2 vol. in-8°; 2^e éd. abrégée de l'appendice statistique, Bari, 1959, in-8°; « Collezione storica »; décrit la situation à la fin de l'Ancien Régime); G. LEFEBVRE, *Questions agraires au temps de la Terreur* (Strasbourg, 1932, in-8°, publication de la « Commission d'Histoire économique de la Révolution française »; 2^e éd. revue et augmentée, La Roche-sur-Yon, 1954, in-8°); J. LOUTCHISKY, *Régime agraire et populations agricoles dans les environs de Paris à la veille de la Révolution*, dans *Revue d'histoire moderne*, t. VIII, ann. 1933, p. 97-142; R. H. ANDREWS, *Les paysans des Mauges au XVIII^e siècle* (Tours, 1925, in-8°); G. SANGNIER, *L'évolution de la propriété rurale dans le district de Saint-Pol [Pas-de-Calais] pendant la Révolution* (Blangermont [Pas-de-Calais], chez l'auteur, 1951, in-8°; décrit la situation à la fin de l'Ancien Régime); G. DEBIEN, *En Haut-Poitou. Défricheurs au travail, XV^e-XVIII^e siècles* (Paris, 1952, in-8°; « Cahiers des Annales », n° 7); M. FAUCHEUX, *Un ancien droit ecclésiastique perçu en Bas-Poitou : le boisselage*, cit. p. 48; M. CHAMBOUX, *Répartition de la propriété foncière et de l'exploitation dans la Creuse. Les paysans dans la Creuse à la fin de l'Ancien Régime* (Paris, 1955, in-8°; publication de la « Commission d'histoire économique de la Révolution française »); J. DUPAQUIER, *La propriété et l'exploitation foncières à la fin de l'Ancien Régime dans le Gâtinais septentrional* (Paris, 1956, in-8°; publication de la même Commission); P. MASSÉ, *Varennes et ses maitres, un domaine rural de l'Ancien Régime à la monarchie de Juillet (1789-1842)* (Paris, 1956, in-8°; coll. « Les hommes et la terre », n° 1); Albert SOBOUL, *Les campagnes monpelliéraines à la fin de l'Ancien Régime, Propriété et cultures d'après les compoix* (Paris, 1958, in-8°; publication de la « Commission d'histoire économique de la Révolution française »); R. LAURENT, *Les vignerons de la « Côte-d'Or » au XIX^e siècle* (Paris, 1958, 2 vol. in-8°; t. XV des « Publications de l'Université de Dijon »; décrit la situation à la fin de l'Ancien Régime); Dr L. MERLE, *La métairie et l'évolution agraire de la Gâtine poitevine de la fin du Moyen Age à la Révolution* (Paris, 1958, in-8°; coll. « Les hommes et la terre », n° 2); P. BOIS, *Paysans de l'Ouest, Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe* (Le Mans, 1960, in-8°; décrit la situation à la fin de l'Ancien Régime); P. DE SAINT-JACOB, *Les paysans de la Bourgogne du Nord au dernier siècle de l'Ancien*

et l'autre cas, ils pouvaient invoquer la protection de la justice royale ; en qualité de tenanciers, ils détenaient une portion du sol arable et occupaient la plus grande part du reste, à titre de fermiers ou de métayers, parce que nobles, prêtres et bourgeois exploitaient rarement eux-mêmes. En France, Louis XVI libéra les serfs du droit de suite ; 1/3 environ des terres se trouvait aux mains des paysans ; le possesseur d'une tenure libre, héréditaire et aliénable, en disposait à son gré, en sorte que les juristes le considéraient couramment comme un propriétaire. Dans ce royaume, la condition des ruraux paraissait assez favorable, bien que très différente suivant les provinces ; de même aux alentours, dans les Pays-Bas surtout, en Catalogne et dans le pays basque, en Piémont et en Rhénanie. Elle demeurait franchement déplorable dans la Castille et l'Andalousie ainsi

Régime, cité p. 24 ; R. BAEHREL, *Une croissance : la Basse-Provence rurale (fin du XVI^e siècle-1789)*, cité p. 24 ; pour le fermage, le métayage et la réglementation de la culture : M. LACOSTE, *La crise agricole dans le département de la Meurthe à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution* (thèse, Paris, 1951, dactyl.) ; P. DE SAINT-JACOB, *Documents relatifs à la communauté villageoise en Bourgogne du milieu du XVII^e siècle à la Révolution* (thèse compl., Paris, 1959, dactyl.) ; consulter la bibliographie de R. SCHNERB dans H. SÉE, *Histoire économique de la France*, t. 1, cité p. 36 ; voir aussi les ouvrages cités ci-dessous, p. 180, à propos de la vente des biens nationaux ; G. AFANASSIEV, *Le commerce des céréales en France au XVIII^e siècle* (Paris, 1894, in-8°) ; J. LETACONNOUX, *Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au XVIII^e siècle* (Rennes, 1909, in-8°). Pour la dîme, voir p. 48 ; pour les droits seigneuriaux, voir p. 50 ; pour les impôts, voir la bibliographie de R. SCHNERB déjà mentionnée ; P. DE SAINT-JACOB, *La corvée royale en France à la fin de l'Ancien Régime*, dans *L'Information historique*, 1953, p. 43-46. — Pour l'Allemagne, G. KNAPP, *Die Bauernbefreiung und der Ursprung der Landarbeiter in den älteren Theilen Preussens* (Leipzig, 1887, 2 vol. in-8°). — Pour la Belgique, P. RECHT, *Quelques aperçus sur les classes rurales du Namurois à la fin du XVIII^e siècle*, dans les *Annales de la Société archéologique de Namur*, t. XLII, ann. 1937, p. 199-286 ; du même : *Les biens communaux du Namurois et leur partage à la fin du XVIII^e siècle* (Bruxelles, 1950, in-8°) ; J. RUWET, *L'agriculture et les classes rurales au Pays de Herve sous l'Ancien Régime* (Liège, 1943, in-8°) ; J. DELATTE, *Les classes rurales dans la principauté de Liège au XVIII^e siècle* (Paris, 1945, in-8°). — Pour l'Espagne, voir G. DESDEVISES DU DÉZERT, cité p. 24 ; J. KLEIN, *The Mesta, 1273-1856* (Cambridge, Mass., 1920, in-8° ; n° 21 des « Harvard economic studies »). — Pour l'Italie, G. PRATO, *La vita economica in Piemonte*, cité p. 38. — Pour la Norvège, H. KOHT, *Les luttes des paysans en Norvège du XVII^e au XIX^e siècle* (trad. fr., Paris, 1929, in-8°). — Pour la Pologne, J. RUTKOWSKI, *Le régime agraire en Pologne au XVIII^e siècle*, dans la *Revue d'histoire économique et sociale*, t. XIV, ann. 1926, p. 473-505, et t. XV, ann. 1927, p. 66-113 ; à part, Paris, 1928, in-8° ; J. LESKIEWICZ, *Sur le niveau et les composantes du revenu foncier en Pologne du XVI^e au XVIII^e siècle*, dans *Première conférence d'histoire économique* (cité p. 7), p. 409-414. — Pour la Russie, A. VON TOBIEN, *Die Livländische Ritterschaft* (Berlin, 1930, in-8°), le ch. I ; A. SCHWABE, *Grundriss der Agrargeschichte Lettlands* (Riga, [1928], in-8°) ; abrégé en français : *Histoire agraire de la Lettonie* (Riga, 1929, in-8°). Voir aussi, ci-dessous, p. 62.

que dans l'Italie du Sud, l'aristocratie y laissant incultes d'immenses *latifundia*.

Mais partout, pour les bourgeois et les citadins comme pour le noble, le paysan restait l'être ignorant et grossier, naturellement destiné, suivant la tradition, à entretenir les classes dominantes, à alimenter plus que tout autre le trésor royal, à nourrir la population urbaine. Tous les habitants du village supportaient l'autorité seigneuriale et les charges personnelles. La tenure acquittait les redevances réelles : le cens recognitif de la propriété éminente ; une rente ou une portion de la récolte qu'on appelait en France le champart, le terrage ou l'agrier ; un droit de mutation dit lods et vente. En sus, le clergé prélevait la dîme, parfois inféodée d'ailleurs à un laïque ; en général, elle pesait plus lourdement que les droits seigneuriaux. Le roi ajoutait l'impôt ; en France tout au moins, celui-ci était devenu le fardeau le plus accablant, déplorablement inégal d'ailleurs, à raison des privilèges et de la diversité administrative d'une part, faute d'un cadastre et de statistiques d'autre part. La campagne payait presque toute la taille ; on ne demandait aux nobles qu'une faible part de la capitation et des vingtièmes ; le bourgeois était ménagé et le clergé s'en tenait au don gratuit. Rien n'irritait pourtant le paysan autant que la gabelle et les aides. Enfin, en le contraignant d'approvisionner les marchés, on le mettait au service des citadins. Il se sentait la bête de somme qu'il avait toujours été.

Unie contre le seigneur, le décimateur et l'impôt, contre la ville aussi, la communauté rurale se trouvait pourtant affectée par l'inégalité. Quelques « coqs de village » la dominaient, grands fermiers ou laboureurs propriétaires, qui donnaient du travail aux autres et accaparaient l'administration locale ; suivaient un nombre restreint d'exploitants qui disposaient d'un domaine assez étendu pour se suffire. C'était une bourgeoisie paysanne qui, produisant déjà pour vendre plus ou moins, pouvait s'adapter à la rénovation agricole. Mais la plupart des paysans n'occupaient pas assez de terre pour vivre : il leur fallait demander un salaire d'appoint comme journaliers, pratiquer un métier complémentaire, s'enrôler dans l'industrie rurale au service des négociants. Travaillant pour vivre, non pour vendre, ils tenaient à la réglementation de la culture, défendaient passionnément leurs droits collectifs, protestaient contre l'extension des exploitations par les réunions de fermes. Obligés d'acheter une partie de leurs grains, et même la totalité s'ils étaient vigneron, ils partageaient, à l'égard du commerce des céréales, le sentiment

des consommateurs urbains. Enfin, c'est à tort qu'on parle souvent des paysans, comme si tous étaient propriétaires ou fermiers : les ruraux démunis de terre doivent compter au vrai comme prolétaires ; à cette époque, ils formaient la majorité de la population rurale dans certaines parties de la France, et bien plus encore dans la plaine du Pô, dans l'Italie du Sud et l'Andalousie.

Malgré ces réserves, l'Occident, déjà différencié par la puissance de sa bourgeoisie, contrastait davantage encore avec le centre et l'est de l'Europe par la condition de ses paysans. Entre le Rhin et l'Elbe, en Bohême, en Autriche, en Prusse, la situation des campagnes avait empiré à partir du xve siècle, surtout à la suite de la guerre de Trente ans : le servage s'y généralisa. Dans le royaume de Prusse, le paysan était, sinon *Leibeigene*, « serf » au sens usité en Occident, du moins *Untertan*, lié au sol et soumis au pouvoir discrétionnaire du *Gulsherr*, bien qu'en théorie il restât sujet du roi et fût autorisé à recourir à ses juges. A part les exceptions accordées à des bourgeois par le monarque, le noble seul pouvait détenir la propriété foncière : il concédait des tenures, à titre plus ou moins précaire, mais exploitait lui-même une grande partie de ses biens au moyen de corvées, arbitraires en fait, imposées aux *Untertanen*, auxquelles s'adjoignait le *Gesinde* qui soumettait leurs enfants à la domesticité du maître. En Pologne et en Hongrie, c'était pire : on interdisait au serf de recourir à la justice ordinaire. Enfin, en Russie, il ne différait guère de l'esclave, car le seigneur pouvait le vendre sans la terre et le déporter en Sibérie.

V. — LA SOCIÉTÉ BRITANNIQUE¹.

Les continentaux apercevaient en Angleterre des éléments sociaux qui paraissaient comparables à ceux de l'Occident ; mais

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir notre t. XI, liv. I, ch. II, §§ 3 et 4, et notre t. XII, liv. I, ch. II, § 2. Consulter sir W. HOLDSWORTH, *A history of English law*, cité, p. 47. On tire des indications de H. D. TRAIL, *Social England*, t. V : *From the accession of George I to the battle of Waterloo* (Londres, 1896, in-8° ; 2e éd., 1898) ; G. M. TREVELYAN, *Social history from Chaucer to Queen Victoria* (Londres, 1942, in-8° ; 3e éd., 1945) ; E. HALÉVY, *Histoire du peuple anglais au XIXe siècle*, t. I (Paris, 1913, in-8°) ; B. et S. WEBB, *English local government* (Londres, 1903-1908, 3 vol. in-8°) ; G. R. FAY, *The cornlaws and social England* (Cambridge, 1922, in-8°), et *Great Britain from Adam Smith to the present day ; an economic and social survey* (Londres, 1928, in-8°) ; L. B. NAMIER, *The structure of politics at the accession of George III* (Londres, 1919, 2 vol. in-8°), et *England and the age of the American revolution* (Londres, 1930, 2 vol. in-8°) ; A. S. TUBERVILLE, *Aristocracy and revolution. The British peerage, 1789-1832*, dans la revue *History*, t. XXV, ann. 1942, p. 240-253.

les divergences les frappaient plus que les ressemblances : depuis des siècles, des traits originaux singularisaient la société britannique et l'essor de l'économie ainsi que sa rénovation ne pouvaient que les accentuer.

En principe, la loi était la même pour tous, l'impôt sans exception, les fonctions publiques accessibles sans privilège de naissance, en sorte que la distinction des ordres ne dressait pas entre noblesse et bourgeoisie une barrière rigide. Elle s'atténuait aussi dans les faits. La hiérarchie et les obligations des fiefs n'existaient plus ; le caractère spécifiquement militaire du noble s'effaçait ; de l'organisation seigneuriale, il ne subsistait guère que des conventions réelles qui s'incorporaient au droit civil et que l'enclosure éliminait avec les tenures. Les chevaliers des comtés avaient toujours siégé avec les bourgeois dans la Chambre des communes. A proprement parler, la noblesse et les privilèges se réduisaient aux lords et à leurs prérogatives ; encore les fils de ces derniers comptaient-ils avec les squires de la *gentry* parmi les *commoners*. D'autre part, la dérogeance n'intervenant pas, rien n'interdisait aux uns et aux autres de s'intéresser aux affaires. Le classement social se réglait essentiellement sur la richesse.

Lords et squires conservant la propriété foncière et l'administration locale, les fonctionnaires royaux demeurant peu nombreux, la vénalité ne se pratiquant que dans l'armée, il ne s'était pas formé une noblesse de robe. La bourgeoisie ne comportait pas d'officiers et l'anoblissement ou l'acquisition de la terre ne la tentaient pas au même degré qu'en France : composée surtout de négociants, de banquiers et de manufacturiers, elle se tournait plus ardemment vers l'entreprise, la spéculation, le profit ; il est caractéristique que l'homme assez fortuné pour se dispenser du travail ne nourrissait aucun préjugé à l'égard de celui qui dirigeait une firme pour s'enrichir à son tour.

Quant aux paysans, tous libres depuis longtemps, l'enclosure les détachait progressivement de leurs tenures ; s'ils n'avaient pas disparu, ils cédaient de plus en plus la place aux grands fermiers pour devenir simples journaliers, s'incorporer à l'industrie rurale ou émigrer vers la cité industrielle.

N'empêche que, si les Anglais s'estimaient égaux en principe devant la loi, l'*habeas corpus* ne protégeait pas le pauvre contre la « presse », qui pourvoyait de matelots les vaisseaux de Sa Majesté, et que l'inégalité prévalait dans le fait et dans les mœurs. La propriété foncière demeurait aux mains de quelques milliers de familles ; lords et squires régnaient dans les comtés et dans les

paroisses, où toute trace de l'organisation manoriale n'avait d'ailleurs pas disparu ; un vif sentiment de solidarité unissait ceux qui étaient « nés » pour tenir les autres à l'écart des relations de parenté et de société comme pour s'assurer, avec le même exclusivisme que sur le continent, les emplois honorifiques et rémunérateurs.

VI. — LE PROLÉTARIAT¹.

En un point, nobles et bourgeois s'accordaient partout pour regarder les prolétaires comme providentiellement destinés au travail manuel et réduits, de ce chef, à un niveau inférieur de civilisation. Le sentiment religieux porta toujours à traiter les pauvres avec charité ; la prudence conseillait de les ménager ; à présent, l'adoucissement des mœurs encourageait la philanthropie et la philosophie y introduisait la notion d'un devoir social. Toutefois, pour les bourgeois puritains de Grande-Bretagne, la pauvreté, marque de réprobation divine, contrastait avec l'enrichissement permis aux élus et, à mesure que l'économie capi-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — De nombreux ouvrages cités p. 22, 32 et 36 pour l'industrie et l'agriculture sont utiles ici. Pour l'Angleterre, par exemple, T. ASHTON, cité p. 32 ; en outre, Elisabeth W. GILBOY, *Wages in XVIIIth century England* (Cambridge, Mass., 1934, in-8° ; n° 45 des « Harvard economic studies ») ; Dorothy MARSHALL, *The English poor in the XVIIIth century* (Londres, 1926, in-8°). Pour la Prusse, H. BRUNSCHWIG, *La crise de l'État prussien*, cité p. 53. Pour la France, L. GUÉNEAU, *L'organisation du travail à Nevers aux XVII^e et XVIII^e siècles, 1660-1790* (Paris, 1919, in-8°), et du même, *Les conditions de vie à Nevers à la fin de l'Ancien Régime* (Paris, 1919, in-8°) ; J. GODART, *L'ouvrier en soie à Lyon* (Lyon, 1901, in-8°) ; P. CHAUVET, *Les ouvriers du livre en France des origines à la Révolution de 1789* (Paris, 1959, in-8°) ; GERMAIN-MARTIN, *Les associations ouvrières au XVIII^e siècle* (Paris, 1900, in-8°) ; MARTIN-SAINT-LÉON, *Les compagnonnages* (Paris, 1901, in-8°) ; E. COORNAERT, *Les corporations en France avant 1789* (Paris, 1940, in-8°) ; L. CHEVALIER, *Classes laborieuses et classes dangereuses* (Paris, 1958, in-8° ; décrit la situation, pour Paris, à la fin de l'Ancien Régime) ; G. RUDÉ, *The crowd in the French Revolution* (Oxford, 1959, in-8° ; même remarque) ; C. BLOCH, *L'État et l'assistance à la fin de l'Ancien Régime* (Paris, 1908, in-8°) ; H. SÉE, *Les classes ouvrières et la question sociale à la veille de la Révolution, dans les Annales révolutionnaires*, t. XIV, ann. 1922, p. 373-386. Indications statistiques dans H. SÉE, *Statistique des pauvres de Rennes vers la fin de l'Ancien Régime d'après les rôles de la capitation, dans les Annales de Bretagne*, t. XLI, ann. 1934, p. 474-477 ; F. BRAESCH, *Essai de statistique de la population ouvrière de Paris en 1791, dans La Révolution française*, t. LXIII, ann. 1912, p. 289-321 ; l'interprétation de F. Braesch est critiquée par A. SOBOUL, *Les sans-culottes parisiens en l'an II* (Paris, 1958, in-8°), p. 435-438 ; A. MATHIEZ, *Notes sur l'importance du prolétariat en France à la veille de la Révolution, dans Annales historiques de la Révolution française*, t. VII, ann. 1930, p. 497-524 ; G. LEFEBVRE, *Quelques documents sur le prolétariat parisien en 1789, ibid.*, 1953, p. 265-267. Sur le prolétariat, la mendicité et les migrations dans les campagnes, G. LEFEBVRE, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française*, cité p. 57, et *La Grande peur de 1789*, cité p. 138.

taliste progressait sur le continent, l'opinion se répandait qu'être pauvre représentait le châtement opportun de la paresse et du vice. En tout cas, au sein des classes dominantes, dominait la répugnance ou même le mépris à l'égard des déshérités et il n'était personne qui ne redoutât leurs méfaits individuels et la révolte collective de la « populace », de la « canaille ».

Mise à part la domesticité personnelle dont l'effectif restait considérable, le prolétariat se diffusait dans les campagnes autant que dans les villes. Les travaux des champs, le battage, la forêt, les transports, les mines et carrières, l'artisanat rural maintenaient dans les villages beaucoup plus d'ouvriers qu'aujourd'hui ; les moins favorisés étaient les journaliers agricoles que la mauvaise saison condamnait au chômage. Dans les villes aussi, ils s'éparpillaient, la plupart des maîtres travaillant seuls ou n'embauchant qu'un ou deux compagnons. La main-d'œuvre ne se trouvait ni strictement spécialisée, demeurant pour une bonne part à demi campagnarde et quittant l'atelier quand la terre l'appelait, ni fortement concentrée soit dans tels quartiers urbains, soit dans des entreprises géantes. L'esprit de classe lui manquait, sinon toujours la solidarité corporative ; elle ne se distinguait pas nettement de l'artisanat en France et fit cause commune avec lui au début de la Révolution. On peut douter que la bourgeoisie française eût rompu avec la noblesse, si l'année 1789 n'avait devancé l'essor du capitalisme industriel et l'apparition d'une opposition prolétarienne.

Bien que les progrès de l'économie, en écartant la famine, eussent été de quelque profit pour le prolétariat, l'accroissement de la population, étendant le chômage, empêchait les salaires de suivre la hausse des denrées : en France, de 1730 à 1789, les salaires s'élevèrent au plus de 22 %, alors que le prix des grains montait de 60. Les économistes expliquaient que, de par la nature des choses, la rémunération de l'ouvrier ne pouvait excéder ce qu'exigeaient, au plus juste, sa conservation et sa reproduction : Turgot avait formulé cette « loi d'airain ». Cependant la résistance se manifesta toujours par la mise à l'index et la grève, à l'occasion par le sabotage et la violence ; dans certains métiers, elle s'était organisée. En Angleterre, des *unions* apparurent au cours du siècle, même dans le textile, et il leur arrivait d'invoquer le « statut des travailleurs » qui autorisait la taxation des salaires. En France, les « compagnonnages » attestaient leur puissance dans les métiers du bâtiment et quelques autres ; ils avaient réglementé le « tour de France » et s'arrangeaient pour

étendre les mots d'ordre d'une ville à l'autre ; mais ces associations, étroitement corporatives et en certains cas rivales, se jalousaient au point d'en venir à des rixes sanglantes. Il se formait aussi des sociétés de secours mutuel, très capables de soutenir les grévistes. De préférence, néanmoins, beaucoup d'ouvriers sollicitaient comme en Angleterre l'intervention de l'autorité. Il pouvait advenir que, par souci de l'ordre public, celle-ci interposât sa médiation ; mais, en principe, c'était contre le prolétariat qu'elle se tournait : la « coalition », c'est-à-dire toutes les formes de la résistance collective, et les compagnonnages ou les *unions* étaient proscrits par l'État et blâmés par les Églises.

En France, 1/5 de la population se composait d'indigents et toute crise économique en augmentait considérablement le nombre. L'insuffisance de l'assistance, d'autre part, était notoire. En Angleterre, la paroisse devait, en principe, nourrir ses indigents au moyen de la taxe des pauvres. De même, dans les Pays-Bas. Sur le continent, une part de la dîme aurait dû y pourvoir. En fait, il n'existait pas de recours assuré pour l'infirme, le vieillard, la veuve ; le chômeur n'en possédait aucun. Aussi la mendicité sévissait-elle à l'état endémique et on essayait en vain de la supprimer par l'internement. Elle engendrait le vagabondage qui, lui-même, dégénérait en brigandage attroupé ; en outre, pullulaient les errants à la recherche d'un travail, et les contrebandiers que suscitaient les douanes intérieures. Une mauvaise récolte et la crise industrielle qui en résultait infailliblement étendaient le mal, l'artisan, le métayer, le tenancier prenant eux-mêmes la besace. La crainte des « brigands » se généralisait. Les classes dominantes et l'autorité s'efforçaient de calmer les pauvres en ouvrant des ateliers de charité et en distribuant des vivres. Mais leur préoccupation principale était toujours de se tenir en garde contre l'émeute et le pillage des foules affamées. Cette crainte, qui tourne aisément en « peur », en terreur panique, la petite bourgeoisie l'éprouvait comme la grande ; elle constituait au sein du Tiers État un ferment de dissociation et, hors de France, elle fit obstacle à la propagation révolutionnaire.

CHAPITRE IV

LA PENSÉE EUROPÉENNE¹

La mentalité des hommes se transformait plus lentement que l'économie et la société ; pour la majorité d'entre eux, les conditions d'existence ne changeaient pas à un rythme tel que leurs idées pussent se modifier beaucoup. Pourtant, l'état d'esprit de la bourgeoisie, en harmonie avec la modalité originale de son activité, différa dès le début de celui du guerrier et du prêtre. A mesure que le capitalisme commercial, financier et manufacturier accentuait ses progrès et minait l'économie comme la société médiévales, les ambitions des bourgeois rompaient en visière aux idées traditionnelles. L'avènement du rationalisme expérimental qui, après avoir créé la science moderne, prétendit, au XVIII^e siècle, étendre son empire à tous les aspects de la vie de l'homme, pourvut la bourgeoisie d'une philosophie qui contribua, surtout en France, à éveiller chez elle la conscience de classe et l'audace novatrice. A la veille de la Révolution, si les coryphées

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Se reporter à notre t. XI, liv. III, ch. IV et liv. IV, ch. VII ainsi qu'à notre t. XII, liv. I, ch. I, § 4 ; Preserved SMITH, *A history of modern culture : The enlightenment, 1687-1776* (New York, 1924-1930, 2 vol. in-8° ; nouv. éd., 1934) ; E. CASSIRER, *Der Philosophie der Aufklärung* (Tübingen, 1933, in-8°) ; P. HAZARD, *La pensée européenne au XVIII^e siècle, de Montesquieu à Lessing* (Paris, 1946, 3 vol. in-8°) ; F. VENTURI, *L'illuminismo nel settecento Europeo*, dans *XI^e Congrès international des sciences historiques, Stockholm, 21-28 août 1960* (cité, p. 43), *Rapports*, t. IV, p. 106-135 ; C. BECKER, *The Heaven City of the eighteenth century philosophers* (New Haven, Conn., 1932, in-8°) ; H. LASKI, *Faith, reason and science. An essay in historical analysis* (Londres, 1944, in-8°) ; É BRÉHIER, *Histoire de la philosophie*, t. II : *Le XVIII^e siècle* (Paris, 1930, in-8°) ; K. FISHER, *Geschichte der neueren Philosophie* (Heidelberg, 1854 et suiv., 6 vol. in-8° ; 5^e éd., 1909-1910) ; W. WINDELAND, *Die Geschichte der neueren Philosophie in ihrem Zusammenhang mit der allgemeinen Kultur* (Leipzig, 1878-1880, 2 vol. in-8° ; nouv. éd., 1922) ; J. DELVAILLE, *Essai sur l'histoire de l'idée de progrès jusqu'à la fin du XVIII^e siècle* (Paris, 1910, in-8°) ; F. MEINECKE, *Geschichte des Historismus im XVIIIten und XIXten Jahrhundert* (Berlin, 1927, 2 vol. in-8°) ; J. TOUCHARD, avec la collaboration de L. BODIN, P. JEANNIN, G. LAVAU, et G. SIRINELLI, *Histoire des idées politiques*, t. II : *Du XVIII^e siècle à nos jours* (Paris, 1959, in-12 ; coll. « Thémis »).

du siècle des lumières étaient morts, rien ne se perdait de leur pensée. Leur héritage se maintenait singulièrement complexe et, en outre, l'Ancien Régime ne manquait pas de défenseurs. Ainsi, c'est un panorama mouvant et varié que présente alors la pensée, tout au moins dans les trois pays où s'attestait le mieux sa vitalité : l'Angleterre, l'Allemagne et la France.

I. — LA MENTALITÉ TRADITIONNELLE ET L'ÉVEIL DE LA MENTALITÉ MODERNE¹.

Dans l'ancienne économie, l'homme produisait peu ; la disette, les épidémies, la guerre, les exactions de ses maîtres l'accablaient.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour la franc-maçonnerie, consulter la bibliographie de B. FAY, *La franc-maçonnerie et la révolution intellectuelle du XVIII^e siècle* (Paris, 1935, in-12). — Pour l'Angleterre, se reporter aussi à l'article Freemasonry de l'*Encyclopædia britannica* (t. IX, 14^e éd., 1929). — Pour la France : GASTON-MARTIN, *Manuel d'histoire de la franc-maçonnerie française* (Paris, 1932, in-16) ; A. LANTOINE, *Histoire de la franc-maçonnerie française* (Paris, 1925, in-8° ; principalement du point de vue de la maçonnerie dite écossaise) ; GASTON-MARTIN, *La franc-maçonnerie française et la préparation de la Révolution* (Paris, 1926, in-12) ; A. MORNET, *Les origines intellectuelles de la Révolution française* (Paris, 1933, in-8°), le ch. VII de la III^e partie ; R. PRIOURRET, *La franc-maçonnerie sous les lys* (Paris, [1951], in-8°) ; A. BOUTON et L. LEPAGE, *Histoire de la franc-maçonnerie dans la Mayenne (1756-1951)* (Le Mans, 1951, in-8°) ; A. BOUTON, *Les francs-maçons manceaux et la Révolution française, 1741-1815* (Le Mans, 1958, in-8°). — Pour l'Allemagne, voir notre t. XII, liv. III, ch. IV, § 7 ; F. J. SCHNEIDER, *Die Freimaurerei und ihr Einfluss auf die geistige Kultur in Deutschland am Ende des XVIII^{ten} Jahrhunderts* (Prague, 1909, in-8°) ; R. LE FORESTIER, *Les illuminés de Bavière et la franc-maçonnerie allemande* (Dijon, 1914, in-8°). — Pour l'Italie, voir notre t. XII, liv. I, ch. III, § 2.

Sur l'histoire religieuse, voir notre t. XII, liv. I, ch. VI, § 2 (Papauté et Italie) ; ch. II, § 11 (Angleterre), ch. IV, § 3 (France), ch. V, § 4 (Espagne), ch. VII, § 11 (Allemagne et Autriche) ; L. PASTOR, *Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters*, t. XVI en 3 parties (Fribourg-en-Brisgau, 1931-1933 ; la troisième sur le pontificat de Pie VI) ; abbé F. MOURRET, *Histoire générale de l'Église*, t. VI (Paris, 1911, in-8°) ; A. GAZIER, *Histoire générale du mouvement janséniste depuis ses origines jusqu'à nos jours* (Paris, 1922, 2 vol. in-12) ; E. PRÉCLIN, *Les jansénistes du XVIII^e siècle et la Constitution civile du clergé* (Paris, 1928, in-8°) ; du même, L'influence du jansénisme français à l'étranger, dans la *Revue historique*, t. CLXXXII, ann. 1938, p. 25-71 ; J. ORCIBAL, L'idée d'église, chez les catholiques du XVIII^e siècle, dans *X Congresso internazionale di scienze storiche* (cité, p. 32), *Relazioni*, vol. IV, p. 111-135 ; R. TAVENEAU, *Le jansénisme en Lorraine, 1640-1789* (Paris, 1960, in-8°) ; A. C. JEMOLO, *Il giansenismo nell'Italia prima della Rivoluzione* (Bari, 1928, in-8°) ; B. MANTEUCCI, Scipione de Ricci (Rome, 1941, in-8°) ; E. CORDIGNOLE, *Illuministi, giansenisti et giacobini nell'Italia del Settecento* (Florence, [1947], in-8°). — Sur le protestantisme en général, bulletin bibliographique d'É.-G. LÉONARD dans *Revue historique*, t. CCXII, 1954, p. 279-326 et t. CCXXIII, 1960, p. 407-412 ; du même, Le protestantisme français de la Révocation à la Révolution, Position de problèmes et bibliographie, dans *L'Information historique*, 1950, p. 134-140. — Pour l'Angleterre et l'Allemagne, voir ci-dessous, p. 74.

Pour le mysticisme hétérodoxe et l'occultisme, M. LAMM, *Swedenborg*

Il se pelotonnait dans des communautés étroites — famille, voisins, métier, paroisse — dont il attendait aide et protection ; il cherchait la sécurité en limitant la concurrence par la réglementation, en harmonisant le juste prix et le salaire afin de respecter le droit à la vie. Il travaillait pour se suffire : denrées et marchandises n'avaient à ses yeux qu'une valeur d'usage ; jugeant la prévoyance sans grand espoir, il se reposait volontiers. Artisans et marchands s'étaient initiés, par l'appât du profit, à l'idée de la valeur d'échange et à la spéculation ; mais, au XVIII^e siècle encore, la plupart gardaient beaucoup de l'esprit médiéval : se contentant d'un gain lentement accumulé, ils attendaient le client, répugnaient à la réclame, vendaient peu et cher, ne cherchaient pas à précipiter le roulement du capital. Leur idéal restait d'acheter de la terre pour achever leur vie en rentiers. Le bourgeois conçut de bonne heure l'idée d'un ordre qui se substituerait à l'anarchie des guerres féodales et au despotisme de la monarchie : l'homme d'affaires étendait ainsi au gouvernement la méthode qui ordonnait son magasin et sa comptabilité ; le juge et l'administrateur défendaient la dignité et les avantages de leur profession en cherchant à faire prévaloir la loi sur la violence et l'arbitraire. Néanmoins, il s'agissait toujours d'une société statique, où l'espoir terrestre restait mince et où la vie future séduisait aisément l'imagination. A la structure sociale et politique, autoritaire et intolérante, aristocratique et hiérarchique, correspondait chez les sujets un complexe d'infériorité, qui entretenait le respect et une résignation imposés par la contrainte et commandés par la religion.

A la fin du XVIII^e siècle, si les clergés se laissaient en partie gagner aux idées nouvelles, ils n'en restaient pas moins, dans leurs rapports avec les classes populaires, le solide rempart de la tradition. Les pays protestants avaient vu le mysticisme réveiller la ferveur. En Angleterre, le méthodisme continuait ses conquêtes et les autres sectes se ranimaient ; l'Église anglicane devait compter avec les « évangeliques ». En Allemagne, le piétisme

(Leipzig, 1922, in-8° ; trad fr., Paris, 1936, in-8°) ; G. VAN RIJNBERG, *Un thaumaturge au XVIII^e siècle. Martines de Pasqually. Sa vie, son œuvre, son ordre* (Paris-Lyon, 1935-1938, 2 vol. in-8°) ; J. BLUM, *La vie et l'œuvre de J.-G. Hamann, le mage du Nord, 1730-1788* (Paris, 1912, in-8°) ; R. LE FORESTIER, *La franc-maçonnerie occultiste au XVIII^e siècle et l'Ordre des Élus Cohens* (Paris, 1928, in-8°) ; J. BUCHE, *L'école mystique de Lyon* (Paris, 1935, in-8°) ; Mme A. JOLY, *Un mystique lyonnais et les secrets de la franc-maçonnerie : Willermoz (Mâcon, 1938, in-8°) ; A. VIATTE, Les sources occultes du romantisme. Illuminisme. Théosophie, 1770-1820* (Paris, 1928, 2 vol. in-8°).

restait vivant ; Kant et Herder, le disciple de Hamann, ne sont pas sans en porter la marque. Mais le pullulement de la religiosité hétérodoxe semble plus significatif encore, car son sens dépasse l'époque. La magie, l'astrologie, la kabbale, l'alchimie s'y combinaient avec l'interprétation aventureuse et l'exploitation charlatanesque de découvertes scientifiques comme le fluide électrique et le magnétisme. A Swedenborg avaient succédé Pasqualis et Saint-Martin. Les Rose-Croix en Allemagne et beaucoup de loges maçonniques s'engouaient de ces doctrines confuses ; en France, l'Alsace et Lyon leur fournissaient de nombreux adeptes ; Blake, en Angleterre, en nourrissait son art. Cagliostro et Mesmer en imposaient aux foules. Quant au populaire, surtout dans les campagnes, il restait attaché à ses superstitions millénaires et croyait toujours à la sorcellerie. La mentalité magique était prodigieusement loin de s'évanouir.

Cependant, d'autres perspectives se révélaient depuis longtemps et, à présent, elles séduisent un nombre croissant d'individus. L'enrichissement de l'Europe accroissant leurs revenus, la diversité de leurs goûts se donne carrière, ainsi que le désir de les satisfaire ; l'individualisme s'irrite des entraves, et l'exemple contagieux des heureux du monde encourage tous ceux qui s'en jugent capables à courir leur chance de jouir de la vie ; la communauté familiale se dissout et chaque enfant réclame sa légitime ; les impératifs réglementaires sont contestés et éludés. Un adjuvant puissant résulte de la croissance des villes, car l'existence urbaine affaiblit la contrainte sociale : une part grandissante de l'existence échappe aux groupes traditionnels et la collectivité finit par ne plus cataloguer ses membres que par leur domicile. La mobilité de la personne est plus efficace encore ; or, elle augmente par l'attrait des nouveaux mondes, l'appel de l'industrie, l'amélioration des communications ; en tous pays, les étrangers et les juifs fugitifs furent un ferment actif de rénovation. Le capitalisme, transposant bourgeoisement les penchants du guerrier, prône le goût de l'aventure et du risque, de l'entreprise et de la lutte concurrentielle ; il précipite la sélection, l'enrichissement des uns, la prolétarianisation des autres ; il crée une société dynamique et instable, où la puissance fondée sur l'argent, sans cesse exposée à s'évaporer, n'inspire plus qu'un respect provisoire ; il pare la vie terrestre et rejette l'autre dans l'ombre ; il réduit l'importance des liens personnels, qui enchaînent l'individu tout entier, au profit des relations contractuelles qui, ayant trait à des choses, limitent les obligations ; il substitue la firme et la société

anonymes à l'association de parents ou d'amis, la vente sur échantillons au marché traditionnel, le prix fixe et la mercuriale au prix débattu, le contrat de travail à court terme, comportant l'échange d'un effort rentable contre un salaire convenu, au paternalisme qui soumettait le serf, le corvéable, le compagnon à une contrainte plus durable et plus stricte. De mille manières, sous la carapace despotique, féodale et corporative, la personne s'éveille à l'indépendance et rêve de la liberté. Les « philosophes » ont trouvé des auditoires préparés à les entendre.

II. — LE RATIONALISME EXPÉRIMENTAL¹.

Le caractère nouveau du rationalisme, apparent dès la première moitié du XVIII^e siècle grâce aux progrès de la physique et de

I. OUVRAGES A CONSULTER. — Consulter notre t. XII, liv. I, ch. I, § 4 et liv. III, ch. III, § 3 ; se reporter aux bibliographies de F. RUSSO et P. CHAUNU, citées ci-dessus, p. 25. A WOLF, *A history of science... in the XVIIIth century*, cité p. 4 ; les t. XIV et XV de l'*Histoire de la nation française*, publiée sous la direction de G. HANOTAUX (Paris, 1924, in-4°) ; M. CAULLERY, *La science française depuis le XVII^e siècle* (Paris, 1933, in-16 ; n° 165 de la « coll. A. Colin ») ; S. F. MASSON, *Histoire des sciences* (Paris, 1956, in-8°) ; *Histoire générale des sciences*, sous la direction de R. TATON, t. II : *La science moderne (de 1450 à 1800)* (Paris, 1958, in-8°) ; M. DAUMAS, *Les instruments scientifiques aux XVII^e et XVIII^e siècles* (Paris, 1953, in-8°) ; Hélène METZGER, *Les doctrines chimiques en France, du XVII^e siècle à la fin du XVIII^e* (Paris, 1923, in-8°) ; A. MELDRUM, *The eighteenth century revolution in science* (New York, 1929, in-8°) ; N. NIELSEN, *Les géomètres français du XVIII^e siècle* (Copenhague, 1935, in-8°) ; M. BERTHELOT, *La révolution chimique : Lavoisier* (Paris, 1890, in-8°) ; E. GRIMAUD, *Lavoisier* (Paris, 1888, in-8°) ; S. J. FRENCH, *Torch and Crucible. The life and death of Antoine Lavoisier* (Princeton, [1941], in-8° ; décrit aussi les travaux des chimistes anglais) ; M. DAUMAS, *Lavoisier* (Paris, 1941, in-8°), et *Lavoisier, théoricien et expérimentateur* (Paris, 1955, in-8°) ; H. DAUDIN, *Études d'histoire des sciences naturelles*, t. I : *De Linné à Jussieu, 1740-1790* ; t. II : *Cuvier et Lamarck, 1790-1830* (Paris, 1926, 3 vol. in-8°) ; R. GUYENOT, *L'évolution de la pensée scientifique. Les sciences de la vie* (Paris, 1941, in-8° ; n° 68 de la « coll. L'évolution de l'humanité » ; décrit le progrès de la classification et la germination de l'idée d'évolution) ; J. DELUMEAU, *Les sciences de la vie au XVIII^e siècle*, dans *L'Information historique*, 1956, p. 169-175, et 1957, p. 8-13 ; D. MORNET, *Les sciences de la nature en France au XVIII^e siècle* (Paris, 1911, in-16). Pour le rationalisme expérimental, se reporter à la p. 65. Pour les économistes : G. WEULERSSE, *Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770* (Paris, 1910, in-8°), *La physiocratie à la fin du règne de Louis XV (1770-1774)* (Paris, 1959, in-8°), et *La physiocratie sous les ministères de Turgot et de Necker, 1774-1781* (Paris, 1950, in-8°) ; Ch. GIDE et Ch. RIST, *Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates* (Paris, 1909, in-8°) ; R. GONNARD, *Histoire des doctrines monétaires du XVII^e siècle à 1914* (Paris, 1936, 2 vol. in-8°), le t. II ; P. HARSIN, *Les doctrines monétaires et financières en France du XIV^e au XVIII^e siècle* (Paris, 1928, in-8°) ; E. CANNAN, *A history of the theories of production and distribution in English political economy from 1776 to 1848* (Londres, 1893, in-8° ; trad. fr. par BARRAULT et ALFASSA, Paris, 1910, in-8°) ; C. R. FAY, *Great Britain from Adam Smith to the present day*, cité p. 60 ; R. M. MANFRA, *Pietre Verri e i problemi economici del tempo suo* (Milan, 1932, in-8°).

la mécanique en rapport avec ceux de la technique, érigé par le génie de Descartes en méthode de la recherche, accentué ensuite dans l'œuvre de Newton et de Locke, éliminait la conception magique de l'univers : la matière est soumise au déterminisme dont l'intelligence peut découvrir les règles infrangibles, à la condition qu'elle vérifie, par l'observation et l'expérimentation, les conclusions de ses raisonnements déductifs, réduites au rôle d'hypothèses. Fondée sur l'action réciproque de la nature et de la raison, la science devenait ce qu'elle est restée : une connaissance concrète du monde sensible, finalement exprimée en formules mathématiques, en sorte que, ses différentes sections se ramenant à l'unité, son ambition suprême serait de mettre l'univers en équations.

Ses progrès frappaient l'imagination. Le génie mathématique de Lagrange brillait en France et la réputation de Legendre et de Laplace s'affirmait. L'Allemand Herschel avait découvert Uranus et dressé un catalogue des étoiles. Les physiciens, Coulomb en tête, poursuivaient l'étude de l'électricité et du magnétisme ; à la suite de l'expérience de Galvani, à Bologne en 1786, Volta, déjà renommé, était en voie de découvrir le courant électrique. Lavoisier créait la chimie et, expliquant la respiration, inaugurait la physiologie. L'histoire naturelle et la géologie, moins avancées bien que la gloire de Buffon fût universelle, restaient descriptives, mais s'efforçaient aussi d'établir des méthodes rationnelles de classification : pour la botanique, Adanson y réussissait. Les sciences de la nature retenaient particulièrement l'attention du grand public parce qu'elles inspiraient des applications pratiques comme le paratonnerre de Franklin, la vaccination de Jenner, l'aérostat des Montgolfier, ou commençaient à rénover certaines industries comme Berthollet, par exemple, le démontrait en France. Procédant par accumulation, la connaissance expérimentale paraissait assurée d'un progrès indéfini ; par elle, l'homme deviendrait maître d'utiliser à son profit les forces de la nature ; le message de Descartes se réalisait : ainsi « on jouirait sans aucune peine des fruits de la terre et de toutes les commodités qui s'y trouvent ».

Encore Descartes, resté métaphysicien, présentait-il la raison comme un don inné de la divinité et, s'abstenant de toute incursion dans la politique et l'économie, dédaignant l'histoire, ne songeait-il pas à tenir la connaissance de l'homme vivant en société pour une science d'observation. Les philosophes du XVIII^e siècle, au contraire, élargissant dans toutes les directions les ambitions du rationalisme, inaugurèrent ce qu'on a appelé

depuis les « sciences humaines ». C'était un médecin, Locke, qui, écartant les idées innées, avait expliqué par les impressions des sens les opérations de l'esprit ; son sensualisme, révélé aux continentaux par Voltaire, développé par Condillac, conduisait à une psychologie expérimentale. Les plus aventureux, Helvétius, Holbach, Bentham, laïcisèrent la morale et en firent une « science des mœurs », en la fondant sur l'intérêt de l'individu et sur l'utilité sociale. Quant à l'histoire, on travaillait depuis longtemps à lui constituer une documentation éprouvée, en développant la critique philologique et en définissant les méthodes de l'érudition ; on continua au XVIII^e siècle ; les écrivains n'en tiraient pas encore tout le profit souhaitable ; du moins, chez Voltaire, l'histoire, s'harmonisant avec les préoccupations de la bourgeoisie, s'assigna-t-elle comme objet, non plus uniquement les vicissitudes des empires, mais les progrès de la civilisation et l'évolution des sociétés. Avec elle, le triomphe du régime constitutionnel en Angleterre et l'exotisme, mis à la mode par les récits des missionnaires et des voyageurs, prêtaient aux comparaisons : *L'esprit des lois* et *l'Essai sur les mœurs et l'esprit des nations* en avaient fait grand usage, et ainsi s'annonçait la naissance de la sociologie. De l'histoire économique, on ne parlait guère encore ; les administrateurs, toutefois, se rendant compte que la statistique leur viendrait en aide, s'appliquaient à en réunir des éléments ; sans attendre, les physiocrates, et plus récemment Adam Smith, prétendirent fonder une science de l'économie par l'observation du temps présent.

S'affirmant comme expérimental et utilitaire, s'assignant comme domaine le monde sensible et l'activité de l'homme, le rationalisme écartait la métaphysique, où il ne voyait qu'hypothèses invérifiables. En 1781, Kant, dans sa *Critique de la raison pure*, venait de déclarer la « chose en soi » inconnaissable, et Laplace écrira : « Les causes premières et la nature intime des choses nous resteront éternellement inconnues. » Le rationalisme tendait donc à devenir une philosophie positive, mais tant s'en fallait que l'opinion générale en fût là.

III. — LE DÉISME. LE DROIT NATUREL¹.

Le sensualisme n'avait pas détourné Locke de la « religion naturelle » et la plupart des « philosophes » étaient demeurés

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Sur le droit naturel, ample bibliographie dans R. DERATHÉ, *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps* (Paris, 1950, in-8° ; de la « Bibliothèque de la science politique », dirigée par

fidèles à son déisme. A la vérité, ils le justifiaient par l'observation comparative, ses principes se retrouvant dans toutes les religions qui les revêtaient de leurs dogmes contingents ; le consentement universel attestait l'existence d'un Être suprême, « grand architecte de l'univers », prouvait l'immortalité de l'âme et la nécessité des sanctions dans la vie future. L'intérêt des classes dominantes conférait une grande valeur à ces notions spéculatives comme propres à garantir la soumission du populaire : bien qu'utilitaire et sociale, la morale n'en devait pas moins rester impérative et, par conséquent, l'homme libre et responsable. Puis vint Rousseau qui, sans répudier la raison, réclama la primauté pour le sentiment ; par l'amour de ses semblables, l'homme « sensible » s'élève à la véritable morale qui est altruiste ; la conscience, « immortelle et céleste voix », lui révèle, au delà du monde des phénomènes, les vérités les plus importantes, celles qui éclairent sa destinée. En 1788, Kant réédifia effectivement la métaphysique sur le roc de la conscience morale. Au surplus, Jacobi en Allemagne, Hemsterhuis en Hollande, Reid en Écosse continuaient à philosopher suivant le mode traditionnel.

B. MIRKINE-GUETZÉVITCH et M. PRÉLOT, 2^e série : « Les grandes doctrines politiques ». Aperçus d'ensemble dans P. JANET, *Histoire de la philosophie morale et politique dans l'antiquité et dans les temps modernes* (Paris, 1858, 2 vol. in-8°) ; remaniée ensuite sous le titre d'*Histoire de la science politique dans ses rapports avec la morale* (Paris, 1872, 2 vol. in-8° ; 4^e éd., 1913) ; G. SABINE, *A history of political theory* (Londres, 1937, in-8° ; nouv. éd., 1948) ; R. STINTZING et E. LANDSBERG, *Geschichte der deutschen Rechtswissenschaft* (Munich, Leipzig et Berlin, 1880-1910, 6 vol. in-8°). — Sur les origines du droit naturel : E. TRÖELTSCH, *Das stoisch-christliche Naturrecht und das moderne profane Naturrecht*, dans *Historische Zeitschrift*, t. CVI, ann. 1911, p. 237-267. Sur sa conception au Moyen Age : O. VON GIERKE, *Rechtsgeschichte der deutschen Genossenschaft* (Berlin, 1868-1881, 3 vol. in-8°) ; le t. III : *Die Staats- und Korporationslehre des Alterthums und des Mittelalters und ihre Aufnahme in Deutschland*, comprend une section, *Die publicistischen Lehre des Mittelalters*, qui a été traduite en anglais avec une introduction de M. MAITLAND : *Political theories of the Middle Ages* (Cambridge, 1900, in-8° ; trad. fr. de J. DE PANGE, Paris, 1944, in-8°). Le droit naturel fut développé au XVII^e siècle par des auteurs protestants, principalement des juristes, Grotius, Althusius, Hobbes, Puffendorf, dont certains furent ensuite traduits et commentés par Barbeyrac et Burlamaqui. O. VON GIERKE a écrit sur eux *Johannes Althusius und die Entwicklung des naturrechtlichen Staatstheorien* (Breslau, 1880, in-8°), ouvrage qui a été traduit ou adapté en anglais : E. BARKER, *Natural law and the theory of society, 1500-1800, with a lecture on the ideas of natural law and humanity by E. Tröeltsch* (Cambridge, 1934, in-8°) ; B. FREYD, *The development of political theory* (Londres, 1939, in-8°). Ajouter J. W. GOUGH, *The social contract. A critical study of its development* (Oxford, 1936, in-8°). — Les auteurs du XVII^e siècle ont été critiqués par Rousseau qui a tiré les conséquences logiques du droit naturel en formulant franchement la notion de la souveraineté inaliénable et indivisible du peuple, et, par suite, celle de la république démocratique : sur ce qu'il leur doit et en quoi il les dépasse, consulter l'ouvrage de R. DERATHÉ, mentionné ci-dessus.

D'un autre côté, les novateurs ne souhaitaient pas seulement comprendre le monde : ils voulaient le changer et conservèrent donc sa liberté à l'esprit réformateur. Bien mieux, ils invoquèrent le droit naturel qui remontait aux stoïciens et que certains théologiens du Moyen Age avaient professé ; rejeté dans l'ombre par l'absolutisme dans la plupart des pays continentaux, il survivait chez les calvinistes. Locke y recourait pour légitimer la révolution de 1688 : la société, fondée pour sauvegarder l'autonomie de la personne, reposait sur le libre contrat des citoyens et, de même, l'autorité du gouvernement sur un contrat entre le peuple souverain et son mandataire, qui ne devait user de son pouvoir que pour faire respecter les droits imprescriptibles conférés à l'individu par la divinité. Américains et Français proclamèrent en effet les droits de l'homme en présence de l'Être suprême. Ne distinguant pas entre les différents rameaux de l'espèce humaine, le droit naturel perpétuait l'universalisme de la pensée antique et chrétienne.

De ces diverses manières, les rationalistes gardaient beaucoup plus d'attaches avec le spiritualisme qu'ils ne le donnaient à croire par leurs attaques contre la métaphysique cartésienne. En cela, ils subissaient, pour une part, l'influence de l'humanisme traditionnel des collèges ; leur culture scientifique était en général superficielle. Leur formation renforçait les préjugés de classe ou professionnels qui les portaient à regarder comme inférieure la production matérielle. Les écrits des physiocrates ne laissèrent pas indifférents les philosophes français, et les encyclopédistes assignèrent, pour la première fois, une place importante aux métiers, à leur outillage ; mais on ne saurait dire qu'ils aient embrassé d'une vue synthétique le perfectionnement de la technique, la transformation de la société et des mœurs, l'extension de la connaissance, l'affranchissement de la personne et de la pensée. Comme les sciences de la nature ne les initiaient pas encore à la notion d'évolution, ils n'essayèrent pas de rechercher, pour les vicissitudes du progrès qu'ils croyaient discerner à travers l'histoire, une explication organique ; ou bien, interprètes de la bourgeoisie, ils les rapportèrent uniquement à l'intolérance, à la féodalité, au despotisme qu'elle rêvait d'éliminer. Cette libération obtenue, il leur paraissait que l'ordre social et politique se trouverait rationnellement établi pour toujours : dans ce cadre, le progrès continuerait assurément, mais en fonction de l'effort individuel. Comme toutes les classes ascendantes, la bourgeoisie fermait implicitement l'histoire à la date de son triomphe.

Cependant, des adversaires se révélaient qui, prétendant appliquer, eux aussi, la méthode d'observation à l'histoire et se laissant guider, néanmoins, par leurs préférences irrationnelles, interdisaient à l'homme l'espérance du progrès concerté et tendaient à la conservation des institutions actuelles qu'ils concevaient comme providentiellement engendrées ou nées d'une expérience collective. Au début du siècle, Vico, hostile au cartésianisme en tant que catholique, n'apercevait dans le passé que retour éternel, chaque empire naissant, croissant, déclinant comme un être vivant, et mourant pour laisser place à un autre, conformément au dessein mystérieux de la Providence. Lessing reconnu, dans l'évolution religieuse, une révélation permanente. A présent, Herder, depuis 1784, exposait ses *Idées sur la philosophie de l'histoire* : la nature, dans un devenir qui ne se peut saisir que par intuition, crée les sociétés où les individus se trouvent incorporés comme les cellules dans le corps vivant, sans que leur volonté intervienne.

Tel ou tel de ces traits généraux prédominait suivant les conditions économiques, sociales et politiques, dans chacun des trois pays où l'activité intellectuelle brillait particulièrement.

IV. — L'ANGLETERRE ET L'ALLEMAGNE¹.

Il semble que l'intelligence anglaise ait attaché de bonne heure une valeur éminente à la recherche expérimentale : témoins

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour l'Angleterre, se reporter à notre t. XI, liv. I, ch. I, et à notre t. XII, liv. I, ch. II, § 11 et liv. III, ch. II, § 3 ; L. STEPHEN, *History of English thought in the eighteenth century* (Londres, 1876-1880, 2 vol. in-8° ; 3^e éd., 1902 ; réimpression en 1949) ; H. J. LASKI, *Political thought in England from Locke to Bentham* (Londres, 1919, in-8°) ; A. COBBAN, *Edmund Burke and the revolt against the XVIIIth century : a study of the political and social thinking of Burke, Wordsworth, Coleridge and Southey* (Londres, 1929, in-8°) ; sir Ph. MAGNUS, *Edmund Burke* (Londres, 1939, in-8° ; étude sur l'origine de ses revenus) ; É. HALÉVY, *La formation du radicalisme philosophique en Angleterre* (Paris, 1901-1904, 3 vol. in-8°) ; P. LARKIN, *Properly in the eighteenth century with special reference to England and Locke* (Cork, 1930, in-8°) ; J. OVERTON, *The english Church from the accession of George I to the end of the eighteenth century* (Londres, 1906, in-8°) ; N. SYKES, *Church and State in England in the XVIIIth century* (Cambridge, 1935, in-8°).

Sur l'Allemagne, voir notre t. XII, liv. I, ch. VII, § 1 ; L. LÉVY-BRUHL, *L'Allemagne depuis Leibnitz* (Paris, 1890, in-8°) ; J.-E. SPENLÉ, *La pensée allemande* (Paris, 1934, in-16 ; n° 171 de la « coll. A. Colin ») ; E. ERMATINGER, *Deutsche Kultur im Zeitalter der Aufklärung*, t. I (Potsdam, 1934, in-8° ; de la coll. « Handbuch der Kulturgeschichte » publiée par H. LINDERMANN) ; A. RITSCHL, *Geschichte des Pietismus in der lutheranischen Kirche des XVIIIten und XVIIIten Jahrhunderts* (Berlin, 1880-1886, 3 vol. in-8°), principalement le t. III sur Zinzendorf et les frères moraves ; F. LICHTENBERGER, *Histoire des idées religieuses en Allemagne depuis le milieu du XVIII^e siècle* (Paris, 1873,

Roger Bacon au ^{xiii}^e siècle, les Ockamistes au ^{xiv}^e, Francis Bacon qui, avant Descartes, en énonça les préceptes. Au contraire, les Britanniques se montrèrent peu soucieux de construire une philosophie qui affirmât l'unité de la science et conférât à ses conclusions une valeur absolue. De l'associationnisme sensualiste, Hume déduisit même que l'application des principes rationnels, inculqués à l'homme par l'expérience quotidienne, ne lui permet jamais que des généralisations approximatives et provisoires. A ce compte, le rationalisme expérimental ne se distinguait que par sa fécondité de l'empirisme, et, de fait, c'est ce dernier nom qu'on lui attribue souvent pour l'opposer au rationalisme purement déductif. On ne peut douter que la vitalité de l'invention technique en Grande-Bretagne au ^{xviii}^e siècle ait approfondi cet état d'esprit et, quand Adam Smith aborda l'économie politique, il se montra moins systématique que les physiocrates.

Aussi la difficulté de concilier le rationalisme nouveau, la métaphysique et la religion révélée, n'inquiéta-t-elle guère la plupart des Anglais. D'ailleurs, une part considérable de la bourgeoisie, restée puritaine, adhérant à l'une ou l'autre des diverses sectes calvinistes, l'intérêt général recommandait l'opportunisme aux fidèles de l'Église établie et les circonstances historiques agirent dans le même sens : les Stuarts expulsés parce que catholiques, on tint à l'écart leurs coreligionnaires ; mais, entre protestants, Locke préconisa la tolérance et, sans accorder pleine liberté au *dissent*, on lui rendit la vie supportable. Au début du siècle, certains déistes inquiétèrent les clergés et, à la veille de la Révolution française, Gibbon ne se montrait guère moins hostile au christianisme que Voltaire, en lui imputant la chute de l'Empire romain. Néanmoins, les rationalistes cessèrent vite de donner à croire qu'ils voulussent déchristianiser l'opinion, tandis que les représentants de l'Église anglicane, de plus en plus

3 vol. in-8°) ; J. KÜNTZIGER, *Febronius et le fébronianisme* (Bruxelles, 1889, in-8°) ; G. GOYAU, *L'Allemagne religieuse. Le catholicisme* (Paris, 1905-1909, 4 vol. in-16), t. 1^{er}, ch. I et II. On peut se reporter aussi à K. BIDERMAN, *Deutschland XVIIIten Jahrhundert* (Leipzig, 1854-1880 ; 2^e éd., 1881), à J. HANSEN, *Quellen zur Geschichte des Rheinlandes im Zeitalter der französischen Revolution, 1780-1801* (Bonn, 1931-1938, 4 vol. in-8°), le t. I ; H. BRUNDSCHWIG, *La crise de l'État prussien*, cité p. 37 (pour l'*Aufklärung* en Prusse) ; W. H. BRADFORD, *Germany in the XVIIIth century. The social background of the literary revival* (New York, 1935, in-8°) ; P. KLASSEN, *Justus Möser* (Francfort, 1936, in-8°) ; J. DROZ, La légende du complot illuministe et les origines du romantisme politique en Allemagne, dans *Revue historique*, t. CCXXVI 1961, p. 313-338.

latitudinaires, s'efforçaient, Paley par exemple, de démontrer que leurs dogmes s'accordaient avec la raison. Les classes dominantes se trouvaient d'accord pour juger la religion utile au conformisme social et politique ; quand le méthodisme ranima le fidéisme, on n'estima pas mauvais qu'il détournât le populaire de l'indiscipline.

En politique également, les Anglais se montrèrent toujours enclins à invoquer les précédents plutôt que les principes. Toutefois, le droit naturel leur resta longtemps familier : Hobbes légitima l'absolutisme en alléguant que, par contrat avec le roi, le peuple lui avait abandonné pour toujours sa souveraineté ; Locke justifia ensuite, par interprétation contraire, le régime constitutionnel et les droits de l'individu, en sorte qu'il parut que les whigs tout au moins deviendraient des doctrinaires. Mais, quand l'oligarchie de nobles et de grands bourgeois, maîtresse de l'État, s' alarma de l'agitation commençante en faveur de la réforme électorale qui compromettrait son pouvoir, Locke perdit de son prestige et, comme Burke allait le montrer, les gouvernants revinrent à la conception empirique qui présentait la constitution comme engendrée par une évolution propre au peuple anglais et sans rapport avec aucune présupposition rationnelle.

Pendant longtemps, les continentaux n'y prirent pas garde. Montesquieu et Voltaire proposèrent l'Angleterre en exemple : en 1771, le Genevois Delolme célébra ses mérites incomparables. La maçonnerie anglaise, respectueuse de l'Église établie et du souverain qu'elle acceptait comme chef, provigna dans tous les pays et y répandit les idées de tolérance, de liberté individuelle et de gouvernement représentatif. Ce fut seulement à la fin de l'Ancien Régime que l'Angleterre cessa d'être, pour le Français égalitaire, la mère de la liberté.

L'Allemagne protestante avait connu le rationalisme par Wolf qui le professait à Halle sous l'influence de Leibnitz plutôt que sous celle de Descartes. Par l'Université de Göttingen, dans le Hanovre qui appartenait au souverain britannique, et aussi par Hambourg, elle se tenait en rapport avec l'Angleterre à laquelle elle ressemblait par la diversité des confessions, bien moindre, il est vrai, parce que le luthéranisme l'emportait de beaucoup sur le calvinisme, mais qui avait fini par la gagner à la tolérance. En Prusse, Frédéric II permit même à la spéculation philosophique de se développer assez librement. Plus généralement encore qu'en Grande-Bretagne, les rationalistes s'abstinrent de s'attaquer à la religion révélée, qui dut craindre

davantage la critique biblique. Réciproquement, les pasteurs rationalisèrent audacieusement leur doctrine. Quant à la recherche scientifique, au progrès technique, à l'essor de l'économie, l'Allemagne ne soutenait pas la comparaison avec la Grande-Bretagne : le rationalisme y resta déductif et métaphysique beaucoup plus qu'expérimental. L'*Aufklärung*, dont la Prusse devint la forteresse, affirma de préférence un caractère platement utilitaire qui séduisait les despotes éclairés et obtenait le suffrage des administrateurs. De la sorte, elle s'insinua dans les régions catholiques, même en Bavière et en Autriche, et gagna une partie de leur clergé. Toutefois, sa propagande n'atteignit jamais qu'une minorité de fonctionnaires et d'intellectuels ; le mysticisme piétiste conserva de profondes racines ; l'influence de Rousseau fut notable ; le *Sturm und Drang* des littérateurs figura un prérromantisme anarchique ; au delà de Kant, la philosophie ne tarda pas à s'orienter vers un idéalisme transcendantal.

Le pouvoir absolu des princes et la persistance de la féodalité différenciaient profondément l'Allemagne de l'Angleterre et la faiblesse de sa bourgeoisie ne la distinguait pas moins de la France. Les *Aufklärer* ne critiquèrent jamais que timidement les privilèges et plus rarement encore le servage. Ils s'en rapportaient aux despotes éclairés pour les réformes concrètes et justifiaient leur prudence impuissante en alléguant que le progrès dépend du perfectionnement de l'individu et nullement des institutions.

V. — LA FRANCE¹.

Dans les États catholiques, les rationalistes s'exposaient à des périls autrement graves que dans les pays protestants. Les

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir notre t. XII, liv. I, ch. I, § 4 et ch. IV, § 3 ; liv. III, ch. III, § 3 et 4 ; Ph. SAGNAC, *La formation de la société française moderne*, cité p. 46 ; Henri CARRÉ, *Histoire de France*, publiée sous la direction d'E. LAVISSE, t. IX, 1, liv. III et IV ; bulletin bibliographique de L. GOLTSCHALK, *Studies since 1920 of French thought in the period of the enlightenment*, dans *The journal of modern history*, t. IV, ann. 1932, p. 242-260 ; D. MORNET, *La pensée française au XVIII^e siècle* (Paris, 1926, in-16 ; n° 81 de la « coll. A. Colin ») ; du même, *Les origines intellectuelles de la Révolution française, 1715-1787* (Paris, 1932, in-8°) ; bibliographie étendue) ; H. SÉE, *Les idées politiques en France au XVIII^e siècle* (Paris, 1920, in-8°), et *L'évolution de la pensée politique en France au XVIII^e siècle* (Paris, 1925, in-8°) ; P. VERNIÈRE, *Spinoza et la pensée française avant la Révolution* (Paris, 1954, 2 vol. in-8° ; le t. II porte sur le XVIII^e siècle) ; É. CARCASSONNE, *Montesquieu et le problème de la constitution au XVIII^e siècle* (Paris, 1927, in-8°) ; L. ALTHUSSER, *Montesquieu. La politique et l'histoire* (Paris, 1959, in-8° ; coll. « Initiation philosophique ») ; sur l'Encyclopédie, voir le numéro spécial qui lui fut consacré à l'occasion de son deuxième centenaire, par les *Annales de l'Université de Paris*,

royaumes ibériques surtout se montraient hostiles et Olavide avait dû fuir. L'Église romaine était l'âme de la résistance. En Italie, l'activité intellectuelle se ranimait pourtant et préludait au Risorgimento ; Beccaria, par exemple, compta parmi les illustrations du siècle des lumières. Toutefois, ce fut en France que les philosophes s'attaquèrent avec audace à l'intolérance et à la censure du clergé catholique ; comme son autorité dépendait de l'appui du pouvoir temporel et de l'adhésion des classes dirigeantes, ils tournèrent en ridicule avec une verve impitoyable

1952 ; I. L. HOROWITZ, *Claude Helvetius, philosopher of democracy and enlightenment* (New York, 1954, in-8°) ; A. SCHINZ, *La pensée de J.-J. Rousseau, essai d'interprétation nouvelle* (Paris, 1929, in-8°) ; du même, *État présent des travaux sur J.-J. Rousseau* (Paris, 1941, in-8°) ; R. DERATHÉ, *Le rationalisme de J.-J. Rousseau* (Paris, 1948, in-8°), et *J.-J. Rousseau et la science politique de son temps*, cité p. 74 ; B. FAY, *L'esprit révolutionnaire en France et aux États-Unis à la fin du XVIII^e siècle* (Paris, 1925, in-8° ; trad. anglaise par R. GUTHRIE, New York, 1927) ; G. BONNO, *La constitution britannique devant l'opinion française, de Montesquieu à Bonaparte* (Paris, 1932, in-8°) ; Édith RUFF, *Jean-Louis de Lolme und sein Werk über die Verfassung Englands* (Berlin, 1934, in-8° ; n° 240 des « Historische Studien » publiées par EBERING) ; FRANCES ACOMB, *Anglophobia in France. An essay in the history of constitutionalism and nationalism* (Duke, North Car., 1950, in-8°) ; A. LICHTENBERGER, *Le socialisme au XVIII^e siècle* (Paris, 1899, in-8°) ; A. ESPINAS, *La philosophie du XVIII^e siècle et la Révolution française* (Paris, 1898, in-8°) ; EVA HOFFMANN-LINKE, *Zwischen Nationalism und Demokratie. Gestalten der französischen Revolution* (Munich, 1927, in-8°) ; KINGSLEY MARTIN, *French liberal thought in the eighteenth century : a study of political ideas from Bayle to Condorcet* (Londres, 1929, in-8°) ; R. PALMER, *Catholics and unbelievers in the eighteenth century in France* (Princeton, 1939, in-8°) ; Ch. FRANKEL, *The faith of reason : the idea of progress in the French enlightenment* (New York, 1948, in-8°) ; H. CENTO, *Condorcet e l'idea di progresso* (Florence, 1956, in-8°) ; R. MAUZI, *L'idée de bonheur dans la littérature et la pensée françaises au XVIII^e siècle* (Paris, 1960, in-8°). — Sur la diffusion, voir MORNET, cité ci-dessus ; F. BRUNOT, *Histoire de la langue française*, t. VII : *La propagation du français en France jusqu'à la fin de l'Ancien Régime* (Paris, 1926, in-8°) ; J.-P. BELIN, *Le mouvement philosophique de 1748 à 1789, et Le commerce des livres prohibés à Paris de 1750 à 1789* (Paris, 1913, in-8°) ; H. SÉE, *La diffusion des idées philosophiques à la fin de l'Ancien Régime*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. XV, ann. 1923, p. 482-502 ; M. BOUCHARD, *De l'humanisme à l'Encyclopédie. Essai sur l'évolution des esprits dans la bourgeoisie bourguignonne sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV* (Paris, 1929, in-8°) ; P. GROSCLAUDE, *La vie intellectuelle à Lyon dans la seconde moitié du XVIII^e siècle* (Paris, 1933, in-8°) ; R. TISSERAND, *L'Académie de Dijon* (Vesoul, 1936, in-8°) ; L. TRÉNARD, *Histoire sociale des idées. Lyon, de l'Encyclopédie au préromantisme* (Paris, 1958, 2 vol. in-8° ; n° 3 de la coll. des « Cahiers d'histoire ») ; J. FABRE DE MASSAGUEL, *L'école de Sorèze de 1758 au 19 fructidor an IV (5 septembre 1796)* (Toulouse, 1958, in-8° ; « Cahiers de l'Association Marc-Bloch de Toulouse ») ; M. BORDES, *Contribution à l'étude de l'enseignement et de la vie intellectuelle dans l'intendance d'Auch au XVIII^e siècle* (Auch, 1958, in-8°). — Sur la religion, voir notre t. XII, liv. I, ch. IV, § 3, et ci-dessus, p. 66 ; *Histoire de la nation française*, publiée sous la direction de G. HANO-TAUX, t. VI, *Histoire religieuse*, par G. GOYAU (Paris, 1922, in-4°) ; G. LE BRAS, *Transformations religieuses des campagnes françaises depuis la fin du XVII^e siècle*, dans les *Annales sociologiques*, série E, fasc. 2, 1937, p. 15-70 ; voir les ouvrages de M.-L. FRACARD et P. CHEVALIER, cités ci-dessus, p. 48.

non seulement ses privilèges et ses travers, mais ses dogmes : les « voltairiens » se multiplièrent et le respect s'évanouit. Les querelles des jansénistes et des jésuites, des gallicans et des ultramontains, les effets désastreux de la Révocation, l'indifférentisme de nombreux protestants convertis par contrainte profitèrent aux assaillants. La vogue de la maçonnerie également, puisqu'elle recommandait essentiellement la tolérance et la religion naturelle ; la papauté l'avait condamnée, mais en vain, car les bulles ne valaient en France que sur l'ordre du pouvoir royal et celui-ci s'abstint, se tenant pour satisfait de voir porter de grands seigneurs à la direction des loges : nombre de prêtres, séculiers ou réguliers, comptèrent parmi les maçons. Par les soins de Diderot, l'Encyclopédie groupa les philosophes rationalistes en une sorte de parti dont le *Discours préliminaire* de d'Alembert fut comme le manifeste. Ils réussirent à modifier la mentalité au point que, sous le règne de Louis XVI, le protestant Necker put accéder au gouvernement et que, si l'appareil répressif subsistait, il tombait en désuétude ; le pouvoir temporel se désintéressait de l'assistance à la messe et de la communion pascalle ; les officialités elles-mêmes poursuivaient rarement les contrevenants.

Il ne s'ensuit pas que la plupart des philosophes, intégrant l'homme dans la nature, l'aient soumis au déterminisme ; Voltaire hésita toujours et Diderot, plus favorable, apparaît surtout tel dans ses écrits posthumes. Encore moins adhèrent-ils au matérialisme atomistique, une des formes traditionnelles de la métaphysique, que défendirent Helvétius, Holbach et La Mettrie. Comme ailleurs, le souci du conformisme moral les attacha à la religion naturelle. « Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer », écrivit Voltaire. Sans doute, on opposait la nature à l'ascétisme, la bonté congénitale de l'homme au péché originel ; on imputait à la société la dépravation qui l'altérerait, et on vantait les mérites du bon sauvage ; mais il n'est pas sûr qu'on nourrit tellement d'illusions sur ses vertus et, en tout cas, les possédants estimaient prudent de se réserver l'incroyance et de ménager la « superstition » du populaire qu'ils redoutaient. « Il faut une religion pour le peuple », disait aussi Voltaire.

Les effusions de Rousseau adoucirent la sécheresse de ce déisme utilitaire : la « bienfaisance », mot nouveau, procura à l'homme « sensible » le contentement de soi. Ce revirement rendit même au catholicisme le service de répandre une religiosité sentimentale qu'on perçoit chez plus d'un révolutionnaire, Mme Roland

par exemple, et qui aida plus tard au succès de Chateaubriand. Le conformisme religieux ne disparut pas et, pour beaucoup, il n'était nullement de pure forme : les publications orthodoxes, fort nombreuses, obtenaient plus grand succès que leur médiocrité ne porte à croire. Néanmoins, si la foi restait vive dans l'ouest, les régions frontières du nord et de l'est, les pays de montagnes, la pratique s'atténuait dans nombre de villes et même dans certaines campagnes, autour de Paris, en Champagne, dans le Centre, en Mâconnais, car elle s'affaissa dès que la Révolution eut supprimé la contrainte. Les mœurs n'en devenaient ni pires ni meilleures ; le dérèglement d'une partie de la noblesse et de la bourgeoisie opulente ne doit pas porter préjudice au XVIII^e siècle, car, antérieurement, il n'était pas moindre. Au surplus, ni l'utilitarisme, ni le sentiment n'éliminèrent en France le sens cartésien et cornélien de la morale que renforçait, dans les collèges, l'explication des écrivains de l'Antiquité, et avant tous, de Plutarque.

Ce fut aussi en France que les privilèges et les survivances de la féodalité, l'arbitraire et les imperfections de l'administration monarchique se virent le plus véhémentement combattus. Aussi les philosophes se montrèrent-ils d'accord pour invoquer le droit naturel et maintenir à la raison réformatrice son initiative autonome. « L'homme est né libre, et partout il est dans les fers », ainsi commence *Le contrat social*. Mais Montesquieu qui paraissait fonder, par sa théorie des climats, une sociologie déterministe, n'en écrit pas moins au début de *L'esprit des lois* : « Il y a une raison primitive... ; les êtres intelligents peuvent avoir des lois qu'ils ont faites... Dire qu'il n'y a rien de juste ni d'injuste que ce qu'ordonnent ou défendent les lois positives, c'est dire qu'avant qu'on eût tracé de cercle, tous les rayons n'étaient pas égaux. »

Sur certains points, l'inégalité fiscale, par exemple, ou les droits seigneuriaux, les philosophes défendirent l'ensemble du Tiers État ; mais, incontestablement, ils servirent particulièrement la bourgeoisie. En accédant à la direction de l'État, elle y introduirait l'ordre financier et subordonnerait la politique à la prospérité de la production ; elle débarrasserait l'économie de ses entraves : le servage qui contrariait le recrutement de la main-d'œuvre industrielle ; la mainmorte ecclésiastique et les substitutions nobiliaires qui restreignaient la circulation des biens dont la haute fréquence répond à cette passion du gain où les économistes voyaient le ressort du travail et de l'esprit d'entreprise ; l'inégalité des charges qui diminuait le pouvoir

d'achat et l'épargne des masses ; les douanes intérieures et la diversité des poids et mesures qui retardaient l'unification du marché national ; l'intolérance qui gênait la recherche scientifique. Ce n'est pas à dire, pourtant, que ces réformes aient suscité l'enthousiasme au point de s'être inscrites au premier plan dans l'esprit de la bourgeoisie, en sorte que les hommes d'affaires auraient été les premiers moteurs de la Révolution. Bien plus efficaces furent le règne de la loi et l'égalité des droits, qui en appelaient à la dignité autant qu'aux intérêts. C'est la vieille bourgeoisie d'Ancien Régime, celle des officiers et des hommes de loi qui, relativement indépendante et disposant d'un certain loisir, professionnellement attachée, autant par intérêt que par sa culture, à faire prévaloir la loi sur la violence et l'arbitraire, fut à cet égard l'institutrice de l'opinion.

Elle attendait tout de la royauté et les philosophes, ses interprètes, se confièrent, pour la plupart, au despotisme éclairé qu'ils louaient chez les souverains continentaux. Rousseau, il est vrai, parut s'instituer l'apôtre de la démocratie et de la république. Mais, outre que *Le contrat social* fut infiniment moins lu que *La nouvelle Héloïse* ou *Émile*, il définissait la « volonté générale » à laquelle il se confiait, comme une volonté désintéressée, en sorte que la démocratie ne se concevait que sous l'empire de la « vertu » ; encore n'admettait-il que le gouvernement direct du peuple par lui-même, si bien que la république ne pouvait convenir qu'à un pays peu étendu. Quant à Mably, sa renommée date surtout de 1789 et on peut attribuer encore moins d'influence sur l'opinion générale aux auteurs qu'inspiraient les invectives de Rousseau contre la propriété individuelle et héréditaire, ou même la tradition d'un communisme moralisant, voire ascétique, qui remontait à l'Antiquité. On ne voyait là qu'utopies et on s'en tenait à la nécessité d'institutions représentatives qui empêcheraient le pouvoir royal de dégénérer en tyrannie.

Encore l'offensive vint-elle, non de la bourgeoisie, mais de l'aristocratie. Celle-ci n'échappait point à l'influence des porteparole de la bourgeoisie. La liberté civile la protégerait contre le despotisme dont elle souffrait parfois. La liberté économique augmenterait le revenu qu'elle tirait de ses grandes propriétés foncières. La liberté politique la séduisait particulièrement ; c'est qu'elle possédait ses propres avocats, dont le plus notable fut Montesquieu lui-même, qui, pour assurer la liberté civile, s'en rapportait à la séparation des pouvoirs au profit de corps intermédiaires et privilégiés : la noblesse, les Parlements et les

officiers, protégés par la vénalité des charges, le clergé même. Invoquant une histoire à demi légendaire, il fondait la prééminence des nobles et les droits seigneuriaux sur la conquête germanique, qui les imposa par les armes aux Gallo-Romains abâtardis. Les Parlements, de leur côté, se présentaient comme les héritiers des assemblées franques, les gardiens des « lois fondamentales », de l'antique constitution oblitérée par les usurpations de la royauté. Dans l'esprit des nobles, la liberté politique leur rendrait un rôle prépondérant dans le gouvernement et leur livrerait l'administration provinciale. Unies pour revendiquer la liberté, l'aristocratie et la bourgeoisie se trouvaient irréductiblement en conflit sur l'égalité des droits.

VI. — LES LETTRES ET LES ARTS¹.

Les idées nouvelles comme l'évolution de l'économie et de la société exercèrent une certaine influence sur la littérature et les

1. OUVRAGES A CONSULTER. — P. VAN TIEGHEM, *Histoire littéraire de l'Europe et de l'Amérique de la Renaissance à nos jours* (Paris, 1941, in-8°), et *Le préromantisme. Études d'histoire littéraire européenne* (Paris, 3 vol. in-8°, 1924-1927) ; le t. VI de *l'Histoire de la langue et de la littérature française*, publiée sous la direction de L. PETIT DE JULLEVILLE (Paris, 1909, in-8°) ; G. LANSON, *Histoire de la littérature française* (Paris, 1895, in-12), souvent rééditée, reprise sous le titre *Histoire illustrée de la littérature française* (Paris [1923-1924], 2 vol. in-4°), le t. II ; J. BÉDIER et P. HAZARD, *Histoire de la littérature française illustrée* (Paris [1923-1924], 2 vol. in-4° ; refondue et mise à jour sous la direction de P. MARTINO, 1950), le t. II ; F. BRUNOT, *Histoire de la langue française*, t. VI : *Le XVIII^e siècle* (Paris, 4 vol. in-8°, 1930, 1932-1933) ; D. MORNET, *Le sentiment de la nature de J.-J. Rousseau à Bernardin de Saint-Pierre* (Paris, 1907, in-8°) ; L. BERTRAND, *La fin du classicisme et le retour à l'antique dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et les premières années du XIX^e* (Paris, 1898, in-8°) ; F. BADOLLE, *L'abbé Jean-Jacques Barthélemy (1716-1795) et l'hellénisme en France dans la seconde moitié du XVIII^e siècle* (Paris, 1927, in-8°) ; H. T. PARKER, *The cult of antiquity and the French revolutionaries* (Chicago, 1937, in-8°) ; A. MONGLOND, *Histoire intérieure du préromantisme français de l'abbé Prévost à Joubert* (Grenoble, 1929, 2 vol. in-8°) ; *The Cambridge history of English literature* (Cambridge, 1907-1918, 15 vol. in-8°), les t. IX, X, XI ; E. LEGOUIS et L. CAZAMIAN, *Histoire de la littérature anglaise* (Paris, 1924, in-12) ; W. SCHERER, *Geschichte der deutschen Literatur* (Berlin, 1883, in-8° ; 15^e éd., 1922) ; J. SCHMIDT, *Geschichte der deutschen Literatur von Leibnitz bis auf unsere Zeit*, t. III (Berlin, 1886, in-8°) ; A. KÖSTER, *Die deutsche Literatur der Aufklärungszeit* (Heidelberg, 1925, in-8°) ; O. WALZEL, *Deutsche Dichtung von Gottsched bis zur Gegenwart* (Berlin, 1926, in-4°) ; G. NATALI, *Il Settecento* (Milan, 1929, 2 vol. in-8°) ; F. DE SANCTIS, *A history of Italian literature* (New York, 1931, 2 vol. in-8°) ; P. HAZARD, *La Révolution française et les lettres italiennes* (Paris, 1910, in-8°).

Pour les arts plastiques : P. LAVEDAN, *Histoire de l'art*, t. II : *Moyen Age et temps modernes* (Paris, 1944, in-8° ; n° 10 de la coll. « Clio »), bibliographies et notes ; *Histoire générale de l'art*, publiée sous la direction d'A. MICHEL, t. VII : *L'art en Europe au XVIII^e siècle* (Paris, 1924, 2 vol. in-8°) ; L. RÉAU, *Histoire générale des arts* (Paris, 1935, 4 vol. in-8°), le t. III ; du même, *L'ère*

arts. On peut leur rapporter le succès de quelques genres comme le conte philosophique et le récent théâtre de Beaumarchais, la vogue du roman que le classicisme dédaignait de réglementer, l'apparition du drame bourgeois, les tableaux de Greuze. La vie mondaine des salons portait à la perfection la poésie légère. La recherche du bien-être obligea l'architecte à restreindre dans les intérieurs l'ordonnance d'apparat au profit du confort, les peintres et les décorateurs à se plier à l'épicurisme érotique et au goût de l'exotisme. La technique s'affina dans la gravure et le pastel. D'ailleurs, le réalisme avait toujours défendu ses droits dans le portrait et le paysage ou chez les animaliers ; la peinture anglaise resta étrangère à la tradition académique et la modernisation du paysage s'y préparait.

La réaction contre le rationalisme annonça une transformation plus profonde. En Angleterre, Johnson fut le dernier représentant du classicisme ; les *Nuits* de Young, les romans de Richardson et de Sterne inaugurèrent une renaissance sentimentale. En Allemagne, le *Sturm und Drang*, dont le génie de Goethe et de Schiller para les débuts, rompit avec les normes imposées par le prestige des écrivains français. L'influence de Rousseau répandit partout l'état d'esprit préromantique. On reprocha à la fois au rationalisme et à l'art classique de tarir l'imagination, de proscrire la rêverie, de condamner l'attrait du mystère et de la nuit, de borner l'homme à la recherche de l'utilité et au calcul. On s'engoua du spectacle de la nature que le jardin anglais pastichait ; on découvrit la montagne et la mer ; on guetta l'aurore et on rêva aux étoiles ; la mélancolie et les larmes, le désespoir et l'horreur, la méditation devant les ruines, la passion et l'enthousiasme secouèrent l'uniformité de la vie quotidienne et l'ennui. L'Europe germanique chercha son inspiration dans tout passé étranger à la Renaissance classique : Dante et Shakespeare, les œuvres médiévales, le soi-disant Ossian, la Bible, les Persans, les Hindous. La musique, désormais pourvue

romantique. *Les arts plastiques* (Paris, 1949, in-8° ; n° 76 de la coll. « L'évolution de l'humanité »), introduction et liv. I ; L. HAUTECŒUR, *Rome et la renaissance de l'antiquité à la fin du XVIII^e siècle* (Paris, 1912, in-8° ; de la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome ») ; du même, *Louis David* (Paris, 1954, in-8°) ; voir notre t. XII, liv. I^{er}, ch. I^{er}, § 7.

L. HAUTECŒUR, *Histoire de l'architecture classique en France*, t. IV : *Seconde moitié du XVIII^e siècle. Le style Louis XVI, 1750-1792* (Paris, 1952, gr. in-8°) ; P. VERLET, *Les meubles français du XVIII^e siècle* (Paris, 1956, 2 vol. in-8° ; coll. « L'Œil du connaisseur »).

J. COMBARIEU, *Histoire de la musique*, t. II (Paris, 1913, in-8° ; 2^e éd., 1919) ; H. PRUNIÈRES, *Nouvelle histoire de la musique*, t. II : *La musique des XVII^e et XVIII^e siècles* (Paris, 1936, in-12).

des instruments essentiels et récemment dotée du piano, favorisait en Allemagne — avec Glück, Mozart, Haydn — la fermentation romantique par la symphonie, la sonate et l'opéra. La France ressentit le choc ; les littératures anglaise et allemande s'y acclimatèrent et Ducis traduisit Shakespeare ; les publications du comte de Tressan préludèrent au genre « troubadour » ; en 1787, *Paul et Virginie* valut la célébrité à Bernardin de Saint-Pierre ; on se plaisait à l'idylle et à l'élégie. Mais les musiciens accordaient leur préférence à l'opéra à ariettes, l'opéra-comique qui visait avant tout au divertissement ; à Paris comme à Vienne, on goûtait toujours le *bel canto* des Italiens.

Néanmoins, le classicisme, consacré par les collèges et les Académies, gardait de l'autorité bien que la vie s'en retirât. On continuait à composer des tragédies, Alfieri notamment, sans parvenir à en ressusciter l'intérêt ; la poésie épique et lyrique, voire le poème descriptif, devenu de mode, ne réussissaient guère mieux ; dans la comédie, plus libre, Goldoni, Sheridan, Sedaine, se montraient plus heureux. L'art aussi conservait sa révérence pour la tradition, entretenue en France par l'Académie et par l'École de Rome, en Angleterre par la gloire de Wren. Les architectes et bien des sculpteurs lui restaient fidèles et la peinture d'histoire jouissait toujours des honneurs officiels.

Le retour à l'antique, originellement provoqué par les fouilles de Pompéi et préconisé par Winckelmann en Allemagne, Caylus en France, Flaxman en Angleterre, remit, dans une certaine mesure, le classicisme à la mode et Barthélemy s'en fit l'écho quand il publia en 1787, avec grand succès, son *Voyage du jeune Anacharsis*. Les Allemands, Goethe et Schiller surtout, furent séduits. En France, la littérature n'en subit guère l'influence, car on ne connut que plus tard l'hellénisme d'André Chénier. Mais il n'en alla pas de même pour les arts ; l'architecture néo-classique se fit plus austère ; avec David, la peinture subit une mutation brusque : la couleur céda le pas au dessin et le modèle vivant au canon antique. Cependant, il s'en fallait de beaucoup que cette tendance prévalût sans réserve. Fragonard et Houdon ne peuvent être séparés de la pléiade des artistes du XVIII^e siècle, dont la libre diversité fécondait l'éducation classique ; dans les fresques de Pompéi, l'art décoratif découvrit l'alexandrinisme et, y mêlant les motifs égyptiens ou prétendument étrusques, élabora le style Louis XVI qui ne rompait point avec la recherche de l'agrément. En outre, dans les tableaux de David, l'exaltation de la vertu civique — les Horaces sont de 1784 —, renforçant le

souvenir de la morale stoïcienne des héros de Plutarque, annonçait déjà le climat révolutionnaire. Les discours des orateurs et l'apparat des fêtes nationales marqueront bientôt que les formes classiques n'asservissent nullement à un esprit de conservation sociale et politique. La vie littéraire et artistique présentait une variété qui reflétait l'individualisme croissant dans la société, et, en France, la jeunesse, David au premier rang, aspirait à secouer le joug des Académies que la monarchie absolue lui avait imposé.

VII. — LE COSMOPOLITISME ET LES NATIONALITÉS¹.

La vie intellectuelle possédait plusieurs foyers : l'Angleterre, l'Italie et, plus récemment, l'Allemagne rivalisaient avec la France. Quant au mouvement philosophique dont l'originalité caractérise le siècle, le rôle de l'Angleterre, qui lui avait donné le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir notre t. XI, liv. III, ch. IV et liv. IV, ch. VII, § 1 ; puis notre t. XII, liv. I^{er}, ch. I^{er}, § 5 et 6 ; F. BRUNOT, *Histoire de la langue française*, t. VIII en 2 volumes : *Le français hors de France au XVIII^e siècle* (Paris, 1934-35, in-8°) ; L. RÉAU, *L'Europe française au siècle des lumières* (Paris, 1938, in-8° ; n° 70 de la « coll. L'évolution de l'humanité ») ; L. REYNAUD, *Histoire générale de l'influence française en Allemagne* (Paris, 1914, in-8° ; 2^e éd., 1915) ; F. MEINECKE, *Weltbürgertum und Nationalstaat. Studien zur Genesis des deutschen Nationalstaates* (Berlin, 1908, in-8° ; 4^e éd., 1917) ; du même, *Geschichte des Historismus*, cité p. 65 ; O. VOSSLER, *Der Nationalgedanke von Rousseau bis Ranke* (Munich et Berlin, 1937, in-8°) ; R. Reinhold ERGANG, *Herder and the foundation of German nationalism* (New York, 1913, in-8° ; n° 341 des publications de « Columbia University ») ; H. BÉDARIDA et P. HAZARD, *L'influence française en Italie au XVIII^e siècle* (Paris, 1936, in-8°) ; les origines du *Risorgimento* ont été l'objet d'un grand nombre de travaux en Italie : exposé général dans C. BARBAGALLO, *Storia universale* (1940 ; cité p. 3), t. V, 1, liv. IV, ch. II, *La prima fase del Risorgimento italiano* (avec bibliographie ; la compléter par G. LESAGE, La production historique en Italie de 1940 à 1945, dans *Revue historique*, t. CXCVII, ann. 1947, p. 79-117) ; E. ROTA, *Le origini del Risorgimento* (Milan, 1938, in-8° ; 2^e éd., 1950, in-8°) ; G. CANDELORO, *Storia dell'Italia moderna*, t. I : *Le origini del Risorgimento (1700-1815)* (Milan, 1956, in-8°) ; I. KONT, *Étude sur l'influence de la littérature française en Hongrie, 1770-1896* (Paris, 1902, in-8°) ; A. ECKHARDT, *Le Contrat social en Hongrie, dans Revue des études hongroises*, 1924, p. 117-137 ; H. TRONCHON, *Un voltairien de Hongrie. Le comte Jean Fekete de Galántha* (Paris, 1924, in-8° ; t. XXII, fasc. 4 des « Nouvelles archives des missions ») ; H. CÍDADE, *Ensaio sobre a crise mental do seculo XVIII* (Coimbre, 1929, in-8°) ; L. PINGAUD, *Les Français en Russie et les Russes en France* (Paris, 1885, in-8°) ; E. HAUMANT, *La culture française en Russie* (Paris, 1910, in-8°) ; K. WALISZEWSKI, *Autour d'un trône* (Paris, 1913, in-8°), II^e partie : *La cour intellectuelle de Catherine II* ; H. ROGGER, *National consciousness in eighteenth century Russia* (Cambridge, 1960, in-8°) ; M. KURIEL, *Czartoryski and european unity, 1770-1861* (Princeton, 1955, in-8°). On trouvera aussi des indications dans J. MATHOREZ, *Les étrangers en France sous l'Ancien Régime*, principalement au t. II (Paris, 1921, in-8°), dans A. MATHIEZ, *La Révolution et les étrangers* (Paris, 1918, in-8°), ainsi que dans les ouvrages d'histoire générale cités p. 3.

branle, s'effaçait d'autant moins que la puissance maritime et l'essor économique de ce pays renforçaient son autorité, tandis que l'aristocratie et la haute bourgeoisie, estimant que son régime conciliait la liberté avec leurs intérêts, jugeaient son influence plus rassurante que les audaces de la pensée française. Celle-ci profitait pourtant, non seulement de sa nouveauté, mais encore de la renommée que la gloire de Louis XIV avait value à la langue et à la civilisation de son royaume. Alors qu'au cours du XVIII^e siècle la puissance politique des Bourbons se voyait tenue en échec, il n'était petit prince qui ne rêvât de Versailles et la langue française prenait figure de langue internationale. Le prestige de la « philosophie » s'adjoignant à celui des lettres et des arts, à la séduction du luxe et des raffinements de la Cour et de la Ville, on a pu parler de « l'Europe française au siècle des lumières ».

Les milieux cultivés se persuadaient qu'une communauté de civilisation s'élaborait ; une pour les peuples d'outre-mer qu'elle avait conquis ou menaçait d'envahir, l'Europe semblait aussi s'approcher de l'unité interne par la culture. Si les rivalités politiques continuaient à la déchirer, on observait que le droit public tendait à les atténuer par l'idée de l'équilibre ; depuis 1783, cette idée inspirait la politique de Vergennes, et Pitt paraissait d'accord avec celui-ci pour maintenir la paix. Par comparaison avec les siècles précédents, la guerre même s'humanisait : les armées, au lieu de vivre sur le pays, se voyaient pourvues par des magasins, et les officiers, devenus eux aussi « sensibles » et humanitaires, ménageaient les populations civiles. Aux yeux des peuples, la politique des États demeurait affaire de prince et les philosophes, inclinant dans le même sens, répudiaient l'égoïsme national. Les écrivains allemands se flattaient même que leur pays fût supérieur aux autres, en ce que, l'unité politique et militaire lui manquant, le patriotisme belliqueux lui restait inconnu.

On se faisait illusion. Le cosmopolitisme n'était en réalité qu'un vernis pour l'aristocratie et la riche bourgeoisie, une mode pour les milieux intellectuels. La circulation demeurait encore trop restreinte à tous égards pour que les différents groupes européens cessassent de se calfeutrer dans leur particularisme. On entrevoit seulement que, dans l'esprit de quelques financiers ou de rares spéculateurs de haut vol comme Talleyrand, le cosmopolitisme s'intégrait dans la perspective d'un essor de l'économie auquel les frontières ne pouvaient que faire obstacle : ils devançaient leur temps, car le capitalisme ne tissait

pas encore entre les États une solidarité suffisante pour que le mercantilisme, même en Angleterre, perdît son crédit.

Nous voyons s'annoncer plutôt la transformation des États dynastiques en communautés nationales, à laquelle l'organicisme de Herder comme le volontarisme français préparaient une idéologie. Grâce à l'insularité et à la faible étendue, cette mutation s'était déjà réalisée en Angleterre et même en Grande-Bretagne ; elle se trouvait très avancée en Hollande et en Scandinavie, en Suisse, en Espagne et surtout en France où, sans elle, la Révolution n'eût pas été possible ; en Allemagne et en Italie, la renaissance d'une littérature indépendante de l'influence française préludait au mouvement politique unitaire ; la persistance du sentiment national en Hongrie et la diversité linguistique minaient l'État composite des Habsbourg ; la Pologne démembreée prenait conscience d'elle-même et, dans l'Empire ottoman, les chrétiens opposaient au Turc leurs communautés farouchement autonomes. Ce qui interdisait l'épanouissement des nationalités, c'étaient le caractère dynastique de leurs gouvernements, la persistance de la structure médiévale des États. Cette structure, malgré les progrès de la centralisation monarchique, entretenait le particularisme provincial et municipal, et, avant tout, la hiérarchie sociale fondée sur le privilège. La Révolution française allait renverser ou ébranler ces obstacles ; mais, contrairement à ses espérances, le cosmopolitisme, simultanément, au lieu de gagner les masses populaires, devait rétrograder.

CHAPITRE V

LES ÉTATS ET LES CONFLITS SOCIAUX¹

Dans la plus grande partie du continent, l'absolutisme subsistait, mais plus ou moins transformé, et les philosophes louaient le « despotisme éclairé » des souverains qu'ils croyaient touchés par leur propagande. Néanmoins — et tout ensemble —, l'aristocratie reprochait à la royauté de l'avoir assujettie et la bourgeoisie s'irritait de se voir écartée du gouvernement, tandis que la rivalité s'accroissait entre ces deux classes. Ce conflit triangulaire, la France ne fut nullement la première à le régler par une révolution. Prendre brièvement connaissance des vues des despotes éclairés et des solutions adoptées en Grande-Bretagne et aux États-Unis permet de se former une idée de la place que la Révolution française allait s'assigner dans l'histoire du monde.

I. — LE DESPOTISME ÉCLAIRÉ².

Les souverains continentaux restaient des monarques de droit divin au pouvoir théoriquement absolu ; en fait, il ne l'était

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Sur la conception de l'État dynastique et absolutiste, voir F. MEINECKE, *Die Idee der Staatsräson* (Berlin, 1924, in-8°) ; P. JANET, cité p. 72 ; A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. I^{er} (Paris, 1885, in-8° ; 12^e éd., 1908) ; J. JAURÈS, *Histoire socialiste*, t. III (t. V de la réédition par MATHIEZ), cité p. 113, *Les idées politiques et sociales de l'Europe et la Révolution* (en réalité, il n'y est question que de l'Allemagne et de l'Angleterre). Dans le livre de H. MICHEL, *L'idée de l'État* (Paris, 1895, in-8°), l'introduction concerne le XVIII^e siècle et la Révolution.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Le despotisme éclairé figura au programme du « Congrès international d'histoire » tenu à Varsovie en 1933 : des communications y furent présentées pour la plupart des pays du continent ; elles sont reproduites dans le *Bulletin of the international committee of historical sciences*, ainsi que le rapport général de M. LHÉRITIER, t. V, 1933, n° 20 et t. IX, 1937, nos 34 et 35. Le meilleur ouvrage d'ensemble est celui de L. GERSHOY, *From despotism to Revolution, 1763-1789* (New York, 1944, in-8° ; de la coll. « The rise of modern Europe » publiée sous la direction de W. LANGER) ; voir aussi p. 109-110 ; Ch. MORAZÉ, *Finance et despotisme. Essai sur les despotes éclairés*, dans *Annales*, t. III, ann. 1948, p. 279-296 ; G. LEFEBVRE, *Le despotisme éclairé*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XXI, ann. 1949, p. 97-115. — Pour la condition des paysans, voir p. 57. — Allemagne : voir notre t. XI, liv. III, ch. III, § 2 et notre t. XII, liv. I^{er}, ch. VII, § 1, 4 à 8 ; liv. III, ch. IV, § 6 ; sur Frédéric II, l'ouvrage fondamental est celui de R. KOSEK,

pas, et en Occident moins qu'ailleurs, se trouvant limité par les privilèges, par ce que les assemblées provinciales et les municipalités conservaient d'autonomie, enfin par l'imperfection de la centralisation, qu'entravaient non seulement la lenteur des communications, mais aussi la complexité désordonnée d'une

Geschichte Friedrichs des Grossen (Stuttgart et Berlin, 1921-25, 4 vol. in-8°); K. BIDERMAN, *Deutschland in XVIIIten Jahrhundert*, cité p. 75; C. PERTHES, *Politische Zustände und Personen in Deutschland zur Zeit der französischen Revolution* (Gotha, 1862-69, 2 vol. in-8°); W. WENCK, *Deutschland vor hundert Jahren* (Leipzig, 1887-1890, 2 vol. in-8°); K. DEUTSCHMANN, *Die Rheinlande vor der französischen Revolution* (Berlin, 1902, in-8°); M. DEEBEL, *Entwicklungsgeschichte Bayerns* (Munich, 1912, 2 vol. in-8°; 3^e éd. augmentée, 1928), le t. II; F. SCHNABEL, *Deutsche Geschichte im neunzehnten Jahrhundert*, le t. I (Fribourg-en-Brigau, 1929, in-8°); G. RITTER, *Staatskunst und Kriegshandwerk. Das Problem des « Militarismus » in Deutschland*, t. I: *Die altpreussische Tradition (1740-1890)* (Munich, 1954, in-8°); G. A. CRAIG, *The politics of the Prussian army, 1640-1945* (Oxford, 1955, in-8°). — Pour les pays rhénans, il y a beaucoup à prendre dans J. HANSEN, *Quellen zur Geschichte des Rheinlandes im Zeitalter*, cité p. 75, t. I. — Autriche : voir notre t. XI, liv. III, ch. III et notre t. XII, liv. I^{er}, ch. VII, § 9 et 11; liv. III, ch. IV, § 1 et ch. V, § 7; I. BEIDTEL, *Geschichte der österreichischen Staatsverwaltung*, t. I, 1740-1848 (Innsbrück, 1896-98, 2 vol. in-8°); Luisa SOMMER, *Die österreichischen Kameeralisten in Dogmen geschichtlicher Darstellung* (Vienne, 1921-25, 2 vol. in-8°); A. W. SMALL, *The cameralists* (Chicago, 1909, in-8°). Sur Joseph II, aux ouvrages de P. VON MITROFANOV, *Joseph II. Seine politische und kulturelle Tätigkeit*, traduction du russe par V. von DEMELIC (Vienne et Leipzig, 1910, 2 vol. in-8°), et de E. BENEDICT, *Kaiser Joseph II* (Vienne, 1936, in-8°), se sont ajoutés S. K. PADOVER, *The revolutionary Emperor, Joseph the second* (New York, 1934, in-8°; trad. fr. de M. SOULIÉ, Paris, 1935), et E. WINTER, *Der Josephinismus und seine Geschichte. Beiträge zur Geistesgeschichte Österreichs, 1740-1848* (Vienne, 1943, in-8°); ce dernier rapporte le josphisme à un mouvement de réforme ecclésiastique, né en Italie et aux Pays-Bas et comparable au mouvement érasmien du xvi^e siècle; il ne paraît pas que, dans l'œuvre de Joseph II, on puisse attribuer, pour le moins, à pareille inspiration ni l'attitude à l'égard de la papauté, où se manifeste la tradition du césaro-papisme absolutiste, ni l'émancipation des protestants, qui répond au courant philosophique du xviii^e siècle. Se reporter aussi à E. DENIS, *La Bohême depuis la Montagne Blanche* (Paris, 1903, 2 vol. in-8°; nouv. éd., 1930); R. J. KERNER, *Bohemia in the XVIIIth century* (New York, 1932, in-8°); H. MARCZALI, *La Hongrie au temps de Joseph II* (Budapest, 1882-1888, 3 vol. in-8°; en hongrois; le t. I^{er} traduit en anglais avec une introduction de H. TEMPERLEY : *Hungary in the XVIIIth century*, Cambridge, 1910); F. VALSECCHI, *L'assolutismo illuminato in Austria e in Lombardia* (Bologne, 1934, in-8°); C. VIANELLO, *La riforma finanziaria nella Lombardia austriaca del XVIII secolo* (Milan, 1940, in-8°); H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. V (Bruxelles, 1921, in-8°); Mme TASSIER-CHARLIER, *L'esprit public en Belgique de 1725 à 1789*, dans *Revue de l'Université de Bruxelles*, t. IV, ann. 1934-35, p. 391-413. — Italie : abondante bibliographie dans notre t. XII, liv. I^{er}, ch. VI; N. BIANCHI, *Storia della monarchia piemontese dal 1773 al 1861*, t. I (Rome, 1877, 4 vol. in-8°); M. BRUCHET, *L'abolition du régime seigneurial en Savoie* (Paris, 1908, in-8°; publication de la « Commission d'histoire économique de la Révolution »); C. TIVARONI, *L'Italia prima della Rivoluzione francese, 1735-1789* (Turin, 1888, in-8°); S. ORTOLANI, *L'Italie au XVIII^e siècle* (Paris, 1929, in-8°); P. ORSI, *L'Italia moderna; storia degli ultimi 150 anni* (Milan, 1901, in-8°; 3^e éd., 1910), trad. fr. par H. BERGMAN, *Histoire de l'Italie moderne* (Paris, 1911, in-8°); A. PINGAUD, *Bonaparte, président de la République italienne*, t. I (Paris, 1914, in-8°), p. 1-131,

administration créée peu à peu, sans plan d'ensemble et sous la pression des circonstances. A la fin du XVIII^e siècle, le développement économique et culturel adoucissant les mœurs, l'arbitraire s'atténuait chez les Occidentaux ; à leurs yeux, la monarchie se distinguait du despotisme en ce qu'elle respectait les lois

avec bibliographie ; sur les origines du Risorgimento, voir les ouvrages de E. ROTA et G. CANDELORO, cités ci-dessus, p. 85 ; L. DAL PANE, *Storia del lavoro in Italia dagli inizi del secolo XVIII al 1815* (Milan, 2^e éd., 1958, in-8°) ; G. QUAGGA, *Le Riforme in Piemonte nella prima metà del Settecento* (Modena, 1957, 2 vol. in-8°) ; H. HOLDACK, *Die Reformpolitik Leopolds von Toskana*, dans *Historische Zeitschrift*, t. CLXV, ann. 1941, p. 23-46 ; R. MORI, *Le riforme leopoldine nel pensiero degli economisti toscani* (Florence, 1931, in-8°) ; B. CROCE, *Storia del regno di Napoli* (Bari, 1925, in-8°) ; M. SCIPA, *Il regno di Napoli al tempo di Carlo III di Borbone* (Rome, 1923, 2 vol. in-8°) ; E. PONTIERI, *Il reformismo borbonico nella Sicilia del Settecento et dell' Ottocento* (Rome, 1945, in-8°), et *Il tramonto del baronaggio siciliano* (Florence, 1943, in-8°). — Espagne : voir notre t. XI, liv. III, ch. II et notre t. XII, liv. I^{er}, ch. V et liv. II, ch. II, § 7 ; G. DESDEVISES DU DÉZERT, *L'Espagne d'Ancien régime*, cité p. 24 ; A. BALLESTEROS Y BERETTA, *Historia de España*, cité p. 5, t. VI ; R. ALTAMIRA, *Historia de la nación e de la civilización española* (Barcelone, 1906-1911, 4 vol. in-12 ; 5^e éd., 1935), t. IV ; R. LEONARD, *Agrarpolitik und Agrarreform in Spanien unter Carlos III* (Munich, 1909, in-8°) ; D. VILLAR GRANGEL, *Jovellano y la reforma agraria* (Madrid, 1925, in-8°) ; A. FUGIER, *Napoléon et l'Espagne* (Paris, 1930, 2 vol. in-8°), t. I^{er}, introduction ; L. SÁNCHEZ AGESTA, *El pensamiento político del despotismo ilustrado* (Madrid, 1951, in-4°) ; J. SARRAILH, *L'Espagne éclairée de la seconde moitié du XVIII^e siècle* (Paris, 1954, in-8°) ; F. G. BRUGHERA, *Histoire contemporaine d'Espagne, 1789-1950* (Gap, 1954, in-8°) ; R. HERR, *The eighteenth century revolution in Spain* (Princeton, 1958, in-8°). — Portugal, voir notre t. XII, liv. I^{er}, ch. V, § 10 ; la plus récente histoire générale paraît être celle de F. DE ALMEIDA, *História de Portugal* (Coïmbre, 1922-26, 4 vol. in-8°). — Russie : sur Catherine II, voir notre t. XII, liv. I^{er}, ch. VIII et liv. III, ch. V ; P. MILIOUKOV, Ch. SEIGNOBOS et L. EISENMANN, *Histoire de Russie* (Paris, 1932, 3 vol. in-8°) ; ajouter : M. POKROWSKI, *Russkaya Istoria* (Moscou, 1924 et suiv., 4 vol. in-8°), et *Brief History of Russia* (New York, 1931-1933, 2 vol. in-8°) ; A. BRÜCKNER, *Katharina II* (Berlin, 1883, in-8° ; de la coll. « Allgemeine Geschichte » d'ONCKEN) ; voir J. KULISCHER, cité p. 38 ; R. PORTAL, cité p. 38 ; et, pour le servage, H. SÉE, cité p. 22. — Pologne : voir notre t. XII, liv. I^{er}, ch. IX, § 1 et 2 ; liv. III, ch. V, § 6 ; *The Cambridge history of Poland*, t. II : *From Augustus II to Pilsudski, 1687-1935* (Cambridge, 1941, in-8°) ; D. C. NIEWENGLAWSKI, *Les idées politiques et l'esprit public en Pologne à la fin du XVIII^e siècle* (Paris, 1901, in-8°) ; L. KNOPCZYNSKI, *Le liberum veto. Étude sur le développement du principe majoritaire* (Paris, 1930, in-8°) ; J. FABRE, *Stanislas-Auguste Poniatowski et l'Europe des lumières* (Paris, 1952, in-8° ; n° 116 des « Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg »). — Danemark, voir notre t. XII, ch. IX, § 1 ; E. HOLM, *Danmark-Norges historie*, t. V : *1720-1814* (Copenhague, 1902, in-8°) ; L. KRABBE, *Histoire du Danemark* (Paris, 1950, in-8°). — Suède, voir notre t. XII, liv. I^{er}, ch. IX, § 1 ; ajouter : R. SWANSHÖM et C. F. PALMIERSTIERN, *Histoire de Suède*, trad. fr. par L. MAURY (Paris, 1942, in-8°). — Pour la réaction en Allemagne : M. PHILIPPSON, *Geschichte des preussischen Staatswesens vom Tode Friedrichs des Grossen bis zu den Freiheitskriegen* (Leipzig, 1880-1882, 2 vol. in-8° ; inachevé : s'arrête à la mort de Frédéric-Guillaume II) ; P. SCHWARTZ, *Der erste Kulturkampf in Preussen in Kirche und Schule, 1788-1798* (Berlin, 1925, in-8° ; t. 58 de la coll. « Monumenta Germaniae paedagogica », fondée par K. KEHRBACH et publiée par la « Gesellschaft für deutsche Erziehungs- und Schulgeschichte ») ; L. FORESTIER, cité p. 67.

qu'elle avait faites et, effectivement, sauf si le prince jugeait son autorité en péril, cédait à un caprice ou laissait la bureaucratie abuser de son pouvoir, la personne et la propriété restaient sous la protection des tribunaux ordinaires.

D'autre part, en France, dès le *xvii^e* siècle, le souci d'accroître la puissance de l'État avait recommandé au gouvernement, comme précédemment aux Tudors, un mercantilisme qui encourageait les progrès du capitalisme ; pour autant que Louis XIV laissa faire Colbert, sa monarchie, déjà bourgeoise, fournit l'esquisse de ce qu'on appela ensuite le despotisme éclairé ; ce caractère s'accrut même par la restriction du rôle des seigneurs et des officiers au profit des intendants et, à la fin du règne, par l'obligation imposée à la noblesse de payer désormais la capitation et le dixième. Au *xviii^e* siècle, les idées nouvelles gagnèrent certains ministres et nombre d'administrateurs. L'intolérance atténua ses rigueurs ; la réglementation finit par se détendre ; en Espagne, Charles III renonça au monopole du trafic colonial ; la plupart du temps, on autorisa la circulation intérieure des grains ; le roi de Sardaigne s'assura le premier rang parmi les réformateurs en organisant le rachat collectif des redevances seigneuriales par les communautés rurales. Enfin, dans les États catholiques, le césaro-papisme des souverains, appliqués à gouverner leur clergé et à borner le pouvoir de la papauté en tout ce qui n'intéressait pas strictement le dogme, leur conserva un caractère propre : la suppression de la Compagnie de Jésus et le déclin du prestige de Rome semblèrent de bon augure aux partisans des lumières. Toutefois, les conflits sociaux demeurèrent pendants. Aussi admira-t-on étourdiment l'œuvre des despotes éclairés de Prusse et de Russie sans s'aviser que, dans ces deux pays, il ne s'agissait pas de moderniser la société ni même d'améliorer l'État, mais de le créer.

La volonté de puissance de leurs maîtres et la condition arriérée de ces États, en partie incultes et déserts, eussent suffi à orienter la politique. Dès l'origine, les princes s'y distinguèrent des autres par la tolérance religieuse, indispensable pour attirer tous ceux qui cherchaient asile. Néanmoins, ils empruntèrent beaucoup à la Hollande, à l'Angleterre, à la France et, par l'intermédiaire des institutions habsbourgeoises, à l'Espagne ; d'ailleurs, Frédéric II et ses fonctionnaires étaient de culture française et les tsars mirent leur noblesse à l'école des vieilles monarchies. Leur despotisme éclairé marqua l'extension vers l'est des institutions, de l'économie et de la civilisation de l'Occident.

Ils s'efforcèrent de constituer une administration centralisée et bureaucratique, colonisèrent leur domaine, pratiquèrent un strict mercantilisme et, tout en obtenant les louanges des philosophes, atteignirent leur but : remplir leur trésor, accroître leur armée et conquérir des territoires. On ne se rendait pas compte que ces réformes rapides, et d'ailleurs incomplètes, demeuraient fragiles, car le nouveau régime, confié à des fonctionnaires pliés à l'obéissance passive qu'on imposait à des sujets indifférents ou hostiles, risquait de s'enrayer dès que disparaîtraient les personnalités éminentes qui présidèrent à sa naissance. La Prusse n'allait pas tarder à en administrer la preuve et, déjà, Frédéric-Guillaume II, successeur de Frédéric II en 1786, se montrait manifestement incapable. Il était évident, en tout cas, que la rénovation économique, avantageuse pour l'État, les grands propriétaires et la bourgeoisie, n'aidait pas le reste de la population, parce qu'on la destinait à augmenter l'exportation, non la consommation intérieure ; en outre, le poids des impôts s'alourdissait ; la misère, le chômage, la mendicité ne sévissaient pas moins en Prusse qu'en Occident.

Quelques princes allemands méritaient les éloges des *Aufklärer* : Léopold d'Anhalt pour avoir patronné Basedow ; Charles-Auguste qui faisait de Weimar une capitale intellectuelle ; le margrave de Bade qui abolit le servage. Mais d'autres se signalaient par leur tyrannie : l'électeur de Hesse avait vendu ses soldats à l'Angleterre et Charles-Eugène de Wurtemberg, aux prises avec le Landtag, avait emprisonné Moser et Schubart.

Ce fut en Autriche surtout que Frédéric II trouva un émule. Déjà, Marie-Thérèse, vaincue, avait commencé de réorganiser l'État à l'instar de la Prusse, mais avec ménagement ; au contraire, depuis la mort de sa mère en 1780, Joseph II précipitait les réformes avec l'énergie impérieuse et l'activité impatiente d'un homme sans faiblesse pour lui-même. L'ensemble de son œuvre est à ce point cohérent et original qu'on éprouve quelque difficulté à l'expliquer uniquement par le souci de la puissance et l'exemple du rival : on dirait d'un doctrinaire. Pourtant, si les *Kameralisten* qui le servaient adhéraient de tout cœur à l'*Aufklärung*, on ne peut nier qu'il nourrit à l'égard des philosophes, notamment de Voltaire, une méfiance dédaigneuse et que, resté fidèle catholique, il défendit à ses sujets de changer de religion. Il n'en poussa pas moins la tolérance jusqu'à ouvrir les fonctions publiques aux chrétiens de toutes confessions ; il améliora le sort des juifs et, fait plus remarquable encore, institua

le mariage civil. Si l'on veut, nonobstant, qu'il ne doive rien aux idées du temps, il faudra conclure qu'on connaît peu de souverains dont le tempérament ait marqué avec plus de force leur gouvernement. Malheureusement pour lui, ses possessions offraient à sa tentative le terrain le plus défavorable qu'on pût imaginer, comportant des régions aussi différentes par la langue, la culture, le développement économique, la structure sociale et les institutions que la Belgique et la Lombardie, les provinces allemandes et la Bohême, la Galicie et la Hongrie. A toutes, Joseph II imposa son autorité absolue et une administration à peu près uniforme, au préjudice de l'autonomie des assemblées locales et des institutions traditionnelles ; dans la plupart des provinces, il exigea des fonctionnaires la connaissance de l'allemand. Simultanément, il surpassa de beaucoup le césaro-papisme des autres princes catholiques en réformant de fond en comble l'organisation ecclésiastique, en s'emparant des biens des séculiers transformés en fonctionnaires salariés et en supprimant nombre de monastères, sans se soucier du pape. Dans les provinces allemandes elles-mêmes et en Bohême, le mécontentement se manifesta. En Belgique, une opposition menaçante s'organisa sous la direction du clergé. En Hongrie, royaume qui n'appartenait pas au Saint-Empire, qu'une union personnelle seule joignait à l'Autriche, et dont la constitution et l'administration, toutes médiévales, livraient le pouvoir à la noblesse, la sensation fut violente ; s'attaquant finalement à la seigneurie, Joseph II allait pousser l'aristocratie magyare à la révolte.

En développant l'économie, les despotes éclairés de Prusse et de Russie s'engageaient dans la même voie que les vieilles monarchies : ils embourgeoisaient l'Ancien Régime. Mais une grande différence les séparait de leurs modèles. Juridiquement, les rois d'Occident maintenaient la bourgeoisie dans une condition inférieure à celle de la noblesse, mais ils ne lui interdisaient pas d'acheter des terres, des fiefs, des seigneuries et, en France, ils lui offraient la noblesse à prix d'argent. Partout, ils privilégiaient l'aristocratie, mais ils n'achetaient pas sa soumission en lui abandonnant les paysans : tous leurs sujets, même les serfs, pouvaient invoquer la protection de la justice royale, sans que ce fût un vain mot. En Prusse et surtout en Russie où les révolutions de palais n'étaient pas rares, les souverains redoutaient la noblesse et, en même temps, estimaient ne pouvoir se passer de ses services. Ils ménageaient la bourgeoisie, lui réservaient les professions libérales et le commerce, l'aidaient à créer des manu-

factures ; Catherine II lui accorda l'autonomie corporative et l'exemption du service militaire ; Frédéric l'employa dans son armée et dans son administration. Mais elle ne pouvait acquérir des terres sans autorisation, et l'anoblissement, sans être impossible, intervenait rarement puisque la vénalité des charges n'existait pas. Les nobles, au contraire, fournissaient la plupart des officiers et des administrateurs de haut rang et gardaient le monopole de la propriété foncière ; Catherine II leur concéda, en 1785, une charte qui les groupait en caste, sous la surveillance de dignitaires choisis par eux, et qui leur accordait des tribunaux particuliers ; en Prusse, ils étaient maîtres des États provinciaux et désignaient le *Landrath* du cercle ; pour eux seuls, le roi avait organisé un crédit hypothécaire. Toutefois, l'asservissement des paysans caractérisait de la manière la plus accusée la collusion de la royauté avec l'aristocratie. Frédéric II se montra favorable à l'abolition de la *Leibeigenschaft*, à la fixation et à la commutation des corvées et des redevances de l'*Untertan* ; mais il ne se risqua pas à intervenir dans le *Gut* où le *Junker* conservait un pouvoir arbitraire et levait même l'impôt foncier pour le compte du roi. En Russie, Catherine II étendit la servitude à l'Ukraine et distribua à ses favoris un nombre énorme de paysans enlevés au domaine impérial ou provenant des biens sécularisés du clergé ; le pouvoir discrétionnaire du noble était pire encore qu'en Prusse et il choisissait parmi ses serfs les recrues exigées par l'armée.

Le spectacle des pays limitrophes — Danemark, Suède, Pologne — ne pouvait que renforcer la prudence des souverains de Prusse et de Russie à l'égard de l'aristocratie. A Copenhague, l'instauration de l'absolutisme avait coûté la vie à Struensee, et Bernstorff, gouvernant d'accord avec la noblesse, s'il abolissait le servage, amorçait un remembrement agraire sur le modèle anglais. En Suède, les paysans étaient libres et, entre Gustave III et les nobles, le conflit restait politique : pourtant, en 1772, le souverain ne ressaisit le pouvoir qu'au prix d'un coup d'État, et il en méditait un second. La Pologne surtout offrait aux princes un exemple instructif : que les paysans y fussent opprimés, ils s'en souciaient peu ; mais l'anarchie féodale ne pouvait que les mettre en garde, puisque justement ils en avaient tiré parti pour démembrer la République.

Loin de rendre les rênes aux novateurs, certains souverains s'alarmèrent, en Allemagne, du déclin des idées traditionnelles dans le clergé, la bourgeoisie, voire la noblesse. Le loyalisme de la

maçonnerie, dirigée par Ferdinand de Brunswick, ne prêtait pas au soupçon ; mais des impatients s'irritaient de sa mollesse, notamment en Bavière où l'influence des Jésuites persistait. En 1776, Weishaupt fonda à Ingolstadt l'ordre des « illuminés », et, de concert avec le Hanovrien Knigge, le pourvut d'une hiérarchie et d'une discipline. En 1782, au convent de Wilhelmsbad près de Hanau, ils essayèrent sans succès de gagner les loges ; ils groupèrent cependant plus de 2.000 prosélytes dans l'Allemagne du Sud et à Vienne, dans les professions libérales, parmi les fonctionnaires et les gentilshommes. Les sectateurs de l'illuminisme critiquaient amèrement les pouvoirs établis et la société ; rien ne prouve, il est vrai, qu'ils aient envisagé une action révolutionnaire ; l'espoir était de gagner les gouvernements en y multipliant les affidés, comme le souhaitaient les philosophes. En Bavière, ils furent dénoncés par leurs ennemis comme des agents de l'Autriche, alors que celle-ci désirait annexer l'Électorat ; l'ordre fut supprimé en 1785 et les partisans des Jésuites déchaînèrent une campagne contre la pensée libre ; Weishaupt s'enfuit ; ses adeptes furent pourchassés et, à partir de 1787, exposés à des poursuites criminelles.

Simultanément, les Rose-Croix fomentaient en Prusse une répression gouvernementale contre l'*Aufklärung*. La mort de Frédéric II, en 1786, leur livrait ce royaume, car Frédéric-Guillaume II, neveu et successeur du grand roi, comptait parmi leurs affiliés. Wöllner et Bischoffwerder en profitèrent pour faire carrière, le premier comme ministre de la Justice et chef du *Geistesdepartement*, le second comme adjudant général dans le cabinet militaire du souverain. Le roi, bigame, n'édifiait pas les fidèles ; mais il entreprit de ramener les pasteurs et les professeurs à l'orthodoxie et l'« édit de religion » ouvrit une ère de tracasseries administratives pour eux, d'exigences dogmatiques pour les candidats ; la censure et l'inspection des manuels dont se servaient les élèves devinrent sévères. La réaction gagna la Saxe et le Hanovre.

Loin de s'y rallier, Joseph II ne tint même pas compte des ménagements que ses puissants voisins s'imposaient à l'égard de l'aristocratie, et ses déboires achevèrent de leur recommander la prudence. S'attaquant au régime seigneurial, il abolit le servage, admit l'*Untertan* devant ses tribunaux, ordonna de fixer les corvées et les redevances, autorisa leur commutation en numéraire, puis la rendit obligatoire ; finalement, en 1789, il associa cette transformation à celle de l'impôt foncier et à l'éta-

blissement d'un cadastre : 70 % du revenu devaient rester au tenancier, 12 1/3 passer à l'État, en sorte que le seigneur aurait à se contenter de 17 2/3. Une coalition générale se prépara contre lui, principalement en Hongrie, et, à la faveur de la guerre, difficile et coûteuse, commencée contre les Turcs en 1787, elle provoqua la décomposition de la monarchie. L'échec du Habsbourg s'accordait avec le succès de Frédéric II et de Catherine II pour montrer que, dans l'est de l'Europe, le despote éclairé ne pouvait réussir qu'en se conciliant l'aristocratie aux dépens du Tiers État. Soumise depuis longtemps et assoupie en Italie et en Espagne, elle s'y tenait tranquille pourvu que la hiérarchie sociale ne fût pas gravement menacée ; mais, là non plus, il ne pouvait être question d'abolir les privilèges.

II. — LA GRANDE-BRETAGNE¹.

L'évolution de l'Angleterre mettait en lumière le caractère arriéré du continent. L'ascension de la bourgeoisie, favorisée par le progrès de l'économie auquel la noblesse s'associait, y avait provoqué, sous le couvert du conflit entre anglicans et calvinistes comme de la lutte contre le catholicisme, les deux premières révolutions modernes. En fait, elles aboutirent à des compromis qui restèrent en vigueur jusqu'au XIX^e siècle. D'une part, l'aristocratie et la haute bourgeoisie s'entendirent pour dominer la société et diriger le gouvernement à leur profit ; de l'autre, la

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir notre t. XII, liv. I^{er}, ch. II, § 1, 2, 3, 11 ; liv. III, ch. II, § 4 à 7 ; L. CAHEN, L'évolution de la Grande-Bretagne dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, d'après des travaux récents, dans *Revue d'histoire moderne*, t. XI, ann. 1936, p. 60-77 ; le t. VI de la *Cambridge modern history*, cité p. 3 ; W. H. LECKY, *History of England from the peace of Utrecht to the peace of Versailles* (Londres, 1878-1890, 7 vol. in-8° ; nouv. éd., 1918-1925) ; W. HUNT, *Political history of England from the accession of George III to the close of Pitt's first administration* (Londres, 1905, in-8° ; de la coll. « Political history » de HUNT et POOLE) ; sir Ch. Grant ROBERTSON, *A history of England under the Hanoverians* (Londres, 1911, in-8° ; 14^e éd., 1944 ; de la coll. « History of England », publiée par C. OMAN) ; G. M. TREVELYAN, *British history in the XIXth century and after, 1782-1919* (Londres, 1922, in-8° ; nouv. éd., 1937) ; M. A. THOMPSON, *A constitutional history of England, 1642-1801* (Londres, 1938, in-8° ; t. IV de l'« Histoire constitutionnelle », en 5 vol., publiée sous la direction de R. TRÉHARNE) ; NAMIER, cité p. 60 ; J. H. ROSE, *Pitt and the national revival* (Londres, 1911, in-8°) ; D. G. BARNES, *George III and William Pitt, 1783-1806* (Stanford, Californie, [1939], in-8°) ; K. FEILING, *The second tory party, 1714-1832* (Londres, 1938, in-8°) ; A. HOPE-JONES, *Income-tax in the Napoleonic wars* (Cambridge, 1939, in-8°) ; É. HALÉVY, cité p. 60. — Pour l'Irlande, voir notre t. XII, liv. I^{er}, ch. III, § 6 ; ajouter sir H. MAC-ANALLY, *The Irish militia* (Dublin et Londres, [1949], in-8°).

royauté dut reconnaître définitivement les principes du régime constitutionnel ; la liberté de l'individu et l'égalité devant la loi se trouvèrent garanties en principe, telles du moins que les classes supérieures les comprenaient et, par suite, très incomplètement réalisées dans la pratique. Le souverain partagea le pouvoir avec le Parlement, c'est-à-dire avec l'aristocratie qui formait la Chambre des lords et, à la faveur d'un système électoral maintenu dans le chaos et la corruption, demeurait en partie maîtresse du recrutement de la Chambre des communes en respectant la part des riches notables et en cédant habilement, de temps en temps, un de ses « bourgs de poche » ou de ses « bourgs pourris » à quelque « capacité » qui se révélait dans les Universités, par exemple au jeune Pitt.

C'était pourtant la « prérogative » royale — les bourgs dont la couronne disposait, la distribution des sinécures, des « honneurs » et des pensions, la concession des fournitures — qui permettait au gouvernement de s'assurer une majorité docile ; durant les règnes des deux premiers Hanovres, les tories étant suspects de sympathie jacobite et la *gentry* frondant la nouvelle dynastie, les rois avaient dû aider les whigs à se rendre maîtres du Parlement et choisir les ministres dans leurs rangs ; ainsi s'était esquissé le régime « parlementaire », d'après lequel le pouvoir réel appartient à un « cabinet » homogène qui représente la majorité et change avec elle. Mais, le souvenir des Stuarts se perdant, Georges III se jugea libre d'user de la prérogative pour rendre à la couronne la direction du gouvernement et, depuis 1784, Pitt, ayant rompu avec les whigs, l'exerçait d'accord avec lui. Comme ils s'entendaient pour conférer la majorité aux « nouveaux tories », Pitt garde la réputation d'avoir consolidé le régime parlementaire ; en réalité, ne commandant qu'à un petit nombre de partisans personnels, il avait concédé au roi la faculté de faire échec aux réformes qu'il désapprouvait et, avide du pouvoir, persuadé d'ailleurs, comme son père, qu'il assurerait mieux que quiconque la grandeur et la prospérité du pays, il se résigna toujours aux déconvenues que le souverain lui infligea.

Le compromis social n'en souffrit pas et il domine la période. Installée au gouvernement et au Parlement, menant l'administration locale — les *justices of peace* dans les comtés, la *gentry* dans les paroisses —, l'aristocratie légiférait à son avantage : les enclosures et la *corn-law* l'attestent avec éclat. La haute bourgeoisie prenait sa part : elle veillait au maintien de la protection

douanière, des actes de navigation, du monopole colonial et des lois qui lui soumettaient la main-d'œuvre ; l'intérêt de l'énorme dette publique, les fournitures de guerre, le butin que procurait aux « nababs » leurs exactions dans l'Inde, accroissaient son capital. En créant l'empire britannique, le premier Pitt avait paru le fondé de pouvoir des deux groupes associés. Son fils, réparant patiemment les dommages de la guerre d'Amérique, pouvait légitimement soutenir qu'il remplissait même office. Il restaurait les finances en imposant un léger sacrifice à la richesse mobilière, réorganisait la trésorerie et amortissait la dette ; si la paix lui paraissait nécessaire à cet effet, il n'en reconstituait pas moins la flotte de guerre et guettait l'occasion de renforcer la position diplomatique de son pays.

Les ombres, toutefois, ne manquaient pas. Plus qu'ailleurs, la puissance de l'argent s'étalait sans frein. Tout s'achetait et on ne recherchait souvent l'accès au Parlement que pour élargir le champ de fructueuses opérations ; la vénalité, la cooptation, le népotisme viciaient l'administration, déjà faible en soi puisqu'elle était abandonnée en grande partie à l'aristocratie. Les dissidents restaient soumis au *test* et les lois d'exception contre les catholiques subsistaient. Les mœurs de beaucoup d'oligarques scandalisaient le puritanisme que soutenait la renaissance religieuse ; on désirait épurer la vie publique ; la bienfaisance et l'utilité sociale se joignaient à la charité pour recommander d'organiser l'assistance, l'instruction populaire ou d'améliorer les prisons ; une société réclamait l'abolition de la traite des noirs. La situation de l'Irlande ne cessait, en outre, d'inquiéter ; la grande majorité des habitants, restée catholique, s'irritait de payer la dime et les taxes paroissiales à l'Église établie et d'être privée du droit de vote. Les protestants s'accordaient avec leurs compatriotes pour se plaindre qu'on entravât l'industrie de l'île en lui fermant le marché anglais ; Grattan, leur chef, voulait que le Parlement de Dublin acquit l'autonomie législative. Les misérables tenanciers, exploités par les *middlemen*, fermiers généraux des lords, se vengeaient par des crimes agraires qui entretenaient l'insécurité ; ils commençaient d'ailleurs à émigrer aux États-Unis. Pendant la guerre d'Amérique, on avait laissé les Irlandais s'armer comme volontaires pour repousser les Français : ce précédent pouvait mener loin.

Mais on ne devait pas espérer beaucoup du Parlement britannique aussi longtemps qu'une réforme électorale n'y aurait pas changé l'atmosphère. Chassés du pouvoir, les whigs, sous la

direction de Fox, de Sheridan, de Burke, formaient à présent un parti d'opposition, peu cohérent sans doute, mais d'accord pour critiquer systématiquement le gouvernement : une des conditions essentielles du parlementarisme se trouvait en voie de se réaliser ; ils s'attaquaient au patronage royal et préconisaient la réforme « économique », c'est-à-dire la réduction des sinécures et autres moyens de corruption. Il ne leur échappait point que l'essentiel eût été la réforme électorale ; mais, profitant du régime, ils ne se pressaient pas de l'ébranler. Fox préférait compter sur l'avènement de son ami, le prince de Galles, pour ressaisir les rênes. Beaucoup plus redoutable devait bientôt paraître l'agitation démocratique au sein de la petite bourgeoisie. Active après 1760, sous la direction de Wilkes, elle n'avait pas gagné le prolétariat et, pour l'instant, sommeillait ; mais la Révolution française allait la ranimer. En attendant, la principale menace pour l'Ancien Régime résultait d'une rupture éventuelle entre l'aristocratie et la bourgeoisie capitaliste ; celle-ci ne jouissait pas dans l'État de toute l'influence dont elle s'estimait digne et l'essor de l'industrie risquait de tourner un jour les manufacturiers contre les propriétaires fonciers ; ce péril n'était pourtant pas imminent. Pitt, conscient de ces difficultés, souhaitait en écarter quelques-unes en émancipant dissidents et catholiques, en supprimant la traite, en ouvrant le marché anglais à l'Irlande, en opérant une modeste réforme électorale. Le roi fit rejeter toutes ses propositions. Le ministre parvint seulement à atténuer la protection douanière et à conclure le traité de commerce avec la France. Malgré tout, les mécontents ne s'interdisaient pas d'espérer, à raison du caractère constitutionnel et représentatif des institutions, que l'oligarchie finirait par capituler pacifiquement.

Les compromis que les dirigeants britanniques, avec un opportunisme réaliste d'hommes d'affaires, avaient fait prévaloir sur les audaces révolutionnaires, leur valaient des admirateurs. Ce qui frappa surtout la bourgeoisie française de 1789, c'est que, en Grande-Bretagne, on n'aimait point parler de l'égalité ; en fait, pour les classes dominantes, la liberté et les droits politiques devaient se proportionner à la naissance et à la richesse ; elles regardaient l'égalité des droits comme une machine de guerre propre à ébranler la hiérarchie sociale au profit du populaire. Associée à l'aristocratie, la haute bourgeoisie ne voyait pas de raison pour mettre pareil principe en vedette : il en alla autrement en France.

III. — LES PROVINCES-UNIES ET LES PATRICIATS CONTINENTAUX¹.

Il existait sur le continent quelques États de petite taille qu'on pouvait être tenté de rapprocher de l'Angleterre. Ils différaient d'elle en général par la position subordonnée de la noblesse militaire et par l'origine bourgeoise, ordinairement ancienne, de l'oligarchie gouvernante dont les membres excluaient du pouvoir leurs congénères d'ascension récente.

Les Provinces-Unies, fédération républicaine d'États autonomes auxquels s'adjoignaient des territoires sujets, étaient réputées le pays le plus libéral et tenaient une place éminente dans l'histoire de la civilisation. La noblesse survivait et gardait une part de l'autorité seigneuriale, surtout dans l'est ; mais elle s'effaça dès le XVII^e siècle, alors que la Hollande brillait au premier rang dans l'économie européenne. Si le prince d'Orange, Guillaume V, né d'une mère anglaise et beau-frère du roi de Prusse, conservait le stathoudérat des forces armées et prêtait au soupçon d'aspirer à la royauté, la haute bourgeoisie restait encore maîtresse de l'État, de la Compagnie des Indes et de la Banque d'Amsterdam. Mais la décadence paraissait sensible. Sur mer et en Asie, il avait fallu céder la primauté aux Anglais. Dépourvue de houille et de matières premières, l'industrie ne se renouvait pas et les capitaux s'employaient de préférence au

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Hollande : voir notre t. XII, liv. II, ch. I^{er}, § 9 ; P. BLOK, cité p. 5, le t. IV de la 3^e éd. ; A.-E. SAYOUS, Le patriciat d'Amsterdam, dans *Annales d'histoire sociale*, t. II, ann. 1940, p. 177-198, bibliographie ; H. DE PEYSTER, *Les troubles de la Hollande à la veille de la Révolution française* (Paris, 1905, in-8^o) : en tête, description de la situation du pays. — Suisse : voir notre t. XII, liv. II, ch. III, § 6 ; J. DIRAUER, *Geschichte der schweizerischen Eidgenossenschaft* (Gotha, 1887-1922, 6 vol. in-8^o) ; de la coll. « Geschichte der europäischen Staaten » de HEEREN et UCKERT, les t. III et IV ; trad. fr. augmentée, par A. REYMOND, *Histoire de la Confédération suisse* (Paris et Lausanne, 1911-1919, 6 vol. in-8^o), les t. III et IV ; E. GAGLIARDI, *Geschichte der Schweiz von den Anfängen bis auf die Gegenwart* (Zurich, 1920-1927, 3 vol. in-8^o) ; 2^e éd. refondue et augmentée, 1937), t. II : 1519-1798 ; trad. fr. de la 1^{re} éd. par A. REYMOND, *Histoire de la Suisse* (Lausanne, 1925), t. I : Des origines à 1798 ; J. C. MÖRIKOFER, *Die schweizerische Literatur des XVIIIten Jahrhunderts* (Leipzig, 1861, in-8^o) ; V. ROSSEL, *Histoire littéraire de la Suisse romande*, t. II (Genève, 1891, in-8^o). — Gênes : F. DONAVER, *La storia della repubblica di Genova* (Gênes, 1913-14, 3 vol. in-16) ; P. NURRA, *Genova nel Risorgimento* (Milan, 1948, in-8^o) : le ch. II. — Venise : H. KRETSCHMAYER, *Geschichte von Venedig* (Stuttgart, 1934, 3 vol. in-8^o), t. III : Der Niedergang ; K. SCHILLMANN, *Venedig. Geschichte und Kultur Venetiens* (Leipzig et Vienne, 1933, in-8^o) ; P. MOLMENTI, *Venezia nella vita privata* (Turin, 1905, in-8^o) ; Ch. DIEHL, *Une république patricienne : Venise* (Paris, 1918, in-12) ; aperçu du régime vénitien dans G. MAC-CLELLAN, *Venice and Bonaparte* (Princeton, 1931, in-8^o) ; M. BERENGO, *La società veneta alla fine del 700* (Firenze, 1950, in-8^o).

financement des grandes puissances ; le bourgeois néerlandais, tournant au rentier, perdait son élan. Le népotisme et la coopération concentraient les fonctions publiques entre les mains d'un petit nombre de lignages : la haute bourgeoisie devenait un patriciat uni pour maintenir son monopole et atteint par la corruption. Parmi ceux qu'elle tenait à l'écart, se recrutait un parti « patriote » qui souhaitait une revision de l'organisation politique pour accéder au pouvoir, rendre du nerf au gouvernement et transformer la fédération en une république unitaire. La guerre d'Amérique venait de mettre à nu la faiblesse du régime et la Banque, par ses avances à la Compagnie des Indes et à la ville d'Amsterdam, se voyait en péril. Cependant les réformistes n'obtenaient rien. Ils redoutaient d'ailleurs le prolétariat qui, par hostilité contre la bourgeoisie, avait toujours penché vers la faction orangiste.

La Suisse ne formait pas un État ; elle n'était qu'une confédération de cantons indépendants, dont plusieurs commandaient à des pays sujets et qu'unissait uniquement le souci de la défense commune. Il subsistait des nobles ; mais les droits seigneuriaux pesaient moins que la dîme, passée en grande partie aux mains des gouvernements protestants. Dans chaque canton, l'autorité appartenait à une oligarchie, particulièrement bien nantie à Berne, Zurich et Bâle ; toutefois, le transit, l'industrie rurale, les prêts à l'étranger profitaient aussi à des familles bourgeoises exclues du pouvoir, qui soupiraient après l'unité nationale et une réforme politique. A Genève, république étrangère, mais alliée à la Confédération, le conflit tourna en révolution : le patriciat des « négatifs » se vit détrôner en 1782 par le parti des « représentants », c'est-à-dire des bourgeois qui eussent été admis aux assemblées générales si on les avait jamais réunies, et par les « natifs » privés de droits politiques. La France et les « messieurs de Berne » y mirent bon ordre ; les émigrés genevois et suisses allaient bientôt s'assurer un rôle dans l'Europe bouleversée.

Des patriciats géraient également, en Allemagne, les nombreuses républiques urbaines qui dépendaient directement de l'empereur ; à part les ports hanséates et Francfort, elles végétaient obscurément. En Italie, Venise et Gênes constituaient aussi des républiques patriciennes ; mais, chez elles, l'évolution s'achevant, les familles gouvernementales, enrichies par le commerce et la finance, s'arrogeaient la noblesse ; à Venise, inscrites au « livre d'or », elles se perpétuaient en caste et leur absolutisme policier jouissait d'une légitime célébrité.

Tous ces États présentaient quelques traits communs. Leur position géographique les avait tenus à l'écart de l'expansion océanique ou bien leur faiblesse territoriale et démographique avait réduit leur part ; leurs ressources naturelles ne permettaient pas de dépasser franchement le stade commercial du capitalisme. Les patriciats, fermés et sclérosés, se maintenaient parce que la bourgeoisie qu'ils écartaient du pouvoir, faible par elle-même, ne trouvait dans ce qui pouvait rester de noblesse militaire ni exemple, ni alliance, tandis que, à l'égard des classes populaires, elle éprouvait autant de méfiance qu'ailleurs.

IV. — LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE¹.

Les Anglo-Saxons d'Amérique offraient un exemple autrement suggestif. En conflit avec la métropole, les « insurgents » lui

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Bibliographies dans S. MORISON et H. COMMAGER, cités ci-dessous ; plus brève dans R. PALMER, p. 868 (cité p. 3). Se reporter à notre t. XII, liv. I^{er}, ch. III, § 2 à 5, liv. II et liv. III, ch. I^{er}. S. E. MORISON et H. S. COMMAGER, *The rise of the American Republic*, t. I (New York, 1931 ; nouv. éd., 1939, 1942) ; H. ADAMS, *History of the United States* (New York, 1890-1917, 9 vol. in-8° ; nouv. éd., 1909-1911, 1921), le t. I^{er} ; E. CHANNING, *History of the United States* (New York, 1905-1925, 5 vol. in-8°), le t. III (1760-1789) ; S. M. BEMIS, *A diplomatic history of the United States* (New York, 1936 ; nouv. éd., 1946, 1950) ; *The Cambridge modern history*, citée p. 3, t. VII (1903) ; *The Cambridge history of the British Empire*, citée p. 5, t. I^{er} ; *A history of American life*, publiée sous la direction d'A. SCHESINGER, D. R. FOX et C. BECKER, t. IV, *The revolutionary generation, 1763-1790*, par E. B. GREENE (New York, 1945, in-8°) ; D. PASQUET, cité p. 6 ; F. J. TURNER, *The frontier in American history* (New York, 1920, in-8°) ; C. W. WRIGHT, *Economic history of the United States* (New York, 1941, in-8°) ; H. V. FAULKNER, *American economic history* (New York, 1924, in-8° ; 4^e éd., 1938) ; H. BELL, *The West India trade before the American revolution*, dans *The American historical review*, t. XXII, ann. 1917, p. 272-287 ; K. W. PORTER, *John Jacob Astor businessman* (Cambridge, Mass., 1931, 2 vol. in-8° ; nos 1 et 2 des « Harvard studies in business history ») ; J. B. MAC MASTER, *The life and times of Stephen Girard, mariner and merchant* (Philadelphie, 1918, 2 vol. in-8°) ; *The Cambridge (U.S.A.) history of American literature* (1933, 3 vol. in-8°), le t. I^{er} ; C. BECKER, *The Declaration of Independence : a study in the history of political ideas* (New York, 1922 ; réimprimé avec introduction, 1941) ; A. C. MAC LAUGHLIN, *Confederation and constitution* (New York, 1905, in-8°) ; du même, *Foundations of American constitution* (New York, 1932, in-8°) ; du même, *Constitutional history of the United States* (New York, 1935, in-8°) ; Ch. A. BEARD, *Economic interpretation of the constitution* (New York, 1913, in-8° ; nouv. éd., 1923), important ; F. JAMESON, *The American Revolution considered as a social movement* (Princeton, 1926 ; nouv. éd., 1940, in-8°) ; B. FAY, *George Washington, gentilhomme américain* (Paris, 1931, in-12) ; du même, *Franklin* (Paris, 1930-31, 3 vol. in-12 ; le 3^e vol. contient la bibliographie) ; O. WOSSLER, *Die amerikanischen Revolutionsideale in ihrem Verhältnis zu den europäischen Untersucht an Th. Jefferson* (Munich et Berlin, 1929, in-8°) ; C. L. VER STEEG, *Robert Morris, revolutionary financier* (Philadelphie, 1954, in-8°). — Pour l'influence de la révolution américaine, biographie de La Fayette par L. GOTTSCHALK, *Lafayette comes to America* (Chicago, 1935, in-8°) ; *Lafayette*

opposèrent non seulement les franchises traditionnelles, mais le droit naturel resté vivant chez les puritains, énoncèrent les prérogatives de l'homme et du citoyen dans des déclarations universalistes et créèrent une république au nom de la souveraineté du peuple.

La commotion remua profondément le monde européen. L'excitation romantique que suscita la rébellion victorieuse ébranla, comme toujours, la soumission à l'ordre établi, et les conséquences furent très diverses. L'Irlande tira profit des inquiétudes du gouvernement britannique ; la laissant armer des volontaires pour résister à une invasion éventuelle, il se jugea obligé de se la concilier en lui ouvrant le marché colonial, en l'autorisant à exporter ses laines et plusieurs produits manufacturés, en atténuant les mesures d'exception contre les catholiques. Le premier démembrement d'un empire colonial encouragea partout les créoles à revendiquer l'autonomie, sinon l'indépendance. En Angleterre, la révolution américaine enthousiasma les démocrates, au point que Thomas Paine alla se joindre aux « insurgents » ; elle préluda ainsi au réveil de leur propagande, que les événements de France n'allaient pas tarder à développer. Sur le continent, tous les fidèles de la philosophie des lumières s'émurent : la popularité inouïe de Franklin en témoigne ; fils d'un petit épicier, longtemps compagnon typographe, accédant à l'aisance comme libraire et trafiquant, parvenu à prendre rang dans la bourgeoisie, à jouer un rôle dans le journalisme et la maçonnerie, et finalement dans la politique et la diplomatie, il figurait le symbole de l'ordre nouveau. Parmi les Français, le souvenir de la guerre de Sept ans compta pour beaucoup dans le désir d'aider les colons révoltés contre l'Angleterre ; mais, à combattre à leur côté, l'éducation politique de nombre d'officiers, la plupart gentilshommes et au premier rang le marquis de La Fayette, s'élargit singulièrement et les destina, revenus dans leur patrie, à former, au cours de la crise prochaine, le noyau de la noblesse libérale. A la nouvelle république, certains révolutionnaires, Condorcet notamment, devront quelques-unes de leurs inspirations.

joins the American army (1937, in-8°) ; *Lafayette and the close of the American Revolution* (1942, in-8°) ; *Lafayette between the American and the French Revolution* (1950, in-8°) ; du même, *The place of the American Revolution in the causal pattern of the French Revolution* (Earton, Pennsylvania, 1948, in-8° ; publié par « The American friends of Lafayette ») ; R. DE CRÉVECŒUR, *Saint-John de Crèvecoeur. Sa vie et ses ouvrages* (Paris, 1883, in-8°) ; Miss L. M. GIDNEY, *L'influence des États-Unis d'Amérique sur Brissot, Condorcet et Mme Roland* (Paris, 1930, in-8°).

Aux États-Unis comme en Angleterre en 1688, le succès de la révolution dépendit d'un compromis entre une aristocratie de grands propriétaires fonciers et une haute bourgeoisie de financiers, de marchands, d'armateurs et de manufacturiers, avec ces différences capitales que, d'une part, les colonies, n'ayant jamais eu de Chambre des lords, ne conservèrent, une fois la royauté disparue, aucun pouvoir politique héréditaire, et que, d'autre part, les gentilshommes, Washington entre autres, dépourvus de privilèges, ne se distinguaient que par la prédominance de la terre dans leur patrimoine. Dans cette société où la richesse, plus nettement encore que dans le vieux monde, constituait l'assiette de la hiérarchie, la préoccupation des classes dominantes ne différait pas essentiellement de celle des maîtres de la Grande-Bretagne : il s'agissait de savoir si la république n'évoluerait pas vers la démocratie. Toutefois, les conséquences de la guerre, plus encore que le souci de l'avenir, mirent les dirigeants en défense parce que leurs intérêts immédiats en souffrirent. Les divers États et le Congrès confédéré émirent du papier-monnaie et contractèrent des emprunts ; on les cotait fort bas et les créanciers privés risquaient de se voir remboursés à vil prix. La navigation, le commerce, l'industrie avaient périclité durant les hostilités et, la paix revenue, la concurrence anglaise leur resta redoutable.

Ayant participé à la lutte pour l'indépendance, les classes populaires remuaient, principalement les petits propriétaires et les fermiers qui, débiteurs, trouvaient leur compte à l'inflation. Une certaine hostilité se manifestait à l'égard de la bourgeoisie capitaliste et des planteurs ; on visait spécialement les spéculateurs qui accaparaient à vil prix les billets et les titres d'emprunts dépréciés ; on ne s'indignait pas moins de les voir se porter acquéreurs de lots énormes de terres disponibles, afin de les morceler avant de les revendre ; la révolution entraîna en effet, comme bientôt en France, un transfert des propriétés foncières confisquées sur les loyalistes émigrés. En outre, les *squatters* pénétraient dans les plaines de l'Ohio et, en 1787, le Congrès réglementa la prise de possession de ces « territoires de l'ouest » ; les hommes d'affaires cherchaient même à y intéresser les Européens. Enfin, l'esprit de la révolution contestait l'esclavage : plusieurs États, supprimant la traite, se montrèrent disposés à en assurer l'extinction.

En principe, chacun des treize États demeurait indépendant et on ne savait si l'Union, comme la Confédération helvétique en

Europe, ne resterait pas limitée à la défense commune ; l'autorité fédérale ne détenait aucun pouvoir qui lui permît de mettre fin à l'inflation et d'assainir la monnaie, de consolider la dette et d'en acquitter l'intérêt, d'établir un tarif douanier, d'entretenir des forces armées pour en imposer à l'étranger et pour protéger les possédants. Ceux qui prirent l'initiative de provoquer l'adoption de la constitution de 1787, qui créa le gouvernement des États-Unis, quelle qu'ait été la portée de leur action et quelque gloire qu'elle leur vait, n'obéirent pas uniquement au désir de former une nation : l'intérêt de leur classe, voire l'intérêt personnel les guidèrent partiellement. Washington lui-même comptait parmi les plus riches propriétaires de la République ; Robert Morris était un spéculateur de haut vol ; Franklin ne dédaignait pas le gain. Hamilton, qui mourut pauvre, mérita, semble-t-il, moins que tout autre les cruelles attaques que son rôle éminent lui attira ; mais sa politique tendit ouvertement à favoriser l'essor du capitalisme commercial et industriel. Les grands propriétaires, pourtant, se rallièrent au projet, afin qu'un exécutif fédéral efficace les garantît contre une révolte éventuelle des noirs, et à la condition que la question de l'esclavage fût abandonnée à la décision particulière de chaque État. Le droit de vote et l'éligibilité se trouvaient partout subordonnés à un cens ; d'ailleurs, les masses populaires, dans une contrée immense, au peuplement sporadique, dépourvue de routes, ne possédaient aucune organisation, en face d'une minorité riche et instruite ; le prolétariat des villes resta indifférent ou suivit ses employeurs ; l'opposition ne se montra vigoureuse que parmi les ruraux et les combattants licenciés qu'on avait payés en papier déprécié.

Maîtres de la Convention de Philadelphie, les dirigeants, tout en reconnaissant la souveraineté populaire, laissèrent subsister le régime électoral particulier des États et s'appliquèrent à diviser les pouvoirs fédéraux de manière à prévenir toute entreprise qui pût leur porter ombrage. Le Sénat et la Chambre des représentants, élus aussitôt après, ne figurèrent qu'un prolongement de la Convention ; quand Washington eut assumé la présidence en 1789, plus de la moitié de ceux qui avaient rédigé la constitution entrèrent dans son gouvernement. Hamilton, secrétaire de la trésorerie, put se mettre à l'œuvre : les années 1790 et 1791 virent le Congrès consolider la dette au pair, y compris celle des États qui doubla la charge ; créer une Banque nationale dont le capital admit, pour les trois quarts, des titres d'emprunt fédéral ; voter un tarif douanier ; vendre les terres publiques

également payables pour une part en titres d'emprunt : autoriser le recrutement de forces de terre et de mer ; enfin, compléter les ressources financières par un droit sur l'alcool qui frappa les innombrables petites distilleries des paysans. En constituant l'appareil de l'État, la réaction satisfait ainsi ses intérêts et barra de son mieux la route à la démocratie. S'il n'avait tenu qu'à Hamilton, on fût allé plus loin, car il admirait la constitution anglaise à raison de ses lords héréditaires ; John Adams pensait aussi que, pour le moins, des gouvernants voyageurs seraient plus rassurants. En groupant les officiers de l'armée de la libération dans la *Société de Cincinnati*, on avait déjà essayé, vainement à la vérité, de les ériger en une aristocratie héréditaire.

Il paraît douteux qu'en Europe les démocrates aient connu les racines économiques et sociales de cette vie politique. Toutefois, par comparaison avec les principes proclamés à l'aurore de la révolution américaine, ils trouvèrent à reprendre dans son œuvre. Quand elle parlait de liberté de conscience, elle ne s'intéressait qu'aux chrétiens : pour les noirs, l'esclavage subsistait ; comme en Angleterre, les dirigeants s'abstenaient d'insister sur l'égalité des droits, sans doute parce qu'ils estimaient qu'elle allait de soi dans un pays qui ne connaissait pas de privilèges légaux, mais aussi parce que ce principe pouvait servir de prétexte aux revendications des classes populaires ; et pour plus de sûreté, on le mettait sous le boisseau, en leur refusant le droit de vote.

V. — LA FRANCE¹.

Entre l'Angleterre constitutionnelle et le continent despotique, les caractères de la monarchie française lui assignaient une place médiane : elle ne partageait pas le pouvoir avec l'aristocratie comme en Grande-Bretagne ; elle ne lui abandonnait pas les paysans comme en Prusse et en Russie ; lui conservant ses pri-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir notre t. XII, liv. I^{er}, ch. IV ; liv. II, ch. II, § 1 à 6 ; liv. III, ch. III ; bibliographie générale de l'Ancien Régime dans E. PRÉCLIN et V. TAPIÉ, *Le XVII^e siècle* (Paris, 1943, in-8° ; t. VII, 1 de la coll. « Clio »). Ajouter : D. DAKIN, *Turgot and the Ancien régime in France* (Londres, 1939, in-8°) ; J. EGRET, *Le Parlement du Dauphiné et les affaires publiques dans la seconde moitié du XVIII^e siècle* (Grenoble, 1942, in-8°) ; H. FRÉVILLE, *L'intendance de Bretagne (1689-1790). Essai sur l'histoire d'une intendance en pays d'États au XVIII^e siècle* (Rennes, 1953, 3 vol. in-8° ; le 3^e volume porte sur l'évolution de l'intendance sous le règne de Louis XVI). Sur les institutions de la France à la veille de la Révolution, consulter P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de l'ancienne France* (Paris, 1889-1898, 2 vol. in-8°), le t. II ; J. ELLUL, *Histoire des institutions*, t. II : *Institutions françaises, *Du Moyen Âge à 1789, **De 1789 à 1870* (Paris, 1956, 2 vol. in-12 ; coll. « Thémis »).

vilèges, elle laissait en même temps fourmiller les anoblis et grandir la bourgeoisie.

La monarchie étant, au temps de Louis XIV, devenue absolue, centralisatrice et bureaucratique, il parut que rien n'ébranlerait plus sa suprématie et la soumission de la noblesse sembla définitive. En réalité, la réaction aristocratique caractérisa le XVIII^e siècle, tout autant que l'ascension de la bourgeoisie : elle ne songea plus à recourir aux armes et ce fut par des procédés bourgeois — l'opposition des cours souveraines et l'appel à l'opinion — qu'elle contrecarra et mina l'autorité du roi. La noblesse d'épée, d'origine roturière plus ou moins proche en dépit de ses prétentions, ne resta pas en arrière et les « officiers » firent chorus parce que les intendants leur retiraient peu à peu l'administration locale. Les gentilshommes alliés aux évêques dominaient les États provinciaux ; là où ces derniers avaient disparu, ils rêvaient de les rétablir ; progressivement, les successeurs du Grand Roi, se départant à leur égard de la méfiance de l'ancêtre, leur abandonnèrent les hautes fonctions d'autorité ; sous le règne de Louis XVI, un Saint-Simon n'aurait pu reprocher au souverain de ne s'entourer que de « vile bourgeoisie » : tous les ministres furent nobles à quartiers, sauf Necker ; et les intendants, de même souche, résidant longtemps dans leurs généralités, s'y mariant, y achetant des terres, fraternisaient avec les seigneurs du pays.

Aussi le despotisme éclairé, en France, ne se montra-t-il efficace que par l'action pratique d'un personnel administratif souvent remarquable. Les tentatives de réformes structurales de Machault, de Maupeou et de Turgot échouèrent devant la résistance des organes de l'aristocratie, les Parlements, l'assemblée du clergé, les États provinciaux. L'organisation ne s'améliora guère ; Louis XVI gouvernait, à peu de chose près, avec les mêmes ministères et les mêmes conseils que Louis XIV. Sans doute l'unité nationale poursuivit ses progrès par le développement des communications et des relations économiques, l'éducation des collèges, l'attraction de la capitale ; la France n'en resta pas moins divisée en « pays d'élections », où l'intendant, maître de sa généralité, ne redoutait que le Parlement, et en « pays d'États », où il lui fallait compter avec les États provinciaux qui accrurent leur autonomie, surtout en Bretagne. Le Midi restait fidèle au droit romain et le Nord à ses nombreuses coutumes ; la noblesse conservait les siennes ; les officialités appliquaient le droit canon et les ordonnances royales se superposaient au tout. Les douanes intérieures et les péages, la diversité du régime fiscal entravaient

la constitution d'un marché national ; les poids et mesures variaient d'une région à l'autre ou même entre paroisses ; les circonscriptions administratives, judiciaires, financières, religieuses, prodigieusement inégales et empiétant les unes sur les autres, n'offraient que chaos. Provinces et villes, souvent dotées de privilèges et les considérant comme un rempart contre l'absolutisme, manifestaient un particularisme obstiné. C'était comme la mission historique du Capétien de donner à la communauté qu'il avait constituée en rassemblant les terres françaises sous son sceptre, l'unité administrative qui s'harmoniserait avec la conscience qu'elle prenait d'elle-même et qui, d'ailleurs, serait aussi favorable à l'exercice de son pouvoir que commode et utile à tous. Ses fonctionnaires n'eussent pas demandé mieux que de la réaliser, car, en même temps que la puissance royale, elle aurait accru leur propre influence ; mais, pour cette raison même, ils se heurtaient avant tout à la résistance passionnée de l'aristocratie. L'achèvement du grand œuvre monarchique mettait en question la structure de la société qui était, en soi, la négation même de l'unité.

Que les circonstances vinssent en fournir l'occasion, le pouvoir royal, devenu languissant, risquait de voir la réaction nobiliaire s'accroître plus audacieusement encore contre lui, et il se pourrait que la bourgeoisie la soutînt. Nobles d'épée ou de robe qui s'appuyaient sur les précédents historiques, « officiers » attachés à leur tradition professionnelle, hommes de loi et philosophes qui invoquaient le droit naturel et la spéculation rationaliste, tous aboutissaient pareillement à borner par la loi le pouvoir du prince et à garantir l'individu contre l'arbitraire. Grands propriétaires fonciers et bourgeois capitalistes voyaient tous de bon œil la liberté économique. Sur maintes réformes administratives, nulle difficulté de principe non plus. A ce compte, une coalition des notables pour imposer à la royauté le régime constitutionnel et le respect de la liberté se réaliserait en France comme elle avait triomphé en Angleterre : de fait, elle s'esquissera en Dauphiné.

Mais la solution britannique ne comportait pas seulement un compromis entre le souverain et les notables ; elle en supposait un autre entre nobles et bourgeois ; or, de pareille entente, l'aristocratie française ne voulait pas, à part une minorité qui comprenait, par l'exemple de la Grande-Bretagne et des États-Unis, qu'elle n'y perdrait rien. Les gentilshommes n'ignoraient pas la puissance de l'argent et que, sans lui, la naissance ne permettait pas de faire carrière ; à la Cour, ils quétaient les faveurs royales ; certains s'intéressaient à de grandes entreprises ; Talley-

rand spéculait déjà ; c'est au profit des grands propriétaires fonciers que, dans certaines provinces, la clôture et le triage des communaux furent autorisés ; on s'efforçait de tirer des paysans un revenu croissant, et c'est ce que nous appelons la « réaction seigneuriale ». Cependant, alors que les uns se rapprochaient ainsi de la haute bourgeoisie par le sens des affaires et le genre de vie, d'autres ne pouvaient plus tenir leur rang ; Mirabeau se déclassait à vendre sa plume ; Chateaubriand soupirait obscurément après des nouveautés qui ouvriraient la voie à son ambition : « Levez-vous, orages désirés ! » D'une mentalité militaire et féodale, la plupart des nobles français ne savaient pas s'adapter à l'ordre bourgeois et, d'ailleurs, ne le voulaient pas, préférant s'appauvrir et même vivre en hobereaux besogneux plutôt que déroger. Le remède, ils l'entrevoyaient dans un exclusivisme outrancier : que leur ordre se constituât en caste fermée ; que fût supprimée la vénalité des charges qui permettait de s'y faufiler ; qu'on lui réservât toutes les fonctions compatibles avec sa dignité ; qu'on multipliât des écoles spéciales pour les fils et des chapitres nobles pour les filles. Déjà, plusieurs Parlements n'acceptaient plus de roturiers et le roi, premier gentilhomme du royaume, avait égard à ces vœux ; tous les évêques étaient nobles et, depuis 1781, on ne devenait officier, sans passer par le rang, qu'en faisant preuve de quatre quartiers. A cet égard, les nobles français ressemblaient à leurs congénères du continent, sans s'aviser que la puissance de la classe rivale, qu'ils défiaient, rappelait, au contraire, celle qu'elle possédait dans les pays anglo-saxons. « Les chemins sont fermés de toutes parts », écrivait Barnave, et Sieyes, chanoine à Chartres, constatait qu'il n'atteindrait pas à l'épiscopat. Puisque les portes se fermaient, il ne restait qu'à les enfoncer. Pour défendre sa cause, la bourgeoisie française, contrairement à celle de l'Angleterre et des États-Unis, fut ainsi conduite à mettre l'accent sur l'égalité des droits, d'où la Révolution de 1789 tire sa signification originale dans l'histoire du monde.

VI. — LES RIVALITÉS DES ÉTATS¹.

La formation des grands États, en éliminant dans chacun d'eux l'anarchie féodale, avait favorisé l'essor de la civilisation

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir notre t. XII, liv. 1^{er}, ch. IX ; liv. II, ch. III, § 5, 6, 9 ; liv. III, ch. III, § 3, 4, 5 et ch. IV, § 7 ; consulter le t. IX, 1, liv. II, de l'*Histoire de France* publiée sous la direction d'E. LAVISSE. A. SOREL,

européenne : mais la volonté de puissance des dynasties qui les créèrent les mit, dès l'abord, aux prises : s'en jugeant propriétaires, leur ambition suprême était de les agrandir aux dépens de leurs voisins. Si on leur eût représenté que, l'Ancien Régime s'écroulant subitement en France, on allait voir non seulement s'ébranler la structure hiérarchique de la société et leur propre autorité, mais l'État se transformer en communauté nationale, les souverains auraient répliqué qu'un cataclysme dans le royaume des Bourbons leur profiterait en l'excluant de la politique européenne dont les vicissitudes accaparaient leur attention.

Que des complications internationales ne tarderaient pas, on en avait trop l'habitude pour en douter. Comment croire que l'Angleterre ne chercherait pas à prendre sa revanche de sa récente défaite ? En dépit de l'attitude pacifique de Vergennes que Pitt paraissait imiter, on s'attendait à une nouvelle passe d'armes entre la Grande-Bretagne et la France que soutiendraient ses alliés maritimes : avant tout, l'Espagne, toujours inquiète

L'Europe et la Révolution française, t. I (Paris, 1885, in-8°) ; É. BOURGEOIS, *Manuel de politique étrangère* (Paris, 1892-1905, 3 vol. in-8° ; 6^e éd., 1910), t. I : *Jusqu'en 1789* ; t. II : *1789-1830* ; Ch. DUPUIS, *Le principe d'équilibre européen de la paix de Westphalie à l'acte d'Algésiras* (Paris, 1909, in-8°) ; M. IMMICH, *Geschichte des europäischen Staatensystems von 1660 bis 1789* (Munich et Berlin, 1905, in-8°) ; de la coll. « Handbuch der Mittelalterlichen und neueren Geschichte », sous la direction de G. VON BELOW et F. MEINECKE ; HAUSSER, *Deutsche Geschichte vom Tode Friedrichs des Grossen bis zur Gründung des Bundes, 1786-1815* (Berlin, 1854-1857, 4 vol. in-8° ; 4^e éd., 1869), le t. I ; K. VON HEIGEL, *Deutsche Geschichte vom Tode Friedrichs des Grossen bis zur Auflösung des alten Reiches* (Stuttgart, 1899-1911, 2 vol. in-8°) ; t. X et XI de la coll. « Bibliothek deutscher Geschichte », publiée sous la direction de H. VON ZWIEDINECK-SÜDENHORST, le t. I. Voir : — pour la Prusse, p. 88 ; — pour l'Autriche, p. 89 ; voir aussi F. KRONES, *Handbuch der Geschichte Oesterreichs* (Berlin, 1876-1879, 5 vol. in-8°), t. IV ; et plus sommaire, mais avec bibliographies, dans K. et M. UHLIRZ, *Handbuch der Geschichte Oesterreichs und seiner Nachbarländer Böhmen und Ungarn* (Graz et Vienne, 1929, 3 vol. in-8°), le t. I ; A. BEER, *Joseph II, Leopold II und Kaunitz* (Vienne, 1873, in-8°) ; — pour la Belgique, H. PIRENNE, cité p. 89 ; — pour le Danemark, p. 90 ; — pour l'Espagne, p. 5 et 90 ; — pour la Hollande, p. 100, et H. DE PEYSTER, *Les troubles de Hollande à la veille de la Révolution française, 1780-1795*, cité p. 100 ; H. T. COLENBRANDER, *De Patriottentijd* (La Haye, 1897-1899, 3 vol. in-8°) ; — pour l'Italie, p. 89 ; — pour la Pologne, p. 90 ; en outre, O. HALECKI, *La Pologne de 963 à 1914* (Paris, 1933, in-12) ; W. SOBIESKI, *Histoire de la Pologne des origines à nos jours* (Paris, 1934, in-8°) ; E. KRAKOVSKY, *Histoire de la Pologne* (Paris, 1935, in-8°) ; A. BEER, *Die erste Theilung Polens* (Vienne, 1873, in-8°) ; R. H. LORD, *The second partition of Poland* (Cambridge, Mass., 1915, in-8° ; n° 23 des « Harvard historical studies », avec bibliographie ; — pour la Russie, p. 90 ; — pour la Suède, p. 90, et A. GEFFROY, *Gustave III et la Cour de France* (Paris, 1867, 2 vol. in-8°) ; — pour la question d'Orient, A. BEER, *Die orientalische Politik Oesterreichs seit 1774* (Prague, 1883, in-8°) ; A. SOREL, *La question d'Orient au XVIII^e siècle, le partage de la Pologne et le traité de Kainardji* (Paris, 1878, in-12) ; N. JORGA, *Geschichte des osmanischen Reiches*, cit. p. 16, t. V ; — pour le blocus, voir notre t. XIV, liv. I^{er}, ch. II, § 4.

pour ses possessions d'Amérique et, en outre, liée aux Bourbons de France par le « pacte de famille ». On savait que le Foreign Office, en pareil cas, s'entendait, en finançant les coalitions, à diviser les forces de son ennemie par des hostilités continentales. Depuis le ^{xvi}^e siècle, elles sévissaient principalement en Italie et en Allemagne ; pour les diplomates et les militaires, la première n'était qu'un nom et le Saint Empire romain germanique s'acheminait vers la ruine depuis que la Prusse s'y dressait en rivale de l'Autriche. La France avait longtemps contrecarré les Habsbourg en Allemagne, où elle soutenait les princes, et en Italie, où elle aida l'Espagne à réinstaller un infant à Naples et un autre à Parme. Depuis 1756, l'alliance franco-autrichienne apaisait la rivalité. En France, à la vérité, l'opinion ne voyait pas de bon œil cette entente ; on ne renonçait pas sans regret à la Belgique, passée aux mains des Habsbourg ; l'hostilité, traditionnelle depuis le ^{xvi}^e siècle, à l'égard de la maison d'Autriche, entraînant une sympathie intéressée pour les États qui redoutaient sa puissance, et particulièrement pour les princes allemands, continuait de hanter les esprits. L'alliance prussienne conservait des partisans et la cour de Versailles elle-même s'appliquait, d'ailleurs, à entretenir son influence dans les pays rhénans. Choiseul, puis Vergennes n'en avaient pas moins conservé le pacte de 1756, mais en le réduisant au maintien du statu quo. A Teschen, Vergennes s'était accordé avec Catherine II pour empêcher une nouvelle guerre entre l'Autriche et la Prusse, à propos de la succession de Bavière, et pour placer sous la protection de la France et de la Russie la constitution du Saint Empire, telle que l'avaient réglée les traités de Westphalie. Plus récemment, Joseph II ayant essayé d'ouvrir au trafic l'embouchure de l'Escaut fermée depuis 1648, Vergennes s'était posé en médiateur entre lui et la Hollande. Il n'avait pas non plus soutenu l'empereur contre Frédéric II et la Ligue des Princes qui s'opposaient à l'échange de la Bavière contre les Pays-Bas autrichiens. On pouvait donc penser que la paix serait durable en Occident.

C'était à l'est que, pour l'instant, un conflit menaçait. Catherine II et Joseph II méditaient un nouveau démembrement de l'Empire ottoman et la Prusse comptait en profiter pour leur imposer un second partage de la Pologne. Vergennes repoussait l'offre de la Syrie et de l'Égypte ; mais Pitt s'alarmait à la pensée que les anciennes routes de l'Inde tomberaient aux mains des Russes et la question d'Orient, devenant européenne, risquait de provoquer une guerre générale.

En outre, les réformes précipitées de Joseph II exposaient l'empire habsbourgeois à la décomposition si les hostilités tournaient mal pour lui. Que de querelles intestines n'en résulterait-il pas pour l'Europe ?

Politiquement, cette Europe n'existait pas plus que l'Italie et l'Allemagne. Elle ne savait pas plus s'unir pour maintenir la paix chez elle que pour assujettir les peuples d'outre-mer ; les révolutions mêmes n'apparaissaient à ses souverains que comme occasions de pêcher en eau trouble ; celles des Anglo-Saxons avaient dû en partie leur salut à cette anarchie internationale ; celle des Français allait, à son tour, en tirer profit.

LIVRE II

L'AVÈNEMENT DE LA BOURGEOISIE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

LA RÉVOLUTION ARISTOCRATIQUE (1787-1788)¹

La Révolution française fut commencée et victorieusement conduite, durant sa première phase, par l'aristocratie : fait d'importance capitale, mais que, pour des raisons différentes, et le

1. **OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER.** — Les histoires générales, citées p. 3, consacrent un volume ou plusieurs chapitres à la période révolutionnaire. Les ouvrages de SYBEL et de SOREL, cités plus loin, p. 199, en embrassent également l'ensemble, mais étudient surtout la politique européenne.

Parmi les histoires de la Révolution française, on citera celles de F. MIGNET (Paris, 1824, 2 vol. in-8°) ; A. THIERS (Paris, 1823-1827, 10 vol. in-8°) ; J. MICHELET (Paris, 1847-1853, 7 vol. in-8°) ; Louis BLANC (Paris, 1847-1862, 12 vol. in-8°). Quant aux ouvrages de Th. CARLYLE, *The French Revolution* (Londres, 1837, 3 vol. in-8° ; trad. fr., Paris, 1865-1867, 3 vol. in-8°, et 1912, 3 vol. in-12), d'E. QUINET, *La Révolution* (Paris, 1865, 2 vol. in-8°), et d'H. TAINÉ, *Les origines de la France contemporaine* (Paris, 1876-1893, 6 vol. in-8°), ils ne présentent pas un récit suivi : le premier est une série de tableaux, les deux autres sont plus doctrinaux qu'historiques. Pour la bibliographie plus récente, consulter P. CARON, *Manuel pratique pour l'étude de la Révolution française* (Paris, 1912, in-8° ; nouv. éd. mise à jour, 1947). On peut recourir aussi à L. VILLAT, *La Révolution et l'Empire, 1789-1815*, t. I : *Les assemblées révolutionnaires, 1789-1799* (Paris, 1936, in-8° ; t. VIII de la coll. « Clio ») ; A. MONGLOND, *La France révolutionnaire et impériale ; annales de bibliographie méthodique et description des livres illustrés* (Grenoble, 1930-1935, 4 vol. in-8°) ; A. MARTIN et G. WALTER, *Bibliothèque nationale. Département des imprimés. Catalogue de l'histoire de la Révolution française* (Paris, 1936-1943, 4 vol. in-8° ; cf. Anne TERROINE, L'œuvre bibliographique de Mr. Walter, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XX, ann. 1948, p. 1-26). On retiendra les ouvrages suivants : A. AULARD, *Histoire politique de la Révolution* (Paris, 1901, in-8° ; 5° éd., 1921) ; J. JAURÈS, *Histoire socialiste*, t. I-IV (Paris, 1901-1904, in-8° ; nouv. éd. par A. MATHIEZ, 1922-1924, 8 vol. in-8° ; réimpression

Tiers État et l'aristocratie elle-même se sont appliqués à rejeter dans l'ombre. La cause immédiate en fut une crise financière dont l'origine remonte à la guerre d'Amérique : Necker l'avait soutenue à coup d'emprunts et, après lui, Calonne avait consolidé

en 1939) qui s'arrête au 9 thermidor, mais est continuée par le t. V de la collection, œuvre de G. DEVILLE (1905) ; Ph. SAGNAC, *La Révolution, 1789-1792*, et G. PARISSET, *La Révolution, 1792-1799* (Paris, 1920, 2 vol. in-8°), formant les t. I et II de l'*Histoire de France contemporaine*, publiée sous la direction d'E. LAVISSE ; A. MATHIEZ, *La Révolution française* (Paris, 1922-1927, 3 vol. in-16 ; nos 17, 52 et 93 de la « coll. A. Colin » ; éd. en un vol. ill., Paris, 1959, in-8°), que la mort de l'auteur en 1932 ne lui a malheureusement pas permis de pousser au delà du 9 thermidor (complétée par G. LEFEBVRE, jusqu'au 18 brumaire, nos 196 et 245) ; G. SALVEMINI, *La Rivoluzione francese, 1788-1792* (jusqu'à la réunion de la Convention) (Milan, 1905, in-8° ; éd. mise à jour, Bari, 1954, in-8°), trad. anglaise par I. M. RAWSON, *The French Revolution* (Londres, [1954], in-8°) ; C. BRINTON, *A decade of Revolution, 1789-1799* (New York, 1934, in-8° ; de la coll. « The rise of modern Europe », dirigée par W. LANGER) ; L. GERSHOY, *The French Revolution and Napoleon* (New York, 1933, in-8°) ; J. THOMPSON, *The French Revolution* (Oxford, 1944, in-8°) ; M. GOEHRING, *Geschichte der grossen Revolution*, le t. I : *Vom Ancien Régime zum Sieg der Revolution* (Tübingen, [1950], in-8°), jusqu'à juillet 1789, t. II : *Vom Liberalismus zur Diktatur* (Tübingen, [1951], in-8°) jusqu'au 9 thermidor ; A. COBBAN, *A history of modern France*, t. I : *Old Regime and Revolution (1714-1799)* (Londres, 1957, in-16) ; L. GERSHOY, *The era of the French Revolution, 1789-1799. Ten years that shook the world* (New York, 1957, in-16) ; A. SOBOUL, *Précis d'histoire de la Révolution française* (Paris, 1962, in-8°) ; voir aussi la synthèse d'E. LABROUSSE dans *Histoire générale des civilisations*, citée ci-dessus, p. 3, et celle de R. MANDROU, dans *Histoire de la civilisation française*, t. II : *XVII^e-XX^e siècles* (Paris, 1958, in-8°). La publication de Ph. SAGNAC et J. ROBIEQUET, *La Révolution de 1789* (Paris, 1934, 2 vol. in-4°), contient une riche illustration, en partie inédite. — D'une région à l'autre et même entre communes voisines, une grande diversité se manifeste dans l'opinion et la marche des événements ; à cet égard, il faut recourir aux histoires locales et à celles des clubs, la plupart du temps très imparfaites ; il n'existe pas de synthèse approfondie de cette variété de la France. On citera, par exemple, R. DOUCET, *L'esprit public dans le département de la Vienne pendant la Révolution* (Paris, 1910, in-8°) ; abbé H. POMMERET, *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution* (Saint-Brieuc et Paris, 1921, in-8°). — Pour les institutions, on possède maintenant le livre de J. GODECHOT, *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire* (Paris, 1951, in-8° ; de la collection « Histoire des institutions » organisée par L. HALPHEN), avec bibliographies.

Sur la révolution aristocratique, consulter : *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution*, publiée sous la direction d'E. LAVISSE, t. IX, 1, *Le règne de Louis XVI*, par Henri CARRÉ, liv. V, ch. I et II ; le t. XII de la présente collection, par Ph. SAGNAC, *La fin de l'Ancien Régime et la Révolution américaine*, liv. III, ch. III ; F. DROZ, *Histoire du règne de Louis XVI* (Paris, 1839, 3 vol. in-8°) ; A. CHÉREST, *La chute de l'Ancien Régime* (Paris, 1884, 3 vol. in-8°) ; A. WAHL, *Vorgeschichte der französischen Revolution* (Tübingen, 1905-1907, 2 vol. in-8°) ; H. GLAGAU, *Reformversuche und Sturz des Absolutismus in Frankreich, 1774-1788* (Munich, 1908, in-8°) ; A. MATHIEZ, *La Révolution française*, cité ci-dessus, t. I : *La chute de la royauté*, ch. I et II ; G. LEFEBVRE, *Quatre-vingt-neuf* (Paris, 1939, in-8°), trad. anglaise par R. PALMER, *The coming of the French Revolution* (Princeton, 1947, in-8° ; 2^e éd., 1949) ; trad. italienne par A. G. GARRONE, *L'oltranzismo* (Turin, 1949) ; J. ÉGRET, *Le Parlement du Dauphiné et les affaires publiques dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*

l'arriéré par le même moyen. Le déficit devint tel que, le 20 août 1786, il remit à Louis XVI un mémoire qui présentait comme indispensable une réforme de l'État.

I. — CALONNE ET LES NOTABLES¹.

L'administration financière était si désordonnée que la situation ne se laisse décrire que par approximation : un état de prévisions dressé en mars 1788, premier — et dernier — budget de l'Ancien Régime, évalua les dépenses à 629 millions et les recettes à 503, soit un déficit de 126 millions ou 20 %. Les contemporains en rendirent responsables le gaspillage de la Cour et les profits des financiers. Des économies étaient en effet possibles et on en fit quelques-unes ; mais le service de la dette exigeait 318 millions, plus de la moitié des dépenses : on n'aurait pu les réduire suffisamment que par une banqueroute. Augmenter de nouveau les impôts ? On les jugeait déjà trop lourds. Du moins restait-il une ressource : certaines provinces payaient peu, les bourgeois moins que les paysans, la noblesse et le clergé moins encore. Du point de vue technique, la crise pouvait se dénouer aisément : l'égalité fiscale y suffirait.

Sans se montrer si audacieux, Calonne proposait du moins de généraliser la gabelle ainsi que le monopole du tabac, et de substituer à la capitation et aux vingtièmes une « subvention

(Grenoble, 1942, 2 vol. in-8°) ; du même, L'aristocratie parlementaire à la fin de l'Ancien Régime, dans *Revue historique*, t. CCVII, 1952, p. 1-14 ; et surtout *La Pré-Révolution française (1787-1788)* (Paris, 1962, in-8°). — Pour la situation financière : R. STOURM, *Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution* (Paris, 1885, 2 vol. in-8°) ; Ch. GOMEL, *Les causes financières de la Révolution* (Paris, 1892-1893, 2 vol. in-8°) ; M. MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. I : 1715-1789 (Paris, 1913, in-8°) ; R. BIGO, *Les bases historiques de la finance moderne*, cité p. 24 ; J. BOUCHARY, *Les manieurs d'argent à la fin du XVIII^e siècle*, cité p. 52. D'importance primordiale est maintenant la publication de F. BRAESCH, *Finances et monnaie révolutionnaires*, 2^e fasc. : *Les recettes et les dépenses du Trésor pendant l'année 1789 ; le compte rendu au roi de mars 1788 ; le dernier budget de l'Ancien Régime* (Paris, 1936, in-8°).

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir la note précédente ; récits de H. CARRÉ (liv. V, ch. I^{er}) et de Ph. SAGNAC (liv. III, ch. III, § 5 à 8) ; G. SUZANE, *La tactique financière de Calonne* (Paris, 1901, in-8°) ; *Assemblée générale de la Commission centrale et des Comités départementaux* [d'histoire économique de la Révolution], 1939, t. II (Paris, 1945, in-8°) ; F. NUSSBAUM et Wilma PUGH, *Finance et politique dans les dernières années de l'Ancien Régime en France*, p. 485-598 ; Wilma J. PUGH, Calonne's new deal, dans *Journal of modern history*, 1939, p. 289-312 ; état de la question et bibliographie par A. GOODWIN, Calonne, the assembly of French notables of 1787 and the origins of the « révolte nobiliaire », dans *English historical review*, 1946, p. 329-377.

territoriale » qu'acquitteraient tous les propriétaires fonciers sans exception. Simultanément, il comptait stimuler l'activité économique et, par suite, les rentrées fiscales, en accordant liberté complète au commerce des grains, en supprimant les douanes intérieures et en renonçant à certaines taxes indirectes. Allant plus loin encore, il entendait confier la répartition de l'impôt à des assemblées provinciales élues par les propriétaires sans distinction d'ordre et, pour libérer le clergé de sa dette, mettre en vente ses droits seigneuriaux. Le pouvoir royal se trouverait fortifié, l'équilibre financier réduisant à l'insignifiance l'opposition parlementaire ; l'unité du royaume ferait un grand pas ; la bourgeoisie se verrait associée à l'administration.

Bien que le sacrifice demandé aux privilégiés fût modeste, puisqu'ils resteraient exempts de la taille et de la taxe qu'il proposait de substituer à la corvée des routes, Calonne ne se fit aucune illusion sur l'accueil que les Parlements réservaient à son projet. Peut-être les eût-il affrontés ouvertement s'il avait pu compter sur le roi. Le sort de Turgot et de Necker ne l'y inclinait pas ; de plus, si la royauté conservait son prestige, Louis XVI n'en avait personnellement aucun : adonné à la chasse et aux travaux manuels, grand mangeur et buvant à l'excès, n'aimant ni le monde, ni le jeu, ni la danse, il était en risée aux courtisans ; les bruits qui couraient sur la reine le rendaient ridicule, Marie-Antoinette passant pour une Messaline et l'affaire du collier, en 1785, l'ayant perdue de réputation. Calonne se résigna donc à biaiser : il imagina de réunir une assemblée de notables où figurèrent principalement les divers éléments de la noblesse ; les ayant choisis lui-même, comptant sur l'influence administrative et le respect dû au roi, il supposa qu'ils seraient dociles et que leur acquiescement en imposerait aux Parlements. Ce n'en était pas moins une première capitulation : le roi consultait l'aristocratie au lieu de lui signifier sa volonté.

Réunis le 22 février 1787, les notables prirent fort mal l'élection des assemblées provinciales sans distinction d'ordre, l'étroitesse de leurs attributions, l'atteinte aux droits seigneuriaux du clergé ; naturellement, ils accablèrent surtout de leurs critiques la subvention territoriale et demandèrent qu'on leur communiquât au préalable les comptes du Trésor. Tout en se déclarant disposés à contribuer au salut de l'État, ils entendaient dicter leurs conditions. Comprenant que Calonne n'obtiendrait rien, Louis XVI le renvoya le 8 avril.

II. — BRIENNE ET LES PARLEMENTS¹.

Au premier rang de ses adversaires s'était distingué Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, qui voulait devenir ministre, ce qui ne tarda guère. Pour amadouer les notables, il leur soumit des comptes, promit de conserver les ordres dans les assemblées provinciales, de ne pas toucher aux droits seigneuriaux du clergé. Mais il reprit le projet de subvention territoriale et y adjoignit une augmentation du timbre. Les notables répondirent qu'il n'était pas en leur pouvoir de consentir l'impôt, faisant ainsi allusion aux États généraux. Le 25 mai, ils furent congédiés : l'expédient de Calonne avait échoué et ce fut à découvert que Brienne dut aborder les Parlements.

Celui de Paris enregistra sans sourciller la liberté du commerce des grains, la commutation de la corvée, la création des assemblées provinciales ; mais, sur l'impôt du timbre, il rédigea des remontrances et, quant à la subvention territoriale, il la rejeta en se référant tout net aux États généraux. Le 6 août, lit de justice ; le Parlement le déclara nul et non avenu, puis ouvrit une information contre Calonne qui s'enfuit en Angleterre ; le 14, les magistrats furent exilés à Troyes ; les autres cours souveraines les soutinrent et Brienne ne tarda pas à reculer : le 19 septembre, le Parlement réinstallé en prit acte.

Brienne se rabattit sur l'emprunt. La difficulté était identique : il lui fallait le consentement des parlementaires. Certains, ayant accepté de négocier, n'hésitèrent pas à poser la condition décisive : le gouvernement promettrait de convoquer les États généraux. Brienne demanda 120 millions réalisables en cinq ans : les États généraux se réuniraient en 1792. Mais, n'étant pas sûr de la majorité, il fit présenter précipitamment l'édit par le roi, le 18 novembre, dans une « séance royale », c'est-à-dire un lit de justice dont les formalités traditionnelles de convocation n'avaient

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 113, n. 1 ; récit de H. CARRÉ dans *l'Histoire de France*, t. IX, 1, liv. V, ch. II, et de Ph. SAGNAC dans notre t. XII, liv. III, ch. III, § 9 ; M. MARION, *Le garde des sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788* (Paris, 1905, in-8°) ; P. RENOUVIN, *Les assemblées provinciales de 1787* (Paris, 1921, in-8°) ; du même, *L'assemblée des notables de 1787. La conférence du 8 mars* (Paris, 1921, in-8° ; de la coll. de la « Société de l'histoire de la Révolution française ») ; J. ÉGRET, *Les derniers États du Dauphiné. Romans, septembre 1788-janvier 1789* (Grenoble, 1942, in-8°) ; du même, *La seconde Assemblée des notables (6 novembre-12 décembre 1788)*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1949, p. 193-228, et *La Pré-Révolution française (1787-1788)*, ouvrage cité ci-dessus, p. 115. Sur les méthodes de propagande employées par la révolution nobiliaire : A. COCHIN, *Les sociétés de pensée et la Révolution en Bretagne, 1788-1789* (Paris, 1925, 2 vol. in-8°).

pas été observées. Le duc d'Orléans protesta et l'enregistrement fut déclaré nul. Louis XVI riposta en exilant le duc et deux conseillers ; le Parlement prit leur défense, condamnant les lettres de cachet et revendiquant pour les sujets du roi la liberté individuelle. Le 3 mai 1788, en prévision d'un coup de force, il publia une déclaration des lois fondamentales du royaume : la monarchie est héréditaire ; le vote des subsides appartient aux États généraux ; les Français ne peuvent être arrêtés et détenus arbitrairement ; leurs juges sont inamovibles ; les coutumes et privilèges des provinces, inviolables.

On vit alors que le gouvernement avait résolu d'imiter Maupeou. Le 5 mai, la force armée cerna le Palais de Justice jusqu'à ce que deux conseillers décrétés d'arrestation se fussent livrés. Le 8, Louis XVI fit enregistrer six édits préparés par le garde des Sceaux Lamoignon : l'enregistrement passait à une « cour plénière » composée de princes et d'officiers de la couronne : en même temps, on réformait l'organisation judiciaire au préjudice des Parlements, sans toutefois éliminer la vénalité, et on supprimait la question préalable, c'est-à-dire les tortures qui précédaient l'exécution des criminels — la question préparatoire qui accompagnait l'instruction avait disparu dès 1780 — ; enfin, un nouveau coup atteignait l'aristocratie : le plaideur pouvait décliner la juridiction seigneuriale, en saisissant par prévention les tribunaux royaux.

Cette fois, la résistance se fit plus ample et plus violente. Les Parlements de province et la majorité des tribunaux subalternes protestèrent. L'assemblée du clergé, déjà irritée par l'édit récent qui avait accordé un état civil aux protestants, critiqua la réforme et n'accorda qu'un maigre don gratuit. Des émeutes éclatèrent à Paris et dans plusieurs villes : le 7 juin, à Grenoble, ce fut la « journée des tuiles ». Parallèlement, l'installation des assemblées provinciales, à la fin de 1787, n'ayant nullement satisfait l'opinion, plusieurs provinces réclamaient leurs anciens États investis du droit de voter l'impôt : en Dauphiné, la noblesse s'unit à la bourgeoisie, le 21 juillet 1788, au château de Vizille, pour les convoquer d'autorité, et Brienne céda.

Le Trésor était vide : il avait fallu amputer les pensions ; les rentiers ne recevaient rien ; les billets de la Caisse d'escompte reçurent cours forcé. Faute d'argent, Louis XVI laissa les Prussiens envahir la Hollande pour soutenir, contre la bourgeoisie, le stathouder qui rompit l'alliance avec la France et s'unit aux Anglais. Brienne capitula une dernière fois : les États généraux

s'assembleraient le 1^{er} mai 1789 ; finalement, il se retira le 24 août 1788. Le roi rappela Necker dont le premier soin fut de congédier Lamoignon et de rétablir le Parlement. Le 23 septembre, celui-ci s'empessa de stipuler que les États généraux se constitueraient, comme en 1614, en trois ordres, chacun disposant du même nombre de représentants, se prononçant séparément et possédant le droit de veto à l'égard des autres : la noblesse et le clergé en seraient donc maîtres. C'était le triomphe de l'aristocratie.

Contre le pouvoir royal, les privilégiés avaient esquissé solidairement, surtout en Bretagne, une organisation de propagande et de résistance, intimidé ou gagné les intendants et les chefs de l'armée, soulevé parfois leurs métayers et leurs domestiques. Ces précédents révolutionnaires ne seront pas oubliés. Les Parlements surtout firent école : leur tactique trouvera des équivalents dans celle du Tiers aux États généraux ; ils avaient même prétendu mettre un ministre en accusation et Calonne fut le premier émigré.

CHAPITRE II

LA RÉVOLUTION DE LA BOURGEOISIE¹

Pour faire pièce aux ministres, nombre de roturiers, notamment les hommes de loi, s'étaient montrés favorables à la révolte nobiliaire ; beaucoup d'autres, les Roland par exemple, n'en attendant rien, restèrent neutres. Dans l'été de 1788, rien n'annonçait encore l'intervention de la bourgeoisie. Mais à la nouvelle que les États généraux allaient être convoqués, elle tressaillit : le roi l'autorisait à plaider sa cause. Au premier moment, d'ailleurs, un accord avec l'aristocratie ne fut pas répudié : l'exemple du Dauphiné, où elle concédait au Tiers le vote par tête et l'égalité fiscale, suscita l'enthousiasme. Tout changea brusquement après la manifestation parlementaire du 23 septembre : du jour au lendemain, la popularité des magistrats s'évanouit et, d'un bout à l'autre du royaume, une clameur s'éleva. « Le débat public a changé de face, constatera Mallet du Pan en janvier 1789. Il ne s'agit plus que très secondairement du roi, du despotisme et de la constitution : c'est une guerre entre le Tiers État et les deux autres ordres. »

I. — FORMATION DU PARTI PATRIOTE².

La rupture ne fut toutefois pas complète. Des grands seigneurs libéraux s'unirent à la haute bourgeoisie pour former le parti « national » ou « patriote ». Dans le « comité des Trente »,

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir p. 113.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les travaux cités p. 115 et 117, récits de H. CARRÉ, dans *Histoire de France*, t. IX, 1, liv. V, ch. III, § 3, et de Ph. SAGNAC, dans notre t. XII, liv. III, ch. III, § 11 et 12. Consulter J. ÉGRET, *La révolution des notables. Mounier et les monarchiens* (Paris, 1950, in-8°) ; P. FILLEUL, *Le duc de Montmorency-Luxembourg* (Paris, [1939], in-8°). Sur les associations à la fin de l'Ancien Régime, voir D. MORNET, *Les origines intellectuelles de la Révolution*, cité p. 77, 3^e partie, ch. III, IV et VII, ainsi que l'ouvrage de COCHIN, cité p. 117. Pour la propagande du parti patriote, voir par exemple : A. COCHIN et Ch. CHARPENTIER, *La campagne électorale de 1789 en Bourgogne* (Paris, 1904, in-8°).

qui paraît y avoir exercé une grande influence, figurèrent le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, les marquis de La Fayette et de Condorcet à côté de Talleyrand, évêque d'Autun, et de l'abbé Sieyès ; Mirabeau y parut aussi. Ces deux derniers étaient en rapport avec le duc d'Orléans qui disposait de beaucoup d'argent et d'une certaine influence dans son vaste apanage. Outre les relations personnelles, les liaisons établies par les associations, devenues nombreuses au XVIII^e siècle — académies, sociétés d'agriculture, groupements philanthropiques, chambres de lecture, loges maçonniques —, furent utilisées en province comme à Paris. Un rôle directeur a été attribué au Grand-Orient dont le duc d'Orléans était grand maître, bien que le duc de Luxembourg, administrateur général, soit resté ardemment fidèle à la cause de l'aristocratie et que, les loges fourmillant de nobles, on ne conçoit pas comment elles eussent pris parti pour le Tiers État sans se voir déchirées par des conflits dont aucune trace ne subsiste.

La propagande des patriotes suscita des répliques ; mais le gouvernement n'y opposa pas d'obstacle : le roi avait invité ses sujets à exposer leurs connaissances et leurs vues sur les États généraux et, sous prétexte de répondre à son appel, on multiplia les brochures où l'on glissa librement tout ce qu'on voulut. Les patriotes n'en manœuvrèrent pas moins avec une prudente habileté : ils se bornèrent à demander pour le Tiers autant de députés que le clergé et la noblesse réunis, en invoquant l'exemple des assemblées provinciales et des États du Dauphiné. Le mot d'ordre fut d'accabler le gouvernement de pétitions dont les municipalités prirent, bon gré mal gré, la responsabilité. En fait, on comptait sur Necker.

II. — NECKER ET LE DOUBLEMENT¹.

Le directeur des Finances pourvoyait aux besoins les plus urgents en mettant à contribution la Caisse d'escompte et en déléguant aux financiers, en garantie de leurs avances, des « anti-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 114 et 120 ; récits de H. CARRÉ, *Histoire de France*, liv. V, ch. III. et de Ph. SAGNAC, *ibid.*, ch. IV, § 1, ainsi qu'au t. XII de la présente collection, liv. III, ch. III, § 10 ; J. FLAMMERMONT, Le second ministère Necker, dans *Revue historique*, t. XCVI, ann. 1891, p. 1-67 ; O. BECKER, *Die Verfassungspolitik der französischen Regierung der grossen Revolution* (Berlin, 1910, in-8° ; n° 86 des « Historische Studien », publiées par E. EBERING), qui va de septembre 1788 au 27 juin 1789 ; J. ÉGRET, La seconde Assemblée des notables, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XXI, ann. 1949, p. 193-228.

cipations » sur le produit futur des impôts : ce n'était que pour gagner du temps jusqu'à la réunion des États généraux, dont il attendait l'abolition des privilèges fiscaux. Si la noblesse y dominait, le gouvernement se trouverait à sa discrétion. Necker inclinait donc à favoriser le Tiers, sans pourtant se placer sous sa coupe. En accordant le doublement et en bornant le vote par tête aux questions financières, on conciliait tout : l'égalité fiscale serait adoptée, tandis que la réforme constitutionnelle mettrait les ordres aux prises et dépendrait de l'arbitrage du roi. Sur le régime à instituer, les arrière-pensées de Necker ne sont pas douteuses : il admirait celui de la Grande-Bretagne ; d'une part, la création d'une Chambre des lords et, de l'autre, l'admission aux fonctions publiques sans distinction de naissance lui paraissaient propres à rassurer l'aristocratie et à satisfaire la bourgeoisie.

Dévoiler pareilles intentions, il n'y songea pas. Financier parvenu, étranger, protestant, il avait toujours été suspect à l'aristocratie, à la Cour, au roi ; plusieurs de ses collègues le contrecarraient, surtout Barentin, le nouveau garde des Sceaux ; tenant avant tout à conserver le pouvoir, il ne s'avança qu'à pas comptés. Comme Calonne, il espéra persuader les notables de préconiser le doublement du Tiers État et les réunit à nouveau le 6 novembre 1788. Ils le dégurent et, le 12 décembre, les princes du sang remirent à Louis XVI une supplique qui, par sa clarté et son accent pathétique, peut être considérée comme le manifeste de l'aristocratie : « L'État est en péril... ; une révolution se prépare dans les principes du gouvernement... ; bientôt les droits de la propriété seront attaqués, l'inégalité des fortunes sera présentée comme un objet de réforme : déjà, on a proposé la suppression des droits féodaux... Votre Majesté pourrait-elle se déterminer à sacrifier, à humilier sa brave, antique et respectable noblesse ?... Que le Tiers État cesse d'attaquer les droits des deux premiers ordres... ; qu'il se borne à solliciter la diminution des impôts dont il peut être surchargé ; alors, les deux premiers ordres, reconnaissant dans le troisième des citoyens qui leur sont chers, pourront, dans la générosité de leurs sentiments, renoncer aux prérogatives qui ont pour objet un intérêt pécuniaire, et consentir à supporter, dans la plus parfaite égalité, les charges publiques. »

Pourtant Necker passa outre, soutenu par certains de ses collègues, et il l'emporta, probablement parce que la chute de Brienne avait mécontenté la reine et la révolte nobiliaire indis-

posé le roi. Le *Résultat du Conseil* du 27 décembre accorda le doublement. On a blâmé Louis XVI de n'avoir pas, en même temps, réglé la modalité du vote. En droit, le reproche n'est pas fondé, car Necker, dans son rapport, rappelait que le vote par ordre était de règle. Mais l'arrêt omettait d'en prendre acte et le ministre avait insinué que les États généraux estimeraient peut-être convenable de voter par tête en matière d'impôt.

Le Tiers État cria victoire et affecta de considérer le vote par tête comme acquis. La noblesse nia la conséquence et, en Poitou, en Franche-Comté, en Provence, protesta violemment contre le doublement qui permettait de la formuler. En Bretagne, la lutte de classes dégénéra en guerre civile et, à Rennes, on en vint aux mains à la fin de janvier 1789. Le Tiers, irrité, évolua vers les solutions radicales. En février, Sieyès, dans sa fameuse brochure *Qu'est-ce que le Tiers État ?*, exprima avec une froide violence la haine et le mépris qu'inspirait la noblesse : « Cette classe est assurément étrangère à la nation par sa fainéantise. » En même temps, Mirabeau, dans le discours qu'il avait projeté de prononcer aux États de Provence, louait Marius « d'avoir exterminé, dans Rome, l'aristocratie de la noblesse ». Paroles redoutables qui annonçaient la guerre civile.

III. — LES ÉLECTIONS ET LES CAHIERS¹.

Le règlement électoral aurait pu réduire les chances de la bourgeoisie en attribuant aux États provinciaux qui subsistaient

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir Ph. SAGNAC dans l'*Histoire de France* (citée p. 114), liv. V, ch. IV, § 2 à 5, et dans notre t. XII, liv. III, ch. III, § 14 et 15. Ajouter Beatrice HYSLOP, *French nationalism in 1789 according to the general cahiers* (New York, 1934, in-8°), et *French gild opinion in 1789*, dans *American historical review*, t. XLIV, ann. 1939, p. 252-271 ; J. CADART, *Le régime électoral des États généraux de 1789 et ses origines* (Paris, 1952, in-8°). — La « Commission d'histoire économique de la Révolution » a édité bon nombre de recueils de cahiers ; B. HYSLOP a publié pour cette Commission un *Répertoire critique des cahiers de doléances pour les États généraux de 1789* (Paris, 1933, in-8°), augmenté d'un *Supplément au répertoire critique des cahiers de doléances pour les États généraux de 1789* (Paris, 1952, in-8°), ouvrage commenté et complété dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1955, p. 115-123 ; du même auteur, un répertoire particulier des cahiers de bailliages et de sénéchaussées, augmenté des textes de cent d'entre eux jusque-là inédits : *A guide to the general cahiers of 1789 with the texts of unedited cahiers* (New York, 1936, in-8°). Les plus récents recueils de cahiers sont ceux du bailliage de Pont-à-Mousson, par Z.-E. HARSANY (Paris, 1946, in-8°), ceux du bailliage de Romorantin, par B. EDEINE (Blois, 1949, in-8°), ceux des bailliages de Longuyon, Longwy et Villers-la-Montagne, par P. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE (Nancy, 1952, in-8°), ceux du Tiers État du bailliage de Rouen, par M. BOULOISEAU (Paris, 1957, in-8°, et Rouen, 1960, in-8°), ceux du Tiers État de la sénéchaussée de Château-du-Loir, par P. BOIS (Gap, 1960, in-8°), ceux du

la désignation des députés ou en réservant aux campagnes une partie des sièges du Tiers État. Des nobles recommandèrent ces expédients : Necker les écarta.

La procédure comporta de nombreuses variétés ; mais le règlement du 24 janvier 1789 fut le plus généralement appliqué. Il adoptait comme circonscriptions électorales les bailliages et sénéchaussées, en dépit de l'extraordinaire inégalité de ces ressorts judiciaires en étendue et en population. Tous les nobles furent appelés à comparaître dans l'assemblée de leur ordre, même s'ils ne possédaient pas de fief, contrairement aux précédents ; on commit nonobstant l'erreur de blesser les anoblis à titre personnel en les rejetant dans le Tiers État. Pour le clergé, on adjoignit aux évêques tous les curés, tandis que chanoines et religieux n'envoyèrent que des représentants ; les curés, presque tous issus du Tiers État, disposèrent ainsi de la majorité et, plus d'une fois, n'élurent pas leur évêque noble. L'assemblée bailliagère du Tiers fut composée de délégués des villes et paroisses, nommés par les chefs de famille soumis aux impositions, directement dans les villages, à deux degrés dans les cités ; quand il s'agissait d'un petit bailliage, dénommé « secondaire », elle se bornait à rédiger un cahier de doléances et envoyait le quart de ses membres se joindre à l'assemblée du bailliage « principal » auquel on l'avait rattachée. Dans ces réunions, les paysans étaient les plus nombreux ; mais, manquant d'instruction, incapables de discourir et d'autant plus intimidés que, pour dresser le cahier, on commençait par délibérer, ils élurent presque invariablement des bourgeois.

Parmi les élus du clergé et de la noblesse, certains adversaires des réformes ne manquaient pas de talent, ainsi Cazalès et l'abbé Maury ; mais les circonstances ne permirent qu'aux libéraux, Du Port, Alexandre de Lameth et surtout La Fayette, de se pousser au premier plan. Les députés du Tiers étaient pour la plupart d'âge mûr, souvent riches ou aisés, instruits, travailleurs et probes, parvenus parfois aux honneurs, comme les académiciens Bailly et Target, plus fréquemment à une réputation provin-

Tiers État du pays et juderie de Rivière-Verdun, par D. LIGOU (Gap, 1961, in-8°). Pour les cahiers de corporations : B. HYSLOP, Les élections et les cahiers inédits de la ville de Montargis en 1789, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1946, p. 115-148 ; A. PERRIER, Cahiers de doléances des corps et corporations de la ville de Tulle, dans *Bulletin de la Société archéologique de la Corrèze*, 1955. Sur la rédaction d'un cahier : J. RICHARD, *L'élaboration d'un cahier de doléances. Pierre-Claude Perrot, curé de Brazey-en-Plaine* (Dijon, 1961, in-8° ; « La Révolution en Côte-d'Or », nouvelle série, fasc. 11).

ciale : Mounier et Barnave en Dauphiné, Lanjuinais et Le Chapelier en Bretagne, Thouret et Buzot en Normandie, Merlin de Douai en Flandre, Robespierre en Artois. Il apparaît d'autant plus caractéristique que la bourgeoisie ait eu longtemps pour idole le marquis de La Fayette, député de la noblesse de Riom, et que, de ses députés, les plus célèbres, Sieyes et Mirabeau, lui eussent été fournis par les privilégiés : on entrevoit par là quelle place la noblesse se fût assurée, en fait, dans la société modernisée en liant partie avec la bourgeoisie. Sieyes et Mirabeau étaient tous deux Provençaux. Le premier, fils d'un notaire de Fréjus, devenu chanoine à Chartres, élu à Paris, guida le Tiers durant les premières semaines. Ses brochures lui valaient la réputation d'un oracle. Il fut le théoricien du « pouvoir constituant » : à la nation seule appartenait la souveraineté et, jusqu'à ce que la constitution fût achevée et mise en vigueur, ses représentants se trouveraient donc investis d'une autorité dictatoriale. Fidèle interprète de la bourgeoisie, ce sera d'ailleurs lui qui distinguera entre les citoyens « actifs » et « passifs ». Mais, faute d'application et de talent oratoire, il se renferma promptement dans l'isolement. Mirabeau, au contraire, possédait la prévision réaliste de l'homme d'État, le maniement des hommes, une éloquence hors de pair. Malheureusement, sa jeunesse scandaleuse et sa vénalité cynique le privaient de toute considération ; personne ne doutait que la Cour l'achèterait quand elle le voudrait. Pas plus que Sieyes, il ne put conduire le Tiers État, dont l'œuvre resta collective.

Sur la rédaction des cahiers de doléances, Necker aurait pu exercer une grande influence. Malouet, intendant de la marine et député du Tiers de Riom, lui représenta qu'il était indispensable de formuler un programme royal afin d'orienter l'opinion, d'en imposer à la noblesse et surtout de contenir l'effervescence du Tiers. Que le ministre goûtât la sagesse de cet avis ne semble pas douteux ; mais, les attaques que lui attirait le doublement appelant réflexion, il refusa de courir ce nouveau risque, heureux déjà d'avoir persuadé Louis XVI de s'en tenir à la neutralité.

La bourgeoisie intervint donc librement dans la rédaction des cahiers de paroisse ; des modèles s'offrirent, venus de Paris ou rédigés dans la région ; des hommes de loi et des curés tinrent plus d'une fois la plume. Nombre de cahiers sont pourtant originaux : indifférents à la réforme constitutionnelle, ils se bornent à la critique des charges qui accablaient les classes populaires, sans être d'ailleurs le miroir fidèle de leurs sentiments

profonds, attendu qu'en présence du juge seigneurial, les paysans sont loin d'avoir toujours dit ce qu'ils pensaient et que, d'autre part, les prolétaires participèrent rarement aux délibérations. Les cahiers de bailliage le sont encore moins, la bourgeoisie qui les rédigea ayant éliminé les vœux des cahiers primaires qui lui déplaisaient ou ne l'intéressaient pas. Ce qui passionnait le peuple des campagnes et des villes, ce n'était pas seulement l'égalité fiscale et l'allègement des impôts, mais la disparition de la dîme, des droits et de l'autorité du seigneur, ainsi que le respect des usages collectifs, la réglementation du commerce des grains et la taxation qui mettraient un frein à l'expansion capitaliste : il menaçait l'aristocratie dans ses biens en même temps que dans ses privilèges, et la bourgeoisie dans ses ambitions. Mais, le peuple n'accédant pas aux États généraux, le roi, l'aristocratie et la bourgeoisie s'y trouveraient seuls aux prises pour régler leur conflit triangulaire.

Dans leurs cahiers, la noblesse et la bourgeoisie expriment unanimement leur attachement à la monarchie ; mais elles sont d'accord pour substituer au pouvoir absolu le règne de la loi consentie par les représentants de la nation, garantir la liberté individuelle contre l'arbitraire du policier et du juge, accorder à la presse une liberté raisonnable, rénover les diverses branches de l'administration sans excepter l'organisation ecclésiastique. Au sentiment de l'unité nationale s'adjoint un goût très vif de l'autonomie régionale et communale qui, en desserrant la centralisation, mettra fin au despotisme ministériel. Elles approuvent la tolérance religieuse, mais ne poussent pas plus loin la laïcisation de l'État, car elles maintiennent à l'Église catholique le privilège du culte public et ne songent ni à l'écarter de l'enseignement et de l'assistance, ni même à créer l'état civil. Le clergé ne s'en tient pas pour satisfait : il n'admet pas que la presse puisse critiquer ses doctrines et que les hérétiques soient traités sur le même pied que ses fidèles ; le récent édit qui assure un statut légal aux protestants suscite même des protestations. A part ces réserves, qui ne sont pas minces, il s'exprime dans le même sens que les autres ordres. Plus ou moins largement conçue, la liberté fut un vœu national.

Mais le conflit des classes n'est pas moins apparent. Si les privilégiés se résignent aux sacrifices d'ordre fiscal, avec bien des réticences sur leur étendue et sur les modalités de la contribution qui leur sera demandée, ils s'opposent généralement au vote par tête et stipulent expressément la conservation des ordres,

des prérogatives honorifiques et des droits seigneuriaux, tandis que, pour le Tiers État, l'égalité des droits est inséparable de la liberté.

Tant s'en fallait, néanmoins, qu'un arbitrage royal fût voué à l'échec. Pour ce qui concerne le monarque, personne ne lui contestait la sanction législative et l'intégralité du pouvoir exécutif. En renonçant à l'arbitraire et en gouvernant d'accord avec les États généraux, la dynastie capétienne accentuerait son caractère national et son autorité n'en serait pas moindre parce que modernisée. Entre l'aristocratie et la bourgeoisie, il ne manquait pas d'hommes qui, bon gré mal gré, se fussent pliés à un compromis. Parmi les nobles, le loyalisme, en présence de la volonté du prince, eût ébranlé l'opposition. Des bourgeois comme Maïouet et Mounier, tenant avant tout à en finir avec le despotisme, estimaient que la querelle des ordres risquait de le perpétuer et, se souciant peu des paysans, ne répugnaient pas à respecter le pouvoir seigneurial et la primauté honorifique du noble. Chez les uns comme chez les autres, la crainte de la guerre civile, perceptible déjà, plaidait secrètement en faveur de la conciliation.

Il eût été d'un grand roi ou d'un grand ministre d'en prendre l'initiative. Louis XVI n'était pas Henri IV ; Necker voyait clair, mais ses origines le paralysaient. La nation fut abandonnée à elle-même.

IV. — LA VICTOIRE DE LA BOURGEOISIE¹.

Loin de songer à un compromis, la Cour essaya de se débarrasser de Necker, et le Parlement, venu à résipiscence, offrit son

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 120. Pour l'histoire des États généraux et de l'Assemblée nationale constituante, ajouter G. LEFEBVRE, *Quatre-vingt-neuf*, cité p. 114 ; F. BRAESCH, 1789. *L'année cruciale* (Paris, 1941, in-8°) ; l'article de J. FLAMMERMONT, *Le second ministère Necker*, cité p. 121, qui s'arrête à la veille de la séance du 23 juin ; *Recueil de documents relatifs aux séances des États généraux, mai-juin 1789*, sous la direction de G. LEFEBVRE et A. TERROINE, t. I : *Les préliminaires. La séance du 5 mai* (Paris, 1953, in-8° ; publication du Centre national de la Recherche scientifique) ; A. AULARD, *Le serment du Jeu de Paume*, dans *Études et leçons sur la Révolution française*, 1^{re} série (Paris, 1893, in-8°) ; A. BRETTE, *Le serment du Jeu de Paume. Fac-similés du texte et des signataires* (Paris, 1893, in-8°) ; J. ÉGRET, *La Révolution des notables. Mounier et les Monarchiens, 1789* (Paris, 1950, in-8°) ; ÉT. DUMONT, *Souvenirs sur Mirabeau et les deux premières assemblées législatives*, réimp., avec notes tirées en partie de documents inédits par le chan. BÉNÉTRUY (Paris, 1951, in-8°) ; *La première année de la Révolution vue par un témoin (1789-1790)*. Les « Bulletins » de Poncet-Delpech, député du Quercy aux États généraux de 1789, par D. LIGOU (Paris, 1961, in-8°). — Pour ce qui concerne les

concours : en avril, le bruit courut d'un nouveau gouvernement, dont le premier soin serait d'ajourner *sine die* les États généraux. Entre les ministres, la vérification des pouvoirs entretenait la discorde : Barentin soutenait que les précédents l'attribuaient au Conseil d'État ; Necker le niait. Finalement, Louis XVI resta fidèle à ce dernier : la révolution de palais avorta et la compétence en matière de vérification demeura en suspens. Par ces tiraillements s'explique probablement l'ajournement de l'ouverture des États qui, fixée au 27 avril, se vit reportée au 5 mai.

La prudence conseillait de réunir les députés loin de Paris : on préféra Versailles, le roi pour ses chasses, la reine et son entourage pour l'agrément. La Cour commit d'autres imprudences en s'attachant à l'étiquette qui humiliait le Tiers État : on assigna un costume particulier à chacun des ordres ; le 2 mai, ils furent présentés au roi séparément ; le 4, lors de la procession du Saint-Esprit, ils défilèrent, de Notre-Dame à Saint-Louis, en masses distinctes, les représentants du Tiers en habit noir, inconnus à part l'impérieuse laideur de Mirabeau, mais applaudis de confiance par un peuple immense, les nobles dorés et empa-

députés : A. BRETTE, *Les constituants. Liste des députés et des suppléants élus à l'Assemblée nationale de 1789* (Paris, 1897, in-8°) ; A. AULARD, *Les orateurs de la Constituante* (Paris, 1882 ; 2^e éd., 1906) ; Ph. SAGNAC, *La composition des États généraux et de l'Assemblée nationale (1789). Étude statistique et sociale, dans Revue historique*, t. CCVI, 1951, p. 8-28. Les biographies sont nombreuses : L. GERSHOY, *Barère, un médiateur de la Révolution, dans Annales historiques de la Révolution française*, 1961, p. 1-18 ; Miss E. D. BRADBY, *The life of Barnave* (Oxford, [1915], 2 vol. in-8°) ; Pierre JOLLY, *Du Pont de Nemours, soldat de la Liberté* (Paris, 1956, in-8°) ; G. MICHON, *Adrien Duport* (Paris, 1924, in-8°) ; L. et Ch. DE LOMÉNIE, *Les Mirabeau* (Paris, 1878, t. I et II ; réédités avec adjonction des t. III à V, 1890, in-8°) ; A. STERN, *Das Leben Mirabeaus* (Berlin, 1889, 2 vol. in-8° ; trad. fr., Paris, 1895, 2 vol. in-8°) ; L. BARTHOU, *Mirabeau* (Paris, 1913, in-8°) ; E. HAMEL, *Histoire de Robespierre* (Paris, 1865, 3 vol., in-8°) ; J. M. THOMPSON, *Robespierre* (Oxford, 1935, 2 vol. in-8°) ; G. WALTER, *Robespierre* (Paris, 1936-1939, 2 vol. in-8° ; éd. revue et augmentée en 1 vol. in-8°, 1946 ; nouv. éd., 1961) ; J. MASSIN, *Robespierre* (Paris, 1956, in-8° ; coll. « Portraits de l'histoire », n° 3) ; M. BOULOISEAU, *Robespierre* (Paris, 1957, in-16 ; coll. « Que sais-je ? », n° 724) ; A. MATHIEZ, *Études sur Robespierre*, préface de Georges LEFEBVRE (Paris, 1958, in-8° ; publication de la « Société des Études robespierristes ») ; *Maximilien Robespierre 1758-1794*, recueil collectif sous la direction de W. MARKOV, avec une préface de G. LEFEBVRE (Berlin, 1958, in-8° ; 2^e éd. revue, 1961) ; *Bi-centenaire de la naissance de Robespierre (1758-1958)*, Publication de la « Société des Études robespierristes » (Nancy, 1958, in-8°) ; les t. I, II, III et IV (jusqu'au 27 juillet 1793) de l'édition des *Discours*, sous la direction de G. LEFEBVRE, M. BOULOISEAU et A. SOBOUL (Paris, 1951, 1952, 1954 et 1958, in-8°) constituent les t. VI, VII, VIII et IX des *Œuvres de Maximilien Robespierre*, publiées par la « Société des Études robespierristes » ; P. BASTID, *Sieyès et sa pensée* (Paris, 1939, in-8°) ; E. LEBÈGUE, *Thouret* (Paris, 1910, in-8°) ; J. GAULMIER, *Un grand témoin de la Révolution et de l'Empire, Volney* (Paris, 1959, in-8°).

nachés, la foule obscure des curés, puis, après la musique du roi, les évêques étincelants. Ultérieurement, cette petite guerre du cérémonial se prolongea jusqu'au 14 juillet : lors des séances royales, le Tiers prétendit se couvrir comme les privilégiés ; Bailly signifia que les députations qu'il conduirait au roi ne s'agenouilleraient pas devant lui.

Avenue de Paris, l'hôtel des Menus-Plaisirs, simple magasin en réalité, avait été aménagé pour le clergé et la noblesse ; derrière lui, sur la rue des Chantiers, la salle, construite pour les notables, agrandie et à nouveau décorée, s'offrait aux séances plénières, présidées par le roi ; mais, aucun local ne convenant au Tiers à raison de son effectif, cette « salle nationale » lui fut attribuée en temps ordinaire. Des tribunes y attendaient les spectateurs ; ils affluèrent et on leur laissa prendre l'habitude, qu'ils conservèrent jusqu'à la fin de la Convention, de se mêler aux délibérations : cette ordonnance inattentive rehaussa l'importance du Tiers et plaça les timides sous le contrôle et la pression de l'opinion intransigeante et audacieuse.

Louis XVI vint ouvrir la session le 5 mai. On applaudit son bref discours ; puis Barentin, qu'on n'entendit pas, Necker et le suppléant qui le relaya haranguèrent les députés anxieux et promptement harassés et déçus, car le discours du directeur des Finances, déroulant, durant trois heures, les détails de la situation du Trésor et des améliorations envisagées, ne fit aucune allusion à la réforme constitutionnelle, s'en remit à la générosité des privilégiés, répéta sur le mode du vote ce qu'il avait dit en décembre. Le lendemain, la noblesse et le clergé entreprirent de vérifier séparément les pouvoirs, le Tiers s'abstint, et les États généraux se trouvèrent paralysés.

Les Bretons et les Dauphinois n'auraient pas répugné à répudier le vote par ordre ; mais c'était enfreindre la égalité et les politiques ne voulaient pas s'y risquer si vite : les députés ne se connaissaient pas et personne ne savait jusqu'à quel point ils consentiraient à s'avancer ; visiblement l'ardeur des Bretons en effrayait plus d'un. Une tactique dilatoire s'imposait et, en refusant d'attribuer la vérification au Conseil d'État, Necker avait préparé l'échappatoire. Le Tiers allégua qu'il importait à chaque ordre de constater que les deux autres étaient légalement composés et que les pouvoirs devaient donc être contrôlés en commun. En attendant, il évita de se constituer : point de procès-verbal, ni de règlement ; pas même de bureau, mais seulement un doyen qui, à partir du 3 juin, fut Bailly. En outre, dès le début, il

s'attribua le nom de « communes » : bien que, à part quelques érudits, on ignorât ce qu'avaient été au juste les communes médiévales, il s'attachait au vocable le vague souvenir d'une résistance populaire aux féodaux, fortifié par ce qu'on connaissait de l'histoire de l'Angleterre ; mais le Tiers entendait surtout signifier qu'il ne reconnaissait plus la hiérarchie sociale qui le reléguait au troisième rang.

Son attitude n'allait pas sans inconvénient, car on représentait au peuple qu'elle retardait l'abolition des privilèges fiscaux. Lorsque Malouet proposa de négocier en offrant de garantir les droits et les propriétés de l'aristocratie, on le rabroua ; mais tout le monde sentait la nécessité d'un nouveau thème de manœuvre. Ce fut le clergé qui le fournit. La noblesse ne s'était pas laissée ébranler : le 11 mai, elle se déclara constituée. Une forte proportion des curés soutenant le Tiers, leur ordre proposa, au contraire, des conférences entre commissaires des trois ordres ; pour l'amadouer, le Tiers finit par accepter. Les discussions des 23 et 25 mai n'aboutirent pas, les nobles se retranchant derrière les précédents, le Tiers les contestant ou leur opposant la raison et le droit naturel. Dès lors, la tactique fut d'adjurer le clergé d'accepter la fusion et des évêques, sentant les curés leur échapper, supplièrent le roi d'intervenir. Le 28, Louis XVI demanda, en effet, qu'on rouvrit les conférences en présence de ses ministres et, le 4 juin, Necker formula un projet d'accord : chaque ordre vérifierait les pouvoirs de ses membres, communiquerait le résultat aux autres et examinerait leurs objections ; si l'entente ne se réalisait pas, le roi déciderait. Le Tiers se trouva de nouveau dans l'embarras ; cette fois, la noblesse se chargea de l'en tirer en rejetant l'arbitrage du roi sauf pour les délégations « entières », celles qui, en Dauphiné et dans quelques bailliages, avaient été choisies en commun par les trois ordres. Ce fut le signal de l'action révolutionnaire.

Le 10 juin, sur la proposition de Sieyès, le Tiers invita les privilégiés à se joindre à lui, faute de quoi on donnerait défaut contre les non-comparants. Commencé le 12, l'appel se termina le 14 : plusieurs curés avaient répondu, mais aucun noble. Aux trois ordres censés réunis, le Tiers, après deux jours de débat, conféra, le 17 juin, le nom d'« Assemblée nationale » et, aussitôt, confirmant à titre provisoire les impôts existants, s'en attribua le consentement. La souveraineté passait-elle à la nation ? Pas précisément, car, le 20, Bailly reconnut que ces résolutions révolutionnaires exigeaient la sanction du roi.

Louis XVI n'avait pas l'intention de l'accorder. Après la mort du dauphin, survenue le 4 juin, il s'était retiré à Marly, où la reine et les princes l'endoctrinaient. La noblesse, abdiquant enfin au profit du pouvoir royal, le suppliait de faire rentrer le Tiers dans le devoir. Le 19, la majorité du clergé se prononçant pour la réunion, des évêques coururent appeler à l'aide. Les ministres et Necker lui-même convenaient qu'une intervention s'imposait. Le Conseil annonça une séance royale pour le 22. Mais qu'y dirait le roi ? Necker, soutenu par Montmorin et Saint-Priest, désirait que, pour ménager le Tiers, on se contentât d'ignorer ses arrêtés au lieu de les casser. Se découvrant enfin, il prétendait imposer l'égalité fiscale, admettre tous les Français aux fonctions publiques et autoriser le vote par tête pour l'organisation des futurs États généraux, en stipulant que le roi ne l'accepterait que si elle comportait deux Chambres et si on lui attribuait, avec la sanction législative, le pouvoir exécutif sans partage. Encore plaçait-il les prérogatives et les propriétés de l'aristocratie sous la protection du vote par ordre. Il ne s'en heurta pas moins à l'opposition de Barentin : allait-on en venir à la constitution britannique ? Louis XVI, hésitant, ajourna la décision et la séance royale fut reportée au 23.

Le 20 juin, la salle se trouva close pour le Tiers qu'on n'avait pas eu la courtoisie d'avertir. Il finit par trouver asile dans un jeu de paume voisin. Comme on parlait d'aller se mettre à Paris sous la protection du peuple, Mounier s'interposa en proposant le fameux serment de rester unis jusqu'à l'établissement d'une constitution. L'indignation qu'excitait le lit de justice imminent entraîna l'adhésion, à peu d'exceptions près : le Tiers, comme le Parlement, se rebellait d'avance contre la volonté royale.

Le 21, Louis XVI admit ses frères au Conseil et, finalement, abandonna Necker, dont le projet fut bouleversé le lendemain. Le 23, un grand appareil militaire se déploya autour des Menus, d'où le public fut exclu. Accueilli en silence, Louis XVI fit lire deux déclarations d'intérêt capital en ce qu'elles mettent en pleine lumière l'enjeu du conflit. Elles reconnaissaient aux États généraux le consentement de l'impôt et des emprunts, ainsi que l'affectation des crédits sans excepter l'entretien de la Cour ; la liberté individuelle et celle de la presse seraient garanties ; des États provinciaux assureraient la décentralisation ; un vaste programme de réformes serait étudié par les États généraux. Ainsi, le régime constitutionnel, la liberté civile, le perfectionnement de l'unité nationale devenaient le patrimoine commun

de la monarchie et de la nation. Louis XVI ne faisait d'exception qu'en faveur du clergé, dont le consentement spécial était requis pour tout ce qui concernait son organisation et la religion. En outre, il se donnait l'apparence d'arbitrer entre les ordres : si le Tiers voyait casser ses arrêtés, les mandats impératifs que les privilégiés invoquaient pour imposer le vote par ordre et ajourner l'égalité fiscale, étaient aussi annulés. La vérification des pouvoirs s'opérerait dans le sens proposé le 4 juin. Les ordres pourraient convenir de délibérer en commun à propos des affaires d'intérêt général. Le ferme espoir s'exprimait que le clergé et la noblesse accepteraient d'assumer leur part des charges publiques.

Mais, n'imposant pas l'égalité fiscale, gardant le silence sur l'accession aux fonctions publiques, maintenant expressément les ordres et soustrayant au vote par tête l'organisation des futurs États généraux, le régime seigneurial, les privilèges honorifiques, la royauté mettait sa puissance dans la balance pour conserver la hiérarchie sociale traditionnelle et la prééminence de l'aristocratie. Il résultait de cette décision que la Révolution serait la conquête de l'égalité des droits.

Louis XVI termina en prescrivant aux ordres de se séparer et en donnant à comprendre qu'il dissoudrait l'Assemblée s'ils ne se soumettaient. Puis il sortit, suivi par la noblesse et la plus grande partie du clergé. Le Tiers demeura impassible et, quand Brezé, grand maître des cérémonies, vint lui rappeler l'ordre du souverain, Bailly répliqua : « La nation assemblée ne peut pas recevoir d'ordre. » Sieyes conclut : « Vous êtes aujourd'hui ce que vous étiez hier. » Ainsi que naguère le Parlement, le Tiers, tenant la séance comme non avenue, confirma ses arrêtés et déclara ses membres inviolables. La plénitude pertinente des réflexions de Bailly et de Sieyes méritait de retenir l'attention de la postérité ; elle a préféré l'apostrophe de Mirabeau : « Nous ne quitterons nos places que par la force des baïonnettes. » Le Tiers n'aurait pu soutenir ce défi ; mais la fermentation était déjà si menaçante que, pour le moment, la Cour ne se jugea pas en état de le relever. Dès lors, la résistance se désagrégea : la majorité du clergé et 47 nobles rejoignirent le Tiers et, le 27, le roi invita les récalcitrants à suivre leur exemple.

La révolution bourgeoise, juridique et pacifique, réalisée par les hommes de loi au moyen de procédés empruntés au Parlement, paraissait victorieuse. Le 7 juillet, l'Assemblée nomma un comité de constitution dont Mounier présenta le premier rapport dès

le 9 : elle est désormais pour l'histoire l'Assemblée constituante ; le 11, La Fayette déposa son projet de déclaration des droits de l'homme.

V. — L'APPEL AU SOLDAT¹.

Le Tiers ne se départit pas de son sang-froid. La dictature du pouvoir constituant, préconisée par Sieyès, ne prévalut pas, car la sanction royale ne cessa point d'être considérée comme nécessaire ; la notion moderne de la constitution qui crée les pouvoirs avant de les organiser ne se dégageait pas encore : Louis XVI, investi d'un pouvoir propre, né de l'histoire, conclurait un pacte avec la nation. D'autre part, le Tiers, pour avoir réuni les représentants des trois ordres, ne prononça pas la suppression de ces derniers au sein de la nation et se garda de provoquer l'élection d'une nouvelle assemblée : la bourgeoisie ne s'attribua donc pas une dictature de classe. Au contraire, la formation d'une majorité modérée semblait concevable : le clergé lui était acquis, les nobles libéraux aussi, et pareillement une partie du Tiers. Mais la plupart des nobles manifestèrent qu'ils ne tenaient pas le fait accompli pour définitif et l'on soupçonna Louis XVI de préparer un coup de force quand on vit des troupes affluer autour de Paris et de Versailles. Les prétextes ne manquaient pas : l'agitation croissait ; la disette multipliait les troubles ; à la fin de juin, l'insubordination des gardes françaises provoqua une émeute à Paris.

De plan arrêté, la Cour n'en avait pourtant pas encore et, pour en dresser un, il lui fallait d'abord écarter Necker et ses amis. On avait appelé le maréchal de Broglie et le baron de Breteuil : la sagesse commandait de constituer un gouvernement occulte, prêt à entrer en scène quand il aurait en mains des forces suffisantes. C'était une partie redoutable qui s'engageait ; on conçoit que le roi regardât les députés du Tiers comme des rebelles et que, pour la noblesse, la capitulation fût une injure. Mais, si le coup manquait, le sang versé retomberait sur l'un et sur l'autre. Cependant, le 11 juillet, Necker se vit hâtivement congédié et banni de France ; ses amis cédèrent la place à Breteuil et à ses auxiliaires. Aucun acte ne suivit. Mais l'Assemblée s'attendait au pire et la révolution bourgeoise semblait perdue. La force populaire les sauva.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 120. P. CARON, La tentative de contre-révolution, juin-juillet 1789, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. VIII, ann. 1906, p. 5-34 et 649-678.

CHAPITRE III

LA RÉVOLUTION POPULAIRE¹

Le recours à la force armée transforma le conflit des ordres en une guerre civile qui, imposant à la Révolution le caractère d'une mutation brusque, lui conféra une portée dont l'amplitude dépassait les intentions primitives et les prévisions de la bourgeoisie. L'intervention populaire, qui provoqua l'effondrement subit de l'Ancien Régime social, avait été préparée par la mobilisation graduelle des masses sous l'influence simultanée d'une crise économique et de la convocation des États généraux : ces deux causes se combinèrent pour créer une mentalité insurrectionnelle.

I. — LA CRISE ÉCONOMIQUE².

Depuis 1778, l'essor de la production — *splendeur de Louis XV* —, qui avait suivi la guerre de Sept ans, se voyait contrecarré en France par des difficultés nées, comme toujours dans l'économie traditionnelle, des vicissitudes agricoles ; se perpétuant à travers les crises périodiques et affectant ainsi un caractère intercyclique, elles provoquèrent ce que leur historien a dénommé le *déclin de Louis XVI*. Ce fut d'abord, engendrée

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir p. 113.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir les ouvrages de C.-E. LABROUSSE et de F. SIMIAND, l'article de G. LEFEBVRE, cités p. 23 ; C.-E. LABROUSSE, *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, t. I : *La crise viticole* (Paris, 1943, in-8°) et *Le froment...*, 1782-1790, cité p. 23 ; L. CAHEN, Une nouvelle interprétation du traité franco-anglais de 1786-1787, dans la *Revue historique*, t. CLXXXV, ann. 1939, p. 257-285 ; W. O. HENDERSON, The Anglo-French commercial treaty of 1786, dans *The Economic history review*, vol. X, 1957, p. 104-113 ; P. DARDEL, Crises et faillites à Rouen et dans la Haute-Normandie de 1740 à l'an V, dans la *Revue d'histoire économique et sociale*, 1948, p. 53-71 ; M. LACOSTE, *La crise économique dans le département de la Meurthe à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, cité ci-dessus, p. 58 ; P. DE SAINT-JACOB, *Les paysans de la Bourgogne du Nord au dernier siècle de l'Ancien Régime*, cité ci-dessus, p. 24.

par des vendanges d'une extraordinaire abondance, une effroyable mévente du vin dont les prix tombèrent de moitié ; après 1781, ceux-ci remontèrent un peu sans que la situation du vigneron se redressât, parce que, cette amélioration résultant de la rareté, il n'avait pas beaucoup à vendre. La culture de la vigne se pratiquait encore dans presque tout le royaume et procurait à un grand nombre de paysans le produit commercable le plus fructueux : leurs ressources furent cruellement diminuées et réduites à rien s'ils étaient métayers. Puis le prix des grains recula et resta relativement bas jusqu'en 1787. Enfin, en 1785, la sécheresse décima le bétail.

Le pouvoir d'achat des ruraux, qui formaient la majorité des consommateurs, se trouvant amenuisé, la production industrielle, à son tour, périclita dès 1786 et le traité de commerce franco-britannique, sans avoir été, comme on l'affirme traditionnellement, la cause originelle de son malaise, ne put manquer de l'embarrasser momentanément en l'obligeant à se moderniser pour supporter la concurrence étrangère. Le chômage s'aggrava et les campagnes, où s'était développée l'industrie rurale, n'en souffrirent pas moins que les villes.

C'est donc dénuées de toutes réserves qu'en 1788 les classes populaires virent une récolte désastreuse annoncer la disette ; le prix du pain ne cessa de s'élever et se trouva porté, au début de juillet 1789, à 4 sous la livre dans Paris où le gouvernement vendait pourtant à perte les grains qu'il importait, et jusqu'au double dans certaines provinces, alors que les salariés estimaient qu'il ne devait pas excéder 2 sous pour que la vie fût possible, car le pain constituait leur principal aliment et la consommation quotidienne atteignait en moyenne une livre et demie par tête, jusqu'à deux ou trois pour l'adulte travailleur de force. Necker ordonna de grands achats à l'étranger ; comme toujours, on ouvrit des ateliers de charité et on organisa des distributions de soupe et de riz. Après un hiver rude, la cherté n'en devint pas moins de plus en plus cruelle à mesure qu'on approcha de la moisson. Il convient de ne pas se leurrer sur la portée sociale de l'enrichissement engendré par les progrès de l'économie ; la prospérité du royaume a été mise en lumière depuis un demi-siècle, particulièrement par Jaurès, pour expliquer la puissance croissante de la bourgeoisie et, en ce sens, c'est avec raison qu'on objecte à Michelet que la Révolution a surgi dans une société en plein essor, non pas décrépite et comme vouée au cataclysme par la parcimonie providentielle de la nature. Il faut

observer pourtant que les profits de l'exploitation colonialiste se réalisaient surtout par la réexportation, en sorte que le travail national n'en tirait pas tout l'avantage qu'on imagine, et que la hausse de longue durée augmentait les revenus des grands propriétaires et de la bourgeoisie sans que les salaires fussent augmentés en proportion. Comme on sait maintenant que la production s'est déséquilibrée et anémiée durant la décade qui précéda la Révolution, il reste vrai que l'existence des masses alla se rétrécissant, si bien que, finalement, la disette les accabla.

Dans le « peuple » (artisans, boutiquiers, employés) comme dans le prolétariat (« la populace »), parmi les paysans — petits propriétaires et métayers qui ne récoltaient pas assez pour se suffire ou vigneron qui ne produisaient pas de grains — tout aussi bien que parmi les citadins, l'unanimité se fit pour imputer la responsabilité de ces maux au gouvernement et aux classes dominantes. L'impôt ne diminuait nullement, alors que le revenu s'effondrait ; les droits de consommation et les octrois semblaient plus odieux en temps de cherté ; si le vin ne se vendait pas, c'était que les aides restreignaient la consommation. Le pain manquait parce que Brienne, en 1787, avait libéré de toute entrave le trafic et l'exportation des grains. Necker, il est vrai, avait interdit cette dernière, donné une prime à l'importation et rétabli la vente au marché. Trop tard ! On avait fait le jeu de l'accaparement ; quiconque détenait une autorité, tous les agents de l'administration étaient suspects d'y participer, et le gouvernement lui-même, car le « pacte de famine » ne comptait pas pour légende. Le décimateur et le seigneur n'éveillaient pas moins de colère : ils devenaient accapareurs du fait de leurs prélèvements, qui, amputant une faible moisson, rognaien la subsistance du cultivateur et, pour comble, procuraient d'autant plus de profit que la cherté accroissait la misère. Enfin, la solidarité du Tiers s'ébranlait : le marchand de grains, le boulanger, le meunier se voyaient menacés ; le bourgeois, partisan de la liberté économique, se heurtait à cette hostilité populaire contre le capitalisme qui inclinait naturellement à la réquisition et à la taxation ; en avril, Necker permit d'exiger des contingents pour garnir les marchés, mais les intendants et les municipalités ne firent guère usage de l'autorisation.

A mesure que l'année 1789 s'avança, les émeutes tinrent en haleine les autorités exténuées et apeurées. A Paris, le 28 avril, le faubourg Saint-Antoine ravagea les manufactures de Réveillon et d'Henriot. Par tout le royaume, les marchés furent troublés à

chaque instant ; de même, la circulation des grains, que les conditions de la meunerie et du transport obligeaient à promener sur les routes et les rivières à la barbe des affamés. L'armée et la maréchaussée s'épuisaient à courir d'un lieu à l'autre et, enclines à l'indulgence pour les révoltés dont elles partageaient les privations, se préparaient inconsciemment à fraterniser avec eux. L'armature de l'Ancien Régime faiblit rapidement.

L'ébranlement fut particulièrement redoutable dans les campagnes. C'étaient elles que le faix des impôts écrasait surtout et que la dîme et les redevances seigneuriales exaspéraient. De ce chef, la communauté paysanne, si divisée qu'elle se sentit déjà, puisqu'elle réunissait des journaliers, des métayers, des petits propriétaires et les grands fermiers, se retrouvait solidaire contre la fiscalité royale et l'aristocratie. Bien avant le 14 juillet, la révolte agraire gronda en Provence à la fin de mars, dans la région de Gap en avril, le Cambrésis et la Picardie en mai ; aux environs de Versailles et de Paris, le gibier fut exterminé et les forêts dévastées. Mais, d'autre part, le peuple se faisait peur à lui-même parce que la mendicité, fléau endémique, s'étendait à vue d'œil, nombre de journaliers et de petits propriétaires prenant à leur tour la besace. Les pauvres, quittant leurs villages, s'entassaient dans les villes ou, vagabondant, s'attroupaient, couraient le pays, envahissaient les fermes, même de nuit, et s'imposaient par la crainte de l'incendie et d'attentats contre le bétail, les arbres, la moisson surtout qu'ils pouvaient couper en vert, enfin par la menace du pillage. Les autorités, inquiètes elles-mêmes pour la récolte, consentaient à laisser les villages s'armer pour la protéger. Des paniques éclataient çà et là parce que, la peur des « brigands » devenant générale, il suffisait du moindre incident pour qu'un timide crût les apercevoir et s'enfuit, semant l'épouvante.

II. — LA « BONNE NOUVELLE » ET LA GRANDE ESPÉRANCE¹.

On ne peut assurer, néanmoins, que la crise économique aurait dressé le peuple à l'aide de la bourgeoisie si la convocation des États généraux ne l'avait si profondément ému. Les fins que

1. OUVRAGES A CONSULTER. — J. BELIN, *La logique d'une idée-force. L'idée d'utilité sociale pendant la Révolution française, 1789-1792* (Paris, 1939, in-8°), et *Les démarches de la pensée sociale d'après les textes inédits de la période révolutionnaire, 1789-1792* (Paris, 1939, in-8°) ; F. BRUNOT, *Le mysticisme dans le langage de la Révolution*, dans *Les cahiers rationalistes*, n° 38, ann. 1935.

s'assignèrent les bourgeois qu'il élut ne le préoccupaient guère ; mais un événement si étrange fut accueilli comme une « bonne nouvelle », annonciatrice d'une métamorphose miraculeuse du sort des hommes ; il éveilla l'espoir, éclatant et nébuleux à la fois, d'un avenir où tous seraient plus heureux. La bourgeoisie a d'ailleurs partagé cet espoir ; il a soudé les éléments si hétérogènes du Tiers État et c'est aussi le foyer où s'est nourri l'idéalisme révolutionnaire. Mais, chez les gens du peuple, il a conféré à la Révolution un caractère qu'on peut dire « mythique », le « mythe » se définissant comme un complexe d'idées sur le futur qui sont génératrices d'initiative et d'énergie. Ainsi, à ses débuts, elle supporte la comparaison avec certains mouvements religieux à l'état naissant, où les pauvres discernent volontiers un retour au paradis terrestre.

Le 12 juillet, montant à pied la côte des Islettes, dans l'Argonne, Arthur Young rencontra une pauvre femme qui lui décrivit sa misère : « On disait que de grands personnages allaient faire quelque chose pour soulager les griefs des pauvres ; mais elle ne savait ni qui ni comment ; cependant, que Dieu nous envoie de meilleurs temps, car les tailles et les droits nous écrasent. »

Puisque le roi consultait son peuple, c'était qu'il le prenait en pitié : que pouvait-il pour lui, sinon alléger ses charges, c'est-à-dire l'impôt, la dîme, les redevances ? Il lui serait donc agréable qu'on devançât son intention ; après les élections, s'élevèrent de tous côtés les cris d'alarme de l'aristocratie : les paysans déclaraient ouvertement qu'ils ne paieraient plus rien.

Simultanément, cette grande espérance enflamma des passions redoutables, dont la bourgeoisie ne s'exempta nullement. La mentalité révolutionnaire en fut toute pénétrée et, par suite, l'histoire de la période en porte la profonde empreinte.

III. — LE COMLOT ARISTOCRATIQUE ET LA MENTALITÉ RÉVOLUTIONNAIRE¹.

Le Tiers se persuada immédiatement que les nobles défendraient obstinément leurs privilèges et, de cette prévision que

1. OUVRAGES A CONSULTER. — G. LEFEBVRE, *La Grande peur de 1789* (Paris, 1932, in-8° ; 2^e éd., 1956) ; du même, *Foules révolutionnaires*, dans *La foule*, publication du « Centre international de synthèse », 4^e semaine (Paris, 1934, in-16), dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1934, p. 1-26, et dans *Études sur la Révolution française* (Paris, 1954, in-8°), p. 271-287 ; J. PALOU, *La peur dans l'histoire* (Paris, 1958, in-8° ; coll. « Vous connaîtrez ») ; G. RUDÉ, *The motives of popular insurrection in Paris during the French Revolu-*

confirma l'opposition au doublement, puis au vote par tête, naquirent mille soupçons, aisément tournés en certitudes. Les nobles ne répugneraient à aucun moyen pour « écraser » les manants. Ils circonviendraient le roi bienfaisant pour obtenir la dissolution des États généraux. Ils prendraient les armes, se retrancheraient dans leurs châteaux et, pour soutenir la guerre civile, recruteraient des troupes parmi les « brigands » comme les recruteurs du roi enrôlaient les misérables ; les prisons et les bagnes fourniraient un contingent. Conservant déjà leurs grains pour affamer le Tiers, les nobles verraient de bon œil piller la moisson. Entre la peur qu'ils inspiraient et la peur des brigands, la liaison se généralisa rapidement, conjuguant ainsi les conséquences de la convocation des États généraux et celles de la crise économique. En outre, les puissances seraient appelées à l'aide ; le comte d'Artois allait émigrer pour gagner le roi de Sardaigne, son beau-père, les Bourbons d'Espagne et de Naples, l'empereur, frère de la reine : la France aurait le sort de la Hollande, subjuguée par les Prussiens ; la collusion avec l'étranger qui a pesé d'un si grand poids sur l'histoire de la Révolution a été admise dès le début et, en juillet, on redouta couramment l'invasion. Le Tiers État tout entier a cru au « complot aristocratique ».

Le poids de la centralisation monarchique et le conflit des ordres dominaient la représentation qu'il se construisait de la crise ; négligeant d'incriminer la nature et incapable d'analyser la conjoncture économique, il en imputait la responsabilité au pouvoir royal et à l'aristocratie. Incomplète, on ne peut dire que la conception fût en outre inexacte. Il était vrai que la liberté du commerce des grains, décrétée par Brienne, favorisait le spéculateur et, si on alléguait qu'elle commandait le progrès de la production, le peuple répliquait qu'il profiterait d'abord à l'aristocratie et à la bourgeoisie et que, lui-même, en attendant, en faisait les frais. De même, si le Tiers attribuait à l'aristocratie une capacité machiavélique dont elle manquait, il reste vrai que la Cour, d'accord avec elle, songeait à le punir de son insubordination et que le complot aristocratique, prématurément dénoncé, n'allait pas tarder à devenir une réalité. Cette mentalité, en tout cas, présente pour l'historien l'intérêt capital de montrer

lution, dans *The Bulletin of the Institute of historical research*, vol. XXVI, 1953, p. 53-74 ; voir les remarques de G. LEFEBVRE, A propos des récents articles de George Rudé, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1953, p. 289-291 ; G. RUDÉ, *The crowd in the French Revolution* (Oxford, 1959, in-8°).

que les faits trouvent leurs facteurs immédiats, non pas dans leurs antécédents, mais chez les hommes qui s'interposent en les interprétant.

Si le complot aristocratique et les « brigands » inspirèrent réellement à beaucoup un effroi qui engendra plus d'une fois la panique, d'autres n'en conçurent qu'une crainte raisonnée et affrontèrent résolument le péril, en sorte que les dénominations de « peurs », de « Grande peur », étendent abusivement à l'ensemble du Tiers une passivité épouvantée. En réalité, la mentalité révolutionnaire sut opposer à l'inquiétude une vigoureuse réaction défensive. Renseigné par les lettres de ses représentants, le Tiers les encouragea par d'innombrables adresses. La bourgeoisie aurait volontiers poussé plus loin, désirant arracher l'autorité municipale à la petite oligarchie des propriétaires d'offices, souvent anoblis. A Paris, les électeurs qui avaient nommé les députés formèrent, à la fin de juin, une municipalité occulte à l'hôtel de ville. Les notables souhaitaient également organiser une « milice nationale » : les électeurs parisiens en proposèrent la formation à l'Assemblée constituante qui n'osa l'autoriser. Le dessein était double : résister éventuellement aux troupes royales et tenir le peuple en respect. En attendant, on s'efforça de gagner l'armée. Non sans succès, car les bas-officiers ne pouvaient espérer d'avancement et les soldats, payant sur leur prêt une partie de leur subsistance, souffraient de la cherté. A Paris, les gardes françaises fraternisaient au Palais-Royal et, à la fin de juin, le peuple délivra ceux qu'on avait emprisonnés à l'Abbaye. On connaît plusieurs personnages qui distribuèrent de l'argent aux soldats ou indemniserent des insurgés de juillet ; il n'est pas douteux que les agents du duc d'Orléans les imitèrent.

Enfin, à la réaction défensive, s'adjoignit une volonté punitive, soit pour réduire à l'impuissance le complot aristocratique, les accapareurs et tous les ennemis du peuple, soit pour châtier ceux-ci : dès juillet, elle se traduisit par des incarcérations, des sévices, des massacres populaires.

Ces trois traits de la mentalité révolutionnaire — la « peur », la réaction défensive, la volonté punitive — constituent une des clés de l'histoire qui va suivre. Le complot parut déjoué à la fin de 1789 et la répression s'apaisa. Il reparut ensuite, affecté des caractères qu'on lui avait attribués par avance, et l'étranger lui vint en aide : la réaction défensive fit surgir les volontaires, puis décréter la levée en masse. La volonté punitive provoqua les massacres de 1792 et, quand le péril s'aggrava de nouveau

en 1793, la Convention n'en prévint de nouveaux qu'en organisant la Terreur. La « peur » et son cortège ne s'effacèrent, peu à peu, qu'après la victoire incontestée de la Révolution.

IV. — LA RÉVOLUTION PARISIENNE¹.

Tel étant l'état des esprits, le renvoi de Necker fit l'effet d'une torche dans la poudrière : le complot aristocratique entraînait en action. La nouvelle s'ébruita dans Paris, le dimanche 12 juillet ; il faisait beau et il y avait foule au Palais-Royal dont le jardin et les galeries, récemment ouverts par le duc d'Orléans, devenaient le centre des plaisirs. On s'attroupa autour d'orateurs improvisés dont un seul, Camille Desmoulins, a laissé un nom. Bientôt des cortèges de manifestants gagnèrent les boulevards, puis la rue Saint-Honoré. La cavalerie entreprit de les disperser et, place Louis XV, chargea la foule, provoquant, ailleurs, la réaction des gardes françaises. Le baron de Besenval, commandant militaire, ramena le soir tout son monde au Champ-de-Mars.

Les Parisiens ne songèrent nullement à voler au secours de l'Assemblée : ils la sauvèrent, mais par ricochet. Ce qui les angoissait, c'était leur propre sort, car ils se persuadaient que leur ville, cernée par les troupes royales et les brigands, se verrait bombardée de Montmartre et de la Bastille, puis livrée au pillage. Les paniques furent continuelles durant ces journées, premier acte de la Grande peur. D'autre part, la police ayant disparu, on incendiait les postes d'octroi et on pilla Saint-Lazare ; la sûreté des personnes et des biens semblait en péril, et l'effroi planait sur la capitale abandonnée à elle-même.

La réaction défensive fut immédiate. Les rues se hérissèrent de barricades et on vida les boutiques d'armuriers. Les électeurs nommèrent un comité permanent et formèrent une milice. Pour l'armer, on s'empara de 32.000 fusils aux Invalides, le 14 au matin,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 113. Sur le 14 juillet, le meilleur ouvrage reste celui de J. FLAMMERMONT, *La journée du 14 juillet 1789* (Paris, 1892, in-8°) ; F. FUNCK-BRENTANO, *Légendes et archives de la Bastille* (Paris, 1898, in-12) ; P. CHAUVET, *L'insurrection parisienne et la prise de la Bastille* (Paris, 1946, in-8°) ; de la « coll. d'Histoire sociale », dirigée par G. BOURGIN et É. DOLLÉANS ; J. DURIEUX, *Les vainqueurs de la Bastille* (Paris, 1911, in-8°) ; voir A. CHUQUET, *Historiens et marchands d'histoire* (Paris, 1914, in-8°) ; dans *Annales révolutionnaires*, t. VII, ann. 1914, p. 646-674 ; tir. à part, 1916 ; G. RUDÉ, *La composition sociale des insurrections parisiennes de 1789 à 1791*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1952, p. 256-288 ; du même, *The crowd in the French Revolution*, cité ci-dessus, p. 139 ; A. D. LIOUBLINSKAÏA, *La Bastille et ses archives*, dans *Annuaire d'études françaises*, 1958 (Moscou, 1959, in-8°), p. 104-126 (en russe, résumé en français).

et on alla en demander d'autres à la Bastille. Son gouverneur, de Launey, parlementa. Ne disposant que d'une faible garnison, il avait évacué les cours avancées et la foule les occupa ; derrière des murs de 30 mètres de haut, bordés d'un fossé large de 25 et rempli d'eau, il n'avait pas à craindre un coup de main. Cependant, perdant son sang-froid, il finit par ouvrir le feu. Des hommes tombèrent ; les autres reculèrent en désordre, criant à la trahison et convaincus qu'on ne les avait laissés s'avancer que pour les fusiller plus à l'aise. Ceux qui étaient armés se mirent à tirailler et le combat se prolongea, tout à fait inégal : les assaillants perdirent une centaine de morts, alors qu'un seul assiégé fut atteint. Les « vainqueurs de la Bastille » ayant été ultérieurement recensés, nous connaissons bon nombre de combattants : toutes les classes de la société sont représentées parmi eux, mais la plupart appartenaient à l'artisanat du faubourg Saint-Antoine.

Aucune décision ne se dessinait quand des gardes françaises et des gardes nationaux, sous la conduite de Hulin, ancien sous-officier, et du lieutenant Élie, arrivant de l'hôtel de ville, pénétrèrent dans les cours de la Bastille et, sous le feu, braquèrent des canons contre la porte. De Launey, effrayé, offrit de se rendre. Élie accepta ; mais des combattants protestèrent : point de capitulation ! Au comble du désarroi, le gouverneur fit abaisser le pont-levis et la foule se rua dans la forteresse. On réussit à sauver la plus grande partie de ses défenseurs ; trois officiers et trois hommes furent pourtant massacrés. De Launey, amené au prix de grands efforts jusqu'aux portes de l'hôtel de ville, y périt à son tour ; peu après, Flesselles, le prévôt des marchands, eut le même sort. On promena en ville, au bout des piques, les têtes coupées.

Besenval battit en retraite sur Saint-Cloud. Les électeurs s'emparèrent de l'autorité municipale, nommèrent Bailly maire et offrirent le commandement de la garde nationale à La Fayette. Celui-ci, bientôt après, lui donna une cocarde aux couleurs de Paris, le rouge et le bleu, entre lesquelles il plaça le blanc qui était celle du roi : par ses soins, le drapeau tricolore, emblème de la Révolution, associa l'ancienne France et la nouvelle.

Personne n'avait pensé que la Bastille fût l'enjeu du conflit ; au premier moment, personne ne pensa non plus que sa chute en fixât l'issue : les paniques continuèrent. Néanmoins, la prise de la Bastille, d'importance médiocre en soi, brisa la résistance de la Cour ; les forces qu'elle tenait en mains ne suffisaient pas pour prendre Paris, d'autant qu'elles n'étaient pas sûres. Le roi hésita : fuirait-il ? En dépit du comte d'Artois, il se résigna à céder. Le 15,

il se rendit à l'Assemblée et annonça le renvoi des troupes ; le 16, il rappela Necker ; le 17, il se rendit à Paris et accepta la cocarde.

On n'en conclut pas que l'aristocratie eût désarmé et les bruits affolants persistèrent. Le comte d'Artois et bien d'autres émigrèrent ; on racontait qu'une escadre anglaise guettait Brest. Le comité permanent fouillait les abords de la capitale, à la recherche des brigands ; il ne trouvait que des errants qu'il renvoyait dans leurs paroisses d'origine. Comme la banlieue redoutait de s'en voir infestée, les paniques se multiplièrent. L'intendant de Paris, Bertier de Sauvigny, ainsi que son beau-père Foullon de Doué, et Besenval lui-même ayant été arrêtés, les massacres recommencèrent : le 22 juillet, on pendit les deux premiers en place de Grève et, le 30, Necker, opportunément revenu, ne sauva le troisième que de justesse. Ces meurtres soulevèrent de véhémentes protestations. Mais des bourgeois, animés par le danger couru, partageaient la fureur du peuple. « Ce sang est-il donc si pur ? » s'écriait Barnave en pleine Assemblée constituante. Comment disconvenir, pourtant, qu'il importait de mettre fin aux exécutions sommaires ? Le 23 juillet, un notaire de la rue de Richelieu vint proposer, au nom de son quartier, la création d'un tribunal populaire et, le 30, Bailly revint à la charge. L'Assemblée fit la sourde oreille ; ce fut seulement en octobre qu'elle institua la poursuite des crimes de lèse-nation, et elle en chargea le Châtelet de Paris, c'est-à-dire un tribunal ordinaire. Du moins créa-t-elle en juillet un « comité des recherches », prototype du Comité de sûreté générale, et la municipalité de Paris en institua un autre qui fut le premier comité révolutionnaire. Dans le même temps, à propos du secret des lettres, des députés de toutes nuances, le marquis de Gouy d'Arsy et l'académicien Target comme Barnave et Robespierre, représentèrent avec force qu'on ne gouverne pas en temps de guerre et de révolution de la même façon qu'en temps de paix, c'est-à-dire que l'étendue des droits qu'on projetait de reconnaître au citoyen est relative aux circonstances : telle sera la doctrine du gouvernement révolutionnaire.

V. — LA RÉVOLUTION MUNICIPALE¹.

En province également, le renvoi de Necker suscita une vive émotion et une réaction immédiate. On ne s'en tint plus aux

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 113. Il n'existe pas d'étude d'ensemble sur la révolution municipale ; pour une vue synthétique, voir l'article très neuf

adresses, souvent menaçantes cette fois ; en plusieurs villes, on mit la main sur les caisses publiques, les arsenaux, les magasins militaires ; un comité se chargea d'organiser une milice, fit appel aux communes voisines, voire aux paysans. A Dijon, le gouverneur fut arrêté, les nobles et les prêtres consignés chez eux : c'est le premier exemple de la détention des suspects. A Rennes, la population débaucha la garnison et se souleva : le commandant militaire quitta la ville.

A la nouvelle de la prise de la Bastille et de la visite du roi à Paris, que des fêtes célébrèrent, la bourgeoisie enhardie s'empara presque partout du pouvoir. La « révolution municipale », comme nous l'appelons, s'accomplit pacifiquement la plupart du temps : la municipalité d'Ancien Régime s'adjoignit des notables ou s'effaça devant les électeurs ; très fréquemment, elle dut créer ou laisser constituer un comité permanent chargé d'organiser la garde nationale, mais qui s'attribua peu à peu toute l'administration. Toutefois, il arriva aussi que le peuple, associé aux manifestations de la bourgeoisie, exigea une diminution du prix du pain et que, celle-ci tardant, l'émeute se déclencha, saccageant les maisons des autorités et des accapareurs et, souvent, dispersant l'ancienne municipalité.

La révolution municipale présenta des caractères variés et s'arrêta bien des fois à mi-chemin. Elle fut totale dans certaines villes : à Strasbourg, l'ancienne municipalité fut éliminée par la force ; à Dijon, à Pamiers, les anciennes municipalités furent maintenues en fonctions, mais au sein d'un comité où elles furent en minorité ; à Bordeaux, les pouvoirs municipaux furent réduits à la « police ordinaire », un comité se réservant les responsabilités à caractère révolutionnaire. Dans certaines villes, ainsi en Normandie, la révolution municipale fut incomplète, l'ancien pouvoir subsistant à côté du pouvoir révolutionnaire. A Metz, à Nancy, une telle dualité traduisit l'opposition sociale de deux éléments différents, aucun ne pouvait l'emporter ; à Montauban, à Nîmes, l'opposition sociale se doublait d'une opposition religieuse. A Lyon, à Troyes, la victoire des patriotes en juillet

de D. LIGOU, A propos de la révolution municipale, dans *Revue d'histoire économique et sociale*, 1960. — Consulter les histoires de provinces et de villes, notamment : F. MOURLOT, *La fin de l'Ancien Régime dans la généralité de Caen* (Paris, 1913, in-8°) ; L. DUBREUIL, *Le Comité permanent d'Évreux, dans Annales révolutionnaires*, t. XII, ann. 1920, p. 372-399 ; H. MILLOT, *Le Comité permanent de Dijon* (Dijon, 1925, in-8°).

fut suivie d'une contre-offensive des forces d'ancien régime. Dans un certain nombre de villes enfin, il n'y eut pas de révolution municipale : à Toulouse, l'ancienne municipalité avait la confiance des patriotes ; à Aix, elle se maintint grâce à l'appui de l'armée et des tribunaux. Cette diversité d'aspects s'explique par la variété des structures municipales d'ancien régime et par le jeu des antagonismes sociaux. Dans les Flandres, les revendications politiques de la bourgeoisie et les revendications sociales des masses populaires ne coïncidèrent pas chronologiquement : la révolution municipale eut peu d'ampleur. D'une manière générale, le mouvement s'affirma plus faiblement dans le Nord et dans le Midi, régions à villes de bourgeoisie ou à villes de consulat, à fortes traditions communales.

Les effets de la révolution municipale furent cependant partout identiques : on ne tint plus compte que des ordres de l'Assemblée nationale et le roi se trouva destitué de toute autorité. En même temps, la centralisation s'effaça : chaque municipalité exerça un pouvoir absolu, non seulement chez elle, mais sur les paroisses d'alentour ; dès le mois d'août, les villes commencèrent à conclure des pactes d'entraide, en sorte que la France se mua spontanément en une fédération de communes. Cette autonomie ouvrit carrière à une minorité d'hommes résolus qui, sans attendre les instructions de Paris, imposèrent les mesures qu'ils jugeaient nécessaires au salut public, et ce fut un ressort essentiel de la défense révolutionnaire.

Mais le revers fut tout de suite visible. L'Assemblée constituante jouissait d'un prestige que nulle autre ne retrouvera ; cependant, la population n'observa que les décrets qui lui convenaient. Que désirait-elle avant tout ? La réforme de l'impôt, l'abolition des taxes indirectes, la réglementation du commerce des grains. La perception se trouva suspendue ; la gabelle, les aides, les octrois éliminés ; la circulation des grains proscrite ou continuellement entravée ; proclamations et décrets n'y purent rien. A Paris, on alla plus loin encore : dans les districts, circonscriptions constituées pour les élections aux États généraux, les citoyens assemblés, à l'image des électeurs, prétendirent contrôler la municipalité qu'ils élurent pour remplacer ces derniers : à leurs yeux, la souveraineté nationale entraînait la démocratie directe, et cette conception restera chère aux sans-culottes.

VI. — LA RÉVOLUTION PAYSANNE ET LA GRANDE PEUR¹.

Les campagnes s'étaient associées aux villes ; mais la répercussion de la révolution parisienne s'y amplifia plus efficacement encore. En plusieurs régions, la révolte agraire éclata. Dans le bocage normand, le Hainaut, la Haute-Alsace, on assaillit les châteaux ou les abbayes pour brûler les archives et imposer l'abandon des droits seigneuriaux. En Franche-Comté et dans le Mâconnais, les paysans incendièrent ou dévastèrent nombre de châteaux. La bourgeoisie ne se vit pas toujours épargner : on la mit à contribution ; en Alsace, les Juifs souffrirent beaucoup. D'autre part, l'hostilité des ruraux à l'égard du capitalisme menaçant, dont la réaction seigneuriale s'était faite l'instrument, se manifestait clairement ; la vaine pâture reprit son empire ; les clôtures furent détruites, les forêts envahies, les communaux repris ou revendiqués : la révolution paysanne était à double tranchant. Aussi un rapprochement s'esquissa-t-il entre les notables. Les milices urbaines allèrent rétablir l'ordre. En Mâconnais, à côté de la justice prévôtale, la bourgeoisie institua des tribunaux extraordinaires : 33 paysans furent pendus. Les révoltes frappèrent l'imagination ; de plus grande importance, pourtant, fut la résistance passive qui, dans tout le royaume, contraria le prélèvement de la dîme et du champart sur la moisson : paya qui voulut. D'ailleurs, la Grande peur vint procurer au mouvement une force irrésistible.

Les événements parisiens renforçaient la crainte du complot aristocratique, de l'invasion étrangère qui pouvait le soutenir, des « brigands » qu'il pouvait prendre à sa solde. Ces derniers effrayaient de plus en plus, maintenant que les blés étaient mûrs et que Paris, avec d'autres grandes villes, annonçait l'expulsion des mendiants et vagabonds. Les émeutes frumentaires et les révoltes agraires accroissaient encore l'anxiété, comme aussi les randonnées des gardes nationaux des villes qui venaient fouiller les châteaux ou exiger des grains. La Grande peur naquit de six incidents locaux, analogues à ceux qui avaient déjà déclenché

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 113. Étude d'ensemble par G. LEFEBVRE, *La Grande peur de 1789* (Paris, 1932, in-8° ; 2^e éd., 1956, in-8° ; avec un addendum bibliographique) ; trad. italienne mise à jour par l'auteur, par A. GAROSCI, *La grande paura del 1789* (Turin, 1953, in-8° ; avec une carte nouvelle). Aux éléments de bibliographie donnés par G. Lefebvre, ajouter en particulier H. DINÉ, *La Grande peur dans la généralité de Poitiers* (Paris, 1951, in-8°) ; M.-C. ARMOOGUM-NINAT, *La Grande peur de 1789 à Sainte-Sévère* (Indre), dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1957, p. 121-125 ;

tant de paniques ; mais, cette fois, ils donnèrent naissance à des courants alimentés en chemin par des « émotions » nouvelles, qui leur servaient de relais et dont on peut suivre certains sur des centaines de kilomètres, avec des ramifications qui couvrent des provinces entières. C'est l'extension extraordinaire de la propagation en chaîne qui confère à la Grande peur son originalité et met en lumière la mentalité qui l'a rendue possible.

De Nantes, une « émotion » alarme le Poitou ; d'Estrées-Saint-Denis, dans le Beauvaisis, une autre sème l'effroi dans toutes les directions ; une troisième, au sud de la Champagne, répand l'épouvante dans le Gâtinais, le Bourbonnais et la Bourgogne ; une quatrième, née dans la région de la forêt de Montmirail, voisine de La Ferté-Bernard, alerte le Maine, la Normandie, l'Anjou et la Touraine. Des abords de la forêt de Chizé, la peur gagne Angoulême, se répand dans le Berry et le Massif central, affole l'Aquitaine jusqu'aux Pyrénées. Dans l'est, la révolte agraire de Franche-Comté et du Mâconnais propage la peur jusqu'à la Méditerranée.

Révolutionnaires et aristocrates s'accusèrent réciproquement de l'avoir machinée. Les ennemis de la Révolution, avancèrent les premiers, ont semé l'anarchie pour paralyser l'Assemblée nationale. Les bourgeois, répliquèrent les seconds, ont alarmé le peuple pour le pousser à s'armer et à se révolter, alors qu'il ne demandait qu'à rester paisible. Cette dernière version a fait fortune parce que la Grande peur suscita une réaction défensive qui se tourna contre l'aristocratie. Près du Mans et en Vivarais, trois de ses membres furent mis à mort et les paysans du Dauphiné fournirent à la panique un relais formidable en brûlant les châteaux. On répéta donc ensuite que la peur avait éclaté partout à la fois, répandue par des courriers mystérieux et engendrant la révolte agraire. En réalité, elle ne fut pas universelle : la Bretagne, la Lorraine, le Bas-Languedoc, entre autres régions, ne l'ont pas connue. Elle s'échelonna du 20 juillet au 6 août. Les documents désignent souvent ceux qui l'ont propagée de bonne foi. Fait caractéristique enfin : on l'ignora dans

se reporter aussi aux documents et g'anes publiés par cette revue : 1958, p. 72-73 ; 1959, p. 162-163 ; 1960, p. 198-209. Pour les troubles agraires, ajouter F. MOURLOT, cité p. 144 ; P. DE VAISSIÈRES, *Lettres d'aristocrates* (Paris, 1907, in-8°) ; G. LEFEBVRE, *Les paysans du Nord*, cité p. 57 ; le recueil sur les droits seigneuriaux, publié par Ph. SAGNAC et P. CARON, cité ci-dessous p. 180 ; F. ÉVRARD a repris l'étude des troubles du Mâconnais dans les *Annales de Bourgogne*, t. XIX, ann. 1947, p. 7-39 et 97-121 : Les paysans du Mâconnais et les brigandages de juillet 1789.

les contrées antérieurement insurgées et la jacquerie dauphinoise est la seule qu'elle ait provoquée. Si elle a encouragé la révolution des paysans, elle n'en est pas l'origine : ils étaient déjà debout.

VII. — LA NUIT DU 4 AOÛT ET LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN¹.

Pendant que la révolution populaire s'étendait, les débats de l'Assemblée se poursuivaient sans résultat. Convenait-il de publier immédiatement une déclaration des droits ? N'était-il pas préférable de l'ajourner jusqu'à l'achèvement de la constitution, afin de les mettre d'accord ? On avançait des arguments d'ordre général sans faire allusion aux véritables raisons qui inspiraient les opinions opposées : l'existence des ordres et les privilèges. Les principes qu'on allait proclamer les condamneraient ; les aristocrates soutenaient donc l'ajournement, espérant qu'ils réussiraient à conserver quelques-unes de leurs prérogatives, tandis que les patriotes, impatients, les accusaient d'obstruction et que les clairvoyants soupçonnaient les privilèges des provinces et des villes de procurer à la noblesse des complaisances secrètes au sein du Tiers. Le 4 août au matin, l'Assemblée décida qu'elle voterait, en premier lieu, la déclaration ; mais on pouvait compter que la délibération provoquerait de nouvelles résistances.

La révolution populaire, d'autre part, exigeait une solution. L'Assemblée, qu'elle avait sauvée, ne pouvait que l'approuver ; mais l'ordre devait être rétabli, le peuple attendant paisiblement les réformes que ses représentants jugeraient convenables. Dans les villes, on pouvait espérer que la bourgeoisie parviendrait à le contenir. Pour les paysans, il en allait autrement : ils détruisaient le régime seigneurial sans se soucier de l'Assemblée. Que faire ? En recourant à l'armée et à la justice prévôtale, l'Assemblée romprait avec le peuple et se mettrait à la merci du roi et de l'aristocratie. L'autre solution était d'accorder satisfaction aux révoltés ; mais que diraient les curés et les nobles libéraux dont l'appui avait assuré la victoire du Tiers ?

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 113. Pour la Déclaration, ci-dessous p. 163.

Les termes de la décision et la tactique propre à l'emporter furent arrêtés dans la nuit du 3 au 4 août par une centaine de députés réunis, au café Amaury, dans un « club breton » dont les origines remontaient à la fin d'avril, les députés de Bretagne ayant pris l'habitude, dès leur arrivée, de se concerter et admis aussitôt à leurs délibérations leurs collègues des autres provinces. On résolut d'entraîner l'Assemblée « par une espèce de magie » et, pour ce qui concernait la féodalité, le duc d'Aiguillon se chargea de l'initiative.

Le 4 août au soir, toutefois, le vicomte de Noailles le devança et il n'eut qu'à l'appuyer. Sans discussion, l'Assemblée adopta d'enthousiasme l'égalité devant l'impôt et le rachat des droits seigneuriaux, à l'exception des servitudes personnelles qui disparaîtraient sans indemnité. Puis d'autres propositions se succédèrent avec pareil succès : égalité des peines, admission de tous aux fonctions publiques, abolition de la vénalité, conversion de la dîme en redevance rachetable, gratuité du culte, interdiction de cumuler les bénéfices, suppression des « annates », c'est-à-dire de l'année de revenu que l'évêque devait au pape lors de son investiture. Ce furent les privilèges des provinces et des villes qui s'offrirent en dernier lieu au sacrifice : néanmoins, l'opération « magique » avait réussi.

Ces résolutions exigeaient rédaction, en sorte que le débat se rouvrit le lendemain et dura jusqu'au 11 août. Le décret définitif commence ainsi : « L'Assemblée nationale détruit entièrement le régime féodal. » C'était loin d'être exact, car on réserva le sort du droit d'aînesse et des prérogatives honorifiques, tandis que l'obligation de racheter les redevances promettait longue durée à celles-ci. Au contraire, la dîme fut supprimée sans indemnité ; mais, de même que les redevances restaient exigibles tant que les modalités du rachat n'auraient pas été déterminées, de même on la percevrait jusqu'à ce qu'une loi eût pourvu au culte public.

Toujours est-il que, dans la nuit du 4 août, l'Assemblée réalisa en principe l'unité juridique de la nation, anéantit, avec le régime féodal, la domination de l'aristocratie dans les campagnes, et amorça la réforme des finances et de l'Église. Le terrain déblayé, elle put aborder la discussion de la déclaration qui, commencée le 20 août, fut achevée, sans désespérer, le 26. Proclamant la liberté, l'égalité et la souveraineté nationale, ce texte constituait « l'acte de décès » de l'Ancien Régime anéanti par la révolution populaire.

VIII. — LES JOURNÉES D'OCTOBRE¹.

Mais Louis XVI ne sanctionna ni les décrets des 5-11 août ni la déclaration, et la crise se rouvrit. L'Assemblée tenait les deux textes pour constitutionnels et Mounier déclarait que, le pouvoir constituant étant souverain, la constitution, « antérieure à la monarchie », n'avait pas besoin du consentement du roi : la thèse de Sieyès l'emportait et la constitution, cessant d'être un contrat, prenait figure moderne.

La scission qui menaçait le parti patriote poussait Louis XVI à gagner du temps. Des nobles libéraux, des curés, des bourgeois possesseurs de droits seigneuriaux ou d'offices se groupaient pour arrêter la révolution en se réconciliant avec le roi, par la concession du « veto absolu » — la sanction législative que Necker stipulait pour lui en juin —, et avec l'aristocratie, par la création de la chambre haute qu'il avait également prévue. On les appela « anglomanes » ou « monarchiens ». A Lally-Tolendal, à Clermont-Tonnerre, à Malouet se joignait Mounier et, à propos du veto absolu, Mirabeau les soutint. Du Port, Barnave, Alexandre de Lameth — le « triumvirat » — prirent dès lors la direction du parti patriote, et ils l'emportèrent : le 10 septembre, le bicamérisme fut rejeté et, le lendemain, un veto suspensif fut accordé au roi à l'égard des lois, étant entendu, avait-on fait savoir à Necker, qu'il renoncerait tacitement à la sanction constitutionnelle en acceptant les décrets d'août. Il n'en fit rien. L'Assemblée ne se décida pourtant que le 1^{er} octobre à les présenter à l'« acceptation » du monarque, sans être plus avancée puisqu'il pouvait aussi bien refuser d'accepter que de sanctionner. Il ne restait donc qu'à le contraindre encore une fois.

A Paris, l'agitation ne se calmait pas. Journaux et brochures pullulaient, et Marat, en septembre, fonda l'*Ami du peuple*, où il attaqua furieusement Bailly, La Fayette et Necker. A la fin d'août, une marche sur Versailles s'esquissa au Palais-Royal ;

1. OUVRAGES A CONSULTER. — La meilleure contribution est celle d'A. MATHIEZ, Étude critique sur les journées des 5 et 6 octobre, dans la *Revue historique*, t. LXVII, ann. 1898, p. 241-281 ; t. LXVIII, ann. 1898, p. 258-294 ; t. LXIX, p. 41-66 ; mais ce n'est pas un exposé d'ensemble. On peut consulter aussi l'ouvrage du baron DE VILLIERS, *Les 5 et 6 octobre ; Reine Audu* (Paris, 1917, in-8°) ; celui de DOM H. LECLERCQ, intitulé *Les journées d'octobre* (Paris, 1925, in-8°), ne concerne pas exclusivement ces événements. W. GÜTHLING, *La Fayette und die Ueberführung Ludwigs XVI von Versailles nach Paris* (Halle, 1931, in-8°), s'applique uniquement à dénoncer La Fayette comme l'instigateur du mouvement. — Sur les « monarchiens », J. ÉGRET, *La révolution des notables*, ouvrage cité p. 120.

la tentative échoua. Mais, bientôt, le complot aristocratique parut menacer à nouveau, le roi ayant appelé le régiment de Flandre qui arriva le 23 septembre ; dès lors, la garde nationale, que La Fayette avait pourtant complètement embourgeoisée, ainsi que les compagnies soldées qu'il avait organisées, admirent l'éventualité d'une nouvelle « journée ». Bien qu'on n'en connaisse ni les circonstances ni les termes, on ne peut douter d'un accord entre les révolutionnaires parisiens et les députés patriotes. Vraisemblablement, Mirabeau entra dans le jeu au compte du duc d'Orléans. Quoi qu'en ait dit La Fayette, il semble que ni lui ni Bailly ne désapprouvaient le projet, car ils ne prirent aucune mesure pour l'entraver.

Les circonstances politiques apparaissent ainsi comme la cause essentielle des journées d'octobre. Pourtant, de même qu'en juillet, l'ébranlement eût été moins profond sans le malaise économique. Étrangers, nobles, riches désertaient la capitale, congédiant leurs domestiques ; l'argent se cachait ou émigrail : les industries de luxe périclitaient ; jamais les chômeurs n'avaient été si nombreux. En outre, le pain restait cher et parfois rare ; la récolte était bonne, mais non battue, les marchés vides et la circulation difficile ; les moulins tournaient peu, l'air étant calme et les rivières basses. De nouveau, on rapportait la pénurie au complot : aller mettre la main sur le roi semblait un remède. Une fois de plus, la crise économique et la crise politique conjuguèrent leurs effets.

Le 1^{er} octobre, les officiers des gardes du corps offrirent un banquet à ceux du régiment de Flandre ; vers la fin, la famille royale parut et fut acclamée ; les convives se répandirent en manifestations hostiles à la nation et outragèrent la cocarde. A l'instar du renvoi de Necker, la nouvelle de ces incidents donna le branle à l'insurrection. Le 5, les femmes du faubourg Saint-Antoine et des Halles se rejoignirent à l'hôtel de ville pour demander du pain : ce ne pouvait être un hasard, mais nous ne savons rien des préparatifs. Ni Bailly ni La Fayette n'étaient présents. Elles mirent à leur tête Maillard, l'un des « vainqueurs de la Bastille », et prirent la route de Versailles. Vers midi, des gardes nationaux s'assemblèrent à leur tour et déclarèrent à La Fayette, arrivé enfin, qu'ils voulaient aussi aller à Versailles. Peu à peu la foule grossit et menaça. La Commune finit par ordonner le départ et adjoignit à La Fayette deux commissaires chargés de ramener le roi : l'aspect politique du mouvement se découvrait.

L'Assemblée venait de demander, encore une fois, à Louis XVI

d'accepter les décrets d'août quand les femmes se présentèrent. Maillard demanda qu'on ravitaillât Paris et renvoyât le régiment de Flandre, mais ne parla pas du roi. Mounier, alors président, fut envoyé au château. Louis XVI, rappelé de la chasse, reçut les femmes avec bonhomie et leur promit de faire approvisionner Paris. Une partie de la foule s'en retourna et la Cour, ignorant encore le départ de la garde nationale, se crut tirée du mauvais pas. Bientôt renseigné par un message de La Fayette, le roi, cédant au conseil de Saint-Priest, décida de partir pour Rambouillet, puis se ravisa : il crut probablement qu'on venait lui demander l'acceptation des décrets et il pensa terminer la crise en la notifiant à Mounier. Mais, quand, à 11 heures du soir, La Fayette survint avec les commissaires de la Commune, ceux-ci demandèrent au souverain de venir s'installer dans la capitale. C'était la première fois qu'on lui en parlait : il remit au lendemain. De cette journée, l'acceptation des décrets constituait seule, pour l'Assemblée, un avantage substantiel. Le 6, les manifestants pénétrèrent de grand matin dans la cour du château ; les gardes du corps les arrêterent et une bagarre s'ensuivit. Un ouvrier fut tué, puis plusieurs gardes. La foule se fraya un chemin jusqu'à l'antichambre de la reine qui s'enfuit chez le roi. Enfin, la garde nationale vint faire évacuer le château ; La Fayette parut à son tour et se montra au balcon avec la famille royale. On les acclama, mais en criant : à Paris ! Louis XVI céda et l'Assemblée déclara qu'elle le suivrait.

A 1 heure, l'indescriptible cortège s'ébranla : des gardes nationaux, un pain à la baïonnette, des chariots de blé et de farine garnis de feuillages, les forts de la halle et les femmes, parfois assises ou à cheval sur les canons, les gardes du corps désarmés, le régiment de Flandre et les Suisses, les carrosses du roi et de sa famille, La Fayette cavalcadant aux portières, les voitures de cent députés représentant l'Assemblée, encore des gardes nationaux, la foule enfin. On avança cahin caha dans la boue ; il pleuvait ; le jour déclina de bonne heure. Insensible à cette tristesse, le peuple, apaisé et confiant pour l'instant, se réjouissait de sa victoire : il ramenait « le boulanger, la boulangère et le petit mitron ». Bailly accueillit le roi et le conduisit à l'hôtel de ville d'où il gagna enfin les Tuileries. L'Assemblée ne quitta Versailles que le 19 ; après avoir siégé à l'archevêché, elle s'installa le 9 novembre dans un manège dépendant des Tuileries et précipitamment transformé à son intention.

Avec l'aristocratie, une partie de la bourgeoisie s'indigna de la

violence faite au roi. Le parti patriote s'amputa des monarchiens qui passèrent à l'opposition, tandis que Mounier retournait en Dauphiné d'où il gagna bientôt l'étranger. Généralement, on voulut du moins se persuader que, l'insurrection ayant sauvé et amplifié celle de la bourgeoisie, la crise allait prendre fin. En réalité, les conséquences de la révolution populaire allaient l'aggraver. Atteinte dans ses biens et non plus seulement dans son orgueil par la suppression des ordres et des privilèges, la majorité de la noblesse vouait à la Révolution une haine inexpiable et le complot aristocratique allait devenir une réalité, préparant la guerre civile et l'appel à l'étranger. Simultanément, le Tiers État se divisait : la petite bourgeoisie, sinon le prolétariat, ne se laisserait pas écarter de la vie politique sans protester, maintenant qu'elle avait combattu ; dans les municipalités et dans les districts parisiens germait le mouvement démocratique. L'Assemblée jouissait d'un respect sans bornes : on n'obéissait qu'à elle ; mais à condition qu'elle fût d'accord avec l'opinion. Or, on se refusait à payer les anciens impôts et les redevances. Un décret avait rétabli la liberté du commerce des grains : personne ne la respectait.

Comme Mirabeau le lui représentait, il fallait à la bourgeoisie un gouvernement énergique pour consolider son avènement ; mais, de par sa tentative de juillet, Louis XVI demeurait suspect. Durant des mois, il affirmera son attachement à la constitution et l'Assemblée se portera garante de sa loyauté pour rassurer les timides ; le doute subsista toujours. Se méfiant de lui, la Constituante subordonna le pouvoir exécutif à ses commissions et, en fait, exerça la dictature, sans pourtant réussir à lui conférer l'efficacité parce que les ministres et leurs bureaux restaient maîtres de la contrecarrer sournoisement. C'est pourquoi Sieyès, Mirabeau et bien d'autres pensèrent à obtenir l'abdication de Louis XVI pour lui substituer, sous le nom de son fils, un régent qui jouirait de la confiance de la nation. Ne disposant que de Philippe d'Orléans, décrié, sans prestige et sans caractère, ils ne réussirent pas. La Révolution réduisit Louis XVI à l'impuissance : mais, jusqu'en 1793, elle n'eut pas de gouvernement.

CHAPITRE IV

L'ANNÉE DE LA FAYETTE¹

L'Ancien Régime détruit en principe, la plus grande partie de ses institutions et de son personnel administratif n'en restaient pas moins en place jusqu'à ce que des lois leur en eussent substitué d'autres. Durant de longs mois, la Constituante poursuivait l'œuvre constructive commencée en septembre, tout en surveillant les menées des aristocrates et la fermentation populaire. La popularité de La Fayette, idole des partisans de la révolution bourgeoise muée en monarchie constitutionnelle, qui se flattait, comme eux, de concilier les contraires, caractérise assez bien la période.

I. — LA FAYETTE ET LES PATRIOTES².

Estimant que, le 6 octobre, il avait sauvé le roi et la reine, il s'institua leur mentor et, pour gagner du temps, les souverains feignirent d'agréer ce « maire du palais » qu'ils exécraient ; lors du complot de Favras, Louis XVI se laissa mener à l'Assemblée, le 4 février 1790, et jura fidélité à la constitution. Le « héros des deux mondes », par sa générosité chevaleresque, séduisait la bourgeoisie, éblouie de se voir pareil chef. Grand seigneur, magnifique et libéral, il en imposait au peuple : son ascendant semblait le garant de l'ordre. Il rêvait d'être le Washington de la France, de rallier le monarque et la noblesse à la Révolution, et l'Assemblée à la formation d'un gouvernement énergique. Plein d'un

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir p. 113.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — É. CHARAVAY, *Le général La Fayette* (Paris, 1898, in-8° ; publication de la « Société d'histoire de la Révolution ») ; la biographie de La Fayette par L. GOTTSCHALK, cité p. 102, ne dépasse pas actuellement le 14 juillet ; voir, pour la richesse des documents signalés, le catalogue de l'exposition *La Fayette*, organisée par les Archives nationales, à l'occasion du bi-centenaire de sa naissance (Paris, 1957, in-8°) ; G. MICHON, *Adrien Duport. Essai sur l'histoire du parti feuillant* (Paris, 1924, in-8°) ; G. RAMON, *Frédéric de Dietrich, premier maire de Strasbourg sous la Révolution française* (Nancy, 1919, in-8°). Pour l'histoire municipale de Paris : G. GARRIGUES, *Les districts parisiens pendant la Révolution française* (Paris, 1931, in-8°).

optimisme naïf et, d'ailleurs, sûr de son génie, il s'avança sur la corde raide, tandis que Jefferson, reparti pour l'Amérique, tremblait pour lui et que, sarcastique, le nouveau représentant des États-Unis, Governor Morris, prédisait sa chute.

En bon « Américain », il prétendait tenir son pouvoir de l'opinion, mais déploya une activité toute réaliste à la diriger. Plusieurs journaux, le *Moniteur*, le *Patriote français* de Brissot, la *Chronique de Paris* de Condorcet, obéissaient à son influence. Il n'était pas orateur, et c'était une grande faiblesse ; mais il créa pour ses partisans, avec l'aide de Sieyes, un centre de concert et d'action : la « Société de 89 », où les députés et les novellistes frayaient avec les nobles et les banquiers. Il ne dédaignait pas les hommes à gages : quand les démocrates s'émancipèrent, il publia des feuilles de combat et une claqué remplit les tribunes de l'Assemblée. Mais sa principale chance de succès eût été d'unir étroitement les patriotes pour régler et hâter les débats de l'Assemblée comme pour grouper leurs chefs dans un ministère stable et actif. Au sein de la majorité, l'accord parfait ne pouvait régner : l'individualisme révolutionnaire répudia toujours avec horreur la discipline de parti. L'Assemblée ne parvint pas non plus à régulariser rigoureusement son travail : outre les incidents continuels que l'opposition et les circonstances jetaient au travers, la nécessité impérieuse de garder contact avec l'opinion l'obligeait à s'interrompre pour entendre la lecture des pétitions et recevoir une foule de délégations défilant à la barre, en face du président. En ce qui concernait le gouvernement, l'occasion s'offrait de le reconstituer : l'étoile de Necker pâlissait, car la banqueroute menaçait ; ses deux emprunts du mois d'août avaient échoué et la contribution patriotique du quart du revenu, décidée le 29 septembre, n'alimenterait pas le Trésor avant longtemps. La Fayette négocia avec Du Port, Lameth, Mirabeau. S'étant débarrassé du duc d'Orléans en l'envoyant à Londres, il prétendait écarter Mirabeau, réputé son complice, en lui offrant l'ambassade de Constantinople. Loin d'accepter, l'orateur porta le débat à l'Assemblée, le 24 octobre ; il représenta que le régime constitutionnel ne se conciliait avec l'existence d'un gouvernement efficace que si le roi, choisissant ses ministres parmi les députés, assurait ainsi une coopération confiante des deux pouvoirs. Thèse soutenable, aiguillée vers le régime parlementaire et admise par l'Angleterre. Mais il dévoilait son ambition ; or, les patriotes l'estimaient plus que suspect et, en outre, sentaient fort bien que l'appât sudoierait

d'autres transfuges : le 7 novembre, la Constituante interdit le ministère à ses membres. Le projet de La Fayette avorta et les appétits s'exaspérèrent. Mirabeau se fit acheter par la Cour, le comte de La Marck s'entremettant, et lui remit désormais des mémoires (le premier est du 10 mai 1790) dont elle n'eut cure. Au début, Louis XVI l'associa à La Fayette pour essayer de se faire reconnaître le droit de paix et de guerre. L'accord ne dura pas; Mirabeau, qui jalousait « Gilles-César », le décria désormais auprès du roi et s'efforça de ruiner sa popularité. Il conseilla à Louis XVI de constituer une vaste organisation de propagande et de corruption pour se créer un parti, puis de quitter Paris, de dissoudre l'Assemblée, de faire appel à la nation et d'engager au besoin la guerre civile, en évitant toutefois de s'approcher de la frontière et d'éveiller le moindre soupçon de lien parti avec l'étranger. Du Port, Barnave et Lameth — le triumvirat — n'enviaient guère moins La Fayette. Rien pourtant ne les séparait de lui, au fond. Mais, pour lui faire pièce, ils poussèrent plus d'une fois aux extrêmes.

II. — LES PROGRÈS DE LA RÉVOLUTION¹.

Cependant, l'œuvre de la Constituante prenait peu à peu son assiette. Le 7 novembre, un décret précisa que les ordres avaient

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 113. Sur le club des Jacobins, voir le recueil de documents publiés par A. AULARD, *La société des Jacobins* (Paris, 1889-1897, 6 vol. in-8°); « coll. de l'Histoire de Paris », citée ci-dessus). Importante et originale étude d'ensemble par Crane BRINTON, *The Jacobins* (New York, 1930, in-8°). Sur les origines du club de la rue Saint-Honoré : H. LEMOINE, L'origine du club des Jacobins d'après un document nouveau, dans la revue *La Révolution française*, t. 87, ann. 1934, p. 17-28; GASTON-MARTIN, *Les Jacobins* (Paris, 1945, in-12; n° 140 de la coll. « Que sais-je ? »). Les publications relatives aux sociétés provinciales sont nombreuses; citons par exemple P. LEUILLIOT, *Les Jacobins de Colmar. Procès-verbaux de la Société populaire* (Strasbourg, 1923; « Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg », série in-8°, t. IX); M. HENRIOT, *Le club des Jacobins de Semur* (Dijon, 1933, in-8°; coll. « La Révolution en Côte-d'Or », nouv. série, fasc. 9); G. LEFEBVRE, La Société populaire de Bourbourg, dans *Revue du Nord*, 1913, p. 181-235, 273-323; G. AUBERT, La Société populaire de Douai, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. XII-XV, ann. 1935-1938. Essai de synthèse par L. DE CARDENAL, *La province pendant la Révolution. Histoire des clubs jacobins, 1789-1795* (Paris, 1929, in-8°). Pour les sociétés fraternelles de Paris, Isabelle BOURDIN, *Les Sociétés populaires de Paris pendant la Révolution jusqu'à la chute de la royauté* (Paris, 1937, in-8°). — Il n'existe que des études de détail sur les fédérations, par exemple : M. LAMBERT, *Les fédérations en Franche-Comté et la fête de la Fédération du 14 juillet 1790* (Paris, 1890, in-8°); J. TRÉVÉDY, Les deux fédérations de Pontivy, dans la *Revue morbihannaise*, t. IV, ann. 1894, et t. V, ann. 1895; à part, Rennes, 1895, 105 p. in-8°; P.-H. THORÉ, Fédérations et projets de fédérations dans la région toulousaine, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. 21, ann. 1949, p. 346-368; P. ARCHES, Le premier projet de fédération nationale,

cessé d'exister ; un autre, du 28 février 1790, que la vénalité était abolie dans l'armée et que tous pouvaient accéder aux grades ; le 23 septembre suivant, un quart des sous-lieutenances fut même réservé aux sous-officiers. En février 1790, chaque commune élut sa municipalité conformément à la loi du 14 décembre 1789 : l'autorité seigneuriale se trouva éliminée dans les villages. La nouvelle division territoriale et la réorganisation administrative ayant été adoptées de novembre à février, les conseils et les directoires de département et de district entrèrent en fonction au début de l'été. La vente des biens nationaux, réglée le 14 mai, allait commencer et, en septembre, l'assignat devint une monnaie. Le nouveau statut du clergé se couronna le 12 juillet par le vote de la Constitution civile. Enfin, le 16 août, la transformation des corps judiciaires s'acheva.

D'autre part, les patriotes perfectionnaient leur groupement et développaient leur propagande. Ils se retrouvaient dans la garde nationale et surtout dans les clubs. En novembre 1789, le club breton s'était reformé à Paris, au couvent des Jacobins-Saint-Honoré, sous le nom de « Société des amis de la Constitution » et, à son exemple, il s'en créait dans toutes les villes, bientôt affiliées à la société-mère. Les « frères et amis » étaient des nobles libéraux et des bourgeois riches ou aisés qui suivaient La Fayette et l'Assemblée, modérés, prudents au fond, mais fidèles à la Révolution et, par là même, fréquemment en délicatesse avec les corps administratifs, où se glissaient nombre d'aristocrates ou de tièdes et qui voyaient souvent de mauvais œil ces associations les surveiller et les inciter à l'action. Les journaux se multipliaient : *Révolution de Paris* de Loustalot, *Révolutions de France et de Brabant* de Camille Desmoulins, *Courrier* de Gorsas, *Annales* de Carra. Le principal succès des patriotes s'exprima dans les « fédérations » qui attestèrent l'adhésion de la nation. Les premières datent de 1789 : Valence en vit une dès le 29 novembre. Elles se multiplièrent en 1790 : à Pontivy et à Dole, en février ; à Lyon, le 30 mai ; à Strasbourg et à Lille, en juin. Elles aboutirent à la Fédération nationale du 14 juillet 1790, où l'unité française trouva son expression solennelle et définitive. La Fayette y parut dans toute sa gloire ; après la messe célébrée

dans la même revue, 1956, p. 255-266. Voir aussi A. MATHIEZ, *Les origines des cultes révolutionnaires* (Paris, 1904, in-8°). — Sur l'agitation ouvrière : G. JAFFÉ, *Le mouvement ouvrier à Paris pendant la Révolution française, 1789-1791* (Paris, 1924, in-8°) ; E. V. TARLE, *La classe operaia nella Rivoluzione francese*, cité p. 181.

par Talleyrand sur l'autel de la Patrie, il prêta serment au nom de l'armée populaire, et le roi dut l'imiter ; en dépit des averses, le peuple enthousiaste affirmait sa confiance en chantant le *Ça ira*.

Des ombres déparaient pourtant le tableau. Il était perceptible que l'éducation civique du Tiers État restait à faire et que, attaché aux avantages qu'il se promettait de la Révolution, il montrait peu de zèle à consentir les efforts qu'elle lui demandait : les 9/10 des citoyens actifs n'avaient pas pris part aux élections et les gardes nationaux se dégoûtaient rapidement du service. Pourtant, les citoyens passifs ne se voyaient pas sans amertume exclus de la vie municipale ; indifférentes au suffrage universel, défendu en vain par Robespierre et quelques démocrates, la petite bourgeoisie et les professions libérales s'irritaient du cens d'éligibilité qui les écartait des fonctions électives. Enfin, les citoyens qui s'intéressaient à la vie publique tendaient au gouvernement direct et menaient la vie dure à leurs représentants ; à Paris, les districts contrecarraient Bailly et La Fayette ; celui des Cordeliers, dirigé par Danton, s'insurgea, en janvier 1790, pour soustraire Marat aux poursuites judiciaires. En juin, l'Assemblée, remaniant l'organisation administrative de la capitale, remplaça les 60 districts par 48 sections, mais celles-ci ne tardèrent pas à manifester la même turbulence.

Toutefois, c'était la sûreté des personnes et des biens qui procurait le plus de soucis. A peine l'Assemblée arrivée à Paris, un boulanger fut mis à mort près de l'archevêché où elle siégeait. Elle en fut si émue qu'elle vota aussitôt, le 21 octobre, la fameuse « loi martiale ». Chaque municipalité, en cas de troubles, était autorisée à mettre cette loi en vigueur, c'est-à-dire à arborer le drapeau rouge et, dès lors, à commander feu après trois sommations. Mais la garde nationale obéirait-elle ? A Paris, La Fayette, non sans illusions, comptait sur elle : il l'avait réduite à 24.000 hommes, qui, tenus d'acheter leur uniforme, se recrutaient parmi les gens aisés, et renforcée par des compagnies soldées, corps permanent de 6.000 hommes tirés principalement des gardes françaises. Mais, partout ailleurs, il en allait autrement, surtout dans les villages ; d'ailleurs, les fusils manquaient : le ministère de la Guerre, qui eût volontiers désarmé le peuple, comme on pense, déclarait les arsenaux vides et réduisait les commandes. Les municipalités, il est vrai, pouvaient requérir le concours de l'armée ; elles y répugnaient et la droite demanda que l'autorité militaire pût intervenir de son propre chef : l'As-

semblée n'y consentit jamais, l'arrière-pensée ne lui échappant point. Quant à la justice prévôtale, elle avait été supprimée en principe le 9 octobre 1789 et, en mars 1790, on lui interdit toute poursuite.

Les troubles des marchés et les entraves à la circulation des grains persistèrent ; l'excellente récolte de 1790 détendit la situation générale sans éliminer les crises locales. Les révoltes agraires ne cessèrent pas non plus. Des paysans, intimidés, acquittaient les redevances ; mais l'obligation du rachat, confirmée par la loi du 15 mars 1790, entretenait la fermentation. Des jacqueries éclatèrent en janvier dans le Quercy et le Périgord ainsi qu'en Haute-Bretagne, de Ploërmel à Redon ; en mai, dans le Bourbonnais et aux alentours ; lors de la moisson, on refusa dîme et champart dans tout le Gâtinais ; à la fin de l'année, le Quercy et le Périgord se soulevèrent de nouveau. L'aristocratie, de plus en plus menacée, fut ainsi excitée à durcir sa résistance, et les réactions, parfois sanglantes, qu'elle suscitait, aggravaient le désordre et envenimaient l'antagonisme des classes. L'espoir d'un compromis, caressé par La Fayette, devenait chimérique.

III. — LE COMLOT ARISTOCRATIQUE¹.

Les « noirs » méprisaient les monarchiens qui pactisaient avec la Révolution ; de leurs orateurs, l'abbé Maury s'en tenait à l'obstruction et Cazalès, plus politique, ne fut pas suivi. Leurs journalistes, Montjoie, Rivarol, l'abbé Royou dans l'*Ami du roi*, attaquaient toutes les nouveautés, prônaient l'Ancien Régime et désavouaient même la Révolution aristocratique ; Suleau,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — H. CARRÉ, *La fin des Parlements, 1788-1790* (Paris, 1912, in-8°) ; Stillfried RATENIC, *Thomas de Mahy, marquis de Favras und seine Gemahlin* (Vienne, 1881, in-8°) ; G. CLÉRAY, *L'affaire Favras* (Paris, 1932, in-8°) ; A. CHALLAMEL, *Les clubs contre-révolutionnaires* (Paris, 1895, in-8°) ; de la « coll. de documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution française », publiée sous le patronage du Conseil municipal) ; E. DAUDET, *Histoire des conspirations royalistes dans le Midi* (Paris, 1881, in-12) ; J. BARUOL, *La contre-révolution en Provence et dans le Comtat* (Cavaillon, 1928, in-8°) ; surtout E. VINGTRINIER, *Histoire de la contre-révolution* (Paris, 1924-1925, 2 vol. in-8°), qui va jusqu'à la veille de Varennes ; P. H. BEIK, *The French Revolution seen from the Right Social theories in motion, 1789-1799* (Philadelphia, 1956, in-4°) ; J. GODECHOT, *La Contre-Révolution, Doctrine et action, 1789-1804* (Paris, 1961, in-8°). Ajouter l'ouvrage de VAISSIÈRES, cité p. 147 ; D. WALTHER, *Gouverneur Morris, témoin de deux Révolutions* (Lausanne, 1932, in-8°) ; les histoires de l'émigration : H. FORNERON, *Histoire générale des émigrés* (Paris, 1884, 2 vol. in-8°), hâtif et peu sûr ; E. DAUDET, *Histoire de l'émigration* (Paris, 1904-1905, 3 vol. in-8°), dont le t. I (réédité en 1905) va jusqu'au 18 fructidor ; G. SANGNIER, *Les émigrés du Pas-de-Calais pendant la Révolution* (Blangermont, P.-de-C., 1959, in-8°).

dans les *Actes des apôtres* et le *Petit Gautier*, vilipendait les patriotes et ridiculisait le « patrouillotisme ». En octobre et novembre 1789, les « noirs » cherchèrent à se servir des Parlements et des États du Dauphiné et du Cambrésis. Ils réclamèrent de nouvelles élections et, au printemps, le Tiers imputa aux commissaires du roi, chargés d'installer les nouvelles administrations, l'intention d'y faire procéder. Après que dom Gerle eut proposé en vain, le 13 avril, que le catholicisme demeurât religion d'État, une protestation fut signée par 249 députés, dont le comte de Virieu, président de l'Assemblée, qui dut donner sa démission. Plus tard, les aristocrates jetèrent le discrédit sur l'assignat et essayèrent de gêner la vente des biens nationaux ; ils remontraient aux pauvres que la ruine des privilégiés les privait de travail et d'aumônes. Partout, s'ouvraient les clubs contre-révolutionnaires des « amis de la paix ».

Une partie des mécontents gagnaient l'étranger pour y retrouver la tranquillité ; d'autres émigraient pour s'armer en attendant l'intervention étrangère, que le comte d'Artois, installé à Turin, sollicitait de tous côtés ; d'autres encore, de concert avec lui, préparaient la guerre civile dans le Midi. Ce fut d'abord le « plan du Languedoc » : on comptait sur Imbert-Colomès, ancien maire de Lyon ; sur Monnier de La Quarrée dans le Comtat ; sur Pascalis à Aix ; sur Lieutaud, commandant de la garde nationale de Marseille ; sur Froment, de Nîmes, qui voulait soulever les ouvriers catholiques contre les manufacturiers protestants. Le complot n'aboutit qu'aux conflits sanglants de Montauban, le 10 mai, et de Nîmes, le 13 juin. Vint ensuite le « plan de Lyon » où une émeute contre l'octroi, le 25 juillet, permit à La Tour du Pin, ministre de la Guerre, d'envoyer des régiments sûrs et un commandant de confiance. Le comte de Bussy travaillait le Beaujolais, les frères Allier le Gévaudan et, en août, Malbos réunit les catholiques du Vivarais à Jalès. Les nobles du Poitou et d'Auvergne formèrent des « coalitions » qui promirent de marcher sur Lyon, où le comte d'Artois espérait amener les troupes sardes. On voulait que le roi y vînt aussi. Après les journées d'octobre, Augeard, puis Mahy de Favras, pour le compte de Monsieur, avaient tenté de préparer sa fuite. En 1790, à l'approche de l'été, les révolutionnaires laissèrent la famille royale s'installer au château de Saint-Cloud ; l'évasion parut facile et le club des noirs, le « Salon français », la proposa : l'insurrection de Lyon fut fixée au 10 décembre. Mais Louis XVI écarta cette suggestion aussi bien que celle de Mirabeau : en

octobre, il avait commencé ses propres préparatifs de fuite. Les patriotes étaient sur le qui-vive. On dénonçait sans cesse le départ du roi ; dès février, Favras avait été condamné et pendu ; nombre de conspirateurs furent arrêtés, Bonne de Savardin en avril, Trouard de Riolles en juillet, Bussy en septembre ; finalement, en décembre, un grand coup de filet purgea Lyon. Les nobles d'Auvergne, qui arrivaient, émigrèrent. Le comte d'Artois quitta Turin et, après une entrevue avec Léopold II à Mantoue en mai 1791, prit la route de Coblençe.

Les craintes populaires engendrèrent de nouvelles peurs en Thiérache, en Champagne, en Lorraine, particulièrement autour de Varennes, lorsque, en juillet et août 1790, le bruit courut que les troupes autrichiennes, envoyées contre les Belges, entraient en France. Les masses restèrent prêtes à la réaction défensive ; Marat, en juillet, les engagea à prendre les devants. La réaction punitive, en tout cas, ne fit pas défaut : Pascalis fut massacré à Aix.

IV. — LA DÉCOMPOSITION DE L'ARMÉE¹.

Malheureusement pour La Fayette, le conflit gagna l'armée. Des officiers nobles restèrent fidèles jusqu'au bout à la Révolution ; mais l'attitude de la plupart d'entre eux, d'abord réticente, devint franchement hostile à mesure que les réformes de la Constituante les atteignirent. Leurs soldats aussi se divisèrent, les uns méprisant la garde nationale, « la faïence bleue qui ne va pas au feu », les autres fréquentant les clubs et se tournant contre leurs chefs. Dans les ports de guerre, les matelots et les ouvriers des arsenaux ne remuaient pas moins. Les patriotes nourrissaient une grande méfiance à l'égard des officiers aristocrates, dont un nombre croissant émigrail ; ils les prenaient à partie ou faisaient à l'occasion cause commune avec les soldats rebelles. Mais, en face de l'Europe hostile, l'Assemblée n'osait pas licencier les officiers pour les épurer, comme le demandait Robespierre. Quant aux soldats, recrutés parmi les pauvres gens, ils ne lui inspiraient pas beaucoup de considération ; transformer

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Lieutenant-colonel L. HARTMANN, *Les officiers de l'armée royale et la Révolution* (Paris, 1903, in-16) ; L. DE CHILLY, *Le premier ministre constitutionnel de la Guerre, La Tour du Pin* (Paris, 1909, in-8°) ; capitaine H. CHOPIN, *Les insurrections militaires en 1790* (Paris, 1903, in-8°) ; O. HAVARD, *La Révolution dans les ports de guerre* (Paris, 1911-1913, 2 vol. in-8°) ; G. BOURDEAU, L'affaire de Nancy, dans *Annales de l'Est*, t. XII, ann. 1898, p. 280-292.

l'armée royale en une armée nationale, par le service obligatoire que proposait Dubois-Crancé, n'entrait pas dans ses vues, car elle savait l'hostilité que, sous l'Ancien Régime, la milice inspirait aux Français. Il lui parut suffisant d'augmenter la solde et de décréter quelques réformes administratives et disciplinaires.

Les ports de guerre et les garnisons se mutinèrent successivement. Militaire de carrière, La Fayette ne plaisantait pas sur la discipline. En août 1790, il voulut en finir ; la garnison de Nancy s'étant révoltée, il soutint son cousin, le marquis de Bouillé, qui la soumit de haute lutte, fit exécuter quelques insurgés et envoyer aux galères 41 Suisses de Châteaueux. L'Assemblée approuva d'abord. Mais La Fayette venait de porter atteinte à sa popularité. Des patriotes protestèrent tout de suite et bientôt la majorité de la Constituante devint perplexe, car on apprit que Bouillé, à Nancy, traitait en suspects tous les partisans de la Révolution. En octobre, le baron de Menou proposa de mettre les ministres en accusation ; on se contenta de déclarer qu'ils n'avaient plus, à l'exception de Montmorin, la confiance de la nation et ils se retirèrent. Mais leurs successeurs ne furent pas mieux vus. A ce moment, la Constitution civile du clergé fomentait le schisme et Louis XVI faisait appel à l'étranger : la Révolution s'achemina vers un nouvel éclat.

CHAPITRE V

L'ŒUVRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE (1789-1791)¹

Burke, que Taine a suivi, reprochait aux constituants d'avoir bouleversé la société française pour appliquer des principes abstraits et sans prise sur le réel. Si les principes de 89 sont de valeur universelle, on n'a pas à l'examiner ici, mais ils ont libéré des énergies et modelé une société qui a duré. Quant aux constituants, s'ils avaient lu les philosophes, la culture ne contrariait ni n'atténuait en eux le sens des réalités. Menacés par la contre-révolution, débordés par le peuple, ménageant les curés et les nobles patriotes, les intérêts économiques et notamment les coloniaux, ils ne cessèrent jamais de tenir compte des circonstances. Et c'est même parce qu'elle en portait profondément l'empreinte que leur œuvre, en plusieurs de ses parties, fut caduque.

I. — LES PRINCIPES DE 1789^a.

L'Ancien Régime abattu, les constituants tinrent à justifier leur victoire : la force s'était mise au service du droit. En même

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Les mêmes qu'au chapitre premier, p. 113-115, particulièrement celui de J. GODECHOT, *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, et, pour les institutions politiques, celui d'AULARD, *Histoire politique de la Révolution*.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Ph. SAGNAC, *La législation civile de la Révolution* (Paris, 1898, in-8°) ; R. REDSLOB, *Die Staatstheorien der französischen Nationalversammlung von 1789* (Leipzig, 1912, in-8°) ; Egon ZWEIF, *Die Lehre vom Pouvoir Constituant* (Tübingen, 1909, in-8°), qui étudie à cet égard toutes les constitutions révolutionnaires ; K. LÖWENSTEIN, *Volk und Parlament nach der Staatstheorie der französischen Nationalversammlung von 1789* (Munich, 1922, in-8°). — Pour la Déclaration, voir en particulier les ouvrages d'AULARD et de GODECHOT, rappelés ci-dessus ; L. WALCH, *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et l'Assemblée constituante ; travaux préparatoires* (Paris, 1903, in-8°) ; G. JELLINEK, *Die Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte* (Leipzig, 1896, in-8°, 53 p. ; fasc. 3 du t. I des « Staats- und völkerrechtliche Abhandlungen », publiées par G. JELLINEK et G. MEYER ; trad. fr., Paris, 1902,

temps, les Français seraient instruits, par un « catéchisme national », selon l'expression de Barnave, des principes de l'ordre nouveau. Les Américains leur avaient appris comment s'y prendre et, à leur tour, ils promulguèrent une Déclaration des

in-8°; 2^e éd. allemande, 1904); V. MARCAGGI, *Les origines de la Déclaration des droits de l'homme de 1789* (Paris, 1904, in-8°); F. KLÖVEKORN, *Zur Entstehung der Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte* (Berlin, 1911, in-8°; n° 90 des « Historische Studien », publiées par E. EBERING).

Les constituants connaissaient les précédents anglo-saxons et notamment la déclaration adoptée en 1776 par les représentants de la Virginie. Jellinek en conclut que la Déclaration de 1789 n'offre rien d'original et s'approprie simplement la pensée chrétienne interprétée par le protestantisme germanique. Il en résulta, au début du xx^e siècle, une vive polémique; É. BOUTMY répliqua: La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et M. Jellinek, dans *Annales des sciences politiques*, t. XVII, ann. 1902, p. 415-443; JELLINEK répondit dans la *Revue du droit public*, t. XVIII, ann. 1902, p. 385-400. Gilbert Chinard a montré que leur discussion n'était pas probante et qu'il conviendrait de reprendre la comparaison des textes: les constituants, et Boutmy après eux, ne disposaient que du projet virginien, daté du 1^{er} juin 1776 et comportant 16 articles, tandis que Jellinek se reportait au texte adopté le 12 juin, en 18 articles (*Year Book of the American philosophical society*, 1943, p. 88-106; tiré à part; analysé dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. XXII, ann. 1950, p. 288-290; Notes on the American origins of the « Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen », dans *Proceedings of the American philosophical society*, 1954, p. 383-396). Quelque intérêt que présente la comparaison littérale, elle ne peut suffire à résoudre le problème de l'origine. D'abord, la filiation ne serait pas luthérienne, mais calviniste; ensuite, le courant « philosophique » était devenu international et affectait en France des traits propres; et surtout, la thèse de Jellinek revêtait le caractère intemporel, trop ordinaire aux historiens des idées: la valeur philosophique des déclarations réservée, il reste toujours que la mentalité et les intérêts de la bourgeoisie intervinrent dans leur formulation; on ne peut donc soutenir que la bourgeoisie française, privée de l'exemple anglo-saxon, se fût trouvée incapable de rédiger la sienne. Voir encore C. SANCHEZ VIAMONTE, *Los derechos del Hombre en la Revolucion francesa* (Mexico, 1956 in-8°). — Sur la relativité des droits: G. LEFEBVRE, *Quatre-vingt-neuf* (cité p. 114), p. 241-242; A. MATHIEZ, *La Révolution française et la théorie de la dictature*, dans la *Revue historique*, t. CLXI, ann. 1929, p. 304-315. Sur les applications: Ph. SAGNAC, *La législation civile de la Révolution*, cité p. 163; J. GODECHOT, *Les institutions...*, cité p. 114; M. GARAUD, *Histoire générale du droit privé français (de 1789 à 1804)*, t. I: *La Révolution et l'égalité civile* (Paris, 1953, in-8°); P. DUCLOS, *La notion de constitution dans l'histoire de l'Assemblée constituante de 1789* (Paris, 1932, in-8°); A. AULARD, *Histoire politique*, citée p. 113, ch. III; A. TECKLENBURG, *Die Entwicklung des Wahrechts in Frankreich seit 1789* (Tübingen, 1911, in-8°), p. 20-73; Ed. SELIGMAN, *La justice en France pendant la Révolution*, t. I (Paris, 1910, in-8°); C. DURAND, *Histoire du protestantisme français pendant la Révolution et l'Empire* (Paris, 1902, in-12); B. C. POLAND, *French protestantism and French Revolution. A study in church and state, thought and religion, 1685-1815* (Princeton, 1957, in-8°); D. ROBERT, cité p. 48; H. LUCIEN-BRUN, *La condition des juifs en France depuis 1789* (Paris, 1900, in-8°; 2^e éd., 1901); ALMA SÖDERHJELM, *Le régime de la presse pendant la Révolution française* (Paris, 1900-1901, 2 vol. in-8°), qui ne concerne que la presse parisienne, le t. I allant jusqu'au 9 thermidor; G. LE POITVIN, *La liberté de la presse depuis la Révolution* (Paris, 1901, in-8°); J. LETACONNOUX, *Le Comité des députés extraordinaires des manufactures et du commerce et l'œuvre de la Constituante*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. VI, ann. 1913, p. 149-208; L. DESCHAMPS, *L'Assemblée constituante et les colonies* (Paris, 1898, in-8°).

droits de l'homme et du citoyen. Comme on le verra, néanmoins, toute leur pensée n'y est pas enclose et il faut la chercher aussi dans leurs lois et dans le préambule de la Constitution de 1791.

Ils avaient sous les yeux les déclarations américaines et La Fayette soumit son projet à Jefferson, qui représentait alors les États-Unis à Versailles. Toutefois, il est une parenté plus profonde que la comparaison littérale des textes n'en peut suggérer l'idée : affirmant la dignité de la personne et la valeur de l'initiative individuelle, les déclarations portent pareillement la marque que la philosophie hellénique et le christianisme imprimèrent à la pensée européenne ; elles se placent sous la tutelle de l'Être suprême et la plupart de leurs rédacteurs, fidèles de la religion révélée ou adeptes de la métaphysique spiritualiste, regardaient la liberté comme la conséquence et la garantie du libre arbitre de l'âme. A cette explication, l'observation historique en ajoute une autre : l'individualisme symbolise l'élan de l'Européen, impatient de toute entrave, pour conquérir le monde, se rendre maître de la nature par la connaissance et l'invention, et finalement régler lui-même sa conduite, le gouvernement et la société ; en ce sens, les principes nouveaux formulaient un idéal, salut terrestre de l'homme devenu son propre Dieu, dont il approcherait peu à peu au prix d'efforts soutenus à travers les siècles.

L'œuvre des constituants n'en atteste pas moins une originalité propre : à la liberté, elle associe étroitement l'égalité, à laquelle la révolution populaire, provoquant l'effondrement retentissant des privilèges et de la féodalité, conférait un éclat que les Anglo-Saxons ne lui accordaient pas. C'est à la conquête de l'égalité que les révolutionnaires, et la bourgeoisie elle-même, attachèrent le plus de prix. Est libre à leurs yeux l'homme qui ne dépend d'aucun autre, hormis de ceux que la loi, volontairement consentie par la communauté, investit du pouvoir de commander en son nom. La disparition de l'autorité seigneuriale est restée pour les paysans français le résultat essentiel de la Révolution.

On peut donc ramener à deux les principes de 1789. D'abord, « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits » : ils sont maîtres de leur personne ; pourvu qu'ils respectent la liberté d'autrui, leur activité physique et intellectuelle se déploie sans obstacle : ils peuvent parler et écrire, travailler et inventer, acquérir et posséder ; la loi est la même pour tous ; professions et

fonctions publiques sont accessibles à tous sans distinction de naissance. En second lieu, l'État ne trouve pas sa fin en lui-même ; sa raison d'être réside dans la mission de conserver au citoyen la jouissance de ses droits ; le souverain, c'est l'ensemble des citoyens, la nation, qui délègue son autorité à un gouvernement responsable ; si l'État manque à son devoir, les citoyens résisteront à l'oppression.

Invoquant le droit naturel dont la valeur philosophique et intemporelle commandait une expression de portée universelle, les constituants, comme les « insurgents » des États-Unis, usèrent de formules générales dont on a pris prétexte pour les représenter comme des idéologues égarés dans l'abstrait. Le caractère « historique » de la Déclaration n'en est pas moins évident : sous chaque article, ils alignaient mentalement, et leurs contemporains avec eux, les faits concrets dont ils avaient souffert. Tout homme ne doit être arrêté et détenu qu'en vertu d'un mandat judiciaire, c'est-à-dire qu'on ne décernera plus de lettres de cachet. Les citoyens sont égaux devant la loi, c'est-à-dire que les privilèges sont condamnés. La résistance à l'oppression est légitime : ainsi, l'insurrection du 14 juillet se trouve justifiée. Comme l'a dit Aulard, la déclaration représente avant tout « l'acte de décès » de l'Ancien Régime. Aussi l'Assemblée n'a-t-elle pas énoncé les principes dans un ordre déductif, ni avec une égale insistance : la liberté individuelle occupe trois articles ; la liberté de conscience ne nous paraît pas moins importante, et pourtant on se contente d'une allusion discrète à la tolérance religieuse, par égard pour les curés patriotes. Les lacunes de la Déclaration ne sont pas moins concluantes. Ne devrait-elle pas s'expliquer sur la propriété et stipuler son hérédité ? En fait, elle la mentionne simplement à l'article 2, sans la définir : la question ne se posait pas ; elle n'y revient à l'article 17, ajouté au dernier moment, que pour confirmer implicitement le rachat des redevances seigneuriales, en prévoyant une juste et préalable indemnité en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique. On tarda jusqu'en 1791 à proclamer la liberté économique, à laquelle la bourgeoisie tenait par-dessus tout : c'est que l'Ancien Régime ne s'y montrait plus hostile et que, sur les corporations, le Tiers État ne se sentait pas unanime. On ne cita pas non plus les droits de réunion et de pétition ; on ne promit qu'en 1791 d'organiser un système d'instruction et d'assistance publiques : tout cela concernait l'avenir, non le passé.

Néanmoins, les principes énoncés pour condamner l'Ancien Régime engageaient le nouveau. Or, si leur interprétation ne prêtait pas au doute à l'égard du premier, puisque tout le monde réprouvait les faits qu'ils visaient, elle demeurait indéterminée en ce qui concernait le second et, par conséquent, sujette à controverse. Aussi, certains avaient-ils insisté pour qu'on ne rédigeât la Déclaration qu'après avoir achevé la Constitution, afin qu'aucun désaccord n'apparût entre elles. D'autres proposèrent qu'au moins on la complétât. Sieyes voulait stipuler que l'égalité ne s'entendait pas des moyens, afin de barrer la route à l'égalité sociale, et l'abbé Grégoire désirait qu'on énumérât les devoirs du citoyen en même temps que ses droits. La majorité passa outre et le caractère de la Déclaration apparaît de nouveau : dans l'esprit de ses auteurs, son sens ne prêtait pas à discussion et les alarmes les laissaient incrédules. C'était l'œuvre d'une classe triomphante, sûre de son avenir, certaine que l'ordre qu'elle concevait, conforme aux lois de la nature ou à la volonté rationnelle de la divinité, assurerait à jamais le bien de l'humanité.

Toujours est-il que, en décrétant la liberté et l'égalité des droits, cette classe servait ses intérêts et, tout à la fois, attirait à la Révolution d'innombrables partisans. Ouvrant la carrière aux forces individuelles, à l'intelligence, à l'esprit d'entreprise, la bourgeoisie appelait les plus capables à se dégager de la foule pour prendre la direction économique et politique de la société ; la sélection, que provoquerait la concurrence, la préserverait du vieillissement inséparable de l'hérédité. Invitant chacun à courir sa chance, elle éveilla l'espérance, excitatrice d'énergie. Or, les bouleversements qu'opéra la Révolution procurèrent à ces promesses une efficacité extraordinaire. Une part énorme de la richesse foncière fut mise en vente ; la circulation fiduciaire multiplia les capitaux et découvrit d'immenses perspectives à la spéculation. La propriété corporative étant abolie, les baux perpétuels interdits, les fortunes sans cesse divisées par l'égalité successorale et la suppression du droit d'aînesse, des majorats, des fideïcommis, tous les biens, dans l'avenir, viendraient s'offrir à ceux qui auraient fait effort pour les acquérir. Pour ceux qui étaient pauvres, mais instruits, l'admission aux emplois publics, dont le nombre allait s'accroître, le renouvellement périodique du personnel politique, le développement du journalisme, les progrès de la science et de l'industrie mécanique ouvraient des voies nouvelles. En face de l'Europe monarchique,

incapable de briser les cadres qui comprimaient et décourageaient l'élan social, cet appel aux initiatives personnelles constitua pour la Révolution, comme ensuite pour la société moderne, une source incomparable de vie et de puissance ; elle trouva, pour sa défense, des organisateurs, des savants et des généraux, et elle s'attacha, à travers l'espace, tous ceux que transportait la joie d'éprouver leur génie et de donner leur mesure.

Le déchainement concurrentiel de l'individualisme entraînait des conséquences qui ne pouvaient échapper. Le fort écarterait le faible — et le fort, en bien des cas, c'était le riche et ses héritiers. En proclamant l'égalité des droits, on laissait à chacun le soin d'acquérir les moyens d'en jouir. Le désenchantement viendra promptement. Mais, dans l'état de l'économie que la concentration capitaliste ne dominait pas encore, les déshérités, au premier moment, ne désespérèrent pas tous de l'avenir. D'ailleurs, la solidarité du Tiers en face de l'aristocratie entretenait une union, une fraternité qui masquaient en partie l'antagonisme des classes qui le constituaient. Ainsi la liberté et l'égalité exercèrent sur les imaginations un charme irrésistible. Le peuple français crut que son existence allait devenir meilleure, que ses enfants du moins vivraient heureux ; il espéra même que les autres peuples le seraient aussi et que, libres et égaux, ils se réconcilieraient pour toujours. Alors la paix régnerait sur la terre délivrée de l'oppression et de la misère. Le caractère mythique de la Révolution s'épanouit. Une si noble cause éveilla une ardeur que la nécessité du sacrifice éteignit en beaucoup d'hommes, mais qui exalta les autres jusqu'à l'héroïsme et qui rayonna à travers le monde. Michel Beaupuy enseignait la bonne nouvelle à Wordsworth avant d'aller combattre les tyrans, et le rêve éblouissant resplendit encore dans les vers du *Prélude*. A l'énergie réaliste, la Révolution joignit l'enthousiasme : ce fut le double secret de sa victoire. Dans tous les pays, elle éveilla des intelligences et toucha des âmes, qui s'offrirent d'elles-mêmes à sa propagande.

Ces espérances, une partie au moins de la bourgeoisie les partagea : elle ne se regardait pas comme une caste et croyait même avoir supprimé les classes parce qu'elle abolissait les ordres et ouvrait ses rangs à tout le monde. Toutefois, elle n'oublia jamais ni la réalité présente, ni la prééminence qu'elle entendait exercer. Pour les opposer à l'Ancien Régime, elle déclarait les droits de l'homme naturels et imprescriptibles. Étaient-ils donc antérieurs à la société, effectivement reconnus

à tous, intangibles pour la souveraineté nationale elle-même ? Les opinions s'affrontèrent à l'occasion, sans que le débat fût jamais tranché. Mais, dans la pratique, l'esprit positif dirigea l'application des principes en fonction des circonstances, la subordonna au salut public et restreignit leur universalisme. La Déclaration observait que les droits sont réglementés par la loi ; d'absolus qu'ils paraissaient, ils devinrent relatifs, leur énoncé ne constituant pas un code, mais exprimant un idéal, une direction d'intention dont la portée se règle sur les circonstances et, inévitablement, sur les intérêts de la classe dominante : les preuves abondent que les constituants se jugeaient maîtres d'appliquer diversement leurs principes, voire d'en ajourner les conséquences ou de les contredire.

En ce qui concerne la liberté individuelle, l'Assemblée se montra pleinement fidèle à la Déclaration par la réforme de la procédure criminelle, un de ses plus beaux titres de gloire : l'arrestation suppose un mandat du juge, sauf en cas de flagrant délit ; dans les vingt-quatre heures, le juge fait comparaître l'inculpé et l'invite à désigner ou lui assigne d'office un avocat qui communiquera librement avec lui ; la mise en accusation et le prononcé de la culpabilité, retirés aux juges, sont remis à des jurys de citoyens ; à la procédure écrite suivant laquelle le tribunal décidait d'après le dossier, se substitue le débat public et contradictoire entre l'accusateur, les témoins, l'accusé et son avocat. Pour ce qui est de la tolérance religieuse, la Déclaration fut dépassée ; on admit les protestants au droit de cité, le 27 décembre 1789, puis les juifs du Midi un mois après et, le 27 septembre 1791 seulement, ceux de l'Est. Mais la liberté de conscience ne triompha pas complètement : on ne créa pas l'état civil et le culte public demeura le monopole de l'Église catholique. L'individualisme traitant l'association en suspecte, l'organisation corporative de la société disparut et les congrégations religieuses furent dissoutes en grande partie. Mais, puisque la contre-révolution menaçait, on laissa foisonner les sociétés politiques et on toléra leurs pétitions collectives ; puis, les démocrates l'inquiétant, la Constituante, près de se séparer, adopta contre les clubs une loi répressive. La liberté économique finit par entraîner l'abolition des corporations de métier ; mais, en interdisant la « coalition », la bourgeoisie ne dissimula pas qu'elle visait le compagnonnage des ouvriers et la grève.

Sur deux points, l'esclavage et le régime électoral, l'entorse à la

Déclaration parut particulièrement manifeste. Non contents de borner la liberté par la loi, les constituants pensaient que l'homme doit en jouir conformément à la raison, en s'inspirant de la « vertu », c'est-à-dire de l'esprit civique ; un grand nombre d'hommes ne leur semblaient pas suffisamment mûrs pour user ainsi de la plénitude des droits ; l'intérêt de l'ordre nouveau, auquel s'adjoignit celui de la bourgeoisie, conduisit à les leur restreindre ou refuser. Le servage fut aboli en France sans indemnité ; mais l'esclavage et la traite des noirs subsistèrent, parce que l'exploitation coloniale en aurait souffert, et on finit même par abandonner la condition politique des « hommes de couleur » — mulâtres et noirs libres — à la décision des colons qui n'était que trop prévisible. La Déclaration reconnaissait à « tous » les citoyens le droit de concourir « personnellement ou par leurs représentants » à l'établissement de la loi. Personnellement ? La Constituante établit un régime exclusivement représentatif, la souveraineté nationale ne s'exerçant qu'au moment des élections, et les députés du peuple s'en trouvant ensuite investis sans contrôle. Elle ne soumit même pas la Constitution de 1791 à la ratification populaire, et la révision, d'ailleurs entourée de restrictions minutieuses, échappa complètement à l'initiative des citoyens. Du moins, les députés les représentaient-ils tous ? Nullement : Sieyès remontra que l'électeur et l'élu remplissent une fonction qui, comme toute autre, implique une capacité, et la bourgeoisie prit soin de supposer celle-ci dans l'aisance, car le mérite, s'il n'est uni à la fortune, se mue aisément en ferment révolutionnaire. L'Assemblée priva de suffrage les citoyens « passifs », ceux qui ne payaient pas une contribution d'au moins trois journées de travail ou qui étaient domestiques, et les exclut, en outre, de la garde nationale. L'opinion des « actifs » se vit elle-même filtrée par l'élection à deux degrés, dotée d'une influence d'autant plus favorable aux notables que les « électeurs », en nombre limité, devaient payer 10 livres d'impôt ; enfin, le cens exigé des représentants s'élevait à 1 marc d'argent (environ 52 livres) et il leur fallait posséder une propriété foncière quelconque. Certains défendirent même la « gradualité », qui n'aurait permis d'accéder à une fonction élective qu'après avoir siégé dans les administrations subordonnées.

Infléchir les principes ou les contredire, tantôt pour combattre l'aristocratie, tantôt pour contenir le peuple ou se le concilier, ce n'est point faire œuvre abstraite, mais réaliste. On en trouvera d'autres exemples dans les pages qui vont suivre.

II. — L'ORGANISATION DU GOUVERNEMENT¹.

La Déclaration stipulait que tous les gouvernants devaient tenir « expressément » leur pouvoir de la nation et que tous étaient responsables devant elle. Incontestablement, la notion moderne de constitution se précisa après les journées d'octobre ; Louis XVI n'a plus qu'à « accepter » la Constitution : elle « crée » son pouvoir et on ne tardera pas à appeler le roi « le premier fonctionnaire de la nation », sans intention dénigrante d'ailleurs, car, à l'époque, on appelait fonctionnaires les seuls mandataires politiques du peuple, et non pas leurs employés salariés². Il n'en reste pas moins que ce mandataire royal est, en dépit de la Déclaration, héréditaire, irresponsable et inviolable, sans que soit prévu le cas de haute trahison : chacun en envisageait l'éventualité, mais comment l'avouer, alors qu'on célébrait l'accord entre le roi et l'Assemblée ? Contre lui, la Déclaration avait multiplié les précautions : les fonctionnaires sont responsables ; la force publique n'obéit qu'à la loi ; l'impôt doit être consenti ; les trois pouvoirs, législatif, exécutif, judiciaire, demeureront séparés et indépendants, au risque de frapper de paralysie l'appareil gouvernemental. Néanmoins, Louis XVI conserva des prérogatives importantes : une liste civile de 25 millions, l'initiative diplomatique, la nomination des six ministres choisis à son gré, des chefs militaires, des ambassadeurs ; au mépris de la séparation des pouvoirs, on lui accorda même un veto suspensif sur les décisions de l'Assemblée législative pour deux législatures, soit quatre ans au plus.

Cette grande autorité, il ne l'exerça point, car, pour donner un ordre, il lui fallait le contre-seing d'un ministre qui, lui, pouvait être mis en accusation par l'Assemblée, lui rendait compte à sa sortie de charge et n'était autorisé à sortir de Paris qu'après quitus. Or, sur l'Assemblée, le roi n'avait aucune prise : elle était permanente, inviolable et indissoluble ; elle possédait seule l'initiative des lois, et le veto même ne pouvait être opposé aux lois fiscales, aux décrets d'accusation, aux proclamations qu'elle adressait à la nation. A elle seule appartenait le pouvoir réglementaire, c'est-à-dire l'interprétation de ses décrets et les

1. OUVRAGES A CONSULTER. — M. DESLANDRES, *Histoire constitutionnelle de la France de 1789 à 1870*, t. I : *De la fin de l'Ancien Régime à la chute de l'Empire, 1789-1815* (Paris, 1932, in-8°) ; les ouvrages d'AULARD, GODECHOT, DUCLOS, MATHIEZ, TECKLENBURG, cités p. 164.

2. La distinction a duré longtemps : un roman de BALZAC, *Les employés*, ne met en scène que le personnel bureaucratique d'un ministère, y compris ses chefs.

instructions relatives à leur application. L'obstruction des Parlements ne renaîtrait pas, car les tribunaux devaient se conformer aux lois sans les discuter et aucune juridiction n'existait, comme aux États-Unis, pour examiner si elles respectaient la Constitution : de même que le régime purement représentatif, la subordination du pouvoir judiciaire allait rester un principe invariable du droit public des Français.

L'Assemblée législative se voyait donc maîtresse de l'État. Et cette Assemblée, c'était la bourgeoisie. Malgré l'exclusion de 3 millions de « passifs », estime-t-on, il restait 4 millions et quart de citoyens actifs pour composer les « assemblées primaires » ; mais ils ne désignaient que 50.000 « électeurs » environ qui se réunissaient au chef-lieu de district ou, notamment pour choisir les députés, au chef-lieu de département. Tout était calculé pour réserver les sièges aux notables. Cette monarchie constitutionnelle était une république bourgeoise.

Mais elle n'avait pas de véritable gouvernement, car les ministres ne pouvaient rien sans la confiance de l'Assemblée et ils ne l'obtinrent point, ceux que le roi nommait étant suspects comme lui. Critiqués dans l'Assemblée, mandés par devant elle, minutieusement surveillés par les comités qu'elle multiplia alors que le Parlement britannique n'en nommait pas, ils la virent en outre accueillir les demandes d'instructions que lui adressaient directement les corps administratifs et y répondre sans les consulter. D'ailleurs, l'organisation de ces corps ne leur laissait aucun moyen efficace d'agir ni même de se faire obéir.

III. — L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE¹.

La Constituante, en effet, décentralisa complètement l'administration : elle s'y plut, car elle ôtait ainsi au roi un de ses

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Sur les nouvelles circonscriptions administratives : E. LEBÈGUE, *Thouret*, cité p. 128. On possède bon nombre de monographies départementales, par exemple : Ch. PORÉE, *Formation du département de l'Yonne* (Paris, 1905, in-8°), avec carte des bailliages et des élections ; D. JOUANY, *La formation du département du Morbihan* (Vannes, 1920, in-8°) ; J.-E. GEROCK, *La formation des départements du Rhin en 1789*, dans la *Revue d'Alsace*, t. LXXII, ann. 1925, p. 193-212 ; M. PEYRE, *Le département de l'Aube. Son origine et ses transformations jusqu'en l'an VIII*, dans les *Mémoires de la Société de l'Aube*, t. XCI, 1928, p. 119-182, et à part, Troyes, 1928, in-8° ; L. MERLE, *La formation territoriale du département des Deux-Sèvres* (Niort, 1938, in-8°) ; E. DESGRANGES, *La formation territoriale du département de la Haute-Vienne, 1789-an X* (Paris, 1942, in-8°) ; L. DESGRAVES, *La formation territoriale du département de Lot-et-Garonne* (Nérac, 1956, in-8° ; extrait de la *Revue de l'Agenais*) ; Mlle ARFAUT, *La formation du département de Loir-*

recours possibles ; mais elle répondait aussi au vœu profond du pays. Assujetties depuis si longtemps à l'autorité des intendants, les provinces et les communautés paroissiales étaient unanimes à en réclamer la suppression. Cette hostilité à l'égard du pouvoir central avait pris, dans les cahiers, la forme d'un particularisme souvent étroit ; elle tira profit, comme on l'a dit, de la révolution municipale et ne s'évanouit nullement après la nuit du 4 août. Si les Français abandonnèrent leurs privilèges locaux et adhérèrent à l'unité nationale, c'est qu'ils se jugeaient libres désormais de s'administrer eux-mêmes.

Le décret du 14 décembre 1789 attribua donc aux municipalités des pouvoirs étendus : l'assiette et la perception de l'impôt ; le maintien de l'ordre avec la direction de la garde nationale ainsi que le droit de requérir la force armée et de proclamer la loi martiale ; enfin la juridiction de simple police, accroc supplémentaire à la séparation des pouvoirs. On ne pouvait cependant se passer d'intermédiaires entre elles et le pouvoir central : les cahiers l'avaient reconnu, qui sollicitaient l'établissement d'États provinciaux. La France fut divisée en 83 départements, ceux-ci en districts et ces derniers en cantons. En créant les généralités, la monarchie avait déjà entrepris de briser les cadres traditionnels de la vie provinciale : l'organisation nouvelle acheva son œuvre. Mais le but immédiat de la réforme fut moins ambitieux : comme Thouret l'indiqua, les Français désiraient simplement des unités administratives clairement délimitées, groupant les villages autour de chefs-lieux aisément accessibles et déjà pourvus d'un marché ; du moment qu'on créait une représentation nationale, des circonscriptions élec-

et-Cher, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1957, p. 34-49. — Sur le fonctionnement des administrations, il faut se reporter aux études d'histoire locale qui, malheureusement, n'accordent ordinairement d'attention qu'à la vie politique ; voir par exemple : A. CLAUDE, *L'administration du district de Neufchâteau-Mouzon-Meuse* (Clamecy, 1933, in-8°). — Sur la réorganisation judiciaire, Ed. SELIGMAN, cité p. 164 ; J. LUCAS DE PESLOUAN, *Histoire de la juridiction administrative sous la Révolution et l'Empire* (Dijon, 1907, in-8°) ; on trouvera des renseignements bibliographiques sur les tribunaux et le droit privé dans A. MATER, *L'histoire juridique de la Révolution*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. XI, ann. 1919, p. 429-458. Il existe quelques études relatives à la composition et à l'activité des tribunaux : P. VIARD, *Les tribunaux de famille dans le district de Dijon*, dans la *Nouvelle revue historique de droit français*, t. XLV, ann. 1921, p. 242-277 ; M. FERRET, *Les tribunaux de famille dans le district de Montpellier, 1790-an IV* (Montpellier, 1926, in-8°) ; A. GRIVEL, *La justice civile dans le district de Montpellier en 1790-1791* (Montpellier, 1928, in-8°) ; J. FORCIOLI, *Le tribunal de famille d'après les archives du district de Caen* (Caen, 1932, in-8°) ; H. THOMAS, *Le tribunal criminel de la Meurthe sous la Révolution* (Nancy, 1937, in-8°).

torales étaient d'ailleurs nécessaires, tout le monde ayant reconnu que les bailliages ne convenaient point. Les députés de chaque région s'entendirent pour en dresser la carte : il n'y a rien de plus réaliste et de plus terre à terre que leurs discussions.

Le décret du 22 décembre 1789 donna au département un Conseil général, un Directoire ou corps exécutif et un procureur-général-syndic et, au district, un Conseil, un Directoire et un procureur-syndic ; les procureurs, chargés de requérir l'application de la loi, devinrent en fait des secrétaires généraux, directeurs des bureaux. Les « électeurs » choisissaient parmi eux tous ces administrateurs ; aussi ces corps appartinrent-ils aux notables ; les départements se montrèrent souvent plus modérés encore que les districts. Au contraire, dans les municipalités régna fréquemment un esprit plus démocratique que dans l'Assemblée nationale elle-même, parce que le maire et les officiers municipaux — « le corps municipal » —, ainsi que les notables et le procureur qui formaient avec eux le Conseil général de la commune, étaient nommés sur place par les citoyens actifs qui, dans les campagnes où les éligibles à 10 journées de travail manquaient souvent, prirent bien des fois les élus dans leurs rangs malgré la loi. Cependant, en pleine effervescence révolutionnaire, le pauvre fut stupéfait de se voir tenu à l'écart ; au moins, dans l'Ancien Régime, il participait aux assemblées d'habitants. Pourtant, la commune, pendant la Révolution, conserva une vie très active et c'est un des traits originaux du temps.

Cette organisation procura des mécomptes. Les réunions électORALES, assez fréquentes puisque les corps administratifs se renouvelaient par moitié tous les deux ans, duraient longtemps, et il fallait être présent pour répondre à l'appel des votants ; la majorité des citoyens s'en désintéressa ; même les « électeurs » ne faisaient pas volontiers les frais d'un voyage au chef-lieu. On n'assumait pas non plus sans hésitation, au préjudice de ses affaires, des fonctions absorbantes. Beaucoup de communes, trop petites, ne trouvèrent pas de municipaux capables : on avait remis à plus tard des réunions qui ne se firent pas et repoussé la création de « grandes communes » qui en auraient groupé plusieurs sous une municipalité collective, parce que chaque agglomération tenait à son autonomie.

Tous les services administratifs furent adaptés à la nouvelle division territoriale. Elle fournit notamment aux tribunaux des ressorts appropriés. Les Français d'alors, très processifs, voulaient

avoir des juges à portée de la main : aussi l'installation d'un juge de paix dans chaque canton pour les procès civils fut-elle particulièrement populaire ; au-dessus, le district reçut un tribunal dont on appelait à un tribunal voisin, la Constituante s'étant refusée à créer une juridiction supérieure qui eût rappelé les Parlements. Au criminel, la municipalité jugeait les conventions, le juge de paix les délits, un tribunal départemental les crimes. Il y eut deux tribunaux nationaux : le tribunal de cassation et la Haute Cour. Les tribunaux de commerce furent conservés ; mais le contentieux administratif, où l'on rangea tout ce qui concernait les biens nationaux et plus tard les émigrés, fut attribué aux directoires de district et de département.

La vénalité était supprimée et les justiciables n'auraient pas supporté que le roi remplît les nouveaux tribunaux de juges d'Ancien Régime. Les juges furent donc élus comme les administrateurs ; choisi pour six ans parmi les hommes de loi professionnels depuis cinq années au moins, le nouveau personnel judiciaire se trouva généralement bien composé. Les notaires se recrutèrent au concours ; la profession des procureurs, désormais appelés avoués, devint libre ; l'ordre des avocats disparut. La nation eût souhaité qu'on l'associât plus directement à la justice, pour la rendre en équité, d'une manière expéditive et économique. La Constituante n'accorda un jury composé de citoyens qu'en matière criminelle : auprès du tribunal de district pour la mise en accusation, auprès du tribunal criminel pour le jugement. Au civil, elle n'admit que l'arbitrage facultatif et le tribunal de famille en subordonnant les décisions, dans le premier cas, à l'appel par devant le tribunal de district, et, dans le second, à l'homologation de celui-ci.

Sur les corps administratifs, l'autorité du pouvoir central se réduisait presque à rien. Le roi avait seulement le droit de les suspendre : encore l'Assemblée pouvait-elle les rétablir. C'était une réforme capitale de séparer la justice civile et pénale de l'administration. Toutefois, le ministère public se trouvait incontestablement affaibli, partagé qu'il était entre quatre hommes, divers par leurs origines et par leurs attaches : l'officier de gendarmerie ; le président du tribunal de district, président du jury d'accusation, et l'accusateur public près le tribunal criminel, tous deux électifs ; enfin, le commissaire du roi qui représentait le monarque près de chacun de ces tribunaux. Pas plus que le roi, l'Assemblée ne possédait le moyen de

contraindre efficacement les Français à payer l'impôt ou à respecter la loi. Il arriva même que des corps élus devenus contre-révolutionnaires invoquèrent le principe de résistance à l'oppression contre l'Assemblée elle-même. Si la crise s'aggravait, l'existence de la nation serait mise en péril par la décentralisation administrative ; au fond, l'état d'esprit qui a provoqué celle-ci et qu'elle a encouragé, tendait au fédéralisme. Heureusement pour la Révolution, il y avait place aussi pour les initiatives de ses partisans, pour ce qu'on a appelé un fédéralisme jacobin.

IV. — LES FINANCES¹.

La décentralisation, qui favorisa les troubles, fut également désastreuse pour les finances. Le peuple en armes refusait d'acquitter les impôts indirects et ne se pressait pas de payer les autres, les municipalités ne se souciaient pas de le contraindre. On reproche à la Constituante d'avoir consacré l'abolition des premiers, qui, seuls, eussent fourni des recettes immédiates, et d'avoir entrepris la refonte des autres. Mais il aurait été pour le moins aussi difficile de percevoir la gabelle et les aides que la dîme et les redevances seigneuriales ; quant aux contributions directes, on ne pouvait guère exiger les anciennes qu'à titre provisoire, car leur réforme comptait parmi les demandes les plus instantes des cahiers.

L'impôt foncier demeura le plus important, puisque la terre était la principale richesse : il devait rapporter 240 millions ; on

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Les ouvrages anciens restent utiles : R. STOURM, cité p. 115 ; Ch. GOMEL, *Histoire financière de l'Assemblée constituante* (Paris, 1896-1897, 2 vol. in-8°) ; M. MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. II (Paris, 1919, in-8°). Mais l'histoire financière se trouve en partie renouvelée par les suivants : F. BRAESCH, *Finances et monnaie révolutionnaires* ; 1^{er} fasc. : *Les exercices budgétaires de 1790 et 1791 d'après les comptes du Trésor* (Nancy, 1934, in-8°) ; R. SCHNERB, *La péréquation fiscale de l'Assemblée constituante* (Clermont-Ferrand, 1936, in-8°) ; du même, *Les contributions directes à l'époque de la Révolution dans le département du Puy-de-Dôme* (Paris, 1933, in-8°) ; du même, *Recueil de textes et de tableaux relatifs à la patente à l'époque de la Révolution dans le département du Puy-de-Dôme* (Paris, 1933, in-8°) ; S. E. HARRIS, *The assignats* (Cambridge, Mass., 1930, in-8° ; n° 33 des « Harvard economic studies ») ; J. MORINI-COMBY, *Les assignats* (Paris, 1925, in-8°) ; G. HUBRECHT, *Les assignats dans le Haut-Rhin* (Strasbourg, 1932, in-8° ; t. II de la 2^e série de la « coll. d'études sur l'histoire du droit et des institutions de l'Alsace »). On peut ajouter : M. MINORET, *La contribution personnelle et mobilière* (Paris, 1900, in-8°), et, sur la contribution patriotique, R. BROUILLARD, *Les impositions extraordinaires sur le revenu pendant la Révolution* (Bordeaux, 1910, in-8°) ; A. BOIDIN, *La contribution patriotique en Lorraine* (Nancy, 1910, in-8°) ; P. HUGUES, *Histoire de la contribution patriotique dans le Bas-Languedoc* (Paris, 1919, in-8°). Il nous manque une étude technique sur le mouvement des fonds publics et sur les procédés de la trésorerie.

y ajouta une contribution personnelle et mobilière de 60 millions et une taxe sur les revenus commerciaux et industriels, la patente, qui était de quotité et non de répartition. En principe, ces impôts étaient réels et assis sur les signes extérieurs ; la taxation d'office ne disparut pas complètement, néanmoins, pour la contribution mobilière. Cette réforme suscita des récriminations innombrables. Les cahiers avaient sollicité la confection d'un cadastre ; en attendant, la Constituante ordonna d'établir des matrices d'après les déclarations des contribuables. A l'intérieur de chaque commune, le progrès fut réel, car elles permirent une distribution relativement équitable des charges, d'autant que les privilégiés en supportaient à présent leur part. Mais les cahiers s'élevaient aussi contre l'extrême inégalité d'une province à l'autre ou entre communautés : or, sans un cadastre national, comment opérer une « péréquation » ? Provisoirement, la Constituante, puis les corps administratifs durent fixer les contingents d'après le montant des anciennes impositions, tant soit peu corrigé au jugé ! Tout le monde avait compté payer moins ; beaucoup de communes payèrent autant qu'avant et d'autres davantage. Paradoxalement, la contribution mobilière, en particulier, accabla les paysans, tandis que la bourgeoisie des villes resta ménagée. Le mécontentement porta un coup très vif à la popularité de la Révolution.

La mise en train des nouvelles contributions demandait du temps ; les municipalités rurales n'avaient ni le désir de faire vite, ni le moyen de faire bien. La Constituante elle-même ne se pressa pas : les anciens impôts disparurent le 1^{er} janvier 1791 ; pourtant, elle établit la contribution foncière le 23 novembre 1790 seulement, la contribution mobilière au début de 1791, la patente le 2 mars. La contribution patriotique du quart du revenu, établie en 1789 sur des déclarations qui restèrent longtemps volontaires et incontrôlées, ne pouvait pas non plus fournir de recettes avant longtemps. Le Trésor demeura donc vide. Et malheureusement se dérobaient les moyens qui, même en temps normal, l'alimentaient en attendant la perception des impôts. Les deux emprunts d'août 1789 échouèrent ; l'Assemblée interdit les « anticipations » qui pouvaient garantir les prêts des financiers ; remplaçant par des receveurs salariés ceux qui achetaient leur charge et prélevaient un pourcentage sur leurs recettes, elle se priva en même temps des avances qu'ils consentaient au Trésor, sur le produit de ces dernières, sous forme d'engagements appelés « rescriptions » que les banquiers escomptaient. Cependant, les

dépenses s'augmentèrent des pensions ecclésiastiques et de l'entretien du culte. Enfin, l'Ancien Régime laissait, outre sa dette consolidée, un arriéré énorme : l'Assemblée ordonna, par exemple, de reprendre le paiement des rentes et, en deux ans, il en coûta 370 millions. En même temps, la dette flottante s'enfla d'un milliard, par le remboursement des emprunts du clergé, des charges vénales et des cautionnements des officiers, des dîmes « inféodées », c'est-à-dire cédées à des laïcs.

Dès le mois d'octobre 1789, la situation parut désespérée. Necker vivait au jour le jour grâce aux avances de la Caisse d'escompte : celle-ci, ayant 114 millions de billets en circulation dont 89 remis à l'État, se déclara épuisée. Il fallait de toute nécessité trouver des ressources. si l'on voulait achever la Révolution : en pareille situation, il n'y en a pas d'autre que le papier-monnaie. La Constituante apercevait du moins le moyen de le gager. Ainsi, la crise financière lui imposa deux de ses mesures essentielles : la vente des biens du clergé et l'émission des assignats.

On représenta que, le clergé cessant de former un corps, ses propriétés désormais sans maître revenaient à l'État ; que les intentions des donateurs seraient respectées, si ce dernier se chargeait du culte, de l'instruction, de l'assistance ; qu'enfin, et c'était l'argument le moins contestable, l'intérêt général commandait de mettre en circulation les biens de mainmorte. Le 2 novembre, ils furent mis « à la disposition de la nation » : la question de la propriété, qui prêtait aux objections doctrinales du clergé, demeurant en suspens et un traitement convenable étant promis au clergé paroissial, la majorité de ses représentants vota le décret. Necker proposa d'ériger la Caisse d'escompte en banque nationale. Si on émettait du papier, l'Assemblée n'entendait pas qu'il fût à la disposition du roi : le 19 décembre, elle créa une « caisse de l'extraordinaire », chargée de mobiliser pour 400 millions de biens du clergé et du domaine royal sous forme d'« assignats », ou reconnaissances de dettes, portant intérêt à 5 %. Ils ne se placèrent pas facilement : le clergé gardait l'administration de ses propriétés ; la réforme ecclésiastique n'était pas commencée ; on ne savait quelles terres seraient offertes aux créanciers. La Constituante fut ainsi amenée à supprimer le clergé régulier, à l'exception des établissements d'enseignement ou d'assistance (13 février 1790), à ôter au clergé l'administration de ses biens (17 mars), à créer le budget du culte (17 avril), à décréter les modalités de la vente (14 mai). Dès

lors, elle put imposer aux créanciers le remboursement en assignats.

Mais il était évident que beaucoup avaient besoin d'argent liquide et les reconnaissances de dettes ne pourvoient pas aux besoins courants du Trésor. Aussi le débat reprit-il en août, décisif cette fois : l'assignat devint un billet de banque et on porta l'émission à 1.200 millions. Dupont de Nemours, Talleyrand, Lavoisier, Condorcet prédirent l'inflation et ses misères. Mais l'intérêt politique s'ajoutait à la nécessité financière. Les premiers assignats auraient livré les biens aux seuls créanciers de l'État, c'est-à-dire aux financiers, aux fournisseurs, aux possesseurs d'offices ; les nouveaux permettaient à tout le monde d'en acquérir ; on acheta même pour se débarrasser du papier, dont la dépréciation favorisa les moins fortunés en même temps que les spéculateurs. On pourrait dire que l'opération devait réussir d'autant mieux à cet égard qu'elle échouerait plus complètement au point de vue financier.

La dépréciation de l'assignat était inévitable, d'autant qu'on se rappelait le sort de Law et que les aristocrates répétaient à tout venant que, revenus au pouvoir, ils ne reconnaîtraient pas la monnaie révolutionnaire. La Constituante y poussa en autorisant le trafic du numéraire, le 17 mai, et l'État lui-même en acheta pour payer les troupes. La monnaie métallique se cacha. L'Assemblée répugnait pourtant à créer de petites coupures, parce qu'elle souhaitait qu'on ne payât pas les salaires en papier. Pour faire l'appoint, l'initiative privée multiplia les billets de confiance et, en 1791, un décret finit par créer l'assignat de 5 livres. La hausse des denrées commençait à se manifester et on distinguait deux prix : l'un en espèces, l'autre en papier. Le renchérissement de la vie n'allait pas tarder à produire les mêmes effets que la disette et à remettre en mouvement les masses populaires relativement assoupies.

Cette politique, périlleuse parce que l'émission servait à combler le déficit du budget et non pas seulement à liquider la dette, n'était pourtant pas mal conçue. Au bout de quelques années, la perception de l'impôt rétablie, la vente des biens nationaux et l'emprunt pouvaient résorber l'inflation. Outre qu'elle permit à la Révolution de gagner du temps, elle donna, comme toujours au début, un coup de fouet à l'économie, la sortit du marasme et procura du travail. Le change baissa : au début de 1790, 100 livres sur Londres se traitaient à 90 environ ; en mai 1791, elles ne valaient plus que 73. Les exportateurs,

encaissant des espèces à l'étranger et payant des salaires qui n'augmentèrent que tard et fort peu, se trouvaient favorisés. Ce fut la guerre qui, en exigeant une émission torrentielle, tua l'assignat : depuis, elle a mis à mal bien d'autres monnaies qui n'avaient d'ailleurs pas, comme lui, un gage d'incontestable valeur.

V. — L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE DE LA CONSTITUANTE. LA RÉFORME AGRAIRE¹.

La Déclaration des droits ne fit pas mention de l'économie : c'est que les classes populaires restaient profondément attachées

1. OUVRAGES A CONSULTER. — On aura intérêt à se reporter aux recueils de textes législatifs et administratifs ou de documents publiés par la « Commission pour la recherche et la publication des documents relatifs à l'histoire économique de la Révolution », instituée en 1904 sur la proposition de Jean Jaurès ; citons, entre autres : F. GERBAUX et Ch. SCHMIDT, *Procès-verbaux des Comités d'agriculture et de commerce de la Constituante, de la Législative et de la Convention* (Paris, 1906-1910, 4 vol. in-8° ; tables, 1937, in-8°) ; Ph. SAGNAC et P. CARON, *Les Comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial, 1789-1793* (Paris, 1907, in-8°) ; G. BOURGIN, *Le partage des biens communaux* (Paris, 1908, in-8°) ; C. BLOCH et A. TUETEX, *Procès-verbaux du Comité de mendicité de la Constituante* (Paris, 1911, in-8°).

Exposé général dans l'ouvrage d'Henri SÉE, cité p. 36, t. II (texte français avec mise à jour de la bibliographie par R. SCHNERB, Paris, 1942, in-8°). Pour l'abolition des droits seigneuriaux, outre le recueil de Ph. SAGNAC et de P. CARON, cité ci-dessus, consulter Ph. SAGNAC, *La législation civile de la Révolution*, cité p. 163 ; A. AULARD, *La Révolution et la féodalité* (Paris, 1914, in-8°) ; A. FERRADOU, *Le rachat des droits féodaux dans la Gironde, 1790-1793* (Paris, 1928, in-8°) ; J. MILLOT, *L'abolition des droits seigneuriaux dans le département du Doubs et la région comtoise* (Besançon, 1941, in-8°). En ce qui concerne la dîme, voir P. MASSÉ, *Survivances de la dîme dans la région de Bonneuil-Matours aux XVIII^e et XIX^e siècles (1790-1834)*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1958, p. 1-30. Pour la division du sol, bibliographie et état de la question dans les deux articles de G. LEFEBVRE, *Les recherches relatives à la répartition de la propriété et de l'exploitation foncières à la fin de l'Ancien Régime, et Les études relatives à la vente des biens nationaux*, dans la *Revue d'histoire moderne*, 1928, p. 103-130 et 188-219 ; articles repris, avec une mise à jour bibliographique, dans *Études sur la Révolution française* (Paris, 1954, in-8°), p. 201-222 et p. 223-245 ; du même, *La place de la Révolution dans l'histoire agraire de la France*, dans *Annales d'histoire économique et sociale*, t. I, ann. 1929, p. 506-523, ainsi que *La Révolution française et les paysans*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. X, ann. 1933, p. 97-128, les *Cahiers de la Révolution française*, 1934, p. 7-49, et dans *Études sur la Révolution française*, p. 246-268. G. LEFEBVRE a repris la question des biens nationaux et traité du métayage et du fermage, dans *Questions agraires au temps de la Terreur* (Strasbourg, 1932, in-8° ; 2^e éd. revue et augmentée, La Roche-sur-Yon, 1954, in-8°) ; ajouter : G. SANGNIER, *L'évolution de la propriété rurale dans le district de Saint-Pol pendant la Révolution. Essai de statistique* (Blangermont, P.-de-C., 1951, in-8°) ; M. GALLIX, *La vente des biens nationaux dans les districts de Montpellier et de Lodève* (Montpellier, 1951, in-8°) ; P. CAMBON, *La vente des biens nationaux dans les districts de Béziers et de Saint-Pons* (Montpellier, 1951, in-8°) ; abbé Ch. GIRAULT, *Les biens d'église dans le département de la Sarthe à la fin du XVIII^e siècle* (Laval, 1953, in-8°) ;

à la réglementation et que la bourgeoisie des hommes de loi elle-même se défiait des financiers et ne s'enthousiasmait pas unanimement pour la grande culture et la grande industrie. La liberté ne se réalisa que peu à peu, pour être consacrée finalement dans la Constitution de 1791 et le code rural du 27 septembre.

Dès le 12 octobre 1789, le prêt à intérêt fut légalisé ; mais les

M. GARAUD, *Histoire générale du droit privé français (de 1789 à 1804)*, t. II : *La Révolution et la propriété foncière* (Paris, 1959, in-8°). Pour tout ce qui concerne l'agriculture et les paysans, voir aussi G. LEFEBVRE, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française* (Lille, 1924, 2 vol. in-8°) ; O. FESTY, *L'agriculture pendant la Révolution française. Les conditions de production et de récolte des céréales, 1789-1795* (Paris, 1947, in-8°) ; du même, *L'agriculture pendant la Révolution française. L'utilisation des jachères, 1789-1795* (Paris, 1950, in-8°), *L'agriculture pendant la Révolution française. Les journaux d'agriculture et le progrès agricole, 1789-an VIII* (Paris, 1950, in-8°), *Les débits ruraux et leur répression sous la Révolution et le Consulat. Étude d'histoire économique* (Paris, 1956, in-8°). Sur les droits collectifs, M. BLOCH, *La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du XVIII^e siècle, dans Annales d'histoire économique et sociale*, t. II, ann. 1930, p. 329-383 et 511-556.

Sur les subsistances, Ch. PORÉE, *Les subsistances dans l'Yonne et particulièrement dans le district d'Auxerre pendant la Révolution* (Auxerre, 1903, in-8°) ; G. LEFEBVRE, introduction au t. I, p. 1-CXXIV, des *Documentis relatifs à l'histoire des subsistances dans le district de Bergues, 1789-an V*, publiés par la « Commission d'histoire économique » (Lille, 1913 et 1921, 2 vol. in-8°) ; GASTON-MARTIN, *La politique nantaise des subsistances sous la Constituante et la Législative* (Paris, 1924, in-8°, 124 p.) ; O. KARMIN, *La question du sel pendant la Révolution* (Paris, 1912, in-8°). Une grande partie du t. II de la publication, intitulée *Assemblée générale de la Commission centrale et des Comités départementaux, 1793*, de la « Commission d'histoire économique » (Paris, 1945, in-8°), est consacrée à la question des subsistances (grains et pain) et à leurs prix ; G. SANGNIER, *La crise du blé à Arras à la fin du XVIII^e siècle, 1788-1796* (Fontenay-le-Comte, 1943, in-8°) ; R. WERNER, *L'approvisionnement en pain de la population du Bas-Rhin et de l'armée du Rhin pendant la Révolution, 1789-1797* (Strasbourg-Paris, 1951, in-8° ; « Publications de la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg »).

Sur l'industrie et le commerce, E. LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie de 1789 à nos jours* (Paris, 1859 et 1867, 2 vol. in-8° ; nouv. éd. refondue, 1903-4), et *Histoire du commerce en France* (Paris, 1912, in-8°) ; J. BOUCHARY, cité p. 24 ; G. BOURGIN et C. BALLOT, cités p. 36 ; E. V. TARLE, *La classe operaia nella Rivoluzione francese* (Roma, 1960, 2 vol. in-8° ; trad. italienne d'un ouvrage paru en russe en 1909 et 1911, et toujours utile) ; P. REYNOARD, *Les ouvriers des manufactures nationales pendant la Révolution* (Paris, 1917, in-8°) ; P. CHAUVET, *Les ouvriers du livre en France de 1789 à la constitution de la Fédération du livre* (Paris, 1956, in-8°) ; LETACONNOUX, cité p. 164 ; M. TREILLE, *Le commerce de Nantes et la Révolution* (Nantes, 1908, in-8°) ; L. NUSSBAUM, *Commercial policy in the French Revolution ; a study of the career of G. J. A. Ducher* (Washington, 1923, in-8°) ; J. B. MANGER, *Recherches sur les relations économiques de la France et de la Hollande pendant la Révolution française* (Paris, 1923, in-8°) ; P. MASSON, Marseille depuis 1789, dans les *Annales de la Faculté d'Aix*, t. X (1916), p. 1-211. Sur l'assistance : C. BLOCH, cité p. 62 ; A. TUETET, *L'assistance publique à Paris pendant la Révolution* (Paris, 1895-1897 ; 4 vol. in-4° ; publication de la Ville de Paris) ; L. LALLEMAND, *La Révolution et les pauvres* (Paris, 1898, in-8°) ; E. CHAUDRON, *L'assistance publique à Troyes à la fin de l'Ancien Régime et pendant la Révolution* (Paris, 1923, in-8°) ; J. IMBERT, *Le droit hospitalier de la Révolution et de l'Empire* (Paris, 1954, in-8° ; publications de l'Université de la Sarre).

corporations et les règlements de fabrication ne disparurent que le 16 février 1791. Ainsi l'emploi des capitaux, de l'outillage et des procédés nouveaux dont les brevets d'invention garantirent la création, reçut libre carrière. Le commerce des grains se vit restituer, au mois d'août 1789, la complète indépendance dont l'avait doté Brienne, à l'exception cependant de la faculté d'exporter. Des monopoles furent abolis : l'État conserva ceux du salpêtre et des poudres, ainsi que du monnayage, mais abandonna celui du tabac ; la Compagnie des Indes perdit le sien et le trafic devint libre au delà du cap de Bonne-Espérance ; on supprima aussi le privilège de Marseille en ce qui concernait le commerce du Levant. Les ports francs subsistèrent : ce sera la Législative qui les ramènera au droit commun. Pour les mines, la loi de 1791 maintint le principe de la concession par l'État, adopté par la royauté en 1744 ; encore fit-elle exception pour les mines de surface qui restaient fort nombreuses.

D'autre part, l'unification du marché national s'accomplit ; le « reculement des barrières », c'est-à-dire le transfert de la perception douanière aux frontières politiques, lui incorpora des provinces comme l'Alsace et la Lorraine, qu'on dénommait « l'étranger effectif » parce qu'elles trafiquaient librement avec l'extérieur ; la circulation intérieure se débarrassa des péages, des contrôles qu'exigeaient la gabelle et les aides dont le taux variait suivant les régions, et enfin des douanes qui séparaient la zone des « cinq grosses fermes » des « provinces réputées étrangères », et celles-ci de « l'étranger effectif ».

On continua de protéger la production contre la concurrence internationale. Les manufacturiers auraient accueilli avec plaisir la dénonciation du traité de 1786 avec l'Angleterre ; mais la Constituante s'en tint, dans son tarif de 1791, à des droits modérés et n'admit qu'un petit nombre de prohibitions soit à l'entrée, pour les fils par exemple, soit à la sortie, pour quelques matières premières.

Délivrer la production de ses entraves ne suffisait pas pour la transformer. C'est pourquoi on a plus d'une fois affirmé que, de ce point de vue, la Révolution ne datait pas dans l'évolution. Elle ne l'a en effet ni amorcée, ni accélérée : la guerre allait même la ralentir. Mais la Constituante lui ouvrit l'avenir. Rien ne témoigne mieux à nos yeux de l'avènement de la bourgeoisie que la libération de l'économie proclamée en Europe pour la première fois.

Les contemporains ne pouvaient prévoir ses conséquences

dans toute leur étendue, le triomphe de la machine, les progrès de la concentration capitaliste. Elle n'en rencontra pas moins une vive résistance. Dans quelques métiers, l'abolition des corporations présentait un caractère démocratique, parce que des compagnons ouvrirent atelier ou boutique à peu de frais ; mais tous les maîtres ne se consolèrent pas de perdre leur monopole. Contre la liberté du commerce des grains, l'hostilité fut générale, non seulement dans le prolétariat, mais au sein de l'artisanat ; non seulement chez les citadins, mais parmi les journaliers des campagnes et les cultivateurs qui ne récoltaient pas assez pour leur subsistance ; les assemblées ne réussirent pas à la faire respecter. De leur côté, la plupart des paysans s'alarmèrent ; la liberté de la culture revenait à consacrer définitivement la propriété foncière dans sa plénitude et achevait brusquement l'évolution juridique qui tendait, au *xviii^e* siècle, à la délivrer de toute servitude : disparition de la contrainte de sole ; faculté d'éliminer la jachère ; droit de clore à volonté. A ce compte, la vaine pâture semblait condamnée et le code rural en exempta même purement et simplement les prairies artificielles. En réalité, la Constituante s'abstint d'assurer l'application du principe ; elle devait savoir que, en Angleterre, le remembrement des terroirs en avait été la condition et n'y fit pourtant aucune allusion ; en permettant la clôture, elle prit soin de stipuler, pour amadouer les ruraux, que celui qui excluait ainsi de son domaine le bétail étranger renoncerait de ce fait à envoyer le sien chez les autres, ce qui surexcitait jusqu'alors les colères. Rien n'y fit : les paysans s'obstinèrent à défendre leurs droits collectifs, qui subsistèrent longtemps encore, car personne, même Napoléon, n'osa se risquer à les en dépouiller d'autorité. Mais tout espoir s'évanouit pour eux d'obtenir la division des grandes fermes, la réforme du métayage, la taxation des fermages : la Constituante demeura insensible à toutes les pétitions.

D'autre part, comme pour la réforme de l'impôt, la manière dont elle réglementa la disparition des droits seigneuriaux et la vente des biens nationaux, déçut profondément la plus grande partie de la population rurale. Elle abolit sans scrupule la dîme, parce qu'elle la considérait ou comme un impôt ou comme une propriété corporative. Elle ne vit pas de difficulté non plus à supprimer la nobilité des terres, la hiérarchie des fiefs, leur législation particulière et notamment le droit d'aînesse, le franc-fief que payaient leurs détenteurs roturiers ; néanmoins, elle imposa le rachat des droits de mutation qui attestaient la pro-

priété éminente du suzerain. A sacrifier celle-ci, elle redoutait en effet de créer un précédent funeste pour la propriété individuelle en général. Aussi, quand elle fixa définitivement, par le décret du 15 mars 1790, l'application de ceux des 5-11 août 1789 sur les droits seigneuriaux, elle distingua, conformément au rapport de Merlin de Douai, ceux qu'elle présuma usurpés au préjudice de l'État ou créés par la violence — justice et droits honorifiques, chasse et pêche, garenne et colombier, banalités, péages et droits de marchés, taxes et corvées personnelles, et particulièrement le servage — : tous disparurent sans indemnité : on prononça de même à l'égard des triages de biens communaux opérés depuis trente ans en contrariété de l'ordonnance de 1667. Mais il en alla autrement pour les redevances foncières ou « réelles », de beaucoup les plus lourdes — cens, champarts, rentes, droits « casuels » ou de mutation —, parce que l'Assemblée les supposa consentis en échange de la concession de la tenure par le seigneur propriétaire : elle les soumit en conséquence au rachat, dont le taux fut fixé, le 3 mai, à vingt fois la redevance en argent, à vingt-cinq fois la redevance en nature, et pour les droits casuels en proportion de leur poids. Cette classification souffrait contestation, tant du point de vue juridique qu'au nom de l'histoire ; en tout cas, les paysans soutinrent que, le principe posé, il fallait obliger le seigneur à présenter le titre primordial de sa concession, lequel, en général, ou n'avait jamais existé ou ne subsistait plus ; en attendant, ils ne rachetèrent pas et n'en payèrent pas mieux.

D'ailleurs, la Constituante stipula que la disparition de la dîme tournerait au profit du propriétaire, non du métayer ou du fermier. Quand la Législative et la Convention aboliront le rachat des redevances réelles, elles prononceront de même. La suppression des droits personnels n'offrirait, par comparaison, qu'un mince avantage, et le paysan qui ne possédait pas de terre n'en obtenait pas d'autre. Ainsi, l'aliénation des biens nationaux, dans la mesure où elle multiplierait les propriétaires ruraux, conférerait à l'abolition de la féodalité une partie de sa portée sociale. Puisque la grande majorité des paysans ne détenaient pas de terre ou pas assez pour vivre indépendants, la destination assignée au patrimoine national présentait plus d'intérêt encore : elle pouvait atténuer la crise agraire. Si l'Assemblée cédait les terres aux communautés rurales qui les répartiraient, ou si elle ordonnait de les diviser en petites portions, soit pour les distribuer contre une rente annuelle, soit pour les vendre sur estimation et sans enchères, à la mairie du village, le pauvre journalier lui-même

pourrait obtenir le lopin où il bâtirait sa chaumière ; et même, à cet indigent, ne l'accorderait-on pas gratuitement ?

Ce rêve était incompatible avec les besoins financiers et les intérêts des créanciers de l'État ; la loi du 14 mai 1790, aggravée le 2 novembre, le fit s'évanouir. Les baux furent maintenus, pour ne pas irriter les fermiers, et les exploitations furent vendues en bloc, aux enchères et au chef-lieu du district. La Constituante, néanmoins, souhaitait qu'un certain nombre de paysans devins-sent propriétaires pour les attacher à la Révolution et à l'ordre bourgeois : elle autorisa le paiement en douze annuités et permit que les divers lots d'une exploitation fussent adjugés séparément si le produit dépassait une enchère globale. Cette dernière éventualité ne pouvait se réaliser que si les paysans s'associaient. Heureusement pour eux, beaucoup de terres, surtout les biens de cure, étaient louées par parcelles et des spéculateurs leur rendirent aussi le service de morceler pour revendre. Enfin, dans certaines régions, les paysans se coalisèrent pour acheter les terres du village. La révolte agraire finit ainsi par atteindre son but ultime ; de 1791 à 1793, les paysans du Cambrésis acquirent dix fois plus de terre que la bourgeoisie ; il en alla de même dans le Laonnois et la plaine picarde ; la part des ruraux fut très importante aussi dans le Sénonais, dans une partie de la Flandre et du Hainaut, dans le district de Saint-Gaudens.

Bien que les recherches précises restent peu nombreuses, il ne paraît pas douteux que ce sont là des exceptions. Le nombre des propriétaires augmenta un peu ; celui des fermiers aussi, grâce à la division des grands domaines ; mais la vente aux enchères profita surtout aux cultivateurs déjà nantis ; dans la plupart des districts, elle écarta la majorité des paysans et notamment les journaliers. La question agraire ne reçut pas de solution. Nul coup plus dur n'a été porté à l'enthousiasme révolutionnaire dans les campagnes.

Quant au prolétariat, on ne pensa guère à lui que pour confirmer, le 14 juin 1791, par la loi Le Chapelier, l'interdiction des compagnonnages et de la grève. La Constituante refusa ainsi aux ouvriers le moyen de défendre leur salaire, en même temps qu'elle repoussait toute taxation des denrées. En conservant des ateliers de charité, elle leur procura pendant un temps du travail ; mais elle n'entendait pas leur reconnaître un droit à cet égard et, en mai 1791, en ordonna la fermeture. Une aide aux invalides fut seule admise ; malheureusement, on s'en tint au principe ; loin de se développer, l'assistance se trouva gravement atteinte par la

disparition des aumônes du clergé. En tout cela, les salariés et les indigents ne tiraient aucun profit de la Révolution. Du moins, la Constituante promit-elle la création d'un enseignement national populaire : pour le moment, le rapport de Talleyrand demeura lettre-morte. Les démocrates surent exploiter la désillusion des masses, mais les aristocrates aussi et, avec eux, les prêtres réfractaires.

VI. — LA RÉFORME DU CLERGÉ¹.

Le clergé ne pouvait voir sans regret sa prééminence affaiblie — le culte catholique cessant d'être la religion de l'État et la

1. OUVRAGES A CONSULTER. — L'histoire religieuse de l'époque révolutionnaire a été et demeure l'objet de publications abondantes. Les histoires générales elles-mêmes sont nombreuses, écrites presque toutes du point de vue du catholicisme romain : L. SCIOUT, *L'Église et la constitution civile du clergé* (Paris, 1873-1881, 4 vol. in-8°) ; abbé A. SICARD, *L'ancien clergé de France*, t. I, *Les évêques avant la Révolution* (Paris, 1893, in-8° ; 5^e éd. refondue, 1912) ; t. II, *Les évêques pendant la Révolution* (1894) ; t. III, *De l'exil au Concordat* (1903) ; du même, *Le clergé de France pendant la Révolution*, t. I, *L'effondrement* (Paris, 1912, in-8°) ; t. II, *La lutte religieuse* (1927) ; P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution* (Paris, 1909-1923, 5 vol. in-8°) ; abbé F. MOURRET, *Histoire générale de l'Église*, t. VII (Paris, 1913, in-8°) ; dom H. LECLERCQ, *L'Église constitutionnelle* (Paris, 1934, in-8°) ; A. LATREILLE, *L'Église catholique et la Révolution française*, t. I : *Le pontificat de Pie VI et la crise française, 1775-1799* (Paris, 1946, in-8°) ; la bibliographie dans le t. II paru en 1950) ; K. D. ERDMANN, *Volkssouveränität und Kirche* (Cologne, 1949, in-8°) ; chanoine J. LEFLON, *La crise révolutionnaire, 1789-1846* (Paris, 1949, in-8°) ; t. XX de l'*Histoire de l'Église*, publiée sous la direction d'A. FLICHE et V. MARTIN ; chanoine J. GENDRY, *Pie VI, sa vie, son pontificat* (Paris, 1906, 2 vol. in-8°). D'un point de vue différent : A. DEBIDOUR, *Histoire des rapports de l'Église et de l'État de 1789 à 1870* (Paris, 1898, in-8°) ; A. GAZIER, *Études sur l'histoire religieuse de la Révolution* (Paris, 1887, in-12) ; A. MATHIEZ, *Rome et la Constituante* (Paris, 1910, in-8°) ; du même, *Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution* (Paris, 1906, in-8°) ; du même, *La Révolution et l'Église* (Paris, 1910, in-8°) ; A. AULARD, *Le christianisme et la Révolution* (Paris, 1924, in-16 ; de la coll. « Christianisme ») ; E. PRÉCLIN, *Les jansénistes du XVIII^e siècle et la constitution civile du clergé. Le développement du richérisme ; sa propagation dans le bas-clergé (1713-1791)* (Paris, 1929, in-8°) ; G. LE BRAS, cité p. 78 ; A. LAJUSAN, La carte des opinions françaises, dans les *Annales*, t. IV, ann. 1949, p. 406-414, avec observations de L. FEBVRE ; G. PIORO, Institution canonique et consécration des premiers évêques constitutionnels (d'après les minutes inédites des notaires parisiens), dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1956, p. 346-379.

Parmi les biographies et les monographies locales, outre le précieux recueil du chanoine P. PISANI, *Répertoire biographique de l'épiscopat constitutionnel* (Paris, 1907, in-8°), on se bornera à citer : J. ROBINET, *Le mouvement religieux à Paris pendant la Révolution* (Paris, 1896-1898, 2 vol. in-8° ; de la « coll. de la Ville de Paris ») ; abbé O. DELARC, *L'Église de Paris pendant la Révolution française, 1789-1801* (Lille et Paris, 1895-1897, 3 vol. in-8°) ; chanoine P. PISANI, *L'Église de Paris pendant la Révolution* (Paris, 1908-1909, 2 vol. in-8°) ; abbé M. GIRAUD, *Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe de 1789 à l'an IV* (La Flèche, 1920, in-8°) ; abbé E. SEVESTRE, *L'acception de la Constitution civile du clergé en Normandie* (Laval, 1922, in-8°), et *Liste critique des ecclésiastiques*

tolérance s'inscrivant dans la loi — et son indépendance compromise, puisqu'il ne formait plus un corps et que ses membres se trouvaient réduits, par la sécularisation de ses biens, à la condition de fonctionnaires salariés. Pourtant, le conflit religieux, si favorable à la contre-révolution, les constituants ne l'avaient pas prévu. Voulu, encore moins, car, à ces hommes élevés par les prêtres et nourris de l'Antiquité qui l'ignorait, l'idée de laïcité demeurait inconnue : loin de penser à séparer l'Église de l'État, ils rêvaient de les unir plus étroitement. Les philosophes en étaient convenus : la cité ne pouvait vivre sans religion et, en France, cette religion ne pouvait être que le catholicisme. Ils eussent préféré, il est vrai, une religion civique, et l'idéalisme révolutionnaire tendait à se créer un culte, avec son autel de la patrie, ses fêtes, ses symboles. Mais le peuple associait spontanément ces cérémonies au culte catholique et les curés patriotes justifiaient par l'Évangile les droits de l'homme et du citoyen. Les constituants sentaient bien qu'il leur fallait, dans chaque commune, un médiateur qui expliquât leurs décrets à la masse inculte et lui ordonnât d'obéir à la loi. Aucun n'y pouvait mieux réussir que le curé. Au surplus, beaucoup de constituants étaient croyants et même pratiquants. Le catholicisme conserva donc le privilège du culte public ; seul, son clergé fut entretenu par la nation ; on ne substitua pas d'état civil aux registres de catholicité et, pour le moment tout au moins, l'Église garda l'enseignement et l'assistance.

fonctionnaires publics insermentés et assermentés en Normandie (Laval, 1922, in-8°) ; R. REUSS, *La Constitution civile et la crise religieuse en Alsace* (Strasbourg, 1923, 2 vol. in-8° ; « Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg », série in-8°, fasc. 7 et 8) ; abbé E. SOL, *Le clergé du Lot et le serment exigé des fonctionnaires publics ecclésiastiques* (Paris, 1926, in-8°) ; abbé G. CHARRIER, *Histoire religieuse du département de la Nièvre pendant la Révolution* (Paris, 1926, 2 vol. in-8°) ; abbé J. PETER et dom Ch. POULET, *Histoire religieuse du département du Nord pendant la Révolution* (Lille, 1930-1933, 2 vol. in-8°) ; chanoine P. LESPRAND, *Le clergé de la Moselle pendant la Révolution* (Montigny-lez-Metz, 1933-1935, 3 vol. in-8°) ; abbé C. CONSTANTIN, *L'évêché du département de la Meurthe de 1791 à 1802*, t. I, *La fin de l'Église d'Ancien Régime et l'établissement de l'Église constitutionnelle* (seul paru ; Nancy, 1935, in-8°) ; Mgr Ch. AIMOND, *Histoire religieuse de la Révolution dans le département de la Meuse et le diocèse de Verdun, 1789-1802* (Paris et Bar-le-Duc, 1949, in-8°) ; Ch. LEDRÉ, *Une controverse sur la Constitution civile du clergé. Charrier de La Roche, métropolitain des Côtes de la Manche et le chanoine Baston* (Paris et Lyon, 1943, in-8°) ; marquis DE ROUX, *Histoire religieuse de la Révolution à Poitiers et dans la Vienne* (Lyon, 1952, in-8°) ; Maurice CHARTIER, *Le clergé constitutionnel du district d'Avesnes pendant la Révolution, dans Annales historiques de la Révolution française*, 1957, p. 139-149 ; abbé E. LAVAQUERY, *Le cardinal de Boisgelin* (Paris [1920], 2 vol. in-8°) ; chanoine J. LEFLON, *Monsieur Émery*, t. I, *L'Église d'Ancien Régime et la Révolution* (Paris, 1944, in-8°).

Cependant, suivant la célèbre formule de Camus, « l'Église est dans l'État, l'État n'est pas dans l'Église ». Si bien qu'il ajoutait : « Nous avons assurément le pouvoir de changer la religion », en s'empressant d'ailleurs de déclarer : « Mais nous ne le ferons pas ; nous ne pourrions l'abandonner sans crime. » Les juristes de la royauté avaient toujours enseigné que, le dogme réservé, l'État avait toute autorité pour réformer l'organisation et la discipline de l'Église ; Joseph II en avait usé et, en France, la monarchie ne s'était pas privée, au XVIII^e siècle, de porter des coups très rudes aux ordres religieux ; tout au plus reconnaissait-on qu'il existait des matières « mixtes », dont le domaine ne fut jamais délimité. Que l'Église gallicane dût être réformée, le clergé en demeurait d'accord. Plus son rôle devait rester considérable dans la société nouvelle, moins il convenait de laisser au roi le choix des évêques et, du moment que l'État se chargeait d'entretenir les clercs après avoir vendu leurs biens, il lui fallait réduire leur nombre pour ménager son budget. Dès le 12 août 1789, la Constituante avait nommé un comité ecclésiastique.

On prévoyait que le Concordat ne survivrait pas ; déjà les décrets des 5-11 août 1789 supprimaient les annates, les dispenses en cour de Rome et la pluralité des bénéfices. Mais personne ne s'inquiétait d'un conflit avec la papauté. Pie VI n'avait guère de prestige : il n'avait pas rompu avec Joseph II, ni même avec la schismatique Catherine II quand elle avait, sans le consulter, bouleversé l'organisation des diocèses polonais. Le clergé français se montrait, en partie, hostile au Concordat et le gallicanisme, qui n'était point encore contraire au dogme, demeurait très fort.

La Constituante s'attaqua d'abord aux réguliers, mal vus depuis longtemps par les hommes d'État et les économistes ; de plus, leur décadence était certaine, du moins pour ce qui concerne les moines. Le 13 février 1790, on les supprima : ceux des religieux qui le voulurent reprirent la vie laïque avec une pension ; les autres furent rassemblés dans quelques monastères provisoirement conservés ; les ordres enseignants et charitables furent épargnés pour le moment ; leur recrutement n'en fut pas moins tari par l'interdiction de prononcer des vœux.

On discuta de la réforme des séculiers dans le plus grand calme à partir du 29 mai 1790 et, le 12 juillet, on adopta la Constitution civile du clergé. Les circonscriptions administratives devinrent le cadre de la nouvelle organisation ecclésiastique : chaque département eut son évêque, chaque commune un ou plusieurs curés. Ils seraient élus comme les autres fonctionnaires

et le curé choisirait ses vicaires. On ressuscitait dans l'Église le pouvoir délibérant : des synodes provinciaux étaient prévus et, à la place du chapitre supprimé, l'évêque s'entourerait d'un conseil dont les décisions l'obligeraient. Le pape ne pourrait plus tirer d'argent de la France ; la « primauté » lui était reconnue, non la « juridiction » ; l'évêque élu se mettrait en communion avec lui, sans pouvoir lui demander confirmation, et, sacré par l'évêque métropolitain, confirmerait lui-même ses curés.

Mais le gallicanisme des juristes différait profondément de celui du clergé français : si l'Église nationale défendait son autonomie contre la curie romaine, elle n'entendait pas la sacrifier à l'État et Rome offrait un recours contre les empiètements de celui-ci. En outre, les évêques ne voyaient pas de bon œil qu'on diminuât leurs prérogatives. Ceux qui siégeaient dans l'Assemblée s'abstinrent au vote, sans se montrer formellement hostiles ; beaucoup d'autres se montraient disposés à la conciliation. Toutefois, l'archevêque d'Aix, Boisgelin, déclara nettement que ces réformes devaient recevoir la consécration canonique ; autrement dit, l'Église ne refusait pas de se mettre en harmonie avec l'État, mais elle contestait sa suprématie. Restait à savoir qui représentait l'Église : le concile national ou le pape ? Les évêques n'eussent pas demandé mieux que de se réunir ; les constituants ne le leur permirent pas, craignant de voir les évêques, tous nobles, laisser le concile tourner en machine de guerre aux mains des contre-révolutionnaires. En ce cas, déclara Boisgelin, le pape seul peut « baptiser » la Constitution civile. L'Assemblée ne voulut pas davantage le lui demander. Pourtant, elle admit tacitement que le roi et les évêques le fissent. Ainsi, la Constituante et le clergé français s'abandonnèrent entre les mains du pape : il dépendait de lui de les mettre aux prises. Le décret étant constitutionnel, il était entendu que le roi ne pouvait user du veto ; on le sollicita d'accepter, non de sanctionner. Sur le conseil de Boisgelin et de Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux et ministre de la Justice, Louis XVI céda, le 22 juillet. Le 1^{er} août, le cardinal de Bernis, ambassadeur à Rome, reçut l'ordre d'obtenir l'accession de Pie VI.

Déjà, celui-ci avait manifesté son hostilité. A la demande du roi, il n'avait pas protesté, l'année précédente, contre la suppression des annates ; mais, cette fois, il s'agissait de son autorité. De plus, Avignon avait répudié sa souveraineté et demandé, le 11 juin, sa réunion à la France. Pie VI, d'ailleurs gentilhomme, était aussi jaloux de son pouvoir temporel que de ses prérogatives

spirituelles ; la Déclaration des droits de l'homme l'offensait : il la condamna secrètement le 29 mars. Le 10 juillet, deux autres brefs déclarèrent inacceptable la Constitution civile. Quand ils arrivèrent à Paris, le roi avait déjà notifié son acceptation ; les évêques qui l'avaient conseillée, ne perdirent pas l'espoir : ils tinrent les brefs secrets et le pape, de son côté, ne les divulgua pas. La Constituante et le ministre des Affaires étrangères, Montmorin, savaient qu'il comptait sur la France pour rétablir son pouvoir à Avignon : on croyait donc qu'il finirait par céder. Mais il attendait des propositions et comment les lui faire ? Bien que l'Assemblée eût ajourné l'affaire d'Avignon, il ne pouvait pas être question d'y soutenir la contre-révolution. D'autre part, Bernis, en relation avec le comte d'Artois, encourageait le pape à la résistance. Craignant sans doute d'indisposer les gallicans, Pie VI ne se pressa pas d'intervenir publiquement et attendit de connaître l'attitude du clergé.

L'affaire traînant, la Constituante réclama la promulgation ; des évêques et des curés moururent : on élut leurs remplaçants. Des protestations s'élevèrent ; le silence du pape ébranla les conciliants. Pourtant, quand, le 30 octobre, les évêques-députés publièrent une déclaration de principes, ils ne condamnèrent pas la Constitution civile et se bornèrent à demander que, pour la mettre en vigueur, on attendit l'approbation pontificale. Mais, comme le clergé détenait l'état civil, on ne pouvait pas laisser les cures vacantes. La Constituante, harcelée par les administrations, finit par sauter le pas.

Le 27 novembre, elle exigea de tous les prêtres fonctionnaires publics le serment à la Constitution du royaume et, par conséquent, à la Constitution civile qui s'y trouvait incorporée ; à défaut, ils seraient remplacés et ne pourraient plus administrer les sacrements ; toutefois, ils recevraient une pension. On finit par arracher au roi sa sanction, le 26 décembre. Les constituants furent stupéfaits du résultat : parce qu'il y avait des prélats scandaleux et parce que les prêtres se disputaient les bénéfices, ils ne concevaient pas une bien haute idée du clergé et pensaient qu'il se soumettrait par intérêt ; en fait, sept évêques seulement jurèrent et, quant aux curés, ils se partagèrent à peu près par moitié dans l'ensemble, mais très inégalement suivant les régions : par exemple, les assermentés ou constitutionnels formèrent une majorité écrasante dans le sud-est ; au contraire, on n'en compta que très peu en Flandre et en Artois, en Alsace et surtout dans l'ouest. Il semble que la proportion varia aussi avec la popularité

de l'évêque, l'esprit qui régnait dans son séminaire, le souvenir qui subsistait des querelles entre gallicans, jansénistes et ultramontains ; la tradition richériste n'avait pas disparu non plus. Certains départements, malgré le concours d'anciens moines, ne purent reconstituer le clergé paroissial ; le danger de voir le culte s'interrompre était si redoutable qu'on dut laisser les réfractaires en place.

Cependant, Talleyrand, évêque d'Autun, et Gobel, évêque de Lydda et futur évêque de Paris, consentaient à sacrer les évêques élus : l'Église constitutionnelle s'organisait. Alors Pie VI rompit le silence ; il condamna officiellement et les principes de la Révolution et la Constitution civile (11 mars et 13 avril 1791) ; le schisme était consommé et, fait de portée incalculable, l'Église romaine opposait sa doctrine à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

L'agitation contre-révolutionnaire en reçut une impulsion extraordinaire. Les réfractaires s'efforcèrent de conserver leurs ouailles et administrèrent les sacrements en secret ; quelques-uns, comme l'évêque de Langres, en vinrent à demander qu'on laïcisât l'état civil — pour l'arracher aux constitutionnels. Il fallut souvent installer ceux-ci par la force et ils se trouvèrent exposés à des sévices graves. Paysans et ouvriers, jusque-là unanimes, se divisèrent : beaucoup ne voulurent pas risquer leur salut en renonçant aux « bons prêtres ». Ils ne songeaient pas pour autant à rétablir la dîme et les droits seigneuriaux ; ils n'en furent pas moins entraînés à s'unir aux aristocrates qui les menèrent à l'insurrection. Le pis fut que Louis XVI finit par se compromettre. En février 1791, ses tantes émigrèrent, non sans difficultés ; quand, le 18 avril, il voulut partir pour Saint-Cloud après avoir assisté la veille à la messe d'un réfractaire, un attroupement l'en empêcha.

Les révolutionnaires, de leur côté, traitèrent les insermentés en ennemis publics. Dès ce moment, des administrations proposèrent de les chasser de leurs paroisses. La foule intervint : à Paris, en avril, des dévotes furent fouettées. A la suite du Département de Paris, l'Assemblée essaya de s'interposer en légalisant le culte non-conformiste ; le décret du 7 mai ordonna de fermer les chapelles et oratoires où l'on aurait attaqué la Constitution, mais déclara que les réfractaires pouvaient officier dans les mêmes églises que leurs rivaux. Ce *simultaneum* prêta, comme on pouvait s'y attendre, à des contestations orageuses. Comme il ne concédait aux réfractaires ni l'administration des sacrements

ni la tenue des registres de catholicité, il ne les contenta pas. Les constitutionnels, jaloux de leur dignité, se montraient souvent combatifs et beaucoup inclinèrent vers les Jacobins qui les soutenaient ; or, certains de ces derniers estimaient la Constitution civile trop timide : ils auraient désiré le culte en français, le mariage des prêtres. L'Église constitutionnelle fut ainsi menacée dès sa naissance. Bien plus, on vit naître un parti anti-clérical hostile au christianisme lui-même : après tout, l'un et l'autre clergés prêchaient la même religion ; celle-ci devint suspecte parce que l'un d'eux rompait avec la Révolution.

VII. — LES COLONIES¹.

Du moins la bourgeoisie ne prévoyait-elle pas que sa révolution pût menacer la prospérité coloniale, l'une des sources maîtresses de sa puissance ; la rivalité des ordres, les privilèges, les droits seigneuriaux ne comptaient guère dans les possessions d'outre-mer et, contre le despotisme administratif, ne pouvaient-elles collaborer avec la métropole ? Au premier moment, il parut même que les liens qui les attachaient à la France allaient se resserrer. Les colons influents de Saint-Domingue, d'accord avec les propriétaires de plantations qui résidaient à Paris, n'ayant pu obtenir une représentation aux États généraux, désignèrent des députés de leur propre chef ; la Constituante en admit six, après quoi elle accueillit également ceux des autres colonies. Elles devenaient ainsi parties intégrantes de l'unité française.

De graves difficultés surgirent bientôt. La décentralisation pouvait être étendue aux colonies ; mais l'Assemblée nationale, où elles ne disposaient que d'une infime minorité, conserverait le pouvoir législatif et on ne pouvait douter qu'elle maintiendrait l'exclusif. Le caractère universaliste de la Déclaration des droits laissait prévoir que les hommes de couleur — mulâtres et

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Exposé d'ensemble dans J. SAINTOYANT, *La colonisation française pendant la Révolution* (Paris, 1930, 2 vol. in-8°) ; ajouter L. DESCHAMPS, cité p. 164 ; GASTON-MARTIN et P. ROUSSIER, *La doctrine coloniale de la France en 1789. Les colonies pendant la Révolution. Notes bibliographiques*, n° 3 des « Cahiers de la Révolution française » (Paris, 1935, in-8°) ; C. L. LOKKE, *France and the colonial question. A study of contemporary French opinion, 1763-1801* (New York, 1932, in-8°) ; divers articles de L. LECLERC : La politique et l'influence du club de l'Hôtel Massiac, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XIV, ann. 1937, p. 342-363 ; Les Lameth et le club Massiac (*ibid.*, t. X, ann. 1933, p. 461-463) ; La « trahison » des colons aristocrates de Saint-Domingue en 1793-1794 (*ibid.*, t. XI, ann. 1934, p. 348-360) ; G. DEBIEN, *Les colons de Saint-Domingue et la Révolution. Essai sur le club Massiac (août 1789-août 1792)* (Paris, 1953, in-8°).

noirs libres — en réclameraient le bénéfice. Et l'esclavage ? Les « amis des noirs » n'en demandaient pas l'abolition immédiate, mais voulaient la préparer et, d'abord, supprimer la traite ; en tout cas, il n'était pas concevable que la Constitution pût en enregistrer le principe. A cet égard, l'intérêt attachait étroitement aux planteurs les armateurs et les négociants des ports et des grandes villes, tandis que l'exclusif les opposait radicalement. De plus, on n'était pas enclin dans la métropole à refuser l'égalité des droits aux hommes de couleur, la France étant étrangère au préjugé racial. En présence de ce chaos, l'Assemblée se réfugia dans l'abstention. C'était la pire solution, car les colons allèrent de l'avant pour lui forcer la main et conquérir l'autonomie.

A Paris, laissant à l'écart leurs représentants impuissants, ils se groupèrent, chez le comte de Massiac, en un club qui doit son nom à celui-ci. Le 8 mars 1790, par les soins de Barnave, parent du plus entreprenant des planteurs et rapporteur du Comité colonial, un décret, qu'explicitèrent les instructions du 23, accorda la création d'assemblées coloniales avec promesse de les consulter sur les projets de loi qui les concerneraient. Elles seraient élues par les « personnes » imposées ; comme l'Assemblée refusa de spécifier que les hommes de couleur comptaient parmi ces dernières, colons et mulâtres crièrent victoire ; mais, outre-mer, ce décret équivoque était déjà périmé.

A Saint-Domingue, profitant de l'anémie du pouvoir central, les planteurs constituèrent une assemblée qui s'installa à Saint-Marc, nomma président Bacon de La Chevalerie, le parent de Barnave, et termina, le 28 mars, une constitution que, négligeant l'Assemblée nationale, elle soumit à la seule sanction du roi. A la Martinique, une pareille assemblée s'empara du pouvoir et fit occuper militairement la ville de Saint-Pierre, dont les négociants se montraient hostiles. L'assemblée de l'Ile de France légiféra également sans se soucier de la métropole. L'unité française se réduisait à un commun loyalisme envers la personne du roi. L'exclusif allait disparaître au préjudice de la bourgeoisie métropolitaine ; les blancs régneraient seuls, à l'exclusion des hommes de couleur, et conserveraient leurs esclaves.

C'était aller trop loin ou trop vite. Le gouverneur royal de Saint-Domingue dispersa militairement l'assemblée de Saint-Marc, le 8 août, et expédia en France une partie de ses membres ; le 11 octobre, la Constituante la déclara dissoute. Le 29 novembre, elle suspendit celle de la Martinique et envoya des commissaires civils aux îles du Vent. Le 15 mai 1791, Barnave n'en obtint

pas moins qu'elle s'engageât à ne plus légiférer sur l'état des personnes qu'à la demande des colons. A la vérité, l'opposition élevait maintenant la voix et on lui concéda que les hommes de couleur nés de parents libres jouiraient des droits civiques. Mais, le 24 septembre, l'état des personnes fut abandonné sans restriction aux assemblées coloniales : sur ce point au moins, l'Assemblée avait fini par capituler.

En attendant, l'anarchie faisait rage. Les « pompons rouges » de l'assemblée de Saint-Marc combattaient les « pompons blancs » qui refusaient de rompre avec la France. Les mulâtres entraient en ligne : en octobre 1790, Ogé, revenant de Paris après un séjour en Angleterre et aux États-Unis, tenta prématurément un soulèvement et, vaincu, fut roué vif. A la Guadeloupe et à la Martinique, les gouverneurs Clugny et Behague, gagnés à la contre-révolution, se rendirent maîtres du pouvoir, de connivence avec les planteurs. Enfin, l'agitation gagna les esclaves : à la fin d'août 1791, ils se révoltèrent à Saint-Domingue, dans la région du Cap ; les mulâtres luttèrent souvent contre eux, mais tournèrent aussi leurs armes contre les blancs. Peu à peu, les dévastations s'étendirent à toute la colonie et ruinèrent un des principaux aliments de la richesse dans la métropole.

VIII. — LA FRANCE EN 1791¹.

Dès le printemps, on se rendit compte que l'édifice élevé par la Constituante se lézardait avant de s'achever ; la politique de La Fayette échouait devant la résistance de l'aristocratie qu'encourageait le schisme religieux. La guerre civile, il est vrai, ne sévissait pas encore au point d'alarmer la nation ; mais le nombre

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour l'histoire du parti constitutionnel, se reporter au livre de G. MICHON, *A. Duport*, cité p. 154. — Sur le mouvement démocratique et républicain. A. AULARD, *Histoire politique de la Révolution* (cité p. 113), ch. IV ; A. MATHIEZ, *Le club des Cordeliers pendant la crise de Varennes* (Paris, 1910, in-8°, avec un supplément en 1913) ; I. BOURDIN, ouvrage cité p. 156 ; A. ESPINAS, *La philosophie sociale du XVIII^e siècle et la Révolution française* (Paris, 1898, in-8°) ; A. LICHTENBERGER, *Le socialisme et la Révolution française* (Paris, 1899, in-8°). — Sur l'agitation ouvrière : G. JAFFÉ, cité p. 157 ; Ch.-H. POTHAS, *La Constituante et la classe ouvrière, dans Annales révolutionnaires*, t. IV, ann. 1911, p. 153-182. — Sur les troubles agraires, H. SÉE, *Les troubles agraires en Bretagne, 1790 et 1791*, dans le *Bulletin d'histoire économique de la Révolution*, publié par la « Commission d'histoire économique de la Révolution », ann. 1920-1921 (fascicule paru en 1925), p. 231-370 ; chanoine E. SOL, *La Révolution en Quercy*, t. I (Paris, [1929], in-8°), liv. I, ch. VI. Sur la mentalité, R. BAEHREL, *Épidémie et terreur : histoire et sociologie*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1951, p. 113-146.

des mécontents allait croissant. Outre la noblesse, l'abolition de la féodalité et de la vénalité lésait maint bourgeois. La suppression des anciennes institutions privait d'emploi bien plus de personnes encore : il leur fallait chercher un autre gagne-pain, qu'elles ne trouvaient pas toujours. La disparition de la gabelle, par exemple, réduisait les faux saulniers au désespoir et l'un d'eux donnera son nom à la chouannerie. Plus grave encore, pourtant, était la désagrégation du Tiers État, que manifestaient les progrès des démocrates.

Dès 1789, les contre-révolutionnaires ne manquèrent pas d'avertir la bourgeoisie que, contestant les avantages de la naissance pour abolir les privilèges nobiliaires, elle ne tarderait pas à voir retourner l'argument contre elle : on alléguerait que, par l'hérédité de la fortune, la naissance lui assurait aussi un privilège de fait. Dans les premiers temps, toutefois, ce ne fut pas pour critiquer l'ordre social qu'on invoqua l'égalité proclamée par la Déclaration : on l'attaqua indirectement, du point de vue politique, en s'en prenant au régime censitaire. Quelques députés, dont Robespierre, défendirent le suffrage universel ; des journalistes aussi ; mais le décret du marc d'argent, qui déniait l'éligibilité au mérite s'il ne s'associait l'aisance, les émut beaucoup plus. Le parti démocratique se développa surtout par la création de clubs populaires, œuvre de meneurs obscurs, et non de membres de l'Assemblée ou de la Société des Jacobins. Le temps passant, on vit en effet s'agiter les tempéraments impatientes ou audacieux, des hommes qui, jusqu'alors, ne réussissaient pas à s'imposer à l'attention et à se créer une situation régulière — acteurs, novellistes, artistes, enseignants — et qui, souvent, nouveaux venus dans une commune, ne se trouvaient pas contenus par le conformisme que créent de longues relations d'affaires, de parenté, de vie locale. A Paris, Dansart, un pauvre maître de pension, fonda, le 2 janvier 1790, la première « société fraternelle des deux sexes » et, de mois en mois, des groupes semblables se multiplièrent ; en avril 1790, s'ouvrit le club des Cordeliers ; en mars 1791, celui des Indigents. Ils admettaient les citoyens passifs et la cotisation y était minime. L'élection de la future Assemblée législative s'annonçant, l'agitation s'accrut. En mai, les sociétés populaires créèrent un comité central et, le 15 juin, présentèrent à la Constituante une pétition contre le cens. De son côté, au Palais-Royal, le « cercle social » inaugurait des séances publiques, où l'abbé Fauchet expliquait le *Contrat social*. Bonneville, dans la *Bouche de fer*, défendait la démocratie.

Marat, dans l'*Ami du peuple*, encourageait le mouvement. Depuis l'automne, certains démocrates, principalement Robert, dans le *Mercur national*, s'avouaient républicains.

Chez quelques écrivains, la véritable question sociale transparaît pourtant : l'égalité des droits ne présentait qu'illusion à qui manquait le pouvoir d'en tirer parti. A leur manière, les aristocrates poussaient à la roue en remontrant au peuple qu'il ne tarderait pas à regretter les aumônes du clergé et le paternalisme des seigneurs du bon vieux temps. On ne tarda guère à dénoncer « la nouvelle féodalité » que la liberté économique allait engendrer au profit des riches employeurs, qui ramèneraient leurs ouvriers au servage. Les masses populaires ne voyaient pas si loin ; mais elles applaudissaient aux attaques contre les « manieurs d'argent » et les « accapareurs », à l'égard de qui les bourgeois de fortune acquise, les anciens officiers, les hommes de loi ne nourrissaient pas moins d'hostilité et se montraient aussi virulents que les démocrates.

Néanmoins, ce fut, comme d'ordinaire, la « conjoncture » qui mit les salariés en mouvement. Pour l'instant, le ravitaillement ne suscitait pas d'inquiétude générale ; mais l'activité économique, favorisée par le début de l'inflation, portait les prolétaires à juger le moment venu d'améliorer leur gain. Les typographes parisiens s'organisèrent pour imposer un minimum de salaire ; à la fin de l'hiver, le bâtiment se mit en grève ; les maréchaux les imitèrent ; les compagnonnages essayaient de mettre la province en branle. Les sociétés fraternelles et les journaux démocrates les soutinrent. Personne, à vrai dire, ne défendit le droit de grève. Les salariés eux-mêmes, habitués à l'intervention réglementaire de l'autorité, tendaient plutôt à solliciter sa médiation. Raison de plus pour que les démocrates se fissent écouter : si les classes populaires conquéraient l'égalité électorale, la force de l'État pourrait passer à leur service. C'était justement ce qui effrayait la bourgeoisie.

Mirabeau n'en recommandait que plus ardemment ses plans à la Cour ; elle n'en retenait que la corruption : Talon enrôlait des agents et soudoyait des complices aux frais de la liste civile. Le tribun, heureusement pour sa mémoire, mourut le 2 avril 1791 : sa disparition prématurée a sauvé sa réputation d'homme d'État, car il se trompait comme La Fayette sur les desseins de Louis XVI et l'échec le guettait. Sa place fut immédiatement prise par Du Port, Lameth et Barnave. Alarmés par les progrès des démocrates et par l'agitation ouvrière, les triumvirs, à leur tour, voulaient

arrêter la Révolution. Ils reçurent l'argent de la Cour pour fonder leur nouveau journal, le *Logographe*, et, en mai, ils se trouvaient sur le point de se réconcilier avec La Fayette. Guidée par eux, la majorité concéda à la droite le décret du 7 mai, qui reconnut officiellement le culte réfractaire. En même temps, les citoyens passifs se virent exclus, à l'avenir, de la garde nationale ; on interdit les pétitions collectives ; Bailly expulsa les Cordeliers du couvent où ils se réunissaient ; le 14 juin, la loi Le Chapelier interdit la « coalition » et la grève. Les journaux constitutionnels s'accordaient maintenant avec les contre-révolutionnaires pour dénoncer le mouvement populaire qui présageait « la loi agraire », c'est-à-dire le partage des biens à la faveur du pillage. La bourgeoisie effrayée désirait qu'on en imposât au peuple : la dislocation du Tiers État s'aggravait. La Fayette et les triumvirs en venaient à penser qu'il fallait reviser l'œuvre de la Constituante, aggraver le cens, supprimer les clubs, restreindre la liberté de la presse. Mais arrêter la Révolution, en brisant la poussée populaire avec le concours des « noirs », exigeait qu'elle rétrogradât : ils songeaient à augmenter les pouvoirs du roi et à créer une seconde Chambre. Avant tout, il leur fallait se perpétuer au pouvoir, en autorisant la réélection des constituants, et saisir le ministère, en rapportant le décret du 7 novembre. Robespierre, devenu le chef du parti démocrate, leur porta un coup fatal en faisant rejeter la réélection. Ils n'en persistèrent pas moins dans leur dessein. Comme Mirabeau, ils tenaient les principes de 1789 pour intangibles et leur plan, comme le sien, supposait que Louis XVI leur resterait fidèle. Brusquement, le sol se déroba sous leurs pieds : le roi s'enfuit.

LIVRE III

LA RÉVOLUTION ET L'EUROPE JUSQU'A LA FORMATION DE LA GRANDE COALITION

CHAPITRE PREMIER

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ET L'EUROPE¹

Si Louis XVI s'enfuit, ce fut dans l'espoir d'obtenir enfin l'appui qu'il implorait des souverains étrangers. Que ceux-ci

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir les ouvrages généraux, p. 3, 109 et 113. A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française* (Paris, 1885-1904, 8 vol. in-8°); H. VON SYBEL, *Geschichte der Revolutionszeit* (Düsseldorf, 1853-1879, 5 vol. in-8°; trad. fr. par Mlle DOSQUET, revue par SYBEL, sous le titre *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, Paris, 1869-1888, 6 vol. in-8°); bref résumé dans A. WAHL, *Geschichte des europäischen Staatensystems im Zeitalter der französischen Revolution und der Freiheitskriege* (Munich et Berlin, 1912, in-8°; de la coll. « Handbuch der mittelalterlichen und neueren Geschichte » de G. VON BELOW et F. MEINECKE); H. FUGIER, *La Révolution française et l'Empire napoléonien* (Paris, 1954, in-8°; t. IV de l'*Histoire des relations internationales*, publiée sous la direction de P. RENOUVIN); J. GODECHOT, *La Grande Nation. L'expansion révolutionnaire de la France dans le monde, 1789-1799* (Paris, 1956, 2 vol. in-4°). — Voir pour l'Allemagne : BIDERMAN, PERTHES, WENCK, cités p. 89; HÄUSSER, KEIGEL, cités p. 110; J. STREISAND, *Deutschland 1789-1815* (Berlin, 1959, in-12; *Lehrbuch der deutschen Geschichte*); M. BRAUBACH, *Von der französischen Revolution bis zum Wiener Kongress* (Stuttgart, 1960, in-8°; *Handbuch der deutschen Geschichte*, t. III); — pour l'Autriche, A. BEER, *Leopold II, Franz II und Katharina* (Leipzig, 1874, in-8°), introduction de 120 p. : *Zur Geschichte der Politik Leopold's II*; A. VON VIVENOT, *Quellen zur Geschichte der deutschen Kaiserpolitik (Österreichs während der französischen Revolution (1790-1801)*, inachevé (Vienne, 1873-1890, 5 vol. in-8°; publication de la « Kön. Akad. der Wiss. in Wien »), t. I, *Die Politik des österreichischen Staatskanzlers Fürsten Kaunitz-Rietberg unter Kaiser Leopold II bis zur französischen Kriegserklärung (Januar 1790-April 1792)*; — pour l'Angleterre, p. 96; J. Holland ROSE, *Pitt and the great war* (Londres, 1911, in-8°); A. W. WARD et G. P. GOOCH, *The Cambridge history of British foreign policy* (Cambridge, 1912, 3 vol. in-8°), le t. I; R. W. SETON-WATSON, *Britain in Europe, 1789-1914* (Cambridge, 1937, in-8°); — pour le Danemark, p. 90; — pour l'Espagne, p. 90; A. MURIEL, *Historia*

fussent hostiles à la Révolution, personne n'en doutait. Les principes proclamés et appliqués par elle rénovaient le droit des gens comme le gouvernement et la société. Néanmoins, leurs rivalités les détournèrent des affaires de France jusqu'au moment où l'initiative de Louis XVI attira leur attention. « L'événement de Varennes », fatal à la monarchie française, ne fut pas moins décisif pour les rapports de la Révolution et de l'Europe.

I. — LA PROPAGANDE¹.

Ce fut surtout par son rayonnement international que la Révolution, tout d'abord, inquiéta les rois ; ils incriminèrent de bonne heure la propagande des « clubistes » et reprochèrent au gouvernement français de la tolérer ou même de l'encourager. En réalité, durant de longs mois, l'agitation révolutionnaire se propagea spontanément, comme les « lumières » pendant tout le XVIII^e siècle. Il était naturel que les événements de France excitassent une curiosité insatiable. En Allemagne et en Italie, les gazettes purement littéraires perdirent de leurs lecteurs. Les libraires français n'eurent garde de négliger la clientèle nouvelle qu'ils pouvaient atteindre ; dès le mois d'août 1789, Nuñez,

de Carlos IV (Madrid, 1893-1895, 6 vol. in-8° ; vol. 29 à 34 du « Memorial historico español », publié par l'Académie royale d'histoire) ; H. BAUMGARTEN, *Geschichte Spaniens zur Zeit der französischen Revolution* (Berlin, 1861, in-8°) ; A. TRATCHEVSKY, L'Espagne pendant la Révolution française, dans la *Revue historique*, t. XXI, ann. 1886, p. 1-55 ; — pour la Hollande, p. 5 et 100 ; L. LEGRAND, *La Révolution française en Hollande* (Paris, 1894, in-8°) ; — pour l'Italie, p. 89 ; par E. ROTA, *Le origini del Risorgimento*, cité ci-dessus, p. 85 ; — pour le Portugal, p. 90 ; — pour la Russie, p. 90 ; Ch. DE LA RIVIÈRE, *Catherine II et la Révolution française* (Paris, 1895, in-8°) ; M. STRANGE, *La Révolution française et la société russe* (Moscou, 1960, in-8°) ; — pour la Suède, p. 90 ; — pour la Suisse, p. 100 ; W. GESCHLI, *Geschichte der Schweiz im XIXten Jahrhundert*, t. I (Leipzig, 1903, in-8° ; t. XXIX de « Staatengeschichte der neuesten Zeit ») ; H. BÜCHI, *Vorgeschichte der helvetischen Republik mit besonderer Berücksichtigung des Kantons Soleures*, t. I (Soleure, 1925, in-8°) ; introduction de G. STEINER à la *Korrespondenz des Peter Ochs*, t. I (Bâle, 1927-1938, 3 vol. in-8° ; fait partie des « Quellen zur schweizer Geschichte » publiées par l'« Allgemeine geschichtsforschende Gesellschaft der Schweiz », nouv. série, 3^e section, t. I) ; W. VON WARTBURG, *Zürich und die französische Revolution* (Basel und Stuttgart, 1956, in-8°) ; R. FELLER, *Geschichte Berns*, t. IV : *Der Untergang des alten Berns, 1789-1798* (Berne, 1960, in-8°) ; — pour les États-Unis, p. 102.

1. OUVRAGES À CONSULTER. — A. MATHIEZ, *La Révolution et les étrangers* (Paris, 1918, in-8°), où sont indiquées un grand nombre de publications de détail ; F. VERMALE, *La franc-maçonnerie savoisiennne à l'époque révolutionnaire*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. III, ann. 1910, p. 375-394 ; du même, Joseph de Maistre franc-maçon, *ibid.*, t. II, ann. 1909, p. 356-376 ; J. VENEDEY, *Die deutschen Republikaner unter der französischen Republik* (Leipzig, 1870, in-8°), ch. II (sur l'influence de Strasbourg).

ambassadeur d'Espagne à Paris, signalait l'impression de traductions destinées à la Catalogne ; on employa mille ruses pour déjouer la police du despotisme, et l'Inquisition espagnole elle-même ne vint pas à bout de la contrebande. Parmi les résidents français, la Révolution trouva mille agents bénévoles et peut-être s'en assura-t-elle plus encore parmi les étrangers qui affluaient en France.

Jamais on n'en avait tant vu. Après le 14 juillet arriva, de Dessau, le chanoine Campe, successeur de Basedow, amenant son élève Guillaume de Humboldt. Georges Forster, déjà célèbre pour avoir accompagné Cook, vint de Mayence assister à la Fédération. Strasbourg attirait Rhénans et Souabes ; le capucin Euloge Schneider, de l'Université de Bonn, vint s'y fixer en 1791. D'Angleterre accoururent, en 1789, Holcroft, l'ami de Danton ; en 1790, le quaker Pigot, l'ami de Brissot, le poète Wordsworth et miss Williams, bientôt admiratrice de Mme Roland. De Russie même, arrivèrent l'écrivain Karamzine et le fils du prince Stroganov, conduit par Romme, son précepteur. Bon nombre de ces hôtes se mêlèrent ouvertement aux querelles des Français. Le cosmopolitisme du temps ne permit pas qu'on s'en étonnât et les révolutionnaires, qui croyaient que le monde allait se régénérer à leur exemple, accueillirent les néophytes avec transport. Tous les étrangers, certes, ne se laissèrent pas séduire : le baron Grimm demeura hostile ; ce fut le comte de La Marck qui acheta Mirabeau ; la baronne de Korff et l'Anglais Crawford favorisèrent la fuite du roi ; Mallet du Pan, directeur du *Mercur*, passa finalement à la contre-révolution. Ils comptèrent aussi dans leurs rangs des agents secrets, les Anglais Elliott et Milnes, le Prussien Éphraïm, la baronne d'Aelders, espionne du stathouder. Mais très nombreux furent ceux qu'un enthousiasme sincère attachait, comme Wordsworth, à la cause de la liberté. On en trouve au club de 89 et aux Jacobins comme au « cercle social » et aux Cordeliers. Quelques-uns devinrent vite fameux : on connaît le rôle de Marat et celui du baron Cloots, « orateur du genre humain », qui, le 19 juin 1790, vint présenter à la Constituante une troupe cosmopolite, pour laquelle il réclama l'honneur de représenter l'Univers à la Fédération. Par leurs relations avec leur pays d'origine ou, s'ils y retournaient, par leur action personnelle et leurs récits de voyage, ces « patriotes » se tournèrent en propagandistes sans s'être concertés et presque sans y penser.

Toutefois, des réfugiés politiques se distinguaient parmi eux et ceux-là se montrèrent plus compromettants. Après les troubles

de 1781 et de 1782, étaient arrivés des Neuchâtelois et des Genevois ; en 1787, des Hollandais ; en 1790, des Savoyards, des Liégeois, des Brabançons ; enflammés par la persécution, aigris par l'exil, la propagande fut pour eux une revanche ; trompés par l'éloignement, ils prenaient aisément leurs désirs pour la réalité et firent partager leurs illusions à leurs amis français. Dès 1790, les Suisses formèrent à Paris un « club helvétique » et l'avocat Castella travailla les cantons ; au cours de l'été, Berne et Fribourg protestèrent officiellement.

Bientôt après, au cours de l'automne, il semble que certains démocrates songèrent à les imiter. Les orateurs du cercle social et le journal de Bonneville, la *Bouche de fer*, commencèrent à faire appel à tous les hommes pour réaliser la paix universelle par la liberté ; puis Bancal des Issarts essaya de créer à Londres un cercle affilié. Le cercle social avait été fondé par la loge des *Amis de la vérité* ; Bonneville était influent dans celle de *Saint-Jean d'Écosse*, dont Dietrich, maire de Strasbourg, se chargea de répandre les brochures en Allemagne. Les illuminés avaient essayé, en 1787, de faire des prosélytes dans la maçonnerie française et Bonneville se trouvait en rapport avec eux. Vraisemblablement, la propagande utilisa de même, en Savoie, les loges écossoises qui, dès la fin de l'Ancien Régime, prenaient leur mot d'ordre à Lyon, et surtout celles qui étaient affiliées au Grand-Orient de France. Dès l'époque de la Révolution, les polémistes ont attribué, sans fournir aucune preuve, une influence démesurée aux sociétés secrètes. Ceux de ces groupes qui étaient assez homogènes pour jouer un rôle politique étaient sûrement très rares. Mais il se peut qu'ils aient rendu à la Révolution quelques services, qu'il faut, au surplus, se garder d'exagérer. En tout cas, on peut conclure que la propagande, à la veille de Varennes, tendait à devenir un instrument de combat.

II. — L'EXPANSION RÉVOLUTIONNAIRE¹.

Cette propagande rencontra des obstacles dont l'événement démontra la solidité, et c'est un lieu commun de taxer les révolu-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — On se reportera à l'esquisse de Jaurès, citée p. 88 ; au dernier chapitre, par G. P. GOOCH, du t. VIII de la *Cambridge modern history*, consacré à l'expansion révolutionnaire ; à A. MATHIEZ, *La Révolution et les étrangers*, ainsi qu'aux ouvrages indiqués p. 200. — Sur l'Allemagne : J. SCHMIDT, *Geschichte der deutschen Literatur*, citée p. 82 : t. III, ch. 8 : « Der deutsche Idealismus und die französische Revolution » ; G. P. GOOCH, *Germany and the French Revolution* (Londres, 1920, in-8°) ; A. STERN, *Der*

tionnaires de frivolité et d'aveuglement fanatique pour ne pas les avoir aperçus ou les avoir dédaignés. Il est pourtant bien vrai que la prise de la Bastille avait inspiré, à des nobles comme à des bourgeois, un enthousiasme propre à tromper les Français, et c'était à bon droit que les « pèlerins de la liberté » leur affir-

Einfluss der französischen Revolution auf das deutsche Geistesleben (Berlin, 1927, in-8°), avec une importante bibliographie ; R. ARIS, *History of political thought in Germany from 1789 to 1815* (Londres, 1936, in-8°) ; J. DROZ, *L'Allemagne et la Révolution française* (Paris, 1949, in-8°) ; A. CHUQUET, *Études d'histoire*, 1^{re} série (Paris, [1903], in-8°) ; G. FORSTER, 2^e série [1903] : Adam Lux, Klopstock ; 6^e série [1913] : Les écrivains allemands et la Révolution ; 7^e série [1914] : Stolberg ; A. ROBINET DE CLÉRY, *Frédéric de Gentz* (Paris, 1917, in-8°) ; P. SWEET, *Friedrich von Gentz* (Madison, Wisconsin, [1941], in-8°), beaucoup plus important ; X. LÉON, *Fichte et son temps*, t. I (Paris, 1922, in-8°), ch. V (« Fichte et la Révolution française ») ; M. BOUCHER, *La Révolution de 1789 vue par les écrivains allemands ses contemporains* (Paris, 1954, in-8°). Sur les manifestations et les troubles : F. X. REMMLING, *Die Rheinpfalz in der Revolutionszeit*, t. I (Spire, 1865, in-8°) ; J. VENEDEY, *Die deutschen Republikaner*, cité p. 200 ; A. WOHLWILL, *Neuere Geschichte der Freien- und Hansestadt Hamburg, insbesondere von 1789 bis 1815* (Gotha, 1914, in-8°) ; H. SCHMIDT, *Die sächsischen Bauernunruhen des Jahres 1790* (Meissen, 1907, in-8°). — Pour l'Angleterre : J. DECHAMPS, *Les îles britanniques et la Révolution française* (Paris [1949], in-8°) ; *The debate on the French Revolution*, textes choisis publiés par A. COBBAN (Londres [1950], in-8° ; n° 2 de la coll. « The British political tradition », publiée sous la direction d'A. BULLOCK et F. DEAKIN) ; *The Cambridge history of literature*, t. XI (1914, in-8°) ; Ch. CESTRE, *La Révolution et les poètes anglais* (Paris, 1906, in-8°) ; E. LEGOUIS, *La jeunesse de Wordsworth* (Paris, 1896, in-8° ; fasc. 22 des « Annales de l'Université de Lyon ») ; A. ANGELLIER, *R. Burns* (Paris, 1893, 2 vol. in-8°) ; L. D. WOODWARD, *Hélène Maria Williams et ses amis* (Paris, 1929, in-8°) ; R. J. WHITE, *The political thought of S. T. Coleridge* (Londres, 1938, in-8°) ; W. Ph. HALL, *British radicalism, 1791-1797* (New York, 1912, in-8°) ; P. A. BROWN, *The French Revolution in English history* (Londres, 1918, in-8°) ; H. W. MEIKLE, *Scotland and the French Revolution* (Glasgow, 1912, in-8°) ; É. HALÉVY, *La formation du radicalisme philosophique*, t. II, *Évolution de la doctrine utilitaire de 1789 à 1815* (Paris, 1901, in-8°) ; M. C. CONWAY, *The life of Th. Paine* (New York, 1932, 2 vol. in-8° ; trad. fr. : *Th. Paine et la Révolution dans les deux mondes*, Paris, 1900, in-8°) ; *The complete writings of Th. Paine*, publiés par Ph. FONER, avec introduction (New York, 1945, 2 vol. in-8°) ; *Th. Paine, representative selections*, publié par H. Hayden CLARK, avec introduction (New York, 1944, in-8°) ; W. E. WOODWARD, *Tom Paine, America's godfather* (New York, 1945, in-8°) ; H. ROUSSIN, *W. Godwin* (Paris, 1913, in-8°) ; Lord J. RUSSELL, *The life and times of Fox* (Londres, 1867, 3 vol. in-8°) ; A. CHARDON, *Fox et la Révolution française* (Paris, 1918, in-8°) ; Ghita STANHOPE et G. P. GOOCH, *The life of Charles, earl of Stanhope* (Londres, 1914, in-8°) ; G. PARISSET, *La société de la Révolution de Londres dans ses rapports avec Burke et l'Assemblée constituante*, dans *La Révolution française*, t. XXIX, ann. 1895, p. 297-325 ; R. B. ROSE, *The Priestley riots of 1791*, dans *Past and Present*, 1960, p. 68-88. — Pour l'Espagne, O. MIGUEL, DE LOS SANTOS, *Los Españoles en la Revolucion francesa* (Madrid, 1914, in-8°) ; est encore utile : M. MENENDEZ PELAYO, *Historia de los heterodoxos españoles*, t. VI et VII (éd. E. SANCHEZ REYES, Madrid, 1948) ; L. SANCHEZ AGESTA, cité ci-dessus, p. 90 ; M. DESFOURNEAUX, *Pablo de Olavide ou l'Afrancesado (1725-1803)* (Paris, 1959, in-8°). — Pour le Portugal, O. KARMIN, *La Révolution française vue de l'intendance de Lisbonne*, dans *Revue historique de la Révolution française*, 1922, p. 81-107. — Pour la Pologne, B. LEŚNODORSKI, *Polscy Jakobini* (Varsovie, 1960, in-8°). — Pour la Bohême, K. MEJDŘICKÁ,

maient qu'ils comptaient, en tous pays, des partisans. Dans l'Europe orientale, ceux-ci restèrent évidemment peu nombreux et sans influence. Des Russes isolés, Novikov, le poète Raditchev, le prince Galitzine, manifestèrent des sympathies libérales ; mais ils n'attendaient le progrès que du pouvoir central, peut-être de ces petits-fils de Catherine II dont Laharpe avait dirigé l'éducation. La tsarine traitait de jacobine la noblesse polonaise, la *szlachta*, parce qu'elle tenait un club chez le prince Radziwill et modelait la constitution du 3 mai 1791 sur l'exemple de l'Occident ; néanmoins, en dépit de la timide réclamation des villes et des efforts de Kollontaj, cette noblesse n'admit quelques

Les paysans tchèques et la Révolution française, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1958, n° 5, p. 64-74. — Pour la Hongrie, I. KONT et H. TRONCHON, cités p. 85 ; E. BENCZE, Un poète hongrois de la Révolution française : Bacsányi, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XVI, ann. 1939, p. 529-535 ; K. BENDA, *A magyar jakobinusok iratai* [Écrits des Jacobins hongrois] (Budapest, 1952 et 1957, 3 vol. in-4°) ; du même, Les Jacobins hongrois, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1959, p. 38-60 ; E. WANGERMANN, *From Joseph II to the Jacobins trials. Government policy and public opinion in the Habsburg dominions in the period of the French Revolution* (Oxford, 1959, in-8°). — Sur l'Italie voir p. 89 ; M. MONNIER, Le comte Gorani d'après ses Mémoires, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1874, p. 854-880 ; M. VAUSSARD, Les jansénistes italiens et la Constitution civile du clergé, dans *Revue historique*, t. CCV, ann. 1951, p. 243-259 ; E. CODIGNOLE, *Illuministi, giansenisti e giacobini nell'Italia del Settecento*, cité p. 66. — Sur la Suisse, H. BÜCHI, cité p. 200, t. II ; Éd. CHAPUISAT, *Genève et la Révolution française* (Genève [1912], in-8°) ; M. PETER, *Genève et la Révolution* (Genève, 1921, in-8°) ; A. BETH-LINGK, *Der Waadtländer F. C. Laharpe* (Berne, 1925, 2 vol. in-8°) ; C. FINNSLER, *Lavalers Beziehungen zu Paris in den Revolutionsjahren* (Zurich, 1898, in-8° ; t. LXI de « Neujahrsblatt zum Besten des Waisenhauses in Zürich ») ; G. STEINER, cité p. 200 ; G. GAUTHEROT, *La Révolution dans l'ancien évêché de Bâle*, t. I, *La République rauracienne* (Paris, 1908, in-8°) ; J. MORIKÖFER et V. ROSSEL, cités p. 100. — Pour la révolution brabançonne et liégeoise : H. PIRENNE, cité p. 89 ; Suzanne TASSIER, *Les démocrates belges* (Bruxelles, 1930, in-8°), Le prince de Béthune-Charost, candidat au trône de Belgique, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. XI, ann. 1936, p. 31-43, et Édouard de Walckiers, promoteur de l'union des Belges et des Liégeois, dans *Revue de l'Université de Bruxelles*, t. XLIV, ann. 1938-39, p. 139-165 ; P. RECHT, *1789 en Wallonie* (Liège, 1933, in-8°) ; D. BROUWERS, La Révolution dans les campagnes wallonnes de la principauté de Liège, 1789-1790, dans *Annales de la Société archéologique de Namur*, t. XXXVII, ann. 1926, 42 p. ; S. TASSIER, *Figures révolutionnaires (XVIII^e siècle)* (Bruxelles, 1954, in-16) ; P. HARSIN, *La Révolution liégeoise de 1789* (Bruxelles, 1954, in-12 ; coll. « Notre Passé »). — Pour la Roumanie, G. LEBEL, *La France et les principautés danubiennes (du XVI^e siècle à la chute de Napoléon I^{er})* (Paris, 1955, in-8° ; « Publications de la Faculté des Lettres d'Alger »). — Pour les États-Unis, C. D. HAZEN, *Contemporary opinion of the French Revolution* (Baltimore, 1897, in-8°). — Pour l'Amérique latine, L. DE HERRERA, *La Revolucion francesa y Sud America* (Paris, 1910, in-8°) ; trad. fr. de S. ETCHEBARRE, *La Révolution française et l'Amérique du Sud* (Paris, 1912, in-12) ; R. CAILLET-BOIS, *Ensayo sobre el Rio de la Plata y la Revolución francesa* (Buenos-Aires, 1930, in-8°) ; H. BARBAGELATA, *La Révolution française et l'Amérique latine*, n° 5 des « Cahiers de la Révolution française » (Paris, 1936, in-8°) ; S. DE MADARIAGA, cité p. 5.

bourgeois à la Diète que pour discuter les affaires commerciales et municipales ; tout ce qu'elle accorda aux paysans, ce fut de les placer sous la protection théorique de la loi. En Hongrie, l'effervescence demeura très vive en 1790. Des centaines de pamphlets réclamaient, au nom du « peuple », le rétablissement du régime représentatif et l'adoption du magyar comme langue officielle. Mais le « peuple », ici encore, c'était la noblesse. Tel seigneur pouvait admirer Voltaire et Rousseau, comme ce comte Feketi de Galantha, qui fut l'un des chefs de l'opposition contre Joseph II ; cela n'empêcha pas les magnats, quand ils firent leur paix avec Léopold II, d'exiger qu'il renonçât à émanciper les paysans. Quelques écrivains, il est vrai, comme Batthiany et Hajnóczy, sous l'influence combinée de Joseph II et des Français, élevaient maintenant la voix contre l'aristocratie. Certains se montraient même agressifs, notamment Laczkovicz, fils de fonctionnaire et ancien officier, et Martinovics, savant professeur, affilié aux Illuminés, qui s'était lié à Paris avec Condorcet. Mais ils n'avaient aucune action sur la masse de la population. Protégés par la distance, ces pays ne se prêtaient pas à la propagande. A vrai dire, il n'importait guère aux révolutionnaires : l'essentiel, pour le moment, était de gagner l'opinion dans les États voisins de la France ; de ceux-ci seuls, l'hostilité semblait redoutable, car, sans eux, l'invasion ne serait pas possible. A cet égard, il convenait surtout de gagner l'Allemagne et l'Angleterre ; et justement, le progrès des lumières y promettait le plus de succès.

Il est incontestable que la Révolution éveilla une curiosité sympathique chez beaucoup d'Allemands notables ou illustres. On compta parmi eux des nobles et même des princes, comme le duc et la duchesse de Gotha, mais surtout des littérateurs, des journalistes et des professeurs ; par exemple, à Mayence, alors le centre intellectuel le plus libre, Jean de Müller, l'historien suisse, secrétaire de l'archevêque d'Erthal, et Forster, bibliothécaire de l'Université ; à Göttingen, Schlözer et le poète Stolberg ; à Brunswick, le major Mauvillon, l'un des « faiseurs » de Mirabeau ; à Hambourg, Klopstock. Ce fut sans doute le cercle de Weimar qui montra le plus de réserve : Herder, vice-président du consistoire, Wieland, directeur du *Merkur*, Jean-Paul Richter approuvaient, tandis que Goethe et Schiller, sans se déclarer hostiles, hésitaient. Au delà de l'Elbe, l'Université de Kiel se divisa également : Niebuhr désapprouva la Révolution. En Prusse, beaucoup prirent plaisir à fronder Wöllner en la louant avec Archenholz, rédacteur de la *Minerva*, Nicolaï,

éditeur de la *Bibliothèque allemande*, et Reichardt, directeur de l'Opéra de Berlin. Les grands philosophes Kant et Fichte ne devaient jamais retirer leur adhésion. À Vienne même, les cercles de l'*Aufklärung* s'émurent. Seule, la Bavière, dominée par les Jésuites, résista longtemps à la contagion.

Le mouvement ne demeura pas purement intellectuel. A Hambourg, la bourgeoisie célébra le 14 juillet 1790. Des novellistes appelèrent à l'action en termes violents et, bientôt, on accusa les Illuminés de préparer des soulèvements. Fait plus grave, dans la région rhénane, les masses remuaient ; la disette troublait les villes où les oligarchies virent contester leur autorité ; l'Alsace enseignant les paysans dans leur langue, ils se mirent à refuser les redevances dans le Palatinat et le long du Rhin. L'ébranlement sembla gagner les profondeurs de l'Allemagne : une sorte de jacquerie éclata dans l'île de Rügen ; des troubles agraires autour de Meissen, en Saxe électorale ; des grèves à Hambourg en 1791.

L'expansion révolutionnaire fût devenue plus facile en Allemagne si la Belgique et la Suisse, se révoltant, eussent aidé à la propagande. On l'espéra un moment à Paris. L'évêché de Liège, tranquille jusqu'en 1787, entra peu à peu en ébullition en apprenant les nouvelles de France. La noblesse y était faible et la bourgeoisie déjà puissante grâce aux progrès de l'industrie ; Lebrun, futur ministre girondin, y publiait le *Journal général de l'Europe*. Quand on connut la prise de la Bastille et la nuit du 4 août, l'insurrection éclata, le 18 août, sous la conduite de Bassange, Fabry et Ransonnet. L'évêque se réfugia à Trèves où, par contagion, des troubles ne tardèrent pas. Bientôt, les ouvriers et les paysans s'émancipèrent, et la principauté parut en voie de se mettre spontanément au diapason de la Révolution française : ce devait être la seule. Pourtant, son exemple, après celui de la France, encouragea les Belges dans leur résistance à l'empereur. La centralisation bureaucratique, introduite en 1787, suscitait une violente agitation dont le clergé, qui subissait jusque-là sans mot dire le joséphisme, profita pour se rebeller à son tour. Les États provinciaux regimbaient et, le 18 juin 1789, ceux du Brabant furent supprimés. L'avocat noble Van der Noot, réfugié à Bréda, implora en leur faveur le secours de l'Angleterre et de la Prusse, qui ne le découragèrent pas afin d'embarrasser l'Autriche. Ces États, divisés en trois ordres, obéissaient à l'aristocratie ; le Tiers n'y représentait pas réellement la bourgeoisie ; dans le Brabant, ses membres étaient élus par les seuls corps de métier

des trois principales villes, Bruxelles, Anvers et Louvain. Il existait pourtant un parti réformateur, dirigé par Vonck, autre avocat bruxellois, que soutenaient la bourgeoisie riche, de culture française même en pays flamand, une partie du bas clergé et quelques nobles : ce fut lui qui prépara la révolte en organisant, en pays liégeois, des bandes commandées par Vandermersch, ancien officier au service de la France et de l'Autriche. Van der Noot se résigna à accepter leur concours. En novembre, les Vonckistes surprirent Gand ; Mons et Bruxelles se soulevèrent et, en décembre, les Autrichiens évacuèrent les provinces belgiques.

Dans la Suisse alémanique, l'influence de l'Alsace eut le même effet qu'en Rhénanie. Ochs et Gobel, le futur évêque du département de Paris, firent si bien à Bâle que l'évêque, en 1790, sollicita les Autrichiens d'occuper les territoires qui lui restaient depuis qu'il avait été chassé de cette ville par la Réforme. A Zurich, Lavater, l'ami des Roland, groupait autour de lui les partisans de la France nouvelle. A Genève, les « négatifs » durent accorder, dès février 1789, une revision de la constitution, puis une seconde, en décembre. De Saint-Pétersbourg, Laharpe excitait les Vaudois et les Valaisans. Les cantons dominants s'inquiétaient d'autant plus qu'ils risquaient de voir s'allumer près d'eux un nouveau foyer révolutionnaire : la disette provoquait des troubles en Savoie et les paysans refusaient de payer pour racheter les droits seigneuriaux supprimés ; le médecin savoyard Doppet s'enfuit avec bien d'autres et alla chercher appui à Paris.

En Angleterre, au contraire, ni troubles, ni même agitation populaire. La Révolution n'y pouvait toucher les masses que par l'intermédiaire du mouvement radical ; elle encouragea la résurrection de celui-ci, mais il y fallut du temps. Les classes dirigeantes approuvèrent, avec condescendance, les premiers efforts des Français pour transplanter chez eux le régime constitutionnel. Fox et ses amis, Sheridan, Stanhope, Lauderdale, Erskine, témoignèrent de leur sympathie. Bentham écrivit un projet de réforme judiciaire qui fut présenté par Mirabeau à la Constituante. Les plus ardents furent les dissidents. A la suite d'un sermon de Price, le 4 novembre 1789, ils entraînèrent la « Société de la révolution » [de 1688] à envoyer une adresse à l'Assemblée nationale de France ; la société fêta le 14 juillet 1790 et entra en rapport avec les clubs. Les dissidents insistèrent plus que jamais pour obtenir les réformes promises ; mais, les tories se refroidis-

sant à mesure que la Révolution se développait, Pitt garda le silence. Alors, les dissidents accentuèrent peu à peu leur attitude : en 1791, ils reconstituèrent la *London society for promoting constitutional information*, créée jadis par les partisans de la réforme électorale. A cette date, il existait, dans la plupart des villes, des groupes d'hommes cultivés, ordinairement non-conformistes, qui préconisaient une rénovation plus ou moins profonde du régime politique. A Londres se rangeaient, aux côtés de Price, Horne Tooke, Godwin, Thomas Paine et Mary Wolstonecraft, l'apôtre du droit des femmes. A Birmingham, se signalait le chimiste Priestley. A Manchester, se fonda, en 1790, une *constitutional society*. L'Écosse s'éveillait à la vie politique, comprimée jusque-là par le ministre Dundas grâce à l'emploi, habile et sans scrupule, du patronage et de la corruption. Toutefois, au moment de Varennes, rien n'annonçait que les masses fussent entamées par la propagande ; elles ne commencèrent à s'y intéresser qu'à la fin de 1791. L'Irlande y était un peu plus sensible, car l'agitation ne s'y était jamais assoupie depuis 1782. En ce pays, les catholiques approuvaient les Français d'avoir proclamé la tolérance religieuse et aboli la dîme. En même temps, la souveraineté nationale inclinait peu à peu le catholique Fitzgerald et le protestant Wolf Tone à réclamer l'indépendance pour l'Irlande. Dès 1789, il se créa des *whig clubs* à Dublin et à Belfast. Si Grattan, le leader parlementaire, avait réussi jusqu'ici à contenir les aspirations dans la légalité, ce fut aussi à la fin de 1791 qu'il commença à en perdre l'entier contrôle.

Les pays méridionaux se trouvaient encore moins atteints. La Révolution éveilla quelque sympathie en Italie dans les milieux littéraires ; Ciaja et le comte Govani à Naples, Parini, les deux Pindemonte, Alfieri lui-même, dans le nord, applaudirent tout au moins à ses débuts. L'hostilité que le concile de Pistoie avait manifestée à l'égard du pouvoir pontifical n'était pas éteinte ; l'évêque de cette ville, Scipion Ricci, correspondait avec Grégoire et avec Clément qui devint évêque constitutionnel de Versailles. Ça et là, quelques hommes, notamment Buonarroti, se montrèrent disposés à l'action. Néanmoins, la contamination demeura longtemps superficielle. Ce fut pis encore dans la péninsule ibérique : des amis des « lumières », Jovellanos, Campomanès, le voltairien d'Aranda, aucun n'osa se prononcer pour la Révolution.

Les révolutionnaires savaient l'Italie désarmée ; ils méprisaient l'Espagne. De l'une comme de l'autre, ils n'avaient en

effet rien à craindre. Mais il ne put leur échapper que, en Allemagne et en Angleterre, la réaction grandissait de pair avec leur influence et la révolution des Pays-Bas les déçut cruellement.

III. — LA RÉACTION ET LES PROJETS DE CROISADE¹.

Leurs illusions provenaient des événements mêmes de 1789, et surtout de l'insurrection populaire ; le peuple s'est levé, disaient-ils, et il a renversé les tyrans. Ils oubliaient que le peuple n'était intervenu qu'en dernier lieu ; que la bourgeoisie elle-même n'était entrée en action que grâce à la convocation des États généraux ; qu'enfin celle-ci avait été imposée par l'aristocratie. Or, aussitôt après la révolte agraire et la nuit du 4 août, on put mesurer la valeur de la « philosophie » dont la noblesse européenne avait fait parade pour faire pièce à l'absolutisme : surtout, elle devint contre-révolutionnaire à de rares exceptions près ; bientôt, la vente des biens du clergé acheva d'épouvanter toutes les Églises. Éclairés par l'erreur de leurs congénères français qui, pour avoir paralysé le pouvoir royal, voyaient l'Ancien Régime s'écrouler sur leurs têtes, les grands, dans presque tous les royaumes, rejetèrent dans l'ombre leurs griefs contre le despotisme du monarque et s'unirent à lui pour protéger leurs privilèges et leurs biens. Leur attitude éteignit dans la bourgeoisie, d'ailleurs si faible encore, la moindre velléité d'action ; au surplus, si les bourgeois ne répudièrent pas absolument les nouveaux principes, ils s'effrayèrent du désordre populaire et tremblèrent pour leurs affaires et leur bien-être ; dix-neuf sur vingt des Anglais qui avaient un toit sur la tête et un bon habit sur le dos, dit Macaulay, prirent parti contre la Révolution.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 113 et 199. Sur Burke, voir p. 74 ; F. BRAUNE, *Edmund Burke in Deutschland* (Heidelberg, 1917, in-8°), t. I de la coll. « Heidelberg Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte », fondée par E. MARCKS et D. SHÄFER ; S. SKALWEIT, *Edmund Burke und Frankreich* (Köln und Opladen, 1956, in-8°). Les *Reflections on the French Revolution* ont été traduites en français par J. D'ANGLEJEAN (Paris, 1912, in-8°) ; une nouv. éd. anglaise, par W. et K. PHILIPPS, a paru à Cambridge en 1913 (in-8°). — Pour la Belgique, ajouter F. VAN KALKEN, *Origines du sentiment anti-révolutionnaire en 1789 dans les Pays-Bas autrichiens et ses effets sur la révolution brabançonne*, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. II, ann. 1927, p. 161-176. — Pour les autres domaines autrichiens, I. BEIDTEL, *Ueber die Veränderungen in den Feudalverhältnissen in den österreichischen Staaten unter der Regierung Leopolds II, 1790-1792* (Vienne, 1853, dans les « Sitzungsberichte der Akademie ») ; R. KENNER, *Bohemia in the XVIIIth century... with special reference to the reign of Leopold II*, cité p. 89 ; R. MORI, *Il movimento reazionario in Toscana alla riforma economica leopoldina nel 1790*, dans l'*Archivio storico italiano*, 1942.

Dès lors, s'il arriva que le peuple bougeât accidentellement, tous les dirigeants furent d'accord pour le mettre à la raison, suivant la tradition. Ainsi le triomphe même de la Révolution française provoqua autour d'elle une évolution exactement contraire à celle qui avait assuré son succès.

Les émigrés français firent de leur mieux pour répandre l'alarme. Le comte d'Artois à Turin, le cardinal de Bernis et le duc de La Vauguyon, ambassadeurs à Rome et à Madrid, les protégèrent de leur mieux. En 1790, des rassemblements armés commencèrent à se constituer dans les domaines de l'électeur de Trèves. Mais la plupart des émigrés, comptant que l'exil prendrait bientôt fin, ne songeaient qu'à se divertir. Prodígues, quoique bientôt besogneux, ils faisaient renchérir la vie ; beaucoup se montraient hautains et impertinents, frivoles et brouillons. Personne ne les aimait. Pour les gens de leur caste, ils figuraient pourtant une leçon vivante ; leurs récits horribles, alimentant gazettes et brochures, firent impression à la longue. Ils assuraient que leurs compatriotes supportaient impatiemment la tyrannie d'une poignée de malfaiteurs et que des troupes réglées parviendraient à Paris sans obstacle. Ils jouèrent à l'étranger un rôle semblable à celui des réfugiés politiques en France.

Rien n'aurait dû édifier les révolutionnaires comme les événements des Pays-Bas. Les Autrichiens partis, Vonck soumit son programme à Van der Noot : égalité des droits, réforme des États provinciaux par le doublement du Tiers et l'élection de ses représentants dans les paroisses, convocation d'une assemblée générale des provinces. Il ne nourrissait nullement le dessein de traiter l'aristocratie foncière et surtout le clergé à la manière des Français. Mais les « statistes » jugèrent que ces réformes, si modérées qu'elles parussent, ne présageaient rien de bon et, le 12 janvier 1790, en proclamant l'indépendance des « États-Unis belgiques », ils en confièrent le gouvernement à un congrès de délégués des États provinciaux, purement et simplement restaurés, et se gardèrent de chercher à compléter l'unité nationale par l'adjonction des Liégeois : ces révolutionnaires eussent apporté à leurs adversaires un concours trop précieux. Chacun des deux partis chercha en vain un appui à l'étranger, Van der Noot en Prusse et en Angleterre comme précédemment, Vonck en France, d'où ne vinrent que des émissaires de La Fayette, porteurs de conseils, et le duc de Béthune-Charost qui s'offrait comme roi. Les Vonckistes purent constituer des comités dans quelques villes, mais la bourgeoisie se divisa : les corporations de

métier se prononcèrent pour l'Ancien Régime. Le clergé, dirigé par le chanoine Van Eupen, dont Van der Noot devint l'instrument, et par le jésuite Feller, mena une campagne furibonde contre les réformes qui préludaient, disait-il, à la subversion de la religion ; il entraîna les ouvriers et les paysans, que rien dans le programme de Vonck n'était, du reste, propre à émouvoir ; l'homme même, au contraire de son rival, n'avait aucunement les dons d'un chef populaire. Les statistes se méfiaient des volontaires de Vanderersch et les accusèrent de complot : finalement, du 16 au 18 mars 1790, quelques centaines d'émeutiers pourchassèrent à Bruxelles les Vonckistes, qui émigrèrent en France. Restés maîtres du pouvoir, les privilégiés se montrèrent incapables d'organiser la défense contre l'Autriche et attendirent, résignés, le coup de grâce. En novembre et décembre 1790, les troupes autrichiennes rétablirent à Liège l'autorité du prince-évêque et réoccupèrent les provinces belgiques.

En Angleterre, ce fut aussi l'Église qui, semble-t-il, prit l'alarme la première. L'aristocratie foncière ne tarda guère à l'imiter. Aux élections de 1790, la majorité tory se renforça. Les nouvelles tentatives en faveur de l'abolition du *test* et de la réforme parlementaire obtinrent moins de succès que jamais. Pitt déclara que ces mesures paraîtraient un signe de faiblesse et que les circonstances commandaient de les ajourner : de fait, tout demeura en l'état pendant une génération. Les whigs se divisèrent : Windham, au grand scandale de Fox, terrifia les Communes par une description dramatique des dangers qui menaçaient l'Église ; puis, en avril 1791, comme on discutait le bill qui organisa le régime constitutionnel du Canada, Burke rompit solennellement avec Fox : ainsi commença le schisme whig. Déjà, en novembre 1790, Burke avait publié ses fameuses *Réflexions sur la Révolution française* qui devinrent et sont demeurées l'évangile de la contre-révolution. Il y montrait avec force qu'un décret ne suffit pas pour donner aux hommes le sens de la liberté et la vertu civique, introduisant ainsi dans l'histoire et la politique la notion d'évolution, ce qui était d'un penseur. Mais, en même temps, il assignait une borne à l'évolution sociale, et c'est ce qui fit la fortune de son ouvrage : la hiérarchie des classes lui paraissait d'ordre divin et, s'il condamnait la Révolution française comme infernale et destructrice de tout ordre social, c'était parce qu'elle ruinait l'aristocratie ; mieux qu'aucun autre, il discernait dans son œuvre la part essentielle et définitive. Son succès, très vif, eut un contre-coup imprévu. Parmi ses nombreux

contradicteurs, la plupart s'adressèrent à la bourgeoisie et contestèrent seulement l'interprétation étroite qu'il présentait de la révolution de 1688 et de l'évolution progressive : tel l'Écossais Mackintosh dans ses *Vindiciæ Gallicæ*. Mais il s'en trouva un, Thomas Paine, déjà célèbre pour avoir pris le parti des insurgents d'Amérique, qui, par ses invectives contre l'inégalité politique et sociale, par ses attaques passionnées contre le roi et les lords, allait droit au cœur du peuple. Les *Droits de l'homme*, dont la première partie parut en 1791, répandus dans tout le pays en éditions à bon marché, firent comprendre aux masses en quoi l'exemple de la France pouvait les intéresser.

En Allemagne, dès le début de 1790, Schlözer, sans désavouer les principes libéraux, se mit à attaquer l'« ochlocratie », la tourbe démagogique qui dominait en France. On dénonça « la girouette de Göttingen », sans empêcher les novellistes de se ranger, toujours plus nombreux, à ses côtés : Ottokar Reichard, Girthammer, Brandes, conseiller secret du Hanovre, et surtout Rehberg, le Burke germanique, dans la *Gazette littéraire* d'Iéna. A Vienne, Hoffmann, protégé de Léopold, entreprit, dans la *Wiener Zeitung*, une campagne violente contre les libéraux. Partout, les sociétés secrètes et les universités devinrent suspectes. Dès 1791, un pamphlet anonyme, les *Lettres d'un voyageur*, dénonçait les premières pour avoir déchaîné les troubles en France et il fut question, à Vienne, d'interdire la *Flûte enchantée* dont les rites maçonniques souillaient, paraît-il, le livret. Et voici peut-être, le symptôme le plus grave : tout en continuant de louer les réformes de la Constituante, les libéraux se défendaient de vouloir les introduire séance tenante en Allemagne et prétendaient ne rien attendre que du progrès culturel et moral des individus ; l'objet immédiat et précis de la Révolution, la transformation des institutions, s'évanouissait dans une perspective lointaine : ils témoignaient ainsi de leur impuissance.

L'évolution de l'opinion ne pouvait que favoriser la réaction commencée avant 1789 en Prusse contre l'*Aufklärung*. Frédéric-Guillaume II soutint plus que jamais Wöllner dans ses efforts pour ramener pasteurs et professeurs au strict conformisme religieux, en dépit de leur vive résistance ; le roi imposa une revision du code Frédéric pour l'épurer de toute disposition suspecte à l'autorité du souverain et du *junker* ; il manifesta nettement l'intention de ne rien changer au régime seigneurial. Dans les États habsbourgeois, la révolte des Belges en 1789 et l'insubordination insurrectionnelle des Hongrois provoquèrent

également le recul de la politique réformatrice : avant de mourir en février 1790, Joseph II révoqua ou suspendit plusieurs de ses innovations. Dans son duché de Toscane qu'il abandonna pour succéder à son frère, Léopold II comptait comme un des despotes les plus éclairés ; mais il lui fallait avant tout sauver l'héritage dynastique et il n'aperçut d'autre moyen que de se réconcilier avec l'aristocratie et de satisfaire le particularisme en sauvant ce qui se pourrait de l'œuvre de Joseph II. Pour calmer le clergé, il supprima la liturgie nouvelle et les séminaires, rendit aux religieux l'administration de leurs maisons et promit de ne supprimer aucun autre couvent, abandonna les écoles aux évêques et rétablit les dîmes. Il maintint du moins les sécularisations, refusa de porter atteinte à la tolérance et ne modifia pas l'attitude indépendante de l'État à l'égard de la papauté. Il rétablit les Landtags, la constitution hongroise et les comitats ; il rendit même à la Belgique soumise ses institutions traditionnelles ; la diversité chaotique reparut ainsi dans ses domaines. Enfin, il renonça définitivement à la réforme fiscale et agraire ; le régime seigneurial se confirma, en dépit des troubles ruraux qui agitérent la Bohême et la Hongrie ; l'abolition du servage personnel subsista seule.

Dans les autres pays catholiques, les gouvernements se mettaient en défense. En décembre 1790, la Bavière renouvela ses mesures contre les Illuminés ; la censure y interdit même le *Moniteur* parisien. La même année, le roi de Sardaigne invita les loges à ne plus s'assembler et Joseph de Maistre convertit à la réaction son ami Costa de Beauregard. Le pape, en ordonnant des prières et des jeûnes pour le salut de l'Église, signala les dissidents à la réprobation ; en Italie, elle étouffa rapidement les timides approbations que la Révolution suscitait ; francs-maçons, jansénistes et libéraux se virent confondus, par les gazettes et les académies, dans une commune condamnation ; beaucoup de Français furent arrêtés ou chassés. L'Italie, pourtant, possédait, comme l'Allemagne, des princes peu enclins à la répression : tel le duc de Toscane. En Espagne, au contraire, Florida Blanca et l'Inquisition se mirent d'accord, à la fin de 1789, pour saisir les livres et les journaux français, ouvrir les lettres et fouiller les marchandises importées. Jovellanos fut exilé ; Campomanès sortit du Conseil de Castille. Les Français étaient étroitement surveillés, emprisonnés comme Cabarrus lui-même, expulsés en nombre croissant. Il en alla de même au Portugal. Les rigueurs s'aggravèrent quand un Français, on ne sait pour quel motif, eut

blessé Florida Blanca, le 18 juin 1790. Enfin, en mars 1791, on établit un cordon de troupes le long des Pyrénées pour arrêter la « peste française ».

Burke eût voulu que toutes les puissances en fissent autant et que le gouvernement anglais prit la direction d'un blocus pacifique qui restreindrait la propagande. A ses yeux, ce n'était même qu'un préliminaire. Contre la nation retournée à la barbarie, il prêchait la croisade et, de bonne heure, le baron Grimm et le conseiller Zimmermann, médecin suisse transformé en noble hanovrien, lui firent écho en Allemagne. Lorsque Pie VI, au printemps de 1791, condamna solennellement les principes de la Révolution, il parut que les rois ne pourraient pas manquer de se prononcer à leur tour et de défendre leur propre cause contre les nouveaux infidèles. La question était bien posée.

IV. — LOUIS XVI ET LES ÉMIGRÉS. L'APPEL A L'ÉTRANGER¹.

Elle ne l'était pas seulement par les polémistes et par la raison d'État : les émigrés publiquement, Louis XVI secrètement suppliaient les rois de passer aux actes. A Turin, le comte d'Artois avait imploré le roi de Sardaigne et envoyé le comte de Vaudreuil à Rome et à Madrid ; en mai 1791, il sollicita Léopold II à Mantoue. Quémendant avant tout des subsides, il réclamait aussi une intervention militaire pour soutenir les insurrections fomentées dans le Midi. En juin, il alla s'installer avec Mme de Polastron au château de Schönbornbust, dans les domaines de son oncle, l'électeur de Trèves ; une cour dépensière et dissipée l'entoura, tandis que ceux qui aspiraient à combattre manquaient de tout à Worms où les rassemblait le prince de Condé. Sans négliger l'empereur, Calonne, devenu le ministre du prince à la fin de 1790, comptait plutôt sur la Prusse et offrait à l'Angleterre

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter aux ouvrages généraux, cités p. 113 et 199. Ajouter A. MOUSSET, *Le comte de Fernan Nuñez, ambassadeur d'Espagne à Paris, 1787-1791* (Paris, 1923, in-8°) ; Mme ARNAUD-BOUTTELOUP, *Le rôle politique de Marie-Antoinette* (Paris, 1924, in-8°) ; A. GEFFROY, *Gustave III et la Cour de France*, cité p. 110 ; B. MALLET, *Mallet du Pan and the French Revolution* (Londres, 1902, in-8°) ; N. MATTEUCCI, *Jacques Mallet du Pan* (Napoli, 1957, in-8°). Sur l'émigration, voir E. DAUDET, *Histoire de l'émigration. Coblenz (1789-1793)* (Paris, 1890, in-8°) ; L. PINGAUD, *Le comte d'Antraigues* (Paris, 1893, in-8°) ; P. DE VAISSIÈRE, *A Coblenz* (Paris, 1894, in-8°) ; R. DE GRANDSAIGNES, *Enquête sur les bulletins de Dropmore*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1957, p. 214-237 ; J. GODECHOT, M. REINHARD, R. DE GRANDSAIGNES, *A propos de Vannelet et des Dropmore papers* (*ibid.*, 1958, n° 5, p. 1-20).

l'alliance de la France avec quelque colonie. L'armée de Condé frayant la voie aux troupes étrangères, on rétablirait l'Ancien Régime : les émigrés fulminaient les plus terribles menaces contre leurs compatriotes et parlaient avec mépris de leur souverain qui supportait docilement le joug de l'Assemblée.

En réalité, la soumission de Louis XVI ne fut jamais qu'apparente. Tremblant à l'idée d'une nouvelle « journée », il se condamnait à une duplicité qui acheva de lui ôter tout prestige ; mais, dès novembre 1789, il répudia, auprès de son parent Charles IV d'Espagne, les concessions qu'on lui avait imposées, et Marie-Antoinette ne cessa d'exprimer à son ami, le comte suédois Axel de Fersen, et à l'ambassadeur d'Autriche, le comte de Mercy-Argenteau, la haine qu'elle éprouvait pour La Fayette et les constitutionnels. L'abbé de Fontbrune, qui porta la protestation du roi à Madrid, fut chargé de sonder la Cour sur l'appui qu'elle pourrait prêter et de lui demander de l'argent. En 1790, il repartit pour Vienne : Léopold II, qui avait succédé à Joseph II en février, était, comme ce dernier, l'un des frères de Marie-Antoinette ; un troisième occupait l'archevêché de Cologne ; une de leurs sœurs gouvernait les Pays-Bas ; une autre régnait à Naples. Pourtant, Fontbrune n'obtint que de bonnes paroles. Le mois de juin touchait alors à sa fin ; ainsi, ce n'est point la Constitution civile du clergé qui dicta l'appel de Louis XVI à l'étranger. Si l'on admet que des scrupules de conscience fortifièrent dès lors sa décision, d'autres motifs encore contribuèrent à la confirmer : l'organisation administrative créée par la Constituante commençait à fonctionner ; les ministres choisis par Louis XVI s'en allaient l'un après l'autre ; il lui fallait bien s'avouer que la Révolution était tout autre chose qu'une fronde. Quand, en octobre, l'évêque de Pamiers, d'Agoult, déjà émigré, vint le presser d'agir, il n'eut pas de peine à le convaincre. Le baron de Breteuil reçut pleins pouvoirs : il devint le chef du secret et accrédita des agents dans les cours étrangères. Louis XVI décida de fuir et chargea le marquis de Bouillé, le vainqueur de Nancy, qui commandait à Metz, de prendre des mesures pour le recevoir ; en décembre, Fersen commença, de son côté, les préparatifs d'évasion.

Louis XVI et Marie-Antoinette contrecarraient la diplomatie des émigrés ; il en résulta même une sérieuse algarade entre le comte d'Artois et le marquis de Bombelles, ambassadeur à Venise, qui, sans se soucier de ses fonctions, s'empressait à le servir, mais n'en obéit pas moins aux ordres secrets du roi. Les

souverains reprochaient aux fugitifs de les avoir abandonnés et de compromettre leur sûreté par des entreprises téméraires et prématurées ; ils redoutaient aussi de tomber dans la dépendance de l'aristocratie victorieuse. A l'irruption des troupes de Condé, ils préféraient un concert des puissances, qui sommeraient l'Assemblée de reviser ses décrets à la convenance du roi et appuieraient leurs menaces par une démonstration militaire à la frontière. Louis XVI, installé à Montmédy, s'interposerait en médiateur et resterait maître des événements. Il représentait avec insistance qu'il ne demandait pas l'entrée des troupes étrangères en France ; mais la reine, sinon lui, pensait que les rois, ainsi engagés, ne manqueraient pas de l'ordonner si l'Assemblée tenait bon. Sans doute, il faudrait payer leur concours : le remboursement de leurs frais allait de soi ; céder quelques provinces répugnait à Louis XVI ; pourtant, sur les conseils de Bouillé, il donna mission, en mai 1791, d'offrir à l'Angleterre une partie des colonies pour prix de sa neutralité.

Les rois se partagèrent entre lui et les émigrés. Catherine II recevait ces derniers à bras ouverts et se montra pleine de zèle pour la croisade sans merci : « Détruire l'anarchie française, c'est se préparer une gloire immortelle. » Telle fut aussi l'opinion de Gustave III de Suède qui, au printemps de 1791, vint s'installer, personnellement, comme en avant-garde, à Spa et à Aix-la-Chapelle. Le roi de Sardaigne, Victor-Amédée III, semblait acquis, comme le pape, aux vues du comte d'Artois. Frédéric-Guillaume II, faisant parade de chevalerie, brûlait apparemment d'aider Louis XVI ; mais, ainsi que son aide de camp Bischoffwerder et toute sa camarilla, il prêtait également l'oreille aux émigrés. En Espagne, Florida-Blanca les tenait au contraire à l'écart, les jugeant aussi compromettants que dispendieux. Quant à l'empereur, il ne voulait pas entendre parler de coopérer avec eux. En janvier 1791, Léopold II refusa de voir Calonne et lui ordonna de quitter Vienne ; en mai, il éconduisit le comte d'Artois à Mantoue. En Angleterre, le roi, les ministres et le Parlement s'accordaient pour refuser d'intervenir, quels que fussent leurs sentiments, aussi longtemps que l'intérêt national ne le commanderait pas. Lorsqu'il parlait de croisade à ses compatriotes, Burke prêchait dans le désert.

Les amis des émigrés se montraient les plus animés contre la Révolution ; mais, sans l'empereur, ils ne pouvaient rien. Catherine II, qui poussait les autres en avant, était bien résolue à ne pas les suivre. Frédéric-Guillaume accueillit favorablement le

baron de Roll en août 1790 et fit, en septembre, ses premières ouvertures à Vienne ; mais il ne pouvait s'engager sans l'Autriche et Léopold, qui, par la situation géographique de ses États et sa parenté avec Marie-Antoinette, apparaissait comme le chef désigné de la coalition, se sentait justement le moins belliqueux de tous. En raison de son œuvre antérieure en Toscane, la plupart des réformes de la Constituante ne lui inspiraient pas d'horreur ; d'ailleurs, restaurer l'Ancien Régime en France ne lui paraissait ni possible ni utile. Certes, il eût refusé d'abandonner la moindre parcelle de son autorité ; mais il ne trouvait pas mauvais que celle du roi de France fût affaiblie. Enfin, dans ses propres États, la liquidation de l'héritage de Joseph II l'accablait de soucis. Il n'encourageait donc pas son beau-frère, préférerait le voir s'arranger avec les constitutionnels et traînait les choses en longueur, s'excusant sur les lenteurs et les divisions des autres et sur l'attitude énigmatique de l'Angleterre. On suit, dans la correspondance de Marie-Antoinette et aussi dans celle de l'ambassadeur Nuñez, les vains efforts et les alternatives pitoyables où la famille royale, d'ailleurs divisée — car Mme Élisabeth et les tantes du roi tenaient pour les émigrés —, s'épuisa de mois en mois. La reine accusait les souverains, et surtout son frère, d'égoïsme et d'aveuglement. Depuis, on s'est appliqué à montrer qu'ils ne nourrissaient en effet aucune intention agressive contre la Révolution, afin de rejeter sur celle-ci la responsabilité du conflit. En réalité, Léopold lui-même n'était insensible ni au danger de la propagande, ni aux devoirs que lui imposaient les liens du sang et la solidarité monarchique ; mais, comme les autres souverains, il jugeait, avec raison, que, pour le moment, il n'avait rien à craindre de la Révolution ; obligé de reconquérir la Belgique, de pacifier la Hongrie, de terminer la guerre turque, il pensait qu'avant de s'occuper des affaires de Louis XVI, il avait le droit et le devoir de rétablir les siennes.

V. — LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE¹.

A la vérité, entre les souverains et la Révolution, surgissaient des conflits de droit public et d'ordre territorial. L'abolition des

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter aux ouvrages généraux et particulièrement à ceux d'A. SOREL (t. II), de H. VON SYBEL (t. II), d'É. BOURGEOIS, A. WARD et G. GOOCH, R. SETON-WATSON, cités p. 110 et 199. On peut y joindre F. MASSON, *Le Département des Affaires étrangères pendant la Révolution, 1789-1804* (Paris, 1877, in-8°) ; G. DE GRANDMAISON, *L'ambassade*

droits seigneuriaux lésait les princes allemands qui conservaient des domaines en Alsace ; ils invoquaient les traités de Westphalie et en appelaient à la Diète ; des évêques français, ceux de Strasbourg et de Verdun, ne répugnèrent pas à les imiter. D'autre part, Avignon et le Comtat, renonçant à l'Ancien Régime, entrèrent en conflit avec le pape ; le 12 juin 1790, Avignon demanda sa réunion à la France ; Carpentras se contenta d'adopter la Constitution française, mais ne tint aucun compte du veto pontifical. La Constituante ne se prononçant pas, la guerre éclata entre Avignon et Carpentras, tandis que, dans Avignon même, aristocrates et patriotes s'entre-déchiraient.

Ce fut à propos de ces deux conflits que la Révolution fut amenée à dégager de ses principes un nouveau droit international que, dès 1789, elle laissait pressentir par l'admission de la Corse au nombre des départements. En novembre 1790, la Constituante répondit aux princes allemands, par la voix de Merlin de Douai, que l'Alsace était française, non parce que les traités de 1648 avaient livré son territoire à Louis XIV, mais parce que les Alsaciens attestaient, spécialement par leur représentation à la Fédération, leur volonté de rester unis à leurs compatriotes. La Révolution libérait donc les nations comme l'homme et le citoyen, et même elle les appelait à la vie. Jusqu'ici, il n'y avait eu en droit que des États : l'homme suivait le sort de la terre conquise ou cédée. Le 22 mai 1790, la Constituante répudia solennellement le droit de conquête ; désormais la volonté de l'homme, librement exprimée, asservissait au contraire le sol : l'État territorial et dynastique cédait la place à la nation. En conséquence, la gauche demanda que, conformément au vœu des Avignonnais, on pro-

de France en Espagne pendant la Révolution, 1789-1804 (Paris, 1892, in-8°) ; M. DUFRAISSE, *Histoire du droit de guerre et de paix de 1789 à 1815* (Paris, 1867, in-8°) ; J. BASDEVANT, *La Révolution française et le droit de la guerre continentale* (Paris, 1901, in-8°) ; A. AULARD, J. BASDEVANT et B. MIRKINE-GUETZÉVITCH, *La Révolution française et l'Europe* (Paris, 1930, in-8°) ; A. FUGIER, *La Révolution française et l'Empire napoléonien*, cité ci-dessus, p. 199. — Sur les agents de l'étranger à Paris, A. MATHIEZ, *La Révolution et les étrangers*, cité p. 200. — Sur l'affaire des princes allemands, Th. LUDWIG, *Die deutschen Reichslände im Elsass und der Ausbruch der Revolutionskriege* (Strasbourg, 1898, in-8°), et P. MURET, L'affaire des princes possessionnés d'Alsace et les origines du conflit entre la Révolution et l'Europe, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. I, ann. 1899-1900, p. 433-456 et 566-592. — Sur les événements d'Avignon, P. CHARPENNE, *Les grands épisodes de la Révolution dans Avignon et le Comtat* (Avignon, 1902, 4 vol. in-16) ; J. VIGUIER, La réunion d'Avignon et du Comtat-Venaissin à la France, dans *La Révolution française*, t. XXI, ann. 1891, p. 424-449 ; t. XXIII, ann. 1892, p. 149-160 ; t. XXVI, ann. 1894, p. 150-168 ; P. VAILLANDET, *Correspondance des députés d'Avignon près l'Assemblée nationale* (Avignon, 1933, 1934, 1936-37, 3 vol. in-8°) ; A. MATHIEZ, *Rome et la Constituante*, cité p. 186.

nonçât leur annexion. En mai 1791, il ne se trouva qu'une faible majorité pour la repousser ; encore décida-t-elle d'occuper Avignon et le Comtat pour y rétablir l'ordre et consulter la population ; la réunion finit par être adoptée en septembre. A ce moment, le pape, depuis longtemps, faisait appel à l'Europe. Aux yeux des rois, ce nouveau droit des gens revenait à proclamer, au profit de la France, la faculté d'annexer, pacifiquement et sans aucuns frais, tous les pays dont les habitants, voulant eux aussi faire une révolution, entreraient en conflit avec leurs souverains. Tous les traités se trouvaient déchirés et tout lien juridique rompu entre la France et l'Europe. Il y avait là de quoi indigner les diplomates et les souverains.

Toutefois, ils ne se payaient pas de mots. Les questions d'Alsace et d'Avignon gardaient leur intérêt en ce qu'elles permettraient, quand on voudrait, de déclarer la guerre ; mais elles ne touchaient pas les grands États ; pour qu'ils se sentissent menacés, il eût fallu que les forces de la France fussent intactes : il ne lui restait ni armée, ni marine, ni finances, et elle rompait ses alliances. Les prétentions des révolutionnaires faisaient pitié et on les rabattrait au premier jour.

Il apparaissait, en effet, que la Constituante redoutait la guerre : par principe sans nul doute, mais aussi parce que la guerre renforcerait le roi. Elle refusa de recevoir les communications des États généraux de Belgique ; si elle interdit le passage aux troupes autrichiennes envoyées aux Pays-Bas, elle les laissa occuper l'évêché de Bâle. Après avoir nié en principe les droits des princes allemands, elle leur offrit une indemnité, et Louis XVI dut se hâter de leur envoyer Augeard pour les détourner d'accepter. Elle ajourna aussi, tant qu'elle le put, la réunion d'Avignon. En mai 1790, pour empêcher le roi de lui forcer la main, elle subordonna son droit de paix et de guerre à l'autorisation législative et, bien que la Constitution réservât au souverain la direction des affaires étrangères, elle créa, le 1^{er} août, un comité diplomatique. Enfin, comme les alliances d'Ancien Régime pouvaient impliquer la France nouvelle dans quelque conflit en dépit de sa volonté, elle préféra s'isoler plutôt que de courir ce risque. Avec les Habsbourg, à la vérité, l'alliance se dénouait toute seule : l'empereur ne tenait plus compte d'une France impuissante et, vivifiée par la haine qu'inspirait la reine, la tradition anti-autrichienne, que les ouvrages de Favier notamment avaient transmise aux révolutionnaires, les portait vers la Prusse. Goltz, ambassadeur, et Éphraïm, agent secret de Frédéric-

Guillaume, encourageaient leurs espoirs. Cette tradition était si puissante que les émigrés, comme on l'a dit, avaient les mêmes préférences que leurs adversaires. L'alliance espagnole, qui avait permis à la France de vaincre l'Angleterre dans la dernière guerre, ne prêtait pas aux mêmes objections ; néanmoins, la Constituante l'abandonna pareillement. Il est vrai que les sympathies de bien des révolutionnaires se tournaient aussi vers l'Angleterre et, naturellement, financiers et négociants, comme Talleyrand, étaient anglophiles. En mai 1790, l'Espagne, menacée par Pitt, invoqua le pacte de famille. L'Assemblée finit par voter, le 26 août, l'armement de 45 navires, mais déclara l'accord dynastique périmé : on en négocierait un nouveau qui unirait cette fois les deux nations. Personne ne put s'y tromper : l'alliance était morte et les agents de Pitt, Miles et Elliott, qui avaient chapitré et sans doute payé Mirabeau, s'en félicitaient.

L'impuissance de la France semblait évidente. A travers l'histoire, tel fut toujours, disait-on, l'effet des révolutions. La sagesse commandait aux souverains de l'abandonner à elle-même et de poursuivre leurs desseins. Il serait toujours temps de restaurer l'autorité d'un roi qui pouvait les contrecarrer.

VI. — LA POLITIQUE EUROPÉENNE.

Durant ses premières années, il s'en fallut de beaucoup que la Révolution française accaparât l'attention de l'Europe, car celle-ci se jugeait à la veille d'une guerre générale. Allié à Catherine II depuis 1782, Joseph II avait fini par céder à la séduction du « projet grec », qui comportait la restauration de l'Empire d'Orient au profit du petit-fils de la tsarine et la création d'une Dacie que guettait Potemkine, mais qui accordait aussi à l'Autriche, outre les provinces serbes de l'Empire ottoman, les possessions territoriales de Venise : celles-ci l'uniraient à la Lombardie et avanceraient singulièrement cette conquête de l'Italie

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Ceux qui sont cités p. 109 et 199, particulièrement R. LORD, *The second partition of Poland* (importante bibliographie). — Sur la politique de l'Autriche et de la Prusse et sur leurs rapports avec la Russie, à partir de 1790, on trouvera une bonne mise au point dans K. HEIDRICH, *Preussen im Kampfe gegen die französische Revolution bis zur zweiten Teilung Polens* (Stuttgart et Berlin, 1908, in-8°). — Sur l'histoire intérieure de la Pologne, voir p. 90 ; Mlle J. KLOTZ, *L'œuvre législative de la Diète de Quatre ans* (Paris, 1913, in-8°) ; A. JOBERT, *La commission d'éducation nationale en Pologne, 1773-1794* (Paris, 1941, in-8°) ; bibliographie récente dans E. ROSTWOROWSKI, La Pologne pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Bilan de recherches, 1945-1956, dans *Annales, Economies, sociétés, civilisations*, 1958, p. 123-135. Pour la Belgique, H. PIRENNE, cité p. 89.

qui, depuis 1715, constituait l'une de ses principales ambitions.

Ni Vergennes, ni Pitt n'approuvaient le démembrement de la Turquie. La France y occupait une situation privilégiée ; Pitt désirait tenir les Russes à bonne distance de la Méditerranée et des routes de l'Inde. Mais, en 1787, le stathouder, en conflit avec la bourgeoisie, ayant sollicité l'appui de l'Angleterre et de la Prusse, cette dernière avait envahi les Provinces-Unies et Pitt saisit l'occasion de rendre du lustre à la diplomatie britannique en les détachant de la France. Il signifia qu'il interviendrait si l'armée française allait combattre les Prussiens. Brienne était aux prises avec les Parlements ; Montmorin, successeur de Vergennes qui venait de mourir, abandonna la partie. Le stathouder, rétabli, s'empara du pouvoir et une Triple Alliance l'unit à la Prusse et à l'Angleterre. Ce désastre, qui ne contribua pas médiocrement à diminuer en France le prestige de la monarchie, persuada Joseph II que son alliée ne prétendait à aucun rôle en Orient ; en tout cas, il excluait une entente entre les puissances occidentales.

D'ailleurs, si les embarras intérieurs paralysaient la France, ils n'épargnèrent pas Pitt lui-même. En 1788, Georges III perdit la raison ; son fils revendiqua la régence et, bien que ce fût un triste personnage, il semblait difficile de la lui refuser. Pitt n'en soutint pas moins que le choix du régent appartenait au Parlement et, sans écarter le prince, fit voter un bill qui limitait ses pouvoirs. S'il a gardé la réputation d'avoir maintenu le régime parlementaire malgré Georges III, cet épisode y a contribué. En fait, il savait répondre aux intentions du roi et il tenait surtout à gêner le prince, qui devait infailliblement le renvoyer, ainsi que Fox, qui le remplacerait. Mais ces longs débats furent en pure perte : en février 1789, le roi revint à la santé et Pitt resta au pouvoir. Dans l'intervalle, la crise européenne n'en avait pas moins commencé.

En août 1788, les Turcs, depuis longtemps irrités, prirent les devants et, tout d'abord, la guerre tourna en leur faveur. Les Russes se jetèrent sur Otchakov qui tenait l'embouchure du Dniepr et du Boug : la place tint bon. Pour les Autrichiens, ce fut pis : ayant échoué devant Belgrade, ils durent battre en retraite et les Turcs envahirent le Banat. Ulérieurement, ceux-ci finirent par faiblir : Laudon prit Belgrade et Souvorov Otchakov ; il semblait pourtant évident que le projet grec ne se réaliserait pas. D'autre part, l'échec retentissant de Joseph II avait encouragé ses sujets à la révolte, au point que l'État habsbourgeois

paraissait se décomposer quand son souverain mourut en février 1790. Il en résulta une nouvelle perspective de bouleversement.

La Suède et la Prusse profitèrent de la conjoncture. La première attaqua la Russie et parvint aux portes de Saint-Petersbourg. La noblesse suédoise sauva Catherine II en saisissant l'occasion d'arracher le pouvoir à Gustave III : une partie des officiers n'hésitèrent pas à refuser le service. Toutefois, par un nouveau coup d'État, le roi consolida et accrut son autorité : la guerre reprit et les Suédois, battus sur terre, l'emportèrent sur mer en 1790. La Prusse soutint les Liégeois insurgés en 1789 et intrigua en Belgique pour nuire à sa rivale ; elle ne souhaitait pas que la Russie dominât la Baltique ; Pitt non plus, attendu que le commerce britannique et hollandais y régnait sans conteste : les Danois se virent défendre d'intervenir contre la Suède. Toutefois, la Prusse estimait surtout que, si l'Autriche et la Russie s'agrandissaient aux dépens de la Turquie, elle méritait compensation en Pologne. Catherine II, qui occupait ce pays depuis le partage, n'entendait pas de cette oreille ; aussi les Prussiens s'appliquèrent-ils à exciter l'aristocratie polonaise à la révolte en lui promettant leur alliance. Un parti « patriote » grandissait en Pologne ; il améliorait l'organisation de l'enseignement, s'appliquait à éveiller le sentiment national et en venait à prétendre mettre fin à l'anarchie par la suppression du *liberum veto*. Le roi Stanislas Poniatowski, créature de Catherine, négociait bien un traité qui devait envoyer contre les Turcs ce qu'on avait laissé d'armée à la « République » ; mais, quand la Diète se réunit en septembre 1788 — ce devait être la « Grande Diète » —, les patriotes, sensibles aux offres fallacieuses de Frédéric-Guillaume, ne voulurent rien entendre : en mai 1789, ils exigèrent le départ des troupes d'occupation. Personne ne crut que la Prusse s'en tiendrait là ; on lui attribuait de grands desseins et de grands moyens ; mais l'événement manifesta la médiocrité de ses dirigeants et fut un digne prologue à l'aventure lamentable de 1792. En fait, elle oscillait entre deux politiques. D'après le « grand plan » que Herzberg présenta au roi en mai 1789, l'Autriche, étant pourvue en Turquie, restituerait la Galicie aux Polonais qui céderaient en retour Dantzic, Thorn et Posen à Frédéric-Guillaume : il imaginait que des démonstrations militaires suffiraient à imposer ces échanges. Le roi, moins crédule ou plus belliqueux, songeait au contraire à ôter à l'Autriche les Pays-Bas et peut-être à s'attribuer la Bohême ; il encourageait

les Belges et les Hongrois, comptait sur l'Angleterre et, en août 1789, massa une armée en Silésie. Alors qu'il fallait de la décision et de l'audace, il remit l'action au printemps suivant. Dans l'intervalle, Joseph II disparut et l'alliance anglaise se déroba.

Pitt jugeait précieuse l'alliance de la Prusse qui lui rendait le service de contenir la Russie et pouvait l'aider dans les Pays-Bas ; mais il ne se souciait aucunement de l'agrandir, surtout au prix d'un conflit armé. La Hollande était plus pacifique encore, ayant prêté de grosses sommes à Catherine II. La dissolution de la monarchie autrichienne les inquiétait, car elle romprait l'équilibre continental et livrerait à l'influence française la Belgique devenue indépendante. Ce qui leur importait, c'était de rétablir le *statu quo*. Pitt, d'autre part, avait les yeux tournés vers la mer et les colonies ; administrateur et financier avant tout, il ne désirait pas la guerre ; mais, quand il sentait l'adversaire incliné à fléchir, il se montrait volontiers audacieux et naturellement, les vainqueurs de la guerre d'Amérique s'imposaient comme cibles préférables. En 1787, il avait ainsi intimidé la France et mis la main sur la Hollande ; en 1790, ce fut le tour de l'Espagne. Elle venait de saisir quelques navires anglais à Nootka-sund sur la côte du Pacifique, au nord de la Californie, baie dont la possession se trouvait depuis longtemps contestée. Pitt exigea réparation et, en mai 1790, il arma. L'Angleterre disposait alors de 93 vaisseaux de ligne et l'Espagne n'en comptait que 34. La France se dérobant, Madrid révoqua la saisie et, sur un ultimatum, céda la baie, le 24 octobre. Ainsi occupé, on comprend que Pitt, pendant toute cette année, n'ait cessé de signifier aux Prussiens que leurs plans étaient étrangers à l'alliance.

Il lui eût été pourtant difficile de retenir Frédéric-Guillaume si ce dernier avait profité de la mort de Joseph II. Comme il n'en fit rien, Pitt eut le temps, pour se poser en médiateur, de s'entendre avec Léopold. Ce prince était d'imagination moins turbulente que son frère. Pour sauver l'Autriche, tout en lui conservant ce qu'il pourrait des conquêtes faites sur les Turcs, il lui fallait d'abord isoler la Prusse. Quand, en avril, les Anglais offrirent leurs bons offices sur la base du *statu quo ante*, il s'empressa d'accepter. Au surplus, il distinguait entre le *statu quo* pur et simple et le *statu quo* amélioré, en sorte qu'il ne s'abstint pas de négocier avec la Prusse pour obtenir le second. A la vérité, Kaunitz s'y opposa, mais Léopold avait son « secret » : le vice-chancelier, Philippe Cobenzl, et le référendaire Spielmann le

servirent, en dépit du « vieux papa ». Les conférences s'ouvrirent à Reichenbach, en Silésie, où 170.000 Prussiens faisaient face à 150.000 Autrichiens. Herzberg remaniait son plan pour tout concilier : l'Autriche ne rendrait plus que le sixième de la Galicie et réduirait en proportion ses conquêtes en Turquie ; la Prusse se contenterait de Dantzig et de Thorn. Aussitôt, les Anglais de faire grise mine et les Polonais de protester. Troublé, Frédéric-Guillaume renonça subitement à toute acquisition et Spielmann, navré, dut accepter le *statu quo* pur et simple, le 27 juillet.

En réalité, Léopold tira de l'arrangement tous les profits qu'il voulut ; en juin, il s'était réconcilié avec l'aristocratie magyare ; en novembre, son armée entra en Belgique ; et, au début de décembre, Bruxelles et Liège tombaient entre ses mains. Le 10 décembre, à La Haye, la Triple Alliance lui imposa la concession d'une amnistie et le maintien des privilèges provinciaux, mais il ne ratifia pas la convention. A Sistova, il négociait avec les Turcs, sans conclure. L'État autrichien reprenait son assiette. C'était, pour la Prusse, un désastre.

Elle s'en prépara un second. Catherine II, à son tour, se vit sommer d'accepter la médiation. Elle s'y attendait et, voyant Léopold abandonner la partie, fit sa paix avec Gustave III. Souvorov, vainqueur à Foczany en 1789 et parvenu au Danube, s'empara, le 22 décembre, d'Ismaïlia où il fit de la garnison et de la population un massacre épouvantable. Catherine refusa tout accommodement et, la Prusse lui laissant entendre qu'elle restait prête à un accord, peu s'en fallut qu'il ne se conclût sur le dos de la Pologne : le 26 mars 1791, une dépêche partit pour Berlin, offrant un second partage. Toute l'action contre-révolutionnaire en eût pris un autre tour ; mais la dépêche arriva trop tard.

Frédéric-Guillaume, dans l'incertitude, continuait à s'agiter. Sa camarilla lui conseillait de se rapprocher de l'Autriche afin d'isoler Catherine et lui aussi avait maintenant son « secret ». Laissant Herzberg dans l'ignorance de ses menées, Bischoffwerder, après une première avance à Léopold en septembre 1790, se rendit à Vienne en février 1791. Sans vouloir se brouiller avec la Russie, Léopold jugeait politique de ménager la Prusse : il écouta le favori sans rien promettre ; il n'en fallut pas davantage au brouillon crédule : de retour, il assura que l'Autriche demeurerait neutre en cas de conflit. Le 11 mars, le roi mit l'Angleterre en demeure de se prononcer sur une action coercitive contre la Russie.

Pitt, ayant humilié la France et l'Espagne, puis sauvé l'Au-

triche, atteignait alors l'apogée. La flotte anglaise restait mobilisée et Whitworth, ambassadeur à Pétersbourg, assurait que la Russie n'en pouvait plus. Le bluff avait réussi à Pitt jusqu'alors et il semble que le succès l'ait grisé. Ewart, son ambassadeur à Berlin, le poussait à liguier la Suède, la Pologne, la Turquie et la Prusse qui, sous l'égide de l'Angleterre, endigueraient définitivement l'expansion russe ; il se laissa persuader. Les 21 et 22 mars, le cabinet décida d'adresser un ultimatum à Catherine ; les Prussiens se hâtèrent d'adhérer. Mais Pitt avait compté sans les whigs. Avec la complicité de Vorontzov, le représentant de la Russie, ils soulevèrent l'opinion contre pareille guerre : les Anglais fournissaient les trois quarts des importations de ce pays ; soutiendraient-ils contre lui les Turcs, clients de la France, et de surcroît infidèles ? En ce temps, Pitt était seul à prévoir un danger pour les routes de l'Inde. Aux Communes, sa majorité s'effrita et le ministère se divisa. Dès le 6 avril, Pitt se résignait à la palinodie pour sauver son portefeuille ; l'intervention de Bernstorff, le ministre danois, assurant que Catherine s'en tiendrait à la limite du Dniestr, lui permit de sauver la face. Ewart fut renvoyé à Potsdam, le 20, avec mission d'avertir la Prusse que l'Angleterre l'abandonnait. Catherine triompha : « Chien qui aboie ne mord pas toujours. » Par le traité de Jassy (9 janvier 1792), elle garda Otchakov et la ligne du Dniestr.

Cette fois, la Prusse ne se voyait pas seule atteinte : la Pologne se sentit livrée à la vengeance de Catherine II. Le péril réconcilia le roi et les chefs des patriotes, Stanislas et Jean Potocki, Malachowski, Kollontaj et Czartoryski. Le 3 mai 1791, ils firent accepter en bloc par la Diète une nouvelle constitution qui abolissait le *liberum veto* et organisait une monarchie constitutionnelle, la succession de Stanislas étant assurée à la fille de l'électeur de Saxe. On devait prévoir que le temps manquerait à la Pologne pour se mettre en défense et que les Russes l'occuperaient de nouveau. Pareille perspective parut désastreuse à la Prusse et à l'Autriche ; elle les rapprocha définitivement. Herzberg disgracié, Bischoffwerder obtint, le 12 mai, qu'on fit des propositions à l'empereur et, le 11 juin, à Milan, il vit lui-même Léopold qui accepta l'alliance et promit de signer la paix avec les Turcs ; on convint que les deux princes se rencontreraient à Pillnitz, en Saxe. En échange, Léopold demanda que la Prusse reconnût avec lui la constitution polonaise, y compris la succession saxonne. Le traité définitif serait signé à Vienne. Les deux puissances allemandes paraissaient donc d'accord pour tenir

tête à la Russie. Mais leur entente reposait sur une équivoque. Léopold désirait sauver la Pologne, tandis que Frédéric-Guillaume aspirait à la démembrer ; pour ce dernier, l'alliance polonaise perdait toute valeur, la Diète ayant interdit, le 6 septembre 1790, de céder aucune partie du territoire national ; la constitution en avait encore moins puisqu'elle risquait de régénérer la Pologne : en détachant l'Autriche de la Russie, il comptait imposer à celle-ci un nouveau partage. En fin de compte, les événements pouvaient suivre la même marche qu'en 1772 : l'Autriche aurait cédé et la Triple Alliance restaurée eût pesé de tout son poids contre la France. Mais déjà les projets contre-révolutionnaires s'infiltraient dans la politique européenne ; avant de régler la question polonaise, les deux cours allemandes s'engagèrent imprudemment à l'Ouest, pour le plus grand profit de Catherine, et vouèrent leur coalition à la ruine avant même que de la former.

Ce fut la Prusse qui formula les premières propositions d'intervention en France, au lendemain même de son échec à Reichenbach. Frédéric-Guillaume posa deux conditions : la coopération de l'Autriche et une compensation pour les frais de guerre ; la Bavière lui céderait Juliers et Berg et se dédommagerait, ainsi que l'empereur, en Alsace et en Lorraine ; ces vues servirent de prétexte aux premières ouvertures de rapprochement avec l'Autriche en septembre 1790. On ne peut nier que les sentiments personnels de l'impulsif roi de Prusse à l'égard de Louis XVI et des émigrés aient contribué à cette initiative ; mais ce fut évidemment sa déconfiture à Reichenbach qui, par un détour singulier, lui présenta la contre-révolution comme une revanche : elle devait lui procurer, tout à la fois, un allié à la place de l'Angleterre défaillante et l'agrandissement indispensable à sa gloire. Ultérieurement, les nouvelles péripéties orientales ne lui firent pas oublier ces perspectives : en février 1791, Bischoffwerder déclara de nouveau à l'empereur que la Prusse le suivrait contre la France ; il le répéta à Milan, en juin.

Léopold fit d'abord la sourde oreille. Le 18 mai, il éconduisit, comme on l'a vu, le comte d'Artois à Mantoue. Catherine ne cessait de lui recommander d'entrer en France : c'était une raison de plus pour ajourner. Tout à coup, à Milan, il fit bon accueil aux offres de Bischoffwerder et la contre-révolution éventuelle constitua une des bases de l'accord : c'est qu'il venait de recevoir la lettre de Marie-Antoinette lui annonçant la fuite imminente. On a exagéré, en effet, l'indifférence de Léopold : il eût préféré

s'abstenir pour ne pas se placer entre deux feux : c'était sagesse ; mais, si le sort de Louis XVI et de sa sœur s'aggravait, il ne doutait pas qu'il eût le devoir de courir à leur aide. Pareil état d'esprit le mettait à la discrétion de Louis XVI : en fuyant, celui-ci lui força la main.

CHAPITRE II

LA FUITE DU ROI ET LA DÉCLARATION DE GUERRE A L'AUTRICHE (juin 1791-avril 1792)¹

La fuite de Louis XVI fut un des faits essentiels de la période, pour l'Europe comme pour la Révolution. Celle-ci savait que les rois lui étaient hostiles ; mais, comme ils étaient occupés ailleurs, elle aurait pu, quelque temps encore tout au moins, continuer paisiblement son œuvre. Ce fut l'initiative de Louis XVI qui précipita le conflit dont sa chute devait être le premier effet.

I. — L'ÉVÉNEMENT DE VARENNES ET SES CONSÉQUENCES EN FRANCE².

Depuis si longtemps que Fersen préparait l'évasion de la famille royale, on n'avait pu éviter les indiscretions et Marat,

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Ceux qui sont cités, p. 113 et p. 127, ainsi que, pour la politique européenne, p. 109 et p. 199.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur la fuite du roi, l'ouvrage principal est celui de Mgr Ch. AIMOND, *L'énigme de Varennes* (Paris, 1936, in-12) ; antérieurement, V. FOURNEL, *L'événement de Varennes* (Paris, 1890, in-8°), que G. LENOTRE, *Varennes* (Paris, 1905, in-12), n'avait pas fait oublier ; cf. G. BORD, *La fin de deux légendes. L'affaire Léonard* (Paris, 1909, in-8°). — Sur l'attitude des partis et l'affaire du Champ-de-Mars, A. AULARD, *Histoire politique* (citée p. 113), ch. V et VI ; A. MATHIEZ, *Le club des Cordeliers pendant la crise de Varennes*, cité p. 194 ; G. MICHON, *A. Duport*, cité p. 128 ; F. BRAESCH, *Les pétitions du Champ-de-Mars*, dans la *Revue historique*, t. CXLII, ann. 1923, p. 192-209 ; t. CXLIII, ann. 1923, p. 1-31, 181-197 ; cf. les observations d'A. MATHIEZ, *ibid.*, t. CXLIV, ann. 1923, p. 87-91 ; H. CHABAUT, *La pétition du club de Montpellier en faveur de la République*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. IV, ann. 1927, p. 547-560. — Sur les rapports des constitutionnels, et surtout de Barnave, avec la reine, la publication d'O. DE HEIDENSTAM, *Marie-Antoinette, Fersen et Barnave* (Paris, 1913, in-8°), fondée sur des documents tirés des papiers de Fersen, a donné lieu à une longue discussion, l'authenticité des textes étant généralement mise en doute. Le débat a été tranché par Alma SÖDERHJELM, *Marie-Antoinette et Barnave. Correspondance secrète (juillet 1791-janvier 1792)*. Première édition complète établie d'après les originaux (Paris, 1934, in-8° ; de la coll. « Les classiques de la Révolution ») : l'introduction résume cette polémique. — G. LEFEBVRE, *Le meurtre du comte de Dampierre* (22 juin 1791), dans *Revue historique*, t. CXCII, année 1941, p. 241-252.

entre bien d'autres, ne cessait de la prédire. Le soir du 20 juin, Bailly, inquiet, envoya aux Tuileries La Fayette qui les jugea bien gardées à l'instant même où les fugitifs en sortaient. A la faveur de quelle négligence ou de quelle complicité ? Ce point, le plus important de l'aventure, est aussi le plus obscur¹. Une lourde et somptueuse berline emmena Louis XVI et les siens vers Châlons, d'où ils devaient gagner Montmédy. Bouillé, installé à Stenay, envoya des détachements jusqu'au delà de Sainte-Menehould. Mais la berline prit cinq heures de retard ; la population, tenue en éveil par les peurs qui se succédaient dans l'est depuis 1789, se montrait nerveuse et défiante ; les chefs, désorientés, se retirèrent. Quand le roi parvint en pleine nuit en haut de la côte de Varennes, il n'y trouva pas le relais convenu et s'arrêta : ce fut sa perte.

Il ne se cachait guère ; mais, de ceux qui le reconnurent, aucun n'osa ou ne voulut agir, sauf Drouet, le maître de poste de Sainte-Menehould, dont la décision et l'énergie forcèrent le destin. Ayant rejoint à bride abattue la berline arrêtée, il la dépassa pour gagner le pont de l'Aire qu'il fit barricader. Quand, enfin, le roi y parvint, on l'arrêta et il avoua. Le tocsin ameutait les paysans ; des hussards, accourus, fraternisèrent avec eux. Au jour, les messagers de La Fayette apparurent et notifièrent les décrets de l'Assemblée : il fallut repartir. Le retour fut tragique, au milieu des foules menaçantes ; le comte de Dampierre étant venu saluer le roi, les paysans le mirent à mort. Le 25 juin, la famille royale réintégra les Tuileries sous bonne garde.

L'Assemblée donna l'exemple du sang-froid : elle suspendit le roi et le veto, commanda aux ministres et, de fait, organisa la France en République ; puis elle revint à son ordre du jour. Mais, jusqu'au fond des campagnes, l'émotion secoua le pays. Que la fuite du roi annonçât l'invasion, personne n'en douta : le long des frontières, les places fortes se mirent spontanément en état de siège et, dès le 21, l'Assemblée décida de tirer de la garde nationale 169 bataillons de marche. Ce fut encore une fois une « Grande peur » avec ses conséquences ordinaires. La joie éphémère des aristocrates accrut la réaction punitive : on molesta souvent nobles et prêtres réfractaires ; des châteaux flambèrent. Mais l'ennemi le plus redoutable désormais n'était-il pas

1. Les historiens de l'épisode n'en disent rien. Dans ses *Mémoires* (Paris, 1929, 2 vol. in-8°), le comte DE SAINT-PIERRE explique que La Fayette avait laissé sans garde une porte des Tuileries pour permettre à Fersen de monter librement chez la reine (t. II, p. 91-93).

Louis XVI ? D'un élan, on courut le reprendre. Comme otage, non comme roi.

A Paris, la nouvelle de sa fuite suscita, contre lui et la reine, une tempête d'invectives parfois grossières. Les républicains exultèrent. « Nous voilà enfin libres et sans roi », disaient les Cordeliers dans leur proclamation. Ils espérèrent entraîner les démocrates et, le 21, demandèrent à la Constituante de proclamer la République ou, tout au moins, de ne rien décider avant d'avoir consulté les assemblées primaires. Brissot, Bonneville et, le 8 juillet encore, le marquis de Condorcet adhèrent à la République. En province, un certain nombre de clubs se prononcèrent, plus ou moins clairement, dans le même sens. Mais le retour du roi et l'attitude de l'Assemblée enrayèrent le mouvement et, d'ailleurs, tous les démocrates ne se laissèrent pas convaincre : une République sans le suffrage universel et dont La Fayette prendrait la présidence, Robespierre n'en voulait pas. Plusieurs pensaient toujours au duc d'Orléans, et Marat, comme d'habitude, réclamait un dictateur. Robespierre insista pour qu'on se contentât de juger Louis XVI et de faire élire promptement la Législative, afin de se débarrasser de la Constituante devenue suspecte.

L'Assemblée nationale, demeurant inébranlable, dédaigna toutes les pétitions. Proclamer la République, c'était provoquer la guerre ; c'était aussi ouvrir la voie à la démocratie, encourager la sourde révolte des paysans et les grèves qui, au printemps, venaient d'alarmer la bourgeoisie. La Constituante avait spontanément pris parti, dès la première heure, en dénonçant « l'enlèvement du roi » et en créant ainsi la fiction qui permettrait de l'absoudre. Les triumvirs et La Fayette se réconcilièrent et, le 21 au soir, Barnave donna le mot d'ordre aux Jacobins : « La Constitution, voilà notre guide ; l'Assemblée nationale, voilà notre point de ralliement. » La Révolution est terminée, dira-t-il bientôt à l'Assemblée ; au delà, il n'y a plus que la subversion de la société. Pour empêcher les assemblées électorales, déjà convoquées, d'exprimer des vœux favorables aux républicains, un décret ajourna les élections. Le roi revenu, Du Port et Barnave lui soufflèrent ses réponses et Barnave entretint désormais une correspondance secrète avec la reine ; Louis XVI reconnut qu'il s'était trompé sur l'état d'esprit des Français et laissa entendre qu'il accepterait la Constitution. Deux décrets des 15 et 16 juillet mirent en accusation les auteurs de l'« enlèvement » et disculpèrent les souverains.

Cependant, le 15 au soir, les Jacobins, envahis par une foule accourue du « cercle social » et menée par les Cordeliers, acceptèrent de participer à une nouvelle pétition qui demanderait à l'Assemblée de remplacer Louis XVI — « par tous les moyens constitutionnels », ajouta Brissot qui mit au point le texte le lendemain. Au Champ-de-Mars, où on devait la signer, les Cordeliers protestèrent contre cette adjonction qui ne pouvait profiter qu'au duc d'Orléans. On en référa aux Jacobins : ayant reçu le décret qui venait d'absoudre le roi, ils renoncèrent au projet. Robespierre approuva cette décision ; mais les Cordeliers persistèrent et, le 17, furent fidèles au rendez-vous ; on rédigea, séance tenante, au Champ-de-Mars, un nouveau texte sur l'autel de la patrie.

Cette foule n'était pas armée et, d'ailleurs, une insurrection n'aurait eu aucune chance de succès, car la garde nationale, exclusivement bourgeoise, se montrait fort animée contre la « canaille ». Toutefois, les pétitions successives, provoquant des manifestations tumultueuses, mobilisaient peu à peu les ouvriers des ateliers de charité qu'on venait de licencier. On rapportait des propos menaçants et des incidents graves : le matin même, on massacra deux hommes surpris sous l'autel de la patrie. Bailly et La Fayette, encouragés par la Constituante, résolurent de faire un exemple. Le drapeau rouge fut déployé, la garde nationale envahit le Champ-de-Mars et fit feu : nombre de pétitionnaires furent tués ou blessés. Incontinent, on les accusa de complot ; les prisons s'emplirent ; plusieurs journaux démocrates disparurent ; les Cordeliers suspendirent un moment leurs séances et les Jacobins se virent menacés de dissolution par la scission de presque tous les députés qui allèrent installer un nouveau club aux Feuillants : Robespierre tint tête à peu près seul et finit par sauver l'association. Le parti patriote ne s'en trouva pas moins coupé en deux : d'un côté, les constitutionnels, la bourgeoisie censitaire, qui, pour maintenir leur œuvre compromise, se montraient disposés à s'entendre avec le roi et les « noirs » ; de l'autre, les démocrates, parmi lesquels les républicains prendront de plus en plus d'influence ; entre eux, le sang du Champ-de-Mars et la terreur « tricolore ».

Maîtres de la situation, Du Port, Barnave et les Lameth essayèrent de se rallier la droite pour reviser la Constitution : on aurait accru les pouvoirs du roi, aggravé le cens, établi une seconde chambre, rétabli la noblesse, autorisé la réélection et l'accession des députés au ministère. Cette tentative échoua quant à l'es-

sentiel : les « noirs » demeurèrent irréductibles et une partie des patriotes refusa d'aller si loin. Louis XVI, pourtant, se résigna à accepter la Constitution et fut remis en possession de son autorité. Mais aucune illusion n'était plus possible sur ses sentiments réels. Varennes avait « déchiré le voile ».

II. — LA DÉCLARATION DE PILLNITZ (27 AOÛT 1791)¹.

Par toute l'Europe, l'arrestation du roi toucha les cœurs et, surtout en Angleterre, offensa le loyalisme. Les souverains firent un retour sur eux-mêmes. « Quel exemple effrayant ! », s'écria le roi de Prusse. L'Espagne intervint la première ; dès le 1^{er} juillet, Florida-Blanca expédia une note menaçante. Montmorin et l'ambassadeur Nuñez, également inquiets, l'adoucirent : Nuñez fut blâmé et rappelé. Toutefois, Charles IV n'insista pas : il se rabattit sur les résidants français qu'il mit en demeure, le 20 juillet, de lui prêter serment sous peine d'expulsion. Tous les yeux se tournaient vers l'empereur. L'événement l'avait atterré ; mais il n'hésita pas : le 6 juillet, de Padoue, il proposa aux cours de se concerter pour sauver la famille royale et la monarchie française ; puis, le 4 août, il signa la paix avec les Turcs à Sistova. La Diète, de nouveau, s'agita et conclut à une intervention de l'Empire en faveur des princes lésés par la Révolution. Bischoffwerder se réjouit de voir Léopold disposé à l'offensive et, sans demander d'autorisation, signa, le 25 juillet, à Vienne, la convention prévue à Milan. Le roi de Prusse la ratifia, le 12 août, malgré ses ministres, et partit pour Pillnitz avec une suite d'officiers, sans aucun diplomate.

Cependant, Léopold revenait déjà aux tempéraments. Les réponses qu'il recevait ne se montraient pas encourageantes. En Angleterre, Georges III signifia que, malgré l'intérêt qu'il portait à Louis XVI, il garderait la neutralité ; Charles IV d'Espagne et Victor-Amédée III de Sardaigne attendaient que l'Autriche commençât la guerre pour ne pas s'exposer aux premiers coups ; seuls, Catherine II et Gustave III de Suède adhéraient avec chaleur à l'action concertée. Léopold comprenait bien que l'armée russe, avant de combattre les Français, occuperait la Pologne et l'attitude de la Prusse, à l'égard de ce pays, l'inquiétait. En juin, Frédéric-Guillaume avait signifié aux Polo-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir les ouvrages relatifs à la politique européenne, p. 220 ; J. CHAUMIÉ, *Les relations diplomatiques entre l'Espagne et la France de Varennes à la mort de Louis XVI* (Bordeaux, 1957 ; fasc. XXVII de la « Bibliothèque de l'École des hautes études hispaniques »).

nais que l'alliance de 1790 ne garantissait pas la constitution adoptée postérieurement et, le 9 août, il remontra aux Autrichiens qu'il ne pouvait s'expliquer sur cette dernière tant que la Russie gardait le silence.

Si la Constituante avait détrôné Louis XVI, Léopold eût passé outre ; la prudence et la modération de l'Assemblée lui permirent de penser à ses intérêts. Le 11 juillet, Barnave, Du Port, Lameth et La Fayette annonçaient à Mercy, qui représentait maintenant l'empereur à Bruxelles, la discussion imminente du rapport disculpant le roi ; si les souverains poussaient au pire, ils donneraient à leurs sujets « l'exemple contagieux d'un roi détrôné ». Le 30 juillet, ils dictèrent à la reine une lettre qui conseillait la paix à Léopold. Ils dépêchèrent l'abbé Louis à Mercy pour tâcher de le ramener à Paris.

La reine, il est vrai, désavoua sa démarche officielle le jour même. « Il ne s'agit que de les endormir et leur donner confiance pour mieux les déjouer après », répétait-elle le 26 août ; « nous n'avons plus de ressources que dans les puissances étrangères ; il faut à tout prix qu'elles viennent à notre secours, mais c'est à l'empereur à se mettre à la tête de tous ». Léopold trouva plus sage, pour Louis XVI et pour lui-même, d'accepter les offres des Feuillants. Le 20 août, il fit savoir que les puissances reconnaîtraient la Constitution que Louis XVI aurait acceptée et, à Pillnitz, Frédéric-Guillaume dut renoncer à prêcher l'intervention armée.

La sagesse, dès lors, commandait le silence : une menace sous conditions ne pouvait que perdre les Feuillants. Mais c'était justement là ce que voulait le comte d'Artois, et ni Léopold ni Kaunitz n'aperçurent le piège : ils s'imaginaient au contraire qu'un manifeste intimiderait les séditieux et accroîtrait l'autorité des constitutionnels. Les deux souverains décidèrent donc de publier la déclaration du 27 août ; le rétablissement de l'ordre en France étant d'intérêt européen, ils invitaient les autres monarques à joindre leurs forces aux leurs ; « alors et dans ce cas », ils passeraient à l'action. Comme l'Angleterre, au moins, manquerait toujours au concert, Léopold gardait les mains libres. « Alors et dans ce cas », disait-il, « sont pour moi la loi et les prophètes. » Toutefois, il lui convenait que les Jacobins prissent peur et il laissa les princes français interpréter la déclaration comme un ultimatum.

Le 14 septembre, Louis XVI accepta la Constitution et, par là même, se trouva rétabli ; le 30, la Constituante se sépara.

Léopold se félicita de la décision du roi et ne laissa aucune illusion à Marie-Antoinette. « Quel malheur, écrivait-elle, que l'empereur nous ait trahis. » Le 3 décembre, Louis XVI écrivit personnellement au roi de Prusse pour lui demander secours contre ses sujets rebelles : Frédéric-Guillaume se déclara incapable d'agir seul. Léopold ne perdait pas de vue l'alliance prussienne ; en novembre, il rouvrit les négociations pour la conclusion définitive de l'accord ; mais il s'agissait pour lui d'arracher à la Russie la garantie du nouvel état des choses en Pologne.

Cependant, persuadé qu'il avait sauvé Louis XVI en intimidant la Constituante, il persistait à refréner l'audace des factieux par la menace ; le 12 novembre, une circulaire invita encore une fois les cours à réaliser le concert. La déclaration de Pillnitz courait le monde et, d'après l'opinion générale, les puissances préparaient la guerre pour le printemps. Peu à peu, les sentiments des Jacobins se manifestaient tout contraires à l'attente de Léopold ; loin de s'humilier devant lui, ils le prenaient à partie et allaient bouleverser tous ses plans.

C'est devenu un lien commun de vitupérer leur maladresse ou leur sottise ; que ne s'en rapportaient-ils aux diplomates ? On leur eût expliqué la règle du jeu. Il se peut. Néanmoins, c'est avec raison qu'ils jugeaient la Révolution menacée. Surtout par la Prusse, à la vérité, et, à cet égard, leur erreur fut profonde ; mais, l'affaire de Pologne réglée, Léopold pouvait se retourner contre eux. Les Français, au surplus, ignorant le secret des cours, entendirent nécessairement la déclaration dans le sens que les émigrés lui donnaient, du consentement de ses auteurs. Enfin, faut-il oublier que toute menace d'intervention, même inoffensive, est une offense ? La prudence, peut-être, conseillait de la dédaigner ; mais aucune nation ne l'eût pardonnée.

III. — L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE ET LA POLITIQUE GIRONDINE (OCTOBRE-DÉCEMBRE 1791)¹.

Depuis l'affaire du Champ-de-Mars, les Feuillants paraissaient maîtres de la France. On ne parlait plus de République et Collot

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour l'histoire de la Législative, se reporter aux ouvrages d'ensemble cités p. 228. La liste des députés se trouve dans A. KUSCINSKI, *Les députés à l'Assemblée législative* (Paris, 1900, in-8°). La politique des Feuillants est étudiée par G. MICHON, *A. Dupont*, cité p. 128 ; sur le ministère de Narbonne, E. DARD, *Le comte de Narbonne* (Paris, 1943, in-8°) ; J. POPEREN et G. LEFEBVRE, *Études sur le ministère de Narbonne*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. 19, ann. 1947, p. 1-36, 193-217, 292-321 ; consulter

d'Herbois publiait son royaliste *Almanach du père Gérard*. La Législative, qui se réunit le 1^{er} octobre 1791, comprenait une énorme majorité de constitutionnels sincères. Du Port, Barnave et Lameth croyaient mener le roi et la reine ; ils choisirent plusieurs ministres : notamment de Lessart et Narbonne qui remplacèrent Montmorin aux Affaires étrangères et Duportail à la Guerre. En réalité, leur influence resta faible ; Barnave blâma en vain le recrutement contre-révolutionnaire de la garde constitutionnelle du roi et insista inutilement pour qu'on formât la maison civile en y appelant un certain nombre de constitutionnels. Ils n'entretenaient pas de bons rapports avec La Fayette, qui ne les avait pas toujours suivis lors de la revision, et laissèrent élire contre lui à la mairie de Paris un démocrate avéré, Pétion.

aussi les ouvrages relatifs à Mme de Staël, particulièrement lady BLENNERHASSET, *Frau von Staël, ihre Freunde und ihre Bedeutung in Politik und Literatur* (Berlin, 1887-1889, 2 vol. in-8°), t. II, liv. II, ch. II ; l'ouvrage a été traduit en français par A. DIETRICH, *Madame de Staël et son temps* (Paris, 1890, 3 vol. in-8°) ; D.-G. LANG, *Madame de Staël, la vie dans l'œuvre* (Paris, 1924, in-8°). — Sur les négociations de Louis XVI avec l'étranger, voir J. FLAMMERMONT, *Négociations secrètes de Louis XVI et du baron de Breteuil, décembre 1791-juillet 1792* (Paris, 1885, in-8°).

Sur les Girondins, les ouvrages d'ensemble sont vieillies ou de polémique : J. GUADET, *Les Girondins* (Paris, 1861, 2 vol. in-8°) ; E. BIRÉ, *La légende des Girondins* (Paris, 1881, in-12) ; on se reportera aux ouvrages d'A. AULARD, *Histoire politique* (citée p. 113), II^e partie, ch. VII, et *Les orateurs de la Législative et de la Convention* (Paris, 1885, 2 vol. in-8° ; 2^e éd., 1906), t. I, liv. III-V, t. II, liv. VI-VII ; M. J. SYDENHAM, *The Girondins* (London, 1961, in-8°) ; d'un point de vue social, voir A. SOBOUL, *Sur la fortune des Girondins, dans Annales historiques de la Révolution française*, 1951, p. 181-185 et p. 298 ; 1954, p. 256-259. Parmi les biographies, on peut citer : Miss E. ELLERY, *Brissoï* (Cambridge, Mass., 1915, in-8°) ; E. LINTILHAC, *Vergniaud* (Paris, 1920, in-8°) ; É. CHAPUISAT, *Figures et choses d'autrefois* (Genève, 1925, in-8°), étude sur Clavière, p. 9-170 ; ce dernier personnage apparaît souvent, du point de vue de ses opérations financières, dans les 3 volumes de J. BOUCHARY, sur *Les manieurs d'argent*, cités p. 52, et occupe notamment une partie du t. I. Sur l'Égérie de la Gironde, il n'existe pas d'étude d'ensemble satisfaisante ; il faut se reporter aux publications de Cl. PERROUD, *Mémoires de Madame Roland* (Paris, 1905, 2 vol. in-8°) ; *Lettres de Madame Roland, 1780-1793* (Paris, 1900-1903, 2 vol. in-4° ; de la « coll. des documents inédits sur l'histoire de France ») ; *Roland et Marie Phlipon, lettres d'amour, 1777-1780* (Paris, 1909, in-8°) ; Une amie de Madame Roland ; souvenirs de Sophie Grandchamp, dans la revue *La Révolution française*, t. XXXVII, ann. 1899, p. 65-89, 153-170. Ajouter Édith BERNARDIN, *Les idées religieuses de Madame Roland* (Paris, 1933, in-8°) ; des « Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg », 2^e série, n° 11). — Sur Dumouriez, voir le livre d'A. CHUQUET, *Dumouriez* (Paris, 1914, in-8°). — Sur l'opposition de Robespierre à la guerre, les biographies citées p. 128 ; G. MICHON, Robespierre et la guerre, dans les *Annales révolutionnaires*, t. XII, ann. 1920, p. 265-311, et *Robespierre et la guerre révolutionnaire* (Paris, 1937, in-8°) ; M. EUDE, La politique de Robespierre en 1792, d'après « Le Défenseur de la Constitution », dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1956, p. 1-28 et p. 113-138. — Sur les réfugiés, A. MATHIEZ, *La Révolution et les étrangers*, cité p. 200 ; O. LEE, *Les comités et les clubs des patriotes belges et liégeois, 1791-an III* (Paris, 1931, in-8°).

Surtout, ils ne siégeaient pas à l'Assemblée et ne tenaient pas en main la majorité : 264 députés seulement s'inscrivirent aux Feuillants, 136 aux Jacobins et aux Cordeliers ; restait une masse incertaine de 350 constitutionnels, la moitié de l'Assemblée, chez qui le souvenir de Varennes et de Pillnitz éveillait contre le roi une méfiance invincible.

L'opinion restait inquiète. Aristocrates et prêtres réfractaires s'agitaient plus que jamais. En août, ils avaient suscité des troubles en Vendée et, en février 1792, soulevèrent la Lozère ; à Avignon, le 16 octobre 1791, ils mirent à mort le maire Lescuyer que les patriotes vengèrent par le massacre de la Glacière. Depuis Varennes, l'émigration s'accroissait, spécialement dans l'armée. Le roi gardait son homme dans le gouvernement : Bertrand de Moleville, ministre de la Marine ; les attaques contre le « comité autrichien », où le soupçon confondait les agents du roi et les triumvirs, troublaient les modérés eux-mêmes ; les sommations de l'étranger révoltaient La Fayette, jaloux de la dignité nationale. L'assignat baissait. Les nouvelles de Saint-Domingue consternaient la métropole : les mulâtres eux aussi luttèrent maintenant contre les blancs et Port-au-Prince fut dévasté en novembre. L'incertitude énervait les révolutionnaires et, quand la gauche proposa « de grandes mesures » pour rétablir la sécurité et la confiance, les modérés cédèrent aisément.

Cette gauche subit l'ascendant d'hommes nouveaux dont l'impulsion, jusqu'en juin 1792, fut décisive et au premier rang desquels se placèrent Brissot, député de Paris, et Vergniaud, le plus connu des députés de la Gironde. On les appela Brissotins et, surtout depuis Lamartine, nous les nommons Girondins. Cette seconde génération révolutionnaire, à laquelle les constituants ouvrirent la voie en s'interdisant la réélection, se recrutait en partie dans la petite bourgeoisie, instruite, mais pauvre, d'avocats et de novellistes. L'enthousiasme et l'ambition ne les poussaient pas seuls au pouvoir où ils feraient carrière : plus d'un fut également sensible à ses agréments et au charme des salons que la politique leur ouvrait. Ils frayèrent avec la bourgeoisie d'affaires — armateurs, négociants, banquiers — qui désirait en finir avec la contre-révolution, pour rétablir l'assignat, et qui ne répugnait pas à une guerre où les fournisseurs gagneraient beaucoup d'argent, pourvu que, restant continentale, elle ne compromît pas la prospérité des ports — Marseille, Nantes, surtout Bordeaux —, centres vitaux du capitalisme de ce temps, qui jouèrent un si grand rôle dans l'histoire du parti.

De par leurs origines et leur formation philosophique, les Girondins acceptaient la démocratie politique ; mais leurs goûts et leurs liaisons les portaient à exiger qu'elle respectât la richesse et qu'elle consacraît les talents. De fait, Brissot et Vergniaud ne manquaient pas de mérites ; mais ils péchaient par le caractère. Après une vie errante de nouvelliste à gages, Brissot était parvenu à la notoriété grâce aux « amis des noirs » et au *Patriote français*. Besogneux, il avait servi le duc d'Orléans, des spéculateurs comme Clavière, et aussi La Fayette ; on contestait sa délicatesse, mais il mourut pauvre. Ayant voyagé en Angleterre, en Suisse, aux États-Unis, il croyait connaître les cours et les peuples : il s'institua le diplomate de la Gironde. Il en fut aussi le « faiseur », par ses relations étendues, son activité incessante, son enjouement et sa facilité qui lui donnaient du liant. Mais il était brouillon ; l'impression de légèreté et d'étourderie que laisse la conduite des Girondins, c'est de lui surtout qu'elle vient, quoique leur romantisme politique fût en harmonie avec la jeunesse et la provenance sociale de la plupart d'entre eux. Vergniaud respire plutôt la mollesse et l'incertitude. Fils d'un marchand de Limoges, il avait fini, après de longs tâtonnements, par trouver sa voie au barreau de Bordeaux où il s'était lié avec Guadet, Gensonné, Grangeneuve ; la Révolution l'unit à des négociants, Ducos et Boyer-Fonfrède. Le groupe trouva en lui son meilleur orateur. Par l'assaut des répétitions passionnées, quelques-unes de ses harangues comptent parmi les plus pathétiques. A plusieurs reprises, il fut la voix de la nation et sut évoquer les décisions tragiques que la politique de son parti devait imposer à la Révolution, avec une logique implacable qui, déjà, semblait un acte. Mais son épicurisme élégant et mesuré ajournait les initiatives redoutables. Il procura aux Girondins le moyen de se concerter, à la table et dans le salon luxueux de Mme Dodun, veuve d'un fermier général, place Vendôme ; sous le charme de leurs propres discours, ils oubliaient de conclure.

Pour se faire écouter de l'Assemblée, les Girondins ne virent d'autre moyen que de foncer sur les ennemis de la Révolution. Et d'abord, à partir du 20 octobre, Brissot, Vergniaud, Isnard s'en prirent au comte d'Artois, au comte de Provence qui avait fui en même temps que le roi, aux émigrés ; ils obtinrent contre eux deux décrets, le 31 octobre et le 9 novembre. Ils s'attaquèrent aussi aux réfractaires. Non qu'ils fussent très attachés à l'Église constitutionnelle : la plupart tenaient de Voltaire et des encyclopédistes plutôt que de Rousseau et n'avaient pas l'âme religieuse ;

plus tard, le 26 mars 1792, Guadet critiquera vertement Robespierre pour avoir assuré, dans une circulaire aux Jacobins affiliés, que la Providence protégeait la Révolution, et Sonthonax s'écriera : « Point de capucinades. » Le 3 novembre 1791, le rapport de Gensonné désapprouva implicitement la Constitution civile du clergé et conseilla de créer l'état civil et d'étendre la laïcisation à l'enseignement et à l'assistance ; du moins conservait-il le budget du culte ; mais, quelques jours avant, Ducos avait demandé la séparation de l'État et de l'Église. La Constituante, au cours de la revision, ayant détaché de la Constitution la Constitution civile du clergé, la Législative pouvait la révoquer ; mais elle n'entendait pas abandonner les prêtres fidèles à la Révolution. D'autre part, le serment à la Constitution prescrit le 27 novembre 1790 ne concernant plus la Constitution civile du clergé, les objections des réfractaires perdaient leur valeur ; aucun ne songea pourtant à le prêter : le conflit s'affirmant politique, ils faisaient le jeu des aristocrates. A ce titre, si l'Assemblée refusa de les interner, elle les soumit, le 29 novembre, à des sanctions en cas de troubles et supprima le *simultaneum*.

Aux sanctions contre les émigrés, le roi opposa son veto. Au surplus, on ne pouvait se dissimuler leur caractère illusoire ; une sommation à l'électeur de Trèves de dissoudre leurs rassemblements les atteindrait plus sûrement ; aussi, le 29 novembre, Louis XVI fut-il prié de la lui adresser. L'archevêque étant prince d'Empire, il demanderait certainement avis et secours à la Diète et à l'empereur. L'attaque des Girondins, développée avec une sorte d'« audace sournoise », a écrit Jaurès, échauffait ainsi l'opinion pour l'amener à se tourner contre l'Autriche. Qu'espéraient-ils de cette tactique ? Avant tout et pour eux, un grand rôle et la popularité. Mais ils comptaient aussi mettre le roi au pied du mur et libérer la Révolution de l'oppressant soupçon. Si Louis XVI interpellait l'électeur, il renonçait en fait au veto ; resterait à lui imposer des ministres patriotes qui mèneraient la guerre. Brissot croyait le succès certain et rapide si l'on surprenait l'Autriche, car l'appel aux peuples opprimés serait d'un effet irrésistible. « Le moment est venu », disait-il le 31 décembre, « d'une nouvelle croisade ; c'est une croisade de liberté universelle. » Les réfugiés applaudissaient et les Girondins enrôlaient dans leurs rangs le banquier Clavière, immigré genevois ; le 18 décembre, une députation anglaise, que conduisait le fils de Watt, provoqua aux Jacobins une scène d'enthousiasme. Dans le nord, les Belges s'organisaient pour le combat et les Liégeois

demandaient à former une légion. La Belgique et la rive gauche du Rhin seraient d'abord délivrées. Rien n'était plus propre à enflammer les idéalistes assurés de donner la liberté au monde et à gagner les réalistes, séduits par les avantages de l'expansion française.

Pourtant, les Girondins n'eussent peut-être pas réussi à entraîner le gouvernement sans leur collusion avec les partisans de La Fayette et sans le revirement secret de la Cour. La Fayette et ses amis comptaient prendre le commandement des armées, et la guerre qui, dans l'esprit de la Gironde, devait annuler le pouvoir du roi, leur paraissait propre, au contraire, à le fortifier ; elle justifierait les mesures à prendre contre les factieux et, au besoin, on se servirait des troupes victorieuses pour les écraser. Le salon de Mme de Staël était le foyer de ce groupe et, le 9 décembre, son amant, le comte de Narbonne, noble de cour lié aux Bourbons par sa naissance, mais gagné à la Révolution, devint ministre de la Guerre : ses arrière-pensées l'accordaient avec les Fayettistes. Le marquis de Condorcet servit de trait d'union avec les Brissotins. Éditeur de Voltaire, représentant de la philosophie, il allait devenir le penseur de la Gironde et le rénovateur de l'instruction publique. Avant d'adhérer à la République, il avait figuré au club de 89 et, directeur de la Monnaie, il entretenait des rapports avec la finance : il mena Brissot et Clavière chez Mme de Staël. Les deux partis poursuivaient des fins opposées ; mais, ayant l'un et l'autre la guerre pour premier objectif, ils pouvaient s'entendre pour la provoquer. Le 29 novembre, c'était Daverhoul, un Fayettiste, Hollandais d'origine, qui avait proposé la sommation à l'électeur. Toutefois, l'accord se trouva menacé par l'opposition des amis de La Fayette, qui soutinrent sur ce point le triumvirat, au décret contre les réfractaires que Louis XVI rejeta, le 19 décembre, à la demande du Département de Paris. La Gironde céda et maintint son appui total à Narbonne.

Du Port, Barnave et les collègues de Narbonne étaient hostiles à la politique de ce dernier : ils se résignèrent pourtant à la sommation, comptant sur Léopold à qui les deux premiers adressèrent un mémoire pour lui recommander de disperser les émigrés. Cette démarche marque la fin de leur effort collectif : Du Port continua de combattre Narbonne et la Gironde, mais Barnave se retira en Dauphiné d'où, venant à raisonner comme La Fayette, il finit par conseiller à ses amis d'appuyer les ministres patriotes.

Le 14 décembre, le roi vint annoncer à l'Assemblée qu'il allait envoyer la sommation à l'électeur et Narbonne demanda la constitution de trois armées, dont l'une pour La Fayette. On eût bien surpris Feuillants et Girondins en leur révélant que Louis XVI cédait de bonne grâce. Désespérant du concert, il s'était résolu à forcer la main, encore une fois, aux rois qu'il implorait en vain : attaqués, il leur faudrait bien venir à son secours. Les révolutionnaires faisaient son jeu. La reine écrivit à Fersen, le 14 décembre : « Les imbéciles ! Ils ne voient pas que c'est nous servir. » Et Louis XVI à Breteuil, le même jour : « Au lieu d'une guerre civile, ce sera une guerre politique et les choses en seront bien meilleures. L'état physique et moral de la France fait qu'il lui est impossible de la soutenir une demi-campagne. »

Ce fut au sein de la gauche même que la guerre trouva son adversaire le plus résolu et le seul qui s'obstina. Revenant d'Arras, à la fin de novembre, Robespierre ne s'y montra pas défavorable tout d'abord ; bientôt, l'attitude de La Fayette, de Narbonne et du roi l'éclaira sur la réaction que la guerre préparait. Le 16 décembre, il prononça contre elle son premier discours aux Jacobins. Pendant quelque temps, Danton, Camille Desmoulins, certains journaux le soutinrent ; ils se turent peu à peu, tandis que Robespierre persista jusqu'au bout. Avec une clairvoyance surprenante, il montra les périls : la résistance des peuples contre les « missionnaires armés », la dictature inévitable, les charges écrasantes, la lassitude et le dégoût. Il exaspéra surtout la Gironde, en dénonçant sa situation équivoque : la voilà qui se portait garante de La Fayette, l'homme du Champ-de-Mars, et qui exigeait qu'on fît crédit à Narbonne, ministre du roi, parce que la guerre exigeait l'union ! Percant le dessein des Feuillants, il soutenait qu'il fallait, avant de combattre, maîtriser le roi et chasser de l'armée les officiers contre-révolutionnaires.

Il dénigrait pourtant la Gironde à l'excès : elle ne se trompait pas en jugeant la Révolution menacée, alors qu'il insistait sur les intentions pacifiques des souverains ; la propagande ne répondit pas aux espoirs, mais elle ne fut pas sans écho ; il ne dénonçait pas la complicité de Brissot avec la Cour, mais il y faisait penser, et d'ailleurs les Girondins lui rendaient la pareille. En tout cas, ses efforts n'empêchèrent pas la propagande belliqueuse de gagner l'adhésion de la plupart des patriotes ; les dangers qu'il décrivait, trop réels, mais lointains, n'émurent pas les Français ; la guerre ne les inquiétait pas, car, les volontaires

s'en chargeant, l'idée ne leur venait pas que bientôt on les y appellerait aussi. Bien que Robespierre ait toujours conservé des partisans aux Jacobins, sa popularité, si grande à la fin de la Constituante, décrut même visiblement jusqu'en juillet.

La guerre à la fois défensive et idéologique que prêchèrent les Girondins, exerça sur l'imagination des révolutionnaires une incontestable séduction et son prestige survécut aux catastrophes qu'elle engendra. Ses promoteurs sont restés populaires parce qu'ils semblent incarner la nation en sa jeunesse, toute frémissante de la délivrance et fière d'offrir à « ses sœurs » la liberté. Ce n'est pas leur imprudent dessein qui causa leur perte, mais leur faiblesse dans l'exécution. Car ils voulaient, par la guerre, démasquer et frapper les traîtres. « Marquons d'avance une place aux traîtres et que cette place soit l'échafaud », s'écria Guadet le 14 janvier 1792, et Brissot avait déjà dit : « Nous avons besoin de grandes trahisons ; le peuple est là ! » « Mais, vous, représentants du peuple, » riposta Robespierre, « n'y êtes-vous pas aussi ? Et qu'y faites-vous, si vous ne savez que l'abandonner au droit terrible d'insurrection ? ». Au moment décisif, ils n'osèrent.

IV. — L'ALLIANCE AUSTRO-PRUSSIENNE (DÉCEMBRE 1791-AVRIL 1792)¹.

Louis XVI et les partisans de la guerre s'imaginaient que l'électeur et l'empereur repousseraient la sommation. Tout au contraire, une effroyable panique bouleversa les pays rhénans, l'aristocratie étant convaincue que la révolte éclaterait à l'apparition des Français. Quand l'électeur implora l'empereur, celui-ci, qui n'avait pour les émigrés ni estime ni sympathie, ne lui promit protection qu'à la condition qu'il les disperserait à la fin de décembre : ils se débandèrent donc, sans aller d'ailleurs bien loin ; seuls, les frères de Louis XVI furent tolérés ouvertement à Coblenz. La Législative, en retour, ordonna de dissiper dans le nord les rassemblements brabançons.

Mais, ajournant encore une fois l'intervention, Léopold n'en restait pas moins fidèle à l'intimidation. Le 10 décembre, il ratifia la résolution de la Diète qui accordait la protection de l'Empire aux princes possessionnés en Alsace. Le 21, il avertit la France que ses troupes des Pays-Bas défendraient Trèves. En même temps, il stigmatisait la conduite des Jacobins ; expri-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ceux qui sont mentionnés p. 220, particulièrement ceux de R. H. LORD et de K. HEINDRICH.

mant l'espoir qu'ils ne l'obligeraient pas à venir les réduire, il renouvelait les menaces de Pillnitz. Kaunitz devait développer le même thème, le 17 février et le 18 mars, avec plus de virulence encore.

D'autre part, Léopold poursuivait ses négociations préparatoires. Le 20 décembre, il pressa la Prusse de signer le traité dont il semblait faire si peu de cas jusque-là. Ce fut Frédéric-Guillaume qui, cette fois, tergiversa ; il signifia que l'Autriche se trompait sur le sens de l'accord du 25 juillet : ce n'était pas *la* libre constitution polonaise, c'est-à-dire celle du 3 mai 1791, qu'on avait garantie, mais *une* libre constitution. On abandonnait donc la Pologne ? Léopold ne fit pourtant aucune objection et, à ce prix, obtint le traité du 7 février qui stipulait l'envoi de 20.000 hommes au secours de la puissance attaquée. Précaution défensive, dira-t-on, et que justifiait l'attitude de la France. On oublie que cette alliance ne joua jamais ; au moment même qu'elle fut conclue, elle se trouvait déjà dépassée. Le 17 janvier, en effet, une conférence ministérielle adoptait, à Vienne, un plan d'entente européenne qui fut soumis à la Prusse, le 25. Le succès en paraissait de plus en plus improbable ; au début de l'année, la Russie, d'accord avec l'Espagne, déclarait qu'elle se bornerait à laisser agir les émigrés en les soutenant éventuellement ; d'ailleurs, l'invitation ne fut lancée que le 12 avril. En réalité, l'Autriche proposait à la Prusse une offensive à deux, chaque puissance fournissant 50.000 hommes, dont 6.000 seraient mis en marche immédiatement : on sommerait la France de réintégrer les princes allemands et le pape dans leurs possessions, d'envoyer la famille royale en lieu sûr et de garantir la forme monarchique de son gouvernement. La Prusse adhéra immédiatement et exigea, en outre, que les manifestations jacobines fussent interdites, ce qui rendait la guerre plus certaine. Accordons que Léopold comptait toujours qu'il n'aurait pas à combattre ; il croyait probablement les Jacobins « trop lâches », comme disait Marie-Antoinette, pour ne pas capituler devant les armées des puissances. Il est pourtant difficile de nier que tout fût prêt maintenant pour l'intervention. Le 16 février, Frédéric-Guillaume tenait conseil à Potsdam avec le duc de Brunswick, qu'il proposait comme général en chef, et dressait avec lui le plan de campagne ; le 18, il envoyait de nouveau Bischoffwerder à Vienne pour stimuler son allié. Léopold mourut le 1^{er} mars et l'avènement de François II ne pouvait que précipiter le conflit : la prudence et le libéralisme de son père lui manquaient et

l'intervention en France reçut son approbation sans réserve.

Contrairement à son attente, la Révolution le devança. Le 26 mars, Marie-Antoinette lui annonçait que, la veille, le ministère avait résolu de déclarer la guerre et d'envahir la Belgique. Consterné, le Conseil aulique décida, le 13 avril, d'y envoyer toutes les troupes disponibles et de réduire à 15.000 hommes le contingent destiné à l'offensive.

Les Prussiens protestèrent : avec 65.000 hommes, l'invasion de la France devenait impossible, en sorte qu'ils ne combattraient que pour défendre l'Autriche. Le 18 avril, Frédéric-Guillaume fit savoir qu'il ne mobiliserait pas avant que l'Autriche eût fixé la date à laquelle ses 50.000 hommes seraient prêts à entrer en France. Elle céda aussitôt et fixa l'offensive à la fin de juillet. La Prusse lança l'ordre de mobilisation dans la nuit du 4 au 5 mai. Trois mois de répit étaient offerts aux Français.

Le sort était jeté : en se précipitant vers l'ouest, les Allemands livraient la Pologne à Catherine. Tout en applaudissant à leur entreprise, elle recevait, le 15 mars, des Polonais qui, depuis l'été précédent, s'efforçaient d'obtenir son appui contre la nouvelle constitution : Félix Potocki et Rzewuski, jaloux de maintenir avant tout la puissance de l'aristocratie, et Branicki, que son avidité accoutumait à la trahison. La « Confédération » fut établie à Saint-Petersbourg, le 27 avril, mais datée, pour sauver la face, de Targovitsa, 17 mai, veille du jour fixé pour l'invasion. Dès le 28 février, Catherine annonça l'intervention en termes vagues aux ambassadeurs, Goltz et Louis Cobenzl ; mais personne ne supposait qu'elle pût occuper la Pologne entière, et le roi de Prusse se réjouit même, persuadé qu'elle lui ferait sa part. Le 15 février, il apprenait de Goltz qu'elle se disait résolue à un second démembrement et, le lendemain, il prenait la décision fatidique : sans cesser de parler de Juliers et de Berg, de compensation en argent et d'acquisitions territoriales aux dépens de Louis XVI, au cas où ce dernier manquerait de ressources, il décida de se dédommager en Pologne des frais de la campagne de France et il en avertit Catherine le 12 mars.

Frédéric-Guillaume ne soupçonnait pas quelles traverses l'attendaient ; quant à l'Autriche, elle s'en destinait de pires, car elle assumait, dans cette guerre, tous les risques territoriaux ; la Prusse se trouvait maîtresse de l'abandonner et venait de le montrer. Or, Kaunitz, fidèle à la politique de Léopold, ne voulait pas d'un partage des terres polonaises et s'en tenait à une indemnité pécuniaire qui excluait l'agrandissement de la Prusse. En

ce cas, si Catherine entrait en Pologne — et comment l'en empêcher? —, l'alliance austro-prussienne ne tiendrait pas. Ce fut ce que virent clairement Spielmann et Philippe Cobenzl, les subordonnés de Kaunitz. Habitué par Léopold à négocier à l'insu de son chef, Spielmann, dès le 17 janvier, avertit la Prusse que l'Autriche échangerait volontiers la Bavière contre la Belgique et, le 28 mars, il fit, pour la première fois, allusion à un partage de la Pologne entre la Russie et la Prusse. Mais la chancellerie autrichienne, ainsi divisée, ne posa pas ses conditions et entra en campagne sans qu'un traité en bonne forme eût réglé la question des indemnités. En fait, jusqu'à Valmy, les alliés ne crurent pas à la résistance des Français et à la durée de la guerre. On a blâmé sans miséricorde la légèreté des Girondins. Qu'avaient-ils à envier aux politiques chevronnés de la vieille Europe¹ ?

V. — LE MINISTÈRE DUMOURIEZ ET LA DÉCLARATION DE GUERRE (20 AVRIL 1792)².

Le 6 janvier 1792, la Législative apprit que les émigrés se dispersaient : de Lessart pouvait soutenir que la France obtenait satisfaction. Mais, dès le 31 décembre, on avait connu la dépêche

1. H. VON SYBEL et A. SOREL (ouvrages cités p. 199) sont d'accord pour imputer aux seuls Girondins la responsabilité de la guerre ; le premier a été guidé par son hostilité pour la France, le second par son antipathie pour le parti démocratique qu'était la Gironde. Pour défendre leur opinion, ils se sont appliqués à montrer que la déclaration de Pillnitz devait de prime abord demeurer lettre morte ; ils n'attachent aucune importance à la proclamation des émigrés et aux démarches ultérieures de Léopold pour rétablir le concert ; ils ne tiennent non plus aucun compte de l'idée que se firent de ces manœuvres les Français, attachés ou hostiles à la Révolution. Leur thèse a été résumée, sans nuances, par A. WAHL, *Geschichte des europäischen Staatensystems* (cité p. 199), p. 31-33, et elle a été reprise, sans argument nouveau, par H. A. GETZ-BERNSTEIN, *La diplomatie de la Gironde. Jacques-Pierre Brissot* (Paris, 1912, in-8°). Les vues belliqueuses de la Gironde ne sont pas contestables et Jaurès les a dénoncées avec force. Mais, d'une part, l'importance de la déclaration de Pillnitz et de la politique d'intimidation poursuivie par Léopold et Kaunitz, ainsi que, d'autre part, les dispositions agressives de Frédéric-Guillaume II qui cherchait partout l'occasion de s'agrandir, ont été replacées en bonne lumière par J. A. CLAPHAM, *The causes of the war of 1792* (Cambridge, 1899, in-8°), et surtout par H. GLAGAU, *Die französische Legislative and der Ursprung der Revolutionskriege* (Berlin, 1896, in-8°), avec lettres du comte de Mercy-Argenteau et de Pellenc, ancien secrétaire de Mirabeau, ainsi que par K. HEIDRICH, *Preussen in Kämpfe gegen die französische Revolution*, cit. p. 220. Il est remarquable que, dans cette discussion, les auteurs n'attribuent aux futurs coalisés que des préoccupations traditionnelles de puissance, sans jamais faire intervenir le désir passionné d'écraser la Révolution, désir que l'intérêt de leur domination politique et sociale inspirait aux rois et à l'aristocratie européenne.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 234. F. L. NUSSBAUM, L'arrière-plan de la mission de Talleyrand à Londres en 1792, dans *Assemblée générale* [d'histoire économique de la Révolution], cité p. 181, t. II, p. 445-484.

de Léopold et ses nouvelles menaces : les Girondins purent s'en prendre à lui. Le 13 janvier, Gensonné, au nom du comité diplomatique, proposa un ultimatum à l'Autriche : avant le 1^{er} mars, elle devait déclarer si elle entendait maintenir l'alliance de 1756 et renoncer au concert. Brissot et Vergniaud s'engagèrent à fond et, le 25, l'Assemblée adopta le décret ; puis, le 9 février, mit sous séquestre les biens des émigrés. Narbonne assurait que l'armée serait prête ; il chargeait le fils du comte de Custine d'aller proposer au duc de Brunswick le commandement des forces françaises. En même temps, de Lessart se laissait persuader d'envoyer Ségur à Berlin, pour obtenir la neutralité du roi en achetant ses favoris, et Talleyrand à Londres, pour rassurer les Anglais et obtenir un emprunt. Talleyrand négocia secrètement un marché avec des financiers, agents des colons britanniques de Tabago, pour leur obtenir, en échange, la rétrocession de l'île.

Cependant, de Lessart espérait encore en Léopold. Le 21 janvier, il protesta timidement contre sa prétention d'intervenir dans les affaires intérieures du royaume et assura que la France voulait la paix. Rien n'était plus propre à confirmer Kaunitz dans sa superbe ; en dénonçant « publiquement », le 17 février, « la secte » qui refusait de laisser reviser la Constitution, il mit le feu aux poudres. La Fayette et Narbonne protestèrent contre l'humiliation infligée au pays et se querellèrent avec Du Port et Bertrand de Moleville. Dans un mémoire qu'il lut à Louis XVI, en plein Conseil, Narbonne mit le roi en demeure d'attester sa fidélité à la Constitution, notamment par une épuration de son entourage et la formation de sa maison civile avec le concours des Feuillants. Au lieu de Bertrand, ce fut lui qu'on chassa. Girondins et Fayettistes répondirent en mettant de Lessart en accusation, le 10 mars. Les autres ministres, épouvantés, se retirèrent. Du Port conseillait à Louis XVI un coup d'État. Mais par quel moyen ? Effrayé lui-même, le roi céda. Toutefois, il n'accepta pas les candidats de La Fayette et donna carte blanche à Dumouriez.

Après de brillants débuts pendant la guerre de Sept ans, Dumouriez avait cherché fortune dans la diplomatie secrète ; nommé ensuite commandant militaire de Cherbourg, il y vieillissait sans gloire quand la Révolution lui ouvrit une nouvelle carrière : il s'y rallia. Envoyé en Vendée, il fit le jacobin et entra en rapport avec Gensonné, chargé d'une mission dans la région par la Constituante. Mais, en même temps, il s'offrait au roi par

l'intermédiaire de ses amis, Laporte, intendant de la liste civile, et le banquier Sainte-Foy, qui le firent adjoindre à de Lessart. Il conçut le même dessein que La Fayette et Narbonne : faire une guerre courte, puis ramener l'armée victorieuse pour restaurer le pouvoir du roi et gouverner en son nom. Eux étaient odieux à la Cour ; lui, un homme nouveau, plut à Louis XVI par son entrain et sa conversation primesautière. Il se fit fort de désarmer les démocrates en accordant quelques portefeuilles à la Gironde. Il fut même question de Danton et de Collot d'Herbois. Des Jacobins ministres, disait Sainte-Foy, ne seront pas des ministres jacobins. On s'en tint à Clavière, pour les Contributions publiques, et à Roland, précédemment inspecteur des manufactures, pour l'Intérieur. Les autres ministres tenaient pour le roi, mais on cassa quelques Jacobins en sous-ordre : Bonnacarrère, Lebrun-Tondu et Noël, ami de Danton, aux Affaires étrangères, Lanthenas et Pache, à l'Intérieur.

L'espoir de Dumouriez se réalisa. Cette fois, Robespierre avait beau jeu pour dénoncer la compromission des « intrigants » avec la Cour. La rupture devint définitive : ce fut le germe du duel mortel entre la Montagne et la Gironde. Celle-ci se fourvoyait dans une dangereuse aventure, acceptant la responsabilité du pouvoir, sans en prendre la direction : équivoque qui subsiste puisqu'on parle aujourd'hui encore du ministère « girondin ». Mme Roland l'aperçut immédiatement et, s'efforçant d'y remédier, fit nommer Servan à la Guerre, le 9 mai, et fut l'animatrice du ministère de l'Intérieur. Déjà, au printemps de 1791, dans son salon de la rue Guénégaud, elle s'irritait de l'indolence de ses amis. Installée dans le magnifique hôtel où son mari succédait aux contrôleurs généraux des finances, elle devint l'Égérie de la Gironde et la poussa à l'action. Elle se croyait digne du pouvoir par sa volonté cornélienne ; mais l'ingérence d'une femme dans la politique paraissait alors ridicule : elle affaiblit son parti. D'ailleurs, elle était plus propre à régner qu'à gouverner, car on ne lui connaît pas de programme précis. Enfin, tout en prêchant l'union, elle acheva de diviser les démocrates : jugeant les hommes sur leur mine et leur soumission, elle n'aimait pas Vergniaud, prit Danton en horreur et imposa ses préventions à tous ceux que son charme séduisait.

Mais la Gironde insoucieuse ne pensait qu'à la déclaration de guerre qui, maintenant, ne faisait plus de doute. Dumouriez débuta, le 18 mars, par une note assez modérée, mais elle se croisa avec celle de Kaunitz ; le 25, on décida d'adresser un ulti-

matum définitif à l'Autriche, qui ne répondit pas. Le 20 avril, sans opposition sérieuse — de futurs Montagnards, Cambon et Carnot, Chabot, Basire et Merlin de Thionville adhérèrent comme les autres —, l'Assemblée vota la guerre au roi de Bohême et de Hongrie, c'est-à-dire à l'Autriche seule et non à l'Empire. Une période nouvelle s'ouvrait dans l'histoire de la France et de l'Europe.

CHAPITRE III

LA SECONDE RÉVOLUTION FRANÇAISE

(août-septembre 1792)¹

La guerre déjoua toutes les prévisions de ceux qui, de part et d'autre, l'avaient provoquée. Elle devait bouleverser l'Europe et durer, à part un bref intervalle, jusqu'en 1815. Mais ce fut en France que se manifestèrent ses premiers effets : la chute de la royauté et l'avènement de la démocratie politique.

1. — L'ÉCHEC DE L'OFFENSIVE FRANÇAISE (AVRIL-JUIN 1792)².

Dumouriez, qui se regardait avant tout comme un diplomate, s'était chargé des affaires étrangères. Il se flattait d'isoler l'Au-

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir p. 234-235.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — La politique extérieure de Dumouriez est étudiée dans A. SOREL, *L'Europe et la Révolution* (cité p. 199), t. II, liv. IV, ch. I. L'état de l'armée française en 1792 est décrit par A. CHUQUET, au t. I des *Guerres de la Révolution : La première invasion prussienne* (Paris, 1886, in-12), ch. II. On peut consulter aussi : capitaine J. COLIN, *La tactique et la discipline dans les armées de la Révolution. Correspondance du général Schauenbourg du 4 avril au 2 août 1793* (Paris, 1902, in-8°) : introduction ; du même, *L'infanterie française au XVIII^e siècle* (Paris, 1907, in-8°) ; commandant É. PICARD et lieutenant JOUAN, *L'artillerie française au XVIII^e siècle* (Paris, 1906, in-8°) ; publications de la « Section historique de l'État-major de l'armée » ; M. LAUERMA, *L'artillerie de campagne française pendant les guerres de la Révolution ; évolution de l'organisation et de la tactique* (Helsinki, 1956, in-8°) ; « *Annales Academiae Scientiarum fennicae* », série B, t. 96). Sur les conceptions stratégiques au XVIII^e siècle, capitaine J. COLIN, *L'éducation militaire de Napoléon* (Paris, 1900, in-8°), et *Les transformations de la guerre* (Paris, 1911, in-8°) ; M. REINHARD, *Le grand Carnot*, cité plus loin, p. 262. Sur l'ensemble du problème militaire, A. SOBOUL, *Les soldats de l'an II* (Paris, 1959, in-8°).

Il existe bon nombre de monographies sur les volontaires : par exemple, pour Paris, C.-L. CHASSIN et L. HENNET, *Les volontaires nationaux pendant la Révolution* (Paris, 1899-1901, 3 vol. in-8°) ; dans la « coll. de la Ville de Paris », et lieutenant-colonel R. TOURNÈS, *La garde nationale dans le département de la Meurthe pendant la Révolution* (Angers, 1921, in-8°). Essai d'exposé d'ensemble par É. DÉPREZ, *Les volontaires nationaux* (Paris, 1908, in-8°), longuement critiqué par A. CHUQUET, dans *Historiens et marchands d'histoire* (Paris, 1914, in-8°), p. 42-109, et dans la *Revue critique* du 12 novembre 1908. On a publié également beaucoup de souvenirs et de lettres de soldats de la Révolution, par

triche et de soulever la Belgique où elle n'avait qu'une quarantaine de mille hommes ; après quoi, sans avoir beaucoup combattu, il signerait la paix. Comment il pensait y amener François II, on l'entrevoit par les propos que son agent Benoît tint, à Berlin, sur la revision de la Constitution.

La Prusse, la Sardaigne, les Turcs constituaient les éléments classiques d'une coalition anti-autrichienne. Mais les envoyés français se virent partout éconduits. L'Angleterre repoussa également les avances de Talleyrand, reparti pour Londres avec le marquis de Chauvelin. La mort de Gustave III assassiné par l'un de ses nobles, le 16 mars, et la disgrâce de Florida-Blanca, que remplaça d'Aranda, ouvraient des perspectives plus favorables ; on ne pouvait, pourtant, espérer de la Suède et de l'Espagne que la neutralité. L'échec diplomatique fut complet.

Dumouriez et Brissot comptaient beaucoup sur la propagande qui, désormais, s'organisait officiellement. On constituait des légions étrangères : belge, liégeoise, germanique, hollandaise, savoisiennne. La réaction, sévère à Liège, avait été moins dure en Belgique ; mais le régime autrichien restait suspect au clergé et le mécontentement très vif. De Strasbourg, le maire Dietrich, le Jacobin Laveaux, le réfugié Euloge Schneider travaillaient l'Allemagne ; de Paris, le club helvétique qui, vers le 10 août, se transforma en club des Allobroges, agissait en Suisse et en Savoie, sous la direction de Clavière et de Doppet. Chantreau, ancien

exemple : *Journal de marche du sergent Fricasse, 1792-1802*, édité par Lorédan LARCHEY (Paris, 1881, in-12) ; *Journal du canonnier Bricard, 1792-1802*, édité par ses petits-fils A. et J. BRICARD (Paris, 1891, in-12) ; lieutenant-colonel PICARD, *Au service de la nation, 1792-1798* (Paris, 1914, in-12). Pour le haut commandement, G. SIX, *Dictionnaire biographique des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire* (Paris, 1934, 2 vol. in-8°) et *Les généraux de la Révolution et de l'Empire* (Paris, 1948, in-8°).

Sur l'organisation militaire des émigrés, J. PINASSEAU, *L'émigration militaire, campagne de 1792, armée royale*, t. I (1^{re} partie) : *Composition, ordres de batailles, notices A à C* (Paris, 1957, in-8°).

Sur les opérations militaires, *Victoires, conquêtes, désastres, revers et guerres civiles des Français, de 1792 à 1815, par une société de militaires et de gens de lettres* (Paris, 1817-1821, 27 vol. in-8° ; les t. I à IV concernent la période de la Législative et de la Convention) ; H. DE JOMINI, *Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution* (Paris, 1820-1824, 15 vol. in-8°), les t. I à VI jusqu'aux traités de 1795 ; H. DUMOULIN, *Précis d'histoire militaire*, t. I, *Révolution* (Paris, 1901, in-8°), avec album et croquis ; général DESCOINS, *Etude synthétique des principales campagnes modernes* (Paris, 1901, in-8° ; dans la 7^e éd. refondue, avec croquis du général CHAUVINE, le t. I, 1674-1807, Paris, 1928, in-8°). Sur les opérations de la frontière du Nord en 1792, P. FOUCART et J. FINOT, *La défense nationale dans le Nord de 1792 à 1802* (Lille, 1890, 2 vol. in-8°) ; *Krieg gegen die französische Revolution*, t. II (Vienne, 1905, in-8° ; publication de l'état-major autrichien) ; pour la frontière de l'est, A. CHUQUET cité en tête de cette note.

professeur à l'École militaire d'Avila, fut chargé d'une mission secrète en Catalogne. On accueillit Miranda qui promettait de soulever l'Amérique espagnole. Les déserteurs reçurent des gratifications. Les Français se persuadaient qu'ils seraient accueillis en libérateurs au delà de la frontière : mais il fallait la franchir.

En dépit des assurances de Narbonne, l'armée n'était pas prête. Les troupes de ligne ne comblaient plus leurs vides, car on préférait s'engager dans les bataillons de volontaires, mieux payés, qui éalisaient leurs officiers et pouvaient se retirer après la campagne. Malgré ces avantages, ces bataillons ne s'organisaient qu'avec lenteur ; les volontaires proprement dits, qu'animait l'enthousiasme révolutionnaire, n'en formaient qu'une partie ; souvent les gardes nationaux, ne voulant pas quitter leurs foyers, offraient des primes pour réunir le contingent demandé et il fallait attendre les engagements. L'équipement, fourni par les autorités locales, prenait du temps, et les armes manquaient. A ces nouvelles troupes, l'instruction militaire faisait défaut. Leurs cadres, constitués par l'élite de la bourgeoisie, procurèrent nombre de généraux à la République ; mais ils avaient tout à apprendre de la conduite de la guerre. Dumouriez savait tout cela : mais l'armée s'exercerait en combattant et l'essentiel était d'oser, car l'adversaire ne lui opposait pas, en campagne, plus de 30.000 hommes, disposés en cordon de la mer à la Lorraine ; partant le 29 avril de Furnes, Lille, Valenciennes et Givet, quatre colonnes, comptant plus de 50.000 hommes, perceraient ce réseau. Malheureusement, les généraux, dressés à la guerre régulière, n'entendaient rien à ce plan et les officiers se méfiaient de leurs troupes indisciplinées, qui le leur rendaient bien ; car, sur 9.000 officiers, la moitié au moins avaient déjà émigré ; certains désertèrent à la veille de l'offensive ; d'autres, en mai, passèrent à l'ennemi avec trois régiments. Le 29 avril, à la vue des premiers Autrichiens, Dillon et Biron ordonnèrent la retraite ; leurs troupes, criant à la trahison, se débandèrent ; Dillon fut massacré à Lille. Carle et La Fayette se retirèrent sans avoir vu l'adversaire. L'armée du Rhin ne bougeait pas, afin de ne pas provoquer la Diète ; seul, Custine obtint un succès : il fit évacuer Porrentruy.

Les généraux rejetèrent toute la responsabilité sur l'indiscipline et sur le ministère qui la tolérait. La Gironde fit poursuivre les meurtriers de Dillon et aussi Marat qui excitait les soldats à se débarrasser de leurs généraux ; un décret renforça la justice militaire et autorisa les généraux à promulguer des règlements comportant des pénalités : incontestable démission du pouvoir

législatif. En vain : le 18 mai, réunis à Valenciennes, les chefs des armées, en dépit des ordres réitérés du ministre, déclarèrent l'offensive impossible et se permirent de conseiller au roi la paix immédiate. En juin, Luckner se décida à prendre Courtrai, pour l'évacuer aussitôt. L'échec militaire, lui aussi, était complet. Les motifs invoqués par les généraux ne se peuvent contester ; mais leur incapacité non plus. Et ils dissimulaient leurs véritables raisons : politiquement, La Fayette faisait volte-face.

II. — ORIGINES DE LA SECONDE RÉVOLUTION¹.

Excitée par la propagande des Girondins, l'agitation croissait de jour en jour. Leur appel à l'« amour sacré de la patrie » échauffait les esprits et, le 26 avril, à Strasbourg, Rouget de Lisle en exprimait l'ardeur dans son *Chant de guerre pour l'armée du Rhin*, destiné à devenir, sous un autre nom, l'hymne national de la République. Mais les patriotes de 1792 étaient les tenants de la Révolution ; les aristocrates opposaient le roi à la patrie et bafouaient la nation ; ils attendaient impatiemment l'arrivée des Allemands ou combattaient dans leurs rangs ; Rouget conseillait la magnanimité à l'égard des ennemis — « Épargnez ces tristes victimes, à regret armées contre vous » —, tandis qu'il était implacable pour les « traîtres », « parricides », « perfides » complices des « tyrans ». Ainsi l'élan national et l'effervescence révolutionnaire allaient de pair. Les échecs d'avril étant imputés à la trahison, un prêtre réfractaire fut massacré à Lille comme Dillon et, le même jour, le Directoire du département du Nord décida d'interner les insermentés à Cambrai. Le complot aristocratique hanta d'autant mieux les imaginations que les aristocrates se réjouissaient ouvertement de la défaite dans leurs propos et leurs journaux, et qu'ils redoublaient d'activité. La Rouërie dans l'ouest, Monnier de La Quarrée, dans le sud-est, les Charrier et d'autres dans le Vivarais, le Gévaudan, le Velay, préparaient les insurrections qui aideraient les envahisseurs ; à Yssingeaux, on se révolta en mai ; depuis Varennes, les contre-révolutionnaires dominaient à Arles et s'y fortifiaient.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter à la p. 244 ; ajouter F. CHAILLEY, *La Marseillaise*, étude critique sur ses origines, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1960, p. 268-293. Pour l'histoire économique et sociale, consulter A. MATHIEZ, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur* (Paris, 1927, in-8°), ch. I et II, ainsi que les ouvrages relatifs aux subsistances, cités p. 181, notamment l'introduction des *Documents relatifs à l'histoire des subsistances dans le district de Bergues*, publiés par G. LEFEBVRE.

La réaction défensive et punitive reprit vigueur. En février et mars, les Jacobins de Marseille s'en chargèrent spontanément dans toute la Provence et, en armes, maîtrisèrent leurs adversaires, à Arles, surtout, et à Avignon. Marseille se désigna désormais comme l'espoir suprême des patriotes. Le mouvement démocratique s'approfondit. Les Girondins, au cours de l'hiver, mirent à la mode le bonnet rouge parmi les « sans-culottes » et conseillèrent aux citoyens passifs de s'armer de piques. Les sociétés fraternelles se repeuplèrent. On obtint de l'Assemblée la grâce des Suisses de Châteaueux envoyés au bagne après l'affaire de Nancy et, en dépit des invectives d'André Chénier, on les fêta, le 15 avril, à Paris. L'amnistie, accordée par la Constituante pour tous les faits relatifs à la Révolution, fut étendue aux meurtres commis de part et d'autre dans le Comtat, afin de soustraire aux poursuites les massacreurs de la Glacière et notamment Jourdan-Coupe-tête, rentré à Avignon avec les Marseillais.

Au sein des classes populaires, l'action révolutionnaire revêtit un aspect social qui, plus encore qu'en 1789, inquiéta la bourgeoisie. Un peu partout, on mettait les riches à contribution pour récompenser ou équiper les volontaires. La révolte agraire couvait toujours ; à la fin de l'hiver, elle se ranima dans le Quercy ; puis, un bateau, qui transportait des gardes nationaux envoyés à l'aide des Marseillais, ayant coulé dans le Rhône, on cria de nouveau à la trahison et une jacquerie formidable se déclencha dans le Gard, l'Ardèche et l'Hérault. Couthon proposa d'imposer aux seigneurs la production du titre primitif de la concession des terres, ce qui revenait à supprimer sans indemnité presque toutes les redevances ; l'Assemblée accepta, le 18 juin, mais pour les droits casuels seulement.

De plus grande conséquence encore, parce qu'elle atteignait les villes, une crise économique ébranlait de nouveau les masses. Elle provenait, cette fois, non de la disette, mais de l'inflation, augmentée de 600 millions depuis octobre. La baisse de l'assignat se poursuivait, et plus encore celle du change : à Paris, les 100 livres sur Londres, cotées autour de 70 à la veille de Varennes, ne valaient plus que 50 en mars, pour remonter un peu d'avril à août. Le déluge des billets de confiance aggravait encore l'inquiétude, car des spéculateurs en abusaient : à Paris, en mars, la « maison de secours » entra en déconfiture et, pendant un an, l'État dut pourvoir aux remboursements. Les prix, heureusement, ne suivaient que de loin le cours de l'or, la hausse ne les

élevant guère que d'un tiers ou de moitié au lieu de les doubler ; mais, en un temps où les ouvriers obtenaient difficilement un accroissement de salaire, c'en était bien assez pour les surexciter. D'autre part, le sucre se faisait rare : les troubles des Antilles continuaient et ce fut en vain que Brissot obtint enfin, le 24 mars, l'égalité des droits pour les hommes de couleur. Les arrivages diminuaient et l'accaparement sévissait sur les denrées coloniales : en janvier, on pilla des magasins à Paris ; puis, en février, le savon excita d'autres désordres. Beaucoup plus angoissant s'annonçait le ravitaillement en grains. Les gros cultivateurs, ne payant ni redevances ni impôts et acquittant les fermages en assignats, attendaient le renchérissement d'autant mieux qu'ils pouvaient maintenant vendre chez eux. La circulation redevint difficile ; en février, on accourut, de dix lieues à la ronde, près de Noyon, pour arrêter les bateaux de blé sur l'Oise ; à Dunkerque, une émeute suspendit les embarquements à destination de l'ouest et du midi ; les ouvriers du Perche et du Maine descendirent en Beauce et taxèrent les denrées sur les marchés ; le 3 mars, Simoneau, maire d'Étampes, fut massacré. La guerre aggrava la situation, car la réquisition des chevaux et des voitures ralentit le battage et le transport des grains, tandis que les achats de l'armée rendaient ceux-ci plus rares et plus chers. La réglementation et la taxation, affectionnées du peuple, retrouvèrent des défenseurs. En mai, Jacques Roux, vicaire de Saint-Nicolas-des-Champs, à Paris, réclamait la peine de mort contre les accapareurs ; en juin, Lange, officier municipal de Lyon, proposait le maximum national des grains. En cherchant ainsi à restreindre ce qu'ils regardaient comme un abus de la propriété, certains en venaient à l'idée de la limiter ; tel Pierre Dolivier, curé de Mauchamp, dans sa défense des émeutiers d'Étampes et dans sa propagande en faveur de l'obligation aux possédants de diviser leurs grandes fermes.

Plus que jamais, les journaux feuilants représentaient que la Constitution n'était pas seule menacée et alarmaient la bourgeoisie par le spectre de la « loi agraire ». Les Girondins s'inquiétaient aussi : le 3 juin, ils honorèrent officiellement la mémoire de Simoneau. Responsables de l'ordre comme associés au gouvernement, étroitement liés à la bourgeoisie, professant — Roland surtout — un attachement sans réserve à la liberté économique, ils prirent peur des sans-culottes et commencèrent une évolution qui devait les muer en conservateurs. Mais, pour le moment, le danger contre-révolutionnaire dominait leur pensée.

III. — LA CHUTE DU MINISTÈRE DUMOURIEZ ET LA DÉFAILLANCE DES GIRONDINS (JUIN-AOÛT 1792)¹.

La Fayette tolérait avec peine un ministère qu'il n'avait point formé et où figuraient de petites gens comme Roland. Les échecs de l'armée l'ulcéraient. L'émotion des Feuillants le gagna. Il reçut Du Port à Givet et admit la nécessité de fermer les clubs et de reviser la Constitution par un coup d'État militaire. Il envoya un émissaire proposer à Mercy un armistice qui lui permettrait de marcher sur Paris. On ne lui répondit pas, sachant que Louis XVI ne voulait pas être sauvé par lui. Rien n'empêchait du moins que le roi profitât de sa rupture avec les Jacobins pour renvoyer les ministres girondins. Dès qu'il s'en aperçut, Dumouriez prit parti contre eux.

Dans la seconde quinzaine de mai, les patriotes redoutèrent un coup de force : le 18, le juge de paix Larivière osa faire arrêter le « trio cordelier », Basire, Chabot et Merlin de Thionville. Les Girondins ne virent d'autre ressource que de revenir à la politique d'intimidation qui les avait portés au pouvoir. Le 23, Vergniaud et Brissot dénoncèrent le « comité autrichien » ; le 26, un décret ordonna la déportation de tout réfractaire dénoncé par vingt citoyens du département ; le 28, l'Assemblée se déclara en permanence et, le lendemain, prononça la dissolution de la garde constitutionnelle du roi ; le 30, Gensonné proposa de confier la police politique aux corps administratifs avec droit d'arrêter les suspects ; enfin, le 6 juin, Servan fit décider l'appel de 20.000 gardes nationaux qui assisteraient à la Fédération et formeraient ensuite un camp. Il s'agissait de protéger Paris contre l'ennemi sans doute, mais, en attendant, d'aider éventuellement les patriotes ; aussi une péti-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter à la p. 234. Sur le 20 juin et ses conséquences immédiates : MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. 1 (Paris, 1862, in-8°), et F. BRAESCH, *La Commune du 10 août ; étude sur l'histoire de Paris du 20 juin au 2 décembre 1792* (Paris, 1911, in-8°). Il n'y a d'autre monographie sur cette journée que l'essai de Miss L. B. PFEIFFER, *The uprising of June 20 1792* (Lincoln, Nebraska, 1913, in-8°, 147 p.). Sur les événements du 20 juin et du 10 août, *Fragments des Mémoires de Charles-Alexis Alexandre sur les journées révolutionnaires de 1791 et 1792*, extraits des amples mémoires d'Alexandre, publiés par J. GODECHOT, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1952, p. 113-251 ; Mlle J. CHAUMIÉ a publié les lettres de Domingo de Yriarte, chargé d'affaires d'Espagne en France, au premier ministre comte d'Aranda (juin-août 1792), dans l'*Annuaire-bulletin de la Société de l'histoire de France*, 1944, p. 129-258. Sur les rapports des Girondins avec la Cour à la veille du 10 août, on se reportera utilement à la séance de la Convention du 3 janvier 1793 (*Moniteur*, t. XV, p. 41) et au procès des Girondins (BUCHET et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, Paris, 1834-1838, 40 vol. in-8° ; t. XXIX et XXX). THIERS a publié, à la fin de son *Histoire de la Révolution*, la lettre des Girondins à Louis XVI.

tion, dite des 8.000, suscitée par la garde nationale parisienne, protesta-t-elle que celle-ci suffisait au maintien de l'ordre. Louis XVI refusa de sacrifier les réfractaires et d'autoriser la création du camp. Le 10 juin, une lettre de Roland le mit en demeure de céder, déclarant que sa conduite allait provoquer la chute du trône et le massacre des aristocrates. Il regut son congé, le 13, avec Clavière et Servan. Mais, le 15, l'Assemblée accueillit Dumouriez de telle sorte qu'il craignit la mise en accusation et, le roi s'obstinant à n'accorder sa sanction qu'à la dissolution de sa garde, il donna sa démission et partit pour l'armée du nord. Les Feuillants reprirent le pouvoir et La Fayette jugea le moment favorable : le 18, l'Assemblée regut de lui sommation de briser le mouvement démocratique.

Dès la fin de mai, les faubourgs paraissaient sur le point d'agir. Les Girondins les contenaient jusqu'alors par l'entremise de Pétion : ils leur rendirent la main à l'occasion de la manifestation prévue pour le 20 juin, anniversaire du serment du Jeu de Paume, que le Directoire du département interdit en vain. La foule défila devant l'Assemblée, puis envahit les Tuileries. Le roi subit avec dignité les objurgations et les menaces ; il refusa obstinément de retirer son veto et de rappeler les ministres girondins. L'insulte qu'on lui fit en vain lui valut d'ardentes protestations de loyalisme et il suspendit Pétion ainsi que Manuel, procureur de la Commune. Le 28, La Fayette, ayant quitté son armée sans autorisation, parut à l'Assemblée, menaçant. Desservi par la Cour, il ne réussit pas à entraîner la garde nationale des quartiers riches de l'ouest et repartit, déçu. Mais il ne renonça point. A la fin de juillet, on vit ses troupes opérer avec celles de Luckner, en présence de l'ennemi, un étonnant chassé-croisé qui leur permit de s'approcher de Compiègne où on supplia Louis XVI de se rendre. Le roi persista dans son refus ; il n'écoula pas non plus les Feuillants qui voulaient l'emmener à Rouen, d'où il aurait pu gagner la mer. Il croyait pouvoir tenir jusqu'à l'arrivée des Prussiens, comptant sur le manifeste qu'il les pria de publier, sur la corruption, sur les forces dont il disposait encore, et aussi sur les hésitations des Girondins.

Un moment déconcertés par l'échec du 20 juin, ces derniers reprenaient le siège du ministère. Un décret du 2 juillet autorisa les gardes nationaux à se rendre à la Fédération : beaucoup s'étaient mis en route spontanément. Un autre institua, le 5, la réquisition générale des hommes valides et des armes en cas de péril national, et l'Assemblée déclara effectivement, le 11, la

patrie en danger. Vergniaud, le 3, et Brissot, le 9, dénoncèrent avec passion la trahison du roi et des ministres, demandèrent que ceux-ci fussent déclarés solidairement responsables de l'exercice du veto, menacèrent de les mettre en accusation et donnèrent à entendre qu'il pourrait y avoir lieu de prononcer la déchéance du roi. Ils firent si bien que le ministère donna sa démission, le 10. Restait à obtenir que Louis XVI rappelât les ministres girondins. Alors, comme autrefois les triumvirs, Vergniaud, Guadet, Gensonné s'abouchèrent secrètement avec lui en lui faisant tenir une lettre, le 20 juillet, par le peintre Boze lié avec Thierry de Ville-d'Avray, premier valet de chambre du monarque; Vergniaud en écrivit une seconde, le 29; Guadet, dit-on, vit la famille royale aux Tuileries. Louis XVI ne leur livra pas le ministère, mais leur en laissa l'espoir pour leur lier les mains; en effet, d'assaillants, ils se muèrent subitement en défenseurs du trône. Les eût-il rappelés, qui l'empêchait de les renvoyer à nouveau en pleine invasion? Les fédérés et les sections y voyaient plus clair : ils décidèrent d'en finir. Des Girondins essayèrent de les contrecarrer : le 26 juillet, Brissot menaça les républicains du glaive de la loi et se prononça contre la déchéance; le 4 août, Vergniaud fit annuler l'arrêté de la section Mauconseil déclarant qu'« elle ne reconnaissait plus Louis XVI comme roi des Français »; Isnard parlait de faire décréter Robespierre d'accusation. Ils rompaient ainsi le contact avec le peuple révolutionnaire, au moment qu'il allait donner à leur politique son couronnement logique. Le 3 janvier 1793, Guadet expliquera la lettre au roi par la crainte que, l'insurrection échouant, les conséquences ne fussent pires qu'après le 20 juin. Des causes plus profondes expliquent pourtant la défaillance. Au fond, ces « hommes d'État » n'éprouvaient pour les sans-culottes qu'une sympathie distante et l'insurrection les effrayait parce qu'ils craignaient, n'en restant pas maîtres, qu'elle ne mît en péril la richesse, comme les Feuillants le prédisaient, sinon même la propriété. Mais reculer en ce moment suprême, c'était porter contre soi et contre son parti un arrêt mortel.

IV. — LA RÉVOLUTION DU 10 AOÛT 1792¹.

Après Varennes, la province n'avait guère aidé les républicains parisiens; d'elle, au contraire, vint le réconfort après la

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux cités p. 234, voir MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II (Paris, 1863, in-8°); J. POLLIO et A. MARCEL, *Le bataillon du 10 août* (Paris, 1881, in-8°); A. TUETÉY, *Réper-*

journée du 20 juin ; car, tandis que s'indignaient les administrations des départements et même des districts, beaucoup de municipalités se prononcèrent contre le roi, surtout dans le sud-est. Dans le péril où se trouvaient les sans-culottes, c'est aux Marseillais, fameux par leur campagne victorieuse du printemps, qu'ils s'adressèrent, comme aussi à Montpellier et à Nîmes. Barbaroux, alors à Paris, demanda à ses compatriotes 500 hommes qui sachent mourir. Les Jacobins de Montpellier envoyèrent Mireur, futur général de la République, s'entendre avec leurs frères de Marseille et il leur révéla le *Chant de guerre* de Rouget de Lisle que, montant vers Paris, ils chantèrent le long du chemin ; à peine le bataillon du 10 août était-il parti que la municipalité, la première, réclama la République. Bien avant les méridionaux, d'autres gardes nationaux parvinrent à Paris : dès le 11 juillet, Robespierre publia une adresse aux fédérés ; enthousiastes et militairement organisés, ils constituèrent un renfort inestimable. Le 17 et le 23, ils présentèrent à l'Assemblée des pétitions tendant à la suspension du roi. En ce sens, la révolution du 10 août ne fut point parisienne, comme celle du 14 juillet, mais nationale.

Les fédérés créèrent un comité central et un directoire secret, où entrèrent des chefs parisiens qui assurèrent la liaison avec les sections. Dans chacune d'elles, à présent, des réunions se tenaient journellement ; le 25 juillet, l'Assemblée autorisa leur « permanence » ; le 27, Pétion permit d'installer à l'hôtel de ville un bureau de correspondance. Toutes ne se montraient pas hostiles au roi. Mais les citoyens passifs s'y infiltrèrent : le 30, la section du Théâtre français institua chez elle le suffrage universel. Jacobins et sans-culottes en vinrent aux mains avec les modérés et les dominèrent peu à peu. Le 30 juillet, un décret admit les passifs dans la garde nationale.

L'une après l'autre, 47 sections se prononcèrent pour la déchéance de Louis XVI et la nomination d'un Conseil exécutif.

toire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française, t. IV, introduction (Paris, 1889, in-4°) ; Ph. SAGNAC, *La chute de la royauté* (Paris, 1909, in-12) ; F. BRAESCH, *La Commune du 10 août*, cité p. 254 ; A. MATHIEZ, *Le Dix août* (Paris, 1931, in-16). Sur les événements qui précédèrent cette journée, on possède maintenant les mémoires d'Étienne-Louis-Hector DEJOLY, dernier garde des Sceaux de Louis XVI, publiés par J. GODECHOT, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. XVIII, ann. 1946, p. 289-382. Ajouter la publication de Mlle J. CHAUMIÉ, citée p. 254. Sur les conséquences politiques immédiates, voir A. AULARD, *Histoire politique de la Révolution* (citée p. 113), II^e Partie, ch. I ; P. MAUTOUCHET, *Le gouvernement révolutionnaire* (Paris, 1912, in-8°), documents avec introduction.

Mais Robespierre observait qu'on n'aurait rien fait si on ne se débarrassait pas de l'Assemblée : il fallait élire au suffrage universel une Convention, c'est-à-dire — le nom venait d'Amérique — une Constituante. Dans les derniers jours de juillet, des événements dramatiques achevèrent d'enfiévrer les esprits. Du 22 au 24, on proclama, dans les rues, la patrie en danger : l'enrôlement commença ; les Prussiens allaient quitter Coblençe et, le 1^{er} août, on connut le manifeste de Brunswick qui menaçait de livrer Paris « à une exécution militaire et à une subversion totale » s'il était fait « le moindre outrage » à la famille royale ; le 25, arrivèrent les fédérés de Brest et, le 30, les Marseillais défilèrent dans le « faubourg de gloire » en chantant l'hymne qui, depuis, porte leur nom et demeure ainsi associé à la chute de la royauté et à l'avènement de la démocratie politique. L'insurrection faillit éclater le 26, puis le 30. Pétion, qui devait présenter, le 3 août, la pétition des sections, obtint qu'on attendît. Le faubourg Saint-Antoine, section des Quinze-Vingts, donna à l'Assemblée jusqu'au 9, dernier délai. Gensonné affirma plus tard qu'il s'était prononcé en comité pour la déchéance ; il n'y avait aucune chance d'amener la Législative à la décréter : le 9, elle refusa même de mettre La Fayette en accusation. Dans la nuit, le tocsin sonna.

Loin de croire le succès assuré, les chefs des sans-culottes redoutèrent, tout au contraire, jusqu'au dernier moment une nouvelle tentative du complot aristocratique contre les faubourgs et l'Assemblée. Cette « peur » ne manquait pas de motifs : les Suisses étaient concentrés aux Tuileries ; plusieurs centaines de royalistes, dont nombre des futurs Vendéens, les renforçaient ; la Cour comptait à bon droit sur Mandat, commandant de la garde nationale. A défaut d'offensive, elle pouvait repousser l'assaut et disperser la Législative. Qu'un chef résolu et capable — Barras ou Bonaparte — prit la direction et la journée permettait à Louis XVI de recevoir les Prussiens en vainqueur. En ce sens, l'insurrection fut, encore une fois, une réaction défensive. Les révolutionnaires percevaient le risque et l'affrontèrent.

Le faubourg Saint-Antoine invita les autres sections à envoyer à l'hôtel de ville des commissaires qui s'installèrent à côté de la Commune légale et, au jour, prirent sa place ; Mandat fut appelé, arrêté et massacré, ses ordres révoqués. Aux Tuileries, la garde nationale fit défection ou se dispersa. Alors s'interposa Rœderer, le procureur-général-syndic, au profit des Girondins : il persuada la famille royale de se réfugier à l'Assemblée, espérant ainsi prévenir une lutte armée et laisser la décision aux députés.

Il ne resta plus guère au château que les Suisses en présence des Marseillais amenés de bonne heure par Chaumette et Gorsas. On laissa ceux-ci entrer dans les cours et s'avancer jusque dans le grand escalier pour fraterniser ; tout à coup, les Suisses ouvrirent le feu, puis sortirent et déblayèrent le Carrousel. Renforcés enfin par les faubourgs, les fédérés ressaisirent l'offensive et refoulèrent les défenseurs dans le château. Comme à la Bastille, on criait au guet-apens des conspirateurs. Quand, vers 10 heures, le roi ordonna aux assiégés de cesser le feu et de se retirer, les assaillants refusèrent quartier et en massacrèrent un grand nombre ; 50 Suisses amenés à l'hôtel de ville y furent mis à mort. On épargna pourtant une partie de la garnison, qu'on emprisonna.

Le 14 juillet avait sauvé la Constituante ; le 10 août condamnait la Législative : les vainqueurs pensèrent à la dissoudre pour rester les seuls maîtres du pouvoir. Toutefois, la nouvelle Commune, formée d'inconnus, craignait d'alarmer la province, où les Girondins demeuraient populaires : on les conserva donc comme répondants et la Révolution s'enlisa dans un compromis. L'Assemblée subsista provisoirement ; mais elle reconnut la Commune insurrectionnelle que des élections portèrent à 288 membres, dont Robespierre. On décréta non la déchéance, mais seulement la suspension de Louis XVI ; la Commune l'interna au Temple avec sa famille ; mais on réserva la décision à une Convention élue au suffrage universel, comme Robespierre l'avait proposé. L'Assemblée nomma un Conseil exécutif provisoire, où elle plaça Monge et Lebrun-Tondu à côté des anciens ministres girondins ; elle leur adjoignit Danton, comptant se servir de lui pour amadouer la Commune.

Fils d'un procureur d'Arcis, ancien avocat au Conseil, devenu en 1791 membre du Directoire du département, puis substitut du procureur de la Commune, Danton était connu comme démocrate depuis 1789. Mais on lui avait vu subitement beaucoup d'argent, et on disait qu'il le recevait du roi. Mirabeau, dans une lettre intime, atteste l'avoir acheté. Toutefois, de ce que la Cour obtint de lui, nous ne savons rien. Sur son rôle dans la journée du 10 août que, devant le tribunal révolutionnaire, il se glorifia d'avoir faite, les témoignages sont rares et contestés. Cependant, pour que les Girondins eussent recours à lui, il fallait bien qu'il fût populaire et engagé avec les insurgés. Comme Mirabeau, il était de tempérament impétueux, avide de jouissances, et la morale ne l'embarrassait guère ; bonhomme d'ailleurs dans le

privé. Il n'écrivait pas et ses idées politiques comme ses intentions nous échappent souvent. Il flairait le vent, semble-t-il, en politique retors, avant de prendre parti. Néanmoins, il montra des dons d'homme d'État : le coup d'œil prompt, la décision rapide et audacieuse, le réalisme sans scrupules, une éloquence abondante en formules saisissantes ; la jalousie et la rancune lui restèrent étrangères et il se déclara toujours prêt à l'union pour l'action. Le Mirabeau de la populace, comme l'appellent les ennemis de la Révolution, est resté sympathique à beaucoup de Français « moyens », qui le sentent près d'eux par son patriotisme et par son souci de l'action positive, tout à la fois ardente au progrès et ménagère du sacrifice présent. Au Conseil, il se trouva en réalité le maître et rendit des services à la Révolution¹.

1. Sur le caractère de Danton, deux opinions s'affrontent. Suivant la première, Danton est un ardent démocrate, un patriote indéfectible, un grand homme d'État ; elle a été principalement défendue par le Dr ROBINET (*Danton ; Mémoires sur sa vie privée*, Paris, 1865, in-8° ; 3^e éd., 1884 ; *Procès des dantonistes*, Paris, 1879, in-8° ; *Danton émigré*, Paris, 1887, in-8° ; *Danton homme d'État*, Paris, 1889, in-8°) et par A. AULARD (*Les orateurs de la Législative et de la Convention*, cit. p. 235, t. II, p. 165-225 ; *Études et leçons sur l'histoire de la Révolution française*, Paris, in-12 : séries I, 1893 ; II, 1898 ; IV, 1904 ; V, 1907 ; IX, 1924). Suivant l'autre opinion, Danton est un politicien sans scrupules, capable de trahir la Révolution et la patrie elle-même, qui s'est, tout au moins, vendu à la Cour : elle a été soutenue pendant plus de vingt ans par Albert MATHIEZ dans un grand nombre d'articles des *Annales révolutionnaires* (15 vol. in-8°, 1908-1923) et des *Annales historiques de la Révolution française* (depuis 1924 ; les deux revues possèdent deux tables 1908-1918 et 1919-1940), ainsi que dans plusieurs ouvrages : *Études robespierristes*, t. I (Paris, 1917, in-8° : *La fortune de Danton*, p. 31-69 ; *Les comptes de Danton*, p. 70-97 ; *La formation de la légende dantonienne*, p. 98-134) ; *Danton et la paix* (Paris, 1919, in-8°) ; *Autour de Danton* (Paris, 1926, in-8°). On lira un résumé de ses conclusions dans son article, Danton ; l'histoire et la légende, paru dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. IV, ann. 1927, p. 417-461. Il a montré que Danton s'était enrichi sans qu'on puisse expliquer comment et il a publié la déclaration que Talon, lieutenant civil au Châtelet en 1789 et ultérieurement distributeur des fonds secrets de la liste civile, fit, en l'an XII, à la police : « J'ai eu des rapports avec Danton et ces rapports étaient à l'effet de découvrir ce qui pouvait intéresser la sûreté individuelle du roi » (*Annales historiques de la Révolution française*, t. V, ann. 1928, p. 1-21 : *Talon et la police de Bonaparte*). La lettre de Mirabeau au comte de La Marck, 10 mars 1791 (*Correspondance entre le comte de Mirabeau et le comte de La Marck pendant les années 1789, 1790 et 1791*, publiée par R. DE BACOURT, 1851, t. III, p. 82), d'après laquelle Danton venait de recevoir 30.000 livres sur les fonds de corruption, se trouve ainsi corroborée. Elle paraît l'être aussi par ses achats de biens nationaux payés sans délai et par ce qu'on sait maintenant de son rôle dans le procès du roi (voir plus loin, p. 288-289). L. MADELIN (*Danton*, Paris, 1914, in-8°) et G. PARISOT, (*La Révolution*, citée p. 114) admettent la corruption, mais ils ne déniaient à Danton ni le patriotisme révolutionnaire, ni la capacité politique. C'est cette position moyenne qu'adopte G. LEFEBVRE, dans son essai de mise au point : Sur Danton, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. IX, ann. 1932, p. 385-424 et 484-500 ; ajouter G. PROU, Sur la fortune de Danton (d'après les minutes inédites des notaires parisiens), dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1955, p. 324-343. En ce qui concerne la

En province, le danger principal venait de La Fayette qui entraîna le Département des Ardennes et voulait marcher sur Paris, tandis que son ami Dietrich essayait de soulever Strasbourg. Ces tentatives échouèrent : abandonné par ses troupes, La Fayette, le 19 août, passa aux Autrichiens qui l'emprisonnèrent. A l'intérieur, quelques directoires de département regimbèrent : on les suspendit, et ce fut tout. Cependant, un grand nombre d'administrations demeuraient aux mains des constitutionnels et en conflit avec les clubs jacobins. L'Assemblée leur envoya, comme aux armées, des représentants en mission et le Conseil exécutif des commissaires choisis par Danton parmi les insurgés ; Roland eut aussi les siens ; la Commune en créa d'autres encore. Certains commissaires prirent des mesures révolutionnaires : arrestation de suspects, nomination de comités de surveillance, épuration des autorités. Celles-ci leur résistèrent et, parfois, les firent arrêter. Comme à Paris, ce fut souvent un chaos d'autorités rivales.

C'était bien une « seconde révolution » : elle apporta le suffrage universel et, en fait, la République. Mais elle ne recueillit pas, comme la première, l'adhésion chaleureuse et presque unanime de la nation. Depuis 1789, beaucoup avaient suivi les prêtres réfractaires ; de ceux qui demeuraient fidèles à la Révolution, les uns blâmèrent le 10 août, d'autres laissèrent faire, en tremblant pour les suites. Ceux qui avaient agi ou qui approuvèrent sans réserve ne constituaient qu'une minorité. Ils étaient résolus à écraser la contre-révolution par tous les moyens : la Terreur commença. Mais on constate qu'elle demeura anarchique : il lui manqua le Comité de salut public.

V. — LA PREMIÈRE TERREUR (SEPTEMBRE 1792)¹.

Le premier soin des vainqueurs fut d'imposer leur dictature. Dès le premier moment, la Commune supprima les journaux

journée du 10 août, la même diversité se manifeste ; pour AULARD, Danton a dirigé l'insurrection, comme il l'assura au tribunal révolutionnaire (*Études et leçons*, 4^e série, p. 194-226 : *Danton et la Révolution du 10 août 1792*) ; pour MATHIEZ, il n'a joué qu'un rôle effacé jusqu'au succès de l'insurrection. Danton était alors substitut du procureur de la Commune, mais il est de fait qu'on ne sait rien de précis sur son action ; toutefois, puisque les Girondins jugèrent bon de le faire entrer dans le Conseil exécutif provisoire, c'est qu'ils le regardaient comme un des meneurs.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Il n'y a pas d'étude d'ensemble sur la première Terreur. Pour Paris, se reporter à MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, citée p. 256, t. III et IV, et à F. BRAESCH, *La Commune du 10 août*, citée p. 254 ; pour la province, à A. MATHIEZ, *L'arrestation des suspects en Côte-*

d'opposition, ferma les barrières et, par des visites domiciliaires répétées, captura nombre de réfractaires et de notables aristocrates. Le 11 août, la Législative autorisa les municipalités à arrêter les suspects. L'application de ce décret dépendit des autorités locales : si, dans la Côte-d'or, elles ordonnèrent de multiples arrestations, il semble que, la plupart du temps, elles se montrèrent discrètes dans l'exercice de leur pouvoir ou n'en firent pas usage. La nouvelle de l'invasion et l'approche des élections décidèrent l'Assemblée, le 26 août, à ordonner la déportation ou, plus exactement, le bannissement de tous les réfractaires. A Paris, on les garda en prison ; dans les départements, la grande majorité d'entre eux s'exilèrent, mais non pas tous, et on ne rechercha guère les récalcitrants. D'autre part, beaucoup d'arrestations ne furent pas maintenues. Même à Paris, le nombre des emprisonnés a été exagéré. Le 2 septembre, les

d'or pendant la crise de la première invasion, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. II, ann. 1925, p. 113-130, ainsi qu'aux histoires locales. L'action des commissaires envoyés par le Conseil exécutif, la Commune et Roland est étudiée par P. CARON, *La première Terreur, I : Les missions du Conseil exécutif provisoire et de la Commune de Paris* (Paris, 1950, in-8°) ; II : *Les missions du Conseil exécutif provisoire et de la Commune de Paris dans l'Est et le Nord (août-novembre 1792)* (Paris, 1953, in-8° ; publication du Comité des Travaux historiques, « Notices, inventaires et documents », n° XXIII). La mission de Carnot en Alsace est étudiée par M. REINHARD, *Le grand Carnot*, t. I : *De l'ingénieur au conventionnel, 1753-1792* (Paris, [1950], in-8°). — Les massacres de septembre ont suscité nombre d'ouvrages, par exemple J. GRENTE, *Les martyrs de septembre à Paris* (Paris, 1919, in-8°), et J. HÉRISSAY, *Les journées de septembre 1792* (Paris, 1945, in-8°) ; on possède à présent une solide étude critique, celle de P. CARON, *Les massacres de septembre* (Paris, 1935, in-8°), où la plupart des exécutions populaires qui ont précédé ou suivi celles de Paris sont énumérées. — Sur Marat, à qui on impute d'ordinaire presque toute la responsabilité, F. CHÉVREMONT, *Jean-Paul Marat* (Paris, 1880, 2 vol. in-8°) ; A. CABANÈS, *Marat inconnu. L'homme privé, le médecin, le savant* (Paris, 1891, in-12 ; 2^e éd., 1911) ; L. R. GOTTSCHALK, *Jean-Paul Marat. A study in radicalism* (New York, 1927, in-8°) ; du même, Quelques études récentes sur Marat, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XIII, ann. 1936, p. 97-122 ; J. MASSIN, *Marat* (Paris, 1960, in-8° ; coll. « Portraits de l'histoire »). — Sur le rôle de Danton, A. AULARD, *Études et leçons*, citées p. 260, 2^e série, p. 39-106 : *Danton et les massacres de septembre* ; et en sens opposé : A. MATHIEZ, *Autour de Danton*, cité p. 260, ch. VI et VII. — Sur le mouvement politique entre le 10 août et le 20 septembre, se reporter à A. AULARD, *Histoire politique*, citée p. 113, II^e partie, ch. II, et à A. MATHIEZ, *La Révolution française*, t. II. Sur les mesures religieuses. A. MATHIEZ, *Les conséquences religieuses de la journée du 10 août* (Paris, 1911, in-8°) ; abbé L. MISERMONT, *Le serment de liberté-égalité* (Paris, 1914, in-8°) ; du même, *Le serment à la Constitution civile du clergé ; le serment civique [de 1792]* (Paris, 1917, in-8°). Pour les réformes favorables aux paysans, voir les ouvrages relatifs à l'abolition de la féodalité, aux biens nationaux et aux paysans, cités p. 180. Le mouvement économique et social est étudié par A. MATHIEZ, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, cité p. 251, ch. III ; E. CAMPAGNAC, Un prêtre communiste ; le curé Petitjean [à Epineuil, département du Cher], dans *La Révolution française*, t. XLV, ann. 1903, p. 425-446.

neuf dépôts visités par les massacreurs n'en contenaient qu'environ 2.600, dont moins d'un millier entrés depuis le 10 août. Somme toute, la première Terreur, malgré l'effroi qu'elle répandit, eût été assez bénigne s'il n'eût tenu qu'aux administrations, parce qu'elles n'avaient pas, en général, été renouvelées et parce que la bourgeoisie républicaine répugnait à suspendre les droits de l'homme et du citoyen.

Malheureusement, il fallait compter avec l'excitation populaire : avant et après le 10 août, il y avait eu en province bon nombre d'émeutes meurtrières et peu s'en fallut qu'à Cambrai, le 30 août, la nouvelle de la prise de Longwy n'entraînât l'extermination de tous les prêtres internés. Les volontaires se montraient souvent les plus disposés aux exécutions sommaires. A Paris, la volonté de venger les victimes du guet-apens du 10 août accroissait le péril. Dès le premier moment, les insurgés menacèrent de supprimer les prisonniers si on ne les faisait juger rapidement par un tribunal populaire. Le 17 août, l'Assemblée se résigna à en créer un, élu par les sections ; mais il se montra plus lent et plus clément qu'on n'aurait cru. Le massacre hanta de plus en plus les esprits quand l'invasion fut connue. D'ailleurs, les propositions violentes se multipliaient, même à l'Assemblée, où Merlin de Thionville demanda qu'on saisisse comme otages les femmes et les enfants des émigrés, tandis que Debry voulait créer un corps de tyrannicides qui iraient s'en prendre aux souverains. Marat avait bien des fois recommandé une hécatombe d'aristocrates comme le seul moyen de sauver la Révolution. L'« ami du peuple », aigri par l'insuccès, la pauvreté, les poursuites judiciaires, la maladie, jouissait d'une certaine influence, parce que ses prédictions sinistres se réalisaient et parce qu'il montrait un sens des souffrances et des vœux obscurs de la foule. Aussi a-t-on coutume de lui imputer la responsabilité des journées de Septembre ; mais la mentalité collective qui les rendit possibles résultait des circonstances, non de la volonté d'un individu.

Longwy s'était rendu ; le dimanche 2 septembre, on apprit que Verdun, assiégé, allait succomber ; le tocsin et le canon d'alarme retentirent ; les volontaires s'apprêtaient à partir en masse. Le bruit courait que, derrière eux, les prisonniers se soulèveraient pour courir sus aux patriotes. En fait, s'ils attendaient les Prussiens avec impatience, ils ne songeaient pas à se révolter ; mais l'état des prisons, confiées à un personnel peu nombreux et de qualité médiocre, rendait le soupçon vraisem-

blable ; évasions et rébellions s'y répétaient et les autorités avaient déjà exprimé la crainte de voir les détenus de droit commun se répandre en foule dans la ville ; ils étaient à peine moins odieux au populaire que les contre-révolutionnaires parce que, l'accès des maisons de force étant facile, il s'y fabriquait quantité de faux assignats qui infestaient les sections.

Dans l'après-midi, on transféra imprudemment des détenus de la mairie à l'Abbaye : à l'arrivée, un attroupement les mit à mort. A ce moment, les sections s'assemblaient. Celle de Poissonnière prit un arrêté exigeant que les prisonniers fussent jugés immédiatement ; il est probable que, dans plusieurs autres, les partisans de pareille mesure s'entendirent pour l'exécuter. A la fin de l'après-midi, des rassemblements passèrent aux actes aux Carmes, puis à l'Abbaye, ensuite à la Force, au Châtelet, à la Conciergerie et ailleurs. Des tribunaux populaires furent établis et les exécutions sommaires commencèrent ; elles continuèrent les jours suivants, s'étendirent à la Salpêtrière et à Bicêtre et durèrent jusqu'au 6. Les meurtriers, parmi lesquels on comptait beaucoup de petits bourgeois et des fédérés, ne semblent pas avoir été très nombreux ; mais aucune tentative sérieuse de répression ne se manifesta. Danton laissa faire et, quant aux Girondins, ils furent terrorisés : le soupçon se portait sur eux et, le 2, Robespierre signala Brissot et Carra comme complices de l'ennemi, le second ayant eu naguère l'incroyable idée de proposer comme roi Brunswick ou le duc d'York. On fit une perquisition chez Brissot et il fut question, paraît-il, d'arrestations auxquelles Danton s'opposa. Les documents qui subsistent ne permettent de fixer le nombre des morts que de manière approximative, entre 1090 et 1395, soit la moitié des prisonniers. Deux cent vingt-trois prêtres et d'autres « politiques » n'y comptent que pour un quart environ ; les trois quarts des victimes furent des détenus de droit commun. Le 3, le comité de surveillance de la Commune, qui s'était adjoint Marat, rédigea une circulaire à l'adresse des patriotes de province pour les appeler à la défense de Paris et les inviter à se débarrasser, avant de partir, des contre-révolutionnaires. Dans la suite, les Girondins en firent grand bruit ; mais rien n'atteste son influence. Des meurtres continuèrent, comme auparavant, à ensanglanter la province jusqu'à l'évacuation du territoire : la mentalité collective suffit à les expliquer.

La Terreur accentua les conséquences politiques, religieuses et sociales du 10 août. On n'osa plus défendre la monarchie ; le 4 septembre, la Législative exprima le vœu que la Convention

l'abolit et les députés de Paris en reçurent le mandat formel. Ces derniers avaient été nommés à haute voix et, dans les départements, quelques assemblées électorales en firent autant ou même commencèrent par s'épurer. Le nombre des abstentions fut énorme. Les élections à la Convention marquèrent bien moins l'instauration du suffrage universel que la dictature des partisans du 10 août.

L'Assemblée ferma, le 11 août, les monastères qui subsistaient ; supprima, le 15, les ordres enseignants et hospitaliers ; mit en vigueur le décret contre les réfractaires rejeté par le roi : la déportation du 26, les arrestations et les massacres les éliminèrent. Quant aux prêtres romains qui n'avaient pas eu à prêter le serment du 27 novembre 1790, ils durent jurer fidélité à la liberté et à l'égalité, en vertu du décret du 14 août qui visait les fonctionnaires et s'appliqua, le 3 septembre, à tous les citoyens. Le pape ne condamna jamais officiellement ce « petit serment » et le clergé se divisa une fois de plus, une partie des prêtres se soumettant comme Émery, le directeur de Saint-Sulpice. Désormais, bien des paroisses réfractaires acceptèrent un constitutionnel, faute d'autre. Il n'y en avait pas pour toutes et l'Assemblée en vint à voter, le 20 septembre, la laïcisation de l'état civil qu'elle discutait depuis des mois. Le même jour, elle institua le divorce. Le clergé constitutionnel se trouva ainsi atteint au moment même où il semblait triompher. Sur lui, l'autorité de l'État se faisait de plus en plus lourde : on lui défendit de percevoir un casuel, de porter le costume ecclésiastique en dehors de ses fonctions, de tenir des registres de catholicité, de subordonner le mariage à d'autres conditions que celles que la loi prévoyait et, par conséquent, de refuser de marier des divorcés et ses propres prêtres ; les cloches et l'argenterie furent enlevées des églises, les biens des fabriques mis en vente. La rupture des républicains avec le clergé constitutionnel n'était plus qu'une question de temps.

L'ordre social instauré par la Constituante subit également le contre-coup de la victoire populaire. Les paysans firent un grand pas vers la libération : le 25 août, les redevances seigneuriales disparurent sans indemnité à moins que le titre primordial ne subsistât ; le 27, on mit également fin au domaine congéable de Basse-Bretagne ; le 28, les communes récupérèrent ceux de leurs biens que les seigneurs s'étaient fait céder ou avaient usurpés. En outre, le 14 août, on facilita au prolétariat rural l'acquisition de la terre : les propriétés des émigrés, dont un décret du 27 juillet

avait ordonné la vente, seraient divisées en petits lots qui pourraient être cédés contre une rente annuelle, et on autorisa le partage des communaux. A Paris, la Commune enrôla les chômeurs pour les travaux de fortifications.

Comme le problème des subsistances devenait aigu, la Commune demanda, le 11 août, qu'on interdît le commerce de l'argent et la pratique des deux prix. Une terrible émeute suspendit la circulation sur le canal du Midi. D'autres émeutes imposèrent la taxation à Lyon et à Tours. Presque partout, les autorités revinrent d'elles-mêmes à la réglementation. Finalement, les décrets des 9 et 16 septembre permirent aux directoires de district de recenser les grains et d'exiger des contingents pour garnir les marchés : l'Assemblée n'osa faire plus que refuser la taxation. Ces mesures semblaient en présager d'autres ; quelques Jacobins en firent d'inquiétants commentaires : dans l'Eure et le Calvados, Dufour et Momoro déclarèrent que les propriétés industrielles et commerciales étaient garanties par la nation, mais que celle-ci, tout en respectant provisoirement la propriété foncière, avait sur les produits un droit de réglementation. « Gare la loi agraire », écrivait l'évêque Lindet. Dans le Cher, le curé Petitjean invitait ses ouailles à mettre leurs biens en commun et à ne plus payer de fermages.

Les Montagnards, élus à Paris, se voyaient plus ou moins dépassés. Ceux mêmes qui excusaient les massacres n'aimaient pas l'anarchie de la rue et aucun d'eux ne pensa jamais à supprimer la propriété, Marat et Hébert pas plus que les autres ; ils ne tenaient pas à la réglementation, ni surtout à la taxation. Mais, à rompre avec le peuple, ils eussent fait le jeu des modérés, comme les Feuillants faisaient celui de la contre-révolution, et, d'autre part, ils pensaient que, pour défendre la Révolution, quelques-unes des mesures que le peuple exigeait pouvaient être utiles. L'ennemi comptait en France des complices plus ou moins conscients. Le 21 août, la première insurrection vendéenne s'empara de Châtillon et la conspiration de La Rouërie en Bretagne avait été révélée à Danton ; ce furent les royalistes qui provoquèrent la capitulation de Verdun. Bien des gens encourageaient la résistance aux enrôlements et aux réquisitions, prédisaient la victoire des alliés et s'en réjouissaient. La Terreur devait réduire les suspects à l'impuissance et assurer l'obéissance de tous. La réquisition et la taxation permettraient de pourvoir les armées, de ménager la dépense et d'assurer l'ordre. C'est pourquoi le régime de l'an II reçut, dès ce moment, une première

esquisse. D'un commun accord, la Commune et l'Assemblée appelèrent 30.000 hommes aux environs de Paris et poussèrent les bataillons vers la frontière. Dans le nord et l'est, on fit des levées en masse de gardes nationaux. La Commune, procédant à un essai de mobilisation générale, requit armes, chevaux de luxe, cloches, bronzes et argenterie des églises ; elle organisa des ateliers d'habillement. Enfin, le 4 septembre, le Conseil exécutif prescrivit la réquisition et la taxation des grains et fourrages au profit de l'armée. Il fallait du temps pour que ces efforts portassent fruit. Cependant, ce ne fut pas en vain que la défense nationale reçut cette vigoureuse impulsion. Il partit pour la Champagne une vingtaine de mille hommes. Après Valmy, ces renforts impressionnèrent les Prussiens et alimentèrent l'offensive de Belgique. L'armée sentit que le gouvernement, désormais, était résolu à lutter. Cette volonté de vaincre, Danton l'exprimait mieux que nul autre. Sans lui, certains de ses collègues faiblissaient : le 28 août, ils envisagèrent la retraite sur la Loire. C'eût été l'effondrement moral du pays. Moins sûr de la victoire qu'il ne disait, il montra l'imperturbable énergie d'un chef et, ce jour-là, mérita bien de la Révolution.

Sursaut populaire ou moyen de gouvernement, la Terreur, expédient temporaire contre le péril, devait prendre fin après la victoire. Valmy donna le signal de la détente. Les Girondins, d'ailleurs, n'attendirent même pas ce moment pour prendre leur revanche. Les massacres et les arrestations arbitraires suscitaient une violente réprobation. Le régime des réquisitions et les déclarations à tendance socialiste effrayaient la bourgeoisie : instinctivement, elle se massa derrière la Gironde qui, comme hier les Feuillants, dénonçait le péril social. Or, le parti dominait l'Assemblée et détenait la majorité dans le Conseil ; le résultat des élections l'encourageait, la plupart des élus lui étant favorables : dans les départements, les révolutionnaires ne suivaient pas dans le détail les luttes de leurs frères de Paris et, moins nombreux, plus menacés, éprouvant mieux la nécessité de l'union, ne s'y intéressaient pas beaucoup ; à leurs yeux, les Girondins apparaissaient comme les hommes du 10 août, puisque cette journée les avait ramenés au ministère.

Le 13 septembre, Roland dénonça les commissaires de la Commune ; le 17, Vergniaud s'en prit au comité de surveillance. La Commune plia aussitôt, cassa son comité, fit amende honorable. Le 20, il n'en fut pas moins décidé qu'on en élirait une nouvelle. Ce n'était là qu'un début. Les Brissotins ne pardon-

naient aux sans-culottes parisiens ni leurs angoisses, ni leur mise à l'écart, ni l'élection des Montagnards. Mme Roland conçut une haine violente pour Robespierre et surtout pour Danton qui ne laissait aucune autorité à son mari. Ce fut elle qui lança l'idée d'une garde départementale destinée à protéger la nouvelle assemblée : on pourrait alors mettre les Montagnards en accusation. Avant même qu'elle se réunit, la lutte inexpiable des partis déchirait la Convention.

CHAPITRE IV

L'INVASION DE LA POLOGNE ET DE LA FRANCE.

LA RIPOSTE RÉVOLUTIONNAIRE :

VALMY ET JEMAPPES

(septembre 1792-janvier 1793)¹

L'inaction des Français permit aux Prussiens et aux Autrichiens de poursuivre tranquillement leurs préparatifs militaires. Mais les coalisés ne surent pas profiter de ce répit ; leurs lenteurs laissèrent aux républicains le temps de se débarrasser du roi ; leurs différends permirent bientôt aux armées révolutionnaires de ressaisir l'offensive.

I. — L'INVASION DE LA POLOGNE ET LA QUESTION DES INDEMNITÉS².

A Berlin et surtout à Vienne, ce n'étaient que lenteurs et divisions. François II passa l'été à se faire couronner à Bude, à Francfort et à Prague ; il s'ennuyait au Conseil et ne décidait qu'à regret. Spielmann avait définitivement attaché sa fortune à l'alliance prussienne et Philippe Cobenzl le suivait timidement, tandis que Kaunitz et ses collègues restaient fidèles à la tradition et détestaient le parvenu. Chez les Prussiens, les ministres jaloussaient les favoris, surtout l'incapable Bischoffwerder, et critiquaient vertement l'alliance autrichienne ; soumis aux ordres du roi qui voulait guerroyer en France, ils n'en tenaient pas moins l'entreprise pour superflue, et même dangereuse, à présent

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Ceux qui sont indiqués p. 199 (le t. III de l'ouvrage d'A. SOREL commence avec l'invasion prussienne) et particulièrement ceux de R. LORD et de K. HEIDRICH. Le t. II du recueil de documents publié par A. VON VIVENOT, cité p. 199, est intitulé *Von der französischen Kriegserklärung und dem Rücktritt des Fürsten Kaunitz-Rietberg bis zur zweiten Theilung Polens (April 1792-März 1793)* ; un supplément a pour titre *Zur Genesis der zweiten Theilungs Polens*.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir la note précédente.

que la question polonaise se posait. Pourtant, il faut l'avouer, l'audace et la désinvolture de Catherine déjouèrent toutes les prévisions.

La tsarine ne se laissait pas devancer par les événements : en poussant les Allemands contre la Révolution, elle se préparait à entrer en Pologne dès qu'ils auraient le dos tourné. Le jour même que la Législative déclara la guerre, elle lançait la dépêche annonçant aux Allemands qu'elle allait intervenir en Pologne ; dans la nuit du 18 au 19 mai, près de 100.000 Russes franchirent la frontière en Lithuanie et en Ukraine. La Diète conféra des pouvoirs dictatoriaux à Stanislas et disparut, le 29. Les deux armées polonaises comptaient un peu plus de 30.000 hommes. Poniatovski, qui commandait au sud, manquait d'expérience et de décision ; mais un de ses lieutenants, Kosciuszko, ancien combattant de la guerre d'Amérique, sut manœuvrer. Constamment tournés, les Polonais évitèrent l'encerclement. Ils finirent pourtant par défendre la ligne du Boug ; elle fut forcée le 18 juillet et ils durent se retirer sur Varsovie. Leur situation n'était pas absolument désespérée, car les Russes s'éloignaient de leurs bases et les volontaires affluaient : la Pologne commençait à s'émouvoir. Malheureusement, son roi la trahissait : dès le début, il prit le parti de la livrer pour sauvegarder sa situation personnelle ; le 19 juin, il implora la clémence de Catherine et, le 22 juillet, reçut l'ordre d'adhérer purement et simplement à la Confédération de Targovitza. Le lendemain, il arracha au Conseil son consentement. Les Russes occupèrent toute la Pologne ; les confédérés rétablirent l'ancienne constitution et s'emparèrent du pouvoir ; ils disséminèrent l'armée à travers le pays et la plupart des chefs patriotes émigrèrent.

Prussiens et Autrichiens furent consternés. Ils étaient bien convenus de ne pas défendre la constitution du 3 mai et l'avaient fait savoir à Varsovie, mais en espérant que le succès de Catherine serait moins prompt et moins complet et qu'au moins elle se concerterait avec eux sur le sort de la Pologne. En vain lui proposèrent-ils d'accéder à leur traité de février et de restaurer ainsi la Triple Alliance : elle fit la sourde oreille et offrit seulement, le 14 juillet, de renouveler son accord avec l'Autriche, puis, le 3 août, de s'unir de nouveau à la Prusse ; autrement dit, elle voulait négocier séparément avec chacune d'elles. Les deux puissances, se méfiant l'une de l'autre, ne cherchèrent plus qu'à se ménager la toute-puissante impératrice et à se concilier ses bonnes grâces.

Sur le destin réservé à la Pologne, l'entourage de Catherine ne s'entendait pas et il est probable qu'elle-même hésita. On admet d'ordinaire qu'elle méditait de la conserver intacte sous son protectorat. La réalité est plus complexe. Elle savait bien que la Pologne, à la première occasion, pourrait lui échapper avec l'appui de ses voisins, comme en 1789 ; annexer l'Ukraine serait plus sûr et flattait son amour-propre. D'autre part, elle désirait sincèrement que les Français fussent mis à la raison et ne doutait pas que la Prusse abandonnât son entreprise si on lui refusait sa part de Pologne. Il est donc probable qu'un second partage eût rapproché les trois complices et consolidé la coalition si, pour désarmer Kaunitz, Spielmann ne se fût avisé de réclamer, au lieu d'un morceau de Pologne, l'échange des Pays-Bas contre la Bavière, depuis longtemps désirée par le vieux chancelier.

Idée vraiment désastreuse : Catherine saisit la balle au bond, ce qui subsisterait d'État polonais sous son protectorat en devant être d'autant plus grand. Ainsi, l'Autriche la poussait à s'entendre séparément avec la Prusse pour entrer aussitôt en possession, alors que l'échange ne pourrait s'exécuter qu'après la paix avec la France, sans compter que le duc de Deux-Ponts, héritier présomptif de la Bavière, y était hostile et que les puissances maritimes s'opposeraient à l'installation en Belgique d'un prince incapable de la défendre ; si la guerre se prolongeait, l'Autriche se trouverait les mains vides en face de ses alliés satisfaits, à moins qu'elle ne les priât d'attendre qu'elle pût aussi se pourvoir : d'une façon comme de l'autre, la coalition serait moralement atteinte. Mais, à ce moment, on pensait que l'expédition de France se réduirait à une promenade militaire ; aussi la Prusse admettait-elle sans difficulté que l'Autriche entrât en possession, en même temps qu'elle, d'une indemnité égale à la sienne. Spielmann put donc se fourvoyer à loisir. Et, après tout, peut-être eût-il obtenu de la Prusse un traité en bonne et due forme, s'il n'avait été à demi désavoué.

Lorsque, à la suite des conférences de Potsdam (12-15 mai), Schulenburg fit des propositions officielles, il fallut bien que Spielmann mit l'empereur et Kaunitz au courant. Le chancelier s'écria que l'Autriche serait dupe et demeura intraitable. En août, François II accepta sa démission, ce qui ne l'empêcha pas de prêter l'oreille aux autres ministres qui combattaient obliquement le plan de Spielmann : le revenu de la Bavière n'égalait pas celui de la Belgique ; l'Autriche réclamerait donc un « surcroît » et on le trouvait opportunément dans les margraviats

d'Anspach et de Baireuth, dont Frédéric-Guillaume venait d'hériter. Lors du départ pour Francfort, l'indécision durait encore et le compromis ne fut adopté que le 17 juillet : encore François II réserva-t-il le consentement de l'Angleterre. Que la Prusse dût faire les frais du surcroît, Schulenburg s'en offusqua, sans refuser néanmoins d'en référer au roi. Les alliés se séparèrent donc sans rien signer, en sorte que, au début d'août, quand la Russie s'enquit du plan d'indemnité arrêté à Francfort, la Prusse répondit qu'il restait en suspens pour l'Autriche, mais que sa propre décision était prise ; cela permit à la négociation de s'ouvrir entre Berlin et Pétersbourg. Alors, Schulenburg signifia que le roi ne céderait pas les margraviats, et que l'Autriche eût à se borner à l'échange ou à proposer un autre *surrogat*. On se remit à discuter inlassablement à Vienne. Enfin, le 9 septembre, l'empereur se prononça : sans les margraviats, il ne pouvait être question de l'échange, ni par conséquent d'indemnités territoriales ; si la Prusse ne cédait pas, elle aurait à se contenter, comme l'Autriche, d'une indemnité pécuniaire. Spielmann partit, le 12, pour aller présenter ce beau programme à Frédéric-Guillaume ; il voyagea avec Haugwitz, le nouvel ambassadeur prussien à Vienne, qui, jusqu'ici, paraissait résolument favorable à l'alliance. Ils ne désespéraient pas : à la rigueur, l'empereur n'accepterait-il pas l'Alsace et la Lorraine jusqu'à la Moselle ? Précisément c'était à Paris qu'ils comptaient rejoindre le roi de Prusse.

II. — L'ARMÉE DE LA COALITION¹.

Aux coalisés, l'Europe ne fournit aucune aide. La contre-révolution avait perdu un de ses protagonistes en la personne du roi de Suède, assassiné le 16 mars : le duc de Sudermanie, devenu régent, se rapprocha de la France. En Espagne, d'Aranda s'efforçait de s'accommoder avec elle. Quant à Pitt, il demeurerait impassible. Seules, la Sardaigne et la Russie répondirent favo-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — On trouvera une bonne étude sur l'armée autrichienne dans la *Geschichte der Kämpfe Oesterreichs. Krieg gegen die französische Revolution*, t. I : *Einleitung* (Vienne, 1905, in-8° ; publication de la « Section historique de l'état-major autrichien ») ; exposé plus bref dans M. E. VON ANGELI, *Die Heere des Kaisers und der französischen Revolution im Beginne des Jahres 1792*, nouv. série, t. IV des *Mittheilungen des kais. und kön. Kriegsarchivs*, 1889. L'armée prussienne est décrite par A. CHUQUET, *Les guerres de la Révolution*, t. I : *La première invasion prussienne* (Paris, 1886, in-8°), ch. III. Ajouter C. JANY, *Die Gefechtsausbildung der preussischen Infanterie vor 1806*, dans « *Urkundliche Beiträge und Forschungen zur Geschichte des preussischen Heeres* », publiés par le grand état-major, t. I (1903), fasc. 5 ; *Der preussische Kavalleriedienst vor 1806*, dans la même collection, t. III (1904), fasc. 6.

ralement à la circulaire du 12 avril. Mais tout ce que promit Victor-Amédée, menacé d'une invasion française, fut de se défendre ; encore demandait-il qu'on l'aidât. Quant à Catherine, elle offrit 15.000 hommes au lieu des 12.000 que prévoyait son alliance avec l'Autriche, en observant toutefois qu'ils ne pourraient se mettre en marche qu'après la pacification de la Pologne ; on lui proposa dès lors de remplacer son contingent par un subside et elle offrit généreusement 400.000 roubles.

Cette guerre ne parut pas nationale aux Allemands, encore moins aux Italiens : ils y virent une guerre de classes ou idéologique, et leurs princes, une guerre politique. La réaction marquait des progrès en Allemagne : elle venait de convaincre Frédéric de Gentz, qui traduisit Burke à la fin de 1791. Les amis de la Révolution n'en demeuraient pas moins nombreux et hardis, surtout dans les pays rhénans ; ils condamnaient l'intervention et pronostiquaient la victoire des Jacobins ; les échecs des Français en avril furent pour eux une grande déception et Burger exprima leur amertume dans son *Chant de reproche* — « Qui ne peut mourir pour la liberté est digne de la chaîne » —, tandis que les contre-révolutionnaires assignaient aux sans-culottes une nouvelle devise : « Vaincre ou mourir ». Quant aux princes, ne voyant rien à gagner en cette affaire, ils s'abstinrent. De même, ce fut en vain que Victor-Amédée essaya, en octobre 1791, de confédérer les États de la péninsule italienne. On comptait du moins sur les souverains de la Rhénanie : aussi longtemps que les Austro-Prussiens ne furent pas en mesure de les protéger, ils négocièrent avec les Français pour ne pas s'exposer à l'invasion ; s'ils rompirent ensuite, la Hesse seule mit quelques régiments à la disposition des coalisés.

Ni l'Autriche ni la Prusse ne songèrent à engager toutes leurs forces qui, officiellement, s'élevaient à 223.000 et 171.000 hommes respectivement. Le duc de Brunswick ne disposa que des 100.000 hommes convenus, non compris les Hessois et les garnisons des Pays-Bas, et, quand il arriva, en juillet, à Coblençe, il constata qu'il ne les aurait pas. La Prusse fournit son contingent qui, déduction faite de la garde des magasins, ne représentait que 42.000 combattants. L'Autriche ne put rassembler le sien, s'étant heurtée à la mauvaise volonté de la Diète hongroise et des États provinciaux de Belgique. Le roi de Prusse n'était pas riche et, de 1789 à 1791, avait dissipé en partie le trésor de Frédéric ; néanmoins, il put contracter un emprunt en Hollande. L'Autriche, elle, épuisée par la guerre turque, n'acquittait même

pas ses dépenses courantes ; il lui fallait, d'ailleurs, se renforcer aux Pays-Bas et la désertion sévissait parmi ses troupes. Elle n'envoya que 29.000 hommes à Brunswick, dont 15.000 sous Hohenlohe-Kirchberg et 11.000 venus des Pays-Bas, sous Clerfayt. Sur les instances du roi, le duc se résigna à emmener 4 à 5.000 émigrés, mais il tenait leur valeur militaire pour négligeable. 16.600 Autrichiens restèrent sur le Rhin et 25.000 autres aux Pays-Bas : le gouverneur, Albert, duc de Saxe-Teschen, en employa 13.000 à l'attaque de Lille.

La qualité du moins, au jugement des contemporains et des Français eux-mêmes, compensait la quantité. Les troupes prussiennes passaient pour les meilleures de l'Europe, par la précision mécanique de leurs évolutions sur les champs de manœuvre et par une discipline brutale, mais exacte, qui proscrivait toute initiative de la part de l'officier aussi bien que de ses hommes. Frédéric II avait porté à la perfection le dressage du soldat, le *drill*, que les militaires de tous les pays admiraient et s'efforçaient d'imiter. De fait, cette méthode répondait aux conditions du recrutement, l'armée se composant de paysans illettrés et de volontaires qui n'inspiraient que méfiance, et mieux encore à l'ordre linéaire, conçu pour donner au fusil le maximum d'efficacité par des feux de salve et un tir aussi accéléré que possible. Toutefois, l'armée de Frédéric-Guillaume II n'avait jamais fait campagne : à l'épreuve, le vernis s'écailla. Des déficiences graves se révélèrent : l'artillerie se montra médiocre, le génie incapable, le service de santé inexistant, l'administration routinière. Déjà, en 1790, les défauts de la mobilisation avaient entraîné le suicide du ministre. Le soldat ne vivait pas sur le pays : il emportait du pain pour neuf jours et achetait le reste sur sa paye ; ensuite, il fallait établir une nouvelle base, des magasins et des fours, ou se ravitailler par charrois ; comme on laissait les officiers emmener un bagage énorme, la marche devenait extrêmement lourde. On estimait moins l'armée autrichienne, parce qu'elle copiait celle de Frédéric II ; en 1753, Marie-Thérèse avait assujéti ses provinces allemandes au tirage au sort suivant le système prussien des *Kantonisten* ; on imitait aussi le *drill*. Toutefois, les Autrichiens venaient de faire la guerre contre les Turcs : supériorité incontestable sur les Prussiens ; leur commissariat civil y avait appris à nourrir les troupes dans un pays de peu de ressources et dépourvu de communications ; sur la frontière de France, il se débrouilla mieux que l'autre.

Le duc de Brunswick ne se souciait guère des lenteurs. La politique monarchique prescrivait en premier lieu de ne pas aventurer à la légère une armée qu'on ne pourrait reconstituer qu'au prix de beaucoup de temps et d'argent ; d'autre part, elle songeait moins à détruire l'adversaire qu'à saisir des gages en vue des négociations prochaines. Les conditions du dressage et la tactique de l'infanterie n'encourageaient pas à rechercher la bataille décisive : il fallait qu'on se trouvât sur un terrain propice et comme au champ de manœuvre. L'ordre linéaire se prêtait mieux à la défense qu'à l'attaque, parce que la marche dérangeait l'alignement et interdisait les feux de salve ; il était d'ailleurs à la merci d'une charge de cavalerie et ne s'adaptait pas à la poursuite. Ces objections dataient de loin ; mais Frédéric II lui-même n'avait pas surmonté les difficultés : l'ordre profond, la colonne, en restituant à l'infanterie sa puissance de choc, éteignaient son feu ; l'ordre en tirailleurs n'inspirait pas confiance parce qu'il ne permettait pas de former le carré contre la cavalerie et favorisait la désertion : on ne l'employait que pour commencer l'action ou pour aborder les retranchements. A cet égard aussi, les Autrichiens prenaient l'avantage : ils disposaient d'une infanterie légère, les Tyroliens et les Croates ; mais elle restait peu nombreuse. L'école conseillait donc d'éviter la bataille, de manœuvrer pour menacer les communications de l'ennemi, de le contraindre à céder du terrain en laissant derrière lui des places fortes qu'on assiégeait ensuite à loisir. Comme l'adversaire se réglait de même, il importait de couvrir soigneusement ses flancs et surtout ses magasins ainsi que les routes des convois : l'armée s'étirait en « cordon » et achevait de perdre toute vigueur offensive. En France, le comte de Guibert avait souhaité qu'une armée, devenue nationale, d'un patriotisme ardent et confiante en sa masse, renouvât la tactique et la stratégie : la Révolution seule put la réaliser. A la Prusse, le grand Frédéric ne légua même pas de disciples : outre qu'on lui comptait bien des échecs, on observait qu'il était devenu de plus en plus prudent à la fin de sa carrière, et on attribuait ses victoires, remportées en dépit des principes, à l'incapacité de ses adversaires ou au hasard. Ainsi pensait le duc de Brunswick, général fameux, brave et réfléchi, mais qui manquait de la qualité essentielle du grand homme de guerre : il avait peur d'oser. Craignant d'ailleurs de compromettre sa gloire, il oblitéra son autorité en stipulant que Hohenlohe exécuterait, sous sa propre responsabilité, le plan arrêté ; plein de respect pour le roi, il n'osa pas non plus l'écarter

de l'armée ni le contredire, de sorte qu'en fait les envahisseurs eurent trois chefs.

D'après le projet que le duc exposa en février et qu'il défendit, en mai, aux conférences de Sans-Souci, les Prussiens devaient marcher par Longwy sur Verdun, séparant l'armée de Metz, contenue par Hohenlohe, de l'armée de Sedan, observée par Clerfayt. La Meuse atteinte, on ferait le siège des places laissées en arrière et on prendrait ses mesures pour marcher sur Paris au printemps. Cette conception se conformait aux principes. Mais l'opinion générale tenait « l'armée des savetiers » pour incapable de résistance : il en irait de la France comme de la Hollande en 1787. Bouillé assurait, de plus, qu'il avait en poche les clefs des forteresses et que la majorité des Français attendaient la délivrance avec impatience ; on croyait qu'un manifeste menaçant rallierait les hésitants. Frédéric-Guillaume voulait donc entrer à Paris dès la fin de l'été. Le duc estimait ses effectifs trop maigres et la saison trop avancée : il se tut sans renoncer à son plan. On se mit en route sans arrêter positivement ce qu'on allait faire.

Les derniers préparatifs s'achevèrent pendant les fêtes du couronnement de François II, où la vieille Allemagne, pour la dernière fois, se donna en spectacle. Ce fut alors que Mallet du Pan présenta aux souverains le projet de manifeste que Louis XVI avait reçu des Feuillants ; le marquis de Limon lui opposa le sien que Fersen approuvait. Les diplomates les examinèrent distraitement et choisirent le second, sans qu'on sache trop pourquoi. Le 25 juillet, Brunswick en endossa la responsabilité : il s'en repentit toute sa vie.

III. — VALMY (20 SEPTEMBRE 1792)¹.

Le 30 juillet enfin, l'armée quitta Coblenz ; elle ne franchit la frontière que le 19 août. Aussitôt, il se mit à pleuvoir et, désormais, un déluge presque continu transformait la Woëvre et l'Argonne

1. OUVRAGES A CONSULTER. — L'état de l'armée française à la veille de Valmy n'a pas fait l'objet d'une étude particulière. Pour les opérations, outre les ouvrages généraux indiqués p. 249, voir A. CHUQUET, *Les guerres de la Révolution*, t. I : *La première invasion prussienne* (Paris, 1886, in-8°) ; t. II : *Valmy* (1887) ; t. III : *La retraite de Brunswick* (1887) ; du même, *Dumouriez*, cité p. 235 ; *Krieg gegen die französische Revolution*, cit. p. 249, t. II (1905) ; GÛTHE, *Campagne in Frankreich* (1822), publié avec une introduction d'A. DOWS dans la grande éd. : *Gœthes sämliche Werke. Jubiläums Ausgabe*, t. XXVIII (Stuttgart 7, [1903], in-8°) ; voir aussi l'éd. A. CHUQUET (Paris, 1884, in-12) et la trad. PORCHET (Paris, 1882, in-12).

en un borbier affreux où la lourde armée s'enlisa peu à peu : la pluie fut pour la Révolution le plus précieux des alliés. Le duc attaqua Longwy, le 22 ; dépourvu d'équipage de siège, il bombardait la ville qui capitula le 23. Verdun, assiégé le 29, se rendit de même le 2 septembre, après le suicide ou l'assassinat du commandant Beaurepaire¹. Ce n'était pas que les Lorrains fussent hostiles à la Révolution : les envahisseurs le constataient avec chagrin. Mais les citoyens faiblirent sous le bombardement et il n'y avait pas encore de gouvernement révolutionnaire pour les obliger au sacrifice et pour mater les royalistes : ceux-ci en profitèrent pour intimider l'autorité militaire. Si les « vierges de Verdun », qui furent plus tard guillotines, ne jonchèrent pas de roses le chemin du roi de Prusse, elles lui firent bon visage.

Jusqu'alors, Brunswick n'avait pas renoncé à son plan ; comme le roi s'obstinait, sous l'influence de Calonne et de Breteuil, il céda enfin. Au reste, les armées de Sedan et de Metz reculaient : il ne craignait plus d'être tourné et appela à lui Hohenlohe, qui laissa un rideau devant Thionville. Le 8 septembre, l'armée coalisée aborda l'Argonne, Hohenlohe aux Islettes où passe la route de Châlons, le duc vers Grandpré, à la trouée de l'Aire, Clerfayt au nord. Partout, ils trouvèrent les Français commandés par Dumouriez.

Abandonné par Louis XVI et brouillé avec la Gironde, Dumouriez avait vu, sans se déconcerter, son étoile s'éclipser. Au camp de Maulde, il fit merveille et, en contrecarrant La Fayette, regagna la confiance des Jacobins. Quand l'armée de Sedan se trouva sans chef, le Conseil exécutif la lui confia : il y arriva le 28 août. Son dessein restait le même : il voulait toujours entrer en Belgique, persuadé que Brunswick courrait au secours du duc de Saxe-Teschen. Servan, au contraire, le pressait de couvrir Paris, parce qu'il désirait ménager l'opinion ; au reste, du point de vue stratégique, il était bien douteux que Brunswick se

1. Le siège de Verdun et la mort de Beaurepaire ont fait couler beaucoup d'encre. A. CHUQUET (voir p. 276) se déclare fermement convaincu du suicide de Beaurepaire, mais la thèse de l'assassinat a été fortement défendue par E. PIONNIER, *Histoire de la Révolution à Verdun* (Paris, 1906, in-8°) ; son exposé fut critiqué par M. SAINTELETTE, *La mort de Beaurepaire* (Paris, 1908, in-8°). Les deux thèses sont résumées par X. DE PÉTIGNY, *Beaurepaire et le premier des bataillons des volontaires de Maine-et-Loire à Verdun, juin-septembre 1792* (Angers, 1912, in-8°). Deux faits sont hors de conteste : la trahison des royalistes, y compris quelques-uns des officiers qui dirigeaient la défense, et la défaillance de la population. Si Beaurepaire n'a pas été assassiné, il a été, en tout cas, acculé au suicide par la trahison ; mais l'assassinat est beaucoup plus vraisemblable.

détournât de sa route pour aller défendre les Pays-Bas et, les Prussiens à Paris, que fût devenu Dumouriez en Belgique ? Lui-même changea d'avis quand il vit l'ennemi sur la Meuse ; le 1^{er} septembre, il quitta Sedan et, grâce à une marche de flanc que Clerfayt, par une incroyable inertie, ne chercha même pas à troubler, porta ses 23.000 hommes sur l'Argonne. Duval et Beurnonville lui amenaient du nord une dizaine de mille hommes ; Kellermann arrivait de Metz avec 18.000 autres.

L'armée française réalisait des progrès depuis le printemps ; la guerre de postes l'aguerrissait et, bien que la Législative se refusât obstinément à verser les volontaires dans les troupes de ligne, l'amalgame commençait, les généraux associant dans leurs formations des bataillons d'origine différente. Des paniques éclataient encore et Dumouriez ne se jugeait pas en état de livrer bataille en rase campagne ; du moins la défense semblait-elle possible, surtout dans une contrée telle que l'Argonne. L'artillerie l'emportait largement sur celle de l'ennemi et La Fayette l'avait dotée de batteries à cheval. Les généraux français gardaient beaucoup de la tactique traditionnelle : le règlement d'août 1791, fondé sur l'enseignement de Guibert, préconisait l'ordre mince, l'infanterie étant rangée en deux lignes, chacune de trois rangs, et admettait l'attaque en ordre profond, par colonne de bataillon. Néanmoins, la force des choses commençait à transformer le combat : la défensive, la guerre de postes, la nécessité d'utiliser les volontaires, qu'on ne pouvait dresser à l'ordre linéaire, mais qu'on voyait pleins d'ardeur et d'initiative, conduisaient à disperser en tirailleurs une part sans cesse croissante de l'effectif. L'armée possédait maintenant un chef. Comme général, en effet, Dumouriez manifesta d'éminentes qualités : brave et endurant, il savait parler au soldat et s'en faire aimer ; plein d'entrain et de gaieté, il affectait la confiance dans les pires conjonctures et ne perdait jamais son sang-froid. Malheureusement, à l'armée comme dans le cabinet, il conservait un fonds de légèreté et d'étourderie qui faillit le perdre.

S'en rapportant au chef qui commandait au défilé de la Croix-aux-Bois, il laissa dégarnir ce poste. Clerfayt l'enleva, le 12 septembre, et Dumouriez se trouva tourné ; il réussit à s'échapper de Grandpré par une marche de nuit et vint camper autour de Sainte-Menehould, s'adossant à Dillon qui tenait toujours aux Islettes, et bientôt renforcé par Beurnonville et Kellermann. La route de Paris se trouvait ouverte. Mais Brunswick ne pouvait s'y engager en laissant ses arrières exposés à une attaque : il demeura

inactif jusqu'au 17, puis franchit l'Argonne et, enveloppant les positions des Français, vint menacer la route de Vitry, leur unique ligne de retraite, pour les obliger à se retirer. Le 19, le roi, pressé d'en finir, dédaignant les règles de l'art, ordonna de marcher droit à l'ennemi. Le 20, les Prussiens abordèrent les troupes de Kellermann, rangées en bataille sur les hauteurs de Valmy et d'Yvron ; une canonnade furieuse s'engagea ; puis, l'après-midi, l'infanterie s'avança ; les Français faisant bonne contenance et redoublant leur feu, les colonnes d'attaque, impressionnées, hésitèrent et Brunswick jugea le coup manqué : il ordonna la retraite. Ce n'avait pas été une grande bataille ; néanmoins, les Français remportaient une grande victoire, victoire morale de la Révolution dans l'esprit même de ses ennemis et dont Goethe, à l'en croire, entrevit sur-le-champ les répercussions infinies ; succès militaire aussi, et trop déprécié, car il rangea le temps aux côtés des Français et assura ainsi la déconfiture de leurs adversaires.

On crut d'abord la partie remise. Dumouriez, aucunement rassuré, souhaitait atermoyer. Toujours avantageux, il se flatta d'exploiter la mauvaise humeur des Prussiens, d'obtenir leur départ, grâce à quoi il pourrait porter enfin la guerre en Belgique, et peut-être même conclure la paix ainsi qu'une alliance contre l'Autriche. Il amorça, le 22, une négociation. Les Prussiens lui répondirent avec empressement, s'imaginant qu'il voulait, comme La Fayette, marcher sur Paris pour restaurer lui-même la monarchie : que Louis XVI fût remis sur le trône et ils se déclaraient prêts à traiter. Mais, le 23, Dumouriez connut la proclamation de la République et la notifia au roi qui rompit les pourparlers, le 28, par un manifeste violent. Cependant, les troupes de Brunswick, mal ravitaillées de Verdun, exposées nuit et jour, en pleine Champagne pouilleuse, aux averses d'automne, en proie à la dysenterie, fondaient à vue d'œil ; il ne restait que 17.000 hommes valides et la retraite fut décidée pour le 1^{er} octobre. La situation parut très critique : au passage de l'Argonne, les Prussiens seraient à la merci de Dumouriez. Le 29, ils rouvrirent eux-mêmes la discussion et, juste à ce moment, arrivèrent les instructions que le Conseil exécutif, mis au courant, venait d'arrêter, les 25 et 26.

Danton éprouvait les mêmes inquiétudes que Dumouriez ; au milieu du mois, Lebrun avait entrepris de sonder le roi de Prusse en vue d'un armistice ; Servan voulait toujours ramener l'armée derrière la Marne ou sous Paris ; le Nord était envahi, Lille attaquée par les Autrichiens. On enregistrait les fâcheux effets

du 10 août à l'étranger : l'Angleterre, la Russie, l'Espagne, la Hollande, Venise rompaient tout rapport avec la France ; les cantons suisses armaient et les Bernois occupaient Genève ; on s'attendait à une attaque des Sardes. Montesquiou et Anselme reçurent l'ordre de s'avancer en Savoie et vers Nice ; Custine, l'autorisation de marcher sur Spire ; mais que donneraient ces diversions ? La négociation de Dumouriez parut une chance inespérée : on lui conféra pleins pouvoirs. Toutefois, le Conseil, ne prévoyant pas la retraite volontaire de l'ennemi, ne recommanda pas de le laisser échapper sans garanties.

Ce fut pourtant ce que firent Dumouriez et Westermann, l'envoyé de Danton. Leurs pourparlers demeurèrent un mystère ; mais les faits parlent : l'armée prussienne regagna la Meuse sans coup férir. A ce moment, Custine dépassait Spire : les Autrichiens abandonnèrent les Prussiens, et les Hessois prirent précipitamment la route de Coblenz ; Brunswick, pressé de les suivre, livra Verdun, le 8 octobre, puis Longwy, le 22, à Kellermann. Chemin faisant, les négociations allaient leur train ; puis, le roi, tiré du guépier, refusa de traiter. Faut-il croire qu'il avait joué les Français ? Ce n'est pas sûr ; l'évacuation du territoire, la faculté d'attaquer la Belgique, la perspective de détacher la Prusse de la coalition ont pu déterminer Dumouriez et le Conseil, qui l'approuvait, à épargner l'ennemi. Certains, devant cette politique, soupçonnèrent des dessous inavouables et n'en perdirent pas le souvenir. Mais, en dépit des rumeurs, cette retraite surprenante parut un éclatant triomphe de la jeune République et, il faut le reconnaître, elle en hâta un autre.

IV. — LA CONQUÊTE RÉPUBLICAINE ; JEMAPPES (6 NOVEMBRE 1792)¹.

Montesquiou, ayant enlevé Montmélián le 22 septembre, entra à Chambéry le 24 ; toute la Savoie l'accueillit en libérateur. On lui prescrivit de chasser de Genève les Bernois ; il préféra négocier et obtint leur départ. Anselme parvint à Nice le 29 septembre. Custine occupa Spire le 30 ; les Autrichiens ayant repassé le Rhin, il continua sur Worms, puis sur Mayence qu'il atteignit le 21 octobre, et enfin sur Francfort.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A. CHUQUET, *Les guerres de la Révolution*, t. IV : *Jemappes et la conquête de la Belgique* (Paris, 1890, in-8°) ; t. VI : *L'expédition de Custine* (1891) ; *Krieg gegen die französische Revolution*, t. II, cité p. 249. On ne trouvera rien de nouveau dans H. LIBERMANN, *La défense nationale à la fin de 1792* (Paris, 1927, in-8°).

Cependant, le duc de Saxe-Teschen bombardait Lille sans pouvoir cerner la ville. L'assemblée électorale du Nord, alors réunie au Quesnoy, décida de s'y transporter ; réduite à une poignée de Jacobins dirigés par le curé Nolf, elle prévint toute défaillance. Les représentants en mission mobilisaient le quart des gardes nationales. Les Autrichiens se retirèrent sur Mons, le 8 octobre. Le 6 novembre, Dumouriez, ayant rassemblé 40.000 hommes, attaqua l'ennemi, en avant de la ville, sur les hauteurs de Jemappes qu'il enleva d'assaut. Toute la Belgique tomba entre ses mains ; il occupa Aix-la-Chapelle et poussa jusqu'à la Roër.

En France et à l'étranger, ce retour de fortune fit une impression prodigieuse. Jemappes, écho formidable de Valmy, fut une véritable victoire révolutionnaire, remportée par une attaque frontale, sans manœuvre savante, par les sans-culottes, courant à l'ennemi au chant de *La Marseillaise* et de *La Carmagnole*, le submergeant sous le nombre : elle fit germer l'idée de la levée en masse et d'une guerre populaire, où l'on pouvait se passer de science et d'organisation.

Pourtant, la campagne avait été mal conduite. Si Dumouriez eût poursuivi les Prussiens et Custine occupé Coblenz, Brunswick se fût trouvé dans la souricière et, en abordant ensuite la Belgique par la Meuse, on anéantissait l'armée autrichienne. Dumouriez fit reculer les coalisés au lieu de les détruire. A moins qu'on ne conclût la paix, on pouvait être certain que, dès le printemps, ils attaqueraient de nouveau.

V. — LE SECOND PARTAGE DE LA POLOGNE ET L'ÉBRANLEMENT DE LA COALITION¹.

Toutefois, leur entente périlait : telle fut encore la vertu de Valmy. Quand Haugwitz et Spielmann arrivèrent à Verdun, le 8 octobre, ils trouvèrent l'armée en débandade, le roi furieux et humilié, Bischoffwerder disgracié et remplacé par Lucchesini, l'ennemi de l'Autriche. Haugwitz aussitôt changea de camp. Il ne s'agissait plus pour la Prusse d'envahir la France, mais de défendre l'Empire et les Pays-Bas ! L'Autriche, dès lors, devenait « partie principale » et la Prusse, n'étant plus que son « auxiliaire », pouvait désavouer le principe de la concomitance des indemnités, sinon de leur égalité : elle se pourvoirait sans s'inquiéter

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 269.

de son alliée et ne participerait à une nouvelle campagne qu'après avoir occupé sa part de Pologne. A la vérité, Frédéric-Guillaume, plus scrupuleux que ses ministres, affirmait qu'il ne cesserait pas de combattre les Français ; néanmoins, il savait que les Russes s'impatientsaient et Goltz assurait que Catherine acceptait de traiter séparément avec lui. Le roi, le 17 octobre, envoya pleins pouvoirs à son ambassadeur et, le 25, au camp de Merle, en Luxembourg, il signifia ses prétentions aux Autrichiens ; en cas de refus, il se bornerait à fournir le corps de 20.000 hommes prévu par le traité du 8 février, ou encore le contingent d'Empire, si la Diète déclarait la guerre à la France.

La note de Merle parvint à Vienne, le 20 novembre, en même temps que la nouvelle de Jemappes qui en renforçait la signification : l'Autriche devait se résigner à perdre son alliée ou à se passer provisoirement de toute indemnité. Pourtant, Spielmann et ses collègues ne désespérèrent point d'échapper à ce funeste dilemme ; ils comptaient sur la versatilité du roi et, cherchant à gagner du temps, ne répondirent que le 11 décembre : ils admirèrent que la Prusse occupât « éventuellement » sa part de Pologne. Haugwitz se récria et soutint plus tard qu'on lui consentit verbalement une occupation « actuelle » ; il crut, semble-t-il, avoir obtenu carte blanche. En réalité, l'Autriche invita secrètement l'Angleterre à s'opposer au partage ; elle pria Catherine de l'ajourner et de diminuer, en outre, la part de la Prusse : on savait que, depuis Valmy, Catherine se répandait en propos méprisants contre les vaincus. Mais l'Autriche avait trop attendu ; à la réflexion, Catherine craignit que Frédéric-Guillaume ne fit sa paix avec la France et que l'Angleterre n'intervint. Le 13 décembre au plus tard, elle se résolut à conclure et, le 16, Ostermann indiqua à Goltz ce qu'elle allait prendre : l'Ukraine et la Russie blanche, quatre fois plus que la Prusse en superficie, et 3 millions d'âmes contre un. Pourtant, le gain de Frédéric-Guillaume, Dantzig, Thorn, Posen et Kalisch, n'était pas à dédaigner. Le traité fut bâclé en six jours et signé le 23 janvier 1793. La Prusse s'engageait à continuer la guerre à l'ouest : en fait, elle envoya une partie de ses troupes en Pologne et ne pensa plus qu'à priver l'Autriche de toute aide efficace et de toute indemnité. On invita toutefois l'empereur à donner son adhésion, moyennant quoi on lui faciliterait le fameux échange avec tels avantages complémentaires qu'il serait possible. Quand, à Vienne, on eut reçu notification du traité, la consternation et l'indignation y furent inexprimables.

CHAPITRE V

LES ORIGINES DE LA COALITION GÉNÉRALE¹

Si la Révolution, victorieuse et en possession de gages territoriaux, avait temporisé jusqu'à l'époque du second partage de la Pologne, n'aurait-elle pas obtenu la paix d'une coalition disloquée, en offrant de rendre ses conquêtes à condition qu'on respectât son indépendance ? Oui probablement, et telle était sans doute la perspective qu'envisageait Danton au début d'octobre. Mais cette solution postulait que, dans l'intervalle, on résistât à l'enivrement de la victoire qui poussait à la guerre de propagande, aux annexions et par conséquent à la rupture avec l'Angleterre ; il fallait aussi qu'on épargnât Louis XVI. Pareille politique supposait l'accord de tous les républicains. La Convention, déchirée, ne put offrir la paix à l'Europe.

I. — LES DÉBUTS DE LA CONVENTION. GIRONDINS ET MONTAGNARDS².

La Convention nationale se réunit pour la première fois le 20 septembre, dans l'après-midi, au moment où finissait la

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Se reporter aux ouvrages généraux cités p. 199 ; particulièrement importants sont les livres de J. HOLLAND ROSE, *Pitt and the great war*, et de J. DÉCHAMPS, *Les Iles britanniques et la Révolution française*, cités p. 203.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour l'histoire de la Convention, se reporter aux ouvrages généraux, principalement à ceux de G. PARISSET et d'A. MATHIEZ (t. II et III), cités p. 113-114 ; à MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. IV à VIII (Paris, 1866-1881, in-8°) ; à C.-A. DAUBAN, *La démagogie à Paris en 1793* (Paris, 1868, in-8°). Ajouter A. KUSCINSKI, *Dictionnaire des conventionnels* (Paris, 1919, in-8°) ; A. AULARD, *Les orateurs de la Législative et de la Convention*, cité p. 235 (Condorcet : t. I, p. 263-280 ; la Montagne : t. II, liv. VIII et IX ; Robespierre : liv. X ; les Robespierriéristes : liv. XI). Les biographies sont nombreuses : pour les Girondins, voir p. 235 ; pour Danton, p. 260 ; pour Marat, p. 262 ; pour Robespierre, p. 128 ; sur Saint-Just, publications d'A. SOBOUT : Les « Institutions républicaines » de Saint-Just d'après les manuscrits de la

bataille de Valmy. S'étant constituée, elle vint, le 21, remplacer la Législative dans la salle du Manège. A la fin de la séance, Collot d'Herbois, chaudement appuyé par Grégoire, proposa d'abolir la royauté et entraîna aisément l'assemblée ; le lendemain, Billaud-Varenne obtint sans difficulté qu'on datât désormais les décrets de l'an I de la République. Celle-ci se trouva ainsi établie indirectement, non par préférence théorique et solennellement exprimée, mais parce que la France révolutionnaire, ayant pour sa sûreté renversé Louis XVI, se trouvait obligée de se gouverner elle-même.

Bibliothèque nationale, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1948, p. 193-262 ; Un manuscrit inédit de Saint-Just (*ibid.*, 1951, p. 321-359) ; Sur la mission de Saint-Just à l'armée du Rhin (brumaire an II) [édition du carnet de Saint-Just, « Correspondance et opérations »] (*ibid.*, 1954, p. 193-231 et 298-337) ; du même, *Saint-Just, Discours et rapports* (Paris, 1957, in-16 ; coll. « Les classiques du peuple ») ; E. N. CURTIS, *Saint-Just colleague of Robespierre* (New York, 1935, in-8°) ; L. CAHEN, *Condorcet et la Révolution française* (Paris, 1904, in-8°) ; M. REINHARDT, *Le grand Carnot*, t. I : *De l'ingénieur au conventionnel, 1753-1792* ; t. II : *L'organisateur de la victoire, 1792-1823* (Paris, 1950 et 1952, 2 vol. in-8° ; coll. « Figures du passé ») ; G. BOUCHARD, *Un organisateur de la victoire : Prieur de la Côte-d'Or, membre du Comité de salut public* (Paris, 1946, in-8°) ; L. LÉVY-SCHNEIDER, *Jean Bon Saint-André* (Paris, 1901, 2 vol. in-8°) ; STÉFANE-POL, *Autour de Robespierre. Le conventionnel Lebas* (Paris, 1901, in-8°) ; A. MONTIER, *Robert Lindet* (Paris, 1899, in-8°) ; A. TOURNIER, *Vadier* (Paris, [1896], in-8°) ; L. MADELIN, *Fouché* (Paris, 1900, in-8° ; nouvelle édition, Paris, 1955, in-8° ; les *Mémoires de Fouché* ont été réédités par le même, Paris, 1945, in-8°) ; G. AVENEL, *Anacharsis Cloots* (Paris, 1865, 2 vol. in-8°) ; S. STERN, *Cloots* (Stuttgart, 1914, in-8°) ; sur David, le livre de D. L. DOWD, *Pageant-master of the Republic : Jacques-Louis David and the French Revolution* (Lincoln, Nebraska, 1948, in-8°), décrit son rôle comme artiste ; C. PICHOS et J. DAUTRY, *Le conventionnel Chasles et ses idées démocratiques* (Aix-en-Provence, 1958, in-8° ; publication des « Annales de la Faculté des Lettres d'Aix-en-Provence », n° 20) ; A. GALANTE GARRONE, *Gilbert Romme, storia di un rivoluzionario*, préface de G. LEFEBVRE (Turin, 1959, in-8°). — La variété, signalée p. 114, atteignant son paroxysme à l'époque de la Convention, les histoires locales, celles de clubs (voir p. 156), celles des missions de représentants et de commissaires sont plus nécessaires que jamais : A. TROUX, *La vie politique dans le département de la Meurthe d'août 1792 à octobre 1795* (Paris, 1936, 2 vol. in-8°) ; on en citera quelques autres ultérieurement. — Sur les premières séances de la Convention et les partis, voir A. AULARD, *Histoire politique*, citée p. 113, II^e partie, ch. III, VI à VIII ; A. MATHIEZ, *Girondins et Montagnards* (Paris, 1930, in-8°) ; sur les démêlés avec la Commune, voir F. BRAESCH, *La Commune du 10 août*, citée p. 254. — Entre Girondins et Montagnards, A. AULARD n'aperçoit d'autre différence que la manière de comprendre le rôle de Paris dans la vie politique de la France (*Histoire politique*, II^e partie, ch. VII). A. MATHIEZ voit dans les premiers les représentants de la grande bourgeoisie et dans les seconds ceux de la démocratie des artisans, des petits propriétaires ruraux et des prolétaires : De la véritable nature de l'opposition entre les Girondins et les Montagnards, dans les *Annales révolutionnaires*, t. XV, ann. 1923, p. 177-197. Il faut éviter de se les représenter comme des partis organisés et bien délimités et, surtout, ne pas leur attribuer des idées réduites en corps de doctrine et cristallisées. L'influence des circonstances et des rivalités personnelles a été prépondérante.

La Convention ne pouvait être l'image fidèle du pays. La révolution du 10 août en excluait nécessairement les royalistes complices de l'étranger ou suspects de complaisance pour la trahison ; la masse, qui n'avait pas voté, se sentait inquiète et sourdement mécontente : elle aurait voulu jouir des profits de la Révolution et en répudier les charges. L'assemblée nouvelle émanait de la minorité qui repoussait tout compromis et refusait de tergiverser en présence du danger. Constituante, de par son nom même, et incarnant ainsi la souveraineté nationale, d'après la théorie de Sieyès, elle jouissait de tous les pouvoirs sans restriction : en fait et en droit, elle se trouvait investie de la dictature. Mais sa composition était loin de satisfaire la Commune et les insurgés du 10 août. D'une part, plus d'un élu ne se disait républicain que pour se plier aux circonstances. De l'autre, les sans-culottes des « journées », les adeptes de la Terreur et de la réglementation, n'y possédaient pas d'interprètes qui leur fussent propres ; la Montagne ne les y représentait qu'imparfaitement, n'ayant pas encore de programme économique et social, et les enfants perdus de la « loi agraire » se voyaient unanimement condamnés. Absents de la Convention, les extrémistes dominèrent promptement aux Cordeliers et les événements leur permettront, en 1793, d'entraîner à la fois la Montagne et les sections pour forcer la main à l'assemblée.

Au sein de cette dernière, deux états-majors, les Girondins et les Montagnards, entrèrent aussitôt en lutte. Ce n'étaient pas des partis organisés et disciplinés ; les uns et les autres eurent leurs dissidents et agirent en ordre dispersé. Ils ne défendaient pas non plus des doctrines nettement opposées et manifestaient plutôt des tendances, que leur rivalité et les difficultés à résoudre rendirent de plus en plus divergentes. L'origine de leur antagonisme remontait au conflit de Brissot et de Robespierre sur l'opportunité de la guerre, aux accusations réciproques de connivence avec la Cour. Puis survinrent le 10 août et ses conséquences : Mme Roland ne pardonnait pas à Danton son ascendant et groupa autour d'elle une faction particulièrement intransigeante, où figurèrent Barbaroux, Buzot et Louvet ; Pétion gardait rancune aux Parisiens de ne l'avoir point élu ; tous ressentaient encore la peur de septembre. La querelle ne tarda pas à s'envenimer. Contre la dictature centralisatrice, les Girondins invoquèrent l'appui des administrations locales, où la bourgeoisie modérée demeura retranchée, même après que la Convention en

eut décrété le renouvellement, et ils encouragèrent la passion de l'autonomie qui se donnait libre cours depuis 1789. Bien que certains montrassent de la sympathie pour le fédéralisme, le parti ne conçut jamais dessein de l'introduire en France ; mais il s'appuyait sur le particularisme, ce qui était pire. Liés à la bourgeoisie d'affaires, frayant peu avec le peuple, ayant abandonné les Jacobins pour se concerter chez Mme Dodun, chez Mme Roland ou chez Valazé, ils restaient attachés à la liberté économique, surtout Roland, et se brouillèrent ainsi avec les petites gens si férus de taxation. Dès lors, le conflit revêtit un caractère social. La bourgeoisie, presque entière, se groupa derrière les Girondins dont le nom servit de paravent, dans la Convention et plus encore en province, à ses préférences royalistes. Les Montagnards, députés de Paris, inclinaient naturellement vers la foule des « sectionnaires » sans-culottes ; maîtres du club des Jacobins, ils y communiquaient avec eux et plaidèrent leur cause. Menacés par la Gironde et, en outre, la jugeant incapable sinon de voter, du moins d'appliquer vigoureusement les mesures que la guerre imposait, ils finirent par adopter, non pas toujours sans regret, les vues populaires et se mirent à la tête de l'extrême-gauche révolutionnaire qui n'avait point place à l'assemblée. Encore leur union ne fut-elle pas intime et, à mesure que le groupe s'agrégea progressivement des provinciaux, il devint encore moins homogène.

Entre les deux « factions », le centre, dont dépendait la majorité, n'opta jamais sans retour. Bien résolus à défendre la Révolution et l'intégrité nationale, ces conventionnels se montrèrent opportunistes dans le choix des moyens. Très bourgeois, ils redoutaient le peuple, au fond ; la violence arbitraire et sanguinaire leur répugnait et, pour eux aussi, la liberté économique avait la valeur d'un dogme. Mais, tant que la République restait en danger, il leur semblait imprudent de rompre avec les hommes du 10 août, d'autant que les mesures que ceux-ci réclamaient pouvaient être utiles à titre provisoire, jusqu'à la victoire. C'est pourquoi, un certain nombre d'entre eux — Barère, Carnot, Lindet, Cambon — se rallièrent aux Montagnards. Plus clairvoyants que les chefs de parti, déjà enragés de haine, la plupart des députés se rendaient compte que les républicains étaient trop peu nombreux pour s'entre-déchirer sans se perdre. En changeant de camp, ils obligèrent la Convention à d'incroyables palinodies ; mais un réalisme profond les guidait.

II. — LA LUTTE DES PARTIS ET LA MORT DU ROI (SEPTEMBRE 1792-21 JANVIER 1793)¹.

Pendant quelques semaines, les Girondins conservèrent leur prestige et parurent maîtres de la Convention ; la jalousie des provinciaux contre la Commune et les sans-culottes de Paris, l'effroi qu'inspiraient les massacres, la colère éveillée par les propos qu'on jugeait menaçants pour la propriété, le sentiment de sécurité que les victoires répandirent promptement et la réaction générale contre la Terreur qui en résulta dans le pays, tout inclinait vers eux la majorité. Danton, optant pour la députation, quitta le Conseil exécutif et le « vertueux » Roland s'en crut désormais le chef. La Commune ne fut dissoute qu'à la fin de novembre ; mais elle avait perdu ses pouvoirs d'exception et supprimé son comité de surveillance. Les commissaires du pouvoir exécutif regurent leur rappel. La haute police se trouvait aux mains de Roland et du Comité de sûreté générale de l'assemblée : les poursuites s'arrêtèrent ; partout, on libéra les suspects et on laissa rentrer beaucoup de prêtres déportés et d'émigrés. Puis le tribunal du 17 août disparut et, le cours normal de la justice rétabli, il ne subsista plus de juridiction spéciale pour les contre-révolutionnaires, car la Haute Cour avait été déjà supprimée. La réglementation du commerce des grains tomba en désuétude, sans que les décrets de septembre eussent jamais été appliqués exactement ; Roland ne cessait de la condamner et, alors que les taxateurs venaient de déchaîner encore une fois des troubles violents entre l'Eure et la Loire, il fit rétablir la liberté, le 8 décembre. Depuis le début de la guerre, les fournisseurs avaient beau jeu et les opérations de Belgique constituaient une aubaine pour ceux que s'était associés Dumouriez, notamment pour l'abbé d'Espagnac. Pache, le nouveau

1. OUVRAGES A CONSULTER. — MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, citée p. 254, t. V ; Ed. SELIGMAN, *La justice en France pendant la Révolution*, citée p. 164, t. II ; P. de VAISSIÈRE, *La mort du roi* (Paris, 1910, in-8°) ; A. SEVIN, *Le défenseur du roi : Raymond de Sèze, 1748-1828* (Paris, 1936, in-8°), et *La défense de Louis XVI* (Paris, 1936, in-8° ; éd. du plaidoyer). — Sur le rôle de Danton et les tentatives de corruption pendant le procès, voir A. MATHIEZ, *Études robespierristes*, citées p. 260, t. II, ch. IV ; Théodore DE LAMETH, *Mémoires* (Paris, 1913, in-8°), et *Notes et Souvenirs* (Paris, 1914, in-8°), les uns et les autres publiés par E. WELVERT ; la lettre de M. Le Couteulx de Canteleu, insérée dans *La Croix*, numéro du 9 décembre 1926, et reproduite dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. III, ann. 1926, p. 179-183, et dans *La Révolution française*, t. LXXX, ann. 1927, p. 146-149 ; les lettres d'Ocariz publiées en appendice par A. CHABAUD, dans son éd. des *Mémoires de Barbaroux* (Paris, 1936, in-8° ; dans la coll. « Les classiques de la Révolution »), p. 291-294.

ministre de la Guerre, leur ayant substitué un « directoire d'achats », le général protesta sans relâche jusqu'à ce qu'enfin la Convention lui eût rendu la liberté d'engager à son gré les dépenses nécessaires au ravitaillement de son armée. En même temps, renonçant à fortifier Paris, on licenciait les travailleurs et, dans les manufactures nationales, Roland rétablissait le salaire à la tâche. Il s'appliquait à dénoncer la prodigalité de la Commune qui maintenait le pain à 3 sols aux frais des contribuables. Les paysans aussi furent atteints : on ajourna le partage des biens communaux et la vente des propriétés foncières des émigrés. Cette politique aigrissait de plus en plus les sans-culottes contre les « Rolandins ». Mais, à la Convention, elle ne rencontrait pas autant de résistance qu'on aurait cru ; au cours du grand débat sur le commerce des grains, Saint-Just, en économiste orthodoxe, montra que le seul remède à la cherté était de réfréner l'inflation ; si Robespierre exprima éloquemment les plaintes du peuple et demanda qu'on mît fin à l'accaparement, il ne proposa ni la réquisition ni la taxation. A l'égard du clergé, les républicains semblaient à peu près d'accord ; ils refusèrent de supprimer le budget du culte comme le voulait Cambon ; mais, en décembre, ils discutèrent paisiblement, sans d'ailleurs aboutir, l'organisation d'une instruction publique, laïque, gratuite et obligatoire, suivant les principes du fameux rapport présenté par Condorcet à la Législative. Enfin, Danton ne partageait pas l'invincible hostilité de Robespierre contre les Girondins : il leur offrit son appui.

Au fond, il appartenait plutôt au centre, comme le remarque Levasseur. Il ne demandait qu'à renoncer aux mesures extrêmes et, en octobre, à Théodore de Lameth venu de Londres pour implorer son concours, il promettait de s'employer à sauver Louis XVI ; il savait que c'était là une des conditions de la paix. Pour conclure celle-ci, il serait peut-être allé jusqu'à rétablir la monarchie constitutionnelle, en faveur du duc de Chartres par exemple. Dès le 4 octobre, il proposa de déclarer que la patrie n'était plus en danger. Mais, en sens inverse, l'apaisement et la modération supposaient la paix : grande difficulté, dont on ne pouvait venir à bout que par l'union des partis ; tout au moins, il fallait obtenir le silence des Montagnards. Les 21 et 25 septembre, Danton réprouva la dictature et la loi agraire, en même temps que le fédéralisme. La sagesse commandait aux Girondins de s'entendre avec lui.

Mais ils voulaient écraser leurs adversaires. Ils rejetèrent

Danton vers la gauche en lui réclamant le compte de ses dépenses secrètes, qu'il fut incapable de fournir, tandis que Mme Roland lui imputait le pillage du garde-meubles de la couronne qu'on venait de dévaliser. Le 25 septembre, Marat et Robespierre s'entendirent violemment dénoncer comme aspirants dictateurs ; les attaques contre la Commune se multiplièrent ; le 29 octobre, Louvet reprit l'offensive contre Robespierre. Les Girondins cherchaient visiblement à mettre en accusation ceux des auteurs du 10 août qui ne se ralliaient point à eux comme Carra et Barbaroux, en leur imputant les massacres et la dictature révolutionnaire. Ils comprenaient bien que, en incriminant ainsi et en poussant à bout les sans-culottes parisiens, eux-mêmes s'exposaient au risque d'une nouvelle journée ; aussi, le 23 septembre, Roland demanda-t-il que la Convention se donnât une garde et Buzot, que son amour pour Mme Roland tournait contre ses anciens compagnons, se fit l'apôtre de la « force départementale » destinée à protéger la représentation nationale.

Bien qu'elle partageât les antipathies de la Gironde, la majorité n'en refusa pas moins de lui livrer ses adversaires. Ainsi se révéla l'existence d'un tiers parti qu'on appela ensuite la Plaine, par opposition à la Montagne, ou qu'on flétrit du nom de Marais. Implicitement, cette majorité admit la thèse que Robespierre défendit avec brio le 5 novembre : certaines conséquences du 10 août paraissaient regrettables, mais il ne pouvait être question de proscrire les hommes qui avaient renversé Louis XVI et jugulé la trahison ; autrement, la Convention blâmerait tacitement l'insurrection et ruinerait ainsi sa propre autorité ; de plus, si elle employait la force contre les sans-culottes parisiens, elle se mettrait à la discrétion des royalistes. L'assemblée s'en tint donc à manifester son mépris pour Marat. Robespierre ne fut pas mis en accusation : l'épreuve le grandit et fit de lui le chef de la Montagne. Évitant de dresser les départements contre la capitale, on se contenta d'applaudir leurs adresses en faveur de la Gironde et on les laissa envoyer spontanément à Paris de nombreux fédérés.

N'ayant pas réussi, cette fois, à convaincre la Convention, les Girondins virent leur puissance décroître. Au Conseil exécutif, les ministres de la Guerre et de la Marine, Pache et Monge, se séparèrent de Roland. La bourgeoisie parisienne persistant à ne pas voter, les Jacobins s'emparèrent du Directoire du département et, à la Commune, un maire modéré fut flanqué de Chaumette comme procureur, d'Hébert comme substitut. Mais le pire fut que les Montagnards, menacés, répliquèrent à leurs

adversaires en leur reprochant d'ajourner le procès du roi.

Tel était leur désir. L'orientation de leur politique intérieure conduisait à épargner Louis XVI. Mais Danton avait déjà dit à Lameth : « Peut-on sauver un roi mis en jugement ? Il est mort quand il paraît devant ses juges. » De fait, la Convention se devait de le déclarer coupable, à moins de condamner à la fois le 10 août, sa propre existence et la proclamation de la République, comme Robespierre le lui rappela, le 2 décembre, avec une logique irréfragable : « Si le roi n'est pas coupable, ceux qui l'ont détrôné le sont... La Constitution vous défendait tout ce que vous avez fait... Allez aux pieds de Louis invoquer sa clémence. » La culpabilité reconnue, il serait bien difficile à la Convention de ne pas prononcer la peine capitale contre celui qui avait appelé l'étranger et que les sans-culottes, acharnés à venger leurs morts, tenaient pour responsable du guet-apens des Tuileries. Pour sauver le roi, il fallait que la question ne fût pas posée : tel était le souhait de la Gironde. Mais, s'appliquant à proscrire les Montagnards, elle ne pouvait les empêcher de rompre le silence : la tête du roi devint l'enjeu des partis.

La discussion ne s'ouvrit qu'en novembre, après les médiocres rapports de Valazé et de Mailhe, et elle s'éternisait lorsque, le 20 novembre, la découverte au château de l'armoire de fer, dont Roland commit l'insigne imprudence d'examiner le premier, sans témoin, les papiers compromettants, rendit le procès inévitable. Le 11 décembre, Louis XVI comparut : il nia ou se retrancha derrière la Constitution. On l'autorisa à consulter Tronchet et Malesherbes. Le 26, l'avocat de Sèze présenta la défense : lui aussi nia la trahison ; mais il s'appliqua surtout à contester la compétence de la Convention et à invoquer l'inviolabilité. Investie de tous les pouvoirs comme Constituante, la majorité ne doutait pas de son droit ; après Varennes, Brissot et Robespierre tombaient d'accord que l'irresponsabilité du monarque ne valait que pour ses actes constitutionnels, contresignés par un ministre ; le 3 juillet 1792, Vergniaud s'indignait que le silence respectueux de la Constitution sur la trahison pût être dérisoirement interprété comme une absolution. Cependant, les Girondins recouraient à l'obstruction. Ils demandèrent le bannissement de tous les Bourbons, alléguant que ceux qui voulaient supprimer Louis XVI entendaient lui substituer le duc d'Orléans, devenu Philippe-Égalité et député de Paris, ce qui obligea la Montagne à le défendre et permit de l'accuser de royalisme. Puis ils soutinrent que la décision devait être ratifiée par le peuple : Barère leur

répliqua, le 4 janvier 1793, par le plus remarquable de ses discours. En désespoir de cause, ils en vinrent à montrer que le régicide provoquerait contre la République une coalition générale qui la mettrait de nouveau en péril. Motif décisif pour éviter le procès, mais inopérant à présent, et qui, d'ailleurs, ne parut qu'argutie de la part des Girondins qui préconisaient, en novembre, la guerre à outrance.

Les scrutins commencèrent, le 14 janvier 1793, chaque député s'expliquant à la tribune. La culpabilité fut prononcée à l'unanimité et l'appel au peuple rejeté. Le vote tragique débuta le 16 et se prolongea vingt-quatre heures : des 721 députés présents, 387 se déclarèrent pour la mort, 334 contre. Mais 26 partisans de la peine capitale avaient proposé d'examiner s'il ne convenait pas de surseoir à l'exécution, comme Mailhe, nommé le premier, en avait habilement suggéré l'idée. Si leur vote avait été conditionnel, la majorité se réduisait à une demi-voix : il fallait les obliger à prendre parti. On convint donc d'un scrutin suprême sur le sursis : celui-ci fut rejeté par 380 voix contre 310. Chaque fois, les Girondins s'étaient divisés.

Durant le procès, les sections s'agitèrent et l'on n'a pas manqué de soutenir que des conventionnels cédèrent à la crainte. En tout cas, la seule victime fut un Montagnard, Lepeletier de Saint-Fargeau, assassiné, le 20 janvier, par un royaliste. D'autre part, la corruption grossit la minorité : non content de tenter une démarche officielle, Ocariz, chargé d'affaires d'Espagne, distribua deux millions avancés par le banquier Le Couteulx. Jusqu'au dernier moment, les royalistes gardèrent espoir et le résultat les surprit.

Le 21 janvier au matin, la Commune rangea toute la garde nationale le long de la route que suivit le roi jusqu'à l'échafaud : Louis XVI fut guillotiné sur la place de la Révolution. A peu d'exceptions près, le pays demeura silencieux, mais l'impression fut profonde. On disputera toujours sur les effets de ce supplice. Il a excité la pitié et exalté des convictions. Mais il ne paraît pas douteux que le sentiment monarchique ait reçu un coup décisif : un roi avait été mis à mort comme un homme ordinaire ; la royauté perdit pour toujours le caractère surnaturel que la Révolution même n'effaçait pas jusqu'alors. Toutefois, sur le moment, la consternation saisit une grande partie des Français à la pensée des conséquences : entre les « votants » et les « appelants », la haine devint inexpiable ; l'Europe décréta contre les régicides une guerre d'extermination. Au fond, le procès du roi mit aux prises ceux qui, pour obtenir la paix, se disposaient,

plus ou moins consciemment, à glisser au compromis avec la contre-révolution, et les intransigeants qui ne laissèrent à la nation aucune autre chance de salut que la victoire.

III. — LA GUERRE DE PROPAGANDE ET LES ANNEXIONS¹.

Éviter la dictature et sauver le roi, cette politique des Girondins supposait la paix. Or, ils étaient le parti de la guerre et le demeurèrent : voyant les sans-culottes se détourner d'eux, ils

I. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter aux ouvrages généraux cités p. 283, et à ceux qui concernent la Gironde, cités p. 235 et 244, notamment à ceux de Miss E. ELLERY, E. LINTILHAC, H. GÖTZ-BERNSTEIN ; ajouter S. TASSIER, *Aux origines de la première coalition*. Le ministre Lebrun-Tondou, dans *Mélanges offerts à Louis Jacob*, livraison spéciale de la *Revue du Nord* (Lille, 1954, in-8°), p. 263-272. Sur la politique de Dumouriez et le ravitaillement des armées, A. CHUQUET, *Dumouriez*, cité p. 235, et *Les guerres de la Révolution*, citées p. 248, t. IV et VI ; Ch. POISSON, *Les fournisseurs aux armées sous la Révolution. Le directoire des achats, 1792-1793* (Paris, 1932, in-8°) ; J. STERN, *Le mari de Mademoiselle Lange : Michel-Jean Simons* (Paris, 1933, in-8°). Sur la question des frontières naturelles, G. ZELLER, *La monarchie d'Ancien Régime et les frontières naturelles*, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. VIII, ann. 1933, p. 305-333. — Pour la Belgique, S. TASSIER, *Histoire de la Belgique sous l'occupation française en 1792 et 1793* (Bruxelles, 1934, in-8°) ; Les Sociétés des Amis de la Liberté et de l'Égalité en Belgique en 1792-1793, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. X, ann. 1933, p. 307-316 ; La technique des révolutions nationales et le duel Cornet de Grez-Verlooy. Une cause inconnue de la première coalition, dans les *Miscellanea L. Van der Essen* (Bruxelles, 1947, in-8°), p. 901-913. — Pour la Rhénanie, recueil documentaire de HANSEN, cité p. 75 ; J. VENEDEY, cité p. 203 ; F. X. REMMLING, cité p. 203 ; J. HASHAGEN, *Das Rheinland und die französische Herrschaft. Beiträge zur Charakteristik ihren Gegensatzes* (Bonn, 1908, in-8°) ; M. SPRINGER, *Die Franzosenherrschaft in der Pfalz, 1792-1814* (Stuttgart, 1926, in-8°) ; K. BOCKENHEIMER, *Die Mainzer Klubisten der Jahren 1792 und 1793* (Mayence, 1896, in-12) ; Ph. SAGNAC, *Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire* (Paris, 1917, in-8°), bibliographie. — Pour la Suisse, G. GAUTHEROT, *La Révolution dans l'ancien évêché de Bâle*, cité p. 204. — Pour l'Espagne, A. MOREL-FATIO, José Marchaña et la propagande révolutionnaire en Espagne, dans la *Revue historique*, t. XLIV, ann. 1890, p. 72-87 ; A. RICHARD, Marchaña et les Girondins, dans les *Annales révolutionnaires*, t. XV, ann. 1923, p. 126-145. — Les livres sur Miranda sont nombreux, mais souvent apologetiques. Consulter J. MANCINI, *Bolívar et l'émancipation des colonies espagnoles des origines à 1815* (Paris, 1912, in-8°), liv. II, ch. II ; W. S. ROBERTSON, *The life of Miranda* (Chapel Hill, North Car., 1929, 2 vol. in-8°). Les papiers de Miranda sont entrés aux archives de Caracas et une commission les publie : *Archivio Miranda* (Caracas, in-8° ; le t. XV en 1938). — On trouvera une étude sur les plébiscites organisés par les révolutionnaires dans l'ouvrage de Sarah WAMBAUGH, *A monograph on plebiscits* (New York, 1920, in-8°). — Sur les coalisés, voir p. 199, 220 et 269 ; en outre, A. BRYANT, *The years of endurance, 1793-1802* (Londres, 1942, in-8°) ; sir H. MAC ANALLY, *The Irish militia, 1793-1816* (Dublin, [1949], in-8°) ; A. VON VIVENOT, *Quellen...*, t. II, cité p. 199 ; t. III, mai-décembre 1793 ; du même, *Vertrauliche Briefe des Freiherrn von Thugut, österreichischen Minister der Aeusserungen. Beiträge zur Beurtheilung der politischen Verhältnisse Europa's in den Jahren 1792-1801* (Vienne, 1872, 2 vol. in-8°) ; R. PETIET, *Gustave IV Adolphe et la Révolution française. Relations diplomatiques de la France et de la Suède de 1792 à 1800 d'après des documents inédits* (Paris, 1914, in-8°).

s'efforcèrent même de les regagner en évoquant témérairement le fantôme d'une France libératrice de l'univers. Ce n'était pas uniquement l'esprit de faction qui les inspirait : le rêve romantique les éblouissait. Néanmoins, l'instinct les servait : la guerre de propagande demeura toujours chère au peuple révolutionnaire, comme d'ailleurs à bien des Montagnards, et ce peuple condamna la Gironde non pour l'avoir entreprise, mais pour n'avoir pas su la faire.

Toutefois, la Convention se réserva longtemps, bien que, de tous côtés, on la pressât d'apporter, à certaines questions urgentes, des solutions qui allaient engager l'avenir. On ne doutait point que les pays occupés n'aspirassent à se délivrer de l'Ancien Régime. Pourtant, devait-on leur en laisser le soin ? Ou fallait-il devancer leur vœu en les « municipalisant » immédiatement ? Et, d'autre part, la France les libérerait-elle à ses frais, en exportant son numéraire ? Ou bien ferait-elle vivre ses troupes au moyen de réquisitions et de contributions de guerre ? Les réfugiés s'agitaient et l'un d'eux, Clavière, était ministre : il fit destituer Montesquiou qui ménageait l'aristocratie genevoise. En novembre, des Nîgois, des Savoyards, des Rhénans posèrent un problème nouveau : ils demandèrent l'annexion à la France. Les généraux, ne recevant pas d'instructions, agissaient suivant leur inspiration. A Nice, Anselme renouvela les autorités : il « municipalisa », tandis que Montesquiou, en Savoie, laissa seulement se multiplier les clubs et se réunir, le 20 octobre, une « assemblée nationale des Allobroges ». Sur le Rhin, Custine organisa lui-même les clubs — celui de Mayence est le plus fameux — et il désirait abolir le régime féodal. Plus tard, Dumouriez, qui espérait devenir le chef d'une Belgique indépendante, se contenta de faire élire, d'accord avec les Vonckistes, des assemblées provinciales pour remplacer les États ; il n'en fallut pas davantage pour le brouiller avec les statistes ; d'ailleurs, il ne put empêcher les démocrates anti-cléricaux de triompher à Liège et d'ouvrir, partout ailleurs, des clubs tapageurs qui provoquèrent immédiatement l'hostilité de l'Église. Les méthodes financières varièrent pareillement : Anselme, Montesquiou, Dumouriez demandèrent le moins possible aux populations ; ce dernier essaya d'obtenir un prêt du clergé, et ses fournisseurs payèrent les achats en numéraire ; en Rhénanie au contraire, Custine vécut sur le pays, en taxant les privilégiés qui étaient souvent des bourgeois, comme les banquiers de Francfort. Jusqu'à la mi-novembre, la Convention ne se prononça pas.

Alors survint Jemappes. La confiance et l'enthousiasme s'exaltèrent sans mesure ; les Montagnards ne furent pas moins ardents que les autres, et Robespierre, cette fois, n'essaya pas de résister au torrent. On ne se donna même pas le temps de réfléchir. Le 19 novembre, comme Rühl exposait les craintes du club de Mayence et son désir d'obtenir la garantie de la France, La Revellière-Lepeaux fit voter d'un élan le fameux décret qui accordait « fraternité et secours » à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté. Le sort était jeté : la Révolution, devenue guerrière, défiait le monde. Le 27, recevant une délégation anglaise qui venait complimenter la jeune République, Grégoire saluait d'avance celle qui, bientôt, naîtrait aux bords de la Tamise. Brissot poussait de toutes ses forces à la rupture avec l'Espagne : « Notre liberté ne sera jamais tranquille tant qu'il restera un Bourbon sur le trône. Point de paix avec les Bourbons et, dès lors, il faut songer à l'expédition pour l'Espagne. » Et il réclamait à Dumouriez son lieutenant Miranda qui soulèverait l'Amérique latine. L'Allemagne et l'Italie n'étaient pas oubliées. « Nous ne pouvons être tranquilles, écrivait encore Brissot le 26 novembre, que lorsque l'Europe, et toute l'Europe, sera en feu » ; le 16, Chaumette avait prophétisé que, bientôt, elle serait municipalisée jusqu'à la Russie. Les réfugiés poussaient énergiquement à la croisade ; au premier rang brillait Cloots ; les Hollandais demandaient que Dumouriez envahît leur pays ; de Bayonne, Marcheña et Hévia organisaient la propagande en Espagne.

La nature des choses conduisait à régler d'abord le sort des pays occupés et, comme ils s'étendaient jusqu'à la crête des Alpes et aux bords du Rhin, des voix s'élevèrent pour assigner à l'expansion française la conquête des « frontières naturelles ». Depuis, nombre d'historiens ont présenté cette doctrine, promise à une renommée durable, comme un legs de la monarchie et une tradition nationale. En fait, les rois de France ne paraissent pas l'avoir conçue. Plusieurs d'entre eux s'étendirent aux Pays-Bas où le comte de Flandre, jusqu'au ^{xvi}^e siècle, fut un de leurs grands vassaux et dont la frontière était trop proche de Paris pour leur sécurité ; mais, au ^{xviii}^e siècle, Louis XV ne les imita point. Le hasard conduisit Henri II dans les trois évêchés et Richelieu en Alsace ; mais, plus au nord, la diplomatie française ne chercha qu'à s'assurer des protégés sur la rive gauche du Rhin. Serait-ce donc sous l'excitation romantique de la victoire qu'on en vint à soutenir que la nature avait providentiellement constitué

un cadre pour la nation ? Cette influence ne semble pas contestable. Pourtant, il n'est pas sûr que des esprits ne fussent pas préparés à s'y prêter complaisamment. La notion des limites naturelles remontait au moins à quelques-uns des novellistes qui servirent Richelieu, et Mézeray, historien que le XVIII^e siècle honorait comme un classique, la formule expressément ; en outre, il est probable que le souvenir s'en entretenait par l'explication, dans les collèges, des *Commentaires* de César où, dès le début, il fixe à la Gaule les bornes dont se prévalurent les révolutionnaires. Toujours est-il que Brissot écrivit, en novembre : « La République française ne doit avoir pour borne que le Rhin », et que, le 16, le Conseil exécutif ouvrit aux navires l'embouchure de l'Escaut, pour flatter les Anversois, comme si la Belgique eût été déjà réunie, sans se soucier des traités de Westphalie qui avaient fermé l'entrée du fleuve. L'entreprise de libération risquait donc de tourner à la conquête. L'échec de la propagande et les nécessités militaires précipitèrent l'évolution : il n'y fallut que quelques semaines.

La Convention, comme les Girondins, eût préféré que la France s'entourât de républiques-sœurs. Mais il devint bientôt évident que la majorité des populations se montrait hostile ou se réservait par prudence ; en tous lieux, l'occupation entraînait d'ailleurs des maux ou une gêne dont on souhaitait se délivrer. La Savoie seule se prononça franchement : elle abolit l'Ancien Régime et demanda l'annexion. Au contraire, une députation belge vint, le 4 décembre, demander à la Convention de reconnaître l'indépendance de son pays : ces délégués eux-mêmes n'entendaient pas adopter toutes les réformes révolutionnaires, par peur de l'Église. Il en allait de même en Rhénanie. En somme, les peuples se montraient incapables de se libérer ou ne voulaient pas qu'on les libérât. Les républicains s'en irritaient. « En même temps que nous devons donner aux peuples la liberté, s'écria Danton dès le 28 septembre, je déclare que nous avons le droit de leur dire : vous n'aurez plus de rois. » Les amis étrangers de la Révolution représentèrent que l'indépendance les livrerait à leurs ennemis tout autant que la victoire des coalisés. Les Niçois le dirent le 4 novembre ; à Mayence, le club se sentait isolé et Forster finit par proposer la réunion.

Le 27 novembre, la Convention sauta le pas et annexa la Savoie. Grégoire justifia le décret en invoquant la souveraineté nationale, la nature qui avait fait de ce pays une région française et, enfin, l'intérêt commun de la Savoie et de la France. Du

moins ces conditions exigeaient-elles qu'on délibérât séparément sur chacun des pays occupés. Mais les besoins de l'armée et du trésor brusquèrent la décision.

Le 30 novembre, au fort de la campagne menée par Dumouriez et les fournisseurs contre le directoire d'achats qu'ils accusaient de laisser l'armée dans le dénuement, la Convention avait envoyé des commissaires en Belgique. Camus revint signaler, en leur nom, que les troupes souffraient effectivement et c'est pourquoi le général, l'emportant sur Cambon, reçut carte blanche. Mais Camus informa les Comités que Dumouriez ne trouverait pas assez de prêteurs pour solder ses dépenses : il faudrait donc que la République en fit les frais. Cambon répondit qu'il était impossible de continuer la guerre dans ces conditions. Elle devait devenir révolutionnaire. Les biens du clergé, du prince et des « fauteurs et satellites volontaires » seraient séquestrés et serviraient de gage aux assignats, lesquels, introduits dans les pays occupés, dispenseraient la France d'exporter son numéraire. La dîme et les droits seigneuriaux seraient abolis et les anciens impôts remplacés par des taxes sur les riches. Des administrateurs nouveaux appliqueraient les réformes : seuls seraient électeurs et éligibles ceux qui prêteraient serment à la liberté et renonceraient aux privilèges. Ainsi les bienfaits de la Révolution deviendraient sensibles aux masses populaires : « Guerre aux châteaux ; paix aux chaumières ! » Ce célèbre décret fut adopté par acclamation, le 15 décembre : sous la protection des baïonnettes françaises, il instituait la dictature des minorités révolutionnaires et entreprenait de rendre les peuples heureux sans les consulter, et à leurs frais. Cette fois, Dumouriez avait le dessous. Non content de se rendre financièrement indépendant, il s'efforçait de ménager les Belges pour se préparer une candidature au cas où ils obtiendraient un gouvernement indépendant : il n'y avait pas encore un an que la guerre sévissait, et Bonaparte s'annonçait déjà. Tous ses plans compromis, Dumouriez accourut à Paris, le 1^{er} janvier : il n'obtint rien.

Le résultat, jadis prédit par Robespierre, fut désastreux. Le populaire lui-même repoussa des présents qu'il estima dérisoires au prix de l'assignat. Trente commissaires se répandirent en Belgique et firent exécuter le décret par la force. Cambon se félicita, le 1^{er} février, d'avoir déjà tiré 64 millions de la Belgique ; mais, en dépouillant l'Église, on s'était aliéné, comme Joseph II, la population et, le 17, les commissaires ne cachaient pas qu'elle se révolterait au premier échec des Français. Il en alla de même

ailleurs ; la désaffection gagna même la Savoie. La conclusion s'imposa que l'annexion seule préviendrait la contre-révolution dans les pays occupés. Nice fut réunie le 31 janvier. Ce même jour, Danton demanda qu'on étendît la mesure à la Belgique et il formula, avec une brièveté saisissante, la doctrine qu'appliqua, dès lors, la Convention : la République devait s'étendre jusqu'aux limites « marquées par la nature ». Le 14 février, Carnot compléta cette déclaration par un appel à l'histoire : de ce domaine naturel, « les parties qui en ont été démembrées ne l'ont été que par usurpation ». On n'osa réunir une convention belge : les réunions furent votées province par province, sous la direction des agents français et de leurs amis. En Rhénanie, une assemblée, élue dans les mêmes conditions, approuva l'annexion le 17 mars. La Convention ratifia dans le courant du même mois. L'évêché de Bâle, érigé en République de Rauracie en novembre 1792, devint, le 23 mars 1793, le département du Mont-Terrible.

A ce moment, la coalition générale était virtuellement formée et les premiers coups déjà portés à l'armée de la République qui, seule, pouvait assurer désormais le succès de cette politique : après six mois de discussions, la Convention ne l'adoptait définitivement qu'au moment où les revers commençaient.

IV. — LA RUPTURE AVEC L'ANGLETERRE¹.

Pitt avait été surpris par les événements. Le 17 février 1792, présentant son budget, il assurait que l'Angleterre pouvait se promettre quinze années de paix ; en conséquence, il réduisit les forces de 2.000 matelots et de plus de 5.000 soldats. Quand la guerre éclata sur le continent, il observa rigoureusement la neutralité. Il pensait probablement, comme tout le monde, que la Révolution ne tarderait pas à être étouffée et il s'en réjouissait, car, par contre-coup, l'agitation se trouverait découragée dans le Royaume-Uni.

La propagande démocratique s'amplifiait. En avril, plusieurs des chefs whigs formèrent une nouvelle « Société des amis du

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter aux p. 199 et 203 pour les ouvrages relatifs à l'Angleterre, particulièrement à ceux de J. H. ROSE et de J. DÉCHAMPS. Ajouter : J. H. ROSE, Documents relating on the rupture with France, dans *English historical review*, t. XXVII, ann. 1912, p. 117-123 et 324-330 ; E. D. ADAMS, *The influence of Grenville on Pitt's foreign policy, 1787-1798* (Washington, 1904, in-8°). Sur les dernières tentatives de négociations, baron ERNOUF, *Maret, duc de Bassano* (Paris, 1878, in-8°).

peuple ». Mais ces radicaux se voyaient débordés : par une pente naturelle, les démocrates, comme en France, abordaient le programme social. En février, Paine, publiant la seconde partie de ses *Droits de l'homme*, y attaquait violemment l'aristocratie britannique et proposait un impôt sévèrement progressif qui absorberait la totalité du revenu à partir de 23.000 livres sterling. Godwin préparait son *Human justice* qui allait jusqu'au communisme utopique et parut en 1793. Or, à la fin de 1791, un pauvre cordonnier de Londres, Thomas Hardy, avait groupé quelques ouvriers dans un cabaret et, le 25 janvier 1792, ils fondèrent, à huit, la « Société londonienne de correspondance », en fixant la cotisation à un penny par semaine ; au même moment, cinq à six ouvriers de Sheffield en faisaient autant. L'intervention de l'artisanat, sinon du prolétariat, dans la vie publique était un grand événement : la question sociale devint une réalité politique. « C'est notre travail qui soutient la monarchie, l'aristocratie et le clergé », dira bientôt le club de Stockport, « nous ne sommes pas la vile multitude dont parle M. Burke. » Le poète écossais Burns exprimait avec plus de rudesse le sentiment populaire. Les nouveaux venus imprimèrent une vive impulsion au mouvement démocratique ; le 24 mars, les délégués des clubs, réunis à Norwich, exprimèrent l'espoir d'une union générale de tous les amis de la liberté. Ainsi apparut l'idée de cette convention populaire qui allait devenir la terreur de l'aristocratie ; elle crut voir ressusciter les « niveleurs » du *xvii^e* siècle. Comme en France, la propagande tira son effet des circonstances économiques. En 1791, la *corn-law* avait été aggravée ; ce fut d'ailleurs la dernière année que l'Angleterre exporta du blé ; dès l'hiver, le pain renchérit ; la récolte de 1792 s'annonçait mal ; en mai, des émeutes éclatèrent ; les grèves se multiplièrent. Les soldats, qui n'étaient pas casernés et devaient se nourrir sur leur solde, souffraient de la hausse des prix ; travaillés par les clubs, ils signèrent des pétitions et la discipline se relâcha. La situation ne paraissait pas meilleure en Irlande et les troubles agraires y reparurent ; les *defenders* catholiques et les *peep of day boys* protestants inclinèrent dès lors à faire cause commune avec les associations politiques. Ces dernières — les « Irlandais unis », organisés par Wolf Tone à la fin de 1791, sans distinction de confession, et le « comité catholique », qui, en février 1792, réunit tous les délégués affiliés — s'accordèrent pour réclamer l'abolition du *test* et le droit de vote pour les catholiques. Grattan défendit ce programme au Parlement, tout en réprouvant l'agitation ; les

catholiques finirent pas obtenir satisfaction un peu avant la guerre avec la France, mais les autres propositions échouèrent.

Jusqu'en mai 1792, il ne semble pas que Pitt se soit alarmé. Ce même mois, bien qu'il repoussât une nouvelle motion de Grey en faveur de la réforme électorale, il n'en laissait pas moins passer le bill de Fox qui déférait au jury le jugement des libelles. Mais, le 21, une proclamation royale dénonça tout à coup les publications incendiaires et ordonna de les poursuivre ; en même temps, le gouvernement se mit à subventionner une propagande conservatrice. En juin, s'étant débarrassé du chancelier Thurlow qui le contrecarrait depuis longtemps, Pitt ouvrit des pourparlers avec l'aile droite des whigs, que dirigeait Portland, en vue de constituer un ministère d'union ; sans l'opposition du roi, Pitt y aurait admis Fox, dont l'exclusion fit échouer cette tentative.

Le triomphe des démocrates français aggrava singulièrement la situation. Cette fois, Pitt et Grenville ne cachèrent pas leurs sentiments personnels, qui avaient toujours été ceux de Georges III et du pays légal. L'ambassadeur à Paris, lord Gower, fut rappelé et tout rapport officiel rompu avec Chauvelin ; or, la froide réserve de Pitt et la morgue dédaigneuse de Grenville rendaient difficiles les entretiens officiels où les Français, d'ailleurs, demandaient qu'on reconnût au préalable leur nouveau gouvernement ; en outre, Chauvelin se vit accuser d'encourager l'opposition whig et même de diriger et de financer la propagande démocratique. Les massacres de septembre et l'afflux des réfugiés — 3.772 dont 2.000 prêtres — émurent violemment l'opinion : on raconta que les Jacobins, à Paris, mangeaient des pâtés de chair humaine. Les amis de la Révolution, l'évêque Watson entre autres, furent ébranlés et les palinodies commencèrent ; dans le cours de septembre, Noël, envoyé de Danton, ne cachait pas que la situation devenait périlleuse.

La propagande démocratique n'en fit pas moins des progrès rapides au cours de l'automne ; comme en France, les victoires de la Révolution exaltèrent ses partisans, qui les célébrèrent publiquement, et la société de Hardy députa pour féliciter la Convention. Les délégués des clubs furent convoqués en assemblée générale pour le 11 décembre. En Écosse, Muir fonda, le 3 octobre, la « Société de la constitution et du peuple » ; Burns achetait des canons pour les envoyer aux Français et réclamait le *Ça ira* en plein théâtre. On dénonça des fabrications d'armes et, en décembre, Burke porta l'accusation aux Communes en jetant,

à l'appui, un poignard sur le sol. Le 24 novembre, Noël assurait qu'un mouvement révolutionnaire ne tarderait pas. C'était flatter les illusions de la Convention. Outre qu'il n'y a aucune preuve que les clubistes anglais aient songé à s'insurger, la réaction violente de l'aristocratie et de la bourgeoisie, qui leur en attribuait le dessein, montrait que Pitt pourrait tenir tête. L'historien Reeves constitua une société « anti-niveleuse » et la panique fit même surgir un grand nombre d'associations loyalistes et gallophobes. Dès que la guerre parut en vue, elle fut populaire dans les classes dominantes : tout en servant leurs intérêts et en ouvrant la perspective d'une revanche impérialiste contre la France et d'acquisitions coloniales, elle fournirait l'occasion d'écraser les démocrates. Cette manœuvre intérieure ne put que rendre la rupture agréable à Pitt et à Grenville ; dès qu'ils eurent déclaré que le décret du 19 novembre, promettant fraternité et secours aux peuples, était un *casus belli*, les démocrates anglais se trouvèrent virtuellement inculpés de haute trahison. Paine, qui siégeait à la Convention comme député du Pas-de-Calais, fut jugé par contumace et, en janvier 1793, des poursuites commencèrent contre Muir qui venait de partir pour Paris. En outre, la guerre aurait l'avantage de renforcer, au sein du Parlement, l'autorité du gouvernement, car une partie des whigs abandonnerait Fox pour s'unir à la majorité.

Toutefois, Pitt ne se résolut à la rupture que pour sauvegarder les intérêts particuliers de la Grande-Bretagne. Le 6 novembre encore, Grenville déclarait à Auckland, ambassadeur à La Haye, qu'il ne voyait aucun avantage à abandonner la neutralité. Bien que Pitt eût écrit, le 16 octobre, que, si la France gardait la Savoie, cela pourrait changer la face des choses, on peut se demander si les annexions alpestres et même rhénanes l'eussent décidé à recourir aux armes. Mais que Dumouriez et les conventionnels aient imaginé qu'il leur laisserait annexer ou dominer la Belgique, c'est une erreur inconcevable ; tout au plus peut-on supposer qu'il leur eût permis d'y porter la guerre, moyennant promesse formelle de n'en pas disposer sans son consentement. En vain Lebrun lui envoya-t-il Maret pour l'assurer que la République ne conserverait pas la Belgique : l'ouverture de l'Escaut annulait la démarche et, pour Pitt, fut un symbole ; d'ailleurs, le décret du 15 décembre justifia son opinion. L'Angleterre, au surplus, était l'alliée de la Hollande, que la fermeture de l'Escaut intéressait directement. Une escadre française, forçant les passes, bouscula les Hollandais : le stathouder, se sachant

menacé d'invasion, réclama l'appui de l'Angleterre et Pitt le lui promit sans tarder.

En décembre, les Girondins hésitèrent : ils avaient compté sur l'Angleterre comme sur la Prusse ; la bourgeoisie de Bordeaux et des autres grands ports, atteinte déjà par l'anarchie coloniale, ne voyait pas de bon œil une guerre navale. Depuis Jemappes, Dumouriez insistait pour entrer en Hollande et, comme Amsterdam était la plus grande place bancaire de l'Europe, il ne manquait pas de gens pour représenter qu'ainsi la guerre « paierait ». Cependant, le 5 décembre, le Conseil exécutif ajourna sa décision ; puis le procès du roi, comme on l'a vu, finit par inciter des Girondins à brandir la menace du péril extérieur. Néanmoins, sur ce point encore, le parti se divisa ; le 1^{er} janvier, Kersaint, officier de marine, énuméra les raisons qui portaient les Français à croire l'Angleterre vulnérable : la puissance de cette moderne Carthage, reposant sur le crédit, s'écroulerait comme un château de cartes. Quant aux Montagnards, ils ne s'opposèrent à aucune des mesures qui rendirent inévitable l'extension de la guerre ou même ils y applaudirent. Robespierre lui-même garda le silence. Dissimulant leurs propres hésitations, les Girondins n'auraient pas manqué de dénoncer la résistance de leurs adversaires : la lutte des partis, une fois de plus, porta ses fruits. Venu à Paris, Dumouriez obtint, le 10 janvier, l'adhésion du Conseil ; l'ordre ne lui fut pourtant expédié que le 31. La Gironde perdit ainsi deux mois, durant lesquels l'occupation de la Hollande n'eût souffert aucune difficulté.

Pitt et Grenville montrèrent plus de décision. Le 29 novembre, Grenville donna audience à Chauvelin et lui signifia que l'arrêté du 16 et le décret du 19 devaient être rapportés. Le 2 décembre, Pitt tint le même langage à Maret ; la veille, il venait de convoquer la milice. Le 13, le Parlement se réunit ; les whigs, à quelques exceptions près, décidèrent de soutenir le gouvernement ; Fox, Landsdowne, Sheridan blâmèrent les initiatives des Français, mais protestèrent avec courage contre la guerre, pourvu toutefois que la Hollande restât indemne. Pitt l'emporta aisément ; le 20, il demanda 20.000 matelots ; le 31, il fit voter un *alien bill* ; en janvier, il arrêta les cargaisons de grains et de matières premières destinées à la République. La mort de Louis XVI hâta le dénouement. Le 24 janvier 1793, Chauvelin reçut ses passeports ; Lebrun, prévoyant l'événement, le rappela, le 25. A son arrivée, le 1^{er} février, la Convention vota la déclaration de guerre. Le rapporteur avait été Brissot !

V. — LA RUPTURE AVEC LES ÉTATS DU MIDI¹.

Pour l'Angleterre, l'exécution du roi n'avait été qu'un prétexte ; pour l'Espagne, elle fut la cause de la guerre. Depuis le 10 août, d'Aranda continuait à ménager la France ; il prit même des mesures défavorables aux prêtres réfugiés ; malgré Brissot, Lebrun modérait l'ambassadeur Bourgoing et proposait un désarmement simultané ainsi qu'une déclaration de neutralité, en attendant que l'Espagne reconnût la République. Mais, le 15 novembre, une révolution de palais substitua Godoy, l'amant de la reine Marie-Louise de Parme, à d'Aranda. Bientôt le procès de Louis XVI provoqua des manifestations contre la France ; Godoy subordonna sa neutralité à l'issue du procès et, après le 21 janvier, rejeta les propositions françaises. Bourgoing quitta Madrid le 22 février et la Convention déclara la guerre le 7 mars. La Méditerranée s'ouvrit ainsi aux Anglais et les princes italiens se jugèrent libres de se tourner contre la République.

La rupture avec Rome était déjà un fait accompli. Comme le pape avait incarcéré deux élèves de l'Académie de France, qu'il relâcha d'ailleurs bientôt, Mackau, représentant de la France à Naples, lui envoya un secrétaire, Hugou de Bassville, qui porta ostensiblement la cocarde et prétendit arborer le drapeau tricolore. Au cours d'une émeute, il fut massacré le 13 janvier : un message du Conseil, rédigé par Mme Roland, dénonça « l'insolent hypocrite de Rome ».

Naples, menacée en décembre par l'escadre de Latouche-Tréville, attendit l'arrivée des navires anglais ; alors, Ferdinand IV et son ministre Acton entrèrent dans la coalition. La Toscane elle-même dut rompre avec la France ; Venise pareillement ; Parme imita l'Espagne et Modène l'Autriche. Il n'était pas jusqu'au Grand Turc que l'ambassadeur Choiseul-Gouffier n'eût

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 283. Ajouter : A. SOREL, La diplomatie française et l'Espagne, 1792-1797, dans la *Revue historique*, t. XI, ann. 1879, p. 298-330 ; t. XII, ann. 1880, p. 279-313 ; t. XIII, ann. 1880, p. 41-80, 241-278 ; G. GROSJEAN, Les relations de la France avec les Deux-Siciles de 1788 à 1793, dans *La Révolution française*, t. XV, ann. 1888, p. 9-45 ; F. MASSON, *Les diplomates de la Révolution : Hugou de Bassville à Rome ; Bernadotte à Vienne* (Paris, 1882, in-8°) ; R. TRINQUET, L'assassinat de Hugou de Bassville, dans *Annales révolutionnaires*, t. VII, ann. 1914, p. 338-368 ; F. BORNAREL, Les relations de la France et de la Toscane de 1792 à 1795, dans *La Révolution française*, t. XIV, ann. 1888, p. 673-706 ; G. GROSJEAN, La mission de Sémonville à Constantinople, 1792-1793, dans *La Révolution française*, t. XII, ann. 1887, p. 888-921 ; A. RUFER, *Novate* (Zurich, 1941, in-8°) [Novate est le village où les Autrichiens arrêtaient Maret et Sémonville, en violant la frontière suisse, avec la complicité des aristocrates des Grisons] ; L. PINGAUD, *Choiseul-Gouffier* (Paris, 1887, in-8°), ch. VI.

mis en défiance contre son successeur Descorches. A l'exception de la Suisse et des deux États scandinaves, la France se trouva aux prises avec l'Europe entière, alors que son armée fondait de jour en jour : comme les volontaires s'engageaient pour la campagne, ils se retirèrent au cours de l'hiver, d'autant que la patrie ne leur paraissait plus en danger. La Gironde n'était pas mieux prête à combattre qu'au printemps précédent.

Sa politique ne fut que contradictions. Elle essaya de rétablir le régime libéral et de sauver le roi, ce qui supposait la paix ; et elle provoqua la guerre générale. Elle ne pouvait épargner Louis XVI et conclure la paix que d'accord avec tous les républicains ; et, en s'acharnant contre les Montagnards et les sans-culottes, elle exclut toute chance d'union. Les coalisés, comme ils l'espéraient, remportèrent d'abord des succès éclatants, et leurs victoires scellèrent le destin de ce groupe qui n'avait surmonté aucune de ces contradictions.

LIVRE IV

LA COALITION ET LA RÉVOLUTION JUSQU'ÀUX TRAITÉS DE 1795

CHAPITRE PREMIER

LA COALITION EUROPÉENNE

(1793-1795)¹

Si la plupart des États européens se trouvaient maintenant en guerre avec la France, ils ne s'étaient pas encore unis : ce fut l'Angleterre qui forma la coalition. Mais elle ne réussit point, en partie par sa propre faute, à lui insuffler la vie ; les alliés ne se mirent jamais d'accord sur leurs buts de guerre et ils dispersèrent leurs forces. La Pologne, la guerre navale et coloniale les préoccupèrent autant ou davantage que l'attaque continentale contre la France. Le résultat fut que leurs armées, après quelques succès, s'arrêtèrent ou reculèrent ; puis, en 1794, elles cédèrent à l'offensive révolutionnaire et, comme l'alliance austro-prussienne après Valmy et Jemappes, la coalition européenne entra en décomposition.

Toutefois, les discussions des alliés ne suffirent pas à expliquer leur échec. Il a des causes plus profondes qui, par comparaison, mettent en évidence les caractères originaux de la Révolution. Les coalisés ne surent point tirer parti de leurs ressources ; ils n'aperçurent point la nouveauté de cette guerre et la conduisirent suivant la coutume, sans modifier leurs procédés de gouvernement et leurs méthodes de combat. Et leur paralysie ne résulta pas seulement de la routine : ils redoutèrent de trop exiger de

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Voir p. 88 et 199 : H. VON SYBEL, A. SOREL (t. III et IV) ; A. WARD and G. GOOCH ; R. SETON-WATSON ; K. HEIGEL, et surtout J. H. ROSE, *Pitt and the great War*.

leurs sujets, parce qu'ils craignaient de les voir réclamer des concessions en échange de leurs sacrifices et n'entendaient pas qu'ainsi la victoire se retournât contre eux.

I. — LA FORMATION DE LA COALITION¹.

Quand l'Angleterre entra en guerre contre la France, sa tradition lui prescrivait de susciter à celle-ci des ennemis sur le continent, à prix d'argent s'il le fallait. La Hollande était déjà son alliée et, dès novembre, Grenville faisait des ouvertures à l'Autriche. Après la déclaration de guerre, il s'unit successivement à tous les belligérants : le 25 mars, à Catherine II ; le 25 avril, au roi de Sardaigne ; le 25 mai, à l'Espagne ; le 12 juillet, au Bourbon de Naples ; le 14, à Frédéric-Guillaume II ; le 30 août, à l'Autriche ; le 26 septembre, au Portugal ; après que, en mars 1793, l'Empire se fut décidé à déclarer la guerre à la France, Bade et les deux Hesses s'entendirent aussi avec les Anglais ; quant au Hanovre, il appartenait à Georges III. Ainsi se constitua peu à peu ce qu'on appelle la première coalition. Elle n'existait que par l'Angleterre ; si la lutte contre un ennemi commun créait entre les puissances une certaine solidarité, elle ne s'exprima jamais par un pacte général ; d'un commandement unique ou d'une mise en commun des ressources, on ne conçut même pas l'idée.

Entre les alliés de l'Angleterre, régnait une inégalité évidente. Les Sardes, les Napolitains, les Portugais, les Hanovriens, les Badois et les Hessois fournissaient des contingents contre subsides : Pitt les regardait comme ses mercenaires. La Hollande contribuait à financer la guerre, mais ne pouvait se défendre seule. Au contraire, la Prusse et l'Autriche, tout en espérant obtenir un jour ou l'autre une aide pécuniaire, n'entendaient pas recevoir d'ordres. Quant aux traités avec l'Espagne et la Russie, ils ne prévoyaient que l'organisation du blocus. Si l'unité de l'Allemagne et de l'Italie eût été réalisée déjà, ces deux nations, pesant de toute leur masse sur la France, se seraient arrogé de fait la conduite de la guerre continentale et la Révolution aurait probablement succombé. Dans la situation où se trouvait alors l'Europe, la coalition ne pouvait se montrer efficace que si les vues de l'Angleterre et des États qui échappaient à son hégémonie concordaient sur le but à atteindre. Or, il n'en était rien.

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Voir la note précédente.

II. — LES BUTS DE GUERRE DES COALISÉS¹.

Deux buts de guerre pouvaient rallier l'unanimité des alliés. Le premier, depuis longtemps prôné par Burke et les émigrés, consistait à sauver la civilisation européenne, c'est-à-dire la domination de l'aristocratie, en détruisant l'œuvre de la Révolution en France : c'était une croisade soi-disant idéaliste et, en réalité, une guerre de classe. L'autre, que Pitt et Grenville préféraient, s'en tenait à restaurer le droit des gens — la France devait respecter les traités et renoncer à la propagande — et à rétablir l'équilibre européen — elle aurait à restituer ses conquêtes — : c'était une guerre politique.

Il ne faut pas s'y tromper : ni l'un ni l'autre de ces deux buts n'ont été répudiés par les coalisés. Pitt refusa de publier le manifeste que proposait Burke : l'aristocratie anglaise n'inclinait pas à l'idéalisme et ne se souciait pas de venger la noblesse française ; d'ailleurs, à vouloir rétablir l'Ancien Régime en France, on rendrait la victoire plus difficile. Les continentaux n'en convinrent pas moins d'opérer la contre-révolution et, aux conférences d'Anvers, en avril 1793, les Anglais ne s'opposèrent pas à leur dessein. Il s'exécuta surtout dans le département du Nord, dont un conseil de fonctionnaires autrichiens, la « jointe » de Valenciennes, gouverna une partie pendant un an : elle rétablit la dîme et les droits seigneuriaux, ramena les réfractaires et les religieux, leur rendit les biens nationaux disponibles et annonça qu'on reprendrait les autres. On peut juger par là de ce qui se serait passé si la France eût été subjuguée. D'ailleurs, Pitt lui-même était résolu, tout au moins en son for intérieur, à y restaurer la monarchie et la prépondérance constitutionnelle de la noblesse et de la haute bourgeoisie, à l'image de la Grande-Bretagne. Quant à la guerre politique, telle qu'il la définissait, les continentaux s'y intéressaient assurément moins que lui. Tous ne se sentaient pas lésés par les conquêtes des Français ; les États en croissance, Russie, Prusse, Sardaigne, les eussent tolérées à condition d'en faire d'équivalentes. Tous, enfin, savaient pourquoi l'Angleterre chérissait l'équilibre continental : parce qu'il lui assurait l'empire des mers. Néanmoins, les principes de Pitt

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Les mêmes que pour le paragraphe précédent ; spécialement R. LORD, *The second partition of Poland*, cité p. 110, qui étudie l'exécution du partage et ses conséquences jusqu'à la fin de l'été de 1794. Sur la restauration de l'Ancien Régime dans le nord de la France : G. LEFEBVRE, *Les paysans du Nord* (cité p. 181), p. 548-564 ; J. PETER, *L'occupation étrangère dans le département du Nord* (Lille, 1927, in-8°).

paraissaient si raisonnables que personne ne les contesta jamais.

Il n'empêche que chacun des coalisés comptait obtenir une indemnité territoriale. Burke prédisait que ces visées sèmeraient entre eux la division et surexciteraient en France l'esprit national. Pourtant, Pitt ne pouvait prêcher le désintéressement, car il lui fallait des alliés et la question des indemnités, accessoire à l'origine, était si bien devenue la principale préoccupation des continentaux qu'ils l'avaient même résolue avant que l'Angleterre entrât en guerre. De plus, il fut bientôt évident que Pitt adhérait au principe : il comptait agrandir l'empire britannique en s'emparant de la Corse et des colonies françaises ; malgré ses protestations, on le soupçonna de vouloir annexer aussi Dunkerque et Toulon. En tout cas, aux conférences d'Anvers, les Anglais protestèrent comme les autres contre le manifeste du prince de Cobourg qui, pour favoriser l'entreprise de Dumouriez contre la Convention, garantissait l'intégrité de la France. En conséquence, dans le département du Nord, les Autrichiens refusèrent de proclamer Louis XVII et même de laisser rentrer les émigrés qui n'y étaient pas domiciliés. A Toulon, Howe ayant reconnu Louis XVII et arboré le drapeau blanc, Pitt ne l'approuva pas et refusa l'accès de la ville au comte de Provence. La conquête se révélant le but essentiel des alliés, les événements prirent un tour plus fâcheux encore que Burke ne le prévoyait.

La Révolution, de toute évidence, ne pouvait être écrasée que sur le continent. Or, pressé d'occuper les colonies de la France, d'anéantir sa marine, de conquérir ses marchés, Pitt le négligea. Il irrita ainsi l'Espagne, attachée à la guerre de principes, et l' alarma sur ses intérêts maritimes et coloniaux, si bien que la guerre navale, faute de sincère coopération espagnole, ne donna pas de résultats décisifs et que, finalement, Charles IV abandonna la coalition. L'exemple de l'Angleterre encouragea ses alliés à chercher d'abord leur profit. Or, géographiquement, ils ne pouvaient ou ne voulaient pas tous se pourvoir en France : le plan de Spielmann le reconnaissait. Alors donc que les efforts paraissaient devoir se réunir contre l'ennemi commun, la Russie et la Prusse, sinon aussi l'Autriche, trouvèrent plus d'intérêt à assaillir la Pologne. Du moins le plan de Spielmann imposait-il aux deux premières l'obligation morale de s'intéresser à la guerre occidentale, car, pour que l'échange des Pays-Bas fût possible, il fallait bien les reprendre aux Français ; Catherine, par le traité du 23 janvier 1793, obligea en effet le roi de Prusse à y contribuer. Du moment qu'il admettait le principe des indemnités, Pitt,

malheureusement pour lui, ne pouvait se désintéresser tout à fait de leurs modalités. Il fit bon marché de la Pologne ; à la fin de 1792 et le 12 février 1793 encore, Grenville protestait contre le partage ; en juillet, au moment de conclure avec la Prusse, il lui fallut accorder son adhésion. Au contraire, Pitt se montra intraitable sur l'échange des Pays-Bas ; pour encourager l'Autriche à les garder, il lui suggéra de les étendre jusqu'à la Somme. Mais ce plan nouveau n'engageait pas la Prusse : elle y trouva un prétexte pour se dégager de ses obligations ; l'Autriche, bernée, fut incitée à reporter vers l'est une partie de ses forces.

Ainsi, les grandes puissances continentales partagèrent leurs troupes entre la Pologne et la France ; l'Angleterre se consacra principalement à la guerre navale et coloniale, sans pouvoir porter à la Révolution de coup décisif ; les autres alliés, comprenant que les Quatre ne songeaient guère à leur faire une part, limitèrent au plus juste leur mise. Ce fut une des causes essentielles du triomphe de la Révolution.

III. — LA COALITION ET LA POLOGNE (AVRIL 1793-OCTOBRE 1794)¹.

Le second partage de la Pologne ne prit fin qu'en septembre 1793. L'occupation prussienne se trouvant terminée, le 4 avril, par la capitulation de Dantzig, les manifestes d'annexion furent publiés le 7 ; restait à les faire ratifier par la Diète. Sievers, chargé par Catherine de cette tâche, n'y réussit pas sans peine ; malgré sa souplesse raffinée et la corruption, 25 patriotes furent élus et, la Diète réunie, Stanislas et les confédérés, honteux de leur rôle, se prêtèrent sourdement à l'obstruction. Pour en venir à bout, Sievers séquestra les revenus du roi, arrêta plusieurs députés, menaça les opposants de saisir leurs propriétés : l'accord avec la Russie fut ratifié le 22 juillet. A l'égard de la Prusse, la

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 305. Pour l'insurrection polonaise et ses conséquences, outre les ouvrages généraux, on pourra utiliser celui du comte FERRAND, paru sans nom d'auteur, *Les trois démembrements de la Pologne pour faire suite aux révolutions de Pologne de Rulhière* (Paris, 1820, 3 vol. in-8° ; 2^e éd. annotée par Ch. OSTROWSKI, Paris, 1865, 3 vol. in-12) ; sur Rulhière, Alice CHEVALIER, *Claude-Carloman de Rulhière premier historien de la Pologne ; sa vie et son œuvre historique* (Paris, 1939, in-8°), avec une remarquable lettre de Talleyrand, inconnue de ses biographes. Voir aussi A. VON TRESKOW, *Beitrag zur Geschichte des polnischen Revolutionskrieges ; Feldzug der Preussen im Jahre 1794* (Dantzig, 1836, in-8° ; 2^e éd., Berlin, 1937, in-8°), et le recueil consacré à Kosciuszko par le Comité de Rapperschwyl, en 1894 : *Kosciuszko ; biographie et documents* (Cracovie, 1894, in-8°, en polonais), ouvrage anonyme dont l'auteur était T. KORZON.

résistance continua, d'autant que Sievers se montrait maintenant conciliant. Enfin, le 2 septembre, sur l'ordre de Catherine, les troupes cernèrent la Diète : elle céda sous réserve de concessions commerciales que la Prusse repoussa. Le 23, on recourut de nouveau à la violence ; le silence des infortunés Polonais, défaillants d'épuisement, fut réputé consentement et, le 25, on signa le traité. Déjà, le 22, Frédéric-Guillaume, exaspéré, était parti pour la Pologne, délaissant la guerre contre la France et abandonnant virtuellement la coalition.

Dans l'intervalle, en effet, l'hostilité n'avait pas manqué de croître entre lui et l'Autriche. Le partage annoncé à Vienne en février, on attendit, pour en faire connaître les conditions, que, la campagne des Pays-Bas commencée, l'Autriche se trouvât incapable d'entrer en Pologne. Quand enfin, le 23 mars, on communiqua le traité, il déchaîna la tempête, car les acquisitions des deux complices dépassaient toutes les prévisions. Cobenzl et Spielmann furent disgraciés, le 27, et cédèrent la place à Thugut, nommé directeur des Affaires étrangères.

C'était un parvenu, uniquement dévoué à sa propre fortune, qu'il croyait assurée s'il satisfaisait l'appétit territorial des Habsbourg en leur livrant quelque territoire extorqué par la force ou par de louches trafics. Il se montra supérieur à ses prédécesseurs ; néanmoins, en substituant son égoïsme avide et féroce à la mollesse incapable de Cobenzl et de Spielmann, il relâcha les liens de la coalition.

Pour commencer, il engagea une violente polémique avec Haugwitz, accusé de duplicité. Les Prussiens eurent le dernier mot : ils attendraient que leur alliée revînt à la raison. Catherine précisa que l'Autriche, en s'obstinant, devait craindre d'être abandonnée par Frédéric-Guillaume. Thugut le savait bien et n'avait pas l'intention de refuser son adhésion au traité du 23 janvier ; il l'ajournait seulement, espérant qu'on lui garantirait formellement une compensation ; les engagements de la Prusse ne concernaient que la campagne en cours et il en prévoyait une troisième ; car, ayant renoncé secrètement à l'échange des Pays-Bas sous la pression de Pitt, il lui fallait obtenir en France la ligne de la Somme et celle de la Moselle. Les ministres de Frédéric-Guillaume, invoquant la situation en Pologne, pressaient leur maître de ne pas fortifier l'empereur et furent enchantés d'apprendre des Anglais que l'Autriche renonçait à l'échange : quand les négociations s'ouvrirent en août, Lucchesini déclara que la Prusse, au contraire, s'y tenait et que, la Belgique

étant reconquise, elle estimait avoir loyalement rempli son devoir d'alliée. Puis, les affaires s'embrouillant de plus en plus à Varsovie, le roi se laissa persuader enfin de déclarer à l'Autriche qu'il la tenait quitte de son adhésion au traité du 23 janvier : en échange de quoi, il lui abandonnait le soin de prendre à la France ce qui lui plairait. Par un dernier scrupule, il admit qu'il pourrait consentir à une troisième campagne, si on lui en fournissait les moyens. Là-dessus, il quitta le Rhin ; derrière lui, Brunswick laissa battre Wurmser et, bientôt, céda le commandement à Mollendorf, l'un des plus déterminés partisans de la paix avec la France.

Thugut, ainsi abandonné, ne perdit pas tout espoir d'une conquête en France, grâce à l'appui de l'Angleterre ; mais il se mit en quête d'une proie plus facile et jeta les yeux sur Venise, comme avant lui Joseph II. Il s'aperçut que Catherine se montrait maintenant très froide pour la Prusse : l'ayant agrandie, la tsarine estimait opportun de la contenir en se rapprochant de l'Autriche. Thugut favorisa cette évolution en reconnaissant le traité du 23 janvier pour ce qui concernait la Russie ; le 27 février 1794, on posa les bases d'une nouvelle alliance austro-russe qui livrerait Venise à François II à défaut de conquêtes en France. Thugut, au surplus, nourrissait sûrement une arrière-pensée : il restait encore une Pologne. Visiblement, la guerre occidentale l'intéressait de moins en moins : le même jour, il repoussait la demande de subsides que présentait Frédéric-Guillaume et que recommandait l'Angleterre, déclarant se contenter des 20.000 hommes que la Prusse lui devait d'après le traité du 7 février 1792. Le roi riposta en ordonnant à Mollendorf de se retirer en Westphalie. Si ses troupes prirent part néanmoins à la campagne de 1794, c'est que Pitt se chargea de les entretenir. Sacrifice en pure perte, d'ailleurs, parce que la crise polonaise se rouvrit.

Les patriotes ne se résignaient pas à laisser démembrer leur pays sans combattre. Kosciuszko, réfugié en Saxe, préparait l'insurrection et il accourut à Cracovie quand le licenciement des régiments polonais la précipita, en mars 1794 ; le 4 avril, les Russes furent battus à Raglawice ; Varsovie se souleva et ils l'évacuèrent, le 29 ; presque aussitôt, des bandes s'infiltrèrent en Pologne prussienne. Kosciuszko, toutefois, jugeait sa perte certaine s'il n'obtenait la neutralité des deux puissances allemandes : il leur offrit de traiter en leur laissant les provinces que les deux partages leur attribuaient ; mais Frédéric-Guillaume refusa de parler et Thugut fit une réponse dilatoire. Il était évident, en effet, que ceux qui écraseraient le mouvement national s'adju-

geraient ce qui restait de la Pologne. Or, Catherine, cette fois, se trouvait en défaut ; elle n'y avait que peu de monde et il fallut du temps pour amener d'Ukraine l'armée de Souvorov : l'heure appartenait aux Austro-Prussiens. Aussi Thugut accourut-il précipitamment des Pays-Bas et l'empereur ne tarda pas à le suivre ; toutes les forces disponibles, 15 à 20.000 hommes, se dirigèrent vers la Galicie. L'accord austro-russe se précisa : on convint que l'Autriche occuperait les palatinats méridionaux et notamment Cracovie. Mais les Prussiens prirent les devants : à la nouvelle de l'insurrection, ce ne fut qu'un cri au ministère et dans l'armée ; le roi lui-même se mit en route avec 50.000 hommes ; dès le 3 juin, il était à Wola et, le 15, ses troupes entraient à Cracovie. En juillet, 25.000 Prussiens et 13.000 Russes cernèrent Kosciuszko, retranché dans Varsovie. Malheureusement, les Polonais se divisaient : on préparait une constitution démocratique à la mode française et on parlait d'émanciper les paysans ; l'aristocratie ne l'entendait pas ainsi ; des conflits sanglants éclataient entre les « amis de la liberté » et les « royalistes ». Pourtant, les assiégés firent une belle défense et, comme en 1792, la lenteur des transports, les hésitations du roi empêchèrent les Prussiens de vaincre. La tranchée ne s'ouvrit pas avant le 28 juillet et n'avança que lentement ; un soulèvement en Posnanie menaça les communications : le 6 septembre, Frédéric-Guillaume leva le siège. Aussitôt, Dombrovsky s'empara de Bromberg et les Prussiens se demandèrent s'ils parviendraient à tenir la Vistule et à protéger l'Oder.

Or, les Russes arrivaient : en octobre, Souvorov battit les Polonais à Maciejowice et captura Kosciuszko ; le 4 novembre, il enleva Praga et passa les habitants au fil de l'épée ; Varsovie, où l'émeute faisait rage, capitula le 6. D'autre part, Thugut, ayant perdu les Pays-Bas, avait notifié, en août, aux Anglais qu'il leur laissait le soin de les reconquérir : les Prussiens occupaient toujours Cracovie et il n'avait pas une minute à perdre ; il consacra désormais toute son application à circonvenir Catherine et à préparer le troisième partage : si Frédéric-Guillaume s'en voyait exclu, l'Autriche tenait sa revanche.

On le comprit très bien à Berlin. Pour parer le coup, nul autre moyen que de traiter avec la France afin de porter dans l'est toutes les troupes de la monarchie : si l'on s'y trouvait en force, l'Autriche, exposée aux coups des révolutionnaires, n'oserait en venir aux mains. Déjà, Mollendorf, prévoyant, avait fait, le 31 juillet, des ouvertures à Barthélemy qui représentait la

France à Bâle. Le roi hésita longtemps ; mais la retraite de Varsovie ainsi que la maladresse de Pitt, qui, juste à ce moment, lui coupa les vivres, achevèrent l'œuvre de Valmy : le 25 octobre 1794, il ordonna de négocier avec les régicides.

Ainsi, la crise polonaise ne cessa de retenir loin de la France, non seulement la Russie, mais une partie des armées prussienne et autrichienne ; elle finit par disloquer la coalition sur le continent. Au prix de son indépendance, la Pologne contribua au salut de la Révolution.

IV. — LA GUERRE CONTRE LA FRANCE : VICTOIRES ET REVERS DES ARMÉES COALISÉES (1793-1794)¹.

L'assaut contre la France, en 1793, parut pourtant redoutable. Cobourg entra en campagne avec 5.500 Autrichiens et 11.000 Prussiens ; graduellement, il se renforça des Anglais et des Hollandais, puis des Hanovriens et des Hessois ; en août, il disposait de 110.000 combattants entre la mer du Nord et la Meuse. Le roi de Prusse marcha sur Mayence avec 42.000 hommes et il en gardait 33.000 autres en Westphalie ; Wurmser le soutint avec 24.000 Autrichiens auxquels devaient s'adjoindre 14.000 Allemands. L'Angleterre soudoyait 20.000 Sardes et 6.000 Napolitains ; l'Espagne armait quelque 50.000 hommes et le Portugal lui envoya une division. Mais, si le péril, jusqu'à l'automne, ne cessa de grandir pour la Révolution, ce fut aussi parce qu'elle était attaquée à revers par ses ennemis de l'intérieur qui tendaient la main aux coalisés : en mars, la Vendée appela les Anglais ; après le 2 juin, tout le Midi fut en feu : Sardes et Espagnols pouvaient en profiter.

Et pourtant, la campagne se termina par la victoire des « Carmagnoles ». Les contemporains surent faire leur part aux Prussiens et aux Autrichiens dans les responsabilités : les Prussiens de Westphalie partirent pour la Pologne ; ceux des Pays-Bas s'en allèrent rejoindre l'armée du Rhin qui n'en demeura pas

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour les opérations militaires, se reporter aux indications générales données p. 249. Ajouter, pour l'armée anglaise, sir J. W. FORTESCUE, *History of the British army*, citée p. 6, t. IV (1906). La publication de l'état-major autrichien s'arrête à la fin de 1792. Il conviendra de recourir aux ouvrages qui rapportent les opérations du point de vue français (voir ci-dessous, p. 380 et 423), notamment à ceux d'A. CHUQUET. Le siège de Mayence a été raconté de nouveau par K. G. BOCKENHEIMER, *Die Wiedereroberung von Mainz durch die Deutschen in Sommer 1793* (Mayence, 1893, in-8°). L'influence de la politique générale sur les opérations doit être étudiée dans les ouvrages indiqués p. 305.

moins à peu près passive ; Thugut, par suite, ramena d'Italie, afin de renforcer Wurmser, les troupes qui devaient s'embarquer pour Toulon et soutenir les Sardes ; ceux-ci, inquiets, ne s'engagèrent pas à fond et, à Toulon, il n'en parut pas tout à fait 1.600. Le blâme tomba aussi sur Pitt, non sans raison. Comme diplomate, il avait déjà vu pâlir son étoile en 1791 ; comme chef de guerre, il ne manifesta qu'une seule des qualités qui avaient illustré son père : la persévérance tenace ; si sa volonté ne se laissa pas accabler par les événements, son esprit resta incapable de les dominer.

Il n'aperçut point la nouveauté de cette guerre et qu'il ne s'agissait plus d'arracher la paix à la lassitude d'un roi. Les Jacobins se refusaient à toute transaction et ne voulaient opter qu'entre la victoire et la mort. Pour traiter, il fallait renverser leur gouvernement et cela ne se pouvait qu'en prenant Paris. Burke voyait clair : « Ce sera une longue et dangereuse guerre », disait-il. Pitt et Grenville, au contraire, ne se rendaient pas compte de la puissance de l'adversaire : à les en croire, une ou deux campagnes suffiraient. Les faiblesses de la coalition ne leur apparaissaient pas dans toute leur étendue. Pitt, comme dans un rêve, additionnait sur le papier les effectifs promis. Il comptait sur 34.200 hommes à Toulon à la fin d'octobre : il en vint 17.000, dont seulement 12.000 utilisables.

Sûr d'une victoire facile et prochaine, Pitt se préoccupa donc, avant tout, de mettre en sûreté le butin de l'Angleterre et, par suite, s'en rapporta à la tradition pour déterminer le rôle de son pays dans la conduite de la guerre. Aux alliés et aux mercenaires, l'attaque sur le continent ; à l'Angleterre, la mer et les colonies ; les troupes britanniques, sans doute, pourraient participer aux opérations en Europe, mais pour servir directement les intérêts anglais ou s'emparer de gages, et toujours à très faible effectif. Rien n'est plus instructif que l'attitude de Pitt dans la campagne de Belgique, le pays même d'où, pourtant, il tenait si fort à chasser les Français : le duc d'York ne partit que le 20 février 1793 et n'emmena que quatre bataillons, avec ordre de ne pas dépasser la frontière hollandaise ; après Neerwinden, on l'autorisa enfin à marcher sur Anvers et Gand ; à la fin d'avril, il n'avait encore que 6.500 Anglais. Pitt, il est vrai, ne disposait que de fort peu de troupes ; du moins aurait-il pu éviter de les disperser.

Sa politique entraîna deux conséquences fatales. D'abord, il laissa échapper l'une des meilleures chances de la coalition, qui était de répondre à l'appel de la Vendée. Seule, l'Angleterre

pouvait la secourir. Burke et Windham montrèrent que, si l'entreprise n'allait pas sans difficulté, puisque la flotte britannique ne possédait pas la maîtrise de la mer, le risque, néanmoins, valait d'être couru. Leurs efforts furent vains : un soulèvement populaire n'excitait que risée chez les militaires, et les classes dominantes ne le voient jamais de bon œil. Une nouvelle perspective se présenta quand l'amiral Hood, répondant spontanément à l'appel des royalistes de Provence, occupa Toulon. Cette fois, Pitt s'émut, parce que ce port constituait un gage et livrait la moitié de la flotte française. Pourtant, il n'employa que des moyens insuffisants ; il chercha des troupes et des vaisseaux à Turin, à Milan, à Naples. Finalement en décembre, il tira des renforts d'Irlande, mais trop tard ; or, le 26 novembre 1793, 7.000 hommes s'embarquèrent pour Haïti.

Et, d'autre part, le mal qui paralyse les coalitions, l'extrême difficulté qu'elles éprouvent à coordonner l'action de leurs armées, exerça librement ses ravages. En un temps où les communications demeuraient si lentes qu'il fallait onze jours au moins pour transmettre un ordre de Londres à Toulon, un synchronisme parfait n'était pas réalisable entre les opérations sur tous les fronts à la fois. Néanmoins, sur celui du nord-est, où se jouait la partie décisive, les chefs pouvaient se concerter pour avancer simultanément. Des obstacles, il est vrai, peut-être insurmontables, s'y opposaient : l'antagonisme entre Prussiens et Autrichiens ; l'impéritie des chefs qui s'entêtaient à prendre des places fortes au lieu de chercher l'adversaire pour le détruire ; le souci de saisir des gages qui encourageait les généraux dans leur stratégie désuète. Il n'en reste pas moins que, l'Angleterre étant le centre de la coalition, Pitt, qui parlait en son nom, pouvait seul essayer de presser et de coordonner l'offensive générale : il n'y pensa même pas et il eût fallu pour cela que l'Angleterre envoyât une forte armée aux Pays-Bas et ne donnât pas l'exemple de suspendre la guerre de mouvement pour s'emparer de Dunkerque.

En réalité, si la coalition triompha quelques mois, c'est que les forces françaises se trouvaient divisées et mal conduites : entre les armées de Custine et de Dumouriez, Brunswick et Cobourg occupaient une position centrale propre à l'offensive ; Custine était en flèche à Mayence et l'armée de Dumouriez éparpillée derrière une faible couverture qui gardait la Roër ; pour comble, le 26 février, au moment même où Cobourg allait s'ébranler, Dumouriez entra en Hollande. On vanta pompeusement le génie

de Mack, chef d'état-major de Cobourg, qui mena la campagne : il n'eut qu'à pousser de l'avant. Le 1^{er} mars, les alliés culbutèrent l'adversaire sur la Roër et foncèrent sur Liège. Dumouriez finit par se résigner à revenir de Hollande et livra bataille avant d'avoir concentré ses troupes. Battu à Neerwinden, le 18 mars, puis à Louvain, il pouvait défendre la ligne de l'Escaut ; mais il venait de rompre avec la Convention et voulait marcher sur Paris ; il conclut un armistice avec Mack et évacua la Belgique. Cobourg s'arrêta à la frontière suivant l'accord intervenu.

Réunis à Anvers, les diplomates de la coalition protestèrent, le 8 avril, contre cette attitude qui empêchait toute conquête et Thugut, après avoir ratifié l'armistice le 9, le dénonça le lendemain. L'échec de Dumouriez le rendant caduc, Cobourg avait déjà franchi la frontière. Toutefois, les renforts ne lui arrivèrent que peu à peu ; Dampierre lui résista plusieurs semaines dans les bois de la Scarpe ; ensuite, le camp de Famars tint jusqu'au 23 mai. Alors, les Français se retirèrent au camp de César, entre l'Escaut et la Sensée, et Cobourg se trouva libre d'assiéger tranquillement Condé et Valenciennes ; il y passa deux mois, ses parcs et ses munitions n'étant pas à pied d'œuvre. Il obtint la reddition de Condé le 10 juillet, et celle de Valenciennes le 28. Enfin, en août, il dessina un grand mouvement tournant à travers le Cambrésis ; mais, au lieu d'enlever Cambrai ou de passer l'Escaut au nord de la place, il le franchit au sud et sans employer sa cavalerie. L'armée française, forte encore de 40.000 combattants, put reculer derrière la Scarpe. Néanmoins, la route de Paris était ouverte et Cobourg avait maintenant en rase campagne 110.000 hommes.

Pendant ce temps, les Prussiens, traversant le Rhin au nord de Bingen, encerclaient Mayence ; Wurmser passa également le fleuve au sud de Mannheim : Custine, pris à revers, recula précipitamment sur Landau. Le siège de Mayence commença : il dura aussi longtemps que celui des places du nord et ne se termina que le 23 juillet. En août, Landau fut bloqué et Wurmser pénétra dans le Bienwald, entre la Queich et la Lauter. Sur les autres fronts, les alliés l'emportaient également. Les Sardes s'avançaient en Tarentaise, en Maurienne et dans le Faucigny ; or, le siège de Lyon commençait à peine. Le 29 août, les royalistes livrèrent Toulon aux Anglais et faillirent réussir de même à Marseille. A l'ouest des Pyrénées, Caro atteignit la Nivelle ; Ricardos enleva les places qui couvraient le Roussillon et, en septembre,

cerna Perpignan. Enfin, la Vendée repoussait tous les assauts. Le gouvernement révolutionnaire se constituait, il est vrai, mais Cobourg avait encore le temps d'agir.

Or, à ce moment même, son armée se disloqua. Les Anglais ne consentaient qu'avec peine à ajourner le siège de Dunkerque ; ils s'impatientèrent et le duc d'York reçut l'ordre d'aller prendre cette ville ; les Hollandais le suivirent. Les Prussiens s'en allèrent renforcer Brunswick. Cobourg, affaibli, se contenta de faire capituler le Quesnoy le 12 septembre, après quoi il attaqua Maubeuge. De même, Brunswick demeurant sur la défensive dans le Palatinat, Wurmser n'osa franchir le Rhin au sud de la Lauter et dut aborder de front les lignes de Wissembourg ; il ne s'y décida que le 13 octobre et put alors s'avancer jusqu'à la Zorn. Il était trop tard : les Français avaient profité de cette inaction pour grouper leurs forces dans le nord et vaincre les corps désunis d'York et de Cobourg à Hondschoote, les 6 et 8 septembre, et à Wattignies près de Maubeuge, le 16 octobre. Puis, Wurmser fut à son tour assailli et refoulé sur les lignes de Wissembourg ; finalement, il en fut chassé et dut lever le siège de Landau, à la fin de décembre. Les événements suivirent le même cours dans le Midi. Les Sardes, à défaut d'un soutien autrichien, s'arrêtèrent et, Lyon ayant succombé le 9 octobre, furent rejetés de la Savoie. Du côté des Pyrénées, Caro recula jusqu'à la Bidassoa et Ricardos sur le camp du Boulou. Les Français purent alors presser le siège de Toulon dont la chute, le 19 décembre 1793, marqua la fin de la campagne. Les alliés avaient reconquis la Belgique et la rive gauche du Rhin ; ils tenaient trois forteresses dans le nord de la France. Mais les armées révolutionnaires, ressaisissant l'offensive, se montraient beaucoup plus redoutables qu'auparavant.

Pitt, il faut le reconnaître, s'efforça enfin d'améliorer les méthodes des coalisés. Il critiqua vivement l'incapacité de Cobourg ; ne pouvant obtenir qu'on le remplaçât, il lui fit adjoindre Mack qui, blessé, était retourné en Autriche en mai 1793. On convint que François II se rendrait en personne aux Pays-Bas pour assurer l'unité du commandement. On tint, à Bruxelles, puis à Londres, des conférences pour préparer la campagne prochaine entre le Rhin et la mer : Mack insista pour que l'on concentrât dans les Pays-Bas toutes les forces disponibles, 200.000 hommes au moins, qui marcheraient sur Paris. Comme les Prussiens menaçaient de se retirer, les perspectives ne paraissaient pas brillantes. Pitt ressouda momentanément

l'alliance en envoyant aux Prussiens lord Malmesbury. Thugut refusant sa quote-part des 22 millions de thalers exigés par Frédéric-Guillaume pour l'entretien de 100.000 hommes, Mollendorf reçut d'abord l'ordre de repasser le Rhin. Malmesbury obtint qu'il restât et, emmenant Haugwitz à La Haye, le détermina à signer le traité du 19 avril 1794 : l'Angleterre prit à sa solde 62.400 Prussiens à raison de 50.000 livres sterling par mois, plus 300.000 une fois versées.

Rien dans tout cela ne modifia essentiellement la situation. L'Angleterre n'avait toujours qu'une douzaine de mille hommes aux Pays-Bas et son autorité y restait bien médiocre. L'entourage de François II dénigrait Mack ; quand la crise polonaise eut ramené l'empereur à Vienne, vers la fin de mars, Mack quitta la partie et le commandement redevint tel qu'auparavant. Il n'était pas au pouvoir de Pitt de parer aux conséquences des événements de Pologne ; mais, par sa maladresse, il contribua puissamment à encourager la défection de la Prusse. Il ne ratifia que le 22 mai le traité conclu par Malmesbury ; puis il émit la prétention de disposer à sa volonté des troupes qu'il payait. Enfin, il décida de les amener du Palatinat dans les Pays-Bas : résolution évidemment sage ; mais le roi de Prusse s'offensa qu'on déplaçât ses soldats sans le consulter, et Mollendorf eut la partie belle pour refuser d'entreprendre cette marche de flanc en présence des Français. Comme Thugut n'envoyait pas de renforts, Cobourg ne put aligner que 185.000 hommes de la mer du Nord à Luxembourg. Les Français en opposaient à peu près autant. Cobourg attaqua au centre, mais ne concentra pas suffisamment ses forces : il engagea d'abord l'offensive sur la Sambre et s'empara de Landrecies ; puis, il poussa une pointe contre Lille et se fit battre à Tourcoing, le 13 mai 1794. L'inaction de Mollendorf, analogue à celle de Brunswick en 1793, provoqua la décision. Les Français amenèrent sur la Sambre une partie de l'armée de la Moselle qui, jointe à celle des Ardennes, prit Cobourg à revers : la bataille de Fleurus, le 26 juin, rouvrit la Belgique aux républicains. Pitt ne renonça aucunement à ses illusions : il calculait que les Autrichiens amèneraient 100.000 hommes dans les Pays-Bas à la fin de l'année. Mais, quand il les vit de retour sur le Rhin, tandis que le duc d'York, tirant de son côté, rentrait en Hollande, il perdit son sang-froid et, rejetant la responsabilité du désastre sur les Prussiens, supprima tout subside, le 17 octobre. Ce fut ce dernier coup qui décida Frédéric-Guillaume à négocier avec les Français. Et sans doute doit-on penser que Pitt n'aurait pas réussi à sauver

la coalition ; néanmoins, qu'il ait fait si peu pour assurer sa victoire et si manifestement contribué à sa ruine, ce n'est pas la marque d'un grand homme d'État.

V. — LA GUERRE NAVALE ET COLONIALE¹.

La tâche essentielle que Pitt s'était réservée paraissait moins ardue. Pour rétablir l'équilibre au cours de la guerre d'Amérique, la France avait eu besoin du concours des Espagnols et des Hollandais ; en se tournant contre elle, ils rendaient sa défaite certaine. Pourtant, durant les premières années de la guerre, l'Angleterre n'exerça pas sur les mers un empire absolu et elle éprouva de graves mécomptes.

Ses alliés lui rendirent peu de services. La Hollande possédait 49 navires, mais assez faibles : on les utilisa pour les convois et le blocus. Naples n'en offrait que quatre ; le Portugal six qu'on pourvut d'officiers britanniques. L'Espagne seule aurait pu être très utile, ayant 76 vaisseaux de ligne dont 56 armés en 1793 ; son alliance ouvrait la Méditerranée aux Anglais et, en les soutenant résolument dans cette mer, elle leur aurait permis d'employer la majeure partie de leurs forces dans la Manche et l'Océan. Mais elle se méfiait d'eux et ne tenait pas à les installer en Corse ; à Toulon, Langara se querella avec Hood qui voulait emmener l'escadre française ; ultérieurement, Hotham ne reçut aucune aide de l'Espagne. Celle-ci s'inquiétait plus encore de l'annexion par les Anglais des Antilles françaises, et surtout de Haïti. Au reste, Valdès, le ministre de la Marine, était franchement anglophobe.

La flotte anglaise, il est vrai, possédait, sur celle de la France, une supériorité numérique évidente : au début de la guerre, 115 vaisseaux de ligne mobilisables contre 76. Elle avait aussi

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Exposé d'ensemble et bibliographie par H. W. WILSON, dans la *Cambridge modern history*, t. VIII (1904), ch. XV. Ouvrage célèbre d'A. T. MAHAN, *The influence of sea power upon the French Revolution and Empire* (Londres, 1892, 2 vol. in-8°), t. I, ch. II-V ; celui de W. JAMES, *The naval history of Great Britain, 1793-1820* (Londres, 1824, 5 vol. in-8° ; 2^e éd., 1886, 6 vol. in-8°), est encore utile. Les principaux ouvrages français sont J. TRAMOND, *Manuel d'histoire maritime de la France des origines à 1815* (Paris, 1916, in-8° ; 2^e éd., 1925) ; Ed. CHEVALIER, *Histoire de la marine française sous la première République* (Paris, 1886, in-8°) ; N. HAMPSON, *La marine de l'an II*, cit. p. 394 ; Ed. DESBRIÈRE, *Le blocus de Brest de 1793 à 1805* (Paris, 1903, in-8°) ; M. JOLLIVET, *Les Anglais dans la Méditerranée ; un royaume anglo-corse, 1794-1797* (Paris, 1896, in-12) ; et pour les colonies, J. SAINTOYANT, cit. p. 192 ; H. DE POYEN, *Les guerres des Antilles de 1793 à 1815* (Paris, 1895, in-8°) ; *Histoire militaire de la Révolution de Saint-Domingue* (Paris, 1900, in-8°) ; D^r MAGNAC, *La perte de Saint-Domingue* (Paris, 1907, in-8°) ; C. NORTHCOTE PARKINSON, *War in the Eastern seas, 1793-1815* (Londres, 1954, in-8°).

quelques avantages techniques, quoique son artillerie fût proportionnellement moins puissante : une mâture moins lourde, un meilleur gréement, un refouloir souple, précieux en cas d'abordage ; elle tirait à couler bas au lieu de tirer à démâter. Mais elle ne pouvait suffire à tous les besoins : combattre, assurer le blocus et protéger le commerce contre les corsaires. En tout cas, elle n'était pas entièrement prête. On éprouva de grandes difficultés et il fallut des années pour la porter au point convenable. La technique ne changea guère ; le vaisseau-type demeura celui de 74 canons, de 200 pieds sur 50 de large au maître-bau, avec deux ponts de combat et 600 hommes d'équipage. Lord Spencer, devenu ensuite lord Barham, successeur de Middleton comme premier lord de l'Amirauté de 1792 à 1801, put résoudre aisément les problèmes de construction. Au chêne anglais et au *fir*, ou pin sylvestre d'Écosse, qui n'étaient pas encore rares, on ajouta les bois de la Baltique, que les Français ne pouvaient plus acheter, et aussi le *pine* ou pin blanc d'Amérique. Mais l'Angleterre n'entretenait que de médiocres arsenaux : sur 24 vaisseaux de ligne construits de 1793 à 1801, deux seulement sortirent des chantiers de l'État. Elle recrutait difficilement ses matelots ; en 1792, la flotte en comptait 16.000 et on en ajouta 9.000 en décembre ; mais, en 1790, les escadres mobilisées contre l'Espagne en portaient 40.000 et, en 1799, on en employa plus de 120.000. Si les Anglais prirent tout de suite l'avantage, c'est que la flotte française se trouva désorganisée par l'émigration, la trahison et aussi par l'indiscipline. Néanmoins, ils durent se borner au début à surveiller l'adversaire pour consacrer presque tous leurs navires aux patrouilles et aux escortes ; ce fut peu à peu qu'ils passèrent à l'attaque et, en 1795, ils n'avaient pas encore balayé la mer des escadres républicaines.

Jusqu'à cette date, il est vrai, les chefs administratifs de la marine, Chatham et Richmond, se montrèrent aussi insouciants qu'incapables et le commandement utilisa mal ses forces. Il valait certainement mieux que celui de l'armée de terre. Comme il fallait beaucoup d'officiers, on ne regardait pas trop à la naissance et on en tirait même de la marine marchande ; en sous-ordre servaient déjà des hommes de grande valeur qui devaient rénover la tactique : Collingwood, Cornwallis, Troubridge et Nelson, destiné à devenir le plus célèbre, alors capitaine à 34 ans ; parmi les amiraux formés par la guerre d'Amérique, on comptait de bons chefs comme Duncan et Jervis ; mais Howe, et Hotham plus encore, parurent inférieurs à leur tâche. Les instructions de

l'Amirauté prescrivait de rechercher l'ennemi pour le détruire ; Howe songeait avant tout à ménager ses bâtiments ; il s'obstina à ne pas bloquer les Français dans leurs ports, ces croisières fatiguant trop les navires ; et il continuait de pratiquer la vieille tactique, le combat en ligne, vaisseau contre vaisseau. Hood, plus habile, ne remporta pas de grands succès.

Le fait nouveau de la guerre, durant ces premières années, fut l'importance des opérations méditerranéennes, que les Anglais purent entreprendre grâce à l'alliance de l'Espagne. Hood ne parvint qu'en juillet à bloquer Trogoff dans Toulon. Mais, quand la trahison lui eut livré l'escadre française, il fit emmener quatre vaisseaux et, lors de l'évacuation, en brûla neuf autres. Il put alors, de loisir, conquérir la Corse, où Paoli dirigeait un mouvement séparatiste et offrait la couronne à Georges III ; toutefois, comme il manquait de troupes de débarquement, trois places résistèrent longtemps ; Calvi ne tomba aux mains de Nelson qu'en août 1794. Les chefs anglais, il est vrai, ne s'entendaient pas mieux qu'à Toulon et Pitt ne leur envoya guère de renforts. Pendant ce temps, les Français travaillaient et, en juin 1794, ils reprirent la mer ; Hood les refoula dans le golfe Jouan sans pouvoir les attaquer et quand, au début de 1795, six vaisseaux arrivèrent de Brest, sa situation devint critique. Il se plaignit : on le révoqua. Son successeur, Hotham, bien que renforcé, se vit défier par l'amiral Martin dans les eaux corses en mai et en juillet, sans qu'il osât risquer une bataille décisive. Le blocus de Toulon ne fut rétabli qu'en novembre par Jervis.

Les Anglais ne remportèrent pas non plus d'avantages décisifs dans l'Océan. En juillet 1793, Howe ne voulut pas s'engager contre Morard de Galles dans les eaux de Belle-Isle ; ensuite il refusa de croiser devant Brest. Vertement critiqué, il mit à la voile, en mai 1794, pour intercepter le grand convoi que la France attendait d'Amérique et rencontra Villaret-Joyeuse, sorti pour le protéger ; les deux escadres se heurtèrent les 26 et 29 mai et le 1^{er} juin. Bien que Howe eût capturé 6 navires et qu'il lui restât 15 vaisseaux utilisables contre 9, Villaret put rentrer à Brest et le convoi y arriva sain et sauf. En décembre, Villaret repartit : la tempête, et non l'ennemi, le ramena au port. Dans l'été de 1795, Bridport et Cornwallis le forcèrent à se réfugier à Lorient pendant le débarquement de Quiberon. Toutefois, en janvier 1796, l'expédition de Hoche réussit encore à atteindre l'Irlande.

Dans ces conditions, les Français soutinrent la guerre coloniale plus longtemps qu'on n'aurait cru. Elle se concentra aux

Antilles, les îles à sucre attirant spécialement la convoitise britannique. Depuis l'insurrection des esclaves à Saint-Domingue, des planteurs appelaient l'étranger à leur secours. Les Espagnols préférèrent aider les révoltés en haine de la Révolution. Pitt se réserva jusqu'à la guerre ; s'il traita ensuite avec les colons, ce fut pour favoriser une conquête qu'il espérait définitive. Il y employa des forces qui eussent pesé d'un grand poids à Toulon et en Vendée. A partir de septembre 1793, elles occupèrent peu à peu divers ports de Saint-Domingue et, en juin 1794, Port-au-Prince. Mais, en mai, Toussaint-Louverture venait de rompre avec les Espagnols et de se rallier au général Lavaux. L'abolition de l'esclavage par la Convention ramenait les noirs aux Français. En outre, les maladies décimaient les Anglais. A la fin de 1795, confinés dans les villes de la côte, ils s'attendaient à quitter Haïti. Les Îles du Vent leur réussissaient mieux. Dès avril 1793, ils occupèrent Tabago sans coup férir. A la Martinique, ce fut d'abord un échec ; mais, en mars 1794, arriva Jervis qui s'en empara. Puis Sainte-Lucie et la Guadeloupe eurent le même sort. Victor Hugues rétablit un peu la situation : il reconquit la Guadeloupe, sut la garder et, de cette base, inquiéta beaucoup l'ennemi. Les colonies de la Hollande, une fois celle-ci occupée par les républicains, offrirent une nouvelle proie : les Anglais occupèrent le Cap, le 16 septembre 1795, ainsi que la Guyane hollandaise. La balance penchait de plus en plus en leur faveur. Néanmoins, le dernier mot n'était pas dit : après la Hollande, l'Espagne abandonnait la coalition.

VI. — LA GUERRE ÉCONOMIQUE¹.

Pendant longtemps, Pitt et Grenville, pour justifier leur optimisme, évoquèrent la détresse de la France : la famine et

1. **OUVRAGES À CONSULTER.** — C'est la partie la moins étudiée de toute cette histoire. On ne sait rien de bien précis en ce qui concerne l'influence de la guerre sur les courants commerciaux. Il y a quelques indications dans W. CUNNINGHAM, *The growth of English industry and commerce in modern times* (Londres, 1890, 2 vol. in-8° ; 3^e éd., 1903) ; J. H. ROSE, *Pitt and the great war*, cité p. 199 ; A. WOHLWILL, cité p. 203 (Hambourg), ch. III. Sur les prix et les changes, voir p. 23. Pour le blocus, se reporter à notre t. XIV, *Napoléon*, liv. 1^{er}, ch. II, § 4 ; F. CROUZET, *L'économie britannique et le blocus continental*, cit. p. 33. Pour les difficultés diplomatiques suscitées par le blocus, voir S. F. BEMIS, *A diplomatic history of the United States*, cité p. 102 (traité Jay), et son article : *The United States and the abortive armed neutrality of 1794*, dans *American historical review*, t. XXIV, ann. 1918, p. 26-47 ; on trouvera quelques textes sur la période, en dépit du titre de l'ouvrage, dans J. BROWN SCOTT, *Armed neutralities of 1780 and 1800* (New York, 1918, in-8° ; des « Publications of the Carnegie endowment of international peace »), p. 436-444.

l'effondrement de l'assignat allaient la réduire à merci. D'ailleurs, on hâterait cet heureux moment. Déjà, en 1792, les émigrés proposaient au roi de Prusse de fabriquer de faux assignats : il s'y refusa. Pitt n'eut pas le même scrupule et en fit imprimer de grandes quantités pour les répandre en France. D'autre part, en juillet 1793, on l'accusa, à la Convention, d'ouvrir des crédits aux banquiers pour leur permettre de vendre à Paris des effets sur Londres et de faire ainsi baisser le change français en favorisant la fuite des capitaux ; l'imputation est vraisemblable, car Pitt, on en est certain, restait en rapport avec des financiers parisiens, tels l'Anglais Boyd et le Suisse Perregaux. Mais, pour affaiblir la France, la tradition lui présentait un moyen plus efficace encore : le blocus, dont les règles avaient été mises au point pendant les guerres de Sept ans et d'Amérique. Le 8 juin 1793, Pitt adjoignit les grains à la contrebande de guerre, attendu que le gouvernement français, par la réquisition, disposait maintenant de toutes les ressources du pays et qu'ainsi les importations pouvaient tourner au profit de l'armée ; en fait, cette mesure, qu'il renouvela le 25 avril 1795, traitait pour la première fois la population civile d'un pays entier comme celle d'une ville assiégée. D'autre part, le blocus se fit plus sévère qu'auparavant. Dans les guerres précédentes, les frontières terrestres de la France demeuraient ouvertes, au moins pour la plus grande partie ; beaucoup d'États continentaux restaient neutres ou s'alliaient à elle ; la Méditerranée échappait au contrôle britannique. A présent, les coalisés s'engageaient à fermer leurs ports aux Français, à séquestrer leurs biens, à interdire l'expédition à leur profit des marchandises visées par le blocus ainsi que tous prêts et paiements ; les armées fermaient hermétiquement les frontières, si ce n'est du côté de la Suisse ; les Anglais croisaient en Méditerranée. L'investissement se trouvait à peu près complet : les relations bancaires, qui ne cessèrent jamais à l'époque napoléonienne, s'interrompirent cette fois, du moins en principe.

Néanmoins, le blocus fut loin d'être étanche. Les coalisés n'appliquèrent pas tous avec le même zèle les mesures convenues ; par exemple, l'empereur attendit jusqu'au 17 mars 1794 pour interdire, dans les Pays-Bas, les paiements aux Français ; la Diète admonesta en vain le Sénat de Hambourg qui laissait négociants et banquiers trafiquer avec la République ; il fallut un ultimatum et de longues croisières pour fermer Livourne ; en Hollande même, on éluda le blocus. Au temps de la marine à voiles, il

restait d'ailleurs à mailles très lâches et ne gênait pas beaucoup le cabotage : avec Gênes, celui-ci continua toujours ; pour renseigner les croiseurs, on manquait d'une organisation internationale d'espionnage commercial et, aussi, de moyens de communication. Enfin, il restait les neutres : les uns, Suédois, Danois, Américains, n'observaient le blocus que s'ils y étaient contraints ; d'autres, les Génois et les Suisses, y échappaient grâce à leur position géographique. Par la Suisse, la France put acheter en Allemagne, en Autriche et en Italie.

Il faut observer, en outre, que le blocus, entre les mains des Anglais, ne visait pas uniquement ni même essentiellement la résistance militaire de l'ennemi : s'ajoutant au système mercantile, il délivrait les Anglais de la concurrence des Français et permettait de confisquer leurs marchés ; par la réglementation draconienne appliquée aux navires marchands, il tendait à éliminer les neutres et même les alliés, au profit des Britanniques. L'« ordre du Conseil » du 6 novembre 1793 sur le trafic colonial, renouvelant celui de 1756, met bien en lumière cet aspect du blocus : il interdisait aux neutres de commercer avec les colonies françaises qui leur étaient fermées avant la guerre, mais que la Convention leur avait ouvertes ; l'Angleterre s'attribuait ainsi le monopole des denrées coloniales. Or, du point de vue mercantile, un blocus hermétique paraissait absurde : s'il y avait profit à empêcher l'ennemi de vendre, il y en avait aussi à lui envoyer, si c'était possible, des marchandises anglaises, ce qui permettait de lui soutirer son numéraire ou de se procurer chez lui les produits dont on manquait. En conséquence, le gouvernement distribuait des licences, au gré des circonstances, à destination des ports ennemis. A la vérité, la Convention proscrivait le trafic avec la Grande-Bretagne, mais on « neutralisait » facilement les marchandises ; à Emden, par exemple, cette opération se pratiquait en grand et il n'en coûtait qu'une commission de 1 à 2 % ; quant au transport, les Anglais recouraient, à leur tour, aux vaisseaux neutres ; de fait, les sorties à destination de la France et des Pays-Bas, de 15 % du total des exportations anglaises en 1792, descendaient seulement à 12 en 1800. Il semble même que, pour ménager les intérêts mercantiles, l'autorité se soit montrée indulgente à la contrebande de guerre. Les neutres rendant des services, notamment pour échapper aux corsaires, on fut bien obligé de leur accorder des concessions ; la défense d'importer des grains en France fut même rapportée en août 1794. Ainsi, les Anglais auraient volontiers adouci le

blocus pour continuer à exporter : la volonté des Français et surtout leur économie dirigée les en empêchèrent.

Tel qu'il fut, le blocus créa des difficultés aux coalisés. D'abord, il les brouilla avec les neutres. Le ministre danois Bernstorff et le régent de Suède maintinrent énergiquement leurs droits et finirent par conclure, le 27 mars 1794, une convention qui prévoyait l'armement de 16 vaisseaux pour la protection de leur commerce et même la fermeture de la Baltique aux belligérants. Grenville ne s'alarma guère, parce qu'il sut que Bernstorff ne tenait pas à une rupture et qu'en tout cas on ne passerait pas à l'action avant le printemps de l'année suivante. Plus menaçante parut un moment l'attitude des États-Unis ; quand on leur eut capturé 300 navires qui trafiquaient avec les Antilles françaises, ils mirent l'embargo sur les navires britanniques ; le 29 avril 1794, les Scandinaves notifièrent leur accord aux Américains et le bruit courut que ceux-ci allaient y adhérer. Mais l'attitude de l'agent français indisposait Washington ; quant à Hamilton, le secrétaire d'État, il voulait éviter à tout prix un conflit avec l'Angleterre. En juin 1794, Jay arrivait à Londres et, le 19 novembre, il conclut le traité qui porta son nom. Les États-Unis s'engageaient à ne plus admettre les corsaires français dans leurs ports, tandis qu'ils ouvraient ceux-ci aux vaisseaux et aux prises de la Grande-Bretagne ; l'accord ne disant mot du blocus, il était admis tacitement. Jay avait même consenti à réduire presque à rien le trafic américain avec les Antilles et à renoncer au transport en Europe des denrées coloniales. Le Sénat refusa de pousser si loin la capitulation ; mais il ratifia le reste du pacte, parce que l'Angleterre s'engageait à évacuer les postes qu'elle occupait encore dans le nord des États-Unis, et aussi dans l'intérêt de la paix.

D'autre part, les mesures adoptées par la France conjuguées avec l'activité de ses corsaires causèrent de graves dommages au commerce des alliés. En dépit de la navigation en convois escortés, les Anglais perdirent plus de 600 bâtiments par an en 1794 et en 1795 ; le taux des assurances s'éleva beaucoup ; la part des neutres dans le trafic des ports britanniques passa de 10 % du tonnage en 1792 à 25% en 1793.

Toutefois, l'Angleterre n'éprouva de grandes difficultés que durant la première année. La déclaration de guerre, resserrant le crédit, entraîna la chute d'une centaine de banques et de nombreuses faillites ; l'encaisse de la Banque de Londres se réduisit à 4 millions de livres sterling en février 1793. Au cours de

l'année, le tonnage global des ports diminua de 17 % et les exportations, de 24 millions de livres sterling en 1792, tombèrent à 19 ; le prix des denrées coloniales s'effondra : Hambourg en regorgeait. Mais la Banque tint bon, escompta largement le papier commercial, émit des billets de 5 livres sterling pour remédier à la thésaurisation du numéraire. L'or s'enfuyait de France : elle en acheta pour près de 4 millions de livres sterling et l'encaisse remonta. Ses avances permirent à Pitt de consacrer 5 millions de livres sterling à aider les chefs d'entreprises. Ce mauvais pas franchi, les importations et les exportations ne cessèrent plus de croître ; celles-ci remontèrent à 25 millions en 1794 et 1795, à 28 en 1796. La traite, qui avait pris un essor prodigieux en 1792 à la suite des troubles qui paralysaient les Antilles françaises, demeura florissante : on importa 27.000 esclaves en 1792 au lieu de 11.000 en 1789 ; on en amena encore 14.000 en 1794.

Certaines industries périclitèrent, il est vrai : ainsi, les tisserands de soie et de brocart chômèrent à Spitalfields. Mais les continentaux souffrirent beaucoup plus. Les uns, comme les Italiens et les Espagnols, clients de la France, subirent des privations. D'autres, comme les Allemands, lui fournissant des métaux précieux et des produits chimiques, se virent privés de ce débouché. La crise polonaise, coïncidant avec le blocus, empira la situation : l'activité de l'industrie textile en Allemagne, surtout en Silésie, se réduisit à rien. En certains pays, le ravitaillement devint difficile ; on ne tirait plus beaucoup de grains de Prusse et de Pologne, tandis que la Hollande et les Pays-Bas, obligés de nourrir les armées, n'en pouvaient vendre non plus. A Barcelone, on mangea du pain d'amalgame dès le printemps de 1793. La situation s'assombrit quand, en 1794 et en 1795, les récoltes furent médiocres dans tout l'Occident. L'Angleterre s'en ressentit particulièrement : le prix du blé s'éleva sans cesse jusqu'à atteindre, en 1796, 6 guinées le *quarter*, soit 28 livres le quintal français, deux fois le maximum de l'an II ; en 1795, les prix dépassèrent de 26 % ceux de 1790 et la hausse ne s'arrêta plus. De mauvaises années commencèrent pour cette puissance.

Le chômage et la cherté produisent partout les mêmes effets : comme en France, les classes populaires remuèrent. C'était ce que redoutaient le plus les gouvernements d'Ancien Régime et cette crainte exerça de l'influence sur la conduite de la guerre. Elle contribua à empêcher les coalisés de la « populariser », d'en faire une guerre nationale à l'exemple de la Révolution française.

VII. — LES GOUVERNEMENTS DE GUERRE DES ÉTATS COALISÉS¹.

Les causes immédiates des échecs de la coalition furent son incohérence et la médiocrité de ses diplomates, incapables de sortir de leur routine. Mais c'est dans l'Ancien Régime lui-même qu'en réside la cause profonde. Pendant longtemps, cette guerre, menée par les Français de manière si neuve, ne changea rien, chez les coalisés, aux méthodes de gouvernement.

Monarques et aristocrates, ankylosés par l'hérédité, le privilège et le préjugé, ne surent ni inventer, ni faire appel aux forces nouvelles. Certes, il n'est pas étonnant que les gouvernements continentaux ne se soient pas renouvelés : à part Catherine, dont la passion contre-révolutionnaire demeura platonique, le hasard voulut que leurs princes fussent pour le moins des médiocres. Les deux plus puissants étaient l'empereur et le roi de Prusse. Le premier, François II, se laissait mener par l'impératrice, fille de Ferdinand de Naples, et par un Lorrain, le général Rollin, son aide de camp, qui, d'accord avec Thugut, arbitrait les choix militaires et fit écarter Mack. L'autre, Frédéric-Guillaume II, à partir de Valmy, resta le seul Prussien qui tint à continuer la guerre contre la France ; ses ministres, approuvés par le prince Henri, lui donnaient perpétuellement l'assaut et, quant à l'armée, c'était un État dans l'État, au point que Mollendorf, son chef, finit par négocier, de sa propre autorité, avec les Français. On est plus surpris que le gouvernement de l'Angleterre, sans présenter la même anarchie, ne se soit pas pénétré plus vite des nécessités de la guerre pour se réformer en conséquence.

Pitt eût bien modifié son ministère, mais par tactique parlementaire. La guerre consumma définitivement le schisme whig ; tandis que Fox, Sheridan, Landsdowne présentaient périodiquement des motions en faveur de la paix, Windham aurait

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir les ouvrages généraux indiqués p. 305. Pour l'Angleterre, ceux de J. H. ROSE, *Pitt and the great war* ; D. G. BARNES et E. D. ADAMS, cités p. 96 et 110 ; D. A. CHART, *The Irish levies during the great French war*, dans *English historical review*, t. XXXII, ann. 1917, p. 497-651 ; sir H. MAC ANALLY, cité p. 96. Le gouvernement de la Prusse est étudié par M. PHILIPPSON, cité p. 90, t. II. Sur celui de l'Autriche, I. BEIDTEL, cité p. 89 et la publication de l'état-major, *Krieg gegen die französische Revolution*, cité p. 272, t. I. Les velléités d'armement national en Allemagne ont été l'objet des études de W. WENDLAND, *Versuche einer allgemeinen Volksbewaffnung in Süd-Deutschland* (Berlin, 1901, in-8° ; fasc. 24 des « Historische Studien » publiées par E. EBERING), et de R. LORENZ, *Volksbewaffnung und Staatsidee in Oesterreich, 1792-1797* (Vienne, 1926, in-8°).

accepté de participer au gouvernement. Pitt se le fût adjoint volontiers : il se heurtait à l'opposition de Dundas qui, détenant le *Home office*, la Guerre, l'Irlande et la caisse de la marine, refusait obstinément de réduire cet extravagant cumul. D'un ministre de la Guerre, Dundas ne possédait pourtant que le titre : ne sachant rien de l'armée, il l'abandonnait à Yonge, premier clerc du *War office*, qui ne siégeait pas dans le cabinet. En fait, Pitt et Grenville menaient les opérations ; or, ils ne s'accordaient pas toujours, même sur la diplomatie, et rien ne les préparait à conduire la guerre. Georges III en profita pour n'en faire qu'à sa guise : il imposa le siège de Dunkerque, imagina d'amener Mollendorf dans les Pays-Bas en 1794, empêchè pendant plus d'un an qu'on rappelât le duc d'York, bien qu'il fût la risée de l'armée. La marine n'était pas mieux lotie : de ses deux maîtres, on savait lord Chatham, frère de Pitt, d'une nullité affligeante, et le duc de Richmond, d'une paresse et d'une incurie légendaires ; la flotte ne participa point au siège de Dunkerque ; alors que Toulon réclamait des renforts, on laissa lord Moira immobile à Portsmouth et quatre régiments inactifs dans les îles de la Manche ; quand des troupes d'Irlande furent prêtes, les transports manquèrent pour les embarquer. Il fallut la défaite de Fleurus et la perte de la Belgique pour que Pitt se décidât à modifier cette situation. Dundas abandonna enfin l'administration de la guerre, dont on fit un secrétariat pour Windham ; le duc d'York fut bientôt rappelé ; Spencer remplaça Chatham, et Cornwallis Richmond. Ces derniers choix se révélèrent bons ; mais Windham se montra médiocre ministre : il s'empressa d'organiser l'expédition vendéenne qu'il avait toujours préconisée et qui aboutit au désastre de Quiberon.

Les coalisés ne changèrent rien au recrutement de leurs armées. En 1794, on parla bien, en Allemagne, d'un armement général du peuple, mais on s'en tint aux paroles. Les volontaires se faisant de plus en plus rares, les levées par tirage au sort devinrent partout fréquentes ; les difficultés qu'elles rencontraient expliquent en partie le déficit des effectifs et la lenteur dans l'envoi des renforts. Jusqu'en 1794, l'Angleterre se contenta de faire appel aux volontaires, l'aristocratie fournissant les officiers qui achetaient leurs charges ; on forma 34 régiments nouveaux ; l'Irlande protestante se montra dévouée et fournit 25.000 hommes. La milice, portée à 30.000 hommes, devait assurer la défense territoriale sous la direction de la *gentry* ; des compagnies se formèrent spontanément pour maintenir l'ordre

ou coopérer avec elle. Aux volontaires, acceptés sans distinction de nationalité, la marine ajouta tous les hommes que lui livrait le système de la « presse », marins ou non, en dépit de la loi, étrangers aussi, malgré les protestations américaines ; elle embarqua également des condamnés et, après la suspension de l'*habeas corpus*, les suspects politiques. Finalement, il fallut imposer le tirage au sort : d'abord, en 1794, pour la milice, ce qui suffit à multiplier les émeutes ; puis, en 1795, pour 30.000 marins ; enfin, en 1796, pour l'armée de ligne. Bien entendu, il comporta les mêmes abus que sur le continent et le fardeau tomba sur les pauvres. Comme les nouvelles levées n'étaient guère instruites, on les envoya aux colonies remplacer les soldats de métier : elles y furent décimées par le climat. Les marins improvisés subirent plus de maux encore : nourriture détestable, rognée par la concussion ; pas de service médical ; aucune permission ; il n'est pas étonnant que la mutinerie ait été un mal endémique dans la flotte anglaise.

Bien que les effectifs réunis par chaque puissance ne fussent pas comparables à ceux des Français, tous les coalisés éprouvèrent beaucoup de peine à les armer et à les équiper par les voies ordinaires, et même à les nourrir. Pourtant, nulle part on ne tenta une mobilisation civile et la population, indifférente à la guerre, opposa partout la force d'inertie aux réquisitions ; dans les Pays-Bas, les Autrichiens n'en vinrent pas à bout. A l'origine de ces difficultés, on découvre presque toujours l'insuffisance des ressources financières. La Prusse, État pauvre, très atteinte par la fermeture du marché polonais, vit ses recettes diminuer considérablement. Comme elle exportait chaque année 18 à 20 millions de thalers pour les besoins de l'armée, elle se trouva bientôt en proie à une crise monétaire. En outre, Struensee, le ministre des Finances, se heurta à de grands obstacles administratifs, parce que Frédéric II, en se réservant la gestion de la *Dispositionskasse* où l'on versait les fonds sans affectation particulière et en lui attribuant les revenus de la Silésie, la seule des provinces qui fût vraiment productive, avait affaibli la centralisation si péniblement réalisée par son père, le Roi-Sergent. Struensee ne dirigeait en réalité que les caisses de l'armée et des domaines, dont les ressources, assignées d'avance et toujours insuffisantes, devaient être complétées par les versements de la *Dispositionskasse* que Frédéric-Guillaume II abandonnait à Wöllner. Struensee n'obtint qu'à grand'peine qu'on diminuât les dépenses de luxe ; il fallut pourtant épuiser les 19 millions de thalers que

contenait encore le trésor de guerre à la fin de 1792 et aussi emprunter en Hollande et à Francfort : 5 millions de gulden en 1793, 8 en 1794, sans compter les avances à court terme. En 1795, un emprunt intérieur échoua lamentablement. Seul l'argent anglais avait permis à la Prusse de tenir. Lorsqu'elle en fut privée, Struensee, en octobre 1794, ne vit d'autre remède que de supprimer les privilèges : la guerre menait aux expédients révolutionnaires ; aussi ne restait-il plus qu'à conclure la paix.

La détresse de l'empereur, obligé de ménager la Belgique et la Hongrie, ne fut pas moindre. Le déficit, qui était chronique, atteignit 30 millions de gulden en 1793 et 66 en 1795 ; dès 1793, on emprunta à l'intérieur et à l'extérieur : de 362 millions de gulden en 1789, la dette passa, en 1796, à 477. Pourtant, l'Autriche ne put vivre qu'en émettant du papier-monnaie : il en circulait 23 millions en 1789 et 35 en 1796 ; elle n'aurait pu continuer la guerre si, après les traités de Bâle, Thugut à son tour n'avait obtenu les subsides de l'Angleterre.

Quant à l'Espagne, elle répandit à pleines mains les *vales reales* de la Banque de Saint-Charles ; en 1794, on saisit une partie de l'argenterie des églises ; en 1795, avec la permission du pape, le roi s'attribua le revenu des bénéfices vacants et décida de n'en pourvoir aucun avant un an : on s'acheminait vers la vente des biens du clergé. Après avoir dénoncé les expédients des Français, on cédait comme eux à la nécessité et on finissait par les imiter.

On aurait pu supposer que les classes aisées, qui, en Angleterre, approuvaient la guerre et en profitaient, consentiraient à en supporter les frais ; mais Pitt leur épargna cette obligation aussi longtemps qu'il le put, en comblant le déficit croissant par des emprunts. Les recettes étaient loin d'augmenter : 14.284.000 livres en 1792, 13.557.000 en 1795, tandis que les dépenses de la marine passaient de 1.985.000 livres à 6.315.000, et celles de l'armée, de 1.819.000 livres à 11.610.000. L'emprunt fournit 4.500.000 livres en 1793, près de 13 en 1794, 19.500.000 en 1795. Cependant Pitt maintenait l'amortissement, qu'il alimentait par fonds d'emprunt à des taux de plus en plus élevés ; le capital disponible s'épuisa. Parallèlement, la Banque consentait des avances et acceptait des *exchequer bills*, au total, 18 millions de livres en 1793 : l'Angleterre, elle aussi, s'achemina vers une crise monétaire où la réputation de Pitt, comme financier, allait être mise à l'épreuve.

VIII. — LA RÉACTION EUROPÉENNE¹.

N'osant imiter les mesures des Jacobins, l'aristocratie prit le parti de s'en indigner et d'en faire un épouvantail. Par toute l'Europe, novellistes, écrivains, orateurs et sermonnaires dénoncèrent les cannibales qui, sous la menace de la guillotine, astreignaient leurs compatriotes au service militaire, les ruinaient par le papier-monnaie, les affamaient par la réquisition et, pour tout dire, les ramenaient à la barbarie. Les émigrés contribuaient à cette propagande. A Vérone, d'Antraigues fabriquait des

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux, consulter principalement pour l'Angleterre, J. H. ROSE, *Pitt and the great war*, cité p. 199 ; du même, *Pitt and Napoleon* (Londres, 1912, in-8°), p. 79 : *Pitt and relief of the poor* ; W. HALL, P. BROWN, H. MEIKLE, cités p. 203 ; G. COLE et R. POSTGATE, *The British common people, 1746-1938* (New York, 1939, in-8°) ; des mêmes, *The common people, 1746-1946* (Londres, 1946, in-8°) ; G. COLE, *A short history of the working class movement, 1784-1827* (Londres, 1949, in-8°) ; on signale aussi, pour la caricature contre-révolutionnaire, Mary D. GEORGE, *Catalogue of political and personal satires preserved in the Department of prints and drawings in the British Museum, t. VII : 1792-1800* (Londres, 1942, in-8°). — Pour l'Allemagne, K. HEIGEL, cité p. 110 ; M. PHILIPPSON, cité p. 90 ; X. LÉON, *Fichte et son temps*, cité p. 203, t. I, ch. VII ; W. BEHRENDTS, *Reformstrebungen in Kursachsen im Zeitalter der französischen Revolution* (Leipzig, 1914, in-8°) ; J. DROZ, cité p. 203. — Pour la Hongrie, voir MARCZALI, cité p. 89 ; Elemer MÁLYNSZ, *Sandor Lipót főherceg nádor iratai* [Écrits de l'archiduc palatin Alexandre-Léopold] (Budapest, 1926, in-8°) ; dans la coll. « Fontes historiae Hungaricae aevi recentioris », qui renouvelle l'histoire du palatinat du fils de Léopold II ; l'introduction est écrite en langue magyare, mais presque tous les textes sont en français et en allemand ; K. BENDA et E. WANGERMAN, cités p. 204. — Pour l'Italie, voir p. 89, N. BIANCHI, t. III ; C. TIVARONI, t. II ; P. SIRVEN, *Alfieri* (Paris, 1934-35, 2 vol. in-8°). — Pour l'Espagne, voir p. 90. — Pour la Russie, p. 90 et 200.

Sur le mouvement des idées, consulter aussi : O. KARMIN, *Sir Francis d'Ivernois* (Genève et Paris, 1923, in-8°) ; G. RUDLER, *La jeunesse de Benjamin Constant* (Paris, 1909, in-8°) ; F. DESCOSTES, *La Révolution française vue de l'étranger* ; *Mallet du Pan à Berne et à Londres* (Tours, 1897, in-8°) ; L. PINGAUD, *Le comte d'Antraigues*, cité p. 214 ; F. BALDENSPERGER, *Le mouvement des idées dans l'émigration française* (Paris, 1925, 2 vol. in-8°). — Sur la fabrication de faux documents, voir A. MATHIEZ, *Un faux rapport de Saint-Just, dans Annales révolutionnaires*, t. VIII, ann. 1916, p. 599-611 (ce faux a été utilisé comme authentique par H. von Sybel et A. Sorel), et A.-C. BRUUN, Une traduction anglaise du faux rapport de Saint-Just rédigée par d'Antraigues, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. IV, ann. 1927, p. 275-277 ; R. DE GRANDSAIGNES qui a repris le problème dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1957, p. 232 (article cité, ci-dessus, p. 214) ; ainsi que les discussions suscitées par la publication de *The manuscripts of J. B. Fortescue preserved at Dropmore*, plus connus sous le nom de *Dropmore papers* (Londres, 1894, 3 vol. in-8° ; publication de l'« Historical manuscripts commission »), où l'on trouvera au t. II des bulletins sur l'activité du Comité de salut public que d'Antraigues aurait rédigés d'après des rapports d'informateurs parisiens ; ces discussions sont résumées par A. MATHIEZ dans un article de la *Revue des questions historiques*, janvier 1914, L'histoire secrète du Comité de salut public, reproduit dans ses *Études robespierristes*, t. II (Paris, 1918, in-8°) ; voir aussi J. GODECHOT, M. REINHARD et R. DE GRANDSAIGNES, article cité ci-dessus, p. 214.

documents accusateurs qu'on traduisait et qu'on répandait à pleines mains ; l'abbé Barruel se préparait à grouper les imputations qu'Hoffmann avait dirigées contre les francs-maçons et les Illuminés auxquels il adjoignait maintenant les protestants ; bientôt aussi Joseph de Maistre qui, de Lausanne, dirigeait alors l'espionnage piémontais, allait faire la synthèse de tout ce travail et profiler derrière la Révolution l'ombre de Satan. Les Genevois d'Ivernois et Mallet du Pan, des constitutionnels comme Mounier endoctrinaient la bourgeoisie libérale. Cette propagande fit grand effet ; elle alarma les intérêts plus encore peut-être que les consciences ; si ami qu'on fût de la liberté et de l'égalité des droits, il fallait bien convenir que les Français les payaient cher. A tous ceux qui contemplaient de loin la fournaise, la Terreur aussi semblait indéfendable ; les plus hardis essayaient seulement de l'expliquer, tout en la condamnant.

La peur ou la pitié multiplièrent les palinodies, mais il resta partout des libéraux et des démocrates, et la guerre, par ses conséquences imprévues, ne tarda pas à leur offrir des chances nouvelles. Tout ce qu'on incriminait chez les Français, les levées d'hommes, les réquisitions, le papier-monnaie, le chômage, la cherté, la disette, apparut peu à peu, de-ci, de-là, à travers l'Europe. Les gens riches ou aisés voyaient un abîme entre la France et les coalisés, parce que l'Ancien Régime, au contraire des terroristes, les épargnait autant que possible. Mais les classes populaires, qui souffraient, faisaient aussi la comparaison et, au surplus, c'était bien assez de la misère pour les pousser à la révolte. A mesure que la guerre se prolongea, la réaction s'aggrava donc et, parfois, devint sanglante. Sur le continent, il n'y avait rien là que d'ordinaire et de conforme au despotisme ; en Angleterre, où on suspendit les libertés constitutionnelles, leur relative devint manifeste comme l'analogie avec la France ; pour se défendre, l'aristocratie britannique institua sa dictature par la terreur et elle essaya de désarmer les colères populaires par une sorte de minimum de salaires, tandis qu'elle stigmatisait les démagogues de France qui avaient établi un maximum des denrées.

Dans le nord et l'est de l'Europe, les opposants disparurent de bonne heure. Catherine ferma les loges, emprisonna Novikov et envoya Raditchev en Sibérie pour avoir envisagé l'abolition du servage. A Stockholm, en janvier 1793, l'avocat Thorild fut arrêté. A Copenhague, Baggesen écrivait maintenant des odes contre la Terreur et Malte-Brun s'enfuyait en France. En Norvège, le

procès de Lofthuus, le chef de l'action paysanne, se poursuivait.

En Espagne, la guerre n'apporta pas de changements, car ceux qui ne s'inclinaient pas devant l'Inquisition s'étaient réfugiés en France : la Convention avait donné asile à Olavide. Au début des hostilités, Godoy réussit, grâce au clergé, à rendre la guerre populaire ; mais le peuple, ne voyant pas venir les sans-culottes, ne tarda pas à retomber dans son apathie ; peu à peu, le mécontentement le gagna. Les classes dominantes et l'armée s'irritèrent aussi, surtout à cause de la méfiance qu'inspiraient les Anglais. Les adversaires de Godoy cherchèrent à en profiter pour le renverser ; en 1795, il prétendit avoir découvert un complot qui tendait à obtenir la réunion des Cortès. Il est probable que, s'il n'eût conclu la paix, il n'aurait pu se maintenir ; mais il ne paraît pas que l'opposition pût prendre un caractère révolutionnaire.

Les symptômes se firent plus menaçants en Italie. En apparence, les libéraux avaient disparu : ils étaient réduits au silence ou abjuraient ; les deux Pindemonte changèrent de camp ; Alfieri, ayant eu à se plaindre des révolutionnaires en avril 1793, durant son séjour à Paris, rompit avec les Français « nés pour la servitude », bien que son *Misogallo* n'ait été publié que plus tard ; après le meurtre de Bassville, Monti flatta la réaction dans sa *Bassvilliana* qui fut le principal événement littéraire du temps. Rome demeurait le centre de la propagande contre-révolutionnaire ; des Français, Bernis, Hesmivy d'Auribeau y tenaient leur partie ; mais, en tous lieux, académies et journaux travaillaient dans le même sens. Pourtant, la fermentation ne cessait pas. La Toscane resta longtemps ouverte aux Français et, à Gênes, la contrebande des livres et des gazettes continua toujours, cette ville étant une des principales places de commerce du Comité de salut public. Par là, le Piémont se trouvait contaminé ; Turin, Saluces, Asti, Verceil se montraient les principaux centres de rayonnement ; le mécontentement gagna l'armée ; l'activité indiscrète des sbires exaspérait tout le monde, comme dans le reste de l'Italie ; la cour elle-même eût signé la paix, en haine de l'Autriche, si elle n'avait eu peur de celle-ci. En Romagne et en Vénétie, des esprits s'éveillaient également ; en novembre 1794, à Bologne, deux jeunes gens arborèrent les trois couleurs italiennes et appelèrent le peuple à l'insurrection. Même dans le sud, le gouvernement napolitain n'était pas tranquille : en 1795, on découvrit, paraît-il, un complot à Palerme et des paysans se soulevèrent en Basilicate, criant : « Nous voulons faire comme les Français. »

Pourtant, la Terreur sévissait dans ce royaume depuis 1793 ; une junta extraordinaire y instruisit 813 procès et ordonna 51 exécutions. En 1794, le roi de Sardaigne recourut au même expédient : une cour spéciale rendit, en juillet, 14 arrêts de mort. Quant aux deux Bolognais, ils furent pendus ; mais d'autres suivaient leurs traces. Il ne s'agissait plus seulement de renverser les tyrans et de mettre fin aux privilèges ; comme on allait bientôt s'en apercevoir, l'unité nationale s'adjoignait maintenant en Italie à l'idéal révolutionnaire.

La Suisse aussi s'agitait. A la fin de 1791, la répression commença dans le pays de Vaud et le Valais, où l'on compta cinq condamnés à mort. Des mouvements agraires s'esquissèrent, à la fin de 1793, dans les domaines de l'abbé de Saint-Gall. En 1794, le peuple grison se souleva. A Genève, une insurrection triompha, le 19 juillet 1794, et un tribunal révolutionnaire rendit onze sentences capitales. Encouragés peut-être par cet exemple, les habitants de Staffa, dans le canton de Zurich, présentèrent, en 1795, leurs doléances au patriciat ; il répondit par des arrestations en masse ; l'intervention de Lavater empêcha qu'on ne procédât à des exécutions, mais on prononça 260 condamnations.

En Allemagne, l'attitude des clubistes rhénans accentua et justifia la réaction ; dès octobre 1792, l'empereur avait proscrit dans ses domaines les journaux français ; en février 1793, il proposa à la Diète d'interdire la propagande sous toutes ses formes et notamment les clubs ; une proclamation du 30 avril dénonça « les principes dangereux de la Révolution, favorisés et répandus par des philosophes ignorants » ; le 14 juin, la Diète supprima les associations d'étudiants. Partout, l'espionnage et la délation se développèrent ; la police décacheta les lettres et multiplia les visites domiciliaires ; beaucoup de municipalités défendirent « tout raisonnement inopportun dans les auberges et dans les rues » ; la librairie se vit surveiller étroitement : à Vienne, l'archevêque prit la direction de la censure ; çà et là on s'en prit aux loges : celle de Carlsruhe fut fermée. En 1794, la terreur s'aggrava en Bavière, où l'on organisa un grand procès de trahison, et surtout à Vienne et à Budapest, où elle se fit sanglante. Un comité de propagande avait entrepris de répandre des copies d'un catéchisme républicain rédigé par Martinovics ; on le poursuivit pour conspiration et, en novembre 1794, on arrêta un grand nombre de suspects ; sept libéraux, dont Martinovics et Lascovics, marchèrent au supplice en mai 1795 et beaucoup d'autres restèrent en prison. On épura le corps des professeurs de

Bude ; les ouvrages de Kant furent interdits et brûlés ; Thugut réduisit au silence Alxinger et Sonnenfels, les amis de Joseph II, tandis qu'Hoffmann, soutenu maintenant par Gentz, continuait sa campagne.

La terreur éclaircit les rangs des libéraux. Ewald dut quitter Detmold, Posselt abandonner sa chaire de Carlsruhe. Fichte, appelé en 1794 à l'Université d'Iéna, se vit bientôt en butte aux attaques ; Rebmann s'enfuit à Altona d'où il gagna Paris ; Cramer, Reichardt, le baron de Trenck l'y suivirent. D'autre part, les événements de France décourageaient les amis de la Révolution ; Klopstock et Herder s'élevaient contre les terroristes ; quant à Goethe et à Schiller, ils devinrent franchement hostiles à ces « valets de bourreau ».

Néanmoins, le mouvement libéral ne disparut pas tout à fait. Les brochures anonymes ne cessaient pas de circuler ; Kant persistait dans sa fidélité aux principes de 1789 ; Richter continua de célébrer les Girondins ; Wieland demeura tout au moins hostile à l'intervention armée ; on vit Dahlberg et Mounier lui-même prendre la défense de la franc-maçonnerie et des lumières ; à Brunswick, Benjamin Constant, alors chambellan de cour, se prenait de sympathie pour les républicains, par dégoût des obscurantistes. Enfin, comme ailleurs, la guerre finit par susciter des troubles populaires : au printemps de 1793, les tisserands de Silésie se livrèrent à des représailles violentes contre les négociants qui, ne pouvant plus exporter, les réduisaient à des salaires dérisoires ; en 1794, les ouvriers de Breslau s'insurgèrent ; la province fut occupée militairement et l'émeute noyée dans le sang. Personne, en Allemagne, n'entreprit d'exploiter ces circonstances contre l'Ancien Régime. En 1793, les villes de la Saxe, des bourgeois et des paysans du Hanovre se bornèrent à réclamer, sans succès, l'égalité fiscale. En 1794, au Landtag de Bavière, les nobles présentèrent une liste de griefs ; quant au Landtag de Wurtemberg, il continuait à se quereller avec le duc ; mais les *Stände* privilégiés ne pensaient qu'à eux.

Il en alla autrement en Angleterre et l'histoire de ce pays en prend un vif intérêt. Le schisme whig montrait que, dans les classes dominantes, la guerre accentuait les sentiments contre-révolutionnaires. Fox, ses amis et Wilberforce, qui blâma la guerre, se sentaient, d'autre part, visiblement gênés par les annexions de la Convention, la mort du roi et les excès terroristes. Les poètes, tout d'abord, tinrent bon ; Wordsworth approuva l'exécution de Louis XVI et se prononça en faveur de

la République ; cet état d'esprit transparaît dans *The borderer* et aussi dans le *Wal-Tyler* de Southey. Pourtant, mis à l'index par la « société », ils se découragèrent peu à peu : en 1794, Coleridge et Southey pleuraient sur le rêve brisé, et le premier célébra la chute de Robespierre. Les chefs démocrates, au contraire, ne s'émurent point ; les clubs continuèrent à se multiplier ; Hardy et son lieutenant, le tailleur Place, vendirent, en 1794, 200.000 exemplaires des *Droits de l'homme* de Paine ; à Norwich, on comptait trente sociétés populaires et celles du district de Sheffield enregistraient 5.000 affiliés.

De bonne heure, l'opinion tory réclama des poursuites. Pitt, dans les premiers temps, ne recourut pas à des mesures d'exception et se contenta de laisser Dundas et le chancelier Loughborough collaborer avec les associations de volontaires pour organiser la répression ; ces groupements s'érigèrent en comités de surveillance : ils pratiquèrent la dénonciation civique, l'espionnage dans les lieux publics, la recherche des brochures et des placards suspects. Les juges accueillirent avec empressement leurs indications et distribuèrent abondamment les condamnations à l'amende, au pilori et à la prison. En Écosse, Braxfield et Dundas, neveu du ministre, se rendirent fameux par leur partialité et leur habileté à composer les jurys. « Dieu sauve le peuple qui a de tels juges ! » s'écriait Fox. Ils recouraient volontiers aux agents provocateurs ; mais le simple délit d'opinion leur paraissait suffisant : toute propagande en faveur des réformes était séditieuse. Les Écossais se montrant plus audacieux que les Anglais, ils furent frappés les premiers. L'avocat Muir, mis en accusation le 2 janvier 1792, au moment où il partait pour la France, se vit infliger à son retour, après une fière défense, quatorze ans de transportation en Australie. Le pasteur Palmer, de Dundee, subit le même sort, pour la seule rédaction d'un placard. L'excitation s'en accrut. En octobre, une nouvelle convention écossaise groupa 35 sociétés ; York, Londres et l'Irlande s'y firent représenter ; en même temps, une assemblée se réunissait à Londres et demandait le suffrage universel et un Parlement annuel ; à la fin de novembre, des agents provocateurs persuadèrent la convention écossaise de voter l'organisation d'une convention générale du Royaume-Uni. Dundas et Braxfield la dispersèrent par la force et en profitèrent pour obtenir trois condamnations de plus.

Les clubs anglais tinrent des meetings de protestation et, le 27 mars 1794, décidèrent de convoquer une nouvelle convention ; les whigs ayant refusé de défendre au Parlement les vœux

des démocrates, on prétendit, en conséquence, que ces derniers voulaient recourir à la violence et fabriquaient secrètement des piques ; mais on n'en fournit jamais la preuve. Watt, exécuté pour avoir projeté un soulèvement à Édimbourg, était un agent secret qui paraît s'être laissé entraîner lui-même par ses menées provocatrices. Pourtant, Pitt intervint, cette fois, personnellement : c'est même à cette occasion que la coalition des tories et des vieux whigs fut officiellement conclue, et ce trait illustre la solidarité profonde des deux partis politiques qui composaient le Parlement. Le 12 mai, on arrêta Hardy, Tooke, Thelwall et plusieurs autres et on saisit les papiers des clubs ; un comité parlementaire les examina et, de concert avec lui, Pitt, le 16, fit suspendre l'*habeas corpus*. Toutefois, il n'osa pas créer une juridiction d'exception et on n'essaya pas de trier les jurés de Londres ou on n'y réussit pas ; Erskine conduisit magnifiquement la défense et, en octobre, le procès aboutit à l'acquittement ; un seul des compagnons de Hardy fut, plus tard, puni de deux ans de prison. Le gouvernement renonça aux poursuites ; mais il pouvait désormais arrêter et détenir arbitrairement les suspects ou les embarquer comme matelots sur les navires de guerre.

Néanmoins, il ne parvint pas à réduire les démocrates à une impuissance complète. C'est que les perturbations économiques atteignaient le peuple : il y avait des chômeurs et les vivres renchérrissaient. Dès 1793, les spéculations des négociants en grains avaient été violemment dénoncées, comme en France, et Pitt s'attribua le droit de préemption sur les cargaisons de céréales que les neutres destinaient à la France. Les mauvaises récoltes de 1794 et de 1795 et la difficulté d'importer aggravèrent la situation. En 1795, elle devint inquiétante : les émeutes se multiplièrent, notamment à Londres, à Birmingham et à Dundee ; dans les campagnes, on menaçait les *justices of peace* ; des enclosures provoquèrent des troubles ; on signala des crimes agraires. A cette époque, le tirage au sort suscitait des révoltes ; à Liverpool, il fallut renoncer à pratiquer la « presse ». L'armée devenant de plus en plus sensible à la propagande, on procédait à des exécutions pour insubordination. Les échecs de la coalition exerçaient, d'ailleurs, une influence déprimante. La crise atteignit son point culminant en octobre 1795, au moment de la réunion du Parlement ; après un grand meeting tenu le 27, le roi et Pitt furent outragés par les émeutiers, le 29. Alors la réaction s'accrut : le 4 novembre, une proclamation prescrivit de poursuivre les assemblées et les publications séditieuses ; le 14 décembre,

un bill subordonna les réunions de plus de 50 personnes à la déclaration et à la présence d'un magistrat. Des meetings immenses protestèrent en vain. Mais, jusqu'au bout, au grand regret de Malmesbury, les démocrates s'abstinrent de recourir à l'insurrection.

Leur influence, dès lors, commença de décliner, moins encore par l'effet de la répression que par l'amélioration relative des conditions d'existence. D'une part, la récolte de 1796 fut satisfaisante ; de l'autre, on adopta un expédient pour secourir les ouvriers anglais contre la cherté des denrées. Le 26 mai 1795, les *justices of peace* du Berkshire établissaient, en fonction du prix du pain, un barème des ressources indispensables à la vie d'un travailleur, en tenant compte de ses charges de famille, et, pour les lui assurer, décidaient de compléter éventuellement son salaire aux frais des contribuables. En décembre, Whitbread conseilla de mettre le minimum de salaire à la charge du patron : la Chambre des communes écarta cette suggestion. Mais Pitt donna son adhésion au système adopté dans le Berks et, en novembre 1796, proposa de l'inscrire dans la loi ; il ajoutait même l'autorisation aux paroisses de pourvoir leurs indigents d'une vache et de fonder des écoles d'instruction professionnelle : le Parlement le jugea trop généreux. Du moins, tous les comtés imitèrent l'exemple du Berks. Il se peut que le sentiment religieux l'ait recommandé comme un paternalisme conciliable avec l'intérêt des classes dominantes. Le résultat n'en est pas moins clair. On désarma ainsi les démocrates et on consolida pour longtemps le régime aristocratique, tout en assurant aux industriels une main-d'œuvre à bon marché aux dépens de la classe moyenne qui faisait, en grande partie, les frais de l'assistance. Les propriétaires fonciers vendaient leur blé fort cher ; les fournisseurs de l'armée et de la marine, les manufacturiers débarrassés de la concurrence française, réalisaient d'honnêtes profits ; les uns et les autres échappaient aux charges de la guerre grâce aux emprunts qu'eux-mêmes souscrivaient à gros intérêt. La coalition était battue, il est vrai, mais l'aristocratie et la haute bourgeoisie n'en souffraient pas dans leurs affaires.

Toutefois, les événements ne prenaient pas le même tour en Irlande. En janvier 1793, Pitt céda au mouvement de réforme et fit accorder le droit de vote aux catholiques. Cette concession parut suffire à ramener le calme ; le comité catholique se sépara et Grattan put assurer l'Angleterre du loyalisme irlandais dans le conflit avec la France. Mais, lorsque des whigs entrèrent dans

le ministère, ils stipulèrent la nomination, comme vice-roi d'Irlande, de Fitzwilliam, lequel annonça l'intention de donner le pouvoir à Grattan et d'émanciper les catholiques. Les lords irlandais protestèrent hautement et le roi signifia son veto. Pitt s'inclina comme toujours et Fitzwilliam, arrivé à Dublin le 4 janvier 1795, fut rappelé dès le 19 février. Déjà, les catholiques s'étaient réveillés et présentaient leurs revendications. Lorsque le nouveau vice-roi, Camden, débarqua, l'émeute éclata à Dublin. Les Orangistes de l'Ulster répondirent en s'en prenant aux catholiques. La disette acheva, en 1796, de plonger l'Irlande dans l'anarchie. Or, en 1795, le Comité de salut public y envoyait l'ancien pasteur Jackson qui, arrêté, s'empoisonna. Wolf Tone rassemblait des fonds aux États-Unis ; Fitzwilliam, à Hambourg, négociait avec les Français. L'orage grondait en Irlande, alors qu'il s'apaisait en Grande-Bretagne. Si, dès 1794, l'Angleterre avait eu sa Vendée, l'aristocratie eût couru un grand danger et la terreur, peut-être, fût devenue sanglante, au lieu de rester « sèche ».

Les coalisés, se comparant à la France, se prévalaient de leur bénignité et l'on peut soutenir, en effet, que, par leurs mesures préventives, ils s'épargnèrent de plus grandes rigueurs. Cependant, si modérées qu'elles fussent, elles ne tendaient pas moins à comprimer l'élan démocratique ; par suite, elles leur interdisaient d'en appeler au sentiment national et de « populariser » la guerre ; ce leur fut un prétexte de plus pour se confiner dans leurs préjugés traditionnels et dans leur médiocrité routinière, au moment même où la Révolution donnait libre carrière aux talents individuels et mobilisait toutes les forces de la nation française. Comme Mallet du Pan l'a écrit, « ils redoutaient presque autant leurs sujets que l'ennemi » : ce fut la cause profonde de leurs défaites.

CHAPITRE II

LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE (1793-1794)¹

A peine la Révolution eut-elle déclaré la guerre à l'Europe qu'elle se trouva en péril de mort : menace étrangère, guerre civile, crise économique, tout la poussa vers l'abîme. Elle avait rêvé de délivrer le monde : elle se vit chassée de la Belgique et de la Rhénanie, sur le point d'être assaillie en France même et, a dit Michelet, poignardée dans le dos par la Vendée. Elle riposta en organisant le gouvernement révolutionnaire. Juridiquement, on l'entendait comme un régime provisoire qui céderait la place dès qu'une nouvelle constitution aurait été adoptée : en ce sens, il datait du 10 août. Mais ce fut aussi un régime de guerre, destiné à défendre la Révolution contre les ennemis du dedans et du dehors par des mesures d'exception qui limitaient ou suspendaient les droits de l'homme et du citoyen : aussi fut-il plus ou moins rigoureux suivant que le danger devint plus ou moins menaçant. Après Valmy et Jemappes, la Gironde avait désavoué les expédients adoptés en août et septembre ; en 1793, la Montagne les reprit et les développa. Finalement, bien qu'une constitution eût été votée, le régime acquit une certaine fixité et on convint qu'il durerait jusqu'à la paix. Créé peu à peu, sous la pression des circonstances, il traversa une période de gestation longue et confuse : c'est elle qu'on étudiera d'abord, pour examiner ensuite les caractères et l'œuvre du régime.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Les histoires générales de la Révolution, citées p. 113, et les ouvrages relatifs à la Convention, cités p. 283. D. GUÉRIN, *La lutte de classes sous la première République. Bourgeois et « bras nus », 1793-1797* (Paris, 1946, 2 vol. in-8°) ; A. SOBOUL, *Les sans-culottes parisiens en l'an II. Mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire. 2 juin 1793-9 thermidor an II* (Paris, 1958, in-8°).

I. — LA CHUTE DE LA GIRONDE ; LA RÉVOLUTION DES 31 MAI ET 2 JUIN 1793.

Ce fut seulement le 25 janvier 1793 qu'un rapport de Dubois-Grancé exposa la nécessité de lever 300.000 hommes, pour porter à 500.000 l'effectif des armées, et de ramener l'organisation militaire à l'unité par la fusion des volontaires et de l'infanterie de ligne, la cavalerie et l'artillerie continuant de se recruter par engagements. La Convention adopta « l'amalgame » en principe. Il avait été préparé, le 21 décembre, par l'unification de la solde ; on ajouta celle de l'uniforme — le bleu des gardes nationaux — et de l'avancement, ainsi que de nouvelles dénominations des corps et des grades. Mais, la campagne s'ouvrant, on ajourna la constitution des nouvelles « demi-brigades ». Quant aux 300.000 hommes, on n'en décida la levée que le 23 février, parmi les célibataires et veufs de 20 à 40 ans ; personne ne parut soup-

I. OUVRAGES A CONSULTER. — MORTIMER-TERNAUX, cité p. 256, étudie, au t. VI, les troubles de février et de mars ainsi que la trahison de Dumouriez ; sur celle-ci, consulter A. CHUQUET, *Les guerres de la Révolution*, t. V : *La trahison de Dumouriez* (1890), ainsi que sa biographie de Dumouriez, citée p. 235 ; se reporter aussi au livre d'A. MATHIEZ, *Danton et la paix*, cité p. 260. Le mouvement démocratique et l'histoire économique sont étudiés dans A. MATHIEZ, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, cité p. 251 ; voir également la bibliographie de la p. 180 ; G. RUDÉ, Les émeutes des 25-26 février 1793 à Paris, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1953, p. 33-57 ; F. DUHEM, François-Joseph L'Ange, 1743-1793 (*ibid.*, 1951, p. 38-47) ; pour l'histoire financière : M. MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, citée p. 115, t. III ; H. LÜTHY, *La banque protestante en France*, t. II, cité p. 24. Pour l'histoire provinciale, particulièrement importante pendant cette période, on ne peut que renvoyer aux études locales qui sont trop nombreuses pour être énumérées ici ; voir toutefois p. 114. — Les ouvrages sur la Vendée sont, de même, fort nombreux. Celui de Ch.-L. CHASSIN, *Études documentaires sur la Révolution française. La préparation de la guerre de Vendée, 1789-1793* (Paris, 1892, 3 vol. in-8°), est fondamental ; du même, *La Vendée patriote, 1793-1800* (Paris, 1893-1895, 4 vol. in-8°) ; du même encore, *Les pacifications de l'Ouest, 1794-1800* (Paris, 1896-1899, 3 vol. in-8°) ; mais ce sont des recueils de documents ; un exposé d'ensemble est donné par L. DUBREUIL, *Histoire des insurrections de l'Ouest* (Paris, 1929, 2 vol. in-8°), et, dans un sens favorable aux insurgés, par E. GABORY, *La Révolution et la Vendée* (Paris, 1925-1928, 3 vol. in-8°) ; marquis de ROUX, *Histoire religieuse de la Révolution à Poitiers et dans la Vienne*, cité ci-dessus, p. 187. — Il nous manque une continuation de l'ouvrage de F. BRAESCH sur la Commune, cité p. 254, et, plus encore, une étude d'ensemble sur le mouvement sectionnaire ; mentionnons E. COULET, *Le Comité central des sections de Toulon (13 juillet-17 décembre 1793)* (Toulon, 1960, in-8° ; « Mémoires et documents relatifs à l'histoire de Toulon »). Pour la Révolution des 31 mai-2 juin, MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. VII (1869) ; A. TUETÉY, *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution*, t. IX, introduction (Paris, 1910, in-4°) ; l'étude de G. GARISSET, dans *La Révolution, 1792-1799*, citée p. 114 ; P. SAINTE-CLAIRE DEVILLE, *La Commune de l'an II* (Paris, [1946], in-8°). H. WALLON, *La révolution du 31 mai et le fédéralisme en 1793*, t. I (Paris, 1886, in-8°), n'ajoute guère à ce qu'on savait déjà.

gonner que la répugnance, pourtant notoire, au service militaire allait susciter une violente résistance.

Sur les perspectives de la guerre navale, on ne pouvait se faire d'illusions, ni par conséquent sur le sort des colonies. La Corse elle-même échappait à la République. La Constituante y avait laissé rentrer Paoli, naguère chef de la résistance aux Génois et aux Français ; regardant l'île comme son fief, il en vint à la sécession, de concert avec le procureur-général-syndic, Pozzo di Borgo, et appela les Anglais. On comptait du moins sur les corsaires ; s'ils causèrent des dommages à l'ennemi, la marine marchande de la France souffrit bien davantage. Les vaisseaux neutres devinrent, pour le commerce extérieur, des intermédiaires essentiels. Dans les précédentes guerres, le roi se posait en défenseur de la « liberté des mers » ; il soutenait, d'accord avec les neutres, que « le pavillon couvre la marchandise » et s'assurait ainsi leur concours pour éluder le blocus britannique. La Convention adopta la politique contraire. Non contente de dénoncer les traités de commerce conclus avec ses adversaires, principalement celui de 1786, et de prohiber nombre de marchandises qui venaient d'Angleterre, elle décréta, le 9 mai, que, les neutres se soumettant aux ordres de la Grande-Bretagne, la propriété ennemie serait désormais de bonne prise sur leurs bâtiments. Les manufacturiers protectionnistes, surtout les cotonniers, dont l'ancien consul Ducher se faisait l'interprète dans le *Moniteur* et auprès de Barère, ne manquèrent pas de se réjouir ; la haute bourgeoisie des ports, au contraire, se lamenta en vain : sous cet angle aussi, l'intransigeance de la Convention témoigne de l'affaiblissement de la Gironde.

Ainsi renforcé, le blocus ne pouvait qu'aggraver la situation économique. Déjà, la vie devenait de plus en plus difficile à raison de la baisse que la mort du roi et la guerre générale faisaient subir à l'assignat ; au début de janvier, il cotait encore 60 à 65 % ; en février, il descendit à 50 et, jusqu'en octobre, la dégringolade ne s'arrêta plus. Les révolutionnaires incriminèrent les banquiers étrangers, Baring de Londres, Hope d'Amsterdam, Parish de Hambourg, qui spéculaient d'un commun accord et aussi, disait-on, pour le compte de Pitt, avec la complicité des financiers parisiens, pour une bonne part étrangers également. Mais il n'échappait à personne que bien des Français manœuvraient dans le même sens et que beaucoup d'autres, fuyant devant la monnaie, achetaient à tout prix. Tout renchérisait si vite que les salaires ne purent suivre ; en janvier, à Lyon, les

ouvriers réclamèrent un tarif des prix de façon. Les populations affolées arrêtaient complètement la circulation des grains ; le gouvernement y remédiait comme il pouvait à l'aide des grains achetés à l'étranger, mais ils se faisaient rares. A Paris, la Commune continuait à maintenir le pain à 3 sous la livre, en arrachant des fonds à la Convention : mais, du 25 au 27 février, on pillait des épiceries et des bateaux de savon.

Cependant, le gouvernement faiblissait. La Gironde y perdit Roland qui donna sa démission le 22 janvier ; en février, elle parvint au contraire à chasser Pache du ministère de la Guerre et Beurnonville, qui le remplaça, ayant joué double jeu auprès des deux partis, expulsa les sans-culottes des bureaux et donna toute licence aux fournisseurs. Mais Garat, qui prit l'Intérieur, quoique de cœur avec la droite, n'entendait pas se compromettre et Gohier, porté à la Justice, passait, comme Monge, pour Jacobin. Lebrun et Clavière se voyaient de plus en plus attaqués et Lamarche, directeur du service des assignats, fut mis en accusation. La Convention avait bien créé, le 1^{er} janvier, un Comité de défense générale, où la Gironde régnait ; mais, par respect pour la séparation des pouvoirs, on ne lui conféra qu'un droit de surveillance sur les ministres qui n'en éprouvèrent que plus de penchant à l'inertie. En février, Condorcet présenta son rapport sur le projet de constitution ; on l'apprécia peu, et les Montagnards jugèrent que les circonstances n'inclinaient pas à s'en occuper. La discussion ne commença qu'en avril, lorsque les Girondins conçurent l'idée de hâter sa promulgation dans la conviction que les élections élimineraient les Montagnards. Au fond, ni les uns ni les autres ne se souciaient de créer un pouvoir fort où l'adversaire s'installerait. Entre eux, la lutte se poursuivait inexorable et sans résultat. La décision vint du dehors.

Depuis le procès du roi, les sans-culottes s'attaquaient constamment aux « appelants » et en vinrent vite à vouloir les expulser de la Convention ; le gouvernement retrouverait ensuite, avec l'unité, l'énergie nécessaire et on pourrait en finir avec le complot aristocratique par l'arrestation des suspects et l'institution d'un tribunal révolutionnaire. En contact direct avec les petites gens, les chefs populaires se rendaient compte que les préoccupations de la masse concernaient avant tout ses moyens d'existence : ils réclamaient donc la taxation des denrées, la réquisition des grains, des secours pour les pauvres et les familles des soldats, la formation d'une armée révolutionnaire qui aurait le double avantage d'assurer leur autorité et d'occuper les chô-

meurs ; quant aux ressources, on se les procurerait au moyen de taxes sur les riches. Ces mesures étaient surtout préconisées par ceux qu'on appelait les « Enragés », le prêtre Jacques Roux, Varlet, employé des postes fort aisé, et leurs émules de province, comme Chalier et Leclerc à Lyon, ou l'avocat Taboureaux à Orléans. Ils ne réclamaient pas la « loi agraire » ; d'ailleurs, un décret du 18 mars punit pareille proposition de la peine de mort. Mais, à leurs yeux, les questions sociales l'emportaient en importance sur les problèmes politiques : le peuple était maintenant souverain ; à quoi bon, s'il mourait de faim ? Les clubistes déjà en place ou journalistes réputés, comme Hébert et Marat, les jaloussaient ; mais ils finirent par les imiter. La plupart des sans-culottes tournaient leurs regards vers les Montagnards et les Jacobins, attendant d'eux le mot d'ordre. Il ne manquait pourtant pas d'impatients, Varlet notamment, qui, les jugeant trop prudents et trop modérés, estimaient qu'il fallait prendre l'initiative ; ils n'auraient pas hésité à disperser la Convention et à s'emparer du pouvoir. Certains même, qui avaient peut-être participé aux massacres de septembre, voulaient profiter de la crise pour traduire les Girondins et les suspects devant un tribunal révolutionnaire ou des justices populaires improvisées.

Jusqu'au dernier moment, Danton souhaita rétablir l'union des républicains. Robespierre et les Montagnards, que suivirent les Jacobins et la Commune, jugeant cette union impossible, pensaient, comme les sans-culottes, qu'il fallait en finir avec les Girondins et que le salut public exigeait un gouvernement dictatorial. Comme ils étaient menacés d'exclusion et d'accusation par leurs adversaires, leur sécurité personnelle les inclinait dans le même sens. Sur le programme social, l'accord fut plus difficile parce qu'il comportait la taxation ; bourgeois acquis à la liberté économique, les Montagnards ne croyaient pas aux vertus de la réglementation. La politique, à leur avis, emportait tout : lors des émeutes de février, Robespierre s'indigna que de « chétives marchandises » détournassent l'attention des menées contre-révolutionnaires et, à la Commune, Chaumette offrait seulement des poursuites contre les accapareurs et de grands travaux pour occuper les chômeurs. Ils cédèrent en avril ; mais leur répugnance persista, comme on le vit au cours des mois suivants, et l'entente ne fut jamais complète. Il restait d'ailleurs à savoir si la Plaine se résoudrait à éliminer les Girondins. Robespierre paraît l'avoir espéré longtemps, par scrupule doctrinaire sans doute — contraindre la Convention ne concordant pas avec le

régime représentatif —, mais aussi par méfiance contre les conséquences de l'insurrection. Comme avant le 10 août, il ne cessa de représenter que la responsabilité du peuple ne le cédait en rien à celle de ses mandataires et qu'il lui appartenait, par la manifestation légale de sa volonté, d'amener ces derniers à s'y conformer. C'était beaucoup d'illusion et, tandis que les Jacobins l'applaudissaient, les sans-culottes des tribunes le traitaient d'endormeur. De fait, il dut se rallier à une démonstration menaçante qui obligerait l'assemblée à céder. Mais si elle tenait bon ? Les Montagnards ne voulaient pas qu'on la dispersât et moins encore qu'on revît les scènes de septembre : en pareil cas, le pouvoir leur échapperait pour passer à la Commune et aux meneurs sans-culottes ; la province ne le tolérerait pas ; pour la rallier, il fallait que la Convention, maintenue, se portât caution de la dictature des Montagnards. Ces tendances divergentes sont de grande portée ; elles expliquent que la chute de la Gironde n'intervint qu'au bout de quatre mois ; comme elles se perpétuèrent, la stabilité du gouvernement révolutionnaire ne fut jamais assurée et elles contribuèrent à sa chute.

Après l'accalmie relative qui suivit la mort du roi, la crise se rouvrit quand le péril se révéla tout à la fois aux frontières et à l'intérieur. Le 1^{er} mars, alors que Dumouriez venait d'entrer en Hollande, sa couverture fut enfoncée sur la Roër par Cobourg qui, bientôt, occupa Liège et franchit la Meuse. Durant plusieurs jours, Beurnonville et les Girondins prodiguèrent les affirmations rassurantes ; mais, le 7, Danton, accouru de Belgique, jeta l'alarme. Au cours des jours qui suivirent, il tint le même langage qu'en 1792 : « Je ne connais que l'ennemi ; battons l'ennemi. » Le temps pressant, il demandait aux patriotes de Paris un nouvel effort pour sauver la Belgique ; comme ils répondaient, de même qu'en septembre, qu'ils ne partiraient pas en laissant la ville exposée aux entreprises des traîtres, Danton proposa la création d'un tribunal révolutionnaire pour prévenir de nouveaux massacres et Pache l'appuya, le 9, au nom des sections. Simultanément, un mouvement insurrectionnel s'esquissait au dehors : le 9 au soir, les imprimeries de plusieurs journaux girondins furent assaillies ; des délégués des sections s'assemblèrent à l'Évêché et, le 10, Varlet décida les Cordeliers à prendre l'initiative d'une journée ; elle échoua parce que ni la Commune, ni les Jacobins ne s'y associèrent. La Convention adopta, sur le rapport de Lindet, l'institution d'un tribunal d'exception, sans appel ni cassation, mais en se réservant le choix des juges, des jurés, et

surtout la mise en accusation. Danton l'invitait aussi à créer un comité investi du pouvoir exécutif, avec l'approbation non seulement de Robespierre, mais de Cambacérès. Les Girondins crièrent à la dictature et, le 11, La Revellière-Lepeaux fit rejeter la motion : quant à l'essentiel, la crise avorta.

En Belgique, pendant ce temps, les commissaires, que les représentants en mission avaient envoyés dans les provinces, poursuivaient l'évacuation des caisses publiques et saisissaient les trésors des églises ; les populations protestaient ou résistaient et l'anarchie se généralisait. Dumouriez, rentré de Hollande, accourut à Bruxelles, prit le clergé sous sa protection et malmena les clubistes ; puis, le 12 mars, il adressa à la Convention une lettre menaçante où il récapitulait ses griefs et incriminait spécialement le décret du 15 décembre. Le Comité de défense générale en délibéra le 15 : Danton, s'interposant, se fit fort d'amener le général à résipiscence. Il rentra déçu et, pourtant, garda le silence. Battu à Neerwinden le 18, à Louvain le 21, Dumouriez conclut avec les Autrichiens un armistice pour marcher sur Paris où il rétablirait Louis XVII et la Constitution de 1791. Le Comité s'étant décidé à l'appeler à la barre, la Convention lui envoya, le 31, pour notifier son décret, Beurnonville et quatre de ses membres ; le 1^{er} avril, Dumouriez les livra à l'ennemi. Renouvelant la tentative de La Fayette, il n'apercevait aucune force qui lui barrât la route de Paris. Mais son armée refusa de le suivre et, le 5 avril, il passa la frontière. Dans le même temps, Custine, vaincu sur la Nahe les 27 et 28 mars, abandonnait la rive gauche du Rhin et se retirait sur Landau, laissant les Prussiens assiéger Mayence.

À l'intérieur, la levée des 300.000 hommes répandait le trouble. Le décret laissait aux assujettis le choix de ceux qui devaient former le contingent demandé. Les uns recoururent à l'élection qui donna des résultats extravagants ; dans la plupart des cas, on chercha des volontaires à prix d'argent ; ailleurs, on se disputa sans aboutir ; mais, plus d'une fois aussi, on tomba d'accord pour huer les autorités que la Convention avait exemptées, et même pour s'insurger. Le 9 mars, une mission générale de 82 représentants fut décrétée pour l'application de la loi et un décret du 19 prononça la peine de mort pour les fauteurs de rébellion. En général, on en vint assez rapidement à bout, même en Bretagne ; mais, du 10 au 15 mars, la Vendée se souleva en bloc. Les paysans n'y étaient ni royalistes, ni partisans de l'Ancien Régime ; mais le schisme et les rigueurs des administrations et des Jacobins des

villes contre les réfractaires les irritaient profondément, car, la Réforme ayant poussé de fortes racines dans le Poitou, les missionnaires de la Compagnie de Marie, fondée par Grignon — les Mulotins —, ainsi que les Filles de la Sagesse catéchisaient ardemment les populations depuis la fin du ^{xviii}^e siècle. En août 1791, les ruraux ne soutinrent pourtant pas la révolte nobiliaire ; en 1792, ils ne se révoltèrent pas non plus pour préserver les bons prêtres de la déportation. Mais, en août, le recrutement provoqua parmi eux un premier mouvement populaire et il était à prévoir qu'ils ne consentiraient pas à se battre pour la Révolution. Cependant, toutes les troupes s'en étaient allées aux frontières.

Éclatant simultanément, les émeutes ont dû être concertées ; mais il paraît qu'elles surprisent les nobles qui, méditant eux-mêmes un soulèvement, les jugèrent prématurées. Plusieurs chefs-lieux de district furent envahis, notamment Cholet le 14 mars, les administrations dispersées, les bourgeois qui les composaient maltraités ou, à Machecoul, torturés et mis à mort. Des nobles se mirent bientôt à la tête des bandes sans éliminer complètement les roturiers, comme Stofflet et Cathelineau. Anciens officiers, ils prirent aisément de l'autorité et se partagèrent les secteurs. Charette fut le souverain du Marais ; Royrand et les Sapinaud tinrent le Bocage ; les Mauges restèrent le domaine de l'armée « catholique royale » où commandèrent Bonchamp, d'Elbée, Stofflet, Lescure, La Rochejaquelein : là, d'accord avec l'abbé Bernier, s'organisa un gouvernement et il leur vint même un soi-disant évêque, Guillot de Folleville, vraisemblablement en rapport avec l'émigration. Immédiatement, on fit appel aux Anglais ; certains voulaient marcher sur Paris, d'autres entrer en Bretagne. Mais ils ne réussirent pas à former une armée permanente : les paysans accouraient quand les « bleus » étaient signalés ; après la victoire, ils rentraient chez eux. C'est ce qui sauva la République. L'insurrection remporta, néanmoins, d'éclatants succès ; les bocages, avec leurs chemins creux, leurs fermes isolées, entourées d'arbres qui masquaient les vues, se prêtaient admirablement à la défensive et à la surprise, d'autant que les routes y restaient rares ; les Vendéens, comme les volontaires, pratiquèrent spontanément la tactique qui convenait à des troupes improvisées : l'approche en tirailleurs ou l'embuscade, puis l'attaque en masse d'un ennemi ébranlé. Pendant des semaines, la Convention n'envoya contre eux que des gardes nationaux ou des recrues ; la côte put

être préservée ou reconquise, à part Noirmoutier ; au cours de l'été, les « bleus » remportèrent trois fois la victoire devant Luçon. C'était essentiel, mais l'offensive, montée sur le Layon, en avril, échoua. Les Vendéens occupèrent Bressuire et Parthenay ; le 5 mai, ils s'emparèrent de Thouars ; mis en déroute devant Fontenay, ils prirent leur revanche et pillèrent la ville. Le 9 juin, une bataille leur livra Saumur ; ils entrèrent ensuite à Angers ; finalement, le 29 juin, ils échouèrent devant Nantes. En mai, le gouvernement s'était résigné à opérer des prélèvements sur les troupes de la frontière ; mais les nombreux représentants, installés à Saumur et à Tours, ne parvenaient ni à s'entendre, ni à s'accorder avec l'autre base, installée à Niort où résidait Biron. Westermann, ayant pris Châtillon le 3 juillet, y fut mis en déroute le 5 ; le 13, à Vihiers, le même sort échut à Santerre. Rossignol prit alors le commandement, secondé par Ronsin ; mais ces généraux sans-culottes ne furent pas plus heureux et les Vendéens demeurèrent invaincus chez eux jusqu'en octobre.

La trahison de Dumouriez et la guerre civile émurent les républicains : ce fut comme une nouvelle « peur » et on se remit à arrêter les suspects. Elles les exaspérèrent plus encore que l'invasion et les portèrent aux mesures d'exception. Dans la Convention même, celles-ci rencontraient de moins en moins d'opposition. La peine de mort sur simple constatation d'identité fut décrétée, le 18 mars, contre les émigrés et les prêtres sujets à la déportation arrêtés sur le territoire de la République, puis, le lendemain, contre les rebelles pris les armes à la main. Le 21, apparurent les comités de surveillance, élus et chargés seulement de contrôler les passeports, les inconnus ou les étrangers ; mais on prit l'habitude de les appeler « révolutionnaires » et, si les sans-culottes s'y trouvaient en nombre, ils accaparèrent bientôt toute la police politique. Le 28, une loi définit l'émigration, frappa les émigrés de mort civile et, nonobstant, réserva à la République, durant cinquante ans, la part qu'ils auraient pu prendre à la succession de leurs parents ; ceux qui rentreraient en France seraient punis de mort. Enfin, le 5 avril, le cas des ministres et des généraux réservé, la Convention renonça à prononcer le renvoi au tribunal révolutionnaire et abandonna ce soin à l'accusateur public, Fouquier-Tinville.

D'autre part, en province, les administrations, sous la pression des Jacobins, constituaient spontanément, sous des noms variés, des comités de salut public pour l'organisation de la levée et les mesures de sûreté. Le département de l'Hérault adopta, le

19 avril, un arrêté qui devint fameux : il confiait à un tel comité le choix de 5.000 hommes pour former un corps à sa disposition ainsi que la répartition d'un emprunt forcé de 5 millions. Les représentants envoyés le 9 mars et ceux qui leur succédèrent le 30 avril auprès des armées, aidèrent à la germination des mesures révolutionnaires et, jusqu'à un certain point, à leur coordination, parce que la Gironde avait jugé adroit de les prendre parmi les Montagnards, pour affaiblir ses adversaires dans la Convention : l'expédient se retourna contre elle. Les instructions du 6 mai autorisèrent les représentants en mission à nommer des délégués et à s'entourer d'un conseil qu'ils choisirent naturellement parmi les Jacobins des clubs. Ils épurèrent les administrations, arrêtaient les suspects, levèrent des taxes, prescrivirent des réquisitions. Leur activité se heurta plus d'une fois à la violente irritation des autorités locales restées girondines ou soi-disant telles. Un bourgeois conservateur comme Carnot cédait à la nécessité de la lutte à outrance : « Il n'y a point de paix à attendre de nos ennemis, écrivait-il le 18 mars, moins encore de ceux du dedans que de ceux du dehors. Il faut les pulvériser ou être écrasés par eux. »

A quoi bon, toutefois, ces efforts si le gouvernement demeurerait sans énergie ? La trahison de Dumouriez avait accentué l'animosité des partis extrêmes ; son intimité avec le général compromettait la Gironde et il n'est d'ailleurs pas douteux que ceux qui se couvraient de son nom eussent applaudi au succès du coup d'État. Pour parer l'attaque, elle prit l'offensive. Dans l'entourage de Dumouriez figuraient des amis et des parents de Philippe-Égalité, dont le fils même, le duc de Chartres, comptait parmi les lieutenants du traître, qu'il suivit dans sa fuite : excellent prétexte pour inculper à nouveau les Montagnards d'orléanisme. Danton lui-même prêtait au soupçon, à raison de ses missions de Belgique et du silence qu'il avait gardé depuis son dernier retour. Le 1^{er} avril, Lasource dénonça le complot et s'attira une foudroyante riposte de Danton qui, au lieu de se défendre, signifia, aux applaudissements frénétiques de la Montagne, sa rupture avec ceux qui avaient voulu sauver le tyran ; le lendemain, Robespierre proposa en vain de les mettre en accusation.

La Plaine ne songeait pas à suivre Robespierre, mais les circonstances l'inclinaient vers Danton. Le 6 avril, elle créa enfin le Comité de salut public qu'il réclamait et l'y fit entrer avec des hommes, Barère et Cambon notamment, plus ou moins ralliés à la Montagne, mais qu'on regarda toujours comme indépendants.

Ce premier Comité de salut public apparaît comme un second ministère Danton, tant la prépondérance de ce dernier y fut évidente. En dépit de l'éclat du 1^{er} avril, il y poursuivit sa politique de conciliation et d'attermolement. Elle convenait à la Plaine et, d'ailleurs, celle-ci, en instituant le Comité, lui interdit d'ordonner des arrestations et le réduisit à la surveillance des ministres dont l'autorité se trouva diminuée sans profit. Ce n'était pas la solution que souhaitait la Montagne et, de son côté, la Gironde la répudiait. La lutte continua.

Le 1^{er} avril, Birotteau avait obtenu le vote d'un décret portant que l'inviolabilité ne couvrait pas le représentant suspecté de haute trahison, ouvrant ainsi la voie aux proscriptions qui devaient décimer la Convention : ses amis comptaient en tirer parti contre les Montagnards et l'occasion ne tarda pas. Le 5 avril, dans une circulaire que Marat signa comme président, les Jacobins invitèrent les patriotes de province à venir au secours de Paris menacé par Dumouriez et leur dénoncèrent comme complices du traître les conventionnels « appelants », ceux qui, au cours du procès du roi, s'étaient prononcés pour l'appel au peuple. Les Girondins ripostèrent en obtenant de la Convention, le 13 avril, la mise en accusation de Marat devant le tribunal révolutionnaire. Dans l'intervalle, le 10 avril, la section de la Halle au blé avait pris l'initiative d'une pétition qui tendait à renvoyer les appelants devant leurs électeurs pour qu'on leur retirât leurs mandats ; la Plaine n'accepterait sûrement pas et, d'ailleurs, les Girondins ne cessaient de réclamer pareille mesure contre les Montagnards. Robespierre protesta contre cet imbroglio ; mais les commissaires des sections adoptèrent le texte. Il émanait d'amis de Danton, et Philippeaux, un autre de ses fidèles, proposa à la Convention de le rejeter ; le 20 avril, elle le déclara « calomnieux » pour les appelants. Il paraît évident que Danton brouilla les cartes, espérant encore regagner la Gironde. Quant à Marat, il fut acquitté le 24.

Cependant, un fait important venait de modifier la situation : les Montagnards liaient franchement partie avec les sans-culottes des sections et des Cordeliers, en se ralliant à l'économie dirigée. Robespierre allait justifier implicitement cette dernière en proposant, le 24, d'incorporer à la Déclaration des droits de l'homme quatre articles qui définissaient la propriété comme « la portion de biens... garantie par la loi » et qui en restreignaient l'étendue, en stipulant qu'elle ne pouvait « préjudicier ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables ». Le

11 avril, la Convention interdit le trafic du numéraire ainsi que la pratique des deux prix, et punit le refus de recevoir l'assignat. Le 18, les délégués des diverses autorités du département de Paris arrêtaient une pétition en faveur de la taxation. Les conventionnels la discutèrent en comité jusqu'au 25, puis en séance : le 30, le faubourg Saint-Antoine parut à la barre ; les armées de Versailles vinrent ensuite à la rescousse. Le 4 mai, une loi institua un « maximum » départemental des grains et fourrages, ordonna leur recensement et leur réquisition par les districts pour approvisionner les marchés, hors desquels elle interdisait d'en trafiquer désormais.

A ce moment, les sans-culottes se trouvaient pourtant aux prises avec une agitation dont l'origine remontait aux désastres de Vendée. Le 25 avril, la section Bon Conseil demandait l'envoi d'un contingent parisien contre les « brigands » et, au début de mai, la Commune décida la levée de 12.000 hommes et un emprunt forcé, en les confiant aux comités révolutionnaires suivant les principes de l'arrêté du département de l'Hérault que la Convention venait d'approuver. Une agitation violente se répandit dans Paris. Les sans-culottes voulaient enrôler en premier lieu les clercs de la basoche et les « courtauds de boutique » ; ces jeunes gens refusaient énergiquement et, du 4 au 6 mai, tinrent des meetings au Luxembourg et aux Champs-Élysées. Les sectionnaires ne tenaient pas à partir non plus et, se prévalant comme toujours de la démocratie directe, revendiquaient le choix des moyens. La Convention finit par le leur reconnaître : on leva, comme d'habitude, des « héros à 500 livres » et, pour aller vite, on demanda l'avance des fonds que l'assemblée consentit sans espoir de restitution. A partir de ces journées, de nombreuses assemblées de sections furent houleuses, les adversaires des sans-culottes s'étant décidés à y paraître, les deux partis prêtant aide à leurs sectateurs d'un quartier à l'autre et n'hésitant pas à en venir aux mains. Le 8 mai, Robespierre, signalant le danger, réclama la formation d'une armée révolutionnaire aux frais des « culottes dorées ».

Ces événements montraient que les masses témoignaient d'un zèle modéré à se battre pour la République : le gouvernement aurait à les contraindre tout en s'appuyant sur elles et cette contradiction ne présageait rien de bon. Mais, pour l'instant, ce qui fixa l'attention des Montagnards et des sans-culottes, c'est qu'il se préparait ainsi à Paris un « mouvement sectionnaire », dont beaucoup de villes donnaient déjà l'exemple.

Il remontait à la première Terreur et la mort du roi le ranima. Les Girondins y aidaient par leurs appels au secours ; les représentants montagnards aussi, en irritant les notables ; le recrutement et, dans les ports, le blocus qui engendrait le chômage, lui procuraient des adhérents. Des départements essayaient de former des bataillons à destination de Paris et le Finistère en expédia un. Dès le 16 mars, à Orléans, des représentants furent insultés et l'un d'eux, Léonard Bourdon, assailli et blessé. Peu à peu, on prit comme mots d'ordre l'assistance aux assemblées de sections jusque-là dédaignées et la permanence de ces réunions : cette permanence existait à Paris depuis juillet 1792 ; pourquoi pas en province ? Sans attendre le consentement de la Convention, on passa aux actes.

A Bordeaux, les sections se contentèrent, le 9 mai, d'une adresse menaçante. A Marseille, où les Jacobins avaient rompu avec Barbaroux, ils perdirent la maîtrise de la ville et, le 29 avril, les représentants s'en évadèrent ; les sections formèrent un comité général et tournèrent contre les sans-culottes le tribunal populaire constitué en septembre 1792 sans autorisation légale. A Lyon, ce fut pire : le 29 mai, une insurrection s'en prit à la Commune jacobine et, après un combat de rues, les représentants la suspendirent ; Chalier fut emprisonné. Le 24 mai, le département du Jura avait proposé de réunir à Bourges les députés suppléants ; l'Ain adhéra et la Côte-d'or suggéra d'envoyer une armée pour les protéger. A Caen, le 30 mai, on mit en question l'envoi d'un bataillon à Paris. Des républicains sincères, hostiles comme la Plaine aux démocrates extrêmes, figuraient, mais en minorité, dans le mouvement sectionnaire ; la force de celui-ci venait de la bourgeoisie restée monarchiste, des fidèles des réfractaires, des partisans de l'Ancien Régime. Tous se disaient Girondins ; ce n'était que trompe-l'œil. « Les deux principales factions qui nous déchirent sont exécrables », écrivait Griollet, procureur-général-syndic du Gard ; « Brissot, Pétion, Guadet sont aussi redoutables que Marat, Danton ou Robespierre. » Si les Girondins l'eussent emporté grâce à pareils alliés, la réaction les aurait rapidement dépassés ; comme le dit Michelet, « le génie de la Révolution n'était plus en eux ». Les sans-culottes ne pouvaient se dissimuler que la majorité de la nation, attachée à l'œuvre de la Constituante, mais impatiente de retrouver sa vie paisible et molle, eût accepté la paix de compromis. Si le mouvement sectionnaire, tandis qu'il s'étendait en province, s'accroissait à Paris, les Girondins, un jour ou l'autre, dicteraient en son nom leurs

volontés à la Convention. Ainsi, la révolution du 2 juin fut un nouveau sursaut défensif et punitif contre la « peur » qu'éveillait ce que Montagnards et sans-culottes regardaient comme un avatar du complot aristocratique.

Avec leur légèreté ordinaire, les Girondins hâtèrent la péripétie finale avant d'avoir combiné les moyens de s'assurer le succès. La Commune ayant décidé de former une armée révolutionnaire et d'arrêter les suspects, comme le recommandait Robespierre, les délégués des comités de surveillance s'assemblèrent et les propos s'égarèrent : deux administrateurs de police proposèrent même, le 19 mai, d'enlever les principaux Girondins, de les mettre à mort secrètement et de les donner ensuite comme émigrés. Des protestations s'élevèrent et Pache ramena la réunion à l'ordre du jour ; mais Guadet, au courant des conciliabules, dénonça une fois de plus, dès le 18, la conspiration populaire et Barère, entrant dans le jeu, fit nommer une commission de douze membres aux fins d'enquête. Composée de Girondins, ses résolutions ne pouvaient faire doute : le 24, elle fit arrêter quatre sans-culottes, entre autres Varlet et surtout Hébert, substitut du procureur de la Commune, dont le journal *Le père Duchesne* jouissait d'une si grande vogue. Le lendemain, la Commune protesta et Isnard, alors président de la Convention, se répandit en menaces contre Paris dans « un nouveau manifeste de Brunswick ». Le 27, la foule s'assembla peu à peu autour des Tuileries, où la Convention siégeait depuis le 10 mai, et envahit la salle dans la soirée ; à minuit, Danton intervenant, un décret supprima les Douze. Le lendemain, les Girondins en obtinrent un autre qui les rétablit. A la vérité, la Convention, aussitôt après, les désavoua en libérant les prisonniers. Mais c'en était fait : le même soir, à l'Évêché, une réunion de sans-culottes constitua une commission insurrectionnelle, dont la cheville ouvrière fut probablement Varlet.

Dans la nuit du 30 au 31 mai, les commissaires des sections cassèrent la Commune, puis la réinvestirent et se joignirent à elle. Hanriot prit le commandement de la garde nationale. Ordre fut donné d'arrêter ou de désarmer les suspects. Les Montagnards, d'accord sur l'élimination de la Gironde, ne s'inquiétaient pas moins. Les propositions avancées le 19 mai dans la réunion des comités révolutionnaires appelaient l'attention sur ce qui se passerait si la Convention résistait : il fallait éviter qu'on ne la dispersât et, surtout, qu'on ne renouvelât les massacres de septembre. Le Département convoqua donc les autorités et fit

désigner une commission qui alla se joindre à celle des insurgés. Pache et Chaumette agirent comme modérateurs. D'ailleurs, les sections ne s'ébranlèrent qu'avec lenteur : le 31 mai tombait un vendredi et les ouvriers étaient à leur travail. La manifestation ne se dessina que dans l'après-midi et elle n'intimida guère l'assemblée. Les Douze furent de nouveau supprimés ; quant à la pétition qui réclamait l'arrestation des Girondins, elle fut renvoyée au Comité de salut public pour examiner les faits et présenter un rapport sous trois jours. C'était un échec. Le lendemain, après une nouvelle adresse qui n'eut pas plus d'effet, le comité insurrectionnel décida de cerner la Convention, le dimanche 2 juin, et d'exiger une solution immédiate. Ce fut la « journée » la mieux organisée de la Révolution. Cette fois, Danton laissa faire et le Comité de salut public, divisé, n'opposa aucune résistance aux sectionnaires qui entourèrent les Tuileries. Un moment critique se présenta pourtant, quand la Convention se laissa persuader de sortir en cortège dans l'espoir qu'elle en imposerait : le moindre incident l'eût perdu. Mais, au grand regret de Varlet, Hanriot se contenta de la rembarquer ; elle rentra et se résigna à décréter d'arrestation 29 députés ainsi que Clavière et Lebrun. L'armée révolutionnaire avait aussi été créée en principe ; du programme social des Enragés, on ne retint rien.

Les Montagnards l'emportèrent : ils se débarrassèrent du comité insurrectionnel en lui substituant, le 8 juin, un comité de salut public du département de Paris, d'où ils écartèrent Varlet et ses amis ; la Convention subsistant, ils gouverneraient en son nom. En réalité, elle ne leur pardonna jamais et, d'ailleurs, consignait les Girondins chez eux, ne les mit pas en accusation, seul mode d'exclusion qui fût compatible avec le régime représentatif. A l'opposé, les sans-culottes demeuraient les mains vides. Les Montagnards risquaient de se trouver entre deux feux et la « révolution du 31 mai » ne fut pour eux qu'une étape.

II. — LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE PENDANT L'ÉTÉ DE 1793¹.

Le succès parut aussitôt remis en question. Soixante-quinze députés signèrent une protestation ; d'autres quittèrent Paris ou

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux et ceux qui sont indiqués p. 341, voir, sur la diplomatie de Danton, l'étude d'A. AULARD, *La diplomatie du premier Comité de salut public, dans ses Études et leçons*, t. III (1901). Sur la crise dans les départements, P. CARON, *Rapport des agents*

désertèrent l'assemblée ; l'opposition sectionnaire se ranima contre les levées pour la Vendée et l'armée révolutionnaire ; les nouvelles de la province effrayèrent bientôt. Dès le 6 juin, Barère et Danton, c'est-à-dire le Comité de salut public, proposèrent de supprimer les comités de surveillance et d'envoyer des otages aux départements dont on avait arrêté les députés. Robespierre fit repousser pareilles mesures ; mais les Montagnards, inquiets, n'en temporisèrent pas moins. Si le nombre des Girondins arrêtés s'accrut peu à peu, on laissa leur sort en suspens ; le 8 juillet encore, Saint-Just conseilla de ne frapper que ceux qui fomentaient la guerre civile. On n'organisa pas l'armée révolutionnaire ; les délibérations sur l'emprunt forcé n'aboutirent pas. Et surtout, on discuta précipitamment la Constitution de 1793, qui fut terminée le 24 juin. Précédée d'une nouvelle Déclaration des droits qui complétait celle de 1789 par la liberté des cultes et la liberté économique, elle institua la démocratie politique : un corps législatif élu au suffrage universel et direct, par scrutin

du ministre de l'Intérieur dans les départements (1793-an II) (Paris, 1913 et 1951, 2 vol. in-8° ; coll. des « Documents inédits de l'Histoire de France »). Sur la crise dans Paris, A. SOBOUL, *Les sans-culottes parisiens en l'an II*, cité ci-dessus, p. 340. Sur les suites de la révolution du 2 juin à Paris, H. CALVET, *Un instrument de la Terreur à Paris : le Comité de salut public ou de surveillance du département de Paris* (Paris, 1941, in-8°). Sur la Constitution de 1793, A. AULARD, *Histoire politique de la Révolution*, citée p. 113, II^e partie, ch. IV, et A. MATHIEZ, La Constitution de 1793, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. V, ann. 1928, p. 498-521 ; M. FRIDIEFF, *Les origines du référendum dans la Constitution de 1793* (Paris, 1931, in-8°) ; J. GODECHOT, *Les institutions...* (citées p. 114), liv. III, ch. I. Le mouvement social et l'agitation des Enragés sont surtout mis en lumière par A. MATHIEZ, particulièrement dans *La vie chère*, citée p. 251 ; voir aussi M. DOMMANGET, *Jacques Roux, le curé rouge* (Paris, [1948], in-12). Sur l'application du premier maximum, G. LEFEBVRE, introduction aux *Documents relatifs au district de Bergues*, citée p. 181. — En ce qui concerne le fédéralisme, on peut se reporter pour l'ensemble au t. II d'H. WALLON, *La révolution du 31 mai et le fédéralisme en 1793*, cité p. 341 ; mais les études locales sont de valeur supérieure : C. RIFFATERRE, *Le mouvement anti-jacobin et anti-parisien à Lyon et dans le Rhône-et-Loire en 1793 (29 mai-15 août)* (le t. I forme le t. II de la nouvelle série des « Annales de la Faculté des Lettres de Lyon », 1912, in-8° ; le t. II, Lyon-Paris, 1928, in-8°) ; É. HERRIOT, *Lyon n'est plus* (Paris, 1937-1940, 4 vol. in-8°) ; H. GOODWIN, The federalist movement in Caen during the French Revolution, dans *Bulletin of the John Rylands Library*, t. XLII, 1960 ; P. NICOLLE, Le mouvement fédéraliste dans l'Orne en 1793, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XIII, ann. 1936, p. 481-512 ; t. XIV, ann. 1937, p. 215-233 ; t. XV, ann. 1938, p. 12-53, 289-313, 385-410 ; pour la Provence, G. GUIBAL, *Le fédéralisme en Provence en 1793* (Paris, 1908, in-8°) ; P.-A. ROBERT, *Le tribunal populaire de Marseille* (Paris, 1913, in-8°) ; J. PARÈS, *Le tribunal populaire martial de Toulon* (t. XI des *Notices, inventaires et documents*, publiés par le « Comité des travaux historiques », 1925, p. 75-130). — Le sort des Girondins est décrit par C. PERROUD, *La proscription des Girondins* (Paris, 1917, in-16). Sur la guerre de Vendée, se reporter aux ouvrages cités p. 341.

uninominal ; un conseil exécutif choisi par le corps législatif parmi les candidats que lui désignaient ses propres électeurs. Comme l'avait proposé Condorcet, à l'instar de certains des États américains, on élargit l'exercice de la souveraineté populaire par l'introduction du referendum : la Constitution serait ratifiée par le peuple ; mais cette sanction ne fut pas instituée pour les décrets d'urgence et on subordonna celle des lois à des conditions étroitement limitatives. Quant à la démocratie sociale, on se garda d'insister ; la Déclaration se contenta de proclamer que le but de la société est « le bonheur commun » et l'assistance « une dette sacrée », ce qui conférait à l'indigent un droit ; depuis sa réunion, la Convention ne cessait d'ailleurs d'affirmer le principe de la solidarité nationale, promettant des pensions aux combattants mutilés, accordant des allocations aux proches des « défenseurs de la patrie », mettant à la charge de la République les dommages dus à la guerre et aux calamités collectives. Mais Robespierre ne souffla mot des fameux articles de sa proposition antérieure qui pouvaient alarmer la bourgeoisie et, le 27 juin, Barère tonna contre les partisans de la « loi agraire », qu'un décret du 18 mars punissait déjà de mort. Les Montagnards espéraient que la Constitution dissiperait la crainte d'une dictature des sans-culottes parisiens ; mais ils ne négligèrent pas pour autant de satisfaire les paysans, en sorte que ce fut à ces derniers que la révolution du 31 mai, comme celles du 14 juillet et du 10 août, procura un profit substantiel et définitif. Le 3 juin, on décréta la vente des biens d'émigrés par petits lots, payables en dix ans ; le 10, le partage facultatif des biens communaux par tête d'habitant ; le 17 juillet, l'abolition sans indemnité de tout ce qui subsistait des droits seigneuriaux.

Malgré tout, on ne put éviter une nouvelle guerre civile. En mai, le mouvement sectionnaire en avait déjà pris l'initiative, comme on l'a vu. En agissant les premiers à Paris, les Montagnards surexcitèrent nécessairement l'esprit de rébellion. La jalousie provinciale à l'égard de la capitale et la survivance du particularisme y aidèrent sans doute ; d'autre part, les autorités locales, ayant rompu avec la Convention, s'érigèrent en souveraines, ce qui permit de les accuser de « fédéralisme » en leur opposant l'unité et l'indivisibilité de la République. On ne peut nier que la conception fédéraliste eût séduit certains révolutionnaires, Billaud-Varenne lui-même en 1791, et surtout des Girondins comme La Revellière. Mais les « fédéralistes » voulaient tout simplement s'emparer du pouvoir ; sous la pression des circon-

stances, ils poussèrent à l'extrême la décentralisation, qui prévalait depuis 1789, et manifestèrent l'initiative indépendante dont les révolutionnaires avaient toujours fait preuve et à laquelle les Jacobins, de leur côté, ne cessaient de recourir. Comme le mouvement sectionnaire que leur révolte prolongeait, ils groupaient la bourgeoisie inquiète pour la propriété, les Feuillants hostiles au suffrage universel, les catholiques attachés aux réfractaires, les partisans de l'Ancien Régime ; ils y adjoignirent les démocrates qu'indignait l'attentat perpétré contre la représentation nationale et dont l'adhésion renforça singulièrement leurs effectifs. La complexité de pareil rassemblement en mina la cohésion. L'attachement à la Révolution de 1789 et le souci de l'indépendance nationale ne se conciliaient pas avec la guerre civile : les Girondins refusèrent de s'allier aux Vendéens et de faire appel à l'étranger. Aussi le fait accompli fut-il accepté sans trop de difficultés par une trentaine de départements autour de Paris, dans les pays de la Loire, alarmés par le voisinage de la Vendée, et le long des frontières, tandis que l'insurrection s'obstina dans le sud-est où les contre-révolutionnaires, étrangers à ces scrupules, en prirent la direction.

Reste néanmoins qu'en Bretagne et en Normandie, en Franche-Comté, dans le Midi, les administrations départementales firent sécession. Chacune d'elles s'associa les autorités du chef-lieu, fit appel aux autres districts, convoqua même les assemblées primaires et réunit leurs délégués. Devenus « fédéralistes », les fauteurs du mouvement sectionnaire continuèrent d'imiter les Jacobins : ils formèrent des comités de salut public ou de surveillance, arrêtaient les suspects, fermèrent les clubs, décidèrent de lever des troupes ; à Lyon, Marseille, Toulon, des tribunaux « populaires » firent guillotiner ou pendre des patriotes. Le résultat fut piteux. La lutte des Girondins et des Montagnards n'intéressait pas la masse ; comme la Convention, les dirigeants de la sécession se heurtèrent à la répugnance qu'excitait le service militaire et au mécontentement provoqué par la disette. D'ailleurs, pour réussir, il eût fallu organiser un nouveau pouvoir central en réunissant, à Bourges, cette Convention des suppléants dont il avait été question. Mais les départements fidèles s'interposaient entre le nord-ouest et le Midi, la Vendée entre la Bretagne et l'Aquitaine ; Lyon se vit coupé de la Côte-d'or par la Saône-et-Loire qu'appuyait l'Allier, et de la Provence par la Drôme qui se rallia l'Isère. Même la coopération régionale ne se réalisa pas : Toulouse finit par repousser les sollicitations de Bordeaux et

rompit ainsi le lien entre l'Aquitaine et le Bas-Languedoc. Enfin, il se trouva partout des districts et des municipalités qui refusèrent leur adhésion, des fonctionnaires patriotes qui contrecarrèrent la rébellion, comme Descombel à Toulouse, ou rallièrent les sans-culottes, comme Joseph Payan à Valence. L'impuissance détermina beaucoup de fédéralistes à faire amende honorable, en profitant des délais de grâce que les Montagnards eurent la prudence d'accorder, ou parce que le vote de la Constitution leur fit espérer que l'élection prochaine du corps législatif les débarasserait de la Convention.

Pour celle-ci, le danger immédiat se trouvait en Normandie : aucune troupe ne couvrait Paris et les envois de vivres cessèrent vers la capitale. Réunis à Caen, Buzot, Pétion, Barbaroux pressaient les Départements d'agir. Mais la Seine-Inférieure leur fit défaut et laissa passer les grains ; la prise de Saumur, le 9 juin, retint l'Orne et le Maine ; seul, le Finistère se montra zélé. Avant que les Bretons les eussent rejoints, les Normands se mirent en route ; le 13 juillet, près de Pacy-sur-Eure, comme ils se reposaient sans se garder, ils virent paraître quelques milliers d'hommes péniblement rassemblés par le Comité de salut public et s'enfuirent sans combattre ; tout le nord-ouest se soumit et les Girondins quittèrent Caen, puis la Bretagne, pour Bordeaux. On n'eut pas à guerroyer non plus dans l'est contre la Côte-d'or, le Doubs, la Haute-Saône, le Jura et l'Ain, et au sud contre Toulouse et le Bas-Languedoc. Bordeaux, isolé, laissa entrer les représentants le 19 août, puis les chassa et les Jacobins ne reprirent l'avantage qu'en octobre : la ville fut occupée le 19 seulement ; du moins n'avait-elle pas résisté par les armes.

Ce fut le sud-est qui mit vraiment en danger la cause des patriotes. L'armée des Alpes et celle d'Italie se virent coupées de leurs arrières ; Précý, que les Lyonnais chargèrent du commandement, fit appel aux Sardes, Marseille et Toulon aux Anglais comme Paoli en Corse. Lorsque Carteaux, soutenu par les clubs de la Drôme, eut repoussé l'armée marseillaise et repris Avignon, le 27 juillet, la révolte lyonnaise se trouva cernée, sauf à l'ouest où elle occupa le département de la Loire jusqu'en septembre. A la fin d'août, Carteaux reprit l'offensive et, le 25, s'empara de Marseille juste à temps pour devancer les Anglais. Il n'en alla pas de même à Toulon qui s'ouvrit à l'ennemi et livra l'escadre de la Méditerranée, le 29 août. Les républicains ne rentrèrent dans Lyon que le 8 octobre et Toulon tint jusqu'au 19 décembre.

Dans cette région, la guerre civile revêtit le même acharnement qu'en Vendée et entraîna les mêmes sanglantes représailles. À partir d'août, le péril fut du moins circonscrit ; mais, en juillet, il avait semblé que la France se désagrégât.

Aux frontières, le danger ne paraissait pas moindre. Depuis son retour au pouvoir, Danton négociait. Le 13 avril, sur sa demande, la Convention répudia implicitement le décret du 19 novembre 1792 : la République ne s'immiscerait dans les affaires intérieures d'aucun peuple. Que Danton essayât de gagner la Suède, les Turcs, le Piémont et même Kosciuszko, ou d'amadouer les cours de Naples et de Florence, c'était de bonne guerre, quoique inefficace, les petites puissances ne prêtant pas volontiers l'oreille aux vaincus. Mais il cherchait aussi la paix du côté de l'Angleterre, de la Prusse et de l'Autriche. Grenville le renvoya dédaigneusement aux états-majors et Forster, chargé de les atteindre, n'y réussit pas. Que pouvait offrir Danton ? L'abandon des conquêtes de la République ? Les coalisés les avaient reprises et comptaient démembrer la France ; ils se moquaient des propositions dérisoires d'un régicide aux abois. Cette diplomatie, souvent louée depuis, supposait la victoire ou la capitulation déguisée en compromis. Aussi les Montagnards soupçonnaient-ils Danton de penser à rendre la reine et ses enfants, voire à rétablir la monarchie : le 13 avril, il stipula que la souveraineté du peuple devrait être reconnue ; elle n'était pas incompatible avec la royauté. Toujours est-il que Robespierre détermina la Convention à interdire sous peine de mort toute négociation qui sacrifierait le régime républicain ainsi qu'à confirmer les annexions ; le 10, il avait déjà demandé que Marie-Antoinette fût traduite devant le tribunal révolutionnaire. En juin, un article de la Constitution déclara que le peuple français ne fait pas la paix avec un ennemi qui occupe son territoire. Danton n'en persista pas moins et, en attendant, les fabrications de guerre ne progressèrent pas, tandis que les attaques contre les fournisseurs se multipliaient : en juillet, sur un rapport de Dornier, d'Espagnac fut décrété d'arrestation. Les revers se succédaient. Depuis l'échec de Dumouriez, Cobourg assiégeait Condé et Valenciennes ; les attaques de Dampierre dans les bois de Raismes et de Vicoigne échouèrent et il fut tué ; le 23 mai, son successeur dut évacuer le camp de Famars et gagner le camp de César, entre l'Escaut et la Sensée, découvrant Cambrai et la route de Paris. Bien que Custine eût tenté en vain de reprendre l'offensive pour secourir Mayence, le Comité de salut public ne l'en

chargea pas moins d'aller reprendre en mains l'armée du Nord. Il s'y appliqua, non sans succès. Mais ce grand seigneur traitait avec désinvolture le gouvernement. Il accablait de son mépris le ministre de la Guerre, Bouchotte, simple lieutenant-colonel ; son secrétaire, l'hébertiste Vincent ; ses commissaires aux armées et les officiers jacobins qui, à Lille, soutenaient le gouverneur Favart contre le général La Marlière. Il ne tarda guère à devenir suspect, malgré l'appui des représentants en mission, et fut appelé à Paris, le 12 juillet, sans avoir rien fait. Les Sardes menaçaient la Savoie et Nice ; les Espagnols, forçant les Pyrénées, s'avançaient vers Perpignan et Bayonne. A l'ouest, Westermann, d'abord vainqueur à Châtillon-sur-Sèvre, y fut mis en déroute en juillet ; puis ce fut le tour de Santerre à Vihiers.

La crise économique s'accroissait de jour en jour. On n'appliquait pas exactement la loi du 4 mai ; les autorités, souvent « modérantistes », ne délivraient de réquisitions que pour la forme, en sorte que le maximum aboutissait seulement à vider les marchés ; la taxe étant départementale et ne tenant pas compte des frais de transport, les régions mal pourvues ne recevaient plus rien ; dans l'anarchie universelle, des administrations interdisaient la sortie des grains. Loin de renforcer la loi, la Convention l'abandonnait : le 1^{er} juillet, elle permit aux autorités d'acheter hors des marchés ; les armées se pourvoyaient de même ; on laissa des représentants en mission et des Départements suspendre le maximum. A Paris et dans les grandes villes, on faisait queue chez les boulangers et, à chaque instant, des troubles éclataient. Cependant, l'assignat tombait, en juillet, au-dessous de 30 % ; les capitaux fuyaient à l'étranger ; à la Bourse, on spéculait avec frénésie ; on accaparait les marchandises ; les prix montaient sans cesse. Du 25 au 28 juin, la hausse du savon provoqua de nouvelles émeutes à Paris.

Plus la Convention se montrait impuissante, plus les pétitions se faisaient nombreuses et pressantes : un nouvel effort était nécessaire pour mettre le gouvernement « à la hauteur ». Point de paix possible : les coalisés voulaient rétablir l'Ancien Régime et, dans le Nord déjà, les Autrichiens s'y appliquaient. Contraints d'opter entre la victoire et la soumission, les sans-culottes réclamaient la guerre à outrance : « la liberté ou la mort ». Dans ce péril suprême, pourquoi tarder à mettre en jeu toutes les forces du pays ? L'idée de la levée en masse faisait son chemin, favorisée d'ailleurs par l'instinct égalitaire et le souvenir de Jemappes. Le « riche égoïste » devenait suspect : on exigeait maintenant la

peine de mort contre les accapareurs, la fermeture de la Bourse, la suppression des compagnies par actions ; le mouvement gagnait en profondeur, parce qu'il paraissait facile de réprimer la spéculation par la contrainte. Une réaction nationale se dessinait également ; les révolutionnaires prenaient en mépris et en haine les « esclaves » qui suivaient aveuglément leurs tyrans, les étrangers qui raflaient les marchandises pour les exporter : il semblait tout simple que la France le leur interdît et gardât ses denrées. Les Enragés, renforcés par le Lyonnais Leclerc d'Oze et soutenus par la société des « Femmes révolutionnaires », que dirigeait l'actrice Claire Lacombe, ne manquèrent pas d'attiser la colère populaire ; le 25 juin, Jacques Roux, à la barre de la Convention, lui reprocha, au nom des Cordeliers, son inertie avec une violence pathétique : « Députés de la Montagne, ne terminez pas votre carrière avec ignominie ! » On le traita de contre-révolutionnaire ; Robespierre le dénonça aux Jacobins ; Marat, Hébert, Chaumette firent chœur, enchantés qu'ils étaient de nuire à des rivaux. Les émeutes du savon survinrent à propos : on en rendit Jacques Roux responsable ; la Commune et les Cordeliers l'abandonnèrent. Mais, si tous ceux qu'on appela ensuite hébertistes, bien qu'Hébert n'ait jamais été chef de parti, prêchaient la guerre à outrance et l'extermination des aristocrates, ils n'allaient pas tarder à prendre à leur compte le programme social des Enragés, tant les sans-culottes écoutaient ceux-ci avec faveur. Et, s'ils préféraient l'accord avec les Montagnards, aussi longtemps qu'ils pouvaient espérer mener la Convention par leur entremise, encore ne répugnaient-ils nullement à une nouvelle « journée », qui, peut-être, les porterait au pouvoir. Or, ils dominaient les Cordeliers, remplissaient les bureaux de Bouchotte, pouvaient entraîner la Commune : la Convention serait à leur merci.

Cette situation présentait de graves dangers. La République dut son salut à l'élan du peuple sans-culotte que ses idées sommaires, sa rudesse, ses propres besoins poussaient droit devant lui. « Osez ! », s'écriera encore Saint-Just, quelque temps après ; en juillet 1793, la Convention rechignait et les Montagnards discutaient : l'impulsion vint du dehors. Mais l'ardeur populaire ne pouvait rien sans un gouvernement qui la disciplinât, sans l'accord de la bourgeoisie, grande ou petite, qui fournit les cadres : le salut de la Révolution, œuvre du Tiers État, dépendait de l'union de celui-ci. La Convention en était le symbole, car elle figurait la seule autorité qui s'imposât à tous les patriotes ; la Constitution, votée

par elle et ratifiée par 1.800.000 voix, regroupait les républicains. A disperser ou à mutiler de nouveau l'assemblée, on risquait de ranimer la guerre civile et de laisser l'effort révolutionnaire s'épuiser dans l'anarchie. Pitt ne manqua pas de s'en aviser. Le banquier Perregaux distribua de l'argent, pour son compte, à ceux qui se chargeaient de « souffler sur le feu » ; à la fin de juillet, on trouva à Lille le portefeuille d'un espion anglais qui avait mission de pousser au désordre. Un audacieux aventurier, le soi-disant baron de Batz, qui, après avoir essayé de sauver le roi, préparait l'évasion de la reine, pensait aussi qu'on ne viendrait à bout de la Révolution qu'en provoquant les républicains à s'entre-déchirer. Aussi ardent à spéculer qu'à conspirer, il parvint à se lier avec nombre de gens corrompus par les plaisirs ou par le jeu, trop souvent enclins à pêcher en eau trouble, — députés, orateurs de clubs, réfugiés étrangers — qui n'étaient pas toujours les derniers à préconiser les mesures extrêmes, tandis qu'ils jouaient à la baisse sur les actions des compagnies que Delaunay, en juillet, et Fabre d'Églantine, en août, attaquaient à la tribune. Dès le premier moment, Robespierre suspecta, parmi les extrémistes, des agents de la contre-révolution.

Mais il se trouva que la France vit enfin se constituer un gouvernement. Au début de juillet, l'aggravation continue de la situation exacerba les critiques ; en outre, on accusa le général Dillon de méditer un soulèvement en faveur de la reine et de son fils ; peut-être fut-ce le coup de grâce. Le 10 juillet, la Convention renouvela le Comité de salut public et en élimina notamment Danton. Il fallut toutefois deux mois pour que, peu à peu, se constituât le grand Comité de l'an II. Gasparin, fidèle à Custine, se retira bien vite ; Thuriot, ami de Danton, l'imita en septembre ; Hérault de Séchelles, amant de Mme de Bellegarde dont le mari servait dans l'armée sarde, devint promptement suspect. Couthon, Saint-Just, Jean Bon Saint-André et Prieur de la Marne formaient un noyau de Montagnards résolus qui se rallièrent Barère et Lindet, puis s'adjoignirent successivement Robespierre, le 27 juillet, Carnot et Prieur de la Côte-d'or, le 14 août, Billaud-Varenne et Collot d'Herbois, le 6 septembre. Entre eux, l'accord manqua sur plus d'un point ; Lindet répugnait au terrorisme ; Billaud et Collot inclinaient vers les sans-culottes ; les tendances sociales surtout, bien que tous appartenissent à la bourgeoisie, divergeaient profondément entre Robespierre ou Saint-Just, partisans d'une démocratie sociale, et Carnot ou Lindet, nettement conservateurs ; les tempéraments différaient

aussi et les heurts personnels finirent par tourner en haines. Pourtant, durant des mois, le péril de la Révolution ajourna la division qui devait les perdre. Ces hommes étaient probes, laborieux et autoritaires ; ils avaient quelques idées claires et qui se tenaient : commander, combattre et vaincre ; le travail en commun, le danger, le goût et l'orgueil du pouvoir créèrent une solidarité qui fit du Comité un organisme autonome ; ils réagirent contre les forces qui, dans la Convention et au sein du Tiers État, tendaient à introduire parmi eux la division afin de les abattre. La plupart se consacrèrent essentiellement à l'œuvre administrative qui prit une ampleur écrasante ; on a souvent affecté de les en louer pour les opposer aux autres, comme s'ils avaient pu rester indifférents à la stabilité d'où dépendit leur succès. Ce fut surtout Robespierre qui, aidé par Barère, Saint-Just, Billaud, leur assura la durée en définissant et en défendant leur politique à la Convention et aux Jacobins.

Depuis qu'en 1789, député aux États généraux, il avait quitté Arras, sa ville natale, où, après de brillantes études comme boursier au collège Louis-le-Grand, il jouissait au barreau d'une réputation honorable, Maximilien Robespierre, en défendant sans faiblir, devant la Constituante, aux Jacobins et dans la presse, les principes démocratiques, s'attirait l'estime du peuple révolutionnaire. Cependant, il ne put l'empêcher de s'abandonner à la passion de la propagande et de la guerre, que l'éloquence des Girondins surexcitait. A présent que toutes ses craintes se montraient justifiées, il assumait, plus que tout autre, par un retour tragique, la terrible responsabilité de sauver la Révolution au plus fort de la tempête qu'il avait en vain voulu conjurer. La confiance des patriotes se trouvait bien placée. Par souci de sa dignité personnelle autant que par conviction, Robespierre attestait courageusement son respect des principes qu'il professait ; mais il n'était pas le théoricien abstrait qu'on a représenté. Dans la longue crise qui suivit, on le voit, au contraire, singulièrement attentif aux circonstances et il sut y parer avec la souplesse de l'homme d'État. Depuis longtemps, il soutenait que l'autorité révolutionnaire devait s'exercer au nom de la Convention pour demeurer stable, mais en communion étroite avec le peuple des sans-culottes pour rester forte ; il fallait que le Comité se plaçât au-dessus de l'une et de l'autre, choisît parmi les vœux populaires ce qu'il convenait d'imposer à l'assemblée pour réaliser son dessein : écraser les ennemis de la République et ruiner les derniers espoirs de l'aristocratie. Gouverner au nom de la

Convention en la contraignant, maîtriser le peuple sans éteindre son ardeur, c'était une gageure. Mais Robespierre et ses collègues, parlementaires éprouvés, savaient aussi comment se préparait une « journée » : ils réussirent à durer pendant une année, au milieu de l'effroyable tourmente.

Toutefois, on ne doit pas s'y tromper : en juillet 1793, si des principes directeurs les guidaient, il restait à en préciser l'application, car l'essentiel de leurs moyens d'action manquait encore ; ils leur furent, en grande partie, imposés, au cours de l'été, par les poussées populaires que provoquèrent des crises politiques, militaires et économiques.

III. — L'ORGANISATION DE LA DICTATURE MONTAGNARDE (JUILLET-DÉCEMBRE 1793)¹.

Le nouveau Comité à peine installé, les événements désastreux se multiplièrent et il faillit être renversé par la Convention.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter aux p. 341 et 354. L'ouvrage de MORTIMER-TERNAUX se termine au t. VIII, rédigé par le baron DE LAYRE d'après les notes qu'il avait laissées (1881) : il concerne la période qui va du 2 juin à la fin d'octobre 1793. Celui de C. VATEL, *Charlotte de Corday et les Girondins* (Paris, 1864-1872, 3 vol. in-8°), est plutôt un recueil de documents qu'un livre proprement dit. Pour la formation du gouvernement révolutionnaire, voir P. MAUTOCHET, *Le gouvernement révolutionnaire* (Paris, 1912, in-8°), recueil de documents, introduction, bibliographie ; A. SOBOUL, Robespierre et la formation du gouvernement révolutionnaire (27 juillet-10 octobre 1793), dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1958, p. 282-294. Sur l'histoire du grand Comité de salut public, ouvrage d'ensemble par R. R. PALMER, *Twelve who ruled* (Princeton, 1941, in-8°), où sont étudiées non seulement la politique générale et les péripéties parisiennes, mais plusieurs missions regardées comme typiques (par exemple, celles de Couthon en Auvergne et de Saint-André en Bretagne). Sur le tribunal révolutionnaire, E. CAMPARDON, *Le tribunal révolutionnaire de Paris* (Paris, 1866, 2 vol. in-8°) ; H. WALLON, *Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris avec le journal de ses actes* (Paris, 1880-1882, 6 vol. in-8°), dont le t. I va jusqu'au procès des Girondins et le t. II jusqu'à ventôse an II. Sur le fonctionnement du gouvernement révolutionnaire en province, aperçu d'ensemble dans H. WALLON, *Les représentants en mission et la justice révolutionnaire dans les départements en l'an II* (Paris, 1889-1890, 5 vol. in-8°), ouvrage auquel on peut joindre les histoires générales de l'Eglise catholique pendant la Révolution (voir p. 186) ; P. CARON, *Rapports des agents du ministre de l'Intérieur dans les départements, 1793-an II*, cité ci-dessus, p. 354 ; mais la variété se révèle si grande que les recherches locales sont indispensables ; voir par exemple le livre de R. PALMER cité plus haut ; l'ouvrage d'A. TROUX, cité p. 284 ; A. LALLIÉ, *La justice révolutionnaire à Nantes et dans la Loire-Inférieure* (Nantes, 1896, in-8°) ; GASTON-MARTIN, *La mission de Carrier à Nantes* (Paris, 1924, in-8°) ; R. COBB, La commission temporaire de Commune. Affranchie (brumaire-germinal an II). Étude sur le personnel d'une institution révolutionnaire, dans *Cahiers d'histoire*, 1957, p. 23-57.

Pour l'opposition au Comité dans la Convention, A. MATHIEZ, *Études robespierristes*, t. II (Paris, 1917, in-8°) : la conspiration de l'étranger, Fabre

Le 13 juillet, Marat fut assassiné par Charlotte Corday, une jeune royaliste de Normandie ; le 16, les rebelles lyonnais décapitèrent Chaliier. Des clameurs furieuses exigèrent des représailles et les Girondins en pâtirent les premiers. Le fédéralisme allait s'effondrer dans le nord-ouest ; mais, le 17, à Vihiers, les Vendéens culbutèrent l'armée de Santerre ; les représentants en mission sur la Loire ne s'accordaient pas avec Biron qui commandait à Niort et leurs divisions à l'égard des chefs sans-culottes, Ronsin et Rossignol, reflétaient celles de la Convention ; Philippeaux les dénonçait et Choudieu les soutenait ; un moment, Ronsin fut renvoyé à Paris et Rossignol arrêté. Aux frontières, c'était pire : Condé capitula le 10, Valenciennes le 23, Mayence le 28.

Le Comité rappela Biron et, le 22, arrêta Custine. Aussitôt, les amis de ces généraux et des représentants qui les appuyaient, protestèrent avec violence et Gasparin abandonna ses collègues ; simultanément, on accablait Bouchotte, ses bureaux et les officiers sans-culottes ; on décida même de remplacer le ministre. L'intervention de Robespierre rétablit la situation et ce fut alors qu'il entra au Comité. Le 25, Rossignol fut substitué à Biron ; le 28, Custine et les Girondins se virent décrétés d'accusation et on mit les députés fugitifs hors la loi. Le 1^{er} août, les mesures terroristes prirent décidément le pas : la Convention envoya Marie-

d'Églantine et la Compagnie des Indes ; du même, *L'affaire de la Compagnie des Indes* (Paris, 1921, in-8°) ; se reporter aussi à J. CONAN, cité p. 8. On a voulu faire du baron de Batz le héros-protée de l'intrigue contre-révolutionnaire : baron DE BATZ, *La vie, la conspiration et la fin de Jean, baron de Batz* (Paris, 1908, 2 vol. in-8°), sans critique ; en sens contraire : G. BORD, *La fin de deux légendes... Le baron de Batz* (Paris, 1909, in-8°) ; Ch. DE BATZ-TRANQUELLÉON, *Le vrai baron de Batz* (Bordeaux, 1908, in-8°).

Sur le mouvement sans-culotte, baptisé traditionnellement « hébertiste » et que D. GUÉRIN, cité p. 340, prétend « prolétarien », A. SOBOUL, *Les sans-culottes parisiens en l'an II. Mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire. 2 juin 1793-9 thermidor an II*, cité p. 340 ; W. MARKOV et A. SOBOUL, *Die Sansculotten von Paris, Dokumente zur Geschichte der Volksbewegung. 1793-1794*, préface de G. LEFEBVRE (Berlin, 1957, in-8°). L'influence des dirigeants cordeliers a été étudiée par le général HERLAUT, celle de Vincent dans *Le colonel Bouchotte, ministre de la Guerre en l'an II* (Paris, 1946, 2 vol. in-8°) ; celle de Ronsin dans *Le général rouge, Ronsin (1751-1794)* (Paris, 1956, in-8°) ; celle d'Hébert a été exagérée par L. JACOB, *Hébert, Le Père Duchesne, chef des Sans-culottes* (Paris, 1960, in-8°). On tire beaucoup de renseignements sur l'opinion de Paris, du recueil de P. CARON, *Paris pendant la Terreur. Rapports des agents secrets du ministre de l'Intérieur, du 27 août 1793 au 30 ventôse an II-20 mars 1794* (Paris, 1910, 1914, 1943, 1949, 1958, 5 vol. in-8°, le dernier revu et annoté par H. CALVET).

Sur les « armées révolutionnaires », R. COBB, *Les armées révolutionnaires des départements du Midi* (Toulouse, 1955, in-8°) ; « Cahiers de l'Association Marc-Bloch de Toulouse », n° 1) ; et surtout, du même, *Les armées révolutionnaires, instrument de la Terreur dans les départements. Avril 1793-floréal an II* (Paris-La Haye, 1961, in-8° ; le t. II à paraître).

Antoinette au tribunal révolutionnaire et ordonna de détruire les tombeaux royaux de Saint-Denis ; elle prescrivit de transformer la Vendée en désert après évacuation des patriotes et y expédia la garnison de Mayence laissée en liberté par les Prussiens. Barère ayant dénoncé les manœuvres de l'espionnage anglais, on décida, le 3, d'arrêter tous les sujets britanniques et, le 7, Pitt fut déclaré l'« ennemi du genre humain ». Jusqu'alors, on avait ménagé les Lyonnais et, à la fin de juillet, ils paraissaient incliner à la réconciliation moyennant amnistie ; mais, le 12 juillet, la Convention l'avait refusée à leurs meneurs et, le 4 août, le Comité de salut public commanda à Kellermann d'entreprendre le siège de la ville.

Malgré ces rigueurs, des troubles ne semblaient pas impossibles. La résistance contre-révolutionnaire dans les sections persistait ; le bruit courait encore une fois qu'une Saint-Barthélemy de patriotes se préparait et qu'on la préviendrait par un nouveau massacre des suspects. Une grande fête, préparée par David, allait célébrer l'anniversaire du 10 août et la promulgation de la Constitution ; les commissaires des assemblées primaires arrivaient pour notifier les résultats du plébiscite. Ce pouvait être l'occasion d'une « journée » et la rareté des subsistances y aidait. Le Comité, pour cette fois, réussit à maintenir la tranquillité : la cérémonie se déroula sans encombre.

Les commissaires ayant solennellement remis à la garde de la Convention l'« arche » qui contenait la Constitution, allait-on maintenant préparer les élections ? Delacroix, ami de Danton, le demanda ; les Enragés, Hébert et nombre de meneurs populaires opinaient de même et ne cessèrent désormais de récriminer contre l'ajournement. Les uns et les autres imaginaient-ils que le scrutin les favoriserait ? Pur enfantillage, à moins d'écarter du vote tous ceux qui désapprouvaient la révolution du 31 mai ; le désir de supplanter les membres du Comité de salut public les aveuglait. Il suffit d'un discours de Robespierre aux Jacobins : l'application de la Constitution fut implicitement remise à la paix.

Les commissaires et les sans-culottes des sections ne s'en tenaient pas là : ils réclamaient avec passion l'arrestation des suspects, la levée en masse, le maximum général des denrées de première nécessité. En province, çà et là, on adoptait spontanément ces mesures ; le 4 août, les représentants en mission recoururent aux deux premières dans le nord et y déchaînèrent la Terreur ; le 18, il en alla de même en Alsace. Pour les suspects, pas de difficulté : sur la proposition de Danton, la Convention

décète leur internement, le 12 août. Quant à la levée en masse, le Comité hésite et la Convention tergiverse : que fera-t-on de cette cohue ? Il faut céder pourtant, et Carnot, appelé à cet effet, rédige le décret du 23 août. L'appel se limite aux célibataires de 18 à 25 ans, tous les autres citoyens étant seulement mis en réquisition pour être éventuellement employés aux fabrications de guerre et dans les services de l'arrière. Ainsi commença de se préciser le rôle du Comité. L'impulsion populaire avait mis à sa disposition toutes les forces de la nation ; mais, de la levée en masse, idée sommaire, il tirait une mobilisation organisée.

Restait le maximum. Il semblait à présent aller de soi ; car la levée en masse, réquisition des personnes, entraînait inévitablement celle des choses ; la dépense s'annonçait énorme et la taxation seule contiendrait l'inflation ; ainsi l'intérêt de l'État concordait avec le vœu populaire. Pourtant, le Comité et la Convention, désespérément accrochés aux principes de l'économie libérale, ne reculaient que pas à pas. Le 26 juillet, un décret punit de mort les « accapareurs », c'est-à-dire les marchands qui, détenteurs de denrées et marchandises de première nécessité, n'en feraient pas la déclaration et n'en afficheraient pas la liste à leurs portes ; chaque municipalité dut nommer des commissaires spécialement chargés de les rechercher ; cette inquisition policière ne suffirait-elle pas à modérer les prix ? Le 1^{er} août, la sortie des capitaux fut interdite ; le 15, on suspendit l'exportation d'un grand nombre de produits, ce qui entraîna un embargo qui interrompit le trafic maritime entretenu jusqu'alors par les neutres. Le 9, un autre décret ordonna de créer des greniers d'abondance à la faveur de la moisson. Dans la seconde quinzaine du mois, on se résigna enfin à instituer le maximum pour les combustibles, le sel, le tabac. Fournisseurs et financiers subissaient de rudes atteintes ; depuis le 27 juin, la Bourse était fermée ; à la fin de juillet, on mit en régie les postes et les transports militaires ; un décret du 24 août supprima la Caisse d'escompte, la Compagnie des Indes et toutes les sociétés par actions. Le temps ainsi gagné, Cambon l'employait à réduire l'abondance du « signe » et à diminuer la dépense. Le 25 juillet, il démonétisa les assignats à face royale qui ne servirent plus qu'à acquitter les contributions et les biens nationaux ; le 24 août, il entreprit une grande opération à la fois politique et financière : toutes les créances sur l'État furent « républicanisées » par l'inscription sur le « Grand livre de la dette publique », au nom de

chaque porteur, du total de la rente, non du capital, sans distinction d'origine. On excepta les rentes viagères ; mais, plus tard, le 23 floréal an II (12 mai 1794), le même sort leur échut. A raison des circonstances, nombre de titres ne purent être présentés et, en outre, le coupon subit par retenue le même impôt que la propriété foncière. Une haine tenace s'attacha au nom de Cambon, « le bourreau des rentiers ». En sus, l'emprunt forcé d'un milliard entra enfin en vigueur le 3 septembre ; on y ajouta un emprunt volontaire illimité, par inscriptions au Grand livre, valables pour l'achat de biens nationaux et dispensant de l'emprunt forcé. Mais le déficit n'en demeurerait pas moins effrayant ; on dut en convenir : jusqu'à la paix, la République était condamnée à l'inflation. Dès lors, comment échapper à la réquisition et à la taxation ? Pour trancher la question, il fallut néanmoins une nouvelle crise.

Bien que la récolte fût bonne, les troubles compromettaient la soudure ; puis, à la fin d'août, la sécheresse et les calmes arrêterent les moulins. De nouveau, les Enragés se firent écouter et, à présent, Hébert fulminait avec eux. Comme d'habitude, alors que la pénurie mettait la foule en mouvement, les meneurs pensaient surtout aux mesures politiques : Custine monta sur l'échafaud le 27 août ; mais on réclamait en vain le procès de la reine, celui des Girondins et on dénonçait les « endormeurs » sans épargner Danton ni Robespierre. Là-dessus, survient la nouvelle de la trahison inouïe : Toulon et son escadre livrés à l'ennemi. Du coup, Billaud et Collot, la Commune et les Jacobins se rallient à l'action. Le 4 septembre, dans l'hôtel de ville envahi par les sans-culottes, on la fixe au lendemain. Le 5, la Convention, cernée par les manifestants, met la Terreur « à l'ordre du jour » et adopte un programme auquel le Comité apporte finalement son adhésion et qui se réalise les jours suivants : du 6 au 8, arrestation des ressortissants des puissances ennemies, confiscation de leurs biens, apposition des scellés chez les banquiers et les agents de change ; le 9, organisation de l'armée révolutionnaire dont Ronsin prend le commandement ; le 17, loi des suspects qui les définit de manière si élastique que les comités révolutionnaires sont désormais tout puissants ; le 21, obligation du port de la cocarde tricolore. L'économie dirigée fait des progrès : le 11, le régime des grains et fourrages est réorganisé et leur taxation uniformisée dans toute la République ; le 21, un acte de navigation, calqué sur ceux des Anglais, écartant les navires neutres, rend l'importation par mer à peu

près impossible ; le 22, commence la discussion du maximum général des denrées de première nécessité et des salaires.

Néanmoins, tout n'était pas dit encore. Des grands procès, on ne parlait toujours pas et les Enragés récriminaient plus que jamais, parce que, le 5, Danton avait fait supprimer la permanence des assemblées de section, réduites à deux par semaine. Comme, en retour, une prime de 40 sous s'y distribuait désormais aux sans-culottes présents, le Comité, s'étant d'ailleurs habilement annexé Billaud et Collot, jugea le moment venu de se débarrasser des Enragés et fit arrêter Roux et Varlet ; Leclerc disparut ; en octobre, la société de Claire Lacombe sera supprimée.

Bien plus dangereuse apparut l'opposition montagnarde qui prenait corps dans la Convention. Chabot, Julien et autres « pourris » avaient fait annuler ou atténuer les décrets et arrêtés pris contre les étrangers et les financiers : le 14 septembre, on les débusqua du Comité de sûreté générale où ils se retranchaient. Mais, par les rappels et les soupçons, le Comité de salut public s'aliénait bien d'autres représentants : Reubell et Merlin de Thionville, rentrés de Mayence ; Briez, revenu de Valenciennes ; Duhem, soutien de Custine ; Bourdon de l'Oise qui avait arrêté Rossignol. Depuis la victoire d'Hondschoote, la campagne tournait mal : Houchard laissait échapper les Anglais, se faisait battre à Menin ; Le Quesnoy capitulait ; essayant de secourir cette place, la garnison de Cambrai était anéantie à Avesne-le-Sec. Le général fut destitué et arrêté. A cette nouvelle, un grand assaut se dessina contre le Comité. Thuriot donna sa démission et, le 25 septembre, élargissant le débat, attaqua l'extension de l'économie dirigée et l'influence croissante des sans-culottes aux dépens des notables. La Convention applaudit et adjoignit Briez au Comité. Alors Robespierre se dressa : s'il en allait ainsi, que la Convention renouvelât le Comité. Ce fut un de ses plus beaux discours. « Je vous ai promis la vérité tout entière ; je vais vous la dire : la Convention n'a pas montré toute l'énergie qu'elle aurait dû... Je vous le déclare : celui qui était à Valenciennes lorsque l'ennemi y est entré, n'est pas fait pour être membre du Comité de salut public... Cela paraîtra dur, mais ce qui est plus dur encore pour un patriote, c'est que, depuis deux ans, 100.000 hommes ont été égorgés par trahison et par faiblesse ; c'est la faiblesse pour les traîtres qui nous perd. » La Convention médusée déclara que le Comité conservait toute sa confiance ; mais des parlementaires ne pardonnent jamais à qui les oblige, avec tant de vigueur et de netteté, à prendre leurs responsa-

bilités. C'est ce qu'ils appelèrent « une dictature d'opinion ».

Nonobstant, le sort cette fois en est jeté. Le 29, le maximum général est décrété ; le 9 octobre, les marchandises anglaises sont prohibées, les Britanniques internés, leurs biens confisqués ; le 16, on ordonne de nouveau l'arrestation de tous les sujets ennemis. Les grands procès commencent. Le 10 octobre, sur rapport de Saint-Just, la Convention proclame enfin officiellement que « le gouvernement de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix ».

Dès lors, les terroristes régnèrent dans Paris avec l'approbation du Comité. Jusqu'en septembre, le tribunal révolutionnaire avait procédé avec quelque lenteur et son président, Montané, s'était compromis à tempérer les rigueurs ; sur 260 personnes, 66 avaient été condamnées à mort, soit 26 %. Au cours de la journée du 5 septembre, on décida d'augmenter son personnel et de le diviser en quatre sections ; Herman prit la présidence, Fouquier-Tinville demeurant accusateur public. D'octobre à décembre, les exécutions se précipitèrent. La reine fut guillotinée le 16 octobre ; un décret spécial étouffa la défense des 21 Girondins, dont Vergniaud et Brissot, et ils périrent le 31 ; l'extermination du parti se poursuivit pendant les mois qui suivirent, soit à Paris, soit en province ; on décapita notamment Mme Roland, Rabaut, Lebrun ; d'autres, Roland, Clavière, Pétion, Buzot, se tuèrent. Quelques Feuillants, comme Bailly et Barnave, marchèrent aussi à l'échafaud, ainsi que Philippe-Égalité et Biron. Le trimestre compta 177 sentences capitales pour 395 accusés, soit 45 %, accroissement qu'explique la proscription des chefs de parti. Les arrestations continuaient : de 1.417, le 1^{er} août, le nombre des détenus monta à 4.525, le 1^{er} nivôse (21 décembre). Les comités des sections, les sociétés populaires, les administrations s'épuraient de leur mieux et, bien que la Convention se refusât à exclure en bloc les ci-devant du droit de cité, on ne les gardait en fonctions qu'à bon escient. Paris devenait plus calme, parce que, peu à peu, les sans-culottes retrouvaient les moyens de subsister : la levée en masse et la formation de l'armée révolutionnaire éclaircissaient leurs rangs ; beaucoup travaillaient maintenant dans les ateliers d'armes et d'équipement ou dans les bureaux des Comités et des ministères qui prenaient une extension prodigieuse ; les sections en nourrissaient d'autres encore, au moyen de taxes révolutionnaires, comme gardes nationaux de permanence, commissaires et gardes aux scellés ; leurs comités de bienfaisance distribuaient des secours. On essayait aussi de faire

respecter le maximum par une surveillance policière minutieuse et la Commune instituait le rationnement du pain et du sucre, au moyen de cartes. Mais, une fois vidées, les boutiques ne se remplissaient pas ; Chaumette menaçait marchands et fabricants de nationaliser leurs entreprises. Après la chasse au « riche égoïste », la chasse au marchand, même sans-culotte. C'était bien ce que redoutait le Comité.

Son autorité demeurait précaire. En fait, les chefs des sans-culottes, recueillant la succession des Enragés, rétablissaient la permanence des sections en créant des sociétés populaires de quartier ; dans la région parisienne, l'armée révolutionnaire évoluait et son chef, Ronsin, passait pour capable d'imiter Cromwell, à la tête de ses « carmagnoles ». Il devenait évident que le Comité, ayant adopté l'économie dirigée, entendait en réserver le principal profit à l'armée et aux services publics, et qu'il ne se préoccupait de la consommation populaire que pour assurer le pain, aliment essentiel. Les difficultés techniques expliquent cette politique, mais aussi le désir de ménager le paysan, la petite bourgeoisie de l'artisanat et de la boutique, en même temps que les acheteurs aisés. Ainsi, le 2 brumaire (23 octobre), la Convention décida que la vente du bétail restait libre, et la commission des subsistances n'obtint jamais qu'elle revînt sur cette concession qui tournait en duperie la taxation de la viande. Le Comité, de son côté, interdit à Paris les visites domiciliaires à la recherche des approvisionnements, ne prit aucune mesure contre le commerce clandestin et ne témoigna jamais de faveur aux commissaires à l'accaparement qui le pourchassaient. Le ravitaillement restant insuffisant et irrégulier, l'irritation des sans-culottes tenait le gouvernement à la merci d'une crise.

En province, se présentaient des difficultés d'un autre ordre. Aucun sans-culotte n'y contestait ni ne menaçait l'autorité de la Convention et du Comité, mais on décidait souvent sans les consulter. Une grande mission de représentants dirigeait la levée en masse ; investis d'un pouvoir discrétionnaire, ils agissaient « révolutionnairement », c'est-à-dire rapidement et par mesures d'exception, sous leur propre responsabilité, pour obliger tous les citoyens à travailler au salut commun. L'étendue même de leurs pouvoirs, la lenteur des communications, l'urgence leur conféraient l'indépendance et le Comité ne pouvait contrôler de près leur activité. A la vérité, on devait supposer que l'esprit de la Montagne les animait plus ou moins et, dans une certaine mesure, ils ressemblèrent aux intendants de Richelieu et de

Colbert, comme instruments de centralisation au milieu de circonstances extraordinaires. Ils se mirent d'accord avec les sociétés populaires pour épurer les autorités, firent arrêter les suspects, réunirent les recrues, les équipèrent et les armèrent de leur mieux, à coup de réquisitions, et nourrirent la population par le même moyen. Mais, d'une région à l'autre, la situation différait et le milieu changeait ; ils présentaient aussi une grande variété quant aux tendances, au tempérament et même à la moralité. Beaucoup s'en tinrent aux mesures indispensables de sûreté et de défense nationale ; d'autres appliquèrent énergiquement la politique sociale qui prévalait à Paris ; Fouché dans la Nièvre, Baudot et Taillefer dans le Sud-Ouest, Isoré et Chasles dans le Nord organisèrent les chômeurs en armées révolutionnaires, taxèrent les riches, créèrent des ateliers, des ouvroirs, des hospices et firent respecter le maximum ; ils ne furent pas les seuls, tant s'en faut. Les différences les plus sensibles s'aperçoivent dans l'application de la Terreur, qui ne devint vraiment sanglante que par exception. La plupart des représentants se contentèrent d'arrestations ; d'autres firent plus de peur que de mal, comme Dumont dans l'Oise ; ou bien encore, ils ne châtièrent, durement il est vrai, que des insurgés ou des traîtres, comme Lebon lui-même lors de sa première mission. Les fédéralistes, notamment, furent traités de manière opposée : certains furent guillotins, alors qu'on les admettait, ailleurs, à la réconciliation ; en Normandie, Lindet et Frémanger ne les poursuivirent pas. Mais certains représentants instituèrent, de leur propre chef, des tribunaux révolutionnaires ; dans les régions de guerre civile, quelques-uns comme Collot d'Herbois et Fouché, Barras et Fréron à Toulon, procédèrent à des exécutions en masse et, à Nantes, Carrier ordonna de mettre à mort des prisonniers, sans jugement même sommaire. En outre, l'intégrité de Barras et de Fréron en Provence, de Rovère dans le Vaucluse, de Tallien à Bordeaux fut à bon droit suspectée.

Si le régime varia ainsi, dans l'espace et le temps, avec les représentants, sa diversité ne fut guère moindre dans le ressort de chacun d'eux. Ne pouvant tout faire ni tout voir, ils s'en remirent aux Jacobins du cru et aux commissaires du 10 août, renvoyés dans leurs foyers par la Convention avec mission de coopérer à la levée en masse : ils approuvèrent leurs initiatives ou endossèrent leurs responsabilités, comme Carrier, par exemple, en ce qui concerne les noyades ; ils en remplirent les administrations, déléguèrent leurs pouvoirs à certains d'entre eux, for-

mèrent des comités de salut public — ainsi Couthon à Ambert —, des comités révolutionnaires de département ou de district que la loi ne prévoyait point. Livrés à eux-mêmes, les sans-culottes appliquèrent avec énergie les mesures révolutionnaires, mais en prirent à leur aise avec les décrets, et plus d'une fois les devancèrent et les outre-passèrent. Or, comme les représentants, ils différaient les uns des autres et, installés dans les villes, ils ne pouvaient que surveiller de loin les bourgs et villages où ils ne disposaient pas de beaucoup d'hommes sûrs et capables. Ici, on suivait docilement l'impulsion jacobine, mais sans ardeur ; on ne découvrait que peu de suspects ; ailleurs, on emprisonnait sous le moindre prétexte. Dans les villes mêmes, les deux tendances se retrouvaient fréquemment et les plus violents n'étaient pas toujours des démocrates de la veille, mais assez souvent des sans-culottes de fraîche date qui voulaient faire oublier leur feuillantisme, échapper aux taxes révolutionnaires ou jouir du pouvoir. Les modérés et les exagérés, les *citra* et les *ultra* se partageaient les différents corps administratifs. Alors, comités de surveillance, municipalités, districts entraient en lutte ; on se disputait la société populaire ; on circonvenait le représentant pour obtenir une épuration et faire arrêter l'adversaire. Les meilleurs patriotes ne se sentaient pas à l'abri de mésaventures périlleuses. Souvent aussi, il y eut conflit entre le représentant et le parti dominant : Saint-Just et Lebas proscrivirent Euloge Schneider et les extrémistes alsaciens, Hentz et Guiot ceux du Nord. L'opposition des tendances ne fut pas toujours seule en cause ; quand Barras et Fréron prononcèrent la dissolution de la « convention des sociétés populaires du Midi », quand Tallien et Fouché se brouillèrent avec les terroristes locaux, il semble que les rivalités d'autorité et les jalousies personnelles y furent pour beaucoup. Les Jacobins de province, à Lyon notamment, voulaient rester maîtres chez eux et ne voyaient pas de bon œil l'intrusion des Parisiens. Il ne faut pas oublier non plus que, dans certaines régions, différentes missions eurent à collaborer ; plus d'une fois, elles se querellèrent : Lebas et Saint-Just avec Baudot et Lacoste ; Hentz et Guiot, dans le Nord, avec Chasles et Isoré. Ajoutons enfin que des représentants, se succédant au même endroit, manifestèrent des orientations différentes, chacun modifiant plus ou moins l'œuvre de son prédécesseur, disgraciant ou punissant les uns, libérant ou favorisant les autres.

Dans la carence du gouvernement, ce furent les initiatives des Jacobins et des représentants qui sauvèrent la République

dans l'été de 1793 : ils ont rétabli l'unité nationale, recruté et pourvu les armées, nourri la population. Néanmoins, il y avait surcroît d'autorités et manque de coordination et de discipline ; les arrestations et les taxes excitaient la colère ; les armées révolutionnaires pouvaient se retourner contre la Convention ; les conflits locaux risquaient de désorganiser l'administration ou, tout au moins, de diminuer l'efficacité de l'effort révolutionnaire. L'action populaire spontanée avait été salutaire ; mais, comme Levasseur l'a noté, l'« anarchie » devait prendre fin. Le Comité jugeait nécessaire d'organiser le régime et de renforcer la centralisation. La question était de savoir s'il n'allait pas ainsi briser l'élan révolutionnaire, entraver l'esprit d'initiative, énerver la répression. Toutefois, en admettant qu'il eût pu hésiter au point de vue politique, la situation économique ne lui laissait pas le choix.

Le décret du 29 septembre chargeait les administrations de district de taxer les denrées, et les municipalités de fixer les salaires en augmentant le prix de 1790 d'un tiers pour les premières et de moitié pour les seconds. On constata immédiatement les inégalités les plus choquantes entre les tarifs : il semble que les districts estimèrent en général au plus haut les articles produits dans le pays et inversement. En outre, le décret restait muet sur le prix des transports et le taux du bénéfice commercial ; la taxe s'entendait-elle chez le producteur, le grossiste ou le détaillant ? La circulation et la fabrication se ralentirent ou s'arrêtèrent. Pour les grains et fourrages, le décret du 11 septembre fixait, au contraire, un maximum national, sans omettre le transport ; mais la récolte, qui avait été bonne, se trouvait en partie détruite par la guerre ou absorbée par l'armée ; le départ des recrues retardait le battage ; aussi les districts prenaient-ils soin de ne requérir pour les marchés que l'indispensable et ne l'obtenaient-ils qu'avec peine ; naturellement, ils n'autorisaient qu'avec difficulté les achats au profit de leurs voisins ; certaines régions, en particulier le Midi, semblaient condamnées à la famine, d'autant que toute importation de l'étranger s'annonçait à peu près impossible. Pourtant, il fallait vivre, et le commerce extérieur se ranima spontanément : à Bordeaux, en octobre, à Marseille, en décembre, les représentants, d'accord avec les négociants, créèrent des comités chargés d'acheter des grains au dehors par l'entremise des neutres et, comme ceux-ci refusaient l'assignat, ils permirent la sortie de certaines marchandises, réquisitionnèrent les effets sur l'étranger, battirent monnaie avec les métaux précieux

enlevés aux églises, ou même prescrivirent l'échange obligatoire du numéraire contre le papier-monnaie, dans l'espoir du reste que le cours de ce dernier s'en trouverait redressé.

Impossible de renoncer à la réglementation : c'eût été rompre avec les sans-culottes et faire le jeu des extrémistes ; entreprenant d'énormes fabrications de guerre et obligé d'alimenter les armées, le Comité ne pouvait renoncer à la réquisition ; sans la taxation, l'assignat s'effondrerait, alors qu'au contraire, le maximum le faisait remonter, en décembre, à 50 %. Restait donc à organiser le gouvernement économique en unifiant le maximum des denrées et en répartissant équitablement les ressources entre toutes les régions de la République, au moyen de réquisitions décidées par le pouvoir central. Le commerce extérieur aussi devait être nationalisé ; car, dès le premier moment, le Comité décida d'importer, de toutes mains, matières premières et subsistances, et réprima, par suite, les initiatives locales qui risquaient d'épuiser les moyens d'échange au profit particulier de certains départements. Les besoins économiques, plus encore que les nécessités politiques, poussaient le Comité à s'attribuer, sur toute la vie de la nation, une autorité absolue et telle qu'on n'en avait jamais vu.

D'octobre à décembre, il se constitua donc peu à peu une doctrine, un plan d'action, des organes d'exécution. Billaud, dans son rapport du 28 brumaire (18 novembre), définit, après Saint-Just, les principes et le but du gouvernement révolutionnaire ; ses traits essentiels furent fixés par le grand décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793) : toute initiative étrangère ou contraire à la loi est condamnée ; tout concert entre administrations ou sociétés populaires défendu ; toute délégation de pouvoir interdite, même aux représentants ; les armées révolutionnaires de province seront licenciées, les taxes révolutionnaires supprimées. Dès le 22 octobre, avait été créée la commission des subsistances qui prit en mains le gouvernement économique ; le 18 novembre, on lui attribua le monopole des importations et, le 10 décembre, la mission d'autoriser les exportations ; à partir du 24 pluviôse (12 février 1794), elle gardera seule le droit de réquisition, hormis l'approvisionnement local des marchés. Le 10 brumaire (1^{er} novembre 1793), un décret l'avait chargée d'établir un tarif national des marchandises sur le lieu de production et elle ouvrit, à cet effet, une enquête gigantesque. La Convention refusa de retirer le numéraire de la circulation ; mais, le 5 nivôse (25 décembre), Cambon soumit les banquiers à la réquisition du

change. A la fin de l'année, le gouvernement révolutionnaire prenait forme.

Toutefois, l'existence du Comité de salut public, sa clef de voûte, ne se soutenait qu'au prix d'efforts incessants ; la désintégration du parti montagnard, visible dès septembre, s'aggravait de jour en jour, et chacune des deux « factions » prétendait se le subordonner en attendant de prendre sa place.

IV. — LA DÉCHRISTIANISATION¹.

En novembre, la déchristianisation violente provoqua une perturbation inattendue et inaugura la crise finale : au cours de celle-ci, qui ne se termina qu'avec l'hiver, l'attitude du Comité oscilla plusieurs fois.

Le mouvement avait des causes profondes. A part un certain nombre de « curés rouges », les conséquences religieuses de la journée du 10 août alarmèrent les prêtres constitutionnels ; n'approuvant ni la mort du roi, ni la chute des Girondins, ils devinrent suspects et, le 25 octobre, en codifiant les peines portées contre les réfractaires, la Convention ordonna aussi la déportation de tel des constitutionnels qui serait dénoncé par six citoyens. D'un autre côté, un nombre croissant de républicains jugeaient inutile de poursuivre l'expérience tentée par la Constituante : dès novembre 1792, Cambon proposa, en vain d'ailleurs, de ne plus salarier le clergé. Et, comme on hésitait à croire que l'État pût se passer d'une Église, comme les cérémonies religieuses eussent manqué à la plupart des sans-culottes eux-mêmes, on dressait peu à peu en face du culte traditionnel ce

1. OUVRAGES A CONSULTER. — L. MADELIN, *Fouché*, cité, p. 284, t. I, ch. IV ; E. CAMPAGNAC, Les débuts de la déchristianisation dans le Cher, dans *Annales révolutionnaires*, t. IV, ann. 1911, p. 626-657 ; t. V, ann. 1912, p. 41-49, 206-211, 359-373, 511-520 ; M. DOMMANGET, *La déchristianisation à Beauvais et dans l'Oise* (Paris, 1918, in-8°) ; A. AULARD, *Le culte de la Raison et de l'Être suprême* (Paris, 1892, in-8°), et *Histoire politique de la Révolution*, citée p. 113, II^e partie, ch. IX ; A. MATHIEZ, *La Révolution et l'Église* (Paris, 1901, in-8°), ch. III : Robespierre et la déchristianisation ; du même, *Origines des cultes révolutionnaires* (Paris, 1904, in-8°). Sur le culte des « martyrs de la liberté », A. SOBOUL, *Les sans-culottes parisiens en l'an II* (cité p. 340), I^{re} partie, chap. V ; du même, *Sentiment religieux et cultes populaires sous la Révolution : saintes patriotes et martyrs de la liberté*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1957, p. 193-213. Les histoires générales et régionales de l'Église catholique traitent naturellement de la question (voir p. 186) ; les recherches locales sont, ici encore, d'importance particulière ; par exemple, du chanoine J. GALLERAND, *Les cultes sous la Terreur en Loir-et-Cher* (Blois, 1929, in-8°) ; R. C. COBB, *Les débuts de la déchristianisation à Dieppe* (Note sur les origines du mouvement déchristianisateur en province), dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1956, p. 191-209.

culte révolutionnaire, en gestation depuis 1789, que jusqu'alors on lui associait. La fête du 10 août 1793 fut, pour la première fois, purement laïque ; la nouvelle religion se dotait de symboles et d'une sorte de liturgie, honorait la « sainte Montagne » et vénérât ses martyrs, Lepeletier, Marat, Chalier. Le 3 brumaire (24 octobre), après les rapports de Romme et de Fabre, la Convention adopta le calendrier républicain : elle essaya de déchristianiser la vie quotidienne en substituant, comme ère, à la naissance de Jésus la date du 22 septembre 1792, premier jour de la République ; en remplaçant la mention des cérémonies religieuses et des saints par des dénominations empruntées à l'outillage et aux productions familières des Français ; et surtout en éliminant le dimanche au profit du « décadi ». Le 15 brumaire (5 novembre), un rapport de Marie-Joseph Chénier sur les fêtes civiques préluda à l'organisation officielle du culte national. Jusqu'alors, celui des catholiques n'avait encore subi aucune restriction légale.

Néanmoins, des Montagnards ne le toléraient qu'avec impatience. Le 22 septembre, à Nevers, d'accord avec Chaumette, venu respirer « l'air natal », Fouché célébra une fête en l'honneur de Brutus dans la cathédrale même ; le 10 octobre, il interdit toute cérémonie religieuse hors des églises et laïcisa les convois funèbres ainsi que les cimetières. De retour à Paris, Chaumette recommanda pareilles mesures à la Commune. D'autres représentants adoptèrent des dispositions semblables, et pareillement les armées révolutionnaires. Quelques prêtres se démirent de leurs fonctions et le district de Corbeil déclara que la plupart de ses administrés ne voulaient plus de culte catholique ; le 16 brumaire (6 novembre), la Convention accorda qu'une commune était en droit d'y renoncer. Alors, certains extrémistes brusquent les événements ; dans la nuit du 16 au 17, ils forcent Gobel, évêque de Paris, à abdiquer ; le 17, il vient, avec ses vicaires, se démettre solennellement à la Convention. Une « fête de la Liberté » était prévue pour le 20 brumaire (10 novembre) : afin de célébrer la victoire de la philosophie sur le fanatisme, la Commune s'empare de Notre-Dame ; une montagne s'édifie dans le chœur ; une actrice personnifie la Liberté ; la Convention, mise au courant, se rend à la cathédrale, baptisée « temple de la Raison », et assiste à une nouvelle célébration de la fête civique. Des sections imitent cet exemple ; le 30 (20 novembre), les citoyens de la section de l'Unité, ci-devant des Quatre-Nations, revêtus d'ornements sacerdotaux, défilent, chantant et dansant,

devant la Convention. Puis, le 3 frimaire (23 novembre), la Commune ferme les églises.

La majorité de la Convention, en adoptant le calendrier républicain, avait montré son hostilité au christianisme. Mais les mascarades lui déplaisaient et l'abolition du culte lui paraissait une faute politique : la République comptait bien assez d'ennemis pour qu'on évitât de rejeter dans l'opposition tous ceux qui voulaient aller à la messe. L'assemblée refusa de supprimer le traitement des prêtres. Le Comité de salut public en jugeait de même. Il est d'ailleurs probable que des conservateurs, comme Carnot, estimaient, comme Voltaire et plus tard Bonaparte, qu'il fallait une religion pour le peuple afin de prévenir une subversion sociale. Aux yeux de Robespierre, la question était plus haute : derrière la déchristianisation, il soupçonnait l'athéisme — doctrine de riches, étrangère au peuple — qu'il ne séparait pas de l'immoralité publique et privée ; aux Jacobins, il avait fait briser le buste d'Helvétius.

Mais, pour le Comité de salut public, un souci plus pressant intervenait : la déchristianisation ne cachait-elle pas une manœuvre politique ? Qu'elle répondit au sentiment des sans-culottes des « journées », point de doute ; preuve en est que, désormais, l'hostilité pour le clergé subsistera dans les classes populaires où, jusqu'alors, le voltairianisme des hautes classes sociales ne comptait guère d'adeptes. La crise aggravait donc l'agitation qui, dans les sections et les clubs, menaçait le Comité. Il y avait pire : vers le 12 octobre, Fabre d'Églantine, brouillé avec les extrémistes, les avait dénoncés comme complices d'une « conspiration de l'étranger », pour le compte de Pitt et du baron de Batz, et le Comité surveillait de près les réfugiés, notamment Proli, riche Brabançon qu'on croyait bâtard de Kaunitz ; déjà, Guzman avait été emprisonné. Or, parmi ceux qui venaient de provoquer l'abdication de Gobel, figuraient le baron allemand Cloots et le Portugais Pereira. D'un autre côté, parmi les députés favorables aux déchristianisateurs, on en apercevait qui, suspects d'agiotage, comme Chabot, ou de modérantisme, comme Thuriot, ami de Danton, menaient au même moment l'assaut contre le Comité dans la Convention. L'exécution des Girondins laissait aux représentants une sourde inquiétude : permettraient-ils à l'avenir que le Comité fit arrêter l'un d'eux pour exiger ensuite que l'assemblée le mit en accusation sans l'entendre et sans prendre connaissance du dossier ? A décimer les conventionnels, ne les maîtriserait-il point par la terreur, de telle sorte qu'il se soustrairait à leur contrôle ? Le 19 brumaire (9 novembre),

on dut lui abandonner Osselin pour avoir soustrait à l'arrestation une ci-devant, devenue sa maîtresse. Le lendemain, revenant sur son adhésion, la Convention décida que, désormais, elle entendrait les députés accusés et, le 22, Barère n'emporta pas sans peine la révocation de ce décret. Là-dessus, Chabot, violemment critiqué depuis son récent mariage avec la sœur des Frei, juifs autrichiens très suspects, voulut se couvrir et, le 24 (14 novembre), fit au Comité des révélations que Basire confirma et qui justifiaient les accusations de Fabre : il raconta que Delaunay et Julien de Toulouse, d'accord avec Batz, lui avaient offert un pot-de-vin pour déterminer Fabre lui-même à signer la rédaction falsifiée du décret qui réglait la liquidation de la Compagnie des Indes. Les Comités de salut public et de sûreté générale décidèrent d'arrêter les accusateurs et les accusés. Aussitôt, Danton, qui, remarié l'été précédent, séjournait à Arcis depuis octobre, rentra précipitamment le 30 (20 novembre), apparemment pour venir au secours de Basire et de Fabre, ses intimes. Le Comité commença de soupçonner que la « conspiration de l'étranger » s'attachait les deux « factions » : les hébertistes, d'une part, avec lesquels Chabot liait parti, les concussionnaires, de l'autre, dont le même Chabot était complice et qui, associés au baron de Batz et amis de Danton, apportaient le concours des conventionnels hostiles aux « hommes de sang ».

Il faut croire que la coalition parut redoutable, car Robespierre fit barre à droite pour combattre la déchristianisation de concert avec Danton. Fabre expliqua qu'il avait signé le faux décret préparé par Delaunay sans le lire et, loin de l'inquiéter, on l'associa à l'enquête ; les concussionnaires ne furent pas jugés. Robespierre entraîna les Jacobins contre les déchristianisateurs et Danton conjura la Convention de « poser la barrière ». Le 16 frimaire (6 décembre), un décret affirma que la liberté des cultes subsistait ; le 29, une loi sur l'enseignement le déclara également libre, sans exclusion des prêtres ; le 4 nivôse (24 décembre), une circulaire du Comité remontra les dangers de la violence.

En réalité, le succès du Comité fut tout à fait relatif. Le 18 frimaire (8 décembre), la Convention stipula que les arrêtés des représentants qui avaient fermé des églises resteraient en vigueur ; la Commune admit que les constitutionnels pussent célébrer leur culte à titre privé, mais les églises de Paris restèrent closes. Des représentants se conformèrent aux intentions du Comité ; mais la plupart estimèrent que les mesures de sûreté ne se confondaient pas avec la violence ; l'influence des prêtres

constitutionnels ne leur paraissant pas favorable, ils brimèrent ou emprisonnèrent ceux qui refusaient d'abdiquer. Le 6 germinal (26 mars), la Convention elle-même suspendit le paiement des pensions ecclésiastiques et plus d'un district n'acquitta plus les traitements. Néanmoins, la déchristianisation suivit cette marche inégale qu'on a déjà signalée ; elle dépendit beaucoup des autorités locales ; ici, l'on se hâtait de fermer l'église, ce qui n'empêchait pas du reste d'arrêter ceux qui, précédemment, n'assistaient pas à la messe du constitutionnel ; ailleurs, on ne suspendit le culte que tardivement et à regret. En quelques contrées, les troubles qui en résultaient rappelaient à la prudence. En thermidor, il restait encore des églises ouvertes, mais elles devenaient de plus en plus rares. L'esprit hébertiste l'emporta donc en fin de compte — et de cette obstination, la dictature montagnarde ne tira point profit, car la déchristianisation ne pouvait que semer la division au sein des classes populaires.

La victoire du Comité était surtout politique : il avait brisé la manœuvre qu'il soupçonnait destinée à le déborder pour l'abattre. Victoire à la Pyrrhus, car les modérantistes, aidant Robespierre à combattre les sans-culottes, espéraient le gagner à leurs vues pour désarticuler le Comité. La situation militaire leur servit d'argument. La nécessité de vaincre justifiait le gouvernement révolutionnaire ; or, les victoires se succédant, ne perdait-il pas sa raison d'être ? Pour le Comité, ce fut un autre danger.

V. — LES PREMIÈRES VICTOIRES DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE (SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 1793)¹.

Au cours de l'été, la réquisition des 300.000 hommes avait fini par s'exécuter ; vers juillet, les effectifs atteignaient 650.000 hommes. C'est avec ces troupes que le Comité de salut public acheva la campagne de 1793 ; on laissa longtemps dans les garnisons les

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter aux ouvrages relatifs aux opérations militaires cités p. 249, notamment à ceux d'A. CHUQUET, *Les guerres de la Révolution*, t. VII, Mayence (1891) ; t. VIII, Wissembourg (1893) ; t. IX, Hoche et la lutte pour l'Alsace (1893) ; t. X, Valenciennes (1894) ; t. XI, Hondschoote (1895). Ajouter : V. DUPUIS, *La campagne de 1793 à l'armée du Nord et des Ardennes ; de Valenciennes à Hondschoote* (Paris, 1906-1909, 2 vol. in-8° ; publication de la « Section historique de l'état-major ») ; J. COLIN, *La campagne de 1793 en Alsace et dans le Palatinat* (Paris, 1902, in-8°) ; J. FERVÉL, *Campagne de la Révolution française dans les Pyrénées orientales* (Paris, 1851-1853, 2 vol. in-8° ; 2^e éd., 1861) ; E. DUCÉRÉ, *L'armée des Pyrénées occidentales* (Bayonne, 1882, in-8°) ; L. KREBS et H. MORRIS, *Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution* (Paris, 1891-1895, 2 vol. in-8°). Voir aussi M. REINHARD, *Le grand Carnot*, t. II : *L'organisateur de la victoire*, cité p. 284.

hommes de la levée en masse qu'on ne pouvait armer. Malgré tout, les difficultés furent énormes. Les fabrications de guerre, mises en train en septembre, ne donnèrent de résultats importants qu'à la fin de l'année. Le commandement était en pleine crise d'épuration ; une génération nouvelle, issue des divers éléments du Tiers État et aussi de la noblesse pauvre, se poussait au premier rang : des chefs incomparables se révélèrent, mais nombre d'incapables se firent battre. Tout en préparant les victoires futures, le Comité dut pourtant en improviser d'immédiates pour arrêter l'invasion et terminer la guerre civile ; quelle que fût son énergie, il lui fallait du temps et de la chance. L'insurrection de la Pologne, les divisions des coalisés, la médiocrité de leurs généraux les lui procurèrent.

En août, l'armée alliée se disloqua et la guerre de sièges l'immobilisa. Le duc d'York tenait avant tout à prendre Dunkerque qui, depuis Louis XIV, était en exécration, à cause de la course, aux armateurs britanniques. Cobourg s'en prit à la petite place du Quesnoy. Carnot, officier du génie, attribuait aussi aux forteresses une importance essentielle et, s'il sut tirer parti, en les concentrant, des masses que la Révolution mobilisait, il ne songea pas à livrer à Cobourg une bataille décisive qui ouvrirait la Belgique : il renforça l'armée de Houchard et l'envoya au secours de Dunkerque dont la situation paraissait alarmante. Houchard refoula Freytag qui couvrait le siège et le battit à Hondschoote, le 8 septembre ; au lieu de couper la retraite aux Anglo-Hanovriens, il les laissa échapper ; peu après, il se fit battre à Menin par les Hollandais : on le guillotina. Cependant, Le Quesnoy pris, Cobourg s'attaquait à Maubeuge et s'établit au sud de la Sambre, pour arrêter l'armée de secours. Comme Brunswick ne se montrait pas bien entreprenant, Carnot attira au nord une partie de l'armée de la Moselle. Une formation de manœuvre fut groupée vers Guise, sous le commandement de Jourdan, et Carnot lui-même la rejoignit le 8 octobre. Le 15, les « carmagnoles » assaillirent de front les troupes de Cobourg qui les repoussèrent ; mais, le 16, ils tournèrent leur gauche à Wattignies, et Maubeuge fut délivrée ; la garnison n'avait pas bougé : son chef, le général Chancel, fut également guillotiné. Sur ces entrefaites, les Autrichiens qui, depuis juillet, bataillaient contre l'armée du Rhin, au nord de la Lauter, prirent l'offensive ; le 13 octobre, Wurmser enleva les retranchements dénommés « lignes de Wissembourg » et, bloquant Landau, envahit l'Alsace ; les Français furent rejetés soit dans les Vosges, soit sous le canon

de Strasbourg. Heureusement pour eux, Brunswick, moins agressif, ne chercha pas à enlever à l'armée de la Moselle la ligne de la Sarre. Saint-Just et Lebas accourus à Strasbourg, Baudot et Lacoste en Lorraine eurent le temps de préparer la riposte et, la campagne étant terminée au nord, Carnot reporta des forces dans l'est. Pichegru reçut alors le commandement de l'armée du Rhin et prit l'offensive, le 18 novembre, sans grand succès. A l'armée de la Moselle, on envoya Hoche qui s'était distingué à Dunkerque ; du 28 au 30, il attaqua Brunswick à Kaiserslautern ; les Prussiens le repoussèrent, mais ne le suivirent que de loin. Hoche alors franchit les Vosges et, par Frœschwiller et Wœrth, déboucha derrière Wurmser qui battit en retraite. Rejoint par Pichegru et imposé comme général en chef par Baudot et Lacoste, Hoche reprit les lignes de Wissembourg, débloqua Landau le 29 décembre et occupa Spire. L'invasion se trouvait partout refoulée ou arrêtée. Les Espagnols rétrogradèrent au sud de Bayonne et, dans les Pyrénées-Orientales, se retirèrent derrière le Tech. Kellermann avait délivré la Savoie en octobre.

Les insurrections royalistes furent réduites simultanément, mais exigèrent presque autant d'efforts que les frontières. Dubois-Crancé annonçait en août la prompte capitulation de Lyon ; en fait, le bombardement même ne vint pas à bout de la résistance ; d'ailleurs, le blocus de la ville ne se trouva fermé vers l'ouest que le 17 septembre, après l'arrivée de l'armée levée en Auvergne par Couthon ; l'assaut décisif du 29 livra notamment Fourvière aux républicains, qui entrèrent dans Lyon le 8 octobre. Le Comité s'irrita violemment de ce long délai qui compromettait les armées des Alpes et avait empêché Carteaux de sauver Toulon ; pour comble, Précý s'échappa ; sa troupe, à la vérité, fut taillée en pièces, mais, au premier moment, on redouta qu'il ne gagnât la Provence : le Comité rappela Dubois-Crancé. La Convention décréta que Lyon s'appellerait « Ville Affranchie » et qu'on y démolirait les maisons des riches ; Robespierre prescrivit d'organiser la répression. Couthon n'y pourvut pas sans modération ; mais, en novembre, Collot et Fouché le remplacèrent et, dès lors, les exécutions se multiplièrent ; les commissions révolutionnaires prononcèrent, jusqu'en mars, 1.667 condamnations capitales. Après la chute de Lyon, on put pousser le siège de Toulon ; l'attaque finale, préparée par Dugommier, qu'assistait le capitaine d'artillerie Bonaparte, commença le 15 décembre ; le 19, la ville tomba aux mains des républicains ; Barras et Fréron firent fusiller plusieurs centaines de rebelles.

La première guerre de Vendée finit en même temps, après des péripéties plus nombreuses. L'arrivée de la garnison de Mayence permit de porter un coup fatal à l'armée catholique-royale. Encore dut-on s'y reprendre à deux fois, l'entente demeurant difficile entre les représentants et les généraux qui menaient l'attaque concentrique. Ronsin et Santerre furent battus à Coron, et Kléber à Torfou (18 et 19 septembre). Enfin, le 17 octobre, les armées bleues se rejoignirent à Cholet et écrasèrent les blancs qui perdirent presque tous leurs chefs. Mais La Rochejaquelein et Stofflet passèrent la Loire avec 20 à 30.000 hommes, que rejoignirent dans le Maine les bandes de Jean Chouan. Ils ne furent rejoints qu'au sud de Laval, à Entrammes, le 25 octobre, par les républicains auxquels ils infligèrent une telle défaite qu'ils purent ensuite gagner tranquillement Granville, défendue par le conventionnel Le Carpentier (13 et 14 novembre). Repoussés, ils revinrent vers le sud et culbutèrent successivement les colonnes dispersées qui tentaient de les arrêter. Ils finirent par atteindre Angers et, de nouveau, échouèrent (3 et 4 décembre). A la place des généraux sans-culottes, Marceau maintenant commandait ; il accourait avec l'armée réformée. Les Vendéens prirent la route du Mans, où une terrible bataille de rues les acheva ; les débris se traînèrent jusqu'à Savenay, où on les anéantit, le 23. Toutefois, La Rochejaquelein et Stofflet repassèrent la Loire, et Charette n'avait pas quitté le Marais : il surprit même Noirmoutier, que Haxo reprit le 3 janvier 1794. La guérilla se prolongea donc et Turreau, qui prit le commandement, lança à travers la Vendée les « colonnes infernales » pour mettre à exécution le plan de dévastation décrété le 1^{er} août.

Les commissions militaires condamnèrent un grand nombre de « brigands » ; à Angers, une « commission de recensement » en fit mettre à mort plus de 2.000 autres sans jugement. Le représentant Francastel, moins connu que Carrier, se montra pareillement implacable. Les exécutions sommaires les plus célèbres avaient commencé à Nantes avant la déroute finale. Les commissions militaires ne suffisant pas à la besogne, on y faisait refluer les prisonniers ; les tribunaux nantais se virent également débordés ; les prisons devinrent des foyers d'infection et on ne savait comment nourrir les détenus ; on s'en débarrassa, sans formalités, en les noyant dans la Loire. La première noyade a pu être l'œuvre de terroristes locaux ; mais Carrier les laissa continuer ; le nombre des noyades et celui des morts, réfractaires,

suspects, « brigands », accusés de droit commun, demeure contesté et la légende a encore accru l'horreur de ces hécatombes nocturnes ; mais, au cours de décembre et de janvier, il périt au moins 2 à 3.000 personnes.

La Vendée n'était pas complètement domptée et on ne pouvait douter que les coalisés, au printemps, feraient un nouvel effort. Cependant, le péril immédiat se dissipait. Convenait-il donc de tendre encore les ressorts du gouvernement ? Oui, répondait le Comité, alléguant que la victoire décisive serait chèrement disputée : l'événement prouvera qu'il avait raison. Ne pouvait-on du moins atténuer la répression ? Beaucoup de conventionnels le pensaient et il se trouva des Montagnards pour le dire ; sur quoi, les sans-culottes crièrent à la trahison. De nouveau, le Comité se vit entre deux feux.

VI. — LE TRIOMPHE DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC (DÉCEMBRE 1793-MAI 1794)¹.

Le désaveu de la déchristianisation sema le désarroi parmi les extrémistes ; accusant Chaumette de défection, les Cordeliers l'exclurent. Les amis de Danton poussèrent contre eux l'attaque, avec l'approbation tacite de Robespierre. Camille Desmoulins fonda un nouveau journal, *Le vieux Cordelier*, dont les premiers numéros obtinrent un succès étourdissant ; Fabre, Bourdon, Philippeaux s'acharnaient contre Ronsin et Vincent et, le 27 frimaire (16 décembre), les firent décréter d'arrestation.

Simultanément, une manœuvre modérantiste se dessina : le troisième numéro du *Vieux Cordelier* s'en prit, le 25 frimaire (15 décembre), à la loi des suspects ; le 30, nombre de femmes vinrent supplier la Convention de délivrer les détenus injustement accusés et Robespierre lui-même fit nommer un comité chargé de reviser les arrestations. Le 2 nivôse (22 décembre), un négociant, condamné pour accaparement, fut mis en liberté par la Convention qui suspendit, peu après, le décret du 26 juillet.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 364 ; A. MATHIEZ, *La vie chère*, citée p. 251 ; *L'affaire de la Compagnie des Indes*, citée p. 365 ; *Robespierre terroriste* (Paris, 1921, in-16), qui contient le texte critique des notes de Robespierre contre les dantonistes et une étude sur le procès du groupe cordelier ; l'édition du *Vieux Cordelier* par H. CALVET, d'après les notes d'A. MATHIEZ (Paris, 1936, in-8° ; coll. « Les classiques de la Révolution ») ; P. CARON, *Paris pendant la Terreur*, cité p. 365 ; M. EUDE, *La Commune robespierriste*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1933, p. 412-425 ; 1934, p. 323-347, 528-556 ; 1935, p. 132-161, 495-518 ; 1936, p. 289-316 ; A. SOBOUL, *Les sans-culottes parisiens en l'an II*, cité p. 340.

La portée secrète de l'offensive se dévoila par des attaques contre le ministre Bouchotte et contre Héron, l'un des agents du gouvernement. Dès le 22 frimaire (12 décembre), Bourdon proposait même d'épurer le Comité de salut public, et Merlin de Thionville de le renouveler tous les mois par tiers. Robespierre semblait s'être compromis avec les « Indulgents » et avoir abandonné l'attitude arbitrale et dominante qui assurait l'unité du Comité ; ce même 22 frimaire, il fit chasser Cloots des Jacobins. Certainement, Billaud et Collot ne le suivraient pas ; le Comité une fois divisé, on pourrait le renouveler et tout le monde pensait que Danton en redeviendrait le chef.

Celui-ci estimait sans doute, comme après Valmy, que, la patrie n'étant plus en danger, on pouvait tempérer les rigueurs : « Je demande qu'on épargne le sang des hommes », s'écriait-il le 2 décembre. Mettre fin au gouvernement révolutionnaire supposait la paix ; le bruit qu'on négociait se répandait ; à Copenhague, le ministre Bernstorff donnait à comprendre qu'il pourrait s'entremettre. Pas plus qu'Hébert, Danton n'a été chef de parti ; mais la tactique et les espérances des Indulgents concordaient avec sa politique antérieure et avec l'opportunisme conciliant qui le caractérise. Malheureusement, parmi les partisans de la « clémence », on comptait des « pourris », qui « voulaient briser les échafauds parce qu'ils avaient peur d'y monter », et, comme Danton passait pour vénal, il n'y avait qu'un pas à faire pour transformer les Indulgents en une section de la « conspiration de l'étranger », tendant au même but que les exagérés et pour le même salaire, quoique par des voies différentes.

Or, le courant tourna brusquement après que Collot d'Herbois, accouru de Lyon, eut défendu hardiment les terroristes aux Jacobins, le 1^{er} nivôse (21 décembre). Robespierre, se reprenant visiblement, dénonça de nouveau le double péril de droite et de gauche. Le 6 nivôse, Billaud, probablement d'accord avec le Comité de sûreté générale, fit supprimer le « comité de justice » ou « de clémence ». Bientôt, on incrimina *Le vieux Cordelier* aux Jacobins ; Robespierre affecta d'abord de traiter Camille en enfant terrible ; mais celui-ci, l'entendant conseiller de brûler des exemplaires de son journal, répliqua : « Brûler n'est pas répondre. » Le lendemain, 19 nivôse (8 janvier 1794), Robespierre, reprenant le thème des deux factions, signifia la rupture, ce qui ne l'empêcha pas, néanmoins, d'éviter à Camille la radiation. Mais, contre les Indulgents, le gouvernement disposait d'un moyen plus efficace : il gardait en otages les concussionnaires empiri-

sonnés, parmi lesquels il leur savait des amis ; la poursuite sortit de l'assoupissement. On s'avisa que l'excuse de Fabre, prétendant avoir signé le faux décret sans le lire, ne tenait pas debout : dans la nuit du 23 au 24 nivôse (12-13 janvier), il fut arrêté. Danton représentant, comme on l'avait fait en novembre, qu'il fallait entendre les députés accusés, Billaud le menaça clairement. En pluviôse, Mazuel, Ronsin, Vincent sortirent au contraire de prison.

Le Comité ayant repris son assiette, les deux factions se combattirent en vain durant deux mois. Desmoulins et Philippeaux continuaient leur campagne ; les hébertistes ripostaient en dénonçant les accapareurs, en réclamant la proscription des 75 protestataires contre le 2 juin, auxquels Robespierre avait épargné l'envoi au tribunal révolutionnaire, celle des signataires des pétitions de 1792 dites des 8.000 et des 20.000, et même de Louis XVII. Au Comité, Lindet exigea, au contraire, qu'on ajournât tout procès contre les fédéralistes jusqu'au dépôt de son rapport qui ne vint jamais ; on ne jugea pas non plus les 132 Nantais expédiés à Paris au fort de l'hiver. En province, la rupture du gouvernement et des hébertistes répandait la défaveur sur les sans-culottes. Fouché, flairant le vent, rompit avec ceux de Lyon, et Gouly avec ceux de Bourg. Tout compte fait, les Indulgents ne perdaient pas l'espoir ; car, si le Comité ne leur cédait pas, il réprimait du moins l'action populaire. Jacques Roux se tua dans sa prison. D'ailleurs, les représentants réputés comme terroristes, Carrier, Tallien, Javogues, Barras, Fréron furent rappelés et, en Franche-Comté, Augustin Robespierre faisait battre en retraite Bernard de Saintes.

Finalement, l'incertitude se dissipa : à la fin de l'hiver, la conjoncture économique s'aggrava et précipita le dénouement. Le pain devint rare et détestable ; la viande manquait ; les paysans, effrayés par les commissaires des sections qui saisissaient leurs denrées pour les distribuer, en apportaient de moins en moins. Les Cordeliers excitaient les sans-culottes à réclamer de grandes mesures ; des grèves éclataient dans les ateliers d'armes. Robespierre étant malade, on comptait sans doute sur Billaud, Collot et Saint-Just. De fait, le Comité se montrait conciliant. Le 13 pluviôse (1^{er} février 1794), la Convention vota 10 millions de secours ; le 3 ventôse (21 février), Barère présenta le nouveau maximum général ; le 8, Saint-Just fit décréter le séquestre des biens des suspects et leur répartition entre les indigents ; le 9, on lut le projet d'une nouvelle loi sur l'accaparement.

Les Cordeliers jugèrent que, s'ils accentuaient la pression, ils l'emporteraient définitivement : le 12 ventôse (2 mars), Ronsin parla d'insurrection et, le 14, Hébert s'attaqua nominativement à Robespierre. Le 17, Collot se rendit aux Cordeliers, de la part des Jacobins, pour provoquer une réconciliation ; mais les propos menaçants continuèrent. Il ne s'agissait probablement que d'une nouvelle manifestation comme en septembre ; la police, pourtant, comme toujours en pareil cas, soutenait que certains s'armaient et qu'une conspiration se nouait dans les prisons. On conçoit que le Comité fût inquiet ; mais quelques arrestations ne suffiraient-elles pas à le rassurer ? Toujours est-il qu'il perdit patience et, le 22 ventôse (12 mars), Robespierre étant de nouveau présent, décida d'en finir avec les hébertistes ; à Hébert, Ronsin, Vincent, Momoro, il annexa des réfugiés, Proli, Cloots, Pereira, afin de les présenter comme des complices du « complot de l'étranger » ; tous furent exécutés le 4 germinal (24 mars). Les décrets de la Convention, les accusations d'improbité portées contre Hébert, des distributions de vivres, la dispersion de l'armée révolutionnaire atteignirent leur but : les sans-culottes ne bougèrent pas.

Cinq jours avant, les « corrompus » Fabre, Chabot, Basire, Delaunay, avaient été mis en accusation. Dans la nuit du 9 au 10 germinal (29-30 mars), le Comité résolut de leur adjoindre Danton, Delacroix, Philippeaux et Camille Desmoulins. Vraisemblablement, Collot et Billaud, soutenus par le Comité de sûreté générale, représentèrent qu'il fallait, ayant frappé à gauche, intimider également les Indulgents ; Billaud, revenu de sa mission à Saint-Malo, se montra, parait-il, stupéfait de la perte des hébertistes et reprocha plus tard à Robespierre sa résistance à la nouvelle proscription. Quand Robespierre eut cédé, il n'en accepta pas moins la responsabilité, aida Saint-Just à rédiger son rapport et se chargea d'étouffer dans la Convention, consternée et frémissante, les protestations en faveur d'une « idole pourrie depuis longtemps ». On réunit aux Indulgents l'abbé d'Espagnac, spéculateur notoire ; Westermann, dont le passé, disait-on, n'était pas sans tache ; Hérault de Séchelles, membre du Comité que ses collègues tenaient à l'écart depuis qu'ils lui imputaient des révélations sur leurs délibérations ; Guzman et les frères Frei, pour rattacher les accusés à la « conspiration de l'étranger ». Un projet de complot en vue d'arracher les accusés de leur prison fut allégué, afin d'étrangler la défense de Danton comme on avait étouffé celle des Girondins. Il fut guillotiné avec les autres le 16 germinal (5 avril). La conspiration dénoncée eut pour épi-

logue, le 24 germinal (13 avril), une nouvelle « fournée » composite, où périrent Chaumette, la veuve d'Hébert et Lucile Desmoulins.

Cette crise fut décisive ; dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, la chute des hébertistes marque le commencement du reflux. Pour la première fois depuis 1789, le gouvernement avait devancé l'action populaire en supprimant ses chefs. Il compléta hardiment sa victoire : l'armée révolutionnaire est licenciée le 7 germinal (27 mars) ; par la suppression du « conseil exécutif provisoire », c'est-à-dire des ministres, le 12 germinal (1^{er} avril), les bureaux de la Guerre, déjà privés de Vincent, échappent à Bouchotte qui finit par être emprisonné lui-même, le 3 thermidor (21 juin) ; le Département, la municipalité, le conseil général de la Commune, l'administration de la police sont épurés et composés d'hommes sûrs ; le maire Pache est arrêté le 21 floréal (11 mai) ; dès le 8 germinal, la commission des subsistances a pris en mains le ravitaillement de Paris en pain et en viande ; le club des Cordeliers se réduit à l'insignifiance et les clubs des sections, sous la pression du gouvernement, prononcent l'un après l'autre leur dissolution à la fin de floréal et en prairial. En même temps, les chefs populaires, accusés d'hébertisme, se sentent désormais suspects ; à Paris, un certain nombre sont incarcérés et quelques-uns guillotins ; à Bourg, on les arrête après le départ du conventionnel Albitte, expédié en Savoie ; à Lyon, Fouché épure la société populaire et la municipalité ; dans l'Orléanais, Demaillot, agent du Comité, envoie les terroristes à Paris sous bonne garde. Ainsi désorganisés, les sans-culottes parurent désormais incapables d'intimider le Comité : l'autorité gouvernementale était rétablie.

Robespierre et ses collègues comptaient, il est vrai, rester en communion avec le peuple. Mais ils n'avaient pas mesuré l'influence morale du drame de ventôse : après les Enragés, « le Père Duchesne » et les Cordeliers avaient été les vrais chefs des sans-culottes ; les survivants reprochèrent au Comité la mort de leurs amis. Déjà hostiles à la dictature révolutionnaire du moment qu'ils ne l'exerçaient pas eux-mêmes, ils la combattirent dorénavant sans merci. Dans la foule, à voir frapper ces patriotes comme traitres, qui n'eût été découragé et désabusé ? La politique économique du Comité apparaissait maintenant à découvert et, tout entière tournée vers la guerre, n'était pas propre à satisfaire le peuple. Sa politique sociale suffirait-elle à attacher celui-ci aux Montagnards ?

Au vrai, le Comité se trouvait à la merci de la Convention.

L'ayant obligée à livrer Danton après les Girondins, il se croyait sûr de la majorité. Il se trompait : elle ne lui pardonnait pas ces sacrifices. Tant de places vides répandaient une terreur secrète qui, aisément, tournerait en rébellion, car c'était sa position de médiateur entre l'assemblée et les sans-culottes qui avait fait la force du Comité ; en rompant avec ces derniers, il libérerait l'assemblée et, pour achever de se perdre, il ne lui restait plus qu'à se diviser.

VII. — CARACTÈRES ET ORGANISATION DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE¹.

Du 16 germinal au 9 thermidor an II (5 avril-27 juillet 1794), le gouvernement révolutionnaire ne laissa pas d'évoluer encore sous l'influence des circonstances ; néanmoins, ayant abouti à la dictature incontestée du Comité de salut public, il offre désormais une certaine stabilité.

C'est un gouvernement de guerre : telle est l'idée fondamentale du Comité. La Révolution se défend à la frontière et à l'intérieur : « Les ennemis du dedans », s'écrit Robespierre, « ne sont-ils pas d'accord avec les ennemis du dehors ? » Elle lutte pour l'existence et cette « nécessité » légitime les mesures d'exception ;

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A. AULARD, *Histoire politique de la Révolution française*, citée p. 113, II^e partie, ch. V ; P. MAUTOUCHET, *Le gouvernement révolutionnaire*, cité p. 364 ; G. PARISSET, *La Révolution*, citée p. 114, p. 165-185 ; R. PALMER, cité p. 364. Pour étudier le fonctionnement du régime, il faut utiliser le *Recueil des actes du Comité de salut public avec la correspondance officielle des représentants en mission et le registre du conseil exécutif provisoire*, publié par A. AULARD (Paris, 1889-1933 ; 28 vol. in-8° parus dans la « coll. des documents inédits sur l'histoire de France »). Pour Paris, se reporter à H. CALVET, *Le comité de salut public du département de Paris*, cité p. 355 ; pour la province, à H. WALLON, *Les représentants en mission*, cité p. 364, et, de préférence aux études locales (éléments de bibliographie dans MAUTOUCHET) ou aux essais de synthèse qui n'envisagent qu'une seule institution : L. DUBREUIL, *Le district de Redon ; 1^{er} juillet 1790-18 ventôse an IV* (Rennes, 1903, in-8°) ; du même, *Le régime révolutionnaire dans le district de Dinan, 25 nivôse an II-30 floréal an III* (Paris, 1912, in-8°), publication de textes avec introduction et notes ; A. RICHARD, *Le gouvernement révolutionnaire dans les Basses-Pyrénées* (Paris, 1922, in-8°) ; H. LABROUE, *La mission du conventionnel Lakanal dans la Dordogne en l'an II* (Paris, 1915, in-8°) ; E. CAMPAGNAC, *Le comité révolutionnaire de Melun*, dans *Annales révolutionnaires*, t. I, ann. 1809, p. 467-482 ; t. II, ann. 1909, p. 38-54 et 541-566 ; R. COBB, *Un comité révolutionnaire du Forez. Le comité de surveillance de Bonnet-la-Montagne (Loire) (11 frimaire-28 fructidor an II)*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1957, p. 296-315. Pour les comités révolutionnaires, J. B. SIRICH, *The revolutionary committees in the departments of France* (Cambridge, Mass., 1943, in-8°) ; pour les clubs, C. BRINTON et L. DE CARDENAL, cités p. 156.

quand la République victorieuse aura fait la paix, le régime constitutionnel reprendra son empire.

Pour faire la guerre, il ne suffit pas de voter de grandes mesures ; il faut qu'un gouvernement les fasse exécuter et coordonne les efforts. Il n'est pas jusqu'à Bonaparte qui, le 1^{er} thermidor (19 juillet), ne signale au frère de Maximilien « la nécessité absolue, dans une immense lutte comme la nôtre, d'un gouvernement révolutionnaire et d'une autorité centrale qui ait un système stable ». Le temps presse : il faut qu'il agisse « comme la foudre », avec la rapidité et la puissance impérieuse de l'éclair. Toutes les administrations lui seront subordonnées par la centralisation ; toutes les résistances seront brisées par sa « force coactive », c'est-à-dire par la Terreur ; tout rebelle à sa loi sera déclaré « ennemi du peuple » et méritera la mort. Le gouvernement révolutionnaire est, en son essence, une restauration de l'autorité.

Mais ses agents n'en doivent faire usage que pour le salut de la nation : leur « vertu » est la sauvegarde des patriotes. Après la trahison, prévariquer est le pire des crimes. « L'âme de la République », a écrit Robespierre dès 1792, « c'est l'amour de la patrie, le dévouement magnanime qui confond tous les intérêts privés dans l'intérêt général. » Comment concilier ces sentiments avec l'immoralité privée ? Celle-ci est donc suspecte ; « les ennemis de la République, ce sont les lâches égoïstes, ce sont les ambitieux et les corrompus ». Montesquieu et Rousseau l'avaient déjà dit.

Quoique provisoire et obligé de s'adapter avec souplesse aux circonstances, le gouvernement révolutionnaire a besoin d'une armature organique. Sa charte est la loi du 14 frimaire an II (4 décembre 1793), maintes fois commentée : par Billaud, dès le 18 novembre, puis le 1^{er} floréal (20 avril 1794) ; par Robespierre, le 5 nivôse (25 décembre 1793) et le 17 pluviôse (5 février 1794) ; par Saint-Just, Barère, Carnot, Couthon ; par les circulaires du Comité ; par les proclamations des représentants en mission. En principe, il reste démocratique, car c'est la Convention qui possède l'autorité suprême et ce sont ses Comités qui gouvernent sous son contrôle ; de même, les patriotes peuvent parler dans les sociétés populaires, et leurs journaux ne sont pas soumis à la censure. Mais le pouvoir exécutif est l'organe essentiel du régime ; rien ne doit contrarier son action ou porter atteinte à son prestige. Aussi, après germinal, les séances de la Convention deviennent-elles mornes ; les Comités travaillent dans le silence ; les clubs disparaissent à l'exception de celui des Jacobins, où la

plupart des assidus sont des fonctionnaires terroristes ; en province, les comités révolutionnaires et les sociétés populaires aident et conseillent les autorités, mais la critique devient suspecte ; la presse indépendante a disparu. Les Comités de la Convention sont nombreux : 21 en l'an II ; mais deux ont la haute main : le Comité de salut public et celui de sûreté générale. Le premier, réduit à 11 membres depuis la mort d'Hérault, est réélu de mois en mois sans modification. Il est « au centre de l'exécution », ordonne des arrestations, dirige la diplomatie, conduit la guerre par son bureau topographique, les armements par sa commission des armes et poudres, la vie économique par sa commission des subsistances qui cède la place le 11 floréal (30 avril) à celle de « commerce et approvisionnements » ; il commande aux 12 commissions exécutives qui, depuis le 12 germinal, remplacent les ministres ; son secrétariat s'est graduellement subdivisé en un monde de bureaux et d'agences. Investi du pouvoir réglementaire, il prend des arrêtés pour l'exécution des lois et, de ce chef, n'hésite pas à enfreindre celles-ci ou à légiférer lui-même. Le Comité de sûreté générale applique la loi des suspects, dirige la police et la justice révolutionnaire : en principe, c'est le ministère de la Terreur ; longtemps moins stable que le Comité de salut public, il l'est maintenant tout autant.

En province, l'organisation est simplifiée. L'administration du département, suspecte de fédéralisme, réduite à son directoire, perd la plupart de ses attributions. Les rouages principaux sont le district et la municipalité : ils correspondent directement avec le pouvoir central ; les comités révolutionnaires subsistent ; toutefois, la majorité des villages n'en possèdent pas. Auprès de chaque administration siège un agent national, substitué au procureur : il est élu par elle, mais responsable de l'exécution des décisions du gouvernement auquel l'agent national de district envoie un « compte rendu décadaire ». Au surplus, le rôle de l'élection est purement théorique ; en fait, l'épuration remet au pouvoir central et aux représentants en mission le choix de tous les fonctionnaires ; Saint-Just a rêvé d'un magistrat unique qui, dans chaque circonscription, aurait gouverné au nom de l'Etat. Entre les administrations locales et les Comités s'interposent les représentants. Une dernière grande mission est intervenue à la fin de décembre 1793 pour appliquer la loi du 14 frimaire ; mais cette loi limitait implicitement l'initiative des représentants : plus de délégation de pouvoirs, plus d'armées ni de taxes révolutionnaires ; le 19 floréal (8 mai), leurs tribunaux révolutionnaires sont

supprimés. A ce moment, la plupart d'entre eux ont d'ailleurs réintégré la Convention : Fouché fut rappelé dès le 7 germinal (27 mars) et 21 autres le 30 (19 avril). En les multipliant, a dit Billaud, le 18 novembre 1793, on affaiblit leur autorité par l'accoutumance et on s'enlève la faculté de les bien choisir. En fait, l'indépendance de leurs collègues et la diversité de leurs politiques, parce qu'elles contrecarrent la centralisation, déplaisent aux membres du Comité ; ceux-ci préfèrent leurs propres agents, comme Jullien de Paris, fils d'un conventionnel de la Drôme, qui provoqua, d'ailleurs, le rappel de Carrier et de Tallien, ou bien l'un d'eux se rend en province ou aux armées quand il est nécessaire de « remonter la machine ».

Au vrai, le Comité de salut public n'a pas le temps de pousser jusqu'au bout la centralisation. Après comme avant germinal, il doit ménager la Convention et les autres Comités. Aux finances règne Cambon ; indépendante, la Trésorerie passe, non sans raison, pour un nid de contre-révolutionnaires. Le Comité de sûreté générale résiste aux empiétements du Comité de salut public et leur conflit va amener la chute du régime. En province, les représentants ont poursuivi leur politique personnelle ; les conflits locaux n'ont pas cessé ; on est encore bien loin de l'ordre napoléonien. Néanmoins, la décentralisation de la Constituante n'est plus qu'un souvenir. Les sans-culottes avaient réclamé la dictature : ils l'ont, mais exercée par les Comités et la bureaucratie, et il ne leur reste qu'à obéir silencieusement, comme les autres.

Les Comités n'épargnent rien, il est vrai, pour obtenir leur adhésion raisonnée. Mais la théorie du gouvernement révolutionnaire, si cohérente qu'elle soit, n'embrasse pas tous les faits, et les chefs eux-mêmes ne peuvent se mettre pleinement d'accord sur son application. La majorité du Comité de salut public ne pense qu'à la guerre ; dès lors, il est naturel qu'il accepte les services de tous ceux, même ci-devant, que le sentiment national porte à l'obéissance ; qu'il réintègre dans la cité les riches, les négociants, les financiers, pourvu qu'ils soient dociles et fidèles ; qu'il borne la réglementation au strict nécessaire et s'abstienne d'en faire un instrument de réforme sociale, afin de ne pas mettre aux prises les différents éléments du Tiers État. Qui n'est pas contre nous est avec nous, dirait-il volontiers. Cette tendance est manifeste, au point qu'on est tenté de regarder le gouvernement révolutionnaire comme un simple gouvernement de défense nationale. Il l'est certainement, mais non pas

uniquement. Car, dans cette hypothèse, on s'attendrait, après germinal, à voir la déchristianisation s'arrêter et la Terreur se modérer. Or, il n'en est rien.

C'est que cette guerre n'est pas seulement nationale : c'est aussi une guerre de classes. Le Tiers État défend le sol de la patrie ; mais, en même temps, il poursuit contre l'aristocratie la lutte commencée en 1789. Il a vu passer à l'ennemi une partie de ses membres, riches et pauvres ; les sans-culottes n'en sont que plus ardents à achever l'extermination de la classe adverse et de tous les transfuges. La « grande peur » du « complot aristocratique » se perpétue, ainsi que la volonté défensive qu'elle éveille, et la réaction répressive qui engendre la Terreur. Aussi l'esprit hébertiste survit-il : tous les sans-culottes en sont imbus ; il subsiste dans la Convention et les Comités, y semant la division.

Et au point de vue économique et social, l'esprit de guerre n'inspire qu'en partie le mouvement qui a créé la dictature : si les sans-culottes ont réclamé la réglementation, c'est à leur profit, la bourgeoisie dût-elle en souffrir, beaucoup plus que dans l'intérêt de la défense nationale et révolutionnaire. En l'utilisant principalement au profit de l'État, les chefs montagnards achèvent de les décevoir : alors, au point de vue social comme au point de vue politique, ils se trouvent suspendus dans le vide.

VIII. — L'ARMÉE DE L'AN II.

La volonté de vaincre, toutefois, était unanime. A l'armée, les Montagnards, sans distinction, ont tout sacrifié. Et qui-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur Carnot, M. REINHARD, *Le grand Carnot*, t. II : *L'organisateur de la victoire*, cité p. 284. R. WARSCHAUER, *Studien zur Entwicklung der Gedanken Lazare Carnots über Kriegsführung* (Berlin, 1937, in-8° ; n° 7 des « Historische Abhandlungen », publiées par E. EBERING), a commencé à étudier la transformation de la stratégie, mais s'arrête à la veille d'Hondschoote. Voir aussi les publications de J. COLIN, citées p. 248 ; général JUNG, *L'armée et la Révolution*. Dubois-Crancé (Paris, 1884, 2 vol. in-12). Sur Bouchotte, général HERLAUT, *Le colonel Bouchotte, ministre de la Guerre en l'an II*, cité p. 365. Sur Prieur de la Côte-d'Or, G. BOUCHARD, cité p. 284. Pour les conventionnels aux armées, H. WALLON, *Les représentants en mission*, cité p. 364, et les ouvrages biographiques ou relatifs aux armées. Sur le ravitaillement, R. WERNER, *L'approvisionnement en pain de la population et de l'armée du Rhin pendant la Révolution*, cité p. 181. Sur la justice, L. HENNEQUIN, *La justice militaire et la discipline dans l'armée du Rhin et à l'armée de Rhin-et-Moselle (1792-1796)*. Notes historiques du chef de bataillon du génie Legrand (Paris, 1909, in-8°) ; G. MICHON, La justice militaire sous la Révolution, dans *Annales révolutionnaires*, t. XIV, ann. 1922, p. 1-26, 99-130, 197-222 (à part, revu et augmenté, Paris, 1922, in-8°). Ajouter A. CHUQUET, *L'École de Mars* (Paris, 1899, in-18) ; A. SOBOUL, *Les soldats de l'an II*, cité p. 248. Les ouvrages sur les opérations, cités ci-dessus, p. 249, et ci-dessous, p. 423, décrivent, plus

conque était attaché, plus ou moins, à la Révolution, s'avouait contraint de leur donner raison. L'armée de l'an II fut le symbole de l'unité révolutionnaire.

Dans le Comité de salut public, deux officiers du génie, Carnot et Prieur de la Côte-d'Or, secondés jusqu'en germinal par Bouchotte, ministre de la Guerre, se chargèrent d'organiser et de conduire cette armée. Prieur s'occupa surtout de l'armement ; il fut aidé par Lindet pour les subsistances et les charrois ; Carnot, chef suprême, dirigea les opérations.

Depuis la levée en masse, on disposait de plus d'un million d'hommes ; mais ils étaient d'origine diverse : la ligne, d'une part, et, de l'autre, les volontaires et les réquisitionnaires, les « culs blancs » et « la faïence bleue ». En février 1793, l'« amalgame » avait été décrété en principe, les volontaires, plus ardents, se montrant moins solides et surtout moins disciplinés que la ligne. C'était une opération difficile, à cause des préventions des hommes et du grand nombre des officiers ; les volontaires, enrôlés temporairement pour repousser les envahisseurs, ne se regardaient pas comme des « militaires » ; la ligne ne les voyait pas de bon œil et, de plus, jusqu'à l'épuration, son civisme donna des inquiétudes. En attendant, on cessa de former de nouveaux bataillons ; la levée de 300.000 hommes et la levée en masse furent incorporées dans les formations existantes. Au printemps de 1794, on entreprit enfin l'amalgame qui prit beaucoup de temps. Deux bataillons de volontaires s'associèrent à un bataillon de ligne pour constituer une demi-brigade ou régiment ; on regroupait ensuite les compagnies pour rendre le mélange plus intime ; parfois, on refondit les compagnies elles-mêmes. L'armée se trouva enfin refaite : il n'y eut plus que des « bleus », bien que les anciens vêtements, à raison de la pénurie, aient eu la vie longue.

En même temps, s'acheva la reconstitution du commandement. L'épuration se termina, excluant les nobles, mais non pas tous : le décret du 27 germinal (16 avril 1794) autorisa le Comité à conserver ceux qu'il jugeait utiles. La génération nouvelle parvenait maintenant aux plus hauts grades et l'« École de Mars » reçut six jeunes gens par district pour améliorer les

ou moins en détail, l'état des armées. Mme H. COULET a publié les souvenirs du capitaine Gervais qui s'engagea en 1794 : *A la conquête de l'Europe* (Paris, 1939, in-8°). — Pour la marine, L. LÉVY-SCHNEIDER, *Jean Bon-Saint-André*, cité p. 284, et les ouvrages cités p. 319 (les auteurs anglais décrivent l'état de la flotte française) ; N. HAMPSON, *La marine de l'an II. Mobilisation de la flotte de l'Océan, 1793-1794* (Paris, 1959, in-8°).

cadres. Les officiers de ligne rendirent de grands services pour l'instruction en 1793 ; peu à peu, ils s'effacèrent en partie devant les nouveaux, principalement tirés des volontaires, plus jeunes, souvent plus cultivés et parmi lesquels la guerre opéra la sélection. Le décret du 21 février 1793, en identifiant les modalités de l'avancement pour la ligne et les volontaires, avait attribué un rôle à l'ancienneté, chère aux gradés de la première, et considérablement réduit celui de l'élection, qui avait désigné les autres. Les soldats n'étaient plus que leurs caporaux ; les grades supérieurs s'attribuaient à l'ancienneté pour un tiers ; pour les deux autres, les soldats désignaient seulement trois candidats ; encore devaient-ils les prendre parmi les gradés du rang inférieur au poste à pourvoir, les titulaires de rang égal choisissant le promu. On devenait colonel à l'ancienneté ; les généraux étaient nommés de même pour un tiers, au choix pour le reste. Les armées en campagne respectèrent-elles exactement ces dispositions compliquées ? On peut en douter et il est probable que le choix prévalut à mesure que l'autorité se raffermait. Quant aux chefs d'armée, la Convention s'en réserva la désignation.

Parallèlement, on poursuivit le rétablissement de la discipline. Il fallut commencer par le haut commandement : le Comité, qui redoutait la trahison et la dictature militaire, se méfiait de lui. Pouvait-il oublier La Fayette et Dumouriez ? L'exécution de Custine, suspect de suivre leur exemple, imposa aux chefs une soumission passive au pouvoir civil ; d'autres subirent le même châtiment parce que l'incapacité et la négligence, au cours du redoutable été de 1793, présumèrent l'incivisme. Les représentants en mission incarnèrent l'autorité républicaine comme, autrefois, les intendants aux armées celle du roi. En 1793, les commissaires du ministre et même, en Vendée, ceux de la Commune, se mêlèrent aussi de surveiller le commandement, en même temps qu'ils distribuaient les journaux sans-culottes et haranguaient les soldats dans les clubs ; mais, au printemps de 1794, ils avaient disparu. Le contrôle des représentants eux-mêmes n'alla pas toujours sans inconvénient, d'autant que certains s'ingérèrent parfois dans la direction des opérations ; mais la République ne pouvait restaurer l'autorité des chefs sans s'assurer de leur fidélité. Au surplus, si, en Vendée, l'intervention, dans les plans de campagne, de représentants nombreux et divisés, laissa fâcheux souvenir, il n'en alla pas de même partout ; plus d'un, et notamment Saint-Just, furent des artisans de la victoire. Quant aux troupes, on leur interdit, le 21 décembre 1793, les

pétitions collectives : « La force armée ne délibère pas, dit Carnot ; elle obéit aux lois, elle les fait exécuter. » Les clubs cessèrent d'intervenir dans l'administration de l'armée ; le jury fut maintenu dans les tribunaux militaires ; mais, à l'occasion, quand les circonstances parurent pressantes, des représentants établirent des cours martiales : ainsi, à l'armée de la Moselle, le 18 floréal an II (7 mai 1794). Toutefois, ce n'était pas à la guillotine, comme le répétait la réaction européenne, que le Comité s'en remettait pour stimuler le zèle des généraux et pour faire respecter la discipline : avant tout, il comptait sur la confiance et sur l'amour de la patrie et de la Révolution. En l'an II, il devint assez sûr de ses généraux pour ne plus imputer les échecs à la trahison. Encore une fois, Carnot a parlé, avec une simplicité sublime : « Un revers n'est pas un crime quand on a tout fait pour mériter la victoire. Ce n'est point par les événements que nous jugeons les hommes, mais par leurs efforts et par leur courage. Nous aimons qu'on ne désespère pas du salut de la patrie. » Quant aux tribunaux militaires, s'ils ont été impitoyables pour les rebelles, les émigrés, les déserteurs pris les armes à la main, comme la loi le leur commandait d'ailleurs, ils se sont montrés cléments pour les soldats et aussi, ce qui est particulièrement digne de remarque, pour les insoumis : du 7 brumaire (28 octobre 1793) au 16 ventôse (6 mars 1794), le tribunal de l'armée du Rhin jugea 660 accusés ; il en acquitta 282, en fit incorporer 188 et prononça 190 condamnations, dont seulement 62 à mort. L'armée conservait son caractère démocratique : les soldats de l'an II continuaient à fréquenter les clubs ; le gouvernement les mettait au courant de la situation politique en leur envoyant les journaux patriotes. La Convention promit de leur réserver un milliard en biens d'émigrés ; elle avait accordé des pensions aux mutilés et des allocations aux parents des « défenseurs de la patrie ». « Ce n'est point seulement du nombre et de la discipline des soldats que vous devez attendre la victoire, disait Saint-Just ; vous ne l'obtiendrez qu'en raison du progrès que l'esprit républicain aura fait dans l'armée. » Celle de l'an II ne comprenait pas uniquement des républicains ardents ; mais elle en contenait beaucoup, et qui se trouvaient en parfaite communion avec ceux de l'intérieur. Il n'est pas juste d'opposer, comme on l'a fait si souvent, les soldats de l'an II, exclusivement préoccupés du salut de la patrie, aux sans-culottes de l'intérieur, absorbés par la chasse à l'aristocrate. Le révolutionnaire devenu soldat n'oubliait pas ses haines ; le dévouement et le risque ne manquaient pas aux répu-

blicains de l'arrière ; Hoche avait été maratiste ; Kléber et Marceau louèrent l'énergie de Carrier ; Bonaparte s'attacha aux Robespierre. La vérité, c'est que le devoir, à l'armée, est plus simple et l'union plus facile ; aussi, bien des années après, des hommes comme Marmont et Soult eux-mêmes n'évoquaient pas sans émotion le souvenir de l'atmosphère lumineuse qu'ils connurent au service de l' « Indivisible ».

Pour la première fois depuis l'Antiquité, une armée vraiment nationale marchait au combat ; pour la première fois aussi, une nation parvenait à armer et à nourrir pareil nombre de soldats : tels sont les caractères originaux de l'armée de l'an II. Les innovations techniques résultèrent surtout de sa masse même et beaucoup n'ont pas duré ou ne se sont manifestées qu'avec lenteur et incertitude. L'armement demeura celui des troupes royales : fusil de 1777, d'un tir précis à 100 mètres ; artillerie de Gribeauval, principalement le canon qui lançait un boulet de 4 livres à 400 ou 500 mètres. Dans la pratique, la tactique dépendit de l'instruction de la troupe. En général, les soldats de l'an II combattaient en tirailleurs, utilisant le terrain, puis, au moment favorable, chargeaient à la baïonnette, en masse plus ou moins confuse. Mais le règlement de 1791 demeura la loi pour les officiers. Quand ils le pouvaient, dans les actions décisives surtout, ils rangeaient leurs hommes suivant l'ordre linéaire et mince ; ils ne les jugeaient pas assez instruits pour manœuvrer en colonne d'attaque et pour former le carré contre la cavalerie ; ces formations reparurent en 1795 et ainsi, à mesure qu'on la façonna, l'armée de la République revint à la tactique de l'Ancien Régime. La principale nouveauté, l'embrigadement et l'endivisionnement systématiques, se déduisit de l'importance des effectifs. Comme unité tactique, la division, en 1793, restait de composition incertaine ; la notion s'en précisa en 1794 : Jourdan en fit alors un véritable corps d'armée de deux brigades d'infanterie, deux régiments de cavalerie, une batterie à cheval, sans compter les pièces attachées à chaque bataillon, en tout 8.000 à 9.000 hommes. Quant à la stratégie, elle se rénova en principe par la nécessité de mettre à profit la puissance du nombre ; aussi l'ancienne méthode des cordons et des sièges perdit-elle de son prestige. S'interposant entre les armées coalisées, la France pouvait, dans une certaine mesure, pratiquer la manœuvre par lignes intérieures, faire glisser une partie de ses troupes le long de ses frontières et profiter de l'inaction de tel de ses ennemis pour battre les autres. Agir par masses, accabler l'adversaire

sous le nombre, tel fut le principe de Carnot. Restait à l'appliquer et on n'y réussit que très imparfaitement jusqu'à Bonaparte. Carnot et ses auxiliaires, d'Arçon par exemple, étaient des ingénieurs qui attachaient aux places fortes une importance capitale. La « frontière de fer » demeura, en 1793, la base de leurs opérations ; conduisant cette campagne comme sous l'Ancien Régime, ils pensaient d'abord à dégager une place assiégée par la manœuvre, en tentant une diversion ; puis, quand sa chute paraissait imminente, ils formaient une armée de secours, toujours avec une partie seulement des forces disponibles, 40.000 hommes à Hondchoote, 50.000 à Wattignies sur environ 200.000, le reste formant cordon ou garnissant les forteresses. L'entreprise revenait à faire reculer l'ennemi, non à le détruire. En 1794, hypnotisés par la place d'Ypres et la conquête de la Flandre, ils manœuvrèrent par l'aile gauche, alors que l'aile droite, débouchant par Charleroi, pouvait seule couper les communications de Cobourg et l'anéantir ; on finit par arriver, en tâtonnant, à le menacer de pareil sort, mais trop tard : Cobourg, battu, évacua la Belgique et son armée subsista. L'habileté technique, visiblement, joua un moindre rôle que la promptitude et l'énergie : c'étaient précisément les ressorts essentiels du gouvernement révolutionnaire ; Carnot, ramenant l'armée à l'attaque le second jour de Wattignies, Saint-Just poussant inlassablement l'armée de Sambre-et-Meuse à l'attaque de Charleroi « comme une meute de chiens », voilà les vrais maîtres de la victoire. Sur le champ de bataille, la même opiniâtreté farouche les animait, qui, à l'intérieur, mobilisait, comme on va le voir, toutes les ressources de la nation pour donner à l'armée les moyens de combattre.

Pour la marine, l'effort du Comité fut plus tardif et moins heureux. L'indiscipline avait désorganisé les arsenaux et, sur les navires, elle sévissait même devant l'ennemi. Il restait peu d'officiers ; le décret d'avril 1791 admettait l'officier de la marine marchande au grade d'enseigne après un an de service, à celui de capitaine après deux autres ; en 1793, il put prétendre au commandement d'escadre. Beaucoup préféraient, tel Surcouf, se faire corsaires. Ce fut un ancien capitaine de marine marchande devenu pasteur, Jean Bon Saint-André, qui dirigea la guerre navale, à Brest d'abord, puis à Toulon. Il rétablit la discipline, remit les arsenaux au travail et fit sortir des escadres. Mais on n'improvise pas une flotte aussi facilement qu'alors une armée : il ne put regagner le temps perdu, ni réparer le mal causé par la trahison de Toulon.

IX. — LE GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE¹.

En acceptant la levée en masse, le Comité se rendit compte qu'il allait rencontrer des difficultés extraordinaires pour nourrir et surtout pour habiller, équiper et armer ces multitudes humaines. La plupart des manufactures d'armes, Maubeuge, Charleville, Douai, Klingenthal étaient à portée de l'ennemi ; Saint-Étienne aux mains des rebelles ; la régie des poudres et salpêtres ne parvenait pas à suffire aux besoins ; le blocus privait la France de l'acier allemand, du salpêtre des Indes, de la potasse de la Baltique, de la soude espagnole, du soufre italien. Il fallait développer les fabrications de guerre, ranimer le commerce extérieur, trouver en France même des ressources nouvelles. Et le temps pressait. L'initiative individuelle n'eût jamais réussi à vaincre tant de difficultés et à rétablir l'harmonie entre les fabrications. Comme le fournisseur aurait fait payer ses services très cher, l'inflation, à la fin de 1793, eût réduit l'assignat à zéro. D'autre part, la France ressemblant à une forteresse assiégée, les civils en seraient venus aux mains pour se disputer les subsistances, si le Comité ne fût intervenu pour réserver la part de l'armée, régler l'attribution du reste et maintenir l'ordre. Peu à peu, les circonstances l'obligèrent d'assumer le gouvernement économique du pays : avec l'organisation de l'armée qui, par un côté, en est du reste inséparable, c'est le trait le plus original de son œuvre.

On n'incorporait que les célibataires de 18 à 25 ans : encore

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A. MATHIEZ, *La vie chère*, citée p. 251 ; C. RICHARD, *Le Comité de salut public et les fabrications de guerre sous la Terreur* (Paris, 1922, in-8°) ; pour la répression de l'accaparement, H. CALVET, *L'accaparement à Paris sous la Terreur. Essai sur l'application de la loi du 26 juillet 1793* (Paris, 1933, in-8° ; t. V des *Mémoires et documents*, publiés par la « Commission d'histoire économique de la Révolution »). Sur le maximum, G. LEFEBVRE, *Les paysans du Nord*, cités p. 181 ; du même, L'application du maximum général dans le district de Bergues, dans le *Bulletin de la Commission d'histoire économique de la Révolution*, ann. 1913, p. 415-446 ; du même, Les mines de Littry sous l'Ancien Régime et pendant la Révolution, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. III, ann. 1926, p. 16-35 et 117-135. Sur le maximum des salaires, A. SOBOUL, *Les sans-culottes parisiens en l'an II*, cité p. 340 ; du même, Problèmes du travail en l'an II, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1956, p. 236-254 ; G. RUDÉ et A. SOBOUL, Le maximum des salaires parisiens et le 9 thermidor (*ibid.*, 1954, p. 1-22). Pour le commerce extérieur, G. LEFEBVRE, Le commerce extérieur en l'an II, dans *La Révolution française*, t. LXXVIII, ann. 1925, p. 132-155 et 214-243. Se reporter aussi à la bibliographie de la p. 322, et aux *Procès-verbaux de la commission des subsistances*, publiés par P. CARON (Paris, 1924-1925, 2 vol. in-8°) pour la « Commission d'histoire économique de la Révolution ». Perregaux est l'objet d'une étude de J. BOUCHARY, *Les manieurs d'argent*, cités p. 52, t. III (1943).

accorda-t-on des sursis et des dispenses à beaucoup d'hommes qui semblaient nécessaires à l'arrière, ce qui ouvrit la voie aux exemptions frauduleuses ; nombre d'individus s'étaient mis à l'abri en se faisant enrôler par la régie des transports ; en outre, les fonctionnaires publics restèrent à leur poste.

Pour tous les autres, la levée en masse n'est qu'une mobilisation civile ; elle vise tout le monde, mais, pour devenir effective, exige une réquisition expresse. Bien qu'on improvise au fur et à mesure des besoins, on s'efforce pourtant de tenir compte des compétences, sans se soucier toujours des objections d'ordre politique ; le Comité emploie Périer et Chaptal, en qualité de grands industriels, et Perregaux, en tant que banquier, alors qu'on sait Chaptal compromis dans le fédéralisme et Perregaux un étranger en rapport avec Pitt. Appel est particulièrement fait aux savants dont beaucoup se sont prononcés pour la Révolution. Hassenfratz compte parmi les principaux organisateurs de la manufacture d'armes de Paris ; Monge, Vandermonde, Berthollet, Darcet, Fourcroy perfectionnent la métallurgie et la fabrication des armes ; c'est Vauquelin qui dirige la recherche du salpêtre avec Chaptal et Descroizilles ; de nouvelles méthodes sont imaginées par Carny pour raffiner le salpêtre et fabriquer la poudre. A Meudon, le Comité crée un laboratoire de recherches où travaillent Berthollet, Conté et Guyton de Morveau ; on y essaie une poudre chloratée pour obus, ainsi que le ballon captif employé à Fleurus par la première compagnie d'aérostiers ; Chappe reprend ses expériences de télégraphie optique et installe la première ligne, de Paris à la frontière du nord.

Toutes les ressources matérielles sont naturellement soumises à la réquisition ; le cultivateur livre ses grains, ses fourrages, la laine, le lin, le chanvre et, à l'occasion, le bétail ; l'artisan et le marchand cèdent leurs produits fabriqués ; on demande aux particuliers leurs armes, leurs uniformes de gardes nationaux, parfois leurs couvertures et leur linge ; à Strasbourg, Saint-Just exige d'eux 20.000 paires de souliers. Les matières premières sont recherchées avec soin : métaux de toutes sortes, cloches des églises ainsi que leurs cordes, vieux papiers, chiffons et parchemins, murailles salpêtrées, herbes, broussailles et jusqu'aux cendres ménagères pour la fabrication du salin de potasse, marrons pour la distillation. Toutes les entreprises sont mises au service de la nation : les forêts et les mines, les carrières, les fourneaux et les forges, les tanneries et les papeteries, la grande manufacture de tissage et l'échoppe du cordonnier. Cela n'empêche pas l'État

de créer de nouvelles usines : pour l'armement et la fabrication des munitions, c'est une nécessité absolue ; mais il oblige les entreprises existantes à porter leur production au maximum, et même à l'accroître en appliquant les procédés recommandés par les savants. Le régime de l'an II est favorable au progrès de la technique industrielle.

Le travail des hommes et la valeur des choses sont assujettis à la taxation. Le maximum fait sa part au bénéfice commercial et laisse subsister une prime à la production. Contrairement aux assertions courantes, toutes les entreprises ne travaillent pas à perte en l'an II ; mais elles ne réalisent pas d'aussi gros profits qu'elles le pourraient aux dépens de la nation. Le principe est qu'on n'a pas le droit de spéculer contre la patrie en danger.

L'habillement et l'équipement sont surtout assurés par les autorités locales qui forment des ateliers de femmes et font travailler les boursiers. Pour la chaussure, le pouvoir central intervient : les bouchers livrent les peaux des animaux abattus ; les tanneurs reçoivent le tan des forêts exploitées par la nation et sont tenus de garnir leurs fosses sans discontinuer ; Seguin met en œuvre, dans l'île qui porte encore son nom à Billancourt, un procédé hâtif de tannage qu'il a inventé ; les cordonniers sont astreints à fabriquer deux paires de souliers par décade et par compagnon.

L'armement cause beaucoup plus de soucis encore. Dès septembre 1793, on a entrepris de créer à Paris une grande manufacture de fusils et d'armes blanches. Tout en utilisant les ateliers privés, on installe des ouvriers dans les jardins des Tuileries et du Luxembourg, sur l'ex-place Royale et l'esplanade des Invalides. Puis, on ranime les manufactures de province et on autorise les représentants à en créer d'autres, ce que font par exemple Noël Pointe à Moulins et Lakanal à Bergerac. La grande manufacture de Périer, à Chaillot, se met à produire des canons de bronze, concurremment avec celle de Romilly, près de Rouen. Ferry, Pointe et Romme donnent une vive impulsion à la fabrication des canons de fonte pour la marine, dans le centre et le sud-ouest, à Vierzon et au Creusot, à Ruelle et à Abzac.

Mais c'est dans l'industrie des munitions que le Comité se heurte sans doute aux plus grands obstacles et obtient les résultats les plus surprenants. Le salpêtre manque et il faut le trouver en France même ; d'abondantes quantités en étant signalées en Touraine, Vauquelin y est envoyé en mission et, sur ses indications, Prieur de la Côte-d'or fait décréter la création d'une orga-

nisation nationale qui finit par absorber la régie. Dans toutes les communes, l'autorité locale nomme des salpêtriers pour diriger la recherche et le lessivage des terres et murailles salpêtrées et pour organiser un atelier d'évaporation. En ventôse, on en fait venir un certain nombre à Paris pour suivre des cours pratiques. Vingt-huit raffineries sont établies, la principale à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Les poudreries se développent parallèlement, les plus considérables à Grenelle et au Ripault.

Les résultats laissèrent l'Europe stupéfaite, mais restèrent bien en deçà des espérances. Ainsi, la manufacture de Paris, qui devait donner 1.000 fusils neufs par jour, n'en livra au plus que 6 à 700, y compris les fusils réparés ; au cours de la campagne du printemps, on éprouva parfois grand'peine à pourvoir l'armée des munitions indispensables. Des difficultés multiples se présentaient, en effet. Le Comité ne disposait point des statistiques sans lesquelles une économie dirigée ne peut fonctionner : il dut les constituer approximativement, à l'aide d'enquêtes précipitées et d'une paperasserie énorme. La France se consacrait essentiellement à l'agriculture ; la concentration capitaliste s'esquissant à peine, l'industrie restait éparpillée d'un bout à l'autre du territoire ; il fallut former des ouvriers, les adapter à des fabrications ou à des procédés nouveaux, les déplacer, les réunir et, néanmoins, assurer le synchronisme des productions. Enfin, et surtout, se posait le problème des transports, dans un pays à peu près dépourvu de canaux, dont les routes ne pouvaient être entretenues, où chevaux et voitures devaient déjà pourvoir aux besoins des armées, faute d'équipages militaires, et au ravitaillement de la population civile, sans cependant négliger la culture des terres. On dut réquisitionner bateliers et voituriers, créer une agence nationale des transports et commencer à lui préparer un matériel. Sans la Terreur qui obligeait le plus indifférent à consentir un effort, le Comité n'aurait jamais pu tout à la fois refréner l'esprit de spéculation et vaincre les résistances passives.

L'économie du pays se trouva, en grande partie, nationalisée, soit directement, par la création de manufactures d'État, soit indirectement, par la fourniture des matières premières et de la main-d'œuvre, par le contrôle de la production, par la réquisition des produits, par la taxation. On a prétendu que le Comité la socialisait de parti-pris pour acheminer sournoisement la France vers le communisme, considéré comme le couronnement de la démocratie. Aux yeux des sans-culottes, l'économie dirigée présentait incontestablement une valeur sociale. Le communisme

n'y était pour rien ; mais elle généralisait la réglementation et, de ce chef, constituait ce qu'on appelle de nos jours une réforme de structure. C'est pourquoi la commission des subsistances, jusqu'en ventôse, et certains représentants ont pu envisager l'étatisme avec complaisance. Le Comité de salut public, au contraire, n'y vit jamais qu'un expédient provisoire commandé par les exigences de la défense révolutionnaire ; bien mieux : il n'y recourut qu'à regret. Outre son attachement à la liberté économique, si chère à la bourgeoisie, qui, durant des mois, le détournait du maximum, les circonstances, si elles menaient à l'étatisme, en limitaient simultanément l'extension. Comme les administrations locales, les membres du Comité, autorité politique, n'assumaient des fonctions économiques que par souci du salut public ; intellectuellement, elles leur paraissaient étrangères à leurs attributions propres et leur imposaient un surcroît écrasant de travail et de responsabilités, dont ils désiraient se décharger dès que la crise s'atténuerait ; pratiquement, l'état de la production et des transports leur interdisait de s'engager à satisfaire tous les besoins du consommateur. Après la chute des hébertistes, leurs vues se manifestèrent sans ambages. Évidemment, la dispersion de l'industrie exigeait le recours à beaucoup de petits patrons et ainsi fit-on, par exemple, dans le Ponthieu, à Morez, à Thiers, à Paris même ; du moins, ne tenait-il qu'au Comité de nationaliser les mines et de multiplier les manufactures d'État. Or, il n'en fit rien. Au contraire, Carnot se prononça contre l'exploitation directe de celles que les représentants créaient, parce qu'il l'estimait onéreuse et redoutait le pullulement d'une bureaucratie incompétente. Il est deux domaines où les tendances du Comité apparaissent nettement. D'abord, le commerce extérieur : on y voit qu'il ne demandait pas mieux que d'en rendre la gestion aux négociants. Puis, le ravitaillement civil : il montra à ce propos une répugnance indéniable à étendre les attributions et les responsabilités du gouvernement économique.

Depuis le mois de novembre 1793, le commerce extérieur se concentre aux mains de la commission des subsistances qui s'efforce de le ranimer ; elle envoie à l'étranger des agents chargés de ses ordres, met en réquisition les navires marchands, ouvre dans les ports des magasins nationaux. Les neutres se voient de nouveau accueillis : l'acte de navigation est suspendu ; on leur concède des marchés de gré à gré, avec paiement en numéraire ou en marchandises ; des comités spéciaux se constituent pour traiter avec eux à Bordeaux et à Bourg-Libre (Saint-Louis, en

Alsace). A Gênes, en Suisse, à Hambourg, à Copenhague, aux États-Unis, la France réussit à conclure de considérables achats. L'importation ainsi rétablie, la commission, pour en assurer le paiement, réquisitionne les vins et eaux-de-vie, les soieries et les draps réclamés par les neutres ; elle utilise les prises et les marchandises anglaises séquestrées ; elle fait rechercher, dans les biens des condamnés et des émigrés, comme dans le mobilier de la couronne passé au domaine national, les pierres précieuses, les meubles et les objets d'art pour les exporter ; enfin, le 6 nivôse (26 décembre 1793), Cambon fait aussi réquisitionner les devises étrangères qu'il rembourse au pair, en assignats ; le 8 ventôse (26 février 1794), pour essayer d'atteindre les capitaux sortis de France, on oblige les banquiers parisiens à souscrire 50 millions de papier sur l'étranger. Beaucoup de négociants français et étrangers se trouvaient déjà employés, en dépit de l'hostilité des sans-culottes ; mais c'est surtout après la chute des hébertistes que le Comité découvre son jeu. Il est funeste à la République, il est contre-révolutionnaire, expliquent désormais Barère et Robespierre, de faire la guerre au commerce ; il est de bonne politique, au contraire, de faire appel aux lumières et au zèle des négociants. On permet à ceux-ci, les 21 et 23 ventôse — l'arrestation des hébertistes est décidée le 22 au soir (12 mars) —, d'exporter les produits que la commission n'aurait pas déclarés de première nécessité, à charge de réimporter l'équivalent en marchandises soumises au maximum, avec droit de préemption pour la République, ou de remettre au Trésor le numéraire et les effets tirés sur l'étranger. Les négociants des principales villes de commerce, et surtout des ports, sont associés en agences commerciales et tenus d'avancer une somme déterminée en papier de change dont ils devront assurer le paiement par leurs exportations. Les agents commerciaux de la commission rentrent en France et on confie les achats chez les neutres à des commissionnaires privés. Le 9 thermidor survient avant que ces mesures aient procuré des résultats importants ; mais l'évolution est du même ordre que pour les manufactures : on la souligne, du reste, en supprimant la commission des subsistances que remplace une commission « de commerce et des approvisionnements », au personnel différent. Sans doute, l'appel aux particuliers ne peut-il guère avoir de succès tant que le maximum subsiste ; du moins, le Comité l'assouplit en majorant nombre de taxes au profit des fournisseurs, sans respect pour la loi, et il restreint, autant que possible, l'application du régime aux

besoins de l'État lui-même. C'est ce que montre sa politique de ravitaillement.

Quand un district semble posséder des grains en quantité suffisante, la commission des subsistances lui adresse des réquisitions au profit de l'armée et des districts déficitaires ; encore ses agents ne s'occupent-ils guère de ces derniers : ce sont les réquisitions militaires dont ils pressent surtout l'exécution. Vu les difficultés de transport, on ne songe d'ailleurs pas à répartir les ressources avec une stricte égalité : la commission puise au plus près des armées et des districts à pourvoir, au risque d'affamer les régions productrices, quitte à leur promettre de les secourir plus tard à leur tour. Aussi ne prend-elle aucun soin du consommateur lui-même. Le 25 brumaire (15 novembre 1793), la Convention a réglé la mouture et prescrit d'amalgamer les grains de différentes espèces pour confectionner le « pain de l'égalité ». Mais la commission ne se soucie pas d'appliquer elle-même ce décret, ni d'en contrôler l'observation ; à plus forte raison s'abstient-elle de rationner la population. On discerne sans peine ses motifs. Comment procéder à un amalgame général alors qu'on manque de statistiques, de moyens de transport, de personnel instruit ? Surveiller la mouture quand la plupart des villages possèdent leur moulin ? Fixer la consommation du Français par la distribution d'une carte nationale, si, pour les mêmes raisons, on ne peut se flatter de distribuer régulièrement en tous lieux le contingent promis ? Ce que la concentration capitaliste permet aujourd'hui à un gouvernement de ferme propos, se trouve alors techniquement impossible.

Tous ces soins sont donc abandonnés aux directoires de district et aux municipalités. Aux premiers de lancer les réquisitions pour l'approvisionnement des marchés ; aux communes de pratiquer l'amalgame, de surveiller les meuniers, de régler la boulangerie et la pâtisserie et, s'il y a lieu, d'instituer le rationnement. La centralisation demeure par conséquent très superficielle. Si la crise entraîne partout des effets analogues, ils se manifestent à des dates diverses et avec une gravité inégale. Dans les pays fertiles, le marché subsiste parfois jusqu'à l'été, les gens aisés continuant de cuire chez eux et les boulangers gardant une certaine liberté. Dans les grandes villes et dans tout le Midi, le marché disparaît de bonne heure : à l'arrivée des paysans, les grains sont emmagasinés, amalgamés, moulus par les soins de la municipalité, la farine répartie entre les boulangers qui distribuent le pain sur présentation de cartes ; en fait, le

boulangier devient un ouvrier municipal. Quelquefois, la commune cuit elle-même dans les fours des hospices ou des manutentions ; ainsi, à Troyes, la municipalisation est complète. Dans les campagnes, les cultivateurs exaspérés rudent de leur mieux : il faut recourir aux visites domiciliaires, à l'occupation militaire, au vieil expédient des garnisaires, à l'arrestation ; c'est sous cet aspect que beaucoup de villages connaissent la Terreur. Le producteur, du moins, réussit toujours à se réserver sa consommation ; le plus malheureux de tous les Français est le pauvre ménager ou l'ouvrier agricole : les villes lui ferment leurs portes et il ne lui reste plus qu'à implorer un peu de grain du cultivateur, sans que personne se charge de faire respecter le maximum.

Quant aux autres denrées et marchandises, la commission des subsistances se contenta de publier en ventôse l'énorme tarif du maximum national au lieu de production. Chaque district dut ensuite ajouter le prix du transport, le bénéfice du grossiste (5 %), celui du détaillant (10 %), puis faire imprimer l'épais catalogue. Le travail se poursuivit jusqu'à la fin de l'été et, au moins pour la plupart des articles, ne servit jamais à rien. Pour ceux qui l'intéressaient, en nombre relativement restreint, l'État s'en tint au maximum, grâce à la réquisition ; encore le Comité de salut public accorda-t-il de nombreuses dérogations. Quant aux consommateurs, on leur laissa le soin de faire respecter le tarif. A l'origine, la commission des subsistances entreprit de leur venir en aide : à Orléans, elle saisit le sucre chez les raffineurs ; à Marseille, elle fit fabriquer du savon ; l'un et l'autre furent distribués à travers la France. Mais, bien vite, la politique du Comité de salut public exclut les mesures de cette sorte et il interdit, en outre, toute réquisition aux autorités locales. Pas d'autre ressource aux sans-culottes que d'intimider les marchands par la surveillance policière et la menace terroriste, dont l'effet resta à peu près nul : quand ils ne fraudèrent pas sur la qualité et le poids, les marchands se tirèrent d'affaire en vendant secrètement. Ce fut là le moyen favori du paysan : le commerce clandestin des produits de ferme prit un essor prodigieux. Certaines municipalités ravitaillèrent les marchands et rationnèrent le consommateur. A Paris, après la carte de pain, on créa au printemps celle de viande ; à Clermont-Ferrand, on essaya de municipaliser la boucherie. On n'obtint nulle part de résultats satisfaisants, faute d'un plan d'ensemble.

Le gouvernement économique tourna donc essentiellement au profit des armées. Il semble qu'on les nourrit tant bien que mal

au cours de l'hiver ; encore celles du Rhin et de la Moselle s'aidèrent-elles des ressources, exploitées à fond, de la partie du Palatinat qu'elles occupèrent à partir de janvier. Il paraît certain que le vêtement, la chaussure et l'équipement restèrent insuffisants et que, néanmoins, les soldats souffrirent beaucoup moins, à tous égards, en l'an II qu'en l'an III. Le Comité, au contraire, s'abstint de nationaliser complètement le ravitaillement civil. Assurément, comme on l'a dit, les difficultés paraissaient insurmontables ; pourtant, les représentations des autorités départementales méritaient considération. Pourquoi s'est-il refusé à réquisitionner, dans le Nord, l'huile à brûler, objet d'une spéculation effrénée ? Pour quelle raison s'obstina-t-il à acheter, en général, le bétail de gré à gré, au lieu de le taxer comme la viande ? C'est qu'il désirait ménager artisans et cultivateurs. Et il le fallait bien, parce que les sans-culottes se recrutaient surtout parmi eux, et non parmi les ouvriers. Le boutiquier, l'artisan, imposant le maximum au paysan et au négociant, n'en avaient pas prévu les conséquences et s'irritaient de se le voir appliqué ; le cordonnier et le boulanger s'indignaient de se trouver réduits à la condition de salariés. Au paysan, en proie à plus d'exigences encore, le trafic du bétail et des produits de ferme offrait une compensation. Exactement appliqué, le maximum eût exaspéré les uns et les autres, alors que la bourgeoisie déjà ne supportait qu'avec impatience l'économie dirigée. C'est pourquoi le Comité, soucieux avant tout de maintenir l'unité du Tiers État révolutionnaire contre l'aristocratie, après avoir longtemps répugné au maximum, en réserva autant que possible le bénéfice à l'État.

Pour les seuls salariés, le maximum semblait tout profit puisqu'il augmentait les salaires de moitié par rapport à l'année 1790, et les marchandises d'un tiers seulement. Mais, puisque le Comité ne le faisait pas respecter, si ce n'est pour le pain, ils eussent été dupes en ne profitant pas des circonstances favorables qu'une grande guerre offre toujours à la main-d'œuvre. Le maximum des salaires, établi dans chaque commune, présentait des inégalités incroyables d'un lieu à l'autre et, comme on se disputait les ouvriers, ils avaient partie belle. Mais, tout au moins dans les entreprises soumises au contrôle de l'État, on ne pouvait leur céder sans que tout l'édifice s'effondrât, et l'assignat avec lui ; aussi, l'agitation y alla-t-elle croissant. Le Comité soupçonnait, non sans raison, que ses adversaires cherchaient à en profiter, surtout à Paris : il tint tête, condamnant la grève, comme l'Ancien Régime et la Constituante, sous le couvert de la

réquisition, et menaçant les récalcitrants du tribunal révolutionnaire. A l'approche de la moisson, il voulut aussi maîtriser les journaliers agricoles : il les mit en réquisition et laissa chaque district taxer leur salaire dans sa circonscription entière, contrairement à la loi. En fait, il ne réussit pas à refréner complètement l'action ouvrière et les employeurs se résignèrent ordinairement à l'inévitable. Sans conteste, le gouvernement révolutionnaire sauvait la classe ouvrière de l'extrême misère en lui procurant du travail et du pain ; c'est elle qui souffrit le plus du retour à la liberté économique. Elle ne pouvait pourtant manquer de regimber, du moment qu'on prétendait lui faire respecter le maximum que le marchand violait impunément.¹

X. — LA POLITIQUE SOCIALE¹.

Le maximum avait été, au point de vue social, le grand espoir des sans-culottes, une forme juridique du droit à la vie. Il leur venait du passé, et l'économie dirigée, dont le Comité de salut public légua l'exemple aux générations futures comme l'indispensable soutien d'une guerre nationale, leur semblait le triomphe de la réglementation traditionnelle qu'ils opposaient aux progrès envahissants du capitalisme. Du moment que son échec devenait certain, il eût fallu, pour les sauver du découragement, les rallier à un autre programme, tourné vers l'avenir.

Les Montagnards, issus de la bourgeoisie, répudiaient le communisme ; on ne le concevait que comme une utopie moralisante ou on l'identifiait avec la « loi agraire », que l'enseignement des collèges mentionnait dans les derniers temps de la République romaine et qu'on ramenait à un partage général des biens, en

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A. MATHIEZ, *La vie chère et le mouvement social*, cité p. 251 ; du même, *La Terreur, instrument de la politique sociale des robespierristes ; les décrets de ventôse sur le séquestre des biens des suspects et leur application*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. V, ann. 1928, p. 193-219 ; la question de ces décrets a été reprise par G. LEFEBVRE dans *Questions agraires au temps de la Terreur* (Strasbourg, 1932, in-8° ; 2^e éd., 1954, citée p. 57), et par A. SOBOUL, *Les sans-culottes parisiens en l'an II* (p. 708-716), cité p. 340. Sur le problème des salaires, publications de G. RUDÉ et A. SOBOUL, citées p. 399. Pour les biens nationaux, M. BOULOISEAU, *Le séquestre et la vente des biens des émigrés dans le district de Rouen* (Paris, 1937, in-8°) ; G. LEFEBVRE, *Les études relatives à la vente des biens nationaux ; La place de la Révolution dans l'histoire agraire de la France ; La Révolution et les paysans ; Les paysans du Nord* (vente des biens nationaux pendant la Terreur, p. 462-480 ; partage des communaux, p. 523-531), toutes publications citées, p. 57. Sur la crise agricole. A. MATHIEZ, *La vie chère*, p. 437-460 ; O. FESTY, cité p. 181 ; G. LEFEBVRE, *Les paysans du Nord*, p. 698-713. Ouvrages relatifs à l'assistance publique, cités p. 181, et à l'instruction publique ci-dessous, p. 573.

objectant qu'il n'instituerait qu'une égalité éphémère. Le décret du 18 mars 1793 prononçait la peine de mort contre les partisans de la loi agraire et Robespierre les désapprouva toujours : il regardait la propriété individuelle et héréditaire comme un mal, mais le déclarait incurable. Les difficultés que l'économie dirigée procurait eussent suffi à montrer que le communisme supposait une concentration de la production que le capitalisme et la technique mécanisée ne procuraient pas encore. Pour la même raison, le prolétariat ne se trouvait pas assez concentré, assez cohérent, pour constituer un parti de classe. Sans-culottes et Jacobins formaient ce qu'on appelle de nos jours un « front populaire », où les négociants et les artisans, les hommes de loi et les fonctionnaires, ordinairement aisés, souvent riches, exerçaient une prédominance incontestée. D'ailleurs, les paysans qui ne possédaient pas de terre n'aspiraient qu'à devenir propriétaires et les salariés de plus d'un métier jugeaient démocratique la suppression des corporations, parce qu'elle faisait briller à leurs yeux la perspective d'une installation à leur compte.

Mais tous, et les Montagnards avec eux, éprouvaient de l'hostilité pour « l'opulence », pour « les gros », c'est-à-dire pour la richesse jugée excessive et permettant l'oisiveté. Robespierre, comme Saint-Just dont les *Institutions républicaines* se montrent particulièrement explicites, estimait, à la suite de Rousseau, que la liberté et l'égalité civile et politique s'évanouissent pour la majorité des citoyens à mesure que s'exagère l'inégalité sociale. La République se devait donc, d'une part, de limiter les fortunes et de multiplier les petits propriétaires, d'autre part, de procurer à tous les moyens de s'élever dans la société grâce à l'instruction, et aux déshérités une certaine sécurité par une assistance nationale appropriée. L'idéal se conservait d'une démocratie sociale de petits producteurs indépendants, paysans et artisans, sans qu'on se rendit compte que, contradictoire avec la liberté concurrentielle de l'économie, qui assurait l'avenir à la concentration capitaliste, cet idéal ne pourrait se réaliser.

La Convention n'en dut pas moins voter des lois significatives. Celles du 5 brumaire (26 octobre 1793) et du 17 nivôse (6 janvier 1794) assurèrent la division des patrimoines en instituant l'égalité absolue des héritiers, y compris les enfants naturels, avec représentation à l'infini, et en n'autorisant le testament qu'en faveur des étrangers à la famille. D'autre part, la division par petits lots, prescrite, le 3 juin 1793, pour les biens d'émigrés, fut

étendue, le 2 frimaire (22 novembre 1793), à tous les biens nationaux dont la masse s'accrut par la nationalisation des biens des établissements charitables et des institutions d'enseignement, ainsi que par la confiscation des biens des condamnés et des prêtres déportés, qui furent assimilés aux émigrés. Le morcellement permit, en effet, à un certain nombre de paysans de devenir propriétaires ou, plus fréquemment, d'arrondir leurs domaines ; mais, comme la vente aux enchères n'en subsistait pas moins, la grande majorité d'entre eux n'en tirèrent aucun profit. Tel n'était pas le cas du partage des communaux par tête d'habitant autorisé le 10 juin 1793 : chacun recevait son lot. Mais il n'existait point de communaux partout ; ailleurs, on les jugeait impropres à la culture ; dans certaines régions, on repoussa la division comme funeste à l'élevage. Aux pauvres, la loi du 3 juin accordait, il est vrai, un arpent moyennant une rente annuelle. Mais, le 13 septembre, les soucis financiers prenant le pas, on remplaça cette concession par la remise d'un bon de 500 livres reçu en paiement de biens nationaux et remboursable en vingt ans sans intérêt ; se présenter aux adjudications pour l'utiliser comportait des chances de succès si faibles que personne ne s'y risqua ; des administrateurs clairvoyants signalèrent inutilement la déception que cette générosité illusoire provoquait dans les campagnes.

Il est douteux que la plupart des conventionnels s'en soient chagrinés ; ils n'oubliaient pas que les grands fermiers ainsi que les fabricants recherchaient la main-d'œuvre ; ils sentaient que, dans une société individualiste, où la population croissait et où le capitalisme se développait, c'était chimère de vouloir transformer tous les prolétaires en producteurs indépendants. Certains alléguèrent, en outre, que les grandes exploitations seules vendaient assez de grains pour nourrir les villes ; bien entendu, la bourgeoisie guettait ces domaines et plus d'un district, de connivence ou par négligence, continua de les vendre sans les diviser, quoique, au cours de l'été, le Comité eût rappelé les administrations à l'ordre.

Cependant, les pauvres continuaient à demander qu'on leur distribuât une partie des biens nationaux à un prix accessible, ou en arrentement, voire gratuitement. Mais, à cet égard, ceux qui en avaient pu acheter quelque morceau et, naturellement, les cultivateurs aisés qui tenaient les journaliers dans leur dépendance, n'avaient aucun intérêt à les soutenir. La solidarité paysanne qui obligea la Convention à décréter l'abolition pure et simple des droits seigneuriaux s'évanouissait. Les Montagnards,

à qui, d'ailleurs, la défense de l'assignat semblait de première nécessité, purent faire la sourde oreille.

Seuls, les robespierristes semblent s'être aperçus qu'il était indispensable de donner quelque satisfaction aux pauvres sans-culottes. En ventôse, Saint-Just fit décréter que les « indigents » seraient « indemnisés » par la distribution des biens confisqués sur les suspects. Il pouvait y avoir 300.000 de ces « ennemis de la République ». La Convention envisageait-elle de bon œil cette vaste expropriation ? Ce n'est pas croyable et, par cette promesse, elle comptait simplement contrecarrer la propagande hébertiste. Saint-Just, dans son discours, annonçait la cession gratuite de ces terres : le décret n'en souffla mot et, le 22 floréal (11 mai), le rapport de Barère sur la bienfaisance nationale laissa plutôt prévoir qu'elles aussi subiraient le feu des enchères. En tout cas, on ne précisa jamais les modalités d'exécution et, l'eût-on fait, qu'elles n'auraient pas contenté autant de paysans qu'on pourrait l'imaginer. Beaucoup de suspects ne possédaient pas de biens fonciers et, dans maints villages, par conséquent, le décret resterait sans objet ; puis, les métayers et les paysans déjà maîtres d'un lopin comptaient-ils parmi les « indigents » ? Il était des mesures qu'ils ne cessaient de réclamer : la division des grandes fermes en petites exploitations et la réforme du métayage. La première soulevait les mêmes objections que le sectionnement des biens nationaux. La seconde pressait, parce que la Convention, comme la Constituante et la Législative, réservait au propriétaire le bénéfice de la disparition de la dîme et des droits seigneuriaux, prélevés antérieurement avant le partage de la récolte, tandis que le métayer prétendait au contraire prendre désormais sa portion sur l'intégralité de la moisson ; dans le Gers, il en résulta des troubles ; on les réprima et la bourgeoisie conserva tout le profit de la libération du sol qu'elle détenait. Puisque les robespierristes pensaient aux paysans pauvres, il est d'autant plus caractéristique qu'ils ne prirent pas leurs pétitions en considération. Leur formation, qui les attachait à la liberté économique, y compte peut-être pour quelque chose : ils répugnaient probablement à la réglementation agraire comme au maximum. Mais ils ne firent même pas révoquer le décret du 24 avril 1793, qui condamnait les achats collectifs de biens nationaux par les communautés rurales, alors que rien n'empêchait l'association et la collusion entre les particuliers : ils ne connaissaient pas en profondeur les réalités rurales. Quant à exproprier contre indemnité les grands domaines, pour cause

d'utilité publique, afin de les répartir, personne n'en parla : la confiscation de biens privés par la Révolution ne se motiva jamais que comme sanction de la trahison ou de la rébellion. En somme, il manqua aux robespierristes, comme aux Enragés et aux hébertistes, une politique agraire capable d'émouvoir les foules paysannes. Quant aux prolétaires des villes, du moment qu'on laissait fléchir le maximum, on ne trouva rien à leur offrir en retour, pas même la faculté de se syndiquer et le droit de grève. La réquisition, il est vrai, ne permettait pas d'user de ce dernier. Mais, si les Montagnards s'étaient intéressés au mouvement ouvrier, ils auraient abrogé la loi Le Chapelier. Du moins essayèrent-ils de tenir les promesses de la Constituante. La loi du 22 floréal (11 mai 1794) nationalisa l'assistance et ouvrit « le livre de la bienfaisance nationale » ; posant le principe de ce que nous appelons la sécurité sociale, elle institua l'assistance médicale gratuite à domicile, les pensions aux vieillards, les secours aux mères de familles nombreuses. Celle du 29 frimaire (19 décembre 1793) ordonnait la création d'écoles primaires, obligatoires, gratuites et laïques. La création d'établissements de recherche scientifique et de culture supérieure se poursuivit ; mais les Montagnards remirent à plus tard la réorganisation de l'enseignement secondaire. Avant tout, ils cédèrent à la nécessité d'instruire le peuple, afin de développer l'esprit public et aussi de fortifier l'unité nationale : le décret du 8 pluviôse (27 janvier 1794) prescrivit d'enseigner le français dans les régions où on ne le parlait pas encore. Malheureusement, le personnel et le matériel manquaient. Pour organiser l'assistance et l'enseignement populaire, il fallait beaucoup de temps et d'argent.

Les Montagnards ne comptaient pas seulement sur l'école : le « culte décadaire » et les fêtes civiques devaient la prolonger. A la doctrine républicaine qu'on y propagerait, Robespierre entendit donner pour assiette l'existence de l'Être suprême et pour appui les sanctions de la vie future qu'annonce l'immortalité de l'âme. Le décret du 18 floréal (7 mai), qui institua les fêtes, reconnut, au nom du peuple français, ces propositions métaphysiques que Robespierre opposa sans ambages au matérialisme de certains encyclopédistes et à la philosophie positive. Elles exprimaient sa conviction personnelle ; mais il les justifiait aussi par le pragmatisme et y mêlait un souci pessimiste du sort des déshérités, qu'il ne fallait pas dépouiller des espérances d'un autre monde. Personne ne s'avisait de le contredire. Mais beaucoup de conventionnels, outre qu'ils n'en croyaient pas un mot, le

soupçonnèrent de tendre ainsi la main aux catholiques ; la fête de l'Être suprême, ordonnée par David et où Robespierre, alors président de la Convention, figura comme une sorte de pontife de la nouvelle religion, tirée en droite ligne de Rousseau, se célébra le 20 prairial (8 juin), qui correspondait à la procession de la Fête-Dieu et, en plus d'un endroit, on conclut que la déchristianisation prendrait fin. Associer le culte nouveau et le catholicisme constituait une entreprise chimérique ; mais, en supposant le contraire, une propagande spiritualiste ne suffisait pas pour gagner le prolétariat rural que, tout compte fait, le gouvernement révolutionnaire ne réussissait pas à satisfaire, encore moins les sans-culottes des villes qui l'avaient créé et qu'il assujettissait après les avoir déçus.

Or, au cours de l'été, la situation économique s'aggrava ; dans les régions fertiles elles-mêmes, comme la Beauce, la Limagne, la Flandre maritime, la pénurie apparut ; la période de soudure, toujours longue à cette époque, à cause du battage au fléau, menaçait de s'étendre, les ouvriers étant rares. Puis, les perspectives s'assombrissaient, car la récolte s'annonçait mauvaise. Le Comité avait fait de grands efforts pour assurer la culture des terres, chargeant les municipalités d'y veiller à l'aide de la réquisition au besoin. La Convention prescrivit de dessécher les étangs et d'ensemencer les jardins d'agrément ; une propagande active, pour laquelle on utilisa la *Feuille du cultivateur*, essaya d'améliorer les méthodes agricoles et de développer l'usage de la pomme de terre. On intervint parfois pour empêcher les paysans d'abandonner les céréales au profit des cultures non taxées ou de l'élevage : la crainte de la famine fut, à cet égard, l'utile auxiliaire du gouvernement. Pourtant, il ne pouvait se faire d'illusions : une part notable du sol demeura inculte ou mal préparée, faute de charrois, d'instruments aratoires ou de main-d'œuvre et aussi à cause des ravages de la guerre. Enfin, les intempéries se mirent de la partie. On pouvait prévoir que l'an III serait une année de famine. Et d'autre part, quoique ralentie, l'inflation continuait ; l'assignat se dépréciait de nouveau : en thermidor, dans la Seine, il se trouva ramené à 34 %.

Le gouvernement révolutionnaire avait gagné une année, le temps de vaincre ; il était maintenant menacé de se voir emporté, à son tour, par une crise économique, comme l'Ancien Régime et les Girondins. Puisque la paix était encore lointaine, il estimait d'ailleurs qu'il lui fallait maintenir le régime. C'est pourquoi il laissait la Terreur à l'ordre du jour.

XI. — LA TERREUR¹.

Dans la mentalité révolutionnaire, la volonté punitive s'associa dès le début, comme on l'a noté, à la réaction défensive contre le « complot aristocratique » : éléments inséparables bien que l'un d'eux puisse prédominer et les comportements consécutifs différer profondément suivant les circonstances et le tempérament des individus. L'action répressive surgit dès juillet 1789 ; les comités permanents s'en tinrent à une surveillance et à des investigations soupçonneuses ; mais, en quelques cas, survinrent des exécutions sommaires par la foule ameutée. Pour les prévenir, le déploiement de la force publique ne suffit pas toujours ; il fallut calmer l'effervescence par la poursuite attentive des conspirateurs et par des sanctions promptes et rigoureuses. Les assemblées instituèrent des comités des recherches ou de sûreté générale et déférèrent les crimes de « lèse-nation » à une juridiction spéciale, le Châtelet d'abord, la Haute Cour ensuite, et finalement le tribunal du 17 août 1792. Durant cette première période, la répression ne se régularisa pourtant pas. Durant les accalmies, le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir, p. 389, les ouvrages relatifs à l'organisation et à la doctrine du gouvernement révolutionnaire ; sur le tribunal révolutionnaire de Paris, voir, p. 364, les ouvrages de E. CAMPARDON et H. WALLON ; J. L. GODFREY, *Revolutionary justice. A study of the organization, personnel and procedure of the Paris Tribunal, 1793-1795* (Chapel Hill, North Carolina, 1951, in-8°) ; en outre, ARNE ORDING, *Le bureau de police du Comité de salut public. Étude sur la Terreur* (Oslo, [1930], in-8°) ; dans les « Mémoires de l'Académie des Sciences de Norvège », avec les observations d'A. MATHIEZ dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. VII, ann. 1930, p. 563-573, et de G. LEFEBVRE, La rivalité du Comité de salut public et du Comité de sûreté générale, dans la *Revue historique*, t. CLVII, ann. 1931, p. 336-343. Voir aussi H. CALVET, Une interprétation nouvelle de la loi de prairial, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XXII, ann. 1950, p. 305-319, et G. LEFEBVRE. Sur la loi du 22 prairial, dans la même revue, 1951, repris dans *Études sur la Révolution française* (cité p. 57), p. 67-89. La méthode statistique a été heureusement introduite dans cette question par D. GREER, *The incidence of the Terror* (Cambridge, Mass., 1935, in-8°) ; un décompte des suspects a aussi été réalisé pour la première fois par G. SANGNIER, *La Terreur dans le district de Saint-Pol* [Pas-de-Calais] (Blangermont [Pas-de-Calais], 1938, 2 vol. in-8°). Le nombre des suspects estimés par Mathiez à 300.000 d'abord, à 90.000 plus tard, s'est vu abaisser à 70.000 par L. JACOB, *Les suspects pendant la Révolution, 1789-1794* (Paris, 1952, in-8°) ; G. SANGNIER arrive pour le district de Saint-Pol au chiffre de 1.460 personnes. Voir encore les communications présentées au Congrès des Sociétés savantes, à Toulouse, en 1953, et concernant les districts de Montauban (607 suspects), Auch (366) et Castelnaudary (386) dans *Actes du 78^e Congrès national des Sociétés savantes* (Paris, 1954, in-8°) ; publication du « Comité des travaux historiques ». Se reporter aux études biographiques ou locales, par exemple : L. JACOB, *Joseph Lebon* (Paris, [1933], 2 vol. in-8°) ; V. DE BAUMEFORT, *Le tribunal révolutionnaire d'Orange* (Avignon, 1875, in-8°) ; abbé S. BONNEL, *Les 332 victimes de la commission populaire d'Orange* (Avignon, 1888, in-8°). — Sur le rôle de Robespierre, A. MATHIEZ, *Robespierre terroriste*, cité p. 384 ; pour la politique religieuse, voir p. 376.

danger s'estompant et la bourgeoisie répugnant aux procédures expéditives qui menaçaient la sûreté de l'individu, les sanctions parurent dérisoires ; il suffisait d'un incident local pour que les exécutions populaires reparussent. Avec la guerre et l'invasion, elles se multiplièrent et culminèrent à Paris par les massacres de septembre. La réaction girondine, loin de conclure au renforcement de l'action gouvernementale, la supprima : la Haute Cour disparut, puis le tribunal du 17 août, en sorte que les procès politiques rentrèrent dans la compétence des tribunaux ordinaires.

La crise de 1793 posa de nouveau le problème, car la volonté punitive s'unit au réflexe défensif pour engendrer le gouvernement révolutionnaire. Elle enflammait ses dirigeants comme leurs partisans. Mais les massacres de septembre avaient failli les perdre et, résolus à n'en pas tolérer le retour, ils entreprirent d'organiser la Terreur : une seconde période s'ouvrit. Au premier degré, les comités de surveillance, créés le 21 mars, s'attribuèrent l'arrestation des suspects et, après la loi du 17 septembre, toute latitude leur fut laissée sous le contrôle du Comité de sûreté générale. Si des motifs d'accusation se présentaient, intervenait le tribunal révolutionnaire, institué le 10 mars, remanié le 5 septembre et nommé par la Convention ; pour certains crimes, le tribunal criminel de chaque département, siégeant « révolutionnairement », suivait la même méthode que lui ; enfin, dans les régions de guerre civile, des commissions militaires entrèrent en activité. Dans tous les cas, la procédure se trouvait simplifiée : plus de jury d'accusation, les juges en tenant lieu ; plus de recours en cassation. En outre, la Convention réduisit le procès à une simple constatation d'identité et au prononcé de la peine de mort pour les individus mis hors la loi, les rebelles, les émigrés et les prêtres déportés revenus sur le territoire de la République.

En réalité, le contrôle de la répression échappa en partie au gouvernement. L'urgence la décentralisa comme l'administration, d'autant que rien, en l'espèce, n'y peut mieux pourvoir que des comités locaux grâce à l'information acquise de longue date par leurs membres. La tendance centrifuge se trouvait refrénée, en principe, par les représentants en mission. Ce fut même à l'échelle régionale que, durant des mois, la concentration des pouvoirs se manifesta surtout : dans beaucoup de communes, le comité révolutionnaire ne se constitua que pour la forme ou n'exista jamais ; ayant peine à recruter dans les villages des

municipalités compétentes et sûres, les représentants préférèrent souvent laisser la police politique soit au comité du chef-lieu de district ou de canton, soit à ces comités de salut public spontanément créés par les révolutionnaires du lieu. Mais, en vertu de leurs pleins pouvoirs, les représentants prétendaient diriger la Terreur à leur gré : tantôt, ils collaborèrent avec les terroristes du cru ; tantôt, ils les contrecarrèrent. De cette diversité ondoyante, il résulta que le champ de la répression s'élargit et que, cependant, la rigueur en fut extrêmement inégale.

La suspicion ne visait pas le coupable probable d'un fait accompli, à raison par conséquent de circonstances définies qui eussent précisé les termes de la discussion et de la preuve, mais l'auteur possible d'un crime éventuel, dont on l'estimait capable à cause de ses opinions, voire de son indifférence réelle ou simulée. La marge d'incertitude et le risque d'arbitraire, que la procédure judiciaire ordinaire ne réduit qu'approximativement grâce à sa minutie et à sa lenteur, augmentaient démesurément. On accroissait encore ces dangers, et de manière singulièrement périlleuse, si l'on en venait à la mise en accusation, quand, explorant le passé de l'intéressé, on retenait des actes ou des déclarations irréprochables en leur temps, comme l'adhésion aux pétitions des 8.000 et des 20.000, ou que légitimait le souci juridique du respect dû à la Constitution, notamment la protestation contre le 10 août ou le 2 juin, bien qu'aucune résistance ultérieure ne pût être relevée à la charge de ces « feuilants » ou de ces « fédéralistes », dont bon nombre n'en furent pas moins emprisonnés et même guillotins.

D'autre part, le « complot aristocratique » n'était pas seul en cause. La situation économique et ses conséquences sociales désignaient maintenant d'autres « ennemis du peuple » : les riches qui cachaient leur argent ou l'envoyaient à l'étranger, les producteurs qui éludaient le maximum, ceux qui refusaient l'assignat. La Terreur devint ainsi le soutien de l'économie dirigée, dont les sans-culottes comptaient qu'elle assurerait leur existence. Sans doute, les délits d'ordre économique ne tombaient point tous sous le coup des juridictions d'exception ; ils exposaient pourtant leurs auteurs à se voir détenus comme suspects et, si leurs opinions et les circonstances portaient à leur attribuer des intentions contre-révolutionnaires, ils risquaient leur tête. Rien, néanmoins, ne contribua autant que la déchristianisation à généraliser la Terreur : les anciens religieux, les prêtres constitutionnels, les fidèles pratiquants se virent traités comme dangereux ou coupables.

bles. Ainsi conçue, la répression terroriste, incontestablement efficace parce qu'elle intimida beaucoup d'adversaires, les réduisit à l'impuissance ou les supprima, n'en arriva pas moins à frapper ou, bien plus fréquemment encore, à inquiéter et à irriter une foule de gens qui, hostiles sans doute au gouvernement révolutionnaire pour une raison ou pour une autre, se résignaient pourtant à obéir et, en tout cas, ne songeaient ni à conspirer ni à s'insurger.

Mais, laissant large place à l'appréciation de ceux qui l'exerçaient, sa rigueur dépendit de leur caractère et des circonstances. Les haines personnelles, l'esprit de vengeance, qui s'infiltra dès l'origine dans la volonté punitive, et surtout l'autoritarisme impulsif de certains hommes aggravèrent à l'occasion la sévérité ou la ranimèrent après une accalmie ; inversement, la longanimité, les amitiés, l'esprit politique la tempérèrent souvent et nombre de représentants se bornèrent à quelques exemples ou se contentèrent d'emprisonnements. Les commissaires des comités sévirent de même différemment : dans le district de Saint-Pol, l'un arrêta 141 personnes dans le canton de Frévent, tandis que ses collègues n'en distinguaient ailleurs que trois, deux ou un seulement. Les circonstances, toutefois, exercèrent une influence plus considérable ; le danger plus ou moins exactement mesuré, et non pas seulement leur tempérament, détermina certains représentants à créer, de leur propre mouvement, des tribunaux révolutionnaires ou des commissions populaires, qui, dessaisissant le tribunal de Paris, précipitèrent les exécutions. En ce qui concerne les suspects, on distingue des rafles en rapport avec les événements : celles du mois d'août 1793, époque du plus grand péril et de la levée en masse ; celles de l'automne, alors que la Terreur venait d'être inscrite « à l'ordre du jour » ; celles de ventôse, au moment où la campagne s'ouvrait. Le rôle des circonstances ressort plus nettement encore du dénombrement des condamnations capitales par D. Greer : 71 % se produisirent dans les deux zones de guerre civile, dont 19 dans le sud-est et 52 dans l'ouest, contre 15 % seulement à Paris. L'examen des motifs d'inculpation concorde d'ailleurs : dans plus de 72 % des cas, il s'agit de rébellion. Au contraire, 6 départements n'ont vu aucune exécution ; 31 en virent moins de 10 et 14 moins de 25.

Bien entendu, ce ne sont pas les pourcentages, mais les nombres eux-mêmes qui rendent compte de l'impression sur l'opinion. Or, la statistique de D. Greer se borne aux condamnations capitales : elle en compte à peu près 17.000. Mais le nombre des morts

fut bien supérieur ; sans parler des rebelles tombés en combattant, il faut ajouter en effet les exécutions sans jugement, soit par ordre comme à Nantes et à Toulon, soit par refus de quartier sur le champ de bataille, dans la poursuite ou au cours des battues ; en outre, les conditions d'existence dans les prisons y entraînèrent une forte mortalité. Un décompte exact étant impossible, D. Greer se prononce pour 35 à 40.000 morts. Il convient de rappeler que les biens des condamnés, des émigrés et des prêtres déportés étaient confisqués, ceux des parents d'émigrés mis sous séquestre jusqu'au prélèvement de la part successorale des fugitifs. Enfin, n'oublions pas les suspects : le district de Saint-Pol en enferma 1.460 ; le nombre total, tout hypothétique, de 300.000 n'a rien d'invraisemblable. L'effroi et la rancune des contemporains, le souvenir indéracinable qu'ils ont transmis à la postérité s'expliquent de soi.

Mais les constatations de D. Greer importent surtout parce qu'elles confirment le caractère de la Terreur ; ce fut dans les deux zones où les contre-révolutionnaires en vinrent à la prise d'armes et à la trahison ouverte qu'elle sévit avec le plus de fureur. En dépit des éléments qui l'étendirent inconsidérément ou la polluèrent, elle demeura jusqu'au triomphe de la Révolution ce qu'elle avait été dès le premier moment : une réaction punitive indissolublement liée à l'élan défensif contre le « complot aristocratique ». On objectera que 85 % des morts dénombrés — bourgeois, artisans, paysans — appartenaient au Tiers État, tandis que le clergé ne compte que pour 6,5 et la noblesse pour 8,5 ; mais, en pareille lutte, les transfuges suscitent moins de ménagements que les adversaires originels.

Pourtant, ce n'est là, en quelque sorte, que l'aspect externe de la Terreur. On lui en découvre un autre si l'on observe que, associée au gouvernement révolutionnaire, elle conférait à ce dernier la « force coactive » qui restaurait l'autorité de l'État et lui permettait d'imposer à la nation les sacrifices indispensables au salut public. Si la majorité des Français tenaient à la Révolution et détestaient l'intervention de l'étranger, leur culture civique n'allait pas jusqu'à comprimer l'égoïsme et à les plier universellement à la discipline. La Terreur les y obligea et contribua puissamment à développer l'habitude et le sens de la solidarité nationale. Les Montagnards partageaient sans aucun doute la volonté punitive des sans-culottes : il n'en reste pas moins que, de ce point de vue, la Terreur devenait un instrument de gouvernement qui contraignait la nation, sans en excepter, à l'occa-

sion, les sans-culottes eux-mêmes. C'est, si l'on peut dire, son aspect interne.

Dès lors, à mesure que la dictature des Comités s'affirma, un troisième aspect se révéla. Des Montagnards blâmèrent la dureté du régime ; des sans-culottes lui reprochèrent de ne pas assez faire pour eux ; la Terreur, cette fois, se tourna contre ceux qui l'avaient créée. Le drame de ventôse et de germinal marqua ainsi une nouvelle étape dans son histoire ; elle apparut comme destinée à maintenir au pouvoir le petit groupe d'hommes qui, retranchés dans les Comités, incarnaient la dictature révolutionnaire.

Pourtant, au cours de cette troisième période, ses caractères antérieurs subsistèrent. La centralisation avait lentement progressé : le Comité de sûreté générale exigeait des états justificatifs des emprisonnements ; le Comité de salut public envoyait des agents enquêter çà et là : Jullien de Paris à Nantes et à Bordeaux, Demaillot dans l'Orléanais ; les terroristes les plus notables, Carrier, Barras et Fréron, Fouché, Tallien rentraient l'un après l'autre. A présent, le décret du 27 germinal (16 avril 1794) ordonna de supprimer les tribunaux révolutionnaires de province et ils le furent presque tous, en effet, le 19 floréal (8 mai). De nouveau, les circonstances commandèrent des exceptions. Dans le Nord, la campagne prenait fâcheuse tournure : Landrecies capitula le 10 floréal et Cambrai se trouva menacé ; Saint-Just et Lebas, dépêchés à l'armée, firent appel à Lebon qui vint installer dans cette ville une section de son tribunal d'Arras, qu'on laissa donc subsister jusqu'au 22 messidor (10 juillet). En Provence, Maignet déclarant impossible le transfert à Paris de milliers de prisonniers, le Comité créa, le 21 floréal (10 mai), la commission populaire d'Orange qui fonctionnait encore le 9 thermidor. D'autre part, le Comité de salut public et celui de sûreté générale dirigeant concurremment la répression, la centralisation poussait le premier à déposséder le second et, à la fin de floréal, il se constitua un bureau de police générale : son rival ne céda pas et, comme on le verra, ce fut, au sein du gouvernement révolutionnaire, une fissure qui accéléra son effondrement.

Comme instrument de gouvernement, les méthodes terroristes auraient pu appeler à la réflexion les Comités victorieux. Tous les régimes autoritaires y recourent, et aussi les autres en temps de guerre ou d'insurrection ; mais c'est une règle pour les politiques de s'en tenir à des exemples qui assurent la soumission de la multitude sans la réduire au désespoir. Des indices montrent

que, dans les Comités, certains apercevaient le danger. Robespierre s'était opposé au jugement des députés arrêtés à la suite de leur protestation contre le 2 juin ; grâce à Lindet, on évita une proscription générale des fédéralistes ; les vains efforts contre la déchristianisation et le rappel des grands terroristes tendaient à même fin. Le 5 nivôse (25 décembre 1793), on était convenu de « perfectionner » le tribunal révolutionnaire. N'allait-on pas définir exactement les crimes à réprimer, accroître les garanties de la défense, reviser les arrestations ? Il n'en fut rien. Les circonstances, encore une fois, pesèrent d'un grand poids : jusqu'à la fin de juin, la victoire demeura douteuse et elle exigea une tension désespérée de l'effort. Le moment ne parut pas venu de détendre les ressorts ; au contraire, le décret du 27 germinal expulsa les nobles et les étrangers de Paris et des villes fortifiées. D'autre part, proscrivant indulgents et extrémistes, les Comités n'entendaient pas ménager en retour les contre-révolutionnaires : ils partageaient la passion punitive des sans-culottes et ne voulaient pas risquer de se voir accuser de trahison. A Paris, en floréal, des procès retentissants — celui des parlementaires compromis par leur attitude en 1789, celui des fermiers généraux parmi lesquels compta Lavoisier, celui de Mme Élisabeth — manifestèrent que la Terreur, fidèle à son origine, n'était pas devenue un pur instrument de gouvernement. La notion généralisée de complot aristocratique, étendue à tous ceux qu'on inculpait d'hostilité à l'égard du régime, explique la pratique croissante de l'« amalgame », qui, au déni de toute procédure vraiment judiciaire, rassemblait dans la même sentence des accusés qui s'ignoraient et dont les actes ou les paroles n'offraient rien de commun que leur solidarité préjugée dans la « conspiration contre le peuple français ». Finalement, cet état d'esprit s'exaspérant parce que des attentats menacèrent la sécurité personnelle des chefs révolutionnaires, la procédure terroriste se transforma en effet, mais pour se simplifier davantage encore.

Le 1^{er} prairial (20 mai), un certain Admirat fit feu de son pistolet sur Collot d'Herbois et le manqua. Le 4, au soir, on arrêta Cécile Renault qui insistait pour voir Robespierre : elle refusa de révéler ses intentions, mais déclara compter sur la victoire des coalisés. Dans la journée, Barère avait déjà dénoncé Admirat comme l'agent du complot soudoyé par Pitt contre la République. Le 7 (26 mai), la Convention interdit de faire désormais quartier aux soldats britanniques et hanovriens : décret inouï que l'armée ne pouvait guère appliquer, mais qui témoigne d'une émotion

qu'explique d'ailleurs le souvenir de l'assassinat de Lepeletier et de Marat. Cette émotion se traduit encore dans l'appel du Comité de salut public à Saint-Just, le 6, au fort de la campagne : « La liberté est exposée à de nouveaux dangers ; le Comité de salut public a besoin de réunir les lumières et les énergies de tous ses membres. » Il est évident que, aux yeux des révolutionnaires, les attentats qu'ils rattachèrent, sans preuve convaincante, aux machinations de l'insaisissable baron de Batz, annonçaient quelque tentative pour désorganiser la défense nationale à la veille des combats décisifs. Saint-Just arriva le 10 ; des entretiens, nous ne savons rien et les préparatifs de la fête de l'Être suprême, fixée au 20, retardèrent le résultat. Il apparut le 22 prairial (10 juin), quand Couthon présenta la fameuse loi dont la minute est de sa main. Robespierre, qui présidait, descendit à la tribune pour emporter l'adhésion de la Convention. Plus tard, les membres du Comité de salut public, menacés par les réacteurs, imputèrent l'initiative à leurs collègues disparus et affirmèrent n'avoir pas été consultés, sans trouver créance auprès des thermidoriens. Il est du moins certain que le Comité de sûreté générale ne fut pas appelé à donner son avis et qu'il ne le pardonna pas.

Supprimant tout interrogatoire avant l'audience, laissant l'audition des témoins à la discrétion du tribunal, refusant à l'accusé le concours d'un avocat, la loi achevait la ruine des garanties juridiques de la défense. En outre, le tribunal n'avait plus de choix qu'entre l'acquiescement et la mort. Considérée comme un instrument de gouvernement au service de la défense révolutionnaire, la Terreur n'exigeait pas qu'on la renforçât ainsi. D'ailleurs, Couthon avait dit : « Il ne s'agit pas de donner quelques exemples, mais d'exterminer les implacables satellites de la tyrannie. » C'était dédaigner le point de vue du politique pour s'abandonner sans réserve à la passion répressive, que la menace de l'assassinat nuageait d'animosité personnelle. Dans la Convention, d'autre part, la loi porta au paroxysme une inquiétude qui datait de loin : les adversaires du Comité prétendirent, le 23, qu'elle l'autorisait implicitement à mettre les députés en accusation sans en référer à l'assemblée ; Robespierre obtint, non sans peine, le lendemain, qu'on écartât l'imputation, mais le doute subsista. De ce chef, la conclusion s'imposait que les Comités accentuaient la Terreur pour se maintenir au pouvoir, en sorte que le nouvel aspect qu'on entrevoyait au lendemain de la mort d'Hébert et de Danton prédominait à présent.

La loi du 22 prairial engendra la « Grande Terreur ». Dès le 29,

on l'appliquait à une « fournée » de 53 personnes, impliquées dans les tentatives d'assassinat et la conspiration de Batz. Toutefois, ce fut l'attention inquiète attachée aux prisons qui en étendit la portée. En soi, rien de nouveau : qu'une révolte des détenus entrât dans le complot aristocratique, on l'admettait en juillet 1789 et en septembre 1792 ; le grand nombre des suspects incarcérés — plus de 8.000 à Paris maintenant — ne pouvait qu'accentuer cette crainte. Le régime des geôles la justifiait ; un rapport de prairial reconnaissait, en somme, qu'il ne tenait qu'aux prisonniers de s'insurger ; des indices de pareil dessein avaient été allégués contre les hébertistes, puis contre Dillon et Lucile Desmoulins. Au cours du mois de juin, un complot d'évasion ayant été dénoncé à Bicêtre, trois fournées comparurent de ce chef au tribunal révolutionnaire. Puisqu'on rattachait les attentats de prairial à la conspiration contre-révolutionnaire, il n'est pas surprenant que les prisons soient revenues à l'ordre du jour ; mais l'intention exterminatrice exprimée par Couthon explique aussi qu'on accueillit avec complaisance les dénonciations des mouchards. Avec l'approbation du Comité de salut public et sous la direction d'Herman, chef de la commission des affaires civiles et judiciaires, on tira du Luxembourg, des Carmes, de Saint-Lazare, sept fournées du 19 messidor (7 juillet) au 8 thermidor (26 juillet) ; dans l'une d'elles figura André Chénier. Au total, la Grande Terreur coûta la vie à 1.376 personnes, alors que, de mars 1793 jusqu'au 22 prairial, on n'en avait exécuté à Paris que 1.251.

L'opinion s'émut et les usages de la répression y aidèrent : les charrettes transportaient lentement les condamnés à travers le faubourg Saint-Antoine jusqu'à la barrière du Trône-renversé, emplacement nouveau de l'échafaud ; le supplice était public et la guillotine, tranchant la tête et répandant le sang, frappait l'imagination. Or, précisément, la victoire de la Révolution ne paraissant plus douteuse, la crainte du complot aristocratique s'estompait, la volonté punitive s'émoussait, la fièvre populaire tombait.

XII. — LA VICTOIRE RÉVOLUTIONNAIRE (MAI-JUILLET 1794)¹.

On a reproché au Comité de Salut public d'avoir abandonné la politique de Danton et de n'avoir pas cherché à rendre la victoire

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour la diplomatie, outre les ouvrages généraux (principalement A. SOREL, très hostile au Comité), consulter P. MANTOUX, *Le Comité de salut public et la mission de Genet aux États-Unis*, dans

moins coûteuse au moyen de la diplomatie : il lui aurait fallu, tout à la fois, exploiter les divisions des coalisés, soutenir les Polonais, pousser les Scandinaves à l'action. Grouvelle le renseignait de Copenhague, Barthélemy et Bacher de Suisse : à leur avis, la Prusse et l'Autriche inclinaient à négocier ; Bernstorff, le ministre danois, offrait ses bons offices. Le Comité fit la sourde oreille ; à l'intérieur, des négociations eussent encouragé les Indulgents et détendu l'effort national : à la fin de 1793, on répandit le bruit de pourparlers de paix en même temps qu'on parlait de « clémence » ; au dehors, il n'aurait rien obtenu : c'est seulement après la victoire des régicides que le roi de Prusse se résigna à traiter avec eux. Quant aux Polonais, le Comité laissa Parandier lui envoyer Kosciuszko, mais refusa tout subside. Il esquaissa le plan d'une ligue des neutres et contribua, par l'intermédiaire de Grouvelle, à unir le Danemark et la Suède ; on parla même de financer les armements suédois, mais où prendre l'argent ? On savait d'ailleurs que les Scandinaves, comme les Américains, ne songeaient qu'à trafiquer en paix : à la première menace, les Anglais, en cédant, rendraient vains les sacrifices de la France. Les Polonais pouvaient se montrer plus utiles, mais quels moyens de les aider ? Leur « république » aristocratique et royale n'attirait d'ailleurs pas la sympathie des révolutionnaires ;

Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XIII, ann. 1909, p. 5-35 ; R. PETIET, *Gustave-Adolphe IV et la Révolution*, cité p. 292 ; Martine RÉMUSAT, Un sans-culotte à la cour de Danemark [Grouvelle], dans *Revue de Paris*, ann. 1912, t. IV, p. 538-578 ; A. LODS, *Bernard de Saintes et la réunion de la principauté de Montbéliard* (Paris, 1888, in-8°) ; J. GROSSBART, La politique polonaise de la Révolution jusqu'aux traités de Bâle, dans *Annales historiques de la Révolution*, t. VI, ann. 1929, p. 34-55, 242-255, 476-485 ; t. VII, ann. 1930, p. 129-151. — Il nous manque un ouvrage satisfaisant sur les relations avec la Suisse, principalement du point de vue économique ; se reporter aux *Papiers de Barthélemy*, publiés par J. KAULEK et A. TAUSSEERAT-RADEL (Paris, 6 vol. in-8°, 1886-1910 ; publication du ministère des Affaires étrangères) ; à la *Correspondance de P. Och*s, publiée par G. STEINER, citée p. 200 ; pour Genève, A. MAZON, *Histoire de Soultavie* (Paris, 1893, 2 vol. in-8°), et les livres d'E. CHAPUISAT et M. PETER, cités p. 204. — Pour les opérations militaires, outre les ouvrages cités p. 249, 341 et 380, consulter H. COUTANCEAU, *La campagne de 1794 à l'armée du Nord*, I^{re} partie, *Organisation* (Paris, 1903-1905, 2 vol. in-8° ; publication de l'état-major de l'armée) ; II^e partie, *Opérations* (Paris, 1907-1908, 2 vol. in-8° ; s'arrête à la bataille de Tourcoing) ; V. DUPUIS, *Les opérations militaires de la Sambre en 1794 ; bataille de Fleurus* (Paris, 1907, in-8° ; publication de l'état-major) ; L. JOUAN, *La campagne de 1794-95 dans les Pays-Bas*, t. I (seul paru), *La conquête de la Belgique ; mai-juillet 1794* (Paris, 1914, in-8° ; publication de l'état-major) ; L. HENNEQUIN, *La campagne de 1794 entre Rhin et Moselle* (Paris, 1909, in-8° ; publication de l'état-major) ; G. FABRY, *Histoire de la campagne de 1794 en Italie* (Paris, 1905, 2 vol. in-8°) ; les ouvrages de L. KREBS et H. MORRIS, J. FERVEL et E. DUCÉRÉ, cités p. 380 ; A. CHUQUET, *Dugommier* (Paris, 1904, in-8°).

probablement, le Comité ne manquait pas d'arrière-pensée : si l'on traitait un jour avec la Prusse, il faudrait sacrifier la Pologne et il était donc plus honnête de ne lui rien promettre.

S'il n'attacha pas une grande importance aux manœuvres diplomatiques, il conçut pourtant une politique extérieure : elle consistait à ménager les neutres et à éviter tout ce qui pouvait accroître le nombre de ses ennemis. Renouant la tradition, Robespierre, le 27 brumaire (17 novembre 1793), rappela aux petits États que leur indépendance ne survivrait pas à l'écrasement de la France. Aux déchristianisateurs, il reprocha amèrement d'aliéner à la République l'opinion internationale. Les relations commerciales reprirent avec les neutres, dont on ménagea les vaisseaux. Et surtout, on renonça à la propagande. La Suisse principalement s'en alarmait ; aussi Robespierre coupa-t-il court aux manœuvres d'Hérault qui, à deux pas de Bâle, cherchait à annexer Mulhouse ; la principauté de Montbéliard décida l'annexion et elle s'opéra en fait, mais la Convention ne la prononça point ; à Genève, où Soulvie représentait la France, les démocrates renversèrent bien le patriciat, mais le Comité se garda d'occuper la ville. Barthélemy put calmer la méfiance des cantons et une foule d'agents y placèrent des commandes ; on fournit aux Suisses, d'ailleurs, le sel et les produits dont ils avaient besoin. Les menées contre-révolutionnaires de Steiger, le chef de l'aristocratie bernoise, se heurtèrent à la résistance des cantons de Zurich et de Bâle qui tenaient à trafiquer librement avec la France. Aux États-Unis, Genet, l'envoyé girondin, liait partie avec les républicains contre Washington, pour entraîner leur pays dans la guerre ; il avait armé des corsaires dans les ports américains ; on fut à deux doigts d'une rupture, d'autant plus regrettable que la dette des États-Unis formait le seul crédit dont la France disposât à l'étranger ; Genet se vit remplacé et se garda de rentrer.

En renonçant à la propagande, le Comité n'obéissait pas seulement à la prudence. L'apathie des peuples « esclaves » et la « conspiration de l'étranger » réveillèrent l'égoïsme national et discréditèrent l'universalisme cosmopolite qui avait marqué les débuts de la Révolution ; les intérêts mercantiles se félicitaient qu'on eût rompu le traité de 1786 et fermé le pays au commerce britannique. Le Comité s'empessa d'exploiter ce revirement : il « nationalisa » ou « popularisa » la guerre. Barère, dans ses « carnagnoles », ne cesse de ridiculiser l'ennemi et de flatter l'orgueil de la nation. « Je n'aime pas les Anglais, moi ! », s'écrie Robespierre

aux Jacobins. Puisque les peuples ne désavouent pas leurs gouvernements, on les traitera désormais en conséquence. Dès septembre 1793, le Comité prescrit aux armées de mettre la main sur toutes les ressources des pays qu'elles occuperont et de faire rentrer en France tout ce qu'elles n'auront pas consommé ; au cours de l'hiver, le Palatinat est rigoureusement exploité ; quand l'offensive se dessine, le Comité établit près de chaque armée une agence d'évacuation (24 floréal-13 mai) et l'opération s'organise définitivement le 30 messidor (18 juillet). Les pays conquis se voient systématiquement dépouiller ; dans les Pyrénées espagnoles, on détruit les fonderies qu'on ne peut utiliser. Le gouvernement ouvre ainsi la voie à la politique annexionniste des thermidoriens qui éternisera le conflit. Mais son dessein est bien différent. Il voit bien que le pays s'épuise ; « le peuple se lasse » quand la lutte se prolonge, avait prédit Robespierre aux Girondins ; redoutant la dictature militaire, le Comité n'entend pas s'installer dans la guerre. Nous voulons finir cette année, écrivait Carnot ; autrement « ce serait périr de faim et d'épuisement ».

A l'armée du Nord, il avait donné à Pichegru environ 150.000 hommes avec ordre d'attaquer en Flandre pour prendre Ypres et atteindre Nieuport ; à l'extrême droite, l'armée des Ardennes, qui comptait 25.000 hommes, devait menacer Charleroi, et celle de la Moselle, avec ses 40.000 hommes, s'avancer vers Liège. Stratégie d'Ancien Régime : l'armée s'étirait parallèlement à l'ennemi, visait des forteresses, manœuvrait Cobourg pour l'obliger à reculer en menaçant les extrémités de ses lignes, au lieu d'attaquer en masse sur Charleroi pour lui couper la retraite et l'anéantir. Pichegru se montra d'ailleurs inférieur à sa réputation et tergiversa durant un mois. Laissant l'initiative à l'adversaire, les républicains, massés aux deux tiers sur leur gauche, risquaient de se voir enfoncés au centre et de découvrir la route de Paris. C'est ce que Mack avait conseillé : les Autrichiens prirent Landrecies et battirent les Français près du Cateau. Mais Cobourg transporta l'offensive vers Lille et ses troupes se firent repousser à Tourcoing par les lieutenants de Pichegru, le 29 floréal (18 mai). Pendant ce temps, Saint-Just donnait enfin à la diversion de droite les proportions d'un véritable assaut : l'armée des Ardennes s'éleva peu à peu à 50.000 hommes ; quatre fois, il la ramena en vain contre Charleroi.

L'immobilité des Prussiens décida de la campagne, comme en 1793 : Jourdan, avec une partie de l'armée de la Moselle, put avancer à travers l'Ardenne ; poursuivant Beaulieu, il

obliqua vers Dinant. Le Comité décida alors de réunir son armée à celle des Ardennes : ce groupe de 90.000 hommes allait bientôt prendre le nom fameux de « Sambre-et-Meuse ». Après un nouvel échec, Jourdan fit enfin capituler Charleroi. A ce moment, Pichegru prenait Ypres. La manœuvre classique par les ailes aboutit ainsi par tâtonnements : Cobourg se retira. Mais il était trop tard pour lui barrer la route en débouchant de Charleroi ; se rendant compte du danger, il vint attaquer Jourdan aux portes de la ville, dans la plaine de Fleurus, le 8 messidor (26 juin) ; repoussé, il n'en demeura pas moins maître d'évacuer tranquillement la Belgique. Pichegru et Jourdan se rejoignirent à Bruxelles ; encore Robespierre et Saint-Just durent-ils écarter l'inconcevable prétention de Carnot d'enlever au second un fort contingent pour aller préparer sur la côte une attaque contre la Zélande.

Les coalisés s'étaient séparés, les Autrichiens tirant vers Aix-la-Chapelle, les Anglo-Hanovriens et les Hollandais vers le Bas-Rhin. Les Français les imitèrent : Jourdan suivit les premiers et Pichegru les autres ; ils entrèrent simultanément à Liège et à Anvers le 9 thermidor (27 juillet). Ils s'arrêtèrent alors pour organiser leurs bases en Belgique, tandis qu'on reprenait, à l'arrière, les places fortes du Nord. En septembre, Jourdan se remit en marche, battit Beaulieu sur l'Ourthe et sur la Roër, puis atteignit le Rhin. A ce moment, les Prussiens retournaient en Westphalie ; les armées du Rhin et de la Moselle s'avancèrent et bloquèrent Mayence. Pichegru attendit que les fleuves fussent gelés pour envahir la Hollande ; en décembre et janvier, il l'occupa sans lutte : les Anglais s'étaient retirés en Hanovre.

Dans les Pyrénées-Orientales, Dugommier avait enlevé le camp du Boulou, le 12 floréal (1^{er} mai), repris les forteresses et envahi la Catalogne ; à l'ouest, Moncey, ayant tourné et dispersé l'ennemi, occupait Fontarabie et Saint-Sébastien (6 et 7 thermidor, 24 et 25 juillet). Un moment, l'invasion de l'Italie avait paru imminente ; Bonaparte, maintenant général de brigade, fit imposer son plan à Carnot par les deux Robespierre ; mais, après le 9 thermidor, Carnot revint à son propre dessein qui était de renforcer Dugommier : en novembre, à la bataille de la Montagne noire, les Espagnols furent mis en déroute ; Figuières capitula ; Pérignon, remplaçant Dugommier tué, put assiéger et prendre Rosas.

Sur mer, il n'en allait pas de même. Grâce au concours de l'Espagne et de Naples, les Anglais dominaient la Méditerranée,

imposaient leur volonté à la Toscane et à Gênes, achevaient la conquête de la Corse de connivence avec Paoli. Dans l'Atlantique, toutefois, les escadres républicaines réussissaient encore à sortir. Quand, au début de prairial, un grand convoi de grains arriva des États-Unis, Howe essaya de le capturer et Villaret-Joyeuse vint, de Brest, lui livrer bataille, les 9, 10 et 13 (28, 29 mai, 1^{er} juin). Les pertes des Français furent les plus lourdes, et ce fut là que coula le *Vengeur* ; mais Howe abandonna la partie et le convoi échappa.

Aux colonies, les Anglais occupaient les comptoirs de l'Inde, Saint-Pierre et Miquelon, mais dédaignaient le Sénégal et ne touchèrent pas aux Mascareignes. La lutte se concentrait aux Antilles. A la veille de se séparer, le 24 septembre 1791, la Constituante avait de nouveau abandonné aux assemblées coloniales le soin de régler la condition des hommes de couleur, le maintien de l'esclavage restant hors de conteste ; mais ses commissaires ne réussirent pas à rétablir l'ordre, ni à soumettre les noirs révoltés. Les Girondins reconnurent aux hommes de couleur et aux noirs libres la pleine condition de citoyens, le 28 mars 1792, et dépêchèrent de nouveaux commissaires dont le plus notable est Sonthonax ; quand ceux-ci parvinrent à Haïti, la nouvelle du 10 août achevait de pousser les blancs vers la contre-révolution. Les représentants de la Législative s'appuyèrent sur les mulâtres, tandis que certains généraux, d'Esparbès, puis Galbaud, inclinaient en sens contraire : la guerre civile provoqua la destruction de Port-au-Prince et du Cap français. Avec la connivence des colons, les Anglais, qui, à Londres, traitaient avec leurs émissaires, par exemple Malouet ou le Martiniquais Dubuc, entreprirent d'occuper les ports et Sonthonax se résigna à promettre la liberté aux noirs qui concourraient à chasser l'étranger ; puis la Convention, le 16 pluviôse an II (4 février 1794), abolit purement et simplement l'esclavage. Ce décret n'entra jamais en application ni aux Iles du Vent la Guadeloupe exceptée, parce que les Anglais s'en étaient emparés, ni aux Mascareignes, où les planteurs le tinrent pour non avenu ; mais, à Saint-Domingue, il produisit l'effet que les républicains en attendaient. Déjà, Toussaint-Louverture, le plus remarquable des chefs noirs, brouillé avec les Espagnols, s'était rallié au général Lavaux ; tous les autres l'imitèrent et, à la fin de l'année 1795, la reconquête s'achevait. Des Iles du Vent, il ne restait aux Français que la Guadeloupe reprise par Victor Hugues ; Goyrand y ajouta Sainte-Lucie, qu'il reperdit en 1796 après une longue résistance.

Hugues ne laissait aucun repos aux Anglais ; sans réussir à reprendre la Martinique, il infligeait des pertes sensibles à leur commerce.

Bien que la Grande-Bretagne prit le dessus, la France ne s'estimait pas hors de combat. Pour en imposer aux maîtres de la mer, il lui importait avant tout de rétablir la paix continentale. Ce n'était pas impossible : la Prusse et l'Espagne allaient traiter ; les Pays-Bas possédaient de grandes ressources ; par eux, le trafic avec Hambourg et la Baltique reprenait ; la République pouvait retarder la débâcle financière et économique, couronner son triomphe en obligeant l'Autriche à la paix par un suprême effort. Mais il eût fallu que l'armature révolutionnaire subsistât.

XIII. — LE 9 THERMIDOR (27 JUILLET 1794)¹.

La plus grande partie de la nation lui était hostile. Cela va de soi pour ceux qui résistaient au Tiers État dès 1789, ou que des griefs personnels d'intérêt et d'amour-propre, l'attachement à la royauté, la fidélité aux réfractaires et le sentiment religieux, la peur de la « loi agraire » avaient progressivement tournés contre la Révolution. Mais tel était aussi le cas de beaucoup qui, restant en principe fidèles à celle-ci, aspiraient à retrouver la liberté de l'entreprise et du profit ou, plus souvent encore, se sentaient las et souhaitaient la paix. Les Jacobins des clubs eux-mêmes, dont on a estimé le nombre à un million, se désaccordaient : artisans et boutiquiers éludaient le maximum quand ils le pouvaient ; quant aux sans-culottes, déçus et reprochant aux Comités la proscription de leurs chefs, ils remuaient dans les ateliers et des incidents variés témoignaient de leur désaffection. La Convention, issue de la bourgeoisie, désirait de son côté en finir avec l'économie dirigée et rétablir l'autorité politique et sociale de sa classe. Elle ne pardonnait aux Montagnards ni de s'être imposés par la contrainte populaire, ni d'avoir décimé l'assemblée : depuis la

1. OUVRAGES A CONSULTER. — E. HAMEL, *Thermidor* (Paris, 1891, in-8°) ; A. GODARD, *Le procès du 9 thermidor* (Paris, 1912, in-12) ; L. BARTHOU, *Le 9 thermidor* (Paris, 1926, in-8°) ; A. ORDING, *Le bureau de police du Comité de salut public*, cité p. 401 ; A. MATHIEZ, Les divisions dans les Comités à la veille de thermidor, dans *Revue historique*, t. CXVIII, ann. 1915, p. 70-87 ; du même, Les séances des 4 et 5 thermidor aux deux Comités de salut public et de sûreté générale, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. IV, ann. 1927, p. 193-222 ; A. MATHIEZ et H. CHOBOUT, Trois lettres inédites de Voulland sur la crise de thermidor, *ibid.*, p. 67-77 ; voir aussi : Lettres du conventionnel d'Yzez, dans *Revue de France*, t. VI, ann. 1926, p. 517-521. Sur les origines et le déroulement de la crise dans les sections parisiennes, voir A. SOBOUL, *Les sans-culottes parisiens en l'an II* (en particulier, p. 989-1036), et G. RUDÉ et A. SOBOUL, *Le maximum des salaires parisiens et le 9 thermidor*, publications citées p. 399.

loi de prairial, le bruit d'une nouvelle épuration l'alarmait chaque jour. Puisqu'ils avaient rompu avec les sans-culottes, elle sentait qu'elle pouvait, à présent, se reprendre. Tant que la Révolution était demeurée en péril, elle avait hésité à en compromettre la défense, et la terrible difficulté de la tâche avait tempéré les ambitions ; désormais, la victoire écartait les scrupules et déchainait les convoitises : qui ne se jugeait digne de siéger au Comité de salut public, pour recueillir orgueilleusement les fruits après avoir si longtemps esquivé modestement les risques ?

Tous ceux qui exécraient le gouvernement révolutionnaire s'en prenaient avant tout à Robespierre. Rien de plus naturel : c'était lui qui avait défendu la politique des Comités, avec autant de clairvoyance que de courage, à la Convention et aux Jacobins ; le culte de l'Être suprême et la loi de prairial achevaient de le mettre en évidence ; puisque cette dernière apparaissait comme un moyen de maintenir au pouvoir les dirigeants actuels, l'imputation se tournait expressément contre lui et il devenait suspect de préparer sa dictature personnelle. A la vérité, il n'exerçait au Comité de salut public aucun pouvoir propre : un des derniers entrés, n'en choisissant pas les membres, ne le présidant même pas, il n'agissait qu'avec l'approbation de ses collègues. Néanmoins, son incontestable ascendant, son éloquence impérieuse, le refus inflexible des compromis qu'on louait chez « l'incorruptible », sa dureté impitoyable pour les traîtres et son inclination soupçonneuse à leur associer tout opposant lui valaient, même aux Jacobins, l'accusation d'exercer « une dictature d'opinion ».

Puisqu'il n'y avait plus de presse indépendante ni d'élections, la décision dépendait de la Convention qui, chaque mois, prorogeaient le pouvoir des Comités. Mais, dans une assemblée où chacun, en l'absence de partis organisés, se sentait isolé et craignait pour lui-même, qui oserait inculper ces Comités de tyrannie et proposer de les chasser, sinon de les proscrire ? Des représentants rentrés de mission, plus d'un leur gardait rancune et les terroristes rappelés, se jugeant personnellement menacés, se démenaient pour entraîner leurs collègues, notamment Tallien que sa maîtresse, la Cabarrus récemment arrêtée, appelait à son secours, et Fouché, infiniment plus habile. Le premier se donna ainsi comme l'auteur du 9 thermidor et il arrive que, dans ce rôle, on lui préfère le second. En réalité, à eux seuls, ils n'auraient pas réussi : la Plaine n'aimait pas ces terroristes dont plusieurs, hommes tarés, ne méritaient d'ailleurs pas l'estime ; et elle le leur montra bien dans la suite. Si leur action devint efficace, c'est

qu'ils se firent les complices d'une partie des dirigeants : les Comités se perdirent en se divisant, ce qui rendit à la Convention l'arbitrage qu'elle ambitionnait.

Le Comité de sûreté générale jalousait le Comité de salut public et, après la loi de prairial, le conflit s'aigrit. La tendance à la centralisation menaçait aussi Cambon, seul maître au Comité des finances et à la Trésorerie. Ce fut encore une fois sur Robespierre que l'animosité se concentra. Sans nul doute, l'organisation d'un pouvoir central homogène qui réaliserait, dans le gouvernement révolutionnaire, l'unité d'impulsion, hantait sa pensée et celle de Saint-Just, comme l'indispensable complément de la centralisation. En outre, la tendance hébertiste persistait chez beaucoup des membres du Comité de sûreté générale ; l'opposition à la déchristianisation et le culte de l'Être suprême les indignaient ; vraisemblablement, Robespierre leur déplaisait aussi par ses manières qui, justement, le rendaient populaire parmi la petite bourgeoisie révolutionnaire, car elle se reconnaissait en lui ; demeuré sans fortune malgré son talent, il menait chez le menuisier Duplay, rue Saint-Honoré, une vie modeste et familiale ; fondateur du parti démocratique et fraternel aux humbles, il n'en était pas moins soigneux de sa personne et répudiait le débraillé du sans-culotte, la carmagnole et le bonnet rouge.

Si, du moins, le Comité de salut public demeurait uni, l'avantage lui appartenait : la Plaine ne suivrait pas plus le Comité de sûreté générale que les terroristes en disponibilité. Mais lui aussi se décomposait et c'était toujours à Robespierre que la majorité s'en prenait. Couthon et Saint-Just lui restèrent seuls fidèles. Que Billaud, qui lui reprochera d'avoir tardé à abandonner Danton, et Collot d'Herbois, solidaire de Fouché à Lyon, aient pris parti contre lui, on ne s'en étonne pas, et ils servirent de lien avec le Comité de sûreté générale. Mais les autres ? Prieur de la Marne et Jean Bon Saint-André, en mission, sont hors de cause ; Barère, flairant le vent comme toujours, ne se prononça qu'au dernier moment. Restent Lindet, Carnot et Prieur de la Côte-d'or. Tous trois représentent, comme Barère d'ailleurs, cette partie de la Plaine qui se rallia à la Montagne pour assurer le salut de la Révolution, sans se départir de son esprit de conservation bourgeoise, en sorte que l'économie dirigée figurait pour eux un expédient temporaire ; que l'œuvre sociale de la démocratie de l'an II leur paraissait au moins susceptible de revision ; que les décrets de ventôse leur répugnaient sûrement. Lindet se tint toujours à l'écart ; Prieur de la Côte-d'or ne comptait que

comme auxiliaire ; l'animateur de l'opposition et finalement du 9 thermidor fut Carnot. Toutefois, la divergence des conceptions sociales s'infecta, on n'en peut douter, de querelles personnelles qu'engendra un individualisme exacerbé. Ces hommes, capables et probes, étaient autoritaires ; Carnot surtout s'irrita des critiques que Robespierre et Saint-Just n'épargnaient pas à ses plans ; épuisés par le travail, surexcités par le danger, ils se contenaient malaisément. Robespierre, dont la santé faiblissait, se montrait irritable et ne pardonnait pas facilement ; aimable et doux au milieu de ses intimes, froid et distant au dehors, il ne savait pas sourire. Les altercations se succédèrent.

A la fin de prairial, Vadier entreprit de ridiculiser l'Être suprême et son pontife à propos d'une vieille femme, Catherine Théot, qui se donnait pour la « mère de Dieu » et rassemblait d'inoffensifs fidèles. Robespierre s'opposa au procès et l'emporta après une scène violente ; bientôt, il cessa de venir au Comité. Le mois de messidor s'écoula sans qu'il rompît le silence : ce délai ne put que favoriser la propagande de ses adversaires et fortifier leur concert. Au début de thermidor, ils essayèrent un replâtrage ; Saint-Just et Couthon s'y prêtèrent, non Robespierre qui ne les crut pas sincères : l'arbitrage fatal de la Convention, ce fut lui qui l'imposa. Le 8 thermidor (26 juillet), il dénonça ses adversaires en demandant qu'on réalisât « l'unité de gouvernement » ; l'Assemblée vota l'impression de son discours et son envoi aux municipalités. Mais, sommé de nommer ceux qu'il accusait, il s'y refusa et cette défaillance le perdit, car on conclut qu'il demandait un blanc-seing. La Plaine se cabra : le décret fut rapporté. Mais ne se rendrait-elle pas le lendemain, comme elle l'avait déjà fait, quand Robespierre et Saint-Just reviendraient à la charge ? Résolus désormais à proscrire ceux-ci pour éviter leur propre proscription, leurs ennemis, prévoyant que la Commune appellerait les sections aux armes, convinrent habilement de la tactique à suivre ; ce fut alors que les députés complices assumèrent un rôle capital. Quand la séance s'ouvrit le 9 thermidor (27 juillet) à midi, ils empêchèrent Saint-Just et Robespierre de parler. Dans le vacarme et la confusion, les Comités firent ôter à Hanriot le commandement de la garde nationale, qui fut restitué, par roulement, aux chefs des huit légions, et décréter d'arrestation Dumas, président du tribunal révolutionnaire. Puis un obscur dantoniste réclama et obtint la mise en accusation des deux Robespierre, de Saint-Just et de Couthon, auxquels Lebas se fit héroïquement adjoindre. A 3 heures, tout était terminé.

La Commune se déclara en état d'insurrection. Hanriot s'agita sottement et, tentant de délivrer ses amis, se fit capturer. Deux chefs de légion seulement répondirent à l'appel qu'il avait lancé. Ainsi, l'autorité de la Convention prévalait et les robespierristes vérifiaient où conduisaient la condamnation des hébertistes et la dispersion des cadres insurrectionnels. Néanmoins, vers 7 heures, 3.000 hommes environ se trouvaient réunis place de Grève avec une trentaine de canons. Cette force redoutable manqua de chefs. Coffinhal l'emmena délivrer Hanriot ; mais, les accusés ayant été menés aux prisons, il s'en retourna, au lieu de disperser la Convention. Revenue de son effroi, celle-ci mit hors la loi inculpés et insurgés. Intimidés, les comités révolutionnaires, les sections, les Jacobins qui délibéraient ne décidèrent rien. Certes, on délivra les députés arrêtés et, de 9 heures à 1 heure du matin, ils parvinrent l'un après l'autre à l'hôtel de ville ; mais ils ne prirent pas la direction de l'insurrection. Ils ne la désavouèrent pas ; pourtant, elle leur semblait probablement sans issue ; ayant toujours affirmé qu'ils gouvernaient au nom de la représentation nationale, la contradiction les paralysa et ils s'abandonnèrent à leur destin. Laissés à eux-mêmes, les sans-culottes se retirèrent peu à peu : à 1 heure du matin, la place était déserte. A ce moment, les forces de la Convention arrivaient. Les gardes nationaux des quartiers riches ayant fourni un contingent, on l'avait confié à Barras, ancien officier qui, promu ainsi sauveur des thermidoriens, s'ouvrit une nouvelle carrière. Mais la section des Gravilliers qui, d'après Michelet, n'oubliait pas Jacques Roux, dépêcha simultanément une colonne. Toute espérance évanouie, Lebas se tua ; Robespierre se tira un coup de pistolet sans autre effet que de se briser la mâchoire. L'hôtel de ville fut envahi sans coup férir et ses occupants arrêtés. Aussitôt commença une rafle énorme de communalistes et de Jacobins, à travers Paris.

Le 10 thermidor au soir (28 juillet), Robespierre, Saint-Just, Couthon, Dumas et 18 autres furent guillotins sur la place de la Révolution où on avait ramené l'échafaud ; le lendemain, suivit une journée de 71, la plus nombreuse de la Révolution ; le jour suivant, une troisième de 12. Trois autres hors la loi complétèrent ultérieurement l'hécatombe.

Par toute la France, les terroristes furent déconcertés : Robespierre, traître à la République après Hébert et Danton ! La plupart, au fond, ne voulurent pas le croire. Mais la grande majorité de la nation se montra satisfaite, jugeant le gouvernement révolutionnaire mortellement atteint : elle ne se trompait pas.

CHAPITRE III

LA RÉACTION THERMIDORIENNE ET LES TRAITÉS DE 1795¹

Les thermidoriens pourchassèrent les Jacobins et disloquèrent le gouvernement révolutionnaire ; sous le couvert de la réaction contre les « buveurs de sang » et de la Terreur blanche, ils éliminèrent en même temps l'économie dirigée et la démocratie sociale ; tel est le sens profond de la journée du 9 thermidor, dont la proscription des Enragés et du groupe cordelier apparaît, en ce sens, comme le prologue : la bourgeoisie restaura la domination que la Révolution de 1789 lui avait conférée et qu'elle conserva désormais. Pourtant, l'économie dirigée ne la soutenant plus, la monnaie s'effondra et la République se trouva incapable de poursuivre les hostilités pour imposer la paix générale : le régime libéral que les thermidoriens prétendaient rétablir, ils le compromirent ainsi en lui léguant la banqueroute et la guerre.

I. — LA DISLOCATION DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE².

Sauvés par la Plaine, les ennemis de Robespierre entendaient garder le pouvoir. Décidée à traiter Jacobins et sans-culottes

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Les ouvrages généraux cités p. 113, notamment : G. PARISSET, *La Révolution* (t. II de l'*Histoire de France contemporaine* publiée sous la direction d'E. LAVISSE) ; G. DEVILLE, *Thermidor et Directoire* (t. V de l'*Histoire socialiste*, citée p. 113) ; G. LEFEBVRE, *Les thermidoriens* (Paris, 1937, in-16 ; coll. « A. Colin » ; 4^e éd. revue et mise à jour par A. SOBOUL, 1960) ; J. GODECHOT, *Les institutions...*, cité p. 114. Pour l'histoire politique et sociale, K. D. TØNNESSEN, *La défaite des sans-culottes. Mouvement populaire et réaction bourgeoise en l'an III* (Oslo-Paris, 1959, in-8°) ; R. FUOC, *La réaction thermidorienne à Lyon (1795)* (Lyon-Paris, 1957, in-8°). Pour l'histoire religieuse, voir p. 186 ; A. MATHIEZ, Le régime des cultes sous la première séparation, dans *La Révolution et l'Église* (Paris, 1910, in-8°) ; abbé J. BOUSSOULADE, *L'église de Paris du 9 thermidor au Concordat* (Paris, 1950, in-8°). Pour la diplomatie et la guerre, p. 422 ; L. SCIOUT, *Le Directoire* (Paris, 1895-1897, 4 vol. in-8° ; le t. I part du 9 thermidor). Choix de rapports de police et de journaux dans A. AULARD, *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire* (Paris, 1898-1902, 5 vol. in-8° ; coll. des « Documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution »).

2. OUVRAGES A CONSULTER. — A. AULARD, *Histoire politique de la Révolution française*, citée p. 113, II^e partie, ch. XI et XII ; P. MAUTOUCHET, *Le gouvernement révolutionnaire*, cité p. 364 ; A. MATHIEZ, *La réaction thermido-*

comme il lui conviendrait, la Convention ne rétablit pas le gouvernement constitutionnel ; mais, redoutant par-dessus tout de retomber sous le joug, elle s'empessa de remettre la main sur le pouvoir exécutif. Dès le 11 thermidor (29 juillet 1794), elle décréta que les Comités se renouvelleraient tous les mois par quart et qu'aucun de leurs membres ne pourrait être réélu qu'après un mois d'intervalle. Un mois passé, les terroristes n'y figurèrent plus, à l'exception de Carnot que l'on conserva quelque temps. Les conventionnels, heureux de jouer enfin aux gouvernants, s'y succédèrent à leur place ; quelques-uns acquirent de l'influence, notamment Merlin de Douai et Cambacérès ; mais l'autorité se dilua en se désincarnant.

Le 7 fructidor (24 août), le Comité de salut public, réduit à la guerre et aux affaires étrangères, se vit dépouillé de la direction dominante ; l'intérieur et la justice, avec l'épuration des administrations, passèrent au Comité de législation. Les 12 commissions exécutives qui remplaçaient les ministres furent subordonnées aux 12 principaux Comités de l'assemblée. En province, les représentants en mission se multiplièrent de nouveau et, comme précédemment, nuancèrent à leur gré la politique du pouvoir central. L'autorité s'anarchisa en se fragmentant.

Enfin, c'était contre la contrainte terroriste que l'opinion s'acharnait. Au lendemain du 9 thermidor, la loi de prairial avait été rapportée ; le tribunal révolutionnaire, décimé, cessa de fonctionner ; réorganisé, il ne reprit pas son activité meurtrière, la « question intentionnelle » permettant d'acquitter sous prétexte qu'aucune intention contre-révolutionnaire n'avait inspiré le coupable. On se mit à libérer les suspects ; des comités de surveillance, violemment attaqués, il ne subsista plus qu'un par district, à partir du 7 fructidor. Le gouvernement révolutionnaire, maintenu en principe, avait perdu simultanément ses trois attributs essentiels : la stabilité, la centralisation, la force coactive.

Cependant, la Plaine ne laissait pas de redouter que la réaction

rienne (Paris, 1929, in-8°) ; K. D. TØNNESSON, *La défaite des sans-culottes*, cité p. 433 ; R. FUOC, *La réaction thermidorienne à Lyon*, cité p. 433. Voir aussi Ch. DE LACRETELLE, *Dix années d'épreuves pendant la Révolution* (Paris, 1842, in-8°), ch. X et XI ; M. BOULOISEAU, *Les comités de surveillance d'arrondissement de Paris sous la réaction thermidorienne*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. X, ann. 1933, p. 317-337, 441-543 ; t. XI, ann. 1934, p. 233-249 ; t. XII, ann. 1936, p. 42-60, 204-217 ; J. TURQUAN, *La citoyenne Tallien* (Paris, [1898], in-8°) ; J. STERN, *Le mari de Mademoiselle Lange* M.-J. Simons, cité p. 292. Pour la Vendée, se reporter à la p. 341 ; ajouter L. DE LA SICOTIÈRE, *L. de Froilé et l'insurrection normande* (Paris, 1888, 3 vol. in-8°).

ne profitât à la contre-révolution : elle appelait à l'union tous les républicains. La Convention accordait à Marat les honneurs du Panthéon ; elle achevait de laïciser l'État en le séparant de l'Église constitutionnelle dont le budget disparut, le « 2^e jour sans-culottide » de l'an II (18 septembre 1794). Mais, dès la fin de thermidor, Montagnards et Jacobins protestaient contre la libération des suspects ; à Marseille, les sans-culottes s'ameutèrent contre des représentants en mission. La scission éclata et fit le jeu de la droite où siégeait ce qui restait des Girondins ou soi-disant tels, dont Tallien, Fréron, Rovère se firent les interprètes dès les premiers jours. Les journaux, presque tous thermidoriens, redevenaient nombreux. Les salons se rouvraient ; la fête recommençait au Palais-Égalité ; la Cabarrus, « Notre-Dame de Thermidor », à présent Mme Tallien, donnait le ton au « tout-Paris » ; financiers et spéculateurs reprirent le siège des politiciens. Les républicains de la Plaine se laissèrent endoctriner par ce beau monde et, après avoir si longtemps entendu prêcher la vertu, trouvèrent agréable de se décarêmer.

On ne leur demandait pas seulement de détruire l'œuvre des Montagnards : les réacteurs entendaient aussi tirer vengeance des Jacobins et des sans-culottes, en retournant contre eux la Terreur. Le 12 fructidor (29 août) et, de nouveau, le 12 vendémiaire an III (3 octobre 1794), Lecointre soutint que les membres des anciens Comités niaient mensongèrement leur solidarité avec Robespierre et réclama leur mise en accusation. La Plaine n'allait pas jusque-là : ayant laissé faire les Comités, elle répugnait à entreprendre son propre procès et, quant aux terroristes subalternes, sa politique eût été de poursuivre seulement ceux qu'on convaincrail d'illégalité et d'abus de droit commun. Mais la décision, encore une fois, lui fut imposée du dehors.

Les réacteurs ressuscitèrent le mouvement sectionnaire et organisèrent en bandes armées la « jeunesse dorée », où pullulaient les embusqués, les insoumis, les déserteurs avec les courtauds de boutique et les basochiens, encouragés par leurs patrons. Ces bandes firent la loi dans les sections et s'emparèrent de la rue en pourchassant les patriotes à coups de gourdin sous l'œil complaisant de la police. Les Jacobins succombèrent ; ils ne formaient pas un parti de classe strictement discipliné ; en dépit des épurations, leurs clubs n'avaient jamais été très homogènes ; d'ailleurs, on y avait surtout délibéré en recourant, pour agir, aux cadres de la démocratie politique, Commune et comités révolutionnaires, sections et garde nationale, grâce à l'impuissance ou avec la

tolérance du gouvernement : de ces moyens, il ne restait rien et, le 25 vendémiaire an III (16 octobre 1794), la Convention paralysa les clubs eux-mêmes en leur interdisant, comme la Constituante en ses derniers jours, de s'affilier et de présenter des pétitions collectives. Enfin, aux sans-culottes occupés à leur travail, l'action de masse n'était possible que par « journées », tandis que leurs ennemis se mobilisaient à leur gré.

La comparution devant le tribunal révolutionnaire des 132 Nantais envoyés à Paris, l'hiver précédent, par Carrier, ouvrit une crise qui subordonna les thermidoriens modérés aux nouveaux terroristes. Les Nantais furent acquittés ; mais, les débats ayant mis Carrier en cause, la Convention, après avoir réglé la procédure pour la mise en accusation de ses membres, entama son procès. Afin d'intimider les hésitants, Fréron mena la jeunesse dorée à l'assaut du club de la rue Saint-Honoré, le 21 brumaire (11 novembre), et le gouvernement profita des troubles pour le fermer. Carrier, déféré au tribunal révolutionnaire, fut guillotiné le 26 frimaire (16 décembre). Huit jours auparavant, la Convention avait réintégré 78 députés arrêtés ou exclus après la révolution du 31 mai ; le renfort de ces proscrits altérés de vengeance redoubla les attaques de la droite. Le 7 nivôse (27 décembre), une commission commença d'instruire le cas de Billaud, Collot, Barère et Vadier. Elle ne se pressa pas et les bandes reprirent leur offensive dans les rues — détruisant les bustes de Marat, dont elles firent, en outre, expulser les restes du Panthéon — et dans les théâtres, où le *Réveil du peuple* fut substitué à la *Marseillaise*, chant des « buveurs de sang ». En province, la réaction s'accrut ; la jeunesse dorée y entra aussi en action, alliée aux émigrés et aux réfractaires qui rentraient. Dans le Midi, apparurent des « compagnies de Jésus » ou « du soleil », qui s'attaquèrent non seulement aux Jacobins, mais aux acquéreurs de biens nationaux, aux prêtres constitutionnels, à tous les « patriotes de 89 ». Le 14 pluviôse an III (2 février 1795), un premier massacre marqua le début de la Terreur blanche à Lyon.

Les catholiques comptant parmi les réacteurs, la droite souhaitait aussi améliorer leur situation et les événements de l'ouest l'aiderent à obtenir de la Plaine des concessions qui achèvent de caractériser la période. Charette et Stofflet tenaient toujours la campagne en Vendée et, avant même le 9 thermidor, la chouannerie avait pris l'essor au nord de la Loire. Hoche, qui commandait maintenant dans la région, et les thermidoriens en mission esti-

mèrent qu'on n'en finirait avec l'insurrection qu'en rendant les églises et en laissant toute liberté aux réfractaires. Le 29 pluviôse an III (17 février 1795), la pacification de La Jaunaye, conclue avec Charette et ratifiée par la Convention, accorda en outre l'amnistie, remboursa les bons émis par les rebelles, les admit aux indemnités de dommages de guerre ; la République prit même à sa solde les insurgés avec promesse de ne jamais les envoyer à la frontière. Ultérieurement, d'autres pactes semblables intervinrent avec Stofflet et les chouans.

Comment, dès lors, refuser aux autres Français de rétablir la liberté du culte qui, en théorie, avait toujours subsisté ? En dépit des administrations, les constitutionnels recommençaient un peu partout à dire la messe et les réfractaires ranimaient le culte clandestin. Le 3 ventôse (21 février), sur rapport de Boissy d'Anglas, la Convention rappela que la célébration du culte ne pouvait être troublée. Mais elle confirma la séparation : la République n'accordait ni les églises, ni aucune subvention ; les cérémonies resteraient strictement privées, les signes extérieurs, les sonneries de cloche, le costume ecclésiastique demeurant prohibés.

Les compromis n'étaient pas viables. En Vendée, Hoche prévoyait que, ne désarmant pas la population, ils lui fournissaient en réalité les moyens de recommencer la guerre à la première occasion ; c'était bien ce que pensaient les chefs et, dès le 5 prairial (25 mai), Hoche fit arrêter le soi-disant baron de Cormatin dont il avait saisi la correspondance et constaté la déloyauté. D'autre part, la loi du 3 ventôse ne satisfait pas les catholiques : ils voulaient reprendre les églises et rétablir le culte public. En outre, bien que les réfractaires se réinstallassent dans l'ouest, les lois qui les visaient demeuraient en vigueur. Mais, à la fin du printemps, les thermidoriens ne refusaient plus rien, même aux royalistes avérés : une crise économique remettait le peuple en mouvement et, contre lui, toute la bourgeoisie s'unissait.

II. — LA CRISE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE ; LA TERREUR BLANCHE¹.

Comme on l'a dit, la proscription des terroristes constitue l'aspect spectaculaire de la réaction, non son trait essentiel : ce que

1. OUVRAGES À CONSULTER. — M. MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, citée p. 176, t. III ; S. HARRIS, *The assignats*, cité p. 176 ; A. MATHIEZ, *La réaction thermidorienne*, citée p. 433, ch. VIII et IX ; G. LEFEBVRE, *Les thermidoriens*, cité p. 433, ch. VI ; introduction aux *Documents*

la bourgeoisie, grande et petite, rurale et citadine, détestait surtout, c'était l'économie dirigée. La Convention ne pensait pas autrement ; rendue à elle-même, elle revint à la liberté qu'elle avait toujours chérie.

relatifs à l'histoire des subsistances dans le district de Bergues, cité p. 181 ; GASTON-MARTIN, La vie bourgeoise à Nantes sous la Convention d'après le livre de comptes de Madame Hummel, dans *La Révolution française*, t. LXXXVI, ann. 1933, p. 236-258. Sur la crise économique et sociale dans les campagnes, P. MASSÉ, Les amortissements de rentes foncières en l'an III dans la région de Bonneuil-Matours : essai de psychologie sociale, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1961, p. 349-381. Sur l'état de l'armée, H. BOURDEAU, *Les armées du Rhin au début du Directoire* (Paris, 1902, in-8°) ; F. VERMALE, La désertion dans l'armée des Alpes après le 9 thermidor, dans *Annales révolutionnaires*, t. VI, ann. 1913, p. 506-516 et 643-657.

Sur les journées de germinal et de prairial, la bibliographie qui n'a longtemps compté que le récit du 1^{er} prairial par F. THÉNARD et R. GUYOT, *Le conventionnel Goujon* (Paris, 1908, in-8°), s'est enrichie d'études d'ensemble : R. COBB et G. RUDÉ, Le dernier mouvement populaire de la Révolution à Paris, Les journées de germinal et prairial an III, dans *Revue historique*, t. CCXIV, 1955, p. 250-281 ; E. TARLÉ, *Germinal et prairial* (Moscou, 1959, in-8°) ; et surtout K. D. TØNNESSEN, *La défaite des sans-culottes*, cité p. 433. On consultera encore G. RUDÉ, *The crowd in the French Revolution*, cité p. 139, chap. X ; A. GALANTE-GARRONE, *Gilbert Romme, storia di un rivoluzionario*, cité p. 284. Sur les troubles de germinal dans les départements, R. COBB, Les journées de germinal an III dans la zone de ravitaillement de Paris, dans *Annales de Normandie*, 1955, p. 233-260. Sur la répression qui suivit les journées populaires, R. COBB, Note sur la répression contre le personnel sans-culotte de 1795 à 1801, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1954, p. 23-49 ; K. D. TØNNESSEN, *La défaite des sans-culottes*, cité p. 433, chap. XIV.

Sur la Terreur blanche, il faut se reporter aux histoires locales et à quelques études particulières, comme celles de S. BLUM, La mission d'Albert dans la Marne en l'an III, dans *La Révolution française*, t. XLV, ann. 1903, p. 193-231 ; G. LAURENT, J.-B. Armonville [conventionnel originaire de Reims], *Annales historiques de la Révolution française*, t. I, ann. 1924, p. 217-249 et 315-355, et L'insurrection du 1^{er} prairial an III et la situation économique de la ville de Reims, *ibid.*, t. IV, ann. 1927, p. 237-254 ; E. POUPÉ, *La répression de la révolte terroriste de Toulon*, t. X, ann. 1924, des *Notes, inventaires et documents* publiés par le « Comité des travaux historiques. Section d'histoire moderne », p. 71-92 ; P. VAILLANDET, Les débuts de la Terreur blanche en Vaucluse, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. V, ann. 1928, p. 109-127, et Le procès des juges de la commission populaire d'Orange, *ibid.*, t. VI, ann. 1929, p. 137-163 ; É. COURCELLE, La réaction thermidorienne dans le district de Melun, *ibid.*, t. VII, ann. 1930, p. 112-128, 252-261, 329-350, 443-453 ; E. SAROT, *Les tribunaux répressifs de la Manche en matière politique pendant la Révolution* (Paris, 1881-1882, 4 vol. in-8°), le t. IV ; R. FUOC, *La réaction thermidorienne à Lyon (1795)*, cité p. 433.

Sur Louis XVII, il existe une immense littérature, souvent dénuée de toute critique. Voir surtout A. DE BEAUCHESNE, *Louis XVII* (Bruxelles et Leipzig, 1853, 2 vol. in-8°) ; R. CHANTELAUZE, *Louis XVII* (Paris, 1884, in-8° ; 2^e éd., 1895) ; G. BORD, *Autour du Temple* (Paris, 1913, 3 vol. in-8°). Dans une des études réunies sous le titre d'*Énigmes du temps passé*, t. I (Paris, 1944, in-8°), L. HASTIER a élucidé la rédaction de l'acte de décès ; dans un récent volume, *La double mort de Louis XVII* (Paris, 1951, in-8°), il conclut que le petit prince mourut en janvier 1794 ; du même, *Nouvelles révélations sur Louis XVII* (Paris, 1954, in-8°) ; M. GARÇON, *Louis XVII ou la fausse énigme* (Paris, 1952, in-8°).

En brumaire, elle commença de remanier le maximum et le régime des réquisitions ; mais il devenait de plus en plus difficile de les faire respecter à mesure que la Terreur se retournait contre les Jacobins. Dirigeant obliquement l'attaque, leurs adversaires reprochèrent à la bureaucratie, à la commission de commerce, aux entreprises nationalisées, leur arbitraire, leur négligence, leur gaspillage ; du reste, les agents de l'économie dirigée n'étaient-ils pas des terroristes dont il convenait de se débarrasser ? D'autre part, la disette sévissait au printemps ; il fallait donc rendre aux négociants et aux neutres la faculté d'importer à leur gré, afin de se procurer des grains et de tirer parti des capitaux réfugiés à l'étranger. Sur un rapport de Lindet lui-même, la Convention acquiesça et adjoignit à la commission de commerce un conseil d'hommes d'affaires où trôna Perregaux. Mais comment importer pour vendre en observant le maximum ? Finalement, on l'abolit donc, le 4 nivôse an III (24 décembre 1794). En quelques semaines, le commerce extérieur, le change, le trafic du numéraire redevinrent libres et la Bourse se rouvrit. Les fabrications de guerre s'arrêtèrent et, en ventôse, le gouvernement se remit à traiter avec des fournisseurs comme Lanchère et Cerf-Berr. La haute bourgeoisie obtenait satisfaction. Pas complètement toutefois. A l'intérieur, la réquisition resta autorisée pour garnir les marchés ; une nouvelle commission dite « des approvisionnements » conserva le droit de préemption au service de l'État et on dut s'en rapporter à elle, parce que les fournisseurs furent incapables de remplir leurs contrats.

L'abandon de l'économie dirigée, en effet, provoqua nécessairement une catastrophe effroyable. Les prix firent des bonds prodigieux et le change s'effondra. La République fut condamnée à l'inflation massive et ruina sa monnaie : en thermidor an III, l'assignat valait à peine 3 % ; paysans et marchands n'acceptaient plus que le numéraire. Le 3 messidor an III (21 juin 1795), la Convention consacra elle-même la faillite de l'assignat en réduisant la valeur nominale de celui-ci d'après une « échelle de proportion » en rapport avec les émissions successives ; le 2 thermidor (20 juillet), elle ordonna le paiement en nature de la moitié de l'impôt foncier et des fermages ; puis elle rétablit la patente et la contribution mobilière que les Montagnards avaient supprimées ; il lui fallut aussi accorder aux fonctionnaires une échelle mobile des traitements, d'après le prix du pain. La débâcle fut si brusque que la vie économique sembla comme suspendue ; les salaires, naturellement, ne purent suivre la hausse des prix et le resser-

rement du marché, par la réduction du pouvoir d'achat, alla jusqu'à provoquer l'arrêt de la production : les mines de Littry, par exemple, suspendirent l'exploitation."

La disette aggrava terriblement la crise. Les réquisitions de marché, maintenues d'abord pour un mois, durent être prorogées jusqu'au 1^{er} messidor ; mais les paysans finirent par ne plus rien apporter, afin de ne pas se voir contraints d'accepter l'assignat. Le gouvernement continua d'approvisionner Paris sans réussir à fournir les rations annoncées. Les autres villes éprouvèrent une peine extrême à se pourvoir : elles recommencèrent à acheter chez le paysan même ou s'adressèrent à l'étranger ; on leur distribua quelques subventions et on les autorisa à contracter des emprunts à condition de ne pas recourir à la contrainte. Aussi la réglementation municipale devint-elle beaucoup plus sévère qu'en l'an II, sans parvenir pourtant à assurer des distributions suffisantes. La misère des journaliers des campagnes, abandonnés de tous, fut souvent épouvantable. Comme toujours, nombre de paysans profitèrent de l'inflation, ne vendant que contre numéraire et s'acquittant en assignats. L'inflation ruina les créanciers au profit des débiteurs. Elle déclencha une spéculation inouïe qui engendra de nouveaux riches et alimenta le luxe des « merveilleuses » et des « muscadins », qui contrastait scandaleusement avec le dénuement des classes populaires.

Les insurmontables difficultés provoquées par le rétablissement inconsidéré de la liberté économique réduisirent le gouvernement à une extrême faiblesse. Faute de ressources, il se trouva presque incapable d'administrer et la crise engendra des troubles qui faillirent l'emporter. Au début du printemps, la pénurie devint telle que l'émeute reparut un peu partout. Paris s'agita de nouveau ; les sans-culottes, qui avaient laissé, sans mot dire, proscrire les Jacobins, se prirent à regretter le régime de l'an II, maintenant qu'ils se voyaient sans travail et sans pain. Les thermidoriens accusèrent les Montagnards de les pousser à la révolte en désespoir de cause : le 2 germinal (22 mars), la Convention entama la discussion sur la mise en accusation de quatre membres des anciens Comités ; le 8, commença le procès de Fouquier-Tinville et des jurés du tribunal révolutionnaire. Les propos des réacteurs annonçaient la préparation d'une nouvelle constitution. De l'action des Jacobins, on n'apporta point de preuves ; mais c'est un fait que les insurgés prirent pour mot d'ordre : « Du pain et la Constitution de 1793 ! » La conjoncture de 1789 et de 1793 reparaissait donc : la misère et l'agitation

politique se conjuguèrent. Mais, cette fois, contre le mouvement populaire, presque toute la bourgeoisie fit bloc, des républicains aux partisans de l'Ancien Régime : l'expérience de l'an II lui avait enseigné la discipline de classe. Or, elle tenait maintenant le pouvoir. Au contraire, la désorganisation du parti populaire, accentuée par le départ pour l'armée de ses éléments les plus jeunes et les plus ardents, se trouvait si avancée que la journée du 12 germinal (1^{er} avril) se réduisit au rassemblement désordonné d'une foule sans armes qui envahit la Convention, mais se laissa disperser par la garde nationale des quartiers riches. Il n'en résulta qu'une aggravation de la réaction. Dans la nuit même du 12 au 13, un décret déporta sans jugement à la Guyane Billaud, Collot, Barère et Vadier ; les jours suivants, la Convention ordonna l'arrestation d'une vingtaine de députés, dont Cambon. Le 21 (10 avril), elle prescrivit de désarmer partout les individus compromis dans « les horreurs de la tyrannie » et, le 27, nomma une commission de onze membres, chargée d'élaborer une constitution. Le 18 floréal (7 mai), Fouquier-Tinville et 14 jurés du tribunal révolutionnaire montèrent sur l'échafaud.

On n'embarqua point Barère ; Vadier se cacha ; Cambon passa en Suisse. La Plaine, inquiète, se montrait de nouveau réticente. Mais, la disette empirant, la fermentation augmentait et il fallut aviser. L'amalgame et le rétablissement de la discipline ayant remis l'armée dans la main de l'État, on jugea possible de l'employer de concert avec la garde nationale des sections de l'ouest. Pour la première fois depuis 1789, les troupes entrèrent dans Paris et acceptèrent de combattre le peuple insurgé : les journées de prairial allaient ainsi marquer un tournant décisif.

A cette date, le soulèvement se montra plus violent, mais non moins confus que le 12 germinal. Le 1^{er} prairial (20 mai), la foule submergea l'assemblée et massacra le représentant Féraud. On attendit, pour la chasser, que des Montagnards se fussent compromis ; puis on vint à bout d'elle sans difficulté. Le 2, elle se laissa prêcher la fraternisation. Le 3, l'armée cerna le faubourg Saint-Antoine qui, affamé et épuisé, se rendit sans combat le lendemain. C'est à cette date qu'on devrait fixer le terme de la Révolution : le ressort en était brisé.

Dès lors, la Terreur blanche se déchaîna. Une commission militaire prononça 36 condamnations capitales, notamment celles de six Montagnards, « les martyrs de prairial ». Une vaste épuration sectionnaire se déroula du 5 au 13 prairial, entraînant 1.200 arrestations et 1.700 désarmements qui achevèrent de

briser le mouvement populaire parisien. La Convention fit arrêter les membres des anciens Comités, sauf Carnot et Prieur de la Côte-d'Or, ainsi qu'une dizaine de députés. En province, des terroristes furent exécutés, par exemple les membres de la commission d'Orange et Lebon ; beaucoup de Jacobins, poursuivis, destitués, molestés, menacés, durent fuir. Dans le sud-est, à Lyon, Lons-le-Saulnier et Bourg, à Montbrison et Saint-Étienne, à Aix, Marseille, Nîmes et Tarascon, on les massacra après les avoir emprisonnés. Les compagnies de Jésus et du soleil chassaient au patriote comme à la perdrix. Les sans-culottes de Toulon prirent les armes et, après leur défaite, une commission militaire se chargea d'eux.

Comme toujours, la droite associa aux rigueurs des satisfactions pour ses amis. La Convention restitua les biens des condamnés et des déportés, amnistia les fédéralistes, supprima le tribunal révolutionnaire et les certificats de civisme. Le 11 prairial (30 mai), elle rendit les églises aux fidèles ; mais, si le rétablissement du culte accéléra dès lors ses progrès, la pacification religieuse ne se réalisa point. L'interdiction des manifestations extérieures du culte subsistait en effet et, dans les églises rouvertes, le décret prévoyait, pour les cérémonies décadales, le culte des constitutionnels et celui des prêtres romains, un *simultaneum* qui suscita des conflits continuels. En outre, il exigeait des ministres du culte une déclaration de soumission aux lois : les constitutionnels s'y prêtèrent et reconstituèrent leur Église, sous la direction de Grégoire ; une partie des autres suivirent l'exemple de l'abbé Émery, l'ancien directeur de Saint-Sulpice ; mais, aux « soumissionnaires », s'opposèrent les non-soumissionnaires, qui continuèrent leur prosélytisme clandestin.

La Plaine s' alarma de nouveau. Elle rétablit l'ordre à Lyon ; le Comité de sûreté générale, malgré les sections, et les autorités provinciales commencèrent à libérer des Jacobins. Mais, ce qui effrayait surtout les thermidoriens restés républicains, c'était que les royalistes ne cachassent plus leurs espérances. On citait des conventionnels disposés à pactiser avec eux. Encore ne pouvaient-ils pas se livrer pieds et poings liés et, sur les concessions à offrir, les royalistes ne s'accordaient pas. Les uns compétaient reviser l'œuvre de la Constituante et gouverner sous le nom de Louis XVII ; les autres prétendaient rétablir l'Ancien Régime. Malheureusement pour les royalistes constitutionnels, l'enfant-roi mourut au Temple, le 20 prairial (8 juin). Le comte de Provence, alors à Vérone, prit le nom de Louis XVIII et

publia, le 24 juin, un manifeste qui promettait le châtimement des révolutionnaires et la restauration de l'ordre ancien. Il ne resta plus aux modérés qu'à se mettre d'accord avec les thermidoriens de la Plaine pour voter une constitution tolérable. A leur avis, les absolutistes n'avaient plus qu'une faute à commettre : recourir encore une fois à la guerre civile d'accord avec l'étranger. Telle était bien leur intention. A Paris existait une agence royale ; en juin, Pichegru, commandant de l'armée du Rhin, fut sollicité ; en Franche-Comté et dans le Midi, on s'efforçait de préparer un soulèvement en prévision de l'invasion. Au début de prairial, les chouans reprirent les armes, comptant sur l'agence du comte d'Artois à Jersey et sur l'expédition que les Anglais annonçaient enfin. Ils prenaient mal leur temps, car la coalition se décomposait. Les absolutistes se précipitaient dans une aventure qui devait tourner à l'avantage de la Révolution.

III. — LA DIPLOMATIE DES THERMIDORIENS¹.

Puisque la France demeurait en guerre avec l'Europe, ce fut à l'armée que la dislocation du gouvernement révolutionnaire, l'abandon de l'économie dirigée, la ruine de la monnaie manifestèrent leurs conséquences les plus désastreuses. Il y avait toujours eu des insoumis et des déserteurs ; en l'an II, on les recherchait ; en l'an III, on les laissa rentrer chez eux, figurer dans les sections et la jeunesse dorée, rejoindre les bandes royalistes et les chouans. Beaucoup, certainement, se trouvaient des excuses. La patrie n'était plus en danger. La guerre semblait suspendue. La misère des combattants dépassait de beaucoup celle de l'an II. D'ailleurs, on laissa passer l'anniversaire de la levée en masse sans appeler les célibataires parvenus à leur 18^e année : les réquisitionnaires de 1793 serviraient seuls indéfiniment. Bref, dès le mois de mars, pour un effectif nominal de 1.100.000 hommes, on comptait 450.000 présents et le déficit s'accrut au cours de l'été, si bien que, sur le Rhin, les Français finirent par perdre l'avantage du nombre. Matériel et équipement allaient à l'avenant, les fabri-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter aux ouvrages indiqués p. 199 et principalement à celui d'A. SOREL, t. IV. Le t. IV des *Quellen* publiées par VIVENOT, citées p. 199, concerne la période de janvier à septembre 1795 ; ajouter P. BAILLEU, *Preussen und Frankreich von 1795 bis 1807. Diplomatische Correspondenz* (Leipzig, 1881-1887, 2 vol. in-8°). Sur les conditions financières de la paix avec la Hollande, voir l'ouvrage de J.-B. MANGER, *Recherches sur les relations économiques de la France et de la Hollande pendant la Révolution française*, cité p. 181.

cations de guerre et les transports étant abandonnés à des fournisseurs qu'on ne pouvait payer.

Heureusement pour les thermidoriens, la désorganisation ne produisit pas aussitôt ses effets, en sorte qu'ils purent prendre possession de la Hollande et, à peu de chose près, de la rive gauche du Rhin. Heureusement encore, s'ils s'étaient mis hors d'état de battre la coalition, elle se dissolvait elle-même ; s'ils s'acculaient à la paix, plusieurs d'entre leurs ennemis ne la désiraient pas moins. Depuis novembre 1794, la Prusse négociait à Bâle ; à Paris, le comte Carletti semblait disposé à traiter au nom de la Toscane ; l'Espagne, enfin, tentait de parlementer.

Avec chacune de ces puissances, les thermidoriens entendaient traiter séparément, afin de diviser les alliés et parce qu'une négociation générale entraînerait des délais dont l'Angleterre et l'Autriche pourraient profiter. Mais ils comptaient aussi proposer à la Prusse et à l'Espagne de se joindre à la République : la diplomatie de Danton ressuscitait et, avec elle, la tradition anti-autrichienne et celle du pacte de famille. Il n'y avait point de mal. Au printemps de 1793, la politique de Danton n'offrait aucune perspective de succès, la France étant vaincue et envahie ; illusoire, elle aggravait le péril. A présent, la victoire la rendait acceptable. A la vérité, il semblait douteux qu'on parvînt si tôt à unir les rois aux régicides ; mais on pouvait essayer.

Que l'on conclût paix ou alliance, on se proposait d'obliger ainsi les autres belligérants, et avant tout l'Autriche, à déposer les armes. Leur résistance durerait plus ou moins longtemps suivant les conditions de la France. Sûrement, l'Angleterre céderait la dernière et, si la République prétendait à des conquêtes importantes, des années s'écouleraient sans doute avant qu'elle se résignât. En 1793, la Convention s'était laissée entraîner à étendre le territoire jusqu'aux « frontières naturelles » et à annexer, outre la Savoie et Nice, la Belgique et la rive gauche du Rhin. Probablement, le Comité de l'an II ne se jugeait pas lié par ces résolutions jusqu'à ce qu'un plébiscite les déclarât constitutionnelles. Mais, après le 9 thermidor, elles devinrent promptement l'enjeu des partis. Les contre-révolutionnaires firent campagne en faveur de la paix à tout prix — en quoi ils plaisaient à une grande partie de la nation — et de l'abandon des conquêtes que leur imposait leur complicité avec l'ennemi. Les républicains, qui accusaient de trahison ces prôneurs des « anciennes limites », se trouvèrent inclinés à associer l'acquisition des frontières naturelles et la défense de la Révolution.

La politique du Comité de l'an II avait d'ailleurs ouvert la voie, en faisant appel au sentiment national et en ordonnant de traiter en ennemis les peuples résignés à la servitude. Le souci de la sécurité, l'intérêt, l'esprit de gloire s'unissaient dès lors pour recommander qu'on gardât les frontières naturelles, récompense et garantie de la victoire. L'armée n'eût pas vu de bon œil qu'on y renonçât ; or, elle tenait dans la République une place de plus en plus grande ; le gouvernement révolutionnaire ne l'aurait pas licenciée sans difficulté et, au milieu de la crise de l'an III, l'entreprise devint impossible ; c'était d'ailleurs à l'armée que le loyalisme républicain se conservait le mieux et les thermidoriens l'appelèrent à défendre la Convention. Si on la maintenait telle quelle, il fallait que la guerre la nourrit. Mieux : elle pourvoyait à présent la nation ; sous sa protection, les agences d'évacuation dépouillaient les pays occupés, sans négliger les objets d'art, et le Comité de salut public avait prescrit de faire la sourde oreille aux vœux de réunion, car l'annexion immédiate eût entravé l'opération. Les thermidoriens supprimèrent les agences jacobines qu'ils accusaient de pillage ; une administration française s'installa à Bruxelles, et une autre à Aix-la-Chapelle pour la Rhénanie divisée en sept districts ; elles s'adressèrent aux autorités locales par voie de réquisition, mais payèrent en assignats et, jusqu'en 1795, suivant le maximum. L'assignat reçut cours aussi dans la République batave et, dans leurs négociations avec celle-ci, les thermidoriens insistèrent principalement sur l'indemnité de guerre qui devait mettre à leur disposition quantité de lettres de change sur Gênes et la Suisse, afin de financer les campagnes du Rhin et des Alpes. Après avoir épuisé les pays occupés, la tentation s'imposait de les annexer pour y prévenir une réaction anti-française, comme après le décret du 15 décembre 1792, et d'en conquérir d'autres pour entretenir l'armée et remplir le Trésor. Sans doute, on accroissait ainsi les difficultés futures ; mais les thermidoriens s'étaient ôté la faculté de diriger les événements.

Ils se gardèrent pourtant, tout d'abord, d'invoquer les annexions de 1793 ; longtemps, ils hésitèrent à en décider et ils se divisèrent. Non sur la Savoie et Nice qui, bien entendu, ne firent pas question, mais sur la Belgique et, beaucoup plus encore, sur la rive gauche du Rhin. Entre la conquête et la renonciation, une rectification stratégique de la frontière présentait, en effet, un moyen terme qui se recommandait aux modérés comme aux royalistes constitutionnels : en réunissant l'entre-Sambre-et-Meuse, Namur et Luxembourg, la France se trouverait parfai-

tement couverte. Néanmoins, il semble que, pour la Belgique, l'annexion emporta l'adhésion générale des républicains ; mais, dans l'été de 1795, Merlin de Douai et Merlin de Thionville, par exemple, répugnaient à l'annexion des populations germaniques de la Rhénanie qu'ils estimaient inassimilables ; en sens contraire se prononçaient l'Alsacien Reubell, qui jugeait cette acquisition indispensable pour préserver sa province de l'invasion, et Sieyes résolu à atteindre le Rhin afin de profiter des compensations que la Prusse recevrait pour remanier la carte d'Allemagne. L'incertitude se prolongea jusqu'en plein Directoire ; comme les thermidoriens ne se prononcèrent pas, ils prirent soin, dès le premier moment, de ne pas se lier les mains. Mais le traité de Bâle avec la Prusse, sans rien décider, les orienta. Raisonnant comme les coalisés, ils pouvaient s'entendre avec eux, à condition de leur réserver leur part ; les droits de l'homme tombaient dans l'oubli, ou bien les avantages que les peuples annexés en devaient retirer masquaient la violence qu'on allait leur faire. Il ne restait plus qu'à restaurer l'ancienne diplomatie qui, par les articles secrets, savait ménager les pudeurs et voiler les trahisons. Ayant traité avec la Toscane, le 19 février 1795, le Comité réussit à faire approuver le fait accompli par la Convention et, le 27 ventôse (13 mars), il parvint à obtenir un blanc-seing pour la rédaction d'accords secrets qui ne seraient point soumis à ratification.

IV. — LES TRAITÉS DE BALE ET DE LA HAYE (AVRIL-MAI 1795)¹.

Un envoyé prussien, Meyerinck, était arrivé à Bâle dès le 22 novembre 1794 ; mais les pourparlers s'éternisèrent parce que, si Frédéric-Guillaume II voulait la paix, il ne savait pas laquelle. Comme toujours, deux partis s'opposaient dans son entourage, et il allait de l'un à l'autre. Les ministres, étroitement attachés aux intérêts territoriaux du royaume, n'avaient d'yeux que pour la Pologne et prétendaient conclure à tout prix avec la France une paix immédiate, donc séparée ; ils ne voulaient pas défendre Mayence et, si les Français exigeaient la rive gauche du Rhin, ils n'y voyaient qu'un prétexte à réclamer un agrandissement en

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 443. Le t. V des *Quellen* de VIVENOT, citées p. 199, est consacré à la paix de Bâle et au troisième partage de la Pologne (par H. VON ZEISTBERG). L'évacuation de la Belgique et la conclusion de la paix par la Prusse constituent le second point débattu par les historiens des deux grandes puissances allemandes (le premier a été indiqué p. 244) ; on trouvera un résumé et une bibliographie dans A. WAHL, *Geschichte des europäischen Staatensystems* (cité p. 199), p. 66 et 67. — Pour les négociations avec l'Espagne, voir l'étude d'A. SOREL dans la *Revue historique*, citée p. 302.

Allemagne. Haugwitz, sur tout cela, s'accordait maintenant avec ses collègues. Au contraire, Hardenberg, qui administrait alors les domaines prussiens de Franconie, soutenait que le roi ne pouvait isoler sa cause de celle de l'Empire sans perdre toute influence sur les princes ; il n'acceptait qu'une paix générale, ou pour le moins, impériale. Le 22 décembre, la Diète demanda qu'on négociât par l'entremise de la Prusse ; les princes rhénans désiraient traiter ; la Bavière avait mis toute la mauvaise volonté possible à laisser entrer une garnison autrichienne à Mannheim et elle la seconda si mal que la ville capitula le 24 décembre. En défendant les intérêts des princes, Hardenberg espérait accroître l'influence de la Prusse ; mais, pour gagner leur confiance, il fallait écarter, de prime abord, tout démembrement de l'Allemagne. Comme il était d'origine hanovrienne, les ministres l'accusaient d'être plus Allemand que Prussien ; toutefois, le souverain, répugnant à s'accommoder avec des régicides et à abandonner ses alliés, l'écoutait avec plaisir.

Les ministres l'emportèrent néanmoins, parce que les motifs qui avaient décidé Frédéric-Guillaume à négocier ne perdaient rien de leur force : la situation de la Prusse ne faisait qu'empirer dans l'est. Depuis la chute de Varsovie, Catherine II se trouvait encore une fois maîtresse de la Pologne ; elle y faisait régner la terreur, emprisonnant ou déportant en Sibérie les nobles patriotes, confisquant leurs terres et celles des émigrés au profit de son trésor et de ses favoris. Résolue à procéder au troisième et dernier partage pour atteindre la ligne du Boug, elle ne prétendait pas en exclure la Prusse, car il eût fallu combattre et elle ne le pouvait ni ne le voulait, une guerre contre la Turquie faisant mieux son affaire ; d'ailleurs, la solidarité des trois complices subsistait, malgré les plus graves désaccords ; enfin, Catherine désirait toujours qu'on écrasât la Révolution et, pour vaincre la Prusse, elle aurait dû laisser l'Autriche traiter, elle aussi, avec la France. Elle n'en était pas moins décidée à réduire Frédéric-Guillaume à la portion congrue et destinait à l'Autriche les palatinats de Cracovie et de Sandomir, dont les Prussiens occupaient une fraction ; en rognant leur part, elle rétablirait l'équilibre entre les deux puissances allemandes et se concilierait de nouveau l'empereur sans qu'il lui en coûtât rien. Thugut, qui, depuis le début de l'année, multipliait les avances à Saint-Pétersbourg, souscrivait d'avance aux décisions de la tsarine ; dans ses instructions à Louis Cobenzl, le 29 novembre 1794, il reconnaissait de nouveau le second partage, pourvu qu'on lui concédât l'échange

de la Bavière contre les Pays-Bas et un « surcroît » à prendre en France ou, à défaut, aux dépens des Vénitiens ; pour le troisième partage, il insistait sur la nécessité de réprimer l'ambition prussienne et de concéder à l'Autriche Cracovie et Sandomir avec Lublin et Radom. On tomba d'accord sans difficulté et, le 3 janvier 1795, le traité fut signé en deux parties : l'une, à signifier ultérieurement à Berlin, réglait définitivement la question polonaise et n'accordait à Frédéric-Guillaume que Varsovie avec le nord du pays jusqu'au Niémen et au Boug ; l'autre, destinée à demeurer secrète, assurait à la Russie l'alliance de l'Autriche dans une guerre éventuelle contre la Turquie. L'ambassadeur de Prusse, Tauentzien, tenu à l'écart depuis le mois d'août, n'avait laissé aucun doute à sa cour sur ce qui se préparait. Le 8 décembre 1794, Frédéric-Guillaume se décida donc à envoyer à Bâle le comte de Goltz, aux sympathies francophiles bien connues. Le Comité de salut public, avant d'autoriser Barthélemy à négocier, exigeait qu'on lui envoyât un agent : il voulait se rendre compte par lui-même des dispositions de la Prusse et, surtout, renforcer son prestige en montrant que c'était elle qui demandait la paix. Harnier vint donc à Paris et, le 6 janvier 1795, reçut communication des vues de la République ; enfin, vers ce même temps, Mollendorf abandonna Mayence et se retira en Westphalie. Barthélemy obtint alors des instructions : elles comportaient l'adhésion de la Prusse à l'annexion éventuelle de la rive gauche du Rhin. Pour l'engager à se lier les mains, le Comité faisait luire aux yeux de Harnier l'appât des compensations. Barthélemy rédigea un projet de traité et, pour aplanir encore la voie, fit remarquer que la clause pouvait demeurer secrète, la cession demeurant nécessairement ajournée jusqu'au moment où l'Empire lui-même conclurait la paix.

Pourtant le roi hésitait encore. Les Anglais intriguaient à Berlin, toutefois sans faire les offres d'argent qui eussent pu provoquer un revirement. Sur ces entrefaites, Goltz mourut, le 5 février 1795, et Hardenberg le remplaça, choix qui parut un succès pour les adversaires de la paix. Il s'efforça en effet de l'ajourner, s'arrangea pour n'arriver à Bâle que le 18 mars et proposa un nouvel arrangement en vue d'affirmer la neutralité de la Prusse et d'associer à sa cause au moins une partie des princes : il s'agissait de tracer une ligne de démarcation qui fermerait aux belligérants l'Allemagne du Nord, y compris le Hanovre. Le Comité de salut public jeta les hauts cris ; encore le 10 germinal (30 mars), bien qu'il y eût toujours 80.000 Prussiens

en Westphalie, il ne parlait que d'ultimatum. Hardenberg aurait volontiers profité de cette opposition pour gagner du temps. Mais, le 31 mars, une lettre du roi lui ordonna de traiter incontinent si les Français cédaient : l'urgence pressait de transporter en Pologne l'armée de Westphalie. Or, Barthélemy s'abstint de communiquer l'ultimatum du Comité et assumait la responsabilité de signer dans la nuit du 15 au 16 germinal (4-5 avril). Il fit d'autant mieux que la « journée » du 12 avait déterminé le Comité à changer d'avis. La joie fut réelle : la Prusse était la première grande puissance qui reconnaissait la République. A la réflexion, les mines s'allongèrent : publiquement, elle n'accordait que sa neutralité et même, par la ligne de démarcation, elle couvrait le Hanovre. Mais Barthélemy fit observer avec raison que cette ligne protégeait aussi la Hollande et que, par un article secret, Frédéric-Guillaume abandonnait le stathouder.

De fait, si le Comité avait ordonné de brusquer les pourparlers de Bâle, c'est qu'il soupçonnait les Hollandais de compter sur la Prusse. Les envoyés de Daendels et des États généraux, arrivés à Paris le 20 ventôse (10 mars), résistaient courageusement aux impitoyables exigences du Comité, en invoquant leur fidélité à la France et la générosité de la République, dont ils se portaient garants devant leurs compatriotes. Le 10 germinal, ils reçurent un ultimatum et, aussitôt connu le traité de Bâle, Reubell et Sieyes partirent pour La Haye où ils arrachèrent aux États le traité du 27 floréal (16 mai). La Hollande cédait la Flandre, Maëstricht, Venloo et contractait avec la France une alliance défensive et offensive ; elle augmenterait sa flotte et son armée, et entretiendrait jusqu'à la paix un corps d'occupation de 25.000 hommes. Surtout, elle paierait une indemnité de 100 millions de florins. Pour assainir sa circulation monétaire, il lui fallut d'ailleurs rembourser elle-même une trentaine de millions d'assignats. Engagée dans la guerre contre l'Angleterre, elle se vit aussitôt dépouillée d'une partie de ses colonies et gravement atteinte dans son commerce.

Au même moment, des conférences s'ouvraient à Bâle entre Barthélemy et Yriarte, l'envoyé espagnol ; on négociait aussi à Bayonne. Les ouvertures de Godoy, antérieures à la bataille de la Montagne Noire, ne tendaient à rien de moins qu'à la création d'un royaume pour Louis XVII dans le sud de la France et à la restauration du catholicisme romain. De son côté, le Comité demandait le Guipuzcoa, Saint-Domingue, la Louisiane. La mort de Louis XVII leva une première difficulté ; puis, Moncey prit

l'offensive, enfonça le centre espagnol, rejeta l'aile gauche sur Bilbao, occupa Vittoria et atteignit Miranda, sur l'Èbre. Enfin, l'expédition de Quiberon rabattit les exigences du Comité. On se hâta de conclure le 4 thermidor (22 juillet). Encore une fois, la France se contenta, ou peu s'en faut, de neutraliser l'adversaire : elle ne reçut que la partie espagnole de Saint-Domingue.

Restait à savoir si on traiterait maintenant avec l'Autriche. De ce côté, le succès ne paraissait pas probable : Thugut venait de repousser, en messidor, les propositions du Comité, exagérées comme toujours. Les circonstances, en effet, favorisaient le chancelier. A la nouvelle de la paix de Bâle, Catherine manifesta la plus vive indignation et porta 40.000 hommes dans la Courlande récemment annexée. Pitt, de son côté, offrit aux Autrichiens, dont il garantissait déjà un emprunt à Londres, l'argent maladroitement refusé aux Prussiens ; le 20 mai, par un nouveau traité d'alliance, on convint d'un subside de 600.000 livres pour l'entretien de 200.000 hommes ; la Russie ajouta sa signature, le 28 septembre. Ainsi lesté, protégé par ses alliés contre la Prusse, satisfait de son lot polonais, Thugut ne se jugeait pas du tout incapable de reprendre la Belgique. Cependant, le troisième partage n'avait pas encore été notifié à la Prusse et, d'autre part, Thugut convoitait Venise : peut-être aurait-il accepté un partage des Pays-Bas. Puisque le Comité écartait pareille solution, ne pouvait-il du moins essayer de réduire l'Autriche à l'impuissance en lui fermant l'Allemagne, de concert avec les princes ? Hardenberg, après avoir signé, le 28 floréal (17 mai), la convention de démarcation, agissait en ce sens. Le 3 juillet, la Diète décida d'accepter les bons offices de la Prusse pour conclure la paix avec la France sur la base de l'intégrité de l'Allemagne ; l'adhésion de l'empereur fut réservée, mais on ne pouvait douter que, s'il refusait, les princes passeraient outre, comme le fit, le 28 août, le landgrave de Hesse-Cassel. Tout dépendait de la France, disait Hardenberg : il suffisait qu'elle renoncât au Rhin. Barthélemy ne demandait pas mieux et, en prairial et messidor, le Comité hésita : Merlin de Douai n'estimait pas l'annexion sans inconvénients ; Aubry, Henry-Larivière, Gamon, Boissy d'Anglas, plus ou moins engagés avec les royalistes constitutionnels, devaient tenir pour les anciennes limites. Mais, en thermidor, Reubell et Sieyes rentrèrent dans le Comité, où les annexionnistes reprirent la majorité, et, à ce moment, la tentative préparée par les absolutistes et les Anglais affermissait précisément, chez les conventionnels de la Plaine, le sentiment révolutionnaire.

V. — QUIBERON. LE 13 VENDÉMIAIRE AN IV¹.

Depuis l'accession de Windham au pouvoir, en juillet 1794, le projet d'expédition en Vendée ou en Bretagne se trouvait enfin défendu dans le gouvernement britannique. Dundas s'y opposait et Pitt se montrait froid. Il ne dédaignait pas l'aide que les royalistes apportaient à la coalition et, depuis octobre 1794, son agent Wickham, installé à Bâle, bien pourvu d'argent, soutenait de son mieux les absolutistes aussi bien que les constitutionnels. Personnellement, Pitt souhaitait le succès de ces derniers et, puisque les thermidoriens comptaient rétablir un régime électif, l'espoir renaissait d'une restauration pacifique. Si les absolutistes reprenaient les armes, il ne lui souriait guère, prévoyant leur échec, de leur sacrifier une part de ses maigres effectifs. Il céda pourtant aux instances de Puisaye qui, bien que réputé constitutionnel, offrait de recruter des régiments d'émigrés pour un coup de force : ils vinrent en partie d'Allemagne et on leur adjoignit les prisonniers qui consentirent à s'enrôler.

La flotte anglaise refoula l'escadre de Villaret et la division de d'Hervilly put débarquer sur la péninsule de Quiberon, le 9 messidor (27 juin), sous uniforme anglais. Hervilly et Puisaye se disputant le commandement, ils perdirent du temps et, d'ailleurs, la seconde division, celle de Sombreuil, ne les rejoignit qu'au milieu de juillet. Informé par des dépêches saisies, Hoche déjoua les projets des chouans : ceux-ci ne réussirent que quelques coups de main et la plus grande partie de la population ne bougea pas. Les républicains fermèrent la péninsule par un retranchement, puis y pénétrèrent dans la nuit du 2 au 3 thermidor (20-21 juillet) : les émigrés furent jetés à la mer ou capturés. La justice militaire en fit fusiller 748, dont 428 nobles. Un autre corps de débarquement saisit l'île d'Yeu, où le comte d'Artois parut un moment. Charette reprit la campagne pour lui prêter la main.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — L. DUBREUIL et E. GABORY, cités p. 341 ; Th. DE CLOSMADÉUC, *Quiberon* (Paris, 1898, in-8°) ; le point de vue contre-révolutionnaire a été exposé en dernier lieu par le P. Ch. ROBERT, *Expédition des émigrés à Quiberon. Le comte d'Artois à l'île d'Yeu* (Paris, 1899, in-8°) ; voir aussi E. GABORY, *L'Angleterre et la Vendée* (Paris, 1930-31, 2 vol. in-8°). Sur la chouannerie, voir P. BOIS, *Paysans de l'Ouest*, cité p. 57, livre troisième.

Sur le soulèvement du 13 vendémiaire, H. ZIVY, *Le 13 vendémiaire an IV* (Paris, 1898, in-8° ; fasc. 6 de la « Bibliothèque de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris ») ; M. DESSAL, *La révolte de Dreux et les origines du 13 vendémiaire*, dans *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, 1957, p. 5-9 ; G. RUDÉ, *Les sans-culottes parisiens et les journées de vendémiaire an IV*, dans *Annales historiques de la révolution française*, 1959, p. 332-346.

Mais le prince ne se risqua pas sur le continent et, en décembre, les Anglais rembarquèrent l'expédition. Le résultat durable de toute l'affaire se réduisit à une nouvelle guerre vendéenne.

L'alarme avait été chaude ; on ne pouvait plus fermer les yeux sur le péril royaliste. A l'anniversaire du 14 juillet, la *Marseillaise* retentit de nouveau et on laissa sans-culottes et militaires donner la chasse aux « collets noirs ». La Plaine ne rompit pourtant pas avec la droite ; le *Réveil du peuple* garda sa place ; les 21 et 22 thermidor (8-9 août), la Convention décréta d'arrestation six Montagnards de plus, dont Fouché. D'autre part, la discussion du projet de constitution, présenté le 5 messidor (23 juin) par Boissy d'Anglas, se poursuivit d'un commun accord jusqu'au 5 fructidor (22 août) ; ce jour-là, on décidait encore que les députés mis en accusation ou arrêtés ne pourraient faire partie du futur corps législatif et, le lendemain, on supprima les sociétés populaires.

Un plébiscite devait ratifier la constitution ; ensuite, il ne resterait plus qu'à procéder aux élections. Ce fut alors que, stimulés par le souci de la conservation personnelle, les thermidoriens républicains s'avisèrent que les plus dangereux des royalistes n'étaient pas ceux qui combattaient la République les armes à la main, mais bien ceux qui se préparaient à se faire élire à la place des conventionnels. C'était en vain qu'ils avaient pros crit les Montagnards : la Convention demeurerait solidaire de tout ce qui s'était fait en son nom et, pour écraser les terroristes, un thermidorien régicide ne valait pas un royaliste, même masqué. Au surplus, la crise monétaire et la disette eussent voué au désastre n'importe quelle majorité. L'inflation poursuivait sa course torrentielle : au moment de la suppression du maximum, on estimait le papier en circulation à 8 milliards ; le 1^{er} brumaire (23 octobre 1795), on l'évalua à 20. Après la moisson, médiocre en plus d'une région, on avait dû rétablir l'obligation de la vente sur les marchés et la réquisition pour garnir ceux-ci ; la loi du 7 vendémiaire an IV (29 septembre), qui subsista jusqu'en 1797, remit en vigueur, en ce qui concernait les grains, l'arsenal de l'an II, à l'exception de la taxation. Une impopularité prodigieuse s'attachait à l'assemblée.

En conséquence, les 5 et 13 fructidor an III (22 et 30 août 1795), elle décida que les deux tiers des futurs députés, soit 500, seraient pris dans son sein et, l'accord ne pouvant se réaliser sur la manière de les désigner, en abandonna le choix aux électeurs, ajoutant que, s'ils ne respectaient pas la proportion,

les conventionnels réélus se compléteraient par cooptation. Ainsi, bien qu'il n'ait prévalu qu'en l'an VIII, le procédé de la cooptation hantait déjà les esprits, comme propre à écarter les démocrates et les royalistes, au profit des « notables » attachés à la Révolution et à la République. Mais, en votant la constitution, la droite avait précisément escompté que les élections lui donneraient le pouvoir et, dans toute la France, ses partisans joignirent leurs protestations véhémentes aux siennes.

Bien que la constitution rétablît le régime censitaire, on s'en remit, pour le plébiscite, au suffrage universel ; l'armée et la marine y participèrent. Le résultat en fut favorable. Comme, malgré tout, le nouveau régime les débarrasserait de la Convention, beaucoup d'opposants, probablement, se résignèrent à approuver ou à s'abstenir. Le 1^{er} vendémiaire an IV (23 septembre 1795), la Convention déclara la constitution acceptée, ainsi que les décrets annexes.

A Paris, la fermentation croissait. La section Lepeletier, c'est-à-dire le quartier de la Bourse, celui des banques et des spéculateurs, assumait la direction et entraîna les autres ; elle proposa de constituer un comité central et invita, non sans succès, les assemblées primaires de toute la République à imiter la capitale. A Châteauneuf-en-Thimerais, le 27 fructidor (17 septembre), l'insurrection se déclara. Ainsi menacée, la Plaine rompit avec la droite : elle confirma les décrets qui visaient les émigrés et les réfractaires ; elle vota, le 7 vendémiaire an IV (29 septembre 1795), une nouvelle loi de police du culte qui obligeait les prêtres à reconnaître la souveraineté du peuple et instituait des pénalités contre ceux qui s'attaquaient à la vente des biens nationaux ou prêchaient le rétablissement de la royauté. Elle ne dédaigna plus l'appui des sans-culottes : le 12 vendémiaire (4 octobre), elle révoqua le désarmement des terroristes. Cette dernière mesure mit le feu aux poudres. Les royalistes dirigèrent l'insurrection du 13 vendémiaire ; mais tous ceux qui redoutaient le retour du gouvernement révolutionnaire les suivirent.

Encore une fois, l'armée intervint. Menou, son chef, ayant ménagé les opposants, Barras se chargea de nouveau du salut de la Convention. Des adjoints qu'il s'associa, ce fut Bonaparte, alors en disponibilité, qui mena l'action décisive : il écrasa la révolte et assura ainsi, lui aussi, sa fortune. La répression se fit bénigne : on fusilla seulement deux des chefs. L'événement n'en comporta pas moins des conséquences importantes. La garde nationale fut désarmée ; Paris resta occupé militairement : son

rôle révolutionnaire avait pris fin. La Plaine manifesta quelque rancune à la droite : trois des membres de celle-ci furent arrêtés. Fréron s'en alla en Provence pour réprimer la Terreur blanche. Les élections, commencées le 20 vendémiaire (12 octobre), n'ayant retenu, croyait-on, que 379 conventionnels, presque tous de droite ou même suspects de royalisme, certains parlèrent de les casser et Tallien réclama des mesures de « salut public ». A ces paroles redoutables, l'effervescence s'affaissa et, même, ce fut seulement à la dernière minute, le 4 brumaire (26 octobre), que les conventionnels consentirent l'amnistie qui sauva leurs collègues précédemment arrêtés et nombre de terroristes. Néanmoins, comme au lendemain du 9 thermidor, l'union de tous les patriotes contre les royalistes et l'Église romaine reparut à l'ordre du jour et le régime directorial s'ouvrit sous ces auspices.

Mais les conséquences de l'assaut royaliste ne se bornèrent pas là : le revirement républicain exerça une profonde influence sur la politique extérieure.

VI. — LA CAMPAGNE DE 1795 ET L'ANNEXION DE LA BELGIQUE¹.

Les conditions d'existence des soldats empirant toujours et le matériel manquant, Jourdan, à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, et Pichegru, passé à celle du Rhin, restaient immobiles depuis l'hiver. L'impuissance des thermidoriens fut aggravée ici par la trahison de Pichegru, qui acceptait maintenant les subsides du prince de Condé. Celui-ci n'en eut pas pour son argent, car le général n'osa livrer Huningue. Du moins aida-t-il l'ennemi en s'abstenant, au contraire de Jourdan, d'user du peu de moyens dont il disposait pour préparer l'offensive.

En août, le temps vint pourtant de prendre un parti. L'empereur venait d'approuver le vote de la Diète en faveur d'une paix qui respecterait l'intégrité de l'Allemagne ; Hardenberg répétait que la Prusse ne pouvait s'allier à la France si celle-ci ne renonçait pas au Rhin. Néanmoins, le règlement du partage de la Pologne mettait les Austro-Prussiens aux prises : le traité du 3 janvier

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux relatifs aux opérations militaires (voir p. 249), consulter H. BOURDEAU, *Les armées du Rhin au début du Directoire*, cité p. 438 ; E. CAUDRILLIER, *La trahison de Pichegru et les intrigues royalistes dans l'est avant Fructidor* (Paris, 1908, in-8°) ; R. BITTARD DES PORTES, *L'armée de Condé* (Paris, 1896, in-8°). Sur la diplomatie, se reporter aux ouvrages généraux, cités p. 199 ; pour le troisième partage de la Pologne, ajouter celui du comte FERRAND, cité p. 309, et le t. V des *Quellen* de VIVENOT, citées p. 199.

ayant été enfin notifié à Berlin le 3 août, des scènes violentes marquèrent la conférence qui suivit. Le Comité de salut public pouvait essayer de gagner la Prusse, en abandonnant la Rhénanie, ou de traiter avec l'Autriche, en se contentant d'une rectification de frontière aux Pays-Bas. Puisque, renforcée par le réveil de l'esprit révolutionnaire depuis Quiberon, la tendance annexionniste prévalait, il ne restait qu'à combattre. Des ordres formels parvinrent enfin aux généraux.

Le 20 fructidor (6 septembre), Jourdan franchit le Rhin et Clerfayt, reculant au delà du Mein, découvrit Mayence ; débouchant de Mannheim, Pichegru pouvait le prendre à revers ; n'ayant pas concentré ses troupes, il n'avança que deux faibles divisions, qui, résolument attaquées, furent mises en déroute. Après leur entrevue du 27 septembre, les deux généraux demandèrent au Comité des instructions qui ne vinrent pas.

Il faut croire que le Comité était trop occupé à surveiller les sections parisiennes. Et cependant, il trouva le temps de préparer l'annexion de la Belgique. Merlin de Douai la proposa et Carnot donna son adhésion. La droite protesta : « Comment le Comité se fait-il l'organe des brigands ? », s'écria Lesage, inculpant les Montagnards et oubliant que l'initiative des annexions appartenait à la Gironde. La Convention adopta la proposition, le 9 vendémiaire an IV (1^{er} octobre 1795). Merlin s'était, en outre, prononcé en faveur de la frontière du Rhin, en renvoyant toutefois la décision à la paix générale.

Bientôt après, les événements annoncèrent que cette paix ne surviendrait pas rapidement. Au début d'octobre, Wurmser, venu du Haut-Rhin, parut devant Mannheim ; Clerfayt put refouler Jourdan, qui repassa le Rhin, et mettre en déroute les troupes qui bloquaient Mayence. Pichegru se garda de bouger. En novembre, les Autrichiens, se tournant contre lui, envahirent le Palatinat, repoussèrent les Français jusqu'à la Queich et reprirent Mannheim. Pendant ce temps, la Russie adhéra à la coalition anglo-autrichienne et le roi de Prusse se résignait, le 24 octobre, à se contenter de la part qu'on lui réservait : Varsovie et le pays au nord de la Narev. Thugut, tranquilisé à l'est, victorieux à l'ouest et réinstallé sur la rive gauche du Rhin, ne pensait plus qu'à préparer la campagne de printemps. Les thermidoriens, incapables d'imposer la paix générale les armes à la main, l'avaient éloignée en s'orientant vers les annexions. Et la constitution qu'ils mettaient en vigueur pourrait-elle soutenir l'épreuve de la guerre ?

VII. — LA CONSTITUTION DE L'AN III¹.

La Convention jalonna son existence de palinodies qui s'inscrivent parmi les plus éclatantes de l'histoire des assemblées, et suivit des politiques si contradictoires qu'il semble impossible, au premier abord, de leur trouver un trait commun. Elles en ont un pourtant : la volonté du Tiers État de confirmer la victoire remportée en 1789 sur l'aristocratie. Ainsi, entre la Constituante et la Convention, la rupture est-elle moins profonde qu'on ne l'a dit et, de ce point de vue, la solidarité révolutionnaire s'étend jusqu'aux Montagnards.

Mais, aux yeux de ces derniers, la guerre civile et étrangère exigeait un gouvernement autoritaire et, tant qu'elle durait, condamnait la Révolution à la dictature. S'appuyant sur les sans-culottes pour l'instituer, ils esquissèrent, d'autre part, une démocratie sociale. Le Tiers État se dissocia. La Révolution de 1789, dans la pensée des constituants, fondait la liberté et conférait le pouvoir politique et social à la haute bourgeoisie. La majorité de la Convention ne la concevait pas autrement. De ce chef, se révèle l'importance de la réaction thermidorienne : par delà l'intermède jacobin, elle rénova la tradition de la Constituante. Monarchistes constitutionnels et thermidoriens républicains se divisaient sans doute quant au titre et aux attributions du chef du pouvoir exécutif ; mais, en élaborant la Constitution de l'an III, ils tombèrent d'accord sur la nécessité de rétablir un gouvernement électif et libéral comme sur l'attribution aux « notables », c'est-à-dire aux propriétaires pour le moins aisés, de la direction politique et économique du pays. « Nous devons être gouvernés par les meilleurs, dit Boissy d'Anglas ; les meilleurs sont les plus instruits et les plus intéressés au maintien des lois. Or, à bien peu d'exceptions près, vous ne trouverez de pareils hommes que parmi ceux qui possèdent une propriété, sont attachés au pays qui la contient, aux lois qui la protègent, à la tranquillité qui la conserve, et qui doivent à cette propriété et à l'aisance qu'elle donne, l'éducation qui les a rendus propres à discuter, avec sagacité et justesse, les avantages et les inconvénients des lois qui fixent le sort de la patrie... Un pays gouverné

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir A. AULARD, *Histoire politique*, citée p. 113, III^e partie, ch. I ; M. DESLANDRES, *Histoire constitutionnelle*, citée p. 171 ; A. LAJUSAN, Le plébiscite de l'an III, dans *La Révolution française*, t. LX, ann. 1911, p. 5-37, 106-132, 237-263 ; J. GODECHOT, *Les institutions...*, cité p. 114.

par les propriétaires est dans l'ordre social, celui où les non-propriétaires gouvernent est dans l'état de nature. »

Cette conception avait exercé quelque influence sur l'œuvre positive des thermidoriens, qui fut considérable. Fidèles à l'esprit du XVIII^e siècle, ils continuèrent sans doute, comme les Montagnards, la préparation du code civil et du système métrique. De même, ils poursuivirent la création ou la restauration des organisations de recherche et d'enseignement supérieur : Bureau des longitudes, Muséum, Musée des monuments français, École polytechnique, École de médecine ; à la veille de leur séparation, ils décidèrent la fondation de l'Institut de France. Mais les écoles centrales, qu'ils prescrivirent d'ouvrir dans chaque département, pour se préparer des disciples, ne convenaient qu'aux adolescents de la bourgeoisie et, après avoir, en l'an III, restreint le nombre des écoles primaires publiques, ils les vouèrent à la ruine en supprimant le traitement des instituteurs, le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795). La pénurie du Trésor fournissait un prétexte ; mais, comme Boissy d'Anglas, beaucoup estimaient imprudent de favoriser la formation d'une « minorité parasite et ambitieuse » de pauvres instruits. Le motif financier entraîna aussi l'abandon de la « bienfaisance nationale ». Si le second projet de code civil n'aboutit pas, on vota un code hypothécaire ; on atténua les lois successorales de l'an II ; on cessa de diviser les biens nationaux ; on parla d'arrêter le partage des communaux.

La Constitution de l'an III couronna la réaction et en prépara les progrès. De la nouvelle Déclaration des droits qui la précédait, on élimina, comme de portée dangereuse, le fameux article : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits » ; on prit soin de préciser que « l'égalité consiste en ce que la loi est la même pour tous ». Disparurent aussi les articles de la Déclaration de 1793 qu'on estima capables de justifier la démocratie sociale, tandis que la liberté économique, cela va de soi, fut expressément confirmée. Enfin, on ajouta une déclaration des devoirs des citoyens, bien qu'on déniât à une partie des citoyens le droit de participer à la confection de lois qu'on ordonnait à tous de respecter.

Le suffrage cessa, en effet, d'être universel. Les thermidoriens, il est vrai, se montrèrent à quelques égards plus démocrates que les constituants : s'ils supprimèrent le referendum législatif et rétablirent le régime représentatif pur et simple, ils maintinrent la consultation populaire en matière constitutionnelle, n'exigèrent des citoyens actifs qu'une contribution quelconque et

admirent même un paiement volontaire. Mais ce n'était qu'apparence, car le suffrage demeurait à deux degrés et les électeurs désignés par les citoyens actifs devaient être propriétaires d'un bien rapportant la valeur de deux cents journées de travail dans les communes de 6.000 habitants ou plus, locataires ailleurs d'une habitation d'un loyer de cent cinquante journées ou d'une exploitation rurale d'un fermage de deux cents : 30.000 électeurs environ, inévitablement choisis parmi les notables, constituaient donc le « pays légal ». Ils élisaient, sans condition de cens, un Corps législatif qu'on divisa en deux Conseils, le bicamérisme n'offrant plus d'inconvénient maintenant qu'on ne redoutait plus l'apparition d'une Chambre des lords. Le Conseil des Cinq-Cents, âgés de 30 ans au moins, votait des « résolutions » que le Conseil des Anciens, au nombre de 250, âgés de 40 ans au moins, mariés ou veufs, transformait en lois si elles lui convenaient. Le gouvernement fut confié à un « Directoire » de cinq membres, âgés aussi de 40 ans au moins, désignés par les Anciens sur une liste décuple dressée par les Cinq-Cents. Ce Directoire nommait des ministres qui ne dépendaient que de lui.

Contre les Jacobins et les contre-révolutionnaires, les thermidoriens prirent leurs précautions. Les premiers surtout semblaient visés. Plus de maire, ni de « Commune » à Paris et dans les grandes villes, mais plusieurs municipalités ; une garde militaire protégera le gouvernement et les Conseils, que les Anciens, au reste, peuvent transférer hors de la capitale. En autorisant de nouveau les clubs, on les ramène à de simples réunions publiques. Le Corps législatif obtient faculté de suspendre la liberté de la presse pour un an et de permettre les visites domiciliaires ; le Directoire, de faire arrêter, sans intervention de la justice, tout suspect de conspiration. Toutefois, la guerre civile continuant, les contre-révolutionnaires restèrent les plus maltraités : les lois d'exception subsistèrent contre les émigrés et les prêtres ; la loi du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) fit mieux que le rappeler : elle interdit les fonctions publiques aux parents d'émigrés, dont les biens restaient d'ailleurs séquestrés, ainsi qu'aux « vendémiaristes ». Au surplus, les dispositions dirigées contre les Jacobins menaçaient pareillement les royalistes, qu'ils fussent absolutistes ou constitutionnels.

En définitive, les thermidoriens prétendaient que la République vécut, en écartant ceux qui l'avaient fondée ; qu'elle fût bourgeoise, en refusant le pouvoir à une partie de la bourgeoisie ; qu'elle restât autoritaire, en se disant libérale. Leurs adversaires

les accablèrent de sarcasmes et combien n'allaient-ils pas trouver de partisans, alors que la Convention léguait aux Français la banqueroute et la guerre ? Que ce fût une gageure, pour les thermidoriens, de s'en remettre au régime électif, le décret des deux tiers en fournit la meilleure preuve. Alors qu'ils reprochaient aux Montagnards d'avoir établi la dictature en suspendant les élections, ils ne rétablissaient celles-ci qu'en prenant soin de les truquer ; peu s'en fallait qu'ils n'en fussent venus à la pure et simple cooptation. Si les scrutins futurs marquaient leur échec, ils ne se maintiendraient que par un coup d'État qui ramènerait la dictature.

La guerre continuant à l'intérieur et aux frontières, c'était une autre gageure de tout combiner pour refuser au gouvernement la stabilité, la promptitude dans la décision, l'énergie dans l'action. L'élection reparaisait tous les ans pour renouveler les Conseils par tiers, les municipalités par moitié, le Directoire et les administrations départementales par cinquième. Et surtout, la bourgeoisie, pour se prémunir contre l'omnipotence de l'État, multipliait les pouvoirs indépendants les uns des autres. On perçut le danger et la Constitution accorda au Directoire des attributions étendues : le « pouvoir réglementaire », c'est-à-dire le droit de prendre des arrêtés qu'il étendit à l'infini, la diplomatie, la guerre, la police générale, la haute main sur l'administration provinciale. Si la décentralisation reparut, administrations départementales et municipales redevenant électives, on concentra l'autorité et on renforça le contrôle gouvernemental. Au chef-lieu du département ne siégerait qu'une « administration centrale » de cinq membres ; le district disparaît ; les villes de plus de 5.000 habitants seraient réduites à des officiers municipaux, les autres communes à un agent et son adjoint, la municipalité se formant au chef-lieu de canton par la réunion des agents. Le Directoire pouvait casser sans appel les délibérations des administrations locales, destituer leurs membres et les remplacer s'il n'en restait aucun, la cooptation intervenant au cas contraire ; il nommait près de chacune d'elles un commissaire choisi dans leur ressort. Toutefois, il y avait loin de ce régime à la centralisation jacobine ou consulaire. L'impôt restait aux mains des administrations élues et le Directoire ne disposait pas de la Trésorerie. A moins de recourir aux commissions militaires, la force coactive lui manquait, car les juges demeuraient électifs. Mais le pire était que rien, entre le Directoire et les Conseils, ne garantissait la coopération. Le premier ne possédait pas l'initiative législative et ne communiquait

avec les seconds que par message ; il ne pouvait ni les ajourner, ni les dissoudre ; réciproquement, les Conseils, à moins de refuser le budget ou de mettre en accusation les détenteurs du pouvoir exécutif, ne possédaient aucun moyen de plier celui-ci à leurs vues ; ils n'avaient même aucun rapport avec les ministres. Pourrait-on du moins reviser la Constitution ? Oui, mais il y fallait un délai minimum de six ans. Pour la modifier, un nouveau coup d'État s'imposera : elle n'y survivra pas.

LIVRE V

L'OFFENSIVE CONQUÉRANTE DE LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

L'EUROPE ET LA RÉVOLUTION À LA FIN DE 1795¹

Les traités de Bâle marquent un tournant dans le conflit de la Révolution et de l'Europe aristocratique. Jusqu'alors, celle-ci, presque unanime, assaillait de toutes parts la France. Parviendrait-elle à se défendre ? A ses ennemis qui la croyaient perdue, le gouvernement révolutionnaire prouva qu'ils se trompaient. Désormais, c'est la République, victorieuse et agrandie, qui prend l'offensive au milieu d'une Europe divisée. Saura-t-elle conquérir sous la direction des thermidoriens ? L'espoir se réveille chez les vaincus d'hier.

I. — LES NEUTRES ET LES COALISÉS².

La Prusse, l'Espagne, la Toscane étaient rentrées dans la neutralité dont la Suisse, les Scandinaves, Gênes et Venise

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Pour l'histoire diplomatique durant la période à laquelle est consacré le liv. V, l'ouvrage fondamental, spécialement du point de vue de la France, est celui de R. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe* (Paris, 1911, in-8°). On peut se reporter aux auteurs cités p. 199, notamment SYBEL (t. IV à VI), SOREL (t. V), J. H. ROSE. Pour la Prusse, ajouter P. BAILLEU, *Preussen und Frankreich von 1795 bis 1807*, cité p. 443 ; W. TRUMMEL, *Der norddeutsche Neutralitätsverband, 1795-1801* (Hildesheim, 1918, in-8° ; t. VII, fasc. 41 des « Beiträge für die Geschichte Niedersachsens und Westfalens ») ; G. H. FORD, *Hannover and Prussia, 1795-1803* (New York, 1903) ; O. TSCHIRCH, *Geschichte der öffentlichen Meinung in Preussen in Friedensjahrzehnt vom Basler Frieden bis zum Zusammenbruch des Staates* (Weimar, 1933, 2 vol. in-8°). Sur les dispositions des thermidoriens, voir les histoires générales du Directoire, mentionnées ci-dessous, p. 465 ; H. BOURDEAU, *Les armées du Rhin au début du Directoire*, cité p. 438 ; A. SOREL, La frontière constitutionnelle, dans la *Revue historique*, t. XIX, ann. 1882, p. 24-59.

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Voir la note précédente.

avaient tiré profit. La Prusse surtout, groupant autour d'elle les princes derrière la ligne de démarcation, se félicitait d'esquisser une confédération de l'Allemagne du Nord qui, en fait, démembrerait l'Empire à son avantage. Quant à la Hollande, elle se trouvait aux mains des Français. La coalition, rajeunie à la fin de l'été de 1795, ne comptait plus comme belligérants sérieux que l'Angleterre et l'Autriche.

La cheville ouvrière avait toujours été l'Angleterre, qui payait les continentaux pour qu'ils continuassent à se battre, tandis qu'elle consacrait ses troupes et ses navires à s'assurer la domination des mers et la possession des colonies. Mais Catherine II aussi pensait avant tout à ses intérêts propres, en sorte que son alliance restait nominale : prêchant toujours la croisade contre la Révolution, elle y envoyait les autres, alors qu'elle se bornait à donner un peu d'argent aux Autrichiens et à expédier quelques vaisseaux dans la mer du Nord et la Manche. Les princes de l'Allemagne du Sud n'attendaient que l'invasion pour capituler ; la Sardaigne les imiterait si les troupes autrichiennes s'éloignaient ; les autres États italiens se tenaient à l'écart des champs de bataille. Ainsi les armées de la République n'auraient plus affaire qu'à celles du Habsbourg.

Or, Vienne et Londres ne s'accordaient point parfaitement. Ce que l'Angleterre demandait à l'Autriche, c'était de reprendre à la France la Belgique et la Hollande. Ailleurs, qu'elle prit ce qu'elle pourrait. Précisément, Thugut portait peu d'intérêt aux Pays-Bas ; l'Allemagne le préoccupait même moins que l'Italie et ses regards se portaient de préférence sur les possessions vénitiennes : pas plus que la Prusse, l'État habsbourgeois, dynastique et, par nature, polymorphe, n'aurait à se plaindre de cette guerre, s'il substituait à la Belgique lointaine, sinon la Bavière, du moins les territoires de la Sérénissime. Le partage de la Pologne terminé et les subsides promis, il n'eût envisagé la paix que si les Français avaient renoncé à leurs conquêtes et lui avaient laissé les mains libres.

Tel n'était pas tout à fait le cas de l'Angleterre à la fin de 1795. Non qu'elle se sentit personnellement menacée : pareille crainte ne naquit qu'après Campoformio et alors seulement l'effort se raidit. La guerre, d'autre part, avantageait la classe dirigeante. Enfin, Windham et Grenville, d'accord avec le roi, voulaient qu'on tint bon et que, poursuivant la croisade prêchée par Burke, on débarrassât le monde des perturbateurs de l'ordre social. Mais Pitt se montrait soucieux. Sans parler des déceptions

de Quiberon et du 13 vendémiaire, les perspectives continentales ne paraissaient pas brillantes : pour reconquérir la Belgique, Thugut réclamait une armée russe, la promesse d'un agrandissement aux dépens de la Hollande et de la France, l'assurance que l'Escaut et Anvers demeurerait d'accès libre. La situation intérieure surtout s'assombrissait. Jusqu'alors, la concurrence française étant éliminée, le commerce britannique prospérait ; si la dette croissait, les finances semblaient saines et on n'imaginait pas que la Banque de Londres pût fléchir. La conquête républicaine et les traités de Bâle changeaient la face des choses ; de vastes marchés échappaient à la Grande-Bretagne et, chez les neutres, la concurrence du commerce français renaissait. En outre, la récolte de 1795 avait été fort mauvaise : les masses populaires, exaspérées, remuaient ; des meetings énormes se succédaient et, le 29 octobre, allant ouvrir la session parlementaire, Georges III vit lapider son carrosse. Le discours du trône fit entendre que le gouvernement accepterait de négocier si la France le proposait.

II. — LES DISPOSITIONS DES THERMIDORIENS¹.

La Constitution de l'an III interdisait au Directoire, s'il concluait des accords secrets, d'y inscrire l'aliénation d'une partie quelconque du territoire de la République dont elle indiquait la composition, en y comprenant les colonies à l'exception du Sénégal oublié. Dans l'opinion des thermidoriens, cette prescription valait aussi pour les traités soumis à la ratification des Conseils : à cet égard, ils pensaient comme les Jacobins. Allant plus loin, ils tenaient que la loi du 9 vendémiaire an IV se trouvait implicitement ratifiée par le plébiscite en même temps que la Constitution, en sorte que les neuf départements de la ci-devant Belgique rentraient dans les « limites constitutionnelles ». Dès lors, comment s'accommoder avec l'Angleterre ? La suite prouva pourtant que c'était possible à la condition que, sur mer et aux colonies, on la satisfît et aussi que la paix continentale parût solidement établie. Mais les Français songeaient d'autant moins à reconnaître l'empire du monde à la « perfide Albion », que leur ignorance des ressources du capitalisme leur faisait toujours regarder la puissance britannique, fondée sur le crédit et l'exportation, comme un colosse aux pieds d'argile. Au surplus, déjà

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 461, n. 1.

maîtres de la Hollande et de la Banque d'Amsterdam, ils comp-
taient gagner promptement l'Espagne.

Quant à la paix continentale, une autre conception des limites, celle des « frontières naturelles », risquait de lui faire obstacle, Thugut n'entendant pas ruiner l'autorité impériale en abandonnant la Rhénanie. Néanmoins, l'opinion des thermidoriens, à cet égard, ne présentait pas la même unité, d'autant que les résultats désastreux de la campagne de l'automne 1795 refroidissaient beaucoup d'entre eux. Ultérieurement, les Conseils et le Directoire lui-même, malgré Reubell, se montrèrent fort réservés. En tout cas, personne ne pensait encore à dépasser les frontières naturelles et à réveiller la propagande girondine ou hébertiste. Mais, pour le moment, les thermidoriens jugeaient qu'il ne convenait pas à la République, agrandie et espérant l'alliance de la Prusse comme celle de l'Espagne, de modérer officiellement ses ambitions.

On était pleinement revenu à la diplomatie traditionnelle. Chacune des deux parties, inclinant à souhaiter la paix, attendait que l'autre fît le premier pas et révélât un complexe d'infériorité. Les tentatives officieuses de pourparlers restèrent sans effet : tout dépendait de la prochaine campagne, mais aussi, dans l'esprit des coalisés, de la façon dont serait appliquée, en France, la Constitution de l'an III.

CHAPITRE II

LE PREMIER DIRECTOIRE

Le 4 brumaire an IV (26 octobre 1795), les thermidoriens abandonnèrent le pouvoir et le reprirent incontinent ; thermidoriens et directoriaux, c'est tout un : mêmes hommes, mêmes fins, mêmes moyens. Détruisant le gouvernement révolution-

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Nous ne possédons pas d'ouvrage approfondi sur l'ensemble de l'histoire du Directoire. L. SCIOUT, *Le Directoire* (Paris, 1895-1897, 4 vol. in-8°), a utilisé les mémoires de LA REVELLIÈRE-LEPEAUX (Paris, 1895, 3 vol. in-8°) et ceux de BARRAS, édité par G. Duruy (Paris, 1895-1896, 4 vol. in-8°), ainsi qu'une partie seulement des documents des Archives nationales ; très hostile au Directoire, il affecte d'ailleurs une allure polémique. On peut recourir à l'occasion aux livres plus anciens, par exemple à l'*Histoire secrète du Directoire*, parue sans nom d'auteur et œuvre de FABRE de l'Aude (Paris, 1834, 4 vol. in-16). Les principales publications de documents sont celles d'A. AULARD, *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*, cité p. 433, et d'A. DEBIDOUR, *Recueil des actes du Directoire exécutif* (Paris, 1910-1917, 4 vol. in-8° ; dans la coll. des « Documents inédits sur l'histoire de France »), mais cette dernière, demeurée inachevée, ne dépasse pas pluviôse an V.

G. LEFEBVRE a publié un bref aperçu d'ensemble, *Le Directoire* (Paris, 1946, in-16 ; 3^e éd., 1958 ; n° 245 de la « coll. A. Colin »), résumé d'un cours qui a été dactylographié. Se reporter à G. PARISSET, *La Révolution*, citée p. 114 (bibliographies considérables), et pour l'histoire intérieure, à A. AULARD, *Histoire politique de la Révolution française*, citée p. 113, III^e partie, ainsi qu'à A. MATHIEZ, *Le Directoire* (Paris, 1934, in-8°), publication posthume, par les soins de J. GODECHOT, qui rassemble des articles parus antérieurement dans les revues, mais s'arrête au 18 fructidor. Des deux premiers volumes de L. MADELIN, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, le second se rapporte au Directoire, mais du point de vue de Bonaparte : t. I, *La jeunesse de Bonaparte*, et t. II, *L'ascension de Bonaparte* (Paris, 1937, 2 vol. in-8°). Pour les institutions, consulter P. POULLET, *Les institutions françaises de 1795 à 1814* (Paris, 1907, in-8°), et J. GODECHOT, *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, cité p. 114. La principale publication érudite des dernières années est celle de J. GODECHOT, *Les commissaires aux armées sous le Directoire* (Paris, 1937, 2 vol. in-8°) ; ajouter J. BOURDON, Le mécontentement public et les craintes des dirigeants sous le Directoire, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XVIII, ann. 1946, p. 218-237 ; J. GODECHOT, Le Directoire vu de Londres, *ibid.*, t. XXI, ann. 1949, p. 311-336, et t. XXII, ann. 1950, p. 1-27. Sur la répression anti-jacobine, R. COBB, *Note sur la répression contre le personnel sans-culotte de 1795 à 1801*, cité p. 438. Aperçu critique sur l'état de la recherche par J. GOODWIN, *The French executive Directory : a revaluation*, dans *History*, t. XXII, ann. 1937, p. 201-218. Sur Carnot, M. REINHARD, *Le grand Carnot*, t. II, cité p. 284 ;

naire et pourchassant les Jacobins, ils avaient abouti au décret des deux tiers et aux lois d'exception. L'histoire du premier Directoire répond à ces présages.

I. — L'INSTALLATION DU DIRECTOIRE¹.

Dans chaque département, l'assemblée électorale, respectant les décrets, avait d'abord dressé une liste « principale » de conventionnels : ceux qui composeraient les deux tiers de la députation. Mais, comme on prévoyait que les plus connus des réacteurs et

sur Reubell, des documents ont été publiés par R. GUYOT, *Documents biographiques sur J.-F. Reubell, membre du Directoire exécutif* (Paris, 1911, in-8°) ; B. NABONNE a publié dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 1950, p. 75-103, le Mémoire justificatif de Reubell, écrit en 1799. Georgia ROBISON a étudié Revellièrre-Lepeaux, *citizen Director* (New York, 1938, in-8°). Il nous manque une biographie de Barras.

Pour l'histoire religieuse, consulter les ouvrages généraux, cités p. 186 ; A. MATHIEZ, *La théophilanthropie et le culte décadaire* (Paris, 1904, in-8°) ; D. BERNARD, *Documents et notes sur l'histoire religieuse du Finistère sous le Directoire* (Quimper, 1936, in-8°) ; abbé J. LADAME, Les registres de catholicité de l'église cathédrale Saint-Charles de Sedan, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XVI, ann. 1939, p. 97-109 ; abbé J. BOUSSOULADE, Le presbytérianisme dans les conciles de 1797 et de 1801 (*ibid.*, 1951, p. 17-37). Pour l'enseignement, voir ci-dessous, p. 573.

Pour les histoires locales, voir p. 114. A cette période, comme aux autres, s'attachent des études spéciales : M. REINHARD, *Le département de la Sarthe sous le régime directorial* (Saint-Brieuc, 1935, in-8°) ; J. BRELOT, *La vie politique en Côte-d'or sous le Directoire* (Dijon, 1932, in-8° ; de la coll. « La Révolution en Côte-d'or ») ; G. CAUDRILLIER, Bordeaux sous le Directoire, dans *La Révolution française*, t. LXX, ann. 1917, p. 19-54 ; J. BEYSSI, Le parti jacobin à Toulouse sous le Directoire, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XXII, ann. 1950, p. 28-54, 109-133 ; E. DELCAMBRE, *La période du Directoire dans la Haute-Loire* (Rodez, 1940, in-8°), et *La vie dans la Haute-Loire sous le Directoire* (Rodez, 1943, in-8°) ; E. DESGRANGES, *La centralisation républicaine sous le Directoire : Les municipalités de canton dans le département de la Vienne* (Poitiers, 1954, in-8° ; extrait du *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1954). — Sur les départements belges, L. DE LANZAC DE LABORIE, *La domination française en Belgique* (Paris, 1895, 2 vol. in-8°) ; P. VERHAEGEN, *La Belgique sous la domination française, 1792-1814* (Bruxelles, 1922-1929, 5 vol. in-8°), t. II et III (ces deux auteurs hostiles) ; H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, citée p. 89, t. V ; L. LECLÈRE, L'esprit public en Belgique de 1795 à 1800, dans *Revue d'histoire moderne*, t. XIV, ann. 1940, p. 32-43 ; I. DELATTE, La vente des biens nationaux dans l'arrondissement de Namur, dans *Annales de la Société archéologique de Namur*, t. XL, ann. 1934, p. 119-139 ; La vente des biens nationaux dans le département de Jemappes, dans les *Mémoires de l'Académie royale de Bruxelles*, Lettres, coll. in-8° (t. XXXIX, fasc. 2, 1938, 136 p.), et La vente des biens nationaux en Belgique, dans *Revue d'histoire moderne*, t. XIV, ann. 1940, p. 44-51. Pour la Rhénanie, voir p. 292 ; J. GODECHOT, *Les commissaires aux armées*, mentionné ci-dessus.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir la note précédente. Les recherches de J. SURATTEAU rectifient les données numériques, traditionnellement reproduites, sur les résultats des élections et la composition des assemblées : Les élections de l'an IV, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1951, p. 374-393, et 1952, p. 32-62 ; Les élections de l'an V aux Conseils du Directoire, *ibid.*, 1958, p. 21-63.

des modérés se verraient désignés dans plusieurs circonscriptions — de fait, 39 départements nommèrent Lanjuinais, 37, Henry-Larivière et 36, Boissy d'Anglas —, il était prescrit d'établir une liste « supplémentaire », trois fois plus nombreuse, d'où l'on tira, dans l'ordre résultant du scrutin, les conventionnels qui comblèrent les vides laissés par les options. Après quoi, les électeurs nommaient le nouveau tiers en toute liberté : à quatre exceptions près, les sortants s'en virent écartés.

Se reportant à la liste officielle du 6 brumaire, les historiens ont répété que 379 conventionnels seulement avaient été désignés : or, à cette date, on ne connaissait pas tous les résultats et les opérations étaient si compliquées que bien peu de contemporains parvinrent sans doute à un dénombrement rigoureusement exact. Les recherches menées à bien par J. Suratteau établissent qu'en réalité 413 conventionnels entraient dans les nouveaux Conseils : 394 que retinrent les assemblées électorales et les 19 représentants de la Corse et des colonies dont une loi avait prorogé le mandat. Comme le Corps législatif devait en comprendre 500, on restait néanmoins loin de compte ; les députés réélus, constitués en « assemblée électorale de France », pourvurent au complément en relevant, dans les listes supplémentaires établies dans les départements, ceux de leurs collègues qu'ils croyaient restés en souffrance, sans se soucier du déséquilibre qui devait en résulter dans la répartition géographique des sièges : ils en nommèrent 105 dont 11 étaient déjà élus, en sorte que 94 seulement furent effectivement maintenus. Le nouveau tiers en ajoutant 4 autres, les Conseils directoriaux reçurent au total 511 conventionnels.

Les assemblées électorales avaient généralement préféré les plus pâles ; le contingent de l'assemblée électorale de France profita un peu plus à la gauche, tandis que le nouveau tiers renforça la droite : monarchistes constitutionnels ou contre-révolutionnaires avérés. Tout compte fait, restèrent en place plus de régicides qu'on n'a dit : 158, outre 37 qui, après avoir voté la mort, s'étaient prononcés pour le sursis ; il convient d'observer, toutefois, que certains avaient déjà changé de camp. Des députés dont l'opinion peut être déterminée avec plus ou moins de sûreté, 305 étaient franchement républicains — d'ailleurs, pour la plupart, thermidoriens — et 158 royalistes, en majorité libéraux ; entre ces deux groupes, 226 comptaient comme attachés à la Constitution de l'an III, pourvu toutefois que le régime adoptât une politique modérée. Les thermidoriens ne pouvaient donc

gouverner sans l'appui de ces derniers : il en résulta que, comme depuis le 9 thermidor, ils durent les ménager au gré des circonstances afin d'éviter le pire. Pour l'instant, leur victoire du 13 vendémiaire entretenait le désarroi parmi leurs adversaires et impressionnait les modérés ; aussi parvinrent-ils à dicter le choix des directeurs, qui était d'intérêt capital.

Les Cinq-Cents présentèrent une liste de personnages de second plan, à l'exception de cinq régicides dont la valeur en imposa aux Anciens : La Revellière, Reubell, Letourneur, Barras, Sieyes. Celui-ci refusa : en thermidor, il avait proposé d'insérer dans la Constitution des articles qui affaiblissaient encore l'autorité de l'État et, ne pardonnant pas son échec au nouveau régime, il se tint à l'écart pour en devenir le fossoyeur. A sa place, on porta Carnot. Ce Directoire se trouvait aussi peu cohérent que le grand Comité de salut public. D'un côté, Reubell, la plus forte tête du groupe, et La Revellière, honnête homme sans talent ni prestige, qui étaient loin d'ailleurs de l'accord parfait, le premier ancien Montagnard, le second Girondin violemment anti-Jacobin. A l'opposé, Carnot, soutenu par Letourneur : le soupçonnant de sympathie pour les démocrates, on l'acceptait pour conduire la guerre ; mais son esprit conservateur et autoritaire allait, au contraire, le pousser vers la droite. Entre eux, le vicomte de Barras, le « sauveur » du 9 thermidor et du 13 vendémiaire, promu comme tel, dont personne ne pouvait se croire sûr parce qu'il ne pensait qu'à lui, s'entourait d'hommes tarés et de femmes perdues et passait à bon droit pour vénal.

Ces cinq hommes organisèrent un secrétariat, dont héritera Bonaparte, et pourvurent les six ministères, auxquels on ajouta ensuite un septième : celui de la Police générale. Merlin de Douai reçut la Justice, puis la Police qu'il céda ultérieurement à Cochon ; Ramel-Nogaret accéda bientôt après aux Finances qu'il conserva jusqu'en l'an VII. Beaucoup plus difficile fut la constitution des administrations locales et des tribunaux. Nombre d'assemblées électorales, ne pouvant siéger que dix jours, n'avaient pas achevé leur tâche et la Constitution leur interdisait toute réunion extraordinaire. Les Conseils se résignèrent à charger le Directoire de pourvoir aux vacances. Les refus, les démissions, les destitutions se multipliant, il s'attribua le choix des remplaçants quand la majorité des membres d'un corps disparaissait. Aussi son pouvoir s'accrut, sans compter que ses arrêtés empiétèrent sur la compétence des Conseils qui protestèrent toujours en vain.

La guerre civile continuait. Hoche vint à bout de Charette et

de Stofflet qu'on fusilla, puis des chouans, en désarmant méthodiquement la population ; en juin, on put dissoudre l'armée de l'Ouest, mais il resta des groupes épars d'insurgés qui tournèrent au brigandage. Durant quelques semaines, l'union des républicains était donc restée à l'ordre du jour : le gouvernement laissa les Jacobins rouvrir leurs clubs, principalement celui du Panthéon, et publier leurs journaux, notamment le *Tribun du peuple* de Babeuf ; il leur accorda partout des fonctions publiques. Mais la crise monétaire ne tarda pas à rompre l'accord.

II. — LA CRISE MONÉTAIRE ET LA CONSPIRATION DES ÉGAUX¹.

Au moment où le Directoire s'installait, l'inflation touchait à son dernier période : l'assignat de 100 francs valait 15 sous et les prix montaient d'heure en heure. Il fallut suspendre la vente des

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour la monnaie et les finances, M. MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, citée p. 115, t. III (1921) ; S. HARRIS, *The assignats*, cité p. 176 (1930) ; R. SCHNERB, *Les contributions directes dans le Puy-de-Dôme*, cité p. 176 ; G. LEFEBVRE, *Le Directoire*, ch. III et IV. — Sur les fournisseurs et les spéculateurs, J. STERN, *Le mari de Mademoiselle Lange : M.-J. Simons*, cité p. 292 ; Antoine-Romain HAMELIN, Douze ans de ma vie, 1796-1808, dans *Revue de Paris*, ann. 1926, t. VI, p. 5-24 ; 281-309 ; 544-566 ; 811-839 ; ann. 1927, t. I, p. 46-71 ; J. GODECHOT, Les aventures d'un fournisseur aux armées sous le Directoire : Hanet-Cléry, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. XIII, ann. 1936, p. 30-41, d'après les mémoires du personnage, publiés à Paris, en 1825, 2 vol. in-8°. Le désordre créé par l'inflation apparaît dans E. et J. DE GONCOURT, *Histoire de la société française sous le Directoire* (Paris, 1855, in-8° ; c'est en fait un recueil anecdotique sur Paris et principalement la vie mondaine) ; J. TURQUAN, *La citoyenne Tallien*, cité p. 434 ; A. MARQUISET, *Une merveilleuse : Madame Hamelin* (Paris, 1909, in-16), et *Quand Barras était roi* (Paris, 1911, in-8°). Sur Babeuf, Buonarroti et la conjuration des Égaux : M. DOMMANGET, *Pages choisies de Babeuf* (Paris, 1935, in-8° ; coll. « Les classiques de la Révolution ») ; BUONARROTI, *Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf*, édition R. BRÉCY et A. SOBOUL, préface de G. LEFEBVRE, bibliographie de J. DAUTRY (Paris, 1957, 2 vol. in-16 ; coll. « Les classiques du peuple ») ; *Correspondance de Babeuf avec l'Académie d'Arras (1785-1788)*, sous la direction de M. REINHARD (Paris, 1961, in-8° ; « Publications de la Faculté des Lettres de Paris ») ; A. MATHIEZ, *Le Directoire*, cité p. 465, ch. VIII, IX et X ; D. CANTIMORI, *Utopisti e riformatori italiani* [sur Buonarroti] (Florence, 1943, in-8°) ; A. GALANTE-GARRONE, *Babeuf e Buonarroti* (Turin, 1948, in-8°) ; A. SAITTA, *Filippo Buonarroti* (Rome, 1950 et 1951, 2 vol. in-8°, le second de documents) ; G. LEFEBVRE, Les origines du communisme de Babeuf, dans le t. I, *Rapports*, du IX^e Congrès international des sciences historiques (Paris, 1950, in-8°), p. 561-571, repris dans *Études sur la Révolution française*, cité p. 57, p. 305-314 ; Bi-centenaire de la naissance de Babeuf (1760-1797), numéro spécial des *Annales historiques de la Révolution française*, 1960, repris et augmenté dans *Babeuf et Buonarroti, Pour le deuxième centenaire de leur naissance* (Nancy, 1961, in-8° ; publication de la Société des Études robespierristes) ; Cl. MAZAURIC, *Babeuf et la conspiration pour l'Égalité* (Paris, 1962, in-8°).

biens nationaux et, par un moratoire, sauver les créanciers de la ruine. En quatre mois, l'émission doubla et atteignit 39 milliards ; on imprimait la nuit le papier du lendemain. Les fonds d'un emprunt forcé ne rentrèrent que longtemps après. Le 30 pluviôse (19 février 1796), on abandonna l'assignat.

Le retour immédiat au numéraire paraissait impossible, parce qu'il n'en circulait plus que 300 millions, disait-on, au lieu de 2 milliards au moins en 1789. Les financiers offrirent de créer une banque qui, prenant en charge la vente des biens nationaux, gagerait ainsi ses billets et consentirait des avances à la République : reprenant les effets de commerce qu'ils escomptaient, cette super-banque leur eût permis d'augmenter le volume de leurs affaires. Cette tentative échoua : du nouveau papier-monnaie, les Conseils voulaient rester maîtres. Le 28 ventôse (18 mars), ils créèrent 2.400 millions de « mandats territoriaux », valables pour l'acquisition de biens nationaux en se contentant d'une soumission et d'une estimation, sans enchères ; 600 millions rembourseraient les assignats à 30 pour 1 ; le reste irait au Trésor. Personne n'accorda confiance aux mandats territoriaux et le change n'aurait pu se maintenir qu'à l'aide de crédits étrangers. En juillet, le papier ne trouvait plus preneur. On se résolut à revenir au numéraire et le principal résultat de l'expédient fut la dilapidation de la plus grande partie des biens nationaux encore disponibles au profit de la bourgeoisie et des spéculateurs.

L'hiver avait été affreux, d'autant que les paysans n'obéissaient plus aux réquisitions, en sorte que les marchés demeuraient déserts. Dans les campagnes, le vagabondage et le brigandage des « chauffeurs » prirent une extension que les colonnes mobiles de la garde nationale et l'édition de la peine de mort ne réussirent pas à empêcher. En dépit des distributions, on compta, en l'an IV, un excédent de 10.000 décès dans la Seine. La misère entretint une agitation qui rendit redoutables les récriminations des Jacobins. Les Montagnards déclarés inéligibles, surtout Lindet, faisaient campagne contre le projet des banquiers qui fut rejeté le 3 ventôse (22 février) : le 7, le Directoire riposta en fermant les clubs. Il destitua les Jacobins et poursuivit leurs journaux. De nouveau mis au ban, ils conspirèrent : l'aventure thermidorienne recommença.

Toutefois, l'action révolutionnaire revêtit cette fois un caractère nouveau, parce que Babeuf et Buonarroti en prirent la direction. Ils prétendaient réaliser l'égalité de fait ; de ce chef, le complot porte le nom de « conspiration des Égaux » et, de la sorte, le socialisme, jusque-là utopie littéraire, entra dans l'histoire poli-

tique. Ces deux hommes s'étaient pénétrés du communisme, moralisant et souvent ascétique, qui séduisit plusieurs écrivains du XVIII^e siècle. La Révolution, en proclamant l'égalité civile et politique qu'ils jugèrent inefficaces, l'âpre désir qu'ils connaissaient aux ruraux d'accéder à la possession du sol, la nationalisation partielle de l'économie en l'an II, les ravages de l'inflation et l'épouvantable misère populaire en l'an III, mûrirent leur pensée. Le babouvisme porte la marque de son temps : le paysan continuerait à exploiter son champ et porterait sa récolte au magasin commun ; visant la répartition, non la production dont la concentration capitaliste n'ébranlait pas encore l'individualisme, la doctrine restait utopique. Plusieurs de ses traits n'en apparaissent pas moins comme précurseurs : le projet faisait appel à l'intérêt des prolétaires, « leur meilleur guide », et, ne comptant pas, néanmoins, sur le peuple asservi qu'il s'agissait de libérer, il attribuait la mission révolutionnaire à une minorité insurrectionnelle, précisant ainsi cette idée de dictature populaire qui venait de Marat et du groupe cordelier. Pourtant, si les membres du directoire secret insurrectionnel paraissent avoir adhéré aux idées de Babeuf et de Buonarroti, la plupart des conjurés ne professaient nullement le communisme : c'étaient soit des bourgeois démocrates et quelques conventionnels qui voulaient ressaisir le pouvoir, soit des militants attachés à la petite propriété fondée sur le travail personnel. La conjuration dépassa le cadre national et suscita, par l'intermédiaire de Buonarroti, des complicités parmi les patriotes étrangers, surtout italiens et bataves.

Carnot, averti par un délateur, prit en mains la répression et, dès lors, poursuivit avec un sombre acharnement ses anciens compagnons de lutte. Babeuf et Buonarroti furent arrêtés le 21 floréal (10 mai) ; leurs papiers permirent d'emprisonner un grand nombre de personnes. A la fin d'août, on emmena les accusés à Vendôme, où la Haute Cour s'installa. Leurs partisans tentèrent, dans la nuit du 23 au 24 fructidor (9-10 septembre), de gagner les soldats du camp de Grenelle. Carnot connaissait leur projet : surpris par la cavalerie, ils laissèrent des morts sur le terrain et un grand nombre, arrêtés, se virent déferés à une commission militaire ; le tribunal de cassation la déclara ultérieurement incompétente : 30 avaient déjà été fusillés. A Vendôme, le procès ne commença qu'en février 1797 et dura trois mois : le 8 prairial an V (27 mai 1797), Babeuf et Darthé furent guillotins.

III. — LA NOUVELLE RÉACTION ANTI-JACOBINE¹.

Comme en l'an III, la rupture des directoriaux avec les Jacobins modifia l'équilibre politique. La gauche ne suivit qu'en rechignant et la droite prit de l'ascendant : Benjamin Constant, que Mme de Staël, rentrée en France, jetait dans l'arène, prêchait d'ailleurs, aux royalistes constitutionnels, le ralliement qui permettrait de constituer un solide parti conservateur. Le Directoire destituait les fonctionnaires que les réacteurs dénonçaient et les remplaçait par leurs candidats ; il envoya par exemple le royaliste Willot commander en Provence, où il permit à la Terreur blanche de sévir à nouveau. Dans les Conseils, la droite exigeait le retrait de la loi du 3 brumaire an IV et même de l'amnistie du 4 : elle obtint seulement que l'interdiction des fonctions publiques s'étendit à ceux qui profitaient de cette dernière. Elle avait surtout à cœur d'améliorer le sort des prêtres. Carnot souhaitait aussi une réconciliation avec la papauté, en profitant des négociations de paix que Pie VI, menacé par l'armée de Bonaparte, venait d'entreprendre. Un accord de fait était possible, car l'envoyé du pape détenait dans son portefeuille une bulle qui invitait le clergé à reconnaître le gouvernement de la République. Mais il ne la communiqua pas au Directoire et, ce dernier exigeant que le souverain pontife révoquât toutes ses décisions relatives aux affaires de France depuis 1789, la rupture s'ensuivit. La bulle parvint cependant au Directoire qui la publia, ce qui mit aux prises encore une fois les prêtres royalistes et les soumissionnaires. Du moins la droite fit-elle abroger l'article de la loi du 3 brumaire qui remettait en vigueur les lois terroristes contre les ecclésiastiques. La question resta de savoir si ces lois se trouvaient révoquées du même coup. Les administrations restées républicaines le nièrent. La pratique redevint néanmoins favorable au clergé, sur l'ordre de Cochon. La réglementation du culte fut abandonnée. Émigrés et déportés rentrèrent librement. La vente des biens nationaux s'arrêta.

Comme en l'an III aussi, la réaction profita aux royalistes. Louis XVIII, retiré à Blankenbourg, chez le duc de Brunswick, s'obstinait à refuser tout accommodement avec les constitutionnels, sans défendre à ceux-ci de préparer de bonnes élections, et autorisait les absolutistes à recourir parallèlement à la violence. Son agence de Paris noua dans la garde du Directoire des intelli-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 465.

gences qui, révélées, menèrent en prison le chef de la conspiration, l'abbé Brottier, et ses principaux membres ; l'un d'eux, Duverne de Presle, révéla le complot anglo-royaliste que le gouvernement tint secret jusqu'au 18 fructidor.

L'agence organisait, d'autre part, une association des « amis de l'ordre » que le constitutionnel Dandr , de concert avec les chouans, transforma en un « institut philanthropique », qui jeta de profondes racines à Bordeaux. C tait Wickham qui fournissait les fonds pour soutenir des journaux et organiser la propagande électorale. Mais, dans chaque région, les réacteurs se mirent d'eux-mêmes à l'œuvre et, certes, les arguments ne leur manquaient pas.

La majorité de la nation ne regrettait pas l'Ancien Régime et ne se souciait pas de Louis XVIII ; mais, ne craignant plus leur retour, elle ne pensait qu'à payer moins d'impôts et à ne plus se sentir exposée à se battre. Néanmoins, la guerre s'apaisait en France et se poursuivait avec succès au delà des frontières. Aussi l'opinion plaçait-elle au premier rang la pacification intérieure, le rétablissement de la sécurité, la renaissance de la prospérité. La discorde religieuse la préoccupait beaucoup. L'incompatibilité que beaucoup de réfractaires et de républicains dénonçaient entre la Révolution et le catholicisme ne lui apparaissait pas ; les prêtres constitutionnels la niaient, d'ailleurs, et les soumissionnaires, distinguant avec l'abbé  mery le temporel du spirituel, la politique de la religion, s'abstenaient de la souligner. La foi et, plus souvent encore, les habitudes et la conviction qu'il fallait enseigner la morale et prêcher la soumission, dans la famille et dans la société, au nom de la divinité, attachaient la plupart des Français au culte traditionnel. La religion civile des cérémonies décadaires, qu'un certain nombre de bourgeois retrouvaient dans les loges maçonniques qui se rouvraient et dans la « théophilanthropie », qui fut fondée, au début de 1797, par le libraire Chemin et protégée par La Revellière, ne touchait pas le populaire, lequel, au surplus, préférait se reposer un jour sur sept plutôt que sur dix. Enfin, le schisme entretenait les querelles jusque dans les foyers. L' glise constitutionnelle perdait du terrain ; mais elle subsistait et tint, en 1797, un concile national ; dans certaines villes, à Sedan, par exemple, elle conservait de l'ascendant. Parmi les Romains, la division s'exaspérait et la hiérarchie s' branlait. L'attrait de la paix vouait à l'impopularité la laïcité de combat que pratiquaient les directoriaux.

On reprochait bien plus généralement encore à ces derniers les

maux de toutes sortes qui résultaient de la situation monétaire et du déplorable état des finances publiques. La catastrophe du mandat avait imposé un nouveau moratoire et, jusqu'à leurs derniers jours, les Conseils s'ingénierent à concilier les intérêts opposés des débiteurs et des créanciers. A cette incertitude s'ajoutait celle qui pesait sur le patrimoine des parents d'émigrés. Puis, aux misères de l'inflation, succédaient celles de la déflation : le numéraire restant rare, le crédit demeurait introuvable et les prix s'effondrèrent, d'autant que la récolte de 1796 se trouva si abondante qu'on put mettre fin à la réglementation. Cette conjoncture aggrava encore la difficulté qu'éprouvait le gouvernement à entretenir les services publics et à financer la guerre. Il avait indiqué aux Conseils la nécessité d'équilibrer un budget ordinaire et de trouver des ressources exceptionnelles pour l'armée et la marine. Ils ne s'y résignèrent jamais, accordant les crédits à bâtons rompus, votant les impôts tardivement, refusant de rétablir les contributions indirectes et, nonobstant, s'en prenant au Directoire comme s'il suffisait de prévoir des dépenses pour que le Trésor fût en état d'y pourvoir. La droite comptait obliger le gouvernement à la paix en lui coupant les vivres ; la gauche le chicanait pour diminuer son autorité ; l'une et l'autre redoutaient les électeurs. Bien que les contribuables se soient moins imparfaitement acquittés qu'on ne l'a dit, l'argent manqua toujours. Quant à la guerre, la vente des biens nationaux, faite de nouveau aux enchères depuis le 16 brumaire an V (6 novembre 1796), fut son seul et minime aliment financier.

Comme autrefois le roi, le Directoire se vit donc réduit aux expédients. Il persista à employer la réquisition contre remise de bons. Surtout, il passa des marchés avec les financiers de tout acabit, munitionnaires et « faiseurs de services » ; il ne les remboursait de leurs avances qu'au compte-goutte, suivant un ordre arrêté chaque décade d'après les fonds disponibles, dont il ignorait l'exact montant, parce qu'un désordre inouï régnait dans la comptabilité de la Trésorerie et des receveurs. Il leur cédait aussi des propriétés nationales, par exemple des diamants comme le « régent », et les « rescriptions bataves », remises par la Hollande en vertu du traité de La Haye, pour leur permettre de trouver du crédit en les engageant. Il les autorisait à souscrire des effets de complaisance que les banques escomptaient, le Trésor se portant caution de cette « cavalerie ». Finalement, on admit les ordonnances de paiement en acquit de biens nationaux et on en revint aux « anticipations » de l'Ancien Régime, déléguant aux créan-

ciers les coupes des forêts nationales ou le produit des impôts dans tel ou tel département. Les fournisseurs calculaient leurs prix en fonction des risques et, rançonnant l'État, alléguaient qu'eux-mêmes devaient se prêter aux malhonnêtes exigences des fonctionnaires impécunieux ; ils ne se privaient pas, bien entendu, de les corrompre et ne négligeaient pas de s'adresser aux politiciens. Les malversations de Barras et de Talleyrand, entre autres, ne firent jamais doute pour personne ; les combinaisons sans scrupules d'Ouvrard et d'Hainguerlot non plus. La Compagnie Dijon et la Compagnie Flachat, par leurs démêlés scandaleux avec la République, valurent au Directoire le discrédit qui s'attache en tout temps aux gouvernements à finances avariées.

Il se trouva plus dangereusement compromis encore par le dommage que subirent les particuliers, déjà gravement atteints par la crise monétaire et la déflation. Le sort des rentiers fut pitoyable : on ne leur remettait que des « bons du quart », payables en numéraire quand il se pourrait, et des « bons des trois quarts », dont on ne trouvait l'emploi, comme des bons de réquisition, que pour l'acquit des contributions ou des biens nationaux. Rentiers et paysans, pour se procurer de l'argent, cédaient ces bons à vil prix au premier trafiquant venu. Tout le pays souffrit du délabrement des services publics : les gendarmes vendaient leurs chevaux qu'ils ne pouvaient nourrir ; les routes achevaient de se dégrader ; les tribunaux, les écoles, l'assistance furent mis à la charge des administrations locales pareillement misérables. Rien ne pouvait se faire sans argent, et celui-ci aurait dû venir des contribuables ; mais, comme de coutume, le gouvernement était rendu responsable des difficultés ainsi que des déficiences.

IV. — LES ÉLECTIONS DE L'AN V ET LE CONFLIT DU DIRECTOIRE ET DES CONSEILS¹.

Le Directoire ne réagit guère contre la propagande de l'opposition. Peut-être s'imaginait-il que les victoires de Bonaparte en

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 465 ; J. SURATTEAU, *Les élections de l'an V aux Conseils du Directoire*, article cité p. 466 ; A. MEYNIER, *Les coups d'État du Directoire*, t. I : *Le 18 fructidor an V* (Paris, 1928, in-8°) ; Thérèse AUBIN, *Le rôle politique de Carnot depuis les élections de germinal an V jusqu'au coup d'État du 18 fructidor*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. IX, ann. 1932, p. 37-51 ; G. LACOUR-GAYET, *Talleyrand* (Paris, 1929-1931, 3 vol. in-8°), le t. I. Sur l'action contre-révolutionnaire et la conspiration anglo-royaliste, dont Meynier nie l'existence, G. CAUDRILLIER, *La trahison de Pichegru*, cité p. 454, et *L'association royaliste de l'Institut philanthropique*

atténueraient l'effet. Il se trompait, et les élections de germinal an V, pour le renouvellement du tiers des députés — la moitié des « perpétuels » —, procurèrent à la droite un éclatant succès. Une douzaine de départements seulement, sur plus de 90, restèrent fidèles à la République ; 63 départements désignèrent 182 députés réactionnaires, sinon contre-révolutionnaires ; 20 nommèrent 44 députés d'opinion incertaine ; dans 14 départements, furent élus 34 républicains de nuance variée. Bilan écrasant qu'illustre encore le choix caractéristique de personnages tels que Pichegru, Willot, Imbert-Colomès, Royer-Collard. Le Directoire se divisa : Reubell préconisait des mesures dictatoriales et Carnot un accord avec la nouvelle majorité. Le sort priva ce dernier de son ami Letourneur que les Conseils, réunis le 1^{er} prairial (20 mai 1797), remplacèrent par le diplomate Barthélemy, monarchiste constitutionnel, qui ne se montra pas homme d'action. Mais de quel côté se rangerait Barras ? Pour le moment, il n'événait pas les tentateurs royalistes.

De son côté, la droite, qui se concertait au club de Clichy, ne parvint pas à s'accorder sur la tactique à suivre. Pichegru, porté à la présidence des Cinq-Cents, n'osa jamais se risquer à prendre l'initiative d'un coup de force ; les monarchistes constitutionnels eussent laissé faire les chouans, mais se refusaient à les aider ; ceux qui formaient ce qu'on appela « le Ventre » préféraient temporiser. Les réacteurs se montrèrent surtout agressifs en province ; l'« institut philanthropique » poussa partout des racines ; beaucoup d'administrations et de tribunaux sévirent suivant leurs moyens contre les républicains. Ceux-ci essayèrent de se grouper pour la résistance, à Paris et dans le Midi, en « clubs constitutionnels ». Les Conseils les supprimèrent.

Dès le début, ils avaient rapporté la loi du 3 brumaire an IV qui interdisait les fonctions publiques aux parents d'émigrés ; ils abrogèrent ultérieurement les lois terroristes contre les prêtres. Toutefois, la gauche, restée nombreuse, obtint quelques concessions : par un jeu de balance, les fonctions publiques furent ouvertes également aux amnistiés du 4 brumaire an IV et une déclaration de soumission aux lois demeura obligatoire pour le

à Bordeaux et la conspiration anglaise en France pendant la seconde coalition (Paris, 1908, in-8°) ; A. LEBON, *L'Angleterre et l'émigration française de 1794 à 1801* (Paris, 1882, in-8°) ; J. GODECHOT, *Les insurrections militaires sous le Directoire*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. X, ann. 1933, p. 129-152, 193-221 ; abbé Ch. JOLIVET, *L'agitation contre-révolutionnaire dans l'Ardèche sous le Directoire* (Lyon, 1930, in-8°).

clergé. Néanmoins, aux yeux des républicains, le péril essentiel se ramenait aux efforts de la droite pour enlever au Directoire les moyens de gouverner et de poursuivre la guerre : le démantèlement du pouvoir exécutif préparait la restauration et, en attendant, rien ne pouvait mieux aider l'Autriche et l'Angleterre au cours des négociations ouvertes depuis l'armistice de Leoben. A cette fin, Gibert-Desmolières n'obtint rien de moins, le 30 prairial (18 juin), que de retirer au Directoire toute la gestion financière pour la confier à la Trésorerie, repaire de contre-révolutionnaires. Les Anciens repoussèrent la résolution. Mais déjà, Reubell et La Revellière s'étaient décidés à en finir.

Barras se joignit à eux : Bonaparte lui ayant communiqué la preuve de la trahison de Pichegru, trouvée dans les papiers d'Antraigues, il craignit sans doute de se voir mis à l'écart par les royalistes. De recourir à la force populaire, il ne fut pas question : La Revellière ne souffrit même pas qu'on appelât les sans-culottes à l'aide comme au 13 vendémiaire. Il ne restait donc qu'à utiliser l'armée. On ne pouvait compter sur Moreau : il laissait la propagande royaliste travailler l'armée du Rhin ; ayant saisi, lui aussi, au cours de sa campagne, dans le fourgon d'un émigré, de quoi compromettre Pichegru, il se garda d'informer le Directoire jusqu'au 18 fructidor. Bonaparte et Hoche se montraient, au contraire, favorables. Hoche, à la tête maintenant de l'armée de Sambre-et-Meuse, était le plus proche. Il mit en marche des troupes vers Paris, le 13 messidor (1^{er} juillet). Cependant, Carnot, ignorant les menées des « triumvirs », insistait pour qu'on se conciliât la droite en changeant de ministres. Le 26 messidor (14 juillet), il éprouva la cruelle déception de voir ses trois collègues d'accord : les favoris des réacteurs furent congédiés, tandis que Merlin et Ramel, qu'ils exécrèrent, restèrent à leur poste. Barras installa aux Affaires étrangères Talleyrand, rentré d'Amérique et bien digne de devenir son associé. A la Guerre, on plaça Hoche. Mais Petiet, son prédécesseur, s'empessa de révéler aux Conseils la marche des troupes et, ainsi, la crise entra dans sa phase décisive.

De la solution dépendaient non seulement le régime, mais aussi l'orientation de la politique extérieure. Plus que jamais, les coalisés guettaient la défaillance du Directoire et Bonaparte, de son côté, ne se prononçait contre les Conseils que pour se rendre maître de la guerre et de la paix.

CHAPITRE III

LE DIRECTOIRE ET LA COALITION¹

La guerre continuant, l'invasion de l'Allemagne et de l'Italie s'imposa au Directoire pour nourrir les armées, imposer la paix, assurer la conservation de la Belgique et, peut-être, des frontières naturelles, en se procurant des gages. De ces nouvelles conquêtes devaient naître de nouveaux dangers. Les armées s'éloignant, leurs généraux en deviendraient maîtres et la République tomberait à leur discrétion. D'autre part, l'esprit de propagande, les instances des réfugiés, la politique personnelle que tel général, à l'exemple de Dumouriez, poursuivrait avec l'appui des fournisseurs, pousseraient à abolir l'Ancien Régime dans les pays occupés et, en même temps, à les exploiter comme en 1792, ce qui conduirait pareillement à les garder. Les thermidoriens, en s'avancant vers les frontières naturelles qu'on essaierait sûrement de leur reprendre, avaient condamné la France à de nouvelles

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — En premier lieu R. GUYOT, cité p. 461 ; A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V (comparer P. MURET, Étude critique sur Bonaparte et le Directoire de Monsieur A. Sorel, dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. V, ann. 1907, p. 243-264, 313-339) ; voir aussi p. 189, 433, 447, A. DRY, *Soldats et ambassadeurs sous le Directoire. An IV-an VIII* (Paris, 1906, in-8°). Pour l'Autriche, ajouter *Quellen zur Geschichte des Zeitalters der französischen Revolution*, publiées par H. HÜFFER, II^e partie, *Quellen zur Geschichte der diplomatischen Verhandlungen*, t. I : F. LUCKWALDT, *Der Friede von Campo-Formio, 1795-1797* (Innsbruck, 1907, in-8°) ; O. CRISTE, *Erzherzog Karl* (Vienne et Leipzig, 1912, 3 vol. in-8°) ; M. VON ANGELI, *Erzherzog Karl als Feldherr und Heeresorganisator* (Vienne, 1895-1897, 6 vol. in-8°). Pour la Russie : F. GOLOVKINE, *La cour et le règne de Paul I^{er}* (Paris, 1905, in-8°) ; K. WALISZEWSKI, *Le fils de la grande Catherine : Paul I^{er}* (Paris, 1912, in-8°) ; A. BRÜCKNER, *Die Razumovski* [André fut ambassadeur à Vienne de 1793 à 1809] (Halle, 1882-1888, 6 vol. in-8°). Pour l'Italie, R. GUYOT, *Le Directoire et la République de Gènes*, dans *La Révolution française*, t. XLIV, ann. 1903, p. 402-434, 518-550 ; t. XLV, ann. 1903, p. 39-65 ; J. DU TEIL, *Rome, Naples et le Directoire* (Paris, 1902, in-8°), et les ouvrages sur Naples, cités plus loin, p. 529. Pour l'Espagne, la IV^e partie de l'étude d'A. SOREL, *La diplomatie française et l'Espagne*, citée p. 302 : *Le traité d'alliance entre la République et l'Espagne*, dans la *Revue historique*, t. XIII, ann. 1880, p. 241-278.

guerres dans un avenir plus ou moins éloigné ; du moins la paix pouvait-elle durer si on laissait l'Autriche, comme la Prusse, prendre ses avantages. Dépasser ces mêmes frontières, c'était écarter toute conciliation avec elle : on ne conclurait que des armistices dans une guerre éternelle.

I. — NAPOLÉON BONAPARTE¹.

Le Directoire aperçut ces périls. Reubell tenait à réunir la Rhénanie, mais s'opposait résolument à d'autres annexions. Sous son influence, le Directoire, durant des mois, affirma sa volonté de ne rien conquérir au delà des frontières naturelles que pour se les faire reconnaître par voie d'échange. Quant aux généraux et aux fournisseurs, il n'oubliait pas que le Comité de salut public les avait tenus en respect en les subordonnant aux représentants en mission ; il crut l'imiter en créant les « commissaires aux armées » : Joubert et Alexandre à celles du Nord et de Sambre-et-Meuse, Haussmann à celle de Rhin-et-Moselle, Saliceti et Garrau en Italie. S'il ne leur accorda en principe qu'un droit de surveillance, il ne tarda pas à les charger d'autoriser la conclusion des armistices, de percevoir les contributions de guerre, de réprimer le pillage. Bien que moins étendues que celles des représentants, ces attributions ne pouvaient manquer de mettre les commissaires en conflit avec les généraux. En l'an II, le tribunal révolutionnaire avait garanti l'obéissance de ces derniers. Derrière les commissaires, rien que l'autorité chancelante du Directoire : ils furent sacrifiés et les généraux allèrent leur train.

Le hasard, toutefois, précipita l'évolution. Dans le plan de Carnot, à la tête des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, Jourdan et Moreau devaient porter le coup décisif en marchant sur Vienne ; celles des Alpes et d'Italie, sous Kellermann et Schérer, beaucoup plus faibles, conquerraient le Piémont et la Lombardie, si elles le pouvaient. Mais, à Schérer, le 12 ventôse an IV (2 mars 1796), le Directoire substitua Bonaparte et il le laissa prendre l'offensive le premier parce que, espérant traiter avec les princes de l'Allemagne du Sud qu'alarmaient des

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur les origines et les débuts de Bonaparte, voir la bibliographie de notre t. XIV, liv. I, ch. II, § 2. Ajouter les 2 vol. de L. MADELIN, cités p. 465, et S. WILKINSON, *The rise of general Bonaparte* (Oxford, 1930, in-8°).

velléités révolutionnaires, il attendit que l'Autriche dénonçât, le 20 mai, l'armistice conclu en décembre sur le Rhin pour commencer la campagne de ce côté. Les victoires foudroyantes de Bonaparte engagèrent l'avenir.

Il était né à Ajaccio en 1769, alors que les Français venaient d'occuper la Corse. Son père, rallié de bonne heure, ayant obtenu qu'on lui reconnût la noblesse, put le faire admettre à l'école de Brienne, d'où il passa à l'École militaire pour en sortir sous-lieutenant d'artillerie. Pauvre et sans avenir, il dut tout à la Révolution ; mais, détestant les Français, il ne vit d'abord en elle que l'occasion de libérer son pays natal et d'y jouer un rôle sous la direction de Paoli. Aux Bonapartes suspects, celui-ci préféra le clan de Pozzo di Borgo et, quand il rompit avec la Convention et appela les Anglais, les Bonapartes furent expulsés. Ce fut alors que Napoléon se naturalisa vraiment au service des Montagnards ; il fit carrière au siège de Toulon, puis à l'armée d'Italie dont il inspira les brillantes opérations de Saorgio et de Dego. Arrêté un moment comme robespierriste, privé d'emploi, il se remit en selle au 13 vendémiaire et se chargea de fermer, le 7 ventôse, les clubs jacobins. Ayant obtenu, cinq jours après, le commandement d'une armée, il quitta Paris après avoir épousé Joséphine Tascher de La Pagerie, veuve du vicomte de Beauharnais, guillotiné en 1794. Il est difficile de croire qu'il ignorât sa liaison avec Barras et que l'influence qu'elle conservait ne le servît pas ; mais il l'aimait à la passion et il est hors de doute que Carnot, approuvant maintenant son plan, le nomma à bon escient.

En créant l'armée nationale, la Révolution avait bouleversé les conditions de la guerre sans que Carnot parvint à en dégager nettement les conséquences : en 1796 encore, il poussa en Allemagne deux armées qui devaient finir par se faire battre séparément. Le génie de Napoléon conçut la stratégie nouvelle et, n'ayant jamais douté de soi, joignant le souci rationnel et minutieux de l'exécution à une fécondité inépuisable de l'imagination, il la pratiqua avec une maîtrise demeurée sans égale, que la chance servit, d'ailleurs, durant des années. Dès l'an II, les traits essentiels de sa campagne d'Italie se trouvaient tracés : mettre le Piémont hors de cause, conquérir la Lombardie, puis, négligeant la péninsule, marcher sur Vienne.

II. — LES VICTOIRES DU DIRECTOIRE ET LE DÉSARROI DE L'ANGLETERRE¹.

L'armée d'Italie occupait une grande partie de la Rivière de Gênes et, depuis la victoire de Schérer à Loano, tenait la haute vallée du Tanaro, ainsi que les passes vers les deux Bormida. Bonaparte rassembla 38.000 hommes pour accabler les 12.000 Piémontais de Colli. Beaulieu commandait à 35.000 Autrichiens ; mais, une brigade française menaçant Gênes pour en tirer de l'argent, il courut l'arrêter et chargea Argenteau de lui couper la retraite : ainsi éloigné, il se trouva incapable d'aider ni Colli ni son propre lieutenant. Bonaparte commença par se débarrasser de ce dernier qui, battu à Montenotte le 12 avril 1796, chassé de Dego, perdit contact avec les Piémontais. Simultanément, Augereau repoussait ces derniers de Millesimo et Sérurier descendait le Tanaro. Attaqué à Ceva, le 16, à San Michele, le 18, Colli infligea des échecs sanglants à Bonaparte ; mais, constamment tourné et bousculé finalement à Mondovi, le 21, il se replia sur Turin. Les révolutionnaires s'agitant, la cour prit peur et, le 28, un armistice intervint à Cherasco. Beaulieu s'était retiré derrière le Tessin ; Bonaparte le prit à revers en surprenant à Plaisance le passage du Pô ; mais, soupçonnant le danger, l'Autrichien se retirait déjà et il échappa, ne laissant qu'une arrière-garde sur l'Adda : à Lodi, le 10 mai, le pont fut enlevé de vive force. Revenant sur ses pas, Bonaparte entra à Milan. Le roi de Sardaigne ayant signé la paix, le 15 mai, et cédé la Savoie et Nice, l'armée reprit sa marche et atteignit sans obstacle le Mincio : le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — J. FABRY, *Campagne d'Italie, 1796-1797* (Paris, 1901-1904, 3 vol. in-8° ; publication de l'État-major) ; F. BOUVIER, *Bonaparte en Italie, 1796* (Paris, 1899, in-8° ; jusqu'à Lodi) ; S. WILKINSON, *The rise of general Bonaparte*, cité p. 479 (jusqu'à Lodi) ; le t. II de N. BIANCHI, cité p. 89 ; G. FERRERO, *Aventure. Bonaparte en Italie* (Paris, 1936, in-8°) ; sur ce dernier ouvrage, voir P. MURET, G. Ferrero, historien de Bonaparte, dans *La Révolution française*, ann. 1937, p. 221-243 ; la réponse de G. FERRERO et les nouvelles observations de P. MURET, *ibid.*, ann. 1938, p. 1-20 et 21-29 ; F. BOUVIER, *L'Italie de 1794 à 1796 d'après les papiers de Paul Greppi* (correspondance publiée à Milan en 1902), dans *La Révolution française*, t. XLV, ann. 1903, p. 161-169 ; M. REINHARD, *Avec Bonaparte en Italie, d'après les lettres inédites de son aide de camp Sulkowski* (Paris, 1946, in-8°). — Nous ne possédons pas d'ouvrage sur la campagne d'Allemagne ; se reporter aux livres sur l'archiduc Charles, cités p. 478. — Pour l'Irlande, voir plus loin, p. 508 ; pour les tentatives de débarquement, voir p. 511 ; G. ESCANDE, *Hoche en Irlande* (Paris, 1888, in-16) ; commander E. STUART JONES, *An invasion that failed. The French expedition to Ireland of 1796* (Oxford, 1950, in-8°) ; du même, *The last invasion of Britain* [l'expédition de Tate dans le Pembrokeshire en 1797] (Cardiff, 1950, in-8°).

siège de Mantoue commença. Beaulieu ne respectant pas la neutralité vénitienne, une convention livra Vérone aux Français et leur accorda droit de passage. Les ducs de Parme et Modène obtinrent des armistices. Les villes pontificales de Bologne et de Ferrare s'ouvrirent sans coup férir. Gênes consentit un emprunt et ferma son port aux Anglais.

A Milan, la politique de Bonaparte s'était déjà dessinée. Il laissa se former un club, promit l'indépendance, donna à la garde nationale la cocarde tricolore de l'Italie. Mais il exigeait aussi des riches une contribution de 20 millions et l'armée vivait sur le pays. La contradiction apparut immédiatement : la révolte éclata et fut durement réprimée, surtout à Pavie. La France ne pouvait donc compter que sur les Jacobins italiens, dont l'intention avouée était de révolutionner toute l'Italie et d'en faire une république unitaire. Le Directoire signifia des intentions nettement opposées : la conquête italienne ne constituait qu'un gage qu'il fallait exploiter à fond avant de le rendre ; bientôt après, il négocia, comme on l'a vu, avec Rome, sans manifester le désir de détruire le pouvoir temporel du pape. Le butin le préoccupait à ce point qu'il prescrivit à Bonaparte de laisser à Kellermann la garde de la Lombardie et de s'en aller mettre la péninsule à rançon. Alors que les Autrichiens se préparaient à revenir à la charge, l'ordre était absurde ; mais il eut surtout l'inconvénient de permettre à Bonaparte de faire, sans risque, l'épreuve de sa force : il offrit sa démission et le Directoire capitula aussitôt. Ses désirs furent, il est vrai, en partie satisfaits : les ducs de Parme et de Modène ainsi que le pape se virent imposer de fortes contributions, outre la cession des manuscrits et des objets d'art qu'une commission vint choisir ; une division occupa Livourne, principal centre du trafic britannique. Bonaparte paraît avoir tiré de l'Italie une cinquantaine de millions et le Directoire en reçut une dizaine. L'émancipation du général n'en fut que hâtée. Le soir de Lodi, il avait pris conscience de sa destinée : « Je voyais le monde s'enfoncer sous moi comme si j'avais été emporté dans les airs. » Il s'attachait une cohue de fournisseurs et d'individus accourus en quête de profit, comme Haller, qui devint le trésorier de l'armée, et cet Hamelin que Joséphine amena moyennant finances. Lui-même s'enrichissait. L'armée devenait sa chose : il lui accorda la moitié de sa solde en numéraire, ce que le Directoire ne put accorder aux autres.

Ce dernier ne s'inquiétait pourtant pas, car l'été lui fut

heureux. Jourdan, ayant passé le Rhin le 31 mai, l'archiduc Charles le repoussa sans évacuer la rive gauche. Mais, à la nouvelle des événements d'Italie, Wurmser, qui s'opposait à Moreau, y fut expédié avec une partie de ses troupes. Charles, demeuré seul chef, abandonna le Palatinat et, Moreau ayant enfin traversé le Rhin le 24 juin, Jourdan revint à l'attaque. Il s'avança jusqu'au Naab et Moreau atteignit Munich. En Italie, les troupes de Wurmser, descendant du Tirol, de part et d'autre du lac de Garde, se firent battre à Lonato et, le 5 août, à Castiglione. Revenu à Trente, Wurmser conçut l'espoir de gagner Mantoue par la vallée de la Brenta ; déjà, Bonaparte le poursuivait et il fut réduit à se réfugier dans la forteresse. Le vainqueur poursuivit sa politique, aidé par Saliceti et Garrau, bons jacobins, sans souci du gouvernement : le 15 octobre, Modène et les Légations enlevées au pape formèrent une « République cispadane ». Le général n'en désirait pas moins se débarrasser des commissaires ; l'Italie s'épuisait et l'état de l'armée redevenait mauvais ; Saliceti ayant été envoyé en Corse, Garrau resta seul en butte aux récriminations. Le 25 octobre, Bonaparte franchit le pas et chargea Baraguey, qui commandait en Lombardie, de contrôler toute l'administration du pays sans faire mention des commissaires.

Les affaires de l'Angleterre ne périlclitaient pas moins que celles de l'Autriche. Le 19 août, le Directoire parvint à contracter alliance avec l'Espagne : la flotte britannique quitta la Méditerranée après l'évacuation de la Corse, que les Français réoccupèrent en octobre, et Bonaparte se trouva ainsi à l'abri de toute intervention anglaise. Depuis juillet, s'organisait une descente en Irlande, de concert avec Wolf Tone qui y préparait l'insurrection ; en septembre, le bruit d'un débarquement français sema la panique à Londres. L'économie inquiétait aussi. Depuis la fin de 1795, le change avait baissé ; la Banque le redressa en augmentant le taux de l'escompte ; mais l'activité s'en ressentait. Plus grave encore semblait la situation monétaire : en février 1796, l'encaisse de la Banque se réduisait à 2 millions et demi. L'horizon devait encore s'assombrir en novembre : le 7, Catherine II mourut ; son fils, Paul I^{er}, n'affectionnait que la Prusse et ce ne fut pas sans peine que ses ambassadeurs, Vorontzov à Londres, Razoumovski à Vienne, prévirent la rupture ; du moins la coalition ne pouvait-elle plus compter sur la Russie. Ces coups redoublés décidèrent Pitt à négocier et le Directoire accepta d'ouvrir une conférence à Lille : Malmesbury partit le 14 octobre.

III. — LES REVERS DE L'AUTOMNE 1796¹.

Mais, à ce moment, les événements avaient déjà commencé à prendre mauvaise tournure pour la République. Jourdan et Moreau n'ayant pas cherché à se joindre, l'archiduc porta contre le premier la majeure partie de ses forces ; sa lenteur permit à l'armée de Sambre-et-Meuse de se retirer sans grand dommage ; mais, à la fin de septembre, elle repassait le Rhin. Charles entreprit alors de couper la retraite à Moreau, qui n'avait reculé que tardivement ; de nouveau, il ne sut ni se concentrer ni se hâter ; l'armée de Rhin-et-Moselle obliqua par le Val d'Enfer et parvint à gagner Huningue, le 26 octobre. Les Autrichiens se trouvaient libres de passer pour la plupart en Italie ; ils s'obstinèrent, au contraire, à prendre les têtes de pont de Kehl et de Huningue, qui se défendirent tout l'hiver.

Contre Bonaparte, un nouveau chef, Alvinczy, n'en obtint pas moins quelque succès. Il parvint aux portes de Vérone et repoussa tous les assauts à Caldiero. Par les furieux combats d'Arcole, du 14 au 17 novembre, son adversaire réussit pourtant à le tourner et à le contraindre à la retraite ; les Français n'échappaient que de justesse à un désastre et leur état matériel et moral était pitoyable.

Thugut, dès lors, refusa de s'associer à l'Angleterre dans les pourparlers de Lille. Pitt, se reprenant, exigea l'abandon de la Belgique et la cession de colonies : le 19 décembre, le Directoire renvoya Malmesbury. Déjà, l'expédition d'Irlande, sous le commandement de Hoche, avait mis à la voile : elle fut dispersée par la tempête et rentra bredouille. Peu après, une « Légion noire », formée et commandée par un Américain nommé Tate, qui avait combattu contre les Anglais, pendant la guerre de l'Indépendance, en qualité d'officier, débarqua dans le pays de Galles, mais fut aussitôt capturée. En même temps, le 14 février 1797, Jervis battit la flotte espagnole au cap Saint-Vincent et se rouvrit l'accès de la Méditerranée.

Autant que par ses victoires, Bonaparte prit du relief par les échecs des autres : il restait le seul espoir. Après tout, les généraux vaincus ne se montraient pas beaucoup plus dociles que lui. Kléber et Bernadotte eurent le front, en pleine retraite, de donner leur démission à Jourdan et de l'abandonner. Beurnonville, qui remplaça Jourdan, entra en conflit avec le commissaire

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 465 et 478.

Alexandre. Moreau avait signé un armistice avec le Wurtemberg sans consulter Haussmann et rentra en France complètement brouillé avec lui. Le Directoire, découragé, supprima les commissaires : les généraux restèrent seuls maîtres. D'autre part, les malheurs de l'automne donnèrent barre à Carnot ; il essaya d'entrer secrètement en rapport avec Thugut et, en novembre, exigea que Clarke, chef de son bureau militaire, fût envoyé en Italie pour négocier un armistice et enquêter sur la situation. Clarke se laissa vite gagner par Bonaparte et, au surplus, le Directoire, en confirmant son intention d'échanger la Lombardie contre la Rhénanie, lui prescrivit de consulter le général sur les conditions de la paix.

IV. — LA REDDITION DE L'AUTRICHE : PRÉLIMINAIRES DE LEOBEN¹.

La fortune, toutefois, ne tarda guère à changer de camp encore une fois. En janvier 1797, Alvinczy descendit l'Adige, tandis que, du Frioul, Provera s'avancait sur Mantoue. Ce fut l'exploit le plus éblouissant de l'armée d'Italie. Le 14, sur le plateau de Rivoli, Bonaparte rejeta en déroute dans la montagne les colonnes autrichiennes qui l'assaillaient et dont Joubert, le lendemain, dispersa ou captura les débris ; immédiatement reparti avec la division Masséna, le général en chef fit capituler Provera, le 16 ; Mantoue se rendit enfin. A l'excitation de la victoire se joignit, pour entraîner le Directoire hors de sa voie, la réaction qui suivit la conspiration de Brottier. Clarke reçut mission de défendre la Cispadane et, le 15 pluviôse an V (3 février 1797), une lettre fameuse invita Bonaparte à détruire le gouvernement pontifical. Le redressement, toutefois, ne tarda pas. Bonaparte et Clarke

1. OUVRAGES A CONSULTER. — F. LUCKWALDT, *Quellen...*, cité p. 478 ; pour Venise, M. KOVALESKI, *La fin d'une aristocratie* (Turin, 1902, in-8°) ; P. BONNEFOUS, *Un État neutre sous la Révolution : la chute de la République de Venise* (Paris, 1908, in-8°) ; R. BRATTI, *La fine della Serenissima* (Milan, 1917, in-8°) ; G. MAC-CLELLAN, *Venice and Bonaparte* (Princeton, 1931, in-8°) ; *Mémoires de l'adjudant général Jean Landrieux*, publiés par L. GRASILLIER (Paris, 1893, in-8°) ; E. RODOCANACCHI, *Bonaparte et les îles Ioniennes, 1797-1816* (Paris, 1899, in-8°). Pour Gênes : P. NURRA, *Genova nel Risorgimento* (Milan, 1948, in-8°). Sur l'organisation des républiques, A. PINGAUD, *Bonaparte président de la République italienne* (Paris, 1914, 2 vol. in-8°), t. I ; G. SABINI, *I primi esperimenti costituzionali in Italia, 1797-1815* (Turin, 1911, in-8°) ; A. SOREL, *Hoche et Bonaparte en 1797* (Paris, 1896, in-8°) ; sur la première République cisalpine, M. ROMANI, *Milano capitale napoleonica ; la formazione di un stato moderno, 1796-1814* (Milan, 1946-1947, 3 vol. in-8°) ; A. DE STEFACIO, *Revoluzione e religione nelle prime esperienze costituzionale italiane, 1796-1797* (Milan, 1954, in-8°) ; C. GHISALBERTI, *Le costituzioni « giacobine » (1796-1799)* (Milan, 1957, in-8°).

demandant l'autorisation de donner une constitution à la Lombardie, il ne leur fut permis que de créer une administration provisoire, émanant du seul général et n'engageant pas le Directoire. Puis, l'armée de Sambre-et-Meuse, confiée à Hoche, passa le Rhin, les 16 et 18 avril, et arriva promptement devant Francfort ; le 20, Moreau franchit aussi le fleuve. On expédia à Clarke l'ordre d'ajourner tout armistice : l'Allemagne allait redevenir le théâtre principal de la guerre. Il était trop tard : Bonaparte avait déjà tranché le nœud gordien.

Après la chute de Mantoue, il marcha sur Rome, mais sans intention d'aller bien loin. Il savait par Clarke que, s'il ne signait pas la paix lui-même, on rétrocéderait la Lombardie : il lui fallait donc devancer les armées d'Allemagne devant Vienne. A Tolentino, il bâcla la paix avec Pie VI, n'exigeant que quelques millions en sus d'Avignon et des Légations. Le 20 mars, il commença l'offensive contre les Autrichiens, commandés maintenant par l'archiduc Charles, sur lesquels les renforts envoyés du Rhin lui donnaient la supériorité du nombre. Sans grande difficulté, il atteignit le Tarvis, d'où la division Masséna s'avança jusqu'au pied du Semmering. A Leoben, le 7 avril, les plénipotentiaires se présentèrent pour traiter. C'était Bonaparte lui-même qui, dès le 30 mars, avait offert à l'archiduc de négocier. Les armées du Rhin n'attaquant pas encore, les Autrichiens pouvaient prendre le temps de l'accabler et ses arrières l'inquiétaient. Il semble que, jugeant impossible de réaliser son dessein s'il n'appâtait Thugut, il imagina, avant même d'entrer en campagne, de lui offrir une partie des territoires vénitiens. En mars, ses subordonnés provoquèrent la révolution à Brescia et à Bergame : ce ne put être sans son aveu ; ensuite, ils essayèrent de soulever la Terre ferme ; mais les paysans, irrités par l'occupation militaire et endoctrinés par le clergé et la noblesse, se tournèrent contre les Français. Le 17 avril, la garnison de Vérone, surprise, fut en partie massacrée. La position aventureuse de Bonaparte, autant que sa volonté d'apparaître à tout prix comme le pacificateur et de conserver sa conquête, explique l'option extraordinaire qu'il présenta au Habsbourg : ou bien l'Istrie, la Dalmatie et toute la Terre ferme jusqu'à l'Oglio, à l'exception toutefois de Venise, s'il cédait la Belgique et la Lombardie ; ou bien l'unique Vénétie, et encore jusqu'au Tagliamento seulement, s'il abandonnait la Rhénanie en sus de la Belgique, en récupérant la Lombardie. Autant dire qu'il dictait la réponse : échanger la Lombardie contre les territoires vénitiens et sauvegarder le

prestige de l'empereur en conservant la Rhénanie à l'Allemagne, Thugut n'en espérait pas tant. Sans aucun pouvoir, sans consulter Clarke expédié à Turin, Bonaparte signa tout à la fois l'armistice et les préliminaires, le 18 avril. C'en était donc fait : la République dépassait sa frontière naturelle des Alpes sans même atteindre celle qui lui tenait le plus à cœur ; imitant le scandaleux partage de la Pologne, elle sacrifiait à sa convenance un État indépendant et livrait des Italiens aux Allemands.

Bonaparte dépêcha aussitôt des courriers aux armées du Rhin pour les arrêter et prit soin que la nouvelle de la paix se répandit avant que les conditions en fussent connues du Directoire. Celui-ci, au lendemain des élections de l'an V, pouvait-il défier à la fois l'opinion et le général ? Il n'osa et, malgré Reubell, ratifia l'accord. Installé à Mombello, dans le palais des Crivelli, Bonaparte apparaissait maintenant comme un souverain. Il érigea la Lombardie en « République cisalpine », lui donna une constitution, lui réunit la « République cispadane », la Valteline et une partie des possessions vénitiennes. Il chercha à persuader le Valais de concéder au nouvel État une route vers la France par le Simplon ; son échec fit aussitôt germer l'idée d'une intervention en Suisse. Mais l'accès à la mer fut assuré quand la République de Gênes, révolutionnée par les Jacobins et devenue « République ligurienne », se plaça sous la protection de Bonaparte.

Cependant, le traité définitif avec l'Autriche restait à conclure. Pour ménager le Directoire, le général représentait qu'il comptait bien garder Mantoue et obtenir la Rhénanie. De son propre chef, il déclara la guerre à Venise, le 2 mai ; le 12, les démocrates renversèrent l'oligarchie et firent entrer les Français ; le 16, il traita avec les représentants du gouvernement défunt, ce qui lui permit de ne pas reconnaître le nouveau. Maître de livrer Venise elle-même, il comptait parvenir à ses fins ; Thugut, espérant obtenir en sus les Légations, ne refusait pas de discuter. Des conférences s'ouvrirent à Udine.

V. — LA CRISE ANGLAISE¹.

Au moment où l'Autriche abandonnait la lutte, l'Angleterre sortait à peine d'une crise grave, aux causes complexes, qui

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Les ouvrages relatifs à l'histoire de la Grande-Bretagne, cités p. 96, 203, et spécialement J. H. ROSE, *Pitt and the great war*. Ajouter Mary D. GEORGE, *Catalogue of satires*, cité p. 331 ; H. W. TEMPERLEY, *Life of George Canning* (Londres, 1905, in-8°) ; G. BALLOT, *Les négocia-*

s'annonçait déjà en 1796. Les traités de Bâle et de La Haye, l'entrée en guerre de l'Espagne engendraient, semble-t-il, quelques difficultés pour le trafic : en 1797, les exportations auraient légèrement diminué par rapport à l'année précédente, bien que toujours supérieures à celles de 1792 ; les corsaires français portèrent alors au maximum le nombre de leurs prises — 700 — et le Parlement défendit aux navires marchands de naviguer désormais sans escorte. Mais le mal provint surtout des embarras du Trésor. Pour financer la guerre, Pitt ne recourait guère à l'impôt ; en décembre 1796, il augmenta un peu les *assessed taxes* qui pesaient sur les riches ; néanmoins, l'accroissement des recettes, passées de 19 millions de livres en 1792 à près de 21 et demi en 1797, résulta surtout des douanes et des contributions indirectes, les importations ayant dépassé de 17 % et les exportations de 14 %, en 1796, celles de 1792. Pourtant, les dépenses montèrent de 26 millions en 1792 à 75 en 1797.

Pour combler le déficit, Pitt empruntait : en 1797, la souscription des consolidés fournit 43 millions, 57 % des dépenses. Comme elle ne suffisait pas, il exigeait de la Banque de Londres des avances gagées principalement par les bons de la marine, c'est-à-dire par la rentrée future de l'impôt, véritable « anticipation » qui alla jusqu'à 2 millions, et il émettait des *exchequer bills*, ou bons du Trésor à court terme, pour 15 à 20 millions dont la Banque plaçait une partie et conservait le reste : à la fin de 1795, elle en détenait pour près de 13 millions et, en février 1797, pour 10 et demi. La circulation des *bank-notes* n'augmentait pas : de 14 millions et demi en 1795, elle descendit même à 9,6 en février 1797 ; si les prix croissaient — 141 en 1797 contre 100 en 1790 —, une inflation venue des banques provinciales seules a pu contribuer au renchérissement. Mais la Banque amputait son encaisse.

Elle la diminuait encore lorsque la Trésorerie devait se procurer de l'or, afin de pourvoir à l'entretien des troupes au dehors

tions de Lille, 1797 (Paris, 1910, in-8°). — Pour la crise monétaire et les finances, R. G. HAWTREY, *Currency and credit* (Londres, 1919, in-8°) ; sir J. H. CLAPHAM, *The Bank of England*, cité p. 24 ; les travaux qui concernent le mouvement des prix (J. TH. ROGERS, N. SILBERLING, lord W. BEVERIDGE), cités p. 23 ; A. HOPE-JONES, *Income tax in the napoleonic wars* (Cambridge, 1939, in-8°). — Sur les mutineries : C. GILL, *The naval mutineries of 1797* (Manchester, 1913, in-8°) ; E. MANWARING et B. DOBREE, *The floating republic* (Londres, 1935, in-8°).

et de verser les subsides aux coalisés : de 1794 à 1797, près de 21 millions sortirent ainsi à destination de la seule Europe, sans compter deux emprunts de l'Autriche qui en prirent au moins 5. A cette fuite de l'or s'ajoutaient les débours des troupes aux colonies, l'intérêt des consolidés possédés par des étrangers, le fret et l'assurance des navires neutres au service de la Grande-Bretagne. Pour comble, il fallut consacrer 2 millions et demi en 1796 à l'achat de grains outre-mer. La monnaie d'or se raréfiant dans le pays, on échangeait les *bank-notes* à la Banque contre du numéraire. L'encaisse fondait.

La confiance acheva probablement de s'effriter à la suite de la tentative de Hoche. Toujours est-il que la nouvelle du débarquement de Tate dans le pays de Galles créa la panique à Londres, le 25 février 1797. La Banque ne possédait plus que 1.086.000 livres. Un ordre du Conseil suspendit la convertibilité du billet à partir du 27 : elle ne devait reprendre qu'en 1823. L'économie souffrit, mais moins qu'en 1793, et Pitt ne jugea pas indispensable d'offrir des prêts de l'État ; la Banque y suffit par une politique libérale de l'escompte. Ulérieurement, le numéraire se raréfia encore et la valeur du billet s'affaiblit. Toutefois, la suspension de l'étalon d'or ne tourna pas en catastrophe. Les hommes d'affaires témoignèrent d'esprit civique et, la solidarité des intérêts capitalistes ne leur échappant pas, ils s'engagèrent à recevoir le billet au pair du numéraire. Il ne fut pas nécessaire, avant 1812, de conférer pouvoir libérateur à la monnaie de papier. La nation retrouvant son sang-froid, la circulation des effets et les dépôts reprenant, l'envoi des subsides cessant avec les hostilités continentales, la Banque put reporter l'encaisse à plus de 4 millions dès le mois d'août 1797 et en poursuivre la restauration.

On conçoit pourtant que, maîtrisant à peine cette défaillance, l'Angleterre ressentit douloureusement la défection de l'Autriche, à laquelle Pitt venait justement d'adresser une nouvelle proposition de négociation générale : la Grande-Bretagne se voyait seule aux prises avec la France qui, d'un moment à l'autre, pouvait tirer parti de la révolte de l'Irlande déjà commencée. Or, à ce moment même, la flotte, rempart de l'île, se révolta. L'agitation politique n'y compta pour rien : la vie épouvantable des marins, mal nourris, payés comme au ^{xvii}^e siècle, privés de permissions, traités avec une brutalité impitoyable, les réduisit au désespoir. Voyant leurs plaintes dédaignées, ils se soulevèrent à Spithead, le 16 avril 1797. Au bout d'un mois, ils se soumirent, après avoir

obtenu quelques satisfactions ; mais, dans l'intervalle, l'escadre de la mer du Nord imita leur exemple à l'embouchure de la Tamise ; une partie de celle de Duncan, qu'encroisait au large de la Hollande, la rejoignit et les troupes de terre commencèrent à remuer. Des concessions et une amnistie, qui réduisit à 23, dont celle du chef, Parker, le nombre des pendaisons, finirent par rétablir l'ordre, mais seulement au milieu de juin. Le Directoire, en conflit avec les Conseils, ne profita pas de cette occasion sans exemple. Néanmoins, une violente excitation contre le gouvernement se manifesta au Parlement et dans l'opinion. La situation en France et l'avènement de Barthélemy décidèrent Pitt à chercher le calme en offrant la paix : Malmesbury reprit le chemin de Lille, avec mission d'obtenir ce qu'il pourrait, sans rompre même si l'on refusait tout. Les pourparlers commencèrent le 7 juillet 1797. Il demanda Ceylan et Le Cap, que le Directoire refusa, s'étant engagé envers ses alliés à ne pas les sacrifier. Talleyrand devenu ministre, l'atmosphère se modifia : en rapport avec le gouvernement anglais, il décida le Directoire à prier la Hollande et l'Espagne de le laisser libre. L'accord semblait probable, d'autant que le représentant du Portugal, dernier allié de l'Angleterre, signa la paix.

VI. — ASPECTS CONNEXES DU 18 FRUCTIDOR¹.

On n'aboutit, pourtant, ni à Udine, ni à Lille. C'est que Thugut et Pitt savaient ce qui se passait à Paris. Le premier essaya d'y transférer la négociation ; un agent secret vit Carnot et Barthélemy, demandant que Bonaparte fût désavoué et offrant la Rhénanie contre les Légations et des indemnités en Allemagne. Les deux directeurs se déclarèrent impuissants ; mais si les Conseils l'emportaient ? A Lille, la trahison entra en jeu : Talleyrand et probablement Barras promettaient, contre pourboire, d'obtenir l'abandon de quelque colonie. Maret, sans doute d'accord avec Barthélemy, livra le traité avec le Portugal, que Grenville se hâta de faire désavouer. D'ailleurs, comme Thugut, Pitt attendait que le sort du Directoire se fixât. Ainsi, la connexion entre la politique extérieure de la Révolution et ses péripéties intérieures, permanente depuis l'origine, devenait tout à coup intime. Si le Directoire succombait aux coups de la conspiration anglo-royaliste, l'étranger l'emporterait à bon marché.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 475.

Mais la droite, en s'attaquant aux généraux, dictait leur attitude. L'affaire de Venise avait mis le feu aux poudres. Le 5 mes-sidor (23 juin 1797), Dumolard, dans un discours véhément, dressa contre Bonaparte un acte d'accusation amplement motivé. Le général riposta par une proclamation menaçante qu'il fit lire aux troupes à l'occasion du 14 juillet. A la vérité, il joua jeu double : continuant de correspondre avec Carnot, il envoya au Directoire Augereau qui exécuta le coup d'État ; mais, sur le conseil de son aide de camp Lavalette, venu aussi à Paris, il n'expédia pas les 3 millions qu'il avait promis. Hoche ignorait pareils détours et, comme il se trouvait à portée, c'est lui qui eût conduit l'opération, si le Directoire eût été plus adroit. Le destin de la République en aurait-il été changé ? Peut-être. A la nation républicaine, le souvenir du soldat-citoyen, que la mort emporta quelques jours après le 18 fructidor, est demeuré cher, comme le symbole de sa jeunesse héroïque et fidèle.

Les soldats suivirent leurs généraux. Les divisions de l'armée d'Italie envoyèrent des adresses violentes ; Sambre-et-Meuse ne tarda pas à en rédiger de pareilles. Beaucoup de combattants conservaient un vif attachement pour la Révolution et pour l'« Indivisible » qu'ils ne séparaient pas ; ayant risqué leur vie pour elles, ils s'estimaient en droit de les protéger contre les « pékins » qui éliaient des royalistes. Il ne faut pourtant pas se faire illusion : les armées cédèrent aussi à l'impulsion de leurs chefs ; preuve en est que Rhin-et-Moselle, celle de Moreau, n'imita que de loin les deux autres.

L'influence politique des généraux dans la République résulta donc en grande partie de l'ascendant qu'ils avaient acquis sur leurs troupes : ils le devaient à la transformation rapide de la mentalité du soldat. L'évolution était en germe dans l'amalgame, qui plia volontaires et réquisitionnaires à la discipline de la ligne, que le gouvernement révolutionnaire s'appliqua d'ailleurs à restaurer. Les thermidoriens ne cessèrent ensuite de renforcer l'obéissance passive : le subordonné ne participait plus au choix de ses supérieurs ; le jury ne figurait plus dans les tribunaux militaires ; il n'y avait plus de simple soldat parmi leurs juges. D'autre part, on peut dire que les soldats du Directoire, triés par la désertion, étaient en un sens des volontaires : ils restaient parce qu'ils aimaient la guerre et l'aventure, ou parce que, le régiment quitté, ils n'auraient su que devenir ; peu à peu, ils se distinguaient du reste de la nation, d'autant mieux que, depuis la levée en masse, on n'appelait plus personne et que la conquête

les éloignait de la France. Soldats de métier, campés par surcroît en pays étranger, comment ne se seraient-ils pas tournés vers leurs chefs ? Mais ils ne devinrent jamais des prétoriens : soldats et généraux n'ont fait de coup d'État, au 18 fructidor comme au 18 brumaire, qu'à l'appel de la bourgeoisie.

CHAPITRE IV

LE 18 FRUCTIDOR ET LE TRAITÉ DE CAMPOFORMIO¹

Le 18 fructidor an V (4 septembre 1797), le Directoire, brisant l'opposition dans les Conseils, avec l'aide de l'armée, ramena la Révolution à la dictature. Les conséquences du coup d'État furent aussi complexes que ses causes ; dans l'immédiat, il provoqua la rupture avec l'Angleterre et permit à Bonaparte de dicter à l'Autriche les conditions d'une paix qui ne pouvait être qu'une trêve.

1. — LE 18 FRUCTIDOR (4 SEPTEMBRE 1797)².

En apprenant le renvoi des ministres qui jouissaient de sa confiance, la marche des troupes de Hoche et l'arrivée de la cavalerie à La Ferté-Alais, près de Corbeil, dans le « rayon constitutionnel » interdit à l'armée, la droite ne douta plus que le Directoire préparât un coup de force. Elle pensait à le décréter d'accusation avec la coopération de Carnot ; mais celui-ci, informé par Barras de la trahison de Pichegru, se reprit et marqua nettement qu'il ne se prêterait pas à une restauration. Dans l'autre camp, Hoche, pris à partie par Carnot, qu'il avait cru consentant, s'emporta contre Barras ; au surplus, la droite dénonçant l'accession du général au ministère comme illégale parce qu'il n'avait pas 40 ans, il fallut le remplacer. Le Directoire justifia le déplacement des régiments par l'envoi de renforts à

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir p. 465, 478.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 465. Ch. BALLOT, *Le coup d'État du 18 fructidor ; rapports de police et documents divers* (Paris, 1900, in-8° ; publication de la « Société de l'histoire de la Révolution ») ; V. PIERRE, *Le 18 fructidor* (Paris, 1893, in-8° ; publication de la « Société d'histoire contemporaine ») ; le ch. XIV d'A. MATHIEZ, *Le Directoire*, cité p. 465, a paru d'abord dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. VI, ann. 1929, p. 521-550 ; M. REINHARD, Les négociations de Lille et la crise du 18 fructidor, d'après la correspondance inédite de Colchen, dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1958, p. 39-56.

Brest et mit au compte d'une erreur leur présence dans le rayon constitutionnel. Il en résulta un intermède.

Le gouvernement en profita. Hoche poussa l'avance de ses soldats ; son ami Chérin prit le commandement de la garde du Directoire et Augereau celui de la 17^e division militaire, la division de Paris ; sous divers prétextes, des détachements, des armes, des munitions entrèrent dans Paris, où recommença la chasse aux « collets noirs ». La droite protestant, notamment contre les adresses illégales des armées, le Directoire riposta en imputant le désordre à la contre-révolution ; La Revellière déclara qu'il ne pactiserait pas avec les ennemis de la République. Que faire ? Les Conseils décidèrent de réorganiser les compagnies d'élite de la garde nationale, pour réarmer la bourgeoisie des quartiers riches et préparer un nouveau vendémiaire ; mais les triumvirs ne tinrent aucun compte de la loi et d'autres mesures efficaces restèrent en discussion ou échouèrent aux Anciens. Le 17 fructidor, on se résolut finalement à la mise en accusation des directeurs ; mais ceux-ci prirent les devants.

Dans la nuit du 17 au 18, la ville fut occupée militairement. A l'aube, Augereau arrêta Pichegru et ses amis ainsi que Barthélemy, tandis que Carnot s'échappait. Une proclamation annonçait que tout provocateur au rétablissement de la royauté ou de la Constitution de 1793 serait fusillé sans aucune forme de procès : personne ne bougea. Les Conseils, consternés, car la gauche elle-même ne pouvait se dissimuler que la Constitution recevait une atteinte mortelle, votèrent la loi d'exception du 19 fructidor proposée par les triumvirs, puis celle du 22 contre la presse.

Quarante-neuf départements voyaient leurs élections cassées en totalité, et d'autres encore leurs nominations épurées. Soixante-cinq personnages étaient désignés pour la déportation à la Guyane : on en expédia 17, dont 8 moururent en exil et quelques-uns s'évadèrent, notamment Pichegru. En tout, 177 députés se trouvèrent éliminés sans qu'on les remplacât ; plusieurs autres abandonnèrent les séances ou s'enfermèrent dans le silence. Des journaux d'opposition, 42 furent supprimés, leurs propriétaires et rédacteurs condamnés à la déportation, qu'ils esquivèrent d'ailleurs presque tous. En outre, on mit la presse à la discrétion de la police pour un an, comme la Constitution le permettait.

Les émigrés rentrés reçurent ordre de sortir de France dans les dix jours, sous peine de mort ; la loi du 3 brumaire an IV fut remise en vigueur et on l'aggrava en privant les parents d'émigrés du droit de vote. Le retrait des lois contre les prêtres étant

annulé, les déportés durent repartir : toutefois, la peine capitale qui les visait se commua en déportation à la Guyane. En retour, le Directoire acquit le droit d'y envoyer n'importe quel prêtre par arrêté individuel et, à la promesse de soumission aux lois, on substitua un serment de haine à la royauté et à la Constitution de 1793, qui fit surgir une nouvelle catégorie de récalcitrants.

L'autorité du pouvoir exécutif s'accrut : on le chargea de remplacer les administrateurs et les juges destitués ; on épura aussi le tribunal de cassation ; seule, la Trésorerie demeura indemne ; le gouvernement récupéra également le droit, dont les Conseils l'avaient dépouillé, de proclamer l'état de siège où et quand il lui plaisait.

Violant la Constitution, la « journée » du 18 fructidor mettait fin à l'expérience libérale tentée par les thermidoriens et établissait par la force la dictature ; mais elle ne l'organisa pas. De son abaissement, le Corps législatif ne se consola pas plus que la Convention après le 31 mai ; il ne coopérera pas mieux qu'auparavant avec le Directoire et finira par l'abattre. Le rôle de l'armée précisa la perspective d'une dictature militaire et l'ascendant de Bonaparte s'accrut.

II. — LE TRAITÉ DE CAMPOFORMIO (18 OCTOBRE 1797)¹.

Puisque la collusion des royalistes avec l'étranger expliquait, pour une part, l'événement, la politique extérieure en subit le contre-coup. Reubell reprit la haute main sur la diplomatie et Talleyrand observa une soumission prudente. A Lille, de nouveaux plénipotentiaires mirent Malmesbury en demeure de restituer purement et simplement toutes les colonies de la France et de ses alliés, sans que les conquêtes de la République fussent mises en question. La rupture s'ensuivit. En Rhénanie, Hoche mourut et le projet de République cisrhénane, patronné par lui et caressé notamment par Görres, s'évanouit. Thugut, résigné, envoya Cobenzl reprendre la conversation avec Bonaparte installé près d'Udine, au château de Passariano.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 478, principalement R. GUYOT et LUCKWALDT. A. AULARD, Hoche et la République rhénane, dans *Revue de Paris*, 1919, t. IV, p. 46-62 ; J. DROZ, *La pensée politique et morale des Cisrhénans* (Paris, 1940, in-8°) ; R. CESSI, *Campoformido* (Padova, 1938, in-8°) ; du même, Da Leoben à Campoformido, dans les *Rendiconti della classe di scienze morali, storiche e filologiche dell'Accademia nazionale dei Lincei*, 1954, série VIII, vol. IX, p. 558-586.

A présent, le Directoire ne balançait plus à l'égard des frontières naturelles ; il gardait la Cisalpine ; bien plus : il prétendait ne pas sacrifier les Vénitiens. Exigeant toute la rive gauche du Rhin, il n'accordait à l'Autriche que l'Istrie et la Dalmatie et rétablissait la Sérénissime république. Une campagne d'hiver entra en préparation.

Bonaparte savait bien qu'elle se ferait en Allemagne et n'entendait pas qu'elle le repoussât au second plan. De son propre chef, il offrit le domaine vénitien jusqu'à l'Adige, y compris la capitale, mais non pas les îles Ioniennes qu'il entendait réserver à la France ; en échange, l'Autriche approuverait la cession de la rive gauche du Rhin, à l'exception de la région de Cologne. Cobenzl finit par accepter ; le démembrement de l'Allemagne se réglerait à Rastatt avec la Diète. On signa le traité le 18 octobre à Passariano ; mais il porte le nom du petit village de Campoformio, où la cérémonie avait été d'abord prévue.

Le Directoire, déçu, ne l'en ratifia pas moins ; outre qu'au lendemain du coup d'État, il rencontrait mille difficultés, comment rompre avec l'impérieux général, maintenant sans rival, Hoche ayant disparu et Moreau, plus que suspect, étant tenu à l'écart ? Pourtant, diplomatiquement, les stipulations rhénanes comportaient des conséquences désastreuses. Thugut excluait de la cession la région de Cologne parce que les possessions prussiennes s'y trouvaient ; ainsi, la Prusse n'aurait droit à aucune indemnité ; on devait donc craindre qu'elle ne s'opposât à la cession et ne s'éloignât de la France. En ce cas, la guerre continuant avec l'Angleterre, la coalition ne se renouerait-elle pas ?

Rien n'était plus propre à suggérer de nouveaux empiétements au delà des frontières naturelles, que la République n'atteignait pourtant pas complètement. Il importait qu'elle fût sûre des pays qu'elle protégeait et qui lui servaient de glacis : les Républiques batave et cisalpine allaient s'en apercevoir. Pour relier la seconde à la France, Bonaparte songeait à s'emparer du Valais, sinon de la Suisse, et il était plus simple encore de s'installer en Piémont. Partout, les nouveaux ambassadeurs, Delacroix à La Haye, Ginguéné à Turin, Truguet à Madrid même, se mirent à parler en maîtres.

En outre, sans qu'officiellement appel eût été fait aux Jacobins, ils applaudissaient au coup d'État et prêtaient leur concours ; en insistant sur le péril royaliste, le Directoire ravivait l'ardeur révolutionnaire et surexcitait l'esprit de guerre à mort contre les tyrans et de propagande universelle. Ce fut en l'an VI que les

républicains commencèrent de s'enorgueillir d'appartenir à la « grande nation » qui assumait la mission de libérer le monde. La Revellière sentait se réveiller l'idéalisme girondin ; Barras ne répugnait pas aux bouleversements ; Reubell envisageait comme eux avec complaisance la chute du pouvoir pontifical et, lié aux démocrates bâlois, ne pouvait manquer de se laisser tenter par une intervention en Suisse. Enfin, il allait de soi que généraux et fournisseurs, par inclination naturelle et par intérêt, se feraient partout les protagonistes de la propagande qui les rendrait indispensables et leur vaudrait honneurs et profits.

Moins de six mois après le 18 fructidor, les Français entraient à Berne et à Rome, avec l'approbation ou à l'instigation de Bonaparte dont le départ pour l'Égypte, bientôt après, allait achever de nouer la seconde coalition.

CHAPITRE V

LE SECOND DIRECTOIRE¹

Dans l'histoire du régime institué par les thermidoriens, le 18 fructidor marque une rupture : le coup d'État mettait fin à l'expérience constitutionnelle et relativement libérale. Le second Directoire, comme nous avons pris l'habitude de l'appeler, recourut aux mesures répressives d'exception plus ou moins abandonnées auparavant, en imagina de nouvelles et réduisit ses adversaires au silence. La paix continentale aidant, il put accorder plus d'attention à l'administration intérieure : il ne réussit pourtant pas à se concilier l'opinion.

I. — LA TERREUR DIRECTORIALE².

Si la dictature directoriale se soutint par des procédés terroristes, ils ne prirent jamais la même extension qu'en 1793, parce que l'étranger suspendait sa menace et que la guerre civile se réduisait au brigandage. La Haute Cour était lente et peu sûre ; les tribunaux criminels ordinaires, auxquels on recourut à l'occasion, ne paraissaient pas exempts d'inconvénients semblables ; pourtant, on ne rétablit pas le tribunal révolutionnaire. Comme juridictions d'exception, on employa les commissions militaires, qu'on multiplia à l'occasion des troubles qui suivirent le 18 fruc-

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Voir p. 465.

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages d'ensemble, notamment G. LEFEBVRE, *Le Directoire*, ch. VIII, voir V. PIERRE, *Le 18 fructidor*, cité p. 493, et *La déportation ecclésiastique sous le Directoire* ; le volume de D. BERNARD sur l'histoire religieuse dans le Finistère, cité p. 466 ; VUILLAME, *Quinze jours de Révolution à Aix* [sédition royaliste du 22 fructidor] (Aix, 1892, in-8°) ; A. BERNARD, *Le 18 fructidor à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône*, dans *La Révolution française*, t. XLI, ann. 1901, p. 193-215 ; E. DELCAMBRE, *Le coup d'État du 18 fructidor et ses répercussions dans la Haute-Loire* (Rodez, 1942, in-8°) ; A. MATHIEZ, Saint-Simon, Lauraguais, Barras, Benjamin Constant et la réforme de la Constitution de l'an III après le coup d'État du 18 fructidor an V, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. V, ann. 1929, p. 5-23 (forme le ch. XV du volume *Le Directoire*, cité p. 465).

tidor, bien qu'ils n'eussent été sérieux qu'en quelques lieux du Midi. Le Corps législatif n'autorisa les visites domiciliaires que pour un mois, en messidor an VI ; mais on se passa de sa permission, de même que pour les battues dans les campagnes. A l'instar du Directoire, quoique sans aucun droit, les autorités locales ordonnèrent des emprisonnements plus ou moins durables de suspects. Le secret des lettres ne fut pas mieux respecté que la liberté individuelle. A plusieurs reprises, le gouvernement supprima nombre de journaux et ceux qui subsistaient devinrent remarquablement incolores. Les livres et les théâtres n'échappèrent pas à l'arbitraire policier.

Trois catégories d'individus furent particulièrement visées : les brigands, les émigrés et les prêtres.

Une nouvelle loi d'exception déféra les premiers aux commissions militaires, en édictant la peine de mort pour les attentats commis par plus de deux personnes, ce qui n'était pas sans rappeler la justice prévôtale et préluda aux tribunaux extraordinaires du Consulat.

Le cas des émigrés, clair en théorie, n'allait pas sans difficultés, parce que la liste présentait des erreurs. Le Directoire s'opposa toujours à la moindre atténuation de la législation ; les commissions militaires et les administrations locales se montrèrent circonspectes ; néanmoins, les exécutions persistèrent, pendant l'an VI tout au moins. Les parents d'émigrés restèrent sous le coup de la loi du 3 brumaire an IV et ne purent disposer de leurs biens jusqu'au partage pré-successif. Certains directoriaux méditèrent d'aller plus loin. Sieyes, notamment, proposa d'expulser tous les nobles. La résistance, très vive, obtint qu'on se contentât, le 9 frimaire an VI (29 novembre 1797), de les priver du droit de cité à moins de naturalisation dans les mêmes conditions que les étrangers ; mais on excepta ceux qui avaient rendu des services à la Révolution et, comme on n'en établit jamais la liste, la loi demeura lettre morte.

La situation des prêtres n'eut pas la netteté de celle des émigrés : on ne décida jamais si les lois de 1792 et de 1793 étaient encore applicables ou non ; du moins, le ministre de la Police rappela, en l'an VII, que les déportés rentrés encouraient seulement l'envoi à la Guyane ; mais beaucoup figuraient sur la liste des émigrés et on en connaît une quarantaine qui périrent de ce chef ; les commissions militaires et les administrations en sauvèrent d'autres et, en l'an VII, le ministre spécifia que l'accusé pouvait contester l'inscription.

D'autre part, les prêtres qui refusaient le serment de haine à la royauté et tous autres, même en règle avec la loi, pouvaient se voir déporter par ordre du Directoire, sur arrêté « individuel » : entrave illusoire, dont on ne tint pas compte pour les ecclésiastiques belges, condamnés en bloc au nombre de 9.234. Dans le reste de la République, 1.700 à 1.800 prêtres paraissent avoir été ainsi frappés. En réalité, trois vaisseaux seulement partirent pour la Guyane : les Anglais en capturèrent un ; les deux autres contenaient 263 captifs. Un peu plus de 1.100 restèrent internés dans les îles de Ré et d'Oléron ; en outre, on plaça en réclusion les infirmes et sexagénaires. Les prisonniers souffrirent beaucoup et moururent en assez grand nombre, ce que leur âge explique en partie.

Les fidèles associèrent à la nouvelle Terreur l'application, qui fut reprise, de la loi du 7 vendémiaire an IV : interdiction des cérémonies religieuses publiques ; destruction des signes extérieurs du culte ; en outre, on se mit à vendre les églises où aucun prêtre n'officiait régulièrement. Vexatoire aussi leur parut le zèle dont s'enflammèrent les directoriaux pour le calendrier républicain et le culte décadaire. Le Directoire prescrivit à toutes les administrations de suivre strictement le premier ; les lois du 17 thermidor an VI (4 août 1798) et du 23 fructidor (9 septembre) confirmèrent le chômage du décadi et réglèrent la célébration des fêtes. Enfin, le Directoire, incapable de reprendre à sa charge les écoles publiques et les voyant en butte à l'hostilité des parents qui tenaient à l'enseignement confessionnel, s'en prit aux écoles libres, presque toujours catholiques : il les soumit à l'inspection des municipalités, défendit aux fonctionnaires d'y envoyer leurs enfants et annonça son intention de ne choisir ses agents que parmi les élèves des écoles nationales. Il ne paraît pas que ces deux dernières dispositions aient eu le moindre effet ; mais un certain nombre d'établissements confessionnels fermèrent leurs portes.

La « guillotine sèche », comme on appela la déportation, laissa mauvais souvenir ; mais la Terreur directoriale fut peu sanglante. Les commissions militaires firent fusiller 160 personnes au moins et les tribunaux criminels y ajoutèrent des condamnations capitales qu'on n'a pas dénombrées. Avec le temps, une répugnance de plus en plus marquée se manifesta pour les peines les plus cruelles ; après août 1798, personne ne partit pour la Guyane ; après mars 1799, on ne cite qu'une exécution d'émigré. Plus adroits que les Jacobins, les directoriaux ne visaient que des catégories déterminées, en sorte que la masse de la population ne

se sentait pas menacée. La répression demeura exclusivement gouvernementale et on ne rétablit pas les comités de surveillance, efficaces parce qu'ils connaissaient les circonstances locales, mais dont le rôle prêtait aux haines personnelles et aux exactions. La Terreur ne menaça de s'aggraver de nouveau qu'à la fin de l'an VII, quand la collusion des royalistes avec l'étranger réveilla les fureurs. Toutefois, comme nombre de Français n'en séparaient pas la politique religieuse du Directoire, elle contribua beaucoup à entretenir l'impopularité du régime.

Certains républicains, tel La Revellière, estimaient que la politique répressive ne suffisait pas et, n'hésitant pas à copier « le tyran Robespierre », désiraient opposer une religion civile de l'Être suprême à l'Église catholique. La majorité n'y voulut jamais consentir. La tentative fut, néanmoins, entreprise par des particuliers qui, en janvier 1797, fondèrent la « théophilanthropie » : ce culte nouveau n'atteignit jamais le peuple, non plus que la franc-maçonnerie, de principes similaires, que Roëttiers de Montaleau remit en activité à partir de 1796. L'effort principal du régime aurait dû se porter sur l'enseignement primaire ; mais il ne fit rien pour lui, en partie faute d'argent, et se contenta d'ouvrir les écoles centrales et d'organiser l'Institut où régnèrent les « idéologues ». Il compta faire beaucoup pour la propagande en imposant le calendrier révolutionnaire et le culte décadaire : ce fut sans succès ; car, outre les croyants, il indisposa ainsi les indifférents en troublant leurs habitudes.

S'il ne gagna pas l'opinion, le Directoire, du moins, par la terreur, réduisit la contre-révolution à l'impuissance aussi longtemps que dura la paix continentale et, comme rien n'empêchait de la tourner à d'autres fins, plusieurs de ses procédés servirent également contre les Jacobins, quand le Directoire recommença de les craindre.

Indispensable à toute dictature, la terreur ne peut, toutefois, suppléer l'incapacité des dirigeants et l'imparfaite organisation des pouvoirs. Merlin était entré dans le Directoire et s'y tailla un rôle, mais François de Neufchâteau, qu'on lui ajouta, ne comptait que comme administrateur. Des ministres de l'an IV, il ne restait que Ramel et, le Belge Lambrecht excepté, on n'avait pas gagné au change. Plusieurs directoriaux donnèrent à entendre qu'il eût fallu, non pas suspendre provisoirement la Constitution comme les Montagnards, mais — fait caractéristique — la modifier pour renforcer le pouvoir exécutif de manière permanente. Il semble que Sieyès, Talleyrand et probablement Mme de Staël

et Benjamin Constant tramèrent les projets les plus cohérents. Talleyrand avertit Bonaparte que Sieyes comptait l'aller trouver et l'on possède la réponse du général. Celui-ci conseillait de retirer au Corps législatif le droit de paix et de guerre ainsi que le vote de l'impôt : « Le pouvoir du gouvernement, dans toute la latitude que je lui donne, devrait être considéré comme le vrai représentant de la nation. » Les Conseils, naturellement, ne l'entendaient pas ainsi ; mais ils auraient, à deux reprises, proposé au Directoire de suspendre les élections pendant plusieurs années. Au 18 fructidor, les triumvirs, demandant aux députés d'approuver leur initiative, n'avaient pas osé solliciter en même temps l'accroissement de leurs attributions ; l'occasion¹ passée, il eût fallu un nouveau coup d'État, la revision légale exigeant un délai fort long. Ils ne s'accordèrent pas pour le risquer ; La Revellière affirmait qu'on n'avait violé la Constitution que pour la conserver ; Reubell se défiait de Barras et plus encore de Bonaparte. Bien que devenu plus puissant, le Directoire demeura désarmé en face des Conseils et de la Trésorerie et, dans les départements, l'administration resta instable.

Pendant quelques mois, l'union des républicains parut du moins rétablie. Les Montagnards inéligibles avaient été réhabilités ; les Jacobins obtenaient leur part des nominations et l'on ménageait leurs journaux. Jusqu'à la fin de l'hiver, il y a lieu de croire que le Directoire redouta surtout les généraux. Augereau criait à l'ingratitude, parce qu'on n'avait pas fait de lui un directeur. Bonaparte, solennellement reçu à Paris le 20 frimaire an VI (10 décembre 1797), se montra froid et hautain ; répliquant au discours de Barras, il décocha le trait célèbre : « Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. » Durant les mois qui suivirent, on ne l'en consulta pas moins sur les affaires extérieures et, plus que tout autre, il poussa la République dans la voie où il l'avait engagée.

II. — LA TROISIÈME RÉACTION ANTI-JACOBINE : LE 22 FLORÉAL AN VI (11 MAI 1798)¹.

Le régime électoral subsistant tel quel, le monde politique attendait avec anxiété le renouvellement qui remettrait en ques-

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Voir p. 465. A. MEYNIER, *Les coups d'État du Directoire*, t. II : *Le 22 floréal an VI et le 30 prairial an VII* (Paris, 1928, in-8°).

tion, à la fin du printemps, les résultats du 18 fructidor. L'enjeu était gros : les récentes exclusions portaient à 437 le nombre des sièges qu'il faudrait pourvoir et, parmi eux, figuraient ceux de la seconde moitié des « perpétuels ». On adopta cette fois les précautions écartées, en l'an V, comme contraires au principe représentatif : le 12 pluviôse an VI (31 janvier 1798), le Corps législatif s'attribua la prochaine vérification des pouvoirs, en sorte que les 236 conventionnels sortants participeraient, de concert avec les 297 députés restants, à l'épuration des nouveaux élus qui allaient les remplacer ; le 24 (12 février), les Conseils en fonction fixèrent au 27 floréal (16 mai) le choix du nouveau directeur, c'est-à-dire qu'ils se l'attribuèrent : au jour dit, ils remplacèrent François de Neufchâteau par Treilhard.

Peu à peu, on s'avisa pourtant que les royalistes, exclus ou intimidés, ne voteraient pas et que les suffrages des mécontents se détourneraient des sortants. Ces circonstances ne profiteraient-elles pas aux Jacobins ? Ils dirigeaient beaucoup de cercles constitutionnels et comptaient bien des amis parmi les administrateurs ; leur propagande alarmait. La Revellière tremblait, persuadé que les terroristes voulaient l'assassiner ; Merlin, par inquiétude réelle ou par tactique, s'appropriâ le rôle de Carnot et mit en garde la bourgeoisie contre un retour à la démocratie de l'an II ; le *Moniteur* alerta les possédants contre « l'anarchiste éhonté qui prêchait le nivellement, l'égalité de Robespierre ; promettait à ceux qui n'ont rien de leur donner les biens de ceux qui ont ». De manière plus doctrinaire, Benjamin Constant parlait dans le même sens. En fait, les néo-Jacobins n'entretenaient plus de rapports avec les sans-culottes ; mais « la peur sociale » servit les directoriaux comme les thermidoriens et, ensuite, Bonaparte. Barras protesta en vain contre la division qu'on semait parmi les républicains, car ses collègues nourrissaient une arrière-pensée. La petite guerre entre eux et les Conseils se réveillait : il s'agissait donc de se procurer une majorité docile, en écartant non seulement les Jacobins, mais aussi les indépendants, comme Lamarque, un Girondin pourtant. Bonaparte dira : « Il ne faut point d'opposition. » Ayant pris son parti, le Directoire prépara cette fois les élections avec soin. Il multiplia les destitutions, mit plusieurs villes en état de siège, envoya des inspecteurs, sous prétexte de surveiller l'application du droit de passe établi sur les routes, porter aux commissaires des instructions et des fonds. L'expédient préféré de Merlin fut de multiplier les scissions afin qu'on eût le choix entre députations rivales.

Les résultats n'offrirent rien qui pût effrayer la bourgeoisie ; mais on pensa que le nouveau Corps législatif serait probablement moins docile. Comme il devait se réunir le 1^{er} prairial (20 mai), il fallait se hâter. Les confidents du Directoire dressèrent la liste des exclus et invitèrent les Conseils à l'adopter en bloc. La loi du 22 floréal an VI (11 mai 1798) écarta les députés de 8 départements où il n'y avait pas eu de scission, en sorte que leurs sièges restèrent vacants ; dans 19 circonscriptions, on valida les scissionnaires ; ailleurs, on exclut un ou plusieurs représentants ; en outre, on chassa plus de 60 administrateurs et juges. Au total, 106 élus se virent « floréalisés » ; une soixantaine d'opposants paraissent avoir échappé. Le caractère gouvernemental de la « journée » s'affirme davantage quand on observe que 68 commissaires, 17 autres fonctionnaires, plus 106 administrateurs et juges dont une bonne part devaient leurs postes au Directoire, entrèrent dans les Conseils. L'asservissement du pouvoir législatif suivait son cours et l'intrusion des agents de l'État devait vicier longtemps le régime représentatif.

Néanmoins, la déception ne tarda guère. La majorité, mécontente du sacrifice de bien des hommes qu'elle estimait, gardait sourdement rancune aux dirigeants de sa propre soumission. Dans l'opposition, Lucien Bonaparte critiquait le régime avec une violence démagogique. Alors que le Directoire atteignait l'apogée de sa puissance, sa chute commença de se préparer.

III. — LES FINANCES ET L'ÉCONOMIE NATIONALE¹.

Ce fut, pourtant, pendant les vingt mois qui suivirent le 18 fructidor qu'il accomplit la plus grande partie de son œuvre administrative, à laquelle on n'a pas rendu justice, bien qu'elle ait, sur plus d'un point, préparé celle du Consulat.

Le redressement financier s'imposait en premier lieu. Les Conseils adoptèrent assez vite une nouvelle amputation de la dette. Le Grand Livre en conserva ou en enregistra le tiers, les titres étant admis en paiement des contributions ou de la partie exigible en numéraire du prix des biens nationaux ; on remboursa les deux autres en bons admissibles pour le reste de ce

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Voir p. 465. R. SCHNERB, La dépression économique sous le Directoire après la disparition du papier-monnaie, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XI, ann. 1934, p. 27-40 ; A. CHABERT, *Essai sur le mouvement des prix et des revenus en France de 1798 à 1820* (Paris, 1945 et 1949, 2 vol. in-8°).

prix, en concurrence avec les autres « valeurs mortes » : telle fut la « liquidation Ramel » ou banqueroute des deux tiers, réglée le 9 vendémiaire an VI (30 septembre 1798) pour la rente perpétuelle, et le 24 frimaire (14 décembre) pour les rentes viagères, les pensions et les créances en souffrance ou dette flottante.

Le budget se trouva allégé de plus de 160 millions et débarrassé de l'arriéré. Restait à le mettre en équilibre. Pour hâter la perception de l'impôt direct, on créa dans chaque département une « agence des contributions » : les commissaires du Directoire établirent l'assiette, avec des répartiteurs représentant les contribuables, et assurèrent la confection des rôles. Mais d'autres occupations les appelaient et la compétence technique leur manquait, en sorte que la réforme ne procura pas tous les résultats espérés. Plus efficace se manifesta l'envoi désormais rigoureux de garnisaires chez les défaillants. Les Conseils accordèrent quelques taxes nouvelles, notamment le droit de passe sur les routes ; mais ils persistèrent à voter les dépenses sans plan d'ensemble et les impôts à des dates tardives ; ils répugnaient toujours aux contributions indirectes et ne les admirent que sous forme d'octrois municipaux. Le déficit de l'an VI fut évalué à 250 millions. Au cours de l'automne, dans les premiers mois de l'an VII, ils approuvèrent enfin, peut-être parce que la guerre continentale menaçait à nouveau, des lois essentielles, qui restèrent longtemps ou restent encore en vigueur, sur les patentes, le timbre, l'enregistrement, les contributions foncière et mobilière ; ils instituèrent en outre un nouvel impôt direct sur les portes et fenêtres. Les recettes ne pouvaient s'en ressentir qu'à la longue. Quant aux dépenses extraordinaires, les biens nationaux n'y suffirent pas ; les principales ressources vinrent d'un emprunt de 80 millions pour la guerre contre l'Angleterre et de l'exploitation des républiques-sœurs.

La pénurie du Trésor se perpétua et les « manieurs d'argent » restèrent les maîtres ; le Directoire continua de les payer en même monnaie et de subir leurs exigences. On vit grandir la renommée d'Ouvrard et d'Hainguerlot, de Paulée et de Vanlerberghe, de Seguin, de Simons, le mari de Mlle Lange. La corruption alla son train parmi les fonctionnaires et les hommes politiques : en août 1798, plusieurs des auxiliaires de Schérer, ministre de la Guerre, furent destitués, dont son propre frère, et on le tint pour responsable de leurs malversations ; nombre de scandales révélèrent les agissements frauduleux des compagnies de fournisseurs. Le Directoire ne vint pas à bout de la Trésorerie

et la trahison s'y infiltra : en thermidor an VI, elle contribua à l'échec de la seconde expédition d'Irlande en la laissant sans argent.

La paix continentale ne dura qu'un an et demi, au lieu de quatre sous le Consulat qui, durant une année, jouit aussi de la pacification maritime : on ne saurait être surpris que les résultats soient demeurés moins brillants. Au Directoire s'opposaient, en outre, les difficultés que la déflation procure par la ruine du crédit et l'effondrement des prix. Le numéraire restait rare : on n'empruntait pas à moins de 10 % et le prêt à court terme allait jusqu'à 7 % par mois. En 1796, Perregaux et Récamier fondèrent, il est vrai, la « Caisse des comptes courants » et, en 1797, apparut une « Caisse d'escompte du commerce » ; quelques banques d'émission s'ouvrirent aussi en province ; mais les Conseils refusèrent toujours de faire de leurs billets une monnaie en les admettant dans les caisses de l'État et elles ne servirent, par l'escompte, qu'aux affaires de leurs actionnaires.

La baisse des prix contribua également à décourager l'esprit d'entreprise. Les récoltes de 1796 et de 1798 furent pléthoriques ; en 1798, s'ajoutèrent une mévente du vin et une sécheresse qui contraignit les paysans à se défaire de leur bétail. Le gouvernement y trouvait quelques avantages et, la vie devenant plus facile, la tranquillité publique en profitait ; mais cette faiblesse persistante du revenu valut au Directoire une profonde impopularité chez les grands fermiers, les cultivateurs aisés, les grands propriétaires, parmi lesquels se recrutaient, en grande partie, les électeurs.

Comme toujours, la crise agricole réagit sur l'industrie, alors que les fabricants réparaient avec peine les pertes qu'ils devaient à la taxation, aux réquisitions, à la guerre. Les transports intérieurs se heurtaient à des obstacles de tout genre : routes détériorées, canaux abandonnés, brigandage. Le commerce maritime souffrait plus encore : la flotte marchande disparaissait peu à peu ; les colonies n'entretenaient presque plus de rapports avec la métropole ; l'expédition d'Égypte ferma la Turquie et le Levant.

Ces circonstances ne promettaient pas grand fruit aux efforts que le Directoire consacrait à l'économie, dont le principal mérite revient à François de Neufchâteau, de nouveau ministre de l'Intérieur en l'an VI. Esprit fécond en projets, il dut se borner à des circulaires d'information et à quelques encouragements ; le 24 vendémiaire an VII (15 octobre 1798), il inaugura la première exposition nationale. En fait, la production demeura

inférieure à celle de 1789 ; la France restait un pays essentiellement agricole ; mais, même en ce domaine, elle ne progressait que lentement. L'atonie de l'économie réagissant sur les finances publiques, déjà lourdement grevées par les dépenses militaires, les desseins des philosophes, réalisés en principe par les Montagnards, en faveur de l'éducation nationale et de l'assistance sociale, apparaissaient de plus en plus comme d'ambitieuses utopies : il fallait se borner, comme par le passé, à des progrès modestement conçus, péniblement et lentement obtenus. François de Neufchâteau, à cet égard encore, fut le meilleur artisan ; un conseil supérieur de l'Instruction publique se constitua ; on projeta un « Prytanée français » qui, prenant en pension des boursiers, compléterait les écoles centrales ; le « bureau de bienfaisance », dans chaque commune, prit en charge l'assistance que les recettes de l'octroi, parfois, alimentèrent.

L'existence des Français s'améliorait peu. Encore le Directoire ne se maintenait-il que grâce à la paix et parce que ses troupes vivaient en grande partie aux dépens des pays vassaux ; la guerre reprenant, la défaite ramenant les armées en deçà des frontières, les charges s'appesantirent de nouveau et rendirent les gouvernants insupportables.

CHAPITRE VI

LA GUERRE ANGLO-FRANÇAISE¹

Abandonnée par les continentaux, l'Angleterre se jugea en danger et la guerre se nationalisa chez elle dans une certaine mesure, en sorte que Pitt put accroître l'impôt et développer le recrutement. En fait, le Directoire ne put ébranler la puissance maritime et commerciale de la Grande-Bretagne et, finalement, autorisa l'expédition d'Égypte qui inquiéta l'adversaire, mais lui rendit le précieux service de renouer la coalition.

1. — L'EFFORT ANGLAIS².

Resté seul en lutte contre la France agrandie, maîtresse de la Hollande, alliée à l'Espagne, le gouvernement britannique ne méconnut pas le danger. Dans l'Atlantique, la situation ne paraissait pas inquiétante, mais deviendrait sérieuse si l'escadre de Toulon, ralliant en passant la flotte espagnole, venait renforcer celle de Brest. D'autre part, l'expansion française n'allait-elle pas réduire l'exportation et, avec elle, les profits qui alimentaient l'emprunt? Le mieux eût été de ranimer la coalition. L'Autriche, fatiguée, et la Prusse, attentive aux indemnités qu'elle espérait en Allemagne, firent la sourde oreille et, jusqu'à l'expédition d'Égypte, Paul I^{er}, en dépit de son hostilité pour la Révolution, garda l'expectative. Durant une année, l'Angleterre ne put compter que sur elle-même. Il fallait donc que son effort se raidît.

La solidarité des classes dirigeantes, déjà manifestée au cours

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir p. 465 et 478.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 319. W. ANSON, *The life of John Jervis, earl of Saint-Vincent, admiral of the fleet* (Londres, 1911, in-8°); R. G. ALBION, *Forests and sea power; the timber power of the royal navy, 1652-1862* (Cambridge, Mass., 1926, in-8°; n° 29 des « Economic Harvard studies »). — Pour l'Irlande, W. LECKY, *History of England*, citée p. 96, t. VIII; J. H. ROSE, *Pitt and the great war*, ch. XVI; sir H. MAC ANALLY, *The Irish militia*, cité p. 96. Voir aussi ci-dessous, p. 511.

de la crise du printemps, s'affirma de plus en plus ; pour un temps, les rivalités politiques s'effacèrent dans la majorité gouvernementale. Canning, jusqu'alors suspect de francophilie, se prit de zèle pour le combat contre la Révolution égalitaire et entreprit la publication de sa revue l'*Anti-jacobin*. Les journaux et les caricaturistes, Gillray surtout, sans renoncer au droit de critique, servaient tous la « bonne cause ». L'invasion de la Suisse et de Genève, la Rome calviniste, indignèrent nombre d'esprits et inspirèrent, par exemple, à Coleridge une ode contre la France sacrilège.

Au sein de la nation, d'autre part, l'émotion ne se calmait pas. Jusqu'alors, une grande partie de la population ne se souciait pas de la guerre : affaire de gouvernement, pensaient les peuples de l'Ancien Régime. La politique de Pitt ménageait prudemment cette indifférence, en épargnant à ses compatriotes les contraintes et les sacrifices jusqu'à ce qu'enfin, conscients du péril, ils en vinssent à les réclamer. La menace de l'invasion hâtait ce moment. Les démocrates, qui continuèrent à réclamer la paix et à afficher leur fraternité avec les révolutionnaires, encoururent l'accusation de trahison. Fox lui-même et ses amis whigs n'échappèrent pas à la désapprobation.

Dès la fin de l'année, Pitt profita du réveil national pour renforcer la fiscalité. Dans le budget de 1798, les *assessed taxes* furent diversement augmentées — la mesure est connue sous le nom de *triple assessment* — et les personnes fortunées appelées à souscrire une contribution volontaire. Le résultat ne donna guère que les deux tiers de ce qu'on en avait espéré. Aussi, pour 1799, Pitt établit-il l'*income tax*, sur le pied de 2 shillings par livre, soit 10 % du revenu, au-dessus de 200 livres, avec tarif dégressif au-dessous et exonération à partir de 60. Le sacrifice des classes dirigeantes demeura modéré : en 1801, l'impôt direct ne rapportait encore que 10 millions et demi contre plus de 23 millions tirés des impôts indirects ; l'assiette de l'*income tax* fut laissée à la *gentry* sous la surveillance d'un commissaire de la Trésorerie ; en outre, Pitt autorisa le rachat de la *land tax* moyennant souscription à un emprunt, au grand profit des *landlords*.

Il fut plus difficile d'améliorer le recrutement. Les militaires comptaient pour rien la milice ; depuis 1794, de nombreux volontaires, pour éviter de tirer à la milice, s'organisaient à leur gré, promettant de combattre les envahisseurs dans le rayon qu'ils fixaient et restant chez eux en attendant ; plus utiles semblaient les *fencibles*, au nombre de 25.000 environ, régulièrement

constitués pour le service intérieur durant la guerre. Ces formations tarissaient les engagements dans la ligne. En 1796, on s'était décidé à demander aux paroisses 15.000 conscrits tirés au sort, sous peine d'une amende ; l'échec fut complet, parce qu'elles préférèrent payer l'amende. Aussi, en 1798, se résolut-on à proposer aux miliciens de s'engager moyennant une prime. Ce système réussit et, légalisé le 12 juillet 1799, servit jusqu'en 1815. De 39.000 hommes en 1793, l'armée se trouva portée à 140.000 en 1801 ; mais une grande partie s'en employait aux colonies et, les garnisons déduites, elle ne pouvait guère envoyer en expédition qu'une dizaine de milliers d'hommes. En 1799, pour la première et unique fois entre 1794 et 1801, elle s'aventura sur le continent et, pour attaquer la Hollande, s'adjoignit les *fencibles* qui consentirent à la renforcer. La tactique réalisa quelques progrès : des batteries montées apparurent en 1797 et l'artillerie devint un corps indépendant en 1799 ; mais l'anarchie ne prit fin ni dans l'administration militaire, ni dans la direction des opérations.

L'effort, incontestable, resta mesuré ; les préparatifs militaires, en tout cas, ne garantissaient pas le succès contre des envahisseurs et il ne fut pas question du service obligatoire. Les Anglais continuaient à compter sur leur flotte, et avec raison ; néanmoins, tant qu'une tentative des Français demeura possible et que l'insurrection irlandaise, capable de l'aider, n'eut pas été écrasée, l'inquiétude subsista. Wolf Tone et ses amis entretenaient des rapports avec les démocrates anglais et avec le Directoire. Le gouvernement, aux aguets, profita de la délation : O'Connor et Fitzgerald furent arrêtés. Les Irlandais attendaient Bonaparte : le 19 mai 1798, il mit à la voile, mais vers l'Égypte ; mal informés, ils prirent les armes dans les comtés du sud-est, à la fin du mois ; les renforts arrivant lentement d'Angleterre, les rebelles résistèrent jusqu'à la fin de juin ; mais, lorsque Cornwallis vint prendre le commandement, ils avaient succombé ; des deux prêtres, Michel et Murphy, qui exhortaient les révoltés, le premier fut tué et le second pendu. Cornwallis n'eut à combattre que la petite troupe qui débarqua en août, sous le commandement du général Humbert, et il la captura le 8 septembre. Cette crise permit à Pitt d'accentuer la répression et d'en finir avec les Jacobins britanniques : en 1798, on prorogea la suspension de l'*habeas corpus* ; l'année suivante, les imprimeurs se virent soumis à la déclaration et on punit de sept ans de transportation les membres des associations illégales.

Enfin rassurés, les loyalistes purent admirer les exploits de leurs marins. Nelson avait détruit la flotte de Bonaparte. Malte était assiégée. A la fin de l'année, Pitt prescrivit en vain de sauver Naples ; mais la flotte britannique protégea la Sicile et s'empara de Minorque : la Méditerranée devenait un lac anglais. L'empire colonial s'agrandissait : Sainte-Lucie fut reconquise ; les Hollandais perdirent la Guyane, Ceylan, Le Cap, escale essentielle de la route des Indes où Wellesley achevait la conquête du Mysore ; les Espagnols, la Trinité, admirable dépôt de contrebande à l'usage de la côte voisine ; d'ailleurs, Miranda, expulsé par le Directoire, sollicitait maintenant l'appui de l'Angleterre et des États-Unis pour porter l'insurrection dans les colonies espagnoles du continent. L'exportation poursuivait ses progrès : elle aurait dépassé celle de 1792 de 23 % en 1798, et de 37 % en 1799 ; l'alliance turque lui ouvrait le Levant ; tout le trafic colonial tombait sous le contrôle de la Grande-Bretagne.

Soutenant l'épreuve sans faiblir, elle ne pouvait, pourtant, venir à bout de l'adversaire sans le concours de continentaux, au besoin mercenaires ; à la fin de l'année 1798, tout annonçait qu'elle allait l'obtenir.

II. — LES PROJETS DE LA FRANCE. PRODRÔMES DU BLOCUS CONTINENTAL¹.

Pour les révolutionnaires aussi, la guerre changea d'aspect, du jour où elle ne visa plus que l'Angleterre. Sur mer et aux colonies, elle causait à la France de graves dommages. Ses escadres ne circulaient qu'à la dérobée et ne recherchaient plus le combat ; sa navigation commerciale tombait à rien. Sauf la Guadeloupe que Victor Hugues tenait toujours, sauf aussi les Mascareignes, où, toutefois, les colons de l'île de France, refusant de libérer leurs esclaves, contraignirent le commissaire du Directoire à se rembarquer, les colonies avaient succombé ; de même la Guyane et Le Cap perdus par les Hollandais, et la

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 508 ; G. PALLAIN, *Le ministère de Talleyrand sous le Directoire* [documents] (Paris, 1891, in-8°) ; E. DESBRIÈRE, *Projets et tentatives de débarquement aux Îles britanniques* (Paris, 1900-1902, 5 vol. in-8° ; publication de l'état-major), t. I et II ; J. TRAMOND, cité p. 319 ; E. GUILLON, *La France et l'Irlande pendant la Révolution* (Paris, 1888, in-16) ; lieutenant de vaisseau G. DOVIN, *La campagne de Bruix en Méditerranée* (Paris, 1923, in-8°) ; amiral CASTEX, *Théories stratégiques*, t. II (Paris, 1930, in-8°). Pour le blocus, se reporter à la p. 322. Ch. SCHMIDT, *Une conquête douanière : Mulhouse* (Paris, 1910, in-8°).

Trinité par l'Espagne. En principe, il restait Saint-Domingue : Toussaint-Louverture, de concert avec Rivaud, un mulâtre qui s'était maintenu dans le sud, accula les Anglais à l'évacuation. Mais il ne tarda pas à se rendre maître du pays : il réexpédia en France le général Lavaux et le commissaire Sonthonax, revenu en mission, sous prétexte qu'ils avaient été élus au Corps législatif ; le général Hédouville, qui les remplaça, ne devait pas tarder à céder la place. Toussaint, qui d'ailleurs s'appliquait à restaurer la production en soumettant les noirs au travail forcé, ne rompit pas avec le Directoire ; la métropole, néanmoins, ne conservait plus qu'une autorité nominale. Les Français devaient s'avouer qu'on en était peut-être bien au dernier acte de la seconde guerre de Cent ans, commencée sous Louis XIV pour la domination des mers et du monde.

Ils détestaient les Anglais comme ennemis traditionnels et les républicains accusaient la perfide Albion de stipendier la croisade contre-révolutionnaire pour satisfaire, en toute sûreté, son égoïste avidité. En l'an II déjà, Jacobins et sans-culottes exprimaient l'espoir que bientôt l'armée de la République débarquerait dans l'île pour y renverser l'oligarchie mercantile. Maintenant que la paix régnait sur le continent, l'instant sembla venu de détruire la moderne Carthage et, dans une circulaire de nivôse an VI, Talleyrand, l'anglophile, éclata en imprécations contre les tyrans du monde, les vampires de la mer. Le Directoire put émettre un emprunt de 80 millions pour cette guerre et des inventeurs proposèrent des ballons dirigeables, voire des sous-marins. Une cinquantaine de mille hommes s'assemblèrent vers Brest et Bonaparte reçut le commandement de l'« armée d'Angleterre ».

La guerre économique affecta aussi un caractère nouveau. En principe, les thermidoriens avaient laissé subsister la prohibition des marchandises anglaises. Les Conseils manifestèrent, à l'occasion, un penchant libéral en matière de douanes et le tarif de l'an VI fut moins élevé que celui de 1791 ; mais la bureaucratie restait d'esprit mercantiliste et les fabricants, surtout les cotonniers, féroce^{ment} protectionnistes, assiégeaient le gouvernement. Le 10 brumaire an V (31 octobre 1796), une loi remit à l'ordre du jour la chasse aux produits britanniques en réputant tels nombre d'articles, quelle qu'en fût la provenance réelle, et en exigeant des autres un certificat d'origine délivré par les consuls. Des visites domiciliaires, des saisies et même des arrestations de sujets anglais suivirent. Puis, au cours de l'été, le Directoire signifia aux neutres qu'il confisquerait leurs biens, même en haute mer, s'ils

continuaient à se soumettre aux exigences de l'ennemi. Il ne paraît pas, néanmoins, qu'ils aient cessé de trafiquer dans les ports français ; le Directoire dut tenir compte de l'opposition des Conseils, où Pastoret protesta contre les sévices annoncés, en alléguant qu'ils menaient à la rupture avec les États-Unis. Mais, après le 18 fructidor, la poussée belliqueuse fit passer de la menace à l'exécution : la loi du 29 nivôse an VI (18 janvier 1798) autorisa la saisie des vaisseaux neutres qui se seraient soumis à la réglementation anglaise ou sur lesquels on découvrirait un objet quelconque de provenance britannique, ne fût-ce que le couteau du matelot ou le couvert du capitaine. Cette sévérité parut inouïe : elle reparaitra, en 1807, dans les décrets de Milan. Les neutres désertèrent la France. Ce blocus devenu guerrier, que Napoléon reprendra, ne convint ni aux consommateurs de denrées coloniales, ni aux fabricants qui tenaient à recevoir les matières premières indispensables, le coton en premier lieu, et qui concevaient le blocus de la même façon que les Anglais : essentiellement mercantiliste et favorable à leurs affaires. Il fallut accorder de nombreuses dérogations à la prohibition. Telle quelle, la politique adoptée affaiblit l'exportation et mit la France et les États-Unis à deux doigts de la guerre, les Américains, par représailles, courant sus aux navires français. Cependant, ils ne renoncèrent pas à négocier, ce qui fournit à Talleyrand l'occasion de demander un pot-de-vin à leurs envoyés ; la correspondance de ces derniers, communiquée au Sénat et divulguée, déclencha un affreux scandale au printemps de 1798. La rupture parut imminente.

La guerre économique ainsi conçue ne pouvait produire son plein effet que par la coopération du continent et se conjuguait donc avec l'esprit de propagande pour favoriser l'expansion révolutionnaire. Achever la conquête de l'Italie, mettre la main sur les villes hanséatiques pour fermer l'Allemagne au commerce anglais : de telles mesures se recommandaient aux partisans de la guerre totale. L'annexion de Mulhouse et celle de Genève, qui devint le chef-lieu d'un département du Léman, datent de 1798 : elles s'expliquent, en partie au moins, par le désir de supprimer deux foyers de contrebande. Mais, bien qu'appliqué à un territoire beaucoup plus étendu qu'en 1793, le blocus du Directoire, loin de restreindre l'exportation britannique, ne l'empêcha même pas de croître : ce n'était donc qu'une étape.

III. — L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE¹.

Quant aux préparatifs de descente en Grande-Bretagne, ils prirent bientôt fin. Le 11 octobre 1797, Duncan battit les Hollandais à Camperduyn ; Jervis bloquait Cadix et l'escadre de Nelson entra dans la Méditerranée ; Brueys se déclara incapable d'amener à Brest ses vaisseaux. Les chefs militaires ne croyaient pas au succès. Le 5 ventôse an VI (23 février 1798), au retour d'une inspection dans l'ouest, Bonaparte conclut à l'abandon du projet. Celui-ci n'eut d'autre suite que l'expédition du général Humbert, envoyée au secours des Irlandais et débarquée deux mois après leur désastre. Les motifs ne manquaient pas pour justifier l'avortement : la marine se déclarait impuissante et la paix continentale n'était pas assez sûre pour que la République se privât d'une armée et de son meilleur général. Mais Bonaparte ajoutait qu'il fallait porter la guerre en Égypte. Or, tous les arguments contraires au projet de descente valaient, avec bien plus de force encore, contre pareille entreprise qui faisait naître, en outre, plusieurs autres objections.

En Italie déjà, l'imagination de Bonaparte s'envolait, à la suite d'Alexandre, vers un Orient fabuleux : il gardait les îles Ioniennes et proposait de s'emparer de Malte. La conquête de l'Angleterre aurait eu sûrement sa préférence ; du moment qu'il fallait y renoncer, l'Orient revenait au premier plan. A rester oisif, son prestige pâlissait. Si l'Égypte fixa son choix, ce fut sans doute grâce à Talleyrand et le mystère plane sur le rôle de ce dernier. L'Égypte, il est vrai, tenait une place dans la tradition française depuis les Croisades, et dans le commerce marseillais depuis les Capitulations ; les négociants se plaignaient des Mameluks, mercenaires qui exploitaient le pays sous l'autorité nominale du sultan, et le consul Magallon affirmait qu'une intervention

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A. DE LA JONQUIÈRE, *L'expédition d'Égypte* (Paris, 1900-1907, 5 vol. in-8° ; publication de l'état-major) ; Fr. CHARLES-ROUX, *Les origines de l'expédition d'Égypte* (Paris, 1910, in-8°) ; *L'Angleterre et l'expédition française en Égypte* (Le Caire, 1925, 2 vol. in-8° ; publication de la « Société royale de géographie d'Égypte ») ; *Bonaparte gouverneur de l'Égypte* (Paris, 1936, in-8°) ; H. DEHÉRAIN, *L'Égypte turque. Pachas et Mameluks du XIV^e au XVIII^e siècles. L'expédition du général Bonaparte* (Paris, [1931], in-f° ; fait partie de *l'Histoire de la nation égyptienne*, publiée sous la direction de G. HANOTAUX) ; C. LACOUR-GAYET, *Talleyrand et l'expédition d'Égypte* (Paris, 1917, in-8°) ; J. H. ROSE, *The political reactions of Bonaparte's Eastern expedition*, dans *English historical review*, t. XLIV, ann. 1929, p. 48-58 ; A. T. MAHAN, *The life of Nelson* (Londres, 1897, 2 vol. in-8°).

réussirait. En outre, l'Égypte ouvrait une route vers l'Inde, où Tippou continuait à défendre le Mysore contre Wellesley. En messidor an V, Talleyrand préconisait à l'Institut la reprise de l'expansion coloniale : quelle proie plus magnifique que l'Égypte ? Mais il souhaitait un accord avec l'Angleterre et prétendait, contrairement à la légende, conserver les frontières naturelles : il ne pouvait lui échapper que la conquête de l'Égypte rendrait l'ennemi irréconciliable et que, rouvrant la question d'Orient, elle compromettrait les conquêtes en provoquant la guerre avec la Turquie et la Russie. Il se peut qu'il n'ait cherché qu'à servir Bonaparte ; mais il est bien capable de s'être chargé de détourner vers l'Égypte l'armée qui menaçait l'Angleterre et de procurer à celle-ci les éléments d'une nouvelle coalition. Une lettre de sa maîtresse, Mme Grant, assurant qu'il voulait « favoriser ses amis anglais », tomba aux mains du Directoire, qui étouffa l'affaire : sans doute, à la veille des élections de l'an VI, jugea-t-il impossible de jeter Talleyrand et Bonaparte dans l'opposition. Qu'il ait, par faiblesse et pour éloigner un général ambitieux, adopté leur téméraire proposition, rien ne témoigne davantage contre lui.

Décidée le 15 ventôse an VI (5 mars 1798), préparée dans le plus grand secret, l'expédition comprit 13 vaisseaux de ligne, 17 frégates, 35 autres bâtiments de guerre, 280 transports, 16.000 matelots, 38.000 officiers et soldats et, en outre, une commission de 187 savants, lettrés et artistes dont firent partie Berthollet, Monge et Geoffroy-Saint-Hilaire. Elle quitta Toulon le 30 floréal (19 mai). Sa marche fut lente et ne l'amena devant Malte que le 6 juin ; le grand maître de l'ordre s'était laissé corrompre et livra l'île sans coup férir. Poursuivant sa route, la flotte n'échappa que de justesse à Nelson qui, la cherchant de tous côtés, la devança sans la voir, toucha terre à Alexandrie et repartit pour la mer Égée, tandis que, derrière lui, Bonaparte débarquait et s'emparait du port. L'armée longea le Nil, escarmouchant avec les Mameluks ; le 21 juillet, elle les mit en déroute près des Pyramides et entra au Caire. Bonaparte poursuivit Ibrahim, l'un des deux chefs, jusqu'à l'isthme, tandis que Desaix rejetait Mourad au delà d'Assouan.

Cependant, Nelson avait regagné la Sicile, où la complicité de la reine Caroline et du ministre Acton lui permit de se refaire. Enfin renseigné, il parut le 31 juillet au soir en rade d'Aboukir. En attendant l'ordre de regagner Corfou, Brueys y tenait à l'ancre son escadre. Le 1^{er} août, celle-ci fut détruite et son chef

tué. Ce terrible désastre, qui enfermait Bonaparte dans sa conquête sans espoir de retour ni de renforts, eut un immense relentissement dans toute l'Europe. Le 9 septembre, la Turquie déclara la guerre à la France. Nelson rejoignit à Naples lady Hamilton, l'aventurière qui régnait à la cour, et, comptant sur le concours de forces britanniques, les Napolitains décidèrent d'attaquer la République romaine que les Français venaient de fonder.

Bonaparte, nonobstant, organisait sa conquête comme si elle devait être durable. Il laissa en place l'administration indigène en la contrôlant, c'est-à-dire qu'il institua un protectorat. Ses vues se précisèrent : il inaugura une représentation composée de notables choisis par lui, car c'était ainsi qu'il concevait le régime constitutionnel et la hiérarchie sociale. Sa politique religieuse s'affirma : il afficha un profond respect pour l'Islam et combla ses chefs de faveurs. Son despotisme éclairé entreprit de moderniser le pays : mesures contre la peste, remise en état des canaux, création de la poste et de messageries, introduction de l'imprimerie et des moulins à vent, projet de substituer l'irrigation à l'inondation et de joindre le Nil à la mer Rouge. La commission scientifique devint l'« Institut du Caire » et prépara la célèbre *Description de l'Égypte*. La défiance des Musulmans, que la Turquie appelait à la guerre sainte, se révéla incurable ; ils attaquaient les soldats isolés et les petits postes ; les nomades ne désarmèrent jamais. Pourtant, la population se fût résignée si l'armée n'avait dû vivre au moyen de contributions, de réquisitions, de confiscations ; Bonaparte exigea la déclaration des propriétés foncières et imposa des taxes sur les mutations, les actes notariés et d'état civil. Il en résulta, le 21 octobre, une terrible insurrection au Caire et une répression sanglante.

La Turquie préparant une invasion avec l'appui d'une escadre anglaise, Bonaparte résolut d'aller détruire en Syrie l'armée qui s'y rassemblait. Il se mit en route avec 15.000 hommes, en février 1799, franchit le désert et poussa jusqu'à Saint-Jean-d'Acre sans rencontrer grande résistance. Mais le pacha Djezzar et l'émigré Philippeaux défendirent la ville avec obstination et Sidney Smith captura les vaisseaux qui amenaient l'artillerie de siège. Bonaparte finit par battre en retraite, le 20 mai, et, non sans pertes, regagna l'Égypte. Du moins, l'attaque turque par l'isthme fut-elle ajournée. Une autre armée débarqua bientôt à Aboukir : le 25 juillet, il la détruisit. La situation, pourtant, était sans issue et le Directoire avait en vain essayé d'envoyer

Bruix au secours. En août, Bonaparte, abandonnant son armée à Kléber, s'en alla chercher aventure en France.

A ce moment, la seconde coalition, que son initiative avait mise en train, assaillait depuis longtemps la République. Mais l'expansion révolutionnaire, de son côté, en portait, pour le moins autant que lui, la responsabilité.

CHAPITRE VII

L'EXPANSION RÉVOLUTIONNAIRE¹

Pour mener la guerre contre l'Angleterre avec quelque chance de succès, la paix continentale était aussi nécessaire au Directoire qu'autrefois à Vergennes. Il n'en entreprit pas moins, dès le début de l'an 1798, de nouvelles conquêtes que l'Autriche estima contraires aux accords de Campoformio du moment qu'elle ne s'agrandissait pas en proportion, en sorte que, peu à peu, le parti de la guerre recouvra l'ascendant à Vienne. Si donc l'expédition d'Égypte, en unissant la Turquie et la Russie à l'Angleterre, engendra une nouvelle coalition, la politique extérieure du Directoire y fit entrer l'Autriche et, seule, l'adhésion de celle-ci pouvait permettre aux coalisés de menacer dangereusement le territoire de la République, mettant ainsi à l'abri de toute attaque l'Angleterre et son empire.

En imposant la conservation de la Lombardie, Bonaparte avait préparé les initiatives envahissantes en Italie. Il contribua également à provoquer l'invasion de la Suisse. Toutefois, si puissante qu'on reconnaisse son influence, à l'un et à l'autre titre, elle n'égale pas celle de son aventure égyptienne ; car, aux abords terrestres de la France, d'autres facteurs concouraient à pousser son gouvernement dans la voie périlleuse. D'abord, en guerre avec la Grande-Bretagne, il lui importait de s'assurer le concours des républiques-sœurs et d'enlever à l'adversaire des marchés dont le commerce national profiterait. Puis, l'exemple de Bonaparte porta les généraux à souhaiter la création d'autres États vassaux qu'ils régiraient, tandis que fournisseurs et financiers guettaient l'occasion de les exploiter à leur tour. Enfin l'exaltation révolutionnaire, qui suivit le 18 fructidor et ne laissa pas le Directoire indemne, ranima sa propagande ; la rénovation des régions encore soumises à l'aristocratie et au despotisme reparut à l'ordre du jour.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir p. 465 et 478.

I. — LA HOLLANDE ET L'ITALIE¹.

Le Directoire ne tirait pas grand secours de l'Espagne : ni Godoy ni ses successeurs Saavedra et Urquijo ne consentirent à envahir le Portugal et à contribuer aux préparatifs contre l'Angleterre. L'autre alliée maritime, la République batave, n'en attirait que davantage l'attention : il lui fallait un gouvernement stable, capable d'aider la protectrice, et elle n'en était pas là. Les dirigeants provisoires, au pouvoir depuis 1795, avaient bien fait voter par une Convention la constitution qu'ils soumièrent à la ratification populaire en août 1797. Mais, exploitant le mécontentement qu'excitaient la domination française et ses exigences en hommes et en argent, une coalition des partisans de la maison d'Orange et des démocrates unitaires en obtint le rejet. Après le 18 fructidor, la bourgeoisie modérée, ainsi désavouée, perdit la faveur du Directoire ; Delacroix, envoyé à La Haye, se mit d'accord avec les démocrates pour proposer à Paris un coup de force. Daendels, qui commandait l'armée hollandaise, et Joubert, chef du corps d'occupation, promettaient leur coopération. Le 3 pluviôse an VI (22 janvier 1798), l'assemblée batave se déclara constituante et, après s'être épurée, rédigea une nouvelle constitution qui, cette fois, fut acceptée.

Il ne parut pas moins nécessaire de s'assurer de la Cisalpine.

I. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour la Hollande, l'ouvrage de P. BLOCK, cité p. 5 ; celui de J.-B. MANGER, cité p. 181 ; H. F. COLENBRANDER, *Die bataafsche Republiek* (Amsterdam, 1908, in-8°) ; P. MENDELS, *H. W. Daendels, 1762-1807* (La Haye, 1890, in-8°) ; R. R. PALMER, Much on the little : the Dutch revolution of 1795, dans *The Journal of modern history*, 1954, p. 15-35. — Pour l'Italie, les ouvrages généraux cités p. 89-90 et ceux cités p. 485 ; P. GAFFAREL, L'annexion du Piémont à la France en 1798, dans *La Révolution française*, t. XIX, ann. 1890, p. 289-315, 507-537 ; R. GUYOT, Ginguéné à Turin, dans *Feuilles d'histoire*, t. VII, ann. 1912, p. 117-134 ; L. MADELIN, *Fouché*, cité p. 284 ; J. GODECHOT, *Les commissaires aux armées*, cité p. 465 ; W. LANG, Karl Friedrich Reinhard in Florenz, 1797-1798, dans *Historische Zeitschrift*, t. LIV, ann. 1885, p. 414-458 ; du même, *Graf Reinhard, 1761-1837* (Bamberg, 1896, in-8°) ; P. BOULOT, *Le général Duphot* (Paris, 1909, in-12) ; A. DUFOURCO, *Le régime jacobin en Italie ; étude sur la République romaine* (Paris, 1900, in-8°) ; V. E. GIUNTELLA, *La giacobina reppublicana romana, 1798-1799* (Rome, 1950, in-8°) ; du même, *La crisi del potere temporale alla fine del settecento e la parentesi costituzionale del 1798-1799* (Bologne, 1954, in-8°) ; C. ZAGHI, *Bonaparte e il Direttorio dopo Campoformio. Il problema italiano nella diplomazia europea (1797-1798)* (Naples, 1956, in-8°) ; U. MARCELLI, *La crisi economica e sociale di Bologna del 1796 ; le prime vendite dei beni ecclesiastici (1797-1800)*, dans *Atti e Memorie della deputazione di storia patria per le provincie di Romagna*, vol. III et V, 1953-1954 ; les ouvrages qui concernent Naples, ci-dessous, p. 529.

Le 3 ventôse (21 février), le Directoire conclut avec elle un traité d'alliance qui maintenait l'occupation par un corps de 25.000 hommes aux frais de la nouvelle république ; on signa, en même temps, un accord commercial libéral, ce qui n'empêcha pas les conseils cisalpins de rejeter le tout, comme exagérément onéreux. Le régime en vigueur avait été institué par Bonaparte sans ratification populaire, ni approbation de la France ; le Directoire s'estima donc libre d'intervenir pour le modifier. Les conseils furent épurés et des arrestations opérées, après quoi les traités furent ratifiés.

La conquête de Bonaparte, d'autre part, devint un foyer incendiaire. Les conservateurs cisalpins eux-mêmes estimaient que leur entente avec la France méritait des agrandissements ; Serbelloni et Visconti, négociateurs de la République à Paris, parlaient du Piémont, des États pontificaux et de Gênes. De tous les points de la péninsule, accouraient ceux qui rêvaient d'unité italienne ; ils liaient partie avec les généraux et les fournisseurs. Des bandes pénétraient couramment dans les Marches ; on espérait que les révolutionnaires agiraient à Rome. Ils tentèrent bien une émeute, le 28 décembre 1797, mais leurs adversaires l'emportèrent et, rendant les Français responsables, menacèrent l'ambassade, alors confiée à Joseph, frère aîné de Bonaparte ; dans l'échauffourée, le général Duphot fut tué et Joseph quitta la ville. L'hostilité si vive du Directoire pour la papauté ne dédaigna pas l'occasion : Berthier, maintenant à la tête de l'armée d'Italie, reçut l'ordre de marcher sur Rome, avec l'encouragement de Bonaparte. Toutefois, le Directoire n'entendait pas constituer pour Berthier une nouvelle Cisalpine et il envoya aussitôt, pour organiser la République romaine, une commission civile où entrèrent Daunou et Monge. Berthier, d'ailleurs, répugnait à la tâche assignée ; arrivé devant Rome, il se trouva, en outre, embarrassé parce que Pie VI acceptait toutes ses conditions. Un certain nombre de révolutionnaires ayant pourtant proclamé la république sur le Forum, au milieu des curieux, et appelé les Français, il la reconnut, occupa la ville, expédia le pape à Sienne, et se fit remplacer par Masséna. La commission promulgua la constitution rédigée par Merlin, qui instituait un tribunal, un sénat, des consuls, et soumettait les lois et les actes du gouvernement à la ratification du général français, en sorte que la République romaine fut, d'emblée, la moins libre de toutes. Elle fut aussi la plus rançonnée : dès la première heure, généraux et fournisseurs commencèrent la razzia.

Les officiers subalternes protestèrent et se mutinèrent à l'arrivée de Masséna : ce dernier était réputé l'un des pillards les plus audacieux et ils lui en voulaient de longue date, appartenant pour la plupart aux régiments de l'armée du Rhin qui, venus en renfort au début de 1797, avaient eu maille à partir avec sa division. La commission ne put rétablir l'ordre et, finalement, le Directoire dut remplacer Masséna par Gouvion Saint-Cyr, un lieutenant de Moreau. La République romaine débuta ainsi sous les plus fâcheux auspices.

L'heure du Piémont ne sonna pas encore, mais peu s'en fallut. En 1797, le roi de Sardaigne réprima sévèrement un mouvement révolutionnaire et laissa en suspens un traité d'alliance avec la France. Après le 18 fructidor, il s'empessa de le ratifier ; mais Ginguené, aussitôt arrivé à Turin, et Brune, nommé commandant de l'armée d'Italie, s'employèrent à aider les Jacobins et des bandes pénétrèrent en Piémont. Durant des mois, le Directoire se posa en médiateur ; finalement, Ginguené ayant réussi à imposer au roi terrorisé une convention qui livrait aux Français la citadelle de Turin, il jugea bon de la garder.

II. — LA SUISSE¹.

A l'égard des cantons confédérés, le Directoire ne manquait pas de griefs ; mais, après avoir longtemps échoué, il obtenait maintenant des concessions : le départ de Wickham, des émigrés, de Mallet du Pan, publiciste salarié de la contre-révolution ; la négociation d'un accord qui lui abandonnerait les territoires jurassiens et la ville de Bienne, dépendances de l'évêché de Bâle, devenu à présent le département du Mont-Terrible. Cependant,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour Genève, E. CHAPUISAT, *De la Terreur à l'annexion* (Paris et Genève, 1913, in-8°) ; F. BARBEY, *Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France* (Paris, 1916, in-8°). Pour la Suisse, E. HRS, *Geschichte der neueren schweizerischen Staatsrechtes*, t. I, 1798-1803 (Bâle, 1920, in-8°) ; W. ŒSCHLI, *Geschichte der Schweiz im XIXten Jarhundert*, t. I (Leipzig, 1903, in-8°) ; la correspondance de P. Ochs, publiée par G. STEINER, citée p. 200, t. II ; E. DUNANT, *Relations diplomatiques de la France et de la République helvétique* (Bâle, 1901, in-8° ; t. XIV des « Quellen zur schweizerischen Geschichte ») ; J. GODECHOT, *Les commissaires aux armées*, cité p. 465 ; G. GUGGENBUHL, *Bürgermeister Paul Usteri, 1768-1801*, t. I (Aarau, 1925, in-8°) ; A. RUFER, *Pestalozzi, die französische Republik und die Helvetik* (Berne, 1928, in-8°) ; A. SCHENKEL, *Die Bemühungen der helvetischen Regierung um die Ablösung der Grundlasten, 1798-1803* (Affoltern a. A., 1931, in-8°) ; H. WYSS, *Alois Reding, Landeshauptmann von Schwyz und erster Landamman der Helvetik, 1765-1818* (Stans, 1930, in-8°) : la seconde partie traite de la concession de Talleyrand. Voir aussi les ouvrages cités p. 200, particulièrement ceux de H. BÜCHI, *Vorgeschichte der helvetischen Republik* ; W. VON WARTBURG, *Zürich und die französische Revolution* ; et R. FELLER, *Geschichte Berns*, t. IV.

des démocrates suisses tournaient les yeux vers lui ; notamment le Bâlois Ochs. Désirant transformer les cantons en une république unitaire et mettre fin à la domination des patriciens, ne comptant pas sur l'initiative de leurs compatriotes, ils souhaitaient, non pas que la France envahît leur pays, mais qu'elle se montrât assez menaçante pour que l'oligarchie se démit. Le Vaudois Laharpe allait un peu plus loin : il sollicitait une intervention en invoquant un traité du xvi^e siècle par lequel le roi de France, en reconnaissant les droits de Berne sur le pays de Vaud, garantissait néanmoins les libertés de ce dernier. Jusqu'au 18 fructidor, ces suggestions restèrent sans effet apparent.

Bonaparte s'était montré moins longanime : il avait réuni la Valteline à la Lombardie, en dépit des prétentions des « ligues grises ». Résolu à établir une libre communication entre la Cisalpine et la France à travers le Valais et n'ayant pu obtenir la maîtrise de la route du Simplon, il apporta aux solliciteurs suisses un appui décisif. L'affaire se noua, le 8 décembre 1797, dans un dîner qui réunit, chez Reubell, Bonaparte et Ochs. Bientôt, le Bâlois se démena pour faire accepter par les cantons une constitution rédigée par lui-même et Merlin. Plusieurs s'y prêtèrent. En même temps, une division de l'armée d'Italie se portait à la frontière du pays de Vaud, avec défense d'y pénétrer, toutefois, si elle n'était pas attaquée. Mais les Vaudois s'empressèrent d'adhérer à la nouvelle constitution. Les Bernois envoyèrent contre eux quelques troupes ; le commandant français leur dépêcha un parlementaire et, dans l'obscurité, on tira sur lui par méprise ; le pays de Vaud fut immédiatement occupé. Ce n'était pas encore irrémédiable. Tout à coup, dans la nuit du 13 au 14 février 1798, le Directoire ordonna de marcher sur Berne, vraisemblablement sur les instances de Bonaparte. Brune s'avança de Lausanne, et Schauenbourg du Jura : la ville succomba après d'assez vifs combats.

Aussitôt, le Directoire nomma un commissaire civil, l'ancien conventionnel Lecarlier, auquel il adjoignit Rapinat, beau-frère de Reubell, auquel son nom valut des brocards aussi injustes que faciles, car c'était un très honnête homme. Ils saisirent le trésor de Berne, dont la richesse motiva sans doute en partie l'entreprise et qui servit à financer l'expédition d'Égypte ; comme il comprenait des valeurs étrangères qu'il fallut négocier, Talleyrand y trouva également profit. Les cantons se virent imposer une contribution de 15 millions. Une assemblée, réunie à Aarau, mit en vigueur la constitution ; mais

ni Ochs ni Laharpe ne jouirent de la faveur de l'opinion : ils n'obtinent pas de places dans le Directoire de la République helvétique. Les commissaires s'efforcèrent de supprimer les réquisitions arbitraires et de réprimer le pillage ; mais la guerre civile éclata : les cantons catholiques, Schwytz, Uri, Unterwald, s'insurgèrent ; le Valais, se donnant une constitution, prétendit demeurer indépendant ; il fallut briser ces résistances.

Les Bernois, plus adroits, achetèrent Talleyrand et obtinrent ainsi un traité qui réduisait leur contribution. Rapinat, qui venait de succéder à Lecarlier, nommé ministre de la Police, s'indigna et refusa de le mettre à exécution, ce qui le brouilla avec le Directoire helvétique. Le 28 prairial (16 juin), sans consulter Paris, il opéra un coup d'État : Ochs et Laharpe prirent en mains l'exécutif. Le sort de la nouvelle république, pourtant moins dur que le régime auquel Rome était soumise, paraissait dès le début fort précaire. Bientôt, il est vrai, l'abolition des droits féodaux personnels, des petites dîmes et noyales, la suspension du paiement des droits réels et des grosses dîmes satisfirent les paysans ; mais on prescrivit le rachat de ces dernières catégories ; comme, d'autre part, on institua simultanément l'impôt foncier, le bénéfice parut mince.

III. — LE CONGRÈS DE RASTATT¹.

Après Campoformio, l'Autriche avait paru se résigner à la perte de la Belgique et de la Rhénanie. Le congrès de Rastatt, où les envoyés du Directoire devaient négocier avec ceux de la Diète la cession par l'Empire de la rive gauche du Rhin, s'ouvrit le 16 novembre 1797. Bonaparte y parut un moment, obtint que l'Autriche abandonnât Mayence moyennant l'occupation de Venise, puis céda la place à Treilhard. Le Directoire appliquait la législation française dans les neuf départements où s'incorporaient les Pays-Bas autrichiens, l'évêché de Liège et les cessions hollandaises ; on commençait à y vendre les biens nationaux ; les principales difficultés provenaient du schisme religieux et, sans immédiate gravité, préparaient des troubles insurrectionnels.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A. VON VIVENOT, *Zur Geschichte des Rastatter Congresses* (Vienne, 1871, in-8°) ; H. HÜFFER, *Diplomatische Verhandlungen aus der Zeit der französischen Revolution*, t. II : *Der Rastatter Congress und die zweite Koalition* (Vienne, 1878-1879, en 2 vol. in-8°) ; P. MONTARLOT et L. PINGAUD, *Le Congrès de Rastadt* (Paris, 1912-1913, 3 vol. in-8° ; publication de la « Société d'histoire contemporaine ») ; du même, *Jean de Bry* (Paris, 1909, in-8°).

En Rhénanie, le Directoire confia l'administration à un commissaire, Rudler, qui commença l'introduction du régime français et divisa la région en quatre départements. Agir ainsi, sans attendre la décision de l'Empire, pouvait prêter à contestation. Mais comment l'Autriche fût-elle restée indifférente en présence de l'extension que prenait l'influence française au delà des limites convenues à Campoformio ?

Ce n'est pas que Thugut s'en irritât ; méditant toujours de s'agrandir en Italie, il guettait simplement l'occasion de demander des compensations. Il est vrai que la création, à Rome et en Suisse, de républiques censées indépendantes, s'y prêtait imparfaitement ; mais, à Rastatt, le Directoire outrepassa la lettre du traité. Reubell regrettait que la région de Cologne restât à l'Empire et, du point de vue de la politique générale, ses collègues ne pouvaient nier que, s'ils y renonçaient, ils s'aliéneraient la Prusse, déçu dans son attente d'indemnités avantageuses en Allemagne. En conséquence, Treilhard réclama la totalité de la rive gauche du Rhin et obtint de la Diète une adhésion de principe le 19 ventôse an VI (9 mars 1798). Aussitôt, Cobenzl réclama un dédommagement. La réplique de Treilhard fut aussi surprenante que catégorique : la région de Cologne, occupée militairement depuis longtemps, ne pouvait être considérée comme une acquisition nouvelle. A ce compte, la guerre tarderait-elle ? Elle parut imminente lorsque, en avril, Bernadotte, ambassadeur à Vienne, ayant arboré le drapeau tricolore, se vit assailli par des émeutiers et, faute d'avoir obtenu réparation convenable, quitta la ville ; Bonaparte ajourna même un instant son départ pour l'Égypte. Pourtant la crise s'apaisa. Ni Thugut, qui n'était pas prêt, ni le Directoire, préoccupé par les élections en cours, ne tenaient à l'envenimer. En outre, le vent tournait une fois de plus à Paris : puisque le Directoire rompait avec les Jacobins, sa politique extérieure n'allait-elle pas se modifier ?

IV. — LES SUITES DU 22 FLORÉAL AN VI.

Effectivement, il se mit à combattre les Jacobins des républiques-sœurs, principalement en Italie, au profit des conservateurs, et il se montra méfiant pour les généraux et les fournisseurs qui favorisaient la propagande. La République batave en subit

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 502 ; G. LEFEBVRE, *Le Directoire* (cité p. 465), p. 129-132 ; K. MENDELSSOHN-BARTHOLDY, *Die Konferenzen von Seltz*, dans *Historische Zeitschrift*, t. XXIII, ann. 1870, p. 27-53.

la première le contre-coup. Les démocrates unitaires, d'ailleurs brouillés avec Daendels et Joubert, furent dénoncés par les notables comme de dangereux anarchistes ; Delacroix fut rappelé ; le 24 prairial (22 juin), une épuration assainit le gouvernement et de nouvelles élections lui procurèrent une majorité. En Suisse, le Directoire annula le coup d'État de Ratinat ; bien que destitué, celui-ci demeura en fonction parce qu'on ne le remplaça pas et ce fut lui qui signa le traité d'alliance du 19 août. La contre-révolution ne désarmait pas ; les cantons catholiques reprirent les armes : ils subirent une défaite sanglante à Stanz ; mais, en octobre, les oligarques firent entrer les Autrichiens dans les Grisons.

En Cisalpine, la volte-face du Directoire provoqua un désordre inextricable. Il envoya en Italie des agents financiers, d'ordinaire capables, mais odieux aux généraux qu'ils venaient contrôler ; hostiles aux Jacobins, mais choisis parmi les ci-devant et dénoncés à ce titre comme contre-révolutionnaires. C'étaient Faipoult de Maisoncelle, ancien ministre ; Amelot de Chaillou, fils d'un ministre de Louis XV et ancien intendant de Bourgogne, puis directeur de la Caisse de l'extraordinaire sous la Constituante ; Laumond, qui lui avait succédé dans ce dernier poste après avoir servi au contrôle général ; Eymar, frère d'un abbé qui compta parmi les « noirs » à la Constituante. On leur adjoignit Trouvé, en qualité d'ambassadeur, créature de La Revellière et ambitieux médiocre. Sous l'influence des nobles lombards, le Directoire déclara caduque la constitution de Bonaparte et prescrivit à Trouvé d'en rédiger une autre, qu'on imposa, malgré Brune, aux Cisalpins. Mais, bientôt, le général obtint, grâce à Barras probablement, que cette constitution fût l'objet d'un plébiscite et on remplaça Trouvé et Faipoult, qui protestaient, par Fouché et Amelot. Avec la connivence du premier, Brune opéra, dans la nuit du 17 au 18 octobre, un nouveau coup de force qui chassa les créatures de Trouvé ; après quoi, la ratification populaire intervint. Parallèlement, Ginguené et le lieutenant de Brune à Turin y organisèrent une manifestation dont ils espéraient sans doute des troubles qui permettraient d'occuper le Piémont. Cette fois, le Directoire se fâcha : il destitua Ginguené, rappela Fouché et envoya Brune en Hollande. Lui-même n'en épura pas moins le gouvernement génois.

Ce fut au moment où les hostilités commençaient, les Napolitains envahissant la République romaine, que le Directoire adopta la mesure qui caractérise le mieux l'effort soutenu depuis

floréal avec si peu de succès : le 5 frimaire an VII (26 novembre 1798), il rétablit les commissaires aux armées, Rapinat en Suisse, Amelot à Milan, Faipoult à Rome. Ils ne reçurent pas plus d'autorité que leurs prédécesseurs et finirent plus mal encore. Joubert, successeur de Brune, jugea le contrôle insupportable et donna sa démission ; le Directoire finit par l'accepter en janvier ; mais, fidèle à sa politique vacillante, il remplaça Amelot par Laumond. Schérer, substitué à Joubert, se montra déférent envers le commissaire et ce fut en partie pourquoi il s'attira la haine de ses subordonnés : il allait lui en coûter cher. Masséna, dès son arrivée en Suisse, ne tint aucun compte de Rapinat, qui demanda son rappel. Le pire survint à l'armée chargée de repousser les Napolitains : le conflit de son chef, Championnet, avec le commissaire Faipoult aboutit à un conflit retentissant.

Le Directoire enraya donc, dans une certaine mesure, l'activité des propagandistes ; il les empêcha de révolutionner le Piémont et de s'attaquer à la Toscane. Mais, pour regagner l'Autriche, il eût fallu revenir sur les faits acquis et il n'en fut aucunement question. Après le 22 floréal, le Directoire et Thugut s'accordèrent pour envoyer conférer à Seltz, en Alsace, François de Neufchâteau et Cobenzl. Le premier reçut l'ordre de borner la discussion à l'incident de Vienne et de renvoyer à Rastatt la question des compensations ; l'Autriche ne pouvait y demander que des territoires allemands alors qu'elle jetait son dévolu sur l'Italie : évidemment cette dernière, pour le Directoire, restait chasse gardée.

Il ne modifia donc pas vraiment sa politique extérieure ; la crainte d'hostilités prématurées lui inspira quelque modération, mais attermoisement n'est pas repentir. La disgrâce des Jacobins dans les républiques-sœurs, qui, en Italie, tourna certains d'entre eux en ennemis de la France, ne fut qu'une conséquence logique de la politique intérieure marquée par la journée du 22 floréal, et le contrôle que le Directoire essaya d'imposer aux généraux apparut surtout comme un complément de sa dictature. Sans retarder beaucoup la guerre, la réaction anti-jacobine accrut le désordre, compromit le prestige de la République et valut au Directoire des ennemis nouveaux et redoutables.

CHAPITRE VIII

LA SECONDE COALITION¹

Tenant tête à la France, l'Angleterre n'oublia pourtant pas que, pour réduire sa rivale à merci, il lui fallait ranimer la guerre sur le continent. Les Allemands ne s'y prêtant pas, l'expédition d'Égypte et la fondation de la République romaine lui rendirent le service de renouer la coalition. Paul I^{er}, devenu l'allié de la Turquie, obtint accès dans la Méditerranée et s'institua protecteur de l'ordre de Malte et de la cour de Naples. Cette dernière, déjà encouragée par Nelson, commença les hostilités et, le sort de l'Italie remis ainsi en question, Thugut accepta le concours des Russes.

I. — LES RUSSES DANS LA MÉDITERRANÉE².

Comme sa mère, Paul I^{er} détestait la Révolution française. Après Campoformio, il prit à sa solde l'armée de Condé et autorisa Louis XVIII à s'installer à Mitau. On lui rapportait que des Polonais de marque comptaient dans l'armée de Bonaparte et recevaient bon accueil chez l'ambassadeur de France à Vienne. Son entourage, où figura Joseph de Maistre, attisait sa haine. Il prit en amitié les Jésuites qui espérèrent le convertir et, en 1797,

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir p. 478. H. HÜFFER, *Der Rastatter Congress und die zweite Koalition*, cit. p. 523, et *Der Krieg des Jahres 1799 und die zweite Koalition* (Gotha, 1904, 2 vol. in-8°) ; H. WEILL, *Un agent inconnu de la coalition : le général de Stamford d'après sa correspondance inédite* (Paris, 1920, in-8°).

2. OUVRAGES A CONSULTER. — A. TRATCHEWSKI, *Documents diplomatiques concernant les rapports de la France et de la Russie à l'époque de Napoléon I^{er}*, t. I, *Introduction* (Saint-Petersbourg, 1890, in-8° ; t. LXX des publications de la « Société impériale de Russie ») ; *Archives des princes Voronzof*, publiées par P. BARTENIEF, t. VIII à XIII (Moscou, 1884-1902, in-8°) ; K. WALISZEWSKI, *Paul I^{er}*, cité p. 478 ; M. DE TAUBE, *Le tsar Paul I^{er} et l'ordre de Malte en Russie*, dans *Revue d'histoire moderne*, t. VI, ann. 1930, p. 161-177 ; E. RODOCANACCHI, *Bonaparte et les îles Ioniennes*, cité p. 485 ; L. PISANI, *La Dalmatie de 1797 à 1815* (Paris, 1893, in-8°) ; G. REMÉRAND, *Ali de Tébelen, pacha de Janina* (Paris, 1928, in-8°).

prit l'ordre de Malte sous sa protection : la chute de l'île le mit en fureur et il commença d'armer ; en octobre 1798, les chevaliers l'élurent grand maître. Jugeant Naples en danger, il accorda son patronage au roi.

Cette orientation ne résultait pas uniquement de la fantaisie d'un demi-fou. Depuis que Catherine avait atteint la mer Noire, les regards des Russes se portaient vers la Méditerranée. Paul ouvrit au commerce étranger les ports de Crimée ; les navires grecs y trafiquaient ; mais l'ouverture des Détroits était bien souhaitable. Cette politique économique ne constituait qu'un corollaire de la pénétration de l'Empire ottoman amorcée par le traité de Kaïnardgi, qui avait attribué à la tsarine un droit imprécis d'intervention en faveur des chrétiens. La décomposition de la Turquie promettait au tsar de nouveaux progrès. Sélim III s'efforçait bien, depuis 1793, de créer une armée moderne ; mais, dans nombre de provinces, il ne conservait qu'une autorité nominale. Ali-Tepeleni se taillait un sief en Albanie et en Épire ; Pasvan-Oglou, s'emparant de Widin et marchant sur Andrinople, se faisait nommer pacha ; Djezzar régnait en Syrie ; Abd-ul-Aziz, chef des Wahabites, avait conquis le Nedjd, menaçait les villes saintes et le pacha de Bagdad. Les Grecs et surtout les Serbes donnaient des inquiétudes. Les premiers profitaient de la guerre pour se répandre dans la Méditerranée à la faveur de la neutralité turque et formaient maintenant des colonies dans tous les grands ports ; Corai et Rhigas leur parlaient de la Révolution et le drapeau tricolore flottait sur les îles Ioniennes. Les Serbes, exaspérés par les déprédations des janissaires, avaient prêté concours à Joseph II : Kara-Georges et Nénadovitch ne demandaient qu'à aider les Russes.

L'expédition d'Égypte procura un succès imprévu à l'expansion moscovite. Ayant déclaré la guerre à la France, les Turcs jugèrent bon de conclure l'alliance que Paul I^{er} s'empressa de leur offrir. Le traité du 23 décembre 1798 ouvrit les Détroits et les ports ottomans aux Russes pour la durée de la guerre et on convint que leurs forces de terre et de mer, pénétrant en Méditerranée, iraient conquérir les îles Ioniennes ; Corfou succomba la dernière, le 3 mars 1799. Installés sur le pourtour de l'Empire ottoman d'Europe, ils acquirent ainsi une position privilégiée qu'ils n'ont jamais retrouvée ; Malte et Naples, s'il se pouvait, sans compter d'autres souverains italiens, leur fourniraient d'autres bases qui achèveraient de leur conférer la maîtrise de la Méditerranée.

Cependant, à Naples, Marie-Caroline, ajoutant foi aux assurances de Nelson, donnait l'ordre d'envahir la République romaine. Cette initiative enthousiasma Paul I^{er} et, le 29 décembre 1798, il s'allia aux Napolitains et aux Anglais, s'engageant à envoyer des contingents à Naples et en Lombardie.

II. — LA GUERRE EN ITALIE : LA RÉPUBLIQUE PARTHÉNOPEENNE¹.

Les Napolitains, sous la direction du général autrichien Mack, occupèrent Rome le 26 novembre 1798 et, par les soins de Nelson, ils débarquèrent à Livourne. Ils préparaient ainsi un suprême succès aux propagandistes révolutionnaires. Le Directoire déclara la guerre à leur roi et, en sus, au roi de Sardaigne, qui fut réputé complice et se retira à Cagliari. Le Piémont fut occupé tout entier. De Rome, Championnet avait mené sa petite armée derrière le Tibre. Attaqué à Civita-Castellana, il mit ses adversaires en déroute, rentra dans Rome et, prenant à son tour l'offensive, occupa Naples le 23 janvier 1799. Il affectait d'ignorer Faipoult, le commissaire civil. En route, l'armée et nombre de ses chefs se livrèrent au pillage ; le château de Caserte, Versailles napolitain, fut dévalisé ; à Naples, les généraux saisirent toutes les caisses publiques. Championnet montra clairement qu'il se regardait comme le Bonaparte de l'Italie méridionale : liant partie avec la bourgeoisie et les nobles libéraux, il proclama la « République parthénopeenne », dont il leur confia le gouvernement et promit de se contenter d'une contribution de 60 millions. Faipoult intervint pour faire respecter et ses attributions et les intentions du Directoire ; ce dernier ne voulait pas d'une nouvelle république, réservait la conquête comme monnaie d'échange et prescrivait de l'exploiter à fond : c'était revenir à la politique de 1796. Faipoult exigea qu'on lui remit les prises de

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Capitaine P. MAHON, *Études sur les armées du Directoire*, I^{re} partie : Joubert à l'armée d'Italie ; Championnet à l'armée de Rome ; octobre 1798-janvier 1799 (Paris, 1905, in-8° ; publication de l'état-major) ; J. GODECHOT, *Les commissaires aux armées*, cité p. 465 ; B. CROCE, *La Rivoluzione napoletana del 1799* (Bari, 1912, in-8°) ; J. A. VON HELFERT, *Maria-Carolina von Oesterreich, Königin von Neapel und Sizilien* (Vienne, 1884, in-8°) ; A. BONNEFOUS, *Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles* (Paris, 1905, in-8°) ; M. LELI, *La Santa Fede, 1799* (Milan, 1936, in-8°) ; O. A. SHERRARD, *A life of Emma Hamilton* (London, 1927, in-8°) ; A. FRANCHIER-MAGNAN, *Lady Hamilton* (Paris, 1910, in-8°) ; G. CINGARI, *Giacobini e Sanfedisti in Calabria nel 1799* (Messina, 1957, in-8°).

guerre, qu'on plaçât sous séquestre les biens de la couronne et ceux des émigrés qui avaient suivi le roi en Sicile ; il soumit le pays à une contribution mensuelle. Championnet lui tint tête et finalement l'expulsa. Le Directoire les rappela tous les deux ; puis, mieux informé, il fit arrêter le général et le traduisit en conseil de guerre ; plusieurs de ses subordonnés éprouvèrent le même sort ou furent destitués. Pour la première fois, le Directoire entreprenait de mettre les généraux à la raison : ils allaient contribuer à le renverser.

III. — L'AUTRICHE ENTRE EN GUERRE. CARACTÈRES DE LA COALITION¹.

Pour assaillir la République, il fallait à la coalition le concours des Allemands.

Grenville eût préféré celui de la Prusse ; mais elle se déroba. D'ailleurs, Frédéric-Guillaume III n'écouta pas davantage Sieyes, que le Directoire lui envoya en mai 1798. Prospères derrière la ligne de démarcation, « le cercle enchanté », dominant l'Allemagne du Nord, guettant le Hanovre, cherchant à annexer Nuremberg, attendant patiemment les indemnités que leur vaudrait l'abandon de leurs médiocres possessions rhénanes, les Prussiens s'obstinèrent dans la neutralité et collaborèrent, sans remords, à la décomposition de l'Empire dont Görres avait dressé ironiquement l'acte de décès.

Thugut demeura longtemps sur la réserve, d'autant que Pitt ne se montrait pas empressé pour promettre des subsides ; secrètement allié aux Napolitains, le chancelier autrichien ne les aidait pourtant pas ; à défaut de la Prusse, il voulait être sûr de l'appui effectif des Russes. Lorsque Paul I^{er} eut mis en marche une première armée, il se décida enfin et lui livra passage. Un mois s'écoula avant que le Directoire invoquât le *casus belli* : le 22 ventôse an VII (12 mars 1799), il déclara enfin la guerre à l'Autriche, qui se trouva ainsi adjointe à la coalition sans aucun traité. Aussitôt, les Français occupèrent la Toscane et emmenèrent Pie VI à Valence où il mourut en août.

Un drame sanglant marqua le caractère du conflit aux yeux des révolutionnaires. Le 28 avril, dans la nuit, comme les plénipotentiaires français quittaient Rastatt, des hussards autrichiens les assaillirent ; l'un d'eux, Jean Debry, blessé, échappa pour-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 478 et 527.

tant ; les deux autres, Roberjot et Bounier, périrent. A grands cris, « Vengeance ! vengeance ! », le Directoire dénonça l'assassinat comme une manifestation de la haine aveugle que les rois et l'aristocratie vouaient à la République. La préparation de l'attentat reste obscure. Mais on ne saurait douter qu'il eut pour objet d'impliquer l'Empire dans la guerre, c'est-à-dire les souverains de l'Allemagne du Sud, puisque la Prusse persistait dans sa défection. Thugut savait que ces princes ne tenaient nullement à combattre : le duc de Wurtemberg, Frédéric II, ne se dépêtrait pas de ses démêlés avec les *Stände* et, en Bavière, Maximilien-Joseph, qui succéda en 1799 à Charles-Théodore, craignait que le Habsbourg ne contestât ses droits.

La seconde coalition se trouva au complet : Gustave IV n'y ajouta la Suède qu'en octobre 1799 et ne fournit pas de combattants. Thugut n'ayant rien signé, elle présentait moins de solidité encore que la première. Comme toujours, l'Angleterre y figurait la cheville ouvrière et dut financer au moins l'armée russe : 225.000 livres comptant, puis 75.000 par mois. Ses origines mêmes multipliaient de nouveau dans l'assemblage les fissures qui le disloqueraient. Grenville assura Paul I^{er} que la Grande-Bretagne, assiégeant Malte, n'entendait pas la garder ; elle finit par obtenir l'ouverture des Détroits à ses navires marchands ; mais pouvait-on croire qu'elle accordait des subsides aux Moscovites pour leur permettre de régner dans la Méditerranée ? Quant à Thugut, s'il acceptait leur aide, c'était pour conquérir l'Italie : Paul I^{er} comptait-il lui en faire présent ? Et l'Angleterre n'y tenait pas plus que le tsar, ne pensant qu'à enlever à la France les Pays-Bas, dont le chancelier ne se souciait guère.

Les alliés ne manquaient pas d'hommes ; bien que la distance ne permît pas aux Russes d'en envoyer plus de 80.000 en Occident, la supériorité du nombre passa de leur côté. Leur organisation et leurs méthodes de guerre ne réalisèrent aucun progrès ; l'archiduc Charles projetait d'endivisionner les troupes autrichiennes quand les hostilités le prévinrent. L'argent surtout faisait défaut. Durant son règne, Paul I^{er} porta la dette de 43 millions de roubles à 132 et il émit 56 millions de papier ; en Autriche, le déficit se perpétuait ; la dette, de 370 millions de *gulden*¹ en 1792, s'éleva à 572 en 1798 et on n'entretint la guerre qu'au moyen du *Banco-zettel*, dont la circulation passa de 27 millions en 1793 à 200 en 1801.

1. Le *gulden* ou florin valait environ 50 sols de France.

L'économie anglaise, support de la coalition, rencontra des difficultés au cours de l'année 1799. L'étalon d'or suspendu, le numéraire disparaissait, les petites *bank-notes* se multipliaient et l'inflation fit de légers progrès ; il est probable que les banques locales, dont le nombre croissait, enflaient leurs émissions ainsi que les avances. En outre, l'Angleterre souffrit du contre-coup de la crise qui, à la fin de l'hiver, avait éclaté à Hambourg : 20 faillites au moins se déclarèrent à Londres ; l'industrie s'en ressentit, alors que le prix du pain allait croissant, la récolte s'annonçant mauvaise. L'agitation ouvrière détermina Pitt à perfectionner encore la répression en l'étendant au prolétariat : le *Combination act* du 12 juillet 1799 confirma l'interdiction de la grève, ainsi que des associations et des collectes qui les préparaient ou les soutenaient. L'année s'avancant, il fallut cependant acheter au dehors des grains, ce qui fit sortir 3 millions et demi de livres. Malgré tout, le capitalisme britannique, que le gouvernement soutenait avec tant d'adresse, supporta fort bien les chocs. Obligé de renoncer à la convertibilité de la *bank-note*, Pitt endigua l'inflation ; néanmoins, elle se développait assez pour que, les prix continuant à monter, l'entreprise échappât à l'influence déprimante de cette déflation qui accablait le Directoire. Les finances publiques restèrent saines et la Banque put les soutenir en absorbant une quantité raisonnable d'*exchequer bills*.

IV. — LES PRÉPARATIFS DU DIRECTOIRE¹.

Depuis l'automne, la République se préparait à résister ; mais l'effort ne fut pas comparable à celui du Comité de salut public, et on conçoit que le Directoire ne se soit pas pressé d'engager les opérations : quand le printemps commença, il n'était pas encore prêt. Le 18 fructidor avait remis à l'ordre du jour l'armement général de la nation ; cependant, un premier projet de Jourdan, alors député, présenté le 23 nivôse an VI (12 janvier 1798), dut être remis sur le métier et on n'aboutit que le 19 fructidor (5 septembre). La loi Jourdan ou loi de la conscription instituait le service militaire obligatoire de 20 à 25 ans, en exceptant seulement les hommes mariés avant le 23 nivôse an VI : elle réta-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 465 ; G. VALLÉE, *La conscription dans la Charente* [application de la loi Jourdan] (Paris, 1937, in-8°). Pour les réformes financières, voir les textes dans C. BLOCH, *Les contributions directes* (Paris, 1914, in-8° ; recueil publié par la « Commission d'histoire économique de la Révolution »).

blissait donc à titre permanent la levée du 23 août 1793. Les conscrits bons pour le service devaient être portés, au ministère de la Guerre, sur une liste nationale en cinq classes et suivant la date de naissance. Si un contingent devenait nécessaire, le Corps législatif le fixait et le ministre le prélevait en commençant par les plus jeunes. Une autre loi annula les dispenses et exemptions accordées depuis 1793.

Immédiatement, un appel fut décidé ; le 3 vendémiaire an VII (24 septembre 1798), on le fixa à 200.000 hommes. Encore une fois, des difficultés considérables le contrarièrent ; l'état civil était incomplet ou inexistant ; aucune disposition ne réglant l'examen médical, le ministre le plaça sous la direction de jurys recrutés parmi les pères des conscrits, ce qui donna lieu à des abus notoires ; établir la liste nationale apparut pratiquement impossible. 143.000 inscrits furent reconnus bons, ce qui laissait déjà un énorme déchet ; or, il ne s'en trouva que 97.000 pour se présenter aux dépôts ; on les achemina vers les armées par détachements isolés, ce qui favorisa la désertion : 74.000 rejoignirent finalement, soit 51 %. Le 28 germinal an VII (17 avril 1799), le Corps législatif ordonna de compléter le contingent, mais en modifiant profondément la loi : les assujettis furent autorisés à s'assembler préalablement pour trouver des volontaires ou pour tirer au sort entre eux ; le conscrit désigné était admis à présenter un remplaçant : on revenait à la levée de février 1793. Néanmoins, 71.000 hommes seulement répondirent à la convocation, dont 57.000 parvinrent au front.

L'armée du Directoire, devenue une armée de métier, reprit, par cet afflux qui entraînait un nouvel amalgame, un peu du caractère populaire de celle de l'an II. Mais ces renforts ne lui parvinrent pas entièrement avant l'ouverture de la campagne et, contrairement à sa devancière, elle ne posséda pas sur l'ennemi la supériorité numérique. On ne put pas non plus la pourvoir convenablement ; pour habiller, équiper et armer les conscrits, le Corps législatif mit en vente 125 millions de biens nationaux et les grandes lois fiscales de l'an VII témoignent probablement d'un effort semblable. Il fut tardif et insuffisant. Les conscrits partirent sans être complètement en état et, quant aux armées, elles vécurent dans le dénuement, au milieu de pays vassaux ou ennemis, déjà épuisés. En Italie, on tira les principales ressources du Piémont, fraîchement occupé et exploité à fond.

V. — LA CAMPAGNE DU PRINTEMPS 1799¹.

Dans la conception de la campagne, l'esprit de la guerre nouvelle fit totalement défaut. Avec les 45.000 hommes de l'armée du Danube, Jourdan devait envahir l'Allemagne du Sud, Bernadotte le couvrant à gauche sur le Rhin moyen avec 30.000 hommes. Des 100.000 hommes qui se trouvaient en Italie, Schérer ne put en rassembler que 45.000 sur l'Adige. Entre eux deux, Masséna conquerrait les Grisons et menacerait le Tirol. Les Français attaquaient donc partout à la fois, en cordon, au lieu de tirer parti de la Suisse, en y groupant une masse de manœuvre qui pût à volonté se porter en Italie ou en Allemagne pour y assurer une décision. Comme bien on pense, les Autrichiens firent de même ; l'archiduc Charles commandait à 75.000 hommes en Bavière ; Kray en avait 60.000 en Vénétie ; 20.000 autres gardaient le Tirol. Ignorant, paraît-il, leur avantage numérique, ils attendirent les Russes pour s'engager à fond. Entravée par les préoccupations diplomatiques de Thugut, la campagne, lente et décousue, affecta tous les traits d'une guerre d'Ancien Régime.

Masséna réussit le mieux : il occupa les Grisons ; mais, entré en Vorarlberg, il échoua devant Feldkirch. Jourdan s'avança jusqu'au lac de Constance, avec beaucoup de lenteur, et attaqua l'archiduc à Stokach, le 25 mars ; repoussé, il ramena son armée sur le Rhin et donna sa démission ; l'archiduc n'insista pas, car Thugut l'envoya en Suisse. Schérer enleva les positions fortifiées de Pastrengo et de Rivoli ; mais sa manœuvre contre Vérone, mal combinée, l'éprouva durement ; attaqué à son tour à Magnano, le 5 avril, il battit en retraite, bien que la bataille fût restée indécise, et, sans tenter de s'accrocher nulle part, se retira jusqu'à l'Adda, puis abandonna l'armée à Moreau. Kray ne

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Capitaine L. HENNEQUIN, *Zurich. Masséna en Suisse* (Paris, 1911, in-8° ; publication de l'état-major) ; archiduc CHARLES, *Geschichte des Feldzugs von 1799 in Deutschland und in der Schweiz* (Vienne, 1819, 3 vol. in-8°) ; K. VON CLAUSEWITZ, *Hinterlassene Werke*, t. V et VI (Berlin, 1883-1884, 2 vol. in-8°) ; trad. fr. par le commandant NIESSEL, *La campagne de 1799 en Italie et en Suisse* (Paris, 1906, 2 vol. in-8°) ; D. A. MILIOUTINE, *Histoire de la guerre de 1799 entre la Russie et la France* (Saint-Petersbourg, 1853, 3 vol. in-8° ; en russe), trad. allemande sous le titre : *Geschichte des Krieges Russland und Frankreich in Jahre 1799* (Munich, 1856-1858, 5 vol in-8°). Se reporter aussi à H. HÜFFER, *Der Krieg des Jahres 1799 und die zweite Koalition*, cité p. 527. Sur la rupture des jacobins unitaires avec les Français, G. VACCARINO, *Crisi giacobina e cospirazione antifrancese nell'anno VII in Piemonte* (Turin, 1952, in-8°) ; du même, *I patrioti « anarchistes » e l'idea dell'unità italiana* (Turin, 1955, in-8°) ; se reporter aussi aux ouvrages de G. LUMBROSO et R. MORI, cités plus bas, p. 616.

persista pas : il attendit Souvorov qui, amenant 18.000 Russes, prit le commandement. Ce vieil homme, fameux par ses victoires sur les Turcs et les Polonais, était un remarquable entraîneur d'hommes, non un stratège. Du 25 au 27 avril, il attaqua les passages de l'Adda et en força plusieurs, notamment à Cassano ; la division Sérurier fut anéantie. Moreau évacua le Milanais et rassembla les débris à Alexandrie. Souvorov alla faire une entrée théâtrale à Milan, dispersa une bonne partie de ses troupes et n'attaqua Moreau que le 12 mai, sans grand succès ; pourtant, les Français reculèrent de nouveau jusqu'à Gênes et Coni. La politique du Directoire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, avait desservi les Français en Italie. Les partisans de l'unité italienne, d'opinion ordinairement jacobine, déçus par l'attitude du Directoire, avaient pris parti pour les coalisés. Le général Lahoz combattit contre les Français ; dans le Piémont, les Jacobins, parallèlement aux partisans de l'Ancien Régime, organisèrent l'insurrection.

Moreau comptait sur Macdonald, qui ramenait péniblement l'armée de Naples à travers la péninsule insurgée. Au lieu de l'attirer à lui, il lui donna rendez-vous vers Alexandrie. Macdonald franchit l'Apennin et se vit barrer la route par Souvorov sur les bords de la Trébie. La bataille dura trois jours, du 17 au 19 juin ; n'ayant pu forcer le passage, Macdonald repassa la montagne et, se faulant le long de la côte, gagna Gênes. Moreau, qui s'était avancé jusqu'à Marengo, se replia pour le rejoindre.

Les échecs d'Allemagne et d'Italie entraînèrent le recul de Masséna ; il évacua les Grisons et, l'archiduc ayant franchi le Rhin, se retira derrière la Limmat. Attaqué, il gagna, le 4 juin, la première bataille de Zurich ; mais il jugea prudent de repasser la rivière et d'abandonner la ville, pour prendre position entre le Rhin et le lac de Zug, couvert par la Limmat et le lac de Zurich. Toutefois, Lecourbe ayant dû abandonner le Saint-Gothard et la vallée de la Reuss, Masséna pouvait être pris à revers par une armée venant d'Italie.

L'été venu, il y avait lieu de s'attendre à des opérations de grande envergure. Il n'en fut rien : les gouvernements alliés en discutèrent le plan durant des semaines et, en attendant, leurs armées bataillèrent sur place. Souvorov assiégeait les forteresses, qui capitulèrent, y compris Mantoue, avec une incroyable rapidité qui, en France, fit crier à la trahison. Il dut briser un retour offensif de Joubert qui était venu prendre le commandement de l'armée d'Italie en gardant Moreau comme adjoint. Pressé de

retourner à Paris où Sieyes lui destinait un rôle politique, il attaqua, le 15 août, à Novi, sans avoir achevé sa concentration. Dès le début de l'engagement, il fut tué. Moreau contint l'ennemi, mais perdit près du tiers de l'effectif et dut battre en retraite dans la nuit. Maître du Piémont, Souvorov y réinstalla les fonctionnaires de Charles-Emmanuel, conformément aux intentions du tsar, et projeta d'envahir le Dauphiné.

Ses agissements ne faisaient pas le compte de Thugut, qui le regardait comme un simple auxiliaire et entendait régler seul le sort de l'Italie : son commissaire refusa de reconnaître les agents du roi de Sardaigne. Le ministre n'était guère moins inquiet de ce qui se passait dans le sud de la péninsule. Macdonald n'y avait laissé que de faibles forces ; une escadre anglaise entra dans le port de Naples ; le cardinal Ruffo soulevait les paysans ; des Russes et des Turcs arrivèrent de Corfoue ; en juin, les défenseurs de la capitale, cernés dans les forts, capitulèrent. Nelson cassa la convention et abandonna les patriotes, nobles et bourgeois, à une atroce répression. Mais le roi Ferdinand ne s'en tint pas là : il voulait s'emparer de tout ou partie des domaines pontificaux ; en septembre, ses troupes y entrèrent et, aussitôt, les Autrichiens y pénétrèrent par le nord.

Les Anglais inclinaient à approuver le tsar de rétablir en Italie les souverains légitimes ; mais ils désiraient surtout que les coalisés concentrassent leurs efforts sur la Suisse et les Pays-Bas. L'espoir renaissait à Londres d'une restauration des Bourbons et les contre-révolutionnaires, comme toujours, s'offraient à l'ennemi. Wickham revint s'installer en Suisse : il y prépara l'insurrection de la Franche-Comté et du Midi ; Bourmont se préparait à soulever l'ouest encore une fois ; on comptait aussi acheter Barras. Le gouvernement britannique insista donc pour qu'on chassât les Français de Suisse et qu'on envahît leur pays par la porte de Bourgogne. Abandonnant l'Italie à Thugut, il obtint que l'archiduc Charles allât combattre Masséna et il persuada Paul I^{er} d'assigner même tâche à une seconde armée, de 28.000 hommes, confiée à Korsakov ; pour prendre les Français à revers, il suggéra que Souvorov quittât l'Italie pour escalader le Saint-Gothard. Rien ne convenait mieux à Thugut. On représenta au tsar que la délivrance des cantons constituait un exploit digne du sauveur de l'Europe, et Paul I^{er} céda.

Bien avant qu'on passât à l'exécution, un autre projet anglais l'entrava. Il s'agissait de reconquérir la Hollande et la Belgique. Dès le mois de mai, le tsar s'était aussi laissé convaincre d'en-

voyer 18.000 hommes se joindre à l'expédition que préparait le duc d'York. Thugut ne s'intéressait pas beaucoup aux anciens domaines autrichiens des Pays-Bas ; mais, si on les reprenait aux Français, il prétendait en disposer : le 30 juillet, l'archiduc Charles reçut l'ordre de quitter la Suisse et de gagner Mayence. Les Russes ne devant arriver qu'en septembre, il perçut le danger, ne se pressa point, et la discussion continua durant le mois d'août.

Comme en 1793, les coalisés donnèrent ainsi à la République le temps d'aviser ; toutefois, en dépit des instances du Directoire, les généraux français se jugèrent hors d'état de rien entreprendre avant la fin de l'été et, à cette époque, la guerre avait, depuis longtemps, provoqué en France des événements décisifs.

CHAPITRE IX

LA CRISE DE L'AN VII EN FRANCE¹

Sans la rendre populaire, la paix continentale avait procuré un répit à la dictature directoriale. La guerre recommençant, on lui en imputa la responsabilité et ses dirigeants en furent les premières victimes ; puis les échecs, se succédant, compromirent définitivement le régime institué par les thermidoriens. On vit renaître la guerre civile et, l'invasion menaçant, reparaitre les mesures de salut public. Une dernière réaction anti-jacobine prépara l'avènement de la dictature militaire.

I. — LA JOURNÉE DU 30 PRAIRIAL AN VII (18 JUIN 1799)².

Au début de germinal an VII (fin mars 1799), aucun revers ne faisait encore oublier la conquête de Naples. Pourtant les élections s'annonçaient mal pour le Directoire, car, depuis l'automne, la guerre menaçante avivait le mécontentement par la stagnation des affaires, l'augmentation des impôts et surtout la conscription. Le médiocre résultat de la loi Jourdan témoigne de la crainte qu'inspirait le service militaire ; en outre, elle accrut partout le désordre. En novembre 1798, une partie des campagnes belges, wallonnes aussi bien que flamandes, déjà si agitées par les conflits religieux, s'insurgèrent et cette « guerre des paysans », qui dura deux mois, laissa le pays fort troublé. En France, on craignait tellement une nouvelle Vendée que l'on autorisa le gouvernement à suspendre, dans l'Ouest, l'application de la loi ; la chouannerie n'en reprit pas moins force : en mars, la ville de Château-Gontier fut surprise. Partout, insoumis et déserteurs se joignaient aux bandes dont les attentats se multipliaient.

L'opinion la plus générale reprochait au Directoire d'avoir

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir p. 465.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — A. MEYNIER, *Les coups d'État du Directoire*, t. II, cité p. 502. Le rôle des généraux dans l'opposition au Directoire a été mis en lumière par J. GODECHOT, *Les commissaires aux armées*, cité p. 465.

provoqué la guerre, tandis que les Jacobins l'accusaient de ne pas savoir la préparer et de permettre à la contre-révolution de faire, une fois de plus, le jeu de l'ennemi. La majorité des Conseils ne se sentait pas insensible à ces reproches différents, d'autant qu'elle supportait impatiemment la dictature de l'exécutif. Comme de coutume, le Directoire dénonça la coalition des royalistes et des anarchistes, en visant particulièrement ces derniers pour se concilier la bourgeoisie. « Voudriez-vous voir apparaître la loi du maximum ? », disait une circulaire de François de Neufchâteau. Pour préparer les élections, on usa des procédés ordinaires, avec moins d'énergie qu'en l'an VI, probablement parce que les fonctionnaires sentaient la pression peu efficace. Il suffit souvent, en effet, aux candidats d'être recommandés par eux pour échouer. Ne pouvait-on du moins recommencer le coup du 22 floréal ? L'attitude des Conseils ne permit pas d'y penser. Il s'était trouvé encore une fois des électeurs pour former des assemblées électorales scissionnaires ; mais leurs élus furent systématiquement écartés au profit de ceux des « assemblées-mères ».

Le Directoire ayant principalement combattu les Jacobins, sa défaite fut regardée comme leur victoire. Tel n'était pourtant pas le cas. Les thermidoriens, on devait le voir bientôt, conservaient la majorité. Celle-ci, très animée contre les directeurs, se mit d'accord avec les Jacobins pour les renverser ; mais ses tendances politiques et sociales restaient les mêmes. La crise se déroula ainsi en trois actes : chute du second Directoire ; apparent triomphe de la gauche ; violente et victorieuse réaction anti-jacobine.

Durant les semaines qui suivirent les élections, la situation de la République devint critique : Naples et Milan perdues, la Suisse envahie. A l'intérieur, « tout se décompose », dit un rapport du 18 prairial. L'animosité contre les directeurs s'accrut : incapables ou criminels ? L'accusation de trahison reparut : les adresses qui commençaient à venir des départements inculpaient nettement Schérer, l'ancien ministre de la Guerre. Lucien Bonaparte fulminait contre les commissaires aux armées et les généraux firent chorus. La collusion de ceux-ci avec les opposants, visible dans la presse et les discours, ressort clairement de la place que leur firent les Cinq-Cents dans leurs listes de candidats au Directoire au cours de la crise : l'une d'elles comprit sept généraux et amiraux sur dix noms. A la fin de germinal, l'examen des mesures financières devenues indispensables tendit à l'extrême

les rapports du Directoire et des Conseils sortants ; le bruit courut d'un nouveau fructidor, pourtant impossible, le gouvernement étant brouillé avec les généraux, d'ailleurs vaincus et sans prestige.

Avant même que les nouveaux Conseils se fussent réunis le 1^{er} prairial, le sort se prononça dans leur sens : Reubell quitta le Directoire et les Anciens le remplacèrent par Sieyes. On savait celui-ci ennemi des dirigeants : les hostilités s'ouvraient. On n'ignorait pas non plus qu'il souhaitait changer la constitution et Barras avait aidé à son élection : le cheval de Troie entra dans la place. Rentrant de Berlin, il ne prit siège que le 21 prairial (9 juin) : dix jours lui suffirent pour parvenir à ses fins ; on peut donc se demander si cette « taupe de la Révolution », comme l'appelait Robespierre, n'intriguait pas depuis longtemps.

Tout à coup, le 28 prairial (15 juin), Poullain-Grandprey rappela que le message du 17, demandant au Directoire un exposé de la situation, restait sans réponse et fit décider que les Cinq-Cents se tiendraient en permanence pour l'attendre ; les Anciens les imitèrent. Le soir, l'élection de Treilhard en l'an VI fut attaquée sous prétexte qu'il était alors sorti du Corps législatif depuis moins d'un an ; l'objection avait été écartée, l'année précédente, le délai devant se compter de la sortie de charge jusqu'à la rentrée en fonction, non jusqu'à l'élection. Il n'en fut pas moins chassé du Directoire où l'on fit entrer Gohier, président du tribunal de cassation, qui, ministre de la Justice en l'an II, passait pour Jacobin. Le 30, l'assaut reprit, contre La Revellière et Merlin cette fois. Depuis la veille, Sieyes et Barras les pressaient de donner leur démission pour éviter la mise en accusation. Une délégation des Anciens vint les supplier de céder. Merlin capitula le premier ; puis La Revellière se résigna. On leur substitua Roger-Ducos, désigné par Sieyes, et Moulin, général obscur, Jacobin, choisi par Barras. Les ministres disparurent aussi, sans excepter Talleyrand.

La journée du 30 prairial an VII (18 juin 1799) ne fut donc pas un coup d'État : les deux directeurs n'osèrent pas braver la mise en accusation qui était légale ; mais c'était un 9 thermidor qui rendait aux Conseils la haute main sur l'exécutif. Toutefois, elle ne subordonna pas celui-ci, ni ne l'affaiblit, comme la Convention avait fait des Comités thermidoriens. Sieyes imposa ses vues et, dans son obstination à préparer la ruine du régime, manifesta une habileté et une fermeté qui contrastent avec la médiocrité dont il fit preuve au 18 brumaire.

Le 30 prairial fut, d'autre part, la journée des généraux. Bernadotte reçut le ministère de la Guerre, Joubert le commandement de l'armée d'Italie ; Championnet sortit de prison et on lui confia l'armée en formation sur les Alpes contre Souvorov. Les commissaires aux armées achevèrent de perdre toute autorité : Rapinat avait donné sa démission ; arrivé en Italie, Joubert renvoya Laumond en France.

Enfin, le 30 prairial figura la revanche du 22 floréal : les trois nouveaux directeurs étaient des « floréalisés ». L'entrée aux Finances de Robert Lindet, ancien membre du Comité de salut public, parut symbolique. Cette impression fut confirmée par de nombreuses destitutions et par la nomination de Jacobins notables. Avant même que les Anciens eussent ratifié le rétablissement de la liberté de la presse, les journaux reparurent. Les clubs aussi se rouvrirent ; le plus fameux siégea dans la salle du Manège que les Cinq-Cents avaient quittée en l'an VI pour le Palais ci-devant Bourbon : le premier « régulateur » en fut Drouet, qui avait été impliqué dans la conspiration de Babeuf.

II. — LES LOIS JACOBINES¹.

Que les Jacobins eussent triomphé, c'est ce que parut démontrer le vote des lois que la gauche obtint sans délai, en invoquant le péril de la République, parce que, comme dans la Convention, une partie de la majorité n'y était pas insensible et que, encore excitée par la lutte contre les directeurs, elle mit quelques jours à se rendre compte qu'elle glissait vers un nouveau gouvernement révolutionnaire.

Proposée par Jourdan, la loi du 10 messidor (28 juin) réalisa, comme il disait, « la levée en masse » : les cinq classes de conscrits furent appelées intégralement et le remplacement supprimé. On estime à 223.000 le nombre des assujettis, dont 116.000 partirent, soit de nouveau 51 %. Un mois après, une autre loi ordonna de réorganiser la garde nationale : ce ne fut pas un vain mot, puisqu'elle fournit les colonnes mobiles contre les rebelles.

Avec les hommes, les biens. Les réquisitions prirent l'essor, ouvertement généralisées cette fois par injonctions du Directoire aux autorités départementales. Jourdan avait fait adopter, en même temps que la levée, un emprunt forcé de 100 millions. On

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 465. A. MEYNIER, *Les coups d'État du Directoire*, t. III : *Le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799) et la fin de la République* (Paris, 1928, in-8°).

n'en fixa les modalités, avec beaucoup de peine, que le 19 thermidor (6 août). Il atteignit, d'après un tarif progressif, ceux qui payaient au moins 300 francs d'impôt foncier ainsi que les revenus mobiliers, estimés en équité par un jury de citoyens non soumis à l'emprunt, à partir de 10.000 francs, avec cette aggravation qu'une fortune spéculative pouvait être taxée pour la totalité du revenu.

Vint ensuite une loi répressive, celle des otages, le 24 messidor (12 juillet). Dans les départements déclarés, pour tout ou partie, en état de trouble par le Corps législatif, l'administration centrale devait choisir des otages parmi les parents d'émigrés et de rebelles, afin de les interner ; en cas d'assassinat d'un fonctionnaire, d'un militaire, d'un acquéreur de biens nationaux, le Directoire en déporterait quatre ; en outre, tous supporteraient solidairement une amende et la totalité des dommages. Une amnistie s'offrait aux rebelles, les chefs exceptés, à condition de livrer leurs armes ; faute d'en profiter, ils seraient traduits devant une commission militaire et exécutés sur simple constatation d'identité.

Enfin, ce même 24 messidor, un rapport fut présenté sur les mises en accusation réclamées de toutes parts : il conclut affirmativement pour les quatre directeurs dépossédés et pour Schérer. Les Cinq-Cents admirent l'inculpation ; la loi exigeait une instruction qui devait prendre trente-trois jours avant même qu'elle passât aux Anciens : la résistance eut le temps de s'organiser.

III. — LA DERNIÈRE RÉACTION ANTI-JACOBINE¹.

À la fin de messidor, cette résistance se révélait déjà vigoureuse et, le 26 (14 juillet), Sieyès lança un premier avertissement. Il ne répugnait pas aux mesures de salut public ; la majorité non plus ; mais à la condition expresse de s'en réserver l'application afin de la contrôler strictement. Les Jacobins effrayaient en déclarant que les lois récentes resteraient vaines si on ne réveillait dans le peuple l'ardeur d'antan ; d'où la conclusion que, bientôt, ils prétendraient associer le peuple au pouvoir et qu'on allait revoir, pour le moins, les comités révolutionnaires. Le rapport

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Voir p. 465 et 538. E. DAUDET, *Histoire de l'émigration. Les émigrés et la seconde coalition, 1797-1800* (Paris, 1887, in-8°) ; G. CAUDRILLIER, *L'association royaliste de l'Institut philanthropique de Bordeaux et la conspiration anglaise en France pendant la seconde coalition* cité p. 475 ; B. LAVIGNE, *Histoire de l'insurrection royaliste de l'an VII* (Paris, 1887, in-8°) ; abbé J. LACOUTURE, *Le mouvement royaliste dans le Sud-Ouest* (Hosségour, 1933, in-8°) ; L. DUBREUIL, *Histoire des insurrections de l'Ouest*, cité p. 329 ; J. GODECHOT, *La contre-révolution*, cité p. 159, chap. XVII.

du 18 prairial, déjà cité, conseillant d'envoyer en province des agents pour stimuler l'administration, comme on avait fait après le 10 août, prenait soin d'ajouter qu'il fallait les choisir « dans la classe des gens probes et aisés ; ils doivent être les protecteurs des personnes et des propriétés ». A l'opposé, Lamarque tenait des propos non moins expressifs : « Les uns veulent qu'on mette en usage la force populaire pour repousser les barbares ; les autres craignent l'emploi de cette force toute-puissante, c'est-à-dire qu'ils redoutent plus la masse des républicains que les hordes du Nord. »

Incontestablement, la levée en masse et les réquisitions redoublaient dans le pays la peur et l'irritation ; néanmoins, ces sentiments s'avivèrent surtout au sein de la haute bourgeoisie, seule atteinte par l'emprunt forcé. Lindet réussit à faire accepter par un certain nombre de banquiers et de fournisseurs une combinaison de trésorerie, qui mobilisa une partie du produit qu'on attendait de l'emprunt, et Perregaux donna le bon exemple. Mais, en général, les récriminations et la résistance passive annoncèrent l'échec et on n'encaissa guère plus que le tiers de la somme espérée. Nombre de riches quittaient Paris en licenciant leur personnel et on annonça que des manufactures allaient fermer.

Au sein du Directoire et chez ses partisans, on s'inquiétait surtout des poursuites contre les « prairialisés » ; si elles aboutissaient, de nouvelles « charrettes » se préparaient. Barras et surtout Sieyes étaient maintenant attaqués. De ce dernier, on disait qu'il avait passé accord à Berlin pour l'abandon de tout ou partie des conquêtes et le rétablissement de la monarchie au profit du duc d'Orléans ou du duc de Brunswick. Que, dans la majorité et parmi les généraux, certains aient pensé à une restauration, comme en l'an III, ce n'est pas douteux. En tout cas, l'imputation effrayait Sieyes. La plupart des journaux, des brochures, des placards invectivaient contre les lois de messidor. Les clubistes ne répugnaient pas aux manifestations provocantes — tel le toast de Jourdan, le 14 juillet : « A la résurrection des piques ! » — non plus qu'aux propos hostiles aux riches. La jeunesse dorée vint menacer le Manège : on en vint aux mains. Dans plusieurs villes, à Rouen, Amiens, Caen, des conflits semblables troublèrent l'ordre ; à Bordeaux, le sang coula. Bien que ses adversaires évoquassent le souvenir du 31 mai, la gauche ne pouvait compter sur un mouvement des masses découragées par une longue réaction et retombées dans leur indifférence ; il ne lui

restait aucun moyen d'organiser un tel mouvement et elle n'émut jamais que quelques centaines de manifestants, artisans, boutiquiers, employés, demeurés fidèles à leurs souvenirs. Le gouvernement tenait toute l'administration en mains et, depuis le 18 fructidor, il conservait à Paris une garnison d'une vingtaine de mille hommes. La seule précaution qui s'imposât était de mettre la majorité en garde et, par une attitude décidée, d'empêcher qu'elle ne s'effritât. Ce fut à quoi Sieyes s'employa avec décision.

Le 8 thermidor (26 juillet), Cornet, un de ses affidés, fit tout à coup décider par les Anciens qu'aucune société politique ne serait plus admise dans l'enceinte du Corps législatif. Le Manège étant une annexe des Tuileries où siégeaient les Anciens, le club se transporta dans l'église de la rue du Bac. Mais, après Cornet, Courtois, le fâcheux ami de Danton, avait affirmé que les terroristes complotaient d'assassiner les directeurs et de convoquer une Convention. Une commission fut chargée d'enquêter; elle ne put signaler, le 13, que deux affiches jugées séditeuses, mais n'en fit pas moins inviter le Directoire à « appliquer la Constitution ». Deux jours auparavant, le ministère de la Police venait d'être confié à Fouché et, le 24 (11 août), le général Marbot, destitué, céda le commandement de la 17^e division à Lefebvre. Le même jour, commençait la discussion finale sur les mises en accusation des « prairialisés » : le 26, Fouché ferma le club et, le 1^{er} fructidor (18 août), l'accusation fut rejetée par 217 voix contre 214, ce qui indique qu'elle eût fort bien pu l'emporter si les hésitants n'avaient pas été intimidés par le coup que Sieyes venait de frapper. Désormais, les clubs ne firent plus parler d'eux et les récriminations de la gauche demeurèrent vaines. Entre Sieyes et les Jacobins, la rupture était consommée; Barras, compromis des deux côtés, se trouva isolé.

La gauche trouva néanmoins occasion de reprendre l'offensive à deux reprises. L'insurrection royaliste éclata tout à coup, le 18 thermidor (5 août), dans la Haute-Garonne et les cantons voisins sous la direction de l'ex-général Rougé et du comte de Paulo. Elle fut redoutable et Toulouse se trouva un moment cernée. Mais elle demeura isolée : dans l'ouest, Bourmont ne parut qu'à la fin d'août et fixa la prise d'armes à la mi-octobre. Toulouse était aux mains des Jacobins depuis l'an IV et ne se laissa pas prendre; aux alentours, des administrateurs et des officiers républicains tinrent bon et, après quelques succès, les rebelles furent peu à peu dispersés; ceux qui s'obstinèrent livrèrent, le

1^{er} fructidor (18 août), à Montréjeau, un combat qui se termina par leur déroute.

A Paris, la nouvelle parvint le 26 thermidor, au moment où l'on fermait le club. L'émotion porta les Conseils à autoriser, sans désespérer, les visites domiciliaires pour un mois et, ultérieurement, à déclarer en état de trouble bon nombre de cantons sans qu'à la vérité, la loi des otages s'y soit trouvée effectivement appliquée. Sieyes, de son côté, fit ordonner la déportation du personnel de 34 journaux royalistes qui restait sous le coup de la loi du 19 fructidor an V ; mais il profita de l'occasion pour faire coup double : le lendemain, un autre arrêté décréta d'arrestation, sous prétexte de conspiration, le personnel de 16 autres journaux et, cette fois, les feuilles jacobines figuraient sur la liste.

Le désastre de Novi date du 28 thermidor (15 août) ; il fit moins d'impression que le débarquement des Anglais en Hollande, le 10 fructidor (27 août). On entrevit une nouvelle invasion s'ils poussaient rapidement vers le sud et l'alarme fut chaude. Le 27 (13 septembre), Jourdan proposa aux Cinq-Cents de déclarer la patrie en danger. Le tumulte se déclancha et les tribunes s'y mêlèrent : ce fut la dernière des séances dramatiques de la Révolution. Lucien Bonaparte se tourna contre les Jacobins et Daunou mit la majorité en demeure : ou la déclaration était pure rhétorique ; ou on l'invoquerait ensuite pour arracher des mesures que les précédents ne laissaient que trop prévoir. Boulay finit par obtenir l'ajournement. Cependant, la foule s'assemblait et on se demandait ce que ferait Bernadotte, que les Jacobins pressentirent. Il craignait trop les risques, malgré ses gasconnades, pour ne pas se réserver. Mais Sieyes trancha dans le vif et lui fit écrire que le Directoire acceptait sa démission, qu'il n'avait pas donnée. Le 28, la motion de Jourdan fut rejetée. Soudain, d'éclatantes victoires vinrent changer la situation du tout au tout et mettre le sceau au discrédit de la gauche.

IV. — LA CAMPAGNE D'AUTOMNE¹.

L'archiduc Charles, avant de quitter la Suisse, avait tenté vainement d'écraser Masséna, le 17 août ; le 30, une attaque des Français échoua pareillement. Au début de septembre, Charles dut se résigner à obéir : il descendit le Rhin et ne servit plus à

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 534. Pour la Hollande, l'ouvrage de P. BLOK, cité p. 5 ; V. DE COUCHARD, *Études historiques sur le maréchal Brune* (Brive et Paris, 1918, in-8°).

rien. Toutefois, les Anglais, à force d'instances, avaient obtenu de Thugut que Hotze, lieutenant de l'archiduc, restât sur ses positions avec 25.000 hommes : il garda la Linth, pendant que Korsakov s'installait à Zurich et sur la Limmat. Entre temps, Lecourbe, aidé par Turreau venu du Valais, avait repris les cols du Grimsel et du Saint-Gothard ; il tenait de nouveau la vallée de la Reuss ; Molitor s'était avancé jusqu'à Glaris. La route se fermait ainsi à Souvorov qui ne quitta l'Italie que le 11 septembre. Provisoirement couvert à l'arrière, Masséna, aussitôt l'archiduc parti, surprit le passage de la Limmat à Dietikon et, coupant en deux l'armée de Korsakov, rejeta la droite vers le Rhin, tandis qu'il cernait la gauche dans Zurich. Korsakov échappa difficilement et repassa le Rhin avec les débris de ses forces. Simultanément, Soult mettait en déroute le corps de Hotze qui fut tué. La seconde bataille de Zurich avait duré trois jours, du 3 au 5 vendémiaire an VIII (25-27 septembre 1799).

Cependant, Souvorov, après avoir franchi le Saint-Gothard, refoulait pas à pas Lecourbe jusqu'à Altdorf. Là, il dut obliquer à travers la montagne, faute de route le long du lac, et vint se heurter à Mortier que Masséna, victorieux, accourut soutenir. Laissant devant eux Rosenberg, Souvorov se porta contre Molitor qui, refoulé le long de la Linth, repoussa tous les assauts à Nâfels. Apprenant enfin le désastre de Hotze, Souvorov ne pensa plus qu'à se dérober à travers les Alpes. Il n'y réussit que grâce à la résistance de Rosenberg, qui barra la route à Masséna. Les Russes, très éprouvés, atteignirent le Rhin, le 7 octobre, à Ilanz, d'où ils gagnèrent le Vorarlberg.

En Hollande, l'expédition britannique débarqua au Helder le 10 fructidor (27 août) ; la flotte batave se rendit sans combat et fut, pour les Anglais, le seul profit de l'expédition. Les Russes vinrent en renfort et le duc d'York prit le commandement. Son offensive fut arrêtée à Bergen, le 19 septembre, par l'armée franco-batave sous les ordres de Brune. Le 2 octobre, ce dernier dut reculer sur Castricum ; mais, le 6, il y repoussa de nouveau l'ennemi. L'insurrection annoncée par les Orangistes ne se produisit pas ; la rupture des digues et une pluie continuelle, l'insuffisance du ravitaillement, les épidémies rendirent bientôt la situation des envahisseurs intenable : le 26 vendémiaire an VIII (18 octobre), le duc d'York signa à Alkmaar une convention d'évacuation. On transporta les Russes à Jersey dans le vain espoir d'organiser une descente en Bretagne.

Paul I^{er}, qui avait déjà fort mal pris l'échec de Souvorov,

rappela ses troupes, le 23 octobre, en adressant à l'Autriche une lettre de rupture : la coalition se décomposait.

A l'annonce des victoires s'ajoutait en France une nouvelle qui parut miraculeuse : le 17 vendémiaire (9 octobre), Bonaparte avait débarqué à Fréjus et il cheminait vers Paris, déchainant partout l'enthousiasme. Le retour de « l'invincible » achevait de donner l'assurance que la République était sauvée.

Depuis le début de la guerre, le rythme avait toujours été le même : la défaite suscitait des mesures extrêmes, la victoire les rendait inutiles ; dans le péril, les Jacobins s'imposaient parce qu'audacieux et intransigeants ; le danger passé, les modérés triomphaient à bon compte. On vit donc la réaction s'affirmer. Les Cinq-Cents décidèrent de modifier la loi des otages et la législation sur les émigrés. Aux Anciens, un rapport sur l'emprunt forcé proposa, le 9 brumaire (31 octobre), de le remplacer par une augmentation des impôts directs. « La contre-révolution est faite », s'écria Lesage-Senault. Le débat se poursuivit les 16 et 17 ; il devait reprendre le 18 : ce fut le jour du coup d'État.

CHAPITRE X

LE 18 BRUMAIRE¹

Le péril immédiat s'évanouissait pour le Directoire ; mais pour combien de temps ? La méthode autoritaire, pratiquée depuis le 18 fructidor, manquait visiblement d'efficacité, parce qu'on prétendait l'associer à la Constitution libérale de l'an III qui entretenait l'instabilité et le conflit des pouvoirs. Puisque les thermidoriens reconnaissaient, après les Montagnards, que la guerre imposait la dictature révolutionnaire, il fallait organiser celle-ci, de manière pourtant que la bourgeoisie n'en souffrit pas. Tel fut l'objet du 18 brumaire. La bourgeoisie eut le profit durable du coup d'État voulu ou approuvé par elle ; mais il lui retira la direction de l'État parce que, dans l'exécution, les circonstances conférèrent subitement le rôle prédominant à l'armée, c'est-à-dire à Bonaparte.

I. — LES REVISIONNISTES².

La crise de l'an VII était conjurée ; mais attendrait-on, après une si rude épreuve, que les mêmes causes en vinssent provoquer une nouvelle ? Au printemps, on ne combattrait plus que l'Autriche, il est vrai ; pourtant, la guerre reprendrait, avec tous ses hasards. A l'intérieur, la guerre civile continuait. Le 14 octobre,

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — A. VANDAL, *L'avènement de Bonaparte*, t. I : *La genèse du Consulat. Brumaire* (Paris, 1903, in-8°) ; L. MADELIN, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. II, cité p. 465 ; A. MEYNIER, *Les coups d'État du Directoire*, t. III : *Le 18 brumaire an VIII*, cité p. 541.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — A. MATHIEZ, *Saint-Simon... et la réforme de la Constitution de l'an III*, cité p. 498 ; R. GUYOT, *Du Directoire au Consulat : les transitions*, dans la *Revue historique*, t. CXI, ann. 1912, p. 1-31 ; B. MUNTEANO, *Les idées politiques de Madame de Staël* (Paris, 1931, in-16) ; les biographies de Mme de Staël, citées p. 235, et les publications posthumes de ses œuvres : *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française* (Paris, 1818, 2 vol. in-8°) ; *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution et des principes qui doivent fonder la République en France* (Paris, 1906, in-8°). ouvrage rédigé en 1799 et étudié, dès 1904 (Paris, in-8°), par É. HERRIOT, *Un ouvrage inédit de Madame de Staël. Les fragments d'écrits politiques (1799)*.

au signal donné par Bourmont, les chouans s'emparèrent du Mans ; puis, ce fut le tour de Nantes ; ensuite de Saint-Brieuc. Succès éphémères, sans doute : en Vendée, Travot étouffa promptement la rébellion et, au nord de la Loire, Hédouville put bientôt négocier la pacification. Restait, néanmoins, que la contre-révolution menaçait toujours. D'ailleurs, maintenant que les armées étaient ramenées aux frontières, où trouverait-on l'argent ? Les fonctionnaires et les rentiers criaient famine ; tous les services publics demeuraient en souffrance. La nation réclamait la paix, sans se soucier du régime qui la lui procurerait, si du moins il respectait, pour l'essentiel, l'œuvre sociale de la Constituante. La bourgeoisie voyait plus loin. Pour l'instant, elle se rassurait : Sieyes tenait le gouvernail bien en mains et on allait rapporter ou atténuer les lois de messidor. Toutefois, l'épouvantail jacobin l'effrayait toujours : quel gouvernement sortirait des élections de l'an VIII ? Pour les thermidoriens, cette question se posait au premier plan parce qu'ils voulaient garder le pouvoir, afin de défendre la Révolution et la République assurément, mais aussi par souci personnel. De toute manière, l'incertitude devenait insupportable : on désespérait à l'idée que, chaque année, tout serait à recommencer.

Enfin, qu'allait-on faire de Bonaparte ? Arrivé à Paris le 14 octobre, il montrait une discrétion toute républicaine et fréquentait l'Institut, où il fraternisait avec les idéologues. Tous les yeux, cependant, se tournaient vers lui. Personne ne semblait se souvenir que, de la nouvelle guerre, il assumait la principale responsabilité et que, dans les victoires récentes de la République, il ne comptait pour rien. On ne songeait pas à lui reprocher l'aventure égyptienne : exilé par les méchants directeurs, il avait déjoué la trame ; et par quel prodige ? En échappant deux fois miraculeusement à Nelson ! Son étoile portait chance. Jamais il n'eut meilleure occasion de se confirmer dans la pensée qu'il lui importait moins de convaincre la médiocre intelligence des hommes que de subjuguer leur imagination par des entreprises fabuleuses et de gagner les plus obtus par le hasard magique d'in vraisemblables succès. Après Campoformio, il avait été le conseiller du gouvernement ; on pouvait le charger de conduire la guerre comme généralissime. Comment croire qu'il se contenterait à si bon compte ? Légalement, il était trop jeune pour qu'on le nommât directeur ou ministre.

Le besoin d'une revision de la Constitution devenait donc chaque jour plus pressant. Depuis le 18 fructidor, cette idée ne

cessait de rallier de nouveaux partisans. Les triumvirs, n'osant pas la croire réalisable en France, avaient pourtant manifesté leur sentiment en rédigeant les constitutions des républiques-sœurs : elles ne reproduisaient celle de l'an III qu'en la modifiant profondément, afin d'accroître l'autorité du pouvoir exécutif. Benjamin Constant, Mme de Staël, les idéologues héritiers de la pensée philosophique du siècle s'orientèrent de même. Le revisionniste par excellence était Sieyes qui, dès l'an III, opposait son plan à celui qu'on adopta ; depuis, ses idées avaient évolué ; nous ne les connaissons que par les conversations postérieures au coup d'État que rapportent Boulay, Daunou et Rœderer ; mais elles ont inspiré en partie la Constitution de l'an VIII.

Une revision immédiate étant impossible, Sieyes méditait un coup d'État depuis son élection. Le jugeât-elle indispensable, la majorité, dans les Conseils, n'en prendrait pas l'initiative. Il serait donc militaire et anti-parlementaire comme au 18 fructidor ; mais aussi beaucoup plus chanceux. En l'an V, les Conseils avaient cédé au Directoire sous prétexte de sauver la Constitution ; cette fois, il s'agissait, non seulement de la violer, mais de rogner leurs attributions ; s'ils résistaient, il faudrait les chasser. La conséquence échappa-t-elle à Sieyes ? De toute évidence, le coup d'État, ainsi exécuté, aboutirait à la dictature militaire. Aurait-il même, au préalable, conclu un accord avec les chefs militaires, rien ne pourrait ensuite empêcher ces derniers de ne respecter l'accord qu'à leur convenance. Comptait-il donc que, l'intimidation suffisant, les Conseils accepteraient d'élaborer, de concert avec lui, la nouvelle constitution ? Comme il ne la prépara pas, on doute qu'il nourrit pareille illusion et, en ce cas, à moins de supposer qu'il fit en même temps bon marché de sa personne, il mena l'affaire avec une légèreté dont il fut victime.

Pour l'armée aussi, les circonstances différaient beaucoup de celles de l'an V. Elle avait alors aidé de bon cœur à chasser les royalistes ; cette fois, il s'agissait de républicains et même de Jacobins ; bien qu'elle n'aimât pas les « avocats », il fallait, pour l'entraîner, un chef d'un prestige éclatant et, en outre, d'un passé révolutionnaire hors de conteste. A l'un et l'autre égard, nul n'égalait Bonaparte : le hasard l'amenait à point. Lui-même ne pouvait rien qu'en s'accordant avec les conjurés. Ayant quitté son armée sans ordre, sa situation légale était contestable ; général en disponibilité, il ne pouvait prendre le commandement à Paris que s'il trouvait des complices dans le Directoire et dans les Conseils. La difficulté fut qu'il ne voulait pas entendre parler

de Barras, sauf pour l'acheter sans doute, et qu'il détestait Sieyès. Talleyrand s'entremet. Cambacérès, ministre de la Justice, était apparemment dans le secret. On ne dit rien à Fouché, paraît-il ; mais, bien renseigné, il se fit complice officieux. Aux Anciens, le président Lemercier et les inspecteurs de la salle jouèrent un rôle décisif ; aux Cinq-Cents, on comptait sur Lucien, porté à la présidence. Quelques généraux, Jourdan, Augereau, Bernadotte, se montrèrent réticents ; la plupart se rallièrent joyeusement à Bonaparte ; Moreau lui-même se sentit assez de rancune pour l'aider. Collot, le fournisseur, avança un peu d'argent et ne fut sans doute pas le seul. Le 7 brumaire (29 octobre), une loi suspendit les délégations délivrées aux financiers jusqu'à l'apurement de leurs comptes : on les leur rendit le 19 au soir.

II. — LES 18 ET 19 BRUMAIRE AN VIII (9 ET 10 NOVEMBRE 1799)¹.

Pour justifier l'entreprise, on alléguait un complot des terroristes. Cette accusation ne rencontra pas beaucoup d'incrédules, car elle remplissait les journaux depuis messidor ; à quel point elle terrifiait les esprits, Mme de Staël en est témoin : « J'étais si persuadée que, dans ce cas, on pouvait s'attendre aux plus cruelles persécutions, que je rassemblai tout l'argent que j'avais alors chez mes gens d'affaires pour le partager entre deux de mes plus intimes amis et moi pour me rendre à l'instant à l'étranger. Je recevais, de quart d'heure en quart d'heure, des nouvelles de Saint-Cloud et, selon les nouvelles que je recevais, je hâtais ou j'ajournais mon départ. »

Il sembla plus sûr d'opérer hors de Paris et la conspiration servit de motif. On convoqua extraordinairement les Anciens, en s'arrangeant pour que les suspects fussent prévenus trop tard. Le 18 brumaire, ils votèrent le transfert à Saint-Cloud, qui était légal, et la nomination de Bonaparte au commandement des troupes de Paris, qui ne l'était pas, car pareille désignation n'appartenait qu'au Directoire. Les généraux étaient déjà rassemblés, rue de la Victoire, chez Bonaparte, et les troupes réunies sous prétexte d'une revue. Si la majorité du Directoire refusait de reconnaître la décision inconstitutionnelle des Anciens,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 465 et 548 ; A. AULARD, *Études et leçons*, t. II (Paris, 1898, in-12) : *Les causes et le lendemain du 18 brumaire*, p. 187-252 ; t. III (1901) : *Bonaparte et les poignards des Cinq-Cents*, p. 271-289, t. VII (1913) : *Les derniers Jacobins*, p. 84-112.

il se trouverait peut-être un général pour s'opposer à Bonaparte. Tout dépendait de Barras : il quitta la place. Gohier et Moulin restèrent prisonniers de Moreau jusqu'à remise de leur démission.

A Saint-Cloud, le 19, l'armée vint cerner le château où siégèrent les Conseils. Les conjurés n'ayant rien prévu, l'affaire tourna mal. Les Anciens ne possédaient pas l'initiative et les absents de la veille protestaient. Bonaparte intervint, dénonça de nouveau les Jacobins, sans rien proposer de positif. Comme il l'a dit lui-même, il ne savait parler que pour commander, ou bien quand il était sûr que personne n'oserait lui répliquer. Comme des voix invoquaient la Constitution, il s'emporta : « Vous l'avez violée ; elle n'existe plus ! » Aux Cinq-Cents, ce fut pire : de quel droit entraient-ils sans être appelé ? Pris à partie par les députés attroupés, il quitta la salle aux cris de : « Hors la loi ! » Lucien défendit en vain son frère ; des grenadiers vinrent l'emmener. Bonaparte avait harangué les troupes sans grand effet. Ce fut Lucien qui, à cheval, dénonçant les représentants factieux, vendus à l'Angleterre, qui s'étaient jetés sur leur général pour le percer de leurs stylets, réussit à les entraîner. La garde du Corps législatif finit, elle-même, par céder et, tandis qu'on battait la charge, fit évacuer l'Orangerie où les Cinq-Cents délibéraient toujours.

Les Anciens, puis, dans la soirée, un petit nombre des Cinq-Cents, péniblement réunis, ajournèrent les Conseils, dont 62 membres furent d'ailleurs exclus, et leur substituèrent deux commissions chargées de voter les lois présentées par les trois « consuls » qui remplacèrent le Directoire, et de préparer d'accord avec eux une nouvelle constitution. Les consuls furent Bonaparte, Sieyes et Roger-Ducos. On les disait égaux, mais qui pouvait s'y tromper ? Cette journée du mensonge, les stylets s'ajoutant à la conspiration, était aussi une journée des dupes. Bonaparte écliprait Sieyes.

LIVRE VI

LE MONDE A L'AVÈNEMENT DE NAPOLÉON

A la veille du 18 brumaire, la Révolution française se trouvait encore loin du terme que la bourgeoisie lui assignait en 1789 : l'ordre nouveau ne commença de prendre sa forme définitive que sous la tutelle de Bonaparte ; à ce titre, son œuvre apparaît comme la conclusion de la crise dont le présent volume a décrit les péripéties.

Rien n'annonçait, d'autre part, que la paix fût proche entre la Révolution et l'Europe d'Ancien Régime. La lutte exaspérait l'hostilité de l'aristocratie, des Églises et des rois. La guerre avait poussé les directoriaux aux annexions et à la création d'États vassaux, en sorte que la force des armes ajoutait, à la propagation spontanée des idées révolutionnaires, la destruction de l'ordre traditionnel et l'introduction des institutions françaises dans les pays conquis. S'envenimant ainsi, le conflit menaçait de s'éterniser si, de part et d'autre, l'épuisement et la fatigue des peuples n'induisaient les puissances à un compromis qui, ménageant les intérêts de chacune d'elles, permettrait au moins une trêve provisoire. A cet égard aussi, le rôle personnel de Bonaparte exerça une telle influence que le Consulat et l'Empire peuvent être considérés comme un épisode de l'histoire de la Révolution.

Ce volume ne l'épuise donc pas. Puisqu'il s'arrête pourtant au seuil de la domination napoléonienne, il paraît nécessaire de brosser une esquisse des résultats de la crise et des problèmes qui demeuraient en suspens.

CHAPITRE PREMIER

LES RÉSULTATS DE LA RÉVOLUTION EN FRANCE¹

Les principes que l'Assemblée constituante assigna en 1789 à l'ordre que la bourgeoisie prétendait instaurer, ont été antérieurement exposés et ils ont continué d'inspirer la majorité de la nation ; mais, à les interpréter et à modeler en conséquence les institutions et la vie publique, de terribles difficultés s'étaient multipliées. C'est d'abord que la Révolution fut une guerre civile au cours de laquelle les destructions s'amplifièrent, tandis que l'œuvre constructive vacillait. C'est aussi que le Tiers État se divisa : en l'an II, l'économie dirigée et les lois sociales des Montagnards portèrent atteinte à l'assiette de l'ordre bourgeois.

Pour mettre en lumière le sens historique du 18 brumaire, il convient donc de résumer, d'une part, les bouleversements dans la structure de la société et les caractères de l'État rénové ; d'autre part, les variations auxquelles les circonstances, les intérêts divergents des classes, les différents courants d'idées soumièrent la réorganisation des institutions et la retardèrent, sans parvenir à la fixer de telle manière qu'elle satisfît la bourgeoisie.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — L'ensemble de ce liv. VI se réfère, de par son titre, à tous les ouvrages généraux précédemment cités, notamment à celui de J. GODECHOT, *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*. Pour ce qui est du ch. I, le livre fondamental demeure celui de Ph. SAGNAC, *La législation civile de la Révolution française (1789-1804). Essai d'histoire sociale* (Paris, 1898, in-8°). Sur ce sujet, voir les brefs essais de P. VIARD, *L'œuvre juridique de la Convention*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. VII, ann. 1930, p. 525-548, et *Histoire générale du droit privé français, 1789-1830* (Paris, 1931, in-8°, 147 p.), et surtout M. GARAUD, *Histoire générale du droit privé français (de 1789 à 1804)*, t. I : *La Révolution et l'égalité civile*, t. II : *La Révolution et la propriété foncière*, cités p. 47. A. MATTER, *L'histoire juridique de la Révolution*, dans les *Annales révolutionnaires*, t. XI, ann. 1919, p. 429-458, esquissa, avec une importante bibliographie, le plan d'une étude organique à laquelle il conviait juristes et historiens associés ; l'appel ne fut pas entendu : les uns et les autres en sont restés à la recherche dispersée et la production demeura peu abondante.

I. — LA DESTRUCTION DE L'ANCIENNE SOCIÉTÉ CORPORATIVE¹.

Une fois proclamés les principes de l'ordre nouveau, la bourgeoisie révolutionnaire ne cessa de soutenir que l'affranchissement de l'individu impliquait la ruine de la structure sociale, hiérarchique et corporative, fondée sur la naissance et le privilège. Individualisme abstrait, a-t-on dit, et d'ailleurs chimérique, les hommes ne devant pas tarder à se regrouper suivant leurs intérêts, leurs convictions ou leurs goûts. En réalité, la bourgeoisie ne répugnait nullement à l'association, pourvu qu'elle lui profitât ; elle restaurera plus d'un corps, une fois sa domination assurée. Mais, pour établir celle-ci, il fallait d'abord détruire tout ce qui lui faisait obstacle. La division des Français en trois ordres ne pouvait subsister après la nuit du 4 août, et le décret du 7 novembre 1789 en proclama définitivement la disparition. Néanmoins, une solution de compromis eût respecté bien des traits de l'ancienne société. La guerre civile porta la bourgeoisie à faire graduellement table rase pour en finir avec l'aristocratie, sans même prendre garde aux dommages qui en résultèrent pour elle-même.

Ce fut le clergé qui souffrit le plus, puisque, avec ses assemblées et ses tribunaux, le vote du don gratuit et une administration financière autonome, la perception de la dîme et ses propriétés immenses, ce corps constituait jusqu'alors un État dans l'État. Il disparut et, de ce chef, l'« Église » qu'il personnifiait perdit toute existence juridique pour n'être plus qu'une communauté spirituelle ; l'opinion n'a cessé d'en conserver le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre le livre de Ph. SAGNAC, cité p. 554, et les ouvrages généraux ou particuliers, déjà mentionnés, qui se rapportent aux questions abordées ici, consulter la bibliographie d'A. MATTER, dans l'article indiqué p. 554. Ajouter : E. DESPOIS, *Le vandalisme révolutionnaire* (Paris, 1868, in-16 ; c'est un titre ironique) ; sur ce même sujet, voir le t. II de l'*Histoire du vandalisme. Les monuments détruits de l'art français*, par L. RÉAU (Paris, 1959, 2 vol. in-8°) ; Crane BRINTON, *French revolutionary legislation on illegitimacy, 1789-1804* (Cambridge, Mass., 1936, in-8° ; n° 9 des « Harvard historical studies » ; cf. G. LEFEBVRE, *Annales historiques de la Révolution française*, t. XV, ann. 1938, p. 561-564) ; G. THIBAUT-LAURENT, *La première introduction du divorce pendant la Révolution et l'Empire* (Clermont-Ferrand, 1938, in-8°) ; J. DE LA MONNERAYE, *Le mariage dans la bourgeoisie parisienne, 1789-1801*, dans le t. I (Besançon, 1942, in-8°) de l'*Assemblée générale de la Commission centrale et des Comités départementaux* [d'histoire économique de la Révolution française], 1939, p. 195-208 ; A. DEJACE, *Les règles de la dévolution successorale sous la Révolution* (Bruxelles et Liège, 1957, in-8°). Sur l'importance de l'émigration, D. GREER, *The incidence of the emigration during the French Revolution*, cité plus bas, p. 597 ; G. SANGNIER, *Les émigrés du Pas-de-Calais pendant la Révolution*, cité p. 159.

souvenir, sans cesse attisé par la laïcisation croissante de l'État, comme un des traits essentiels de la Révolution et de la société qu'elle institua. Au sein du clergé, il existait des corporations particulières : le 18 février 1790, on supprima les ordres religieux et, le 12 juillet, la Constitution civile prononça de même à l'égard des chapitres ; les congrégations enseignantes et charitables profitèrent d'un répit, mais ne survécurent guère à la journée du 10 août : elles furent abolies le 18. Les propriétés ecclésiastiques, réputées sans maître, échurent à la nation et, graduellement, les exceptions s'effacèrent, par exemple celles qui réservaient les biens des fondations (10 février 1791), des fabriques (19 août 1792), de l'ordre de Malte (19 septembre 1792), des collèges et de tous établissements d'instruction (8 mars 1793), des hôpitaux et autres institutions d'assistance (24 messidor an II-12 juillet 1794). Les prêtres séculiers comme les religieux se trouvèrent ramenés à la condition de simples citoyens, en partie pensionnés par l'État, il est vrai ; en outre, ceux qui adhèrent à la Constitution civile s'inscrivirent parmi les fonctionnaires publics salariés ; mais, le « 2^e jour sans-culottide » an II (18 septembre 1794), la Convention les abandonna.

La noblesse française ne jouissait pas d'une organisation corporative ; néanmoins, elle formait un ordre aux États généraux et provinciaux ainsi que dans les assemblées provinciales créées en 1787 ; ses titres héréditaires, ses privilèges, l'autorité seigneuriale la constituaient en catégorie sociale particulière. Comme telle, elle perdit également l'existence et, le 19 juin 1790, allant plus loin, la Constituante abolit la noblesse héréditaire, les titres, les armoiries, comptant éliminer toute distinction entre nobles et roturiers. Toutefois, ce fut la disparition du seigneur qu'apprécièrent surtout la majorité des Français, c'est-à-dire les paysans que le seigneur tenait sous sa dépendance. Elle résultait en principe des décrets des 5-11 août 1789, qui enregistrèrent les décisions prises dans la célèbre nuit du 4 et, du reste, mirent fin immédiatement, sans indemnité, au servage et aux droits seigneuriaux personnels ; en février 1790, la formation des municipalités électives priva le seigneur de son autorité administrative dans le village ; les décrets du 15 mars et du 19 juin lui retirèrent ses prérogatives honorifiques ; la réforme judiciaire du 16 août élimina ses tribunaux.

Devenu comme le prêtre un simple citoyen, le noble vit ses biens perdre leur statut propre. Avec la féodalité disparurent la distinction entre terres nobles et terres roturières, la hiérarchie

des fiefs et leurs coutumes, le droit d'aînesse, le retrait, le franc-fief. La fortune de maintes familles s'amointrit : pour nombre d'entre elles, les droits seigneuriaux fournissaient le plus clair du revenu. Les redevances foncières, de beaucoup les plus importantes, étaient rachetables, il est vrai, et le décret du 15 mars 1790 régla l'indemnité. Mais les paysans n'en tinrent pas compte. Le 18 juin 1792, la Législative supprima le rachat pour ce qui concernait les droits casuels, sauf présentation du titre primitif ; puis, le 25 août, elle étendit cette disposition à toutes les redevances et, le 27, comprit les domaines congéables de Basse-Bretagne dans les tenures libérées. Finalement, le 17 juillet 1793, la Convention abolit purement et simplement tout ce qui subsistait.

La propriété foncière de la noblesse, outre qu'elle supporta désormais les mêmes charges fiscales que les autres, fut également entamée. Une part en provenait des biens communaux que les seigneurs s'étaient appropriés en vertu de leur droit éminent sur toutes les terres de leur domaine, conformément ou non aux ordonnances royales. La Constituante se borna, le 15 mars 1790, à déclarer nuls les triages autorisés depuis trente ans par le roi sans égard pour l'ordonnance de 1669. Le 28 août 1792, la Législative supprima la réserve trentenaire, abolit pour l'avenir la réglementation de Colbert, reconnut aux communes la propriété des terres vaines de leur territoire et aux riverains ou aux municipalités celle des arbres des chemins publics. Le 10 juin 1793, la Convention avantagea de nouveau les paysans en déférant les contestations à l'arbitrage. Un coup plus rude encore, bien que limité à certaines familles, résulta de l'émigration. En effet, les biens des fugitifs, séquestrés par la Législative en mars 1792, furent mis en vente par la Convention, les meubles en novembre 1792, les immeubles le 3 juin 1793. En outre, le décret du 28 mars 1793, en frappant les émigrés de mort civile, n'en attribua pas moins à la République la part qui leur pourrait revenir dans les biens de leurs parents et, pour cette raison, ces derniers se virent interdire d'en disposer jusqu'au partage de pré-succession.

Pour les familles qui échappaient à ces pénalités, l'avenir s'annonçait menaçant, parce que les révolutionnaires adoptèrent des dispositions qui tendaient à émietter les grandes propriétés. Sans doute, la bourgeoisie d'alors admettait que le nouvel ordre économique exigeait la mobilité des biens et que la stabilité sociale gagnerait à la multiplication des possédants ; mais la volonté de diminuer l'influence de l'aristocratie, l'achar-

nement que la guerre civile excita contre elle, et aussi d'ailleurs contre les riches roturiers qu'on lui donna comme complices, comptèrent pour beaucoup. La Constituante interdit, le 18 décembre 1790, les baux perpétuels qui auraient pu rétablir implicitement les tenures ; son code rural supprima même la tacite reconduction des baux. De plus grande portée encore fut le décret du 5 avril 1791, qui stipula le partage égal de la succession *ab intestat*. Le 17 mars précédent, le droit de tester et la donation entre vifs en ligne directe avaient été abolis, mais seulement en principe : les coups décisifs vinrent de la Convention. Le 28 octobre 1792, elle condamna les substitutions, les fidéicommiss qu'on utilisait pour les assurer, les majorats qui en résultaient : la perpétuation subreptice du droit d'aînesse devint ainsi impossible. Les lois successorales des Montagnards allèrent beaucoup plus loin ; celles du 5 brumaire et du 17 nivôse an II (26 octobre 1793 et 6 janvier 1794) confirmèrent le partage égal de la succession entre les héritiers avec représentation illimitée et n'admirent le droit de tester qu'au profit de non-héritiers, encore dans la seule proportion d'un dixième ou d'un sixième seulement s'il existait des ayants-droit directs ou collatéraux. Le 4 juin 1793, les enfants naturels avaient été admis à succéder et la loi du 12 brumaire (2 novembre 1793) leur accorda une part égale à celle des enfants légitimes ; en outre, ces mesures reçurent effet rétroactif à compter du 14 juillet 1789 et la recherche de la paternité fut autorisée à l'effet de reviser les partages.

La réforme constitutionnelle et administrative comporta également, pour la noblesse, des retranchements de profit en même temps que la perte du prestige qu'elle attachait aux privilèges de droit ou de fait. Le roi cessa de puiser à volonté dans le Trésor pour distribuer dons et pensions ; il conserva évidemment la faculté d'en accorder sur sa liste civile ; mais, fixée à 25 millions, cette source promettait peu. Tant que Louis XVI put disposer de certains emplois, la haute noblesse continua de garder la préférence pour les fonctions supérieures de la diplomatie et de l'armée comme pour la Maison du Roi. Au début, la bourgeoisie honora de suffrages, par déférence traditionnelle autant que par reconnaissance ou par habileté politique, les gentilshommes qui, s'inclinant devant le fait accompli, acceptaient de siéger dans les administrations nouvelles ou de commander la garde nationale. Les hobereaux n'en souffrirent pas moins cruellement de la transformation de l'armée ; non pas, à la vérité, de la suppression de la vénalité, mais de l'admission de

tous aux grades, le 28 février 1790, et de la réglementation de l'avancement, en septembre, qui fit large part à l'ancienneté, sans que personne osât demander, pour la naissance, un avantage quelconque. Parmi les nobles les plus durement touchés, figurèrent assurément ceux de robe, d'administration et de finances qui tenaient le premier rang parmi les officiers. La vénalité des charges supprimée, on les leur remboursa au prix officiel, en assignats, et ils restèrent sans emploi ; le coup accabla les parlementaires que la magistrature élective ne retint pas, ainsi que les receveurs des finances qui, en sus de la rémunération proportionnelle à leurs recettes, disposaient toujours de ces dernières dans une large mesure pour accorder du crédit à leur propre bénéfice. A la fin de l'Ancien Régime, on comptait aussi beaucoup de nobles parmi les fermiers généraux : ceux-ci disparurent avec les contributions indirectes.

Graduellement, la situation du noble empira ; de plus en plus suspect, il se fit rare dans les fonctions publiques, à moins de donner des gages incontestables à la Révolution, et, avant même la fuite du roi, Robespierre réclama l'épuration de l'armée. Finalement, les sans-culottes, en 1793, prétendirent priver le noble des droits civiques. Le Comité de salut public n'y consentit pas et continua d'employer ceux qui lui inspiraient confiance. Les exclusions, les emprisonnements et les condamnations n'en sévirent pas moins et la loi du 27 germinal an II (16 avril 1794) chassa les nobles de Paris et des places fortes. Certains, Davout par exemple, se réfugièrent prudemment dans l'abstention. La réaction thermidorienne n'améliora pas sensiblement la législation en faveur des ci-devant. La loi du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) interdit les fonctions publiques aux parents d'émigrés ; rapportée par la majorité royaliste de l'an V, elle fut rétablie au 18 fructidor. Peu après, Sieyes fit proposer par Boulay de la Meurthe le bannissement des nobles qui avaient exercé des fonctions ou joui de dignités sous l'Ancien Régime, et la réduction des autres à la condition des étrangers. La loi du 9 frimaire an VI (29 novembre 1797) s'en tint à la seconde de ces mesures, en admettant d'ailleurs des exceptions pour ceux qui avaient rendu service à la Révolution ; comme on ne définit jamais ces exemptions, la proscription demeura sans effet. Néanmoins, jusqu'au 18 brumaire, la grande majorité des nobles, ou bien vivaient hors de France et même combattaient contre les armées de la République, ou bien n'obtenaient plus aucune place dans la vie publique de la nation.

Sur l'étendue de l'émigration, D. Greer avance le nombre de 109.720 émigrés pour 72 départements étudiés. A l'aide d'une approximation pour 15 autres, il atteint 129.000. En tenant compte des omis, le nombre de 150.000, avancé par Taine, est vraisemblable. La répartition par période fut possible pour 36 départements, présentant 68.154 émigrés. Dans 24 d'entre eux, relativement calmes, 72 % de l'effectif ont émigré avant le 1^{er} janvier 1793 : près des neuf dixièmes sont des nobles et des prêtres. Dans les 12 autres, régions envahies ou de guerre civile, 83 % de l'effectif sont partis avant le 1^{er} janvier 1793 et plus des neuf dixièmes appartenaient au Tiers État, notamment des paysans ; les nobles représentent environ 17 % du total (21.624), le clergé un peu plus (32.597).

Il va de soi qu'on se représenterait de manière imparfaite l'impression que laissèrent les coups de plus en plus efficaces dirigés contre le clergé et la noblesse, si l'on ne tenait compte, non seulement des massacres populaires et des exécutions terroristes, mais aussi de ce qu'on a appelé le vandalisme révolutionnaire : châteaux ravagés ou incendiés ; églises dépouillées, démolies ; archives saccagées ; statues abattues ; armoiries martelées. Au fort de la tempête, la Législative et surtout la Convention ne laissèrent pas de faire chorus à l'occasion ; la défense nationale s'empara des cloches, des fers et autres métaux, des parchemins propres à faire des gargousses ; la loi du 17 juillet 1793 ordonna de brûler les titres féodaux. Les décrets du 4 brumaire et du 8 pluviôse (25 octobre 1793 et 27 janvier 1794) réagirent et les autodafés finirent par cesser, mais les pertes demeuraient irréparables.

On observera du moins que, dans cette destruction de la société corporative, le clergé et la noblesse, contrairement à ce qu'on incline à imaginer, ne se trouvèrent pas seuls en cause : la bourgeoisie d'Ancien Régime en ressentit fortement l'atteinte. Plus d'un de ses membres, en possession de la noblesse personnelle ou en passe de l'obtenir, vit s'évanouir la perspective flatteuse qui, de tout temps, passionna l'enrichi. Plus d'un, sans excepter certains représentants du peuple, possédait des fiefs, des droits démembrés d'une seigneurie, des banalités par exemple, voire une seigneurie intacte ; d'autres, cédant à la vanité et aussi à l'intérêt parce que la rente seigneuriale n'était rachetable qu'au gré du bailleur, avaient employé, en constituant des rentes foncières, les formules des feudistes et prévu, par exemple, un cens : la loi du 17 juillet 1793 les déposséda. Bien des officiers restaient roturiers : le remboursement de leurs charges, la sup-

pression des corps dont dépendaient leur rang social et une part de leur revenu, leur portèrent dommage comme aux autres ; les notaires devinrent fonctionnaires ; le recours aux procureurs fut désormais facultatif ; beaucoup d'huissiers perdirent l'emploi lié aux institutions disparues. D'autres professions libérales ignoraient la vénalité : elles n'en éprouvèrent pas moins quelque dégât. L'ordre des avocats dissous, le rôle de « défenseur officieux » s'ouvrit à tous. Les médecins cessèrent de former corps. Sous la direction de David, les artistes, à partir de 1791, contestèrent vigoureusement aux académiciens le monopole qu'ils se réservaient au Salon et l'autorité qu'ils exerçaient sur l'École de Rome. Finalement, le 8 août 1793, la Convention, supprimant les Académies et les Universités, dépouilla de leur possession d'état une partie des artistes, des savants, des littérateurs et des professeurs. Durant la période montagnarde, la bourgeoisie d'affaires à son tour jugea son avenir compromis. Le 24 août 1793, la Convention anéantit les compagnies par actions, forme la plus avancée du capitalisme. Ce dernier, beaucoup plus que la disparition de la Compagnie des Indes, ressentit celle de la Caisse d'escompte, puisqu'elle assumait déjà la fonction de banque nationale d'émission et de superbanque. L'avènement de l'économie dirigée, de la taxation, de la réquisition rompit son essor plus rudement encore en réglementant l'activité de l'entreprise et en limitant le profit.

Le « peuple » lui-même, c'est-à-dire les artisans, les détaillants, les employés, ne resta pas indemne. Beaucoup de petites gens durent chercher un autre gagne-pain, quand s'arrêtèrent la perception des contributions indirectes, principalement la gabelle, celle des octrois, des douanes intérieures et des péages, la levée de la dîme et du champart. Le 2 février 1791, la Constituante supprima les corporations de métier. Ce décret parut démocratique, dans la mesure où les conditions techniques du temps permettaient à des salariés d'en profiter pour ouvrir boutique. Il n'en privait pas moins les maîtres de leur monopole et, outre qu'il lésait leurs intérêts, il blessa leur amour-propre, spécialement quand ils s'enorgueillissaient de privilèges particuliers ou d'un contrôle attentif de l'autorité : tels les chirurgiens, les libraires et les imprimeurs, les orfèvres, les perruquiers.

La vie privée du Tiers État, enfin, ne resta pas à l'abri. Les lois successorales s'appliquaient aux roturiers comme aux nobles et bouleversèrent tout autant leur patrimoine à l'occasion. On n'oubliera pas non plus que nombre de bourgeois émigrèrent ; que, dans les régions envahies, une foule de gens de toutes conditions

quittèrent la France lorsque les « carmagnoles » reparurent ; enfin, que la grande majorité de ceux que frappa la répression terroriste n'étaient ni des prêtres, ni des nobles. Mais il importait, en outre, aux révolutionnaires de relâcher les liens qui soumettaient l'enfant et l'épouse au pouvoir discrétionnaire reconnu sous l'Ancien Régime au père de famille, et cette considération valait pour le Tiers État comme pour l'aristocratie. Ce fut à quoi, notamment, pourvoyait la limitation du droit de tester : à la tribune des assemblées, on alléguait la nécessité d'empêcher le chef de famille d'exhérer ceux de ses proches qui se prononçaient en faveur de la Révolution. La *patria potestas* fut fortement amoindrie ; désormais, le tribunal de famille, institué le 16 avril 1790, partageait avec le père l'autorité disciplinaire ; à 21 ans — et à 18 en cas d'émancipation —, l'enfant y échappa et récupéra l'administration de ses biens. L'épouse ne risqua plus de se voir enfermée par lettre de cachet ; son consentement fut requis pour le mariage de ses enfants ; elle put, comme son mari, demander le divorce que la Convention facilita, d'ailleurs, par ses décrets du 7 nivôse et du 4 floréal an II (27 décembre 1793 et 23 avril 1794). Enfin, la réhabilitation de l'enfant naturel annonça un ébranlement plus redoutable encore de la solidarité familiale. Toute révolution sociale incline à porter jusque-là ses attaques : il lui convient de dégager les individus, et surtout la jeunesse, du conformisme traditionnel afin de leur permettre de s'adapter à l'ordre nouveau en les libérant des contraintes, sans égard pour les risques qui pourront en résulter, quitte, une fois le but atteint, à rétablir la discipline dans la société renouée.

Si l'on s'en tenait là, on n'aurait encore qu'une idée incomplète du bouleversement social. Non moins considérables se montrèrent les effets de l'inflation. Celle-ci, en dépit du retour à la monnaie métallique, continuait ses ravages lors du 18 brumaire, le Directoire inondant le marché de ses bons, de ses ordonnances de paiement sans provision et de ses certificats de réquisition. Elle porta des coups sensibles à la richesse acquise. En l'an III, l'avisement de l'assignat provoqua une ruée des débiteurs empressés à se libérer à peu de frais, non seulement des contributions publiques ou du prix des biens nationaux, mais aussi des rentes foncières rachetables par restitution du capital. Or, la bourgeoisie plaçait volontiers son épargne en prêts hypothécaires dont ces rentes constituaient l'intérêt ; le 23 messidor (11 juillet 1795), il fallut interdire de rembourser les fonds avancés avant le 1^{er} juillet 1792 et de se libérer des autres par

anticipation. Dans la plus grande partie de la France, les terres s'exploitaient à part de fruits et le métayer restituait, à la fin du bail, ordinairement conclu pour un an, la garniture du fonds fournie par le propriétaire, faute de quoi il en payait la valeur au dire de l'inventaire d'entrée : dès l'an II, il se hâta de vendre au prix fort ce qui était soustrait au maximum, notamment le bétail, pour le rembourser en papier déprécié. Le Comité de salut public interdit cette pratique, le 2 thermidor an II (20 juillet 1794), pour ce qui concernait le cheptel et, le 14 fructidor (31 août), pour la garniture morte ; mais sans succès, car le décret du 15 germinal an III (3 avril 1795) réitéra ces interdictions et d'innombrables pétitions nous conservent les lamentations des bailleurs désespérés. Le fermier aussi gagnait aux dépens du propriétaire, puisqu'il s'acquittait en papier ; le 3 messidor an III (21 juin 1795), on lui prescrivit de verser 6 pour 1 ; puis, le 2 thermidor (20 juillet 1795), on lui ordonna de fournir en grains la moitié du fermage comme de l'impôt ; encore lui resta-t-il le droit d'invoquer l'insuffisance de sa récolte. Durant toute la période directoriale, les Conseils délibérèrent sur les moyens d'arbitrer entre les intérêts opposés ; leur souci de restaurer la richesse acquise, lequel ne s'est pas retrouvé de notre temps, est une preuve de plus que les thermidoriens avaient su rétablir dans leurs rangs la prééminence de la bourgeoisie ; mais, en pareils cas, les dommages des possédants ne se peuvent restaurer complètement. La propriété bâtie se vit plus maltraitée encore. Par exemple, le décret du 3 messidor an III, qui vint au secours des propriétaires fonciers, maintint le paiement des loyers en assignats au pair ; alors commença, à Paris surtout, une crise violente de l'habitat et, à la fin du Directoire encore, la détérioration des immeubles allait toujours s'aggravant. Enfin, la bourgeoisie détenait la plus grande partie des titres de la dette publique : elle fit donc principalement les frais du réaménagement des dettes perpétuelle et viagère par Cambon, de la liquidation Ramel, du discrédit continu de la rente sous le Directoire, du paiement des coupons en bons sans valeur.

La multiplicité de ces changements et l'infinie variété de leurs répercussions exercèrent sur les esprits une influence profonde. Elles aliénèrent l'aristocratie à la société moderne, rallièrent une partie des membres de la bourgeoisie d'Ancien Régime à la contre-révolution, poussèrent les autres à souhaiter une réaction conservatrice. Cette réaction, propre à ramener la stabilité, fut perceptible à partir du 9 thermidor ; mais elle restait encore loin

du terme à la date du 18 brumaire. Seuls s'étaient dédommagés ceux qui spéculèrent sur l'achat des biens nationaux et sur les fournitures ; mais le principal bénéfice de ces opérations n'échut pas à la bourgeoisie d'Ancien Régime : comme il arrive toujours, la guerre et le désordre monétaire suscitérent l'apparition de nouveaux riches dont l'intrusion au sein de la bourgeoisie appauvrie conféra au bouleversement social un caractère qu'elle n'avait pas prévu.

II. — L'ÉTAT¹.

A la fin de l'Ancien Régime, l'État, incarné par le roi absolu de par le droit divin, gardait encore un caractère personnel. Néanmoins, depuis le *xvii^e* siècle, une administration centralisée tendait à faire prévaloir ses réglemens bureaucratiques et embourgeoisait l'État en le rationalisant. Cette évolution se heurtait à la part d'autonomie que provinces et villes conservaient, ainsi qu'à la diversité chaotique d'un royaume agrandi et gouverné empiriquement, au gré des circonstances historiques, mais, beaucoup plus encore, aux privilèges de la hiérarchie corporative. La classe qui domine la société regarde toujours l'État, constitué pour faire respecter la loi positive et pour maintenir l'ordre, comme le rempart de ses prérogatives. Entre la puissance royale et les intérêts de l'aristocratie, la rivalité engendra la Révolution, et la bourgeoisie mit fin à la contradiction en s'emparant elle-même de l'État.

Elle abolit les privilèges, ceux des provinces et des villes comme ceux de l'aristocratie, et proclama l'égalité de tous les Français devant la loi ; les corps intermédiaires disparurent, que Montesquieu regardait comme seuls capables de refréner l'absolutisme de l'État ; des institutions traditionnelles, on fit table rase et on réalisa l'unité nationale dans l'uniformité administrative. Il parut, dès lors, que la volonté de l'État ne rencontrerait plus d'autre obstacle que la distance et les difficultés techniques des communications. En ce sens, Tocqueville a pu dire que les constituans couronnèrent l'œuvre poursuivie durant des siècles par la dynastie capétienne.

Mais ce n'est là qu'une part de leur œuvre, car, énonçant les droits de l'homme et, en premier lieu, la liberté, ils entendaient les protéger contre l'État et, en conséquence, métamorphosèrent

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 554.

ce dernier. Substituant la souveraineté du peuple à celle du prince, ils anéantirent le pouvoir personnel ; d'attribut du monarque propriétaire, l'État se transforma en mandataire des gouvernés et son autorité se subordonna aux prescriptions d'une constitution. La royauté ne fut pas mise en question ; mais Louis XVI devint le premier des fonctionnaires, c'est-à-dire des délégués de la nation. Jusqu'alors, ses commandements s'exerçaient par les soins de l'appareil administratif, en sorte que le vœu de ses sujets se prononçait, non seulement en faveur de la liberté, mais tout autant contre la centralisation : ils souhaitaient se rendre maîtres de l'administration locale plus encore que du pouvoir central. La révolution populaire chassa les agents royaux, dont les conseils électifs que la Constituante institua prirent la place. Cette autonomie répondait à un penchant naturel de l'homme que contrarie la centralisation, même quand elle tourne au profit de représentants du peuple, sans doute parce que la bureaucratie, à l'occasion, en abuse ou la déconsidère par une pesanteur inintelligente et routinière, voire par la négligence, mais aussi parce que l'uniformité irrite l'indépendance individuelle et se heurte à l'infinie variété des intérêts et des habitudes originales de chacune des petites communautés qui composent la nation.

La Révolution de 1789 ne renforça donc pas la puissance de l'État : elle l'affaiblit au contraire en associant au roi les élus de la nation, en leur ordonnant de respecter les droits de la personne, en diluant l'autorité par une décentralisation poussée jusqu'à municipaliser la perception de l'impôt et le maintien de l'ordre public. Beaucoup de citoyens allèrent même plus loin : au nom de la souveraineté du peuple et de l'article 6 de la Déclaration qui n'écartait pas la démocratie directe, ils prétendirent soumettre à revision les décisions de leurs élus et même s'autoriser à les révoquer. Cette tendance à l'anarchie libertaire se manifesta aussi bien chez les contre-révolutionnaires et les modérés que parmi les sans-culottes, et son conflit avec l'indispensable prédominance d'un pouvoir central révèle ainsi une des éternelles contradictions de toute société : celle de la liberté et de l'autorité, de l'individu et de l'État.

La bourgeoisie n'ignorait nullement la difficulté ; elle osa en courir le risque et, à vrai dire, une classe triomphante ne s'en embarrasse jamais. Les violents soubresauts que la structure de l'État éprouva au cours de la décade ne témoignent pas de l'incompétence ou de la témérité des constituants : ils résultèrent de la

lutte du Tiers État contre l'aristocratie, de l'appui que Louis XVI accordait à cette dernière, de leur complicité avec l'étranger. La nation dut reprendre conscience, comme il lui arriva bien des fois dans le passé, que sa volonté à l'intérieur et sa sûreté à la frontière exigent un gouvernement dont les attributions doivent s'étendre à la mesure du péril.

S'installant au pouvoir en écartant les pauvres du droit de vote et ne consentant aux aisés que la faculté de choisir entre les notables, la bourgeoisie ne douta pas de s'y maintenir et, puisque l'État nouveau devait protéger sa domination économique et sociale, il ne lui convenait pas que l'organisation politique et administrative le réduisît à la paralysie. La rigoureuse séparation des pouvoirs et l'excessive décentralisation y exposaient l'exécutif. Le régime parlementaire eût remédié à la première, un contrôle plus ou moins strict à la seconde : les constituants n'adoptèrent ni l'un ni l'autre. Ne pouvant se confier à Louis XVI, n'osant ni le remplacer ni en venir à la République, ils ne réussirent pas à constituer un gouvernement véritable. La plupart des Français, durant longtemps, ne le regrettèrent point, puisqu'ils purent ainsi en prendre à leur aise avec les décrets de l'Assemblée qui ne leur plaisaient pas ; les troubles ne les indisposèrent même pas beaucoup, tant qu'ils les jugèrent momentanés. Il fallut l'aggravation de la guerre civile et la menace de l'invasion pour les mettre au pied du mur : ou transiger, sinon capituler ; ou restaurer l'autorité de l'État. Mais, de bonne heure, la bourgeoisie se divisa : monarchiens d'abord, Feuillants ensuite optèrent pour la première solution ; les intransigeants firent prévaloir la seconde.

Ils n'y parvinrent qu'en altérant l'assiette sociale de l'État. Comme beaucoup des notables qui s'étaient approprié celui-ci refusaient de les suivre, ils s'appuyèrent sur le « peuple » et préconisèrent l'égalité politique. La journée du 10 août parut trancher le nœud gordien : elle élimina la royauté et, ainsi, rien ne parut plus s'opposer à l'organisation d'un exécutif efficace ; en même temps, l'avènement du suffrage universel sembla retirer aux notables la libre disposition de l'État. En fait, les républicains se divisèrent à leur tour. La première Terreur effraya les Girondins et ils répugnèrent désormais à la dictature ; la liberté économique, surtout, constituait pour eux un dogme. Les Montagnards, au contraire, liant partie avec les sans-culottes, obligèrent la Convention à créer le gouvernement révolutionnaire, lui attribuèrent la direction de l'économie, partagèrent l'administration

avec leurs alliés et admirent que les classes populaires devaient, elles aussi, tirer avantage de la Révolution.

Aux mains des Jacobins, l'État redevint donc autoritaire ; son personnel se démocratisa dans une certaine mesure ; il affecta, en outre, quelques-uns des traits d'une démocratie sociale. Durant la brève existence du gouvernement révolutionnaire, on aperçut, comme à la lueur d'un éclair, l'infinie portée que présentait pour l'avenir cette égalité des droits que, pour condamner le privilège nobiliaire, la bourgeoisie proclama en 1789. Les Montagnards ne promirent pas de supprimer l'inégalité des richesses ; mais ils entreprirent de la diminuer. Ils n'espéraient pas que l'égalité des droits profiterait pleinement à tous ; mais ils assignèrent à la république démocratique le devoir de donner du moins à ce principe quelque réalité.

Ce ne fut qu'un intermède. Plusieurs des dirigeants n'y virent qu'un expédient de salut public. A la démocratie sociale, il eût fallu, pour porter fruits, beaucoup d'argent et de temps. Dans l'immédiat, tout devait être sacrifié à la victoire. L'État jacobin refusa de se priver du concours de tous ceux, fussent-ils nobles, qui consentaient à l'aider ; il désapprouva la déchristianisation ; il subordonna l'économie dirigée aux besoins de l'armée, tandis que le sans-culotte la destinait aux siens ; accentuant sans cesse la centralisation, suspendant les élections, imposant une discipline impitoyable, il irrita l'indépendance libertaire et dégouta les ambitions des chefs populaires ; puis, quand ils regimbèrent, il les brisa. D'ailleurs, ni les Jacobins, ni les sans-culottes, pour imposer leur dictature, ne s'organisèrent en un parti proprement dit : ils agissaient dans les cadres de la démocratie politique — les sections, la garde nationale, les clubs — et, en dépit des épurations, les autres citoyens y figuraient. Ils prétendaient commander au nom de la Convention ; qu'elle secouât le joug et l'appareil de l'État, leur échappant, les réduirait à l'impuissance. Ils ne représentaient pas non plus une classe et se recrutaient dans tous les éléments du Tiers État, du riche bourgeois au prolétaire ; de ce chef, le maximum sema la division dans leurs rangs : paysans exploitants, artisans, marchands entrèrent en conflit avec leurs ouvriers et avec les consommateurs.

Après le 9 thermidor, la bourgeoisie plus ou moins sincèrement républicaine récupéra l'intégralité du pouvoir et se hâta de retirer à l'État la direction de l'économie. La Constitution de l'an III rétablit le régime électif et libéral inauguré par la Consti-

tuante : désavouant le suffrage universel, les thermidoriens prétendirent établir une république censitaire, celle des propriétaires, comme l'indiqua Boissy d'Anglās. Mais elle porta la marque des épreuves qui leur laissaient un cuisant souvenir : les mesures d'exception subsistèrent à l'égard des partisans de l'Ancien Régime, des royalistes constitutionnels et des prêtres romains, d'une part ; contre les démocrates, de l'autre ; la suspension des droits du citoyen resta même prévue. La nécessité d'un exécutif vigoureux, alors que la guerre continuait et que l'assignat s'effondrait, n'échappa point aux thermidoriens : il y allait non seulement du salut de la Révolution et de leur République, mais aussi de leur propre sûreté ; car, chassés du gouvernement, ils risquaient le même sort que les Montagnards. Ils crurent fortifier suffisamment le Directoire. Mais, sans égard pour la contradiction, ils ménagèrent entre lui et les Conseils une balance d'autorité ingénieusement combinée pour empêcher l'État de gêner en rien, dans le pays, la liberté d'action de la bourgeoisie. Sieyes, rectifiant la doctrine qu'en 1789 il dirigeait contre la noblesse, expliqua que la souveraineté populaire ne possédait nullement l'absolutisme que le roi s'était arrogé et devait respecter les droits naturels antérieurs à la société ; avant tout, la propriété ; de ce point de vue, il déclara insuffisantes les précautions de ses collègues.

Encore paralysèrent-elles l'État, en mettant aux prises les pouvoirs exécutif et législatif. Le Directoire, grâce aux circonstances, accrut son autorité : outre ses commissaires, il nomma un grand nombre d'administrateurs et de juges ; il étendit sans cesse, par ses arrêtés, son pouvoir réglementaire, comme le Comité de salut public, avec l'assentiment résigné ou en dépit des protestations des Conseils, qui, d'ailleurs, prirent leur revanche, le 30 prairial an VII. Néanmoins, il ne soutint la guerre qu'à coups d'expédients et ne réussit ni à juguler définitivement la contre-révolution en France, ni à imposer la paix générale. D'ailleurs, l'assiette sociale du régime se trouvait trop étroite : la République repoussait désormais le concours du peuple qui l'avait fondée, tandis que la classe qu'elle prétendait représenter lui restait en grande partie hostile ; les dirigeants ne se maintinrent qu'en faussant les consultations électorales ou en violant ouvertement leur propre constitution. Le pouvoir législatif s'achemina vers l'asservissement que le Consulat lui réservait, sans que le Directoire acquit les prérogatives qu'il estimait indispensables comme en témoignent les institutions dont il dotait les répu-

bliques vassales. Finalement, les échecs de l'an VII et le suprême sursaut des Jacobins décidèrent la bourgeoisie censitaire à s'associer Bonaparte, dans l'espoir de revigorer l'exécutif sans que sa propre suprématie sociale en souffrit.

La guerre avait voué la Révolution à la dictature et la bourgeoisie accepta que cette dictature fût militaire, tant l'expérience populaire de l'an II l'avait épouvantée. Le jour ne lui avait pas encore pour le gouvernement dont elle rêvait en 1789. Il devait tarder longtemps.

III. — LA LAÏCISATION DE L'ÉTAT¹.

Quelque intérêt qu'éveille la transformation politique de l'État, sa laïcisation ne nous paraît pas aujourd'hui de moindre importance.

Puisque les philosophes fulminaient contre l'intolérance des Églises, il nous semble que, dans la Déclaration de 1789, la liberté de conscience aurait dû s'inscrire au premier rang, à côté de celle de la recherche ou de la critique, et la laïcité de l'État en découler comme un des traits essentiels de la Révolution. Pourtant, les constituants se contentèrent d'une allusion, brève et comme timide, à la tolérance religieuse, et ce fut seulement à la fin de l'année et au début de 1790 qu'ils s'avancèrent un peu plus en admettant aux droits civiques les protestants et les juifs du Midi. Toutefois, ils ne créèrent pas l'état civil, en sorte que, si chacun devenait libre de choisir sa religion et même d'en changer, il lui fallait en adopter une.

L'Assemblée signifia implicitement que sa législation échappait désormais à la censure ecclésiastique en refusant, le 13 avril 1790, de conserver le catholicisme comme religion de l'État. Néanmoins, loin de se montrer indifférente à son égard, elle lui reconnut le monopole du culte public ; seuls, ceux de ses prêtres qui l'exerçaient furent salariés et logés ; jusqu'en 1792, les biens de fabrique demeurèrent indemnes ; le curé continua d'enregistrer les naissances, mariages et décès ; l'enseignement et l'assistance restèrent à l'Église et les congrégations enseignantes et hospitalières subsistèrent.

Les constituants ménageaient évidemment les curés patriotes et, connaissant le prestige du clergé, redoutaient d'alarmer les populations ; d'ailleurs, ils estimaient qu'il faut une religion tout

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Voir p. 554 et spécialement les travaux relatifs à l'histoire religieuse, p. 186, et à l'enseignement, ci dessous, p. 573.

au moins pour le peuple. Il n'en est pas moins évident qu'ils ne se formaient pas une idée claire de la laïcité. Au contraire, légistes pour la plupart, les représentants du Tiers tenaient que l'Église est dans l'État, et que celui-ci pouvait la réglementer à condition qu'il ne touchât pas au dogme universellement admis par les fidèles ; encore les gallicans, à cet égard, faisaient-ils à l'État la part assez large. Ce legs de l'Ancien Régime inspira la Constitution civile du clergé, radicalement contraire en soi à la laïcité de l'État, et qui devint pourtant le ferment de l'évolution de ce dernier, parce que le schisme qu'elle engendra, après avoir porté les révolutionnaires à traiter les réfractaires en ennemis, les détacha progressivement des constitutionnels et finalement du christianisme lui-même.

Dès 1791, alors que la Constituante accordait aux réfractaires l'accès des églises, des départements prirent spontanément contre eux des mesures coercitives ; la guerre les généralisa ; après le 10 août, les réfractaires furent proscrits. Du moins semblait-il que les prêtres qui s'étaient compromis pour la Révolution lui resteraient chers ; au contraire, l'hostilité qu'excitaient les insermentés, s'étendant à leur religion, porta dommage aux constitutionnels qui la professaient aussi. Le 20 septembre 1792, la Législative créa enfin l'état civil et institua le divorce : c'était un pas décisif vers la laïcité.

La situation des assermentés n'en devint que plus pénible ; politiquement, ils parurent bientôt suspects comme attachés à la royauté, puis aux Girondins ; en octobre 1793, la Convention permit de déporter ceux qui seraient dénoncés pour incivisme et, par le calendrier révolutionnaire et l'observation du décadi, leur créa de nouvelles difficultés ; finalement, les sans-culottes entreprirent de fermer les églises. La Convention et le Comité de salut public n'approuvèrent pas le recours à la violence et le décret du 6 décembre confirma la liberté du culte. En fait, ce décret resta lettre morte et, tout d'abord, le 9 thermidor n'y changea rien ; au contraire, ce fut le « 2^e jour sans-culottide » de l'an II (18 septembre 1794) que Cambon obtint la suppression du budget du clergé, en sorte que la Constitution civile se trouva implicitement supprimée et la séparation de l'Église et de l'État consommée.

La réaction une fois en cours, le culte se ranima. Puis les thermidoriens le réglementèrent strictement et lui rendirent les églises ; soumissionnaires et constitutionnels en profitèrent, tandis que les réfractaires développaient leur ministère clandestin.

Jusqu'au 18 brumaire, le Directoire, au gré des circonstances, ménagea ou rudoya les uns et les autres.

Parallèlement, la suppression des congrégations enseignantes et charitables après le 10 août, la vente des biens des collèges, des Universités et des hôpitaux entraînèrent la laïcisation de l'instruction et de l'assistance. La première demeura libre ; mais la Convention décréta l'organisation d'un enseignement public où les préceptes religieux n'eurent aucune place. Par le « grand livre de la bienfaisance nationale », les Montagnards conférèrent l'assistance à la République. Le Directoire la rendit aux municipalités et créa les bureaux de bienfaisance ; mais il ne changea pas de principe.

La laïcisation de l'État paraissait donc complète. En réalité, elle ne l'était pas, en ce sens que la plupart des républicains estimaient nécessaire de procurer un fondement métaphysique à la morale utilitaire et civique. Nourrissant l'illusion que le déisme satisferait les croyants et que, tout au moins, le culte décadaire et les fêtes nationales tiendraient efficacement la place des cérémonies catholiques, ils s'appliquèrent à imposer cette sorte de religion nationale qui s'était spontanément élaborée dans les premières années de la Révolution, pour l'opposer aux cultes traditionnels. A cet égard, la laïcité, réalisée peu à peu sous la pression de la guerre civile, ne se départait donc pas du caractère agressif qu'elle tenait de son origine. Ainsi comprise, elle ne s'harmonisait ni avec la liberté de conscience et de culte, ni avec le rationalisme positif, indifférent à la métaphysique, et, à vrai dire, elle confirme que la pensée du XVIII^e siècle ne se familiarisa pas avec ce dernier.

La tourmente ne déracina pas la tradition chrétienne ; mais elle en détacha plus ou moins une partie des Français. Dès que l'État avait cessé d'imposer l'assistance à la messe dominicale et la communion pascale, le conformisme s'était immédiatement affaibli dans nombre de départements, surtout dans la région parisienne et le centre. A la veille du 18 brumaire, le clergé était hors d'état de remonter le courant ; privé de ressources, en partie réduit à la clandestinité errante, il se recrutait peu ; insuffisant déjà, il comprenait beaucoup de prêtres âgés qui n'auraient pas de successeurs ; il était profondément divisé et la hiérarchie s'ébranlait ; des réfractaires se montraient fort indépendants à l'égard de leurs évêques et les curés constitutionnels contestaient l'autorité des leurs. La pratique des sacrements s'espaçait parmi les fidèles ; l'instruction religieuse des enfants

se trouvait souvent impossible ; les habitudes s'effaçaient et, durant la première moitié du XIX^e siècle, il faudra beaucoup d'efforts pour les restaurer. Mais les sans-culottes ne renoncèrent pas à leur hostilité et ils la léguèrent à leurs descendants. L'incroyance, limitée à la noblesse et à la bourgeoisie avant 1789, s'implanta ainsi dans les classes populaires et, à cette nouveauté, d'incalculable portée, s'ajouta la rupture entre la Révolution et l'Église qui ne fut pas de moindre conséquence. La bourgeoisie révolutionnaire en vint à penser que les principes de 1789 et le catholicisme ne se pouvaient concilier et l'Église, de son côté, conclut de même : Pie VI, dès 1790, condamna la Déclaration des droits et le clergé français, qui avait d'abord déclaré l'admettre ou s'était du moins, en grande majorité, abstenu de la répudier, en arriva, le schisme consommé, les rigueurs se multipliant, la laïcisation s'aggravant, à se poser, les constitutionnels exceptés, en ennemi de la Révolution.

La majorité de la nation ne s'en souciait guère. Les principes ne l'intéressaient pas et leur conflit encore moins, l'expérience quotidienne lui enseignant que la vie condamne la pensée à osciller entre les contradictions. La Révolution de 1789 qu'elle avait faite, ses résultats sociaux principalement, ne cessaient pas de lui convenir. Mais, simultanément, elle tenait à sa religion, par conviction, par l'intérêt conservateur qu'elle y attachait, plus généralement encore par habitude et par souci de la tranquillité, les querelles religieuses divisant les familles et troublant la paix domestique. Que l'État s'arrangeât pour y mettre fin et pour qu'il n'y eût plus qu'une messe, tel était le vœu de beaucoup.

Cette pacification ne paraissait pas proche, attendu qu'une partie du clergé, obéissant aux évêques émigrés, soutenait les conspirations royalistes, financées par l'Angleterre. Une solution immédiate exigeait une entente avec le pape qui réduirait ses prêtres à la soumission ou à la neutralité politique. Le Directoire l'avait entrevue en 1796 : il en laissa le profit à Bonaparte.

IV. — LES SERVICES PUBLICS¹.

Quelque diversité que les circonstances aient valu au gouvernement central, personne n'a jamais pu contester que la bour-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour l'administration et les finances, voir les ouvrages indiqués précédemment ; pour la première, ajouter par exemple la biographie de *Boucholle* par le général HERLAUT, citée p. 365 (bureaux de la Guerre) ; pour les modifications survenues dans l'organisation du ministère des Relations extérieures, A. OUTREY, *L'administration en France des Affaires*

geoisie y plaça des hommes capables, dont l'exercice du pouvoir enrichit la compétence et parmi lesquels Napoléon puisa les meilleurs éléments de son personnel. Mais, dans la vie des gouvernés, les décisions de l'autorité législative et les prescriptions du pouvoir exécutif ne sont pas seules en cause : il importe tout autant, sinon davantage, que l'appareil administratif se révèle efficace et que ses chefs disposent, en outre, de collaborateurs exacts et consciencieux ; car, en rapport direct avec le public, les subalternes comptent pour beaucoup dans la réputation d'un régime.

Comme les assemblées, les administrations de département et

étrangères (Paris, 1954, in-8°) ; on annonce la parution prochaine de l'ouvrage de Mlle E. BERNARDIN, *J. M. Roland et le ministère de l'Intérieur (1792-1793)* ; A. COCHIN et Ch. CHARPENTIER, *Les actes du gouvernement révolutionnaire* (Paris, 1920-1926, 3 vol. in-8°), t. I, introduction (sur les bureaux du Comité de salut public) ; P. CARON, Conseil exécutif provisoire et pouvoir ministériel, 1792-1794, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. XIV, ann. 1937, p. 4-16, et C.-E. LABROUSSE, *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, cité p. 134 (pour la décadence de la documentation statistique), p. 26-42.

Pour l'enseignement, on puise des indications sur la période révolutionnaire dans G. PARISET, *Histoire de France contemporaine*, publiée sous la direction d'E. Lavis, t. III : *Le Consulat et l'Empire*, liv. III, ch. V. Ph. SAGNAC a donné, dans le t. XII de la présente collection (3^e éd., 1952), une bibliographie étendue. Citons : James GUILLAUME, *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de l'Assemblée législative* (Paris, 1889, in-8° ; coll. des « Documents inédits sur l'histoire de France »), et *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale* (1891-1907, 6 vol. in-8° ; même coll.) ; abbé E. ALLAIN, *L'œuvre scolaire de la Révolution, 1789-1802* (Paris, 1891, in-8°) ; A. LEAUD et E. GLAY, *L'enseignement primaire en France* (Paris, 1935, 2 vol. in-4°) ; F. LENNEL, *L'instruction primaire dans le département du Nord pendant la Révolution* (Paris, [1909] in-8°) ; M. GONTARD, *L'enseignement primaire en France de la Révolution à la loi Guizot (1789-1833)* (Paris, 1959, in-8°) ; ajouter G. LEFEBVRE, *Les paysans du Nord* (cité p. 57), p. 760-773 ; F.-B. ARTZ, L'enseignement technique en France pendant l'époque révolutionnaire, 1789-1815, dans *Revue historique*, t. CXCVI, ann. 1946, p. 257-286, 387-402 ; sur les écoles centrales, bibliographie dans A. TROUX, *L'école centrale du Doubs à Besançon, an IV-an XI* (Paris, 1926, in-8°) ; G. COIRAULT, *Les écoles centrales dans le Centre-Ouest, an IV-an XII* (Tours, 1940, in-8°) ; J. SPEKKENS, *L'école centrale du département de la Meuse-Inférieure* (Maëstricht, 1951, in-8°) ; E. VIAL, *L'enseignement secondaire en France* (Paris, 1936, in-8°) ; abbé J. PETER, *L'enseignement secondaire dans le département du Nord pendant la Révolution, 1789-1802* (Lille, 1912, in-8°) ; B. BOIS, *La vie scolaire et les créations intellectuelles en Anjou pendant la Révolution* (Paris, 1929, in-8°) ; J. LIARD, *L'enseignement supérieur en France* (Paris, 1888-1894, 2 vol. in-8°) ; E. HAMY, *Les derniers jours du Jardin du roi et la fondation du Muséum d'histoire naturelle* (Paris, 1893, in-8°) ; G. PINET, *Histoire de l'École polytechnique* (Paris, 1887, in-8°) ; G. BOISSIER et G. DARBOUX, *L'Institut de France* (Paris, 1907, in-8°) ; *Le centenaire de la fondation du Muséum d'histoire naturelle, 10 juin 1793* (Paris, 1893, in-f°) ; *Le livre du centenaire de l'École des langues orientales vivantes* (Paris, 1895, in-4°).

Pour l'assistance publique : J. IMBERT, *Le droit hospitalier de la Révolution et de l'Empire* (Paris, 1954, in-8°) ; dans les « Publications de l'Université de la Sarre » ; A. CHERUBINI, *Dottrine e metodi assistenziali dal 1789 al 1848. Italia, Francia, Inghilterra* (Milano, 1958, in-8°).

de district se recrutèrent dans la bourgeoisie et ne se démocratisèrent un peu, les secondes surtout, qu'en 1793. Dans les villes, l'artisanat, le commerce de détail, les arts libéraux accédèrent plus ou moins nombreux au conseil général de la commune, sinon à la municipalité ; en 1793, ils prédominèrent. Des hommes de professions moins relevées, d'aisance plus modeste — commis et même, en petit nombre, compagnons de métier —, s'adjoignirent à eux. Cette contamination fut un des griefs que les notables articulèrent le plus amèrement ; mais le Directoire ne put y mettre entièrement fin parce que la majorité des plaignants demeurait royaliste. Dans ces corps électifs, les citoyens s'accoutumèrent à la gestion des affaires publiques et, dans une certaine mesure, la compétence recommanda ceux qu'il convenait de porter à une fonction supérieure. A la Constituante et dans la Convention de l'an III, on pensa, pour cette raison, à introduire la gradualité ; l'idée ne prévalut pas ; mais, en fait, la plupart des carrières politiques commencèrent par quelque apprentissage de cette espèce. Dans les campagnes, au contraire, la formation des municipalités procura fréquemment des mécomptes ; on y vit des paysans totalement illettrés ou qui même n'entendaient pas le français. Prévoyant cet inconvénient, Condorcet, entre autres, proposait dès 1789 la constitution de « grandes communes » ; on n'y recourut qu'en l'an III, en créant les administrations municipales de canton qui n'empruntaient à chaque commune qu'un « agent » et son adjoint ; la tentative offensa l'esprit, encore vif, d'autonomie locale, et elle ne réussit pas.

Les conseils locaux ne siégeaient ni très souvent ni fort longtemps, en sorte que leurs membres n'assumèrent pas d'obligations accablantes jusqu'au moment où le gouvernement révolutionnaire leur imposa la permanence. Dès le début, celle-ci devint une nécessité de fait pour les municipalités et les directoires de district et de département, contraints de diriger et de surveiller quotidiennement le cours des affaires et chargés, en outre, d'attributions judiciaires : aux directoires incombait la juridiction administrative que l'administration et la vente des biens nationaux, la confection des listes d'émigrés, l'application d'innombrables lois révolutionnaires rendirent extraordinairement active ; les municipalités gardaient le jugement des contraventions et, à partir de 1793, connurent des infractions au maximum. L'application des administrateurs, en des temps si orageux, leur fait grand honneur. La bourgeoisie révolutionnaire, d'ailleurs, en dépit des restrictions censitaires, et à plus

forte raison les républicains démocrates n'admirent jamais que, à raison de ces devoirs absorbants, les riches seuls pussent être élus ; on rémunéra, de même que les députés, les « fonctionnaires » que leur tâche accaparait ; néanmoins, plus d'un dut y renoncer parce que l'assiduité compromettait sa propre entreprise.

D'autre part, certains de ces nouveaux venus manquaient de capacité et de caractère. Quelque stabilité eût été nécessaire pour leur permettre de se familiariser avec leurs attributions ; or, les élections étaient fréquentes : la Constituante renouvela par moitié les départements et les districts tous les deux ans, les municipalités chaque année ; la Constitution de l'an III changea tous les ans un membre sur cinq de l'administration centrale du département et la moitié de l'administration municipale. De 1793 à 1795, les épurations accrurent encore l'instabilité. Les élections fréquentes s'harmonisent avec la conception démocratique et corrigent le système représentatif : elles accroissent le nombre des citoyens qui espèrent se voir appeler à la gestion publique et elles les y intéressent ; elles rappellent aux élus qu'ils ne sont pas inamovibles. Toutefois, leur répétition, outre qu'elle augmente le nombre des abstentionnistes, risque de diminuer l'expérience des mandataires : l'inconvénient était particulièrement sensible, alors que l'éducation civique de la nation commençait seulement.

Sous tous les régimes, la continuité et le perfectionnement des méthodes administratives dépendent en partie du personnel subordonné, de ceux qu'on appelait alors les « employés ». Au début, les commis de l'Ancien Régime demeurèrent en place ; puis les partis, se succédant au pouvoir, peuplèrent les bureaux de leurs fidèles. La multiplication des scribes fut un des traits du gouvernement révolutionnaire, à raison des fonctions qu'il assumait. L'instruction et la conscience professionnelle laissèrent à désirer chez nombre des recrues. Après l'an III, la situation s'améliora en un sens : les commissaires du Directoire, plus stables que les corps électifs, prirent la direction des subalternes. Malheureusement, le désordre monétaire et la pénurie financière généralisèrent la prévarication qu'on n'ignorait pas, à beaucoup près, avant 1789 : les plaintes contre la corruption légendaire des commissaires des guerres et de leurs magasiniers furent intarissables. L'un des desseins des brumairiens fut de stabiliser l'autorité administrative, par la suppression de l'élection, et de reconstituer des services professionnels, en vue de rétablir la toute-puissance de l'État sans aucun doute, mais aussi pour assurer la compétence et l'efficacité à tous les échelons. On ne peut contester

que, par exemple, la suppression des contrôleurs des vingtièmes avait porté préjudice grave à l'établissement des rôles d'impôts directs, ni que les administrateurs de l'époque révolutionnaire négligèrent la pratique de la statistique, une des remarquables innovations de leurs prédécesseurs ; l'économie dirigée y ramena un instant le Comité de salut public ; mais, à la fin du Directoire, François de Neufchâteau en était encore à la recommander.

Le principe électif se maintint aussi dans l'organisation judiciaire jusqu'au Consulat et n'y suscita pas autant de difficultés. En effet, si on ne soumettait à aucune condition technique les juges de paix qui, d'ailleurs, n'ont jamais été inclus dans la magistrature, la loi du 16 août 1790 exigea des membres des tribunaux qu'ils eussent antérieurement exercé, durant cinq ans, les fonctions de juge ou bien d'homme de loi régulièrement attaché à une juridiction. Cette stipulation disparut le 22 septembre 1792 ; mais les assemblées électorales continuèrent à régler leurs choix de manière analogue. Elles ne nommaient les juges de paix que pour deux ans ; le mandat des magistrats durait beaucoup plus : six ans d'après la loi de 1790, cinq suivant la Constitution de l'an III ; tous étaient rééligibles et, en résumé, moins exposés à l'instabilité. L'institution des juges de paix demeura favorablement appréciée ; du moins leur élection attirait-elle ordinairement autant de votants que celle des municipaux et Napoléon attendra jusqu'en 1804 pour la supprimer. Il ne paraît pas que les tribunaux de district aient suscité beaucoup de plaintes : elles vinrent plutôt de l'inextricable complication procédurière qu'engendrèrent l'unification graduelle du droit et les variations de la législation révolutionnaire. Il va de soi que les juridictions répressives d'exception excitèrent, comme en tout temps, des colères furieuses et des rancunes inexpiables. Mais il ne semble pas que les tribunaux criminels de droit commun et les jurys qu'ils s'associaient aient éveillé la désapprobation. En supprimant l'élection, les brumairiens pensèrent surtout à renforcer l'autorité de l'État et à garantir le monopole des fonctions judiciaires à la bourgeoisie, tant pour renforcer son prestige que par souci de conservation sociale.

L'effort des constituants pour dispenser les plaideurs de recourir aux juges et aux hommes de loi, en leur permettant de régler leurs litiges à moindres frais, n'obtint guère de succès. La procédure arbitrale et les tribunaux de famille disparurent sous le Directoire, parce que les particuliers appelés à décider, mal

instruits du droit, n'inspiraient pas confiance ou, se défiant d'eux-mêmes, servaient en réalité de paravent aux professionnels qu'ils appelaient à leur dicter la sentence. On ne cessa pas non plus de recourir aux procureurs ou « avoués », et aux avocats ou « défenseurs officieux », bien qu'ils fussent devenus facultatifs, en sorte que la justice continua d'être coûteuse. En outre, la Constitution de l'an III ne laissa subsister qu'un tribunal civil, trois à six tribunaux correctionnels par département et, en supprimant les districts, elle ramena tout le contentieux devant l'administration centrale du département : les lenteurs et les frais de déplacement s'accrurent. Au surplus, les brumairiens sanctionneront officiellement le coût de la procédure au profit des « officiers ministériels », rétablis au bénéfice de la bourgeoisie.

A l'époque du 18 brumaire, les critiques visaient surtout l'insuffisance de la poursuite répressive. Supprimé par la Constituante, le « parquet », en effet, n'avait pas été rétabli ; l'instruction restait confiée, en premier lieu, à l'officier de gendarmerie et au juge de paix ; ensuite, au président du tribunal civil comme président du jury d'accusation ; l'accusateur public, électif, requérait à l'audience ; le commissaire national, supprimé en octobre 1792 et rétabli par la Constitution de l'an III, contrôlait seulement l'observation de la loi et l'exécution des sentences. La restauration du parquet ne se réalisera d'ailleurs que peu à peu, au cours de la décade suivante.

La réforme de la procédure criminelle avait préoccupé la Constituante dès le premier moment et elle reste une de ses réalisations mémorables ; l'introduction du jury ne fut jamais contestée, bien que le choix des jurés ait prêté à discussion, parce que les intérêts conservateurs tenaient à le régenter. Les tribunaux ordinaires paraissent avoir respecté les règles nouvelles. L'Assemblée s'appliqua encore à préserver l'accusé devant les juridictions qu'elle conserva dans l'armée et la marine ; elle y introduisit le jury où siégèrent des soldats ou des matelots. Si elle finit par créer une Haute Cour nationale pour les crimes de lèse-nation, elle réglementa pareillement ses opérations.

La guerre civile n'en provoqua pas moins la restriction, l'abandon, la violation des garanties de droit commun. Les Comités des recherches, de surveillance ou de sûreté générale des assemblées obtinrent la faculté d'ordonner des perquisitions et des arrestations sans intervention des magistrats ; de même le Comité de salut public. Les autorités locales les imitèrent chaque fois que les circonstances leur parurent l'exiger et, de 1793

à 1795, les lois terroristes leur laissèrent un pouvoir discrétionnaire. En fait, le Directoire en hérita et ses commissaires ne se privèrent même pas de la détention préventive pour préparer de bonnes élections. Quant aux tribunaux extraordinaires, les formes s'y simplifièrent et la Convention en vint à prescrire la condamnation à mort sur simple constatation d'identité pour les émigrés et les déportés, les rebelles pris les armes à la main et les individus qu'elle déclarait « hors la loi ». Le Directoire recourut aussi aux commissions militaires et ne s'embarrassa pas de scrupules juridiques à propos des babouvistes. L'opinion ne nourrissait pas l'illusion que les dirigeants, quels qu'ils fussent, et leur police politique en éprouveraient jamais, tant que la paix ne reprendrait pas son empire. Elle ne s'attendait guère non plus à voir le gouvernement abandonner la juridiction administrative à des professionnels indépendants.

Du moins se plaignait-elle que la codification de la législation civile, si neuve et si mouvante depuis 1789, se fit toujours attendre. La Constituante n'adopta qu'un code rural, en septembre 1791. La Convention, en 1793 et de nouveau après le 9 thermidor, entama la discussion d'un code civil, mais n'aboutit pas. Le projet que Cambacérès présenta en 1796 demeura en suspens et les Conseils se contentèrent de voter, tardivement, un code hypothécaire. L'énormité du travail et les circonstances troublées n'expliquent pas seules le retard : en rendent compte aussi l'intervention des lois montagnardes, assorties de rétroactivité, puis les hésitations des réacteurs et les réajustements interminables des obligations que nécessita la catastrophe monétaire. Toujours est-il qu'il restait à conclure.

L'organisation des contributions publiques établie par la Constituante éprouva des changements continuels et on ne peut s'en étonner si l'on se rappelle le mécontentement qu'excitait la répartition de la contribution foncière, et plus encore de la contribution mobilière, entre les circonscriptions territoriales, ainsi que le médiocre succès de la patente fondée sur les déclarations des assujettis. La Convention abolit la patente le 21 mars 1793, puis supprima la contribution mobilière et remania la contribution foncière le 21 floréal an II (10 mai 1794). Au cours de la guerre civile, la perception des impôts acheva de se ralentir et les Montagnards se procurèrent des ressources par l'emprunt forcé, les taxes révolutionnaires, le paiement des contributions en grains, les réquisitions et l'inflation. En thermidor an III,

l'assignat ruiné, leurs adversaires rétablirent la contribution mobilière et la patente sur des bases nouvelles ; ils imposèrent l'acquit en nature de la moitié de la contribution foncière : cette mesure procura une aide importante au Directoire, avant qu'on ne la rapportât le 3 vendémiaire an V (24 septembre 1796). Ainsi revenue au système de la Constituante, la république thermidorienne ne mit pas fin aux récriminations ; elle modifia l'assiette de la contribution mobilière à deux reprises et beaucoup plus souvent celle de la patente ; enfin, en l'an VII, les Conseils procédèrent à un remaniement général des trois contributions, de l'enregistrement et du timbre, en même temps qu'ils instituaient un quatrième impôt direct, celui des portes et fenêtres. Cet aménagement réalisa des progrès appréciables et les lois de l'an VII demeurèrent fondamentales durant plus d'un siècle. Elles ne contentèrent pourtant pas les contribuables. Les exigences de l'État, il est vrai, diminuèrent de 1791 à l'an VII. La contribution foncière passa de 240 millions à 210 : elle tendait à se stabiliser en une sorte de forfait comme le souhaitait le cultivateur. La contribution mobilière s'abaissa de 60 millions à 30, réduction qui satisfait le particulier quant à sa cote individuelle, mais ne coupa pas court à tout grief parce qu'elle profita surtout à la richesse citadine ; au surplus, le caractère d'impôt progressif sur le revenu, conféré dans une certaine mesure à la contribution mobilière par la Constituante et fortement accusé par la réforme du 14 thermidor an V (1^{er} août 1797), disparut dans celle du 3 nivôse an VII (23 décembre 1798), qui proportionna la taxation au loyer et prépara ainsi la réglementation que le Consulat établit pour de longues années. Mais, comme la contribution foncière assurait toujours la principale recette du budget ordinaire, sa répartition continua d'être la principale cause de mécontentement ; dans la commune, la répartition s'exécutait de manière approximativement équitable ; mais, entre les communes et les départements, en dépit de retouches continuelles, impossible d'atteindre même résultat. Il dépendait de la confection d'un cadastre qu'on réclamait en 1789, sans se rendre compte qu'il supposait un personnel expérimenté, beaucoup d'argent et de temps. Seul, le rétablissement de la tranquillité intérieure permettra à Napoléon de commencer le travail et il durera près d'un demi-siècle.

Pour l'État, les préoccupations essentielles portaient sur la perception, le financement de la guerre et l'alimentation de la Trésorerie. La Constituante laissa aux municipalités l'établissement

des documents fiscaux — matrices et rôles —, ainsi que les recouvrements : c'était encore respecter un trait de l'Ancien Régime et la révolution populaire n'eût pas supporté qu'on diminuât, sur ce point fondamental, l'autonomie communale. Mais, avant 1789, outre que la royauté disposait, en ce qui concernait au moins les vingtièmes, des contrôleurs qui s'efforçaient de constituer méthodiquement des matrices avec le concours de l'enregistrement et des contribuables, elle s'en rapportait, pour exiger les versements, aux receveurs en titre d'offices, obligés de les hâter parce qu'ils souscrivaient des rescriptions au profit du Trésor ; intéressés à les recevoir, puisque leurs remises dépendaient du total de leurs recettes ; autorisés, enfin, à employer la contrainte contre les défaillants par l'envoi de garnisaires et par la saisie. Pareils motifs n'animaient pas les employés salariés que la Révolution leur substitua et qui ne disposaient ni de la contrainte, ni de la même indépendance. Ce fut seulement après le 18 fructidor qu'on créa, dans chaque département, une « agence des contributions » pour veiller à la confection des rôles, laquelle, confiée au commissaire du Directoire, non à des professionnels, n'obtint pas tout le succès espéré, et qu'on rétablit l'envoi de garnisaires aux collecteurs communaux et aux contribuables. La rentrée de l'impôt s'accrut plus sensiblement qu'on ne l'a dit ; néanmoins, le premier soin du Consulat sera de mettre sur pied, afin d'assurer la rédaction des rôles et le recouvrement, une administration spécialisée, indépendante des autorités locales.

Pour la Trésorerie, les perceptions directes, lentes et irrégulières, offrent moins de prix que les recettes quotidiennes qu'elle tire des impôts indirects de consommation. Or, l'un des premiers soins de la révolution populaire fut de supprimer ces derniers et la Constituante ne put qu'en consacrer la disparition. Leur impopularité interdit aux Conseils directoriaux de consentir à imposer le sel et ils ne se résignèrent pas aisément à taxer légèrement le tabac. Napoléon lui-même ne s'engagera dans cette voie qu'en 1804. D'autre part, la Trésorerie se vit privée des rescriptions et elle ne pouvait compter sur l'emprunt, sinon forcé. Pourtant, il lui fallut pourvoir à la liquidation de la dette, puis aux dépenses extraordinaires de guerre. Sa situation empira encore, lorsque les Montagnards, indignés à juste titre de l'avidité et des malversations des financiers, de leur collusion corruptrice avec des employés de l'État et avec des représentants du peuple, défendirent de recourir à leur concours, alors que, de mémoire d'homme, ils secouraient le Trésor par leurs prêts à court terme et

pourvoyaient par leurs avances à l'entretien des forces armées. La Trésorerie n'assura le service ordinaire et ne soutint la guerre que grâce à l'assignat et à la vente des biens nationaux : ce n'est pas sans raison qu'on leur attribua le salut de la Révolution. Revenus à la liberté d'entreprise, les thermidoriens lâchèrent la bride aux fournisseurs. Privé d'un papier-monnaie que les « manieurs d'argent » ne demandaient qu'à émettre en formant une banque nationale pourvue d'un monopole, ce que les Conseils n'acceptèrent jamais, le Directoire se trouva réduit aux expédients que l'Ancien Régime employa plus d'une fois : le gaspillage du domaine, le pullulement des bons irrecouvrables, les banqueroutes.

L'inflation, puis la déplorable pénurie du Trésor entraînèrent des conséquences sociales dont il sera question plus loin ; elles constituèrent une révolution supplémentaire et aliénèrent à la Révolution ou découragèrent ceux qui en souffrirent et, à des titres divers, ce fut presque toute la nation. Le rétablissement financier fut le premier soin du Consulat et, avec la puissance de l'État, la popularité de Bonaparte en tira grand profit. Encore n'est-ce pas tout. Faute d'argent, l'œuvre des révolutionnaires avorta en partie : la Constituante, puis les Montagnards eux-mêmes n'osèrent pas consacrer les biens nationaux, comme ils l'auraient voulu, à multiplier les petits propriétaires ; des deux grands services publics, l'enseignement et l'assistance dont le préambule de la Constitution de 1791 formulait la promesse et que les Montagnards regardaient comme des organes vitaux de la République démocratique, le premier ne se réalisa qu'à demi et l'autre échoua complètement.

Nul mieux que Condorcet n'exprima les espérances qui ennoblièrent, aux yeux des disciples des Encyclopédistes, la mission assignée à l'enseignement national ; la Révolution se devait de l'organiser pour que « le progrès croissant des lumières ouvre une source inépuisable de secours dans nos besoins, de remède à nos maux, de moyens de bonheur individuel et de prospérité commune », pour « contribuer à ce perfectionnement général et graduel de l'espèce humaine, dernier but vers lequel toute institution sociale doit être dirigée ». Interprète d'un humanisme assez généreux pour répudier l'égoïsme censitaire, le démocrate Condorcet, reprenant ainsi le message de Descartes, en amplifiait singulièrement la portée, car, à l'enseignement national, il assignait pour mission d'« assurer à chacun la faculté de développer

toute l'étendue des talents qu'il a reçus de la nature et, par là, établir entre les citoyens une égalité de fait et rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi ». Il s'agissait donc de procurer à tous le moyen d'accéder à la jouissance des droits dans le cadre de la société bourgeoise.

Restait à déterminer les caractères de l'institution. L'État la régirait-il ? En abandonnerait-il la gestion soit aux autorités locales, soit aux chefs de famille ? Ou bien encore lui conférerait-il l'autonomie ? Pour qu'elle atteignît ses fins, ne fallait-il pas que la fréquentation scolaire fût obligatoire et gratuite ? Dans l'affirmative, qui en ferait les frais ? Ouverte à tous, l'école nationale ne pouvait être que laïque et non pas confessionnelle ; mais substituerait-elle son monopole à celui de l'Église ? Sur sa laïcité, les circonstances ne laissaient point de doute ; quant aux autres problèmes, les opinions divergèrent toujours.

La Constituante se contenta d'entendre lecture, le 10 septembre 1791, d'un rapport de Talleyrand. La Législative écouta Condorcet exposer son fameux plan, les 20 et 21 avril 1792 : elle en ordonna l'impression sans pousser plus avant. La Convention girondine entendit des rapports de son Comité d'instruction publique ; entama la discussion en décembre 1792, pendant le procès du roi ; la reprit sans aboutir. Condorcet, sans parler de l'obligation, paraissait l'admettre ; mais, rappelant que tout citoyen pouvait fonder une école, il excluait le monopole. Pour l'éducation nationale, il proposait un enseignement primaire, destiné aux filles comme aux garçons, qui comporterait une section élémentaire et des écoles secondaires ; puis un degré intermédiaire constitué par des « instituts » ; enfin, un échelon supérieur composé de neuf « lycées ». Un certain nombre de jeunes gens sélectionnés passeraient d'un ordre à l'autre comme « élèves de la patrie », aux frais de l'État. Pour les autres, des conférences et les fêtes nationales prolongeraient jusque dans l'âge adulte la formation commencée pendant la jeunesse. Une « Société nationale », divisée en quatre classes, recrutée par cooptation, assumerait la direction de l'enseignement national et, en même temps, celle de la recherche. Le choix et l'inspection des professeurs de chaque degré appartiendraient à ceux de la section supérieure. Condorcet créait ainsi, et on le lui reprocha, une corporation indépendante pour soustraire l'éducation aux fluctuations politiques et à l'intervention des familles comme à la censure des clergés.

Les Montagnards ne s'intéressaient pas moins aux grands établissements de recherche scientifique : la réorganisation du

« Jardin du roi », devenu le Museum d'histoire naturelle, commença le 10 juin 1793. Toutefois, il leur paraissait pressant de créer l'enseignement primaire, parce que, sans nul doute, ils en attendaient pour les futurs citoyens une préparation civique, mais aussi parce que, le voulant pratique et utilitaire, ils compaient préparer la jeunesse à l'activité positive par une formation professionnelle. Par esprit égalitaire, les plus radicaux préconisaient en outre l'école unique. Le 13 juillet 1793, Robespierre donna connaissance à la Convention du plan préparé par Lepeletier de Saint-Fargeau et, le 29, au nom du Comité d'instruction publique, en proposa l'adoption. Il instituait le monopole de l'État : la République prendrait les enfants à sa charge de cinq à onze ans pour les filles, à douze pour les garçons ; mais il plaçait l'école sous la direction d'un conseil des pères de famille et en faisait une sorte de coopérative, les élèves pourvoyant à leurs besoins dans la mesure de leurs moyens et vendant en partie les fruits de leurs travaux ; on leur inculquerait beaucoup moins un savoir intellectuel que des principes moraux et professionnels : ici, l'inspiration de l'*Émile* est visible. Lepeletier approuvait les degrés supérieurs de l'enseignement prévus par Condorcet, mais ne disait mot de leur organisation.

Dans le décret qu'elle adopta le 29 frimaire an II (19 décembre 1793), la Convention n'adoptait ni le plan de Condorcet, ni celui de Lepeletier ; toutefois, comme ce dernier, elle ne s'occupait que des « premières écoles ». L'enseignement est libre et aucune probation technique ne s'impose à l'« instituteur ». Le père de famille envoie ses enfants à l'école durant trois ans au moins ; mais il choisit celle qui lui convient. La République subventionne les maîtres à proportion du nombre des élèves ; si aucun particulier n'enseigne dans la commune, la municipalité peut choisir un instituteur que l'État dote d'un traitement fixe. Le texte ne stipule pas la laïcité et ne défend pas aux ministres des cultes de tenir école ; mais, pour enseigner, il faut un certificat de civisme ; la surveillance de la section ou de la municipalité s'exerce parallèlement à celle des chefs de famille ; le Comité de salut public doit publier les livres dont les instituteurs auront à se servir et la Déclaration des droits y tiendra la première place. Cet enseignement étroitement contrôlé par l'État, mais décentralisé à l'extrême, s'harmonisait avec la mentalité sans-culotte. Tout à la guerre, les Montagnards accentuèrent encore, à l'occasion, le caractère utilitaire qu'ils attribuaient à l'enseignement et le concours qu'ils réclamaient de la recherche à son profit. Pressés

par le temps, ils mirent comme toujours la célérité révolutionnaire à l'ordre du jour. Ainsi, ils appelèrent de province les citoyens désignés pour la préparation du salpêtre et les confièrent durant quelques décades à des chimistes réputés ; ils tirèrent de la levée en masse des jeunes gens et les réunirent en une « École de Mars » pour assurer le recrutement des cadres.

Au début, les thermidoriens ne répudièrent pas l'œuvre des Montagnards. Le 10 vendémiaire an III (1^{er} octobre 1794), ils décrétèrent même l'ouverture d'une École normale, où des maîtres de grande réputation préparèrent à l'enseignement 1.300 auditeurs envoyés par les districts. Ils s'intéressèrent aussi aux petites écoles ; leur loi du 27 brumaire an III (17 novembre 1794) créa véritablement l'enseignement public, en décidant que la République ouvrirait une école, sinon dans toutes les communes, du moins pour chaque groupe de 1.000 habitants et en rémunérerait le maître, qui serait choisi et inspecté par un jury d'instruction désigné et contrôlé par le district. La liberté n'en subsista pas moins et certains ne dissimulèrent pas qu'ils comptaient bien que les enfants de la bourgeoisie disposeraient d'écoles payantes.

Dès les premiers temps, toutefois, les thermidoriens accordèrent grand intérêt aux établissements supérieurs : le Conservatoire des arts et métiers date du 19 vendémiaire an III (10 octobre 1794) ; du 1^{er} brumaire (22 octobre), l'École des services publics pour l'armée, la marine et les ponts et chaussées, appelée ensuite École des travaux publics ; c'est notre École polytechnique. On la compléta par l'École des mines. Le 14 frimaire (4 décembre), on créa trois écoles de médecine et peu après l'Institut des sourds-muets ; on établit aussi de nouvelles écoles vétérinaires. Le 7 messidor (25 juin 1795) apparut le Bureau des longitudes, auquel s'annexa un cours d'astronomie à l'Observatoire. Les langues, l'archéologie, les arts reçurent aussi leur part : l'École des langues orientales fut formée le 10 germinal (30 mars 1795) ; le Musée des monuments français avait été institué dès le 15 fructidor an II (1^{er} septembre 1794) ; le Conservatoire de musique remonte également à cette époque. A la veille de se séparer, le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795), la Convention préposa enfin, à la direction de l'activité intellectuelle, l'Institut national, réalisant ainsi la Société nationale de Condorcet, mais sans lui accorder l'autorité administrative que ce dernier lui attribuait.

Cependant, l'organisation d'un enseignement secondaire ne parut pas tâche moins urgente : les fils de la bourgeoisie ne pou-

vaient se passer de collèges pour se préparer aux carrières libérales ; le monde savant non plus, afin de se recruter et de s'assurer un public. Le 6 ventôse an III (24 février 1795), sur le rapport de Lakanal, la Convention décida donc que chaque département posséderait une « école centrale », dont il supporterait les frais et nommerait les professeurs parmi les candidats habilités par un jury d'instruction. En principe, elles ne seraient pas gratuites.

Les thermidoriens, visiblement, ne partageaient donc pas les intentions démocratiques que Condorcet manifestait en 1792 ; le désastre monétaire explique ce changement, en même temps que la réaction conservatrice. L'enseignement populaire ne tarda pas à en éprouver l'effet, lui aussi : le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795), la Convention cessa d'appointer l'instituteur ; il ne lui resta que le logement et il fallut revenir à la rétribution fixée par la municipalité et acquittée par les parents. Concurrément, on ne parla plus de l'obligation.

Devenus les directoriaux, les thermidoriens ne changèrent rien à leurs lois : désormais, importait leur application. Pour l'enseignement supérieur, elle se trouvait à peu près terminée ; le Directoire eut surtout à installer l'Institut où, à côté des sciences mathématiques et physiques, une classe appartint aux sciences morales et politiques, grande nouveauté, et une troisième aux lettres et aux arts. Les écoles centrales s'ouvrirent et quelques-unes prospérèrent. Les leçons, réparties en trois séries successives de deux années chacune, demeuraient facultatives. Aussi reprocha-t-on à ces écoles de ne pas constituer un cours d'études et de ressembler davantage à des Universités qu'à des collèges, d'autant qu'elles ne possédaient ni classes préparatoires, ni internats. Certaines y remédièrent spontanément ; mais une réforme d'ensemble paraissait nécessaire ; on en discuta sans aboutir. Quant aux écoles primaires, les effets prévisibles ne manquèrent pas : le recrutement empira ; faute d'écoles normales, comment pouvait-il s'améliorer ? L'école serait retournée purement et simplement à l'Ancien Régime, si le Directoire, en conflit avec l'Église, n'y avait maintenu la laïcité. De ce chef, les écoles privées, le plus souvent confessionnelles, retrouvèrent une clientèle : le gouvernement les soumit à l'inspection des municipalités, défendit aux fonctionnaires d'y envoyer leurs enfants et décida de ne choisir ses agents que parmi les anciens élèves des écoles publiques. Il ne paraît pas que ces dernières dispositions aient été appliquées ; mais l'inspection et l'obligation d'assister au culte décadaire provoquèrent la fermeture volontaire ou forcée

de plus d'une école privée, sans que l'enseignement national s'en soit trouvé mieux.

L'évolution porte donc trace de l'intermède démocratique. La guerre et l'insuffisance des ressources, la brièveté aussi des expériences restreignirent cruellement les réalisations. On s'approchait, néanmoins, du régime que la plus grande partie de la bourgeoisie estimait supportable ou satisfaisant. Il différait profondément de la tradition. La Révolution mit fin au monopole de l'Église et inaugura l'enseignement public et laïque. Elle y conféra la priorité à la science exacte et expérimentale, sans oublier qu'à la connaissance de la nature se devait adjoindre celle de l'homme et de la société. Elle modernisa l'humanisme classique en accordant la primauté à la langue et à la littérature nationales. Elle posa en principe que les maîtres associeraient la recherche, l'application technique et l'initiation de la jeunesse à leurs méthodes : c'est un des traits les plus originaux de sa création. Bien que celle-ci demeurât fort loin de la perfection, les encyclopédistes y auraient reconnu leur pensée.

Le destin de l'assistance fut pire. La disparition des aumônes, si insuffisantes qu'on les jugeât, des décimateurs et des couvents, la vente des biens de fondation, puis de ceux des hôpitaux et hospices lui portèrent des coups terribles. Les assemblées les parèrent dans une certaine mesure en accordant, de temps en temps, des subsides que les municipalités distribuaient ou consacraient à des ateliers de charité. De l'esquisse d'une sécurité sociale, décrétée le 22 floréal an II par les Montagnards, il ne resta rien après le 9 thermidor. Les thermidoriens se bornèrent à restituer les biens encore disponibles des hôpitaux et des hospices ; puis, le Directoire créa les bureaux de bienfaisance et autorisa des municipalités à instituer pour les subventionner des octrois, dont, en fait, elles incorporèrent ordinairement le produit à leur budget. La Révolution avait, là encore, mis sa marque : l'assistance était laïcisée ; mais, si la Déclaration de 1793 reconnut un droit pour le déshérité, la bourgeoisie de ce temps préférait la limiter à un secours et s'en rapporter de préférence à la charité.

V. — L'ARMÉE¹.

De l'œuvre constructive de la Révolution, la création de l'armée nationale paraissait, en 1799, la partie la mieux réussie.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter aux ouvrages déjà cités, p. 161, 248, 393, 532.

Les Français de 1789 ne s'y attendaient pas : ils détestaient le tirage à la milice et leur goût pour l'égalité n'allait pas jusqu'à souhaiter le service militaire pour tous. La guerre était affaire de princes et, d'ailleurs, l'ordre nouveau n'offrait-il pas la paix au monde ? La Constituante abolit la milice et, malgré Dubois-Crancé, maintint le recrutement par engagement volontaire. En février 1790, elle supprima la vénalité des grades et les déclara accessibles à tous ; puis, en septembre, elle réserva aux sous-officiers une sous-lieutenance vacante sur quatre et attribua, dans les promotions, une large part à l'ancienneté. Hormis ces réformes, qui satisfirent les bas-officiers et la bourgeoisie, l'ordre ancien changea peu. Louis XVI resta le chef de l'armée ; les officiers nobles gardèrent leurs postes aussi longtemps qu'il ne leur convint pas d'émigrer. Le conflit du Tiers État et de l'aristocratie s'insinua dans les corps, sans que la Constituante se décidât jamais à une épuration. Les troupes de ligne se décomposèrent et leur effectif s'affaiblit.

Cependant, contre la noblesse et contre les brigands, la Révolution populaire avait mis sur pied la garde nationale. L'Assemblée la légalisa, puis la réglementa. Territoriale et sédentaire, réunissant tous les citoyens aptes à porter les armes, élisant ses chefs, habillée de bleu et non de blanc, elle se regardait comme radicalement différente de l'armée ; se défiant de celle-ci, les Assemblées regardaient les gardes nationaux comme le rempart de la Révolution et ne consentirent pas à les subordonner aux chefs militaires. Mais, quand la fuite du roi présagea l'invasion, la Constituante exigea de cette milice révolutionnaire 100.000 volontaires, qu'on organisa en bataillons départementaux ; la guerre commencée, la Législative en accrut le nombre et, enfin, la Convention exigea en sus 300.000 hommes, le 23 février 1793. La garde nationale n'en subsista pas moins et, bien qu'elle se vit partiellement mobilisée çà et là en 1792 et en 1793, puis fournit au Directoire des colonnes mobiles, elle conserva ses caractères. La Révolution eut ainsi deux espèces de défenseurs normalement combattants. Depuis le 10 août, le roi ne les commandait plus et les régiments suisses avaient été licenciés ; en l'an II, une sérieuse épuration élimina les éléments suspects. Néanmoins, pour que l'armée devint vraiment nationale, il restait à réaliser l'unité et à y appeler tous les Français. On n'y parvint pas sans peine.

En février 1793, la Convention décréta l'amalgame de la ligne et des volontaires ; en principe, la réglementation leur

devint commune ; mais la fusion des corps ne se réalisa que lentement et ne s'acheva qu'au début du Directoire. Entre temps, le service obligatoire apparut, sauf pour les hommes mariés, grâce à la levée en masse du 23 août 1793, mais seulement à titre exceptionnel. L'année suivante, aucun décret des thermidoriens ne prescrivit d'enrôler les jeunes gens parvenus à l'âge de 18 ans et aucun appel n'intervint ; peut-être la recherche des insoumis s'étendit-elle désormais aux nouveaux assujettis ; en ce cas, la plupart échappèrent sûrement, tandis que les « réquisitionnaires » de 1793 restèrent dans les rangs jusqu'au Consulat pour le moins. Ce fut donc la loi Jourdan, du 19 fructidor an VI (5 septembre 1798), qui érigea l'obligation, de 20 à 25 ans, en institution permanente. Elle n'exemptait que les hommes mariés avant le 23 nivôse an VI (12 janvier 1798), date à laquelle les Cinq-Cents avaient été saisis de la proposition ; mais elle autorisait le remplacement ; quand on le supprima le 10 messidor an VII (28 juin 1799), l'évolution parut achevée. En réalité, l'obligation ne comportait pas nécessairement le service : la loi Jourdan conférait simplement aux Conseils, juges des circonstances, le droit d'appeler le contingent nécessaire pour compléter ou accroître les effectifs. En messidor an VII, ils convoquèrent toutes les classes : on revenait ainsi à la levée en masse et le mécontentement fut si vif que Bonaparte, non content de rétablir le remplacement pour satisfaire les notables, limita ses exigences jusqu'aux guerres impériales.

Par l'amalgame, les Montagnards comptaient étendre à toute l'armée le caractère populaire des bataillons de volontaires ; en fait, comme il arrive toujours à la suite de pareille fusion, il s'effaça en partie. Néanmoins, l'empreinte de la Révolution demeura profonde : hostile aux ci-devant et aux prêtres, l'armée demeura la partie de la nation la plus généralement attachée à la Révolution, même après que Napoléon en eut hérité. Ce fut chez elle que la démocratie survécut ; car, pour s'élever dans la hiérarchie, le savoir même comptait peu : l'intelligence et surtout la bravoure suffisaient. L'amalgame demeura un de ses traits essentiels. Elle ne vécut jamais encasernée : à peine habillées et armées, les recrues partaient pour le front et se mêlaient aux combattants.

Par les traits originaux de son armée, la Révolution transforma les méthodes de la guerre. La tactique d'abord, par l'initiative spontanée des volontaires, dont il resta toujours quelque chose ; la cavalerie, il est vrai, ne pouvait épargner aux enrôlés un long

apprentissage et, malgré ses progrès sous le Directoire, resta, jusqu'à l'Empire, inférieure à celle des Autrichiens. La stratégie, plus encore, eut à se renouveler : comme on l'a vu, après l'imparfaite esquisse de Carnot et la révélation de Bonaparte en Italie, le progrès s'arrêta et la campagne de 1799 n'en garda même rien. Ici encore, la conclusion tardait : il ne fallut rien de moins que le génie napoléonien pour que l'arme redoutable forgée par la Révolution portât les coups fameux qui illustrèrent les campagnes impériales.

VI. — L'UNITÉ NATIONALE¹.

Destructrice ou constructive, la Révolution française, à plusieurs égards, perfectionnait l'unité nationale et, à ce titre encore, elle s'insère dans la continuité historique du pays. Les cloisons sont abattues, qui séparaient les diverses parties du territoire. Égaux devant la loi, tous les habitants obéissent pareillement à l'État et à une administration uniforme. Plus de douanes intérieures ni de péages : le marché national se trouve réalisé, pour autant que le permettaient les moyens de communication. La nation se délimite strictement en face de l'étranger : seigneurs et évêques des contrées voisines ont perdu, en France, les uns leurs droits féodaux, les autres leur juridiction. Le « reculement des barrières » à la frontière politique unit l'Alsace et la Lorraine à l'économie française et les ferme du côté de l'Allemagne. Psychologiquement, ne furent pas moins efficaces la solidarité du Tiers État autour de l'Assemblée nationale et son union dans les fédérations. Mais rien n'égala la création de l'armée nationale, la guerre qu'elle soutint, les victoires qu'elle

1. OUVRAGES A CONSULTER. — F. BRUNOT, *Histoire de la langue française*, t. IX, *La Révolution et l'Empire*, I^{re} partie, *Le français, langue nationale* (Paris, 1927, in-8°) ; II^e partie, *Les événements, les institutions et la langue* (1937) ; t. X, *La langue classique dans la tourmente*, I^{re} partie, *Contact avec la langue populaire et la langue rurale* (1939) ; II^e partie, *Le retour à l'ordre et à la discipline* (1943) ; M. DENECKÈRE, *Histoire de la langue française dans les Flandres* (Gand, 1954, in-8° ; publication de l'Université de Gand) ; C. PIERRE, *Les hymnes et chants de la Révolution* (Paris, 1904, in-4° ; coll. des « Documents inédits sur l'histoire de France ») ; cf., dans C. ROGERS, *The spirit of the Revolution of 1789* (Princeton, 1949, in-8°), l'appendice critique ; J. TIERSOT, *Les fêtes et les chants de la Révolution* (Paris, 1908, in-16) ; le livre de D. DOWD sur David, cité p. 284 ; J.-A. RIVOIRE, *Le patriotisme dans le théâtre sérieux de la Révolution, 1789-1799* (Paris, [1950], in-8°) ; A. FAVRE, *Les origines du système métrique* (Toulouse et Paris, 1931, in-8°) ; G. BIGOURDAN, *Le système métrique des poids et mesures. Son établissement et sa propagation graduelle* (Paris, 1901, in-8°) ; pour le franc, F. BRAESCH, *Finances et monnaie révolutionnaires*, fasc. 5, *La livre tournois et le franc de germinal* (Paris, 1936, in-8°).

remporta. Matériellement, nombre d'individus, devenus soldats ou déplacés par les circonstances, apprirent à connaître les divers aspects de la communauté qu'ils ignoraient jusqu'alors.

Pour l'instant, toutefois, il fallait s'avouer que la tâche n'atteignait pas le terme. La coordination du pouvoir central et de l'administration locale restait à perfectionner ; la codification presque entière attendait son heure ; l'enseignement primaire, si essentiel pour l'éducation civique, ne se constituait pas. Même en ce qui concernait l'unité du marché, l'institution d'un système uniforme de poids et mesures, réclamée par les cahiers, demeurait inachevée. La Constituante avait confié cette tâche à une commission qui exposa, le 19 mars 1791, les deux bases du nouvel ordre : il serait décimal et fondé sur l'observation scientifique. Conformément à ce second principe, l'unité de mesure égalerait une fraction exacte du quart du méridien terrestre — la dix millionième partie — et s'appellerait le « mètre », ce qui a valu à l'ensemble le nom de « système métrique » ; l'unité de poids, le « gramme », serait fournie par un centimètre cube d'eau distillée pesé dans des conditions déterminées. En fait, le recours à la nature, utilisant des mesures nécessairement approximatives, ne pouvait aboutir qu'à des unités conventionnelles. C'était le mode décimal qui constituait l'innovation vraiment rationnelle et d'une commodité incontestable. La mesure du méridien commença en 1792 ; la même année, l'Académie des Sciences arrêta la nomenclature. Ulérieurement, la décimalité subit d'ailleurs un accroc ; le 1^{er} août 1793, la Convention avait défini l'unité monétaire, dénommée le « franc », comme égale à la valeur de 10 grammes d'argent ; mais, le 28 thermidor an III (15 août 1795), elle la réduisit de moitié, pour l'identifier approximativement avec la « livre » de l'Ancien Régime, dans l'intention évidente de ménager les habitudes en perpétuant la monnaie de compte traditionnelle. Quand le Directoire disparut, l'ensemble n'était pas encore définitivement fixé et l'achèvement fut, à cet égard encore, l'œuvre du Consulat.

Sur un autre point — l'extension de la langue française —, la tentative se trouvait abandonnée, et elle le resta. Ni le cosmopolitisme du siècle, ni la conception de la nation comme une association volontaire ne portèrent d'abord les révolutionnaires à s'en préoccuper ; leur goût libertaire de l'autonomie locale ne les y inclinait pas non plus. La Constituante ordonna, au contraire, le 14 janvier 1790, de traduire ses décrets dans tous les idiomes usités dans le royaume. Nationalisant la guerre, la Convention

changea d'opinion ; d'ailleurs, on accusait idiomes et patois, auxquels le clergé tenait essentiellement, de favoriser la contre-révolution et les représentants en mission, Saint-Just surtout en Alsace, s'y montrèrent hostiles. Le 8 pluviôse an II (27 janvier 1794), Barère fit décréter, non seulement que les actes publics et notariés seraient désormais exclusivement rédigés en français et que l'enregistrement n'admettrait les sous-seings privés qu'à la même condition — réforme qui subsista —, mais que, dans les dix jours, un instituteur de langue française s'installerait dans toutes les communes des départements nommément désignés comme usant d'un idiome étranger. Le 16 prairial (4 juin), Grégoire alla plus loin et pria l'assemblée d'inviter les autorités et les sociétés populaires à s'efforcer d'éliminer les patois : on ne le suivit pas. Le sort de l'article du décret du 8 pluviôse sur les instituteurs dépendait évidemment de celui de l'école primaire et, après le 9 thermidor, on n'y pensa plus. Le progrès du français, comme celui de la mentalité nationale, résulta désormais soit des écoles centrales, et ultérieurement des lycées et collèges, soit de l'unification administrative et économique du pays.

Cependant, alors que l'unité nationale se perfectionnait, la guerre civile tendait à en séparer une importante minorité : les émigrés et leurs parents, les réfractaires, la plupart des nobles même, si l'on s'en rapportait à la loi de l'an VI. Des amnisties pouvaient les réintégrer ; mais on prévoyait que ceux qui en profiteraient ne se réconcilieraient avec l'ordre nouveau qu'en apparence et méditeraient une revanche. Enfin, portant le regard plus loin, on eût reconnu sans peine que, les intérêts, enflammés par les événements, achevant de passionner les esprits, l'antagonisme religieux, politique, social, de la tradition et du rationalisme diviserait moralement la France nouvelle plus encore que l'ancienne.

VII. — LA VIE INTELLECTUELLE¹.

Les révolutionnaires restaient plus ou moins exactement fidèles au rationalisme. Le 11 vendémiaire an II (2 octobre 1793),

1. OUVRAGES A CONSULTER. — F. BRUNOT, *Histoire de la langue française*, cité p. 82 et 589 ; F. PICAVET, *Les idéologues* (Paris, 1890, in-8°) ; Ch. VAN DUZER, *The contribution of the ideologues to French revolutionary thought* (Baltimore, 1935, in-8°) ; L. TRÉNART, *Histoire sociale des idées. Lyon, de l'Encyclopédie au Préromantisme*, cité p. 78 ; la thèse de J. GAULMIER sur Volney, cité p. 128. Pour les sciences, voir p. 69 ; ajouter G. POUCHET, *Les sciences pendant la Terreur* (Paris, 1896, in-8° ; coll. de la « Société de l'histoire

la Convention décerna les honneurs du Panthéon à Descartes. En 1794, Condorcet écrivit son *Tableau des progrès de l'esprit humain*, expression suprême de la pensée du XVIII^e siècle, où, déjà proscrit, il attesta sa confiance héroïque dans les destinées de l'espèce humaine. La métaphysique déiste, sous forme d'un pragmatisme soucieux de fonder la morale auquel beaucoup joignaient, comme Robespierre, l'effusion sentimentale ou l'espérance qu'implicite l'action, ne perdit nullement son prestige ; en 1791, Volney, dans *Les ruines*, rapporta en somme la perte des empires à l'abandon de la religion naturelle imposé par le despotisme et la théocratie ; puis, en 1793, il publia un *Caléchisme du citoyen* qui aurait convenu au culte de l'Être suprême, au culte décadaire et à la théophilanthropie.

Toutefois, à l'époque directoriale, les « idéologues » qui régnaient à l'Institut, d'accord avec la science expérimentale, quels que pussent être les sentiments personnels de ses praticiens, en venaient à ramener la connaissance aux bornes du monde sensible pour la rendre exclusivement positive. Destutt de Tracy se proposait de déterminer par l'observation comment se forment les idées : de là le nom de l'école. Le médecin Cabanis préludait à la psychologie expérimentale et Pinel, qui étudiait les maladies mentales à la Salpêtrière, publiait en 1798 un ouvrage qui inaugurerait la psychologie pathologique. La morale devenait, pour eux, une science des mœurs. Ginguéné et Fauriel introduisaient le criticisme historique dans l'étude de la littérature et des arts ; Mme de Staël éditera en 1800 son livre sur *La littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*. En 1794, Dupuis, dans son *Origine de tous les cultes*, avait

de la Révolution française ») ; H. DAUDIN, *Les classes zoologiques et l'idée de série animale en France à l'époque de Lamarck et de Cuvier, 1790-1830* (Paris, 1926, in-8°) ; l'ouvrage de R. GUYENOT, *Les sciences de la vie* (1941), a été signalé p. 69 ; J. FAYET, *La Révolution française et la science, 1789-1815* (Paris, 1960, in-8°). — Pour la littérature, voir p. 82. — Pour les arts plastiques et la musique, voir p. 82 et 83. Ajouter : A. TUETÉY et J. GUIFFREY, *La Commission du Museum et la création du Musée du Louvre, dans les Nouvelles archives de l'art français* (Paris, 1909, in-8°) ; H. LAPAUZE, *Procès-verbaux de la Commission générale des arts de peinture, sculpture, architecture et gravure (18 juillet 1793-trièdre de la première décade du deuxième mois de l'an II) et de la Société populaire et républicaine des arts (3 nivôse an II-28 floréal an III)* (Paris, 1903, in-8°) ; L. TUETÉY, *Procès-verbaux de la Commission temporaire des arts* (Paris, 1912, in-4° ; coll. des « Documents inédits sur l'histoire de France ») ; J. RENOUVIER, *Histoire de l'art pendant la Révolution* (Paris, 1863, in-8°) ; F. BENOIT, *L'art français pendant la Révolution et l'Empire* (Paris, 1897, in-8°), ainsi que les ouvrages de C. PIERRE, J. Tiersot et D. Dowd, cités p. 589 ; ajouter L. HAUTECEUR, *Histoire de l'architecture classique en France, t. V : Révolution et Empire, 1792-1815* (Paris, 1953, gr. in-8°) ; du même, Louis DAVID, cité p. 83.

paru essayer d'étendre la méthode à l'histoire des religions.

Les sciences, toujours en progrès, servirent de rempart au rationalisme. Les mathématiques — algèbre, géométrie, mécanique, astronomie — continuaient à briller en France : Lagrange, Legendre et Laplace, notamment, poussaient le développement de l'analyse par l'étude des fonctions ; le traité de Monge sur la géométrie descriptive date de 1799 ; en 1796, Laplace avait exposé son *Système du monde*, couronnement de la mécanique classique, sans rivale jusqu'au ^{xx}^e siècle. Pour le moment, la physique ne citait pas de grands noms. La chimie, si elle déplorait la perte de Lavoisier, son créateur, conservait Berthollet et plusieurs autres. Au Museum, enseignaient maintenant Cuvier, Geoffroy Saint-Hilaire, Lamarck ; mais leur controverse sur l'évolution n'avait pas encore commencé.

Ceux qui détestaient la Révolution répudiaient généralement le rationalisme du ^{xviii}^e siècle, même quand il restait spiritualiste et déiste, comme responsable de la catastrophe. Le retour à la tradition et à la religion révélée était préconisé par des transfuges de la philosophie : Laharpe, devenu fidéiste, ou Fontanes qui invoquait l'utilité sociale. Une évolution analogue se dessinait dans les milieux de l'émigration, et ce fut hors de France que Bonald et Maistre publièrent leurs premiers ouvrages en 1796. Ployant le rationalisme expérimental à la justification de la tradition, suivant l'exemple de Burke, ils devaient devenir, au ^{xix}^e siècle, des maîtres de la contre-révolution ; mais les contemporains du Directoire les ignorèrent. Plus prompt fut le succès des *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, dans lesquels l'abbé Barruel chercha, en 1797, à ramener la Révolution à un complot maçonique.

Ce qui contrecarrait le rationalisme dans le monde des idées, c'était surtout l'influence de Rousseau, plus grande que jamais, malgré le discrédit de ses théories politiques ; on goûtait chez lui le sentimentalisme sensuel ; il ne s'en opposait pas moins à la suprématie de l'intelligence, au profit de l'intuition. Mais, à la plupart de ceux qui déploraient la Révolution ou qui reprochaient au rationalisme de ne pas leur procurer les consolations émotives que la dureté des temps, comme toujours, amenait à souhaiter, la spéculation philosophique n'importait nullement : ils se tournaient vers la religion traditionnelle ou le mysticisme hétérodoxe. Le clergé catholique s'appliquait à restaurer son influence, sensiblement affaiblie pour les raisons exposées plus haut. Ses divisions contrariaient ses efforts. L'ancienne Église

constitutionnelle subsistait ; il lui restait 44 évêques, dont Grégoire était le plus renommé ; ils tinrent en 1797 un concile national et publiaient un périodique, les *Annales de la religion*. Les prêtres romains les combattaient à outrance, sans, pour autant, maintenir l'accord entre eux-mêmes. Au nom des intransigeants, le journal de l'abbé de Boulogne, les *Annales ecclésiastiques*, condamnait les soumissionnaires, dont le plus connu était l'abbé Émery et qui possédaient aussi leur gazette, les *Annales religieuses* de l'abbé Sicard, et il s'en prenait particulièrement aux « haineux », ceux qui avaient prêté, après le 18 fructidor, le serment de haine à la royauté. Mais les esprits qui échappaient à la discipline catholique n'en devenaient pas pour autant des rationalistes ; attachés à la conception magique de l'univers, ils recouraient aux doctrines confuses et ésotériques que l'on confondait sous le nom d'« illuminisme ». Saint-Martin vivait encore. L'Alsace et Lyon demeuraient deux foyers mystiques. En outre, des prophètes ou des voyants apparaissaient de temps à autre ; Suzanne Labrousse recruta des crédules, durant les premières années de la Révolution, et Catherine Théot également, à Paris, en pleine Terreur. Il importe toutefois de l'observer : on ne peut dire que les deux modalités de la pensée correspondissent exactement au classement des opinions à l'égard de la Révolution. Comme l'a remarqué Cournot, les Français, pour la plupart incapables de comprendre les péripéties et les nuances complexes de la lutte des partis, se partageaient en deux camps adverses, aux vues sommaires et tranchées. Ils opinaient pour ou contre la Révolution et la tradition familiale, renforcée par l'école, les relations personnelles et, à l'occasion, la profession, tendit à pétrifier l'opposition. D'ailleurs, puisque le conflit idéologique était antérieur à 1789, la continuité s'attestait.

Elle s'affirme également dans l'expression. Dans les premières années, la langue subit une transformation apparemment profonde. Invariablement associé aux idées de *régénération*, de *progrès*, d'*utilité sociale*, de *bonheur*, le sens de certains mots, amplifié et enflammé par l'espérance et l'ardeur passionnelle, acquit une puissance émotive temporaire — *aristocrates*, *despotes*, *tyrans* ou *féodalité*, *Ancien Régime*, *Révolution* — ou leur conféra une valeur auguste, qui ne tarda guère à s'affadir — *loi*, *Constitution*, *citoyen* — mais qui, parfois, s'est conservée : *Nation*, *Patrie*. L'excitation l'emportant, l'outrance du vocabulaire, l'hyperbole et l'emphase chargèrent le style sans mesure ; elles engendrèrent aussi des formules d'une frappe inoubliable :

« Avez-vous donc fait un traité avec la victoire ? — Nous en avons fait un avec la mort. » Le parler populaire contamina un moment la langue classique ; peut-être contribua-t-il à la décadence du passé simple et de l'imparfait du subjonctif, dont les orateurs des assemblées usaient pourtant couramment. Tout compte fait, la continuité prévalut. A part quelques-uns, les révolutionnaires, élèves des collèges, tenaient à l'expression châtiée et au respect des convenances. Ils tournèrent à leur profit le vocabulaire du catéchisme et de la maçonnerie, usèrent de la périphrase, de l'allégorie, de l'apologue, citèrent abondamment les écrivains de l'Antiquité, sacrifièrent à la sensiblerie devenue de mode depuis quelques décades. Au surplus, à la veille du 18 brumaire, les écarts, honnis comme signes de jacobinisme et de sans-culottisme, devenaient de plus en plus rares.

La Révolution créa des genres littéraires, l'éloquence et le journalisme politiques, et recommanda ou fournit des thèmes aux auteurs : le Jeu de Paume à André Chénier, Charles IX à son frère, Philinte à Fabre d'Églantine. A côté de la gazette, de la brochure, des cortèges et des fêtes, la propagande utilisa le théâtre ; les pièces de circonstance, violemment hostiles à la noblesse, puis aux rois, par moments anti-cléricales et, après le 9 thermidor, anti-jacobines, ne présentent pas de mérites : l'*Offrande à la liberté*, qui tint longtemps l'affiche, fut sans doute la plus importante. A la fin du Directoire, les grands orateurs étaient morts ; aucun novelliste n'approchait de Camille Desmoulins ; les sujets conformistes et les genres classiques dominaient : des écrivains distingués et sans génie, Ducis, Arnault et Andrieux, Delille et Lebrun-Pindare en maintenaient la tradition. Mais celle-ci se mourait, la société qui l'avait vue naître ayant disparu et ses effets s'épuisant. Les nouveaux riches et la petite bourgeoisie, qui n'avaient point passé par les collèges, ne pouvaient en goûter l'inspiration ni les allusions aux sources grecque et latine ; ils se plaisaient bien davantage au mélodrame de Pixérécourt et de Ducray-Duminil qui sont à l'origine du drame romantique. On lisait toujours avec le même enthousiasme l'œuvre de Bernardin de Saint-Pierre, *Paul et Virginie*, qui datait de 1787. Le « genre troubadour », mis à la mode par le comte de Tressan, vulgarisé par la romance et la gravure, annonçait l'engouement des romantiques pour un Moyen Age de convention. Les romantiques étrangers commençaient aussi à séduire les lecteurs et rien n'égale l'extraordinaire renommée que connurent, au temps du Directoire, les poèmes d'Ossian, fabriqués par

Mac-Pherson une trentaine d'années auparavant. Le retour à l'antique qui marqua la fin de l'Ancien Régime ne renouvelait pas la littérature : les poèmes hellénisants d'André Chénier demeuraient encore inédits. Mais il avait renforcé les souvenirs du collège chez les orateurs et les journalistes de la Révolution : on ne cesse pas de le constater sous le Directoire.

Il persistait pour les peintres et les sculpteurs. Dans l'éducation et la création artistiques, dira-t-on, la continuité devait être altérée par le vandalisme. En réalité, si les assemblées s'y abandonnèrent parfois, elles prirent aussi des mesures pour le contrecarrer. La « commission des monuments », chargée de leur préservation par la Constituante, puis la « commission temporaire des arts », que la Convention lui substitua, le 18 décembre 1793, les rapports ultérieurs de Grégoire s'appliquèrent à arrêter les destructions et les dégradations. La Bibliothèque nationale, les Archives nationales, le Museum ou Musée du Louvre, le Musée des monuments français d'Alexandre Lenoir, réorganisés ou créés, recueillirent et préservèrent documents et œuvres d'art. L'émancipation des artistes groupés sous la direction de David, officiellement consacrée par la disparition de l'Académie et de l'École de Rome, donnerait aussi à présumer un renouvellement de l'inspiration et de la technique. De fait, peintres, dessinateurs et graveurs tirèrent partie des événements contemporains : des chefs-d'œuvre de David — le projet de *Serment du Jeu de Paume*, le *Marat assassiné* — en portent témoignage. Ils ordonnèrent aussi, sous l'impulsion du même David, les fêtes républicaines : celles de la Régénération, le 10 août 1793, et de l'Être suprême, le 20 prairial an II (8 juin 1794), comptent parmi les expressions les plus remarquables de la mentalité révolutionnaire. On peut ajouter que les tableaux d'histoire que David exposa avant et après 1789 — les *Horaces*, les *Brutus* — concordent avec cette mentalité, par l'exaltation de la vertu civique au service du salut public.

Cependant, la tradition ne perdit pas ses droits. Fragonard, Houdon, Clodion, Pajou restèrent fidèles à l'art du XVIII^e siècle. La renaissance de l'antique, la prépondérance du dessin sur la couleur, qui, dès avant 1789, caractérisaient l'école davidienne, conservèrent leur attrait ; dans les fêtes, la décoration accorda toujours grande part à l'archéologie romaine. A l'époque directoriale, la peinture d'histoire, que le classicisme plaçait au premier rang, se reportait de nouveau aux précédents : ce fut en 1799 que David exposa les *Sabines*. L'originalité de Gérard, de Girodet,

de Gros ne se distinguait pas encore et la célébrité de Prud'hon lui-même était encore à venir. La vogue de l'antique continuait aussi à profiter à l'art alexandrin, aux motifs prétendument étrusques ou égyptiens, en sorte que, dans la décoration et l'ameublement, la tradition de l'Ancien Régime finissant se conserva parallèlement et annonça le style « empire ». Aussi bien que le style « Louis XVI », celui du Directoire se trouva composite.

L'ardeur révolutionnaire avait pénétré beaucoup plus aisément la musique que la littérature et les arts plastiques. Gossec, Méhul, Grétry composèrent des hymnes pour les fêtes publiques ; on en écrivait encore au temps du Directoire. Les républicains opposaient toujours au *Réveil du peuple* leurs chants illustres : la *Marseillaise* de Rouget de Lisle, le *Chant du départ* de Méhul sur les paroles de Marie-Joseph Chénier, qui survécurent à la Révolution. Mais, dans la mélodie, la musique de chambre et au théâtre, par la comédie à ariettes, la continuité persistait : Grétry et Delayrac vivaient encore.

VIII. — LA SOCIÉTÉ NOUVELLE¹.

Comparée à l'ancienne, l'un des traits apparents de la société nouvelle, à la veille du 18 brumaire, ressortait de l'effacement du clergé catholique, naguère nombreux, honoré, riche et disposant du bras séculier ; à présent, décimé, pauvre et en partie errant, traité en suspect, voire en ennemi, par le Directoire, réduit par l'État laïcisé à l'autorité purement spirituelle que lui reconnaissait la foi de ses fidèles. Pour l'instant, le sort de la noblesse ne semblait pas meilleur ; toutefois, sans parler du prestige que la naissance et les titres supprimés conservaient souterrainement, la classe des ci-devant n'était pas dépouillée au même degré des

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Se reporter à la p. 180 ; voir les ouvrages relatifs à l'histoire économique en général et aux paysans ; le volume de G. SIX sur les généraux de la Révolution et de l'Empire, cité p. 249. Le livre de J. et E. DE GONCOURT, *La société française pendant la Révolution* (Paris, 1^{er} éd. en 1854 ; réimprimé en 1880, in-12, et en 1888, in-4^o), est anecdotique et se rapporte à la vie parisienne, principalement à la vie mondaine. A. GAIN, *La Restauration et les biens des émigrés* (Nancy, 1929, 2 vol. in-8^o), renseigne sur ce que les émigrés ont pu récupérer de leurs biens fonciers ; à cet égard, voir aussi G. LEFEBVRE, *Les paysans du Nord*, p. 504 (cité p. 57) ; ajouter les ouvrages de G. THIBAUT-LAURENT, sur le divorce, et de J. DE LA MONNERAYE, sur le mariage dans la bourgeoisie parisienne, citée p. 555 ; ceux de J. TURQUAN sur Mme Talien et d'A. MARQUSET sur Mme Hamelin, cités p. 469. — Pour l'émigration, ajouter D. GREER, *The incidence of the emigration during the French Revolution* (Cambridge, U.S.A., 1951, in-8^o ; n^o 24 des « Harvard historical monographs ») ; G. SANGNIER, *Les émigrés du Pas-de-Calais pendant la Révolution*, cité p. 159 ; J. PINASSEAU, *L'émigration militaire, campagne de 1792, armée royale*, cité p. 249.

sources matérielles de son influence. Plus souvent qu'on ne croit, des familles — celle du marquis de Ferrières par exemple — vécurent paisiblement au milieu de leurs anciens manants et sous leur protection tacite, ou du moins ne souffrirent que d'emprisonnements et de tracas passagers qui laissèrent intactes leurs propriétés foncières ; des épouses d'émigrés sauvèrent même leur dot ou leur douaire à la faveur de divorces factices ; des émigrés rentrés, radiés ou non, avaient déjà entrepris, non sans succès, au cours de la Terreur blanche, de contraindre des acquéreurs à leur restituer leurs biens ; plus nombreux encore, d'autres les firent racheter par des prête-noms ; enfin, bien des gentils-hommes restaient au service de la République.

Il va de soi que la Révolution profitait à la bourgeoisie, mais non pas au même degré à tous ses éléments. Ceux qui, autrefois, se vantaient de « vivre noblement et de leur bien », avaient baissé le ton : le temps venait où ils se contenteraient du qualificatif de « rentier » ou de « propriétaire » qui correspondait plus exactement à leur origine et au nouveau principe du classement social. Hostiles à la Révolution ou hommes de 89 restés monarchistes, des bourgeois d'Ancien Régime avaient fini par se voir traités comme les nobles ; de ceux qui survivaient, les uns, ayant émigré, perdirent leurs biens et compromirent leurs parents ; les autres restaient suspects, depuis le 18 fructidor, à leurs congénères devenus républicains. La fortune de ceux que la prudence tint à l'écart s'ébrécha par la suppression des corps, les taxes révolutionnaires, les emprunts forcés, l'inflation. Les hommes d'affaires, en partie atteints de même, souffrirent en outre de l'économie dirigée et ne devaient pas retrouver la prospérité d'autrefois aussi longtemps que la guerre continuerait et que le crédit demeurerait rare et cher ; pour le négoce maritime, le blocus britannique, la capture des vaisseaux marchands et, par-dessus tout, la perte des colonies signifiaient la consommation et, tôt ou tard, la ruine. La bourgeoisie n'en garda pas moins la primauté ; le désastre monétaire ne put entraîner des conséquences aussi amples que de nos jours, parce que la richesse mobilière ne tenait encore qu'une place modeste dans les patrimoines ; les propriétaires fonciers gardèrent leurs fonds et, le numéraire réapparut, retrouvèrent leur revenu. A la fin du Directoire, la baisse des prix les éprouvait ; mais pareil manque à gagner survient en tous les temps ; point de doute, d'ailleurs, que plus d'un avait compensé ses pertes en achetant des biens nationaux et en participant notamment à la curée qu'ouvrit la loi du 28 ventôse an IV.

Aux hommes d'affaires, bien plus de chances favorables s'offrirent, puisque leurs pratiques journalières les prédestinaient à la spéculation ; leurs capitaux, envoyés ou laissés à l'étranger, rentrèrent intacts et s'employèrent fructueusement à ravitailler le pays ou à aider le Directoire. On peut compter que Perregaux ou Récamier, banquiers, les Périer et Chaptal, manufacturiers, surent bien tirer leur épingle du jeu, et même mieux. Un autre Périer, dit « Milord », qui comptait, à la fin de l'Ancien Régime, parmi les chefs du commerce et de l'industrie en Dauphiné et qui, en 1788, ouvrit son château de Vizille aux promoteurs de l'émancipation révolutionnaire, ne manqua pas l'occasion et fit souche d'une famille appelée à la notoriété dans l'avènement du capitalisme et dans la vie politique.

On conclura donc seulement que la bourgeoisie s'amputa d'un certain nombre de ses représentants, parfois éminents, et que son équilibre interne se modifia. Le groupe qui se reposait sur l'avoir acquis ou qui exerçait des fonctions étrangères à la production — rentiers, anciens officiers, magistrats, hommes de loi —, sans perdre réellement son assiette, ne se retrouva guère plus fortuné qu'auparavant, autant qu'on en peut juger aujourd'hui. Ayant préparé intellectuellement la Révolution, formulé ses principes, assumé sa direction, il estimait son relief relativement émoussé par l'ascension des directeurs de l'économie qui s'enrichissaient, plaçaient leurs disponibilités en terres, accroissaient leur influence et leur considération au sein des notables. En outre, la bourgeoisie se fortifiait en s'incorporant des hommes nouveaux. Entre ces parvenus, il convient, toutefois, de distinguer.

Les plus nombreux, issus de ce que la bourgeoisie d'Ancien Régime appelait « le peuple », étaient des artisans et des marchands qui profitèrent des circonstances pour acheter la maison qu'ils habitaient, d'autres immeubles à la ville et des pièces de terre aux alentours. La spéculation favorisa particulièrement, comme toujours, ceux qui jouaient, au moins pour une part, le rôle d'intermédiaires, spécialement les marchands de grains et les meuniers. Quelques-uns de ces hommes grossirent l'effectif du négoce et des manufacturiers. Mais la plupart suivirent le cours ordinaire : ayant étendu leur trafic et accru leurs propriétés, ils s'en contentèrent, tandis que leurs fils, envoyés au collège, s'ils ne leur succédaient pas, se pressaient dans les administrations publiques et les professions libérales. Ils s'efforceront de s'insérer de plus en plus avantageusement dans l'ordre nouveau par le mariage, les relations et les mœurs, et ne répu-

dieront pas le régime censitaire dont ils compteront profiter. Dans une mesure moindre, pourtant réelle, les écrivains, les nouvellistes, les acteurs, les artistes, les professeurs, que la Révolution releva dans l'opinion, ne raisonneront pas autrement, quand le succès les accommodera au service de la classe dirigeante. Celle-ci se démocratisa un peu, si l'on veut ; mais cet afflux n'en altéra pas essentiellement les caractères et ne marque qu'une étape dans l'embourgeoisement graduel qui constitue un trait essentiel de l'histoire sociale de la France.

Ceux qu'on dénomma les « nouveaux riches » sont généralement d'autre trempe. Il s'agit d'individus qui, dédaignant le labeur patient, l'épargne quotidienne, le progrès lent et mesuré, s'élançant en conquistadors dans la société pour atteindre d'un bond l'excessive richesse. Ce tempérament est de tous les temps ; mais une époque de bouleversement social ou économique appelle à l'aventure ceux que la prudence ou leur propre médiocrité, en période normale, détournent du risque. Après thermidor, ils pullulèrent. Avides de jouissances, plus appliqués encore à satisfaire leur vanité par l'étalage d'un luxe effronté, ils servirent de cible au théâtre, à la satire et à la chanson ; dès ce temps, Mme Angot en fut la caricature célèbre. La plupart, devant tout à la chance, dissipèrent rapidement leur gain ou finirent mal. Tel ne fut pas le cas de tous : des forbans qui rançonnèrent le Directoire et dont Ouvrard fut le plus fameux, plusieurs tinrent longtemps le haut du pavé. Les mieux doués des audacieux finirent par féconder le négoce et la manufacture en y appliquant leurs capitaux. Ils différaient de l'ancienne bourgeoisie par leur inculture, ne ressentaient aucun goût pour le savoir désintéressé et ignoraient totalement l'idéalisme révolutionnaire ; un utilitarisme étroit et parfois borné fut leur lot et ils conservèrent longtemps un appétit féroce, sans scrupules et comme naïf, du profit. Toutefois, ceux qui les dédaignaient auraient dû reconnaître que pareilles recrues apportent toujours à leur classe de la force et comme un sang nouveau ; sans eux, elle s'étiolerait, parce que les descendants du parvenu, au bout de quelques générations, cessent de travailler pour s'agréger à l'aristocratie, ainsi que les familles riches du Tiers État en fournirent sans cesse la preuve.

Dans la société rurale, se manifeste une évolution similaire, mais plus importante encore, puisque les paysans formaient la majorité des Français et que leur rébellion porta le coup mortel à l'Ancien Régime. L'égalité fiscale, l'abolition de la dîme et des

redevances seigneuriales éliminèrent le ferment révolutionnaire de l'esprit des possédants ruraux. Le fossé s'approfondit entre eux et les déshérités, dont le bénéfice se réduisit à l'abolition du servage et des droits personnels : la dissolution de la communauté paysanne en fut précipitée. Le partage des communaux vulgarisa la très petite propriété dans les villages qui l'adoptèrent ; mais la plupart s'y refusèrent, soit que l'étendue des biens fût insuffisante, soit qu'on préférât les conserver pour le pacage. Quant à la vente des biens nationaux, elle accrut le nombre des cultivateurs et l'étendue de leurs possessions, principalement pendant la seconde période, celle des lois montagnardes ; car, sous le Directoire, la prédominance des acheteurs bourgeois, incontestable déjà dans l'ensemble puisque, outre une part des terres, les immeubles des villes, les châteaux, les abbayes ainsi que les forêts passèrent en leurs mains, devint vraiment écrasante. Même au moment le plus favorable pour les ruraux, la vente aux enchères avantagea de beaucoup les laboureurs aisés et les grands fermiers, en sorte que s'affermît l'ascendant de ce qu'on peut appeler la bourgeoisie paysanne. Ce furent les mêmes que la liberté du commerce favorisa, avant et après le maximum. Les fermiers du clergé, en outre, s'étaient réjouis d'échapper à la loi *Emptorem*, qui déclarait le bail caduc quand le bénéfice changeait de titulaire, et d'apprendre que la Constituante astreignait l'acquéreur à entretenir le bail. La Convention montagnarde se montra plus dure : elle autorisa la résiliation des baux par les adjudicataires de biens nationaux et l'économie dirigée pesa lourdement sur le producteur agricole ; il ne s'en trouva que plus enclin à juger qu'un même intérêt conservateur l'unissait désormais à l'ensemble de la bourgeoisie.

Si l'ordre nouveau s'attacha ainsi une minorité puissante, dont le concours le consolida de mieux en mieux durant le siècle qui allait s'ouvrir, on ne peut disconvenir que, pour le moment, la condition de beaucoup de Français n'avait pas beaucoup changé. Au-dessous de la bourgeoisie s'inscrivait toujours la foule des artisans et des détaillants, dont le mode d'existence demeurerait immuable ; on estime probable qu'elle grossit un peu, tout au moins dans les lieux et dans les métiers où la corporation, jusqu'alors, en interdisait l'accroissement, et la sécurité des dirigeants ne pouvait qu'y gagner. Beaucoup moins satisfaisante s'entrevoyait la perspective dans les campagnes, parce que la crise agraire ne se trouvait résolue d'aucune façon : très nombreux demeuraient les paysans qui ne possédaient pas assez de

terre pour se suffire et n'en trouvaient pas à louer ; comme on l'a vu, les métayers n'obtinrent de la loi aucune satisfaction.

Quant aux prolétaires, ils profitaient comme les autres de la suppression des contributions indirectes, pour autant du moins que, dans les villes, les octrois ne sévissaient pas encore ; dans les villages, ils échappaient aussi aux droits seigneuriaux personnels. Les salaires résistèrent à la baisse des prix : ils restaient supérieurs d'un quart ou d'un tiers à ceux de 1790 et les abondantes récoltes des dernières années du Directoire procurèrent aux pauvres gens un répit provisoire. Néanmoins, la menace du chômage subsistait intégralement, surtout pour les journaliers des champs, et la décadence de l'assistance aggravait l'insécurité. Enfin, la condition légale des ouvriers ne s'était aucunement améliorée : le compagnonnage se rétablissait et quelques associations de secours mutuel se fondaient qui, à l'occasion, se muaient en soutiens de la résistance ; mais l'interdiction de la « coalition » et de la grève se perpétua sans discontinuer.

A la veille du 18 brumaire, alors que, dans ses couches supérieures, cette société paraissait encore comme en fusion et toute bouillonnante, les notables qui désiraient reprendre les rênes pour opérer un reclassement et rétablir leur primauté honorifique en même temps qu'utile, ne se trompaient donc pas en comptant s'appuyer sur la persistance des conditions et des habitudes de la nation. Celle-ci, tolérant bon gré mal gré les coups portés à l'ancien ordre corporatif pour en finir avec l'aristocratie, tolérant aussi la réussite retentissante d'un petit nombre de personnages qu'elle n'estimait pas, n'y vit jamais que des expédients temporaires et des exceptions regrettables. Il est bien vrai que, à côté des salons de Mme de Staël, de Mme Récamier, de Mme de Condorcet à Auteuil, il s'en ouvrait d'autres, où l'on voyait se coudoyer des gens de toute origine et de toute culture, autour de Barras et d'Ouvrard ou des femmes de petite vertu qu'ils s'attachaient — la Tallien, la Fortunée Hamelin, la Joséphine de Beauharnais —, dont le déshabillé et le dévergondage servent aux anecdotiers pour caractériser l'époque directoriale. Mais le spectacle démoralisant de ce qu'on appelle « la société », c'est-à-dire de quelques centaines de personnes, n'affectait pas le peuple français. Si les pessimistes jugèrent ébranlé le conformisme des mœurs, ce fut à raison des écarts inévitables qu'engendrent toujours le déracinement d'un grand nombre d'individus et le désordre monétaire. On ne peut douter que le désir de les réduire explique en partie l'attachement au catholicisme et à l'école

confessionnelle, parce que l'éducation morale en paraissait inséparable. Le divorce lui-même, bien qu'il régularisât des situations que l'Ancien Régime condamnait à la clandestinité ou au scandale, n'entra pas en usage dans les bourgs et les villages ; on n'y recourut que dans les villes ; encore n'y vit-on plus d'une fois qu'un expédient pour éluder les confiscations. Les révolutionnaires les plus ardents à revendiquer pour eux-mêmes la liberté et l'égalité dans la vie publique, exerçaient, rentrés chez eux, l'autorité maritale et paternelle, le commandement patronal avec autant de résolution qu'avant 1789, sans prendre conscience d'une contradiction. Les Jacobins, hostiles à l'immoralité de la vie privée, impitoyables pour la fille galante, n'entendaient pas dissoudre la famille, ni même émanciper la femme ; bien qu'elle eût joué un rôle dans certaines « journées », ils l'écartèrent de la politique et fermèrent ses clubs.

IX. — LA LIBERTÉ ÉCONOMIQUE ET L'ÉGALITÉ DES DROITS¹.

La continuité se révèle donc plus étendue qu'on n'est enclin à le croire quand, déduisant logiquement les conséquences des principes proclamés par la Constituante, on s'abandonne à l'extrapolation. Ce fut ultérieurement que les progrès de la concentration capitaliste altérèrent la structure sociale et que les innovations techniques de la science expérimentale accrurent l'indépendance individualiste en métamorphosant les conditions matérielles de la vie. A raison de ces conséquences, la liberté économique apparaît comme un trait fondamental de l'ordre nouveau et, d'ailleurs, les hommes d'affaires lui subordonnaient tous les autres. Mais, à la fin du XVIII^e siècle, les esprits les plus audacieux n'en mesuraient pas la portée et ses effets immédiats n'emportaient même pas l'assentiment général.

On ne saurait contester que, sous l'un de ses aspects, elle séduisit les Français : entendons que chacun se félicita de pouvoir désormais courir sa chance, s'il se procurait les moyens d'entreprendre, et que le salarié lui-même s'attacha au droit de s'em-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 62 et 408. A. MATHIEZ, *La Révolution française et les prolétaires*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. VIII, ann. 1931, p. 479-495 ; H. LASKI, *The socialist tradition in the French Revolution* (Londres, 1929, in-8°) ; A. LICHTENBERGER et A. ESPINAS, cités p. 78 ; les ouvrages sur Babeuf et Buonarroti, cités p. 469 ; G. LEFEBVRE, *La place de la Révolution dans l'histoire du monde*, dans *Annales*, t. III, 1948, p. 257-266, repris dans *Etudes sur la Révolution française*, cité p. 651.

baucher où et quand il lui plaisait. Il va de soi que la Révolution n'engendra pas ces ambitions inhérentes à l'existence de la personne : elle les légitima en les libérant. En ce sens, la liberté économique devint inséparable des autres, voire la plus précieuse et comme leur symbole.

L'opinion se montra beaucoup plus réticente à l'égard des innovations techniques, débarrassées maintenant de toute entrave. Les artisans ne se montrèrent pas plus disposés qu'auparavant, par prudence, routine, amour-propre ou faute de capitaux, à les adopter sans mûre réflexion. La répugnance tournait en hostilité quand l'adoption de procédés nouveaux, surtout de la machine et de la vapeur, entraînait évidemment la concentration capitaliste : l'artisan redoutait de se voir transformé en salarié ; l'ouvrier savait que la machine commençait par étendre le chômage ; le paysan prévoyait que, ses droits collectifs supprimés, il lui faudrait abandonner la terre. Quant aux méthodes agronomiques, la bourgeoisie en désirait la rénovation, puisque la richesse foncière restait la plus appréciée et que la production agricole fournissait le principal du revenu national ; mais, à l'égard du capitalisme industriel, il n'en allait pas exactement de même. La bourgeoisie des professions libérales, éduquée par les économistes et les encyclopédistes, estimait la grande entreprise, parce qu'elle associait la science à la production et présentait l'avantage d'enrôler une partie des indigents. Néanmoins, son extension la laissait hésitante : elle y apercevait la main des financiers dont elle continuait à se défier, un appel à l'enrichissement rapide, qui ne répondait pas à sa tradition, une éventuelle primauté de l'économie, qui affaiblirait le rôle de la vie spirituelle, dont elle s'enorgueillissait, et celui de la politique, dont elle s'attribuait le monopole. Même parmi les gens d'affaires, l'initiative restait modérée et l'insuffisance de l'institution bancaire rend compte de leur timidité. Que l'esprit du capitaine d'industrie fût rare, rien ne l'atteste mieux que le préjugé presque universel de la nation contre l'économie anglaise et la conviction que celle-ci, assise sur le crédit et vouée par la machine à une surproduction qu'absorbait seule l'exportation, s'effondrerait si l'Europe lui était fermée.

Par le choc psychologique, la Révolution eût élargi la perspective si la France avait possédé la houille en abondance comme la Grande-Bretagne, ou tout au moins si l'introduction des mécaniques britanniques et de leurs techniciens se fût accélérée. La guerre suspendit, au contraire, l'action des progrès étrangers.

Vers la fin du Directoire, elle reprit lentement ; mais la filature cotonnière en profita presque seule ; encore n'utilisait-elle pas la vapeur ; la force hydraulique même lui manquait souvent : tel était le cas à Paris qui resta longtemps le centre le plus important. En prenant possession de bâtiments nationalisés, en employant une main-d'œuvre misérable, notamment les enfants trouvés rassemblés par l'assistance, quelques grands entrepreneurs capitalistes se distinguèrent alors : Richard et Lenoir à Paris, Bauwens à Paris et à Gand, Boyer-Fonfrède à Toulouse. Comme en Angleterre, ils étaient loin de se spécialiser strictement et continuaient, Ternaux par exemple, la tradition du capitalisme commercial, dirigeant les façonniers à domicile et la main-d'œuvre rurale en même temps que leurs manufactures, et ajoutant à la fabrication le négoce, la commission, le transport et la banque. Contrairement à l'impression que leurs succès, très réels, laissèrent à plus d'un historien, ils ne permettent pas d'oublier que l'entreprise manufacturière restait de petite taille et extrêmement dispersée, que l'artisanat régnait seul dans la plus grande partie du pays et que la France demeurait toujours essentiellement agricole. Aussi la stagnation de la technique culturelle témoigne-t-elle particulièrement de la faiblesse de l'essor capitaliste. Quelle que fût leur sympathie pour les méthodes britanniques, les assemblées révolutionnaires n'osèrent pas recourir à l'enclosure qui permettait de les généraliser. La Constituante autorisa la clôture en stipulant, pour atténuer l'hostilité populaire, que le propriétaire qui, grâce à elle, se soustrairait à la vaine pâture, renoncerait de ce chef à envoyer son bétail sur la terre d'autrui ; elle décida que la prairie artificielle demeurerait indemne sans qu'il fût besoin de la clore ; elle supprima toute réglementation de la culture, d'où résultait la disparition de la « contrainte de soles » — l'assolement obligatoire —, sans laquelle la vaine pâture ne se concevait plus que sur les biens communaux. Mais, à défaut d'un remembrement autoritaire, l'effet de ces dispositions se manifesta si lentement que les contemporains le jugèrent imperceptible. Quand la Convention eut permis le partage des communaux, il n'en résulta qu'un accroissement de la minuscule exploitation. La pénurie encouragea la culture de la pomme de terre, de la chicorée, des oléagineux, de même que la disparition des aides provoqua une extension considérable de la vigne : ces modifications ne rompaient point la continuité et ne signifiaient nullement l'avènement de l'agriculture moderne.

Les progrès du capitalisme ne s'accélérent donc pas durant la

décade : les événements, au contraire, les amortirent plutôt. La grande entreprise continua d'inquiéter artisans et paysans sans qu'on puisse dire qu'elle leur causa plus de dommages qu'auparavant ; elle ne coagula pas non plus la main-d'œuvre et il ne s'esquissa pas une classe strictement prolétarienne. En tout cas, dans l'esprit des hommes de ce temps, la distinction demeura flottante entre la foule des petits employeurs et leurs compagnons de métier.

Aussi, entre la liberté économique et l'égalité des droits, les contradictions éventuelles ne se révélèrent-elles pas clairement. La bourgeoisie n'en vit aucune, parce que l'égalité, à ses yeux, signifiait simplement que la loi était désormais la même pour tous. Toutefois, en proclamant ce principe pour éliminer le privilège de la naissance nobiliaire, elle mit en lumière l'opposition d'intérêts entre les différentes catégories sociales qui se pressaient au sein du Tiers État et, notamment, accentua la désintégration de la communauté rurale ; autrement dit, l'inégalité des conditions vint au premier plan. Aussi, même en juillet 1789, alors qu'elle se félicitait de la révolution populaire qui sauvait l'Assemblée nationale, la bourgeoisie ne se départit-elle pas de la crainte que le « peuple » et la « populace » lui inspirèrent de tout temps. Avant même que la Déclaration annonçât que tout citoyen avait droit de participer à la confection de la loi, les constituants suivirent Sieyès en faisant dépendre le vote et surtout l'éligibilité aux fonctions publiques de la capacité que suppose l'aisance.

Le régime censitaire attribuant à la bourgeoisie la direction de l'État, ce fut à son propos que se posa en premier lieu le problème de l'égalité des droits : la démocratie politique parut en constituer la solution. Mais, dès le début, des démocrates allèrent plus loin. Ils dénoncèrent la toute-puissance du possédant sur le salarié et leurs critiques virulentes préludèrent à celles des futurs théoriciens socialistes ; ils montrèrent l'inanité de l'égalité des droits et des libertés mêmes, pour ceux qui manquaient du pouvoir d'en jouir. Toutefois, leur réflexion demeura dominée par l'opposition traditionnelle entre riches et pauvres : s'ils plaidèrent couramment la cause de « l'indigent », ils n'en énoncèrent jamais une définition précise ; leur analyse, dont la persistance de l'ancienne économie explique la faiblesse, n'alla pas jusqu'à mettre l'accent sur l'appropriation privée des moyens de production et sur leur évolution technique. Ce fut sous la pression de la crise des subsistances qu'ils sortirent des généralités : elle les conduisit, d'une part, à défendre le consommateur contre le

producteur — en fait, le citoyen contre le paysan — et, de l'autre, à revendiquer la propriété du sol pour la collectivité, non pour l'ôter au cultivateur, mais pour légitimer la nationalisation des produits, c'est-à-dire la réquisition. Il est caractéristique que Momoro, en septembre 1792, soutenant cette thèse, ait ajouté que la propriété industrielle et commerciale demeurerait, au contraire, garantie par la nation : ainsi s'atteste, avec l'influence toute-puissante des circonstances, le caractère essentiellement agricole de l'économie d'alors. Finalement, les Montagnards prétendirent imposer l'arbitrage de la République démocratique aux possédants et aux salariés : ils protégèrent les premiers en prononçant la peine de mort contre les partisans de la « loi agraire », mais essayèrent de limiter leur fortune par des lois successorales ; ils mirent à la disposition des seconds un enseignement public et offrirent aux plus déshérités l'esquisse d'un système de sécurité. Cette démocratie sociale constitua une seconde solution du problème de l'égalité des droits, dont le souvenir ne se perdit pas, mais à laquelle la bourgeoisie, durant longtemps, opposa la sienne sans compromission. Il appert que, nonobstant, les Montagnards ne contestaient pas le principe de la propriété héréditaire, comme Saint-Simon le fera bientôt, et pas davantage la liberté économique, car ils n'acceptèrent le régime du maximum que comme expédient de guerre. Artisans et détaillants ne pensaient pas différemment : ils n'aimaient pas les « gros » ; mais, par une contradiction fondamentale, ils ne répugnaient pas à l'idée de se hausser parmi eux. Parmi les paysans, d'innombrables pétitionnaires se plaignirent qu'une part au moins des biens nationaux ne leur fût pas réservée ; ils ne désiraient donc qu'accéder à la propriété. Les sans-culottes, il est vrai, attachaient plus d'importance à la réglementation que les Montagnards ; mais les besoins immédiats, qu'exaspéraient la cherté et le chômage, comptèrent beaucoup plus dans les mouvements populaires que les vues idéologiques et les projets d'avenir ; il paraît même probable que les remèdes qu'ils imposèrent perdirent de leur prestige à l'épreuve, parce que, dans le souvenir, s'y associèrent la pénurie et les tracasseries des distributions bureaucratiques. D'ailleurs, les prolétaires se rebellèrent contre le maximum des salaires ; de ce chef, ceux que l'ordre libéral favorisait le moins s'y trouvèrent involontairement ralliés.

Politique ou sociale, la démocratie expirait déjà, lorsque Babeuf et Buonarroti en vinrent à proposer le communisme comme l'indispensable condition de l'égalité des droits. Encore

leur prédication garda-t-elle la marque de l'époque. Préconisant la « loi agraire », ils proposaient, en effet, de partager la terre entre les cultivateurs et ne songèrent aucunement à instaurer une production collective. Leur communisme se bornait à socialiser les produits, ce qui revenait à généraliser l'économie dirigée de l'an II. De cette troisième solution, ils restèrent, pour l'instant, les seuls apôtres.

Mais, déjà, l'expérience jacobine avait suffi à éloigner la plus grande partie de la bourgeoisie de cette fraternité que la bienfaisance « sensible » et l'optimisme recommandaient avant 1789 et que conseilla, durant les premiers mois de la Révolution, la nécessaire solidarité du Tiers État. Les notables⁴ avaient eu peur et ils ne l'oublieront pas. Le 9 thermidor inaugura une longue période de réaction politique et sociale. La Constitution de l'an III rétablit le régime censitaire et prit soin de définir l'égalité et la propriété telles que la bourgeoisie les concevait. Sous le Directoire, la plus grande partie de ce qui restait des biens nationaux lui échut et quand, le 14 ventôse an VII (4 mars 1799), la République abandonna à leurs détenteurs, gratuitement ou à prix modique, les domaines engagés par la monarchie, ce fut encore la bourgeoisie qui en profita surtout. Elle eût trouvé avantage aussi à revenir sur la loi du 17 juillet 1793 pour récupérer les rentes foncières, devenues caduques lorsque le contrat contenait des expressions empruntées au vocabulaire féodal. On en délibéra sans oser passer à l'acte ; du moins réimposa-t-on, aux paysans bretons qui occupaient des domaines congéables, l'obligation du rachat et il est significatif que la nouvelle loi sur la tenure conventionnière ait été votée par les Cinq-Cents avant et par les Anciens après le 18 fructidor : en pareille matière, la bourgeoisie se retrouvait unanime. Les ruraux virent de nouveau contester leurs droits collectifs, au moins dans les forêts, et suspendre le partage des communaux. On retoucha la réforme judiciaire : les tribunaux de famille disparurent ; la procédure arbitrale perdit de son étendue ; les droits de greffe ressuscitèrent. La famille aussi attira l'attention : des voix s'élevèrent contre le divorce et on abrogea des lois de l'an II qui le facilitaient ; Cambacérés expliqua que la recherche de la paternité n'avait été autorisée en 1793 que pour le passé et son projet de code restaura, dans une certaine mesure, l'autorité paternelle et maritale, en même temps qu'il réduisait les droits des enfants naturels.

Néanmoins, la réaction n'alla pas très loin parce que, malgré tout, les notables restaient divisés : ceux qui regrettaient l'Ancien

Régime ne pardonnaient pas aux autres.; les tenants de la Révolution de 1789 demeurés monarchistes réprouvaient les républicains et exécraient les régicides ; les directoriaux redoutaient les néo-Jacobins ; l'anticléricisme agressif commun à tant de révolutionnaires augmentait encore la confusion.

X. — L'APPAUVRISSEMENT ET LA GUERRE¹.

Au crépuscule du XVIII^e siècle, la grande majorité de la nation, jugeant l'Ancien Régime disparu sans retour, n'attachait plus grande importance à la vie politique et aux rivalités sociales, en sorte que la bourgeoisie eut la partie belle. La jeunesse ne conservait rien de l'enthousiasme passionnel de 1789. Élevées au hasard durant les troubles, pleines d'amertume au souvenir des épreuves qui avaient assombri leur enfance, les générations qui grandissaient se sentaient plus enclines que d'ordinaire à prendre le contre-pied de leurs aînés et ne pensaient qu'à jouir de la vie. Chez les hommes mûrs, la lassitude engourdissait l'esprit : ils souhaitaient vieillir en paix et voir renaître, si possible, la prospérité.

La Révolution leur coûtait cher et la France en sortait appauvrie. Le fâcheux état des services publics en témoignait comme aussi, à Paris même, le délabrement des édifices et de la voirie. La mortalité s'était accrue : la seule armée avait perdu, croit-on, 600.000 hommes morts ou disparus. La République, il est vrai, s'étendait à présent jusqu'aux « frontières naturelles » ; mais elle perdait ses colonies et, la mer fermée, exportait moitié moins qu'en 1789. En outre, pour conserver les conquêtes, il fallait de nouveau combattre ; durant la dernière campagne, on avait perdu l'Italie et la moitié de la Suisse, et on n'échappa que de justesse à l'invasion.

Or, avant tout, on souhaitait que la guerre étrangère prit fin et, avec elle, la guerre civile. Seuls les fournisseurs et ceux des manufacturiers qui redoutaient la concurrence anglaise trouvaient leur compte aux hostilités. Parmi les directoriaux eux-mêmes,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir J. et E. DE GONCOURT, *La société française pendant la Révolution*, cité p. 597 ; J. DE LA MONNERAYE, *La crise du logement à Paris pendant la Révolution*, dans *Revue des questions historiques*, t. CVIII, ann. 1928, p. 298-343 (à part, Paris, 1928, in-8°) ; A. MEYNIER, *Levées et pertes d'hommes en France et en Europe pendant la Révolution*, dans *La Révolution française*, t. LXXXIII, ann. 1930, p. 143-159, et Quelques précisions nouvelles sur les levées et pertes militaires sous la Révolution et l'Empire, dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, janvier 1938.

qui trouvèrent plusieurs fois leur suprême recours dans l'armée, il ne manquait pas d'hommes qui eussent accepté de renoncer à tout ou partie des annexions, si la conclusion de la paix en avait dépendu. Le 2 brumaire an VIII (23 octobre 1799), les Anciens repoussèrent la résolution des Cinq-Cents portant peine de mort contre quiconque proposerait ou appuierait un démembrement du territoire, voire accepterait de recevoir des offres qui le comporteraient ; en la combattant, Porcher avait montré sans détour qu'il regardait comme des insensés ceux qui refusaient de livrer, pour traiter, une partie de leurs compatriotes à la domination étrangère. Le 10 brumaire (31 octobre), un article de la *Décade*, qu'on attribua à Daunou, l'un des brumairiens, reprocha à la Convention d'avoir, en déclarant intangibles les limites de la République, décrété « la guerre éternelle et l'anéantissement de tous les Français ». L'héroïsme des républicains de 1793 n'apparaissait plus à ces Français fatigués que comme une exagération ridicule.

XI. — LE SENS DU 18 BRUMAIRE¹.

L'armée mise à part, l'œuvre constructive de la Révolution demeurait inachevée ; on contestait même, sur plus d'un point, celle des constituants ; la réaction en cours depuis le 9 thermidor ne lui imprimait pas encore le caractère que la bourgeoisie souhaitait à présent. D'autre part, l'expérience libérale de la Constitution de l'an III avait mal tourné et on l'avait corrigée par des expédients dictatoriaux, sans pourtant conférer au régime l'efficacité nécessaire. Enfin, l'élection menaçait chaque année les directoriaux de se voir évincés par les contre-révolutionnaires ou par les démocrates. En organisant le nouveau coup d'État, ils méditaient avant tout de substituer la cooptation à l'élection, afin de s'assurer la conservation du pouvoir ; les détracteurs des « perpétuels » eurent beau jeu à leur reprocher ce nouveau subterfuge. En réalité, ce groupe assez étroit ne servit pas uniquement ses propres intérêts : au triomphe de la contre-révolution ou à celui de la démocratie, la bourgeoisie entière eût souffert. Aussi la journée du 18 brumaire, ou plus exactement celle du 19, revêt-elle, dans la perspective historique, quelque éclat que lui confère l'avènement de Bonaparte, une signification plus ample et mieux en harmonie avec l'évolution sociale de la France.

1. OUVRAGES À CONSULTER. — G. LEFEBVRE, *Le Directoire* (cité p. 465), ch. XV.

La haute main que les circonstances, tournant le coup d'État en dictature militaire, accordèrent à Bonaparte, valut grand profit à la bourgeoisie. Il ne pouvait affermir et organiser son pouvoir sans le concours des brumairiens ; mais, pour s'élever jusqu'au trône, il lui fallut se soustraire à la dépendance : il se réconcilia donc avec l'Église, amnistia les émigrés, prit à son service tous ceux — aristocrates et bourgeois, royalistes et républicains — qui consentirent à se rallier. Il ménagea ainsi aux divers éléments de la moderne classe dominante une réconciliation temporaire qui permit à cette classe, sous la tutelle de son protecteur, de façonner les institutions et de codifier la législation à sa façon, de s'installer dans les hautes fonctions de l'État et de toute l'administration, de hâter la renaissance de l'économie, bref, d'affermir sa suprématie et d'achever ainsi l'œuvre de la Révolution, telle qu'elle s'en était représenté, en 1789, le but ultime.

La guerre civile prit fin et la paix européenne elle-même se réalisa un moment, tant la popularité de Bonaparte en dépendait, sans que la France sacrifiât rien de ses conquêtes et de ses colonies.

Toutefois, les brumairiens ne se firent pas une juste idée du tempérament impéieux de Bonaparte, et moins encore de l'incoercible romantisme de son imagination. Ils s'attendaient qu'il gouvernât d'accord avec eux, et il ne les consulta pas ; que la liberté subsisterait tout au moins pour la bourgeoisie, et il l'en priva. Mais ceux-là furent les plus déçus qui le virent dépasser les « frontières naturelles », reprendre la guerre de conquêtes, l'éterniser hors de toute prudence et mener la nation à la catastrophe.

CHAPITRE II

L'EXPANSION RÉVOLUTIONNAIRE ET LA RÉACTION¹

Les ambitions des puissances, aiguillonnées par les hostilités, estompaient le caractère essentiel de la lutte entre la Révolution et l'Europe d'Ancien Régime. Les contemporains, toutefois, n'en perdirent nullement conscience. Conflit social avant tout : celui de l'aristocratie et de la bourgeoisie soutenue par le reste du Tiers État, spécialement par les paysans. Conflit politique aussi, car le despotisme des rois se sentait menacé et, prenant l'aristocratie sous leur protection, ils s'exposaient à périr avec elle. Conflit intellectuel enfin, les ennemis de la Révolution la représentant comme la fille du rationalisme, dont la critique impie dissipait les mystères et ruinait les traditions qui étayaient l'ordre ancien. On a soutenu à tort que les souverains eux-mêmes ne combattirent que pour s'agrandir. L'égoïsme mina leur entente ; mais la croisade, que prêchait Burke et que les publicistes qui les servaient — Mallet du Pan et Frédéric de Gentz au premier plan — ne cessaient de recommander, ne leur devint jamais indifférente ; d'ailleurs, l'aristocratie leur eût rappelé, s'il l'avait fallu, qu'il s'agissait d'une guerre « idéologique », pour défendre la société et la civilisation. Pitt et Grenville, tout en déclarant qu'ils ne traiteraient qu'une fois rétabli l'équilibre européen et sauvegardés les intérêts de la Grande-Bretagne, ne manquèrent jamais de stigmatiser l'œuvre destructive dont la France donnait le spectacle, et d'inviter l'adversaire à rétablir la monarchie, qui rendrait à la hiérarchie sociale ses bases indispensables. Déjà, l'esprit de la « Sainte Alliance » guidait les coalisés, comme il les unira contre Napoléon.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Se reporter aux p. 202 et 331.

I. — L'EXPANSION RÉVOLUTIONNAIRE¹.

L'Ancien Régime n'existait plus en Belgique et dans le pays de Liège, réunis à la France, divisés en départements, soumis à toutes les lois de la République. Il n'en allait pas tout à fait de même en Rhénanie : la cession de la rive gauche du fleuve par l'Empire, d'ailleurs incomplète, demeurait en suspens et l'assimilation administrative commençait seulement ; néanmoins, l'aristocratie y avait disparu. Dans les nouvelles républiques batave et helvétique, fondées sous la tutelle des armées françaises, la rénovation se poursuivait. On l'avait poussée fort loin en Cisalpine ; mais Autrichiens et Russes, reconquérant l'Italie, en annulaient les effets, en même temps qu'ils l'arrêtaient en Ligurie et la prévenaient à Rome et à Naples.

Cependant, c'était par les armes, au prix d'efforts encore inouïs et de convulsions tragiques, que la Révolution étendit son empire. Dans les pays conquis, les sympathies qu'elle pouvait éveiller furent altérées par les ravages de la guerre, les charges de l'occupation, l'autorité arbitraire des militaires et d'agents trop souvent sans scrupules. Partout ailleurs, les événements répandirent l'effroi au sein des populations, la tristesse et le découragement parmi les partisans de l'ordre nouveau. Tous n'en désavouèrent pas les principes ; en Allemagne, Kant et Fichte leur demeurèrent fidèles et, en Angleterre, les whigs groupés autour de Fox ne cessèrent de plaider leur cause. Mais le nombre alla croissant de ceux qui se réfugiaient dans le silence ou qui avouaient leur désillusion, si même ils ne changeaient pas de camp. D'ailleurs, il se trouvait bien peu de gens pour croire qu'on pût se passer de rois et l'on ne voyait dans la République qu'un monstre éphémère. Son interprétation de l'égalité des droits et son caractère populaire indignèrent : plus généralement encore

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Voir, sur l'expansion révolutionnaire, p. 202 et 485 ; ajouter J. GODECHOT, *La Grande nation. L'expansion révolutionnaire de la France dans le monde, 1789-1799* (Paris, 1956, 2 vol. in-4°). Pour la Belgique annexée, p. 392 ; pour la Rhénanie, p. 392 ; pour la Hollande, p. 519 ; pour la Suisse, p. 521 ; ajouter A. RUFER, *Pestalozzi* (Berne, 1929, in-8°) ; A. PINLOCHE, *Pestalozzi et l'éducation populaire moderne* (Paris, 1902, in-16). — Sur l'Angleterre, ajouter : Marthe SEVERN STORR, née MIQUEL, *Mary Wollstonecraft et le mouvement féministe dans la littérature anglaise* (Paris, 1931, in-8°) ; H. ROUSSIN, *William Godwin, 1756-1836* (Paris, 1913, in-8°). — A. DASCALAKIS, *Rhigas Velestinlis. La Révolution française et les préludes de l'indépendance hellénique* (Paris, 1937, in-8°). — Pour les États-Unis, H. M. JONES, *America and French culture, 1750-1848* (Chapel Hill, 1927, in-8°) ; E. P. LINK, *Democratic republican societies, 1790-1890* (New York, 1942, in-8°) ; G. A. KOCH, *Republican religion* (New York, 1933, in-8°).

qu'en France, la démocratie horrifiait partout la bourgeoisie. Ce fut en Grande-Bretagne et aux États-Unis, où le régime constitutionnel satisfaisait cette classe et, en tout cas, semblait permettre des réformes pacifiques, que l'épouvantail fit particulièrement le jeu des oligarchies ; Washington et les fédéralistes l'utilisèrent contre Jefferson et les républicains, d'autant que, dans le peuple, les manifestations de Genet n'étaient pas restées sans écho. Tant s'en faut, toutefois, que l'argument soit resté vain sur le continent.

L'avènement du Directoire, ses succès militaires et diplomatiques rendirent quelque confiance aux partisans de la France nouvelle. Embourgeoisée par la Constitution de l'an III, la République redevenait acceptable ; victoires et conquêtes prouvaient qu'un État ne s'effondrait pas nécessairement quand il répudiait la monarchie. Le Directoire vit des bourgeois et des nobles libéraux coopérer, dans les régions réunies, à l'assimilation, et, dans les républiques vassales, à l'instauration d'un régime analogue au sien.

Si la Révolution reprit ainsi quelque crédit, il ne convient pas de lui rapporter toute la diffusion des idées libérales. L'influence britannique ne s'amointrit pas ; bien des adeptes des principes de 1789 n'en restaient pas moins anglophiles, parce que le gouvernement de la Grande-Bretagne leur paraissait en modérer si bien l'application que la démocratie n'était pas à craindre ; plus encore, les nobles et les fonctionnaires persistèrent à tourner complaisamment les yeux vers un pays où les premiers voyaient l'aristocratie prééminente et les seconds un modèle pour la rénovation de l'économie. L'exemple des États-Unis ne perdit pas non plus de son prestige ; les créoles de l'Amérique latine s'en inspirèrent en même temps que de celui de la France. Enfin, ce furent surtout l'évolution et les conséquences de la guerre qui provoquèrent des mouvements d'opinion, où l'infiltration révolutionnaire se manifesta sans doute à l'occasion, mais dont on ne saurait dire qu'elle fut la principale inspiratrice, bien que, naturellement, les gouvernements d'Ancien Régime l'en rendirent responsable.

En Prusse, le traité de Bâle encouragea, chez les *Aufklärer*, la tendance favorable à une entente avec la France : le pasteur Riem, par exemple, l'exprima sans détour. Cette opinion persistait parmi les officiers et même à la cour ; mais elle y invoquait l'intérêt du royaume. Dans l'Allemagne du Sud, le Directoire, en 1796, espéra un moment que l'agitation allait se développer ;

c'est que la perspective de l'invasion excitait le mécontentement ; la noblesse bavaroise et les *Stände* du Wurtemberg continuaient leur opposition ; mais la pensée de renoncer à leurs privilèges ne les effleurait pas. Hambourg demeurait un centre d'influence française, parce que les gens d'affaires, si les gouvernements ne les intéressaient pas aux fournitures, ne cachaient pas leur irritation de voir la guerre se prolonger. En Angleterre, pour la même raison, les pétitions se multipliaient en faveur de la paix : en janvier 1797, Erskine publia un *Coup d'œil sur les causes et les conséquences de la guerre actuelle avec la France* qui obtint un extraordinaire succès. Le poids des impôts, les difficultés économiques et surtout la disette émurent aussi le populaire : on a mentionné plus haut¹ la révolte des tisserands silésiens en 1794 et les troubles graves qui survinrent à Londres durant l'automne de 1795 et qui ne furent pas étrangers à la décision que prit Pitt de négocier. L'effort que ce dernier imposa au pays, à partir de 1797, quand le péril culmina, ne doit pas faire illusion : son impopularité s'aggrava et il jugea prudent d'envoyer de nouveau Malmesbury en France.

Au contraire du continent, l'influence de la Révolution française en Angleterre ne pouvait mener qu'à la démocratie ; aussi le gouvernement britannique, à la différence des autres, s'inquiétait-il du mécontentement de l'artisanat et de l'agitation sporadique que la cherté excitait dans la classe ouvrière, puisque ces circonstances favorisaient la propagande hostile à l'oligarchie. Le 18 mai 1797, dans un banquet londonien, on but à la réforme électorale, à la liberté de l'Irlande et à l'alliance française. Les sociétés se maintenaient, clandestinement ou non ; un pamphlet se donna comme l'interprète de 80.000 Jacobins irréductibles. A supposer que cette assertion ne fût pas exagérée, il ne s'ensuit pas qu'un mouvement insurrectionnel se préparât et les rapports alarmants qui affluaient au *Home Office* ne s'assortirent pas de preuves. Mais le gouvernement outra ses inquiétudes pour justifier la répression.

Personne ne pouvait plus contester que l'ascension de la bourgeoisie constituait un trait dominant de la civilisation européenne ; les révolutions anglo-saxonnes en avaient témoigné ; son avènement en France manifestait de manière autrement radicale la puissance de cette classe, puisqu'elle éliminait la noblesse. L'avenir promettait donc à la Révolution française des

1. Voir p. 335 et 337.

répercussions infinies. Mais, à la veille du 18 brumaire, rien ne subsistait des espérances qu'avaient caressées les Girondins : aucun peuple n'avait encore imité les Français. Partout, les partisans intéressés de l'Ancien Régime tenaient solidement en mains l'appareil répressif et, depuis longtemps, ils le montraient bien.

II. — LA RÉACTION¹.

Souverains et publicistes vilipendaient le gouvernement révolutionnaire, qui invoquait la relativité des droits individuels pour en justifier la suspension en cas de révolution ou de guerre civile et étrangère. Les gouvernements britanniques semblaient particulièrement fondés à s'en indigner, puisque l'Angleterre, au XVIII^e siècle, passait pour l'un des rares pays où la personne se voyait respectée. En réalité, l'empirisme ne s'y priva jamais de passer outre, si le salut public l'exigeait, et la réaction le prouva encore une fois. L'*habeas corpus* suspendu, l'arbitraire du policier ne connut plus d'entrave ; les loyalistes et leurs associations, par leur surveillance et leurs dénonciations, s'attribuèrent une mission analogue à celle des clubs et des comités révolutionnaires ; en 1799, les mesures se renforcèrent contre les assemblées et les publications séditieuses ; les imprimeurs furent astreints à la déclaration. La Grande-Bretagne n'eut pas de Vendée à réprimer, en sorte que la répression s'en tint à ce qu'on appelait, en France, sous le Directoire, la « guillotine sèche » : la « presse » permit d'embarquer les suspects sur les vaisseaux de Sa Majesté et l'on condamna leurs chefs à la transportation en Australie ; mais on ne créa pas de tribunaux d'exception. La Terreur ne devint sanglante qu'en Irlande, où l'insurrection entraîna des massacres et des exécutions.

Les despotes continentaux ne s'embarrassaient pas de scrupules constitutionnels ; leur arsenal de contrainte était toujours prêt : il leur suffit d'en user avec la sévérité que commandaient les circonstances. Dans les États ibériques et dans le domaine

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 331. Pour la Prusse, ajouter O. HINTZE, *Preussische Reformbestrebungen vor 1806*, dans *Historische Zeitschrift*, t. LXXVI, ann. 1896, p. 413-443. — Pour les réactions nationales, G. LUMBROSO, *I moti popolari contro i Francesi alla fine del secolo XVIII, 1798-1800* (Florence, 1932, in-8°) ; R. MORI, *Il popolo toscano durante la Rivoluzione e l'occupazione francese*, dans *Archivio storico italiano* (Florence), ann. 1947, p. 127-152 ; F. BATTAGLIA, *L'opera di Vincenzo Cuoco e la formazione dello spirito nazionale in Italia* (Florence, 1925, in-8°) ; S. CANZIO, *La prima repubblica cisalpina e il sentimento nazionale italiano* (Modène, 1944, in-8° ; n° 33 de la « Collezione storica del Risorgimento italiano ») ; ajouter les études de G. VACCARINO, citées ci-dessus, p. 534.

pontifical, l'Inquisition n'avait que faire d'instructions nouvelles ; en Amérique latine, Narino fut condamné à dix ans de prison et, à la suite d'un complot qui coûta la vie à nombre d'individus, Rodriguez jugea prudent de s'expatrier en 1797 ; Bolivar, son disciple, l'imita deux ans après. Le tsar Paul I^{er} opérait de même ; au premier moment, il libéra Novikov, Raditchev, Kosciuszko ; nourrissant pour la Révolution la même haine que sa mère, il ne tarda pas à rendre sa rigueur au régime oppressif, en même temps qu'il prenait en charge l'armée de Condé et installait Louis XVIII à Mitau. Chez le Habsbourg, Colloredo, le *Kabinetts-Minister*, perfectionna les méthodes policières de Joseph II et mit au point le système dont Metternich endossa plus tard la paternité : toute-puissance de la police ; cabinet noir et censure ; espionnage généralisé, particulièrement aux dépens des fonctionnaires ; emprisonnements arbitraires. Depuis les exécutions de Hongrie, le silence régnait dans les domaines héréditaires. Les autres États de l'Empire imitèrent plus ou moins exactement cet exemple, suivant les dispositions de leurs souverains ; à Iéna même, Fichte, accusé d'athéisme, dut abandonner sa chaire en 1799 ; les plus rétifs émigrèrent : ainsi, Rebmann gagna Paris en 1796. En Prusse, certes, les *Aufklärer* continuèrent à résister ; en 1797, Frédéric-Guillaume II mourut et son fils Frédéric-Guillaume III mit fin aux persécutions de Wöllner qui fut disgracié ; une extrême prudence ne s'en imposait pas moins à Kant lui-même. Il va de soi que, les Français chassés d'Italie, la Terreur blanche n'y connut pas de bornes, à Rome et surtout à Naples, sous les yeux de Nelson.

Du maintien de l'autorité, il ne résultait pas nécessairement qu'on dût renoncer à toute réforme. Pitt ne pouvait nier que des améliorations préconisées par les whigs emportaient autrefois son assentiment. Sur le continent, la rénovation de l'agriculture, à l'image de l'Angleterre, se recommandait à l'attention des gouvernants et des nobles intelligents, avec ses conséquences naturelles : l'abolition du servage et le rachat des droits seigneuriaux tout autant que le remembrement et la suppression des droits collectifs. Dans l'œuvre constructive de la Constituante, voire du Comité de salut public, des éléments convenaient au despotisme éclairé et la guerre mettait en lumière les tares d'un appareil administratif hérité du passé.

La grande majorité des privilégiés détestaient pourtant tout changement comme une contamination jacobine qui en entraînerait d'autres ; les gens du commun, déclarait l'évêque

anglican Horsley en 1795, n'ont rien à faire avec les lois, sinon de leur obéir. Les gouvernants ne pensaient pas autrement ; Pitt estimait que toute réforme encouragerait le mouvement populaire ; en eût-il jugé différemment que son pacte avec Georges III lui liait les mains. Le perfectionnement des organes et des méthodes d'exécution resta lui-même minime et lent ou complètement nul, les bureaucrates en place et leurs chefs s'y opposant sourdement.

En Autriche, François s'obstinait à tout régler par lui-même, ne communiquant avec ses ministres que par écrit ou par l'intermédiaire de Colloredo. Il réservait systématiquement aux nobles toutes les fonctions supérieures. Il enterra la réforme agraire et renvoya, en 1798, la commutation des corvées à des accords entre seigneurs et tenanciers, conclus sous l'approbation de l'administration.

On ne pouvait attendre mieux de Paul I^{er}. Il était, pourtant, réputé favorable aux serfs : effectivement, il défendit de les vendre sans la terre en Petite-Russie et fixa les corvées à trois jours par semaine ; mais, pratiquement, personne n'en tint compte. En Livonie, il se contenta d'arracher à la Diète quelques atténuations au servage et Kisselev, son commissaire dans les principautés danubiennes, ne fit pas davantage. D'ailleurs, Paul distribua, lui aussi, beaucoup de serfs de la couronne, dont le sort, réputé moins rigoureux, était ainsi appelé à s'aggraver. Ses velléités de réforme administrative restèrent sans suites ; le règne se caractérisa par des engouements passagers et des disgrâces subites qui n'épargnaient pas des serviteurs dévoués tels que Panine, Rostoptchine ou Souvorov. Cette « lanterne magique » qui menaçait tout le monde en même temps qu'elle détraquait le gouvernement, préparait une révolution de palais, réalisée par l'assassinat.

L'opinion réformatrice survivait en Prusse parmi les hauts fonctionnaires comme Schön et Schrötter formés à Königsberg à l'école de Kant et de Kraus, qui professaient le libéralisme économique ; des immigrés le représentaient également, venus de l'Allemagne occidentale — tels le Rhénan Stein et le Hanovrien Hardenberg — ou du Danemark — Struensee par exemple. Frédéric-Guillaume III parut d'abord disposé à concéder l'égalité fiscale ; réflexion faite, il n'en fit rien ; Stein ne put opérer dans l'administration financière que des modifications techniques et ne parvint même pas à supprimer les douanes intérieures. La noblesse conserva les hauts emplois et les grades : en 1800, sur 6 à 7.000 officiers, on ne comptait que 695 roturiers. Le bruit

courut que le nouveau roi désirait mettre fin à l'*Untertänigkeit* et les pétitions affluèrent. La réforme agraire continua bien dans le domaine royal ; mais le *Gut* du *Junker* demeura indemne. Pas plus qu'en Autriche, l'organisation du royaume ne réalisa de progrès. Au contraire, les récentes acquisitions faites aux dépens de la Pologne, régies séparément par un *Oberpräsident* à raison des difficultés de l'assimilation, échappèrent au *General-Direktorium*, comme la Silésie. L'insurrection de 1794 provoqua la confiscation des terres du clergé et des « starosties », c'est-à-dire des domaines royaux abandonnés à des familles nobles ; on laissa seulement aux bénéfices ecclésiastiques 35 % du revenu, à titre de traitement, et 61 % aux starostes qui ne comptaient point parmi les rebelles. Le roi devint ainsi le plus grand propriétaire du pays annexé et détint 1.500 kilomètres carrés ; le fermier général de ce domaine l'arrenta moyennant des redevances tellement faibles que Zerboni, assesseur de la *Kammer*, dénonça la malversation, sur quoi il se vit accuser de participation à une société secrète et condamner à la prison pour la vie.

Deux pays seulement méritent une exception. En Bavière, Montgelas, en 1799, accéda au pouvoir et commença la réorganisation administrative qui allait marquer le règne de Maximilien, nouvel électeur et futur roi : il substitua des ministres aux collèges et créa le *Geheim Rat*. Au Danemark, la transformation agraire se poursuivit, spécialement en Slesvig et en Holstein ; on régla le rachat des corvées et le remembrement s'accéléra avec des conséquences analogues à celles de l'enclosure britannique, notamment la transformation des tenanciers en journaliers au service des propriétaires nobles.

Les réformateurs se trouvaient donc à peu de chose près aussi impuissants que les amis de la Révolution. C'étaient les armées de la République qui avaient commencé à rajeunir le monde. Mais, puisque les Français désiraient la paix, qu'en adviendrait-il ? En portant Bonaparte au pouvoir, les brumairiens décidèrent : la Grande Armée, sur son chemin, abattra partout l'Ancien Régime.

III. — LES ÉTATS-UNIS¹.

Bien qu'ils restassent neutres, les dirigeants conservateurs des États-Unis — le parti qu'on appelait maintenant « fédéraliste » —

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Voir p. 102. J. F. JAMESON, *The American Revolution considered as a social movement* (Princeton, 1926, in-8° ; réimprimé en 1940) ; N. SCHACHNER, *Alexander Hamilton* (New York, 1946, in-8°) ;

ne laissèrent pourtant pas de déplorer le tour que prit la Révolution ; l'exécution de Louis XVI, la fuite de La Fayette, les récits des émigrés — par exemple Talleyrand et, plus tard, Dupont de Nemours — les indignèrent. Le triomphe momentané de la démocratie les irrita surtout parce que, chez eux, la fermentation populaire ne cessait pas. De nombreux clubs s'étaient ouverts et l'influence des événements de France y fut perceptible. L'*excise* sur l'alcool accentua les craintes, car elle provoqua une vive résistance dans les campagnes, où les petites distilleries se comptaient par milliers ; dans la zone frontrière de la Pensylvanie occidentale, Washington dut envoyer la force armée, en 1794, pour briser la résistance opposée aux poursuites. On ne s'étonne pas que Genet, envoyé par les Girondins avec mission d'obtenir des versements anticipés à valoir sur la dette américaine ou des crédits pour l'achat de subsistances, sinon le concours que semblait promettre le traité d'alliance, ait trouvé de l'écho lorsque, évincé par Washington, il en appela à l'opinion. Le président imputa aux clubs la responsabilité des troubles de l'*excise* et parla de les supprimer, tout comme en France les Feuillants, La Fayette et les thermidoriens.

Dans leur propre classe et dans les rangs de leur parti, les fédéralistes ne réussirent pas à maintenir l'unanimité. Jefferson, planteur lui-même, n'approuvait pas la politique de Hamilton et quitta le secrétariat d'État qu'il avait accepté : il reprochait au gouvernement de tourner la constitution au profit du capitalisme des gens d'affaires, au préjudice des agriculteurs et spécialement de la foule des petits exploitants. Madison aussi fit

G. CHINARD, *Honest John Adams* (Boston, 1933, in-8°) ; S. G. KURTZ, *The presidency of John Adams. The collapse of Federalism, 1795-1800* (Philadelphia, 1957, in-8°) ; C. A. BEARD, *Economic origins of Jeffersonian democracy* (New York, 1915, in-8°) ; G. CHINARD, *Jefferson, apostle of americanism* (Boston, 1929, in-8° ; nouv. éd., 1939) ; *A history of American life*, publiée sous la direction de A. SCHLESINGER et D. FOX, citée p. 102, t. V, *The competition of independence, 1790-1830*, par J. A. KROUT et D. R. FOX (New York, 1944, in-8°) ; F. TURNER, *The frontier*, cité p. 102 ; A. P. WHITAKER, *The Spanish-American frontier, 1783-1815* (Boston et New York, 1927, in-8°), et *The Mississippi question, 1795-1803* (New York, 1934, in-8°) ; W. B. SMITH et A. H. COLE, *Fluctuations in American business, 1790-1860* (Cambridge, Mass., 1935, in-8° ; n° 50 des « Harvard economic studies ») ; Wholesale commodity prices in U.S.A. 1795-1824, dans *The review of economic statistics*, ann. 1927, p. 171-183 ; G. W. DANICH, *The cotton trade during the revolutionary and napoleonic wars*, dans les *Transactions of the Manchester statistical society*, février 1916 ; A. E. SAYOUS, L'introduction du capitalisme européen aux États-Unis. Les vœurs et leur trafic de bourse à New York entre 1792 et 1873, dans la *Revue historique*, ann. 1941, t. CXCI, p. 249-275, t. CXCII, 46-67 ; L. C. GRAY, *History of agriculture in the Southern United States to 1860* (Washington, 1933, 2 vol. in-8°).

sécession. Le traité Jay permit d'invoquer la dignité nationale et d'accuser Hamilton d'embrasser servilement la cause des Britanniques. Ainsi se constitua peu à peu un parti d'opposition, celui des « républicains », qui se donna pour démocrate. Quand, en 1797, Washington quitta le pouvoir, John Adams le remplaça ; mais il ne l'avait emporté que de fort peu sur Jefferson. Il ne s'accordait pas non plus avec Hamilton qui se retira ; mais, très hostile aussi au mouvement populaire, comme d'ailleurs à la République française, il profita de la rupture avec le Directoire pour faire voter non seulement un *alien bill* afin d'expulser les Français suspects, mais un *sedition bill* qui permit d'atteindre les clubs et les écrits jugés dangereux. La Virginie et le Kentucky protestèrent en vain. Ainsi se prépara l'élection de 1800, qui devait porter Jefferson à la présidence.

Si l'on fait abstraction des conditions naturelles et des circonstances historiques extraordinairement différentes qui distinguaient le nouveau monde de l'ancien, on perçoit que les craintes des possédants, aggravées par le pessimisme ou modérées par l'optimisme, suivant les tempéraments, se retrouvent, ainsi qu'ailleurs, comme ressort du mouvement général de l'histoire. Les fédéralistes se sentaient de la complaisance pour la pensée de Burke ; n'ayant à défendre ni roi, ni lords, ni église établie, ils se seraient trouvés plus près encore de la bourgeoisie française devenue conservatrice et de Sieyes, son interprète extrême, si les péripéties de la Révolution et ses mesures anti-religieuses ne les avaient effrayés.

L'esprit démocratique de Jefferson lui-même ne le menait pas si loin qu'on croirait. Il ne tenait pas au suffrage universel et son idéal, qui revenait à une république de petits producteurs ruraux indépendants, ne différait pas tellement de celui des Montagnards et de certains constituants. Propriétaire foncier, il se défiait du capitalisme industriel, dont il redoutait la formation d'un nombreux prolétariat qui lui paraissait, comme à Rousseau, Robespierre ou Saint-Just, incompatible avec la démocratie politique. Il croyait disposer d'une échappatoire : que les États-Unis laissassent l'industrie à l'Europe pour rester un pays agricole. C'était une chimère, et les hommes d'affaires qui, tout aux profits de l'heure, ne se souciaient pas des temps futurs, s'intronisaient inconsciemment les moteurs de l'histoire. Du moins Jefferson nourrissait-il l'espoir que les petits propriétaires ruraux se multiplieraient et, à cet égard, son optimisme se justifie mieux que celui des révolutionnaires français les plus généreux.

Dans le vieux monde, les terres cultivables ne pouvaient s'étendre qu'au prix de défrichements difficiles et de moins en moins rentables, tandis qu'en Amérique l'immensité des terres vierges et des ressources naturelles inexploitées, appelant les audacieux et les indépendants, ajournaient la pression sociale. C'est pourquoi, si les petits paysans de la région atlantique, demeurant hostiles aux grands, allaient porter Jefferson au pouvoir, si la vie rude et périlleuse du peuple de la « frontière » l'orienta plus franchement encore vers la démocratie politique, la domination de la bourgeoisie put s'établir aux États-Unis de la manière la plus accomplie et la moins contestée.

IV. — LE CONFLIT DES IDÉES¹.

Le conflit politique et social continuait à se refléter dans le monde des idées. Au sein des classes dominantes, l'autorité et la tradition redevenaient de mode et, soit conviction, soit pour ménager leurs lecteurs, un nombre croissant d'écrivains se montraient réticents ou hostiles à la Révolution. Canning avait fondé en Angleterre son *Anti-jacobin* et Cobbett, qui plus tard comptera parmi les chefs des radicaux, fulminait alors contre les novateurs. Les gouvernants, appréciant l'importance de la propagande, lui consacraient quelque argent ; Pitt pensionna Gillray, le plus fameux des caricaturistes. Les réfugiés genevois, Joseph des Arts, d'Ivernois, Mallet du Pan, tinrent une place importante dans la campagne. Les récriminations du Viennois Hoffmann, du Suisse Girtaner, du Hanovrien Zimmermann contre la conspiration des illuminés et des francs-maçons, faisaient école en Allemagne et, en 1797, Robinson, un officier, reprit la thèse à Edimbourg.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 74, 85, 202, 331 ; se reporter à notre t. XIV, *Napoléon* (4^e éd., 1953), liv. I, ch. I, § 2, p. 9-11 ; ajouter J. DROZ, *L'Allemagne et la Révolution*, cité p. 203, et *La pensée politique des Cislethénians* ; R. ARIS, *History of political thought in Germany from 1789 to 1815* (Londres, 1936, in-8°) ; N. HARTMANN, *Die Philosophie des deutschen Idealismus*, t. I (Berlin, 1923, in-8°) ; pour l'Italie, se reporter aux ouvrages indiqués p. 616. — Sur le courant contre-révolutionnaire, H. MOULINIÉ *Bonald* (Paris, 1915, in-8°) ; P. ROHDEN, *Joseph de Maistre als politischer Theoretiker* (Munich, 1929, in-8°) ; A. OMODEO, *Un reazionario : il conte J. de Maistre* (Bari, 1939, in-8°) ; O. KARMIN, *Sir Francis d'Ivernois*, cité p. 331 ; F. BALDENSPERGER, *Le mouvement des idées dans l'émigration française, 1789-1815*, cité p. 331 ; ajouter J. GODECHOT, *La contre-révolution, 1789-1804*, cité p. 159. — Sur le romantisme, voir notre t. XIV, mentionné plus haut ; ajouter H. BRUNDSCHWIG, *La crise de l'État prussien à la fin du XVIII^e siècle et la genèse de la mentalité romantique* (Paris, 1947, in-8°), et Iéna et la genèse du romantisme, dans *Annales*, t. I, ann. 1946, p. 306-313 ; H. DELACROIX, Novalis et la formation de l'idéalisme magique, dans *Revue de métaphysique et de morale*, t. XI, ann. 1903, p. 248-262.

Les émigrés français participaient à l'entreprise. L'accord, à la vérité, ne régnait pas entre eux ; ainsi Mounier prendra bientôt la défense de la maçonnerie ; les constitutionnels résistaient aux absolutistes ; à Londres, Boisselin conçut un plan de propagande auquel se rattacha peut-être le *Génie du christianisme* que Chateaubriand commença d'écrire en 1799, après avoir publié, dès 1796, son *Essai sur les révolutions*. Villiers, d'autre part, s'enthousiasma pour le kantisme. Mais la grande majorité maudissait la Révolution sans en rien excepter et l'ouvrage de Barruel, édité en 1797 et 1799, remporta un succès que le temps ne devait pas épuiser.

C'est en Angleterre que l'ordre nouveau conservait les meilleurs défenseurs. Les *Droits de l'homme* de Paine, dont la seconde partie remontait au début de 1792, demeuraient la plus ardente expression des sympathies éveillées par la Révolution. En 1793, Godwin avait publié son *Enquiry concerning political justice* et, l'année suivante, dans ses *Aventures de Caleb Williams*, il satirisa la « société » contemporaine. A ses yeux, l'inégalité sociale représentait l'injustice suprême, et la propriété traditionnelle la pierre de scandale ; comme Babeuf, il visait principalement celle du sol ; mais, démocrate libertaire, il n'attendait rien des gouvernants ou des partis politiques et ne comptait, pour parvenir au communisme, que sur le perfectionnement individuel et sur une évolution pacifique et légale. Qu'il ait fait école alors, on en doute, et sa femme, Mary Wollstonecraft, qui revendiqua, pour la première fois, les droits de la femme, y réussit moins encore. Les avocats et les orateurs qui, de manière plus ou moins explicite, inclinaient vers les démocrates, atteignaient au contraire le grand public et les publications clandestines, malgré la police, ne cessèrent jamais tout à fait. Depuis que la Grande-Bretagne se jugeait exposée à une invasion, le recul était pourtant sensible. Burns mourut en 1796 ; les autres poètes se taisaient ; Coleridge, à la nouvelle de l'entrée des Français en Suisse, avait même fait amende honorable et réprouvé, dans une *Palinodie*, l'ennemi impie et perfide, la race légère et cruelle. Dans le copieux répertoire des caricatures, il s'en trouve que les dessinateurs contre-révolutionnaires dirigeaient contre la cour et contre le ministère, à l'occasion de leur politique intérieure ou de leur manière de conduire la guerre ; mais on n'en voit guère qui émanent des démocrates : ils n'eussent pas trouvé d'acheteurs, ni probablement d'imprimeurs.

Sur le continent, les amis de la Révolution ne pouvaient inter-

venir franchement, dans la polémique quotidienne, que par la voie clandestine et au prix de risques redoutables : Hegel ne publia pas sa violente philippique contre la tyrannie du duc de Wurtemberg. Ceux des maîtres de la pensée qui se prononçaient en faveur des principes nouveaux s'en tenaient le plus souvent aux propos philosophiques et intemporels. Encore l'Allemagne en conservait-elle à peu près le monopole. Herder, Kant et Fichte restaient du moins fidèles à l'*Aufklärung*, non sans exciter la réprobation. Fichte avait publié, en 1793, son *Appel aux princes pour la revendication de la liberté de pensée* et sa *Contribution destinée à rectifier le jugement du public sur la Révolution française* ; il se montrait profondément influencé par Rousseau, fondait l'État sur le contrat, s'élevait contre les privilèges, ne légitimait la propriété qu'en fonction du travail ; bref, il apparaissait comme un individualiste violemment hostile à l'État. Mais, en 1796, dans ses *Fondements du droit naturel d'après les principes de la théorie de la science*, où il posa les bases de l'idéalisme transcendantal, il ne parla plus de la Révolution française et orienta sa conception politique dans un sens différent : les hommes ne vivent qu'en société ; de leurs rapports naît le droit, et l'État le garantit par la contrainte ; c'est donc grâce à l'État que l'individu peut se réaliser, au point que bientôt, en 1800, Fichte, pour assurer le droit à la vie, confèrera la direction de l'économie à son *État commercial fermé*.

Les *Lettres sur le progrès de l'humanité*, que Herder donna de 1793 à 1797, se tinrent plus près de l'*Aufklärung*. Kant, dans son écrit *Sur la paix universelle*, en 1795, dans sa *Métaphysique des mœurs*, en 1797, dans le *Conflit des facultés*, en 1798, développa les principes d'un « État de droit » et des relations juridiques entre les nations, qui demeuraient en harmonie avec l'idéal entrevu par les hommes de 1789. Guillaume de Humboldt lui-même, dans son *Essai sur les limites de l'État* qu'il n'édita point, se montra partisan d'un individualisme illimité qui n'aurait sans doute pas déplu au Sieyès du 18 brumaire.

Rien, toutefois, dans ces exercices spéculatifs, qui excitât à l'action. La pensée allemande se caractérise par son insistance à subordonner la libération de l'homme au progrès intellectuel et surtout moral de l'individu : la liberté résulte avant tout d'un effort personnel de soumission à l'impératif catégorique de Kant. Les hommes qui s'engagèrent dans la vie politique au point de se compromettre au service de la France — Forster, Rebmann, Görres —, déclamant contre l'infériorité morale des Français qui

compromit leur Révolution, font écho à l'enseignement des philosophes dont la conclusion ne tarde pas. Pour Kant, si le chef de l'État verse dans la tyrannie, la révolte n'en reste pas moins condamnable. Le peuple ne peut se gouverner lui-même, assure Fichte, car s'il violait le droit, qui interposerait son veto ?

D'autres penseurs, sans se soucier de défendre l'Ancien Régime, ne s'en associaient pas moins à la réaction en tant qu'ils condamnaient violemment ce qui se passait en France. Tels sont surtout les Weimariens et, au premier rang, Goethe et Schiller qui, après une jeunesse tumultueuse, s'étaient adaptés, le premier devenu ministre de Charles-Auguste de Weimar, le second professeur à Iéna. Grâce à l'Antiquité grecque, ils prétendaient avoir découvert comment les tendances divergentes de l'être peuvent s'harmoniser dans l'art, l'élan vital et la passion se concilier avec la raison. Ce nouvel humanisme qui recommandait à l'individu de s'isoler pour se cultiver dans sa « totalité » et qui, philosophiquement, inclinait au panthéisme, exerça quelque temps un vif attrait ; on lut avec enchantement *Wilhelm Meister* que Goethe publia de 1794 à 1796, la trilogie de *Wallenstein* et le *Chant de la cloche*, publiés par Schiller en 1798 et 1799. Guillaume de Humboldt s'agrégea à ce classicisme et Hölderlin ne lui resta pas étranger. A insister sur la culture intellectuelle et artistique, ils ne sortaient pas de l'immobilisme politique.

A lire tous ces écrivains, on garde l'impression d'assister à des entretiens de personnages confortablement installés dans l'Ancien Régime, sans illusion à son égard, mais redoutant plus que tout de troubler leurs aises. Leur aveu tacite d'impuissance dénote une information insuffisante, et leur enseignement moins d'originalité qu'ils ne l'imaginaient. Que la liberté et la démocratie ne se conçoivent pas sans la moralité civique qui se sépare malaisément de la moralité privée, on l'avait dit bien des fois depuis Aristote, et les Allemands eussent dû faire la preuve qu'ils connaissaient Montesquieu, Rousseau, voire Robespierre. Mais les Français savaient aussi que la « vertu » ne peut fleurir qu'à l'abri d'institutions qui préservent la liberté et mettent l'homme en état d'élever son esprit. N'est-il pas tristement comique que les écrivains allemands, conseillant à leurs compatriotes l'effort intellectuel et moral, ne songent même pas à les délivrer du servage ? Que l'homme, d'autre part, ne se ramène pas à la seule intelligence et que sa conduite dépende également de ses sentiments, de ses sens, de son corps, les Anciens le savaient bien et, depuis la Renaissance, les libertins ne s'évertuaient-ils pas à le

répéter ? Enfin, chaque fois que, dans l'histoire, les circonstances ôtent tout espoir de refréner une domination tyrannique, il apparaît toujours une philosophie ou une religion pour remonter aux sujets que, seuls, leur importent la liberté intérieure et le salut spirituel ; en ce sens, les Allemands, bien qu'ils réprouvassent l'ascétisme et l'ignorance, n'en imitaient pas moins les stoïciens et les chrétiens, dénués de toute espérance terrestre par l'impitoyable joug des légions romaines.

Hors de France, l'empire du rationalisme apparaissait moins solidement assis. D'abord, les sciences ne l'étaient pas au même degré car, à cet égard, la priorité française, pour l'instant, ne souffrait pas contestation. Dans les mathématiques, Gauss, en Allemagne, commençait seulement. Des chimistes anglais, Cavendish et Priestley, réfugiés en Amérique, vieillissaient ; Nicholson, très estimé, n'avait pourtant pas encore décomposé l'eau ; Davy et Dalton n'en étaient qu'à leurs débuts ; le Suédois Berzélius de même. Les physiiciens français n'avaient d'autres rivaux que les Anglo-Saxons Wollaston et Rumford ; il se préparait, il est vrai, en Italie, une révolution dans la connaissance de l'électricité : l'expérience de Galvani, professeur d'anatomie à Bologne, remontait à 1786 ; Volta, qui enseignait à Pavie et que l'électrophore et l'eudiomètre honoraient déjà, se trouvait sur le point de révéler au monde le courant électrique ; mais sa pile date de 1801. Quant aux naturalistes, Alexandre de Humboldt voyageait encore dans l'Amérique latine, et Pallas, Allemand également, dans l'Empire russe. A ces observateurs, à ces expérimentateurs, en dépit de leur haute valeur, manquaient le génie synthétique, qui illustra Lavoisier, et la pénétration spéculative, qui menait maintenant les idéologues à la conception positive de la science. Jusqu'à sa mort, Priestley, collecteur génial de faits nouveaux, conserva obstinément son attachement au phlogistique de Stahl et ne se rallia jamais à la chimie moderne.

D'autre part, l'empirisme anglais, devenu depuis longtemps, comme on l'a dit, conservateur avec Hume et encore avec Bentham, contestant la prétention des philosophes français de reconnaître à l'homme la faculté de diriger son destin, s'appliquait à restaurer l'autorité et les conventions morales, non par des considérations métaphysiques, mais par l'observation historique et l'expérience politique. De même que la méthode expérimentale recherche les constantes du monde physique pour le régir en s'y conformant, de même elle permettrait de constater, en observant la vie sociale, que les institutions coutumières, du

fait de leur durée, sont en harmonie avec « la nature des choses » et présentent une « vérité » de fait et toute relative, parce qu'elles se révèlent utiles. Chez Burke, ce pragmatisme se compliquait d'un vitalisme social emprunté à la médecine, telle que l'enseignaient en France l'école de Montpellier, au XVIII^e siècle, et Bichat, encore au temps du Directoire, car la physiologie expérimentale, inaugurée par Lavoisier, ne prévalait pas. On considérait l'être vivant comme le fruit d'une germination spontanée et progressive due à une force irrationnelle et mystérieuse qu'on appelait la vie ; pareillement, Burke parlait de la société comme d'une plante ou d'un animal, l'individu ne figurant qu'un de ses organes, en sorte que l'autorité sociale s'imposait à lui comme une condition de son existence, qu'il ne saurait pas plus répudier que les exigences corporelles. D'Angleterre, ce rationalisme expérimental, mâtiné d'un mysticisme qui le mit en connexion avec le romantisme, passa en Allemagne par le Hanovre : Rehberg et Brandes s'en pénétrèrent. La nouvelle manière de Fichte, reconnaissant à l'État la primauté sur le citoyen, allait philosophiquement dans le même sens. Frédéric de Gentz, qui traduisit Burke en 1793, se débarrassa de l'attirail mystique, pour s'en tenir à justifier le conformisme par l'observation utilitaire, et l'on a soutenu qu'ainsi se prépara la philosophie politique, si l'on peut dire, que Metternich, dont il devint plus tard le bras droit, mit au service du Habsbourg. Il n'est pas jusqu'à l'économie politique qui ne tint à rabattre parfois la superbe de la raison. Observant l'Angleterre de son temps, Malthus, en 1798, soutint que le progrès indéfini de l'humanité n'était que chimère, car, en dépit des progrès de la technique, la population croît plus vite que les moyens de subsistance. Toute amélioration sociale, aidant à la multiplication de l'espèce, ne fait qu'aggraver le mal et ce sont la maladie, le vice, la disette et la guerre qui rétablissent l'équilibre. Malthus, étant libéral, trouvait une échappatoire : il recommandait au pauvre de se résigner à la chasteté. Les traditionalistes n'en estimaient pas moins qu'il portait un coup fatal aux espérances de Condorcet et de Godwin.

Bonald et Joseph de Maistre qui, en 1796, publièrent, dans l'émigration, le premier sa *Théorie du pouvoir politique et religieux*, le second ses *Considérations sur la France*, ne sont pas sans rapport avec ces conservateurs expérimentaux ; Bonald, par exemple, invoque souvent la « nature des choses ». Eux aussi subordonnent l'individu à la société et, en ce sens, on les a catalogués comme « socialistes ». Mais, à l'opération de la force vitale, ils substituent

l'action de la Providence. Selon Bonald, esprit dogmatique et autoritaire, qui, de plus, chérit la tradition royaliste autant que le catholicisme, les cadres que Dieu a fixés à la société demeurent immuables ; le premier de tous, la famille, plonge ses racines dans l'existence même du genre humain, et le roi se présente comme le père d'une famille élargie en société. Pour Joseph de Maistre qui a le sens de l'histoire et, en bon ultramontain, se montre assez indifférent à la forme du gouvernement temporel, le Créateur se borne à conserver l'état social par l'action infiniment souple que lui inspire sa sagesse, en sorte qu'il faut s'incliner devant le fait.

A la science positive et au rationalisme, quelle qu'en fût l'orientation, s'opposait, avec bien plus de force qu'en France, le mouvement hostile à la primauté de l'intelligence, qui avait inspiré Rousseau et le *Sturm und Drang* avant 1789, et que les événements renforçaient maintenant en répandant le goût du hasard et du morbide, comme en témoigne le succès des romans d'Anne Radcliffe, tandis que le spectacle de tant d'infortunes ressuscitait le sens du tragique, d'une lutte de l'homme contre les forces de la nature et le destin. La puissance de cette tendance, toutefois, n'apparaît pleinement que si l'on tient compte du tempérament et de la condition sociale de ceux qu'elle entraîna ; la plupart étaient incapables de s'adapter au milieu, des malades ou des instables que leur impuissance vouait à la mélancolie, voire au suicide, des jeunes gens avides d'indépendance et de plaisir que la contrainte sociale irritait, ou qui cherchaient leur voie et se heurtaient aux privilèges du rang, de la fortune ou de la réputation consacrée. Ce n'est pas une surprise qu'ils aient montré de l'inclination pour le « brigand » redresseur de torts et que, l'âge venant ou le succès, beaucoup d'entre eux se soient assagis. Il y a toujours eu des romantiques ; mais ils se multipliaient parce que l'ascension de la bourgeoisie disloquait les cadres sociaux et que nombre de jeunes hommes s'indignaient ou se désespéraient.

Nulle part, cet état d'esprit ne se manifestait mieux qu'en Allemagne. Il dissipa le prestige de l'*Aufklärung* et le bref attrait de l'humanisme goethéen. Ce ne fut pas un hasard, car, dans aucun pays, le mysticisme ne régnait pareillement. Il anime le luthéranisme et, par le piétisme et les frères moraves, il y a filiation entre Bœhme, le cordonnier théosophe du xviii^e siècle, et les romantiques ; des savants comme Werner, Ritter et Baader donnaient à leurs connaissances expérimentales les interprétations symboliques les plus imprévues. De la sorte, l'occultisme hétérodoxe, infiltré dans la maçonnerie et l'illuminisme, pré-

tendait s'appuyer sur des vues ou des découvertes scientifiques : à la médecine, il empruntait le vitalisme ; à la physique, le magnétisme envisagé, lui aussi, comme une force irrationnelle ; le somnambulisme ramenait l'esprit à l'inconscience extatique où il entraît en contact avec le monde surnaturel. A leur manière, ces gens cultivés se réconciliaient avec la conception magique de l'univers, qui traduisait les superstitions primitives du populaire à qui l'*Aufklärung* resta toujours étrangère. Mais le mysticisme pénétrait aussi la philosophie. Après avoir ruiné la métaphysique, Kant en avait reconstruit une autre en la fondant sur la conscience morale qui, pour lui, se ramenait, en somme, à une intuition divine. Dans cette voie, les Allemands, après lui, aboutirent à l'idéalisme transcendantal. Fichte, dans sa *Doctrine de la science*, parue en 1794, avait, par une vision spirituelle, saisi le moi comme unique réalité, laquelle est pure activité et construit le non-moi pour se donner une raison d'agir en cherchant à l'absorber. Puis, Schelling rendit au non-moi une existence propre, d'ailleurs purement idéale aussi ; la nature et le moi devinrent deux aspects de l'absolu dont la réflexion dissocie l'unité inconsciente, mais que le génie artistique peut atteindre par l'intuition et exprimer dans ses œuvres. Enfin, le courant profitait des progrès de la musique instrumentale, art moderne, qui ne tenait ses règles que de lui-même, et romantique par excellence, parce qu'il suggère au lieu de décrire et s'attache essentiellement à émouvoir la sensualité et le sentiment. Elle brillait en Allemagne d'un incomparable éclat.

La décade ne s'achevait pas encore lorsqu'un groupe, se détachant de Goethe et plus encore de Schiller, prit comme signes de ralliement ces mots de « romantique » et de « romantisme » dont il fit la fortune. En 1798, Frédéric Schlegel, avec l'aide de son frère Auguste, lançait à Berlin une revue appelée l'*Athenaeum* qui vécut trois années. A Dresde d'abord, puis à Iéna en 1799, ils se lièrent avec Novalis, de son vrai nom baron de Hardenberg, avec Schelling et avec Tieck qui venait de publier les *Épanchements d'un frère lai ami des arts* laissés par son ami Wackenroder, mort prématurément. Ils esquissèrent une philosophie qui ne prit jamais une forme cohérente et systématique. Disciples des classiques, ils conçurent d'abord le monde comme le flux inépuisable et perpétuellement changeant des créations de la force vitale ; sous l'influence des savants et de Schelling, ils y introduisirent une « sympathie universelle » qui se manifestait par exemple dans l'affinité chimique, le magnétisme et l'amour

humain ; les effusions religieuses de Schleiermacher les ayant touchés, ils finirent par emprunter à Boehme l'idée du *Centrum*, âme du monde et principe divin. De toutes façons, c'est l'artiste de génie qui, seul, par l'intuition ou même par le rêve et la magie, entre en contact avec la réalité véritable et, en lui, cette expérience mystérieuse se transmue en œuvre d'art. Le poète est un prêtre et cette philosophie s'en remet au miracle. Ces esthètes attendaient le miracle, comme les pauvres gens dont ils ne se souciaient guère ; pour eux, malheureusement, on ne peut dire qu'il se soit produit ; ils ne laissèrent pas de grandes œuvres ; les mieux venues furent celles de Novalis, et principalement les *Hymnes à la nuit*, qui datent de 1798 et 1799.

Pas plus qu'en France, les arts plastiques ne s'émancipaient au même point. L'architecture néo-classique continuait à servir de guide ; la sculpture de Canova unissait à l'inspiration de l'école la tradition voluptueuse du XVIII^e siècle. En Angleterre, toutefois, le paysage tendait à rénover la peinture et les visions surnaturelles de Blake s'apparentaient aux rêveries romantiques. La musique allemande évoluait également ; l'inspiration de Haydn, qui donnait alors ses plus grandes œuvres, les *Saisons* et la *Création*, rappelait encore l'optimisme souriant et confiant du XVIII^e siècle ; mais l'âme tragique de Beethoven animait déjà ses premières sonates.

En lui-même, le romantisme ne s'affirmait pas comme une doctrine politique. Mais, comme, dans ce domaine aussi, il s'en rapportait au sentiment, ses adeptes dépendaient des circonstances. La réaction triomphait : ayant leur carrière à faire, ils ne tardèrent guère à devenir d'ardents contre-révolutionnaires. D'ailleurs, mécontents du présent, ils cherchèrent un refuge dans un passé visionnaire ; découvrant le Saint Empire et la papauté médiévale, Novalis, dès 1799, chanta les louanges de l'unité chrétienne, qui fit l'honneur des siècles d'autrefois ; le catholicisme les émouvait par sa liturgie et la musique ; le même Novalis dédia un hymne à la Vierge. Il resta protestant ; mais, ultérieurement, l'Autriche ayant plus de fonctions à offrir, plusieurs de ses amis passèrent au service de cette puissance et se convertirent.

Quel que soit l'intérêt des nouveautés, il faut se garder d'en exagérer l'influence sur l'opinion. La plupart de ceux qui détestaient la Révolution ne s'inspiraient pas de motifs philosophiques et, s'ils en éprouvaient le besoin, ils les demandaient aux églises. Les dernières années du XVIII^e siècle furent témoins, partout plus

encore qu'en France, d'une renaissance religieuse que le pragmatisme conservateur et l'intuitionnisme favorisèrent, mais qui germa spontanément. De même qu'elle se rapprochait des trônes, l'aristocratie se sentit solidaire des cultes d'État et il fut entendu que Lucifer avait été le premier des Jacobins ; d'ailleurs, les grandes catastrophes et les longues guerres ramènent toujours vers les autels les foules inquiètes ou tremblantes.

Le catholicisme avait grand besoin de ce retour, car c'était lui qui souffrait principalement. La France et les pays qu'elle occupait n'étaient plus que des « pays de mission ». En Allemagne, un nouveau désastre menaçait, car les traités de Bâle et de Campoformio annonçaient une sécularisation générale et les protestants, même contre-révolutionnaires, envisageaient avec enthousiasme de « pousser l'armée noire hors du Rhin ». D'autre part, le despotisme éclairé maintenait sa tutelle ; la Bavière mit le clergé à contribution ; en Espagne, Saavedra et Urquijo, successeurs de Godoy depuis 1798, se donnaient comme des philosophes : ils interdirent les appels en cour de Rome en 1799 et, pour se procurer de l'argent, pensaient aux biens ecclésiastiques. Pie VI venait de mourir prisonnier du Directoire et l'Autriche ne cachait guère le désir de partager le domaine temporel du Saint-Siège avec le royaume de Naples. Néanmoins, contre l'attente de ses adversaires, les malheurs de l'Église lui furent salutaires, car ils lui ramenèrent la sympathie. L'Angleterre avait fort bien accueilli les prêtres français déportés et leur dut les premiers germes de sa renaissance catholique. Ajoutons que, pour apaiser les Irlandais, Burke ne cessait de recommander qu'on leur accordât la liberté religieuse et que Pitt pensait personnellement de même. En Allemagne, autour de Fürstenberg et d'Overberg, se constitua à Münster un petit groupe ardent, « la Sainte Famille », où brillaient la princesse Galitzine et la marquise de Montagu, sœur de Mme de La Fayette : en 1800, la conversion de Stolberg parut pleine de promesses. Paul I^{er} donnait aussi de grandes espérances. Il autorisa le culte catholique en Pologne ; Joseph de Maistre et le P. Gruber le persuadèrent de demander le rétablissement des Jésuites et il prit sous sa protection l'ordre de Malte qui l'élut grand maître.

Pour le protestantisme, que la Révolution n'éprouvait guère, la renaissance religieuse fut tout profit. En Allemagne, Schleiermacher en renouvelait la ferveur mystique par ses *Discours* qui parurent en 1799, tandis que Wackenroder et les romantiques ramenaient à la religion par l'intuition esthétique. En Angleterre,

Wesley était mort en 1791 ; en créant, à côté des *preachers* laïques, une hiérarchie recrutée par cooptation, il avait rapproché le méthodisme de l'Église établie et, en 1797, il en résulta un premier schisme ; en excitant le mysticisme populaire, la secte n'en continuait pas moins ses conquêtes. Elle exerça sur le *dissent* une influence profonde ; ce fut en adoptant ses méthodes que les baptistes progressèrent, tandis que le presbytéranisme socinien et rationaliste de Priestley et de Price disparaissait rapidement. Il se forma même, dans l'Église anglicane, un noyau d'évangélistes, dont Wilberforce fut le plus notable, qui essayèrent, sans succès du reste, de la revivifier. Le *dissent* rénové abandonna ses sympathies pour la Révolution et, si l'on a exagéré l'influence conservatrice qu'il exerça sur les masses populaires, elle ne paraît pas contestable. En Allemagne, le cercle de Münster trouvait un pendant à Enckendorf, dans le Holstein, où Reventlow entretenait la piété protestante ; Stolberg y fréquenta avant sa conversion et l'on y vit aussi le catholique Portalis, futur directeur des cultes sous Bonaparte. Reventlow étendait d'ailleurs son zèle à tout le duché : il épura notamment l'Université de Kiel. Il se trouvait qu'en même temps, sans qu'on puisse en être surpris, ce personnage défendait avec raideur l'autonomie de la province contre le gouvernement danois, afin que la toute-puissance de l'aristocratie allemande fût à l'abri du moindre risque.

Aux yeux des souverains et des réacteurs de toutes nuances, l'idée nationale, fièrement affichée par les révolutionnaires, éveillait une hostilité sans réserve ou une vive répugnance. Pour les premiers, elle figurait la souveraineté du peuple, et ils en mesuraient le danger pour leurs États composites. Aux yeux des autres, elle s'associait à l'égalité : *Nation, das klingl jakobinisch*. Aux Pays-Bas, la noblesse et le clergé préférèrent retomber sous le joug de l'Autriche plutôt que de perdre leurs privilèges ; pareilles craintes affaiblirent en Pologne la résistance nationale ; en Hongrie, les magnats restèrent fidèles aux Habsbourg et ils se laissaient germaniser en partie, du moment qu'on leur abandonnait les paysans. Les souverains continuèrent à ne consulter que leurs convenances. Ils achevèrent de partager la Pologne. La Diète hongroise demanda inutilement des concessions à Vienne : le magyar comme langue officielle, des avantages douaniers, un accès à la mer par la réunion de la Dalmatie et de Fiume. François fit la sourde oreille, malgré les recommandations du régent, l'archiduc Joseph. Après l'insurrection de l'Irlande, Pitt se résolut à détruire ce qui restait d'autonomie à l'île par la sup-

pression du gouvernement et du Parlement de Dublin : l'union allait se réaliser en 1800.

Cependant, la guerre substituait peu à peu le nationalisme au cosmopolitisme. Encore une fois, les révolutionnaires donnèrent l'exemple. A les combattre, l'Angleterre finissait par se passionner aussi. Ce qui restait du parti whig sous la bannière de Fox affecta longtemps, d'accord avec les classes populaires, de regarder le conflit comme l'affaire de Pitt et des tories ; mais, quand, après Campoformio, on vit l'Angleterre isolée et la révolte s'étendre en Irlande, quand surtout on s'attendit au débarquement d'une armée française, la peur gagna l'opinion et la guerre se nationalisa. D'autre part, en Hollande, en Cisalpine, en Suisse, la France, déracinant l'Ancien Régime et introduisant l'unité du territoire et de l'État, favorisait l'éveil ou le progrès de la nationalité. Son intervention profita surtout à l'Italie, où les unitaires, plus nombreux qu'on ne le croit souvent, comptèrent qu'elle les servirait. Cédant aux nécessités de la guerre, elle traitait ces pays en marches militaires et y nourrissait ses soldats ; elle leur faisait mesurer ainsi le prix de l'indépendance et, par un retournement fatal que Robespierre avait prédit, les retournait contre elle-même : en 1799, les Italiens venaient d'accueillir en libérateurs les Autrichiens et les Russes. Mais la contagion commençait seulement : l'Allemagne n'était pas touchée. Si le magnifique essor des lettres et des arts, le retour au passé suscité par le romantisme, et l'attachement au Saint Empire conservé par les souvenirs historiques exaltaient, chez les lettrés, le sentiment national, celui-ci n'avait pas encore pris une forme politique ; il opposait l'Allemagne, *Kulturnation*, aux peuples constitués en États et à leurs luttes barbares ; de sa faiblesse même, on tirait la preuve de sa supériorité et de sa mission divine. L'orgueilleuse résignation de cet impérialisme intellectuel ne devait pas survivre à l'invasion.

CHAPITRE III

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE : LA POLITIQUE INTERNATIONALE¹

Les coalisés révèrent toujours d'écraser la Révolution. Mais, d'une part, ils conduisirent la guerre suivant leurs méthodes habituelles et l'œuvre militaire du Comité de salut public les déconcerta ; d'un autre côté, ils ne perdirent jamais de vue « l'agrandissement » non plus que leurs rivalités traditionnelles, en sorte qu'ils ne concertèrent pas leurs efforts, se divisèrent et finalement se séparèrent. L'Angleterre l'emportait sur mer et aux colonies ; la guerre terrestre seule, néanmoins, réduirait la France. Or, elle s'agrandissait sur le continent ; on venait de lui arracher l'Italie, mais la seconde coalition se décomposait à son tour. De même qu'à l'intérieur de la France les résultats de la Révolution demeuraient en partie incertains, le nouvel équilibre de l'Europe restait à fixer.

I. — LA GUERRE ANGLO-FRANÇAISE².

Ainsi qu'on l'a vu, la Grande-Bretagne mena sa guerre comme les précédentes. On se préoccupa surtout d'accroître la flotte et, peu à peu, on en vint à multiplier les frégates pour la chasse aux corsaires, l'escorte des vaisseaux marchands, la surveillance des ports ennemis. Ce fut seulement à la fin de la décade qu'on entreprit d'augmenter sensiblement les effectifs dans l'armée. Pour ménager l'opinion, Pitt s'abstint de recourir au service obligatoire et enfla modérément la fiscalité ; l'emprunt et le recours à la Banque pour la dette flottante financèrent le budget extraordinaire. Comme d'ordinaire, le plus clair des forces fut employé à chasser l'adversaire de la mer, à conquérir ses colonies,

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir les ouvrages généraux, cités antérieurement, p. 3, 113 et 478.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir notre t. XIV, liv. I, ch. II, § 2, 4 et 5.

à bloquer ses côtes. Sauf au début, et de nouveau en Hollande en 1799, l'Angleterre laissa aux alliés qu'elle subventionnait le soin de combattre sur le continent. Grenville justifiait sans détour ce trait classique, en représentant qu'il valait mieux payer les coalisés que leur envoyer des renforts au préjudice de l'industrie qu'on priverait ainsi de main-d'œuvre ; l'argent d'ailleurs n'était pas perdu, car il soldait les fournitures nécessaires aux armées mercenaires.

Des résultats importants s'affirmaient. Le domaine colonial des Français, des Hollandais et même des Espagnols se voyait entamé. Depuis 1798, Jervis, comte de Saint-Vincent, organisait des croisières permanentes à courte distance des ports ennemis, à l'aide d'un service de ravitaillement et d'une relève échelonnée, avec ordre de rallier l'entrée de la Manche si des escadres adverses forçaient le blocus. La même année, les Britanniques rentrèrent dans la Méditerranée, s'emparèrent de Minorque, s'installèrent en Sicile, s'adjoignirent les vaisseaux portugais et napolitains. En 1799, la flotte batave fut capturée et Nelson détruisit celle de Brueys à Aboukir ; l'armée d'Égypte était bloquée et Malte assiégée. A moins que Paul I^{er} ne s'y opposât, la Méditerranée allait devenir anglaise. Les lignes de communication se trouvaient relativement assurées par le trafic en convois escortés ; la Grande-Bretagne n'avait perdu que 500 bateaux par an, 3 % de l'effectif, à peine davantage que par les risques de mer ; de 1793 à 1800, l'assurance, qui montait à 50 % durant la guerre d'Amérique, ne dépassa pas 25 (en 1802, après la paix d'Amiens, elle ne descendit qu'à 12) ; on captura 743 corsaires et, dès 1798, on tenait prisonniers 22.000 marins. Enfin, le blocus plaçait les navires neutres sous la dépendance du gouvernement de Londres, lui valait le monopole, si désiré, des denrées coloniales et étendait considérablement les exportations.

La fin, toutefois, ne semblait pas proche. Les Français conservaient l'alliance de l'Espagne et disposaient de la Hollande. Ils prenaient encore la mer : en 1799, Bruix sortit de Brest, gagna Toulon et en revint. Toutes leurs colonies n'étaient pas perdues et celles de leurs amis encore moins. Leur marine marchande déclinait, mais le cabotage continuait. Ils subissaient de graves dommages économiques ; pourtant, ils pouvaient vivre et même prospérer de nouveau, s'ils gardaient leurs conquêtes et rétablissaient la paix continentale. En outre, celle-ci leur permettrait de consacrer toutes leurs ressources à la guerre maritime. Loin de songer à capituler, ils n'abandonnaient pas l'espoir de débarquer

quelque jour une armée en Grande-Bretagne ou en Irlande et, méprisant l'économie de la « perfide Albion », comptaient l'atteindre en se fermant à son commerce : les marchandises anglaises étaient interdites en France et, depuis l'arrêté adopté par le Directoire le 29 nivôse an VI (18 janvier 1798), la rupture avec les neutres mettait fin à l'importation frauduleuse. Ce « blocus continental » ne relevait pas seulement de l'ardeur combative : la bourgeoisie manufacturière, profondément protectionniste et n'oubliant pas sa rancune à l'égard du traité de 1786, se réjouissait d'éliminer la concurrence de ses rivaux britanniques ; les cotonniers surtout tenaient passionnément à la prohibition, sinon des fils fins pour l'instant, du moins des autres ainsi que des tissus ; Fontenay, le grand négociant rouennais, se portait leur avocat et, après le 18 brumaire, ils guideront aussi Bonaparte. Cette politique, outre qu'elle présentait double tranchant, puisqu'elle privait la France de matières premières et de denrées de consommation d'origine coloniale, conduisait à reconnaître que, limitée à la République, son efficacité ne serait pas décisive : il fallait y associer l'Europe. On l'imposait aux pays occupés et, en principe, l'Espagne s'y ralliait ; mais on signalait que s'emparer des villes hanséatiques permettrait d'interdire à l'ennemi l'accès du marché allemand.

L'Angleterre ne triompherait que si ses alliés remportaient la victoire sur terre ; la France ne réaliserait son dessein qu'en obtenant le concours de l'Europe, soit en se la conciliant, soit en la soumettant à son hégémonie. A ce compte, la guerre risquait de s'éterniser et la fin de la « seconde guerre de Cent ans » dépendait de la politique continentale.

II. — LA GUERRE CONTINENTALE¹.

Sur le continent, les ennemis de la Révolution poursuivaient aussi les hostilités suivant leurs traditions. Ils ne manquaient pas d'hommes. De 1792 à 1799, on estime qu'ils perdirent 140.000 tués, 200.000 blessés, 150.000 prisonniers : c'était beaucoup sans doute, mais ils n'étaient pas épuisés. Ils manquaient surtout d'argent. En Autriche, malgré l'augmentation des impôts, le déficit augmenta sans cesse ; on recourut à l'emprunt, parfois forcé, et l'Angleterre, outre ses subsides, dut autoriser ou même garantir des émissions à Londres. Malgré tout, on ne put tenir que grâce

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 634, n. 1.

au papier-monnaie, le *Banco-zettel*, auquel on donna cours forcé pour soutenir la campagne de 1800. Le florin commença de se déprécier ; au change, il perdait 16 % à Augsbourg en 1801. Le rouble se montrait plus faible encore : à Leipzig, on ne le prenait qu'à 60 % ; sous Paul I^{er}, la dette, contractée principalement en Hollande, s'éleva de 43 à 132 millions de florins et il s'y ajouta chaque année 14 millions de roubles-papier. La Suède aussi imprimait des billets qui perdaient plus du quart en 1798. Sans les subventions de Pitt, les alliés continueraient difficilement la guerre. Mais existait-il encore une coalition ?

Paul I^{er} venait de rappeler l'armée de Souvorov, et on ne pouvait compter qu'elle revînt, puisque Rostoptchine, hostile à l'intervention contre la France, l'emportait sur Panine et avait été nommé chancelier. La rupture avec l'Autriche risquait de brouiller la Russie avec l'Angleterre. Les Détroits lui étant ouverts, le tsar exerçait, en Turquie et dans la Méditerranée, une influence que ses successeurs ne retrouveront jamais, érigeait les îles Ioniennes en république sous son protectorat, participait à l'occupation du royaume de Naples, soutenait le roi de Sardaigne contre Thugut, portait ses vues sur la Corse et comptait s'installer à Malte en qualité de grand maître : le 3 novembre 1799, Grenville promit que l'Angleterre, après avoir conquis l'île, n'y resterait pas. A présent, toutefois, que Paul rompait le combat contre la Révolution, n'en irait-il pas autrement ? Des conséquences de grande portée pouvaient en résulter, car il suffirait à la Russie de ressusciter la ligue des neutres et de fermer ainsi la Baltique pour asséner un coup terrible à l'exportation et au ravitaillement de la Grande-Bretagne.

Pour le moment, l'Autriche, en tout cas, restait seule en Europe contre la France. Officiellement, la Diète la soutenait ; mais, depuis la paix de Bâle, le Saint Empire n'était plus qu'une ombre. La Prusse maintenait sous sa garantie la neutralité de l'Allemagne du Nord, y compris le Hanovre. Derrière la ligne de démarcation, le « cercle enchanté », comme disait l'Autrichien Hudelist, ces régions jouissaient d'une parfaite tranquillité et de grands profits commerciaux ; le prestige de la Prusse s'en accroissait et Frédéric-Guillaume devenait une « étoile polaire », un « anti-empereur » : il comptait bien se placer à la tête d'une confédération de l'Allemagne du Nord. Bien entendu, il n'en songeait pas moins à s'agrandir, attendait impatiemment les sécularisations, guettait le Hanovre, manœuvrait pour annexer Nuremberg. Chassée du nord, l'Autriche se voyait déconsidérée

dans le sud par l'abandon de la rive gauche du Rhin et desservie par les prétentions qu'elle conservait sur la Bavière : Maximilien-Joseph, qui, en 1799, remplaça Charles-Théodore, craignit un moment pour sa succession. Quant au Wurtemberg, son Landtag, en conflit chronique avec le duc Frédéric II, envoyait des agents à Paris. Dans ces conditions, les princes de l'Allemagne du Sud ne suivaient l'Autriche que par peur et n'attendaient que l'occasion pour s'arranger avec la France. Une réunion des Allemands contre la République s'affirmait donc impossible et la disparition de l'Empire semblait même probable. Le chancelier Thugut n'en prenait pas un souci exagéré et regrettait encore moins la perte des Pays-Bas ; sans négliger de se dédommager en Pologne, il avait absorbé les États vénitiens et, les Français chassés d'Italie, espérait les y remplacer. En ce cas, il estimait non sans raison que, tout compte fait, son maître n'aurait pas trop à se plaindre.

Contre l'Autriche, une nouvelle campagne s'imposait à la République : c'était en partie pour qu'il la conduist efficacement que les brumairiens livrèrent le pouvoir à Bonaparte. La victoire acquise, la France se trouverait à la croisée des chemins. La paix continentale ne ferait pas difficulté, si elle renonçait à la prétendue « frontière naturelle » du Rhin ; au cas contraire, elle n'était pas irréalisable pour un temps, à condition que l'on ne dépassât point cette frontière et que, se ralliant par cette acquisition à la politique d'Ancien Régime, on consentît aux autres puissances des avantages correspondants ; en ce cas, l'Angleterre, isolée, pourrait, de guerre lasse, se résigner aussi à un compromis, la France gardant ses conquêtes ainsi que ses colonies et laissant à sa rivale la maîtrise de la mer avec la faculté d'achever la soumission de l'Inde. L'autre terme de l'alternative serait de franchir les « frontières naturelles », de se condamner à s'assujettir l'Europe dans l'espoir d'acculer la Grande-Bretagne à la capitulation par le « blocus continental ».

Aucun doute que l'opinion, en France, s'en tenait au premier de ces partis. La majorité des républicains eux-mêmes, s'ils répugnaient à renoncer aux « frontières naturelles », parce que l'acquisition, à leurs yeux, ne s'en séparait plus de la cause de la Révolution, savaient bien que l'intérêt national commandait de s'y borner. Mais la décision ne dépendait plus que de Bonaparte.

CHAPITRE IV

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE : L'ESSOR DU CAPITALISME EN GRANDE-BRETAGNE L'EXPANSION EUROPÉENNE DANS LE MONDE¹

La guerre, comme toujours, altéra les voies du trafic international ; elle contraria aussi, sur le continent, l'essor du capitalisme. Du conflit, l'Angleterre tira, néanmoins, d'appréciables profits et elle étendit son empire. Mais l'expansion européenne s'entrava et l'ébranlement du système colonial s'aggrava, l'Amérique latine s'orientant vers l'émancipation et la France abolissant même l'esclavage.

I. — LE TRAFIC INTERNATIONAL².

Privée des marchés que contrôlait la France, mais débarrassée de la concurrence française, la Grande-Bretagne se dédommagea aux dépens de ses alliés et des neutres. Par les ports hanséatiques, elle s'élançait à la conquête de l'Allemagne : en 1800, elle expédia vers Hambourg 500 vaisseaux au lieu de 49 en 1789 ; aux foires de Francfort et de Leipzig, elle entra en contact avec les Suisses et les Autrichiens, les Polonais et les Russes ; ses cotonnades, et surtout ses filés, en expulsèrent les produits helvétiques et saxons ; son trafic avec l'Allemagne passa de 2 millions de livres en 1789 à 13,5 en 1801. Amsterdam tombée aux mains des républicains, la finance s'orienta vers Londres : l'électeur de Hesse y plaçait ses fonds et c'est en l'y aidant que Meyer Amschel Rothschild, de Francfort, développa ses affaires ; en 1798, son fils Nathan alla s'installer en Angleterre et y fut

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir les ouvrages relatifs à l'histoire économique et à l'expansion européenne, cités aux ch. II et I du liv. I du présent volume.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir la n. 1 ci-dessus ; Dorothy BURNE GOBBELL, *British trade and the Spanish colonies, 1796-1823*, dans *American historical review*, t. XLIII, ann. 1938, p. 288-320.

bientôt riche. L'importance de la Baltique grandit dans le commerce britannique : 72 % des importations de celui-ci venaient, au début du xix^e siècle, de Prusse et de Russie, les trois quarts des grains du seul port de Dantzig. Les vaisseaux des Hanséates et des Scandinaves se prêtaient à son service et, pourvus ou non de licences, continuèrent d'ailleurs à gagner les ports français, aussi longtemps du moins que le Directoire ne rompit pas avec les neutres. La décadence de la Hollande s'accéléra, au contraire, et la place d'Amsterdam céda le pas à celle de Hambourg ; l'encaisse de sa banque, remontée à 13 millions de florins en 1793, tombait à 1,5 en 1799.

Dans l'Atlantique, la prépondérance de la marine anglaise s'accrut d'année en année ; associée à la marine des neutres, elle s'attribua le trafic triangulaire entre l'Europe, les côtes d'Afrique, d'où l'on tirait les esclaves noirs, et les régions américaines à cultures tropicales. Toutefois, l'expansion des États-Unis contre-balança, dans une certaine mesure, cet ascendant : leurs vaisseaux développèrent aussi un parcours triangulaire entre leurs propres ports, les Antilles ou l'Amérique latine, et l'Europe. Ayant obtenu le traité Jay, les Britanniques s'en accommodèrent, d'autant que l'attitude du Directoire porta John Adams à rompre avec lui. Dans la partie méridionale de l'Océan, l'alliance de l'Espagne avec la France permit aux Anglais de réduire presque à néant ses relations avec ses colonies et la route du Cap ne vit plus guère que des convois britanniques. Dans les mers asiatiques, ils ne rencontraient plus que quelques Américains : la Compagnie française des Indes disparut en 1791 et la Compagnie hollandaise en 1798.

En Méditerranée, la France résista mieux ; Gênes et Livourne, les Barbaresques et les Grecs venaient à son aide ; conquérant l'Italie, elle y gêna son ennemie sans l'éliminer ; mais elle la perdit en 1799 et, dès 1798, elle se vit chassée du Levant.

Entre la Méditerranée et les mers septentrionales, la guerre maritime accrut l'importance de la liaison continentale. Assurée jusque-là, pour une bonne part, à travers la France, l'Italie, la Suisse et la Hollande, elle fut compromise par la fermeture de la voie rhénane. Dès 1790, la France interrompit le transit par la rive gauche en portant sa douane au fleuve ; l'occupation de la Rhénanie et de la Hollande fut pour cette route un nouveau coup ; en 1798, le Directoire appliqua son tarif au passage du Rhin ; l'embouchure se fermant, le trafic de Cologne avait déjà périclité et se trouva réduit, en 1800, à moins d'un tiers. Une partie seu-

lement du trafic se faufila par Emden vers Francfort, pour alimenter la contrebande ou gagner la Suisse. Cette dernière, d'autre part, se vit séparée de Gênes. La transversale européenne recula donc vers l'est, comme au temps de Louis XIV : elle passa désormais par Hambourg et Leipzig vers Venise et de préférence Trieste.

II. — LA PRODUCTION¹.

Le commerce anglais, à s'en tenir aux valeurs officielles, dépassa, en 1800, 30 millions de livres à l'importation et 35 à l'exportation ; c'était 53 % de plus qu'en 1792 et le solde créditeur atteignait presque le double. Mais, comme il a été dit², à partir de 1798, on possède les valeurs réelles, calculées par Imlah. Il en ressort que, en 1798, les importations furent de 56,5 millions de livres, les exportations de 42,6 ; donc un déficit de 12,9. Les nombres correspondants en 1799 furent : importations, 56,9 ; exportations, 46,3 ; déficit, 10,6 ; en 1800 : importations, 66,5 ; exportations, 52,3 ; déficit, 14. La balance commerciale s'affirmait donc déficitaire. Mais la balance des comptes, grâce au fret, aux assurances, aux commissions et plus encore aux revenus tirés de l'exploitation des pays d'outre-mer, n'en était pas moins favorable. Le tonnage des navires sortis augmenta d'un tiers et s'éleva à près de 2 millions de tonneaux. Ce fut pendant la guerre que l'on construisit les docks de Londres et qu'on les dota du régime de l'entrepôt. L'extension du marché explique en partie ces progrès, d'autant que, grâce aux neutres et à la contrebande, les expéditions vers la France et les pays qu'elle contrôlait ne diminuèrent pas beaucoup. L'avance de l'Angleterre dans la voie de la production rationalisée ou mécanisée et de la concentration capitaliste devait s'en trouver accrue.

La hausse des prix resta aussi un facteur favorable. La guerre l'accentua partout et elle y contribua aussi, indirectement, par l'augmentation de l'émission fiduciaire dans presque tous les pays. La France n'en souffrit pas seule : en Espagne, la banque de Saint-Charles n'esquiva la banqueroute qu'à grand'peine en 1799. En Angleterre, au contraire, il semble que la conjoncture monétaire et l'étendue de l'organisation bancaire durent profiter à

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 22 à 25, notamment les ouvrages sur le mouvement des prix.

2. Voir ci-dessus p. 32, n. 1, et p. 43.

l'entreprise. Les capitaux étrangers y affluaient ; en 1794, la Banque de Londres acheta pour 3 millions $\frac{3}{4}$ de métaux précieux ; après l'occupation de la Hollande, elle devint le refuge le plus sûr et la balance créditrice du trafic extérieur aboutit au même résultat. La frappe de l'or put reprendre : 2 millions en 1797, près de 3 en 1799. Après la crise de 1793, les banques des comtés se multiplièrent de nouveau : en 1800, leur nombre s'élevait, dit-on, à 386 ; elles continuaient d'émettre des billets sans contrôle et, en outre, ajoutaient probablement une certaine inflation de crédit à l'inflation du papier. La Banque de Londres étendait peu à peu ses opérations : en 1800, elle traitait avec 1.340 clients. La suspension de la convertibilité de la *bank-note* en 1797 aurait pu porter à l'économie un coup terrible. Comme on l'a vu, elle ne provoqua point de panique ; l'inflation demeura suffisamment modérée pour ne pas ruiner la monnaie et elle épargna aux Anglais la déflation dont souffrit le Directoire. D'ailleurs, une baisse de la livre avantageait l'exportation, puisque les chefs d'entreprise encaissaient du numéraire, tandis qu'ils payaient leurs ouvriers en billets. En son empirisme, la politique financière de la Grande-Bretagne témoigna d'une maîtrise dont aucun pays n'était alors capable.

Les prix montèrent de manière à peu près continue ; par rapport à ceux de 1790, pris comme indice 100, ils se portèrent à 109 en 1793 et parvinrent à 156 en 1799 ; le *quarter* de blé, qui valut en moyenne 45 shillings de 1780 à 1789, bondit à 55 durant la décade suivante.

Cependant, d'après Beveridge, l'indice de l'activité industrielle, en pleine croissance jusqu'à la guerre (112 en 1792 par rapport à 1785), aurait fléchi ensuite jusqu'à 85 en 1797, pour se redresser ultérieurement jusqu'à 107 seulement en 1803. Il faut reconnaître que l'extension de l'exportation résulta pour bonne part de la revente des produits coloniaux, dont la guerre assurait à peu de chose près le monopole à la Grande-Bretagne, au point que les planteurs se lamentaient sur la baisse du sucre dont la consommation intérieure augmentait pourtant sans cesse. Néanmoins, les besoins de l'armée et de la marine soutenaient la demande. La disparition de l'acier allemand avantagea aussi la métallurgie ; celle-ci étendit l'emploi de la houille dans la fonderie et l'extraction se développa ; en 1800, l'Angleterre exporta d'ailleurs 2 millions de tonnes de charbon et 1 million et demi de tonnes de fonte et de fer. Plus qu'aucune autre, l'industrie cotonnière prospéra : de 1 million et demi de livres, ses expor-

tations s'élevèrent en 1800 à 6 millions ; en 1797 encore, elle n'importait que 734.000 livres de coton ; trois ans après, elle en était à 1.663.000 livres.

En tout cas, on ne peut douter que la révolution industrielle poursuivait ses progrès. Toutefois, il faut le répéter, elle ne s'avancait pas aussi vite qu'on le croit parfois. La filature du coton tenait la tête, mais on le tissait toujours à la main : le métier de Cartwright ne fut adopté, pour la première fois, qu'en 1801, à Glasgow, et ne se répandit qu'après l'invention, par Radcliffe, de la machine à apprêter, vers 1804. La laine en restait aux essais ; elle employait même peu la *jenny* et le métier de Cartwright pour la filature des peignés ne se trouva au point qu'en 1803. L'exploitation charbonnière demeurait arriérée, malgré l'utilisation croissante du rail et l'introduction de la vapeur. Cette dernière ne pénétrait dans l'industrie que par quelques filatures de coton, les autres se contentant du *water-frame*. Quant aux communications, les canaux retenaient surtout l'attention et il y avait peu de bonnes routes. Grâce à la lenteur des transports et à des salaires de plus en plus bas, les fabrications traditionnelles se défendaient énergiquement et la concentration continuait à se manifester sous la forme commerciale plutôt que par la création d'usines. Des capitaines d'industrie de ce temps, David Dale, beau-père de Robert Owen, Radcliffe, de Stockport, commencèrent par faire travailler à domicile. Pourtant, le *mule*, sans être adopté partout, conférait à la filature cotonnière une supériorité irrésistible ; la bonneterie et la dentelle au métier prospéraient ; la métallurgie se modernisait en grande partie et les *engineers*, dont le plus fameux était Bramah, l'inventeur de la presse hydraulique, multipliaient les machines-outils.

La hausse des prix profitait aussi à l'agriculture. L'Angleterre, maintenant, ne produisait plus assez de grains pour se nourrir et la guerre rendait les achats coûteux, si bien que la *corn-law* ne jouait plus, tant le blé était cher ; il rapportait plus que l'élevage et on en semait davantage. Aussi étendait-on plus que jamais l'enclosure : ce fut l'âge d'or pour les *landlords* et aussi pour les fermiers. La technique continuait à s'améliorer et, en 1793, on avait mis J. Sinclair et A. Young à la tête d'un *Board of agriculture*. La révolution agraire gagnait en Écosse, où les chefs de clan, reconnus *landlords*, évinçaient, pour se consacrer à l'élevage, les tenanciers réduits à émigrer. Cette prospérité agricole renforçait la puissance du pays, puisqu'elle le rendait moins vulnérable quant à ses moyens de subsistance ; elle aidait

aussi les petits propriétaires à se maintenir et même à augmenter en nombre dans certains comtés ; il en restait fort peu à la vérité ; du moins se jugeaient-ils satisfaits de leur sort et, avec les fermiers, constituaient-ils un élément de stabilité.

Malgré ses progrès, le capitalisme anglais ne pensait pas encore au libre-échange. Loin de renoncer à la *corn-law*, propriétaires et fermiers demandaient qu'on la renforçât ; les industriels demeuraient fidèles au mercantilisme, au point d'interdire l'exportation des machines. Mais, à l'intérieur, ils éludaient de plus en plus la réglementation qui limitait le nombre des apprentis et autorisait la fixation d'un minimum des salaires. Au contraire, les ouvriers continuaient à invoquer les *statutes of labourers* et soutenaient leurs réclamations par la mise à l'index et la grève, défendues en principe, mais que les *justices* hésitaient à condamner, quand les patrons donnaient eux-mêmes l'exemple de violer la loi. Aussi, le *Combination act* du 12 juillet 1799, qui renouvela les pénalités contre les grévistes et les associations ouvrières, alors que l'autorité laissait tomber en désuétude les règlements favorables aux salariés, est-il digne de mémoire. Déprimés par l'affluence des enfants assistés, des femmes, des paysans déracinés, les salaires ne suivaient que de loin la hausse des denrées et on les rognait encore par le *truck-system*, ou paiement en nature, et par des amendes arbitraires ; mais on les complétait, depuis 1795, aux frais de la *poor-law*, par des secours proportionnés au prix du pain, et c'est ce qui explique la résignation relative des classes populaires.

La suprématie économique de la Grande-Bretagne s'affirmait d'autant mieux que, sur le continent, la guerre retarda, plus encore qu'en France, la rénovation de l'industrie. La Suisse et la Saxe, pour soutenir la concurrence, songeaient à modifier leur outillage cotonnier : la machine à tricoter apparut à Chemnitz en 1797, et le *water-frame* en 1798 ; la concentration de la filature y devenait patente. En général, le capitalisme ne dépassait toujours pas la forme commerciale. Des productions traditionnelles souffraient d'ailleurs de la conjoncture : celle de la toile fut ruinée en Silésie. Pour l'agriculture, le Danemark seul imitait sérieusement l'Angleterre, qui ne pouvait que s'en féliciter puisqu'elle importait des grains. Elle voyait du même œil les progrès des États-Unis, surtout pour le coton *sea island*, apporté des Bahamas en 1786, offert à Glasgow pour la première fois en 1792 et aussitôt apprécié des filateurs. Quand les difficultés de l'égrenage eurent été résolues par la machine de Whitney, en 1793, l'exportation fut aussitôt de 8 millions de livres et s'éleva en 1800 jusqu'à près

de 20, valant 5 millions de dollars. Ce fut un événement de grande portée pour les États-Unis, car l'esclavage devint dès lors, pour le Sud, une institution fondamentale et les planteurs se mirent à convoiter la Floride et la Louisiane. Mais, pour le moment, le Nord n'y vit qu'une occasion d'employer ses capitaux et ses navires ; les mécaniques anglaises commençaient seulement à s'y introduire : en 1790, Slater créa la première filature d'après le système d'Arkwright. Le pays restait purement agricole et l'industrie britannique y doubla ses envois. Les grandes fortunes des Astor et des Girard s'édifiaient toujours par le commerce et les spéculations foncières.

La situation, au moment de l'avènement de Bonaparte, se tendait pourtant en Angleterre. La guerre sévissait sur le continent et la disette contraignit à acheter des grains : il en coûta près de 3 millions et demi ; l'encaisse de la banque diminua et le change fléchit : la livre perdit 8 % à Hambourg et 5 à Cadix. A l'intérieur, les petites *bank-notes* d'une ou deux livres se répandaient : en fin d'année, elles représentèrent un dixième de l'émission ; le numéraire devint rare et fit prime ; la pratique illicite des deux prix se vulgarisa ; Pitt, d'autre part, se rendait compte qu'il lui faudrait aggraver la fiscalité. Le mal avait empiré parce que Londres subit le contre-coup de la catastrophe qui frappa Hambourg. Les conditions du commerce international n'étaient pas tout à fait saines, du chef de la guerre : Londres, Hambourg, Amsterdam spéculaient sur les denrées coloniales en se concédant réciproquement des crédits et en immobilisant leurs capitaux pour constituer des stocks. En 1799, au cours de l'hiver, la hausse devint vertigineuse à Hambourg, parce que l'Elbe était prise et les arrivages suspendus ; quand la débâcle survint, avant les foires du printemps, les navires affluèrent et une baisse foudroyante survint : le sucre perdit 72 % ; en même temps la guerre reprit et, en août, à la veille de l'invasion anglo-russe, les banquiers d'Amsterdam coupèrent les avances. Cent trente-six maisons de Hambourg sautèrent et les Parish perdirent plus d'un million de marks. Toutes les places de l'Europe furent atteintes, mais surtout Londres ; l'industrie cotonnière chôma ou diminua les salaires, alors que le prix du pain s'exagérait ; le *quarter* de blé, de 49 shillings au début de 1799, atteindra 101 shillings en février 1800.

Cette crise n'allait pas tarder à compromettre le moral de la nation. Elle renforça les Français dans leur conviction du caractère artificiel et fragile de l'économie britannique.

III. — L'EXPANSION EUROPÉENNE¹.

Maîtresse des mers, l'Angleterre se trouvait seule en état d'imposer l'autorité du blanc dans le monde. Elle ne s'y montrait pas fort encline. L'opinion mercantile n'adoptait pas l'hostilité de Bentham pour les colonies ; mais l'émancipation des États-Unis ne l'encourageait pas à les multiplier. Le Canada, il est vrai, se tenait tranquille depuis que le bill de 1791, laissant de côté la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'île du Prince-Édouard, avait organisé deux provinces, l'une française, l'autre anglaise, pourvues chacune d'une assemblée élue, sans gouvernement parlementaire ; le clergé catholique, d'ailleurs, n'éprouvait aucune sympathie pour la France révolutionnaire. Ce pays, toutefois, n'intéressait pas les négociants britanniques. Ils ne se souciaient que des îles sucrières, et même, ne songeant qu'au profit, estimaient surtout l'expansion du trafic : leur impérialisme affectait donc plutôt un caractère commercial.

L'empire s'accroissait, néanmoins : les Antilles françaises étaient bonnes à prendre ; Curaçao et la Trinité aussi ; d'énormes capitaux allèrent s'investir dans la Guyane hollandaise, occupée de 1796 à 1800, et y décuplèrent la production ; la marine avait besoin d'escales comme Le Cap, dont elle s'empara en 1795 ; les chefs coloniaux, fils de l'aristocratie, satisfaisaient leur goût de l'action en poussant spontanément à la conquête.

En Afrique, la colonie de Sierra Leone avait été fondée en 1792 ; Mungo-Park explora le Niger jusqu'à Tombouctou. En Australie, Philipp débarqua le premier convoi de convicts à Sydney dès 1788. C'était dans l'Inde surtout que les Anglais s'étendaient. Sans se montrer entreprenant, Cornwallis dut pourtant soutenir le Nizam contre Tippou qui, à la fin de 1789, rentra en campagne. En 1791, le gouverneur finit par prendre la direction des opérations et, l'année suivante, il imposa à son adversaire la cession d'un tiers de son domaine et le paiement d'une indemnité de 3 millions de livres. La guerre européenne permit ensuite d'occuper les territoires restés à la France. Elle obéra la Compagnie : avec un revenu qui monta en 1797 à 8 millions de livres,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir p. 5 à 7. — Pour les Anglais dans l'Inde, ajouter : L. C. BOWRING, *Haider Ali and Tipu Sultan* (Oxford, 1893, in-8°) ; G. SAINT-YVES, La chute de Tipou, dans la *Revue des questions historiques*, t. LXXXVIII, ann. 1910, p. 75-106 ; *Zemindary settlement of Bengal* (Calcutta, 1879, 2 vol. in-8°) ; B. H. BADEN POWELL, *Land systems of British India* (Oxford, 1892, 3 vol. in-8°). — Pour les missions, voir p. 9.

elle ne se soutint que par l'emprunt et sa dette, qui s'élevait alors à 10 millions, se trouvera doublée en 1805. Cornwallis s'appliqua principalement aux réformes. Il dota le Bengale de tribunaux composés de juges anglais et d'assesseurs hindous. Le *permanent settlement* du Bengale, en 1793, resta pourtant le trait le plus connu de son gouvernement et constitue un bon exemple d'exploitation coloniale, assurée aux dépens de la population indigène par la collusion des conquérants avec sa propre classe dominante : les « zamindars », qui affermaient traditionnellement la perception des redevances domaniales et de l'impôt, furent reconnus propriétaires du sol, de sorte que les paysans se virent réduits à tenir d'eux leurs terres à bail.

Cornwallis quitta l'Inde en 1793 et son successeur demeura en paix. Cependant, la situation s'assombrissait ; Tippou se tenait en rapport avec l'île de France et la présence de Bonaparte en Égypte donnait à réfléchir ; l'Inde et les Mahrattes s'agitaient ; on ne pouvait se fier au Nizam. Mais, en 1798, arriva Richard Cowley, comte de Mornington, puis marquis de Wellesley. Il imposa son alliance au Nizam et occupa Haïderabad. Puis, en 1799, il attaqua le souverain du Mysore qui périt dans sa capitale, Seringapatam, enlevée le 4 août. Cowley partagea sa conquête entre la Compagnie et le Nizam. Après quoi, il s'en prit aux Mahrattes. Il surveillait aussi le Pundjab, où Randget Singh s'était fait céder Lahore par les Afghans en 1794. En Perse, Malcolm allait obtenir, en 1801, un traité qui ouvrit au commerce anglais la côte du golfe. Perim fut occupé dans la mer Rouge en 1798. Vers l'est, Malacca et les Moluques succombèrent également.

Sans la guerre européenne, l'Extrême-Orient eût été probablement abordé. En Indochine, Nguyen-Anh reconquerrait peu à peu l'Annam et le Tonkin ; mais l'influence française était tombée à rien. A Pékin, l'Anglais Macartney, envoyé en 1793, n'obtint aucune concession ; toutefois, après la mort de K'ien-Long, son fils K'ia King (1796-1820), ivrogne et cruel, menacé par les révoltes des sociétés secrètes, n'était plus de taille à tenir tête, si on l'avait attaqué en force. Le Japon, plus faible encore, ne voyait pas sans inquiétude des navires anglais et surtout russes aborder Sakhalin, les Kouriles et même Yéso en 1792.

Les missionnaires continuaient à s'occuper surtout de l'Amérique. En Chine, K'ien-Long avait persécuté les Lazaristes, successeurs des Jésuites, et leur mission, dont la Révolution arrêta le recrutement, disparut en 1800. La nouveauté fut

l'entrée en lice des protestants que, jusqu'alors, quelques frères moraves seulement représentaient outre-mer, en dehors de l'Amérique anglo-saxonne. L'Angleterre, en ce domaine encore, renversa la situation : en 1792, les baptistes prirent l'initiative ; en 1795, les anglicans fondèrent la *London missionary society* ; en 1799, Marsham débarqua au Bengale où la Compagnie, peu soucieuse d'un prosélytisme capable d'irriter les indigènes, l'accueillit d'ailleurs fort mal.

Quant à l'émigration blanche, elle restait à peu près nulle. C'est par l'excédent des naissances que les colons de l'Amérique du Nord se multipliaient et s'avançaient à l'intérieur en guerroyant contre les Indiens. Aux États-Unis, le Kentucky et le Tennessee furent admis en 1791 et en 1796 ; l'Ohio se constitua à la fin du siècle. Mais l'Ouest ne comptait encore, en 1800, que 370.000 habitants sur plus de 3 millions. Entre l'Atlantique et le Pacifique, où Vancouver explora la côte de 1790 à 1795 et où les Russes venaient d'apparaître, il n'y avait d'autre liaison que les postes de la Compagnie de la mer d'Hudson qui atteignaient la Columbia ; vers le nord, Mackenzie explora, en 1793, les solitudes arctiques.

IV. — L'ÉBRANLEMENT DES EMPIRES COLONIAUX¹.

Médiocrement agrandi, le domaine colonial de l'Europe se préparait à de nouveaux démembrements, cette fois aux dépens des puissances latines.

Dans celui de la France, la convocation des États généraux, on l'a vu, encouragea l'ambition autonomiste des créoles ; puis, au désir d'échapper à l'exclusif, la tournure que prit la Révolution adjoignit la volonté de maintenir les hommes de couleur dans leur condition inférieure et de prévenir toute tentative de libérer les esclaves. Les planteurs finirent par lier partie avec l'Angleterre et, plus tard, l'île de France, refusant de reconnaître la Constitution de l'an III, expulsa le représentant du Directoire.

Pour l'instant, les possessions américaines de l'Espagne ne lui échappaient pas encore ; mais l'orage s'y préparait. L'influence de

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour les colonies françaises, voir p. 192 ; pour l'Amérique latine, p. 7 et 204 ; sur Miranda, p. 292 ; ajouter général NEMOURS, *Histoire militaire de la guerre de l'indépendance de Saint-Domingue* (Paris, 1925-1928, 2 vol. in-8°) ; *Histoire des relations internationales de Toussaint-Louverture* (Port-au-Prince, 1945, in-8°) ; pour une mise au point récente sur les Antilles françaises, voir la chronique bibliographique de G. DEBIEN, Les Antilles françaises pendant la Révolution, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1961, p. 426-444.

la Révolution française, corroborant celle de la philosophie des lumières et celle de l'émancipation des États-Unis, ne put qu'accroître l'indépendance d'esprit chez certains des créoles et encourager les planteurs à secouer le joug de la métropole pour s'assurer la liberté du commerce. De celle-ci, Belgrano, initié aux idées nouvelles, en 1789, au cours de son séjour en Espagne, se fit l'apôtre à Buenos-Aires, où il devint, en 1794, secrétaire du « Consulat », c'est-à-dire de la Chambre de commerce. Mais l'alliance de Charles IV avec le Directoire excita bien davantage la fermentation. Le blocus britannique réduisit presque à rien les exportations des ports de l'Amérique espagnole : de 5.470.000 piastres en 1796, celles de Buenos-Aires descendirent à 335.000 en 1797. Les vaisseaux neutres et alliés regurent l'autorisation d'y entrer ; le remède fut de faible secours et, d'ailleurs, on le supprima en 1800. Cette crise, qui devait se prolonger, fut une des causes principales du mouvement d'indépendance.

De bonne heure, des personnages aventureux avaient conspiré ; en 1796, au Venezuela, un complot provoqua des exécutions et le départ de Rodriguez, puis de Bolivar ; on découvrit trois complots au Mexique, de 1794 à 1799. D'autres, plus prudents, pensèrent à profiter des convoitises séculaires de l'Angleterre sur l'Amérique espagnole et des intérêts commerciaux des États-Unis, ainsi que du conflit des puissances européennes. Brissot, dès 1792, n'avait-il pas songé à charger Miranda, qui servait alors dans l'armée que commandait Dumouriez, d'aller insurger sa patrie ? Après la paix de Bâle, et surtout quand l'Espagne eut passé dans le camp des républicains, le Vénézuélien se tourna vers l'Angleterre, avec laquelle il n'avait d'ailleurs jamais perdu contact. En 1795, il aurait fait créer, à Madrid, d'accord avec Olavide, une junte de l'Amérique du Sud ; à Cadix, se constitua un autre groupe dont le Chilien O'Higgins fit partie en 1799. Quand le Directoire, après le 18 fructidor, eut expulsé Miranda, ce dernier alla demander aide à Pitt, comme « agent général » des colonies ; les Anglais occupaient Curaçao et la Trinité : ces îles, déjà centres de la contrebande, seraient d'excellents points d'appui pour des expéditions insurrectionnelles. Londres devint un quartier général pour les créoles réfugiés ; Narino finit par s'y rendre ; ils auraient fondé une association, dite « loge Lautaro », pour préparer la libération. Pitt ne reçut Miranda qu'après Aboukir et il l'aiguilla sur les États-Unis, qui, venant de rompre avec la France, entraient peut-être dans son jeu. Ils se déroberent également. Au 18 brumaire, l'affaire restait en suspens.

Métropolitains ou créoles, les Européens ne comptaient pas, au début de la Révolution, que les populations indigènes, un jour, aspireraient aussi à l'indépendance. Les idées nouvelles inspirèrent seulement, en Amérique latine, quelques rares plaidoyers en faveur des Indiens et, en France, ce furent les droits des hommes de couleur qui, seuls, trouvèrent d'abord des défenseurs. Les « amis des noirs » déploraient l'esclavage, mais, comme en Angleterre, ne s'en prirent qu'à la traite : la Constituante suspendit le paiement des primes qui la favorisaient sous l'Ancien Régime et qui furent, après le 10 août, supprimées par la Législative. La révolte des noirs de Saint-Domingue en 1791 n'avait pas élargi le débat, car on ne songea qu'à la réprimer. On n'y réussit pas et la situation se modifia quand les Anglais, d'accord avec les planteurs, entreprirent la conquête de l'île ; Sonthonax offrit la liberté aux rebelles qui prendraient parti pour la France ; puis, la Convention abolit l'esclavage, le 16 pluviôse an II (4 février 1794), non pas seulement pour se conformer enfin à la Déclaration des droits, mais dans l'espoir évident de rallier les noirs à la cause de la République et de susciter la révolte des esclaves dans les colonies britanniques. Il en résulta que les Anglais finirent par abandonner Saint-Domingue, où Toussaint-Louverture, devenu maître de la colonie, ne reconnut plus à la France qu'une autorité nominale. Ni Sonthonax, ni Hugues à la Guadeloupe, ni Toussaint-Louverture lui-même ne libérèrent pleinement les esclaves, car ils les assujettirent au travail forcé. Aux Mascareignes, le décret de la Convention resta lettre morte. Néanmoins, la Révolution avait abouti, non seulement à étendre l'égalité des droits aux hommes de couleur et aux noirs, mais à provoquer, pour la première fois, la création d'un État indigène soustrait à l'empire des Européens.

CONCLUSION¹

La Révolution est finie, dira bientôt Bonaparte : ainsi assignait-il un terme à l'œuvre destructive. Mais l'ordre nouveau, tel que la bourgeoisie le concevait en 1789, restait loin de la perfection ; en outre, l'expérience démocratique de l'an II exigeait de sérieuses retouches. C'est une des raisons qui font de la période napoléonienne le complément de la décade révolutionnaire : d'accord avec le maître, les notables réorganisèrent l'administration et rétablirent la hiérarchie sociale à leur convenance. Toutefois, le gouvernement leur échappa. En 1814, la Charte permit de croire qu'ils s'y verraient associés ; mais l'aristocratie le leur contesta. En ce sens, la Restauration représente l'épilogue du drame : la Révolution de 1789 ne s'acheva vraiment qu'en 1830, lorsque, ayant porté au trône un prince qui en acceptait les principes, les notables prirent possession de la France.

Auparavant, Napoléon avait mené la Grande Armée à la conquête de l'Europe. S'il ne resta rien de l'empire continental qu'il rêva de fonder, il anéantit pourtant l'Ancien Régime partout où il en trouva le temps ; par là encore, son règne prolongea la Révolution et il fut le soldat de celle-ci, comme ses ennemis ne cessèrent jamais de le dénoncer.

Après lui, le prestige des principes de 1789 ne s'évanouit pas. L'évolution sociale, l'éveil des nationalités, l'attrait idéologique ne l'entretinrent pas seuls ; une émotion romantique de grande puissance s'attacha, au dehors comme en France, au souvenir de l'insurrection populaire et des guerres de la liberté, rehaussé par la légende napoléonienne elle-même. Néanmoins, si l'ordre bourgeois chemina peu à peu à travers le monde, il ne le doit pas seulement à la Révolution française. Elle avait été précédée par les révolutions des Anglo-Saxons, qui ne conservèrent pas moins d'influence par l'aspect rassurant que leurs compromis conser-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages cités aux chap. I^{er} et II du livre VI, se reporter à G. LEFEBVRE, *La place de la Révolution dans l'histoire du monde*, dans *Annales*, 1948, p. 257-266, repris dans *Études sur la Révolution française* (Paris, 1954, in-8°), p. 317-326.

vateurs présentaient aux possédants. D'autre part, le capitalisme, étendant graduellement son empire, imposa, dans la mesure qui concordait avec les intérêts de ses représentants, le régime considéré comme le cadre le plus favorable à la production.

Épisode de l'ascension générale de la bourgeoisie, la Révolution française reste pourtant, parmi tous les autres, le plus retentissant, non pas seulement à raison de ses péripéties tragiques, mais aussi parce qu'elle comportait pour les générations futures le germe d'un nouveau conflit, comme les événements de 1793 permettaient de le prévoir. Opposant à la noblesse l'égalité des droits et ouvrant simultanément, par la liberté économique, la carrière au capitalisme, la bourgeoisie française elle-même avait préparé un mouvement d'idées et une transformation sociale dont la contradiction finit par caractériser une nouvelle époque dans la marche dialectique de l'histoire. A côté de l'interprétation bourgeoise de l'égalité des droits, la Révolution en avait vu naître deux autres — la démocratie sociale et le communisme — qu'on jugeait, à l'époque du 18 brumaire, disparues pour toujours, mais qui, réapparues au cours du XIX^e siècle, n'ont pas cessé de servir d'arguments à ceux qui la détestent comme à ceux qui l'admirent : pour les uns comme pour les autres, elle est la Révolution de l'Égalité et, à ce titre, si l'écoulement du temps la refoule peu à peu dans le passé, son nom n'est pas près de se taire sur les lèvres des hommes.

INDEX

A

- Aarau, 522.
 Abbaye (l'), 140, 264, 402.
 Abd-el-Wahab, 17.
 Abd-ul-Aziz, 528.
 Aboukir, 515, 516, 635, 649.
 absolutisme, 13, 76, 88, 94, 108, 209, 568.
 Abzac, 401.
 Académies, 44, 84, 85, 121, 561, 596 ;
 — de France, 302 ; — des sciences, 590. Voir : école de Rome.
 accaparement, 136, 288, 371, 386 ;
 — accapareurs, 136, 144, 196, 344, 361, 367, 386.
 accise (l'), 42.
 accusateur public, 175, 577.
 « acquit à caution », 30.
 acte de navigation, 26, 34, 98, 368, 403.
 actifs (citoyens), 125, 158, 170, 458.
 actions (sociétés par), 35, 38, 361, 561.
 Acton, 302, 315.
 Adams (John), 106, 610, 621.
 Adanson, 70.
 Adda (l'), 481, 534, 535.
 administration, 172-176 ; — centrale de département, 174, 574 ; — de district, 174, 574 ; — municipale, 173, 574 ; — municipale de canton, 574.
 Admirat, 420.
 Aelders (baronne d'), 20.
 aérostat, aérostiers, 40, 400.
 Afghans, 647.
 Afrique, 4, 10, 11, 13, 14, 21, 640, 646 ; — noire, 18.
 agence des contributions, 505, 580 ;
 — d'évacuation, 425, 445.
 agents nationaux, 391.
 agiotage, 378.
 Agoult (d'), 215.
 agriculture, — en Angleterre, 643-644. Voir : enclosures ; — en France, 31, 59, 183, 601.
 agrier, 59.
 aides, 59, 136, 145, 176, 182, 605.
 Aiguillon (duc d'), 149.
 Ain (département de l'), 352, 358.
 Aire (l'), 229, 277.
 Aix-en-Provence, 145, 160, 161, 442.
 Aix-la-Chapelle, 216, 281, 426, 445.
 Ajaccio, 480.
 Alaska, 4.
 Albanie, 528.
 Albert, duc de Saxe-Teschen, 274.
 Albitte, 388.
 Alembert (d'), 79.
 Alexandre, 485, 514.
 Alexandrie, 515, 535.
 alexandrinisme, 84.
 Alfieri, 84, 208, 333.
alien bill, 301, 621.
 Ali Tebelen ou Tepeleni, 17, 528.
 Alkmaar, 546.
 Allemagne, — avant la déclaration de guerre, 7, 25, 37, 42, 49, 66, 67, 68, 72, 74, 76, 83, 84, 85, 87, 94, 95, 111, 112, 199, 200, 202, 205, 206, 209, 212, 214 ; — pendant la première coalition, 273, 276, 294, 306, 324, 326, 328, 334, 335, 446, 447, 459, 462, 478, 480, 486, 487, 490, 496, 508, 513, 524 ; — pendant la seconde coalition, 534, 535, 589, 613, 622, 624, 627-632, 639 ;
 — du Nord, 530, 637 ; — du Sud, 531, 534, 614.
 Allier (frères), 160.
 Allier (département de l'), 357.
 Allobroges, — (club des), 249 ;
 — (Assemblée nationale des), 293.
 Almaden, 10.
Almanach du Père Gérard, 235.
 Alpes, 20, 294, 445, 447, 541, 546.
 Alsace, 40, 68, 182, 190, 206, 207, 218, 219, 226, 241, 272, 294, 366, 381, 403, 404, 526, 591, 594 ;
 — (Haute-), 146 ; — et Lorraine, 589.
 Altdorf, 546.
 Altona, 335.

- Alvinczy, 484, 485.
 Alxinger, 335.
 amalgame, — dans l'armée, 278, 341, 394, 420, 441, 491, 532, 587, 588 ; — des grains, 405 ; — (pain d'), 326.
 Amaury (café), 149.
 Amazonie, 4.
 Ambert, 373.
 Amelot de Chaillou, 525, 526.
 Amérique, 11, 13, 14, 21, 98, 102, 212, 319, 622 ; — du Nord, 9, 12, 14, 648 ; — du Sud, 649 ; — espagnole, 13, 16, 28, 250, 649 ; — latine, 5, 10, 12, 14, 27, 204, 294, 614, 617, 626, 639, 640, 650.
Ami du peuple (L'), 150, 196 ; — *du roi (L')*, 159.
 Amiens, 543 ; — (paix d'), 635.
 « Amis des noirs » (société des). Voir : société.
 Amsterdam, 27, 28, 37, 39, 101, 301, 342, 632, 640, 645 ; — (banque d'). Voir : banque.
 Andalousie, 58, 60.
 Andrieux, 595.
 Andrinople, 528.
 « anglomanes », 150.
 Angot (Mme), 600.
 Angoulême, 147.
 Anhalt, 92.
 Aniche, 40.
 Anjou, 147.
Annales de la religion ; — ecclésiastiques ; — religieuses, 594.
 Annam, 18, 19, 647.
 annates, 149, 188.
 anoblis, 124 ; — anoblissement, 52, 94.
 Anselme, 280, 293.
 Anspach, 272.
 « anticipations », 121, 177, 474.
 anticléricalisme, 609.
Anti-jacobin (L'), 622.
 Antilles, 8, 11, 14, 16, 640 ; — françaises, 13, 14, 646 ; — (Petites-), 9. Voir : Guadeloupe, Martinique.
 Antiquité, 80, 81, 595, 625.
 Antraigues (d'), 331, 477.
 Anvers, 6, 207, 307, 308, 314, 316, 463.
 Anzin, 40.
 appauvrissement, 609-610.
 Apennin (l'), 535.
 « appelants » (les), 343, 350.
 Aquitaine, 147, 357, 358.
 Aranda (d'), 208, 249, 272, 302.
 arbitrage, 175, 576, 608.
 Archenholz, 205.
 archéologie, 584.
 architecture, 83, 84, 636.
 Archives nationales, 596.
 Arcis-sur-Aube, 259, 379.
 Arcole, 484.
 Arçon (d'), 398.
 Ardèche (département de l'), 252, 476.
 Ardennes (département des), 261.
 argent (métal), 10, 27 ; — (trafic de l'), 179.
 Argenteau, 481.
 Argonne, 138, 276, 277, 278, 279.
aristocrates, 594.
 aristocratie, — à la veille de la Révolution, 1, 2, 15, 19, 30, 45, 47, 50-52, 54, 55, 59, 81, 82, 86, 88, 93, 96, 97, 99, 104, 106, 107, 108 ; — la révolution aristocratique, 113-119 ; — aux Etats généraux, 120, 121, 122, 126, 127, 130, 132 ; — sous l'Assemblée constituante, 137-139, 149, 150, 152, 159, 168, 194, 205, 206, 209-211, 213, 216, 241, 251, 298, 300, 307, 328, 331, 332, 361, 363, 393, 456, 518, 531 ; — sa situation à la fin de la Révolution, 553, 555, 557, 562, 563, 564, 566, 587, 600, 602, 612, 614.
 Arkwright, 645.
 Arles, 251, 252.
 armateurs, 54, 104, 193, 236.
 armée, — anglaise, 328-329 ; — autrichienne, 273-274 ; — coalisées, 272-276 ; — prussienne, 273.
 armée française, 161, 393, 480, 577, 586-589, 590, 610 ; — en 1792, 250-251 ; — en 1793, 281, 341 ; — en l'an II, 393-398 ; — en l'an III, 454 ; — sous le Directoire, 532-533 ; — « catholique royale », 347, 383 ; — de Condé, 215, 527, 617 ; — d'Angleterre, 512 ; — d'Egypte, 635 ; — d'Irlande, 506 ; — d'Italie, 358, 480, 481, 485, 491, 520, 521, 522, 541 ; — de la Moselle, 318, 382, 396, 407, 425 ; — de l'Ouest, 469, 479 ; — de Rhin-et-Moselle, 484, 491 ; — de Sambre-et-Meuse, 398, 454, 477, 484, 486, 491 ; — des Alpes, 358, 382 ; — des Ardennes, 318, 425, 426 ; — du Danube, 534 ; — du Nord, 425 ; — du Rhin, 250, 313, 381, 382, 396, 407, 426, 443, 454, 477, 521 ; — révolutionnaire, 343, 353, 354, 355, 365, 368, 370, 372, 374, 375, 387, 388 ; — (Grande), 619, 651.
 armement, 397, 400, 532.
 Arméniens, 17.
 armoire de fer (des Tuileries), 290.

Armonville, 438.
 Arnault, 595.
 Arras, 240, 363, 419.
 arsenaux, 161.
 artillerie, 274, 278, 320, 341, 397, 510; — batteries à cheval, 278.
 artisanat, artisans, 2, 20, 23, 29, 35, 39, 42, 44, 45, 53, 55, 64, 67, 135, 183, 298, 371, 407, 428, 561, 567, 599, 601, 604, 606, 607, 615; — artisanat rural, 63.
 Artois, 190; — (comte d'), 125, 139, 142, 143, 160, 161, 190, 210, 214, 216, 226, 233, 237, 443, 451.
 arts (beaux-), 83-85, 596-597; — décoratifs, 84; — plastiques, 82, 597.
 Arts (Joseph des), 622.
 Asie, 4, 6, 11, 12, 14, 16-19, 21; — russe, 7; — tropicale, 13.
 assemblée, — de Saint-Marc, 193, 194; — du clergé, 118; — « nationale », 130.
 assemblées, — primaires, 172; — provinciales, 116, 117, 118, 121, 556.
 assermentés (prêtres), 196, 265, 570. Voir : clergé, constitutionnels.
assessed taxes, 488, 509.
assessment (triple), 509.
 assignats, — jusqu'au 9 thermidor, 157, 178, 179, 180, 185, 187, 236, 252, 253, 296, 323, 342, 343, 351, 360, 375, 399, 404, 411, 413, 415; — après le 9 thermidor, 437, 439, 440, 445, 449, 469, 470, 479; — leurs conséquences sociales, 562, 568, 579, 581; — à face royale, 367.
 assistance publique, 48, 64, 166, 178, 238, 338, 356, 409, 412, 475, 507, 556, 569, 571, 573, 581, 586, 602.
 association (droit d'), 169.
 associationnisme, 75.
 assèlement obligatoire, 605. Voir : jachère.
 Assouan, 515.
 assurances, 325, 635, 641.
 Asti, 333.
 Astor, 645.
 astrologie, 68.
 Atamerasou, 21.
 ateliers de charité, 64, 105, 135, 185, 231, 586.
Athenaeum (l'), 629.
 Atlantique (océan), 6, 319, 321, 427, 508, 640, 648.
 Aubry, 450.
 Auch, 414.
 Auckland, 300.
Aufklärer, Aufklärung, 77, 92, 95, 206, 212, 614, 617, 624, 628, 629.

Augeard, 160, 219.
 Augereau, 481, 491, 494, 502, 551.
 Augsburg, 6, 637.
 Aulard, 166.
 Australie, 336, 616, 646.
 autel de la Patrie, 158.
 Auteuil, 602.
 autonomie, 94, 145, 286, 564, 565, 580, 582, 590.
 Autriche, — jusqu'à la déclaration de guerre, 17, 18, 21, 60, 77, 89, 92, 95, 111, 217, 220, 222, 224, 225, 226, 232, 233, 238; — jusqu'au traité de Campoformio, 199, 206, 241-244, 247, 270, 271, 278, 279, 281, 282, 302, 306, 308, 309, 311, 312, 317, 324, 330, 333, 359, 428, 444, 448, 450, 455, 462, 477, 478, 480, 483, 485, 487, 489, 493, 496; — après Campoformio, 508, 518, 523, 524, 526, 530, 531, 547, 618, 619, 630, 636, 638. Voir : armée, François II, Joseph II, Léopold II.
 Autun, 121.
 Auvergne, 160, 161, 382.
 Avesnes-le-Sec, 369.
 Avignon, 189, 190, 218, 219, 236, 252, 358, 486.
 Avila, 250.
 avocats, 54, 169, 175, 577.
 avoués, 175, 577.

B

Baader, 628.
 Babeuf, 469-471, 479, 541, 607, 623.
 babouvistes (les), 578.
 Bac (rue du), 544.
 Bacher, 423.
 Bacon (Francis), 75.
 Bacon (Roger), 75.
 Baçon de La Chevalerie, 193.
 Bade, 92, 306.
 Bagdad, 528.
 Baggesen, 332.
 Bahamas, 644.
 baillages, 124, 130, 174.
 Bailly, 124, 129, 130, 132, 142, 143, 150, 151, 152, 158, 197, 229, 231, 370.
 Baireuth, 272.
bakoufou (le), 20.
 Bâle, 101, 207, 219, 297, 313, 350, 424, 444, 451, 521; — (traités de), 446-450, 461, 463, 488, 614, 631, 637, 649.
 Baltique (mer), 7, 25, 42, 222, 299, 320, 325, 428, 637, 640.
 banalités, 51, 184, 560.
 Banat, 221.

- Bancal des Issarts, 202.
Banco-zettel, 531, 637.
bank-notes, 33, 38, 488, 489, 532, 642, 645.
 banque, 17, 24, 27, 29, 34, 37-39, 101, 236, 368, 483, 506, 532, 581, 634, 642 ; — d'Amsterdam, 100, 464, 640 ; — de Londres, 33, 34, 36, 325-326, 463, 488, 489, 642 ; — de Saint-Charles, 330, 641.
 banqueroute des deux tiers, 504-505.
 baptistes (les), 648.
 Baraguey, 483.
 Barbaresques (les), 17, 640.
 Barbaroux, 257, 285, 287, 289, 352, 358.
 Barcelone, 326.
 Barentin, 122, 128, 129, 131.
 Barère, — à la Convention, 286, 290, 342, 349, 353 ; — au Comité de salut public, 355, 362, 363, 366, 379, 386, 390, 404, 411, 420, 424, 430 ; — après le 9 thermidor, 436, 441, 591.
 Barham (lord), 320.
 Baring, 27, 342.
 Barnave, 109, 125, 143, 150, 156, 164, 193, 196, 228, 230, 231, 233 ; — après l'Assemblée constituante, 235, 239, 370.
 Barras, — jusqu'au 9 thermidor, 258, 372, 373, 382, 386, 419, 432 ; — sous la réaction thermidorienne, 453 ; — sous le Directoire 465, 466, 468, 469, 475, 476, 477, 479, 480, 490, 493, 497 ; — après le 18 fructidor, 502, 503, 525, 536, 540, 543, 544, 551, 552, 602.
 Barruel (abbé), 332, 593, 623.
 Barthélemy, auteur du *Voyage du jeune Anacharsis*, 84.
 Barthélemy, 312, 423, 424, 428, 449, 450, 476, 490, 494.
 Basedow, 92, 201.
 Basilicate, 333.
 Basire, 247, 254, 379, 387.
 Bassange, 206.
 Bassville (Hugou de), 302, 333 ; — *Bassvilliana*, 333.
 Bastille (prise de la), 141-142, 144, 203, 206, 259.
 Batave (république). Voir : Républiques-sœurs.
 battage des grains, 253, 374, 413.
 Batthiany, 205.
 Batz (baron de), 362, 365, 378, 379, 421, 422.
 Baudot, 372, 373, 382.
Bauernlegen, 42.
 Bauwens, 605.
 baux perpétuels, 558 ; — ruraux, 601.
 Bavière, 77, 95, 111, 206, 213, 226, 244, 271, 334, 335, 447, 448, 462, 531, 534, 619, 638.
 Bayonne, 294, 360, 382, 449.
 Beaucaire, 26.
 Beauce, 253, 413.
 Beauharnais, — vicomte de, 480.
 Voir : Joséphine.
 Beaujolais, 160.
 Beaulieu, 425, 426, 481, 482.
 Beaumarchais, 83.
 Beaupuy, 168.
 Beurepaire, 277.
 Beauvais, 376.
 Beauvaisis (le), 147.
 Beccaria, 78.
 Beethoven, 630.
 Behague, 194.
 Belfast, 208.
 Belgique, — avant la Révolution, 14, 37, 93 ; — la Belgique et la politique européenne, 206, 213, 217, 219, 222, 223, 224, 238, 239, 243, 249, 267, 271 ; — première conquête, 273, 277, 278, 279, 280, 281, 287, 292, 295, 296, 297, 300, 310 ; — perte de la Belgique, 314, 316, 317, 318, 330, 340, 345, 346, 349 ; — seconde conquête, 381, 398, 426 ; — annexion, 444, 445, 450, 455, 462, 463 ; — sous le Directoire, 466, 478, 484, 486, 523, 536, 613.
 Belgrade, 221.
 Belgrano, 649.
 Bellegarde (Mme de), 362.
 Belle-Isle, 321.
 bénéfices (pluralité des), 188.
 Bengale, 9, 19, 647, 648.
 Bénin, 18.
 Benoît, 249.
 Bentham, 71, 207, 626, 646.
 Berg, 226, 243.
 Bergame, 486.
 Bergen, 546.
 Bergerac, 401.
 Bergues, 438.
 Berkshire, 337.
 Berlin, 206, 225, 245, 249, 269, 272, 312, 448, 455, 540, 543, 629.
 Bernadotte, 484, 524, 534, 541, 545, 551.
 Bernard de Saintes, 386.
 Bernardin de Saint-Pierre, 84, 595.
 Berne, 27, 101, 202, 280, 497, 522.
 Bernier (abbé), 347.
 Bernis (cardinal de), 189, 190, 210, 333.

- Bernstorff, 94, 225, 325, 385, 423.
 Berry, 147.
 Berthier, 520.
 Berthollet, 40, 70, 400, 515, 593.
 Bertier de Sauvigny, 143.
 Bertin, 41.
 Bertrand de Moleville, 236, 245.
 Berzélius, 526.
 Besenval (baron de), 141, 142, 143.
 Bethmann, 27.
 Béthune-Charost (duc de), 210.
 Beurnonville, 278, 343, 345, 346, 484.
 Beveridge, 642.
Bibliothèque allemande, 206.
Bibliothèque nationale, 596.
 bicamérisme, 150, 458.
 Bicêtre, 264, 422.
 Bichat, 627.
 Bidassoa, 317.
 bienfaisance, 44, 79, 98 ; — nationale, 157, 160, 275, 411, 412, 457 ; — (bureaux de), 507, 571, 586 ; — Grand livre de la bienfaisance nationale, 412, 571.
 Bienne, 521.
 biens communaux, 34, 41, 109, 146, 184, 266, 288, 356, 410, 457, 557, 601, 605, 608 ; — de mainmorte, 178 ; — des émigrés, 409, 410 ; voir : biens nationaux ; — des fabriques, 265, 556, 569 ; — des fondations, 556 ; — des suspects, 386, 411, 430 ; voir : ventôse (décrets de) ; — du clergé, 178. Voir : biens nationaux.
 biens nationaux, 183, 184, 307, 367, 368, 410, 411, 436, 453, 457, 466, 470, 472, 474, 475, 504, 505, 523, 532, 542, 562, 564, 574, 581, 598, 601.
 Bienwald, 316.
 Bilbao, 450.
 Billancourt, 401.
 Billaud-Varenne, 284, 356, 362, 363, 368, 369, 375, 385, 386, 387, 390, 392, 430 ; — après le 9 thermidor, 436, 441.
 billets de confiance, 179, 252.
 Bingen, 316.
 Birmanie, 18.
 Birmingham, 34, 208, 337.
 Biron (duc de), 250, 348, 365, 370.
 Birotteau, 350.
 Bischoffswerder, 95, 216, 224, 225, 226, 232, 242, 269, 281.
 Blake, 68, 630.
 blancs (« petits — »), 13, 14.
 Blankenbourg, 472.
 « bleus », 161, 347, 348, 394.
 blocus, 306, 319-321, 323-326, 342, 352, 358, 399, 635, 649 ; — blocus continental (les prodromes du), 512-513, 636, 638.
Board of Agriculture, 643.
 Bocage (le), 146, 347.
 Boehme, 628, 630.
 Bohême, 42, 60, 93, 203, 213, 222, 247.
 « bois d'ébène », 11.
 Boisselin, 189, 623.
 Boissy d'Anglas, 56, 437, 450, 452, 456, 457, 467, 568.
 Bolivar, 14, 617, 649.
 Bologne, 70, 433, 482, 626.
 Bombay, 9.
 Bombelles (marquis de), 215.
 Bonald, 593, 627, 628.
 Bonaparte (Joseph), 520.
 Bonaparte (Lucien), 504, 539, 545, 551, 552.
 Bonaparte (Napoléon), — jusqu'au 13 vendémiaire, 258, 296, 378, 380, 382, 397, 398, 426, 453 ; — jusqu'à Campoformio, 465, 468, 472, 477, 478, 479-480, 481-483, 484, 485-487, 491, 493, 495-497, 502 ; — expédition d'Egypte, 511, 512, 514-517, 518, 520, 522, 523, 524, 527 ; — coup d'Etat du 18 brumaire, 548-552, 553, 569, 572, 589, 610, 611, 619, 632, 636, 638, 645, 647, 651. Voir : Napoléon.
 Bon-Conseil (section de), 351.
 Bonchamp, 347.
 « bonheur commun », 356.
 Bonn, 201.
 Bonnacarrère, 246.
 Bonne de Savardin, 160.
 Bonne-Espérance (cap de), 182.
 « bonne nouvelle » (la), 137.
 bonnet rouge, 252, 430.
 bonneterie, 40, 643.
 Bonneuil-Matours, 438.
 Bonneville, 195, 202, 230.
 « bons des trois quarts » ; — « du quart », 475.
 Borda, 4.
 Bordeaux, 39, 144, 236, 237, 301, 352, 357, 358, 372, 374, 403, 419, 466, 473, 543.
Borderer (The), 336.
 Bormida, 481.
 Bornou, 18.
 Boston, 123.
 botanique, 70.
Bouche de fer (La), 195, 202.
 Bouches-du-Rhône, 498.
 Bouchotte, 360, 361, 365, 385, 388, 393, 394.

- Boug, 18, 221, 270, 447, 448.
 Bouillé (marquis de), 162, 215, 216, 229, 276.
 boulangerie, 136, 405-406.
 Boulay de La Meurthe, 545, 550, 559.
 Boulogne (abbé de), 594.
 Boulou (camp du), 317, 426.
 Bounier, 531.
 Bourbonnais, 147, 159.
 Bourbons (les), 49, 86, 110, 111, 139, 239, 290, 294, 536 ; — de Naples, 306.
 Bourdon (Léonard), 352.
 Bourdon de l'Oise, 369, 384, 385.
 Bour-en-Bresse, 386, 388, 442.
 bourgeoisie, — avant la Révolution, 1, 2, 14, 15, 17, 20, 41, 45, 47, 52-56, 63, 65, 73, 80, 81, 82, 86, 92, 94, 96, 99, 101, 104, 107, 116, 120, 122, 125, 127, 133, 134, 135, 136, 138, 144, 145, 152, 166, 167, 168, 170, 172, 182, 207, 209, 210, 212, 230, 263, 285, 300, 307, 352, 356, 357, 393, 438, 441, 456, 470, 492, 539, 543 ; — après la Révolution, 554, 555, 558, 560-561, 563, 564, 565, 569, 572, 574, 577, 584, 586, 587, 598-602 ; — d'affaires, 236, 286, 560-564 ; — manufacturière, 636 ; — paysanne, 59, 601 ; — (petite), 55, 153, 158, 236, 371 ; — en Angleterre, 61, 98-99, 641-645.
 Bourges, 352, 357.
 Bourg-Libre, 403.
 Bourgogne, 147 ; — (porte de), 536.
 Bourgoing, 302.
 « bourgs de poche », « bourgs pourris », 97.
 Bourmont, 536, 544, 549.
 bourse, 28, 360, 361, 367, 439, 453.
 Voir : banque, change.
 boutiquiers, 136, 371, 407, 428. Voir : bourgeoisie (petite).
 Boyd, 323.
 Boyer-Fonfrède, 237, 605.
 Boze, 256.
 Brabant, 202, 206.
 Bramah, 643.
 Brandes, 212, 627.
 Branicky, 243.
 Braxfield, 336.
 Bréda, 206.
 Brême, 526.
 Brenner, 6.
 Brenta, 483.
 Brescia, 486.
 Brésil, 8, 10, 13, 28.
 Breslau, 335.
 Bressuire, 348.
 Brest, 143, 218, 321, 398, 427, 494, 508, 512, 635.
 Bretagne, 40, 107, 119, 123, 125, 147, 149, 266, 346, 347, 357, 451, 546 ; — (Basse-), 265, 557 ; — (Haute-), 159.
 Breteuil, 133, 215, 240, 277.
 brevets d'invention, 182.
 Brezé, 132.
 Bridport, 321.
 Brienne (Loménie de), 117-119, 182, 221.
 Brienne, 480.
 Briez, 369.
 brigandage, 64, 469, 470, 479, 498 ; — brigands, 64, 134, 137, 140, 143, 146, 383, 384, 587.
 Brissot, — avant la Révolution, 58, 84, 122 ; — pendant la Constituante, 136, 139, 155, 201, 230, 231 ; — à la Législative, 235-241, 244, 245, 249, 253, 254, 256, 264 ; — à la Convention, 285, 290, 294, 295, 301, 302, 352, 370 ; — 649.
 Brissotins, 236, 239, 267. Voir : Girondins.
 Broglie (maréchal de), 133.
 Bromberg, 312.
 Brottier (abbé), 473, 485.
 Brueys, 514, 515, 635.
 Bruges, 6.
 Bruix, 517, 635.
 brumairiens (les), 611.
 Brune, 521, 522, 525, 546.
 Brunswick (duc de), 95, 242, 245, 264, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 311, 315, 317, 353, 381, 382, 472, 543 ; — (manifeste de), 258.
 Brutus, 377 ; — *Brutus*, tableau de David, 596.
 Bruxelles, 207, 211, 224, 233, 317, 346, 426, 445.
 Budapest, 334.
 Bude, 269, 335.
 budget des cultes, 178, 378, 437.
 Buenos-Aires, 10, 649.
 Buonarroti, 208, 469-471, 479, 607.
 Bureau des longitudes, 457, 584 ; — topographique, 391.
 bureaucratie, 403, 439, 512, 565.
 Burger, 273.
 Burke, 76, 99, 209, 211, 214, 216, 273, 298, 299, 307, 308, 314, 315, 462, 593, 612, 621, 627, 631.
 Burns, 298, 299, 623.
 Bussy (comte de), 160, 161.
 « buveurs de sang », 436.
 Buzot, 125, 163, 285, 289, 358, 370.

C

Cabanis, 592.
 Cabarrus, 213 ; — (la), Mme Tallien, 429, 435.
 cabotage, 33, 635.
 cadastre, 96, 177, 579.
 Cadix, 514, 645, 649.
 Caen, 343, 352, 358.
 café, 10, 44 ; — Amaury, 149.
 Cagliari, 529.
 Cagliostro, 68.
 cahiers de doléances, 124-125.
 Ça ira (le), 158, 299.
 Caire (Le), 515, 516.
 caisse d'escompte, 38, 118, 121, 178, 367, 561 ; — d'escompte du commerce, 506 ; — de l'extraordinaire, 178, 525.
 Calcutta, 9.
 Caldiero, 484.
 calendrier républicain, 377, 378, 570.
 Californie, 4, 8, 223.
 Calonne, 11, 27, 114, 115-116, 117, 119, 122, 214, 216, 277.
 Calvados, 266.
 Calvi, 321.
 calvinisme, 76.
 Cambacères, 346, 434, 551, 578, 608.
 Cambodge, 18.
 Cambon, 247, 286, 288, 296, 349, 367, 368, 375, 376, 392, 404, 430, 441, 563, 570.
 Cambrai, 251, 263, 316, 354, 369, 419.
 Cambrésis, 40, 160, 185, 316.
 Camden, 339.
 camp, — de César, 316, 359. Voir : Boulou, Famars, Jâlès, Maulde.
 campagne de 1792, 276-281 ; — de 1793, 292-297, 313, 319, 380-384 ; — de 1794, 422-428 ; — de 1795, 454-455 ; — de 1796, 481-483 ; — de l'automne 1796, 484-485 ; — de 1797, 485-487 ; — du printemps 1799, 524-526 ; — de l'automne 1799, 545-547.
 Campe (chanoine), 201.
 Camperduyn, 514.
 Campotormio (traité de), 462, 495, 496, 518, 523, 524, 527, 549, 631, 633.
 Campomanès, 208, 213.
 Camus, 188, 296.
 Canada, 4, 11, 15, 211, 646 ; — français, 14.
 canal du Midi, 266 ; — canaux, 643.
 Canning, 509, 622.
 Canova, 630.
 Canton, 11, 19.

canton, 173, 175.
 canuts (les), 40.
 Cap (Le), 8, 18, 322, 490, 511, 640, 646 ; — français (à Saint-Domingue), 194, 427.
 « capacité », 97, 606.
 capitalisme, 23, 29, 33, 41, 68, 102, 136, 146, 408, 410, 532, 561, 605, 644, 652 ; — commercial, 32, 39, 42, 65, 605 ; — industriel, 32, 63, 604, 621 ; — son essor en Grande-Bretagne, 639-645.
 capitulation (la), 59, 91, 115.
 Capitulations (les), 17, 514.
 Caraïbes (les), 10.
 Carle, 250.
 Carletti (comte), 444.
 Carlsruhe, 334, 335.
 Carmagnole (La), 281 ; — « carmagnoles » (les), 313, 371, 381, 562.
 Carnes (les), 264, 422.
 Carnot, — à l'Assemblée législative, 247 ; — à la Convention, 284, 286, 297, 349, 378, 380, 381, 382, 394, 396, 398, 403, 425, 426, 430, 431 ; — après le 9 thermidor, 434, 442, 455 ; — sous le Directoire, 465, 468, 471, 472, 475, 476, 477, 480, 485, 490, 491, 493, 494 ; — après le 18 fructidor, 503 ; — 589.
 Carny, 400.
 Caro, 316, 317.
 Caroline (la reine), 515.
 Carpentras, 218.
 Carra, 264, 289.
 Carrier, 364, 372, 383, 386, 392, 397, 419, 436.
 Carrousel (le), 259.
 Carteaux, 358, 382.
 Carthage (la moderne), 301, 512.
 cartographie, 4.
 Cartwright, 34, 35, 643.
 Caserte, 529.
 Cassano, 535.
 cassation (tribunal de), 175, 577.
 Castella, 202.
 Castelnau, 414.
 Castiglione, 483.
 Castille, 58 ; — (conseil de), 213.
 Castricum, 546.
 casuel (le), 265. Voir : droits casuels.
 Catalogne, 58, 201, 250, 426.
 Cateau (Le), 425.
 Catéchisme du citoyen (le), 592.
 Cathelineau, 347.
 Catherine II, 18, 49, 94, 111, 188, 204, 216, 220, 223-226, 243, 244, 270, 271, 273, 282, 308, 309, 310, 312, 327, 332, 447, 450, 462, 483, 528.

- catholicisme, 13, 17, 79, 96, 160, 187, 473, 569. Voir : clergé, Eglise.
 catholicité (registres de), 187, 265.
 Caucasic, 18.
 cavalerie, 275, 341, 397, 588.
 Cavendish, 626.
 Caylus, 84.
 Cazalès, 124, 159.
 cens, 105, 158, 170, 184, 197, 231 ;
 — cens reconnaissant, 59.
 censure, 95, 213 ; — ecclésiastique, 569.
 centralisation, 13, 126, 139, 145, 372, 374, 392, 419, 430, 434, 459, 465, 466, 567 ; — bureaucratique, 206.
 « Cercle social » (le), 195, 201, 202, 231.
 Cerf-Beer, 439.
 César (ses *Commentaires*), 295. Voir : camp.
 césaro-papisme, 91, 93.
 Ceva, 481.
 Ceylan, 8, 490, 511.
 Chabot, 247, 254, 369, 378, 379, 387.
 Chaillot, 40, 401.
 Chailier, 344, 352, 365, 377.
 Châlons-sur-Marne, 229, 277.
 Chambéry, 280.
 Chambre des Communes, 61, 97 ;
 — des lords, 97, 104, 122, 458 ;
 — haute, 150.
 chambres de commerce, 54.
 Champ-de-Mars (le), 141, 231, 234, 240.
 Champagne, 40, 80, 147, 161, 267, 279.
 champart, 59, 146, 159, 184, 561.
 Champion de Cicé, 189.
 Championnet, 526, 529, 530, 541.
 Champs-Élysées (les), 351.
 Chancel, 381.
 change, 29, 179, 252, 323, 368, 376, 439, 445, 483, 645.
Chant de guerre pour l'armée du Rhin, 251, 257. Voir : *Marseillaise (La)* ;
 — de reproche, 273 ; — du départ, 597.
 Chantreau, 249.
 Chappe, 400.
 Chaptal, 40, 400, 599.
 Charette, 347, 383, 436, 437, 451, 468.
 Charleroi, 398, 425, 426.
 Charles III, roi d'Espagne, 10, 41, 91.
 Charles IV, roi d'Espagne, 215, 232, 484, 486, 649.
 Charles, archiduc, 483, 531, 534, 536, 537, 545.
 Charles-Auguste de Weimar, 92, 625.
 Charles-Emmanuel de Sardaigne, 536.
 Charles-Eugène de Wurtemberg, 92.
 Charles-Théodore de Bavière, 531, 638.
 Charleville, 399.
 Charrier, 251.
 Chartres, 109 ; — (duc de), 349.
 Chasles, 372, 373, 384.
 chasse (droit de), 51, 184.
 Chateaubriand, 1, 80, 109, 623.
 Château-en-Thimerais, 453.
 Château-Gontier, 538.
 Château-Thierry, 39.
 Châteaueux (les Suisses de), 162, 252.
 Châtelet (le), 143, 264, 414.
 Chatham (lord), 320, 328.
 Châtillon-sur-Sevre, 266, 348, 360.
 « chauffeurs » (les), 470.
 Chaumette, 259, 289, 294, 344, 354, 361, 371, 377, 384, 388.
 Chauvelin, 249, 299, 301.
 Chemin, 473.
 Chemnitz, 42, 644.
 Chénier (André), 84, 595, 596 ; —
 (Marie-Joseph), 377, 422, 597.
 Cher (département du), 260.
 Cherasco, 481.
 Cherbourg, 245.
 Chérin, 494.
 cherté, 130, 135, 136, 326, 332, 607.
 Voir : maximum, prix, taxation.
 chicorée, 605.
 chimie, 70, 593.
 Chine, 2, 11, 18, 19, 20, 647.
 Chizé, 147.
 Choiseul, 111.
 Choiseul-Gouffier, 302.
 chômage, chômeurs, 135, 151, 326, 332, 344, 352, 372, 602, 604, 607.
 Chouan (Jean), 383.
 chouannerie, chouans, 195, 437, 443, 451, 538, 549.
 Choudieu, 365.
Chronique de Paris (La), 155.
 Ciaja, 208.
Cincinnatus (Société de), 106.
 Cisalpine, Cispadane, Cisirénane (républiques). Voir : républiques-sœurs.
 citoyens actifs, 125, 158, 170, 458 ;
 — passifs, 125, 158, 170, 172, 197, 252.
citra (les), 373.
 civisme (certificats de), 442, 583.
 Civita-Castellana, 529.
 Clarke, 485, 486, 487.
 classes populaires. Voir : prolétariat, sans-culottes ; — après la Révolution, 602, 603-608.

classicisme, 83, 84, 596, 625.
 Clavière, 237, 238, 239, 246, 249, 255, 293, 343, 354, 370.
 Clément, 208.
 Clerfayt, 274, 276, 277, 278, 455.
 clergé (le), — avant la Révolution, 48-50, 115, 116, 119; — aux Etats généraux, 121, 124, 126, 130, 132, 133; — réforme du clergé, 186-192; — après la Révolution, 555, 560, 597. Voir : assermentés, réfractaires.
 Clermont-Ferrand, 406.
 Clermont-Tonnerre, 150.
 Clichy (club de), 476.
 Clive, 12.
 Clodion, 596.
 Cloots (Anacharsis), 201, 284, 294, 378, 385, 387.
 clôture, 31, 34, 41, 109, 146, 183, 605.
 Voir : enclosures.
 clubs, 197, 435, 470, 541, 545, 567, 616; — « breton », 149, 157; — « constitutionnels », 476; — de Clichy, 476; — des Allobroges, 249; — des Indigents, 195; — du Panthéon, 469; — helvétique, 202, 249; — Massiac, 193. Voir : Cordeliers, Feuillants, Jacobins, Manège, sociétés.
 « clubistes » (les), 200.
 Clugny, 194.
 « coalition » (droit de), 64, 169, 197, 602. Voir : Le Chapelier (loi).
 Cobbett, 622.
 Cobenzl (Louis), 243, 310, 447, 495, 496, 524, 526; — (Philippe), 223, 244, 269.
 Coblenz, 161, 241, 258, 273, 276, 280, 281.
 Cobourg, 308, 313, 315, 316, 317, 345, 381, 398.
 cocarde tricolore, 142, 143, 368.
 Cochinchine, 18, 19.
 Cochon, 468, 472.
 code, — civil, 457, 578; — Frédéric, 212; — hypothécaire, 457, 578; — rural, 183, 558, 578.
 codification, 578, 590.
 Coffinhal, 432.
 Colbert, 51, 91, 372, 557; — colbertisme, 42.
 Colchen, 493.
 Coleridge, 336, 509, 623.
 collèges, 73, 80, 84, 107, 595; — collège Louis-le-Grand, 363.
 « collets noirs » (les), 452, 494.
 Colli, 481.
 Collingwood, 320.
 Colloredo, 617, 618.

Collot d'Herbois, 235, 246, 269, 284; — au Comité de salut public, 362, 368, 385, 386, 387, 420, 430; — après le 9 thermidor, 436, 441, 551.
 Cologne, 215, 496, 524, 640.
 colombier (droit de), 184.
 colonies, 7-15, 427, 449, 598, 609, 611, 646; — françaises, 192-193, 216, 308, 484, 489, 495, 510; — après la Révolution, 648-650.
 colonnes, — « infernales », 383; — mobiles, 541.
 Columbia (la), 4, 648.
combination act, 532, 644.
 comédie, 84, 597.
 comitats (hongrois), 213.
 Comité, — autrichien, 236; — colonial, 193; — de clémence, 285; — de défense générale, 343, 346; — de législation, 434; — de salut public, 41, 333, 339, 349, 350, 354, 355, 358, 359, 362, 363, 366, 367, 369, 370, 375, 379, 380, 381, 382, 384-389, 391, 392, 394, 398, 402, 403, 406, 408, 419, 421, 422, 425, 428, 430; après le 9 thermidor, 434, 446, 449; — de sûreté générale, 143, 287, 369, 379, 385, 387, 392, 419, 421; après le 9 thermidor, 442, 577; — des finances, 430; — des recherches, 577; — « des Trente », 120; — d'instruction publique, 582, 583; — ecclésiastique, 188; — permanent (parisien), 141, 143.
 comités, — de surveillance, 348, 353, 355, 373, 434; — révolutionnaires, 351, 368, 391, 415, 455, 542; — sectionnaires, 370.
 commandite (sociétés en), 38.
 commerce, 181; — anglais, 32, 641; — des grains, 139, 288. Voir : grains.
 commissaires, — aux armées, 526; — du roi, 175.
 Commission, — des armes et poudres, 391; — de commerce et des approvisionnements, 404; — des Douze, 353, 354; — des monuments, 596; — des subsistances, 375, 388, 391, 403-406; — temporaire des arts, 596.
 Commissions exécutives, 391; — militaires, 478, 578.
 communautés paysannes, rurales, 12, 59, 91, 137, 173, 184, 411, 601, 606.
 Voir : biens communaux, droits collectifs.
 communaux (biens). Voir : biens communaux, droits collectifs.

- common law* (1e), 15.
commoners (les), 61.
 Commune de Paris (la), — avant le 10 août 1792, 151, 152, 174, 211, 225, 255, 258 ; — jusqu'au 31 mai 1793, 261, 264, 267, 287, 288, 289, 291, 299, 341, 343-345, 353 ; — jusqu'au 9 thermidor, 361, 368, 372, 377, 379, 385, 388, 432 ; — 435, 458, 574 ; — « Commune insurrectionnelle » (la), 259.
 « communes » (les), 130 ; — (« grandes »), 174.
 communisme, 81, 402, 409, 471, 607, 608, 652.
 Compagnie, — de la mer d'Hudson, 648 ; — des Indes, — anglaise, 34, 35, 43, 646-647 ; — française, 182, 365, 367, 379, 384, 561, 640 ; — hollandaise, 27, 100, 101, 640.
 Compagnie de Marie (en Vendée), 347.
 compagnies, — par actions, — privilégiées. Voir : sociétés.
 compagnies commerciales, — Dijon, 475 ; — Flachat, 475.
 compagnies, — de Jésus, — du Soleil, 436, 442.
 compagnonnages, 62, 63, 64, 69, 169, 185, 196, 602.
 Compiègne, 255.
 « complot aristocratique », 138-140, 146, 150, 153, 251, 258, 343, 353, 393, 414, 415, 418, 420, 422 ; — « de l'étranger », 387.
 Comtat-Venaissin, 160, 218, 219, 252.
 comte d'Artois, — de Provence. Voir : Artois, Provence.
 concentration capitaliste, 29, 35, 168, 183, 405, 409, 462, 471, 603, 604.
 Conciergerie (la), 264.
 concordat, 188.
 Condé, 359, 365 ; — (prince de), 214, 216, 316, 454. Voir : armée.
 Condillac, 71.
 Condorcet, 121, 155, 179, 205, 230, 239, 284, 288, 343, 350, 592, 602, 627 ; — son plan d'éducation, 581-585 ; — (Mme), 602.
 Confédération helvétique, 104.
 conformisme, 76, 79, 80, 212, 562, 571, 602.
 confucianisme, 20.
 congrégations charitables, 556 ; — enseignantes, 556, 569, 571.
 Coni, 535.
 Conjuration des Egaux, 469-471.
 conscription, 532, 538. Voir : recrutement.
 Conservatoire des arts et métiers, 584 ; — de musique, 584.
 conspiration, — de La Rouërie, 251, 266 ; — de l'étranger, 378, 379, 385, 387, 424 ; — des Egaux, 469-471 ; — anglo-royaliste, 476.
 Constance (l'ac de), 534.
 Constant (Benjamin), 335, 472, 498, 502, 503, 550.
 Constantinople, 155.
 constitution, — de 1791, 148, 150, 167, 170, 171-172, 346 ; — de 1793, 355-356, 440 ; — de l'an III, 456-458, 464, 467, 575, 576, 577, 608, 610, 614, 648 ; — de l'an VIII, 550.
 Constitution civile du clergé, 157, 162, 188-190, 215, 238, 556, 570.
constitutional society, 208.
 constitutionnels (prêtres), 290, 379, 437, 570. Voir : assermentés.
 constructions navales, 27, 35. Voir : marine.
 conte philosophique, 83.
 Conté, 400.
 contentieux administratif, 175.
 contraintes des soles, 183, 605.
Contrat social (Le), 80, 81, 195.
 contrebande, 28, 44, 323, 324, 333, 513, 641, 649.
 contre-révolution, 163, 169, 211, 266, 333, 357, 362, 420, 422, 435, 444, 494, 501, 521, 525, 539, 547, 549, 563, 610.
 contributions, 176-177, 578-579 ; — directes, 176, 559, 602 ; — foncière, 177, 195, 201, 578, 579 ; — indirectes, 561 ; — mobilière, 177, 578, 579 ; — patriotique, 177 ; — des portes et fenêtres, 505, 579.
 convicts, 646.
 Cook, 4, 201.
 cooptation, 98, 610.
 Copenhague, 94, 385, 404, 423.
 « coqs de village », 59.
 Corai, 528.
 Corbeil, 377, 493.
 Corday (Charlotte), 364, 365.
 Cordeliers (club des), 158, 195, 197, 201, 230, 231, 236, 285, 345, 350, 361, 384, 387, 388.
Cordelier (Le Vieux), 384, 385.
 Corfou, 515, 528, 536.
 Cormatin (baron de), 437.
corn-laws, 35, 97, 298, 643, 644.
 Cornet, 544.
 Cornwallis, 9, 320, 321, 328, 510, 646, 647.
 Coron, 383.
 corporations, 26, 40, 62, 169, 182, 210, 409, 561.
 « corps municipal », 174.
 corps intermédiaires, 564.

corsaires, 320, 324, 325, 342, 398, 488.
 Corse, 218, 308, 319, 321, 342, 358, 427, 467, 480, 483, 637.
 Cortès (les), 333.
 corvée, corvées personnelles, 94, 95, 184, 618, 619; — corvée des routes, 39, 116, 117.
 cosmopolitisme, 85, 86, 201, 590.
 Costa de Beauregard, 213.
 Côte-d'Or, 262, 352, 357, 358, 466.
 coton, 10, 28, 30, 36, 42, 513; — cottonnades, 11, 40, 41. Voir : industrie cotonnière, *sea-island*.
 Coulomb, 70.
 Cour (la), 196, 215, 239, 240, 246, 255, 258, 285.
 Cour (Haute), 175, 287, 414, 415, 471, 498, 577; — « plénière », 118.
 cours souveraines, 107.
 Courlande, 450.
 Cournot, 54, 594.
 « courtards de boutique », 351.
 Courtois, 544.
 Courtral, 251.
 Couthon, 362, 364, 373, 382, 390, 421, 422, 430, 431, 432.
 Cowley, 647.
 Cracovie, 311, 312, 447, 448.
 Cramer, 335.
 Crawford, 201.
 crédit, 24; — hypothécaire, 94.
 créoles, 13, 14, 15, 16, 648, 649.
 Creusot (le), 40, 401.
 Crimée, 18, 528.
 criticisme historique, 592.
 Crivelli, 487.
 croisades, 514.
 croissance économique, 25; — industrielle, 40.
 Croix-aux-Bois (défilé de la), 278.
 Crompton, 34.
 Cromwell, 371.
 « culottes dorées » (les), 351.
 « culs blancs » (les), 394.
 culte, 178, 186, 376, 472; — civique, 376-377; — de la Raison, 377; — décadaire, 412, 500, 501, 571, 585, 592. Voir : liberté de culte, Être suprême.
 culture. Voir : clôture, contrainte des soles.
 cultures tropicales, 10, 640.
 Curaçao, 646.
 curés, 124, 125, 130, 148, 150, 163; — patriotes, 166; — « rouges », 376.
 Custine (comte de), 245; — (marquis de), 250, 280, 281, 293, 315, 316, 346, 359, 362, 365, 368, 369, 395.
 Cuvier, 593.
 Czartoryski, 225.

D

Dacie, 220.
 Daendels, 449, 519, 525.
 Dahlberg, 335.
 daimios, 19, 20.
 Dalayrac, 597.
 Dale (David), 643.
 Dalmatie, 486, 496, 632.
 Dalton, 626.
 Dampierre, 229, 316, 359.
 Dandrè, 473.
 Danemark, 25, 42, 94, 199, 423, 618, 619, 644.
 Dansart, 195.
 Dante, 83.
 Danton, — avant le 10 août 1792, 158, 201, 240, 246, 259, 260; — ministre de la Justice, 262, 266, 267, 279, 280; — à la Convention, 283, 285, 287-290, 295, 297, 299, 319, 344, 345, 346, 349, 350, 352, 353, 354, 355, 362, 368, 369, 378; — après son retour d'Arcis (20 novembre 1793), pendant la lutte des factions, 379, 384, 385, 386, 387, 389, 421, 422, 430, 432, 444, 544.
 Dantzig, 222, 224, 282, 309, 640.
 Darcet, 400.
 Darthé, 400, 471.
 Daunou, 520, 545, 556, 610.
 dauphin (le), 131.
 Dauphiné, 41, 108, 118, 120, 121, 125, 147, 153, 160, 239, 536, 599.
 Daverhout, 239.
 David, 84, 284, 366, 413, 561, 596, 643.
 Davout, 559.
 Davy, 626.
 Debry, 263, 530.
 Décade (*La*), 610.
 décadi (le), 377, 570. Voir : culte décadaire.
 décentralisation, 131, 176, 192, 357, 392, 459, 565, 566.
 déchristianisation, 376-380, 384, 393, 413, 415, 420, 424, 430, 567.
 décimateur, 136. Voir : dîme.
 Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, — de 1789, 133, 148-150, 163-170, 190, 191, 572, 583, 650; — de 1793, 350, 355; — de l'an III, 457.
 décoration, 597.
 découvertes maritimes et terrestres, 4-5.
 décrets de Milan, 513.
defenders, 298.
 défenseurs officieux, 561, 577.
 déficit, 115, 636.

- déflation, 474, 642.
défrichements, 31, 41.
Dego, 480, 481.
déisme, 71, 571. Voir : culte.
Dejoly, 257.
Delacroix (Charles), 496, 519, 525.
Delacroix (Jean-François), 366, 387.
Delambre, 5.
Delaunay, 379, 387.
Delille, 595.
Delolme, 76.
Demaillot, 388, 419.
demi-brigade, 341. Voir : embri-
gagement.
démocrate (origine du parti — en
France), 195-196.
démocratie, — directe, 565 ; — poli-
tique, 2, 237, 355, 356, 409, 433,
457, 567, 606, 607 ; — sociale,
2, 567, 606, 607.
denrées coloniales, 325, 326, 513, 635.
départements, — administration, 174,
573-574 ; — formation, 173.
déportation des prêtres, 265, 499, 500.
dépréciation, 179. Voir : change,
inflation.
dérogeance, 50.
Dessaix, 515.
désarmement des terroristes, 411-412.
Descartes, 70, 75, 76, 581, 592.
Descombel, 358.
Descorches, 303.
Description de l'Egypte, 516.
Descroizilles, 400.
déserteurs, 396, 435, 443, 450, 532,
538.
Desmoulins (Camille), — avant la
Convention, 141, 157, 240 ; — sous
la Convention, 384-387, 595.
Desmoulins (Lucile), 388, 422.
despotisme, 15, 81, 120, 126, 592,
612 ; — éclairé, 88-96, 107, 516.
Dessau, 201.
dessèchements, 31.
Destutt de Tracy, 592.
déterminisme, 70, 79.
Detmold, 335.
Détroits (les), 528, 531, 637.
dette, — consolidée, 178 ; — flot-
tante, 178 ; — publique, 178, 563,
580 ; — perpétuelle, 563 ; — viagère,
563. Voir : Grand livre de la dette
publique.
Deux-Ponts (duc de), 271.
dictature, 133, 153, 611 ; — d'opi-
nion, 370 ; — organisation de la
dictature montagnarde, 364-376.
Diderot, 79.
Dietikon, 546.
Dietrich, 149, 202, 261.
Dijon, 144.
Dillon, 250, 251, 278, 362, 422.
dimes, 48, 64, 98, 125, 137, 138, 146,
149, 159, 176, 180, 183, 191, 208,
213, 296, 307, 411, 523, 555, 561 ;
— « inféodées », 178.
Dinant, 426.
Directoire, — le premier et son instal-
lation, 466-469 ; — et la coalition,
478-492 ; — le second, 498-507.
directoires de département et de
district, 174.
disette, 133, 135, 179, 252, 332, 357,
440, 452, 615. Voir : subsistances.
Disposionskasse, 329.
dissent (le), dissidents, 75, 98, 207,
208, 213, 632.
districts, 158, 173, 174, 175 ; — pari-
siens, 153.
division des grandes fermes, 183.
divorce, 265, 562, 570, 603, 608.
Dix août. Voir : journée.
dixième (le), 91.
Djezzar Pacha, 516, 528.
Dniepr, 221.
Dniestr, 225.
Dodun (Mme), 237, 286.
Dole, 157.
Dolivier, curé de Mauchamp, 253.
domaine congéable, 265, 557, 608.
Dombrowski, 312.
don gratuit (le), 49, 118, 555.
donation entre vifs, 558.
Doppet, 207, 249.
Dornier, 359.
Douai, 399.
douanes, 116, 182, 561, 589 ; — inté-
rieures, 39, 64, 81, 107, 116. Voir :
« reculement des barrières ».
doublement du Tiers, 121-123, 125,
139, 210.
Doubs (département du), 358.
drame bourgeois, 83.
drapeau tricolore, 142 ; — rouge, 158,
231. Voir : loi martiale.
Dresde, 629.
Dreux, 274.
drill (le), 274.
droit, — canon, 107 ; — d'ainesse,
149, 167, 183, 557, 558 ; — de
paix et de guerre, 156 ; — de
réunion, 166 ; — de suite, 58 ; —
de tester, 558, 562 ; — des gens,
200, 307 ; — naturel, 15, 71-72, 76,
80, 108, 130, 166 ; — romain, 107.
droits, — casuels, 184, 252, 557 ; —
collectifs, 31, 59, 183, 608, 617 ;
— de l'homme, 148-149, 163-166,
212, 263, 336, 564 ; voir : Décla-
ration des droits, Paine ; — de

mutation, 59, 183 ; — honorifiques, 184 ; — personnels, 601 ; — réels, 523 ; — seigneuriaux, 50, 58, 59, 80, 82, 101, 116, 127, 146, 149, 150, 180, 183, 184, 191, 192, 207, 218, 290, 307, 356, 410, 411, 530, 556, 557, 589, 602, 617 ; — d'usage. Voir : droits collectifs.

Drôme (département de la), 357, 358, 392.

Drouet, 229, 541.

Dublin, 34, 98, 208, 339, 633.

Dubois-Crancé, 162, 341, 382, 393, 587.

Dubuc, 427.

Ducher, 342.

Ducis, 595.

Ducos, 237, 238.

Ducray-Duminil, 595.

Dufour, 266.

Dugommier, 382, 426.

Duhem, 369.

Dumas, 431, 432.

Dumolard, 491.

Dumont, 372.

Dumouriez, — sous la Législative, 235, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 254, 255, 277-281 ; — sous la Convention, 292, 293, 294, 296, 300, 301, 308, 315, 316, 345, 346, 348, 349, 350, 359, 395, 478, 649.

Duncan, 320, 490, 514.

Dundas, 208, 328, 336, 451.

Dundee, 336, 337.

Dunkerque, 253, 308, 315, 317, 328, 381, 382.

Duphot, 520.

Duplay, 56, 430.

Du Pont de Nemours, 179, 620.

Du Port, 124, 150, 155, 156, 196, 230, 231, 233, 235, 239, 245, 254.

Duportail, 235.

Dupuis, 592.

Duval, 278.

Duverne de Presle, 473.

E

Ebre, 450.

« échelle de proportion », 439 ; — mobile, 439.

Echelles du Levant. Voir : Levant. écobuage, 31.

Ecole, — de Mars, 394, 584 ; — de Rome, 84, 561, 596 ; — des langues orientales, 584 ; — des mines, 584 ; — des services publics, 584 ; — des travaux publics, 584 ; — normale, 584 ; — polytechnique, 457, 584. école unique, 583.

écoles, — centrales, 457, 501, 585, 591 ; — de médecine, 457, 584 ; — (« premières »), 583 ; — primaires, 585 ; voir : enseignement primaire ; — privées, 585 ; — vétérinaires, 584. économie, — anglaise, 32-36, 532, 604, 639-645 ; — européenne, 22-32, 36-45 ; — française en l'an II, 399-408.

économie dirigée, 41, 368, 371 ; — en l'an II, 399-408, 409, 415, 430 ; — en l'an III, 433, 439, 443 ; — 554, 561, 567, 576, 598, 601, 608.

économie libérale, 367. Voir : liberté économique.

économie politique, 75, 627.

Ecosse, 34, 72, 208, 320, 336.

Edimbourg, 337, 622.

éducation civique, 582, 590 ; — nationale, 507, 582-586. Voir : écoles, enseignement.

égalité, 149, 165, 193, 409, 457, 471, 564 ; — des droits, 2, 81, 99, 106, 127, 132, 168, 196, 210, 252, 567, 606, 607, 613, 652 ; — fiscale, 115, 120, 122, 131, 132, 375, 600 ; — politique, 566 ; — sociale, 167 ; — successorale, 167.

Eglise, 187, 295, 296 ; — anglicane, 67, 95, 188, 632 ; — catholique, 78, 120, 169 ; — constitutionnelle, 192, 237, 435, 473, 593 ; — orthodoxe, 49. Voir : clergé, Constitution civile.

égrenage (du coton), 644.

Egypte, 17, 111, 497, 506, 508, 510, 518, 524, 527, 528, 647 ; — armée d'Egypte, 635 ; — expédition d'Egypte, 514-517 ; — *Description de l'Egypte*, 516.

Elbe (l'), 60, 205, 645.

Elbée (d'), 347.

électeur de Trèves. Voir : Trèves. électeurs, 141, 171, 172, 174.

élections administratives, 574 ; — des juges, 576 ; — à la Convention, 267 ; — de l'an V, 475-477 ; — de l'an VI, 502-503 ; — de l'an VII, 539.

électrophore, 626.

élégie, 84.

« élèves de la patrie », 582.

Elie, 142.

Elisabeth (Mme), 217, 420.

Elliott, 201, 220.

éloquence, 594-595.

embargo, 325.

embourgeoisement, 600. Voir : « nouveaux riches ».

embrigadement, 397.

- Emden, 324, 641.
 Emery (abbé), 265, 442, 473, 594.
 émigration, 236, 320, 347, 348, 557, 560; — blanche, 19, 648.
 émigrés, 124, 210, 214-216, 220, 226, 237, 238, 242, 249, 265, 287, 288, 307, 323, 331, 348, 356, 396, 404, 410, 418, 436, 458, 472, 474, 476, 494, 499, 521, 542, 557, 559, 572, 574, 578, 591, 593, 598, 611, 613, 617, 620, 623. Voir : biens des émigrés, Quiberon.
Emile (l'), 81, 583.
 Empire, — Saint-Empire, 18, 111, 247, 281, 306, 630, 633, 637; — d'Orient, 220; — ottoman, 21, 87, 111, 220, 528.
 empirisme, 75, 616, 626.
 « employés », 136, 171, 561, 575. Voir : « fonctionnaires ».
 emprunts, 155, 177; — forcés, 349, 351, 355, 360, 541, 543, 547, 578.
 Enckendorf, 632.
 enclosures, 34, 35, 42, 61, 97, 619, 643. Voir : clôture.
encomienda (l'), 10.
Encyclopédie (l'), 79; — encyclopédistes, 73, 237, 412, 581, 586, 604.
 endivisionnement, 397.
 « endormeurs » (les), 368.
 enfants naturels, 409, 558, 562, 608.
engineers (les), 643.
 Enragés (les), 344, 354, 355, 361, 366, 368, 369, 371, 388, 412, 433.
 enregistrement (droit d'), 579, 591.
 enrichissement, 564, 600; — de l'Europe, 43-45.
 enseignement, 48, 126, 187, 238, 379, 410, 412, 501, 569, 573, 581; — national, 186, 581, 582; — primaire, 582, 583, 590; — public, 584, 586, 607; — secondaire, 584; — supérieur, 457, 585.
 Entrammes, 383.
 Ephraïm, 201, 219.
 Epire, 528.
 épuration, 373, 381, 391, 394, 429, 434, 503, 525, 567, 587.
 équilibre européen, 307.
 équipement militaire, 401, 407.
 errants (les), 64, 143. Voir : vagabondage.
 Erskine, 207, 337, 615.
 Erthal, 205.
 Escaut, 111, 295, 300, 316, 359, 463.
 esclavage, esclaves, 5, 8, 10, 11, 15, 18, 104, 105, 106, 169, 197, 322, 427, 639, 645, 648, 650. Voir : traite des noirs.
 Esclaves (lac des), 4.
 escompte, 33, 34, 36, 38, 483, 489.
 Espagnac (abbé d'), 287, 359, 387.
 Espagne, — avant la première coalition, 4, 8, 16, 25, 27, 28, 42, 53, 87, 90, 91, 96, 111, 199, 203, 208, 213, 216, 220, 223, 224, 232, 242, 249, 272, 280; — jusqu'au traité de Bale, 291, 292, 294, 302, 306, 308, 313, 319, 320, 321, 322, 330, 333, 426, 428, 444; — après le traité de Bale, 461, 464, 478, 483, 488, 490, 508, 512, 519, 631, 635, 636, 641.
 Esparbès (d'), 427.
 espionnage, espions, 324, 332, 334, 336, 362, 366, 617.
Esprit des lois (L'), 80.
Essai sur les Révolutions, 623.
 Estrées-Saint-Denis, 147.
 Etampes, 253.
 Etat (l'), 166, 554; — après la Révolution, 564-569; — laïcisation de l'Etat, 569-572; — « Etat de droit », 624.
 état civil, 118, 126, 169, 187, 190, 191, 238, 265, 516, 532, 569, 570.
 étatisme, 403.
 Etats généraux, 118, 119, 120, 122; — élections, 123-127; — ouverture, 127-129, 134, 145, 209, 363, 556, 648.
 Etats pontificaux, 520.
 Etats provinciaux, 107, 123, 131, 173.
 Etats-Unis, — évolution intérieure, 1, 2, 4, 10, 11, 14-16, 58, 88, 102-106, 619-622; — politique extérieure, 165, 172, 194, 200, 204, 237, 325, 404, 422, 424, 427, 511, 513, 614, 640, 644, 645, 646, 648, 649.
 « Etats-Unis belgiques », 210.
 « étranger effectif » (provinces de l'), 182.
 Etre suprême, 165; — culte, 412, 413, 429, 430, 431, 501, 592; — fête, 412-413.
 Eure (département de l'), 266, 287.
 Europe, 1, 5, 6, 7, 9, 11, 14-19, 105, 106, 112, 182, 219, 220, 232, 266, 291, 294, 301, 332, 402, 516; — centrale, 25, 42, 53; — orientale, 42, 53, 204; — l'économie européenne, 22-45; — la société, 46-64; — la pensée, 65-87.
 eudiomètre (l'), 626.
 « évangeliques » (les), 67.
 Evêché (l'), 345, 353.
 Evêchés (les Trois —), 294.
 évêques, 130, 131, 149, 189-192.
 Ewald, 335.

Ewart, 225.
exchequer bills, 34, 330, 488, 532.
excise, 620.
 « exclusif » colonial (l'), 9, 14, 26, 34, 40, 193.
 exclusivisme, 52, 62, 109.
 exotisme, 44, 71.
 expansion européenne, 3-7, 646-648; — révolutionnaire, 202-209, 513, 518-526.
 exploitation coloniale, 647.
 exposition nationale, 506.
 Eymar, 525.

F

Fabre d'Eglantine, 362, 377, 378, 379, 384, 386, 387, 595.
 Fabre de l'Aude, 465.
 « fabricant », 40.
 fabrications de guerre, 367, 369, 375, 381, 399, 439.
 Fabry, 206.
 façonniers, 605.
 « factions », 376, 379.
 « faïence bleue », 394.
 Faipoult, 526, 529.
 Famars (camp de), 316, 359.
 fanatisme, 16, 377.
 faubourg Saint-Antoine. Voir : Saint-Antoine.
 Fauchet (abbé), 195.
 Faucigny, 316.
 Fauriel, 592.
 Favart, 360.
 Favier, 219.
 Favras, 154, 160, 161.
 Fayettistes (les), 239, 245.
 fébronianisme, 49.
 fédéralisme, 176, 286, 288, 355, 356, 365, 391, 400.
 fédéralistes, 357, 372, 386, 415, 420, 442; — aux Etats-Unis, 619-620.
 fédérations, 145, 157, 589; — Fédération nationale, 151.
 fédérés (les), 256, 257, 258, 264.
 Feketi de Galantha, 205.
 Feldkirch, 534.
 Feller, 211.
Femmes révolutionnaires (société des), 361.
fencibles (les), 509, 510.
 féodalité, 77, 80, 149, 165, 184, 195, 556, 594; — « nouvelle féodalité », 196.
 fer, 43, 642. Voir : métallurgie.
 Féraud, 441.
 Ferdinand IV de Naples, 302, 327, 536.
 fermage, fermiers, 54, 58, 59, 104, 137, 183, 184, 185, 458, 459, 563.

fermes (grandes), — (division des), 183; — (réunion des), 59.
 fermes, (les « Cinq grosses »), 182; fermiers généraux, 559.
 Ferrare, 482.
 Ferrières (marquis de), 598.
 Ferry, 401.
 Fersen (Axel de), 215, 228, 240, 276.
 Fête-Dieu (la), 413.
 fête, — de la Fédération, 157-158; — du 10 août 1793, 366; — de la Raison, 377; — de l'Etre suprême, 412-413.
 fêtes, — civiques, 377, 412; — décadaires, 412; — nationales, 85, 571, 582, 596.
 Feuillants, 231, 233, 234, 236, 240, 245, 255, 256, 266, 267, 276, 357, 370, 415, 566, 620.
Feuille du cultivateur (la), 413.
 Fichte, 206, 331, 335, 613, 617, 624, 625, 627, 629.
 fidéicommiss, 167, 558.
 fiefs, 124, 557, 560; — franc-fief, 51, 183; — (hiérarchie des), 183.
 filature, 29, 34; — du coton, 605, 643.
 Filles de la Sagesse (les), 347.
 Finistère (département du), 352, 358, 426, 498.
fir (pin sylvestre d'Ecosse), 320.
 Fitzgerald, 208, 510.
 Fitzwilliam, 339.
 Fiume, 632.
 Flachet, 475.
 Flandre, 31, 40, 125, 185, 190, 338, 425, 449; — maritime, 413; — (comte de), 294; — (régiment des), 151.
 Flaxman, 84.
 Flesselles, 142.
 Fleurus, 318, 328, 400, 423, 426.
 « floréalisés » (les), 504, 541.
 Florence, 359.
 Florida-Blanca, 213, 214, 216, 232, 249.
 Floride, 10, 645.
 flotte. Voir : marine.
Flûte enchantée (La), 212.
 Foczany, 224.
 « fonctionnaires », 171, 575. Voir : « employés ».
 Fontanes, 593.
 Fontarabie, 426.
 Fontbrune (abbé de), 215.
 fonte, 35, 642. Voir : métallurgie.
 Fontenay, négociant rouennais, 636.
 Fontenay-le-Comte, 348.
 Force (la), 264.

- force, — « coactive », 418, 434, 459 ;
— départementale, 289.
Foreign Office, 111.
Forêt-Noire (la), 42.
forêts, 31, 137, 146, 608.
forges, 30. Voir : métallurgie.
Forster, 201, 205, 295, 359, 624.
Forum (le), 520.
Fouché, — avant le 9 thermidor, 284,
372, 373, 376, 377, 382, 386, 388,
392, 419, 429, 430 ; — après le
9 thermidor, 452, 525, 544, 551.
Foulon de Doué, 143.
Fouquier-Tinville, 348, 370, 440, 441.
four à coke, 42 ; — à puddler, 34.
Voir : métallurgie.
Fourcroy, 400.
fournisseurs, 179, 296, 343, 359,
469, 475, 479, 497, 505, 520, 551,
609.
Fourvière, 382.
Fox, 97, 207, 211, 221, 299, 300,
301, 327, 335, 336, 509, 613, 633.
Fragonard, 84, 596.
« franc » (le), unité monétaire, 590.
Francastel, 383.
France (la), — en 1789, 106-109 ;
— bourgeoisie, 54-56, 80-81 ; —
clergé, 49 ; — noblesse, 51-52 ;
— prolétariat, 63-64 ; — économie,
134-137 ; — en 1791, 194-197 ; —
en 1799, 554-611.
France (île de), 9, 193, 511, 647, 648.
Francfort, 26, 27, 101, 269, 272, 280,
293, 330, 485, 639, 641.
Franche-Comté, 123, 146, 147, 357,
386, 443, 536.
franc-maçonnerie, 66, 70, 79, 95,
121, 202, 335, 501, 595, 596, 623,
628. Voir : loges maçonniques.
François II, 242, 249, 264, 271, 272,
276, 311, 317, 318, 327, 618, 632.
François de Neufchâteau, 501, 503,
506, 507, 526, 539, 576.
Franconie, 447.
Franklin, 70, 103, 105.
frappe de l'or, 641.
fraternité, 168.
Frédéric II, 76, 92, 94, 95, 96, 111,
274, 275, 329, 531, 638.
Frédéric-Guillaume II, 92, 95, 212,
216, 220, 222, 223, 224, 226, 232,
233, 234, 242, 272, 276, 282, 310,
311, 318, 327, 329, 446-449.
Frédéric-Guillaume III, 530, 617,
618, 637.
Frei (les frères), 379, 387.
Fréjus, 125, 547.
Frémanger, 372.
frères moraves (les), 648.
Fréron, — avant le 9 thermidor, 372,
373, 382, 386, 419 ; — après le
9 thermidor, 435, 436, 454.
Frévent (district de Saint-Pol), 417.
Freytag, 381.
Fribourg-en-Brisgau, 202.
Frioul (le), 485.
Frise (la), 47.
Fröschwiller, 382.
Froment, 160.
« front populaire », 409.
« frontière » (la), aux Etats-Unis,
622 ; — « de fer », en France, 398.
frontières naturelles, 294, 444, 464,
496, 515, 609, 611, 638.
Frotté, 434.
Furnes, 250.
Fürstenberg, 631.
fusil modèle 1777, 397, 402.

G

- gabelle, 59, 145, 176, 182, 195, 561.
Galbaud, 427.
Galicie, 93, 222, 224, 312.
Galitzine (prince), 204 ; — (princesse),
631.
Galles (pays de), 484, 489 ; — (prince
de), 99.
gallicanisme, gallicans, 79, 188, 189,
191, 570.
Galvani, 70, 626.
Gamon, 450.
Gand, 207, 314, 605.
Gap, 137.
Garat, 343.
Gard (département du), 252, 352.
Garde (lac de), 483.
garde, — constitutionnelle, 254 ;
— nationale, 151, 157, 170, 173,
197, 229, 231, 250, 254, 255, 258,
267, 281, 341, 353, 370, 435, 441,
470, 494, 541, 567, 587 ; — compa-
gnies soldées, 158.
gardes, — du corps, 151 ; — fran-
çaises, 133, 140, 158.
garenne (droit de), 184.
Garonne (Haute-, — département de
la), 544.
Garrau, 483.
Gasparin, 362, 365.
Gâtinais, 147, 159.
Gaule (la), 295.
Gauss, 626.
Gazette littéraire (la —, d'Iéna), 212.
généralités, 173.
Gênes, 25, 27, 37, 101, 324, 333, 404,
427, 445, 461, 481, 478, 520, 535,
640, 641.
Genet, 422, 424, 614, 620.

- Genève, 27, 101, 202, 207, 280, 334, 424, 509, 513.
Génie du christianisme (Le), 623.
 Gensonné, 237, 238, 245, 254, 256.
gentry (la), 61, 97, 328, 509.
 Gentz (Frédéric de), 273, 612, 627.
 Geoffroy Saint-Hilaire, 515, 593.
 géologie, 70.
 géométrie descriptive, 593.
 Georges III, 221, 232, 299, 306, 321, 328, 463, 618.
 Gérard, 596.
 Gerle (dom), 160.
 Gers (département du), 411.
Gesindienst, 60.
 Gévaudan, 160, 251.
 Gibbon, 75.
 Gibert-Desmolières, 477.
 « Gilles César », 155.
 Gillray, 509, 622.
 Ginguéné, 496, 521, 525, 592.
 Girard, 645.
 Girodet, 596.
 Gironde (la), Girondins (les), — sous la Législative, 234-240, 244, 245, 250, 252, 253, 254, 258, 259, 264, 267, 277; — sous la Convention, 283-286, 288-293, 295, 301, 303, 335; — leur chute, 340-354; — leur proscription, 355, 356, 363, 365, 368, 370, 376, 378, 387, 389, 413, 427; — après le 9 thermidor, 435, 455; — 566, 570, 616, 620.
 Girtanner, 622.
 Girthammer, 212.
 Givet, 250.
 Glacière (massacre de la), 236, 252.
 Glaris, 546.
 Glasgow, 643, 644.
 Glück, 84.
 Gobel, 191, 207, 377, 378.
 Godoy, 302, 333, 449, 519, 631.
 Godwin, 208, 298, 623, 627.
 Goethe, 84, 205, 279, 335, 625, 629.
 Gohier, 343, 540, 552.
 Goldoni, 84.
 Goltz, 219, 243, 282, 448.
 Görres, 495, 530, 624.
 Gorsas, 157, 259.
 Gossec, 597.
 Gotha, 205.
 Göttingen, 76, 205, 212.
 Gouly, 386.
 gouvernement révolutionnaire, — création, 364-376; — caractères et organisation, 389-393; — politique économique, 399-408; — politique sociale, 408-413; — dislocation, 433-437; — 443, 566, 567.
 Gouvion Saint-Cyr, 521.
 Gouy d'Arcy, 143.
 Govani, 208.
 Gower (lord), 299.
 Goyrand, 427.
 « gradualité », 170, 574.
 grains, 24, 25, 41, 91, 116, 117, 126, 135, 136, 137, 139, 145, 153, 159, 182, 253, 267, 287, 288, 301, 326, 337, 343, 351, 360, 374, 405, 452, 487, 532, 643, 645. Voir : boulangerie, maximum, meunerie, pain, subsistances.
 gramme (le), 590.
 Grande-Bretagne, 9, 15, 22, 25, 62, 87, 88, 96, 99, 106, 110, 122, 300, 307, 324, 325, 339, 342, 428, 463, 483, 508, 514, 518, 531, 612, 614, 636.
 « grande nation ». Voir : nation.
 Grande peur. Voir : peur.
 Grand livre, — de la bienfaisance nationale, 412, 571; — de la dette publique, 367, 504.
 Grand Mongol (le). Voir : Mongol.
 Grandpré, 277, 278.
 Grangeneuve, 237.
 Granville, 383.
 Grant (Mme), 515.
 Grattan, 98, 208, 298, 338, 339.
 Gravilliers (section des), 432.
 gravure, 595.
 Grèce, Grecs, 17, 18.
 Grégoire (abbé), 167, 208, 284, 294, 295, 442, 591, 594, 596.
 Grenelle, 402; — (camp de), 471.
 greniers d'abondance, 367.
 Grenoble, 118.
 Grenville, 299, 300, 301, 306, 307, 309, 314, 325, 328, 359, 462, 490, 530, 531, 612, 635, 637.
 Grétry, 597.
 Greuze, 83.
 Grève (place de), 143, 432.
 grèves, 169, 185, 196, 197, 230, 386, 412, 532, 602, 644; — (droit de). Voir : coalition.
 Grey, 299.
 Gribeauval, 397.
 Grignon, 347.
 Grimm, 201, 214.
 Grimsel (col du), 546.
 Griollet, 352.
 Grisons (les), 525, 534, 535.
 Gros, 597.
 Grouvelle, 423.
 Gruber (le P.), 631.
 Guadeloupe (la), 9, 194, 322, 427, 511, 650.
 Guadet, 237, 238, 241, 256, 352, 353.

Guénégaud (rue), 246.
 guerre, — de Sept ans, 103, 134, 245, 323 ; — de Trente ans, 7, 60.
 guerre, — coloniale, 321-322, 427-428 ; — (déclaration de), 244-247 ; — « des paysans », 538 ; — économique, 322-326, 512-513 ; — maritime, 308, 319-321, 426-427, 634-636, 640.
 Guibert (comte de), 275, 278.
 Guillaume V, prince d'Orange, 100.
 Guillot de Folleville, 347.
 « guillotine sèche », 500, 616.
 Guinée, 10, 18.
 Guiot, 373.
 Guipuzcoa, 449.
 Guise, 381.
 Gustave III, 216, 222, 224, 232, 249.
 Gustave IV, 531.
 Gul (le), 619 ; — *Gutsherr* (le), 60.
 Guyane, 8, 441, 494, 495, 499, 500, 511 ; — hollandaise, 322, 646.
 Guyton de Morveau, 400.
 Guzman, 378, 387.

H

habeas corpus, 61, 329, 337, 510, 616.
 habillement des troupes, 267, 401.
 Habsbourg, 87, 96, 111, 219, 462, 531, 610, 617, 627, 632.
 Haïderabad, 647.
 Hainaut, 40, 146, 185.
 « haineux » (les), 594.
 Haingueriot (d'), 475, 505.
 Haïti, 9, 315, 319, 322, 427.
 Hajnocy, 205.
 Halle, 76.
 Halle-au-Blé (section de la), 350.
 Haller, 482.
 Halles (les), 151.
 Hambourg, 27, 39, 76, 205, 206, 323, 326, 339, 342, 404, 428, 532, 615, 639, 640, 641, 645.
 Hamelin, 482 ; — (Mme), 469, 479, 602.
 Hamilton, 105, 106, 325, 620, 621 ; — (lady), 516.
 Hamann, 68.
 Hanau, 95.
 Hanet-Cléry, 469, 479.
 Hanovre, 76, 95, 97, 212, 306, 335, 416, 448, 449, 530, 627.
 Hanriot, 353, 354, 431, 432.
 hanséates, hanséatiques (ports, villes), 25, 101, 513, 636.
 Haoussas, 18.
 Hardenberg, 447, 448, 449, 450, 454, 618, 629.
 Hardy (Thomas), 298, 299, 336, 337.

Harnier, 448.
 Hassenfratz, 400.
 Haugwitz, 272, 281, 282, 310, 318, 447.
 Haussmann, 485.
 Haute-Cour. Voir : Cour (Haute).
 Haxo, 383.
 Haydn, 84, 630.
 Hébert, 266, 289, 344, 353, 361, 366, 368, 385, 387, 388, 421, 432 ; — hébertisme, 388 ; — hébertistes (les), 379, 386, 387, 388, 403, 404, 412, 422, 432.
 Hédouville, 512, 549.
 Hegel, 624.
 Helder (le), 546.
 hellénisme, 84.
 Helvétius, 71, 79, 378.
 Hemsterhuis, 72.
 Henri II, 294.
 Henri IV, 127.
 Henri de Prusse (prince), 327.
 Henriot, 136.
 Henry-Larivière, 450, 467.
 Hentz, 373.
 Hérault (département de l'), 252, 348, 351.
 Hérault de Séchelles, 362, 387.
 Herder, 68, 74, 87, 205, 335, 624.
 Herman, 370, 422.
 Héron, 385.
 « héros à cinq cents livres », 351.
 Herschel, 70.
 Hervilly (d'), 451.
 Herzberg, 222, 224, 225.
 Hesminy d'Auribeau, 333.
 Hesse, 92, 273, 306, 639.
 Hesse-Cassel, 450.
 Hévía, 294.
 hiérarchie sociale, 516, 556, 612, 651.
 Highlands (les), 35.
 Hitotsoubachi, 20.
 histoire, 73, 74 ; — économique, 71 ; — naturelle, 70.
 Hobbes, 76.
 Hoche, 321, 380, 382, 397, 436, 437, 451, 468, 477, 484, 486, 489, 491, 493, 494, 495, 496.
 Hoffmann, 212, 332, 335, 622.
 Hohenlohe-Kirchberg, 274, 275, 276, 277.
 Hokusai, 20.
 Holbach (d'), 71, 79.
 Holcroft, 201.
 Hölderlin, 625.
 Hollande, — jusqu'au traité de La Haye, 5, 7, 12, 16, 18, 19, 25, 27, 37, 38, 41, 72, 91, 100, 111, 118, 200, 202, 223, 273, 276, 280, 300, 301, 306, 315, 316, 318, 319, 322, 323,

- 326, 330, 345, 346 ; — après le traité de La Haye, 446, 449, 462, 463, 464, 474, 490, 508, 510, 519, 525, 536, 545, 546 ; — 635, 637, 640, 642.
 Holstein, 42, 619, 632.
Home office, 328, 615.
 « hommes à talent », 56 ; — « d'État », 256.
 hommes de couleur, 176, 193, 194, 253, 427, 650.
 Hondchoote, 317, 369, 380, 381, 398.
 Hongrie, 18, 60, 87, 96, 204, 205, 212, 213, 217, 247, 330, 617, 632.
 « honneurs » (les), 97.
 Hood (amiral), 315, 319, 321.
 Hope, 27, 342.
 hôpitaux, 571, 586.
Horaces (les) de David, 84, 596.
 Horne Tooke, 208.
 Horsley, 618.
 Hotham, 319, 320, 321.
 Hotze, 546.
 Houchard, 369, 381.
 Houdon, 84, 596.
 houille, 33, 34, 42, 100, 604, 642.
 Howe, 308, 320, 321, 427.
 Hudelist, 637.
 Hudson (compagnie de la mer d'), 648.
 Hué, 18.
 Hugou de Bassville, 302.
 Hugues (Victor), 322, 427, 428, 511, 650.
 huissiers, 54, 561.
 Hulin, 142.
Human justice de Godwin, 298.
 humanisme, 581, 586, 625, 628.
 Humbert (général), 510, 514.
 Humboldt (Alexandre de), 626 ; — (Guillaume de), 10, 11, 13, 201, 624, 625.
 Hume, 75, 626.
 Huningue, 454, 484.
 hypothèques, 562, 578.

I

- Ibrahim, 515.
 idéalisme transcendantal, 77, 624.
 idéologues (les), 501, 549, 550, 592, 626.
 idiomes, 590.
 Iéna, 335, 617, 625, 640.
 « ignoble », 51.
 Ilanz, 546.
 lies (les), 10 ; — du Vent, 193, 322, 427 ; — Ioniennes, 496, 514, 528, 637.
 illuminés (les), illuminisme, 95, 202, 205, 206, 213, 332, 594, 622, 628.
 Imbert-Colomès, 160, 476.
 Imlah, 641.
 impôts, 171, 173, 565 ; — foncier, 176, 439, 523, 542 ; — progressif, 579 ; — directs, 547, 576 ; — indirects, 176, 580. Voir : Contributions.
income tax, 509.
 incroyance, 571-572. Voir : pratique des sacrements.
 Inde, 2, 9, 12, 18, 111, 221, 225, 427, 511, 515, 638, 646, 647 ; — Indes orientales, 11.
 Indiens (les), 10, 12, 15, 648, 650.
 indigents, 186, 195, 338, 356, 411, 606.
 indigo, 10, 11.
 individualisme, 15, 68, 155, 165, 168, 169, 555.
 « Indivisible » (l'), 397, 491.
 Indochine, 18, 647.
 Indulgents (les), 385, 386, 387, 420.
 industrie, 23, 28, 181, 402 ; — en Angleterre, 32, 642-643 ; — en France, 40 ; — charbonnière, 40 ; — cotonnière, 34, 642, 645 ; — lainière, 15, 25, 35, 643 ; — rurale, 30, 40, 42, 61, 101, 135 ; — industrialisation, 25, 37.
 infanterie, 275, 341, 397.
 inflation, — avant le 9 thermidor, 104, 105, 179, 196, 252, 288, 368, 399, 413 ; — après le 9 thermidor, 440, 452, 469, 471, 474, 479, 488, 532 ; — ses effets, 562-563, 581, 600 ; — en Angleterre, 642.
 initiative des lois ; — diplomatique, 171.
 innovations techniques, 182, 604, 643.
 Inquisition, 49, 201, 213, 333, 617.
 insermentés (prêtres). Voir : réfractaires.
 insoumis, 396, 435, 443, 538, 588.
 Institut national, 457, 501, 515, 549, 584, 585, 592 ; — des sourds-muets, 584 ; — du Caire, 516 ; — « philanthropique », 473, 476 ; — « instituts », 582.
 instituteurs, 583. Voir : enseignement primaire.
Institutions républicaines (les), de Saint-Just, 409.
 instruction criminelle, 169, 175.
 instruction publique, 98, 166, 178, 239, 288, 556, 571. Voir : écoles, éducation ; — religieuse, 571.
 « insurgents » (les) 16, 102, 103, 166, 212.

- intendants, 50, 91, 107, 119, 136, 173.
 « interlope » (l'), 28.
 intolérance, 14, 49, 73, 78, 81, 569.
 intuitionnisme, 631.
 Invalides (les), 141, 401.
 invalides, 185.
 Ioniennes (îles). Voir : îles.
 « Irlandais unis », 298.
 Irlande, 34, 98, 99, 103, 208, 298, 315, 321, 328, 336, 339, 481, 483, 484, 489, 514, 615, 616, 632, 633, 636.
 Isère (département de l'), 357.
 Islam, 2, 6, 16, 17, 21, 516.
 Islettes (les), 277, 278.
 Ismailia, 224.
 Isnard, 237, 256, 353.
 Isoré, 372, 373.
 Istrie, 486, 496.
 Italie. — en 1789, 7, 28, 37, 49, 53, 78, 85, 87, 89, 96, 101, 111, 112 ; — opinion et mouvement des idées, 200, 204, 208, 213, 220, 333, 334, 518, 519, 617, 634 ; — guerre et conquête française, 294, 306, 314, 324, 426, 462, 478 ; — campagne de Bonaparte en 1796, 481-483, 484, 485 ; — 514, 524, 525, 527 ; — campagne de 1799, 529-530, 531, 532, 534, 535, 536, 630 ; — Italie du Sud, 60, 89, 529.
 Ivernois (d'), 332, 622.
 Iyeharou, 20.
 Iyenari, 20.
 Jachère, 31, 35, 183. Voir : assolement obligatoire.
 Jackson, 339.
 Jacobi, 72.
 jacobinisme, 595.
 Jacobins (les), — sous l'Assemblée constituante, 157, 192, 195, 201, 230, 231 ; — sous l'Assemblée législative, 234, 236, 238, 240, 241, 242, 246, 252, 254, 257, 261, 266, 273, 277 ; — sous la Convention, jusqu'à la chute des Girondins, 289, 299, 314, 330, 344, 345, 346, 348, 349, 350, 352 ; — jusqu'au 9 thermidor, 357, 358, 361, 363, 366, 368, 372, 373, 379, 385, 387, 390, 409, 425, 428, 429, 432 ; — après le 9 thermidor, 433, 435, 439, 440, 442, 458 ; — sous le Directoire, 463, 466, 469, 470, 472, 479, 487, 496 ; — après le 18 fructidor, 500, 501, 502, 503, 512, 521, 525, 526, 539, 541, 542, 544, 545, 550, 552 ; — généralités, 567, 569, 603, 631 ; — anglais, 510, 615 ; — italiens, 482, 535 ; — (néo-), 503, 609.
 jacquerie, 148, 159.
 Jales, 160.
 Janina, 17.
 janissaires, 528.
 jansénisme, jansénistes, 66, 79, 191, 213.
 Japon, 2, 18, 19-20, 647.
 « Jardin du roi », 583 ; — anglais, 83.
 Jassy, 225.
 Jaures, 135, 238.
 Java, 8.
 Javogues, 386.
 Jay, 325 ; — traité Jay, 621, 640.
 Jean-Bon-Saint-André, 284, 362, 398, 430.
 Jefferson, 6, 16, 155, 165, 614, 620, 621, 622.
 Jemappes, 269, 280-281, 282, 294, 301, 305, 340, 366 ; — (département de), 466.
 Jenner, 70.
 jenny (le), 34, 40, 42, 643.
 Jersey, 443, 546.
 Jervis, 320, 321, 322, 484, 514, 635.
 Jésuites (les), 12, 19, 49, 79, 95, 206, 527, 631, 647.
 Jeu de paume (serment du), 131, 596.
 jeunesse dorée, 435, 436, 443.
 Johnson, 83.
 joint-stock, 35.
 « jointe » autrichienne de Valenciennes, 307.
 Joseph II, 49, 92, 95, 111, 112, 188, 205, 213, 215, 217, 220, 223, 296, 311, 335, 528, 617 ; — josphisme, 206.
 Joseph (archiduc), 632.
 Joseph des Arts, 622.
 Joséphine Tascher de La Pagerie, 480, 482 ; — de Beauharnais, 602.
 Jouan (golfe), 321.
 Joubert, 485, 519, 525, 526, 535, 541.
 Jourdan, — sous la Convention, 381, 397, 426, 454, 455 ; — sous le Directoire, 483, 484, 532, 541, 543, 545, 551 ; — loi Jourdan, 532, 538, 588. Voir : conscription.
 Jourdan Coupe-tête, 252.
 journaliers agricoles, 63, 137, 183, 184, 186, 408, 410, 619.
 journaux, 150, 155, 159, 195, 196, 202, 212, 213, 342, 384, 385, 413, 503, 594, 610, 622.
 journées, — du 14 juillet, 1789, 141-142 ; — d'octobre 1789, 150-153 ; — du 20 juin 1792, 255 ; — du 10 août 1792, 256-261 ; — de

septembre 1792, 263-264; — des
9 et 10 mars 1793, 345; — des
31 mai-2 juin 1793, 353-354; —
des 4 et 5 septembre 1793, 368-
369; — du 9 thermidor an II,
428-432; — des 12 germinal et
1^{er} prairial an III, 441; — du
13 vendémiaire an IV, 453-454.

Jouy-en-Josas, 40.
Jovellanos, 208, 213.
juges, — leur élection, 175, 576;
— de paix, 175, 576.

Juifs, 68, 92, 93, 146, 169, 569.
Julien de Toulouse, 369, 379.
Juliens, 226, 243.

Jullien de Paris, 392, 419.
Junker, 94, 212, 619.

Jura, 522; — (département du), 352,
358.

juridiction administrative, 574, 578;
— de simple police, 173.

jury, 169, 175, 576, 577; — d'accusa-
tion, 175, 577.

justice, — son organisation, 173-175,
576-578; — prévôtale, 146, 148,
159; — révolutionnaire. Voir :

Terreur, tribunal révolutionnaire.
justices of peace, 97, 337, 338.

K

kabbale (la), 68.

Kainardgi (traité de), 528.

Kaiserslautern, 382.

Kalish, 282.

Kameralisten, 92.

Kanem, 185.

K'ang-hi, 18.

Kant, 68, 71, 72, 77, 206, 335, 613,

617, 618, 624, 625, 629.

Kantonisten (système des), 274.

Kara-Georges, 528.

Karamzine, 201.

Kaunitz, 223, 233, 242, 244, 245, 246,

269, 271, 378.

Kehl, 484.

Kellermann, 278, 279, 280, 366, 382,

482.

Kentucky, 621, 648.

Kersaint, 301.

K'ia King, 647.

K'ien-Long, 18, 19.

Kiel, 205, 632.

Kioto, 20.

Kisselev, 618.

Kiyonaga, 20.

Kléber, 383, 397, 484, 517.

Klingenthal, 399.

Klopstock, 205, 335.

Knigge (von), 95.

Kollontaj, 204, 225.

Königsberg, 42, 618.

Korff (baronne de), 201.

Korsakov, 536, 546, 617.

Kosciuszko, 270, 309, 311, 312, 319,

423.

Kouriles (les), 647.

Kraus, 618.

Krause, 42.

Kray, 534.

Kullurnation, 633.

L

Labouchère, 27.

Labrousse (Suzanne), 594.

Lacombe (Claire), 361, 369.

Lacoste, 373, 382.

Lacs (les Grands), 15.

Laczkovicz, 205.

La Fayette; — avant la Révolution,

103, 121, 124, 125; — en 1789, 133,

142, 150, 151, 152; — (l'année

de —, 1790), 154-162; — 194, 196,

197, 210, 215, 229, 231, 233; —

sous l'Assemblée législative, 235,

236, 237, 239, 240, 245, 246, 250,

251, 254, 255, 258; — après le

10 août 1792, 261, 277, 278, 279,

346, 395, 620; — (Mme de), 631.

La Ferté-Alais, 493.

La Ferté-Bernard, 147.

Lagrange, 70, 593.

Laharpe, 204, 207, 522, 523, 593.

La Haye, 224, 300, 318, 474, 488

496, 519; — (traité de), 449.

Lahore, 647.

Lahoz, 535.

laïcisation, — de l'État, 126, 238,

556, 569-572; — de l'état civil, 265.

laïcité, 569, 582, 583.

laine (industrie de la), 11, 25, 35, 643.

La Jaunaye, 437.

Lakanal, 401, 585.

Lalande, 5.

Lally-Tolendal, 150.

La Luzerne, évêque de Langres, 191.

Lamarche, 343.

La Marck (comte de), 156, 201.

Lamarck, 593.

La Marlière, 360.

Lamarque, 503, 543.

Lamartine, 236.

Lambrecht, 501.

Lameth (Alexandre), 124, 126, 150,

155, 156, 231, 233, 235, 290; —

(Théodore), 288.

La Mettrie, 79.

Lamoignon, 118, 119.

Lanchère, 439.

- Landau, 316, 317, 346, 381, 382.
landlords, 509, 643.
 Landrecies, 318, 419, 425.
 Landsdowne, 301, 327.
land tax, 509.
 Langara, 319.
 Lange, 253 ; — (Mlle), 434, 505.
 Langres, 191.
 langue française, — son extension, 590-591 ; — sa transformation, 594.
 Languedoc, 40, 160 ; — (Bas-), 147, 358.
 Lanjuinais, 125, 467.
 Lanthenas, 246.
 Laonnais (le), 185.
 La Pérouse, 4.
 Laplace, 70, 71, 593.
 Laporte, 246.
 La Revellière-Lepeaux, — avant le Directoire, 294, 346, 356 ; — sous le Directoire, 465, 468, 473, 477, 494, 497, 501, 502, 503, 525, 540.
 Larivière, 254.
 La Rochefoucauld-Liancourt, 121.
 La Rochejaquelein, 347, 383.
 La Rouërie, 251, 266.
 Lascovics, 334.
 Lasource, 349.
latifundia, 59.
 Latouche-Tréville, 302.
 La Tour du Pin, 160.
 Lauderdale, 207.
 Laudon, 211.
 Laumond, 525, 526, 541.
 Launey (de), 142.
 Lausanne, 332, 522.
 Lauter (la), 316, 317, 381.
 Laval, 383.
 Lavalette, 491.
 Lavater, 207, 334.
 La Vauguyon (duc de) 210.
 Lavaux (général), 322, 427, 512, 513.
 Laveaux, 249.
 Lavoisier, 69, 70, 179, 420, 593, 626, 627.
 Law, 179.
 Layan (le) 348.
 Lazaristes (les), 19, 647.
 Lebas, 284, 373, 382, 431, 432 ; — (Mme), 56.
 Lebon, 372, 414, 419, 442.
 Lebrun (Lebrun-Tondu), 206, 246, 254, 279, 292, 300, 301, 302, 343, 354, 370.
 Lebrun-Pindare, 595.
 Lecarlier, 522, 523.
 Le Carpentier, 383.
 Le Chapelier, 125 ; — (loi), 185, 197, 412.
 Leclerc d'Oze, 344, 361, 369.
 Lecointre, 435.
 Le Coulteux, 291.
 Lecourbe, 546.
 Lefebvre, 544.
 Légations (les), 483, 486, 487, 490.
 Legendre, 70, 593.
 « légion noire », 484.
 législation civile, 578.
Leibeigenschaft, 94.
 Leibnitz, 76.
 Leipzig, 26, 637, 639, 641.
 Léman (département du), 513.
 Le Mans, 147, 383, 549.
 Lemer cier, 551.
 Lenoir (Alexandre), 596.
 Leoben, 477 ; — (préliminaires de), 485-486.
 Léopold II, 161, 205, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 224, 225, 226, 232, 233, 239, 241, 245.
 Léopold d'Anhalt, 92.
 Lepeletier de Saint-Fargeau, 291, 377, 427 ; — son plan d'instruction publique, 585.
 Lepeletier (section), 453.
 Le Quesnoy, 317, 369, 381.
 Le Ripault, 402.
 Lesage-Senault, 455, 547.
 Lescure (de), 347.
 Lescuyer, 236.
 lèse-nation (crimes de), 143, 414, 577.
 Lessart (de), 235, 244, 245, 246.
 Lessing, 74.
 Letourneur, 468, 476.
 lettres de cachet, 118, 166, 562,
Lettres d'un voyageur, 212.
 Levant, 182, 506, 511, 640.
 Levasseur, 288, 374.
 levée, — de 12 000 hommes, 351 ; — de 300 000 hommes, 341, 346, 348, 394 ; — en masse, 267, 281, 360, 366, 370, 372, 394, 399, 400, 541, 543.
 libéralisme économique, 618.
 liberté, 166-169 ; — de conscience, 106, 166, 169, 569, 571 ; — de culte, 166, 437, 570 ; — de presse, 197, 458, 541 ; — individuelle, 76, 81, 126, 131, 166, 169, 499,
 liberté économique, 41, 81, 108, 136, 166, 169, 196, 253, 286, 344, 355, 403, 408, 411, 440, 457, 603, 604, 606, 607 ; — de culture, 31, 183 ; — du commerce, 30, 183, 601, 649.
 libertins, 6, 625.
liberum veto, 222, 225.
 libre échange, 644.
 Liège, 202, 206, 211, 224, 238, 249, 293, 316, 345, 425, 426, 523, 613.
 Lieutaud, 160.

- lignes de Wissembourg, 380, 381.
 ligue, — des neutres, 423 ; — grises, 522. Voir : Grisons, neutres.
 Ligurie, 613 ; — Ligurienne (République). Voir : républiques-sœurs.
 Lille, 250, 251, 274, 279, 281, 318, 360, 362 ; — (conférences de), 483-484, 490, 495.
 Limagne, 413.
 limites, — « anciennes », 463 ; — « constitutionnelles », 463 ; — naturelles. Voir : frontières.
 Limmat (la), 535, 546.
 Limoges, 237.
 Limon (marquis de), 276.
 Lindet, — jusqu'au 9 thermidor, 266, 284, 286, 345, 362, 372, 386, 420, 430 ; — après le 9 thermidor, 439, 470, 541, 543.
 Lisbonne, 39.
 liste civile, 171, 196, 246, 558.
 Lithuanie, 270.
 littérature, 82-83, 595-596.
 Littry, 440.
 Liverpool, 28, 337.
 Livonie, 618.
 Livourne, 25, 323, 482, 529, 640.
 Locke, 70, 71, 73, 75, 76.
 Lodi, 481, 482.
 lods et vente (droit de), 59, 184.
 Lofthuus, 333.
 loges maçonniques, 68, 121, 473 ; — « loge Lautaro », 649. Voir : franc-maçonnerie.
Logographe (Le), 197.
 loi, — agraire, 253, 266, 285, 288, 297, 344, 356, 408, 409, 428, 607, 608 ; — « d'airain », 63 ; — *Emplorem*, 601 ; — fondamentales, 82, 118 ; — martiale, 158, 173 ; — successorales, 558, 607. Voir : droit de tester.
 Loir-et-Cher (département du), 376.
 Loire, 267, 287, 357, 365, 383, 436, 549 ; — (département de la), 287, 358 ; — (Haute-, département de la), 466, 498 ; — Inférieure (département de la), 364.
 Lombardie, 93, 220, 480, 482, 483, 485, 486, 487, 518, 522, 529.
 Loménie de Brienne. Voir : Brienne.
 Lonato, 483.
London missionary society, 648.
London society for promoting constitutional information, 208, 298.
 Londres, 12, 15, 27, 28, 34, 35, 39, 155, 179, 208, 245, 252, 288, 315, 317, 325, 336, 337, 342, 427, 450, 462, 483, 489, 536, 537, 615, 623, 636, 639, 641, 645, 649.
 Longwy, 263, 276, 277, 280.
 Lons-le-Saulnier, 442.
 lords (les), 61, 98, 212.
 Lorient, 321.
 Lorraine, 147, 161, 182, 226, 250, 272, 382.
 Loughborough, 336.
 Louis (abbé), 233.
 Louis XIV, 86, 91, 107, 218, 381, 512.
 Louis XV, 41, 141, 294, 525.
 Louis XVI, — avant la réunion des Etats généraux, 18, 58, 79, 115, 116, 118, 122, 123 ; — pendant les Etats généraux, 127-129, 131-133 ; — jusqu'à la fuite à Varennes, 150-153, 156, 162, 171, 189, 191, 196, 197, 199, 200, 214, 215, 216, 217, 226, 227 ; — l'événement de Varennes et ses conséquences, 228-233 ; — pendant l'Assemblée législative, 234, 238, 246, 254-257 ; — après le 10 août, 276, 277, 279, 283, 284 ; — procès et exécution, 288-291 ; — 301, 303, 335, 558, 565, 566, 587, 620, 641.
 Louis XVII, 308, 346, 386, 438, 442, 449.
 Louis XVIII, 442, 472, 473, 527, 617.
 Louisiane, 9, 10, 11, 449, 645.
 Loustalot, 157.
 Louvain, 207, 316, 346.
 Louvet, 285, 289.
 loyers, 563.
 Lozère, 236.
 Lublin, 448.
 Lucchesini, 281, 310.
 Luckner, 251, 255.
 Luçon, 348.
 lumières (philosophie des), 14, 66, 78, 91, 200, 205, 208, 325, 649.
 luthéranisme, 76.
 Luxembourg, 282, 318, 445 ; — (duc de), 121.
 Luxembourg (le, à Paris), 351, 401, 422.
 « lycées », 582.
 Lydda, 191.
 Lyon, 39, 41, 68, 144, 157, 160, 161, 202, 253, 266, 316, 317 ; — sous la Terreur, 342, 344, 352, 357, 373, 385, 386, 388, 430 ; — sous la réaction thermidorienne, 436, 438, 442 ; — 594. Voir : « Ville Affranchie ».
 M
 Mably, 81.
 Mabouchi-Kamo, 20.
 Mac-Adam, 33.
 Macartney, 647.

Macaulay, 209.
 Macdonald, 529; 535, 536.
 Machault, 107.
 Machecoul, 347.
 Maciejowice, 312.
 Mack, 316, 317, 318, 327.
 Mackau, 302.
 Mackenzie, 648.
 Mackintosh, 212.
 Maconnais (le), 80, 146, 147.
 Mac-Pherson, 596.
 Madison, 620.
 Madras, 9.
 Madrid, 210, 214, 215, 223, 302, 496.
 Maëstricht, 449.
 Magallon, 514.
 Magnano, 534.
 magnats hongrois (les), 205.
 magnétisme, 68, 70, 629.
 Mahrattes, 9, 647.
 Maia, 16.
 Maignet, 419.
 Mailhe, 290, 291.
 Maillard, 152.
 Maine, 40, 147, 253, 258, 283.
 mainmorte, 80.
 maires, 174.
 Maison du roi, 558.
 Maistré (Joseph de), 213, 332, 527, 593, 627, 628, 631.
 majorats, 167, 558.
 Malacca, 647.
 Malachowski, 225.
 Malais, Malaisie, 12, 17.
 Malbos, 160.
 Malcolm, 647.
 Malesherbes, 290.
 Mallet du Pan, 120, 201, 275, 332, 339, 521, 612, 622.
 Malmesbury (lord), 318, 338, 483, 484, 490, 495, 615.
 Malouet, 125, 127, 130, 150, 427.
 Malte, 511, 514, 515, 528, 531, 635, 637; — (ordre de), 527, 528, 556, 631.
 Malte-Brun, 332.
 Malthus, 627.
 Mameluks, 17, 514, 515.
 Manche (la), 25, 319, 328, 462, 635.
 Manchester, 208, 438, 470.
 mandarinat, 19.
 Mandat, 258.
 mandat impératif, 132.
 mandats territoriaux, 470.
 Mandchous, 19.
 Manège, — salle du, 284; — club du, 541, 543, 544.
 « manieurs d'argent », 28, 505, 581.
 manifeste de Brunswick. Voir : Brunswick.

Mannheim, 316, 447, 455.
 Mantes, 39.
 Mantoue, 161, 214, 216, 226, 482, 483, 485, 486, 487, 535.
 Manuel, 255.
 manufactures, 30, 40, 42; — d'armes, 399; — d'Etat, 402; — nationales, 288; — royales, 26.
 manufacturiers, 599, 609.
 « Marais » (le), 289.
 Marais vendéen (le), 347, 383.
 Marat, — avant la Convention, 150, 158, 161, 196, 201, 228, 230, 250, 263, 264, 266; — pendant la Convention, 283, 289, 344, 350, 352, 361, 365; — 377, 421, 435, 436, 477; — Marat assassiné de David, 596.
 Marbot, 544.
 marc d'argent (le), 170, 195, 196, 581.
 Marceau, 383, 397.
 Marchena, 294.
 Marches (les), 520.
 marchés, 136; — marché national, 81, 108, 182, 589.
 Marengo, 535.
 Maret, 300, 301, 490.
 mariage, — civil, 93, 265; — des prêtres, 192.
 Marie-Antoinette, 116, 215, 216, 217, 226, 228, 233, 234, 240, 242, 243, 357, 358, 359, 365, 370.
 Marie-Caroline, 515, 529.
 Marie-Louise de Parme, 302.
 Marie-Thérèse, 92, 274.
 marine, — anglaise, 319-320, 634, 640; — espagnole, 319; — française, 320, 329, 577. Voir : guerre maritime.
 Marius, 123.
 Marly, 131.
 Marmont, 397.
 Marne (la), 279.
 Maroc, 217.
 Marseillais (les fédérés), 257, 258, 259.
 Marseillaise (La), 251, 257, 281, 436, 452, 597. Voir : Fouget de Lisle.
 Marseille, 25, 39, 160, 182, 236, 252, 316, 352, 355, 374, 406, 435, 442, 498.
 Marsham, 648.
 Martin (amiral), 321.
 Martinique (la), 9, 193, 194, 322, 334, 428.
 Martinovics, 205, 334.
 « martyrs de prairial » (les), 441.
 Maryland, 10.
 Mascareignes (les), 10, 13, 427, 511, 650.

massacres, — de septembre, 140, 262 ;
— de la Glacière. Voir : Gla-
cière.

Masséna, 485, 486, 520, 521, 526,
534, 535, 536, 545, 546.

Massiac (club), 193.

Massif central, 147.

matérialisme, 79.

mathématiques, 70, 593, 626.

Maubeuge, 317, 381, 399.

Mauchamp, 253.

Mauconseil (section de), 256.

Maudsley, 34.

Mauges (les), 347.

Maulde (camp de), 277.

Maupeou, 107, 118.

Maurienne (la), 316.

Maury (abbé), 124, 159.

Mauvillon (205).

Maximilien-Joseph de Bavière, 531,
619, 638.

maximum (le), 253, 332, 351, 360, 366,
367, 370-374, 386, 403, 406, 408,
411, 415, 428 ; — après le 9 thermi-
dor, 439, 445, 452 ; — 539, 563,
567, 574, 601, 607.

Mayence, 201, 205, 280, 293, 294, 295,
313, 315, 316, 346, 359, 365, 366,
369, 380, 383, 426, 446, 448, 455,
523, 537.

Mazuel, 386.

mécanique, 70.

« mécaniques » (les), 29, 40, 42, 70,
604, 645.

Méchain, 5.

Méditerranée (mer), 6, 17, 147, 221,
302, 319, 321, 323, 358, 426, 484,
489, 511, 514, 527, 528, 531, 635,
637, 640.

Méhul, 597.

Mein (le), 455.

Meissen, 206.

mélodrame, 595.

Melun, 389, 438.

mendicité, 62, 64, 92, 137.

Menin, 369, 381.

Menou, 162, 453.

mentalité collective, 68, 134, 138-
140, 263.

Menus Plaisirs (hôtel des), 129, 131.

mer, — d'Hudson, 648 ; — du Nord,
25, 313, 318, 462, 490 ; — Egée,
515 ; — Noire, 18, 26, 528 ; —
Rouge, 117, 516, 647. Voir : Manche,
Méditerranée.

mercantilisme, 15, 22, 26, 30, 34, 91,
92, 644.

Mercuré (le), 201 ; — *Mercuré natio-
nal* (le), 196.

Mercy-Argenteau, 215, 233, 254.

« mère de Dieu » (la), 431. Voir :
Théot (Catherine).

Merkur (le), 205.

Merle (camp de), 282.

Merlin de Douai, — à l'Assemblée
constituante, 125, 184, 218 ; — à
la Convention, 434, 446, 450, 455 ;
— pendant le Directoire, 468 ;
477, 501, 503, 520, 522, 540.

Merlin de Thionville, 247, 254, 263,
369, 385, 446.

« merveilles » (les), 440.

Mesmer, 68.

métallurgie, 26, 34, 40, 41, 400.

métaphysique, 71, 75, 165, 592, 629.

métaux précieux, 9, 23, 27, 326, 642.

Voir : argent (métal), or.

métayage, métayers, 58, 64, 119,
135, 136, 177, 183, 184, 411, 563.

méthodisme, 67, 76, 632.

Methuen, 39.

métis, 12, 13. Voir : hommes de cou-
leur, « sangs-mêlés ».

mètre (le), 590.

Metternich, 617, 627.

Metz, 144, 215, 276, 277, 278.

Meudon, 400.

meunerie, meuniers, 136, 137.

Meurthe (la), 284.

Meuse (la), 276, 278, 280, 281, 313,
345.

Mexique, 10, 13, 649 ; — (golfe du), 9.

Meyerinck, 446.

Mézeray, 295.

Michel (prêtre irlandais), 510.

Michelet, 3, 135, 340, 352, 432.

middlemen, 98.

Middleton, 320.

mikado (le), 20.

Milan, 225, 226, 232, 315, 481, 482,
526, 535, 539.

Miles, 220.

milice, 162, 328, 587 ; — nationale,
140 ; — urbaine, 146. Voir : garde
nationale.

Millesimo, 481.

Milnes, 201.

Mincio (le), 481.

Minerva (la), 205.

mines, 25, 182.

ministère public, 175.

ministres, 171. Voir : Commissions
exécutives.

Minorque, 511, 635.

Mirabeau, 109, 121, 123, 125, 128,
132, 150, 151, 153, 155, 156, 160,
196, 197, 201, 205, 207, 220, 244,
259, 260.

Miranda, 16, 250, 292, 294, 450, 511,
649.

- Mireur, 257.
Misogallo, 333.
missions, missionnaires, 9, 12, 18, 648 ; — *London missionary society*, 648,
Mississippi, 4, 9.
mila (la), 10.
Mitau, 527, 617.
Modène, 302, 482, 483.
« modérantistes » (les), 360, 378, 380, 384.
Moira (lord), 328.
Moleville (Bertrand de), 236, 245.
Molitor, 546.
Mollendorf, 311, 312, 318, 327, 448.
Moluques (les), 8, 647.
Mombello, 487.
Momoro, 261, 387, 607.
« monarchiens » (les), 150, 153, 566.
Moncey, 426, 449.
Mondovi, 481.
Monge, 259, 289, 343, 400, 515, 520, 593.
Mongol (le Grand), 9, 18.
Mongolie, 18.
Moniteur (Le), 155, 213, 342, 503.
Monnaie (la), 239.
monnaie, 20 ; — fiduciaire, 23, 27 ; — métallique, 179, 562 ; — monnayage, 182. Voir : frappe de l'or.
Monnier de La Quarrée, 160, 251.
monopoles, 182.
Mons, 207, 281.
Montagnards, Montagne, — jusqu'au 31 mai 1793, 247, 266, 267, 283-286, 288, 290, 293, 294, 301, 303, 340, 343, 344, 345, 349, 353 ; — jusqu'à la chute des factions, 354-356, 358, 359, 361, 362, 377, 384, 388 ; — jusqu'au 9 thermidor, 393, 408, 409, 410, 418, 419, 428 ; — pendant la réaction thermidorienne, 435, 440, 441, 452, 455, 459 ; — pendant le Directoire, 470, 480, 501, 502, 504, 507 ; — 554, 558, 566, 567, 568, 571, 578, 580, 583, 588, 607, 621.
Montagne Noire (la), 426, 449.
Montagu (marquise de), 631.
Montané, 370.
Montauban, 144, 160, 414.
Montbéliard, 423, 424.
Montbrison, 442.
Monténégrins, 17.
Montenotte, 481.
Montesquieu, 76, 80, 81, 564, 625.
Montesquieu, 280, 293, 390.
Montgelas, 619.
Montgolfier, 40, 70.
Monti, 333.
Montjoie, 159.
Montmartre, 141.
Montmédy, 216, 229.
Montmélian, 280.
Montmirail, 147.
Montmorin, 131, 162, 190, 221, 232, 235.
Montpellier, 40, 257, 627.
Montréjeau, 545.
Mont-Terrible (département du), 297, 521.
Morard de Galles, 321.
Moreau, 477, 483, 484, 485, 486, 491, 496, 521, 534, 535, 536, 551, 552.
Morez, 403.
Morris, — (Governor), 155 ; — (Robert), 105.
mortalité, 609.
Mortier, 546.
Moscovites (les), 7.
Moselle (la), 272, 310, 381, 382, 426.
Moser, 92.
Motoori, 20.
Moulin (général), 540, 552.
Moulins, 401.
Mounier, 125, 127, 131, 132, 150, 152, 153, 332, 335, 623.
Mourad, 515.
mouture, 405. Voir : pain.
mouvement des idées à la veille de la Révolution, 65-87 ; — pendant la Révolution, 591-597, 622-633.
« mouvement sectionnaire », 351, 352, 357, 435.
Mozart, 84.
Muir, 299, 300, 336.
mulâtres, 13, 92, 170, 192, 193, 194, 236. Voir : hommes de couleur, métis, « sangs-mêlés ».
mule (le), 34, 643.
Mulhous, 424, 513.
Müller (Jean de), 205.
Mulotins (les), 347.
Mungo-Park, 646.
Munich, 483.
municipalisation, 406.
municipalités, 173-174, 574-575.
munitionnaires, 27, 54, 474.
munitions, 401. Voir : armement, poudres, salpêtre.
Münster, 631, 632.
Murphy, 510.
« muscadins » (les), 440.
Musée des monuments français, 457, 584, 596 ; — du Louvre, 596.
Museum d'histoire naturelle, 457, 583, 593.
musique, 83, 597, 629, 630 ; — de chambre, 597.

Musulmans, 16, 516. Voir : Islam.
Mysore, 9, 511, 515, 647.
mysticisme, 66, 593, 629, 632.

N

Naab (le), 483.
Nafels, 546.
Nagasaki, 19.
Nahe (la), 346.
Namur, 445, 466.
Nancy, 144, 162, 215, 252.
Nantes, 39, 147, 236, 364, 372, 383, 418, 419, 438, 549.
Naples, 111, 208, 215, 302, 306, 315, 319, 348, 359, 426, 478, 511 ; — dans la seconde coalition, 527, 536-539, 613, 617, 631, 637.
Napoléon, 183, 480, 513, 573, 576, 580, 588, 612, 651. Voir : Bonaparte.
Narbonne (comte de), 235, 239, 240, 245, 246, 250.
Narev (la), 455.
Narino, 617, 649.
« natifs » (les), 101.
« nation », 594 ; — « grande nation », 158, 497.
nationalisation, 410, 607.
nationalisme, 424, 632-633.
nationalités, 85-87, 218, 651.
navigation, 21, 35 ; — ses progrès, 4.
Necker, — avant la réunion des Etats généraux, 11, 13, 59, 79, 107, 114, 116, 119 ; — et le doublement, 121-123 ; — et les Etats généraux, 127-133 ; — après les Etats généraux, 135, 136, 141, 143, 150, 151, 155, 178.
Nedjd, 528.
Neerwinden, 314, 316, 346.
« négatifs » (les), 101, 207.
nègres. Voir : esclavage, traite des noirs.
« négriers », 11, 26.
Nelson, 320, 321, 511, 514, 515, 529, 536, 549, 617, 635.
néo-jacobins, 503, 609.
Nénadovitch, 528.
Népal, 19.
neutres, 323, 325, 404, 423-424, 461-463, 512, 513, 640.
Nevers, 377.
Newton, 70.
Nguyen-Anh, 18, 647.
Nice, 280, 293, 295, 297, 360, 444, 445, 481.
Nicholson, 626.
Nicolai, 205.
Niebuhr, 205.
Nièmen, 448.
Nieuport, 425.

Nièvre, 372.
Niger, 18, 646.
Nil, 515, 516.
Nîmes, 16, 144, 160, 257, 442.
Niort, 348, 365.
« niveleurs » (les), 298.
Nivelle (la), 316.
Nizam (le), 9, 646, 647.
Noailles (vicomte de), 149.
nobilité des terres, 183.
noblesse, — en 1789, 2, 19, 50-52, 64, 80, 100, 107, 119, 121, 123 ; — aux Etats généraux, 129, 130, 131, 132 ; — 148, 195, 205, 206, 231, 418, 420 ; — après la Révolution, 556, 558, 560, 572, 597, 652 ; — noblesse commerçante, 50 ; — de robe, 51, 61 ; — municipale ou de cloche, 51 ; — en Angleterre, 61, 97.
Noël, 246, 299, 300.
Noirmoutier, 348, 383.
« noirs » (les), 159, 160, 197, 231, 232, 525.
Nolf (le curé), 219.
Nootka Sund, 4, 223.
Nord (département du), 279, 281, 307, 308, 372, 373.
Norinaga Motoori. Voir : Motoori.
Normandie, 125, 144, 147, 357, 358, 365, 372 ; — (Haute-), 40.
Norvège, 25, 332.
Norwich, 298, 336.
notables, 2, 55, 108, 115-116, 117, 122, 129, 146, 170, 172, 352, 369, 453, 456, 516, 566, 574, 599, 608, 651.
Notaires, 54, 175, 561.
Nouveau-Brunswick, 646.
« nouveaux riches », 564, 600.
Nouvelle-Angleterre, 14.
Nouvelle-Ecosse, 646.
Nouvelle Héloïse (La), 81.
Nouvelle-Orléans (La), 9.
nouvellistes, 236, 595, 600.
Novalis, 629, 630.
Novi, 536, 545.
Novikov, 204, 332, 617.
Noyon, 253.
nuit du 4 août, 148-149, 555.
numéraire, 179, 293, 296, 324, 326, 351, 375, 439, 470, 474, 475, 489, 504, 506, 532, 598. Voir : change, monnaie.
Nuñez, 200, 217, 232.
Nuremberg, 530, 537.

O

Observatoire (l'), 584.
Ocariz, 291.
Occident, 6, 7, 13, 15, 19, 20, 26, 28, 32, 42, 47, 56, 60, 91, 111, 204, 326.

occultisme, 66, 628.
 « ochlocratie », 212.
 Ochs, 207, 522, 523.
 Ockamistes, 75.
 O'Connor, 510.
 octrois, 136, 145, 160, 507, 561, 586, 602.
 Oder, 312.
 officialités, 79, 107.
 offices, 51, 150, 179.
 officiers, 54, 55, 81, 82, 91, 92, 107, 108 ; — (bas), 140, 587 ; — (sous-), 157 ; — ministériels, 577 ; — municipaux, 174.
Offrande à la Liberté (l'), 595.
 Ogé, 194.
 Oglio (l'), 486.
 O'Higgins, 649.
 Ohio, 4, 104, 648.
 Oise (l'), 253 ; — (département de l'), 372, 376.
 Olavide, 78, 333, 649.
 oléagineux, 31, 605.
 Oléron (île d'), 500.
 oligarchie, 76, 100, 614, 615.
open-field, 34.
 opéra, 84.
 opium, 11, 12.
 or, 10, 27, 252, 326, 489, 642.
 Orange, 414, 419, 442 ; — (maison d'), 519.
 Orangistes (les), 339, 546.
 Orangerie (de Saint-Cloud), 552.
 ordre corporatif, 47, 602. Voir : organisation corporative.
 ordre linéaire, 274, 275, 397.
 ordres, 47, 126, 132, 133, 148, 555 ; — leur suppression, 555-560.
 ordres religieux, 188, 556 ; — leur suppression, 265, 556.
 organicisme, 87.
 organisation corporative de la société, 47 ; — sa destruction, 555-564.
 organisation judiciaire, 175, 576-578.
 Orient, 514 ; — (question d'), 111, 515 ; — Extrême-, 11, 21, 647 ; — (Grand-) de France, 121, 202.
 Orléanais, 388, 419.
 orléanisme, 349.
 Orléans, 38, 344, 352, 406.
 Orléans (duc d'), 118, 121, 140, 141, 151, 153, 155, 230, 231, 237, 290, 543. Voir : Philippe-Egalité.
 Orne (département de l'), 355, 358.
 Osaka, 20.
 Osmanlis (les), 18.
 Osselin, 379.
 Ossian, 83, 595.
 Ostermann, 282.

otages, 263, 355 ; — (loi des), 542, 545, 547.
 Otchakov, 221, 225.
 Oude, 9.
 Ouest (territoire de l'), 104.
 Oural, 42.
 Ourthe (l'), 426.
 Outamaro, 20.
 Overberg, 631.
 Ouvrard, 475, 505, 600, 602.
 Owen (Robert), 643.
 P
 Pache, 246, 287, 289, 343, 345, 353, 354, 388.
 Pacifique (océan), 223, 648.
 « pacte de famille », 111, 220 ; — « de famine », 136.
 Pacy-sur-Eure, 358.
 Padoue, 232.
 pain, 135, 136, 144, 151, 152, 298, 371, 386, 388, 405, 408, 532, 644 ; — d'amalgame, 326 ; — de l'égalité », 405. Voir : boulangerie, grains, mouture.
 Paine (Thomas), 103, 208, 212, 298, 300, 336, 596, 623, 626.
 Pajou, 596.
 Palais royal, 140, 141, 195 ; — Palais-Egalité, 435.
 Palatinat, 206, 317, 318, 380, 407, 425, 455, 483.
 Palerme, 333.
 Paley, 76.
 Pallas, 626.
 Palmer, 336.
 Pamiers, 144, 215.
 pampa (la), 10.
 Panine, 618, 637.
 panthéisme, 625.
 Panthéon (le), 435, 436, 592 ; — (club du), 469.
 Paoli, 321, 342, 358, 427, 480.
 papauté, 79, 91, 213, 472, 520. Voir : Pie VI.
 pape (le). Voir : Pie VI.
 papier-monnaie, 104, 178, 332, 375, 470. Voir : assignats, inflation.
 Paraguay, 12.
 Parandier, 423.
 paratonnerre, 70.
 Parini, 208.
 Parish, 27, 342, 645.
 Parker, 490.
 Parlement (anglais), 97, 216, 298, 301, 336, 337, 338, 490.
 parlementarisme, 99.
 Parlements (les, — en France), 81, 82, 116, 117-119, 131, 132, 160, 172, 175.

- Parme, 111, 302, 482.
 « parquet » (le), 577.
 Parthenay, 348.
 particularisme, 87, 108, 173, 213, 286. Voir : autonomie.
 Pascalis, 160, 161.
 Pas-de-Calais (département du), 300.
 Pasqualis, 68.
 Passariano, 495, 496.
 passifs (citoyens), 125, 158, 170, 172, 197, 252.
 Pastoret, 513.
 Pastrengo, 534.
 Pasvan Oglou, 528.
 patente, 177, 578, 579.
 paternalisme, 69, 196, 338.
 patois, 590-591.
patria potestas, 562.
 patriciat, patriciens, 1, 100, 101.
 « patrie », 594 ; — en danger, 256.
 patriote (le parti), 120-121, 150, 153.
Patriote français (Le), 155, 237.
 patriotes (les), 143, 154, 157, 161, 162 ; — « patriotes de 89 », 436.
 « patrouillotisme », 160.
 pâture (vaine), 31, 34, 146, 183, 605.
 Paul I^{er}, 483, 508, 527-530, 536, 617, 618, 631, 635, 637.
Paul et Virginie, 84, 595.
 Paulée, 505.
 Paulo (comte de), 544.
 pauvres (taxe des), 64. Voir : *poor tax*.
 Pavie, 482.
 Payan (Joseph), 358.
 Pays-Bas, — avant la déclaration de guerre, 26, 58, 64, 209, 215, 219, 222, 223, 241 ; — jusqu'au traité de La Haye, 271, 273, 274, 278, 281, 294, 308, 309, 310, 312, 313, 315, 317, 318, 323, 324, 326, 328, 329 ; — après le traité de La Haye, 448, 450, 455, 523, 531, 536, 537, 612, 632, 638. Voir : Belgique, Hollande.
 pays basque, 58.
 « pays d'élections », 107 ; — « pays d'Etats », 107.
 « pays légal », 458.
 paysans, 2, 19, 20, 23, 31, 44, 45, 47, 53, 57-60, 93, 115, 124, 125, 127, 135, 136, 146, 165, 205, 411, 439, 563, 600-601.
 péages, 39, 107, 182, 184, 561, 589.
 pêche (droit de), 184.
peep of day boys, 298.
 peinture, 20, 84, 596.
 Pékin, 19, 647.
 « pékins » (les), 491.
 « pèlerins de la liberté », 203.
 Pellenc, 244.
 Pennsylvanie, 15, 620.
 péons (les), 10.
 Perche, 253.
Père Duchesne (Le), 353.
 « Père Duchesne », (le) 388. Voir Hébert.
 Pereira, 378, 387.
 « péréquation » fiscale, 177.
 Périer, 40, 400, 401, 599 ; — Périer dit Milord, 599.
 Pérignon, 426.
 Périgord, 159.
 Périn, 647.
 permanence des corps administratifs, 257, 352, 371.
permanent settlement, 647.
 Pérou, 13.
 « perpétuels » (les), 476, 503, 610.
 Perpignan, 317, 360.
 Perregaux, 323, 362, 400, 439, 543, 599.
 Perse, 18, 647 ; — Perse chiite, 17.
 Petiet, 477.
 Pétion, 235, 255, 257, 258, 285, 352, 358, 370.
 pétitions collectives, 169, 197.
 Petitjean (le curé), 266.
 « peuple » (le), 55, 136, 561, 566, 599, 606.
 « peur », 64, 137, 140, 141, 161, 258, 348, 353 ; — la Grande peur, 146-148, 229, 393 ; — « peur sociale », 503.
 Philadelphie, 105.
 philanthropie, 44, 62.
 Philipp, 646.
 Philippe d'Orléans. Voir : Orléans (duc d').
 Philippe-Egalité, 290, 349, 370. Voir : Orléans (duc d').
 Philippeaux (émigré), 516.
 Philippeaux, 350, 365, 384, 386, 387.
 Philippines, 19.
 philosophes (les), 12, 70, 71, 73, 79, 80, 81, 86, 93, 163, 187.
 physiocratie, 41, 69.
 physiologie, 70 ; — expérimentale, 627.
 physique, 69, 593, 629.
 piano, 84.
 Picardie, 137.
 Pichegru, 382, 425, 426, 443, 454, 455, 476, 477, 493, 494.
 Pie VI, 49, 149, 188-191, 214, 216, 218, 242, 265, 330, 472, 482, 486, 520, 530, 572, 631.
 Piémont, 58, 333, 359, 480, 496, 520, 521, 525, 526, 529, 532, 535, 536.

Index

- Pierre le Grand, 51.
piétisme, 67.
Pigneau de Behaine, 18.
Pigot, 201.
Pillnitz, 225, 236, 242, 244 ; — (déclaration de), 232-234.
Pindemonte, 208, 233.
pine (pin blanc d'Amérique), 320.
Pinel, 592.
Pistoia, 49, 208.
Pitt, — jusqu'à l'entrée en guerre de l'Angleterre, 11, 12, 15, 16, 26, 28, 44, 86, 97, 98, 99, 110, 111, 208, 211, 220, 222, 225, 272 ; — pendant la première coalition, 297-301, 306-309, 310, 311, 313, 314, 315, 317, 318, 319, 321, 322, 323, 326, 327, 328, 330, 336, 338, 339, 342, 362, 400, 420, 450, 451, 462, 484, 487-490, 508-511 ; — pendant la seconde coalition, 530, 532, 612, 615, 617, 618, 622, 631, 632, 633, 637, 645, 649.
Pixérécourt, 595.
Place (le tailleur), 336.
place de Grève ; — de la Révolution ; — Royale. Voir : Grève, Révolution, Royale.
Plaine (la), 289, 344, 349, 350, 352, 429, 430, 431, 433, 434, 435, 436, 441, 442, 443, 450, 453, 454.
Plaisance, 481.
« plan de Lyon », 160 ; — « plan du Languedoc », 160.
plantations, 10, 12, 28, 33, 43, 192.
planteurs, 13, 15, 104, 322, 642, 648, 650.
plébiscite, 366, 452.
Ploërmel, 159.
Plutarque, 80, 85.
Pô (le), 481 ; — (plaine du), 60.
poésie épique, 84 ; — légère, 83.
poids et mesures, 81, 108, 590.
Pointe (Noël), 401.
Poissonnière (section), 264.
Poitou, 147, 160, 347.
Polastron (Mme de), 214.
Pologne, 25, 38, 60, 87, 94, 203, 222, 225, 226, 232, 234, 242, 243, 244 ; — l'invasion, 269-271 ; — le second partage, 281-282 ; — le troisième partage, 305, 308, 309-313 ; — 318, 326, 381, 424, 446, 447, 449, 462, 487, 619, 631, 632, 638.
pomme de terre, 41, 413, 605.
Pompéi, 44, 84.
« pompons blancs » (les), 194 ; — « rouges » (les), 194.
Pondichéry, 18.
Poniatowski. Voir : Stanislas Ponia-towski.
Ponthieu, 403.
Pontivy, 157.
poor tax, 644. Voir : pauvres (taxe des).
Ponts et Chaussées, 39.
population du globe, 28, 43, 63, 627 ; — population parisienne, 52.
Porcher, 610.
Porrentruy, 250.
Portalis, 632.
Port-au-Prince, 236, 322, 427.
portes et fenêtres (impôt des), 505, 579.
Portland, 299.
ports francs, 182 ; — ports hanséates. Voir : hanséates.
Portsmouth, 328.
Portugal, 7, 27, 25, 28, 39, 90, 200, 203, 213, 306, 313, 319, 490, 519.
Posen, 222, 282.
Posnanie, 312.
Posselt, 335.
potasse, 25, 399.
Potemkine, 220.
Potocki, — (Félix), 243 ; — (Jean), 225 ; — (Stanilas), 225.
Potosi, 10.
Potsdam, 225, 242, 271.
poudres, 182, 399, 400, 402. Voir : salpêtres.
Poullain-Grandprey, 540.
Poulo-Condor, 18.
« pourris » (les), 309, 385.
pouvoir, — constituant, 125, 133 ; — exécutif, 131 ; — judiciaire, 171, 172 ; — législatif, 171 ; — réglementaire, 171, 459, 568.
Pozzo di Borgo, 342, 480.
Praga, 312.
pragmatisme, 592, 627.
Prague, 269.
prairial (loi de), 420-421.
« prairialisés » (les), 543, 544.
prairies artificielles, 183, 605.
pratique des sacrements, 571.
preachers, 632.
Précy, 358, 382.
« prérogative » royale, 97.
presbytéranisme, 632.
« presse » (des matelots), 61, 329, 337, 616.
presse hydraulique, 643.
presse (liberté de la), 165, 458. Voir : journaux.
prêt à intérêt, 181 ; — prêts hypothécaires, 562.
prêtres. Voir : clergé, assermentés, réfractaires ; — les « bons prêtres », 191.

Price, 207, 208.
 Priestley, 208, 626, 632.
 Prieur de la Côte-d'Or, 284, 362, 394, 401, 430, 442.
 Prieur de la Marne, 362, 430.
 Prince-Édouard (île du), 646.
 princes possessionnés, 241.
 principes de 1789, 163, 197, 572, 651.
 Voir : Déclaration des droits.
 privilèges, 2, 14 ; — (abolition des), 148, 165, 166, 209, 296, 564.
 prix, 23, 28, 326, 338, 351, 367, 374, 439, 469, 474, 479, 506, 532, 598, 602, 641, 642, 643 ; — « juste prix », 67. Voir : maximum, taxation.
 procédure criminelle (réforme de la), 169, 577 ; — procédure écrite, 169.
 procès de Louis XVI, 287-291.
 professions libérales, 561, 599, 604.
 progrès 45, 73, 74, 77, 581, 594, 621, 627.
 prohibition, 26, 182, 513.
 prolétaires, prolétariat, 62-64, 101, 105, 125, 136, 153, 160, 183, 185, 196, 298, 409, 412, 532, 567, 602, 607, 621.
 Proli, 378, 387.
 propagande, 168, 200, 307, 334, 513, 518, 595 ; — (guerre de), 292-295.
 « propriétaire », 598.
 propriété, 81, 166, 184, 266, 350, 357, 409, 456, 471, 624 ; — bâtie, 563 ; — foncière, 19, 20, 60, 61, 94, 104, 170, 183, 266, 557, 598.
 protection douanière, protectionnisme, 26, 40, 41, 635.
 protestants, 79, 126, 569, 631.
 Provera, 485.
 Provence, 123, 137, 252, 315, 355, 357, 372, 382, 419, 454, 472 ; — (comte de), 237, 308, 442.
 Provinces-Unies, 11, 53, 100, 221.
 Voir : Hollande.
 Prud'hon, 597.
 Prusse, — avant l'entrée en guerre, 25, 42, 68, 76, 77, 91, 92, 94, 95, 106, 111, 205, 206, 210, 212, 214, 219, 221-225, 232, 234, 242-244 ; — jusqu'au traité de Bâle, 249, 270, 273, 275, 277, 280, 281, 282, 306-311, 326, 329, 330, 346, 359, 424, 428, 444, 446-449 ; — après le traité de Bâle, 454, 455, 461, 462, 464, 483, 496, 508, 524, 530, 531, 614, 618, 637, 640.
 « Prytanée français », 507.
 psychologie, — expérimentale, 71, 592 ; — pathologique, 592.
 Puisaye (de), 451.

Pundjab, 647.
 Punkation d'Ems, 49.
 puritains, puritanisme, 15, 98.
 Pyramides (les), 515.
 Pyrénées, 147, 214, 316, 317, 360, 425 ; — Orientales, 382, 426.

Q

Quakers, 12.
 Quatre-Nations (section des), 377.
 Queich (la), 316, 455.
 Quercy, 159, 252.
 question, — « intentionnelle », 434 ; — préalable, 118 ; — préparatoire, 118.
 Quiberon, 321, 328, 450, 451-452, 455, 463.
 Quinze-Vingts (section des), 258.

R

Rabaut Saint-Étienne, 370.
 Radcliffe, 643 ; — (Anne), 628.
 radicaux anglais, 207-208.
 Raditche, 204, 332, 617.
 Radom, 448.
 Radziwill (prince), 204.
 Raglawice, 311.
 Raisme, 359.
 Raison (culte, fête de la). Voir : culte, fête.
 Rambouillet, 152.
 Ramel, 468, 477, 501, 505, 563.
 Randget Singh, 647.
 Ransonnet, 206.
 Rapinat, 522, 523, 525, 526, 541.
 Rastatt, 496 ; — (congrès de), 523-524, 526, 530.
 rationalisme, 29, 65, 69, 75, 76, 77, 83, 571, 591, 593, 612, 626, 627, 628.
 rationnement, 405-406.
 Rauracie (république de), 297.
 Raynal (abbé), 12.
 « rayon constitutionnel », 493, 494.
 Razoumovski, 483.
 Ré (île de), 500.
 réaction, — aristocratique, 107 ; — défensive, 140, 141, 161, 252, 258 ; — nobiliaire, 108 ; — seigneuriale, 109, 146 ; — thermidorienne, 433-437.
 Rebmman, 335, 617, 624.
 Récamier, 506, 599 ; — (Mme), 602.
 recherche scientifique, 582.
 recrutement, 274, 328-329, 341, 346, 347, 532-533. Voir : armée, levée en masse.
 « reculement des barrières », 182, 589.

redevances réelles, 59, 184 ; — seigneuriales, 91, 137, 159, 166, 176, 265, 601. Voir : droits seigneuriaux.
Redon, 159, 389.
Reeves, 300.
référéndum, 170, 356, 457.
réfractaires (prêtres), 191, 229, 236, 237, 238, 251, 254, 255, 262, 265, 307, 347, 352, 357, 428, 436, 437, 473, 570, 571, 591.
réfugiés politiques, 201, 210, 235, 238.
« régent » (le diamant), 474.
régicides (les), 609.
régime constitutionnel, 155, 614 ; — parlementaire, 97, 155, 566 ; — représentatif, 345, 575 ; — seigneurial, 14, 132, 148, 212.
régiment de Flandres (le), 151, 152.
réglementation économique, 26, 30, 31, 40, 41, 126, 145, 181, 253, 266, 285, 287, 344, 375, 393, 403, 408, 411, 460, 474 ; — de la culture, 58, 59, 605.
Rehberg, 212, 627.
Reichard (Ottokar), 212.
Reichardt, 206, 335.
Reichenbach, 224, 226.
Reid, 72.
relativité des droits, 164.
religion nationale, 571 ; — naturelle, 71, 79, 592.
remembrement, 34, 94, 183, 605, 617, 619.
remplacement, 588.
Renaissance (la), 3, 82, 625.
Renault (Cécile), 420.
Rennes, 123, 144.
rentes, 178, 184 ; — foncières, 608 ; — rentiers, 598.
représentants en mission, 261, 346, 349, 360, 365, 366, 371, 372, 373, 379, 389, 390, 391, 395, 434, 435.
« républicains » (aux États-Unis), 621.
République (établissement de la), 283-284.
républiques-sœurs, 295, 505, 518, 526, 550 ; — batave, 445, 496, 519, 524, 613 ; — cisalpine, 487, 496, 520, 525 ; — cispadane, 483, 485, 487 ; — cisrhénane, 495 ; — helvétique, 523, 613 ; — ligurienne, 487 ; — parthénopéenne, 529 ; — romaine, 516, 520, 521, 525, 527, 529.
réquisitionnaires, 394, 443, 491, 588.
réquisitions, 136, 266, 267, 288, 292, 323, 332, 349, 360, 367, 368, 372, 375, 380, 402, 405, 412, 439, 440, 452, 543, 561, 607.

« rescriptions », 177, 580 ; — « rescriptions bataves », 474.
réserve trentenaire, 557.
résistance à l'oppression, 166, 176.
Résultat du Conseil (le), 123.
rétroactivité des lois, 578.
Reubell, — avant le Directoire, 369, 446, 449, 450 ; — sous le Directoire, 464, 466, 477, 487, 495, 497, 502, 522, 540.
réunion de fermes, 59.
Réunion (île de la). Voir : Mascareignes.
Reuss (la), 535, 546.
« réveil », 48.
Réveil du peuple (Le), 435, 452, 597.
Réveillon, 136.
Reventlow, 632.
révisionnistes (les), 548-551.
révolte agraire, 137, 146, 159.
Révolution anglaise de 1688, 73, 212 ; — américaine, 102.
Révolution (place de la), 291.
révolution économique en Angleterre, 32-36 ; — industrielle, 22, 34, 643 ; — municipale, 143-145.
Révolutions de Paris (Les), 157.
Rhénanie, — jusqu'au traité de Bâle, 58, 207, 273, 292, 295, 297, 340, 446 ; — après le traité de Bâle, 455, 464, 466, 485, 486, 487, 490, 495, 523, 524, 613, 640.
Rhigas, 528.
Rhin (le), 60, 206, 274, 280, 293, 294, 295, 311, 316, 317, 318, 426, 443, 445, 446, 450, 454, 455, 483, 484, 486, 487, 534, 535, 545, 546 ; — (rive gauche du), 239, 346, 444, 496, 523, 524, 638.
Rhin (Haut, département du), 455.
Rhône (le), 252.
Ricardos, 310, 317.
Ricci (Scipion), 49, 208.
Richard et Lenoir, 605.
Richardson, 83.
Richelieu, 294, 295, 371.
richérisme (le), 49.
Richmond, 320, 328.
Richter (Jean-Paul), 205, 335.
Riem (pasteur), 614.
Riom, 125.
Ripault, 402.
Risorgimento, 78.
Ritter, 628.
Rivaud, 512.
Rivarol, 159.
Rivoli, 485, 534.
Roberjot, 531.
Robert, 196.

Robespierre (Maximilien). — à l'Assemblée constituante, 56, 125, 158, 161, 195, 197, 230, 231; — pendant l'Assemblée législative, 235, 238, 240, 241, 246, 256-259, 264, 267; — à la Convention, 283, 285, 288, 289, 290, 294, 296, 301, 336, 344, 346, 349-353, 355, 356, 361, 362; — au Comité de salut public, 363-366, 368, 369, 378-380, 382, 384-390, 397, 404, 409, 412, 413, 414, 420, 421, 424, 426; — au 9 thermidor, 428-432; — 433, 435, 501, 503, 540, 559, 583, 592, 621, 625, 633.

Robespierre (Augustin), 386, 431.

robesspierristes (les), 411, 412, 432.

Robinson, 622.

Rocheuses (les), 4.

Rodriguez, 14, 617, 649.

Roederer, 258, 550.

Roër (la), 281, 315, 316, 345, 426.

Roëttiers de Montaleau, 501.

Roger-Ducos, 540, 552.

Roland, 120, 207, 235, 246, 253, 254, 255, 261, 267, 286-290, 343, 390; — (Mme), 79, 201, 235, 246, 267, 285, 286, 289, 302, 370.

« rolandins » (les), 288.

Roll (baron de), 217.

Rollin, 327.

Romagne, 333.

romantisme, 627, 629, 630.

Rome, 42, 210, 214, 333, 482, 486, 497, 520, 523, 524, 526, 529, 613, 617, 631. Voir : États pontificaux, Pie VI, République romaine.

Romilly, 401.

Romme, 201, 284, 377, 401, 438.

rônin (le), 20.

Ronsin, 348, 365, 368, 371, 383, 384, 386, 387.

Rosas, 476.

Rose-Croix (les), 68, 95.

Rosenberg, 546.

Rossignol, 348, 365, 369.

Rostoptchine, 618, 637.

Rothschild, 27; — Meyer Amschel, 639; — Nathan, 639.

roturiers (les), 120, 556.

Rouen, 255, 401, 543.

« rouenneries », 40.

Rougé, 544.

Rouget de Lisle, 251, 257, 597. Voir : *Marseillaise (La)*.

Roumanie, 204.

Rousseau, 14, 72, 77, 79, 81, 83, 205, 237, 409, 413, 593, 621, 624, 625, 628.

Roussillon, 316.

Roux (Jacques), 253, 344, 361, 369, 386, 432.

Rovère, 372, 435.

Royale (place), 401.

Royaume-Uni, 336.

Royer-Collard, 476.

Royou (abbé), 159.

Royrand, 347.

Rudler, 524.

Ruelle, 401.

Ruffo (cardinal), 536.

Rügen (île de), 206.

Ruhl, 294.

Ruhr (la), 42.

Ruines (les), 592.

Rumford, 626.

Russie, 4, 18, 21, 25, 38, 49, 60, 90, 91, 93, 94, 106, 200, 201, 204, 222, 223, 225, 226, 233, 234, 242, 272, 280, 294, 306-309, 313, 448, 450, 455, 483, 515, 518, 527, 640; — blanche, 282; — (Petite), 618.

Rzewuski, 242.

S

Saavedra, 519, 631.

Sabines (les), 596.

sacrements (pratique des), 571.

Sadanobou, 20.

Saint-Antoine (faubourg), 136, 142, 151, 258, 351, 422, 441.

Saint-Brieuc, 549.

Saint-Cloud, 160, 191, 551, 552.

Saint-Denis, 366.

Saint-Domingue, 13, 192, 193, 236, 322, 427, 449, 450, 512, 650.

Saint-Empire. Voir : Empire.

Saint-Etienne, 399, 442.

Saint-Gall, 334.

Saint-Gaudens, 185.

Saint-Germain (abbaye de). Voir : Abbaye (l').

Saint-Gothard, 535, 536, 546.

Saint-Honoré (rue), 141, 430, 436.

Saint-Jean-d'Acre, 516.

Saint-Jean d'Ecosse, 202.

Saint-Just, — à la Convention, 283, 284, 288; — au Comité de salut public, 355, 361, 362, 363, 370, 373, 375, 382, 386, 387, 390, 391, 395, 396, 398, 400, 411, 419, 421, 425; — au 9 thermidor, 428-432; — 591, 621.

Saint-Lazare, 141, 422.

Saint-Louis (en Alsace), 403.

Saint-Malo, 387.

Saint-Marc (l'assemblée de, à Saint-Domingue), 193, 194.

Saint-Martin, 68, 594.

- Saint-Nicolas-des-Champs, 253.
 Saint-Pétersbourg, 207, 222, 225, 243, 272, 447.
 Saint-Pierre (à la Martinique), 193.
 Saint-Pierre-et-Miquelon, 427.
 Saint-Pol, 414, 417, 418.
 Saint-Priest, 131, 152, 229.
 Saint-Sébastien, 426.
 Saint-Siège, 49, 631. Voir : papauté.
 Saint-Simon (duc de), 107; — (comte de), 607.
 Saint-Sulpice, 265, 442.
 Saint-Vincent (cap), 484. Voir : Jervis.
 « Sainte-Alliance », 612.
 Sainte-Foy, 246.
 Sainte-Lucie (île de), 9, 322, 427, 511.
 Sainte-Menehould, 229, 278.
 Sakhalin, 647.
 salaires, 63, 136, 179, 253, 288, 332, 338, 342, 374, 399, 407, 439, 561, 602, 603, 604, 607.
 salariat, salariés, 10, 135, 186, 196, 407.
 Saliceti, 479, 483.
 Salon (le), 561; — « français » (club du), 160.
 salons, 44, 83, 602.
 salpêtre, 11, 12, 182, 399, 400, 401, 584. Voir : poudres.
 Salpêtrière (la), 264, 592.
 Saluces, 333.
 Sambre (la), 318, 381.
 « Sambre-et-Meuse », 426. Voir : armée.
samourai, 20.
 San-Francisco, 8.
 San-Michele, 481.
 sanction royale, 133.
 Sandomir, 447, 448.
 « sangs-mêlés », 10. Voir : hommes de couleur.
 sans-culottes, — avant le 10 août 1792, 145, 252, 253; — du 10 août 1792 au 2 juin 1793, 257, 268, 281, 285, 286, 289, 290, 292, 303, 343, 344, 345, 348, 350-352; — du 2 juin 1793 au 9 thermidor, 355, 356, 360, 361, 366, 368, 369, 373, 375, 376, 380, 386, 387, 392, 393, 396, 402, 404, 406, 407, 408, 409, 413, 415, 418, 419, 420, 428, 429; — sous la réaction thermidorienne, 433, 436, 440, 450, 452; — sous le Directoire, 477, 503, 512; — 559, 565, 566, 567, 570, 572, 607.
 sans-culottisme, 595.
 Sans-Souci (château de), 276.
 santé (service de), 274.
 Santerre, 348, 360, 365, 383.
 Saône (Haute-, département de la), 358.
 Saône-et-Loire (département de), 357.
 Saorgio, 480.
 Saoud, 17.
 Sapinaud, 347.
 Sardaigne, 91, 213, 214, 216, 249, 272, 280, 306, 307, 334, 462, 481, 521, 529, 536, 637.
 Sarre, 382.
 Sarthe (département de la), 466.
 Saumur, 348, 358.
 sauvage (le bon), 79.
 Savenay, 383.
 Savoie, 202, 207, 249, 280, 293, 295, 297, 300, 317, 360, 382, 388, 444, 445.
 savon, 253, 343, 360, 361, 406.
 Saxe, 42, 195, 206, 225, 311, 335, 644.
 Saxe-Teschen (duc de), 277, 281.
 Scandinaves, Scandinavie, 25, 87, 303, 325, 401, 423, 461.
 Scarpe (la), 316.
 Schauenbourg, 522.
 Schelling, 629.
 Schérer, 481, 505, 526, 534, 539, 542.
 Schiller, 84, 205, 335, 625, 629.
 schisme, 194, 346, 473, 523, 572.
 Schlegel (Auguste), 629; — (Frédéric), 629.
 Schleiermacher, 630, 631.
 Schlözer, 205, 212.
 Schneider (Euloge), 201, 249, 373.
 Schön, 618.
 Schönbornbust, 214.
 Schrötter, 618.
 Schubart, 92.
 Schulenburg, 271, 272.
 Schwytz, 523.
 sciences, 593; — « des mœurs », 71, 592; — expérimentales, 592; — morales et politiques, 585.
 sculpture, 630.
sea island (le coton), 10, 644.
 « séance royale », 117, 131.
 secours mutuels (sociétés de), 64, 602.
 sectionnaires (les), 286.
 sections parisiennes, — organisation, 158; — avant le 9 thermidor, 264, 351, 352, 353, 354, 366, 370, 371, 377; — après le 9 thermidor, 435, 440, 441, 567. Voir : Bon Conseil, Gravilliers, Lepeletier, Mauconseil, Poissonnière, Quatre-Nations, Quinze-Vingts, Théâtre français.
 sécularisation, 213, 631.
 sécurité sociale, 412, 607. Voir : assistance.

- Sedaine, 84.
 Sedan, 276, 277, 278, 473.
sedition bill, 621.
 Seguin, 401, 505.
 Ségur, 245.
 Seigneur (le Grand), 17.
 seigneurie (la), 1, 93, 560.
 Seine-Inférieure (département de la), 358.
 sel, 12, 25, 367, 580. Voir : gabelle.
 Sélim III. 528.
 Seltz, 526.
 séminaires, 213.
 Semmering, 486.
 Sénégal, 9, 18, 427, 463.
 Sénonais (le), 185.
 Sensée (la), 316, 359.
 sensualisme, 71.
 séparation, — des pouvoirs, 81, 171, 173, 566; — de l'Eglise et de l'Etat, 238, 439.
 Serbelloni, 520.
 Serbes, 17, 528.
 serfs, 58, 60, 69, 93, 618. Voir : servage.
 Seringapatam, 647.
 serment, — à la Constitution civile du clergé, 190-191; — « petit serment », 265; — de haine à la royauté, 499, 594. Voir : Jeu de paume.
 Sérurier, 481, 535.
 servage, 57, 77, 80, 92, 94, 95, 170, 184, 196, 213, 332, 601, 617, 618. Voir : serfs.
 Servan, 246, 254, 255, 277, 279.
 service militaire obligatoire, 162, 532. Voir : conscription, Jourdan (loi).
 services publics, 572-586.
 servitudes personnelles, 149.
 sextant, 4.
 Sèze (de), 287, 290.
 shah (le), 18.
 Shakespeare, 83.
 Sheffield, 298, 336.
 Sheridan, 84, 99, 207, 301, 327.
 shinto (le), 20.
 Shogoun, shogounat, 20, 21.
 Sibérie, 7, 60, 332, 447.
 Sicard (abbé), 594.
 Sicile, 515, 530, 635.
 Sienna, 520.
 Sierra Leone, 646.
 Sievers, 309, 310.
 Sieyes, — à l'Assemblée constituante, 52, 109, 121, 123, 125, 130, 132, 133, 150, 153, 155, 167, 170; — à la Convention, 285; — pendant la réaction thermidorienne, 446, 449, 450; — sous le Directoire, 468, 499, 501, 502, 530, 536, 540, 542, 543, 544, 545, 550, 551, 552, 559, 568, 606, 621, 624.
 Silésie, 42, 223, 224, 325, 326, 329, 619.
 Simoneau, 253.
 Simons, 469, 479, 505.
 Simplon, 487, 522.
simultaneum (le), 191, 238, 448.
 Sinclair, 643.
 Sindhia, 9.
 Sistova, 224, 232.
 Slater, 645.
 Slesvig, 42, 619.
 Smith (Adam), 71, 75; — (Sidney), 516.
 socialisme, 267, 607, 608.
 société, — britannique, 60-62; — corporative, 560; — d'Ancien Régime, 46-60; — sa destruction en France, 555-564; — la nouvelle société française, 597-603.
 société, — des Amis de la Constitution, 157. Voir : Jacobins; — des Amis des noirs, 12, 193, 237, 650; — des Amis de la paix, 160; — des Amis de l'ordre, 473; — dite « de 89 », 155, 201, 239; — fraternelle « des deux sexes », 195; — en Angleterre, Société de la révolution, 207; Société londonienne de correspondance, 298. Voir : *London society*; — en Ecosse, Société de la constitution et du peuple, 299. Voir : club.
 sociétés fraternelles, — populaires, 195, 196, 252, 370, 371, 372, 373, 375, 388, 391.
 sociétés en commandite, 38; — « générales » (en nom collectif), 38; — par actions, 35-38, 361, 561; — privilégiées, 11.
 sociétés secrètes, 19, 212.
 sociologie, 71, 80.
 soie, soierie, 40, 41, 326.
 Sokoto, 18.
 Sombreuil, 451.
 Somme (la), 309, 310.
 sonate, 84, 630.
 Sonnenfels, 335.
 Sonthonax, 238, 427, 512, 650.
 Soudan, 17, 18.
 Soulavie, 424.
 Soult, 397, 546.
 soumissionnaires (prêtres), 442, 472, 473, 570, 594.
 Southey, 336.
 souveraineté du peuple, 356, 359, 565; — nationale, 130, 145, 149, 170.

- Souvorov, 221, 224, 312, 535, 536, 541, 546, 618, 637.
 Spa, 216.
 Spencer, 320, 328.
 Spielmann, 223, 224, 244, 269, 271, 281, 282, 308, 310.
 Spire, 280, 282.
 spiritualisme, 73.
 Spitafields, 326.
 Spithead, 489.
squatters, 4, 104.
 squires, 61.
 Staël (Mme de), 239, 472, 501, 550, 551, 592, 602.
 Staffa, 334.
 Stahl, 626.
Stände, 47, 531, 615.
 Stanhope, 207.
 Stanislas Poniatowski, 222, 270, 309.
 Stanz, 525.
 « starosties », 619.
 stathouder (le), 100, 118, 221, 300.
 statistes (les), 210, 211.
 statistique, 576.
statutes of labourers, 644.
 Steiger, 424.
 Stein, 618.
 Stenay, 229.
 Sterne, 83.
 Stockholm, 332.
 Stockport, 298, 643.
 Stoffel, 347, 383, 436, 437, 469, 479.
 Stokach, 534.
 Stolberg, 205, 631, 632.
 Strasbourg, 144, 201, 202, 218, 249, 251, 261, 382, 400.
 stratégie, 397, 480, 589.
 Stroganov, 201.
 Struensee, 94, 329, 330, 618.
 Stuarts (les), 75, 97.
Sturm und Drang, 77, 83, 628.
 style Louis XVI, 84.
 subsistances, 181, 266, 371, 399, 488. Voir : maximum, rationnement, taxation.
 « subvention territoriale », 115, 117.
 sucre, 9, 11, 14, 16, 39, 44, 371, 406, 642, 645 ; — (lles à), 322.
 successions (partage égal des), 558.
 Voir : lois successorales.
 Sudermanie (duc de), 272.
 Suède, 25, 47, 94, 200, 216, 222, 225, 232, 249, 272, 325, 359, 423, 531, 637.
 suffrage, — censitaire, 170, 172, 458, 568 ; — universel, 158, 195, 230, 257, 258, 259, 265, 355, 453, 457, 566, 568, 621.
 Suisse, 25, 42, 85, 101, 152, 200, 204, 206, 207, 237, 249, 259, 292, 303, 323, 324, 334, 404, 423, 424, 441, 445 ; — à l'époque du Directoire, 461, 487, 496, 497, 509 ; — l'expansion révolutionnaire, 518, 521-523, 525, 526, 534, 536, 537, 539 ; — 609, 633, 640, 641.
 Suleau, 159.
 Sund (le), 25.
 Surcouf, 398.
 suspects, 254, 262, 266, 343, 348, 353, 366, 372, 391, 411, 414, 417, 422, 434 ; — (loi des), 368 ; — suspicion, 415. Voir : biens des suspects.
 Swedenborg, 68.
 Sydney, 646.
 symphonie, 84.
 synodes provinciaux, 189.
 Syrie, 111, 516, 528.
 système décimal, 590 ; — métrique, 457, 590.
Système du monde de Laplace, 593.
szlachta, 204.
- T
- tabac, 10, 44, 182, 367, 580.
 Tabago, 9, 245, 322.
 Taboureau, 344.
 tactique, 275, 278, 397, 588.
 Tagliamento (le), 486.
 taille, 59, 116, 138.
 Taillefer, 372.
 Taine, 163, 560.
 Talleyrand, 44, 86, 108, 121 ; — à l'Assemblée constituante, 158, 179, 186, 191, 220 ; — sous l'Assemblée législative, 245, 249 ; — sous le Directoire, 475, 477, 490, 495, 501, 502, 512, 513, 514, 515, 522, 523, 551, 561, 582, 620.
 Tallien, — avant le 9 thermidor, 372, 373, 386, 392, 419, 429 ; — après le 9 thermidor, 435, 602.
 Talon, 196.
 Tamise (la), 294.
 Tanaro (le), 481.
 Tanouma, 20.
 Tarascon, 442.
 Tarentaise, 316.
 Target, 24, 143.
 Targovitz, 243, 270.
 tarif douanier, 105. Voir : douanes.
 Tarvis (le), 472.
 Tatares (les), 18.
 Tate, 484, 489.
 Tauentzien, 448.
 « taupe de la Révolution » (la, — Sieyès), 540.
 taxation, — avant la Révolution, 26, 126 ; — avant le 9 thermidor, 136, 183, 253, 266, 267, 268, 286, 288,

- 343, 344, 351, 368, 371, 374, 375, 401, 402; — après le 9 thermidor, 452, 561.
- taxe des pauvres, 64; — taxes révolutionnaires, 372, 374, 391.
- Tay-Son, 18.
- Tech (le), 382.
- télégraphe optique, 400.
- Temple (le), 259, 442.
- Tennessee, 648.
- Tenno (le), 20.
- tenure conventionnière, 608.
- Ternaux, 605.
- terrage, 89.
- Terre ferme, 486.
- terres, — « noires », 18; — vaines, 557.
- Terreur, 285, 287, 289, 332, 352, 360, 368, 372, 390, 391, 393, 402, 406, 413, 435, 566; — « tricolore », 231; — (la première), 261-268; — (la « Grande »), 421-422; — blanche, 433, 436, 437, 441-442, 454, 472, 598, 617; — directoriale, 498-501.
- Teschen, 111.
- Tessin (le), 481.
- test, 98, 211, 298.
- Thaër, 42.
- théâtre, 83, 595.
- Théâtre-Français (section du), 257.
- Thelwall, 337.
- théocratie, 592.
- théophilanthropie, 473, 501, 592.
- Théot (Catherine), 431, 594.
- Thiérache, 161.
- Thierry de Ville-d'Avray, 256.
- Thiers, 403.
- Thionville, 277.
- Thorild, 332.
- Thorn, 222, 224, 282.
- Thouars, 348.
- Thouret, 125, 173.
- Thugut, — jusqu'au traité de Campoformio, 310, 311, 312, 314, 316, 318, 327, 330, 335, 346, 447, 450, 455, 462, 463, 484, 485, 486, 487, 490; — après le traité de Campoformio, 495, 496, 524, 526, 527, 530, 531, 534, 536, 537, 546, 637, 638.
- Thuriot, 362, 369, 378.
- Thurlow, 299.
- Tibet, 19.
- Tibre (le), 529.
- Tieck, 629.
- tiers consolidé (le), 505.
- Tiers Etat, — avant la réunion des Etats généraux, 2, 41, 47, 53, 64, 80, 96, 114, 120-126; — pendant les Etats généraux, 128, 129, 130, 132, 133; — 136, 138, 148, 153, 160, 168, 195, 197, 361, 363, 381, 392, 393, 407, 418, 428, 456; — le Tiers et les résultats de la Révolution, 561, 562, 566, 587, 589, 600, 606, 608, 612.
- tiers parti (le), 289.
- « timars », 17.
- timbre (droit de), 117, 579.
- Tippou Sahib, 9, 515, 646, 647.
- Tiradentes, 13.
- Tirol, 483, 534.
- titres féodaux, 560.
- Tocqueville, 564.
- toiles peintes, 28, 30, 40, 41.
- Tokougawa, 19, 20.
- Tolentino (traité de), 486.
- tolérance, 76, 92, 126, 166, 169, 187, 208. Voir; liberté de conscience.
- Tombouctou, 646.
- Tonkin, 18, 647.
- Tooke, 337.
- Torfou, 383.
- tories, 97, 207, 337, 633; — (« nouveaux »), 97.
- Toscane, 213, 217, 302, 333, 427, 444, 446, 461, 526, 530.
- Toulon, — jusqu'au siège de 1793, 308, 314, 315, 316, 317, 319, 321, 322, 328, 335, 357, 358, 368, 372; — après le siège, 382, 398, 418, 442, 480, 508, 515, 635.
- Toulouse, 145, 357, 358, 466, 544, 605.
- Touraine, 40, 147.
- Tourane, 18.
- Tourcoing, 318, 425.
- « tour de France », 63.
- Tours, 266, 348.
- Toussaint-Louverture, 322, 427, 512, 650.
- tradition, 210, 591, 593, 612.
- trafic triangulaire, 640.
- traite des noirs, 28, 33, 43, 98, 170, 193, 326, 650. Voir; esclavage.
- traité. Voir; Bâle, Campoformio, Jay, La Haye, Tolentino.
- transports, 25, 35, 39, 41.
- travail forcé, 10, 12.
- Travot, 549.
- Trébie (la), 535.
- Treilhard, 503, 524, 540.
- treize vendémiaire (journée du), 453-454.
- Trenck (baron de), 335.
- Trente, 483.
- Trésor (le), 177, 505, 570.
- Trésorerie (la), 392, 430, 579, 580, 581.
- Tressan (comte de), 84, 595.

Index

Trèves, 206, 241 ; — (électeur de), 210, 214, 238.
 triages des biens communaux, 109, 184, 557.
 tribunal, — du 17 août 1792, 263 ; — révolutionnaire, 343, 344, 345, 348, 350, 352, 364, 366, 370, 386, 415, 420, 431 ; — après le 9 thermidor, 434, 436, 440, 442, 498.
 tribunaux, — organisation, 174-176, 576-578 ; — de cassation, 175, 577 ; — de commerce, 175 ; — de famille, 175, 562, 576, 608 ; — extraordinaires, 578 ; — militaires, 396 ; — populaires, 264.
Tribun du peuple (Le), 469.
 Trieste, 611.
 Trinité (la), 511, 512, 646.
 « triumvirat » (le), « triumvirs » (les), — sous l'Assemblée constituante, 150, 156, 196, 197, 230 ; — sous le Directoire, 477, 494, 550.
 « trio cordelier » (le), 254.
 Trogoff, 321.
 Trône renversé (barrière du), 422.
 Trouard de Riollès, 161.
 « troubadour » (genre), 84, 595.
 Troubridge, 320.
 Trouvé, 525.
 Troyes, 117, 144, 405.
truck-system, 644.
 Truguet, 496.
 Tudors (les), 91.
 Tuileries (les), 152, 229, 255, 258, 290, 353, 354, 401, 544.
 « tuiles » (journée des), 118.
 Tupac Amaru, 13.
 Turgot, 25, 40, 41, 63, 107, 116.
 Turin, 160, 161, 210, 214, 315, 333, 481, 487, 496, 521, 525.
 Turkestan, 18.
 Turquie, Turcs, 17, 87, 96, 221, 222, 224, 225, 232, 302, 447, 448, 506, 516, 518, 527, 528, 637. Voir : Empire ottoman.
 Turreau, 383, 546.
 typographes, 196.

U

Udine, 487, 490, 495.
 Ukraine, 270, 271, 282, 312.
 Ulster, 298, 339.
ultra (les, — les exagérés), 373.
 ultramontains (les), 79.
unions, 63, 64.
 unité nationale, 107, 126, 131, 149, 173, 374, 412, 564, 589-591 ; — italienne, 520.
 Unité (section de l'), 377.

universalisme, 73, 424.
 universités, 14, 48, 97, 212, 561, 571, 585.
Unterlan, 60, 94, 95 ; — *Untertänig-keit*, 619.
 Unterwald, 523.
 urbanisme, 43.
 Uri, 523.
 Urquijo, 519, 631.
 usages collectifs, 126. Voir : droits collectifs.
 usure, 19.
 utilitarisme, 80, 600.
 utilité sociale, 71, 98, 593, 594.
 utopies, 81.
 v
 vaccination, 70.
 Vadier, 431, 436, 441.
 vagabondage, 66, 470. Voir : errants.
 vaine pâture. Voir : pâture.
 « vainqueurs de la Bastille », 142, 151.
 Val d'Enfer, 484.
 Valais, 334, 487, 496, 522, 523, 546.
 Valazé, 286, 290.
 Valdès, 319.
 Valence, 157, 358, 530.
 Valenciennes, 250, 251, 307, 316, 359, 365, 369, 380.
vales reales, 330.
 Valmy, 244, 267, 269, 276-280, 281, 282, 284, 305, 313, 327, 340, 385.
 Valteline, 487, 522.
 Vancouver, 648.
 vandalisme révolutionnaire, 560, 596.
 Vandermersch, 207, 211.
 Vandermonde, 400.
 Van der Noot, 206, 207, 210, 211.
 Van Eupen (chanoine), 211.
 Vanlerberghe, 505.
 vapeur, 22, 43, 604, 605 ; — (machine à), 34, 35, 40.
 Varennes, 151, 161, 200, 208, 228-232, 236, 252, 256, 290.
 Varlet, 344, 345, 353, 354, 369.
 Varsovie, 270, 311, 312, 313, 447, 455.
 Vaucluse (département de), 372, 438.
 Vaud, 207, 334, 522.
 Vaudou (culte du), 13.
 Vaudreuil (comte de), 214.
 Vauquelin, 400, 401.
 Velay, 251.
 vénalité des offices, 50, 61, 94, 109, 118, 149, 157, 175, 195, 558, 559, 587.
 Vendée, — avant l'insurrection, 236, 245, 314, 317, 322, 339 ; — 340, 341, 346-348, 355, 357, 359, 366, 383, 384, 395, 436, 437 ; — après la pacification, 451, 538, 549.

« vendémiairistes » (les), 458.
 Vendôme, 471; — (place), 237.
 Vénétie, 333, 486, 534.
 Venezuela, 649.
Vengeur (le), 427.
 Venise, 6, 37, 101, 215, 220, 280, 302, 311, 450, 461, 486, 487, 491, 523, 641.
 Venloo, 449.
 Vent (îles du). Voir : Iles.
 ventôse (décrets de), 411, 417. Voir : biens des suspects.
 « Ventre » (le), 476.
 Verceil, 333.
 Verdun, 218, 266, 276, 277, 279, 280, 281.
 Vergennes, 26, 86, 111, 221, 518.
 Vergniaud, — sous l'Assemblée législative, 235, 236, 237, 245, 246, 254, 256, 267; — à la Convention, 290, 370.
 vérification des pouvoirs, 128.
 Vermandois (le), 40.
 Vêrone, 331, 442, 482, 484, 486, 534.
 Versailles, 86, 111, 128, 133, 137, 150, 151, 152, 165, 208, 351.
 « vertu » (la), 81, 170, 390, 625; — vertu civique, 84, 596.
 veto, 229, 255, 256; — absolu, 150; — suspensif, 171.
 viande, 371, 386, 388, 406, 407.
 Vico, 74.
 Vicoigne, 359.
 Victoire (rue de la), 551.
 Victor — Amédée III, 216, 232, 273.
 Vienne, 84, 206, 212, 215, 216, 224, 225, 232, 242, 269, 272, 282, 310, 318, 334, 462, 466, 480, 483, 486, 518, 524, 526, 527, 632.
 « vierges de Verdun » (les), 277.
 Vierzon, 401.
Vieux Cordelier (Le), 384, 385.
 vigne, 39, 41, 135, 605; — vigneron, 59, 135, 136; — vin, 25, 44, 135, 136.
 Vihiers, 348, 360, 365.
 Villaret-Joyeuse, 321, 427, 451.
 « Ville Affranchie », 382. Voir : Lyon.
 Villiers, 623.
 Vincent, 360, 384, 386, 387, 388.
Vindiciae Gallicae, 212.
 vingtièmes, 59, 115, 576, 580.
 Virginie, 15, 621.
 Virieu (comte de), 160.
 Visconti, 520.
 visites domiciliaires, 262, 334, 371, 406, 499.
 Vistule, 312.
 vitalisme, 627, 629.
 Vitry-le-François, 279.

Vittoria, 450.
 Vivarais, 147, 160, 251.
 Vizille, 118, 599.
 volontaires, 140, 248, 250, 263, 278, 328, 341, 346, 347, 394, 395, 491, 532, 587, 588.
 volontarisme, 87.
 volonté punitive, 140.
 Volney, 592.
 Volta, 70, 626.
 Voltaire, 71, 75, 76, 79, 92, 205, 237, 239, 378; — voltairianisme, 378; — « voltairiens », 79.
 Vonck, 207, 210, 211; — Vonckistes (les), 207, 210, 211, 293.
 Vorarlberg, 534, 546.
 Vorontzov, 225, 483.
 Vosges, 381, 382.
 « votants » (les), 291.
 vote par ordre, 129, 132; — par tête, 120, 122, 123, 131, 132, 139.

W

Wackenroder, 629, 631.
 Wahabites, 528.
Wallenstein, 625.
War office, 328.
 Warren Hastings, 9, 12.
 Washington, 16, 104, 105, 154, 325, 424, 614, 620, 621.
water-frame, 34, 643, 644.
 Watson, 299.
 Watt, 34.
 Watt, agitateur, 337; — fils, 328.
Wat-Tyler (le) de Southey, 336.
 Wattignies, 317, 381, 398.
 Weimar, 92, 205, 625.
 Weishaupt, 95.
 Wellesley, 511, 515, 647.
 Werner, 628.
 Wesley, 632.
 Westermann, 280, 348, 360, 387.
 Westphalie, 311, 313, 426, 448, 449; — (traités de), 111, 218, 295.
whigs, 76, 97, 98, 211, 225, 297, 299, 300, 301, 335, 336, 337, 338, 509, 613, 617, 633; — *whig clubs*, 208.
 Whitbread, 338.
 Whitney, 644.
 Whitworth, 225.
 Wickham, 451, 473, 521, 536.
 Widin, 528.
 Wieland, 205, 335.
Wiener zeitung, 212.
 Wilberforce, 12, 335, 632.
Wilhelm Meister, 625.
 Wilhemsbad, 95.
 Wilkes, 99.
 Williams (miss), 201.

Index

Willot, 472, 476.
 Winckelmann, 84.
 Windham, 211, 315, 327, 328, 451,
 462.
 Winnipeg (lac), 4.
 Wissembourg, 317, 380, 381.
 Woerth, 382.
 Woëvre (la), 276.
 Wola, 312.
 Wolf, 76.
 Wolf Tone, 208, 299, 339, 483, 510.
 Wollastone, 626.
 Wöllner, 95, 205, 212, 329, 617.
 Wolstonecraft (Mary), 208, 623.
 Wordsworth, 101, 168, 335.
 Worms, 214, 280.
 Wren, 84.
 Wurmser, 311, 313, 314, 316, 317,
 381, 382, 455, 483.
 Wurtemberg, 92, 335, 485, 531, 615,
 624, 638.

Yéso, 647.
 Yeu (île d'), 451.
 Yonge, 328.
 York, 336; — (duc d'), 264, 314, 317,
 318, 328, 381, 537, 546.
 Young (Arthur), 38, 83, 643.
 Ypres, 398, 426.
 Yriarte, 449.
 Yssingaux, 251.
 Yvron, 279.
 « zamindars » (les), 647.
 Zélande, 426.
 Zerboni, 619.
 Zimmermann, 214, 622.
 Zörn (la), 317.
 Zug (lac de), 535.
 Zurich, 101, 207, 334, 424, 535, 546.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION.....	1
LIVRE PREMIER	
LE MONDE	
A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE	
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Europe et les nouveaux mondes</i> ..	3
I. Connaissance de la planète, p. 4. — II. Le partage des nouveaux mondes, p. 5. — III. Les empires coloniaux, p. 7. — IV. Le péril des empires et la révolution américaine, p. 13. — V. Les humanités étrangères, p. 16.	
CHAPITRE II. — <i>L'économie européenne</i>	22
I. L'économie traditionnelle et son évolution, p. 22. — II. La révolution économique en Angleterre, p. 32. — III. L'infériorité de l'Europe continentale, p. 36. — IV. L'enrichissement de l'Europe, p. 43.	
CHAPITRE III. — <i>La société</i>	46
I. Les clergés, p. 48. — II. La noblesse, p. 50. — III. La bourgeoisie, p. 52. — IV. Les paysans, p. 57. — V. La société britannique, p. 60. — VI. Le prolétariat, p. 62.	
CHAPITRE IV. — <i>La pensée européenne</i>	65
I. La mentalité traditionnelle et l'éveil de la mentalité moderne, p. 66. — II. Le rationalisme expérimental, p. 69. — III. Le déisme. Le droit naturel, p. 71. — IV. L'Angleterre et l'Allemagne, p. 74. — V. La France, p. 77. — VI. Les lettres et les arts, p. 82. — VII. Le cosmopolitisme et les nationalités, p. 85.	
CHAPITRE V. — <i>Les États et les conflits sociaux</i>	88
I. Le despotisme éclairé, p. 88. — II. La Grande-Bretagne, p. 96. — III. Les Provinces-Unies et les patriciats continentaux, p. 100. — IV. La révolution américaine, p. 102. — V. La France, p. 106. — VI. Les rivalités des États, p. 109.	

LIVRE II

PAGES

L'AVÈNEMENT DE LA BOURGEOISIE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER. — <i>La révolution aristocratique</i>	113
I. Calonne et les notables, p. 115. — II. Brienne et les Parlements, p. 117.	
CHAPITRE II. — <i>La révolution de la bourgeoisie</i>	120
I. Formation du parti patriote, p. 120. — II. Necker et le doublement, p. 121. — III. Les élections et les cahiers, p. 123. — IV. La victoire de la bourgeoisie, p. 127. — V. L'appel au soldat, p. 133.	
CHAPITRE III. — <i>La révolution populaire</i>	134
I. La crise économique, p. 134. — II. La « bonne nouvelle » et la grande espérance, p. 137. — III. Le complot aristocratique et la mentalité révolutionnaire, p. 138. — IV. La révolution parisienne, p. 141. — V. La révolution municipale, p. 143. — VI. La révolution paysanne et la Grande peur, p. 146. — VII. La nuit du 4 août et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, p. 148. — VIII. Les journées d'octobre, p. 150.	
CHAPITRE IV. — <i>L'année de La Fayette</i>	154
I. La Fayette et les patriotes, p. 154. — II. Les progrès de la Révolution, p. 156. — III. Le complot aristocratique, p. 159. — IV. La décomposition de l'armée, p. 161.	
CHAPITRE V. — <i>L'œuvre de l'Assemblée constituante (1789-1791)</i>	163
I. Les principes de 1789, p. 163. — II. L'organisation du gouvernement, p. 171. — III. L'organisation administrative, p. 172. — IV. Les finances, p. 176. — V. L'œuvre économique de la Constituante. La réforme agraire, p. 180. — VI. La réforme du clergé, p. 186. — VII. Les colonies, p. 192. — La France en 1791, p. 194.	

LIVRE III

**LA RÉVOLUTION ET L'EUROPE
JUSQU'À LA FORMATION DE LA GRANDE COALITION**

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Assemblée constituante et l'Europe</i>	199
I. La propagande, p. 200. — II. L'expansion révolutionnaire, p. 202. — III. La réaction et les projets de croisade, p. 209. — IV. Louis XVI et les émigrés. L'appel à l'étranger, p. 214. — V. La politique extérieure de l'Assem-	

blée constituante, p. 217. — VI. La politique européenne, p. 220.	
CHAPITRE II. — <i>La fuite du roi et la déclaration de guerre à l'Autriche (juin 1791-avril 1792).</i>	228
I. L'événement de Varennes et ses conséquences en France, p. 228. — II. La déclaration de Pillnitz (27 août 1791), p. 232. — III. L'Assemblée législative et la politique girondine (octobre-décembre 1791), p. 234. — IV. L'alliance austro-prussienne (décembre 1791-avril 1792), p. 241. — V. Le ministère Dumouriez et la déclaration de guerre (20 avril 1792), p. 244.	
CHAPITRE III. — <i>La seconde révolution française (août-septembre 1792)</i>	248
I. L'échec de l'offensive française (avril-juin 1792), p. 248. — II. Origines de la seconde révolution, p. 251. — III. La chute du ministère Dumouriez et la défaillance des Girondins (juin-août 1792), p. 254. — IV. La révolution du 10 août 1792, p. 256. — V. La première Terreur (septembre 1792), p. 261.	
CHAPITRE IV. — <i>L'invasion de la Pologne et de la France. La riposte révolutionnaire : Valmy et Jemappes (septembre 1792-janvier 1793)</i>	269
I. L'invasion de la Pologne et la question des indemnités, p. 269. — II. L'armée de la coalition, p. 272. — III. Valmy (20 septembre 1792), p. 276. — IV. La conquête républicaine ; Jemappes (6 novembre 1792), p. 280. — V. Le second partage de la Pologne et l'ébranlement de la coalition, p. 281.	
CHAPITRE V. — <i>Les origines de la coalition générale</i>	283
I. Les débuts de la Convention. Girondins et Montagnards, p. 283. — II. La lutte des partis et la mort du roi (septembre 1792-21 janvier 1793), p. 287. — III. La guerre de propagande et les annexions, p. 292. — IV. La rupture avec l'Angleterre, p. 297. — V. La rupture avec les États du Midi, p. 302.	

LIVRE IV

**LA COALITION ET LA RÉVOLUTION
JUSQU'AUX TRAITÉS DE 1795**

CHAPITRE PREMIER. — <i>La coalition européenne (1793-1795)</i>	305
I. La formation de la coalition, p. 306. — II. Les buts de guerre des coalisés, p. 307. — III. La coalition et la	

Pologne (avril 1793-octobre 1794), p. 309. — IV. La guerre contre la France : victoires et revers des armées coalisées (1793-1794), p. 313. — V. La guerre navale et coloniale, p. 319. — VI. La guerre économique, p. 322. — VII. Les gouvernements de guerre des États coalisés, p. 327. — VIII. La réaction européenne, p. 331.

CHAPITRE II. — *Le gouvernement révolutionnaire*..... 340

I. La chute de la Gironde : la révolution des 31 mai et 2 juin 1793, p. 341. — II. La crise révolutionnaire pendant l'été de 1793, p. 354. — III. L'organisation de la dictature montagnarde (juillet-décembre 1793), p. 364. — IV. La déchristianisation, p. 376. — V. Les premières victoires du gouvernement révolutionnaire (septembre-décembre 1793), p. 380. — VI. Le triomphe du Comité de salut public (décembre 1793-mai 1794), p. 384. — VII. Caractères et organisation du gouvernement révolutionnaire, p. 389. — VIII. L'armée de l'an II, p. 393. — IX. Le gouvernement économique, p. 399. — X. La politique sociale, p. 408. — XI. La Terreur, p. 414. — XII. La victoire révolutionnaire (mai-juillet 1794), p. 422. — XIII. Le 9 thermidor (27 juillet 1794), p. 428.

CHAPITRE III. — *La réaction thermidorienne et les traités de 1795*..... 433

I. La dislocation du gouvernement révolutionnaire, p. 433. — II. La crise financière et économique ; la Terreur blanche, p. 437. — III. La diplomatie des thermidoriens, p. 443. — IV. Les traités de Bâle et de La Haye (avril-mai 1795), p. 446. — V. Quiberon. Le 13 vendémiaire an IV, p. 451. — VI. La campagne de 1795 et l'annexion de la Belgique, p. 454. — VII. La Constitution de l'an III, p. 456.

LIVRE V

L'OFFENSIVE CONQUÉRANTE DE LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER. — *L'Europe et la Révolution à la fin de 1795*..... 461

I. Les neutres et les coalisés, p. 461. — II. Les dispositions des thermidoriens, p. 463.

CHAPITRE II. — *Le premier Directoire*..... 465

I. L'installation du Directoire, p. 466. — II. La crise monétaire et la conspiration des Égaux, p. 469. — III. La

nouvelle réaction anti-jacobine, p. 472. — IV. Les élections de l'an V et le conflit du Directoire et des Conseils, p. 475.	
CHAPITRE III. — <i>Le Directoire et la coalition</i>	478
I. Napoléon Bonaparte, p. 479. — II. Les victoires du Directoire et le désarroi de l'Angleterre, p. 481. — III. Les révers de l'automne 1796, p. 484. — IV. La reddition de l'Autriche : préliminaires de Leoben, p. 485. — V. La crise anglaise, p. 487. — VI. Aspects connexes du 18 fructidor, p. 490.	
CHAPITRE IV. — <i>Le 18 fructidor et le traité de Campoformio</i> ..	493
I. Le 18 fructidor (4 septembre 1797), p. 493. — II. Le traité de Campoformio (18 octobre 1797), p. 495.	
CHAPITRE V. — <i>Le second Directoire</i>	498
I. La Terreur directoriale, p. 498. — II. La troisième réaction anti-jacobine : le 22 floréal an VI (11 mai 1798), p. 502. — III. Les finances et l'économie nationale, p. 504.	
CHAPITRE VI. — <i>La guerre anglo-française</i>	508
I. L'effort anglais, p. 508. — II. Les projets de la France. Prodromes du blocus continental, p. 511. — III. L'expédition d'Égypte, p. 514.	
CHAPITRE VII. — <i>L'expansion révolutionnaire</i>	518
I. La Hollande et l'Italie, p. 519. — II. La Suisse, p. 521. — III. Le congrès de Rastatt, p. 523. — IV. Les suites du 22 floréal an VI, p. 524.	
CHAPITRE VIII. — <i>La seconde coalition</i>	527
I. Les Russes dans la Méditerranée, p. 527. — II. La guerre en Italie : la République parthénopéenne, p. 529. — III. L'Autriche entre en guerre. Caractères de la coalition, p. 530. — IV. Les préparatifs du Directoire, p. 532. — V. La campagne du printemps 1799, p. 534.	
CHAPITRE IX. — <i>La crise de l'an VII en France</i>	538
I. La journée du 30 prairial an VII (18 juin 1799), p. 538. — II. Les lois jacobines, p. 541. — III. La dernière réaction anti-jacobine, p. 542. — IV. La campagne d'automne, p. 545.	
CHAPITRE X. — <i>Le 18 brumaire</i>	548
I. Les revisionnistes, p. 548. — II. Les 18 et 19 brumaire an VIII (9 et 10 novembre 1799), p. 551.	

LIVRE VI

LE MONDE A L'AVÈNEMENT DE NAPOLEON

PAGES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les résultats de la Révolution en France</i>	554
I. La destruction de l'ancienne société corporative, p. 555. — II. L'État, p. 564. — III. La laïcisation de l'État, p. 569. — IV. Les services publics, p. 572. — V. L'armée, p. 586. — VI. L'unité nationale, p. 589. — VII. La vie intellectuelle, p. 591. — VIII. La société nouvelle, p. 597. — IX. La liberté économique et l'égalité des droits, p. 603. — X. L'appauvrissement et la guerre, p. 609. — XI. Le sens du 18 brumaire, p. 610.	
CHAPITRE II. — <i>L'expansion révolutionnaire et la réaction</i> ..	612
I. L'expansion révolutionnaire, p. 613. — II. La réaction, p. 616. — III. Les États-Unis, p. 619. — IV. Le conflit des idées, p. 622.	
CHAPITRE III. — <i>Les conséquences de la guerre : la politique internationale</i>	634
I. La guerre anglo-française, p. 634. — II. La guerre continentale, p. 636.	
CHAPITRE IV. — <i>Les conséquences de la guerre : l'essor du capitalisme en Grande-Bretagne ; l'expansion européenne dans le monde</i>	639
I. Le trafic international, p. 639. — II. La production, p. 641. — III. L'expansion européenne, p. 646. — IV. L'ébranlement des empires coloniaux, p. 648.	
CONCLUSION	651
INDEX	653
CARTE HORS-TEXTE : L'Europe à l'époque de la Révolution Française	<i>in fine</i>

1968-2 — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 30 188 IMPRIMÉ EN FRANCE IMP. N° 20 741

NORTH CENTRAL COLLEGE

944.04L62R6ED

C001

LA REVOLUTION FRANÇAISE 8E EDITION, PA



3 2611 00079555 5